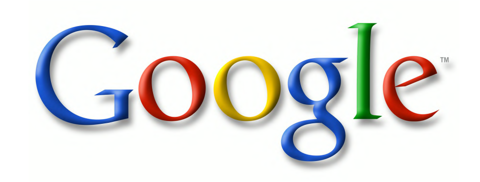



NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 07135903 2

Bignon

# HISTOIRE

# DE FRANCE.

# HISTOIRE

# DE FRANCE

## DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA GUERRE DE RUSSIE

## JUSQU'A LA DEUXIÈME RESTAURATION.

DERNIÈRE ÉPOQUE.

PAR M. BIGNON.

« Je t'engage à écrire l'histoire de la diplo-
» matie française de 1792 à 1815. »

TESTAMENT DE NAPOLÉON.

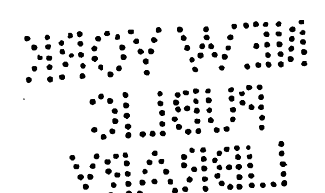


Bruxelles.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIVOURNE. | LEIPZIG.
MÊME MAISON. | J. P. MELINE.

1846



# INTRODUCTION.

En publiant, il y a seize ans, la première partie de son grand ouvrage, M. Bignon s'exprimait ainsi dans sa préface : « Le travail auquel je me livre est une tâche que je remplis ; » tâche difficile, mais qui doit m'être sacrée à » plus d'un titre. Le nom de celui de qui je l'ai » reçue, le lieu, la date du mandat lui impriment un caractère imposant, et, en quelque » sorte, religieux. L'homme qui a exercé, pendant près de vingt années, une influence si » décisive sur les destinées du monde, m'a engagé à écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815. Ce n'est point du haut » d'un trône qui a dominé tous les trônes, que » cette invitation est descendue vers moi. Napoléon me l'adresse de Sainte-Hélène, de son » lit de mort, par son testament. Que dirions-nous d'un homme qui aurait refusé d'obéir aux » dernières volontés de César ou d'Alexandre? »

M. Bignon n'avait pas jugé devoir s'arrêter au sens littéral de son mandat, et se borner à une sorte d'histoire des traités de 1792 à 1815; ouvrage de nature à être plutôt consulté que lu. Ce que Napoléon avait dû attendre de lui, c'était « une histoire générale, dans laquelle » seraient présentés tous les événements politiques, civils et militaires, qui ont rempli cette » période, en donnant au jeu secret des passions » et des intérêts qui ont produit ces événements, » en un mot, aux questions de politique extérieure, plus de développement et d'étendue que » n'en comportent les histoires ordinaires [1]. » Sûr de l'intention du testateur, et creusant toujours plus avant dans sa pensée, M. Bignon s'était décidé à élargir encore son cadre, et à prendre pour point de départ l'année 1785. L'affranchissement des États-Unis lui semblait être la véritable époque du commencement de la grande lutte matérielle, morale et diplomatique, dont il se proposait de tracer le tableau [2]. Mais il n'a

[1] Préface du tome premier, p. 6.

[2] Déshonorée à la fin du règne de Louis XV par l'imprévoyance et la faiblesse, qui n'avaient ni su prévenir, ni osé combattre le partage de la Pologne, la diplomatie de la France s'était régénérée sous Louis XVI, en secondant, par une alliance efficace et sincère, l'élan d'une nation opprimée vers la liberté..... Le caractère particulier imprimé à la diplomatie du seizième siècle par la réformation religieuse, est précisément celui qu'elle a déployé depuis la fin du dix-huitième. Aux deux époques elle a reçu une double empreinte, tant du mouvement nouveau de l'intelligence humaine, que de la résistance opposée à ce mouvement par le plus grand nombre des cabinets. De même qu'au seizième siècle on l'avait vue, sortant de ses attributions habituelles, s'immiscer dans des questions de dogmes, et armer des peuples pour imposer à d'autres la reconnaissance d'un symbole, de même, à dater de la révolution française, elle déclara la guerre à la pensée, et livra des batailles pour faire triompher tels ou tels axiomes d'organisation sociale. Cette ligue de tous les pouvoirs et de tous les priviléges héréditaires remonte même au delà de 1789; nous croyons qu'il faut reporter sa naissance à l'ère mémorable qu'a commencée pour les deux mondes l'affranchissement des États-Unis d'Amérique. Le spectacle d'une nation heureuse et florissante sans roi, sans noblesse, sans clergé formant corps politique dans l'État, ce spectacle qui était une leçon pour les peuples, fut aussi un avertissement pour les cabinets absolus et pour les aristocraties qui les entourent. C'est depuis cette guerre que s'est préparée leur union impopulaire, comme c'est depuis la même époque que s'est développé, avec plus ou moins d'énergie, l'esprit qui a enfanté cette révolution. (Histoire [inédite] de la diplomatie européenne depuis 1785, Avant-propos.)

pas eu le temps de revoir cette première partie de son ouvrage, que nous comptons bien pourtant publier un jour. Il avançait en âge ; voulant remplir au moins la portion de son mandat que l'auguste testateur avait dû considérer comme la plus essentielle, il se décida à faire paraître d'abord l'histoire du règne de Napoléon. La première partie de cet ouvrage parut en 1829 ; ce qui en fut publié en 1838 compléta les douze années écoulées depuis le 18 brumaire jusqu'au commencement de la guerre de Russie.

Dans une préface (au deuxième volume), M. Bignon s'exprimait en ces termes : « Il est » à présumer que cette grande biographie (de » l'empereur), dont les écrivains actuels prépa» rent les éléments, tentera un jour quelque » talent du premier ordre, et moi-même je désire » que Napoléon trouve un historien vraiment » digne de lui... Pour moi, à défaut d'autre mé» rite, j'aurai du moins celui de narrateur exact » et de citateur fidèle. Dans une histoire comme » celle de Napoléon, et à une époque si rappro» chée de son règne, ce genre de mérite a aussi » sa valeur ; je n'en ambitionne pas d'autre. » Appelé un peu tard à cette belle tâche, qui eût » demandé toute une vie, pressé par les menaces » de l'âge..., je me hâte de publier cette seconde » partie. » M. Bignon ne se montrait-il pas trop modeste dans cette appréciation ? Ce n'est pas à nous qu'il appartient de le décider. Mais ce que nous tenons à constater, c'est que cet ouvrage, grâce à sa spécialité, est à l'abri de toute comparaison avec les autres histoires de la même époque ; c'est que le mandat de l'empereur, dont il est la réalisation, attirera toujours sur lui l'attention des hommes sérieux ; c'est que les historiens mêmes qui lui succèdent, et auxquels la nature de leur talent et des formes plus pittoresques garantissent un succès populaire, n'auront jamais ni le droit ni la volonté de déprécier un ouvrage auquel ils auront dû faire toujours, bon gré, mal gré, de larges emprunts ; c'est qu'à une époque où l'on voit tant d'ovations bruyantes qui coûtent si cher, mais qui durent si peu, le livre de M. Bignon s'est soutenu sans presque aucun secours de la presse périodique ; c'est qu'enfin ce livre est *fait de main d'ouvrier,* comme eût dit la Bruyère.

Un fatal pressentiment avait dicté les dernières lignes que nous citions tout à l'heure. L'auteur de l'Histoire de France sous Napoléon ne devait pas avoir la consolation d'accomplir entièrement son mandat. Sa santé s'affaiblissant chaque jour, il avait renoncé presque entièrement aux travaux parlementaires pour consacrer à l'achèvement de ce grand ouvrage tout ce qui lui restait de forces. Il s'en occupa assidûment en 1839 ; mais l'année suivante, de douloureuses préoccupations vinrent l'arracher à son travail, et ne lui permirent plus de le reprendre. Sa femme, dont les soins dévoués prolongeaient sa vie, fut atteinte elle-même d'une maladie cruelle, et succomba dans les premiers jours de décembre. Sous l'impression, toute récente encore, de cette catastrophe, M. Bignon dut assister à la grande cérémonie du 15 décembre 1840 ; sa place était marquée ce jour-là auprès des restes sacrés de Napoléon, rendus à la France. Mais les émotions de cette journée achevèrent d'user sa vie ; quelques jours après, il s'éteignit dans les bras de sa fille [1].

La vie de M. Bignon appartient désormais à l'histoire. Son éloge serait suspect de partialité dans notre bouche ; nous laisserons donc à d'autres écrivains l'honneur d'apprécier son caractère et son talent, et nous nous bornerons à expliquer la part que nous avons prise à la rédaction du volume que nous publions aujourd'hui.

Après la mort de M. Bignon, on trouva dans ses papiers une partie de la suite de son ouvrage (les quatre premiers chapitres du présent volume), entièrement achevée et recopiée par lui-même, et de volumineux matériaux préparés de longue main pour le reste. Ces matériaux, pour l'année 1813, se composaient principalement d'extraits des passages les plus importants de la correspondance des divers cabinets de l'Europe avec la France, à la suite de la guerre de Russie. Tous ces extraits avaient été faits et annotés par M. Bignon ; l'esprit de son travail était là tout entier. Nous avons trouvé de plus, pour nous guider dans notre rédaction, les copies d'un grand nombre de lettres inédites adressées par Napoléon à divers souverains, et réciproquement, des fragments de sa correspondance avec plusieurs personnages marquants, notamment avec MM. de Montalivet, alors ministre de l'intérieur, et Daru, intendant général de l'armée. Nous avions encore un mémoire inédit de M. Bi-

[1] 6 janvier 1841.

gnon lui-même, sur sa seconde mission en Pologne après les événements de 1812, ouvrage que nous avons pu insérer presque en entier dans le chapitre VI de ce volume; enfin, des renseignements inédits et du plus grand intérêt sur la fatale défection de la Bavière au mois d'octobre, défection qui fut, comme nous le verrons, la cause principale des malheurs de Leipzig.

Une brève analyse des quatorze premiers chapitres de ce volume va faire connaître d'avance à nos lecteurs les faits et les appréciations nouvelles que nous apportons à l'histoire de cette époque.

Le tome II finissait à la rupture de la France et de la Russie. Le premier chapitre du troisième est consacré tout entier au récit véridique de la fameuse ambassade de M. de Pradt en Pologne. La génération actuelle lit peu le libelle publié en 1815 sur ce sujet par l'archevêque de Malines, libelle qui dut à l'esprit de parti une sorte de vogue momentanée. Attaqué dans ce livre, au mépris des convenances et avec toute l'amertume d'un prédécesseur justement disgracié, M. Bignon n'avait pas daigné répondre. Mais l'ordre des événements l'amenant à parler de ceux auxquels M. de Pradt s'est trouvé mêlé, malheureusement pour lui-même, pour les Polonais et surtout pour Napoléon, il a dû rétablir les faits dans leur véritable jour, d'après la correspondance même de M. de Pradt avec le duc de Bassano, et réduire à leur juste valeur l'histoire et l'historien de l'ambassade de Varsovie.

Les faits rapportés dans ce chapitre disculpent pleinement Napoléon du tort de n'avoir pas su tirer parti de la Pologne dans la guerre de Russie. Tout le tort doit être imputé à son ambassadeur, qui n'a su ni comprendre ni remplir ses instructions, et n'a montré, dans toute sa mission, que vanité d'abord, et faiblesse ensuite.

Le chapitre II comprend le récit de la guerre jusqu'au funeste séjour de Napoléon à Moscou. Ici les faits sont généralement connus. Dans le tableau de l'entrée des Français et de l'incendie de la ville, M. Bignon s'est élevé à une grande hauteur de style et de pensées. Nous pouvons en dire autant du récit de la retraite, sujet du chapitre III. Depuis Wilna, M. Bignon était devenu le témoin oculaire des lugubres événements qu'il décrit, et cette circonstance ajoute un nouvel intérêt à sa narration.

Le chapitre IV est le dernier que M. Bignon ait écrit; il ne paraît même pas avoir eu le temps d'y mettre la dernière main, et de coordonner les divers articles qui le composent. Nous y trouvons la conspiration de Mallet, l'exposé des négociations qui avaient eu lieu, pendant l'année 1812, au sujet de l'indemnité américaine, les événements de la guerre d'Espagne pendant cette même année, les faits relatifs au concordat signé par le pape Pie VII et par Napoléon, en janvier 1813; enfin, la correspondance diplomatique de la France et de la Prusse jusqu'à la défection de cette puissance.

Notre rédaction commence au chapitre V. Là, nous avions à traiter à fond, pour notre début, le point peut-être le plus délicat de tout le reste de l'ouvrage, l'attitude de l'Autriche pendant la campagne de 1812 et dans les premiers mois qui la suivirent. Nous avons dû définir nettement l'influence exercée sur les événements de la campagne par les manœuvres équivoques du commandant du corps auxiliaire autrichien; nous avons montré le cabinet de Vienne recevant, dès le temps de l'occupation de Moscou, la confidence anticipée des velléités d'un changement de système de la part de la Prusse, et encourageant, par sa discrétion, des confidences plus étendues de la part de cette puissance. Toute la défection autrichienne était en germe dans ce commencement d'abandon des intérêts français. A partir de ce moment, nous avons pu signaler un à un les progrès de cette défection; l'abandon volontaire de Varsovie et du territoire polonais par suite d'un accord secret conclu avec un agent russe, la cessation absolue des hostilités entre les Russes et les Autrichiens, et la retraite volontaire de ceux-ci sur Cracovie, malgré les ordres de Napoléon. Celui-ci s'était aperçu trop tard que M. de Pradt *n'avait rien de ce qu'il fallait pour sa mission,* et l'avait remplacé par M. Bignon, qui put ainsi observer de près les mauvaises dispositions de l'Autriche.

Pour arrêter la défection de cette puissance dans son principe, Napoléon avait un moyen sûr, c'était de l'associer franchement à ses intérêts par des sacrifices faits à propos, de renouveler par conséquent sur des bases plus larges, l'alliance qui unissait les deux États; en un mot, suivant l'expression de M. de Metternich, de la mettre à même d'agir avec nous comme un bon allié, avec les autres États, comme une puis-

sance indépendante. A Vienne, on s'attendait si bien, de la part de la France, à des propositions que la force des choses même semblait commander, que le comte de Bubna, chargé de porter à Paris une lettre de l'empereur d'Autriche, au commencement de janvier, avait l'autorisation de remplir au besoin des fonctions diplomatiques. Napoléon ne sut pas saisir ce point décisif; ce fut une des grandes fautes de sa vie. A partir de ce moment, la mésintelligence ira croissant entre les deux cours. L'Autriche a proposé de faire des démarches pour la paix, et Napoléon n'a pu s'y refuser; mais ces démarches n'auront d'autre résultat que de permettre à cette puissance d'accréditer des agents malintentionnés pour nous auprès de l'Angleterre, de la Russie et de la Prusse. L'Autriche armera, non pas en exécution de ses engagements avec la France, mais au contraire pour assurer la position indépendante qui peut seule lui convenir désormais; aussi refusera-t-elle les subsides français, en attendant qu'elle accepte ceux de l'Angleterre. Cependant, la coalition contre la France prend de nouvelles forces, la Prusse s'y joint au mois de février, et la Suède au mois de mars. C'est Bernadotte qui entraîne son pays d'adoption dans la guerre contre son pays natal; nous avons dû blâmer sa défection, d'autant plus sévèrement, qu'elle est restée impunie.

Le chapitre VI est, comme nous l'avons déjà dit, presque entièrement extrait des mémoires inédits de M. Bignon sur sa seconde mission en Pologne. Nous avons fait marcher de front la suite de la correspondance du cabinet autrichien avec la France, et l'historique des événements du grand-duché. Cette partie est la plus neuve et la plus intéressante; aussi nous sommes-nous laissé peut-être entraîner dans de trop grands détails. Nous avons considéré qu'étant ici hors des conditions d'une histoire ordinaire, nous ne pouvions être assujetti à observer les mêmes proportions entre les diverses parties du récit; et que nos lecteurs nous sauraient gré au contraire d'insister plus fortement sur des faits nouveaux, surtout quand c'est M. Bignon lui-même qui les raconte. Nous avons donc laissé subsister le récit développé d'une intrigue ourdie, à la suite de nos malheurs de Russie, par quelques Polonais qui, n'espérant plus de Napoléon le rétablissement du royaume de Pologne, avaient cru devoir s'adresser à l'empereur Alexandre; intrigue qui donna lieu à une lettre curieuse de ce monarque, lettre dont le prince Poniatowski et M. Bignon eurent connaissance, et qui est publiée ici pour la première fois. Nous suivons en même temps les progrès de la défection autrichienne à Vienne, dans le langage de M. de Metternich à Cracovie, dans la conduite équivoque du général en chef autrichien vis-à-vis du prince Poniatowski et du corps polonais, noyau précieux de patriotes, dont l'Autriche et la Russie ont déjà concerté l'expulsion. Enfin, cette crise veut un dénoûment; l'ambassadeur français à Vienne force, par une note pressante, le ministre autrichien à déclarer que l'empereur son maître prend l'attitude d'une médiation armée, et se dégage d'une partie au moins des stipulations du traité qui l'unissait à la France. La perfidie autrichienne va se montrer dans tout son jour, et rendre Napoléon presque excusable d'avoir dédaigné de tels alliés. Napoléon, prêt à rentrer en campagne, annonce qu'il va envoyer au corps auxiliaire autrichien l'ordre d'agir; M. de Metternich prendra ses mesures pour que ce corps, livrant à temps Cracovie aux Russes, soit rentré sur le territoire autrichien, et n'existe plus comme corps d'armée, quand les ordres arriveront. La fermeté de Poniatowski retarde ce fatal dénoûment; il dispute les jours et bientôt les heures à l'impatience hostile des Autrichiens. Associé à cette généreuse résistance, M. Bignon la raconte avec toute son âme; son récit, nous l'espérons, relèvera encore dans l'esprit de nos lecteurs le héros malheureux de Leipzig. Mais enfin il faut subir la loi du plus fort, et tous deux quittent pour jamais la Pologne, heureux encore que l'effet de la victoire de Lützen leur permette de rejoindre promptement la grande armée.

Le chapitre VII de ce volume comprend le détail des préparatifs militaires de Napoléon, et de ses mesures d'ordre intérieur et d'administration, pendant l'hiver de 1813. De là nous passons à l'envahissement de l'Allemagne par les alliés, envahissement retardé par l'admirable conduite du prince vice-roi. Napoléon paraît soudain à la tête d'une armée créée comme par magie, et sa victoire de Lützen, rayon de soleil fugitif entre deux orages, trouble le long triomphe des ennemis de la France.

Le chapitre VIII nous dévoile l'influence exer-



cée par le commencement de la campagne sur les cabinets de l'Europe. La victoire de Lützen nous rend deux alliances : celle du Danemark, précédemment compromis vis-à-vis de Napoléon par une indigne rouerie de la politique anglaise et russe, et celle de la Saxe, entraînée un moment par l'Autriche à l'essai d'une neutralité impossible. Notre succès produira un effet tout contraire sur la politique du cabinet de Vienne, il fortifiera les liens secrets qui déjà l'unissent à nos ennemis. Napoléon n'a pas voulu que la retraite de Moscou lui coûtât un sacrifice considérable; pour s'assurer la fidélité de l'Autriche il ne lui a offert que la Silésie, et encore trop tard. Maintenant cette puissance, en le voyant de nouveau victorieux, craint qu'il ne lui pardonne pas sa médiation armée. De là une froideur croissante avec nous, des rapports plus intimes et plus suivis avec les alliés. Un envoyé autrichien va porter de prétendues paroles de paix à leur quartier général; cet envoyé, c'est le comte de Stadion, l'irréconciliable ennemi de la France. Napoléon sent l'Autriche devenir, malgré lui, maîtresse de la situation, et fait tout pour lui ravir cet avantage, en manifestant aux alliés les dispositions les plus pacifiques, malgré le bon état de ses affaires militaires. Il propose, pour traiter de la paix, un congrès général auquel seront admis même les insurgés espagnols. Enfin, à la veille d'une bataille qu'il est sûr de gagner, il essaye vainement de faire parvenir des propositions directes à l'empereur Alexandre, et d'obtenir un armistice. Les alliés s'y refusent; ils livrent bataille, principalement pour prouver à l'Autriche qu'ils ne s'épargnent pas en l'attendant, et essuient une défaite sanglante.

Chapitres IX et X. L'événement de la bataille de Bautzen les force d'avoir quelque égard aux dispositions pacifiques de Napoléon, et d'en profiter au moins pour suspendre les hostilités jusqu'à ce que la coopération autrichienne leur soit assurée. Du moment où la conclusion d'un armistice sert les intérêts du parti de la guerre, le comte de Stadion, muet jusque-là, s'empresse d'intervenir. L'armistice est signé le 4 juin. Les alliés ayant, malgré Napoléon, tout subordonné à la médiation autrichienne, il faut pourtant bien que cette puissance s'explique vis-à-vis de la France. Comment veut-elle exercer cette médiation, et qu'entend-elle conserver de l'alliance du 14 mars 1812, qui la liait à nous? Tout le mois de juin s'écoule sans qu'on ait pu obtenir de réponse satisfaisante sur ces deux points. L'Angleterre redouble d'activité dans ses démarches auprès de l'Autriche et des puissances déjà coalisées, et les succès décisifs de Wellington dans la Péninsule donnent un nouveau poids à ses instances. Pour subvenir aux dépenses effrayantes de cette guerre, le ministère anglais ne reculera pas devant les mesures les plus dangereuses. C'est dans la dotation primitive du bureau de l'amortissement, détournée ainsi d'une destination sacrée, que le chancelier de l'échiquier a repris les sommes nécessaires pour fournir aux dépenses de la nouvelle coalition. Les fonds sont prêts pour solder les armées, et peut-être les traités eux-mêmes. Le 27 juin, l'Autriche, qui, dans ce moment, fait offrir sa médiation à Napoléon pour un congrès où des plénipotentiaires russes, autrichiens, prussiens et français traiteront de la paix continentale, l'Autriche, disons-nous, signe à Reichenbach, avec la Prusse et la Russie, un traité tenu soigneusement secret jusqu'ici, que, par conséquent, nous avons dû citer en entier. Ce traité est antérieur de trois jours à l'acceptation de la médiation autrichienne par la France! M. de Metternich est venu lui-même à Dresde pour tâcher de s'entendre enfin avec Napoléon. Leur dernier entretien est devenu célèbre par une sortie, au moins intempestive, de la part de l'empereur; le ministre autrichien eut désormais, comme Stadion, une injure personnelle à venger. Les bornes de cette analyse ne nous permettent pas de rappeler, même sommairement, toutes les perfidies de ce simulacre de congrès de Prague, dans lequel chaque incident fut une insulte pour la France : d'abord le choix du plénipotentiaire russe [1], son langage, toujours acerbe et inconvenant, puis la partialité scandaleuse du médiateur, le mode de conférence proposé par lui, qui l'érigeait en arbitre; enfin, l'accord immuable des trois puissances, pour empêcher la négociation de s'engager, et pour déclarer le congrès dissous au 10 août en tout état de cause. Tout ce qui concerne le congrès et les négociations mêmes de Prague, par conséquent les chapitres X et XI, avait été, de la part de M. Bignon, l'objet d'une étude particu-

[1] M. d'Anstett, d'origine française, et connu seulement dans la diplomatie par sa haine pour la France.

lière. La rédaction de ce travail presque achevé par lui nous a donné peu de peine : nous avons écrit, pour ainsi dire, sous sa dictée.

Chapitre XI. Enfin Napoléon, voyant approcher le terme fatal du 10 août, se décide, le 8, à tenter auprès de l'Autriche une démarche bien tardive, il est vrai, mais qui peut encore tout sauver. Caulincourt parvient à arracher à M. de Metternich, mais seulement après un délai de vingt-quatre heures, bien inutile et bien coupable dans de pareilles circonstances, les conditions stipulées à Reichenbach, conditions que les partisans de la guerre ne voulaient plus même laisser proposer, de peur que Napoléon ne les acceptât. En remettant cet ultimatum au duc de Vicence, M. de Metternich lui avait bien répété qu'il attendait un oui ou un non dans la journée du 10; mais les hostilités ne pouvant recommencer que le 16, Napoléon pouvait-il croire que les moments où la paix était encore possible, fussent comptés avec une précision si rigoureuse? Napoléon a dicté, le 9, sa réponse aux propositions de l'Autriche. Ces propositions, il en accepte la substance, sauf les réserves indispensables en faveur de ses alliés. Il importe à l'honneur de la France que la Saxe reçoive une indemnité pour le duché de Varsovie, et que le Danemark ne soit pas spolié au profit de Bernadotte. Après avoir dicté ses conditions, l'empereur, suivant sa propre expression, a voulu laisser passer la nuit sur des résolutions si importantes. Ce court délai a suffi pour rendre la paix impossible. La réponse de Napoléon, au lieu d'arriver le 10 août, avant minuit, arrive le 11 au matin; M. de Metternich, en en prenant connaissance, affirme que la veille encore elle pouvait faire la paix; mais que la situation est changée. « Aujourd'hui, dit-il, nous avons cent cinquante mille Russes chez nous, nous ne pouvons plus que demander ce que nous aurions exigé hier. » Le 10, à minuit, les plénipotentiaires alliés ont déclaré le congrès dissous. L'Autriche, qui a remis de suite à l'ambassadeur français sa déclaration de guerre, ne peut plus écouter une communication qui ne s'adresserait pas aux trois cours. Malgré son indignation bien légitime, Napoléon envoie au duc de Vicence les pouvoirs nécessaires pour traiter. Caulaincourt fait passer aux souverains alliés, par M. de Metternich, ces mêmes propositions qui, suivant celui-ci, auraient sûrement fait la paix le 10; elles sont accueillies par *un refus pur et simple* des deux empereurs de Russie et d'Autriche, et la négociation se termine ainsi. Ce n'est donc pas Napoléon, comme on l'a tant répété, qui a refusé la paix à Dresde, c'est au contraire lui qui l'a proposée, c'est lui seul qui l'a sincèrement voulue, et *qui n'a pas pu la faire,* comme il l'a tant de fois répété. Bientôt les traités de Tœplitz resserrent les nœuds de la nouvelle coalition, et, conformément à des conventions antérieures, fixent, comme but de la guerre qui recommence, la réduction de la France à ses limites du Rhin et des Alpes.

Le chapitre XII, qui nous appartient malheureusement presque en entier, ainsi que le quatorzième, comprend le tableau des opérations de la campagne de Saxe depuis la reprise des hostilités jusqu'à l'instant fatal où Napoléon, quittant Dresde pour la dernière fois, est obligé de renoncer à l'une de ses plus belles combinaisons militaires, et ramené forcément vers Leipzig par la défection bavaroise.

On trouvera, dans le chapitre XIII, les détails, peu connus jusqu'ici, de cette défection si odieuse. La vérité historique est parfois impitoyable; nous avons dû, à notre grand regret, nous montrer sévère pour M. Mercy d'Argenteau, alors ministre de France en Bavière; personnage d'une loyauté au-dessus de tout soupçon, mais dont l'inexpérience et le défaut d'énergie ont amené les plus fâcheux résultats. La notice sur sa mission, manuscrit dont il fit hommage à M. Bignon, il y a quinze ans, et à laquelle nous avons d'ailleurs emprunté beaucoup de détails intéressants, suffirait seule pour prouver à quel point il a été la dupe des deux principaux auteurs de la défection de la Bavière, défection qui lui fut présentée comme une nécessité pénible, à laquelle cette puissance n'aurait pu se soustraire. Son secrétaire de légation, feu M. Bogne de Faye, dont nous possédons également les notes, a mieux connu et mieux apprécié les faits.

Enfin le chapitre XIV et dernier contient le récit des batailles de Leipzig et de Hanau, et le retour de Napoléon à Mayence.

En terminant cette introduction, nous devons quelques mots de réponse à une objection dont nous sentons toute la force mieux que personne. De quel droit, dira-t-on sans doute, un jeune homme, encore inconnu dans le monde littéraire

comme dans le monde politique, vient-il se mettre ainsi à la suite de l'historien de Napoléon? N'aurait-il pas mieux valu, dans l'intérêt même de la mémoire de M. Bignon, confier ses matériaux et ses notes à quelque écrivain ayant déjà sa réputation faite, et qui se serait trouvé heureux, si illustre qu'il fût, d'associer son nom à une pareille œuvre?

A cette objection, nous avons deux réponses, l'une de fait, l'autre de sentiment.

D'abord, la personne étrangère chargée de ce travail aurait été nécessairement un homme d'un talent déjà éprouvé, ayant son style fait, ses idées arrêtées. De là deux inconvénients graves, l'un relatif à Napoléon, l'autre à M. Bignon lui-même. Le premier, le voici :

Nous sommes encore bien près des événements racontés dans cet ouvrage. Plusieurs des écrivains sérieux de l'époque actuelle ont vu au moins l'ère de la décadence impériale; beaucoup d'autres sont restés imbus, malgré eux, des préventions accréditées par la restauration sous l'influence de nos malheurs. Dans ces jours désastreux, le tumulte des passions et des événements avait soulevé des tempêtes effrayantes, à donner des vertiges aux plus fortes têtes, à égarer les jugements les plus sains. De là certains préjugés invétérés, avec lesquels il serait fort dangereux d'aborder l'histoire de cette époque, surtout s'il s'agissait de se placer au point de vue de M. Bignon, subissant l'influence nécessaire du mandat de Napoléon, non pas pour altérer la vérité en dissimulant ses torts réels, mais pour la compléter en faisant valoir toute excuse légitime.

Sous ce rapport, nous apportions du moins à ce travail des dispositions convenables. Nous appartenons à cette génération nouvelle qui pardonne à ses devanciers leurs préjugés contre l'empereur, mais qui ne les partage plus. Nous avons donc pu nous identifier plus facilement, plus complétement peut-être avec la manière de voir de M. Bignon, j'ose ajouter avec sa manière d'écrire. N'ayant ni habitudes prises, ni amour-propre littéraire à ménager, ce que nous avions de mieux à faire, c'était d'être *lui* le plus possible. La comparaison des parties de son ouvrage déjà terminées, avec les matériaux qu'il avait conservés, nous a permis de reproduire à notre tour les formes de sa rédaction sur les matériaux non employés encore; ses notes ont été textuellement conservées; enfin, tout en nous faisant un devoir de ne pas dissimuler que l'auteur avait laissé son œuvre imparfaite, nous n'avons rien épargné pour que le dernier volume, que nous publions, fût digne de porter comme les deux autres le nom *seul* de M. Bignon.

Il me resterait à parler du sentiment tout particulier qui m'a surtout décidé à entreprendre ce grand travail. Un seul mot me suffira pour l'expliquer : c'est un hommage filial que je rends à la mémoire vénérable de M. Bignon. Devenu l'époux de sa fille orpheline, j'ai voulu achever moi-même d'acquitter sa dette envers l'empereur.

Vercllves, 20 novembre 1845.

A. Ernouf.

# HISTOIRE

# DE FRANCE.

## CHAPITRE PREMIER.

### POLITIQUE ET GUERRE.

Nomination d'un ambassadeur extraordinaire à Varsovie. — Instructions données à cet ambassadeur. — Motifs du choix de M. de Pradt. — Droit donné à l'ambassadeur d'assister au conseil des ministres. — Espoir de Napoléon dans le concours énergique de la Pologne. — Vanité puérile de l'ambassadeur en sens inverse de la volonté de Napoléon. — Réunion d'une diète à Varsovie. — Projet formé par M. de Pradt de la dissoudre quelques jours après. — Ridicules motifs de ce projet. — Motif véritable. — Projet de substituer une commission intermédiaire à la diète confédérée. — Cause du retard de la réunion de la diète. — Scribomanie de l'ambassadeur. — Dissolution de la diète confédérée. — Craintes que cause à M. de Pradt l'ardeur des Polonais. — Scrupules de M. de Pradt en faveur du roi de Saxe. — Substitution de rédaction de M. de Pradt à toutes les rédactions polonaises. — Lettre remarquable dictée par l'empereur. — Étrange justification de M. de Pradt. — Terreurs paniques de cet ambassadeur. — Correspondance déplacée de M. de Pradt avec le prince de Schwarzenberg. — Organisation d'un gouvernement provisoire en Lithuanie. — Discours adressé à l'empereur par une députation de la diète. — Réponse de l'empereur à ce discours. — Faux jugements portés sur cette réponse. — Préventions injustes de l'empereur contre la famille Czartoriski. — Position de cette famille à l'égard de la Russie. — Liaison du jeune prince Adam avec le grand-duc Alexandre. — Projets du grand-duc en faveur de la Pologne. — Événements qui changent les dispositions du grand-duc devenu empereur. — Services rendus à la Pologne par le prince Adam Czartoriski. — Impossibilité morale pour le prince Adam de s'associer à la guerre contre Alexandre. — Explications données par lui à ce sujet. — Soupçons de Napoléon sur les motifs de la conduite du prince Adam. — Mauvais choix d'un gouverneur pour la Lithuanie. — Faute grave d'avoir laissé les troupes autrichiennes former un corps séparé. — Résultat important de la marche de Napoléon sur Wilna. — Funeste effet du départ soudain du roi de Westphalie. — Traités d'alliance entre les ennemis de Napoléon.

Pour compléter, dans le volume précédent, le tableau des rapports directs des deux empereurs Napoléon et Alexandre, en transportant, par une légère anticipation de date, Napoléon à Wilna, où ces rapports eurent leur terme, j'ai forcément omis quelques circonstances antérieures ou simultanées, qui toutefois ne manquaient pas d'une certaine gravité. Maintenant, je dois y revenir avant de poursuivre le cours des événements de politique et de guerre, pour l'explication desquels cette connaissance non-seulement ne sera pas inutile, mais devient même indispensable.

Lorsque, en ouvrant la campagne de Russie, Napoléon a proclamé cette guerre *la seconde guerre de la Pologne,* il a dû entrer dans ses vues de joindre, à l'immensité des moyens matériels que lui assuraient ses alliances continentales, le puissant levier d'une insurrection patriotique ; de donner ainsi un caractère philanthropique à sa cause, et d'offrir en perspective au genre humain, comme prix du triomphe des armes françaises, l'émancipation d'un grand peuple rendu à son antique indépendance. L'action militaire a dû, en une telle entreprise, s'associer l'utile renfort d'une action morale. Pour

la première, Napoléon n'a besoin que de son seul génie; pour l'autre, il lui faut des auxiliaires. Le premier, le plus puissant de ces auxiliaires, est naturellement son ambassade à Varsovie. L'histoire de cette ambassade se lie ainsi nécessairement à celle de la guerre dont elle devait concourir à préparer le succès, et à laquelle, par une incroyable aberration, elle a au contraire enlevé ses plus précieuses et ses plus importantes ressources. Pour tout historien, quel qu'il soit, il y a ici obligation d'apprécier l'écrit fameux de l'ex-ambassadeur, M. de Pradt. Pour moi, plus que pour tout autre, la tâche est délicate. Cependant, parce qu'il a plu à l'ex-ambassadeur de me comprendre personnellement dans les invectives qu'il a prodiguées à l'empereur, à ses maréchaux et à ses ministres, aussi bien qu'à la nation polonaise, est-ce une raison pour que je doive me condamner au silence? Non, assurément. Je voudrais, pour mon compte, pouvoir d'une injuste attaque tirer une noble vengeance, en approuvant dans M. de Pradt des actes dignes de louange; mais je le dis à regret, cette satisfaction d'un honorable amour-propre ne m'a pas été permise; toute ma bonne volonté s'est trouvée en défaut, et, dans le dépouillement de la correspondance de l'ambassadeur, je ne découvre pas un mot qui ne soit une accusation directe contre lui-même. C'est donc par ses propres lettres que nous réfuterons, chemin faisant, le libelle inouï qu'il a intitulé Histoire de son ambassade.

M. de Pradt, on ne l'a pas oublié, s'est déclaré [1] avec orgueil l'auteur de la perte de Napoléon, ou du moins celui que Napoléon a regardé comme l'un des principaux auteurs de sa chute. Ainsi, dans un incroyable délire, M. de Pradt s'est constitué son propre délateur! Fanfaron malheureux, il se fait criminel par jactance! Il se calomnie, nous aimons du moins à le croire. Placé dans la plus fâcheuse des alternatives, la trahison ou l'ineptie, il affecte le honteux courage de la première, pour ne point subir le poids de la seconde. Nous sommes moins injuste envers lui : qu'il ait été agent incapable, maladroit, inhabile, toutes ses œuvres le prouvent; mais, quoi qu'il en dise, nous en avons la sincère conviction, en 1812 il n'était point un traître. Laissons parler les faits.

Les instructions écrites et verbales que M. de Pradt a reçues, lui ont fait connaître ce que Napoléon attend de son concours. Il n'y a pas seulement la Russie à vaincre; il y a la Pologne à rétablir. Mais pour être digne de ce rétablissement, c'est à la Pologne même d'aider à vaincre la Russie. Tel est l'esprit des instructions données à l'ambassadeur.

Le but est indiqué, les moyens prescrits. Une diète étant convoquée pour se réunir à Varsovie vers le milieu du mois de juin, il est à désirer qu'un comité, composé d'hommes influents, fasse un rapport sur les malheurs de la Pologne et sur l'espoir de la renaissance de la patrie; que ce comité invite la diète à prononcer l'existence du royaume et celle du corps de la nation polonaise, dont la force seule a pu opérer la destruction; qu'il proclame que partout où des Polonais sont réunis, ils ont, comme leurs frères, droit de se confédérer pour le salut public; qu'enfin, il fasse adopter par la diète un décret pour déclarer la Pologne rétablie, et pour constituer la diète en confédération de Pologne.

Le rapport du comité de la diète devait être « *européen et polonais;* mais en s'attachant à développer les basses intrigues, les violences qui » ont causé la ruine de la patrie polonaise, on » ménagerait avec soin la Prusse et l'Autriche, » qui, loin d'être opposantes, accèdent d'avance » aux événements qui se préparent. Le rapport » serait en entier dirigé contre la Russie. »

La confédération une fois organisée par la nomination d'un maréchal et d'un conseil, elle formerait des comités de confédération dans les différents palatinats. Ces comités feraient comme elle des proclamations. Les proclamations, les discours des membres de la diète, les adresses, les manifestes collectifs ou individuels, seraient imprimés et répandus non-seulement dans les départements du duché, mais aussi dans les provinces encore occupées par les Russes. Rien ne devait être négligé pour frapper fortement l'opinion. Il importe qu'on ait à publier chaque jour des pièces de tous les caractères, de tous les styles, tendant au même but, mais s'adressant aux divers sentiments et aux divers esprits.

Les comités des différents palatinats devront envoyer partout des agents pour colporter les actes

[1] On connaît le début de cette histoire, mais il est bon de le rappeler ici : « L'empereur a été surpris laissant, » du plus profond d'une noire rêverie, échapper ces » paroles mémorables : *Un homme de moins, et j'étais* » *le maître du monde...* Quel est donc cet homme qui, » participant en quelque sorte du pouvoir de la Divi- » nité, a pu dire à ce torrent : *Non ibis amplius?...* Où » étaient ses armes, ses moyens, ses trésors, pour arrê- » ter ce superbe dominateur de la France et de l'Eu- » rope, qui, sur les débris des trônes, un pied dans le » sang et l'autre sur des ruines, s'élançait en idée vers » les limites du monde, et, dans sa soif insatiable de » domination, étouffait pour ainsi dire dans l'univers? » *Cet homme, c'était moi.* »

de la confédération, repandre en général toutes les pièces imprimées, et les faire pénétrer dans toutes les parties de la Pologne. Les Russes ne peuvent pas occuper l'immensité du pays; il faut créer des intelligences sur les derrières; établir des foyers d'insurrection partout où ils ne seront pas en force; enfin, les placer dans une situation semblable à celle où s'est trouvée l'armée française en Espagne, et l'armée républicaine dans les temps de la Vendée et de la chouannerie. Ce mouvement peut facilement être imprimé, et doit devenir général aussitôt qu'il sera appuyé sur un événement militaire de quelque importance. Il faut qu'alors la Pologne se trouve remuée, et qu'elle entre tout entière en insurrection.

Tous les mouvements que l'intérêt français appelle en Pologne ne doivent pas laisser apercevoir la main de l'ambassadeur; mais celui-ci *doit tout voir, tout savoir, tout diriger, tout animer*.

Ce que nous venons de citer presque textuellement des instructions données à M. de Pradt, met au grand jour l'objet direct de sa mission. Un passage expose les motifs qui ont déterminé pour cette mission le choix de sa personne. « Un officier général, de quelque grade qu'il eût été, aurait » difficilement dominé les généraux de son grade, » les ministres et les grands du pays. Un ambassadeur y parviendra avec d'autant moins de peine, » que son caractère politique, *son rang dans la* » *hiérarchie*[1] *ecclésiastique*, et son caractère personnel, en imposeront davantage. »

Afin de donner à l'ambassadeur une autorité réelle sur l'administration dans le duché de Varsovie, il avait été convenu avec le roi de Saxe que M. de Pradt assisterait aux séances du conseil des ministres, et le conseil lui-même avait reçu du roi une latitude d'action illimitée. « Le rang de l'ambassadeur, continuaient les instructions, ne sera point contesté, puisque son caractère l'autorise à ne céder le pas qu'aux têtes couronnées et aux princes du sang. Ainsi placé, son influence s'exercera naturellement sans blesser aucun amour-propre. Rien ne s'opposera à ce qu'il s'immisce dans tous les détails, d'abord parce qu'on verra dans ses démarches l'autorité de l'empereur; ensuite parce qu'il n'inquiétera l'ambition de personne. Il doit profiter de sa position pour que le duché soit aussi utile qu'il peut l'être à l'armée, et pour qu'il concoure, par toutes les ressources qu'il peut offrir, à cette guerre dont les suites seront si heureuses pour la Pologne. Le duché réclamait depuis longtemps une autorité centrale. Elle existe par le pouvoir, en quelque sorte royal, dont le conseil des ministres est revêtu; elle existe surtout par la présence de l'ambassadeur, qui réunira, pour ainsi dire, dans sa main les ministres, les généraux, les commandants, les ordonnateurs, et tous les genres d'autorités locales. »

Par les mesures et les renseignements qui précèdent, Napoléon, comme on le voit, en préparant ses armes de guerre, n'avait point négligé d'y comprendre le dévouement du patriotisme polonais, le secours de l'enthousiasme populaire, et les sacrifices dont est capable un peuple opprimé pour reconquérir une existence nationale. Les intentions de l'empereur sont donc bien connues. Avant de quitter Dresde, l'ambassadeur a pu apprécier la nature du rôle qu'il est appelé à remplir. La conduite qu'il va tenir prouvera ou qu'il n'a pas lu ses instructions, ou qu'il ne les a pas comprises. Ce qu'il sait bien, c'est que sa mission est une vice-royauté véritable. Aussi dit-il naïvement : « C'est Stakelberg[2] que je viens recommencer. » Malheureusement il ne le recommencera pas avec la même utilité pour le prince que son devoir est de servir. L'infatuation[3] de sa position nouvelle s'élève chez

[1] La lettre ministérielle qui, en me renouvelant les témoignages de la satisfaction de l'empereur, m'annonçait l'envoi d'un ambassadeur extraordinaire pour me remplacer à Varsovie, alléguait aussi comme raison de la nomination de M. de Pradt *son rang élevé dans la hiérarchie ecclésiastique*; je n'avais vu là qu'un détour poli pour me consoler d'un changement de position, auquel je pourrais être sensible. Le motif n'était pas simulé, puisqu'on en faisait la déclaration à M. de Pradt lui-même.

[2] Ambassadeur de Russie, véritable roi en Pologne, sous le règne de Stanislas Poniatowski.

[3] L'hôtel habité à Varsovie par M. de Talleyrand en 1807, et depuis occupé par les ministres de France, Serra et Bignon, offrait, provisoirement du moins, à l'ambassadeur, une demeure convenable. M. de Pradt ne s'en contenta pas. Il existe dans cette ville un beau et vaste palais, bâti par le favori d'Auguste, roi de Pologne, le comte de Brühl, dont il porte le nom. Ce palais seul paraît à l'ambassadeur digne de le recevoir. Par malheur, le roi de Westphalie a pris les devants et s'y est installé. M. de Pradt n'a pas la patience d'attendre le départ du prince. Le duc de Bassano est obligé de l'avertir que, dans une contestation sur un tel sujet avec le roi, il ne ferait que s'attirer des choses désagréables; que d'ailleurs l'empereur est prévenu, et prononcera.

Une autre fantaisie atteste encore chez M. de Pradt l'enivrement puéril de sa nouvelle situation. Affligé d'être arrivé sans éclat à Varsovie, il se souvient qu'autrefois les ambassadeurs faisaient une entrée solennelle dans les capitales où ils allaient résider, et il demande sur ce point important les ordres de l'empereur. Le duc de Bassano lui répond que cet ancien cérémonial est tombé en désuétude, et, pour le consoler, il ajoute que « toutes les démonstrations extérieures sont à propos, hors une entrée d'apparat, qui serait contre l'usage actuel de toutes les cours. » Encore un désap-

M. de Pradt, homme d'esprit, homme du monde, à un degré où elle ne serait pas excusable même chez l'homme de la portée la plus vulgaire, de l'intelligence la plus commune. Arrivé à Varsovie le 5 juin, M. de Pradt fut aussitôt, par les soins de son prédécesseur, mis en rapport avec les ministres et les principaux personnages du pays. Son premier jugement sur les ministres leur fut très-peu favorable. Dans les premières dépêches, il parlait d'eux avec le plus grand dédain ; mais la péripétie ne se fit pas longtemps attendre. Ces hommes, que d'abord il ne voyait que d'un œil de pitié, beaucoup plus habiles que lui en effet, ne tardèrent pas à démêler le fond de son caractère. En peu de jours ils eurent reconnu qu'en caressant la vanité, qui en était le trait dominant, ils seraient bientôt maîtres de l'homme. Ils ne se trompèrent pas. De ce moment, M. de Pradt ne fut plus qu'un instrument entre leurs mains ; sa mission ne fut plus dirigée, selon la pensée de l'empereur, dans le grand intérêt de la Pologne en général, mais dans le sens étroit d'un intérêt purement local, dont ne savait pas se défendre le ministère du duché. Certes les hommes dont se composait ce ministère étaient de très-bons Polonais ; mais, soit excès de confiance dans l'infaillibilité du succès des armes françaises, soit désir de ménager spécialement la portion de territoire qu'ils administraient, soit crainte de voir revenir, à la suite des confédérations armées, les désordres et le pillage, qui, en pareille occurrence, n'épargnaient pas même les propriétés de leurs concitoyens, ils étaient plutôt portés à réduire, en ce qui les concernait, le caractère de la guerre à celui d'une guerre politique, à celui d'une guerre d'État à État, qu'à former de ces confédérations qui jadis ébranlaient le pays tout entier, qui faisaient monter à cheval tous les gentilshommes, et, pour les nourrir comme pour les équiper, mettaient à contribution, sans ménagement, sans distinction d'amis ou d'ennemis, les terres des grands propriétaires. C'était le renouvellement de ces confédérations anciennes que voulait Napoléon, sans s'inquiéter des inconvénients inévitables qui les accompagnaient, mais n'y voyant qu'une grande manifestation des vœux de la nation polonaise, que l'énergique déploiement de toutes ses forces, et son soulèvement universel contre la Russie. C'est dans un système tout à fait contraire que va agir son ambassadeur. Napoléon veut tout agiter, tout enflammer; il veut porter l'enthousiasme jusqu'au plus haut degré d'exaltation. M. de Pradt veut tout calmer, tout tempérer, tout refroidir. Le fait serait incroyable, si les preuves n'en étaient pas là ; si M. de Pradt lui-même n'en eût fait gloire, et ne s'en fût vanté comme d'une œuvre héroïque. Son ambassade à Varsovie eut une durée nominale de six mois ; elle ne dura réellement que vingt-cinq jours ; vingt-cinq jours lui suffirent pour enlever à Napoléon le puissant renfort qu'il avait attendu d'un mouvement insurrectionnel de la Pologne. L'empereur avait droit d'y compter ; tout, dans le duché de Varsovie, était disposé à merveille pour répondre à ses vues. Par de faux calculs, par un égarement d'esprit déplorable, d'autres idées préoccupèrent M. de Pradt. Une diète confédérée, devenue permanente, absorberait nécessairement tous les autres corps de l'État ; l'autorité royale elle-même disparaît devant l'autorité des confédérations : à plus forte raison, que va devenir celle du conseil des ministres, celle de M. de Pradt, autorisé à siéger dans ce conseil? Aura-t-il, sur une grande assemblée, l'ascendant si commode qui lui est assuré dans une réunion de six personnes, dont toutes les volontés seront subordonnées à une volonté unique, à la sienne? La diète n'est pas réunie encore, et déjà les orages, les tempêtes présumées de la diète épouvantent l'ambassadeur. Le 14 juin, M. de Pradt écrit au duc de Bassano : « Les membres de la diète » arrivent; le prince Czartoriski[1] sera ici après- » demain. L'effervescence des esprits augmente à » chaque instant. J'aurai beaucoup à faire pour » retenir l'explosion jusqu'au moment de la diète ! » A dater de ce moment, M. de Pradt a pris son parti : la diète se réunira, elle proclamera le rétablissement de la Pologne, puisque ainsi l'a voulu l'empereur; mais le lendemain elle recevra son congé, et, en ne retenant à Varsovie qu'un conseil de confédération sans puissance réelle, M. de Pradt, souverain absolu dans le conseil des ministres, régnera paisiblement sur le duché. Ce plan incroyable est arrêté le 16 juin, et M. de Pradt le consigne, quoique sous forme dubitative, dans une dépêche qu'il adresse, en date de ce même jour, au duc de Bassano. « Je dois, écrit-il à ce ministre, » faire part à Votre Excellence d'une circonstance » locale qui mérite beaucoup de considération. » L'usage général de la Pologne fait tomber sur » l'époque de la Saint-Jean les transactions pour le » renouvellement des baux à ferme, ventes de terre,

pointement! C'est bien la peine d'être ambassadeur extraordinaire!

[1] Celui à qui, autrefois, l'impératrice de Russie avait laissé libre la concurrence au trône avec Stanislas Poniatowski. Catherine avait écrit à ce dernier : « J'envoie Keiserling en Pologne, avec ordre de faire roi » vous ou le prince Adam Czartoriski, votre cousin! » Poniatowski manœuvra si bien, que le prince Adam Czartoriski écrivit à cette princesse pour se désister de toutes prétentions à la couronne.

» échéances de payement. Je suis informé que déjà » quelques nonces ont commencé à s'occuper de la » concurrence de la durée de la diète, et de celle » des intérêts qui, à cette époque, exigent leur pré- » sence dans leurs foyers. » Nous ignorons si, parmi les membres de la diète, il a existé un ou plusieurs individus d'un si méprisable égoïsme, et nous en doutons; mais, en supposant le fait vrai, ce serait une odieuse exception qui n'eût pas dû autoriser, de la part de l'ambassadeur, une assertion aussi offensante pour la masse des nonces et des députés. Ces généreux citoyens, accourus avec tant d'ardeur pour se dévouer à l'émancipation de leurs compatriotes opprimés, ne soupçonnaient guère sous quel aspect l'ambassadeur français les représentait aux yeux de l'empereur Napoléon. L'empereur les appelle à le seconder pour l'affranchissement de la Pologne tout entière, pour la recomposition de l'ancien royaume de Pologne. L'empereur a mal pris son temps, il devait le mieux choisir; aujourd'hui il a tort de leur rien demander! Les nonces, les députés ont bien autre chose à faire; ils ont à renouveler leurs baux, *c'est l'époque de la Saint-Jean!*

Après une si étrange allégation, dont sans doute il comprend la faiblesse, s'il n'en sent pas le ridicule, M. de Pradt arrive sans transition au motif réel qui le fait agir : « La diète ne peut pas s'ouvrir avant » le lundi 22 juin; elle ne se transformera en confé- » dération que le 24. On ne peut entrevoir jusqu'où » les événements pourront la conduire; mais il est » aisé de calculer *jusqu'où pourrait aller une* » *masse d'hommes réunis,* soit en état de travail et » d'agitation, soit en état de calme et d'interruption » de travail, qui ne se renouvellerait que par in- » tervalle : il faut prévoir les deux cas. Dans le » premier, la chaleur toujours croissante des esprits » doit mener loin, et peut-être plus loin qu'on ne » voudrait aller. Dans le second, le désœuvrement, » le dégoût, peuvent ouvrir la porte aux intrigues, » et les oreilles aux plaintes, aux insinuations, aux » murmures. » Ainsi, M. de Pradt redoute tout à la fois et l'excès d'activité de la diète et son inaction. Dans la première hypothèse, il craint la chaleur toujours croissante des esprits, dans laquelle il aperçoit de terribles conséquences. Mais c'est précisément pour entretenir cette chaleur toujours croissante que Napoléon l'a nommé ambassadeur à Varsovie! c'est dans ce but que Napoléon a voulu la convocation d'une diète, la transformation de cette diète en confédération! Dans la seconde supposition, M. de Pradt voit d'autres dangers, et ces dangers sont des insinuations, des intrigues, des murmures et des plaintes. Que signifient de telles frayeurs en de si grandes circonstances? De la part d'un homme de sens, on a de la peine à les concevoir; mais on conçoit bien moins encore l'étrange remède que M. de Pradt s'avise d'imaginer. « Pour obvier à ces inconvénients, poursuit-il, » ne serait-il pas à propos de réduire la diète con- » fédérée à une commission intermédiaire d'un » petit nombre de membres; de congédier la diète » sous des prétextes plausibles d'utilité générale et » particulière, en lui annonçant une réunion défi- » nitive pour connaître et approuver les travaux de » la commission? On ne s'en tirera jamais sans » l'emploi de ce moyen, qui fera disparaître pour » un temps le corps même de l'assemblée. » La conclusion est admirable. M. de Pradt a peur de la diète! Bruyante ou silencieuse, passionnée ou languissante, cette assemblée l'effraye, et contre ce double péril, il ne voit qu'un moyen de salut, c'est de la faire disparaître [1]. Jamais Napoléon a-t-il pu deviner qu'une pareille pensée dût entrer dans l'esprit de son ambassadeur, et que cet ambassadeur pût avoir l'audace de la mettre à exécution?

M. de Pradt, dans la lettre que nous venons de citer, annonce que la diète se réunira le 22 juin. Cette réunion prochaine était désirable et même commandée; mais elle n'aura lieu que le 26. Quelle sera la cause du retard? La vanité de l'homme de lettres, qui va, même à Varsovie, éclater dans la personne de l'ambassadeur. Ce défaut innocent dans la vie privée eut, dans la haute mission de M. de Pradt, une influence extrêmement fâcheuse.

[1] Cette dissolution de la diète était un acte tellement extraordinaire, que tout le monde a dû y voir l'effet d'ordres directs de l'empereur. Ainsi durent en juger les Polonais; ainsi en jugèrent les Français qui se trouvaient sur les lieux, et ceux même qui faisaient partie de l'ambassade. Dans un article publié en 1828 par le *Spectateur militaire,* 52e livraison, M. Aubernon, depuis préfet de Versailles, et qui était, en 1812, auditeur au conseil d'État et attaché à l'ambassade, dit, en termes formels : « L'ambassadeur, suivant *sans doute en cela* » *ses instructions,* fit décider par la diète que le conseil » des ministres continuerait à gouverner, et que tous » les corps n'obéiraient qu'à ses ordres. Il en résulta » que la confédération générale ne fut ressuscitée que » de nom, et n'eut d'autre puissance que celle de faire » des proclamations et de recevoir des adhésions. On se » hâta, après cette parade vaine, de renvoyer la diète.
» Le conseil des ministres et l'ambassadeur restèrent » face à face, et ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'en » cherchant à éviter les résistances et la fougue d'une » assemblée tumultueuse, ils s'étaient placés *dans un* » *isolement funeste et dans l'impuissance d'agir.* » L'ambassadeur, loin de suivre ses instructions, les avait violées. L'isolement funeste et l'impuissance d'agir où se trouvait placé le conseil des ministres était l'œuvre personnelle de M. de Pradt.

Persuadé que seul il est capable de parler le langage propre au grand événement qui va s'accomplir, M. de Pradt ne permettra aux Polonais de rédiger eux-mêmes ni leur [1] manifeste, ni l'acte de la confédération, ni les proclamations qui doivent être adressées aux provinces russes, ni les discours qui doivent être prononcés dans la diète ou au nom de la diète. On n'en croirait pas nos assertions. Sur ce point, c'est lui qu'il faut entendre. Dans les premiers jours de son arrivée, une proclamation avait été rédigée pour la convocation des nonces et des députés. Elle était l'ouvrage d'un homme d'un grand talent, orateur et écrivain distingué, qui avait figuré avec éclat dans les dernières révolutions, et tout récemment encore dans la diète du duché de 1811, M. Matuszewicz, ministre des finances. M. de Pradt n'en fut nullement satisfait, et il fallut la modifier suivant sa fantaisie. La même difficulté se reproduisit pour le manifeste par lequel la diète devait se constituer en confédération. La rédaction préparée avait la couleur locale, étant, comme elle devait l'être, accommodée aux convenances du pays. Le pays ne sait pas ce qu'il lui faut; M. de Pradt s'y entend mieux que les indigènes. Rien ne lui plaît, ni les pensées, ni l'expression; il voudrait tout autre chose. En cette situation, le conseil le prie de mettre la main à l'œuvre : c'est tout ce qu'il demande. « Le manifeste de la » diète [2], écrit-il au duc de Bassano, s'est trouvé si » mauvais, que je suis obligé de le refaire en tota- » lité. Il en est de même de tout le reste. » Après l'avoir recomposé à sa façon, il l'envoie au duc en lui disant : « La forme [3] du drame m'a paru plus propre à faire effet dans la circonstance. » Le lendemain, autre envoi; c'est l'acte de confédération *qu'il a corrigé* [4]. « J'ai dressé tous les articles; » mais le ministre a voulu le long préambule, » parce que ce sont les formes usitées de tout » temps en Pologne... Que Votre Excellence consi- » dère que je travaille seul au milieu de tous les » genres de privations, de fatigues et de souffran- » ces. » On ne voit pas bien quelles sont les souffrances, les fatigues, les privations, dont se plaint ici M. de Pradt. S'il s'agit des rédactions auxquelles il se livre, les fatigues sont bien volontaires. On l'a fait, selon ce qu'il prétend, ambassadeur malgré lui [5]. Ce n'est pas malgré lui qu'il s'établit l'unique auteur, l'unique compositeur de tout ce qui devra être prononcé dans la diète et au nom de la diète. Loin de lui savoir gré des souffrances sur lesquelles il veut qu'on s'attendrisse, et qu'il se cause à lui-même si mal à propos, l'empereur en éprouvera un vif mécontentement, car il voulait, ainsi qu'il l'avait fait recommander par les instructions précédemment citées, un manifeste *européen et surtout polonais;* et, au lieu d'un manifeste empreint de ce double caractère, la diète ne fera que débiter une amplification française.

L'ouverture de la diète eut lieu le 26 juin, sous la présidence du vieux prince Czartoriski, choisi comme maréchal. Les langues n'ont pas d'expression pour rendre l'émotion profonde, les éclats d'allégresse, les larmes de bonheur, auxquelles s'abandonnèrent ces généreux citoyens, l'élite de la Pologne, si heureux et si fiers de se voir appelés, sous les auspices de Napoléon et sous la protection de sa grande armée, au rôle, désiré depuis si longtemps, de restaurateurs [6] de la patrie polonaise. M. de Pradt lui-même, et plusieurs de ses dépêches l'attestent, en fut étourdi, confondu; il ne sait en quels termes exprimer sa surprise, son admiration; mais rien ne l'arrête dans le plan qu'il a formé. « La diète se sépare aujourd'hui [7], » écrit-il au duc de Bassano; et, après avoir présenté le détail de ce qui s'est passé dans les trois jours de son existence, il ajoute : « Ce qu'on ne peut rendre, c'est l'espèce » de transport qui a saisi tous les Polonais à l'égard » de l'empereur. Hier, son nom n'a cessé de re- » tentir dans toute la ville, et les acclamations se » renouvelaient au plus léger prétexte. Tout ce que » voudra, tout ce que suggérera l'empereur sera » adopté, sera exécuté sans examen. Mon plus

[1] M. de Pradt raconte, p. 116 de l'histoire de son ambassade, que Napoléon, dans une audience donnée à une députation polonaise à Posen, avait dit aux membres de cette députation, en leur parlant du manifeste qu'ils auraient à publier : « Je ne vous gêne pas; dites » ce que vous voudrez, faites cinquante pages. » Ce langage, selon M. de Pradt, *vague et ignoble*, ce sont ses termes, était sage et politique, comme on tâchera de le lui faire comprendre plus tard. La pensée de l'empereur est que les Polonais peuvent tout dire, tant qu'ils parlent en leur propre nom. Ils ne peuvent pas tout dire si c'est un agent français qui fait leurs discours, comme les fera M. de Pradt, qui, de plus, voudra que personne ne l'ignore.

[2] Lettre du 21 juin.

[3] Le 22 juin.

[4] Le 23 juin.

[5] Me voilà donc ambassadeur malgré moi! *Histoire de l'Ambassade,* page 60.

[6] Ce fut un magnifique et touchant spectacle quand le ministre prononça ces mots : « La Pologne existe; le royaume de Pologne et le corps de la nation polonaise sont rétablis! » Des cris de joie et d'attendrissement s'élevèrent de toutes parts; l'assemblée se leva en masse; on se mêla, on s'embrassa, on répandit des larmes de bonheur, on se para des couleurs nationales.

Article de M. Aubernon, précédemment cité.

[7] Lettre du 29 juin.

» grand embarras est de mettre dans leurs discours, dans leurs actes, des bornes à l'éruption » de ce sentiment. *Ils iraient trop vite, si on ne » les arrêtait;* et les choses en sont au point que » l'on n'a pas entendu une seule fois proférer le » nom du roi de Saxe, et qu'on l'a tout à fait perdu » de vue. Votre Excellence aurait été touché de la » vivacité, de l'unanimité des applaudissements » qui ont couvert l'article du décret qui recommande l'entier oubli du passé et le besoin de » l'union..... Le clergé a montré un excellent esprit...... » C'est après avoir été témoin d'un tel spectacle, après avoir vu de quel patriotisme, de quel chaleureux dévouement la confédération est animée, que M. de Pradt, sans autorisation, sans ordre, et, tout au contraire, au mépris de chacune des lignes de ses instructions, a l'inexplicable courage, dans le but de rester seul maître absolu à Varsovie, de briser un si admirable instrument, si bien disposé pour répondre à tous les désirs, à toutes les vues de l'empereur! Il renvoie dans leurs foyers presque tous les membres de la diète, et n'en retient que quelques-uns, sous le titre de conseil de la confédération; conseil sans action, comité subalterne placé à la suite du conseil des ministres, redevenu ainsi le premier des pouvoirs, et dont M. de Pradt aura la suprême direction.

Les défiances de M. de Pradt à l'égard des Polonais sont toujours les mêmes. « Ils iraient trop » loin, dit-il, si on ne les arrêtait pas. » Et quels sont donc les écarts auxquels on craint tant de les voir s'abandonner? et s'il en était qui fussent dangereux, ne serait-il pas possible de les prévenir? Mais voilà bien un scrupule plus étrange encore : les acclamations polonaises ne s'adressent qu'à l'empereur; le roi de Saxe est entièrement oublié. Il s'agit bien de savoir si le nom du roi de Saxe a ou n'a pas retenti dans les rues de Varsovie, comme celui de Napoléon! c'est de la Pologne qu'il faut s'occuper; c'est une Pologne qu'il faut refaire, en réunissant ses lambeaux épars; c'est l'ancienne Pologne qu'il faut remuer jusqu'en ses fondements. Telles étaient les espérances de l'empereur; mais que sont devenues ces espérances? Qu'est devenue la tribune qu'il voulait élever à Varsovie, et du haut de laquelle devaient partir chaque jour des discours nouveaux, des appels aux armes, à l'insurrection, pour être chaque jour répétés par les échos les plus lointains du territoire polonais? Cette tribune importunerait M. de Pradt, il l'a renversée. La confédération générale n'existant plus, toutes les confédérations de palatinats ont été anéanties avec elle; toutes deviennent silencieuses et immobiles. Le ministère du duché n'est plus lui-même, pour la portion du territoire dont il se compose, qu'une machine administrative dont M. de Pradt ne saura guère presser le mouvement, et dont il ne sera occupé qu'à justifier l'inertie.

Maintenant, on demandera peut-être comment M. de Pradt est arrivé à un si effrayant résultat, sans avoir été arrêté dans sa marche par Napoléon ou par son ministre des relations extérieures. L'explication est simple. Napoléon était rendu à Wilna lorsque le duc de Bassano, qui le suivait de loin, se trouvait encore à Thorn. Celui-ci ne pouvait donc pas immédiatement prendre les ordres de l'empereur. D'ailleurs, la lettre de M. de Pradt, en date du 16 juin, qui exprime ses idées sur les raisons qu'il y aurait, selon lui, de ne pas conserver une diète permanente à Varsovie, cette lettre, qui cache une résolution prise, ne l'annonce pas d'une manière formelle; et sur une question aussi importante, de l'indication d'une pareille idée à l'exécution d'une mesure grave, décisive comme celle de la séparation de la diète, il semble qu'il doive y avoir une énorme distance. C'est une erreur. Le fait sera consommé avant que l'empereur ou son ministre aient pu y mettre obstacle. Il faut en convenir, M. de Pradt, qui désormais va devenir si peu actif pour le bien pendant six mois, a montré à son début, pour faire le mal, une épouvantable activité.

Malgré la séparation de la diète, la tâche littéraire que s'est imposée M. de Pradt n'est pas encore finie. Une députation a été nommée par la diète pour se rendre à Wilna auprès de Napoléon. Une adresse a été rédigée; elle ne convient pas à M. de Pradt; il en faut une autre. Rien ne peut paraître qu'il n'y mette la main. Les discours, même prononcés, ne lui échappent pas. « Il faut [1] » aussi, dit-il, refaire tous les discours, qu'on ne » peut présenter au public dans l'état où ils ont été » prononcés. » Enfin, le conseil de la confédération, ce simulacre de pouvoir, que M. de Pradt a consenti à conserver, veut-il adresser une proclamation à l'armée, M. de Pradt reprend son travail en sous-œuvre. « Il serait [2], écrit-il, impossible » de s'en servir.... En général, tout ce qui émane » de *ces Polonais est hors de toute règle de goût » et de toute mesure.* » Le respect des règles du goût est bien placé en de si graves conjonctures! Le goût, d'ailleurs, doit-il être absolument le même en Pologne qu'en France? Dans le censeur pointilleux occupé à faire la guerre aux mots, à revoir

[1] Lettre de M. de Pradt au duc de Bassano en date du 1er juillet.

[2] Lettre de M. de Pradt au duc de Bassano en date du 3 juillet.



des phrases, des syllabes, qui reconnaîtrait un ambassadeur chargé de la mission la plus large, la plus imposante, celle de donner une grande secousse à une nation, d'imprimer le mouvement à une insurrection [1] générale?

Le duc de Bassano, éloigné de l'empereur, changeant chaque jour de résidence, ne pouvait, en réponse aux lettres de M. de Pradt, que l'engager à suivre avec exactitude ses instructions. Comme s'il eût prévu que celui-ci ne les eût pas présentes sous les yeux, il lui en rappelait les points principaux, et insistait particulièrement sur la nécessité de tenir sans cesse en éveil l'imagination des Polonais, et, aussitôt que la diète se serait confédérée, de faire multiplier les adhésions collectives et individuelles, de manière qu'il y eût, chaque jour, une proclamation, une adhésion nouvelle, un discours nouveau, propre à enflammer les esprits et à soutenir l'exaltation. Ces conseils du duc de Bassano, renfermés dans une dépêche du 17 juin, datée de Kœnigsberg, exprimaient d'avance la condamnation du coup d'État que méditait M. de Pradt, dont le projet était, pour la première fois, indiqué dans sa lettre du 16 du même mois. Sur celle-ci, le duc se bornait à répondre qu'il ne pouvait se permettre aucune observation, « ne recevant que des » communications de faits sans raisonnements. » Chose incroyable de la part d'un homme qui semblerait avoir dû mériter le reproche contraire! on ne saurait rien concevoir de plus sec, de plus décharné que sa correspondance. Apparemment il réservait alors toute sa faconde pour les compositions destinées au conseil des ministres, à la diète et à la confédération. Pour tout autre que M. de Pradt, le rappel journalier à ses instructions, que répétait chacune des lettres du ministre des relations extérieures, eût rompu le cours d'une entreprise qui allait en être la plus manifeste violation. Pour lui, ou bien il ne saisissait ni le sens des lettres du ministre, ni le fond de la volonté impériale, ou bien, dans sa présomption, se croyant plus habile que tous deux, il ne craignait pas de braver leurs avis et même leurs ordres.

Enfin, le duc de Bassano a rejoint Napoléon à Wilna, et les lettres de M. de Pradt sont mises sous les yeux de l'empereur. Par ces lettres étranges on comprend tout à la fois que la diète a été ouverte le 26 juin, qu'elle s'est constituée en confédération le 28, et que, par décision souveraine de M. de Pradt, elle s'est séparée le 29. L'indignation de l'empereur fut égale à sa surprise. Il ne concevait pas qu'un homme, qu'il avait cru intelligent et capable d'affaires, n'eût pas aperçu les fâcheuses conséquences du parti qu'il allait prendre; ou que, les apercevant, il eût eu la hardiesse de n'en pas tenir compte, et d'adopter, de son propre mouvement, en dépit d'instructions toutes contraires, une détermination d'une si haute importance. La première pensée de Napoléon fut de rappeler immédiatement son ambassadeur; mais, après quelques moments de réflexion, reconnaissant que la faute venait de lui-même, puisqu'il avait pu faire un tel choix, il se dit qu'il valait mieux en subir, sans bruit, l'inconvénient, que de le signaler par un éclat toujours désagréable et fâcheux. Sa colère cependant avait besoin de se faire passage. Elle s'épancha sans réserve dans une lettre qu'il fit écrire par M. de Bassano à M. de Pradt, sous la date du 6 juillet : malgré sa longueur, nous devons la citer dans toute son étendue.

« Monsieur l'ambassadeur,

» J'ai reçu vos lettres nos 17 et 18; elles sont en ce moment sous les yeux de S. M. J'y répondrai en détail aussitôt qu'elles seront rentrées dans nos mains; mais je ne puis pas différer de vous faire, au sujet de la communication que vous me donnez du projet d'adresse de la députation, une observation que S. M. m'a prescrit de généraliser.

» Les votes de la confédération manqueront nécessairement leur effet, si l'on s'aperçoit qu'ils n'émanent pas immédiatement de ses sentiments polonais. Cet inconvénient se fait sentir déjà d'une manière très-forte dans le rapport à la confédération, que vous avez rédigé pour le ministre des finances. Il n'est pas moins frappant dans le projet d'adresse que vous proposez de substituer à celui de M. Stanislas Potocki, qui n'est assurément pas bon, mais qui peut être mauvais impunément, puisqu'il n'est pas de vous. Le conseil, dites-vous, l'a adopté; permettez-moi de vous demander s'il pouvait ne pas l'adopter, et dans quelle position cette concurrence nous aurait mis, s'il l'avait refusé? Je sais bien que vous ne mettez à cela aucun amour-propre [2], et que vous êtes loin de vouloir qu'on

[1] M. de Pradt, prétendant avoir donné par ses lettres les plus sages avis à l'empereur et à son ministre, ajoute, p. 170 : « Mes secrétaires me disaient souvent » que... de précieuses insurrections, finement ourdies, » donneraient de mes talents une bien autre idée que » ces tristes vérités. » Les secrétaires avaient raison; seulement il ne devait pas s'agir de précieuses insurrections finement ourdies : ce que lui demandait l'empereur, ce que lui prescrivaient ses instructions, c'était d'encourager les Polonais à une insurrection générale, proclamée, organisée à la face du monde.

[2] C'est douteux.

sache que vous êtes l'auteur du rapport du ministre des finances et de l'adresse de la députation; mais quand le secret pourrait être gardé par le conseil des ministres, et par les hommes du pays, dont vous blessez l'amour-propre, il serait facilement découvert par les lecteurs même les moins attentifs. J'ai lu une lettre de Varsovie, écrite par un Polonais qui n'est point dans les affaires, et où sont ces mots : « On a imprimé en français l'acte de la confédé» ration; il est plus intelligible dans cette langue » que dans la nôtre, et cela doit être, car bien cer» tainement l'imprimé français est l'original. » Du moment où l'on sait qu'un discours, un rapport, une proclamation publiée dans les affaires de Pologne, émane de l'ambassadeur de France, son effet politique est nécessairement manqué.

» Si les Polonais ne s'y trompent point, c'est un mal très-réel; car c'est aux sentiments de leurs compatriotes, et non à ceux d'un ambassadeur étranger, qu'ils veulent adhérer; le public des autres pays s'y trompera encore moins, et alors on compterait en vain sur l'impression que devrait faire en Europe un si grand événement. Elle ne peut être produite que par l'explosion d'une opinion vraiment polonaise. S. M., qui m'a ordonné de vous faire connaître sa pensée, croit qu'une adresse faite par un vieux Polonais, écrite en mauvais style, mais en style évidemment polonais, aurait été meilleure. Elle me prescrit de vous dire qu'elle ne veut pas que vous vous occupiez de rédaction de proclamations, d'adresses, sous quelque prétexte que ce soit, et qu'elle vous a envoyé à Varsovie, non pour faire des ouvrages de littérature, mais pour faire de la politique. Vous devez sans doute voir tout ce qu'on fait, prévenir les écarts et les inconvénients dans les discours, dans les actes publics, mais ne rien écrire vous-même. Vous devez veiller à ce que les Polonais n'abusent pas, dans cette grande circonstance, d'une liberté sans laquelle ils ne feront rien qui ait le caractère national, et il vaudrait mieux qu'ils ne fissent rien du tout. Vous devez régler et soutenir leur enthousiasme; vous devez lui conserver le caractère qui lui est propre, pour qu'il soit communicatif; vous devez enfin entretenir la fièvre, l'exciter, en empêchant seulement qu'elle n'arrive jusqu'au transport.

» Vos instructions, et plusieurs de nos lettres, vous ont dit et répété qu'il fallait multiplier les moyens de frapper l'opinion; qu'il fallait que les rapports, les discours, les motions, fussent nombreux et répétés chaque jour; et cependant il n'y a eu que deux séances, il n'y a eu que quelques discours, et il paraît que vous avez le projet de les faire paraître tous ensemble; de sorte qu'ils ne produiront pas plus d'effet que s'il n'y en avait eu qu'un seul. Vous deviez aussi, monsieur l'ambassadeur, faire multiplier les adresses, les adhésions individuelles, afin que chaque jour, l'opinion fût frappée d'un nouvel acte, d'un nouveau discours, d'une nouvelle adresse, toujours dirigés vers le même but, présentant les mêmes sentiments, mais sous des formes et dans un style constamment variés. Il paraît que jusqu'à présent vous avez borné ce grand mouvement à une représentation théâtrale en deux scènes ou en deux actes. Je comprends que si vous avez voulu tout faire et tout revoir, cela n'a pas pu être autrement, et que l'ouvrage d'un seul homme ne peut pas se multiplier comme celui de toute une nation. Vous comprenez aussi, monsieur l'ambassadeur, que l'ouvrage d'un seul homme a toujours le cachet d'un seul esprit, et ne peut donner qu'un sceau individuel à ce qui devait porter un sceau national. Vous remarquez aussi que les inconvenances, qui auraient peu de conséquences si elles venaient d'individus nationaux, qui peuvent être abusés par un intérêt qui leur est propre, ont un tout autre effet si elles appartiennent à un homme revêtu d'un caractère public français : ainsi, par exemple, un Polonais aurait sans doute un tort de dire que la France veut rétablir la Pologne; qu'en sait-il? mais il désire que la France le veuille; il peut se persuader qu'elle le veut en effet, et cela ne tire point à conséquence. Au contraire, lorsque dans un discours, dont toutes les formes sont françaises, on parle de la France, on dit que la France veut rétablir la Pologne, on doit croire que la France en a pris l'engagement; et l'empereur se trouve peut-être engagé, compromis plus et plus tôt qu'il ne voudrait l'être. Évitez-vous donc désormais un travail qui n'est pas le vôtre. Laissez faire les Polonais; veillez à ce qu'ils fassent convenablement, mais ne faites pas vous-même. Dirigez-les vers le but que vous connaissez parfaitement, et dont S. M. croit que vous ne vous écartez que par excès de zèle.

» S. M., en me prescrivant de vous écrire cette dépêche, m'a aussi chargé de vous dire, au sujet de votre correspondance avec Paris, que vous ne devez correspondre avec qui que ce soit; vous comprendrez sans doute mieux que moi à quoi cette invitation se rapporte.

» Depuis que S. M. est ici, elle a entretenu beaucoup de personnes qui connaissent parfaitement les intentions qu'avait l'empereur Alexandre. Il en résulte que ce souverain n'a jamais pensé à rétablir le royaume de Pologne, et que les bruits qu'on a fait courir à ce sujet, depuis dix-huit mois, ne méritaient aucune attention. L'empereur Alexandre n'a jamais tenu le langage qu'on lui prêtait; et ces suppositions étant venues de la maison Czarto-

riski, il est difficile de ne pas y voir une intrigue qui mérite d'être surveillée.

» Je vous avais prié, monsieur l'ambassadeur, de m'envoyer un grand nombre d'exemplaires de tout ce qui serait imprimé. Je n'en ai reçu que du rapport et de l'acte de confédération, et rien de la séance du 26 juin et des autres pièces du 28. Ce que vous m'envoyez est imprimé en français et ne paraît pas encore en polonais, circonstance qui indique déjà trop clairement que l'original est français, et que le polonais qui viendra ensuite ne sera qu'une traduction. C'était précisément l'inverse qui convenait. D'ailleurs, monsieur l'ambassadeur, j'ai à peine besoin de quelques exemplaires en français, afin de garder collection des pièces : le grand nombre doit être en polonais; c'est aux Polonais qu'il est destiné. Faudra-t-il que je fasse faire une traduction en polonais? Non, sans doute : elle différerait de celle qui sera faite à Varsovie, et la fraude s'apercevrait trop facilement. Envoyez donc toujours et exactement toutes les pièces en polonais, et n'y joignez que dix ou douze exemplaires français.

» Faites-moi connaître, je vous prie, par le premier courrier ce que le grand maréchal, le conseil de la confédération veulent faire, comment ils comprennent leurs attributions, quelle étendue, quelles limites ils prétendent leur donner. Il importe que ces questions soient bien approfondies.

» J'ai l'honneur d'offrir à V. E. les nouvelles assurances de ma haute considération.

» *Signé* DUC DE BASSANO.

» Wilna, le 6 juillet 1812. »

Nous livrons cette lettre au jugement de tout esprit impartial. Assurément elle est sévère, mais elle n'est que juste. De ce moment, l'empereur a compris que la guerre changeait de nature; qu'au lieu d'être pour les Polonais une guerre nationale dans laquelle il eût été leur auxiliaire, elle n'était plus que la querelle de la France et de la Russie. Combien, en effet, il se trouvait loin de ses premiers calculs! Quelle différence entre Varsovie, muette, silencieuse, réduite au monologue de M. de Pradt, parlant du matin au soir, mais dans les séances du conseil ou dans ses salons, et Varsovie éloquente, passionnée, Varsovie changée tout entière en une vaste tribune, dont les patriotiques accents eussent retenti dans les coins les plus reculés du territoire polonais! Quelle distance d'un conseil de confédération, caché dans l'ombre, dépendant d'un ministère, à une diète confédérée, qui eût dominé, entraîné le ministère avec elle; qui eût fait entendre à la population une langue faite pour elle; commandé, obtenu des efforts persévérants et de nobles sacrifices; envoyé partout des agents d'insurrection, des prédicateurs d'indépendance; jeté des *guerillas* sur les points mal gardés par l'ennemi; qui enfin, par l'héroïsme du dévouement, eût intéressé tous les peuples au sort de la Pologne, en la montrant digne de la régénération à laquelle elle osait aspirer! Qui sait même si de salutaires avertissements, partis du sein de la diète confédérée, n'auraient pas préservé Napoléon d'une sécurité imprudente, et ne l'eussent pas empêché de s'arrêter si longtemps sur les cendres volcaniques de Moscou? Une telle diète eût ressemblé à un club [1], et cette idée faisait trembler M. de Pradt. Il est vrai, elle eût été un club comme le congrès des Pays-Bas, dans la guerre des Belges et des Hollandais contre Philippe II; comme le congrès américain contre l'Angleterre, comme le congrès de Cadix contre la France, comme, plus récemment, le congrès hellénique contre les Turcs.

La réprimande qu'a reçue M. de Pradt lui a-t-elle enfin ouvert les yeux sur le véritable but de sa mission? Nullement. « J'ai cru, répond-il au duc » de Bassano, *qu'on ne saurait trop ennoblir la Pologne* [2]. » L'incorrigible personnage ne peut pas se persuader que ce n'est point par des périodes plus ou moins bien cadencées, mais par des actes, qu'une nation doit ennoblir sa cause.

En échange d'une diète confédérée, du ressort puissant qu'il a brisé, au lieu de le faire mouvoir, il reste à Varsovie un conseil de ministres, dont M. de Pradt a plus d'une fois accusé la faiblesse; il reste un conseil de confédération qu'il a fait descendre [3] au-dessous du ministère, ou plutôt il ne reste que M. de Pradt, sur qui Napoléon ne compte plus, mais dans lequel le duché de Varsovie continue à voir et à respecter son ambassadeur. « Je » siégeais [4], raconte-t-il avec complaisance, dans le » conseil, mais je n'y avais pas voix. Cependant, » dès le premier jour, ces messieurs me soumirent » toutes les affaires avec la plus entière confiance, » et, dans toutes les occasions, ils voulaient bien » provoquer, écouter et presque toujours suivre

[1] « Que trouvais-je dans mes instructions? dit M. de » Pradt, p. 70; un cours complet de clubisme. Il n'était » question que de moyens révolutionnaires, etc. »

[2] Lettre de M. de Pradt du 13 juillet.

[3] Après avoir anéanti la diète, M. de Pradt se vante aussi d'avoir annulé le conseil de la confédération; mais il convient que ce ne fut pas sans peine. « A peine, dit- » il, le conseil fut-il créé, qu'il voulut voler de ses pro- » pres ailes. » *Hist. de l'Ambassade*, p. 181 et suiv.

[4] *Histoire de l'Ambassade*, page 84.

» mon opinion, avec une déférence qui ne s'est pas » ralentie un seul jour. » L'aveuglement peut-il être poussé plus loin ? Émerveillé de la déférence des ministres comme d'un hommage rendu à son génie, M. de Pradt ne s'aperçoit pas qu'il ne fait plus que leur volonté en croyant faire la sienne. Il est devenu un rempart derrière lequel les ministres placent leur responsabilité. Aux demandes de Napoléon, à celles de son ministre des relations extérieures, l'ambassadeur ne fait plus qu'opposer les procès-verbaux des délibérations du conseil, dont la conclusion est toujours que le duché a fait tout ce qu'il pouvait faire, et qu'on a tort de lui rien demander de plus.

Après la vanité, non d'un pouvoir réel, mais de l'apparence du pouvoir, et après l'amour-propre d'auteur, une troisième maladie tourmente encore M. de Pradt, c'est la maladie de la peur. Dès le milieu du mois de juillet, l'apparition de quelques Russes sur la frontière du duché le jette en d'incroyables angoisses. Il ne se souvient plus du tout de qui auparavant il se disait l'aumônier. Selon lui [1], Tormasow menace le duché avec quarante mille hommes, et Kamenski avec vingt mille; mais il n'est pas homme à se laisser surprendre. Déjà il songe à la retraite pour lui-même, pour le conseil des ministres et pour la confédération. Déjà une proclamation est rédigée pour justifier cette retraite. Deux jours se passent, et les soixante mille hommes devant lesquels on s'apprêtait à fuir se réduisent à quelques centaines de Cosaques qui n'ont fait que se montrer, pour s'éloigner aussitôt. C'est M. de Pradt lui-même [2] qui, bien qu'avec un peu de honte, est obligé d'en faire l'aveu. A la réception de ses lettres du 18 et du 19, le duc de Bassano, sans croire à un danger réel, s'était hâté d'engager l'ambassadeur [3] à profiter de ce moment d'inquiétude pour porter les habitants à un mouvement généreux, à des levées de troupes et à des incursions en Volhynie. La peur effectivement avait donné quelque énergie à M. de Pradt et au ministère. Le 19, le ministère avait ordonné une levée en masse; mais, le 20, on était tranquillisé; l'énergie, enfantée par la peur, était disparue avec elle. Le 22 juillet, M. de Pradt, qui était bien loin d'avoir les mêmes idées que le duc de Bassano, lui répondait d'avance par l'envoi d'une délibération du conseil des ministres, conçue dans un esprit tout opposé. Cette délibération portait que, « comme le danger » d'une invasion paraissait diminuer, les levées en » masse étaient suspendues [4]; que la marche des » gardes nationales sur la Vistule le serait égale» ment. » Ainsi les exhortations du duc de Bassano arriveront trop tard. Du moment que M. de Pradt est assuré pour Varsovie, et surtout pour son ambassade, le duché doit rester tranquille. Loin de provoquer des armements comme c'était son devoir, il ne sait pas même mettre à profit ceux dont la spontanéité a été due à une fausse alarme.

Dans le trouble que lui avait causé le premier bruit de l'approche de quelques troupes russes, M. de Pradt, au lieu de s'entendre avec le général du Taillis, gouverneur à Varsovie, qui ne partageait nullement ses inquiétudes, avait pris sur lui d'écrire directement au prince Schwarzenberg, commandant en chef du corps d'armée autrichien, pour l'engager à couvrir sa résidence. Une telle démarche ne pouvait pas convenir à l'empereur; le duc de Bassano, par son ordre, invita M. de Pradt à ne point se permettre *de correspondre avec les généraux sur les opérations militaires*. On l'avertissait qu'il eût dû naturellement s'adresser au général du Taillis [5], lequel était autorisé à de semblables communications.

Nous n'ajouterons plus rien sur ce qui concerne M. de Pradt. Peut-être déjà trouvera-t-on que nous avons donné trop d'étendue au détail de sa conduite; mais cependant on ne doit pas oublier l'importance de la destination qu'il avait reçue, l'espoir que Napoléon avait fondé sur son concours, et le vif désappointement qu'avait dû éprouver l'empereur en reconnaissant à quel point sa confiance avait été mal placée. D'ailleurs, d'audacieux mensonges, couverts du manteau usurpé d'un titre historique, imposent à la légitime, à la véridique histoire la nécessité d'un éclatant démenti. Lorsqu'un pamphlet, dicté par l'inspiration frénétique d'une mauvaise conscience, multiplié, accrédité par la haine, par l'envie, comme par tous les intérêts ennemis de Napoléon, a obtenu cette vogue immense, presque toujours assurée à la diffamation et à la calomnie, et a pu jeter dans beaucoup d'esprits les impressions les plus fausses, les préventions les moins fondées et les plus absurdes, il nous a paru que nous pouvions, que nous devions même consacrer à sa réfutation un chapitre de cet ouvrage. Notre réfutation ne saurait être suspecte; nous l'avons puisée dans la correspondance officielle de M. de Pradt, et même dans un espace de sa correspondance borné seulement à cinq ou six semaines. A vrai dire, c'est M. de Pradt que nous avons chargé de réfuter M. de Pradt. Par les cita-

[1] Lettres de M. de Pradt du 18 et du 19 juillet.

[2] Lettre de M. de Pradt du 20 juillet.

[3] Lettre du duc de Bassano en date du 26 juillet.

[4] Procès-verbal joint à la lettre de M. de Pradt du 22 juillet.

[5] Ce brave général, couvert de blessures, privé d'un

tions que nous avons faites, l'homme est connu ; dès lors le libelle est expliqué.

La digression à laquelle nous venons de nous livrer nous a un peu éloignés de Wilna, d'où l'empereur Napoléon a fait adresser une si vive mercuriale à son ambassadeur. Arrêté en cette ville, afin de donner à ses divers corps d'armée le temps de se porter sur les points indiqués à chacun d'eux, l'empereur avait, dans cet intervalle, organisé en Lithuanie un gouvernement [1] provisoire pour diriger l'administration des provinces polonaises conquises sur la Russie, et pour seconder les mesures que pourraient réclamer les intérêts de l'armée française. Là vint le joindre la députation de la diète de Varsovie, chargée de lui présenter l'acte de la confédération, et de réclamer sa protection pour le rétablissement de la Pologne.

Nous avons vu, par les lettres de M. de Pradt, que cet ambassadeur, mécontent du discours préparé par le comte Stanislas Potocki, en avait rédigé un autre que, selon lui, la députation avait accepté avec empressement; mais, d'après le récit de l'histoire de son ambassade, il paraîtrait que ce nouveau produit de son imagination n'ayant pas plu à l'empereur, celui-ci l'aurait fait remplacer « par un discours de fabrique dure et grossière ; » ce sont les termes par lesquels le qualifie l'ex-ambassadeur. Quel que soit l'auteur de la rédaction qui fut définitivement adoptée, vu l'importance que depuis on a sciemment, ou par malveillance, affecté d'attacher aux paroles prononcées par Napoléon en cette conjoncture, nous croyons devoir, malgré leur étendue, rapporter textuellement et le discours et la réponse.

« Sire,

» La diète du duché de Varsovie, réunie à l'entrée des puissantes armées de Votre Majesté, ayant eu pour but de pourvoir aux moyens que les localités lui offraient pour qu'elles ne manquassent de rien, a senti, dès le premier pas, qu'elle avait des droits à réclamer et des devoirs d'un ordre plus élevé à remplir. D'une voix unanime, elle s'est constituée en confédération générale de Pologne : elle a déclaré la Pologne rétablie dans ses droits, et tous les actes arbitraires et usurpateurs qui avaient anéanti son existence, comme nuls et de nulle valeur.

» Sire, Votre Majesté travaille pour la postérité et pour l'histoire ; et l'histoire et la postérité, comme l'Europe tout entière, ne peuvent méconnaître nos droits, pas plus que nous ne méconnaissons nos devoirs. Nation libre et indépendante depuis les âges les plus reculés, nous n'avons perdu notre territoire et notre indépendance, ni par un traité, ni par conquête, mais par la trahison et la perfidie. La trahison ne peut jamais constituer un droit. Nous avons vu notre dernier roi, traîné à Pétersbourg, y périr dans l'opprobre, et notre nation déchirée en lambeaux, et partagée entre les princes auxquels elle n'avait pas fait la guerre, et qui ne l'ont pas conquise.

» Nos droits sont donc évidents aux yeux des hommes et aux yeux de Dieu même. Nous avons le droit de nous déclarer Polonais, de relever le trône des Jagellons et des Sobieski, de ressaisir notre existence, de rassembler nos membres épars, de nous armer pour la patrie, et de montrer, en combattant pour elle, que nous sommes encore dignes de nos aïeux.

» Ce qui constitue notre droit constitue aussi notre devoir.

» Grâce à Votre Majesté, quatre millions de Polonais sont libres et gouvernés par des lois polonaises ; mais le bonheur dont ils jouissent n'a point étouffé, dans les circonstances actuelles, le sentiment des devoirs qu'impose la patrie, qui sont gravés dans tous les cœurs et commandés par le ciel même.

» Nos frères formant la plus forte population de la Pologne sont encore courbés sous l'oppression des Russes. Nous osons réclamer leurs droits, et présenter un centre de réunion à toute la famille polonaise.

» Votre Majesté pourrait-elle nous désavouer, et nous blâmer d'avoir fait ce que notre devoir de Polonais exigeait, et d'avoir repris nos droits? Oui, sire, la patrie polonaise est proclamée dès aujourd'hui. Elle existe en droit : existera-t-elle de fait? et Dieu n'aurait-il pas assez puni la Pologne de ses divisions ? voudrait-il perpétuer nos malheurs? et les Polonais qui ont nourri l'amour de la patrie devraient-ils descendre dans le tombeau, tristes et sans espérance? Non. Vous avez été suscité par la Providence, sire ; sa force réside dans les mains de V. M. ; et l'existence de notre duché est due à la puissance de vos armes.

» La confédération nous a députés devant vous pour soumettre son acte de confédération à votre suprême sanction, et pour vous demander votre

bras par les boulets ennemis, n'a pas échappé non plus aux traits empoisonnés de l'*Histoire de l'Ambassade*.

[1] Ordre du jour du 18 juillet. Sont nommés membres de la commission provisoire de gouvernement de la Lithuanie : MM. Soltan, ci-devant maréchal de Lithuanie ; Charles Prozor ; Joseph Sierakowski ; le prince Alexandre Sapieha ; le comte François Jelski. M. Korsakowski est nommé secrétaire général de cette commission. Un décret du même jour nommait le baron Bignon commissaire du gouvernement provisoire de la Lithuanie.

puissante protection pour le royaume de Pologne. Sire, dites : *Le royaume de Pologne existe,* et ce décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité.

» Nous sommes seize millions de Polonais ; il n'en est pas un dont le sang, le bras, les biens, ne soient pas dévoués à Votre Majesté. Tous les sacrifices seront légers pour nous, lorsqu'il s'agira d'achever la restauration de notre patrie. Depuis la Dwina jusqu'au Dniester, depuis le Borysthène jusqu'à l'Oder, un seul mot de V. M. va lui dévouer tous les bras, tous les efforts, tous les cœurs. Cette guerre imprudente que, malgré les souvenirs d'Austerlitz, de Pultusk, d'Eylau, de Friedland, malgré les serments de Tilsitt et d'Erfurt, la Russie a osé déclarer, nous n'en doutons pas, sire, est un décret de la Providence, qui, touchée des malheurs de notre nation, a résolu d'y mettre un terme.

» Cette seconde guerre de Pologne est à peine commencée, et déjà nous portons nos hommages à Votre Majesté dans la capitale des Jagellons, et déjà les aigles de Votre Majesté sont sur la Dwina, et les armées de la Russie, séparées, divisées, coupées, errent, cherchent en vain à se réunir et à se former.

» L'intérêt de l'empire de Votre Majesté veut le rétablissement de la Pologne ; peut-être l'honneur de la France y est-il également intéressé. Si le démembrement de la Pologne fut le signe de la décadence de la monarchie française, que son rétablissement prouve la prospérité où Votre Majesté a élevé la France. La Pologne opprimée a tourné les yeux durant presque trois siècles vers la France, cette nation grande et généreuse ; mais ses destinées ont réservé ce dénoûment au chef de la quatrième dynastie, à Napoléon le Grand, devant qui la politique de trois siècles a été l'objet d'un moment, et l'espace du midi au nord ne fut qu'un point.

» Nous présentons à Votre Majesté l'acte de confédération qui proclame la renaissance et l'existence de la Pologne. Nous renouvelons devant elle, au nom de tous nos frères, l'engagement solennel de poursuivre jusqu'à la fin, et par le concours de toutes les volontés, de tous les moyens, et s'il le faut de tout le sang qui coule dans nos veines, l'entreprise que nous n'aurons pas formée en vain, si Votre Majesté daigne la protéger. »

On remarquera dans ce discours de *fabrique dure et grossière,* selon M. de Pradt, que la députation, tout en protestant contre les partages de la Pologne, faits sans déclaration de guerre, entre des princes qui ne l'avaient pas conquise, dirige exclusivement ses accusations contre la Russie. Il ne peut pas en être autrement, lorsque c'est la Russie *seule* que l'on va combattre, et que les armées de la Prusse et de l'Autriche marchent dans cette guerre comme alliées de la France.

Voici la réponse de l'empereur :

« Messieurs les députés de la confédération de Pologne,

» J'ai entendu avec intérêt ce que vous venez de me dire.

» Polonais, je penserais et j'agirais comme vous ; j'aurais voté comme vous dans l'assemblée de Varsovie : l'amour de la patrie est la première vertu de l'homme civilisé.

» Dans ma position, j'ai bien des intérêts à concilier et bien des devoirs à remplir. Si j'eusse régné lors du premier, du second ou du troisième partage de la Pologne, j'aurais armé tout mon peuple pour vous soutenir. Aussitôt que la victoire m'a permis de restituer vos anciennes lois à votre capitale et à une partie de vos provinces, je l'ai fait avec empressement, sans toutefois prolonger une guerre qui eût fait couler le sang de mes sujets.

» J'aime votre nation ; depuis seize ans, j'ai vu vos soldats à mes côtés, sur les champs d'Italie comme sur ceux d'Espagne.

» J'applaudis à tout ce que vous avez fait, j'autorise les efforts que vous voulez faire ; tout ce qui dépendra de moi pour seconder vos résolutions, je le ferai.

» Si vos efforts sont unanimes, vous pouvez concevoir l'espoir de réduire vos ennemis à reconnaître vos droits ; mais dans des contrées si éloignées et si étendues, c'est surtout sur l'unanimité des efforts de la population qui les couvre que vous devez fonder vos espérances de succès.

» Je vous ai tenu le même langage lors de ma première apparition en Pologne. Je dois ajouter ici que j'ai garanti à l'empereur d'Autriche l'intégrité de ses États, et que je ne saurais autoriser aucune manœuvre ni aucun mouvement qui tendrait à le troubler dans la paisible possession de ce qui lui reste de provinces polonaises. Que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, Polotzk, Mohilow, la Wolhynie, l'Ukraine, la Podolie, soient animées du même esprit que j'ai vu dans la Grande Pologne, et la Providence couronnera par le succès la sainteté de votre cause ; elle récompensera ce dévouement à votre patrie, qui vous a rendus si intéressants, et vous a acquis tant de droits à mon estime et à ma protection, sur laquelle vous devez compter dans toutes les circonstances. »

Si l'on en doit croire des écrivains ou mal informés, ou intéressés, comme M. de Pradt, à tromper l'opinion publique, ce serait cette réponse, suivant eux trop peu significative, qui, refroidissant l'ardeur de la nation polonaise, l'aurait empêchée de se porter à des efforts dont un langage plus sa-

tisfaisant eût pu la rendre capable. Cette croyance, que diverses causes ont contribué à répandre, est une véritable erreur. Le seul trait dont l'exigence polonaise eût pu n'être pas contente, était la réserve faite par Napoléon pour les provinces possédées par l'Autriche. Sans contredit, l'événement prouvera que tous les ménagements de Napoléon pour cette puissance seront sans utilité pour lui; mais, au commencement de la guerre, malgré le traité secret qui a préparé avec la cour de Vienne un échange de ces provinces contre l'Illyrie, la prudence commande à Napoléon de ne point blesser gratuitement une cour qui, au fond, est d'accord avec lui, mais dont il n'a pas le droit de révéler prématurément la concession éventuelle. A part cette restriction exigée par la politique, que pouvait faire de plus pour les Polonais l'empereur Napoléon, que de déclarer, comme il le fait, qu'il approuve leur entreprise, » qu'il fera tout ce qui dépendra de lui pour se» conder leurs résolutions? » Lorsqu'il exprime le vœu que la Lithuanie, la Samogitie, Witepsk, Polotzk, Mohilow, la Wolhynie, la Podolie, l'Ukraine, manifestent le bon esprit dont il a vu la Grande Pologne animée, avec l'espoir qu'alors la Providence couronnera la sainteté de leur cause, n'est-ce pas là donner à l'esprit national de la Pologne un raisonnable et légitime encouragement? N'est-ce pas déjà offrir aux Polonais une assez belle perspective, quand même il ne serait pas vraisemblable qu'en cas de succès les provinces de la domination autrichienne subiraient infailliblement la commune destinée? Si l'empereur eût fait des promesses plus étendues, plus positives, les mêmes hommes qui blâment sa retenue l'eussent taxé d'une confiance présomptueuse, d'une téméraire indiscrétion; et leurs reproches, mal fondés maintenant, eussent, dans cette hypothèse, été justes et mérités. « La » réponse de l'empereur, dit M. de Pradt, évasive » et entortillée, gâta tout [1]. » Nous cherchons vainement ce que cette réponse présente d'entortillé et d'évasif. Napoléon dit à la Pologne qu'il la secondera, mais que son affranchissement dépend surtout d'elle-même. L'empereur a raison. Si la Pologne ne lui prêtait pas un convenable appui, il ne pourrait pas, il ne devrait peut-être pas, en le supposant victorieux, vouloir faire tourner tous les sacrifices de la France au profit d'une nation qui ne s'en serait pas montrée digne; et d'ailleurs, à l'ouverture de la campagne, n'était-il pas d'une bonne politique de présenter aux Polonais leur émancipation comme devant être l'œuvre et le prix de leur dévouement?

Au reste, M. de Pradt, moins que personne, avait dû s'étonner de la réponse de l'empereur, car il savait d'avance comment elle devait être conçue; ses instructions [2] en renfermaient l'expression formelle. Certes, si, dès les premiers jours de juin, telle avait été la pensée de l'empereur, ce n'était pas la marche que, par l'inspiration de M. de Pradt, on venait de suivre à Varsovie, qui eût pu la modifier, et le porter à prendre des engagements plus étendus et plus explicites; elle eût, au contraire, refoulé en lui cette disposition, dans le cas où il l'aurait eue auparavant. En réalité, s'il eût existé à Varsovie une diète confédérée [3], une confédération active et permanente, ainsi que l'avait entendu l'empereur, sa réponse eût été reçue par cette assemblée avec les acclamations de la reconnaissance; elle eût échauffé les esprits, enflammé les courages, et le patriotisme polonais eût noblement répondu à son appel. Mais la diète n'existe plus, Varsovie n'a plus de tribune; le grand organe, seul capable de parler à tous les cœurs polonais, ce grand organe a été anéanti. Ce n'est donc point la réponse de Napoléon qui a produit le mal que lui attribue M. de Pradt : tout le mal est dans cette séparation de la diète confédérée [4], séparation que Napoléon n'a pu prévoir, et qui ne lui a été connue qu'après qu'il lui a été impossible d'y mettre obstacle : même avant le départ de la députation pour Wilna, ce mal était consommé.

Dans la lettre du 6 juillet, écrite par le duc de Bassano à M. de Pradt, il est un passage sur lequel nous croyons devoir, dès aujourd'hui, donner quelques éclaircissements nécessaires à l'intelligence des destinées futures de la Pologne: « Depuis que

[1] *Histoire de l'Ambassade*, page 131.

[2] Voici le passage de ses instructions : « Lorsque la » confédération sera formée, elle enverra une députa» tion à S. M., pour lui présenter l'acte de confédéra» tion et lui demander sa protection. S. M. répondra » aux députés en louant les sentiments qui animent les » Polonais; elle leur dira que ce n'est qu'à leur zèle, » qu'à leurs efforts, à leur patriotisme, qu'ils peuvent » devoir la renaissance de la patrie. »

[3] Il y avait autrefois des diètes extraordinaires ou diètes à cheval, qui se nommaient *comitia paludata*. Les diètes ordinaires se nommaient *comitia togata*. M. de Pradt n'a pas même voulu de diète de ce dernier ordre.

[4] « La diète, dit M. de Pradt, se sépara au bout de » quelques jours. Son rôle était joué. » Il se garde bien de dire que cette séparation fut ordonnée par lui, sans autorisation, et, au contraire, contre la volonté de l'empereur, contre la lettre même des instructions qu'il avait reçues, et qui roulaient tout entières sur l'activité que devait avoir la diète confédérée. Cette séparation fut comme un coup de massue qui tua l'insurrection nationale, sur laquelle avait dû compter l'empereur Napoléon.

» l'empereur est arrivé ici, S. M. a entretenu beaucoup de personnes qui connaissaient parfaitement » les intentions qu'avait l'empereur Alexandre. Il » en résulte que ce souverain n'a jamais pensé à » rétablir le royaume de Pologne, et que les bruits » qu'on a fait courir à ce sujet depuis dix-huit » mois ne méritaient aucune attention. L'empereur Alexandre n'a jamais tenu le langage qu'on » lui prêtait, et ces suppositions étant venues de la » maison Czartoriski, il est difficile de ne pas y voir » une intrigue, qui mérite d'être surveillée. » L'empereur Napoléon était mal informé. Sans contredit, nous ne prétendons nullement garantir que l'intention de rétablir le royaume de Pologne ait sérieusement existé chez l'empereur Alexandre; mais une foule de circonstances constatent que ce prince a tout fait pour autoriser et appuyer cette opinion. Les Mémoires du comte Michel Oginski, Polonais attaché, il est vrai, à la Russie, font voir avec quel soin, dans le cours de 1811, l'empereur Alexandre fortifiait en lui cette confiance, dans le dessein que celui-ci la fît partager à ses compatriotes. En lui demandant des projets, des plans d'organisation, et même des désignations de personnes pour une éventualité plus ou moins prochaine, il est possible qu'Alexandre n'eût d'autre but que de nourrir chez les Polonais une illusion qui pouvait lui être utile; mais la question en elle-même n'était pas non plus indigne d'examen comme calcul politique. Le comte Oginski la lui présentait naturellement sous ce point de vue, lorsque, dans ses rapports, il l'assurait que, par la proclamation d'un royaume de Pologne au moment de la rupture avec Napoléon, la Russie enlèverait aux Français toute assistance dans les provinces lithuaniennes, et paralyserait l'enthousiasme même dans le duché de Varsovie. Le bruit des dispositions favorables de l'empereur Alexandre était déjà fort accrédité, lorsqu'au commencement de cette même année 1811 j'arrivai à Varsovie; et la présence dans le duché d'un conseiller d'ambassade russe, M. d'Anstedt, avait surtout contribué à lui donner beaucoup de consistance. Pendant tout le temps de mon séjour, la même rumeur ne cessa pas d'y être entretenue par les lettres qu'on recevait soit du comte Oginski, soit du prince Lubecki, soit de quelques autres Lithuaniens, qui, trompés ou trompeurs, plaçaient dans le cabinet de Saint-Pétersbourg l'espoir d'un meilleur avenir pour le pays. Dans tous les cas, l'empereur Napoléon se laissait aller à un faux jugement, en rejetant sur la maison Czartoriski l'origine de ces suppositions. La défiance de l'empereur, en cette conjoncture, tenait à une circonstance particulière, que nous devons faire connaître. Le dévouement de la famille Czartoriski à la restauration de l'indépendance polonaise par le secours de la France, ne pouvait pas être suspect en 1812. Le chef de cette famille avait accepté avec empressement les fonctions de maréchal de la diète confédérée. Son second fils, le prince Constantin, commandait un des régiments du duché, sous les ordres du prince Poniatowski; mais son fils aîné, le prince Adam, se trouvait dans une position délicate, qui rendait difficile à déterminer quelle était pour lui la ligne exacte du devoir. Nous n'hésitons pas à entrer ici dans quelques détails, car il s'agit de conserver pur et intact l'honneur d'un homme de bien, destiné à de grandes et glorieuses infortunes : l'histoire n'a pas de plus noble tâche à remplir.

Après le dernier démembrement de la Pologne, en 1795, l'impératrice Catherine, qui avait fait confisquer les biens du prince Czartoriski, ayant consenti, sur l'intercession de l'Autriche, à les lui restituer, avait exigé, pour gage de la fidélité de ce prince, que ses deux fils, Adam et Constantin, fussent envoyés à Pétersbourg, et entrassent au service de Russie. Satisfaite d'avoir ces otages entre les mains, Catherine traita les deux jeunes princes avec distinction, et les nomma aides de camp des grands-ducs ses petits-fils, Alexandre et Constantin. Une étroite amitié se forma surtout entre le prince Adam et le grand-duc Alexandre. Celui-ci, dont l'âme encore neuve s'abandonnait à de beaux projets pour l'époque où il monterait sur le trône, recevait avec docilité les impressions que lui donnait son jeune ami sur l'iniquité des partages de la Pologne, sur les cruautés exercées envers ses habitants, et se proposait de travailler un jour activement à réparer cette grande injustice. Devenu empereur, Alexandre ne parut ni oublier ses premiers sentiments, ni démentir son précédent langage; mais, en continuant de montrer les mêmes intentions, il devait s'en remettre au temps d'amener des circonstances qui en permissent l'accomplissement. En 1805, au moment où l'Autriche et la Russie, excitées et soutenues par les subsides de l'Angleterre, se disposèrent à une nouvelle levée de boucliers contre la France, le prince Adam pensa que le moment favorable était venu. Déjà, par ses soins, des dispositions étaient prises pour préparer le succès de la révolution qui occupait toutes ses pensées. Le prince Joseph Poniatowski, auquel des ouvertures avaient été faites, se chargeait de faire soulever les provinces de la domination prussienne. L'empereur Alexandre, avant d'entrer en campagne, ayant pris sa route par Pulavy, la princesse Czartoriska supplia ce prince de profiter de la grande secousse qui allait être donnée à l'Europe, pour rendre, sous ses auspices et sous son gouvernement, l'existence à un peuple, qui rassemblé par

lui en un seul corps, deviendrait l'un des plus puissants appuis de son empire. Ces instances furent froidement accueillies, et plusieurs raisons y contribuèrent. D'abord le vieil esprit russe dominait parmi les principaux personnages qui formaient la suite d'Alexandre, et l'esprit russe a toujours été essentiellement hostile à l'esprit polonais. De plus, par un changement de circonstances tout à fait imprévu, la politique de cabinet ne permettait pas à l'empereur Alexandre d'entrer alors dans une pareille voie. Un revirement qui venait de survenir dans les dispositions du gouvernement prussien commandait une autre conduite. Il n'était ni dans son intérêt ni en sa puissance de favoriser des insurrections contre ce gouvernement dans une circonstance où, grâce à des communications déjà très-avancées, il avait l'espoir de faire entrer cette puissance elle-même dans la coalition contre la France. En effet, de Pulavy, il se rendit à Berlin, où un parti influent l'attendait pour vaincre les hésitations du roi. On connaît les scènes de Potsdam, les serments des deux monarques sur le cercueil de Frédéric II, et tous les engagements pris de part et d'autre, mais que rompit, quelques semaines après, le coup de tonnerre d'Austerlitz. A dater de cette époque, l'exécution du projet patriotique auquel s'était jusqu'alors livré le prince Adam lui parut, pour un certain temps, ajourné, sinon impossible. Il fut même conduit par degrés à croire, comme ses compatriotes, que probablement dans l'avenir le sort de la Pologne pourrait dépendre de la France bien plus que de la Russie. Il songea donc à quitter la position politique où il se trouvait auprès de l'empereur Alexandre. Ministre des affaires étrangères depuis 1804, il donna sa démission en 1806; mais l'empereur Alexandre ne consentant pas à ce qu'il se retirât entièrement de son service, le prince Adam conserva une fonction à laquelle il mettait justement une grande importance, celle de curateur de l'université de Wilna et des autres écoles dans les huit gouvernements polonais dépendant de la Russie. Si la création du duché de Varsovie, survenue l'année suivante, acheva de tourner vers la France les espérances de la plus grande partie des Polonais, l'amitié des deux empereurs, formée à Tilsitt, resserrée à Erfurt, fit penser d'abord que ces espérances ne pouvaient pas avoir un effet bien prochain. Toutefois le prince Adam fut bientôt dans le cas de remarquer que la bienveillance d'Alexandre pour ses compatriotes s'accroissait d'autant plus qu'il redoutait davantage l'ascendant du pouvoir de Napoléon. Il devenait évident que le monarque russe, dans la prévoyance d'une lutte possible avec la France, mettait plus de prix à s'assurer l'affection des provinces de Pologne qui lui étaient soumises; et, dans ce but, il laissait au curateur des écoles une plus grande latitude dans leur direction. Quel était, en une telle situation des choses, le devoir du prince Czartoriski? C'était de profiter de la condescendance d'Alexandre pour donner à l'instruction des Polonais un caractère national. Dans toutes les hypothèses, en supposant le rétablissement de la Pologne soit par la Russie, soit par la France, il aurait toujours bien mérité de la patrie. Ce devoir, le prince Adam le remplit pendant plusieurs années, que d'ailleurs il passait presque tout entières loin de Pétersbourg et au sein de sa famille. Un homme d'odieuse mémoire, M. de Nowolsissof, a depuis, sans le vouloir, fait, du prince Adam, un brillant éloge, en disant que, par la direction donnée à l'instruction publique, « il avait retardé de plus d'un » siècle l'amalgame de la Pologne avec la Russie. » Lorsqu'en 1811 des indices sensibles firent prévoir une rupture prochaine entre la Russie et la France, le prince Adam sollicita plusieurs fois auprès de l'empereur Alexandre son congé, sans pouvoir l'obtenir. C'est dans cette position que vint le surprendre la guerre de 1812. Au moment où une diète fut convoquée à Varsovie pour travailler au rétablissement de la Pologne, le prince, toujours lié au service de la Russie par le refus que faisait l'empereur Alexandre de lui accorder sa démission, crut devoir faire connaître à ses concitoyens les motifs graves [1] qui l'empêchaient, bien à regret

[1] « Le but de nos vœux, de nos espérances, et des » efforts que chacun, selon ses moyens, a dirigés, de la » place que le sort lui avait assignée, va donc être atteint! La Pologne va renaître de ses cendres! Au milieu de la joie que ces grandes nouvelles font éprouver, moi seul je suis condamné à mêler mes regrets à » l'espoir de la prospérité de la patrie. Mes parents » pourront se rendre immédiatement à Varsovie pour » assister à l'acte mémorable qui doit recommencer » l'existence de la Pologne : je suis condamné à ne pas » y paraître, à me refuser à la voix de l'amitié, à celle » de tant de devoirs qui m'y appellent! »

Ici le prince Adam expose les services que l'amitié de l'empereur Alexandre lui a permis de rendre aux Polonais de la domination russe, et les espérances auxquelles l'avaient longtemps autorisé les sentiments personnels de ce monarque.

« Soit que j'aie tort ou raison dans cette circonstance, » continue le prince Czartoriski, les motifs de ma conduite ne peuvent être douteux, et doivent être reconnus pour honorables. J'ai fait mes preuves de désintéressement et d'attachement inviolable à mon pays et » à ma nation. Comment mes vœux ne seraient-ils pas » pour cette cause sacrée à laquelle mon père, mon » frère, toute ma famille, tant d'amis vont concourir, » et de laquelle leur bonheur commun et celui de ma

pour lui, de prendre une part active à leur noble entreprise. Le prince Adam, en invoquant sa vie antérieure pour expliquer sa conduite présente, déclarait qu'il prenait volontiers l'empereur Napoléon pour juge.

Le jugement de Napoléon ne fut point impartial. Quoique au fond il ne pût méconnaître la sainteté du lien qui attachait le prince Czartoriski à l'empereur Alexandre, il ne lui pardonnait pas d'avoir antérieurement cru à la possibilité du rétablissement de la Pologne par la Russie. Peut-être au moment où fut écrite la lettre du prince Adam, le 10 juin, Napoléon l'eût-il approuvée. N'en ayant eu connaissance qu'après son arrivée à Wilna, où, malgré le brillant début de la campagne, il apercevait déjà des difficultés supérieures à celles qu'il avait prévues, il fut enclin à soupçonner que la neutralité à laquelle se vouait le prince Adam pouvait avoir pour cause un doute sur l'infaillibilité de son triomphe; il vit dans sa conduite un calcul, une arrière-pensée, qui voulait, pour le cas d'une certaine marche des événements, se ménager une voie de ralliement à l'empereur Alexandre, soit pour son pays, soit seulement pour sa famille. Notre conviction est que tel ne fut point le mobile de la détermination du prince Adam Czartoriski. A l'ouverture de la guerre, il supposait, comme toute l'Europe, que la fortune de l'empereur Alexandre ne tiendrait pas contre celle de Napoléon; mais après tout si, entrevoyant dans l'issue de la lutte une incertitude que d'autres n'y trouvaient pas, il avait jugé prudent de se réserver lui-même à sa patrie pour cette hypothèse, tout impossible qu'elle parût alors, faudrait-il lui en faire un crime? Nous ne le pensons pas. Sa réserve, fût-elle préméditée dans ce but, nous semblerait digne d'excuse dans sa personne, mais dans sa personne seule; et cette excuse, nous ne l'étendrons pas à des hommes placés dans une situation différente. On verra bientôt que certains ministres du duché de Varsovie, aussitôt que la guerre eut pris un cours inattendu, se hâtèrent de profiter de l'intermédiaire que leur offrait la position mixte du prince Adam, longtemps avant que leur devoir leur permît de songer à une pareille défection. A Dieu ne plaise que nous admettions ici une coupable connivence de la part de M. de Pradt! mais l'intrigue marchait à son insu, encouragée, contre sa volonté sans doute, par ses étranges indiscrétions; et l'ambassadeur de Napoléon, nourri d'un encens qui obscurcissait sa vue, ne s'imaginait guère, nous aimons du moins à le croire, que des hommes, dont chaque jour il louait le dévouement à la cause française, étaient déjà en correspondance [1] avec l'empereur Alexandre. Malheureusement nous aurons plus tard à nous occuper encore de M. de Pradt. La fin de sa mission sera digne de son commencement, et, pour l'une comme pour l'autre, nous n'aurons besoin que de nous en rapporter à son propre témoignage.

La méprise de Napoléon dans le choix de son ambassadeur à Varsovie ne fut pas la seule qu'il eût alors à se reprocher. Longtemps habile dans l'application des hommes aux choses, il semble que tout à coup ce talent lui manque au moment où il lui serait le plus nécessaire. D'après sa méthode bien entendue de rapprocher de son gouvernement, et même de sa personne, quelques-uns des personnages notables des pays qu'il réunissait à la France, l'empereur s'était attaché comme aide de camp le lieutenant général hollandais comte de Hogendorp. Trompé sans doute par l'apparente bonhomie de cet officier, il l'appela en Lithuanie pour y remplir les fonctions de gouverneur général. L'inspiration ne fut point heureuse. Au lieu des procédés bienveillants et des formes conciliatrices que réclamait un tel poste, on ne tarda pas à reconnaître dans ce général la roideur et la violence d'un ancien gouverneur de Batavia. Ses premières querelles furent avec le commandant militaire de la place, le général Jomini. Naturellement Napoléon dut donner raison à l'autorité du gouverneur, et le général Jomini reçut une destination moins importante. Certes, la conduite ultérieure de ce dernier demeurera toujours sans excuse; mais peut-être est-ce déjà de cette époque que date le mécontentement qui produira plus tard son impardonnable désertion. Moi-même alors, commissaire français près le gouvernement provisoire, malgré tous les ménagements d'une condescendance soutenue, je ne pus échapper aux désagréments d'un funeste conflit [2] avec le général Hogendorp, et tous mes efforts eurent beaucoup

» patrie dépendent? Comment n'éprouverais-je pas le » tourment le plus douloureux de ne pouvoir, dès à » présent, lui dévouer ma vie?... Si les destinées de » ma patrie étaient encore incertaines... Mais qui serait » assez privé de bon sens pour ne pas voir que toutes » les probabilités promettent la victoire au génie de la » victoire? Tous les malheurs menacent, au contraire, » Alexandre. Serait-il noble et justifiable d'ajouter, par » une précipitation aussi peu loyale, à tant de désastres » imminents, l'amertume que lui causerait l'ingratitude » inexcusable de celui qui lui devait une reconnaissance » toute particulière?... »

Lettre du prince Adam Czartoriski à M. Matuszewicz, ministre des finances, en date du 10 juin 1812.

[1] Nous en donnerons ultérieurement la preuve pour deux de ces ministres.

[2] Comme j'ai précédemment rapporté, avec un juste orgueil, les paroles flatteuses de l'empereur Napoléon



de peine à maintenir du moins les dehors d'une bonne intelligence entre le gouverneur et les autorités polonaises.

Une imprudence d'une nature bien plus grave, que nous avons signalée à son origine, était, en acceptant l'alliance de l'Autriche, d'avoir consenti que les troupes auxiliaires de cette puissance formassent un corps séparé. De cette malencontreuse stipulation était résultée la nécessité de donner la Wolhynie pour champ de bataille à l'armée autrichienne. Évidemment ce n'était pas sous les auspices d'une telle armée que pouvait se développer l'esprit d'insurrection dans les provinces méridionales de l'ancienne Pologne, tandis que si elles avaient vu apparaître le drapeau national déployé par le prince Poniatowski, la Wolhynie, la Podolie et l'Ukraine, qui nous appelaient de tous leurs vœux, se fussent levées pour recouvrer leur indépendance, et eussent offert à cette noble cause un puissant renfort, qui eût pu avoir une grande influence sur l'issue générale de la campagne. Suivant mon opinion, il n'est nullement douteux que, dans cette guerre, l'alliance de l'Autriche ne nous ait été plus nuisible [1] qu'utile. Peut-être la présence d'un corps autrichien, d'ailleurs peu actif, devant les Russes, n'a-t-il fait qu'accélérer les communications qui plus tard amenèrent la défection ouverte de la cour de Vienne. Nous ne voulons pas le dissimuler : la prévoyance qui, dans les époques antérieures, mettait tant de soins à préparer le succès des diverses guerres entreprises par Napoléon, avait, sous plus d'un rapport, été en défaut au commencement de la guerre de Russie.

Il est vrai aussi que parfois là où la fortune, après avoir été longtemps favorable, commence à devenir contraire, on regarde comme des traits d'imprévoyance certains incidents que nulle sagesse n'eût pu pressentir ni empêcher. Ainsi, lorsque l'empereur reçoit dans son armée le roi de Westphalie, doit-il s'attendre à trouver, dans l'orgueil insensé de son frère, son ouvrage, sinon la cause d'un échec, du moins l'obstacle à un immense succès?

Le même mouvement qui avait conduit l'empereur Napoléon à Wilna rompit, dans toute sa longueur, la ligne trop vaste que l'armée russe prétendait défendre, ligne qui s'étendait depuis la mer Baltique jusqu'à la Gallicie. Quoique, suivant les prévisions du cabinet de Pétersbourg, ce fût sur le sol même de la Russie que dussent en définitive se porter les grands coups de la guerre, il n'en était pas moins dans les intentions de ce cabinet de commencer par disputer le terrain avec vigueur, et de ne reculer devant l'armée française qu'en lui faisant chèrement acheter chaque pouce du sol polonais qu'il lui faudrait envahir. Ce plan était déjoué par l'opération décisive de Napoléon, qui, passant le Niémen à Kowno, et arrivé, sans combattre, à Wilna, se trouvait, de plein saut, établi au centre et sur les derrières de l'armée ennemie. Wittgenstein, qui formait la droite de cette armée; Bagration, qui en formait l'aile gauche, avaient dû rétrograder promptement, pour se réunir ou du moins se lier à Barklay de Tolly, que les progrès rapides de Napoléon obligeaient à chercher un asile dans le camp retranché de Drissa.

Bagration, séparé de Barklay de Tolly par une distance de près de cent lieues, semblait dévolu à une perte certaine, pressé, comme il devait l'être, entre le maréchal Davoust et le roi de Westphalie. Plusieurs fois il se heurte contre le maréchal, qui le repousse, et qui croit voir à chaque instant arriver le roi de Westphalie, pour tomber avec lui sur le corps russe, et lui fermer toute issue. Vaine espérance! Lorsque Jérôme apprend qu'il doit agir sous la direction d'un maréchal, ce roi de la veille, qui n'a jamais commandé une division française,

sur mon compte, je ne dois pas dissimuler qu'il me blâma en cette dernière circonstance. Pour n'être pas prévenu auprès de l'empereur par des rapports qui m'eussent fait supposer des torts que je n'avais pas, j'avais rendu compte au prince de Neufchâtel de la situation des choses à Wilna. J'ai depuis appris, par les Mémoires de M. Fain, car dans le temps je n'en eus pas connaissance, que l'empereur avait écrit au major général : « Répondez au baron Bignon que je trouve ridicules tous ces différends avec le gouverneur... » L'empereur avait raison. Il était ridicule que, dans de telles circonstances, tous ses agents civils et militaires ne concourussent pas, dans le plus parfait accord, au bien de son service; mais ici le mal venait d'un homme qui rendait cette harmonie impossible.

[1] C'est ce qu'a parfaitement compris M. Aubernon dans l'article que j'ai déjà cité. « Un général français » ou polonais, dit-il, dans la position de Schwarzenberg, à la tête de quarante mille hommes, pouvant » soutenir sa marche par le soulèvement général du » pays, aurait sans relâche poursuivi Torwasow, l'aurait détruit, ou rejeté en sept ou huit jours au delà » du Dniester; se serait emparé des dépôts de recrues » polonaises et des renforts épars; aurait réuni à la » Pologne les trois provinces de Wolhynie, de Podolie » et d'Ukraine, étendu l'insurrection jusqu'à Kiew, et » menacé d'un autre côté, en prenant position avant le » 20 août sur le Dniester, les derrières de l'armée russe » du Danube. Cette opération, aussi facile à exécuter » que brillante en résultats, aurait favorisé la création » spontanée d'une nouvelle armée polonaise, séparé la » Russie de l'Autriche et de l'Allemagne, et jeté l'alarme » dans le centre de l'empire russe. »

s'indigne de marcher sous les ordres du vainqueur d'Auerstædt et d'Eckmühl; il se retire de l'armée. « Quelle incartade! » s'écrie l'empereur. De la part de son frère, ce n'est pour lui qu'une incartade; chez tout autre, c'eût été un impardonnable crime. Ce brusque abandon d'un grand commandement par le roi de Westphalie enlève à l'empereur le principal fruit de son habile manœuvre, et le corps du prince Bagration échappe à une défaite qu'un bon accord entre les commandants français eût rendue inévitable. Certes, le grand criminel est ici le roi de Westphalie; mais le tort de ce prince remonte à Napoléon lui-même. En créant des rois sans leur dicter ses conditions, en les appelant dans ses armées sans leur marquer le rang qu'ils y doivent tenir, il s'est rendu lui-même responsable de la folle vanité de ces royautés nouvelles; et c'est à sa faiblesse pour sa famille, faiblesse qui lui a déjà fait tant de mal ailleurs, qu'il doit la première de ses contrariétés dans la guerre de Russie.

Le séjour de l'empereur à Wilna, cette temporisation de quinze jours, que depuis il s'est reprochée comme une faute militaire, avait été marqué par des événements non moins fâcheux sous le rapport politique. C'est là qu'il avait reçu, par M. de Balachof [1], la dernière lettre de l'empereur Alexandre, et qu'il avait adressé à ce prince sa dernière réponse; là qu'il avait appris la dissolution brusque de la diète confédérée de Varsovie, de cette diète sur laquelle il comptait pour opérer l'insurrection nationale de la Pologne; là qu'il avait eu à recevoir une députation de cette diète, lorsqu'elle-même n'existait déjà plus; là que lui était parvenue la nouvelle du départ inattendu du roi de Westphalie; là qu'il avait signé la nomination du général hollandais Hogendorp comme gouverneur des provinces lithuaniennes.

Ce même mois de juillet, déjà si malheureux, est de plus celui où furent signés plusieurs traités d'alliance entre les ennemis de l'empereur Napoléon :

1° A OErebro, un traité d'alliance entre l'Angleterre [2] et la Suède;

2° Dans la même ville, un traité d'alliance entre la Russie [3] et l'Angleterre;

3° A Weliki Luki, un pareil traité d'alliance entre la Russie et les insurgés [4] espagnols.

Dans le même mois, après une assez longue hésitation, le traité de paix signé à Bucharest, entre la Russie et la Porte Ottomane, reçut enfin sa ratification. Ainsi ce mois de juillet fut calamiteux pour la France, non-seulement par les mauvais fruits qu'il portait déjà, mais encore par les semences qui devaient en produire de plus funestes encore dans l'avenir.

[1] En portant, comme j'ai dû le faire, mon attention sur tous les ouvrages relatifs à la guerre de Russie, ce n'est pas sans étonnement que j'ai lu dans l'Histoire de la campagne de Russie, publiée par M. le général comte Philippe de Ségur, que le parlementaire russe Balachof n'avait apporte à Napoléon que des paroles de l'empereur Alexandre, et que, de son côté, Napoléon avait renvoyé ce parlementaire *avec des propositions verbales*. Dans le dernier chapitre du volume précédent, j'ai cité et la lettre de l'empereur Alexandre à l'empereur Napoléon, dont M. de Balachof était chargé, et la réponse de l'empereur Napoléon à l'empereur Alexandre. Ces deux lettres, que j'ai rapportées dans toute leur étendue, remplissent les pages 489 à 491. Sans doute M. de Ségur avait cru dire la vérité, en avançant qu'il n'y avait eu qu'un échange de paroles entre les deux empereurs. En reconnaissant depuis qu'il avait été mal informé, il se sera, je n'en doute pas, vivement repenti du langage étrange que, sur des bruits de quartier général, il a prêté au parlementaire russe, et surtout à l'empereur Napoléon.

[2] Le 18 juillet.

[3] Le 6 juillet.

[4] Le 8 juillet.

# CHAPITRE II.

## GUERRE.

Marche de Napoléon sur Witepsk. — Retraite des Russes sur Smolensk. — Système de dévastations pratiqué par les Russes. — Proclamations de l'empereur Alexandre pendant son séjour à Moskou. — Paroles prophétiques d'Alexandre sur l'incendie de cette ville. — Nouvelles fâcheuses reçues à Witepsk par Napoléon. — Mauvaise foi du prince royal de Suède. — Imprévoyance de Napoléon à l'égard de la Turquie. — Ambassade du général Andréossy à Constantinople. — Punition des princes Morousi, vendus aux Russes. — Traités de l'Angleterre avec la Russie et la Suède. — Marche de Napoléon sur Smolensk. — Bataille et prise de Smolensk. — Inaction fatale du général Junot. — Nouvelles fâcheuses reçues à Smolensk par Napoléon. — Marche de Napoléon à la suite de l'armée russe. — Remplacement du général Barklay de Tolly par Koutousof. — Retranchements établis par Koutousof à Borodino. — Prise d'une première redoute par le général Compans. — Position des deux armées. — Différence des moyens employés pour animer les soldats dans l'une et dans l'autre armée. — Nouvelle de la perte de la bataille de Salamanque. — Bataille de la Moskowa. — Koutousof se proclame vainqueur. — Pertes réciproques. — Inégalité des enjeux entre la Russie et la France. — Retraite des Russes à travers Moskou. — Entrée des Français dans cette capitale. — Incendie de Moskou. — Réflexions sur cet incendie. — Quel en est le véritable auteur? — L'auteur actuellement avoué est l'empereur Alexandre. — Projet de Napoléon de faire une démonstration sur Pétersbourg. — Tentatives de négociation auprès de l'empereur Alexandre. — Envoi du général Lauriston auprès de Koutousof. — Défense faite par Alexandre à ses généraux d'entrer en communication avec les Français. — Entrevue d'Alexandre avec le prince royal de Suède à Abo. — Résultat de cette entrevue. — Rapports du prince royal de Suède avec le général Moreau. — Madame de Staël à Stockholm. — Décrets impériaux datés de Moskou. — Lettre de Napoléon sur la liberté de la presse, datée de Moskou le 11 octobre.

Napoléon a quitté Wilna le 16 juillet. Arrivé le 17 à Swenziani, il renonce à sa démonstration offensive contre Pétersbourg, et se dirige sur Glonbokoé. Dans le même moment, Barklay de Tolly, abandonnant le camp retranché de Drissa, et laissant de ce côté les fortes garnisons de Riga et de Dunabourg, marche par Polotsk sur Witepsk, où il espère que Bagration pourra plus facilement le rejoindre. Napoléon a pressenti ce mouvement de l'armée russe, et il s'attache à la poursuite de cette armée. Le 25 juillet, à Bechenkowitschi, il entend le canon ennemi pour la première fois. Ce fut un mouvement de joie dans l'état-major général, et parmi toutes les troupes qui se trouvaient sur ce même terrain. Le roi de Naples et le prince Eugène s'avancent rapidement contre les Russes, qui ont pris position auprès d'Ostrowno. Là, et sur quelques autres points du voisinage, des combats assez vifs font espérer une bataille pour le lendemain. Il paraît qu'effectivement Barklay de Tolly se proposait de l'accepter, lorsque l'arrivée d'un aide de camp de Bagration le fit changer de projet. L'attente de Napoléon se trouva trompée. Le lendemain, à la pointe du jour, l'armée russe battait en retraite sur Smolensk. Le prince Bagration, après avoir été repoussé à Mohilew, faiblement poursuivi par le prince d'Eckmühl, avait passé le Borysthène à Bichof, pour se porter sur cette même place de Smolensk, où les deux armées devaient se réunir. Napoléon, le 28 juillet, entrait à Witepsk, où il ne trouva que des maisons vides d'habitants. La méthode de dévastation adoptée par les Russes comme système de guerre, se suivait avec une extrême rigueur. Partout les approvisionnements étaient incendiés [1] ou jetés à l'eau; partout on ne rencontrait que destruction et solitude. L'empereur

[1] Le comte Oginski, appelé par l'empereur Alexandre d'abord à Wilna et ensuite à Witepsk, où il arrivait toujours trop tard, raconte naïvement qu'affligé de cette perte des magasins russes, il écrivit à ce monarque



Alexandre, qui avait quitté son armée à Polotsk, s'était rendu à Moskou pour y exciter l'enthousiasme de la population, et de là il avait gagné Pétersbourg.

Les mouvements rétrogrades et les désordres de la retraite des Russes, que depuis on a présentés comme l'effet naturel et même calculé d'un admirable plan de campagne, n'étaient pas alors jugés ainsi dans cette dernière capitale. La plus vive agitation y régnait et au plus haut degré dans toutes les classes. Les principaux personnages envoyaient en lieu sûr leurs effets les plus précieux. Beaucoup de nobles familles allaient chercher un asile jusqu'en Suède. Cette consternation générale ne se dissipa qu'au moment où l'on acquit la certitude que Moskou était désormais le point vers lequel se dirigeait l'armée française.

L'empereur Alexandre, pendant le peu de jours de sa résidence à Moskou, parle à la population de cette ville un langage fait pour elle. C'est surtout à l'ignorance, à la superstition qu'il s'adresse : « Habitants de Moskou, s'écrie-t-il, l'ennemi, avec une » perfidie sans pareille, a franchi nos frontières... » L'armée russe brûlait de se jeter sur ses nombreux bataillons, et de les punir par une destruction entière ; mais notre tendresse paternelle » pour nos fidèles sujets n'a pas dû lui permettre » une action si désespérée. Nous ne pouvions » souffrir *que nos braves fussent sacrifiés sur les* » *autels de ce Moloch*.... Nous ne devons nous mesurer avec lui qu'en combat égal, homme contre » homme ; mais, pour retirer à l'agresseur l'avantage du nombre, de nouvelles levées sont nécessaires. L'indépendance de la Russie et de notre » sainte Église sont menacées ! !.... »

Une autre proclamation, adressée à la nation russe tout entière, offre encore l'emploi des mêmes moyens : « Grande nation, l'ennemi a formé le projet de détruire notre pays ; mais la Russie a pénétré ses vues ; elle a invoqué la protection de Dieu. Peuple russe, plus d'une fois tu as brisé les dents des lions et des tigres qui s'élançaient sur toi. Descendants des valeureux Slaves, unissez-vous, la croix dans le cœur, le fer à la main ; les moyens doivent être proportionnés au but : le but, c'est la destruction du tyran qui veut anéantir toute la terre !... »

A cet appel du czar, l'Église grecque s'empressa aussi de mêler ses énergiques excitations. Le métropolitain Platow, en envoyant à l'empereur Alexandre une image de saint Serge, lui dit, en style d'oracle, que vainement « l'effronté Goliath » apporte des limites de la France l'effroi mortel » aux confins de la Russie ; la pacifique religion, » cette fronde du David russe, abattra la tête de » son barbare orgueil. »

Ces proclamations, que l'empereur des Français reçoit à Witepsk, lui révéleraient, s'il ne l'avait déjà compris, le terrible caractère de la lutte dans laquelle il se trouve engagé. Il est évident qu'il s'est opéré dans l'empereur Alexandre une transformation qui ne laisse plus de jour à aucun rapprochement. Quelle différence, non pas seulement de l'ami de la veille, mais même de l'ennemi des dernières guerres, à celui que décèle la violence inouïe de ses proclamations ! Un écrivain, un apologiste de ce prince, M. de Boutourlin, rapporte de lui un discours[1] dans lequel semble indiqué un dessein encore obscur, dont les circonstances ultérieures développeront le sens. Un jour que le gouverneur de Moskou, Rostopchin, avait rassemblé auprès de lui les principaux personnages de la noblesse et du commerce pour échauffer leur patriotisme, l'empereur Alexandre s'élança tout à coup au milieu d'eux, et, dans une allocution véhémente, laissa échapper de prophétiques paroles, qu'expliquera trop bien l'avenir : « Les malheurs dont vous êtes menacés, leur » dit-il, ne doivent être considérés que comme des » moyens nécessaires pour parvenir à consommer » la ruine de l'ennemi. » Quand l'irritation est arrivée à un tel degré, la guerre est devenue une guerre à mort, et c'est à la force seule qu'il faut en demander le dénoûment.

Le séjour de Napoléon à Witepsk est encore marqué par d'autres incidents qui se réunissent pour le convaincre qu'il ne doit compter que sur lui-même, que sur lui seul. Ce n'est que dans cette ville, comme nous l'avons dit ailleurs, qu'il est instruit du traité d'alliance signé, dès le 24 mars, entre la Russie et la Suède. C'est pareillement à Witepsk qu'il apprend la conclusion de la paix entre la Russie et la Porte Ottomane.

On a vu précédemment que, malgré le traité du 24 mars, le consul suédois Signeul avait, dans les premiers jours de juin, porté à l'empereur Napoléon, à Dresde, une déclaration du prince royal, annonçant qu'il était prêt à s'unir à la France, pourvu que l'empereur Napoléon promît à la Suède l'acquisition de la Norwége. Presque au même moment où cette communication avait lieu le 3 juin, l'agent suédois auprès de l'empereur Alexandre, le

pour demander qu'au lieu de les détruire on en fît la distribution aux habitants. Cette démarche semble d'autant plus étrange de la part de ce personnage, que, de son propre aveu, il avait appris, par le transfuge suédois d'Arnefeld, que le système de dévastation mis alors en pratique était la suite d'un plan *tracé par un Anglais*, et que l'empereur avait paru agréer.

[1] En date du 27 juillet.

comte de Lœvenhjelm, signait à Wilna une convention additionnelle au traité du 24 mars. Un ouvrage en trois volumes, publié pour l'apologie du roi Charles XIV, rapporte bien et le traité du 24 mars et les autres engagements de la Suède avec la Russie, en les présentant comme les actes d'une haute et loyale politique; mais nous y cherchons vainement quelque indice des missions de M. Signeul, et surtout de l'importante déclaration portée à Dresde par ce consul suédois.

La conduite du prince royal a été telle, que l'empereur Napoléon, relativement à cette puissance, nous semble presque digne d'excuse. Son tort, et c'en est un très-grave, est de n'avoir pas supposé alors dans le prince un esprit de duplicité dont celui-ci cependant lui avait déjà plus d'une fois donné d'incontestables preuves. Était-ce de sa part mépris de ce que pouvait contre lui la Suède? Ce mépris, qui eût pu être juste dans un autre temps, devenait une faute dans l'énorme collision qui ébranlait l'Europe tout entière. Si l'empereur mérite quelques reproches pour avoir négligé de s'assurer le concours du cabinet de Stockholm par des concessions dont il eût pu trouver ailleurs un dédommagement pour le Danemark, son imprévoyance est encore moins susceptible de justification en ce qui concerne la Turquie.

Depuis la paix de Tilsitt, et surtout depuis l'entrevue d'Erfurt, Napoléon, dans son extrême désir de satisfaire l'empereur Alexandre, a porté, dans les promesses faites à ce monarque, une franchise, une bonne foi à laquelle la Russie n'a pas voulu croire, et dont par conséquent elle ne lui a pas su le moindre gré. Tandis que le cabinet de Pétersbourg accusait la France de souffler la guerre et d'encourager le Grand Seigneur à une opiniâtre résistance, Napoléon avait poussé assez loin la complaisance envers ce cabinet, pour faire donner à Constantinople le conseil de lui céder les principautés de Moldavie et de Valachie jusqu'à la ligne du Danube. Cet abandon de la cause de la Porte Ottomane au profit des Russes sera une des principales causes qui la porteront à méconnaître, à son tour, la communauté de ses intérêts avec la France, et à faire la paix avec la Russie dans le moment le plus défavorable pour Napoléon. Le peu d'efforts faits par celui-ci pour se ménager l'appui des Turcs contre la Russie, et la lenteur de ses démarches pour empêcher leur réconciliation, sont encore de ces circonstances qui constatent que, jusqu'au dernier jour, il n'avait pas désespéré de pouvoir éviter une rupture avec l'empereur Alexandre. N'ayant, par suite de ses égards pour le monarque, qu'un chargé d'affaires à Constantinople, c'est seulement vers le mois de juin que Napoléon se décide à y envoyer un ambassadeur. Cet ambassadeur, le général Andréossy, ne put entrer en relation avec le ministère ottoman que dans le mois d'août. Il n'était plus temps : la paix avait été signée à Bucharest le 28 mai. Les deux derniers articles du traité ayant été rejetés par le sultan, le reis-effendi et le drogman, prince Démétrius Morousi, avaient fait convertir les neuf premiers articles en un traité définitif, dont les ratifications avaient été échangées le 14 juillet. Le reis-effendi disait gravement à l'ambassadeur français : « Nous n'avions plus d'artillerie, plus de munitions, plus d'armée; le peuple voulait la paix, il a fallu la faire : *c'était la destinée* [1]. » La destinée avait eu surtout pour auxiliaire la vénalité du reis-effendi lui-même, du plénipotentiaire Galip-Effendi et du drogman Démétrius Morousi, qui avait accompagné le plénipotentiaire au congrès de Bucharest, tous trois vendus aux Russes et aux Anglais. Quelques mois plus tard, les deux frères Morousi expièrent leur infidélité. Le prince Démétrius *fut mis en pièces* [2] d'après un ordre exprès du sultan. Son frère, Panajotaki, eut au moins le triste honneur d'être décapité [3]. Un écriteau portait que, complice de son frère, il avait trahi les intérêts de son gouvernement : « Le traître a payé son crime de sa tête [4], « que vous voyez ici. » Ces actes de rigueur du sultan, et quelques regrets donnés par ce prince à des déterminations sur lesquelles il n'était plus possible de revenir, furent tout ce qu'obtint l'ambassadeur français à Constantinople. Héritier des projets de Sélim, le sultan Mahmoud tournait dès lors toutes ses vues sur l'intérieur de son empire. Ainsi, des deux gouvernements qui, dans une guerre contre la Russie, eussent dû être les alliés de la France, l'un, la Turquie, voulait rester neutre, c'est-à-dire, nul; l'autre, la Suède, s'était changé en ennemi déclaré, et portait dans son alliance contre le gouvernement français, avec l'esprit d'ambition que flatte l'espoir d'une conquête, l'acharnement d'une jalousie envieuse et ingrate qui, dans le prince royal, caressée par les Anglais et les Russes, dominait la politique même, et l'entraînait avec une lâche joie dans toute ligue formée contre la grandeur de Napoléon. Voilà donc celui-ci avec un allié de moins et un ennemi de plus. La promptitude d'un grand succès peut seule le mettre en état

[1] Dépêche du général Andréossy en date du 14 août 1812.

[2] Le 8 novembre.

[3] Le 20 novembre.

[4] Dépêche du général Andréossy des 13 et 25 novembre 1812.

de se passer de l'un et de ne pas craindre l'autre.

Par la raison seule que la Russie s'est préparée à la guerre contre la France, elle a dû prêter l'oreille aux avances de l'Angleterre; et ces avances datent de loin, ainsi que plus d'une fois l'a déclaré à l'ambassadeur de France le chancelier comte de Romansof. Le jour où la guerre a éclaté entre les deux empereurs, les cabinets de Londres et de Pétersbourg étaient alliés de fait, sans qu'aucune convention eût été signée encore, même par le simple rétablissement de la paix. Ce rapprochement ne s'opéra que le 6-18 juillet, pour la Russie comme pour la Suède. On conçoit que les traités conclus à OErebro par ces deux puissances avec l'Angleterre, le même jour et dans les mêmes termes, n'étaient que l'accomplissement d'une formalité sans importance, et que, dès auparavant, il y avait accord effectif entre les trois gouvernements dans leurs efforts contre l'ennemi commun, quoique le mode de leur coopération respective n'eût pas été réglé encore par des conventions officielles.

Le 13 août, Napoléon a quitté Witepsk. Déjà depuis quelques jours remarquant l'incertitude des armées de Barklay de Tolly et de Bagration, qui se balançaient en marches et contre-marches entre Witepsk et Smolensk, il dirige ses troupes de manière à tourner [1] ces armées par leur gauche. Un moment Barklay de Tolly, qui, par l'arrivée de Bagration, se trouvait à la tête de cent vingt mille hommes, avait montré le dessein de livrer bataille, et il s'était avancé sur la route de Witepsk par Inkowo, où il avait surpris et forcé à la retraite le général Sébastiani; mais bientôt Bagration, craignant d'avoir laissé sa gauche trop dégarnie, et d'être prévenu par les Français à Smolensk, avait, en rétrogradant lui-même, jeté au-devant d'eux une division qui arrivait de l'intérieur, sous les ordres du général Neverowskoï. Ce dernier général sauva, en effet, Smolensk, qui, sans lui, eût pu être enlevée d'un coup de main. En opposant, auprès de Krasnoï, à la cavalerie du roi de Naples, une masse compacte de soldats peu façonnés à la guerre, mais immobiles, que l'on tuait sans rompre leurs rangs, il retarda la marche des Français, et ramena dans Smolensk les débris de sa division, donnant ainsi le temps aux généraux Bagration et Barklay de Tolly de se rapprocher de cette place. En apercevant Smolensk, les Français s'écrièrent avec joie : *Voilà enfin une ville !* La vue du Dnieper était loin de leur causer la même admiration. En n'apercevant qu'une rivière de quarante à cinquante toises de largeur, ils doutaient presque que ce fût là le fleuve si fameux sous le nom antique de Borysthène. De son côté, le prince d'Eckmühl arrivait exactement sur le terrain indiqué à la gauche de ce fleuve. Bientôt parut après lui le duc d'Abrantès, qui avait succédé dans le commandement au roi de Westphalie. Smolensk, il est vrai, ne peut plus être surprise. En revanche, une bataille semble possible. L'espoir d'une bataille agite le cœur du dernier soldat comme celui de Napoléon. Cet espoir ne se réalise pas. Telle n'est plus la pensée de Barklay de Tolly; celui-ci a jugé que Smolensk ne peut être sauvée depuis que Napoléon l'a devancé par la rive gauche du Dnieper. Le corps d'armée de Bagration n'a fait que traverser la place, et, pour ne pas perdre la route de Moskou, il s'est hâté de s'en saisir. Dans cette nouvelle situation des choses, ce n'est plus pour Napoléon une bataille qu'il s'agit de livrer, c'est une ville qu'il faut prendre en brusquant l'attaque, sans laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître. Barklay de Tolly, qui se maintient en personne sur les hauteurs du faubourg de Saint-Pétersbourg, a jeté dans la place ses chefs les plus dévoués. La résistance est nécessairement énergique, quand celui qui défend une ville ne craint pas de la traiter comme il traiterait une ville ennemie.

A deux heures de l'après-midi, toute la ligne française s'est ébranlée; le général Morand s'est porté sur le faubourg de Roslaw; le général Gudin, sur celui de Mitislaw; Marchand attaque le bastion royal; Ney pénètre dans le faubourg de Krasnoï, Poniatowski enveloppe celui de Nikolskoi, où il fait un affreux carnage des soldats de Konowintzin; enfin le général Bruyères, ayant avec sa cavalerie dégagé les approches du faubourg de Raczewska, est parvenu à s'emparer d'un plateau où l'artillerie a aussitôt placé ses formidables batteries. Sur tous les points la lutte est engagée avec une vigueur égale; vers cinq heures, le sort de la journée a cessé d'être douteux : la prise de la ville est devenue certaine. Napoléon ne songe plus qu'à fermer, s'il est possible, les passages pour faire prisonniers les corps qui ont combattu dans son enceinte. Ce but ne sera pas atteint. Une forte division, commandée par le général Korf, est restée pour garnir les remparts, tandis que les autres corps repassent le Dnieper, et s'échappent dans diverses directions. A une heure du matin, le général se prépare lui-même à se retirer; mais une tâche lui reste avant de quitter la ville, c'est de la détruire [2], de ne laisser aux Français que des décombres et des ruines. Il fait

[1] M. de Boutourlin regarde ce mouvement comme l'un des plus beaux de la campagne.

[2] Un écrivain qui cherche à transformer en actes d'une politique spontanée les dévastations commandées par le cabinet de Pétersbourg, dit naïvement : « Les habitants eux-mêmes avaient aidé à détruire leurs habi-

mettre le feu à plusieurs quartiers, et ne se retire qu'après avoir assuré le vaste déploiement de l'incendie. L'armée française contemple avec terreur cet affligeant spectacle [1]. Incertaine sur la cause, elle craint d'en porter un jour la terrible responsabilité. Vers deux heures du matin, quelques-uns de nos soldats entrent dans la place. Déjà ils y ont été devancés par les Polonais du prince Poniatowski. L'occupation est facile, Smolensk est abandonnée. Le feu a été mis par les Russes, ce sont les Français qui vont l'éteindre.

Barklay de Tolly a fait sa retraite sur la route de Saint-Pétersbourg. Le général Korf, qui forme son arrière-garde, l'a remplacé dans le faubourg qu'il occupait, et soutient vaillamment les efforts que fait le maréchal Ney pour l'en chasser. Cependant il cède sur les quatre heures de l'après-midi; mais nos soldats, quand ils n'ont plus de bataillons devant eux, ont à combattre les flammes, cet exécrable auxiliaire des armées ennemies, chargé par elles de dévorer et les propriétés russes et les blessés russes eux-mêmes, plutôt que de laisser aux Français les ressources d'une ville habitée, et le triste avantage de faire des prisonniers de guerre. Nous nous abstenons ici de toute remarque sur cet atroce système, qu'a pu seule adopter une politique pétrie d'un mélange de tous les vices de la civilisation avec toutes les cruautés de la barbarie. Napoléon a sauvé tout ce qu'il a été possible d'arracher à la destruction. Il a pris sous sa garde les hommes et les choses. Les blessés russes sont recueillis et soignés dans nos hôpitaux, de la même manière que les blessés français. La guerre qu'il fait a le caractère qui convient à un monarque européen. La guerre du côté d'Alexandre est celle d'un chef de Kalmouks et de Tartares.

Après un jour de repos, le 19 août, Napoléon, qui a forcé Barklay de Tolly de se retirer par la route de Pétersbourg, a jugé avec raison que tous les efforts de ce général allaient tendre à se replier sur la route de Moskou, pour s'y réunir au corps d'armée de Bagration, qui déjà depuis deux jours suit cette route lentement et en bon ordre. Sans perdre de temps, il lance le maréchal Ney à la poursuite de celui-ci pour l'écraser, s'il est possible, avant que Barklay de Tolly ait pu le joindre. Le duc d'Abrantès, Junot, à qui l'ordre est donné en même temps de marcher par Prouditchevo, devrait, en appuyant à propos le maréchal Ney, rendre la défaite du général russe infaillible. Le maréchal Ney ne manque point à sa mission, Junot manque à la sienne. Le maréchal Ney, ayant attaqué à Valoutina l'arrière-garde ennemie, avait vu se retourner contre lui trois divisions, auxquelles il lui eût été impossible de résister longtemps si le général Gudin, du corps du prince d'Eckmühl, n'était arrivé à son secours. Le combat fut opiniâtre, et le succès nous coûta cher. Le général Gudin fut frappé à mort par un boulet qui lui emporta la cuisse. Gudin était un de ces généraux qui avaient fait leurs preuves dans cent combats; mais l'armée alors était riche en hommes de la même trempe : il eut pour successeur le général Gérard.

En apprenant que Junot, qui n'était qu'à deux lieues de distance, sollicité de marcher en avant pour seconder le maréchal Ney, s'était refusé à cet appel [2], Napoléon dit avec colère : « *Junot n'en veut plus; que Rapp aille le remplacer.* » Un mal, qui se déclara plus tard avec violence, avait déjà porté dans l'esprit et le caractère de Junot une première altération. On l'ignorait au quartier général; on intercéda pour lui auprès de l'empereur. Toujours indulgent pour ses vieux compagnons, l'empereur se laissa toucher, et ne lui ôta point son commandement.

Napoléon s'est rendu sur le champ de bataille de Valoutina. Le dévouement des troupes qui avaient si vaillamment combattu méritait des récompenses; l'empereur ne les épargna pas. Ce sont les braves qui lui désignent eux-mêmes les plus braves. En se confiant à leur jugement, il est bien sûr d'être juste.

Dans son retour à Smolensk, de pénibles réflexions ont assailli l'empereur. La mort du général Gudin l'a vivement attristé; une des plus belles occasions de porter un coup décisif vient d'être perdue; de divers côtés arrivent de fâcheuses nouvelles; quelques patrouilles russes ont jeté l'alarme à Varsovie [3]; dans les provinces lithuaniennes, les Français ne sont plus agresseurs, c'est Wittgenstein qui, renforcé par des troupes tirées de la Finlande, est venu attaquer à Polotsk le duc de Reggio; la bataille a été sanglante; le duc de Reggio est grièvement blessé, et on se disposait à évacuer Polotsk. Déjà l'empereur avait, à Witepsk, mis en question s'il devait aller plus loin chercher une bataille, à laquelle les Russes persistaient à se refuser. A Smo-

tations. » Cette supposition d'un héroïsme numantin à Smolensk est plus que gratuite. Dans les angoisses d'une situation affreuse, les habitants, voués à une mort cruelle par leur propre gouvernement, rendaient grâce à l'ennemi qui les en préservait.

[1] Au milieu d'une belle nuit du mois d'août, Smolensk offrait aux Français le spectacle qu'offre aux habitants de Naples une éruption du Vésuve. (Treizième bulletin.)

[2] « Il pouvait, en marchant avec décision, intercep- » ter la grande route de Moskou. »

[3] Voir les détails dans le chapitre précédent.

lensk, son hésitation redouble. Ne vaudrait-il pas mieux borner là les travaux de la campagne, accorder quelque relâche à son armée toujours avide de combats, quoique fatiguée par ses victoires mêmes, et surtout à ses chefs, toujours braves aussi, mais dont plusieurs, comblés de titres et de richesses, aspirent bien plus à jouir de leur gloire acquise qu'à poursuivre une gloire nouvelle? Ce doute préoccupe vivement l'empereur. Pourquoi faut-il qu'il n'ait pas écouté de préférence la voix qui l'engageait à s'arrêter sur les rives du Borysthène! Le présent lui souriait, et l'avenir était à lui.

Le sort en a décidé autrement. Tout à coup les nuages se dissipent; les chances fâcheuses disparaissent. Les inquiétudes éprouvées à Varsovie n'avaient nul fondement. Gouvion-Saint-Cyr, qui a remplacé le duc de Reggio, loin d'évacuer Polotsk, change en ruse de guerre les préparatifs déjà faits pour la retraite; il a marché brusquement sur l'armée russe, a enfoncé son centre, repoussé bien loin Wittgenstein, et conservé à l'armée française la rive droite de la Dwina. Gouvion-Saint-Cyr vient de rendre un éclatant service : Napoléon le nomme sur-le-champ maréchal de l'empire. Dans le même moment, sur la route de Moskou, l'aspect des choses est plus satisfaisant; les Russes se retirent en grande hâte. Un jour, le prince d'Eckmühl les voit rangés en bataille derrière l'Ougéa... Napoléon part de Smolensk, et arrive, le 24, sur le terrain; le 25, les Russes n'y étaient plus. Dorogobuje, qui leur offre une belle position militaire, est abandonnée sans résistance, mais dévastée et en cendres, comme Smolensk. C'en est fait; le mouvement est imprimé, Napoléon ne s'arrête plus. Il sent bien qu'il pourrait finir brillamment la campagne en écartant les deux corps d'armée de Wittgenstein et de Tormasow; mais finir la campagne n'est pas finir la guerre, et c'est la guerre qu'il veut terminer; le terme, selon lui, est à huit jours de marche : la paix est dans Moskou; c'est à Moskou qu'il va la chercher.

Le 30 août, l'empereur arrive à Wiazma, que les Russes ont brûlé, comme Dorogobuje. La ville la plus voisine, Gjatsk, brûle à son tour, et des Cosaques y restent pour protéger les ravages du feu. L'empereur, le 1er septembre, arrive pourtant assez tôt pour l'éteindre. Il reste là trois jours pour attendre ses parcs d'artillerie, ses réserves, et pour établir sa ligne d'opération.

Quoique le général en chef de l'armée russe, Barklay de Tolly, eût manœuvré dans sa retraite aussi habilement que le permettaient les circonstances, sa qualité d'étranger, du moment qu'il n'avait pas été heureux, soulevant contre lui des imputations bien ou mal fondées, Alexandre l'avait fait remplacer par un vrai Russe, Koutousof, connu seulement par l'Europe pour sa défaite à Austerlitz, mais connu par ses compatriotes pour quelques succès contre les Turcs; vieux général, qui, à un nom russe comme son caractère, joignait des manières, des habitudes, des formes propres à inspirer plus de confiance aux soldats. Koutousof était arrivé le 29 août, et avait reçu le commandement des mains de son prédécesseur, qui, par un dévouement digne d'éloge, consentit à être un de ses lieutenants. Les Russes se trouvaient réduits à la nécessité ou d'abandonner Moskou, ou de se sauver par une bataille. Cette bataille indispensable, le projet de Barklay de Tolly avait été de la livrer entre Wiazma et Gjatsk; Koutousof crut devoir soutenir plus loin sa retraite, et choisir ailleurs son terrain. Borodino, sur la frontière de la province de Moskou, lui offrit une position forte par elle-même, couverte par la rivière la Kolocza, et qu'il fit appuyer encore par de vastes retranchements. Plusieurs divisions étaient venues récemment joindre l'armée ennemie. Boutourlin ne porte le total de cette armée qu'à cent trente-six mille hommes; d'autres écrivains l'ont évaluée à cent soixante et dix mille, en y comprenant de nouvelles levées.

Le quartier impérial français quitta Gjatsk le 4 septembre. Le roi de Naples marchait à l'avant-garde; après lui venaient le corps du maréchal Davoust, celui du maréchal Ney, et la garde. Le prince Eugène à gauche, et Poniatowski à droite, flanquaient l'avant-garde à une distance d'une ou deux lieues. L'armée française présentait environ cent vingt mille combattants. L'arrière-garde russe, débordée, le 5 septembre, par le prince Eugène, fut soutenue par le général Korsakof, qui occupait une redoute établie à Schwardino. Cette redoute, le premier obstacle que l'on rencontra, fut emportée en moins d'une heure par la division Compans. L'attaque ayant été vive et meurtrière, l'empereur s'attendait à voir un plus grand nombre de prisonniers. « Les Russes, lui dit le duc de Vicence, sont » inébranlables : *il faut les démolir*. — Eh bien! » répliqua l'empereur, demain j'aurai mes réserves » et mes parcs d'artillerie, et nous *les démolirons*. » Ce mot est significatif; il montre à quelle sorte d'ennemis nous avons affaire.

L'armée russe occupe une ligne de collines, défendue par un ruisseau, par des bois, des ravins, et par des ouvrages étendus qui ajoutent à la force naturelle du terrain. Les points principaux sont le village de Borodino, les hauteurs de Gorski et de Semenowskoï. Entre Semenowskoï et Borodino est placée la plus forte des redoutes, grande batterie en forme de bastion, qui plonge sur toute la plaine du centre, et menace à la fois la droite et la gauche de l'armée française. A l'extrême droite, le prince

Poniatowski est parvenu jusqu'à Jellnia. A la gauche, le prince Eugène doit fermer aux Russes le débouché de Borodino. Les chevaux de sa cavalerie boivent les eaux de la Moskowa. Le nom de cette rivière frappe les soldats : C'est elle, disent-ils, qui donnera son nom à la bataille.

La journée du 6 septembre se passe en préparatifs dans les deux armées. Chacun des deux généraux en chef parle à ses soldats la langue qu'ils sont capables d'entendre. Koutousof, renouvelant les scènes bizarres dont Souwarof a légué l'exemple, marche dans son camp entouré de prêtres et de moines qui portent processionnellement de miraculeuses reliques. Napoléon adresse à son armée une de ces proclamations dont le style et la pensée n'appartiennent qu'à lui : « Soldats, dit-il, voilà la ba- » taille que vous avez tant désirée ! Désormais la » victoire dépend de vous ; elle nous est nécessaire, » elle nous donnera l'abondance, de bons quartiers » d'hiver, et un prompt retour dans la patrie. Con- » duisez-vous comme à Austerlitz, à Friedland, à » Witepsk, à Smolensk ; et que la postérité la plus » reculée cite avec orgueil votre conduite dans cette » journée. Que l'on dise de vous : *Il était à cette* » *grande bataille sous les murs de Moskou.* » Cette proclamation, qui sera lue dans les compagnies le 7, à la pointe du jour, y excitera des cris de joie ; car tous, soldats et généraux, n'ont eu jusque-là qu'une inquiétude : c'était que l'ennemi ne disparût encore, et que la bataille ne continuât à leur échapper. Cependant, en ce même jour 6 septembre, au milieu des dispositions dont l'empereur est occupé, deux incidents viennent faire sur lui des impressions bien diverses : l'arrivée d'un officier du palais, M. de Beausset, chargé de lui remettre un portrait du roi de Rome, et celle du colonel Fabvier, apportant de fâcheuses nouvelles d'Espagne, la perte de la bataille des Aropiles. En voyant le portrait de son fils, Napoléon est ému, et sa tendresse paternelle se plaît à offrir à tous les regards une image chérie qui fait naître en son âme des sentiments si peu d'accord avec les graves pensées [1] du moment. Les dépêches dont le colonel Fabvier est porteur demandent un autre homme. Le cœur de Napoléon, qui vient de s'ouvrir au bonheur, sait résister aux coups du sort. Il s'afflige des fautes de ses lieutenants, mais il n'en est point abattu.

Le duc de Wellington, sorti de sa longue défensive en Portugal, s'était avancé sur les hauteurs de Salamanque. Trois armées françaises, celle du centre commandée par le roi Joseph, le corps d'armée du nord sous les ordres du général Dorsenne, et l'armée du duc de Raguse, pouvaient, en se réunissant, punir le général anglais d'un mouvement téméraire, le premier qu'il eût hasardé jusqu'à cette époque. Le duc de Raguse, dans la crainte de partager la gloire d'un succès qu'il croit certain, de la partager surtout avec le roi Joseph qui accourt à marches forcées, se hâte d'accepter seul le défi des Anglo-Portugais ; et, pour punition de son audace, frappé par un boulet dès le commencement du combat, il est enlevé au commandement de son armée. L'empereur entrevoit, dans toute leur étendue, les conséquences de cet événement ; mais la perte d'une bataille en Espagne forme comme une nécessité de plus de vaincre aux portes de Moskou. Il revient donc aux soins que la circonstance exige. Dans la nuit il expédie ses derniers ordres, et monte à cheval à cinq heures du matin. Sa ligne est partagée en trois commandements distincts : à la gauche, le prince Eugène ; au centre, les corps du prince d'Eckmühl et du duc d'Elchingen ; à l'extrême droite, les Polonais en réserve, le corps du duc d'Abrantès, une partie de la cavalerie, et la garde impériale. La Riboissière, Pernetti, Sorbier, d'Anthouard, Foucher, ont apprêté leurs formidables batteries.

Napoléon s'est placé en avant de la redoute prise la veille par le général Compans. Pour témoigner à ce général la satisfaction de l'empereur, le prince d'Eckmühl le charge de commencer l'attaque. Tandis que les divisions Compans et Desaix sont vers le centre aux prises avec l'ennemi, à la gauche l'affaire est aussi engagée. Le prince Eugène s'est emparé du village de Borodino ; mais un régiment, emporté par l'ardeur du succès, le 106ᵉ, a osé assaillir les hauteurs de Gorski par un défilé que les obstacles de la nature et de l'art avaient rendu presque inattaquable de front. Ce régiment eût été anéanti presque tout entier, si le 92ᵉ ne fût promptement arrivé à son secours. Au centre, le terrain n'est pas moins vivement disputé. Les généraux Compans et Desaix ont marché sous la mitraille ennemie contre les ouvrages qui forment comme un rempart au corps d'armée du prince Bagration. Compans est parvenu jusqu'à la redoute la plus voisine. Déjà le général Teste a pénétré dans l'enceinte, mais Compans blessé est obligé de quitter le champ de bataille. Desaix, qui le remplace aussitôt ; Dupelain, qui succède à Desaix ; Rapp, envoyé par l'empereur pour prendre le commandement de la division, ont été frappés tour à tour. Le maréchal Davoust, dont le cheval a été atteint par un boulet, est lui-même renversé, et sa chute a un moment répandu autour de lui une vive inquiétude ; mais, malgré sa blessure, il est retourné à son poste.

[1] « Retirez-le, dit tout à coup l'empereur ; il voit de » trop bonne heure un champ de bataille ! »

Le duc d'Elchingen avait été contenu jusqu'à ce moment. Napoléon le fait appeler, et lui donne ses derniers ordres. Aussitôt celui-ci s'élance, avec ses trois divisions, sur les redoutes déjà assaillies par Compans et Desaix; les colonnes des deux maréchaux, Davoust et Ney, arrivent en même temps sur les batteries de Semenowskoï, et entrent pêle-mêle dans les redoutes, *sans laisser à l'ennemi le temps* [1] *de retirer ses pièces*. Ces positions occupées, il faut s'y maintenir. Bagration, avec de nouveaux renforts, accourt pour les reprendre. Vains efforts! « Le soldat russe vient expirer au pied de » ces remparts [2] qu'il avait élevés la veille comme » des abris protecteurs. » La cavalerie du roi de Naples a fait en ce moment des charges brillantes, et a puissamment contribué à éloigner les assaillants. A neuf heures du matin, les Français étaient maîtres de tous les ouvrages sur lesquels s'appuyait la gauche de l'ennemi.

Koutousof, dont Bagration ne cesse de réclamer le secours, est lui-même vivement occupé par le prince Eugène, qui a fait attaquer la grande batterie du centre. Les divisions Broussier et Morand ont écrasé le corps de Paskiéwitz, *qui*, suivant l'expression du colonel de Boutourlin, *n'offre plus qu'une masse informe*. Mais des renforts, amenés par les généraux Jermolof et Koutousof, sont tombés sur notre 30ᵉ régiment, qui a été obligé de céder au nombre. Le général Bonnami, qui avait marché à la tête de ce régiment, en s'obstinant à se battre dans la redoute, y est fait prisonnier. Délivré de cette inquiétude, Koutousof se porte, avec toutes ses forces, au secours de Bagration. Semenowskoï est devenu le centre de la bataille. Là s'est établie la division Friant; et ce qu'elle occupe, elle sait le conserver, malgré l'effort des dernières réserves poussées contre elle. Rien ne peut l'ébranler. Tout à coup une batterie de quatre-vingts pièces, que l'empereur a fait avancer, sous les ordres de Lauriston, arrête l'élan des Russes. Ceux-ci lancent contre cette batterie leurs régiments de cuirassiers; mais, de notre côté, cuirassiers, carabiniers, chasseurs, se jettent à la traverse, et sortent vainqueurs de cette sanglante mêlée.

Napoléon a jugé que le moment était venu de porter un coup décisif. En dirigeant de grandes forces sur sa droite, il pourrait tourner la gauche de l'ennemi; mais peut-être, à la vue d'un pareil dessein, Koutousof prendrait-il le parti de la retraite, la bataille fuirait encore. C'est donc de front que l'attaque doit recommencer. Semenowskoï sera le centre de cette manœuvre, et des ordres sont déjà donnés en conséquence, lorsqu'on vient annoncer à l'empereur que les Russes tournent notre gauche; que la division Delzons, chargée de garder Borodino, a formé ses carrés pour résister à la cavalerie russe, et que le prince Eugène lui-même a failli être surpris. Le danger semblait pressant; Napoléon y court. Heureusement on reconnaît bientôt l'exagération des premiers rapports. L'ennemi n'avait lancé contre le prince Eugène que sa cavalerie, Ouwarof avec huit régiments, et le trop fameux hetman Platof, avec ses milliers de Cosaques. Toute cette cavalerie, après de vains efforts contre nos carrés, avait été obligée de repasser le ravin.

Cependant le combat continue autour de Semenowskoï. On s'y tue de part et d'autre sans changer de place. Trois fois les Russes ont renouvelé leur ligne : c'est une troisième bataille qu'il faut livrer sur le même terrain. L'empereur sent le besoin d'exécuter un mouvement d'ensemble qui puisse tout terminer; il prescrit partout des dispositions nouvelles.

A l'extrémité de la droite, Poniatowski est parvenu à dépasser les bois dont le chemin lui a été longtemps disputé. Cette partie de la bataille forme comme une bataille à part : c'est un duel à mort entre des ennemis acharnés. Un obstacle arrête encore les Polonais, l'empereur ordonne de le surmonter; ils le surmonteront.

A la gauche, le prince Eugène reçoit ordre de ramener les divisions Gérard, Morand et Broussier, à l'attaque de la grande redoute dont elles connaissent déjà le chemin.

Au centre, où se trouvent Davoust et Ney, l'empereur, laissant derrière lui les redoutes prises le matin, arrive lui-même à Semenowskoï. Déjà nos troupes sont descendues dans la plaine; elles marchent serrées, compactes, sous le feu de l'artillerie russe, et ne commencent à tirer qu'en abordant la ligne ennemie. Les baïonnettes se croisent; on combat corps à corps. Bagration est frappé mortellement. Son chef d'état-major est dans le même moment emporté du champ de bataille. Devant les terribles coups portés par les maréchaux Ney et Davoust, l'espace s'est ouvert; le roi de Naples a vu enfin un passage pour sa cavalerie; il s'y précipite, et enfonce l'ennemi sur tous les points. Le général Montbrun, tué par un boulet en marchant à la tête d'un corps de cuirassiers, a été remplacé par Auguste Caulaincourt. Celui-ci lance ses cuirassiers au galop, dépasse la grande redoute, se rabat brusquement sur elle, et y entre par la gorge au moment même où les parapets en sont escaladés par les baïonnettes du prince Eugène. Le général russe Likatschef a remis son épée; mais les soldats, qui se

[1] Paroles de M. de Boutourlin.

[2] Paroles du bulletin français.

sont fait tuer sur leurs canons, ont vendu chèrement leur vie. Auguste Caulaincourt et le général Lanabère ont été ensevelis dans la redoute avec les vaincus.

A la droite, le prince Poniatowski a tout renversé devant lui. Le général Toutckof a été tué, et Baggowuth, qui est venu pour le secourir, a été forcé de reculer devant l'intrépidité des Polonais. Le point d'où leur canon se fait entendre annonce que la victoire a été complète.

Par cette réunion de succès, et surtout par la prise de la grande redoute, les Français sont maîtres de tous les ouvrages que les Russes avaient fortifiés avec tant d'efforts. Le champ de bataille nous appartient. L'armée ennemie ne songe plus à revenir contre nous; elle est acculée au ravin de Psarewo, mais elle ne recule pas. Napoléon doit-il tenter un dernier effort contre elle, et demander à la fortune de plus importants résultats? L'armée a fait de grandes pertes; les troupes sont fatiguées; il faudrait faire donner la garde. L'empereur s'arrête. C'est à l'artillerie qu'il laisse le soin d'accabler l'armée russe dans l'espace étroit où ses masses sont pressées. L'artillerie épuise ses caissons, et ne cessera le feu qu'à la fin de la journée.

Il est dans le mensonge un degré d'audace auquel toutes les nations ne sont pas capables de s'élever. Jamais un général de la vieille Europe, chassé de ses retranchements et forcé à la retraite, n'oserait, en écrivant à sa cour, se proclamer vainqueur. Un Russe n'a pas de ces scrupules. Koutousof, après la bataille perdue, n'hésite pas à écrire qu'il l'a gagnée. La nouvelle en doit parvenir à Pétersbourg pour l'époque de la fête de l'empereur Alexandre. Il ne faut pas que cette fête soit attristée par l'annonce d'une défaite. Dans le transport de sa joie, Alexandre fait chanter des *Te Deum;* il nomme Koutousof feld-maréchal, et le comble de faveurs lui et sa famille. Si de pareilles déceptions peuvent avoir des dangers pour l'État, on voit qu'elles ne sont pas sans fruit pour celui qui se les permet.

Les pertes des deux armées sont très-considérables; celles des Russes, cependant, surpassent de beaucoup les nôtres. Peut-être c'eût été l'inverse si, après avoir été contraints d'évacuer leurs retranchements, ils n'étaient pas revenus à la charge pour les reprendre. C'est dans cette audacieuse entreprise que leurs masses, immobiles sous le tonnerre de notre artillerie, ont éprouvé la plus terrible destruction. De toutes les batailles livrées par Napoléon, la plus sanglante est sans contredit la bataille de la Moskowa. Deux seulement parmi les autres en approchent un peu pour la grandeur des sacrifices par lesquels il fallut acheter la victoire, la bataille d'Eylau et celle de Wagram. Marengo, Austerlitz, Iéna, en coûtant moins cher, avaient produit de bien plus grands résultats. Toutefois, à part l'issue des événements ultérieurs, n'était-ce donc pas un immense résultat que la conquête de Moskou?

Dès longtemps, et surtout à l'occasion des victoires d'Heilsberg et Friedland, en 1807, une réflexion pénible m'a vivement frappé : c'est [1] l'inégalité des valeurs que mettent souvent dans la balance les souverains de deux États en guerre. Qu'est-ce que le soldat russe? Un être qui n'a que deux idées, et toutes deux de soumission et d'obéissance. Dieu et le czar, voilà tout ce qu'il connaît; et tous deux, il ne les connaît que pour les craindre. Sa vie appartient au czar comme à Dieu, car il croit n'exister que pour le bon plaisir de l'un et de l'autre. Des hommes dont l'intelligence ne s'étend pas plus loin peuvent, sans contredit, former d'excellents soldats, en ce sens que la voix du czar qui les appelle à se faire tuer, est comme la voix de Dieu qui leur offre les palmes du martyre. Ce sont ou des machines très-meurtrières lorsqu'elles sont lancées en avant, ou de fortes murailles lorsqu'on les fait rester immobiles. Mais où est la dignité de l'homme dans ces instruments passifs des caprices de leurs maîtres? Quelle distance entre le Russe stupide, dont le bâton a fait l'éducation militaire, et destiné à rester toute sa vie dans le même abrutissement (caillou, dont on a fait jaillir une étincelle), et le soldat des nations civilisées, qui pense, réfléchit, raisonne! surtout ces soldats français, qui tous sont pour le moins les égaux des officiers russes, et dont des milliers arrivent tour à tour aux grades supérieurs du commandement. Certes, si, dès 1799, des armées russes n'étaient pas accourues du Nord pour combattre la liberté française; si, depuis, elles n'avaient pas continué à se montrer dans plusieurs guerres les auxiliaires de nos ennemis, de manière à menacer, dans une époque plus ou moins prochaine, l'avenir de l'Europe entière, ce serait un bien grand crime de la part de Napoléon d'avoir évalué au même titre la vie d'un soldat russe et celle d'un soldat français, et d'avoir mis pour enjeu les plus riches trésors d'intelligence, de raison, de moralité, contre l'instinct sauvage et brutal des automates armés de la Moskovie. L'observation que nous venons de faire est encore applicable de nos jours. Il ne faut pas en

[1] Pierre Ier ne croyait pas perdre, s'il pouvait tuer un soldat suédois en perdant dix Russes. Tippoo-Saïb comptait pour rien la mort de cent cipayes, pourvu qu'il pût tuer un Anglais.



conclure que les nations civilisées doivent trembler devant les nations sauvages. Seulement, elles doivent considérer que le sang qui coulera pour elles est plus précieux que celui de leurs adversaires; et elles doivent surtout, ce que ne fit pas Napoléon, mieux choisir le terrain du combat.

L'armée russe se retire, mais sa retraite est lente et mesurée. Les vingt-cinq lieues qui séparent Moskou de Borodino seront parcourues en cinq jours. De temps en temps, Koutousof fait remuer un peu de terre pour donner à croire qu'il veut combattre de nouveau; mais le lendemain il laisse là l'ouvrage commencé, et se remet en route. Cependant, à une demi-lieue en avant de Moskou, à Fili, position avantageuse, appuyée d'un côté sur la Moskowa, et de l'autre sur des hauteurs, ses travaux paraissent plus sérieux; des fossés et des redoutes sont déjà ébauchés. Suivant les proclamations de Rostopchin, c'est là que les Français vont trouver leur tombeau. Ce n'est encore qu'une démonstration. Le 14 septembre, l'armée russe traverse Moskou, qui, suivant M. de Boutourlin, présente l'aspect le plus lugubre. « La marche de » l'armée, dit ce colonel, avait plutôt l'air d'une » pompe funèbre que d'une marche militaire. » Toujours attaché aux pas de l'arrière-garde russe et toujours téméraire, le roi de Naples, entré vers midi dans la ville, se laisse entourer par des Cosaques, qui viennent admirer de près son brillant costume, et qui acceptent très-volontiers les présents qu'il leur distribue. En tombant en ce moment sur les derrières de l'armée ennemie, il eût pu leur causer un grand dommage; mais pour ménager la ville, et sur la demande du général Miloradowitch, il consent à ne point inquiéter leur sortie.

Enfin, Napoléon est à Moskou; une grande auberge est sa première demeure. Ayant aperçu l'hospice des enfants trouvés, et apprenant que cette maison est sous la protection de l'impératrice mère, il y fait placer une sauvegarde; tous les ordres qu'il donne ont pour objet la sûreté de la ville. Moskou, dont l'occupation semble devoir déterminer en sa faveur la solution d'un problème si longtemps indécis; Moskou, le prix d'une victoire qu'il a fallu poursuivre avec opiniâtreté et chercher si loin; Moskou va former, dans ce drame prolongé, la plus terrible des péripéties. Pour l'empereur des Français, l'expérience du passé est elle-même un piége. Le présent ne ressemble point au passé, parce que la Russie ne ressemble point à l'Europe, et que se croire en Europe lorsqu'on est arrivé au centre de la Moskovie, est la plus dangereuse des erreurs. Napoléon occupe le Kremlin, le vieux palais des czars[1]. Voilà encore un quartier général digne de lui. Moskou renferme, avec une population nombreuse, avec les richesses d'une cité puissante, tous les magasins, tous les approvisionnements rassemblés pour les armées russes... Si la noblesse a déserté ses hôtels magnifiques, la classe moyenne est restée dans ses humbles demeures. La fuite des grands propriétaires offre aux Français des habitations et des ressources de plus. L'armée pourra aisément passer dans cette résidence les mois rigoureux de l'hiver. « *Elle sera, il est vrai, comme un vaisseau pris par les glaces*[2]; » mais, dans l'intervalle, on pourra négocier, conclure la paix, ou, dans le cas contraire, aux premiers beaux jours, on recommencerait la guerre... Illusion trompeuse, qui n'aura que vingt-quatre heures de durée!

Dès le 15 septembre, quelques incendies partiels ont jeté l'inquiétude dans les esprits. Ce sont des Russes qui les allument, ce sont les Français qui les éteignent; le seul quartier de la ville qui restera intact n'aura été sauvé que par les Français. Mais, le jour suivant, d'où proviennent ces feux multipliés qui s'étendent et tourbillonnent de toutes parts? Sont-ce des boyards passionnés, sont-ce des bourgeois fanatiques qui se dévouent eux-mêmes à la ruine et à la misère? Non; ce n'est ni à la noblesse, ni à la bourgeoisie que l'auteur visible de cette exécrable catastrophe a demandé leurs concours. Le plus épouvantable des forfaits politiques ne pouvait être exécuté que par l'assistance des plus vils criminels. C'est dans les prisons, c'est dans les cachots que le gouverneur de Moscou, Rostopchin, a cherché ses coopérateurs.

Dans des guerres désastreuses, lorsque le roi de Prusse en 1806, l'empereur d'Autriche en 1805 et 1809, se virent obligés de s'éloigner de Berlin et de Vienne, ce fut pour le cœur paternel de ces princes un cruel effort de livrer leurs capitales à l'occupation étrangère, et leur premier soin fut de recommander la population de ces grandes cités à la générosité du vainqueur : celui-ci ne trompa point leur confiance. La guerre pesait sur les habitants; mais, chez les nations civilisées, la guerre a ses règles et ses lois; les charges mêmes qu'elle impose ont leurs limites. Le palais des rois, le toit du pauvre, la propriété de tous, subsistaient sans péril sous la garde de leurs dominateurs temporaires; et plus tard, lorsque les monarques fugitifs, forcés de signer la paix, rentraient dans leurs résidences, ils en retrouvaient les édifices debout et les établissements conservés, à l'exception des musées, qui payaient tribut au musée central du monde, le musée impé-

[1] Le 15 septembre.

[2] Paroles de Napoléon.



rial de Paris. Tel avait été, jusqu'en 1812, le spectacle qu'offrait l'invasion française dans les grandes capitales de l'Europe. Madrid même, Madrid, malgré son fanatisme religieux, s'était abandonnée à la magnanimité de Napoléon, et Madrid n'avait point eu à s'en repentir. Ces trois grands États se trouvaient, comme la Russie, soumis à des gouvernements absolus; mais l'absolutisme a ses degrés. Dans la vieille Europe, une pensée humaine a depuis longtemps prévalu : c'est que la vie des hommes non armés, réunis dans l'enceinte des villes, n'est pas un domaine royal qui puisse être subordonné aux calculs politiques des cabinets. En Russie, il en était tout autrement; et cette différence, Napoléon avait pu la lire, en lettres de feu, sur toute la route qu'il venait de parcourir. La destruction, opérée par des mains russes[1], de Smolensk, de Dorogobuje, de Wiazma et de Gjatsk, eût dû lui apprendre que, sur cette terre où règnent des mœurs d'un autre âge, la vie de la matière animée, des êtres pensants, ou du moins susceptibles de penser, n'a pas plus de valeur aux yeux de leurs maîtres que la nature brute et inintelligente, que les remparts d'une ville ou le chaume des cabanes. Cette effrayante vérité n'échappe point à Napoléon; mais son âme d'Europe et de notre siècle n'a pas la force d'en mesurer toutes les conséquences. Il tâche bien de s'expliquer l'horrible courage qui a réduit en cendres des villes du second ordre; il frémit, et, tout en frémissant, il admet un but à tant d'atrocités; il se dit que tous les scrupules ont été vaincus pour sauver Moskou, Moskou, le vieux berceau de la monarchie, la ville sacrée, la Jérusalem de l'empire. Mais si tout a été sacrifié pour elle, est-il au monde un intérêt auquel elle puisse être sacrifiée? Est-il une âme où la pensée en puisse naître? Moskou sera respectée par la victoire; Moskou deviendra le théâtre de la conclusion de la paix. Ainsi raisonne Napoléon : le monde entier eût pensé comme lui. La destruction de Moskou, livré aux flammes par des mains russes, est un événement inouï, audessus de toute prévoyance, et auquel il n'a été permis de croire qu'après son accomplissement.

L'instrument d'exécution est connu; le comte Rostopchin n'a pu se soustraire à l'évidence qui l'accuse. Là est bien le bras que l'on a vu agir; la pensée vient d'ailleurs. Rostopchin n'est point un moderne Érostrate, aspirant à une affreuse immortalité. Cette grande responsabilité, que l'on a voulu faire peser sur le gouverneur, il l'a repoussée loin de lui; il n'a voulu en accepter ni l'horreur ni la gloire. Dès le mois de juillet, comme on l'a vu précédemment, l'empereur Alexandre, pendant son séjour à Moskou, avait fait pressentir l'adoption éventuelle de mesures terribles, extraordinaires; mais une insinuation de cette nature n'aurait pas suffi au comte Rostopchin pour l'autoriser à prendre sur lui l'anéantissement de la seconde capitale d'un grand empire. Une usurpation de pouvoir aussi audacieuse ne saurait se concevoir, surtout dans l'agent, dans le sujet d'une autocratie. Il faut donc remonter plus haut. Tous les écrivains, jusqu'à présent, se sont bornés à de vagues conjectures; ils posent la question sans oser la résoudre. « La part » que l'empereur Alexandre eut dans cette cata- » strophe, a dit M. le comte Philippe de Ségur, est » encore un mystère pour les Russes; ils l'ignorent » ou le taisent. » Ils ne le taisent plus. Depuis que le temps, qui cicatrise toutes les plaies, a vu Moskou sortir de ses cendres, se relever presque aussi brillante qu'avant sa chute, l'imagination, éblouie par la pompe de ses constructions nouvelles, ne se souvient plus que la majeure partie de sa population a disparu, soit dans l'incendie, soit par la famine et la misère, dans les campagnes désertes où elle chercha un refuge.

Dans toute autre contrée que la Russie, on se demanderait si jamais le chef d'un État a pu, sans être un monstre de barbarie, ordonner une mesure dont cent mille, peut-être deux cent mille habitants sont devenus les victimes. Certes, on admire avec raison les citoyens généreux d'une ville libre qui s'ensevelissent sous leurs remparts, plutôt que de se soumettre à un odieux vainqueur. Là l'héroïsme est réel, l'admiration légitime. Mais dans la Moskovie! quelle que soit l'exaltation du dévouement fanatique des sujets à leurs czars, jamais la population d'une grande cité n'aurait conçu l'idée de se détruire elle-même, et de s'immoler, elle, ses vieillards, ses femmes et ses enfants, à l'orgueil d'un despote. Il y a là un maître qui commande le suicide, et des esclaves qui se tuent. Mais commander le suicide à deux cent mille esclaves, c'est ce que jamais le monde n'avait vu avant le règne d'un prince que ses contemporains ont loué, que l'histoire louera peut-être, comme un modèle de bonté et de douceur. Si du moins le doute était permis! Mais le doute a cessé d'être possible quand les Russes

[1] L'histoire moderne n'offre qu'un seul exemple de cette cruauté systématique qui, pour nuire à l'ennemi, livre à la dévastation des villes et des campagnes par les mains de ceux qui sont chargés de les défendre. Cet exemple a été donné en Portugal, lorsque le duc de Wellington força la population de la plus riche des provinces de ce royaume de le suivre, et de s'enfermer avec lui dans les lignes de Torres Vedras, où elle périt de misère; mais là du moins la destruction, l'incendie, ne furent point exécutés par des mains portugaises.

les plus jaloux de l'honneur de leurs souverains, loin de dissimuler l'origine de l'ordre exécuté par le gouverneur Rostopchin, prennent plaisir à en faire un mérite à l'empereur Alexandre.

Lorsqu'en 1838 on reçut en France la nouvelle qu'à Saint-Pétersbourg, dans la soirée du 17 décembre, le palais d'hiver était devenu la proie des flammes, un agent secondaire du cabinet russe à Paris, qui publia sur cet événement un écrit où il rappelait les scènes [1] antérieures dont ce palais avait été le théâtre, disait, en termes formels : « Ces murs ont vu les longues veilles et les soucis du chef de l'empire, dans ces jours mémorables de 1812, qui devaient décider des destinées de la Russie et de l'Europe, alors que le sort mettait son glaive et sa balance entre les mains d'Alexandre. *C'est là que fut résolu le sacrifice de Moskou.* » Ainsi, le sacrifice de Moskou a été l'effet d'une détermination réfléchie et méditée ! Moskou, qu'eût respecté Napoléon, a été incendié par Alexandre [2] ! Ne pouvant empêcher son ennemi d'occuper cette ville, il a voulu, en la brûlant, dissiper en fumée le triomphe [3] du vainqueur.

Nous supprimons ici les descriptions pittoresques déjà épuisées par une foule d'écrivains, et le mugissement des flammes, et les torrents de lave courant de toutes parts, et les vapeurs brûlantes qui embrasent la respiration, et les nuages de fumée qui la suffoquent. Nous nous bornerons à dire que de six mille cinq cents maisons de bois que renfermait Moskou, quatre mille cinq cents à peu près disparurent ; sur deux mille six cents maisons de pierre, il en subsista cinq cent vingt-six. Le Kremlin lui-même était voué à la destruction : un Russe fut saisi y attachant la fusée fatale ; une mort prompte l'en punit ; mais, cernée par l'incendie prêt à l'envahir, la position ne pouvait plus être maintenue. Après une longue hésitation, Napoléon se résout à la quitter ; il part, il marche au milieu des périls de toute espèce, ayant notamment à suivre et ensuite à dépasser un long convoi de poudre, dont une seule étincelle peut à chaque minute amener l'explosion. Le soir, il arrive au château de Pétrowski, château bâti par Pierre le Grand, à une petite distance de la barrière de Pétersbourg, d'où il contemple avec un sentiment douloureux le plus effrayant des spectacles.

Si Moskou lui refuse un quartier général, pourquoi n'irait-il pas en chercher un plus sûr à Saint-Pétersbourg ? Ce projet est le premier qui se présente à son esprit. Il en croit l'exécution jusqu'à un certain point praticable ; ou du moins, en dirigeant son avant-garde vers cette capitale, et en paraissant la menacer, il pourrait se replier contre Wittgenstein, qu'il prendrait à dos, rallier les armées du duc de Tarente, de Gouvion-Saint-Cyr, du duc de Bellune, et établir ses quartiers d'hiver dans les provinces lithuaniennes. Cette pensée de Napoléon était une pensée de salut, mais il eût fallu se remettre en marche sur-le-champ : l'armée était lasse, ses chefs plus las encore, et on ne parlait que de paix. Cédant à une déplorable influence, l'empereur lui-même se laisse aller à croire que la paix n'est pas impossible ; il se rappelle ses anciens rapports avec Alexandre ; il imagine que tout sentiment d'affection n'est pas éteint dans le cœur de ce prince, et se persuade que sa voix le toucherait encore s'il pouvait la faire retentir jusqu'à lui. Rentré au Kremlin, il s'occupe à en chercher les moyens.

L'hospice des enfants trouvés a été préservé de l'incendie et du pillage par la garde que Napoléon [4] lui a fait donner dès le 14, à son entrée à Moskou. Le chef de cet hospice, le conseiller d'État Toutelmine, que le gouverneur Rostopchin avait laissé dans une complète ignorance de ses desseins, bénit dans l'empereur des Français la providence qui a sauvé les malheureux enfants confiés à ses soins ; et comme il demande à en informer l'impératrice mère, protectrice de cet établissement, il s'empresse d'ajouter à sa lettre quelques mots sur la disposition où serait Napoléon de se réconcilier avec l'empereur Alexandre, si personne ne s'interposait entre eux. Deux jours après, Napoléon ne balança pas à faire une démarche plus directe.

[1] J'ai reçu cet écrit de la main même de l'auteur, le baron de Meyendorf, alors conseiller d'État et chambellan de l'empereur Nicolas, et depuis, ambassadeur à Berlin.

[2] Si l'année 1812 a vu incendier une vieille capitale dans l'orient de l'Europe, l'année 1814 frappera du même malheur une capitale naissante dans le nouveau monde. Maîtres un moment de la métropole américaine, les Anglais la livreront aux flammes, et s'attacheront surtout à la démolition des deux plus beaux édifices que l'architecture eût encore élevés aux États-Unis : le palais destiné au président, et le Capitole. C'est le général anglais Ross qui a brûlé Washington ; ce n'est pas Napoléon qui a brûlé Moskou.

[3] *Ut quatenus urbes eripi Romanis non poterat, triumphus arderet.* FLORUS.

[4] Napoléon, loin d'aggraver volontairement les souffrances du pays, a tout fait pour les diminuer. Lorsque, le 20 décembre 1812, il a dit au sénat qu'en proclamant la liberté des esclaves il pouvait armer la population russe contre elle-même, il disait vrai. Si les Russes le nient, des témoins plus désintéressés en conviennent. « Il n'est pas douteux, écrit Robert Wilson, » qu'on eût pu fomenter en Russie une guerre civile ; » et ce fut Bonaparte qui rejeta les offres d'insurrection » qu'on lui fit pendant qu'il était à Moskou. »

Quelques hommes honorables, étrangers aux emportements de Rostopchin, n'ont pas craint de rester à Moskou au milieu des cendres et des décombres. Parmi eux se trouve M. de Jacowleff, dont le frère avait été ministre à Stuttgard. Napoléon trouve en lui un homme de bonne foi, qui gémit sur les maux de son pays, et contribuerait volontiers à y mettre un terme. « Si j'écrivais à » l'empereur Alexandre, pourrais-je être assuré » que ma lettre lui serait remise ? » Sur sa réponse affirmative, Napoléon le charge d'une lettre pour ce prince. C'est le 24 septembre que part M. de Jacowleff. Dix jours s'écoulent, et on n'entend parler ni de la lettre, ni du courrier.

Le 4 octobre, Napoléon se décide à tenter une autre voie. Il fait proposer au général Koutousof de lui envoyer le général Lauriston, son dernier ambassadeur en Russie. Lauriston parvient, non sans peine, auprès du général russe, et il a une conférence avec lui dans la nuit du 5 au 6 octobre. Koutousof s'empresse de rendre compte de cette conférence à l'empereur Alexandre, et le prince Wolkonski est expédié immédiatement pour porter sa dépêche à Pétersbourg.

On a depuis publié de prétendues conversations entre le général Lauriston et le maréchal Koutousof, conversations où l'on a eu soin de donner au général russe le rôle brillant et tout l'avantage de la discussion. Ce sont là des romans plus ou moins vraisemblables, qui n'ont aucun caractère d'authenticité. De part et d'autre, dans les rapports accidentels des généraux russes et des généraux français, notamment du général Benigsen et du roi de Naples, on se montrait réciproquement les dispositions les plus pacifiques ; mais ces démonstrations n'étaient sincères que d'un côté. Les Russes devaient vouloir la guerre, précisément parce qu'ils n'avaient plus rien à perdre. On ne saurait concevoir comment l'empereur admettait la possibilité d'un retour d'Alexandre vers lui. L'âme de ce prince n'était plus celle qui s'était attendrie à Tilsitt, qui lui avait, à Erfurt, et plus tard dans sa correspondance, juré cent fois une amitié éternelle ; cette âme avait été endurcie par les revers, par le mal que lui avaient fait les armées françaises, par le mal qu'il se faisait à lui-même pour se défendre contre elles. L'homme qui a consenti à sacrifier Moskou ne connaît plus de sacrifices capables de l'arrêter. Le squelette brûlé de Moskou s'élève à jamais comme une barrière insurmontable entre les deux empereurs ; et celui qui avait allumé l'incendie est, par cette raison même, celui qui ne peut pas le pardonner. Napoléon ne reçut aucune réponse ni à la lettre qu'il avait envoyée à Pétersbourg, ni aux communications faites au maréchal Koutousof. Ce dernier fut blâmé par l'empereur Alexandre d'avoir, au mépris de ses instructions antérieures, admis dans son camp le général Lauriston, et il lui fut enjoint de défendre à ses généraux d'avoir aucune entrevue avec les Français. « Toutes les notions que vous » avez reçues de moi, portait la lettre [1] d'Alexan» dre à Koutousof ; toutes les déterminations consi» gnées dans les ordres qui vous ont été adressés » par moi ; en un mot, tout doit vous convaincre » que ma résolution est inébranlable, et que, dans » ce moment, aucune proposition de l'ennemi ne » pourrait m'engager à terminer la guerre, et à » manquer par là au devoir sacré de venger la » patrie outragée. » Ce langage de l'empereur de Russie n'a rien dont on doive s'étonner. Moskou réduit en cendres avait mis un terme à la marche victorieuse de Napoléon. Tout était devenu danger pour celui-ci ; tout devenait espérance pour celui-là.

Avant que Napoléon, de son quartier général du Kremlin, cherchât à s'ouvrir des voies de communication avec Pétersbourg, Alexandre plus heureux avait suivi avec la Suède une négociation plus facile et plus prompte, qui lui permettait d'envoyer de puissants renforts au corps d'armée de Wittgenstein. Dans la situation où s'était trouvée la Russie par la seule invasion des provinces lithuaniennes, il était devenu important pour cette puissance de pouvoir disposer des troupes qu'elle avait en Finlande, et qui, par suite du traité du 24 mars avec la Suède, traité confirmé par une convention signée le 3 juin à Wilna, étaient réputées devoir être mises sous les ordres du prince royal de Suède, pour l'aider dans la conquête de la Norwége. Il s'agissait pour l'empereur Alexandre, non de rompre ces engagements, mais d'en ajourner l'exécution. Pour arriver à son but, ce monarque imagina de faire proposer une entrevue au prince royal ; proposition qui fut acceptée avec empressement. Abo fut fixé pour le lieu de l'entrevue, et elle eut lieu dans le mois d'août. Rien ne fut négligé de ce qui pouvait flatter un esprit vaniteux, fier de voir caresser ainsi sa nouvelle grandeur. A l'arrivée du prince royal, des bâtiments pavoisés allèrent à sa rencontre, et son entrée dans le port fut annoncée par des salves d'artillerie. Le gouverneur général, les magistrats, le clergé, l'attendaient en grande pompe, et le conduisirent au palais du gouvernement, où il reçut aussitôt la visite d'Alexandre, qui lui présenta les principaux personnages de sa suite. Les honneurs extraordinaires rendus au prince royal, les louanges [2] qu'on lui prodigua, les con-

[1] En date de Pétersbourg du 9—21 octobre.

[2] Robert Wilson, dans son Mémoire sur la guerre de



seils que l'on parut demander à sa perspicacité et à sa science militaire, l'amenèrent sans grande peine à se montrer extrêmement traitable sur l'arrangement [1] désiré par la Russie. L'expédition pour la conquête de la Norwége fut remise à d'autres temps, et les trente-cinq mille hommes, partis aussitôt de la Finlande pour renforcer Wittgenstein, mirent ce général en état d'occuper en Lithuanie les corps français qui, sans cette circonstance, auraient pu marcher sur Pétersbourg, ou rejoindre la grande armée de Napoléon.

La vérité nous oblige à placer ici un fait affligeant, mais incontestable. Dès le mois d'août 1812, le prince royal avait fait inviter [2] le général Moreau à venir s'établir en Suède comme particulier, et ensuite il lui avait fait entrevoir les honneurs et le titre de maréchal. Le sentiment d'envie contre la supériorité de Napoléon, qui avait perdu Moreau, qui plus d'une fois avait failli perdre Bernadotte, formait entre eux un lien naturel, dont on ne doit point être surpris. Si c'est l'empereur Alexandre qui le premier a désiré rappeler en Europe, pour l'employer contre Napoléon, le général français réfugié aux États-Unis, et que cette proposition soit venue de Pétersbourg, le prince royal [3] en a été au moins l'intermédiaire.

Les dispositions connues du prince royal contre l'empereur des Français faisaient de sa cour un asile ouvert à toutes les personnes qui partageaient ses sentiments. Par cette raison seule, Stockholm eût dû être un refuge pour madame de Staël, quand même elle n'aurait pas été veuve d'un ambassadeur suédois, et que la peur ne l'aurait pas, comme un grand nombre de riches familles, chassée de Pétersbourg. Cette femme d'un si grand mérite, dont le seul tort est d'avoir voulu joindre un rôle politique à sa renommée littéraire, et qui, en 1800, opposait à la grandeur naissante de Bonaparte l'influence d'un salon républicain, avait alors compté Bernadotte au nombre de ses élus. Depuis, nourrissant dans son âme de femme le ressentiment d'une puissance méconnue, après avoir promené dans diverses cours de l'Europe sa haine contre Napoléon, elle avait fini par arriver en Russie, au moment de la rupture entre les deux empereurs. On juge bien qu'à Stockholm l'illustre voyageuse ne vint pas pour porter des paroles de paix, pour réconcilier [4] le prince royal avec la France.

Des hommes, d'ailleurs prodigues de louanges pour l'empereur, et malveillants seulement par insinuation, ont mis en doute s'il ne s'était pas obstiné à aller à Moskou pour dater aussi des décrets de cette ville, comme il en avait daté de tant d'autres capitales. Le décret fameux sur les théâtres ayant été depuis, en raison de son objet, rappelé souvent à l'attention publique, on a cherché à faire croire qu'il y avait eu, de la part de l'empereur, une sorte d'affectation à dater ce décret du lieu le plus

1812, dit que l'empereur Alexandre flatta Bernadotte de l'espoir de monter sur le trône de France, si Bonaparte pouvait être renversé. Bien des personnes pensent qu'Alexandre était très-capable de présenter cet appât à l'ambition du prince royal, et que celui-ci était homme à s'y laisser prendre. Quelques historiens se sont exagéré l'importance des conseils stratégiques que Bernadotte ne cessa de prodiguer à l'empereur Alexandre pendant cette campagne. Nous reviendrons sur ce sujet dans le chapitre V.

[1] Le traité signé le 30—18 août entre le comte de Romansof et M. de Lœwenhielm portait à trente-cinq mille hommes le corps de troupes russes qui devait être mis à la disposition de la Suède vers la fin du mois de septembre; mais, en fixant un terme aussi rapproché, il était bien entendu que cette fixation était illusoire et qu'on n'y tenait pas. L'auteur d'une Histoire de Charles XIV fait de cette négociation un récit véritablement curieux. Selon lui, ce serait le prince royal qui aurait forcé l'empereur Alexandre d'envoyer trente-cinq mille hommes à Wittgenstein, tandis que le prince, au contraire, voulait les lui laisser pour la conquête de la Norwége. On douterait de notre véracité, si nous ne citions pas le texte même de cette histoire : « J'ai vu, dit le prince royal à l'empereur Alexandre, les troupes que vous me destinez; elles sont bonnes et belles, mais vous en aurez un besoin urgent : Wittgenstein s'affaiblit. Il est impossible que Macdonald et Victor ne finissent pas par lui passer sur le corps et aller à Pétersbourg..... Envoyez-lui ces trente-cinq mille hommes. — C'est beau ce que vous faites là, prince, répondit l'empereur; mais je ne dois pas l'accepter : comment auriez-vous la Norwége? — Si vous êtes heureux, répliqua Charles-Jean, je l'aurai toujours; vous tiendrez vos promesses. Si vous succombez, sire, l'Europe est asservie, les couronnes seront flétries, on ne les portera que sous le bon plaisir de Napoléon : mieux vaut labourer son champ que régner à cette condition. » Il est difficile d'écrire l'histoire d'un roi gascon dans un style mieux assorti au caractère de son héros.

[2] Dépêche de Stockholm en date du 27 août.

[3] Le même historien de Charles XIV, dont nous avons parlé dans une note précédente, cherche à faire croire que le prince royal aurait été étranger au retour du général Moreau. C'est en 1813 que ce général reparaît en Europe, et vient débarquer à Gothembourg. Ce serait un calomniateur bien habile que celui qui, pour nuire à l'honneur du prince royal, lui aurait imputé, en 1812, un retour qui n'a lieu qu'un an après.

[4] Madame de Staël écrivait, le 29 octobre, à une dame de Genève : « Vous avez vu ma situation, pouvais-je la » supporter? M. de Barante une fois destitué, mon sé» jour, ou plutôt ma prison, n'était plus tolérable. Je » suis ici très-bien accueillie, et le maître de céans ré» unit tout ce qui peut me plaire. »

éloigné où il ait porté les armes françaises. Cette supposition n'a pas le moindre fondement. Napoléon a signé des décrets à Moskou comme dans les autres quartiers généraux, villes ou villages, parce que nulle part il ne perdait de vue l'intérieur de la France, et que des résolutions, dont en général le texte avait été débattu devant lui dans de nombreuses séances du conseil d'État, devaient aller au loin chercher sa signature. Il est une foule de questions que l'empereur a tranchées par des décrets ou traitées dans des lettres, pendant le cours de la campagne de Russie, sans prévoir qu'alors on dût un jour y mettre de l'importance, moins peut-être en raison du sujet même qu'en raison du lieu où il s'en était occupé. Nous indiquerons particulièrement ici une lettre écrite de Moskou au ministre de l'intérieur; lettre curieuse, en ce sens qu'elle montre Napoléon sous un jour tout nouveau. Cet homme, que tant d'écrivains représentent sans cesse comme faisant une guerre acharnée aux libertés publiques, exprime dans cette lettre son mécontentement du zèle exagéré et mal entendu qui, relativement à l'une de ces libertés, sort de la mesure convenable et outre-passe ses intentions. L'un des griefs qui ont soulevé les plus fréquentes et les plus amères accusations contre l'empereur, est celui d'avoir anéanti la *liberté de la presse*. Il semble, à entendre ses détracteurs, qu'implacable ennemi de la presse, il l'ait poursuivie même dans ses opérations les plus innocentes, comme s'il eût voulu étouffer la pensée, et arrêter l'essor de l'esprit humain : eh bien! ce terrible oppresseur d'une liberté si précieuse s'en occupe à Moskou, non pour y mettre des entraves, mais pour reprocher à son ministre celles qu'on y apporte sans une véritable nécessité d'intérêt général.

« Je n'approuve pas, écrit-il à M. le comte de » Montalivet [1], la direction que prend la censure. » Mon intention est qu'on laisse une liberté entière » à la presse; qu'on n'y mette aucune gêne; qu'on » se contente d'arrêter les ouvrages obscènes, ou » tendant à semer des troubles dans l'intérieur. Du » reste, qu'un ouvrage soit bien ou mal écrit, bête » ou spirituel, contenant des idées sages ou folles, » utiles ou indifférentes, on ne doit pas y faire » attention. La question que doit se faire le directeur de la librairie est celle-ci : 1° L'ouvrage est-il » obscène, et sa publication serait-elle contraire aux » règles de police municipale? 2° L'ouvrage a-t-il » pour but de réveiller les passions, de former des » factions, ou de semer des troubles dans l'intérieur? » Toutes les fois qu'un ouvrage n'est point dans l'un » de ces deux cas, on doit le laisser passer. » Assurément, dans l'un des cas énoncés par l'empereur, une grande latitude est laissée à l'arbitraire du pouvoir, et la liberté de la presse n'existe pas, tant qu'elle n'a point, dans l'inflexible protection de la loi, une invincible garantie. Mais lorsque après vingt-cinq ans de discussions sans cesse renouvelées, avec la publicité de deux grandes tribunes et de dix mille journaux; lorsque après la révolution démocratique de 1830, des législatures françaises, pour mettre le gouvernement à l'abri des coups de la presse, n'ont trouvé d'autre expédient que de changer ses délits en attentats, et d'en déférer le jugement à un tribunal politique, doit-on faire un grand crime à Napoléon, qui vient d'avoir sous les yeux les saturnales des folliculaires, libellistes et pamphlétaires, si funestes à la France sous les gouvernements auxquels il succède, d'avoir cherché à se défendre contre des attaques semblables, et de s'être réservé le moyen d'empêcher ce qui peut nuire à la sûreté de l'État? Sa lettre de Moskou atteste qu'il n'entend réprimer ou plutôt prévenir que les atteintes à la morale publique et à la tranquillité du pays. Cette lettre, conçue dans un esprit extensif de la liberté de la presse, est, à mon avis, un fait bien plus frappant, plus caractéristique, plus digne d'attention, en considération même de sa date de Moskou, que la signature d'un décret sur l'organisation des théâtres.

En marchant à travers les dévastations et les incendies opérés par des mains russes, Napoléon avait dit : *Ce sont toujours les Scythes*. Comment, en reconnaissant le naturel de ces populations sauvages, n'a-t-il pas songé à la destinée du roi des Perses? Les avis cependant ne lui manquaient pas. Un jour, le prince Poniatowski lui ayant parlé de l'extrême variation de la température en automne, l'empereur lui avait répondu : « Soyez tranquille, je ne referai pas Charles XII. » Il va le refaire, dans la plus gigantesque proportion.

Si c'était déjà une faute d'être allé à Moskou, c'en fut une bien plus grande d'y être resté après l'incendie. Au moment où l'empereur vit cette ville en flammes, sa première inspiration fut, comme nous l'avons dit, de faire un mouvement comme pour menacer Pétersbourg, et de se replier tout à coup pour prendre à dos Wittgenstein. On lui avait opposé d'abord la fatigue de l'armée; mais pourquoi, après huit jours de repos, n'est-il pas revenu à son premier projet? A quelle cause, à quelle impression a-t-il cédé, en s'abandonnant à une inaction de trente-cinq jours? Son imagination s'est-elle sérieusement laissé séduire au rêve de la paix? ou bien, comptant sur l'infaillibilité de son étoile, a-t-il voulu, par cette prolongation de séjour, faire croire à l'Europe qu'il était toujours le maître de

[1] Lettre datée de Moskou le 11 octobre 1812.

rester ou de partir, se réservant toutefois de se retirer à temps pour sauver son armée? Peut-être ces diverses illusions se sont-elles réunies pour le perdre. La retraite qu'il se croit libre de faire à volonté, il la commença trop tard. Il a défié le dieu des frimas; le dieu s'en irrite, il devance son heure accoutumée, et précipite sa marche contre l'audacieux qui est venu le braver dans son empire; il le poursuit dans sa course; il atteint sa vaillante armée, et la frappe au cœur; il ôte au soldat sa vigueur physique et morale, engourdit ses pieds et ses mains, et lui arrache ses armes; il dompte jusqu'aux chefs les plus intrépides. Peut-être le maréchal Ney est-il le seul dont l'invincible énergie soit au-dessus de tous les événements : le maréchal Ney est le héros de la campagne de Russie.

# CHAPITRE III.

## GUERRE ET POLITIQUE.

Départ de Moskou, et marche des Français sur Kalouga. — Attaque imprévue de Koutousof contre les Français. — Bataille de Malojaroslawetz. — Retour des Français sur la route de Smolensk. — Violence de l'hiver dès le 7 novembre. — Effets terribles du froid. — Arrivée à Smolensk. — Manœuvres mal entendues du prince Schwarzenberg. — Marche de l'armée française sur Orscha. — Combat de Krasnoi. — Intrépidité et belle manœuvre du maréchal Ney. — Respect de l'armée pour Napoléon malheureux. — Arrivée sur la Bérésina. — Combat de Borisow. — Construction de ponts. — Passage de la rivière. — Bataille sur ses deux rives. — Rupture des ponts, et pertes qui en sont la suite. — Belle conduite du maréchal Ney et du maréchal Victor. — Admirable dévouement des Polonais. — Hommage rendu par les Russes au génie de Napoléon. — Premier symptôme de défiance de l'empereur à l'égard de l'Autriche et de la Prusse. — Continuation de la retraite sur Wilna. — Résolution de l'empereur de partir pour Paris. — 29e bulletin. — Forces encore disponibles. — Adieux de l'empereur aux maréchaux. — Le roi de Naples prend le commandement de l'armée. — Passage de Napoléon à Varsovie. — Lettre qui ordonne le rappel de son ambassadeur. — Arrivée des Français à Wilna, et évacuation de cette ville. — Encombrement de bagages au pied de la montagne de Ponari. — Le maréchal Ney toujours à l'arrière-garde. — Pertes éprouvées dans Wilna. — Arrivée sur le territoire prussien. — Rapprochement du désastre de Russie avec les grands désastres de l'antiquité. — Retraite sur Posen. — Conduite toujours équivoque du corps autrichien. — Défection du corps prussien commandé par le général York. — Redoublement d'influence des sociétés secrètes en Prusse. — Mesures précédemment adoptées contre les sociétés secrètes. — Manifestations d'hostilités contre la France dans les salons de Vienne. — Doute sur l'utilité de garder Dantzig. — Départ du roi de Naples. — Nomination du prince Eugène pour le remplacer. — Étrange conduite de M. de Pradt avec les Polonais. — Autorisation donnée par M. de Pradt aux Autrichiens de s'abstenir de combattre. — Contraste de la conduite du successeur de M. de Pradt avec celle de cet ambassadeur. — Position avantageuse du corps autrichien. — Lettre du prince Schwarzenberg au ministre de France. — Évacuation de Varsovie. — Combat de Kalish.

Dès le commencement d'octobre, l'empereur a préparé ses dispositions de retraite. Des ordres ont été donnés pour l'évacuation des blessés et malades, qui doit être terminée le 15. Prévoyant les difficultés qu'il va rencontrer sur sa route, il appelle de toutes parts des renforts; il charge le duc de Bassano, qui est à Wilna, de presser tous les États [1] alliés de compléter leurs contingents; il prescrit aux maréchaux qui commandent ses armées en Lithuanie, de prendre leurs mesures, d'une part, pour tenir en respect Wittgenstein et les autres corps russes, d'autre part, pour l'appuyer à son arrivée sur le Borysthène. A son départ de Moskou, la première pensée de l'empereur doit être de prendre, s'il est possible, une direction nouvelle par des pays que la guerre n'ait pas épuisés. Il est donc décidé à faire une pointe sur Kalouga. Deux routes y conduisent : l'une occupée par Koutousof; l'autre, libre encore, passe par Barowsk et Malojaroslawetz. C'est cette dernière que va prendre Napoléon. L'armée, remise de ses fatigues, offre environ cent six mille combattants. Son mouvement doit commencer le 18 octobre. Jusque-là les avant-postes russes et français restaient en observation, et on était d'accord de ne point s'attaquer sans se prévenir. Tout à coup, vers le milieu de ce même jour 18 octobre, on apprend que nos troupes ont été surprises, que cinq divisions de l'armée russe sont tombées à l'improviste sur le corps de troupes du général Sébastiani et sur la cavalerie du roi de Naples. Les cuirassiers et les carabiniers français ont fait jusqu'à dix charges pour rétablir le combat; le

[1] Le 26 septembre, il mandait au duc de Bassano : « Écrivez à M. de Pradt... Faites remarquer que je n'ai » pas lieu d'être satisfait. Il y a beaucoup de phrases » et peu d'action. »



roi de Naples, qui, comme toujours, a payé de sa personne, a été blessé; mais son impétuosité accoutumée et le courage plus calme du prince Poniatowski ont décidé l'avantage en notre faveur. Deux généraux russes, Baggowuth et Muller, ont été tués; de notre côté aussi, des braves ont succombé, notamment le général polonais Fischer. Quoique la perte de l'ennemi soit plus grande que la nôtre, ce début est d'un fâcheux augure. Dans la matinée du 19, l'évacuation de Moskou est achevée, à l'exception du Kremlin, où le duc de Trévise doit attendre les ordres de l'empereur. En conséquence de ces ordres, il en sort dans la nuit du 22 au 23, après une terrible explosion de cent quatre-vingts milliers de poudre, qui fait sauter les tours principales de cette antique citadelle, et détruit, avec l'arsenal, tout le matériel de l'armée russe. Le 22 octobre, le vice-roi était arrivé à Borowsk, et le jour suivant il avait porté son avant-garde à Malojaroslawetz, sans avoir rencontré l'ennemi. L'empereur doit croire que la route de Kalouga lui est ouverte; mais c'est là précisément que le danger se déclare. Koutousof, qui a reconnu le dessein de Napoléon, arrive avec toute son armée pour lui barrer le passage. Le général Delzons n'ayant fait occuper Malojaroslawetz que par deux bataillons seulement, le prince Eugène se hâte de conduire au secours de Delzons les divisions Broussier et Gérard. Là s'engage une lutte terrible, dont l'honneur appartient au prince Eugène et aux braves généraux qui le secondent. Napoléon est accouru, et a fait établir des batteries pour protéger les mouvements du vice-roi. La ville, prise et reprise plusieurs fois, n'offre qu'un monceau de cendres. Du côté des Français, Delzons a été tué; du côté des Russes, Doctorof. Dix-huit mille Italiens ont tenu tête à dix-huit mille Russes. Koutousof, étourdi d'un choc aussi violent, songe à se retirer, et déjà il a donné des ordres en conséquence. Que fera maintenant Napoléon? Doit-il s'obstiner à poursuivre sa marche par Kalouga? Il hésite, il écoute des conseils; et ces conseils, contraires à son opinion, sont pour le parti de la prudence. Il cède, il va reprendre la route de Wiazma. La prudence ici fut une faute; la témérité eût été le salut de l'armée. Robert Wilson [1] et Boutourlin en conviennent également.

Les jours suivants, l'armée française s'est replacée sur la grande route de Smolensk. Encombrée de bagages, la marche est trop lente au gré de l'empereur. Il trouve que le prince d'Eckmühl ne presse pas assez ses mouvements, et il ordonne au duc d'Elchingen de prendre le commandement de l'arrière-garde. Celui-ci soutient avec vigueur les attaques ennemies, et protége admirablement les corps qui sont devant lui. Le 5 novembre, Napoléon est arrivé à Dorogobuje. C'est là qu'il reçoit la nouvelle d'une conspiration bien étrange, conspiration, il est vrai, d'un seul homme, le général Mallet, mais d'un homme audacieux, et qui, pendant quelques heures, a produit dans Paris une perturbation morale dont le contre-coup peut être immense en Europe.

Trois marches suffisent pour la réunion de l'armée à Smolensk; mais dans la nuit du 6 au 7 le froid se déclare, l'hiver est arrivé; c'est un nouvel ennemi plus meurtrier que toutes les armées russes. « Les chemins furent couverts de verglas; les » chevaux de cavalerie, d'artillerie, du train, pé» rissaient, non par centaines, mais par milliers. » Plus de trente mille chevaux périrent en peu de » jours; notre cavalerie se trouve à pied, notre ar» tillerie et nos transports sans attelages. Il fal» lut abandonner et détruire une bonne partie de » nos pièces, de nos munitions de guerre et de » bouche.

» Cette armée si belle le 6 était bien différente » dès le 14. »

Les affligeants aveux que nous venons de citer sont extraits de ce bulletin célèbre, le 29e, où Napoléon a eu le courage d'exposer toute l'étendue de ses désastres avec une telle franchise, que quelques-uns de ses ennemis y ont vu de l'exagération [2], « Les hommes, continuait-il, que la nature n'a pas » assez fortement trempés pour être au-dessus de » toutes les chances du sort et de la fortune, per» dirent leur gaieté, leur bonne humeur, et ne rê» vèrent que malheurs et catastrophes. » Les malheurs [3] étaient déjà trop réels; les hommes d'une constitution faible succombent sous la violence d'un ciel irrité. La difficulté de se procurer des vivres, les fatigues de la route, la rigueur des nuits, énervent des corps qu'une âme énergique ne soutient

[1] « Après cette bataille, glorieuse pour le prince Eu» gène, si Bonaparte, dit Robert Wilson, eût poussé son » avant-garde, l'armée russe entière, d'après des ordres » déjà donnés, se serait retirée derrière l'Ocka, et au» rait laissé une riche contrée et une ligne de marche » sûre, quelque direction que Bonaparte eût pu choisir » pour rentrer en Pologne. »

[2] De ce nombre est madame de Staël : « Dans son der» nier bulletin, dit cette dame, Napoléon a rendu compte » des désastres de son armée, plutôt en les outrant qu'en » les dissimulant. C'est un homme qui aime tant à cau» ser des émotions fortes, que quand il ne peut pas ca» cher ses revers, il les exagère, pour faire toujours » plus qu'un autre. »

[3] In hac omnis humani cultus solitudine destitutus exercitus quidquid malorum tolerari potest pertulit, inopiam, frigus, lassitudinem, desperationem.

QUINTE-CURCE.

pas. Les bivacs [1] sur la neige deviennent meurtriers; les soldats ne s'en relèvent qu'avec peine, et ne s'en relèvent pas tous. Dans toute autre contrée de l'Europe, en une circonstance pareille, chaque armée eût pris ses quartiers d'hiver; on se fût, de part et d'autre, établi dans de bons cantonnements, et les combats eussent été ajournés jusqu'au retour d'une température plus douce : mais en Russie, le terrible anathème de la malédiction, qui dit à l'homme pervers, *Marche, marche,* se renouvelle pour des armées entières. La voix de la tempête leur crie : Marchez, marchez toujours! il n'y a pas ici de toit pour vous abriter, de pain pour vous nourrir, de fourrage pour nourrir vos chevaux; gardez-vous de vous arrêter un seul moment! il faut marcher [2] ou mourir. Aussi ceux des chefs qui conservent leur activité font-ils leurs efforts pour empêcher que leur troupe ne s'arrête, et ne cède à l'attrait perfide d'un moment de repos. Le soldat marche donc, mais il marche d'un pas mal assuré; ses pieds sont brûlés par la neige [3], son fusil échappe de ses mains roidies et glacées. Une cabane qu'il rencontre n'est pour lui que l'occasion d'allumer un feu qui le ranime pour quelque temps, mais dont parfois aussi la chaleur trop vive lui devient funeste. De la farine bouillie et la chair de cheval sont déjà ses meilleurs aliments. C'est au milieu de ses souffrances et de ces pertes qu'on arrive à Smolensk. Là on espérait du repos, quelques jours du moins : c'était une illusion.

L'empereur avait, de Moskou, ordonné au duc de Bellune de venir au-devant de lui avec son corps d'armée : il y était venu ; mais Gouvion-Saint-Cyr étant sur le point d'être écrasé par Wittgenstein, qu'ont renforcé les divisions russes de la Finlande [4], le duc de Bellune a dû courir à son secours.

Un autre appui qu'avait crut se préparer Napoléon lui manque encore et en même temps, celui du corps autrichien du prince Schwarzenberg. Le duc de Bellune n'a pas eu la possibilité de répondre à ses ordres; peut-être Schwarzenberg n'en a-t-il pas eu la volonté. Celui-ci cependant a sous son commandement plus de cinquante mille hommes [5]. Malgré l'injonction pressante qu'il avait reçue de se placer entre la grande armée française et l'armée russe du Danube, commandée par Tchitchakof, Schwarzenberg, après un succès d'un jour à Gorodeczna, n'a fait que des manœuvres indécises, comme pour attendre ce qui se passerait au centre de la Russie. Toutes les instructions de l'empereur lui disaient : « Faites en sorte que les Russes que » vous avez devant vous ne viennent pas se porter » sur moi. » C'est dans un sens tout opposé qu'il opère : non-seulement il se retire devant Tchitchakof, mais il se retire vers l'ouest, laissant le passage libre à l'armée ennemie; en sorte que maintenant c'est Tchitchakof qui se trouve entre Schwarzenberg et Napoléon. Telles sont les informations fâcheuses qui ont assailli l'empereur à son arrivée à Smolensk. A peine est-on entré dans cette ville, qu'il faut se remettre en marche. Tout est à craindre pour nos magasins de Witepsk du côté de Wittgenstein, pour nos magasins de Minsk de la part de Tchitchakof. Peut-être même y a-t-il déjà du danger par la grande route de Wilna. Il est donc urgent de partir sans retard. Quarante à cinquante mille hommes, encore armés, obéissent à leurs chefs et suivent leur drapeau. Un nombre à peu près égal forme des pelotons, des bandes qui se suivent avec assez d'ordre, mais qui souvent causeront dans la marche un grand embarras. Le 13 novembre, un premier corps, que conduit le général Claparède, quitte Smolensk en se dirigeant par Krasnoi sur Orcha. L'empereur et la garde partent le 14; le prince Eugène et le prince d'Eckmühl doivent le suivre le 15 et le 16; le duc d'Elchingen, le 17 seulement.

Cependant l'armée de Koutousof, qui a pris une route plus directe et non dévastée, a devancé les Français, et a déjà porté une avant-garde à Krasnoi. Cette avant-garde en est chassée par le général Claparède. Le 15, Napoléon y arrive avec sa garde, sans que Miloradowitch, qu'il aperçoit à sa gauche, ait osé lui disputer le passage; mais ce même corps, qui n'a présenté aucun obstacle à Napoléon, oppose le 16 une vive résistance au prince Eugène. Le vice-

[1] Fatigati quippe in ipso gelu deficienta corpora sternebant; quæ cum moveri desiissent, vis frigoris ita adstringebat, ut rursus ad surgendum conniti non possent. QUINTE-CURCE.

[2] A commilitonibus torpentes excitabantur, neque aliud remedium erat quam ut ingredi cogerentur. QUINTE-CURCE.

Xénophon avait subi les mêmes épreuves. « Ayant été moi-même, dit-il, obligé, dans le grand froid, d'attendre les soldats qui préparaient leurs bagages, et m'étant assis, je m'aperçus que j'avais de la peine à me relever et à étendre les jambes. Quand je voyais un soldat assis je le frappais pour le faire marcher devant moi. » *Retraite des Dix mille.*

[3] Multos exanimavit rigor insolitus nivis, multorum adussit pedes.... Jam ne retinere arma lubricæ et rigentes manus poterant. QUINTE-CURCE.

[4] Bernadotte a eu raison de se vanter d'avoir, plus qu'aucune autre puissance, contribué aux désastres de l'armée française.

[5] Trente mille Autrichiens, le corps saxon du général Reynier de neuf à dix mille hommes, et la division du général Durutte qui l'a rejoint récemment, de près de quinze mille hommes.

roi, tout en faisant face à l'ennemi, profite du terrain qu'il voit libre à sa droite du côté du Borysthène, et rejoint dans Krasnoi le quartier impérial. La tentative qui avait échoué contre le prince Eugène, devait naturellement se renouveler contre le prince d'Echmühl et le duc d'Elchingen; mais Koutousof, ayant réuni toutes les masses, conçoit un projet plus large : il veut cerner Krasnoi de toutes parts, et là écraser Napoléon avec les débris de son armée. Devinant l'intention de l'ennemi, Napoléon ne lui laisse pas le loisir de commencer son mouvement : c'est lui qui, le 17 au matin, prend l'offensive, et qui, au lieu de se tourner vers la France, marche droit au centre de Koutousof, et rompt ainsi toutes ses mesures. C'était le seul moyen d'ouvrir la route qui s'était refermée sur le prince d'Eckmühl et le duc d'Elchingen. En effet, Koutousof étonné rappelle promptement Miloradowitch à son centre; et celui-ci, laissant libre le passage qu'il occupait, a donné au prince d'Eckmühl la liberté de rejoindre Napoléon. Quant au duc d'Elchingen, malheureusement il est encore à une marche de distance. Les Russes, s'étant remis de l'étourdissement où les a jetés une attaque aussi inattendue, reprennent les mouvements commencés, et menacent la route de Liadi. Le temps presse, on entraîne l'empereur; et l'armée défile par cette route sous le canon russe, sans en éprouver un grand dommage. On espérait que Davoust pourrait faire une assez longue résistance dans Krasnoi, pour que le maréchal Ney eût le temps d'y arriver; mais Davoust est emporté lui-même dans le mouvement de retraite, et il a beaucoup de peine à sauver son arrière-garde des entreprises des Cosaques.

Si Napoléon et les autres corps ont échappé à Koutousof, du moins le général russe va-t-il prendre sa revanche sur le duc d'Elchingen, dont le corps est réduit à quelques milliers d'hommes. C'est une assez belle proie, et il ne néglige rien pour s'en saisir. Le lendemain, en effet, Ney à son arrivée est salué par une décharge de quarante bouches à feu, qui lui révèlent la présence de l'armée ennemie. L'intrépide capitaine ne recule pas. Ses troupes, conduites par Picard, Dufour et Barbanègre, se précipitent sur les batteries, et renversent jusqu'à trois fois la première ligne de Milarodowitch. Leur opiniâtreté [1] héroïque se brise contre une muraille d'acier, qui sans cesse se renouvelle. Dans ce moment, un parlementaire vient sommer le maréchal de se rendre, en lui apprenant, pour l'y décider, que les Français ne sont plus à Krasnoi. La meilleure réponse à une sommation insolente est d'en braver la menace. La résolution de Ney est aussitôt prise. N'ayant plus aucun motif pour vouloir atteindre Krasnoi, il se décide à chercher sur la rive droite [2] du Borysthène le chemin que la rive gauche lui refuse. Le projet, audacieusement conçu, est exécuté de même. La nouvelle que reçut, deux jours après, Napoléon de l'approche du maréchal Ney, lui causa le plus vif sentiment [3] de joie, le seul qu'il ait éprouvé dans tout le cours de sa retraite. L'armée française tout entière avait passé le Borysthène; Koutousof s'arrête sur les bords de ce fleuve. Son armée, qui, de l'aveu du colonel Boutourlin, est affaiblie de trente mille hommes, a besoin de se réorganiser; mais, en échange, Napoléon a devant lui deux autres armées, celle de Tchitchakof et celle de Wittgenstein. Une rivière se présente encore, la Bérésina, et sur cette rivière, un seul pont, le pont de Borisow.

L'empereur se trouve ainsi, avec des troupes en grand désordre, enfermé dans un espace de quinze lieues, entre trois armées formant ensemble au moins cent cinquante mille hommes. L'amiral Tchitchakof, qui revenait de Moldavie avec l'armée du Danube, après avoir fait sa jonction avec Tormasof, a pris le commandement des deux armées, ce dernier général ayant été appelé à la grande armée russe pour remplacer Bagration dans le commandement de l'un des corps dont elle se compose. En se dirigeant vers Minsk afin de saisir ce poste important, où sont rassemblés de grands approvisionnements destinés à l'armée française, Tchitchakof a laissé en Wolhynie un corps sous les ordres du général Sacken, pour distraire le prince Schwarzenberg de sa poursuite, l'attirer sur le Bug et l'occuper de ce côté; but qui, comme nous l'avons dit, a été parfaitement atteint. Libre de toute inquiétude, Tchitchakof s'est avancé vers Minsk, que sa faible garnison n'était pas en état de défendre. Le gouverneur de cette place, le général polonais Bronikowsk, s'est retiré dans la direction de Borisow; mais, soit imprévoyance, soit impossibilité, il n'a point pris de mesures pour s'assurer du pont. Le brave Dombrowski, qui faisait le siége de Bobrisk, est accouru pour réparer cette faute : il se bat en désespéré, et met hors de combat deux

[1] Expression de M. de Boutourlin.

[2] La première idée du maréchal était de chercher à se jeter sur Mohilow, et ce fut le colonel Pelet, aujourd'hui lieutenant général, qui lui conseilla de marcher vers le Borysthène probablement gelé, de là passer sur la glace pour gagner Orscha, où devait se trouver Napoléon. Honneur au colonel Pelet d'avoir donné un conseil si sage! honneur au maréchal Ney de l'avoir si bien suivi!

[3] En apprenant cette nouvelle, l'empereur s'écria : « J'ai deux cents millions dans mes caves des Tuileries; je les aurais donnés pour sauver le maréchal Ney. »

généraux russes, Lambert et Engelhart. Un troisième leur a succédé, et c'est un émigré français, Langeron; force a été de céder au nombre. La seule voie qui nous fût ouverte sur la Bérésina n'existe plus.

Les hommes qui, pour employer l'expression du bulletin impérail, n'étaient *pas assez fortement trempés*, s'effrayaient d'une telle position, et croyaient leur perte certaine. Ceux des braves dont l'âme et le corps résistaient aux éléments, mettant toujours la même confiance dans l'empereur, disaient : *Il nous tirera encore de là.*

C'est une puissance vraiment prodigieuse et inexplicable que celle de l'homme de génie sur les masses populaires. Dans l'excès de leurs souffrances, les soldats qui même y succombent plaignent l'empereur plus qu'ils ne l'accusent; il y a en eux de la douleur et non de la colère. Dépouillé de toutes les pompes de la grandeur, marchant un bâton à la main, au milieu des troupes harassées de fatigue, Napoléon est pour elles un grand et intéressant spectacle. Jamais plus de respect ne l'entoura sur le trône [1], dans les beaux jours de sa prospérité et dans tout l'éclat de sa gloire. Sa présence seule est encore comme la sauvegarde de tout ce qui existe. On voit tout en lui; on ne conçoit pas qu'un autre que lui ait pu sortir de tant de pas dangereux, et parvenir de Moskou jusqu'à la Bérésina. Pour mieux garantir sa sûreté, on rassembla les officiers qui avaient encore conservé des chevaux, et on en forma quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Ces compagnies étaient commandées par le général Grouchy, sous les ordres du roi de Naples. Les généraux Sébastiani, Defrance et Saint-Germain étaient capitaines, des colonels étaient sous-officiers. On nomma ce corps *le bataillon sacré;* mais bientôt, les chevaux périssant par la disette des fourrages, le bataillon sacré fut dissous.

Le 20 novembre, Napoléon a quitté Orscha. C'est à la première station où il s'arrête que lui parvint l'heureuse nouvelle de la réunion du maréchal Ney à l'armée; mais là aussi il apprend que le pont de Borisow est au pouvoir de l'ennemi. Le duc de Reggio, à peine guéri de la blessure reçue à Polotsk, venait de se replacer à la tête de ses troupes. Instruit de l'échec éprouvé par Dombrowski, il est accouru pour protéger la division de ce général; et, en se hâtant de donner avis de ces faits à l'empereur, il lui propose de faire une tentative pour reprendre Borisow. L'amiral Tchitchakof, ignorant qu'il se trouvait si près de l'armée française, se disposait à remonter vers le nord pour joindre Wittgenstein, lorsque tout à coup le duc de Reggio, tombant à Niemaniza sur un corps conduit par le général Pahlen, le culbute, et le force à une retraite tellement précipitée, que les Français pénètrent dans Borisow à la suite des fuyards. « Bataillons et » escadrons, dit M. de Boutourlin, se précipitèrent » pêle-mêle sur le pont, et regagnèrent la rive droite » dans le plus grand désordre... On coupa le pont, » en abandonnant à l'ennemi tous les bagages. » Le duc de Reggio prit six pièces de canon, cinq cents voitures et quinze cents prisonniers : succès sans résultat, puisque l'obstacle de la rivière se retrouvait de nouveau entre les Français et l'ennemi. Ici, la tâche de Napoléon redevient difficile : il faut tromper l'ennemi, établir des ponts hors de sa portée, et s'assurer un point de passage où l'on n'ait point à craindre une trop forte opposition. Un incident heureux vient indiquer ce point à l'empereur. Le général Corbineau, avec une brigade de cavalerie, cherchant à rejoindre le duc de Reggio, a trouvé un gué et a franchi la rivière à Wesselowo, vis-à-vis de Stoudzianska. Sur ces renseignements, l'empereur ordonne aussitôt aux généraux Chasseloup et Éblé de se mettre à l'ouvrage. En quittant Smolensk, on a été obligé de brûler un équipage de pont, dont le transport demandait trop de chevaux; mais on a conservé tout ce qui est nécessaire pour construire des ponts sur chevalets, outils, forges, charbon et cordages. Pendant ce travail, il importe de diriger ailleurs l'attention de Tchitchakof. Quelques mouvements ordonnés par l'empereur, qui lui-même se porte à Borisow, et des démonstrations de préparatifs sur la partie inférieure de la Bérésina, persuadent en effet à ce général que c'est là que l'armée française veut s'ouvrir un chemin. L'inquiétude qui, pour Napoléon, cesse un moment de ce côté, se renouvelle du côté de Wittgenstein. Le duc de Bellune a laissé libre la route de Lepel, précisément celle que l'empereur lui avait recommandé de couvrir avec le plus grand soin. « Le mal est sans remède! » s'écria-t-il. Heureusement l'ennemi ne se pressa pas d'en profiter. L'empereur préside aux travaux des ponts, sa présence soutient tous les courages; les sapeurs et les pontonniers, obligés de passer plusieurs heures dans la glace pour poser les chevalets, déploient le plus admirable dévouement. Deux ponts sont prêts dans la journée du 26; mais, avant de commencer le passage, il faut reconnaître l'autre rive. Corbineau connaît le gué qui l'a si bien servi; un escadron de

[1] Mon ami le brave général Letort, très-sévère dans ses jugements sur Napoléon, quoiqu'il appartînt à la garde impériale, m'a dit qu'il ne pouvait s'empêcher d'être profondément ému en le voyant cheminer ainsi, comme un pèlerin châtié par le ciel, sur lequel pèse, sans l'accabler, le sentiment de ses malheurs.



ses cavaliers le passe aussitôt, chaque cavalier ayant en croupe un fantassin. Arrivés à l'autre bord, les tirailleurs sont mis à terre, et les cavaliers, gagnant au galop les hauteurs du vallon, donnent la chasse à quelques piquets d'infanterie et à des Cosaques embusqués dans ce voisinage. Jusqu'à présent Tchitchakof n'a rien deviné. La division Dombrowski et le corps du duc de Reggio sont bientôt rendus avec leur artillerie sur la rive droite, et, en occupant le débouché des bois qui conduisent à Borisow, ils ont mis à couvert la route de Wilna. Le passage continua toute la nuit, quoique suspendu plusieurs fois par la rupture de quelques chevalets, qu'il fallut rétablir avec de grands efforts. Le 27, il continua de même, et ce n'était pas sans peine que l'on décidait une partie des malheureux qui erraient sur la rive gauche à profiter du moment où la voie du pont restait libre. L'empereur était encore à Stoudzianska, où les divers corps se relevaient successivement. Le duc de Bellune y étant arrivé avec les divisions Girard et Daendels, Napoléon n'hésita plus à passer la rivière avec sa vieille garde, que commandait le brave maréchal Lefebvre. La troisième division du corps du duc de Bellune ne fut pas assez heureuse pour le rejoindre. Le général Parthouneaux, qui la commandait, s'étant égaré dans sa route, après s'être battu plusieurs fois, après avoir perdu une grande partie de sa troupe, la voyant réduite à quelques centaines d'hommes épuisés de fatigue et hors d'état de combattre davantage, se trouva obligé de se rendre. Dans le cours de la longue retraite de Moskou, où les Russes ont recueilli sur les chemins tant de milliers d'hommes épars et séparés de leurs drapeaux, ce sont là les seuls qu'ils aient pu se vanter d'avoir fait prisonniers par capitulation. Un des bataillons de la division Parthouneaux, que le hasard jeta dans une autre direction, eut seul le bonheur de se réunir à l'armée.

A peine l'empereur a-t-il passé la Bérésina, qu'il court visiter les avant-postes du duc de Reggio; ensuite il dispose sa garde et l'artillerie de la garde sur un terrain assez favorable, pour qu'elle puisse tout à la fois seconder ce maréchal, et prêter appui, de l'autre côté de la rivière, au duc de Bellune. La journée du 27 se passe tout entière sans aucun incident. Du 27 au 28, la nuit eût pu être mise à profit par les traîneurs pour traverser la rivière : vainement on les y engage, on les en presse; une sorte de fatalité les retient sur ce sol, où les attend la plus cruelle destinée. Le prince Eugène éprouve lui-même une grande difficulté à décider la queue de sa colonne à gagner l'autre rive. Enfin, tous les corps dont l'organisation s'est maintenue sont rendus sur la rive droite, à l'exception du duc de Bellune, qui, avec les divisions Girard et Daendels, doit, aussi longtemps qu'il sera possible, arrêter l'ennemi sur la rive gauche.

Le 28 au matin, le canon retentit sur les deux rives presque à la fois; Wittgenstein et Tchitchakof ont attaqué en même temps. L'empereur venait de monter à cheval pour reconnaître la position du duc de Reggio, lorsqu'il rencontre le maréchal, qu'on emporte atteint d'une nouvelle blessure; il se hâte de le faire remplacer dans le commandement par le duc d'Elchingen.

C'est pendant cette double bataille que commencent les terribles scènes qui ont rendu le nom de la Bérésina si douloureusement célèbre. La foule des non-combattants, qui a négligé le passage quand il était facile, se précipite sur les ponts, hommes, femmes, chevaux et voitures, avec un désordre et une agglomération qui, en brisant les chevalets, ouvrent un abîme, où ceux qui suivent, ignorant ce qui se passe devant eux, poussent ceux qui les précèdent : on est obligé de recourir à la force pour donner aux sapeurs et aux pontonniers le temps d'opérer les réparations nécessaires.

Cependant les lieutenants de Tchitchakof, Pahlen et Czaplitz, ont fait de vains efforts pour percer la ligne française. Cette ligne de Français et de Polonais a soutenu le choc des Russes sans s'ébranler, et bientôt leur a fait perdre du terrain; mais ce sont surtout les cuirassiers du général Doumerc qui donnent à l'action l'éclat d'une victoire complète. Les chevaux, comme les hommes, quoique exténués de fatigue et de faim, semblent se ranimer pour le combat, et les carrés russes, enfoncés, sabrés, renversés, sont mis dans une entière déroute. Dix-huit cents prisonniers nous restent; mais comment garder ces prisonniers? En vain Tchitchakof, qui était en arrière, amène des renforts pour recommencer l'attaque; le maréchal Ney résiste à toutes les tentatives, et il aurait, ce jour-là, mérité le nom de *Brave des braves,* s'il ne l'eût déjà plus d'une fois conquis auparavant.

Sur la rive gauche, Wittgenstein n'a pas obtenu plus de succès. De ce côté aussi, la cavalerie a fait des charges admirables; le général Fournier, avec sa brigade, a fait mettre bas les armes à plusieurs régiments russes, et le duc de Bellune a un moment pénétré jusqu'au centre de la ligne ennemie; mais une batterie russe, dirigée sur des non-combattants, a de nouveau occasionné un encombrement qui amène la rupture des ponts, avec tous les malheurs qui en sont la suite. Cet incident toutefois ne change rien au sort du combat; partout l'armée française a gardé ses positions; le duc de Bellune, avec sept à huit mille hommes qui lui restent, a tenu tête à quarante-cinq mille ennemis. Quoique l'empereur

l'autorise à opérer son passage dans la soirée du 29, ce maréchal ne craint pas de le remettre au lendemain, quelques heures avant le jour, de manière que, dans l'intervalle, la nuit puisse offrir à un plus grand nombre de traîneurs la facilité de franchir la rivière. La journée du 28 novembre, si glorieuse pour le maréchal Ney, ne le fut donc pas moins pour le maréchal Victor. Les fautes de ce dernier, si, comme on l'a cru, il avait commis des fautes, sont toutes effacées aux yeux de l'empereur, qui se plaît à lui en donner d'éclatants témoignages.

Vers le milieu de la nuit, le duc de Bellune commence à effectuer sa retraite, emmenant avec lui toute son artillerie, et laissant à Stoudzianska une arrière-garde, qui doit le suivre à huit heures du matin. Huit heures arrivent ; alors commence la lutte des masses pressées de fugitifs qui s'entassent sur les ponts ; mais la troupe étant passée, le moment vient où il faut, en brûlant les ponts, fermer la route à l'ennemi : moment terrible, et pour les soldats chargés de l'exécution, et surtout pour les malheureux qui vont rester sur la rive gauche, dévoués à une mort affreuse, ou à une captivité peut-être pire que la mort.

Dans les deux batailles qui viennent de se livrer simultanément, outre le maréchal Oudinot, plusieurs généraux ont été blessés : parmi les Français, Legrand, Fournier, Girard et Dumas ; parmi les Polonais, Dombrowski et Zaionscheck. Ce dernier a eu une jambe fracassée par un boulet ; le chirurgien en chef Larrey lui a fait l'amputation [1] sur le champ de bataille.

Je ne sais si, dans ma bouche, une mention du dévouement des Polonais, mention nécessairement brillante pour être vraie, ne serait pas suspecte de quelque partialité ; j'emprunterai à M. Fain un passage qui peint assez rapidement tous les services rendus, dans cette campagne, par ces fidèles alliés de la France. « Au nombre des étrangers, dit-il, qui suivent toujours avec le même empressement les pas et la fortune de Napoléon, les Polonais doivent être mis au premier rang. On vient de voir trois [2] de leurs généraux qui représentent la Pologne au quartier impérial. On en trouvera d'autres à l'avant-garde : Poniatowski, Zaionscheck et Dombrowski ont leur place auprès du duc de Reggio. On en trouvera à l'arrière-garde ; toute la division Girard du duc de Bellune est composée de Polonais : les uns courent en avant pour nous ouvrir les chemins ; les autres demeurent en arrière pour protéger notre retraite. Ceux-ci bravent les périls pour porter nos dépêches ; ceux-là pour guider nos colonnes : ils sont partout. Leur cause est perdue, et ces généreux alliés semblent le savoir moins que nous ; ils ne pensent qu'à nous faire un rempart de leurs sabres, de leurs baïonnettes, et, s'il le faut, de leurs corps jusqu'au dernier moment. Nous les retrouverons encore et toujours. »

Si l'on contestait l'habileté avec laquelle Napoléon sut mettre en défaut les trois armées qui semblaient devoir lui fermer toute issue, ce serait au jugement des Russes qu'il faudrait s'en rapporter. En Russie, on croyait tellement infaillibles les mesures prises pour lui intercepter tout passage, qu'on éprouva un vif mécontentement en apprenant qu'il était sorti vainqueur des combats qu'il avait livrés, et qu'il avait pu continuer sa marche sur Wilna. Les accusations s'élevèrent d'abord contre Tchitchakof, ensuite contre Wittgenstein ; enfin, on n'épargna pas Koutousof lui-même [3]. Les reproches dirigés contre ces généraux sont autant d'éloges pour l'empereur Napoléon.

[1] J'étais alors commissaire impérial près le gouvernement provisoire de Lithuanie. Zaionscheck, en venant à Wilna sur un traîneau, fut renversé dans un fossé aux portes de la ville. Dès qu'il y fut entré, l'aide de camp qui l'accompagnait vint m'en prévenir. Je m'empressai de me rendre auprès de lui, et de lui faire donner tous les soins que sa position exigeait. Tel était son dévouement à Napoléon, qu'il me témoigna l'intention de continuer son voyage au risque de périr en route, si je pensais que l'empereur pût lui faire un crime de rester dans une ville où probablement il serait fait prisonnier. Je fus le premier à lui conseiller de ne pas aller plus loin. Ce général, l'un des plus vieux soldats de l'indépendance de la Pologne, avait plus d'une fois été blessé pour cette noble cause ; mais, en cette circonstance, sa guérison fut un vrai miracle. On sait que l'empereur Alexandre, devenu roi de Pologne, l'en nomma vice-roi. Malheureusement, après sa mort, Zaionscheck eut pour successeur le grand-duc Constantin.

[2] Le comte Kossakowski, le comte Pac et le prince Sangusko, de la branche cadette des Czartoriski.

[3] « On a reproché, dit le colonel Boutourlin, au général Wittgenstein de ne s'être pas porté sur Borisow par la rive droite de la Bérésina. On a reproché au maréchal Koutousof la lenteur de ses marches, telle qu'il n'était arrivé sur la Bérésina que cinq jours après... On a reproché à l'amiral Tchitchakof de s'être laissé surprendre le passage de Stoudzianska, d'avoir manœuvré avec lenteur... Nous ne pouvons nous dissimuler, dit encore ailleurs M. de Boutourlin, que la conduite de l'empereur des Français au passage de la Bérésina est au-dessus de tout éloge. Le danger imminent où il se trouvait ranima encore une fois son génie militaire. Ainsi, les grandes pertes que les Français éprouvèrent ne sauraient être mises sur le compte de Napoléon, et ne doivent être mises que sur le compte des circonstances malheureuses où était son armée, et qu'il n'était plus en son pouvoir de maîtriser. »

Parmi les fautes imputées à Tchitchakof, il en est une qui semble en effet peu excusable, c'est d'avoir négligé de faire mettre le feu à une longue chaîne de ponts en bois de sapin, qui seuls offrent une voie sûre à travers de vastes marais entre la Bérésina et Zembin. L'incendie facile de ces ponts eût laissé l'armée française devant vingt autres Bérésinas, composées d'eaux croupissantes et de marais fangeux, où une grande partie de nos soldats, souffrants et affamés, eussent trouvé une perte inévitable.

Les Russes ont prétendu avoir fait quinze mille prisonniers sur la rive gauche de la Bérésina : l'assertion, pour être à peu près juste, a besoin d'être expliquée. La vérité est qu'ils ont, dans différents combats, pris environ deux mille hommes armés, et que tout le reste se composait de traîneurs et de non-combattants égarés sur cette rive.

Ce fut là aussi qu'ils retrouvèrent les trophées [1] emportés de Moskou ; à leur tour, les voilà fiers d'un trophée tout nouveau pour eux, l'épée du général Parthouneaux.

Au milieu des soins militaires qui l'ont occupé, l'empereur a dû encore donner une partie de ses moments à des correspondances depuis quelque temps interrompues avec Wilna et avec la France. A Wilna, on était resté une douzaine de jours sans nouvelles aucunes du quartier impérial. Tout en affectant une grande sécurité, le duc de Bassano avait dépêché plusieurs émissaires, qui ne revenaient pas. Un gentilhomme polonais, M. Abramowicz [2], fut plus heureux ; déguisé en paysan, il joignit l'empereur à Stoudzianska, le 27 novembre. Dans la position où se trouve l'empereur, les questions politiques, qui naturellement n'ont pas cessé d'être présentes à son esprit, lui apparaissent sous un jour sérieux et sombre. Plus que personne, comme il a senti la puissance du succès, il connaît l'influence des revers. Malheureux à son tour, doit-il compter sur des dévouements qui ne se sont déclarés que pour la fortune? C'est seulement sur les bords de la Bérésina que la défiance lui est venue, ou du moins qu'il commence à la manifester. Le premier indice de ce sentiment, que nous trouvons exprimé en son nom, est consigné dans une lettre du duc de Bassano à nos agents diplomatiques à Vienne et à Berlin : « Vous sentez, écrit ce ministre [3], quelques jours plus tard, qu'une surveillance active *et même défiante* sur les dispositions et les vues du gouvernement auprès duquel vous résidez, ainsi qu'une correspondance de tous les jours, sont pour vous d'une obligation plus impérieuse que jamais. » Peut-être ces recommandations sont déjà bien tardives. Les nouvelles rapportées à Wilna du quartier impérial par M. Abramowicz, vinrent troubler bien péniblement la fausse joie [4] à laquelle nous nous étions livrés jusqu'alors.

Après le passage de la Bérésina, l'armée française compte encore soixante mille hommes, mais dont un tiers au plus conserve une forme régulière. Les corps du duc de Reggio et du duc de Bellune qui, dans la Lithuanie, n'avaient pas eu à souffrir d'un froid aussi vif, de marches aussi rapides, et surtout d'un pareil manque de vivres et de fourrages, avaient vu, avec une pénible surprise, la désorganisation des troupes revenant de Moskou : mais rien n'est si contagieux que le désordre. Ces corps eux-mêmes, malgré tous les efforts de leurs chefs, eurent peine à se défendre d'un désordre semblable. Le contact de la dissolution produit inévitablement la dissolution. Les corps nombreux ou les fractions de corps, qui, dans quelques jours, viendront au-devant de l'armée, se fondront de même. Ce n'est déjà presque plus une armée ; ce sont des masses d'hommes suivant une même route, parce que l'ennemi est derrière eux, se jetant à droite et à gauche dans les villages, pour y ramasser quelques aliments, et puisant un reste de force dans l'espoir de trouver à Wilna des vivres, un abri et un peu de repos.

Tandis que Wittgenstein est, faute de ponts, retenu à son tour sur la rive gauche de la Bérésina, Napoléon, le 29 novembre, a traversé Zembin, et s'est arrêté le soir à Kamen. Une inquiétude reste encore ; ce serait que Tchitchakof, par une route plus directe, l'eût prévenu à Plesceniczci. Il eût pu le faire, il ne l'a pas sérieusement tenté; seulement un chef de partisans, Seslawin, s'est présenté sur ce point, mais sans s'y être maintenu. Le maréchal duc de Reggio, qu'on y avait transporté, a fait de sa maison une petite citadelle, et, aidé d'une vingtaine de braves, s'y est intrépidement défendu. Le partisan, qui avait deux pièces avec lui, a fait une décharge sur cette maison ; et, comme s'il était dans la destinée du maréchal de ne pouvoir se battre sans

[1] L'empereur pouvait, comme Imilcon, reprocher au ciel de lui enlever le prix de tant de victoires : « Nunc Deos accusat qui tanta belli decora et tot armamenta victoriarum quæ ipsi dederant, abstulerint; qui captis tot urbibus, totiesque hostibus victis, exercitum victorem non bello, sed peste, deleverint. » TITE-LIVE.

[2] Propriétaire de l'hôtel où j'étais logé ; je ne le nommerais pas si déjà son nom n'eût été cité dans plusieurs ouvrages.

[3] Dépêche du duc de Bassano à M. Otto à Vienne, et à M. de Saint-Marsan à Berlin, en date du 3 décembre.

[4] On dansait, on jouait la comédie chez moi, lorsque déjà nous avions tant de sujets de tristesse et de deuil.



être frappé, un éclat de bois, lancé par un boulet, lui a fait une blessure de plus : c'est la troisième de la campagne.

La crise est grave, et demande d'énergiques résolutions. Napoléon ne sera pas au-dessous d'elle. L'intérêt de l'avenir veut qu'il soit promptement rendu à Paris, pour travailler à la réparation de ses immenses pertes; l'intérêt du présent veut que ce soit par lui, et non par d'autres, que la France connaisse toute la gravité de la position où il se trouve. Son parti est pris à l'instant. Jusqu'à ce jour, il a laissé ignorer les malheurs de la retraite. Ce voile, qu'il s'est plu même à épaissir, il va le déchirer tout entier et montrer la vérité toute nue; mais en même temps il se mettra en route, et au moment où la France sera comme accablée par le bulletin révélateur, l'apparition soudaine de celui qui l'a dicté calmera, en partie du moins, la stupéfaction qu'il aura fait naître. C'est de Molodeczno, le 3 décembre, que va être daté le vingt-neuvième bulletin. De là aussi, des ordres nombreux sont expédiés dans diverses directions, et un avis est donné au duc de Bassano, de saisir le prétexte de l'arrivée prochaine de l'armée, dont les chefs auront besoin de grands logements à Wilna, pour éloigner de cette ville les ministres étrangers qui l'y ont suivi. Appelés pour assister à nos triomphes, ce sont des observateurs importuns, qu'il ne faut pas rendre témoins de l'étendue de nos désastres; ils seront invités à se rendre à Varsovie, où, peu de jours après, le duc de Bassano ira lui-même les rejoindre.

Napoléon, considérant ce qu'il a perdu, envisage aussi ce qui lui reste de moyens actifs pour suppléer aux besoins du moment. Une division de dix mille hommes, sous les ordres du général Loison, va venir de Wilna au-devant de l'armée; une autre division de même force, commandée par le général Heudelet, arrive sur le Niémen. Le corps du duc de Tarente, occupé devant Riga, et stationnaire dans un beau pays, est celui qui a le moins souffert. Ce corps et celui du prince Schwarzenberg, avec les divisions du général Reynier et du général Durutte, forment un ensemble de plus de quatre-vingt mille hommes en bon état, suffisants pour arrêter les armées russes, désorganisées, comme la nôtre, par la fatigue des marches et l'âpreté de la saison. Ce calcul au fond était juste; mais il sera trompé par les événements. Plus tard, nous en dirons les causes.

Le 5 décembre, Napoléon arrive à Smorgoni; c'est là qu'il va se séparer de ses compagnons d'armes. Le roi de Naples lui succède dans le commandement, et le prince de Neufchâtel reste auprès du roi; M. Daru prend, à la place de Mathieu Dumas, malade, les fonctions d'intendant général. Ces dispositions faites, l'empereur s'entretient avec quelques-uns de ses maréchaux en particulier, et les réunit ensuite pour leur faire ses adieux. On a rapporté de longs discours que l'on prétend avoir été prononcés par l'empereur en cette circonstance; nous n'en citerons que les traits qui nous paraissent les plus vraisemblables : « Je vous quitte, leur » dit-il, mais pour aller chercher trois cent mille » soldats... » Ici l'empereur passe en revue les divers incidents qui ont contrarié les succès de la campagne, et d'abord celui qui a permis à Bagration de s'échapper, et l'incident non moins grave du duc d'Abrantès qui, en refusant de prendre une position décisive, laissa libre la retraite à Barklay de Tolly, et celui de Bernadotte livré au rêve de devenir à sa place empereur des Français, et la catastrophe, impossible à prévoir, de l'incendie de Moskou. « Les Russes, continue-t-il, peuvent bien dire comme les Athéniens de Thémistocle : *Nous étions perdus, si nous n'eussions été perdus.* Quant à notre premier vainqueur, c'est le froid, dont la rigueur prématurée a trompé les habitants eux-mêmes. *Les contre-marches* [1] *de Schwarzenberg ont fait le reste.* Ainsi, l'audace inouïe d'un incendiaire, un hiver surnaturel, de lâches intrigues, de sottes ambitions, quelques fautes, de la trahison peut-être, et de honteux mystères, qu'on saura peut-être un jour, nous ramènent au point d'où nous sommes partis. Vit-on jamais plus de chances favorables, dérangées par des contrariétés plus imprévues? La campagne de Russie n'en sera pas moins la plus glorieuse, la plus difficile dont l'histoire moderne puisse faire mention. » L'empereur finit en exprimant aux maréchaux la confiance qu'ils continueraient à le servir comme s'il était présent; il les embrassa tous, et partit vers six heures du soir. Dans cette nuit, le thermomètre

[1] Nous avons, dans le premier chapitre de ce volume, parlé des lettres de M. de Pradt qui, saisi d'une frayeur ridicule, avait, de sa propre autorité, engagé le prince de Schwarzenberg à se rapprocher pour couvrir le duché de Varsovie. Le général autrichien, prompt à saisir un prétexte qui lui présentait une tâche facile, n'avait que trop bien répondu à cette invitation. Au mépris des instructions contraires que lui transmettait, au nom de l'empereur, le duc de Bassano, il avait perdu un temps précieux en manœuvres inutiles sur un terrain où le danger n'existait pas, de manière à laisser un libre passage à l'amiral Tchitchakof qui put ainsi devancer l'empereur sur la Bérésina. Schwarzenberg, occupé en apparence à poursuivre le corps russe laissé en arrière sous les ordres du général Sacken, avait changé de direction au moment où il était sur le point de l'atteindre.

descendit au-dessous de vingt-six degrés de froid. L'empereur monta en voiture avec le duc de Vicence, et c'est sous le nom de celui-ci qu'il va voyager; il ne crut point devoir entrer à Wilna. Le duc de Bassano alla le rejoindre à une demi-lieue de cette ville et recevoir ses ordres. Là, un traineau [1] remplaça la voiture sur laquelle l'empereur était venu. Son passage resta généralement ignoré jusqu'à Varsovie, où il s'arrêta vingt-quatre heures. Descendu dans une auberge, il fit appeler M. de Pradt et les principaux membres du gouvernement du duché. Il engagea ceux-ci à faire une levée de dix mille hommes pour les organiser *en régiments de Cosaques,* et il leur promit des subsides. Ce fut là, s'il faut en croire M. de Pradt, qu'eut lieu l'étrange conversation rapportée par lui dans l'histoire de son ambassade. Pour tout homme impartial, il est évident que le langage [2] prêté à l'empereur par cet écrivain est un jeu d'esprit où, parmi quelques mots vrais, peut-être l'ex-ambassadeur a mêlé des idées absurdes, qu'en 1815 seulement on a pu attribuer à Napoléon.

On conçoit sans peine que le singulier morceau de l'écrit de M. de Pradt ait été agréable aux étrangers et recueilli par eux. Walter Scott n'a pas manqué de s'en servir; il l'a encadré tout au long dans son ouvrage. Pour un écrivain ennemi, c'était une bonne fortune. Dans sa haine contre Napoléon, celui-ci devait-il, en effet, se faire scrupule d'emprunter contre lui des armes aux renégats qui l'avaient servi?

En opposition au récit fabriqué et arrangé par M. de Pradt en 1815, sous la présence de l'occupation étrangère, il existe un document d'une meilleure date, qui lui a d'avance donné le plus formel démenti. Ce document est la lettre même par laquelle l'empereur Napoléon prescrit à son ministre des affaires étrangères de rappeler son ambassadeur de Varsovie, lettre portant la date du 11 décembre [3], c'est-à-dire du lendemain du jour où avait eu lieu la conversation dont M. de Pradt a fait un si odieux travestissement. Ce n'était pas, comme M. de Pradt, pour flatter des passions ennemies qu'écrivait Napoléon; c'était dans le seul intérêt de son service, et le ton de sa lettre constate assez la sincérité de sa conviction. « J'ai été, écrit-il, on ne peut plus étonné de tous les ridicules propos que m'a tenus l'abbé de Pradt pendant une heure; *je ne le lui ai pas fait sentir.* Il paraît qu'il n'a rien de ce qu'il faut pour la place qu'il remplit. Vous pouvez le rappeler tout de suite ou à notre arrivée à Paris, en l'envoyant dans son diocèse, en le remplaçant par Lajard [4] ou Rumigny. Je pense que Bignon [5] est encore utile à Wilna.

» Dans une courte audience que j'ai donnée au comte Potocki et au ministre des finances, je n'ai pas pu leur dire tout ce que je voulais... »

Nous avons vu plus haut que l'empereur, dans l'audience donnée au président du conseil et au ministre des finances du duché, leur avait demandé de lever dix mille recrues, pour les organiser en régiments de Cosaques, en leur promettant un secours pécuniaire pour les aider dans cette opération. Ici l'empereur explique quels sont les fonds qu'il veut mettre à la disposition du ministre polonais.

« J'ai vu avec peine, continue l'empereur, que leur garde nationale n'était ni armée ni habillée. Comment Cracovie [6] et Lublin peuvent-ils se laisser piller par une poignée de Cosaques? J'ai cependant cent mille fusils destinés à cet objet...

» Voyez qu'on s'arme partout et qu'on prenne une attitude plus convenable; qu'on fasse le contraire de ce que m'a dit l'archevêque de Malines,

[1] Le traineau de Napoléon rappelle naturellement la barque de Xercès. « Erat res spectaculo digna, et æstimatione sortis humanæ, rerum varietate miranda, in exiguo latentem videre navigio quem paulo ante vix æquor omne capiebat; carentem etiam omni servorum ministerio, cujus exercitus propter multitudinem terris graves erant. » JUSTIN.

[2] Je serais fondé personnellement à m'inscrire en faux contre cette mensongère narration. Arrivé à Varsovie peu de temps après, je vis M. de Pradt avant qu'il eût reçu ses lettres de rappel. Nos relations étaient très-amicales, notre correspondance pendant mon séjour à Wilna avait été des plus courtoises. Alors il ne voyait encore en moi que son prédécesseur. « L'empereur, me dit-il, a prétendu qu'on n'avait rien fait ici; il aurait voulu l'impossible. » M. de Pradt ne me cita pas même le mot fameux : « Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas. » Que le mot ait été dit ou non, peu importe. Ce qui saute aux yeux, c'est que l'espèce de dithyrambe dont chaque strophe ramène ce mot en forme de ritournelle, est une composition travaillée à loisir. Dans ses épanchements, d'ailleurs assez indiscrets, M. de Pradt ne me laissa rien apercevoir qui pût faire pressentir ce qu'il a depuis publié. Son siége n'était pas encore fait.

[3] Cette lettre, datée de Kutnow le 11 décembre, fut écrite par le duc de Vicence sous la dictée de l'empereur.

[4] MM. Lajard et Rumigny étaient les secrétaires de l'ambassade dans le duché. Au moment où j'écris, M. Lajard est membre de l'Institut, et M. de Rumigny ambassadeur en Belgique. M. Lajard fut en effet chargé de l'intérim de l'ambassade. Je ne reçus qu'en janvier le décret qui me nommait pour remplacer M. de Pradt.

[5] L'empereur avait supposé qu'on pourrait se maintenir quelque temps dans cette ville. Nous venions d'en sortir au moment où il exprimait encore cette espérance.

[6] Les Cosaques n'entrèrent point à Cracovie. Le bruit qui s'en était répandu se trouva sans fondement.

*qui ne veut que des armées bien organisées.* Il faut que le gouvernement s'occupe de lever des Cosaques. La guerre peut durer longtemps ; il faut donc préparer tous ses moyens.... »

A propos de ce conseil donné par l'empereur d'organiser des régiments de Cosaques polonais, M. de Pradt raconte en effet qu'il répondit fièrement : « Pour moi, je ne connais que les armées bien organisées, bien payées, bien entretenues ; le reste ne va pas loin. » C'est parce que M. de Pradt ne connaît que cela, qu'il a désobéi aux instructions réitérées qui lui recommandaient d'autres moyens, tels que la mise en mouvement des gardes nationales et des levées de troupes irrégulières ; c'est parce qu'il ne connaît que cela, qu'il n'a pas voulu laisser subsister à Varsovie une diète confédérée, qui eût pu agiter toute la Pologne, et donner une *pospolite* selon l'ancien usage, c'est-à-dire, des milliers de gentilshommes et de paysans à cheval avec l'arme du pays, la lance ; troupes qui sans être bien organisées, bien payées, ni richement entretenues, n'en eussent pas été moins propres à insurger la Wolhynie, et à faire de ce côté une diversion assez importante pour arrêter Tchitchakof, ou du moins retarder sa marche, et le mettre hors d'état de s'opposer à la retraite de Napoléon. Plus tard, le fait prouvera combien eût été utile l'emploi de tous les moyens dédaignés par M. de Pradt.

Le duc de Bassano, arrivant peu de jours après le départ de Napoléon, y trouva la lettre qui l'y attendait. Comme l'empereur n'avait point *fait sentir* à son ambassadeur le mécontentement qu'il avait éprouvé et de sa conduite et de son langage, le ministre des affaires étrangères, et M. de Pradt lui-même en fait une remarque, eut la délicatesse de ne point exécuter cet ordre pendant les huit ou dix jours qu'il passa dans cette résidence. Une notification de rappel est une commission toujours peu agréable, et le duc de Bassano aima mieux la remplir par écrit que de vive voix. Ainsi l'empereur et son ministre, malgré leur juste mécontentement, usaient encore de ménagements extrêmes avec M. de Pradt : il les en a bien récompensés l'un et l'autre.

La lettre relative au rappel de cet ambassadeur donnait encore au duc de Bassano quelques autres ordres : « Faites connaître au corps diplomatique, lui disait-il, que je suis à Paris ; qu'il ne doit donc plus être à l'armée. Annoncez cela aussi par courrier à Vienne et à Berlin. Il faut que l'Autriche ait un ministre capable à Paris. Le prince Schwarzenberg peut conserver le titre d'ambassadeur. »

Après avoir quitté Varsovie le 9 décembre, l'empereur est venu surprendre, par son apparition soudaine à Dresde [1], le plus fidèle de ses alliés, le roi de Saxe. De cette ville, où il s'arrête vingt-quatre heures, il écrit à l'empereur d'Autriche et au roi de Prusse. Les lettres qu'il leur adresse à tous deux continuent à exprimer une pleine confiance dans la bonne foi de ces deux puissances ; démonstration qu'il juge utile, dans l'espoir qu'il a, soit de les maintenir dans une direction conforme à ses intérêts, soit de les ramener ou de bon gré ou malgré elles. Il invite l'une et l'autre à augmenter le nombre des troupes qu'elles fournissent en raison de l'alliance : l'Autriche [2], à élever jusqu'à soixante mille hommes le corps auxiliaire ; la Prusse, à porter le sien à trente mille hommes.

Un aide de camp de l'empereur, M. de Narbonne, s'est rendu à Berlin pour appuyer cette demande, et le gouvernement prussien s'est engagé à y satisfaire. Une autre invitation est encore adressée au cabinet de Berlin ; c'est de former un cordon en Silésie, afin de prévenir l'invasion russe. Cette dernière proposition fut accueillie avec un empressement qui pouvait encore être sincère, mais qui peut-être cachait déjà une arrière-pensée. A en juger par l'événement, la France sur ce point agissait sans le savoir contre ses intérêts, en favorisant une réunion de troupes sur une ligne où elle se trouverait toute disposée pour se joindre à ses ennemis.

De Dresde, l'empereur expédie pareillement à son ambassadeur à Vienne des instructions provisoires sur le langage qu'il doit tenir à cette cour : « Faites-lui remarquer que déjà elle a retiré de la guerre un important avantage, la restitution des principautés de Moldavie et de Valachie à la Porte Ottomane. Il est donc nécessaire que l'Autriche fasse un grand effort pour le triomphe de la cause commune, *à moins qu'elle ne voulût changer de système,* ce qui ne serait conforme, ni au caractère de l'empereur François, ni aux premières idées d'une saine politique, puisque de ce moment elle

[1] Selon quelques écrivains, et entre autres M. de Montvéran, un complot formé à l'avance, pour arrêter Napoléon à son passage éventuel à Dresde, échoua, parce que l'agent anglais à Vienne, M. Walpole, qui en était le chef, *n'osa pas en donner l'ordre.* Il est plus que probable que l'ordre ne put pas être donné à temps, ou que la rapidité de la course de l'empereur n'en permit pas l'exécution.

[2] « L'alliance que nous avons contractée forme un » système permanent dont nos peuples doivent retirer » de si grands avantages, que je pense que V. M. fera » tout ce qu'elle m'a promis à Dresde pour assurer le » triomphe de la cause commune, et nous conduire » promptement à une paix convenable. »

Lettre de l'empereur, datée de Dresde le 14 décembre 1812, sept mois seulement après la réunion de famille où l'empereur d'Autriche semblait être l'un des courtisans de son gendre Napoléon.

deviendrait *partie principale* et le théâtre nécessaire de la guerre [1]... » Tout en cherchant dans sa course rapide à s'assurer des véritables dispositions des cours de Vienne et de Berlin, l'empereur, bien convaincu qu'il ne peut guère compter que sur lui-même et sur la France, se hâte de regagner Paris. Dans son passage à travers l'Allemagne, il n'est qu'un général qui a cessé d'être heureux. C'est de Paris seulement qu'il va de nouveau se présenter au monde comme un puissant monarque, appuyé sur les ressources et sur le dévouement d'un grand empire; c'est de là qu'il lui sera permis de parler avec plus de force, et que sa voix sera mieux entendue. Plus tard, nous nous occuperons des négociations qui vont bientôt s'ouvrir. Pour le moment, nous devons nous reporter au point de la retraite de l'armée, d'où nous nous sommes éloignés avec l'empereur Napoléon.

A son départ de Smorgoni, l'empereur, pensant qu'il y aurait moyen de réunir un noyau de forces régulières à Wilna et de s'y maintenir quelque temps, avait nommé, pour cette difficile opération, l'homme le plus capable de l'exécuter, si elle eût été possible. Elle eût été possible, en effet, sans l'extrême intensité du froid, qui brisait l'énergie physique chez les hommes même dont l'âme résistait encore à la souffrance. Le maréchal Ney [2] reconnut aussitôt l'impossibilité de répondre à l'intention de l'empereur.

Depuis le 6 décembre, jour du départ de Napoléon, le froid était resté à vingt-six degrés, et même au-dessous. Ce fut là le dernier coup de massue pour l'armée. La décomposition était complète. Chaque bivac abandonné offrait le lendemain le plus affreux spectacle. L'ennemi suivait nos soldats de près, mais il suivait sans attaquer, ou attaquait sans vigueur. Le général Loison, sorti de Wilna pour protéger l'arrivée de nos troupes, remplit, aussi bien que le temps le comportait, cette difficile mission. Il eut plusieurs engagements à Oczmiana, d'abord avec les Cosaques de Seslawin qu'il écarta sans peine, et le 8, avec la division Czaplicz du corps de Tchitchakof. En forçant ces troupes russes à prendre une position plus éloignée, il favorisa le passage d'une partie du corps polonais, le 5e, qui, d'après les ordres de l'empereur, se rendait à Varsovie par la route d'Olita. Dans les journées du 8 et du 9 décembre, des masses confuses se pressaient, se heurtaient aux portes de la ville, objet de tant de vœux, destinée à être le tombeau de tant d'infortunés.

Par une déplorable méconnaissance du temps et de la situation de l'armée, les gardes-magasins, accoutumés à des règles sévères pour les distributions, refusèrent un moment de donner, sans ordres, des subsistances à cette multitude affamée; mais bientôt ils durent céder, et les approvisionnements furent livrés à discrétion. Ces ressources, que nous avions amassées avec tant de peine, devaient être le lendemain la proie de l'ennemi.

L'armée était dans Wilna, mais les Russes y touchaient à leur tour. Le général Loison, d'un côté, en disputait l'entrée aux Cosaques de Tchitchakof et de Koutousof; de l'autre, le général de Wrède, avec quelques milliers de Bavarois, faisait face à Wittgenstein, qui le poursuivait sans relâche. A peine entrés dans Wilna, les Français durent se hâter d'évacuer cette ville. L'opération eut lieu dans la nuit [3] du 9 au 10 décembre; mais à une lieue de là, nous rencontrâmes le plus effroyable encombre-

[1] Lettre de l'empereur au comte Otto, datée de Dresde le 14 décembre.

[2] A son arrivée à Wilna, je lui annonçai qu'il venait d'arriver sept à huit cents voitures que j'avais requises depuis quelques jours pour l'évacuation de nos malades et de nos blessés. Le maréchal, qui connaissait mieux que moi la situation des choses, me répondit qu'il était trop tard, qu'*il fallait faire la part du feu :* ce sont ses termes; que d'ailleurs, vu l'âpreté de la saison, beaucoup de malades et de blessés périraient probablement en route; qu'ils ne seraient pas longtemps plus en sûreté à Kowno qu'à Wilna; qu'ainsi, il y avait plus d'humanité à les laisser dans les hôpitaux et dans les maisons particulières où ils étaient.

[3] Dans les deux journées du 8 et du 9, je vis successivement arriver chez moi, les uns à pied, les autres sur un cheval fatigué ou un mauvais traineau, des hommes qui tous avaient commencé la campagne avec des chevaux nombreux et de brillants équipages : M. Daru, ministre secrétaire d'État, les généraux Sébastiani, Defrance, Bordessoulle, Narbonne, mon ami le général Letort et une foule d'autres. Le 9 au soir, pendant que nous étions à table une vingtaine à peu près, on vint nous avertir que le roi de Naples se plaçait dans la dernière maison de la ville sur la route de Kowno. On se battait à peu de distance des portes, et le canon retentissait à nos oreilles. Vers minuit une colonne de cavalerie, en grande partie démontée, s'était réunie dans la rue de la maison que j'habitais; le général Sébastiani se mit à sa tête, nous le suivîmes à pied tenant nos chevaux par la bride à cause du verglas. Au sortir des portes, nous montâmes à cheval jusqu'à la montagne de Ponari, où il nous fallut descendre pour passer à travers l'encombrement des voitures qui s'y étaient entassées. Dans le désordre de notre marche, un jeune homme de dix-neuf ans, fils d'un de mes amis, se trouva séparé de moi, ce qui me causa la plus vive inquiétude. Jeté sur une autre route, il y rencontra, par bonheur, des officiers polonais qui le reconnurent et le conduisirent à Varsovie où je le retrouvai. Ce jeune homme était M. Desages, aujourd'hui directeur des relations politiques au département des affaires étrangères.

ment dont il y ait jamais eu d'exemple. Parvenus à la montagne de Ponari, les fourgons qui étaient en avant, n'ayant pu en atteindre la hauteur, la longue file de voitures de toute espèce, qui arrivaient ensuite, vint s'entasser à mi-côte et au pied de cette montagne[1]. Là se trouvaient les caissons portant le trésor de l'armée, que pillèrent au point du jour amis et ennemis, occupés uniquement de leur butin, et faisant trêve à la guerre pour se partager une proie que la fortune livrait au premier occupant. On perdit là cinq à six millions. La cassette seule de l'empereur fut sauvée. Le colonel, comte de Turenne, la distribua aux militaires de la garde qui marchaient avec nous. Le hasard fit la distribution, le hasard ne rencontra que de dignes compagnons de l'empereur. Quelque temps après, chacun remit exactement ce qu'il avait reçu. Rien n'y manqua.

Pour protéger la sortie de Wilna, le maréchal Ney s'était de nouveau replacé à l'arrière-garde. Il reprit le système de défense qu'il avait suivi depuis Borodino, s'arrêtant à propos pour laisser reposer sa troupe, et marchant souvent pendant la nuit afin de gagner du terrain sur les Russes. Aux premiers rayons du jour il prenait position, repoussait les premières attaques de l'ennemi, et lorsqu'il voyait arriver des forces trop considérables, il recommençait sa marche tout en combattant, pour s'arrêter de nouveau dès qu'il aurait mis quelque intervalle entre sa troupe et l'ennemi. Sa résistance continuait à être ferme ; la poursuite des Russes perdait de son activité. Le froid ruinait l'armée ennemie comme la nôtre[2], et, de temps en temps, nos soldats, tout glacés qu'ils étaient, se ranimaient à la vue d'hommes qu'ils avaient tant de fois battus, faisaient briller encore de ces éclairs de courage qui rappelaient des jours plus heureux. La retraite avait commencé le 18 octobre, le 13 décembre en fut le terme. On était arrivé à Kowno ; mais dans Kowno il fallut encore se battre. Ce fut le maréchal Ney qui reçut et porta les derniers coups. Un moment réuni au général Gérard, ils n'avaient tous deux pour soldats que leurs aides de camp ; mais bientôt l'un de ceux-ci, le colonel Heymès[3], ayant ramassé une vingtaine d'hommes, ils firent face à des milliers de Cosaques, jusqu'à ce que le général Marchand, avec quatre cents hommes environ, vint à leur secours. Cependant les Russes avaient jeté, sur la rive gauche du Niémen, un détachement assez considérable, afin d'enfermer dans la ville la poignée de Français qui s'obstinait à s'y défendre. Le maréchal chargea le général Marchand d'aller à la rencontre du détachement russe, de manière à reprendre et à conserver le passage. Celui-ci, trop faible pour repousser bien loin ce détachement, fut lui-même obligé de se replier sur le pont ; mais là il fit une vigoureuse défense, et le maréchal, trompant pour la centième fois les espérances de l'ennemi, se jeta sur la rive droite, et disparut dans un bois, s'éloignant tout à la fois, et du terrain déjà occupé par les Russes, et de la grande route que suivaient, dans une extrême confusion, les débris de l'armée.

Sans doute, le maréchal Ney ne fut pas le seul dont l'âme se montra supérieure aux événements, mais nul autre ne passa par autant de crises prodigieuses pour en sortir toujours avec éclat. Quatre fois l'arrière-garde qu'il commandait se fondit presque tout entière entre ses mains, mais chaque fois sa mission fut remplie et le résultat obtenu. Jusqu'au dernier jour, jusqu'à la dernière heure, il sauva ce qu'il n'était pas absolument impossible de sauver. Si l'empereur Napoléon, quoi qu'en aient dit quelques écrivains, ne fut pas au-dessous de lui-même dans la campagne de Russie, le maréchal Ney s'éleva, soit en exécutant, soit en suppléant ses ordres, au plus haut degré d'illustration militaire que pût atteindre le premier lieutenant du premier des capitaines.

Trente à quarante mille hommes avaient passé le Niémen. Arrivés sur le territoire prussien, où ils trouvèrent enfin du repos et des vivres, ils se dispersèrent dans les bois et dans les villages, et furent, en grande partie, perdus pour l'armée.

Occupé à suivre le mouvement de la retraite depuis Wilna, nous avons omis de rapporter ce qui se passa dans cette ville après son évacuation. Cette capitale de la Lithuanie fut pour les Français une autre Bérésina. Le nombre des malades blessés et

[1] Une partie de mes bagages et un traîneau chargé de vivres, qui étaient partis après moi, furent arrêtés aussi au pied de cette montagne et y furent perdus ; mais mon valet de chambre, homme intelligent, qui venait avec ma calèche, ayant reconnu sur ce point l'impossibilité du passage, eut le bon esprit de se jeter sur la droite à travers champs, et trouva dans un bois un chemin de traverse qui le ramena le lendemain sur la route où marchait notre colonne. Ce fut une circonstance heureuse pour cinq ou six de nos compagnons blessés ou souffrants, auxquels cette calèche offrit tour à tour quelques heures de repos et de soulagement ; entre autres le général Letort, M. de Castellane, aujourd'hui lieutenant général, qui avaient les pieds ou les mains gelés, et surtout M. de Bricqueville, depuis député et général, qui, ayant une balle dans la cuisse, ne pouvait se soutenir à cheval.

[2] Bellum adeo cladium atrocitate terribile, ut si quis conferat damna utriusque populi, similior victo sit populus qui vicit. FLORUS.

[3] Aujourd'hui général et aide de camp du roi.

non combattants que les Russes y trouvèrent, ne fut pas moins considérable ; mais là il se passa des scènes d'une férocité inouïe jusqu'alors ; il y eut, pour la spoliation de malheureux incapables de se défendre, une exécrable complicité de barbarie entre la canaille juive et les Cosaques.

En racontant la marche victorieuse de notre armée sur Moskou, et sa fatale retraite depuis Moskou jusqu'au Niémen, je n'ai point cherché à soulever dans les âmes de pénibles et douloureuses émotions. Les faits parlent d'eux-mêmes. Dans la marche de Wilna à Kowno, où il ne restait plus guère que des hommes éprouvés, mais où il s'en est trouvé un trop grand nombre auquel il a manqué un jour de courage, j'ai eu moi-même les plus affligeants tableaux sous les yeux. Mon cœur et ma plume se sont refusés à s'appesantir sur ces cruels détails. Tant d'écrivains étrangers ont laissé éclater une odieuse joie en retraçant cette effroyable catastrophe! Tant de Français mêmes ont mis une sorte d'amour-propre littéraire ou une affectation de courageuse impartialité à enchérir sur les narrations étrangères, à décrire, d'une manière plus déchirante encore, et tous les genres de souffrance et tous les genres de mort qui terminaient la souffrance, et la fatigue qui s'assied pour ne plus se relever [1], et l'assoupissement qui s'endort pour ne se réveiller jamais, et l'imprudence qui, pour ranimer des membres engourdis, se place trop près d'une chaleur meurtrière, et le désespoir qui, se précipitant ou dans les eaux ou dans les flammes, cherche le moyen le plus prompt de se dérober aux angoisses de la vie!

On n'a pas manqué d'établir de nombreuses comparaisons entre la retraite de Russie et les grands désastres signalés par l'histoire ancienne, tels que la disparition de l'armée de Cambyse dans les sables de la Libye, l'expédition de Darius [2] contre les Scythes, et la défaite de Varus. Dans les temps modernes, la déroute de Charles XII n'était qu'un événement vulgaire auprès des gigantesques ruines de l'armée de Napoléon. Les pertes de cette armée furent, en effet, immenses [3]; le chiffre en est énorme, soit en hommes, soit en artillerie, caissons, fourgons et équipages de toute espèce; mais ces masses confuses d'individus qu'on envoie au fond de la Moscovie, les a-t-on prises les armes à la main? Sont-ce des combattants que les Russes aient contraints de se rendre? Non, ce sont des malheureux auxquels les forces ont manqué pour continuer leur marche, et qui se sont eux-mêmes livrés sans tenter aucune résistance. Ces pièces de canon, ces longues files de bagages, dont on calcule avec orgueil le nombre, elles ont été abandonnées sur les chemins faute de chevaux pour les traîner. « Le » fait est, dit Robert Wilson, que le manque » d'énergie, dans la direction des opérations russes, » eût permis à l'armée française de regagner sa » position sur la Dwina et le Borysthène, *si le froid* » *ne fût survenu*.... » Aussi Koutousof, Tchitchakof et Wittgenstein ne sont encore, aux yeux de l'Europe, après tous les malheurs des Français, que des généraux vulgaires, qui n'ont pas même su profiter des avantages que leur donnait la cruelle partialité des éléments déchaînés contre nous. D'homme à homme, de général à général, d'une armée à l'autre, la supériorité n'a pas cessé un moment d'être française. Dans la lutte de la stratégie, la palme est toujours restée à Napoléon. L'hiver seul a été plus fort que lui; vaincu seulement par la toute-puissance de l'hiver, il a pu dire, comme Imilcon, obligé par la peste de lever le siége de Syracuse : « Nos [4] ennemis peuvent se réjouir » de nos maux, mais ils n'ont pas droit de s'en » glorifier; nous sommes revenus vainqueurs des » Syracusains, mais nous avons été défaits par la » contagion. Les bagages qu'ils ont recueillis sont » moins la dépouille d'un ennemi vaincu qu'un

[1] Vingt fois dans les courtes marches de Wilna à Kowno j'ai vu de malheureux soldats céder au découragement et à la lassitude. Vainement nous leur disions que s'ils s'arrêtaient ils étaient perdus; ils ne l'ignoraient pas et ils n'en tenaient compte. En choisissant une place pour s'asseoir, ils savaient qu'ils choisissaient une place pour mourir; mais, épuisés comme ils l'étaient, la mort leur semblait douce dans le repos. C'était ce qu'avaient éprouvé aussi les soldats d'Alexandre. « Nec fallebat ipsos morti locum eligere cum immobiles vitalis calor reliquerat; sed grata erat pigritia corporum fatigatis, nec recusabant extingui quiescendo. »

QUINTE-CURCE.

[2] L'armée de Darius montait, disent les historiens, à sept cent mille hommes.

[3] Nous ne chercherons point, comme l'ont fait quelques historiens, à décomposer l'armée impériale pour n'y trouver qu'un quart ou un cinquième de troupes appartenant à l'ancienne France. Tout ce qui marchait sous le drapeau tricolore, Polonais, Belges, Hollandais, Allemands de la confédération du Rhin, Italiens et Suisses, tous composaient un ensemble de forces vraiment françaises, et la France doit à tous les militaires qui ont péri pour elle la même reconnaissance et les mêmes regrets.

[4] Deferre se tamen civibus suis non modica solatia, quod malis eorum hostes gaudere, non gloriari, possent : quippe cum neque eos, qui mortui sunt, a se occisos, neque eos qui reversi sunt, a se fugatos possent dicere. Prædam quam, relictis a se castris, abstulerint, non esse talem quam velut spolium victi hostis ostentent, sed quam, possessione vacua fortuitis mortibus, sicut caducam occuparint : quod ad hostes pertineat, victores se recessisse; quod, ad pestem, victos.

» héritage que la mort accidentelle du propriétaire
» laisse à ceux qui restent après lui. Les ennemis,
» nous avons toujours triomphé d'eux ; c'est le fléau
» leur allié, c'est lui seul qui a triomphé de nous. »

La fin du mois de décembre se passa en mouvements sans importance de la part de l'armée française et de l'armée russe. Le roi de Naples, qui d'abord avait porté son quartier général à Kœnigsberg, s'était replié ensuite sur Elbing, et de là sur Posen. L'armée, dans cette marche, n'avait été poursuivie que par les Cosaques de Platow et par les frimas beaucoup plus dangereux pour elle. Les grands corps russes s'étaient arrêtés à Wilna, pour y prendre quelque repos. Ils se portèrent ensuite sur le Niémen, où ils s'occupèrent à se réorganiser. L'empereur Alexandre se rendit à Mérecz.

En présence des armées ennemies, il restait à la cause française deux corps à peu près intacts, qui jusque-là n'avaient fait qu'une guerre de manœuvres ou de siéges, et qui disposaient encore de toute la plénitude de leurs moyens : à la droite, le corps autrichien du prince Schwarzenberg ; à la gauche, le corps prussien, sous le commandement du duc de Tarente, maréchal Macdonald. L'action franche de ces deux corps eût pu, en cette circonstance, rendre les plus grands services, et, pour un temps assez long du moins, arrêter les Russes sur la Vistule. La fortune, qui a trahi Napoléon, là où il agissait en personne, ne pouvait guère le servir par des mains étrangères. L'un et l'autre de ces deux corps vont échapper à la France, mais sous une forme différente. Sans examiner, pour le moment, si une politique de cabinet a influé, dès cette époque, sur la direction donnée par le prince Schwarzenberg à son armée, nous voulons, pour expliquer cette direction étrangère, admettre le motif le moins répréhensible de tous, un extrême désir chez ce général de ménager ses troupes : esprit de conservation porté à l'excès sans doute, mais exempt d'une intention déloyale et perfide. Pour le corps prussien, le mal ne se borne pas là ; le caractère en est net et prononcé : c'est une défection.

Durant le cours de la campagne, le maréchal Macdonald avait été très-satisfait de la bravoure des troupes prussiennes, mais très-peu de leur commandant principal. Les officiers et les soldats, jaloux de réhabiliter aux yeux des Français leur réputation ternie à Iéna, allaient au feu, quand l'occasion leur en était offerte, avec une rare intrépidité.

La conduite du général York, au contraire, inspirait de justes soupçons au maréchal français, et celui-ci, trop peu dissimulé peut-être, lui avait témoigné sa surprise de le voir sans cesse attaqué par l'ennemi, et se défendant avec une certaine mollesse, lorsqu'il était en son pouvoir de prendre l'offensive avec toutes les chances du succès. On juge sans peine que les malheurs de la retraite française ne purent qu'ajouter aux mauvaises dispositions du général prussien. Lorsque Macdonald, se retirant pour couvrir Kœnigsberg, en conséquence des instructions de l'empereur, donna ordre à ce général de hâter sa marche pour le joindre à Tilsitt où il l'attendait, celui-ci était entré en arrangement avec le général russe Diebitsch, et il signait à Tauroggen, le 30 décembre, une de ces conventions que parfois, après l'événement, justifie l'esprit politique qui les a dictées, mais auxquelles cependant un homme d'honneur rougirait d'avoir attaché son nom. Vainement on voudra plus tard ériger cette trahison en un acte de patriotisme germanique. La conscience publique n'admet pas ces sortes de transactions. Le changement ultérieur, qui sépara le roi Frédéric-Guillaume de Napoléon, pour l'unir à l'empereur Alexandre, ne pourra pas lui-même excuser la désobéissance d'un soldat à son roi, et l'infidélité au drapeau sous lequel il marchait par son ordre.

Le général York et son chef d'état-major le général Massembach appartenaient à ces sociétés secrètes dont la tendance originaire, dirigée contre la prépondérance française en Allemagne, et favorisée sous main par la cour de Prusse, avait fini par devenir menaçante pour l'autorité royale elle-même. On a vu précédemment quel obstacle ces sociétés avaient opposé au cabinet de Berlin au moment où, dans une juste appréciation de ses intérêts, ce cabinet cherchait à se rapprocher de Napoléon. Depuis que le roi était entré dans l'alliance française, l'influence du *Tugend-Bund* n'avait eu d'autre objet que d'en contrarier les résultats. L'autorité du roi de Prusse était notoirement compromise, et son trône semblait alors très-mal assuré. Lorsque M. de Metternich, en raison de la toute-puissance de Napoléon, cultivait de bonne foi son alliance, il lui faisait recommander d'être sur ses gardes avec la Prusse, attendu que le mauvais esprit qui régnait dans ce royaume pouvait amener une catastrophe ou une levée de boucliers qui jetterait cent mille hommes dans la balance en faveur de la Russie. « Il ne faut pas, écrivait-il [1], confondre les forces » de la nation avec la volonté du roi. » Cet avertissement, donné dès le mois d'août, explique d'avance la défection du mois de décembre.

L'association de la Vertu, *Tugend-Bund,* n'était pas la seule qui agitât alors l'Allemagne. Il en existait plusieurs autres sous des noms divers, telles que *l'Union germanique*, *la Ligue de fer* et *la*

[1] Billet de M. de Metternich à M. Otto, daté des derniers jours du mois d'août.

*Confédération noire*. Ces sociétés différentes étaient toutes d'accord dans un même but, celui de soulever les populations allemandes, d'abord contre la France, et au besoin, contre les princes qui voudraient attacher leurs destinées à l'alliance française. Obligés de quitter Berlin où l'ascendant français se faisait sentir, au moins dans le cabinet, quelques-uns des chefs s'étaient retirés en Autriche ou en Saxe. Prague était devenue un foyer principal, un centre d'action. C'était là que s'était réfugié un sieur *Justus Grunner*, antérieurement chef de la police de Berlin, qui, après la mort d'un comte d'Arnim, l'un des notables du *Tugend-Bund*, était devenu tout à la fois le directeur de l'association et le dispensateur des fonds anglais destinés à cet usage. Comme le travail souterrain des sociétés ne convenait nullement aux pouvoirs réguliers, et surtout au gouvernement autrichien, Justus Grunner fut arrêté par ordre de ce gouvernement, et transféré à Vienne. On saisit en même temps ses papiers et sa caisse. C'est d'après les notions puisées dans sa correspondance que M. de Metternich avait donné l'avis concernant la Prusse, transmis à Napoléon par son ambassadeur.

A Vienne, l'inimitié contre la France ne se croyait pas obligée de se cacher dans le secret d'associations semblables. En dépit des alliances de cabinet, les vœux de la haute société se prononçaient ouvertement en faveur de la Russie. Cet esprit des salons régnait pareillement dans l'état-major du corps auxiliaire; et si, dans la capitale de l'Autriche, l'empereur François et M. de Metternich tenaient seuls à l'alliance française, peut-être le prince de Schwarzenberg, dans son armée, était-il le seul qui, au commencement de la campagne, désirât des succès dont la France eût dû recueillir le fruit.

Par suite de la défection du général York, vingt mille Prussiens étant enlevés au duc de Tarente, il ne resta plus à ce maréchal que neuf mille hommes qu'il dut faire entrer dans Danzig pour concourir à former la garnison de cette place. La division du général Heudelet, récemment arrivée de France, reçut la même destination. Avec ce qui se trouvait déjà de troupes dans la place, la garnison montait à vingt-six mille cinq cents hommes d'infanterie et quinze cents cavaliers. On a depuis mis en question si, au lieu d'enfermer dans les murailles d'une ville qu'on devait perdre un jour, près de trente mille hommes en état de combattre [1], il n'eût pas mieux valu les employer utilement contre les troupes fatiguées et souffrantes de l'ennemi. Cette dernière opinion fut exprimée par le maréchal Macdonald, et c'était aussi celle de M. Daru, ministre secrétaire d'État, faisant alors les fonctions d'intendant général de l'armée. La proposition en fut faite au roi de Naples, qui la rejeta, en opposant à ce vœu les instructions contraires de l'empereur. Nous croyons que le parti adopté par l'empereur, en raison de la situation des choses, était, en effet, le plus sage. Assurément, si les quarante-cinq à cinquante mille hommes du prince Schwarzenberg eussent formé un corps entièrement libre sous les ordres d'un maréchal français, nous ne faisons aucun doute que ce corps, réuni aux troupes destinées pour la garnison de Danzig, n'eût suffi pour arrêter pendant l'hiver les armées russes sur la Vistule; mais l'empereur, dans une juste défiance de la direction qu'avait déjà reçue ou que pouvait recevoir le corps autrichien, agissait prudemment en cherchant tout à la fois à préserver d'une destruction presque inévitable dans des combats partiels, un noyau de forces précieux, qui plus tard pouvait redevenir disponible, et à conserver provisoirement, sur la ligne de la Vistule, des citadelles importantes, telles que Danzig, Thorn et Modlin, qui obligeraient l'ennemi, lorsqu'il entrerait en Allemagne, à regarder en arrière et à y laisser, pour sa sûreté, une portion de troupes assez considérable. Au reste, le roi de Naples lui-même était peu disposé à rester sur le terrain où il se trouvait, et à y soutenir une lutte bien prolongée. La conduite au moins équivoque du corps autrichien n'était pas propre à lui inspirer une grande confiance dans l'appui de ce corps; et si l'on en croit quelques historiens, qui cependant n'allèguent aucune preuve [2] de la vérité de leur assertion, ce prince aurait lui-même, à cette époque, donné son assentiment à une sorte d'accord [3] de neutralité qui s'établissait visiblement entre les Autrichiens et les Russes.

Murat, pendant la campagne, avait, selon son usage, fait admirablement son métier de général de cavalerie. Toujours brillant et aventureux, cent fois il s'était précipité au milieu des bataillons ennemis avec la témérité d'un lieutenant de hussards, témérité souvent heureuse, quelquefois aussi bien funeste, mais que l'on admire encore même quand elle n'a pas la sanction du succès, ou que le succès est trop chèrement payé. Tant qu'il a été

[1] Il s'en fallait d'abord que tous fussent en état de combattre. Voyez les Mémoires du général Rapp.

[2] « Un armistice mobile, *que Murat approuva*, s'établit. » (*Histoire de la campagne de Russie*, par M. de Ségur.)

[3] C'est vers le 20 décembre que cet accord eut lieu. La négociation en fut suivie par le conseiller d'État Anstett, le même que j'avais, à mon arrivée à Varsovie en 1811, trouvé s'occupant d'intrigues dans le duché pour le compte de la Russie.

question de combattre, sa fidélité n'a pas dû être suspecte. L'homme de guerre, marchant avec Napoléon, est irréprochable. Le lieutenant de Napoléon absent cesse de l'être. Arrivé sur le territoire prussien, et là reconnaissant l'étendue des pertes de la France, il se livre à une pensée fatale, celle de se créer en Italie un rôle indépendant des destinées de l'empire français, ou plutôt cette pensée, qu'il nourrit dejà depuis quelques années, se reproduit en lui avec une force à laquelle il ne résiste pas. Outre que cette haute considération le rappelait impérieusement à Naples, une raison moins grave sous le rapport politique le fortifiait encore dans cette résolution, c'était le désir de mettre un terme au pouvoir exercé par la reine comme régente pendant son absence, pouvoir dont elle avait, selon lui, porté beaucoup trop loin les limites. Jaloux au plus haut point de son autorité, il avait toujours cherché à restreindre l'ascendant de la reine, et l'habileté qu'il reconnaissait, malgré lui, à cette princesse, ajoutait encore à sa susceptibilité [1]. Dans son impatience d'aller ressaisir à Naples le timon du gouvernement, il quitta le commandement de l'armée que lui avait remis l'empereur, sans lui en avoir préalablement demandé l'autorisation.

Le prince vice-roi, ne croyant pas qu'une si haute fonction pût être abandonnée ni acceptée d'une telle manière, s'était refusé à l'offre que lui faisait le roi de la remettre entre ses mains. Par le départ du roi, le commandement étant devenu vacant, ce fut un devoir pour lui de s'en saisir, et l'empereur, dont il ne faisait que devancer le choix, s'empressa de lui en donner la confirmation dans les termes les plus honorables.

Nous avons dit, d'après d'autres écrivains, mais sans l'affirmer, que le roi de Naples paraissait avoir approuvé la suspension d'hostilités qui se faisait remarquer entre les Autrichiens et les Russes. Si cette approbation n'est pas constatée en ce qui concerne le roi de Naples, elle est un fait hors de doute de la part de l'ambassadeur de France à Varsovie.

On a vu précédemment quelle fatale influence M. de Pradt avait exercée en Pologne, à l'ouverture de la campagne. La fin de l'ambassade répondit à son commencement.

M. de Pradt, même avant d'avoir reçu ses lettres de rappel, est loin d'aspirer à ce qu'il lui soit voté, comme à Varron, des remercîments pour n'avoir point désespéré de la république. Non-seulement il désespérait de tout, mais il en faisait parade, il le proclamait là surtout où il eût dû se taire [2]. Le duché de Varsovie subsiste encore, il n'est point envahi; l'ambassadeur de France doit n'avoir qu'un objet, c'est que cet allié fasse pour lui-même et pour la France les plus grands efforts dans l'intérêt commun et jusqu'à la dernière extrémité. M. de Pradt n'entend pas ainsi ses devoirs; il se joue du prince dont il est l'agent; de sa patrie, dont la situation sera d'autant plus fâcheuse qu'elle aura perdu une plus grande étendue de territoire. Si les Polonais continuent à donner à la France et à Napoléon d'admirables preuves de dévouement, ce ne sera point par le concours, ce sera contre les suggestions de M. de Pradt. Suivant ce qu'il en rapporte lui-même, il a cherché avec quelques-uns d'entre eux à quels nouveaux maîtres ils doivent se livrer; et loin de travailler à les retenir dans l'alliance française, il leur laisse pleine liberté d'action, il leur donne carte blanche. « Tout est fini, leur dit-il, pensez à vous. » Grâce au ciel, le nombre de ceux qui suivront ce conseil ne sera pas considérable. Les braves, les loyaux Polonais ne reconnaissent point à M. de Pradt le droit de les délier de leurs engagements; ils tiennent compte à l'empereur des bonnes intentions qu'il a eues pour eux, ils ne l'abandonnent point dans ses revers; ils iront le rejoindre en Allemagne quand ils ne pourront plus se maintenir sur leur propre territoire. Quelle est l'âme généreuse qui ne sera pas touchée de cette magnanime émigration, et qui ne frappera pas d'anathème le *sauve qui peut* de M. de Pradt?

Cette coupable désertion, grosse de tant de calamités pour la France, il ne la conseille pas seulement à la Pologne, il l'étend aussi à l'armée autrichienne. « Je profitai, dit-il, des derniers moments » de mon ambassade pour rendre à l'armée autri» chienne un service auquel beaucoup de motifs » me déterminaient. » Voilà le ministre de Napoléon consacrant les derniers jours de son ambassade non pas aux intérêts de la France, mais à l'armée autrichienne que déjà, suivant son expression, il avait eue à défendre contre les Polonais « qui l'accusaient » de lenteurs étudiées. » « Je déclarai, continue-t-il, » que dans l'état où étaient les choses, je regardais » comme une barbarie inutile de sacrifier un homme » de plus; que l'armée du prince de Schwarzenberg » devait se refuser à toute demande offensive, et se » borner à suivre le mouvement général de la

[1] Dans le cours de la retraite, Murat, apprenant que la reine avait passé une revue, lui écrivit de Winkowo le 13 octobre : « Viens ici me remplacer, les Russes se» ront battus : les bulletins parleront de toi; ils sont » muets pour le peu que je fais. » La reine fit à cette boutade une réponse très-sensée, qui prouve le bon esprit et la supériorité de cette princesse.

[2] Ces informations me furent données peu de jours après. Je refusais d'y croire : bientôt le doute ne me fut plus possible. Ce que je repoussais comme offensant

» retraite, en réservant ses forces pour les services » plus utiles auxquels elle pourrait être encore » appelée. » Mais quels services plus utiles pouvait-elle jamais être appelée à rendre, que de contribuer à ralentir le mouvement de cette retraite, que d'arrêter la marche de l'ennemi pour couvrir l'armée française, que de lier ses opérations à celles des troupes réunies à Posen, sous les ordres du prince vice-roi, qui le lui demandait avec instance, que de retarder enfin et de disputer aux Russes le passage de la Vistule? Sans doute, à part cette inexplicable condescendance de M. de Pradt pour les désirs du prince de Schwarzenberg, le corps auxiliaire n'eût pas suivi une direction meilleure; mais du moins on n'aurait pas vu un agent français fournir des moyens justificatifs [1] à la préparation d'une perfidie autrichienne. Ainsi les derniers actes de M. de Pradt en Pologne ne tendaient, d'une part, qu'à provoquer la défection du duché de Varsovie, et de l'autre, qu'à concourir, si ce concours n'eût pas été superflu, à paralyser l'action du corps auxiliaire, c'est-à-dire, à enlever à la France les deux seuls appuis qui lui restassent contre le débordement de la Russie. Ce n'est donc pas sans raison, comme on l'a pu croire, que M. de Pradt s'est vanté d'avoir été l'une des grandes causes de la perte de Napoléon. Si nous sommes entrés ici dans de tels détails, c'est que véritablement on n'a pas connu en France toute l'étendue des effets désastreux qu'ont produits, pendant la guerre de Russie, nous ne disons pas la perversité, mais les bévues, les incroyables folies de cet ambassadeur. Certes, il ne faut pas le prendre au mot lorsqu'il se présente comme l'homme qui a empêché Napoléon d'être le maître du monde; le fameux *c'était moi* ne peut pas être accepté comme une vérité incontestable; mais il reste toujours trop constant que, si jamais il exista un ambassadeur qui trompa les calculs, méconnut les instructions, brava même les ordres du prince qu'il servait; qui, en brisant l'un des plus puissants ressorts destinés à soulever une nation tout entière, priva son gouvernement de la plus importante de ses ressources, cet homme, ce fut M. de Pradt.

A peine le successeur [2] de M. de Pradt fut-il entré en fonction, qu'il se conduisit d'après des principes tout opposés. M. de Pradt aurait communiqué aux ministres du duché son propre découragement, si le plus grand nombre d'entre eux [3] n'eût été animé des sentiments d'une inviolable fidélité et d'un dévouement sincère à la cause française. Son successeur employa ses premiers soins, sinon à réveiller en eux leurs précédentes espérances, du moins à leur inspirer la fermeté qui honore et ennoblit le malheur, à leur faire comprendre que, même dans ses revers, la France était encore la seule puissance qui pût combattre ou traiter avec avantage pour eux. M. de Pradt avait fait témoigner au prince de Schwarzenberg qu'il pouvait se dispenser de toute offensive et se garder de « sacrifier un homme de plus. » Le nouvel agent de Napoléon se hâta de tenir au prince de Schwarzenberg un tout autre langage. Il ignorait, il voulait ignorer qu'il existât une secrète intelligence avec les Russes et le commandant du corps [4] auxiliaire. Il ne voyait, il ne devait voir en lui que le chef d'un corps allié; il lui demandait, ce qui eût été possible encore si telle eût été la volonté de la cour de Vienne, de se maintenir devant Varsovie assez longtemps pour que des circonstances nouvelles qui pouvaient survenir empêchassent les Russes de passer la Vistule. L'abandon de Varsovie ne pouvait pas être considéré comme un simple désastre de guerre. Ce serait une calamité morale, un coup mortel pour l'opinion, un signal de l'anéantissement de la Pologne et même du duché qui en avait fait revivre le fantôme. Le corps d'armée du prince de Schwarzenberg était le plus frais, le mieux tenu, le plus entier qui existât alors sur le continent. Il se composait encore, en troupes autrichiennes, de trente mille [5] hommes;

pour M. de Pradt en 1812, il l'a avoué avec orgueil en 1815.

[1] « Plusieurs fois, dit M. de Pradt, l'agent autrichien, » baron de Baum, m'avait transmis les expressions de » la satisfaction du cabinet de Vienne. » Le fait est facile à croire. Par ses invitations au prince de Schwarzenberg de veiller sur Varsovie, il éloignait le corps auxiliaire du terrain où il aurait dû combattre. L'Autriche pouvait ainsi lui en montrer de la reconnaissance; mais avait-il droit à celle de l'empereur Napoléon?

[2] Le titre qui me fut donné était celui d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, avec les droits et prérogatives de l'ambassadeur extraordinaire. Le principal de ces droits consistait, de l'aveu du roi de Saxe, dans le droit d'assister au conseil des ministres.

[3] Deux seulement, comme nous l'exposerons plus tard, avaient songé à leurs maîtres à venir, et ces hommes qui, suivant M. de Pradt, voulaient se soumettre au gouvernement *prussien*, étaient entrés en communication *avec l'empereur Alexandre*. Nouvelle preuve de la rare sagacité de l'ambassadeur.

[4] Le prince de Schwarzenberg, dont le quartier général était à Pultusk, étant venu faire une apparition à Varsovie, un jour j'entrai chez lui au moment où un parlementaire russe venait d'en sortir. C'était M. d'Anstett, le même agent que j'avais trouvé, chargé d'une mission occulte, à mon arrivée à Varsovie, au commencement de 1811.

[5] Le corps autrichien avait fait quelques pertes; mais

en troupes saxonnes et françaises sous les ordres du général Reynier, de quatorze à quinze mille hommes, auxquels le prince Poniatowski aurait, au besoin, pu joindre un utile contingent. Seul, de toute la grande armée, le cinquième corps, le corps polonais, soit par la précaution de faire ferrer les chevaux à glace, soit par la qualité des chevaux accoutumés à la rigueur du climat, avait ramené son artillerie de Moscou, et avait pu montrer avec orgueil tous ses canons à Varsovie. Malgré leur affaiblissement et leurs fatigues, cinq à six mille combattants eussent pu se présenter encore sur le terrain pour un jour de bataille. Ainsi le général autrichien se trouvait en état d'opposer, aux Russes [1] harassés et réduits à une situation misérable, une armée de cinquante mille hommes, aussi belle, aussi vigoureuse qu'au début de la campagne. Se fût-il même seulement borné à vouloir garder les positions qu'il occupait, il eût fallu un certain temps aux Russes pour réunir des forces capables de le contraindre à les abandonner, et dans l'intervalle, le prince vice-roi aurait eu le loisir de lier ses opérations à celles du corps auxiliaire, de manière à entraver la marche de l'ennemi, qui, dans cette hypothèse, ne se serait avancé qu'avec beaucoup de réserve et d'incertitude. Déjà le quartier général du prince de Schwarzenberg était arrivé à Pultusk. Ce général resserrait par degré ses cantonnements, laissant à découvert le territoire du duché dans une grande partie. Lorsqu'un détachement russe se montrait devant lui, il restait immobile jusqu'à ce que ce corps se fût grossi, et alors il faisait un mouvement rétrograde, alléguant qu'il courait risque d'être débordé, tourné, coupé. Ces trois mots formaient tout le vocabulaire à son usage. Le général Reynier, trop faible pour agir seul, se trouvait enveloppé dans les manœuvres de l'armée autrichienne. Une seule circonstance eût pu encore retenir cette armée, c'eût été que le prince Eugène reçût assez tôt des renforts pour faire un mouvement qui enlevât au prince de Schwarzenberg la possibilité de continuer sa retraite, à moins de lui donner le caractère d'une défection, et à cette époque l'Autriche n'eût pas osé aller jusque-là; mais le général autrichien savait à merveille le peu de forces qu'avait à sa disposition le prince Eugène, et il se garda bien de lui laisser le délai dont il aurait eu besoin. Tous les efforts pour arrêter l'armée autrichienne furent inutiles [2]. Dans une réunion qui eut lieu chez le ministre de France, ce ministre, ainsi que le prince Poniatowski et le général Reynier, insistèrent vivement auprès du prince de Schwarzenberg pour qu'il s'engageât à ne point évacuer Varsovie sans combattre; on ne put obtenir de lui un pareil engagement. Seulement il fit espérer qu'il se défendrait s'il était attaqué de front; espérance illusoire, puisqu'il faisait toutes ses dispositions de manière à pouvoir dire que l'ennemi manœuvrait sur ses flancs, ce qui ne lui permettait pas de garder la ligne qu'il occupait. Plusieurs officiers, successivement envoyés auprès de lui par le prince Eugène, ne reçurent que des réponses pareilles à celles qu'il faisait aux instances du prince Poniatowski et du ministre de France.

Lorsque ce dernier eut reconnu qu'il n'y avait nul moyen d'empêcher la retraite du général autrichien, il dut au moins désirer que cette retraite se fît dans une direction conforme aux intérêts de son gouvernement. D'abord le prince Schwarzenberg se montra presque disposé à se porter sur Posen; ensuite c'était sur Kalish, enfin il ajoutait, que comme il pourrait bien n'être pas libre dans son choix, il se verrait probablement contraint de se replier sur Cracovie [3]. Ce dernier mot exprimait évidemment sa véritable intention.

Le 30 janvier, le quartier général autrichien,

des renforts lui étaient arrivés, et il se trouvait toujours au complet.

[1] L'armée de Koutousof, suivant Robert Wilson, était réduite de cent vingt mille hommes à trente-cinq mille hommes. Les autres corps avaient souffert dans la même proportion.

[2] Dans une conversation particulière, le prince de Schwarzenberg me dit avec une sorte de franchise : « Écoutez : avant tout je dois ménager mon armée; je » ne suis pas, moi, empereur ni roi; je ne puis pas » faire un *va-tout* comme l'empereur. » Pour adoucir ce trait un peu vif, il ajouta que, vu la difficulté d'être soutenu immédiatement par le prince Eugène, la conservation de son corps était son premier devoir, *même dans l'intérêt de la France*. On voit que le général autrichien avait profité des conseils de M. de Pradt. Il nous gardait son armée pour une meilleure occasion.

[3] Dans la liberté de langage qui régnait entre le prince de Schwarzenberg et moi, je lui dis un jour que, d'après des renseignements venus du quartier général russe, nous savions que l'empereur Alexandre avait fait défendre à ses généraux d'attaquer les Autrichiens. Au lieu de nier le fait, le prince l'admit comme possible. De cet aveu je tirai la conséquence que c'était une belle occasion pour tenir à Varsovie, puisque les Russes ne l'y attaqueraient pas. Sur ce point, nous ne fûmes plus d'accord.

A la fin de janvier, Varsovie ne pouvait plus être sauvé que par un dégel. Nous en eûmes un moment l'espérance. La débâcle, la rupture des ponts, la difficulté de leur rétablissement, pouvaient nous donner un répit qui aurait laissé au prince Eugène le temps de se renforcer et de se mettre en état d'agir. Cette apparence d'une chance favorable pour nous fut peut-être ce qui

rapproché graduellement de Varsovie, se trouvait déjà entre cette ville et Modlin. Le lendemain, le prince de Schwarzenberg se porta sur la rive gauche de la Vistule, sans en prévenir ni le prince Poniatowski, ni le ministre de France, dont il voulait éviter les représentations et les plaintes. Il s'abstint même de leur en donner avis. Seulement, le 1er février, il écrivit au ministre de France un billet[1], d'après lequel ils durent se disposer à l'évacuation de Varsovie. Le prince de Schwarzenberg déclarant, dans ce billet, que Varsovie peut devenir *le théâtre des combats*[2]; que *sous peu de jours les communications seront sérieusement menacées;* qu'enfin il fait ces observations en raison de l'influence qu'elles doivent avoir *sur des mesures à prendre* et *que les circonstances exigent,* ces expressions parurent au conseil des ministres un ordre de départ positif et formel. Cependant on voulut attendre une signification directe que ne reçut ni le conseil, ni le prince Poniatowski; mais un aide de camp du général autrichien vint faire entendre au ministre de France qu'il devait regarder comme officielle la communication qui lui avait été donnée, et songer à se mettre en sûreté, lui et le conseil des ministres. Le conseil, ayant préparé les bases d'une convention pour garantir la sécurité des habitants, le ministre de France recommanda vivement au prince de Schwarzenberg d'insister sur l'adoption de ce projet. Le prince répondit à cette invitation par des protestations fastueuses, qu'il ne se fit nul scrupule[3] d'oublier.

Les membres du gouvernement quittèrent Varsovie le 3 février. Les derniers jours de la résidence des Français en cette capitale furent des jours de désolation et de deuil. L'esprit public, qui avait paru d'abord affaibli et altéré, s'était relevé à l'approche du dénoûment. Malgré nos malheurs, nos fautes, nos torts même, l'affection générale était tout entière pour la France. Le ministre de Napoléon retarda autant qu'il put son départ. Il resta des derniers dans la ville avec le général français du Taillis, qui en était gouverneur, et le prince Poniatowski. Tous trois s'obstinèrent à y demeurer jusqu'à ce qu'un aide de camp du prince de Schwarzenberg vint leur signifier[4] que le prince ne répondait pas que les Russes ne cherchassent à entrer dans la ville au premier moment. Le congé n'admettait pas de réplique. Ainsi, le 5 février, Varsovie cessa d'être le chef-lieu d'un État indépendant, créé en 1807, et depuis protégé par la France, comme une pierre d'attente pour la recomposition éventuelle de l'ancien royaume de Pologne. A dater de ce jour, le duché de Varsovie n'existe plus[5].

La fortune a prononcé. La Pologne, que la campagne de Russie devait faire sortir de ses cendres, a vu disparaître jusqu'au germe, l'espoir de sa re-

engagea le prince de Schwarzenberg à donner à sa retraite un mouvement plus accéléré. Toute cette conduite sera expliquée plus tard par des motifs politiques.

[1] Voici le texte de ce billet que j'ai conservé : « Si je n'étais pas forcé de me rendre à mon quartier général pour y faire quelques dispositions pressantes, je me serais rendu auprès de vous, monsieur le baron. Je compte cependant m'en dédommager demain, n'étant établi qu'à une petite lieue de Varsovie.

» Les renseignements que je me suis procurés sur les mouvements de l'ennemi portent, en substance, que le quartier général de l'empereur Alexandre était attendu pour aujourd'hui à Mlawa, que le corps du général Winzingerode est en marche sur Plotzck pour inquiéter de là les communications, et que Miloradowicz, qui était hier à Makow, se dirige sur Varsovie où il aurait ordre de se réunir avec Saken et Wolkouski.

» Varsovie pourrait ainsi, comme vous le voyez bien, devenir le théâtre des combats, tandis que tout annonce *que sous peu de jours les communications seront sérieusement menacées.*

» Je crois devoir vous faire ces observations pour ne pas vous laisser dans l'ignorance sur des faits qui *doivent nécessairement influer sur des mesures à prendre et que les circonstances exigent.* »

[2] Le prince de Schwarzenberg entendait par là qu'il faudrait nous déterminer à combattre, si nous voulions y rester; car, pour lui, il nous avait bien fait connaître qu'il ne se battrait pas.

[3] Avant mon départ, j'allai encore une fois voir le prince de Schwarzenberg, et je le priai instamment d'obtenir, pour les habitants, les conditions les plus avantageuses qu'il serait possible. Il me répondit que déjà il s'était adressé au général Saken, mais que celui-ci l'avait renvoyé à Miloradowicz, son aîné dans le commandement.

[4] Pour savoir ce qui se passerait au moment de l'occupation de la ville par les Russes, j'y laissai l'un des secrétaires de l'ambassade, M. de Rumigny, qui devait, au moment de la retraite finale des Autrichiens, prendre la même route qu'eux. Quelques heures après, le prince de Schwarzenberg lui fit dire de me rejoindre.

[5] Quoique l'évacuation fût consommée le 5, les Russes n'entrèrent à Varsovie que le 8. Dans les journées du 5 et du 6, les habitants s'imaginèrent que les Autrichiens avaient pressé notre départ pour s'y établir à notre place et y passer la mauvaise saison. Quoique le corps auxiliaire ne leur fût guère moins odieux que les troupes ennemies, ils eussent cependant accepté comme un bienfait l'occupation autrichienne, dans l'espoir de notre retour. L'illusion ne fut pas longue. La convention qui fut conclue ne renferma point les garanties que nous avions demandées au prince de Schwarzenberg, et livra la ville aux Russes presque à discrétion.

Quelques jours avant notre départ, le prince de Schwarzenberg avait fait au général Reynier une confidence assez importante, et dont celui-ci s'empressa de m'instruire; c'était que le but de l'empereur Alexandre,

naissance. Tout ce que le succès eût excusé, devient faute chez l'empereur Napoléon. C'est une faute d'avoir demandé au hasard d'une courte campagne un résultat que deux campagnes pouvaient seules produire avec certitude ; c'est une faute d'avoir passé le Borysthène, en laissant à sa droite un corps autrichien dont le chef ne sera pas toujours d'une docilité scrupuleuse à ses ordres ; et à sa gauche, un corps dirigé, il est vrai, par un maréchal français, mais dont les troupes prussiennes forment plus que les deux tiers ; c'est une faute, enfin, et celle-là résume, aggrave ou caractérise toutes les autres, d'avoir attendu l'hiver à Moscou, au lieu d'en partir le lendemain de l'incendie. Nous avons admis les arrêts du sort quand ils nous ont été favorables ; il faut bien y souscrire lorsqu'ils nous sont contraires. Le sort a jugé sévèrement la campagne de Russie.

Le prince de Schwarzenberg, après avoir fait passer son armée sur la rive gauche de la Vistule, se disposant à se retirer en Gallicie, conformément à l'accord conclu par lui avec les Russes, le général Reynier, commandant le septième corps, composé de Français et de Saxons, se sépara de l'armée autrichienne pour suivre une direction qu'il jugea plus utile aux intérêts de l'empereur. Il prit, en conséquence, la route de Kalish, désirant gagner promptement le territoire prussien, pays encore allié ou présumé tel. Le corps polonais se porta sur Pétrikau avec l'intention de rejoindre le général Reynier.

Au moment où le prince Eugène vit sa droite découverte par l'abandon de Varsovie, sa gauche étant déjà débordée par Wittgenstein, auquel les Prussiens avaient livré passage, il se hâta de compléter la garnison de Thorn, et il s'achemina de Posen vers l'Oder. Dans la nuit du 11 au 12 février, le général Czernichef surprit, à Zirke, deux régiments de lanciers lithuaniens[1] qu'il jeta dans un grand désordre. Le prince Giedroic[2], qui le commandait, fut fait prisonnier.

A peine le général Reynier arrivait à Kalish, qu'il y fut joint et attaqué par le général Winzingerode qui avait passé la Wartha à Kolo, malgré la promesse faite par le prince de Schwarzenberg de couvrir la Wartha. Une des brigades saxonnes, commandée par le général Gablentz, se trouvant coupée du septième corps, se replia sur Czenstockow. Reynier, après avoir défendu sa position[3] jusqu'au soir, la quitta dans la nuit, et marcha sur Glogau, où il arriva le 19, et d'où ensuite il se rendit à Dresde.

Cependant le prince Eugène, ne pouvant pas garder longtemps la ligne de l'Oder, se dirigea sur Berlin, où s'étaient déjà montrés les Cosaques de Czernichef, qui s'en éloignèrent à son approche. Là, ayant reçu des renforts qu'amena le général Grenier, il distribua ses troupes en trois divisions sous les ordres des généraux Charpentier, Fressinet et Gérard. Son intention n'était pas de tenir dans une ville déjà ennemie ou prête à le devenir ; mais, par l'occupation de la capitale de la Prusse, d'une part, il retardait la défection imminente de cette puissance ; de l'autre, il ralentissait la marche de l'ennemi, et obligeait Wittgenstein à ne s'avancer qu'avec précaution et en force ; temporisation utile, qui donnait le temps à l'empereur d'assembler et d'organiser de nouveaux corps d'armée derrière l'Elbe. Le vice-roi se maintint à Berlin jusqu'au 4 mars, puis il se retira sur Wittenberg, ensuite sur Leipzig ; et la ligne de l'Elbe fut le point où il s'établit pour attendre les événements ultérieurs. Les corps russes, de leur côté, s'avancèrent sur l'Elbe, à mesure que les Français prenaient position sur l'une ou l'autre rive de ce fleuve. Ces manœuvres de guerre n'ayant pas, pour le moment, une grande importance, ou du moins une importance dont les suites soient immédiates, nous allons reporter notre attention d'abord sur les affaires intérieures de la France, et ensuite sur les questions d'ordre politique qui, dans l'intervalle des derniers événements, ont subi ou vont subir de très-sensibles modifications.

en passant la Vistule, était de se porter en toute hâte sur la Silésie pour y avoir une entrevue avec le roi de Prusse. On verra plus tard que dès lors, en effet, il y avait un commencement d'intelligences secrètes entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

[1] Les provinces lithuaniennes s'étaient empressées de lever des régiments d'infanterie et de cavalerie ; mais ils étaient à peine en état d'entrer en campagne lors de notre retraite. Ce fut une faute de vouloir des régiments organisés sur le pied français. Une *pospolite* eût été bien plus tôt prête et eût rendu plus de services.

[2] Le prince Giedroic était un de ces patriotes polonais déjà distingués par leur lutte contre la Russie dans les révolutions antérieures. Son fils et toute sa famille, réservés à être encore plus tard victimes de révolutions malheureuses, seront obligés de chercher un refuge en France en 1830.

[3] Le 13 février.

# CHAPITRE IV.

## GUERRE ET POLITIQUE.

Arrivée de l'empereur à Paris. — Affaire Mallet. — Concordat. — Politique extérieure. — Rupture des États-Unis avec l'Angleterre. — Négociations pour l'indemnité américaine. — Espagne. — Sages conseils de Napoléon à son frère (dépêche du 15 mars 1812). — Opérations militaires. — Siége et reddition de Badajoz. — Bataille de Salamanque. — Mission du colonel Desprez. — Retraite des Français. — Entrée de Wellington dans Madrid. — Wellington assiége vainement Burgos. — Sa retraite. — Réflexions. — Politique extérieure. — France et Autriche. — France et Prusse. — Mission du prince d'Hatzfeld. — Insubordination des habitants et des troupes en Prusse. — Intrigues de l'Angleterre et de la Russie près des cabinets de Vienne et de Berlin. — Désapprobation donnée par le roi de Prusse à la défection d'York. — Instructions du comte de Golz à M. de Tarrach. — Armements de la Prusse. — Note de M. d'Hardenberg à M. de Saint-Marsan (du 15 février 1813). — Proposition d'intervention entre les parties belligérantes. — Traité d'alliance entre la Russie et la Prusse. — Duplicité du cabinet prussien. Entrevue de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse à Breslau. — Création de la landwehr par un édit royal du 10 mars.

Napoléon, parti de Dresde le 15 décembre, rentrait le 18, vers onze heures du soir, aux Tuileries. Le 29e bulletin, ce courageux acte d'accusation de l'empereur contre lui-même, qui faisait connaître à la France les désastres éprouvés en Russie, n'avait précédé son arrivée que de vingt-quatre heures, et la nouvelle simultanée de son retour vint à propos calmer la stupeur produite par de si terribles révélations.

Le 19, tous les ministres, qui, réveillés dans la nuit, se sont hâtés de préparer leurs portefeuilles, sont de bonne heure réunis auprès de l'empereur. Son travail le plus urgent doit avoir pour objet la réorganisation de l'armée elle-même. C'est donc aux ministres de la guerre et de la direction de la guerre, aux conseillers d'État et chefs des diverses branches de ces administrations, qu'il consacre la plus grande partie de cette journée.

Les autres ministres sont tous successivement admis ; la journée pour lui ne se termine qu'à une heure du matin. Le 20 était un dimanche : la réception a lieu suivant l'usage. L'empereur y paraît avec la contenance ferme d'un homme qu'un grand malheur afflige, mais que la fortune n'a point abattu.

Alors commencent ces harangues officielles des grands corps de l'État, dans lesquelles, depuis, on n'a voulu voir que l'exagération de la flatterie et le langage honteux de la servitude. Les mêmes félicitations sur son retour lui sont adressées de toutes les extrémités de l'empire, de Marseille comme de Lille, de Rome comme de Hambourg. Faut-il donc croire qu'il y ait eu partout un odieux concours de bassesse, une rivalité exécrable d'infamie et de lâcheté? Non! quarante millions d'âmes, dont les destinées sont liées à celle d'un seul homme, dont les imaginations sont, depuis seize ans, exaltées par les prodiges que ce même homme a opérés, ne mentent point à leur conscience, lorsque en apprenant un grand revers, le premier de son règne, elles se réjouissent de voir reparaître au sein de sa capitale celui qui seul peut tout réparer. Il put y avoir de l'exagération dans les formes du langage, mais le fond de la pensée est l'expression d'un sentiment populaire. Certes, le sol de la France eût dû tressaillir d'effroi au terrible aveu de toute l'étendue des pertes essuyées en Russie, mais, par une bizarre disposition de l'esprit humain, l'éloignement des lieux affaiblit l'impression des événements. Un malheur, quelque grand qu'on se le représente, si l'on en est séparé par quatre cents lieues de distance, ne produit pas des émotions aussi profondes, aussi vives que s'il s'était passé sur un théâtre plus rapproché. La vérité, d'ailleurs, était telle alors qu'elle ne se devinait pas, et qu'il eût fallu être sur le terrain pour juger les faits et les apprécier. Pour les masses, la guerre de Russie n'était qu'une campagne malheureuse. Tant d'au-

tres campagnes n'avaient été qu'une suite de triomphes! Depuis le jour où Napoléon Bonaparte, débutant en Italie par la défaite aussi rapide qu'imprévue de cinq armées autrichiennes, avait donné aux armes françaises cet éclat qu'elles ont conservé après nos désastres, chacun de ses pas avait été un succès, chacune de ses batailles une victoire. Le monde était plein de son nom, les peuples qu'il gouvernait s'associaient à sa gloire. En proclamant leur foi dans son génie, ils étaient loyaux et sincères. Ils le prouvèrent par leurs actes. Aussi l'empereur pourra-t-il bientôt s'élancer encore dans la carrière, et faire de nouveau trembler ses ennemis.

Tandis que Napoléon prolongeait à Moskou son fatal séjour, un homme obscur, détenu pour fait d'un complot, à qui, tant l'empereur était cruel! on avait donné pour prison une maison de santé, formait le hardi dessein d'opérer une révolution en France, et de renverser le gouvernement impérial. Ce fier conspirateur n'a point de complices, il n'a pas même d'auxiliaires sérieux; mais il connaît deux hommes qu'il juge propres à le devenir. Tous deux sont en prison, et dans une prison mieux gardée que la sienne; il ira les y prendre. Ses moyens, ses armes, ce n'est point son épée, c'est sa plume. Tout le succès de son projet se fonde sur la puissance magique d'un mot : *L'empereur est mort :* pour rendre le mot croyable, il lui faut l'appui d'un grand corps de l'État. Ce grand corps, c'est le sénat dont Mallet va emprunter le nom; c'est le sénat qu'il va mettre en jeu, et dont il sera censé être le mandataire. Il fabrique, sous ce nom imposant, des sénatus-consultes, des décrets, des proclamations, et notamment une décision par laquelle il se confère à lui-même le commandement de la ville de Paris. Muni de ces actes faux, revêtu de son uniforme d'officier général, dans la nuit du 22 au 23 octobre, vers deux heures du matin, il se rend à la caserne Popincourt, occupée par la 10e cohorte de la garde nationale, se présente au colonel, sous le nom du général Lamotte, lui annonce sa mission, fait retentir aux oreilles des soldats la terrible nouvelle de la mort de l'empereur, et leur ordonne de le suivre. Accoutumée aux sévères lois de la discipline, la troupe obéit sans qu'un seul officier songe à mettre en doute la vérité de faits ainsi proclamés par un officier général. La cohorte se partage en plusieurs colonnes. L'une d'elles, sous les ordres du colonel, doit aller prendre possession de l'hôtel de ville, et faire préparer une salle pour les séances du gouvernement provisoire. Voulant s'adjoindre des coopérateurs dignes de lui, Mallet, suivi d'un fort détachement, court à la prison de la Force, fait mettre en liberté les généraux Lahorie [1] et Guidal [2], personnages déconsidérés, auxquels il donne ses instructions en les trompant eux-mêmes par la fausse nouvelle de la mort de l'empereur. L'un d'eux, Lahorie, pénètre au ministère de la police, fait enlever le duc de Rovigo, et s'établit comme son successeur. Le préfet de police, également pris au dépourvu, a été de même mis en lieu de sûreté. Guidal, qui devait arrêter le ministre de la guerre, n'a pas eu le temps de remplir sa mission. Mallet a gardé pour lui la tâche la plus difficile, c'est de s'installer dans l'hôtel du gouverneur de Paris, où il saisira les pouvoirs, les instruments du pouvoir, les bureaux, les cachets, les agents, et d'où il pourra mettre en mouvement toutes les troupes qui se trouvent dans la capitale. L'action demande de la vigueur; la vigueur ne lui manque pas. Après un essai de mensonge inutile auprès du gouverneur, le général Hulin, il lui tire à bout portant un coup de pistolet au visage et le met hors de combat; mais sur ces entrefaites un officier d'état-major, le lieutenant-colonel de Laborde, a reconnu l'audacieux imposteur; il se précipite sur lui, le désarme et le livre, pour être conduit en prison, à la troupe qui avait marché à sa voix. A dix heures du matin, le drame était fini. Paris presque tout entier ignorait l'événement; lorsqu'on en eut connaissance, le danger n'existait plus. Par malheur, il y avait dans l'affaire un incident bizarre, l'arrestation de deux hauts fonctionnaires par deux détenus évadés, qui avaient fait avec eux l'échange de leurs places. La question ainsi posée offrait un côté ridicule, et, pour le ridicule, chez les Français, il n'y a point d'indulgence. Du reste, quel était le but de Mallet, ou même Mallet avait-il un but? Était-ce pour un parti qu'il agissait, et pour quel parti [3]? Factieux par caractère, inquiet, entreprenant, las surtout d'une inaction qui lui pèse, peut-être n'a-t-il voulu qu'en sortir avec éclat. La France, l'Europe n'apprirent l'entreprise qu'en apprenant la punition des coupables; mais, aux yeux de l'empereur, une

[1] Lahorie, complice de George Cadoudal, avait été condamné à mort. Touché par les prières et les larmes d'une jeune fille demandant la grâce de son père, l'empereur l'avait accordée.

[2] Guidal, antérieurement jacobin forcené, arrêté comme prévenu d'espionnage pour le compte des Anglais.

[3] Suivant des écrivains qui, depuis, ont voulu rapporter à la dynastie des Bourbons tous les faits antérieurs, le gouvernement provisoire que Mallet voulait former devait se composer de MM. Mathieu de Montmorency, Alexis de Noailles, du général Moreau, et de M. Frochot, préfet de la Seine. Il devait y avoir un cinquième membre qu'on ne nommait pas.

grande perturbation morale avait été produite. Le fait seul d'une témérité individuelle mettait à nu la racine du pouvoir, et montrait combien elle avait peu de profondeur : la loi fondamentale de l'État, l'hérédité de l'empire, se trouvait méconnue, et même par le premier administrateur de la capitale. Comment au premier bruit *l'empereur est mort*, n'a-t-on pas répondu par le cri de *vive l'empereur!* Le trône est-il donc vacant? La succession n'est-elle pas assurée? Le roi de Rome n'est-il pas là? Le devoir est tracé pour tous; il l'est surtout pour le principal magistrat du département de la Seine. Ce magistrat cependant est un homme d'honneur, un serviteur fidèle et dévoué du gouvernement. Son erreur n'admet qu'une explication raisonnable. M. Frochot était absent au moment où un corps de troupes s'est emparé de l'hôtel de ville. Averti de ce qui s'y passe par le billet d'un ami renfermant les mots : *Fuit imperator,* il arrive; et voyant faire des préparatifs dirigés par un colonel, que l'on déclare porteur d'ordres du ministre de la police et de délibérations du sénat, il laisse un libre cours [1] à l'exécution de ces ordres. La grandeur même de l'événement supposé est la seule cause de sa faute. L'empereur est pour le monde un si colossal personnage, que la nouvelle brusque, inattendue, de sa mort, est comme un coup de foudre qui fascine les yeux, épouvante les imaginations surprises, et ôte toute faculté de réflexion. M. Frochot n'a point échappé à cette puissance de l'imprévu. C'est là tout son crime. Napoléon lui-même n'en doute pas [2]; mais dans une circonstance comme celle qui a eu lieu, manquer de sang-froid, de présence d'esprit, est un délit politique d'une grave nature. L'exemple est fâcheux, et demande une éclatante improbation.

Dès sa première audience, l'empereur laisse éclater cette pensée dans une allocution au conseil d'État. Suivant son habitude, c'est à l'idéologie qu'il impute les désordres qui le blessent. C'est elle qu'il accuse des écarts de la raison. Il préfère, aux abstractions des hommes de théorie, l'expérience du passé et les leçons de l'histoire : « Voilà, dit-il, » les principes que le conseil d'État d'un grand » empire ne doit jamais perdre de vue. Il doit y » joindre un courage à toute épreuve, et, à l'exem- » ple des présidents Harlay et Molé, être prêt à périr » en défendant le souverain, le trône et les lois... » La plus belle mort serait celle du soldat qui périt » au champ d'honneur, si la mort d'un magis- » trat périssant en défendant le souverain, le trône » et les lois n'était pas plus glorieuse encore! » La conduite du préfet de la Seine ayant été livrée au jugement du conseil d'État, la sentence fut sévère. M. Frochot, destitué, emporta dans sa retraite l'affection de tous ceux qui le connaissaient, et l'estime de l'empereur [3].

Les dogmes politiques énoncés par Napoléon ne manquent pas de trouver de nombreux échos. Le principe des droits *légitimes*, de cette légitimité dont la restauration fera un jour un si terrible abus, eut des prôneurs effrénés dès le mois de décembre 1812. Presque tous les orateurs des grandes députations juraient un dévouement sans bornes à l'héritier [4] du trône comme à l'empereur lui-même.

Il est malheureusement trop vrai que plus tard ces éclatantes protestations seront renouvelées, par un trop grand nombre des mêmes hommes, en faveur d'une autre dynastie; mais en 1812, dans l'ébranlement d'un empire immense, dont tout esprit sensé ne pouvait guère redouter la ruine, comme on ne voyait d'espoir de salut que dans l'empereur et le maintien de sa couronne, les vœux formés pour lui et pour son fils ne manquaient pas de sincérité. On était de bonne foi, même dans la lutte de l'hyperbole.

Une pensée grave préoccupait vivement l'empereur, c'était de donner satisfaction aux esprits religieux qu'affligeait sa mésintelligence avec le pape. Les débats élevés entre la France et le saint-siége avaient, en 1811, été conduits bien près de leur terme. Le bref rapporté de Savone par la seconde

[1] « Faites, dit-il aux employés, ce que ces messieurs ordonnent. » Immédiatement après, se voyant libre, il se rendit chez l'archichancelier.

[2] L'empereur dit à un de ses ministres, M. le comte Mollien : « Ce pauvre préfet de Paris a été bien malheureusement dupe de l'échauffourée de Mallet; mais eût-il été vrai que j'étais mort, il aurait eu autre chose à faire que de reconnaître l'autorité de Mallet... Il est membre du conseil d'État, il sera jugé par ses pairs. »

[3] Des documents conservés dans la famille de M. Frochot, et qui nous ont été communiqués, prouvent que le sacrifice du préfet avait été concerté avant le retour de Napoléon. M. Frochot voulait voir l'empereur dès son arrivée; cette entrevue aurait pu détourner le coup qui le menaçait, et que *quelques hommes cruels* (expression de M. Frochot) avaient jugé tout d'abord indispensable. Ce fut Cambacérès qui l'empêcha de demander une audience particulière; il existe une lettre de lui à ce sujet. On peut regretter que l'empereur Napoléon ait été excité ainsi à frapper un des hommes qui lui étaient le plus dévoués. M. Frochot n'en resta pas moins *l'un des siens;* il oublia l'injure comme d'autres ont oublié les bienfaits. A. E.

[4] « Le bon sens s'arrête avec respect devant le mystère du pouvoir et de l'obéissance..... Nous lui jurons d'avance un dévouement sans bornes comme à vous-même. » (Discours de M. de Fontanes... et mille autres.)

députation qu'y avait envoyée l'empereur, ne laissait guère subsister entre les deux partis qu'un très-léger dissentiment. Jusqu'au milieu de 1812, Pie VII était resté à Savone, où un administrateur éclairé [1] et sage tâchait, conformément à ses instructions, d'en rendre le séjour moins pénible; mais l'apparition d'une escadre anglaise dans le voisinage de cette résidence ayant fait naître quelques inquiétudes, le saint-père avait été transféré à Fontainebleau, où il était traité en souverain. Indépendamment de sept ou huit cardinaux romains, qui formaient son conseil [2], il y avait auprès de lui un certain nombre d'archevêques et évêques, tant de l'empire que du royaume d'Italie, appelés au rôle de conciliateurs [3].

Les difficultés encore existantes se réduisaient à deux points d'une médiocre importance; l'un d'ordre politique, l'autre d'ordre spirituel. Pour sa résidence, le pape réclamait Rome; un palais lui était préparé à Paris. On lui parla d'Avignon, cette offre parut ne pas lui déplaire. Sous le rapport d'ordre spirituel, la question vraiment intéressante pour la France était que, comme dans le cas de vacance d'un siége épiscopal il y avait, pour l'empereur, d'après le concordat de 1801, obligation de nommer à l'évêché vacant dans un temps déterminé, il fût pareillement fixé un délai dans lequel le pape fût tenu de donner l'institution canonique, ou de faire connaître les motifs canoniques de son refus. Le motif de la fixation de ce délai ayant été précédemment admis, il ne restait qu'à en assigner la durée. On avait d'abord demandé trois mois de la part de l'empereur; sur l'avis des évêques français, le délai fut porté à six mois. Le pape semblait écouter avec faveur cette dernière proposition. Telle était la situation des choses dans le cours de janvier 1813. Au commencement de ce mois, à propos du renouvellement de l'année, un échange de compliments avait eu lieu par l'envoi d'un chambellan impérial auprès du pape, et du cardinal Doria auprès de Napoléon. L'empereur comprit, et avec raison, que le véritable moyen d'arriver à une solution prompte était une négociation personnelle. Le 19 janvier, sous prétexte d'une chasse, il se trouve tout à coup à Fontainebleau. Le lendemain il rend visite au saint-père. Tous deux avaient l'un pour l'autre un fonds de penchant mutuel d'affection. L'entrevue fut amicale et la conversation en langue italienne [4]. Après deux heures d'une conférence réciproquement bienveillante, on tomba d'accord sur les articles contestés, et un secrétaire fut appelé, auquel on dicta les bases d'un nouveau concordat. Les jours suivants, les cardinaux et prélats des deux nations s'entendirent sur la rédaction définitive de cet acte, qui fut signé le 25, par le pape et par l'empereur. Tout s'était passé entre eux dans les formes les plus libres et selon toutes les lois des convenances; mais cette authenticité des faits n'a pas empêché les ennemis de Napoléon de prétendre qu'il avait abusé de l'avantage de sa situation, et que Pie VII n'avait cédé qu'à la contrainte. Des hommes que l'on regrette de blâmer ont eux-mêmes été assez mal inspirés pour vouloir accréditer un bruit aussi faux. Il est, dans les grandes crises des États, même pour les plus beaux talents, un conseiller bien dangereux et bien perfide, l'esprit de parti. Quel mauvais génie a pu porter un écrivain célèbre (Chateaubriand) à dire, et sans doute à écrire, car il a dû le croire pour le dire : « que *l'empereur avait » osé, en cette circonstance, frapper de sa propre » main le souverain pontife, et traîner le père de » l'Église par ses chevaux blancs?* » Combien l'auteur de cette assertion en a été cruellement puni! Elle a été repoussée même par les deux hommes qui, d'ailleurs, ont prodigué le plus d'outrages à Napoléon, M. de Pradt en France, et Walter Scott en Angleterre [5].

Un historien de Pie VII, historien français plus ultramontain que le pape, veut bien, à la vérité, ne pas admettre que Napoléon ait exercé une violence matérielle sur le saint-père, mais il met tous ses soins à faire supposer que celui-ci a cependant eu à souffrir une sorte de violence morale. « Il ne restait plus, dit-il, en ce moment, à Pie VII, » que la faculté de ce mouvement de la main qui » pût encore machinalement tracer un nom. Ce » nom fut apposé le 25 janvier, sur un papier que » l'empereur signa sur-le-champ après lui. » Ainsi, pour expliquer la conclusion du nouveau concordat, l'étrange apologiste de Pie VII représente le vénérable pontife comme réduit à un état misérable de faiblesse et d'enfance. Ensuite, pour disculper le saint-père de cette dégénération intellectuelle dont il lui plaît de le gratifier, il en impute le crime aux

[1] M. le comte de Chabrol, depuis préfet de la Seine.

[2] Les cardinaux de Bayonne, Fabrice Ruffo, Roverella, Dugnani, Doria et l'archevêque d'Édesse, son aumônier.

[3] M. de Barral, archevêque de Tours; le cardinal Maury, archevêque de Paris; M. Duvoisin, évêque de Nantes; M. Hirn, évêque de Trèves; M. Bourlier, évêque d'Évreux; les évêques de Plaisance, de Feltre et de Faenza.

[4] *San Padre, Figlio mio,* étaient les noms que se donnaient le pape et l'empereur.

[5] Histoire des quatre concordats, tome III, pages 5 et 6.

[6] « Nous croyons volontiers que les bruits qui l'accusent de l'avoir maltraité personnellement sont dénués non-seulement de preuve, mais de toute vérité. »
WALTER SCOTT, tome XIV, page 183.

prélats, et surtout aux cardinaux romains qui ont concouru à cette réconciliation du pape avec l'empereur. Sa colère contre eux ne connait point de bornes; à l'entendre, ce sont de véritables bourreaux [1]! Une partialité si prononcée contre un intérêt national, par suite d'une haine passionnée contre Napoléon, parait si extraordinaire dans un ouvrage publié en 1836, qu'on se sent disposé à l'indulgence même pour l'accusation plus hardie qui portait une autre date. Du moins M. de Chateaubriand écrivait en 1815.

Tout était consommé : le pape et l'empereur se trouvaient d'accord; l'Église allait être pacifiée; le voile de l'oubli devait couvrir le passé. L'empereur ne fait pas les choses à demi. Tous les cardinaux, jusqu'alors hostiles, sont mis en liberté. Ils accourent; pour prix de la clémence impériale, ils s'attachent à irriter le saint-père contre lui, à inquiéter sa conscience, à y faire naître des scrupules, à lui persuader que la situation de l'Europe était de nature à le dispenser de souscrire le traité auquel il a consenti, et que telles sont encore les circonstances, qu'elles permettent la rétractation. Pie VII est obsédé par ces conseillers nouveaux, qui accusent les premiers d'inhabileté et même de corruption; ils tourmentent, agitent, ébranlent l'âme timorée du saint-père. Les institutions canoniques qu'on lui demande pour les évêques nommés par Napoléon sont différées sous de vains prétextes. L'empereur, qui ne tarde pas à reconnaître l'imprudence de sa générosité, se hâte, pour faire cesser ces nouvelles hésitations, de donner au concordat la solennité d'une publication officielle. A défaut de raisons meilleures, les cardinaux ennemis prirent texte de cette publication non convenue pour en faire une allégation contre la validité de l'acte, allégation qui ne soutient pas l'examen.

Pourtant, au fond, le concordat de 1813 n'est que la consécration des principes établis, proclamés par le concile de 1811, et que le saint-père lui-même avait accepté par son bref du 20 septembre de la même année. L'indépendance du gouvernement français à l'égard de la cour de Rome, les libertés autrefois tant vantées de l'Église gallicane, n'existeront véritablement que le jour où les principes de ce concordat seront devenus la base des rapports du gouvernement français avec le saint-siége.

L'année 1812, qui, pour la France, fut marquée en Europe par la défection de deux grandes puissances, ses deux plus anciennes alliées, la Turquie et la Suède, lui avait donné en échange, sinon un allié, du moins un auxiliaire dans le nouveau monde. Ce fut au moment où allait s'ouvrir la campagne de Russie, au moment où tout offrait encore à l'empereur Napoléon les chances du plus brillant avenir, que cette dernière faveur lui fut accordée par la fortune; faveur qui eût pu, quelques années plus tôt, avoir d'immenses résultats, mais que les événements de la guerre rendront stérile, tant pour l'intérêt direct de la France que pour le grand principe qui finissait par décider les Américains, le principe de la liberté des mers. La déclaration de guerre du gouvernement fédéral contre l'Angleterre avait été proclamée le 18 juin 1812 [2]. Les États-Unis se trouvèrent ainsi engagés dans une lutte dont ils n'avaient pu prévoir toutes les difficultés; mais ils la soutinrent avec l'énergie et la persévérance d'une nation libre, forte de son bon droit, et confiante dans la justice de sa cause.

Depuis la fin de 1810, la disposition constamment annoncée par l'empereur de rapporter tous ses décrets oppressifs, pourvu que l'Angleterre, de son côté, révoquât ses ordres du conseil; et l'annulation effective des décrets de Berlin et de Milan envers les bâtiments américains capturés, lorsqu'ils ne l'avaient pas été pour une autre raison, contrastaient vivement avec les mesures chaque jour plus vexatoires de l'Angleterre, et surtout avec la pratique odieuse *de la presse* qui avait produit l'enlèvement de plus de six mille matelots américains. Le président, M. Maddison, avait d'ailleurs acquis la preuve des efforts faits par le cabinet britannique pour exciter les citoyens des États-Unis à la révolte et à la trahison contre leur gouvernement : intrigues commencées dès 1809, c'est-à-dire en pleine paix, et lorsque rien n'annonçait une rupture prochaine entre les deux nations.

[1] « Quand ceux qui réglaient ce manége virent que le pape était absolument anéanti... quand ils n'eurent plus affaire qu'à un corps débile... ils calculèrent l'effet d'une de ces fièvres lentes qui disposent à la prostration des forces et à l'apathie... Le pape fut comme pris à partie par les trois cardinaux et les évêques... et violenté par la présence de l'empereur, *qui le regardait fixement*. » (Histoire de Pie VII, par M. Artaud, t. II, p. 303-305.) Ainsi le pape aurait signé sous l'empire d'une fascination pareille à celle du basilic!!

[2] Cinq jours après la déclaration de guerre, le gouvernement anglais, par suite du tort que causaient à ses manufactures les ordres du conseil, en prononçait la révocation. « Si l'on s'était donné la peine de notifier » cette révocation aux États-Unis avant que leurs ci- » toyens courussent aux armes, il n'y aurait point eu » de guerre, cette première cause des hostilités n'exis- » tant plus. Quant à l'autre cause (la presse anglaise), » elle serait devenue le sujet d'une négociation. » (Manifeste du gouvernement américain, du 10 février 1815, page 90.)

Quoique l'empereur eût, par le fait, aboli, à l'égard des bâtiments américains, l'application des décrets de Berlin et de Milan, comme dans un rapport du duc de Bassano, communiqué au sénat le 10 mars 1812, il n'était point fait mention de la révocation de ces décrets, le prince régent se fonda sur le silence de ce rapport pour déclarer, en date du 21 avril, que les ordres du conseil étaient maintenus. A la réception de cette nouvelle, l'envoyé américain, à Paris, M. Barlow, pressa le gouvernement français d'enlever à l'Angleterre, par une déclaration franche et précise, le prétexte dont elle s'armait pour justifier la continuation de ces violences, si préjudiciables à ses concitoyens. Le ministère français s'empressa de démontrer à cet envoyé que l'allégation du prince régent était mal fondée; que la révocation des décrets de Berlin et de Milan était réelle; qu'elle avait été prononcée par un décret impérial du 28 avril 1811, et que, de plus, ces décrets étaient regardés comme non avenus à dater du 1er novembre 1810, *en ce qui concernait les bâtiments américains*. On lui communiqua des lettres écrites, tant par le grand juge, ministre de la justice, que par le ministre des finances, dans le but d'assurer l'effet de cette exception adoptée en faveur des États-Unis. S'il n'en avait point été question dans le rapport du duc de Bassano, le motif de cette réticence tenait à la situation de la France avec la Russie. La bonne volonté de l'empereur Napoléon pour le gouvernement fédéral était ainsi un fait appuyé sur d'incontestables preuves.

La question d'un traité de commerce, déjà agitée en 1811, prit en 1812 un peu plus de consistance. Les articles furent débattus entre l'agent américain et le ministre français; mais la négociation n'avançant pas, le duc de Bassano, pour lui imprimer un mouvement plus rapide, ayant jugé utile d'en charger un plénipotentiaire spécial, proposa de confier cette tâche au comte d'Hauterive, l'un des chefs de son département. L'empereur, qui pourtant rendait plus que personne justice aux talents de M. d'Hauterive dont il avait plus d'une fois fait l'heureuse expérience, céda encore, en cette circonstance, à l'une de ces prédilections capricieuses dont il n'a pas toujours eu à s'applaudir. Il choisit pour cette commission le conseiller d'État duc de Dalberg[1].

Le projet de traité rédigé par le ministre américain se composait de trente et un articles. Sur ce nombre, seize offraient le renouvellement pur et simple de stipulations faisant partie du traité de 1800. Les plus graves difficultés roulaient sur la définition du blocus, sur les papiers à exiger des navires suspects, et sur les indemnités réclamées pour les bâtiments américains indûment saisis par la France. A l'égard de ce dernier article, le gouvernement fédéral ne dissimulait pas qu'étant jusqu'à un certain point un gouvernement de parti, il lui importait beaucoup, pour multiplier le nombre de ses adhérents et trouver plus d'appui dans les populations, de pouvoir favoriser les intérêts personnels, et il présentait cette nécessité de sa position particulière comme un argument pour rendre la France facile sur les réclamations. L'empereur, tout en appréciant cette situation du cabinet américain, et l'utilité de ménager un parti qui agissait dans son système, ne voulait cependant sacrifier à cette considération *ni des principes généraux, ni même des valeurs très-considérables*. Tel fut l'esprit des instructions données à son plénipotentiaire.

Tandis que l'on discutait sans résultat des rédactions d'articles, la nouvelle de la déclaration de guerre votée par les Américains contre l'Angleterre, vint donner à la négociation une face nouvelle. M. Barlow, prétendant qu'à raison même de cet incident nouveau, la France devait se montrer plus libérale envers ses concitoyens, voulait faire passer avant tout cette question d'indemnité. Il y avait alors auprès de cet envoyé, comme antérieurement et depuis, auprès des légations américaines en France, des coteries d'intrigues qui fondaient sur les démêlés de la France et des États-Unis, de ces spéculations d'argent où la corruption et la vénalité jouent un grand rôle. Une société, dont faisaient partie des négociants d'Amsterdam et de Boston, proposait un moyen de libération qui ne coûterait rien à la France. Elle trouvait ce moyen dans les limites non encore déterminées que l'on pourrait donner à la Louisiane. A la faveur de l'extension de ces limites, il serait facile de faire des concessions de terrain qui satisferaient à toutes les réclamations formées par les Américains. Un autre mode d'arrangement suggéré aussi à M. Barlow, offrait encore au gouvernement français la possibilité de terminer tout le débat sans faire sortir un écu du trésor français. Ce nouveau mode consistait dans une remise à faire aux États-Unis de quatre-vingts *licences*, pour apporter dans les ports français, de tous pays ou lieux en Europe et en Amérique, certains produits des colonies, ou autres produits américains, *spécifiés dans lesdites licences*, chaque licence devant être, par cargaison, de trois cents tonneaux au moins, ou quatre cents tonneaux au

[1] On verra bientôt le duc de Dalberg, qui devait 200,000 liv. de rente à l'amitié de l'empereur pour son oncle le grand-duc de Francfort, lever des premiers contre son bienfaiteur l'étendard de la révolte, et se signaler parmi ses plus implacables ennemis.

plus. En échange, les Américains auraient exporté de France ou d'Italie, dans l'espace de deux ans, la valeur des marchandises importées en vertu desdites licences. Lorsqu'à la fin de 1812, le cabinet de Washington évaluait à trente millions de francs ses demandes d'indemnités, et qu'il se montrait prêt à recevoir des licences en remboursement, il est bien probable que la valeur réelle des pertes ne s'élevait pas effectivement à cette somme, et tout constate que les réclamations américaines, qui deviendront un jour le texte d'une lutte assez vive, ont été, dès l'origine, bien plutôt une affaire d'intrigue, une spéculation d'agioteurs, qu'une question de dignité et même d'un intérêt vrai pour le gouvernement fédéral.

Avant que rien fût terminé à Paris, M. Barlow ayant été invité à se rendre à Wilna, ainsi que les autres membres du corps diplomatique, ce ministre se mit en route pour cette destination. Parti malade de Paris, il alla mourir à Zarnowicz, dans le voisinage de Varsovie.

On peut résumer en quelques mots cette grande affaire, sur laquelle la France fera un jour de si inexplicables concessions.

En 1812, les Américains, en portant leurs demandes à trente millions, n'insistaient que secondairement sur le droit; c'était une sorte de faveur politique qu'ils demandaient, pour fortifier, par la satisfaction donnée à des intérêts personnels, le parti du gouvernement qui s'unissait au système français. Auparavant même, ils s'étaient montrés disposés à prendre comme acquit de la dette française, la cession des Florides. Devenus maîtres des Florides, par le fait de la possession, ils avaient prétendu n'avoir plus à traiter sur ce point avec la France, mais avec l'Espagne. Il avait paru ensuite que le différend pouvait se concilier moyennant une simple extension des limites de la Louisiane. Enfin, une note formelle du plénipotentiaire américain tranchait tout, résolvait tout par une simple remise de ***quatre-vingts licences,*** et même d'abord il n'en demandait que soixante. On estimait qu'il pourrait y avoir un bénéfice de douze millions de francs au moins pour les entremetteurs obligeants qui offraient de se charger de cette opération. Faut-il véritablement regarder comme une créance bien fondée, bien avérée, bien légitime, celle dont les Américains faisaient eux-mêmes si bon marché en 1812? et comment faudra-t-il un jour qualifier le pouvoir qui aura le courage de tirer du trésor vingt-cinq millions pour en gratifier les États-Unis, après vingt années d'une contestation durant laquelle le gouvernement américain, si on l'eût voulu, eût, pour quelques millions, donné avec empressement quittance de toutes ses demandes?

L'empereur Napoléon ne vit dans la proposition de l'envoyé américain, ou plutôt dans la proposition des spéculateurs dont il était l'instrument, qu'une invention de bourse, qu'une œuvre de cupidité privée, à laquelle ne pouvait s'associer un gouvernement qui se respecte, et il s'indigna que son plénipotentiaire eût laissé un pareil projet aller aussi loin et prendre autant de consistance. La négociation, interrompue par la mort de M. Barlow, n'eut pas d'autre suite en 1812.

L'association tardive des États-Unis à la guerre de la France contre le gouvernement anglais n'apportait aucun secours pour la grande lutte continentale, à laquelle les désastres de la campagne de Russie venaient de donner un caractère si différent de celui qu'elle avait eu jusqu'alors. Trois mois de témérités et de fautes ont compromis l'ouvrage de douze années d'habileté et de génie. Une fermentation menaçante agite toutes les parties de l'Allemagne. Les alliances, graduellement relâchées, tendent partout à se rompre. A l'égard des deux grandes puissances qui, avant d'être les auxiliaires de Napoléon avaient eu à porter l'humiliation des défaites et les charges de la conquête, la direction si peu prévue des événements va nécessairement introduire dans leur politique de nouveaux éléments de combinaison et de calcul. A Vienne, à Berlin, le langage est encore le même; les sentiments ont pris un autre cours. Dans les États de second ordre, le danger est moins urgent, mais là également il commence à se faire sentir. Presque partout ce sont les peuples qui entraînent les gouvernements. Le soulèvement des esprits qui éclate sur quelques points, qui s'annonce seulement dans d'autres, est moins la révolte de la souffrance contre l'oppression que celle de l'orgueil blessé contre la suprématie du talent et de la gloire. Les peuples amis eux-mêmes avaient été fatigués des longs et prodigieux succès de l'empereur Napoléon. La Bavière, le Wurtemberg se reprochent d'avoir combattu, pour le compte des Français, contre les Allemands leurs compatriotes, leurs frères : l'accroissement de grandeur qu'ont reçu leurs princes n'est pas, aux yeux des populations germaniques, une compensation suffisante des blessures faites à la vanité nationale, abaissée dans l'Autriche et la Prusse, dont ils ont contribué à ruiner la puissance et à démembrer les provinces. Les rois nouveaux, qui peuvent oublier en un jour tout ce qu'ils doivent à des victoires dont ils ont partagé le fruit, désirent encore rester fidèles à la cause de leur grand allié; mais la fidélité n'est plus que dans l'intention des princes, elle chancelle dans leurs ministres, elle est éteinte dans leurs cours; et il faudrait à nos armes de grands triomphes pour la raffermir.

L'empereur Napoléon ne se méprend pas sur la situation de l'Europe. Il se sent la force de satisfaire à toutes les nécessités qu'elle lui impose, et cette force est réelle, mais à condition qu'il saura faire quelque part un grand sacrifice. Malheureusement ce sacrifice, il ne le fera pas. Il le refusera toujours à l'Autriche; il s'y décidera trop tard pour l'Espagne.

Ce fut, comme nous l'avons dit précédemment, la veille de la bataille de la Moskowa que l'empereur reçut la nouvelle de celle que le duc de Raguse venait de perdre aux Aropiles, et que les Anglais ont nommée bataille de Salamanque. Nous reviendrons bientôt sur les suites de cet événement; mais nous devons d'abord jeter un coup d'œil sur ce qui s'était passé, dans le cours de 1812, en Espagne ou relativement à l'Espagne.

Avant de partir pour Dresde, avec la perspective d'une guerre probable dans le Nord, l'empereur Napoléon avait songé à se délivrer des embarras de la lutte sanglante qu'il avait à soutenir au delà des Pyrénées. Quoique jusqu'alors il eût nourri l'idée d'étendre les frontières de l'empire français jusqu'à l'Èbre, et que l'organisation administrative donnée aux provinces en deçà de ce fleuve autorisât cette supposition, il jugea que ce serait toujours pour lui un grand avantage d'être quitte des affaires de ce pays, et il se décida tout d'un coup à une concession dont jusqu'alors il avait paru fort éloigné. Depuis plus d'un an, il avait engagé le roi Joseph à convoquer une assemblée de cortès, à opposer des cortès napoléoniennes aux cortès agissant au nom de Ferdinand VII, à rivaliser d'idées généreuses et libérales avec l'assemblée de Cadix, afin de rallier à sa cause les hommes de bonne foi qui voulaient avant tout le bien de leur pays. Un obstacle pouvait arrêter les patriotes espagnols et les empêcher de se réunir au nouveau roi : c'était la crainte fortement accréditée que l'empereur ne fît acheter à son frère la couronne par le démembrement de la monarchie. Eh bien, cet obstacle, l'empereur est prêt à le faire disparaître. Il existe une lettre du ministre des relations extérieures, datée du 15 mars, où l'on sent partout la main de l'empereur, ses pensées et son style. Sans contredit, suivant cette lettre, la régence qui vient d'être formée à Cadix, est ennemie de la France; mais elle n'a pas moins de haine pour l'Angleterre, et le roi Joseph ne doit pas hésiter à entrer en communication avec cette régence. Pourquoi les cortès de Cadix refuseraient-elles de reconnaître la nouvelle dynastie, si le roi se prête à ce qu'elles désirent, et leur garantit l'indépendance, à laquelle elles mettent tant de prix? « Le roi peut, de son côté, adopter la constitution » de Cadix [1], qui est celle de Bayonne, à l'exception » de *quelques spéculations idéologiques,* contraires » aux mœurs du pays. Si un tel arrangement avait » lieu, l'empereur ne ferait pas de difficulté *de re-* » *connaître l'intégrité de l'Espagne et de retirer* » *ses troupes en totalité,* du moment où la tranquil- » lité serait rétablie. » La suite de cette dépêche, un peu sévère pour le roi et pour ses ministres, leur indique des moyens d'exécution. Si le gouvernement avait eu une marche suivie, il disposerait dès à présent du meilleur instrument dont il puisse se servir, d'une assemblée délibérant, discutant, éclaircissant toutes les questions, et portant la lumière dans les provinces par ses discours [2], ses adresses et ses députations. Les ministres ont voulu entourer le roi de *troupes espagnoles avant d'avoir gagné l'opinion.* Contre-sens manifeste! Si on avait commencé par *gagner l'opinion,* on aurait eu autant *de troupes espagnoles* qu'on en aurait voulu. Qui empêche le roi de convoquer, comme on l'y a déjà invité plus d'une fois, des cortès formées des députés de toutes les provinces soumises, c'est-à-dire, maintenant des deux tiers du royaume? *Huit cents députés* réunis auprès du roi feraient à la nation un appel qui ne pourrait manquer d'être entendu. Quand ces cortès auront fait un grand nombre de discours, de rapports, une *constitution même, puisque telle est la manie des Espagnols;* lorsqu'elles auront envoyé dans leurs provinces des députations solennelles pour y recommander l'union, « pourquoi n'en enverraient-elles pas aussi à Cadix, » en Galice, à Alicante, partout où l'insurrection » existe, et où le besoin de voir arriver le terme d'une » lutte si prolongée est le vœu de tout le monde? »

Pour préparer la convocation des cortès, on pourrait sur-le-champ faire venir des pétitions de la part des villes, évêques et archevêques qui reconnaissent le roi. Ces pétitions porteraient que le malheur du pays est au comble, qu'on ne peut éviter le massacre total des populations et la *perte des Indes,* qu'en se ralliant au trône *sous la protection d'une constitution librement consentie.* Le roi répondra que « *l'intégrité et l'indépendance de l'Espagne* » *seront assurées;* que *les troupes françaises se* » *retireront de l'Espagne* dès que l'on posera les » armes, et *tout ce que fera le roi sera ratifié par*

[1] Cette constitution, qui se préparait depuis longtemps, ne fut publiée et jurée que le 18 mars.

[2] Telle avait été aussi, comme on l'a vu, l'intention de l'empereur en Pologne, lorsqu'il fit convoquer une diète confédérée à Varsovie; intention dont M. de Pradt fit manquer l'effet en prenant sur lui de dissoudre la diète.

» *l'empereur.* » Ces vues de Napoléon, si franchement exprimées, sont claires et précises. Le roi Joseph a tant de fois protesté qu'il aimerait mieux descendre du trône que de consentir au démembrement de la monarchie! qui ne croirait qu'il va répondre avec empressement à une telle invitation de saisir la voie de salut qui lui est offerte? Il n'en est pas ainsi; ce monarque d'hier, qui n'est rien par lui-même, « s'offusque [1] de la facilité avec » laquelle l'empereur incline à sacrifier la constitu- » tion de Bayonne. Pour lui, sa garantie est la con- » stitution de Bayonne. La seconde, celle de Cadix, » est plutôt un abus manifeste de principes de dé- » magogie, que des principes de son aînée, et c'est » risquer de mettre le désordre constitutionnel à la » place de l'anarchie insurrectionnelle, que d'en- » dosser la robe faite pour accabler la royauté dans » la personne et sous le nom de Ferdinand VII. » Voilà comment une pensée grande et conforme à la situation des esprits en Espagne est accueillie par un roi de création nouvelle, qui n'a d'appui que dans la puissance des armes françaises! Voilà comment Napoléon est compris [2] par ses frères! Voilà que le roi élevé sur les ruines de Ferdinand VII, au lieu de s'accommoder d'une royauté telle que Napoléon l'accepterait pour lui, entend la maintenir telle que Ferdinand la voudrait s'il était libre, et telle, en effet, qu'il la voudra un jour, au risque de se perdre, lui et son royaume! Il est fâcheux, assurément, pour Napoléon, d'avoir des frères qui le secondent si mal; mais la faute en remonte toujours à lui. Pourquoi, de ses frères, a-t-il fait des rois?

Joseph avait désiré le commandement supérieur sur les chefs militaires en Espagne; un tel commandement était un rôle difficile avec des lieutenants tels que les maréchaux Soult, Marmont et Suchet; mais du moins il fallait en user après l'avoir obtenu. A peine l'empereur y a-t-il consenti, que le roi est embarrassé d'un tel fardeau, et maintenant il préférerait recevoir de Paris des ordres directs. Quant à la question civile, vainement l'ambassadeur Delaforêt le presse de préparer au moins la convocation des cortès : rien ne s'exécute. Le roi se plaint du peu de zèle de ses ministres, les ministres de la peine qu'ils ont à obtenir des décisions du roi. Sur ce point, selon toute apparence, les ministres et le roi étaient d'accord. Les ministres, qui pressentaient ce que depuis l'on a déclaré en France [3], que le gouvernement représentatif n'avait pas été inventé pour l'agrément des fonctions ministérielles, partageaient les répugnances du roi, ou du moins n'étaient pas tentés de faire de grands efforts pour les vaincre. Sous le rapport administratif comme sous le rapport militaire, l'indolence était la même, et cependant alors l'état du pays se trouvait plus favorable qu'à aucune époque antérieure. Suchet avait subjugué l'Aragon, la Catalogne et Valence. Son autorité s'y était affermie par un habile mélange de modération et de fermeté. Dans l'Andalousie, le maréchal Soult avait pacifié la masse des populations. Une administration judicieuse et énergique faisait tourner toutes les ressources de cette riche province à l'avantage de son armée. Tout présageait pour la France un avenir heureux. Ce fut alors que Wellington, audacieux pour la première fois, tenta et poussa avec une extrême vigueur une entreprise que justifia le succès, le siége de Badajoz, qui fut suivi de la prise de cette place. A la nouvelle du siége, le maréchal Soult marchait avec ce qu'il avait de troupes disponibles, pour aller secourir les assiégés, lorsque, dans la route, il apprit que depuis deux jours la place était rendue; ce qui lui causa d'autant plus de surprise, qu'il avait supposé que le duc de Raguse aurait pu y arriver plus tôt que lui et tenir en échec l'armée anglo-portugaise.

Au moment où la reddition de Badajoz changeait si brusquement les affaires au profit des ennemis de la France, c'était un devoir pour le roi Joseph de mettre en mouvement, sans perdre un seul jour, l'armée du centre qui était sous ses ordres immédiats, pour aller joindre l'armée de Portugal, et arrêter, par cette réunion de forces, le cours des succès de l'ennemi. Le roi perdit un temps précieux sans agir, et le duc de Raguse va, dans sa présomptueuse confiance, profiter de cette lenteur pour combattre seul et se perdre. L'armée anglo-portugaise s'étant avancée vers Salamanque, qui fut évacuée à son approche, attaqua et prit les forts de cette ville. Quoique trop peu hâtif, le roi Joseph marchait au secours de l'armée de Portugal. D'un autre côté, quinze cents chevaux, détachés de l'armée du Nord, devaient, sous peu de jours, se

[1] Expressions de la réponse de l'ambassadeur à la dépêche du ministre des affaires étrangères, du 15 mars.

[2] S'il est un fait bien constaté, c'est celui qui résulte de la dépêche du 15 mars que nous venons de rapporter, c'est-à-dire, que c'était l'empereur qui voulait une convocation de cortès en Espagne. Eh bien, l'historien de la guerre et de la révolution de la Péninsule, M. de Toreno, affirme précisément le contraire. « Si cette convocation n'eut pas lieu, dit cet historien (t. V, p. 52), il faut l'attribuer à la répugnance que Napoléon a toujours eue pour la réunion de corps populaires... « El temor o Napoleon que hasta en sus majores apuros repugnabula congregacion de cuerpos populares. » Voilà comme on écrit l'histoire, lorsque l'on ne connaît pas les correspondances diplomatiques des gouvernements.

[3] Le ministre de l'intérieur, M. de Vaublanc.

réunir à la même armée. Lord Wellington, qui connaissait ces divers mouvements, n'était nullement disposé à offrir la bataille. La prudence prescrivait au duc de Raguse un délai bien court pour le mettre en état d'attaquer l'ennemi avec une grande certitude de succès. Ce n'est point la prudence, c'est son orgueil qu'il écoute. Après l'arrivée du roi, l'honneur de la victoire ne serait pas pour lui, ou du moins cet honneur serait partagé. Son mauvais génie l'entraîne, et tandis que les Anglo-Portugais se tiennent sur une grande réserve, c'est lui qui se hâte de prendre l'offensive. Un renfort précieux vient, il est vrai, de lui survenir, c'est une division de huit mille hommes que le général Bonnet lui amène des Asturies. En vain plusieurs corps espagnols, formant près de vingt mille hommes, ont voulu arrêter cette division et lui couper le passage. Le brave et habile général s'est jeté dans des montagnes couvertes de neiges, et, quoiqu'il n'y existe point de routes praticables, il est parvenu à sauver toute son artillerie. Le duc de Raguse compte sous ses ordres à peu près quarante mille hommes; mais l'armée anglo-portugaise est beaucoup plus considérable, et dispose surtout d'une plus nombreuse cavalerie. Cette disproportion évidente de forces n'arrête point le téméraire maréchal. Depuis plusieurs jours les deux armées sont en présence. Deux mamelons isolés s'élèvent dans la plaine et sont nommés les *Aropiles*, du nom d'un village voisin. Le plus élevé est occupé par les Français, l'autre par l'ennemi. Le 22 juillet, vers midi, l'affaire s'engage; pendant quelques heures on combat avec un avantage à peu près égal; mais un faux mouvement, exécuté à la gauche de l'armée française, qui s'était étendue beaucoup trop loin, fut très-habilement mis à profit par lord Wellington, et celui-ci fit aussitôt tous ses efforts pour séparer cette aile gauche des Français de leur centre. C'est dans le moment où le duc de Raguse donnait des ordres pour réparer les fâcheux effets de cette imprudence, qu'un boulet creux lui fit deux blessures graves qui l'obligèrent à quitter le champ de bataille. L'absence momentanée du général en chef répandit une certaine fluctuation dans les divisions françaises, et le général Bonnet, qui remplaçait le duc de Raguse, ayant été lui-même blessé presque aussitôt, le général Clausel qui lui succéda, ne pouvant plus songer à vaincre, dut se borner à rétablir l'ordre de bataille, ce qu'il exécuta avec une présence d'esprit digne des plus grands éloges. Attaqué sur sa droite et sur son front, il se maintint sur le terrain qu'il occupait jusqu'à la nuit, protégé par des batteries qui, servies admirablement, causaient de grands ravages dans l'armée anglo-portugaise. Le nombre des tués et blessés était à peu près de cinq mille hommes dans l'une et l'autre armée; mais deux mille Français restèrent prisonniers, et le résultat de la journée fut bien différent pour les deux partis. Outre que, pour une armée plus forte, la perte était bien moins sensible, les Français durent se replier sur la Tormès, que l'ennemi leur laissa franchir sans les inquiéter davantage. Son dernier effort fut contre la division du général Foy qui formait l'arrière-garde, et qui repoussa toutes ses attaques.

Le duc de Raguse ne manqua pas d'écrire à l'empereur, que la blessure qu'il avait reçue, en le mettant hors de combat, avait seule décidé la victoire en faveur de lord Wellington. Cette vaniteuse assertion ne trompa point l'empereur. En effet, le mal était consommé au moment où le maréchal fut atteint, et c'est la belle manœuvre du général Clausel qui, en ralliant la gauche sur le centre et la droite, sauva [1] l'armée d'une imminente destruction.

Une nouvelle aussi malheureuse, apportée à Napoléon la veille de la grande journée de la Moskowa, avait dû exciter en lui une grande colère, et contre le duc de Raguse, trop pressé de combattre, et contre le roi Joseph, trop lent à marcher à son secours. En exprimant au ministre de la guerre son mécontentement de la conduite du duc de Raguse, il le charge de poser à ce maréchal plusieurs questions : Pourquoi a-t-il livré bataille sans les ordres du roi? Pourquoi a-t-il quitté la défensive pour l'offensive avant que l'armée du centre l'eût rejoint? « Il y a là, écrivait l'empereur, un » crime d'insubordination qui est cause de tous les » malheurs de cette affaire... En faisant coïncider » ces deux circonstances, d'avoir pris l'offensive » sans les ordres du général en chef, et de ne pas » avoir retardé la bataille de deux jours pour ne » pas recevoir quinze mille hommes d'infanterie » que lui amenait le roi, et mille cinq cents che- » vaux de l'armée du Nord, on est fondé à penser » que ce maréchal a craint que le roi ne participe » au succès de la bataille, et qu'il a sacrifié à la » vanité la gloire de la patrie et l'avantage de mon » service. » L'empereur, toujours indulgent, et quelquefois jusqu'à la faiblesse, pour ses plus anciens compagnons d'armes, a soin, dans sa lettre au ministre de la guerre, de lui recommander de n'adresser ces questions au duc de Raguse qu'après qu'il serait arrivé en France, « remis de sa bles- » sure et à peu près rétabli. »

Aussitôt après la bataille des Aropiles, le roi

[1] Le général Clausel fut surnommé par les soldats *le Héros malheureux des Aropiles*. Ce général fut aussi blessé, mais légèrement.

Joseph, qui avait fort à cœur de conserver Madrid, avait écrit au maréchal Soult d'évacuer l'Andalousie et de se diriger sur Tolède. Le duc de Dalmatie n'avait pu dissimuler au roi que cette mesure, tout à fait extraordinaire, lui paraissait l'une des plus funestes pour l'honneur des armées impériales, pour le bien du service de l'empereur et pour celui du roi lui-même. Il lui proposait, au contraire, de venir le joindre en Andalousie, et d'y amener avec les troupes de l'armée du centre, celles de l'armée de l'Aragon, auxquelles ses ordres pourraient promptement parvenir. C'était là, selon le maréchal, le vrai moyen de rétablir les affaires. « Du moment, disait-il, que nous aurons soixante » et dix à quatre-vingt mille hommes réunis dans le » midi de l'Espagne, le théâtre de la guerre est » changé, l'armée de Portugal se trouve dégagée, » et elle peut se reporter successivement jusqu'au » Tage. Qu'importe à Votre Majesté de conserver » Madrid, si elle perd le royaume? Philippe V en » sortit trois fois et y rentra en souverain. » Ce conseil ne fut nullement du goût du roi Joseph. Ce prince, qui ne se sentait point exempt de reproche, avait envoyé auprès de l'empereur un officier de son état-major, le colonel Desprez, pour lui porter la justification de sa conduite, et ses plaintes contre les maréchaux, notamment contre le maréchal Soult. Ses griefs contre ce maréchal ne se bornaient pas au peu de promptitude de son obéissance. Il l'accusait de nourrir des projets ambitieux qui n'allaient, selon lui, à rien moins qu'à se faire proclamer roi d'Andalousie. Le colonel Desprez avait été reçu par l'empereur au Kremlin, le soir du 18 octobre, jour où commençait l'évacuation de Moskou, et au moment où l'empereur venait d'apprendre que le roi de Naples avait été attaqué par les Russes et forcé à la retraite. C'est dans ces conjonctures si délicates pour lui-même, que l'empereur s'occupe avec cet officier des affaires d'Espagne, et discute avec lui les fautes commises par le roi Joseph. Suivant Napoléon, « le mouvement en » faveur de l'armée de Portugal avait été commencé » trop tard; il aurait pu être fait un mois plus » tôt... Après la bataille de Salamanque, le roi au- » rait dû se porter sur le Duero et rallier l'armée » de Portugal. » Ainsi, dans l'opinion de l'empereur, le roi avait eu des torts graves avant et après la bataille. Quant aux dissentiments entre le roi et le maréchal Soult, l'empereur avait répondu que dans les circonstances difficiles où il se trouvait, il ne pouvait s'occuper de *pauvretés semblables*. « Il ajouta, » continue le colonel Desprez dans le compte rendu de sa mission au roi, « que le maré- » chal Soult était la *seule tête militaire* qu'il eût » en Espagne, qu'il ne pouvait l'en retirer sans » compromettre l'armée. » On ne saurait assez admirer avec quelle justesse l'empereur, à huit cents lieues de distance, appréciait ce qui se passait en Espagne.

Au lieu de rallier, comme il eût dû le faire, l'armée de Portugal après la perte de la bataille, le roi Joseph, qui ne songeait qu'à sa capitale, se dirigea sur Ségovie. Dès lors le général Clausel, qui se trouvait abandonné à lui-même, dut faire sa retraite sur Valladolid, que bientôt il lui fallut aussi évacuer. Lord Wellington, ne supposant pas que cette armée fût de quelque temps en état de présenter une résistance sérieuse, détacha de l'armée anglo-portugaise un corps de vingt mille hommes, avec lequel il s'achemina vers Madrid. Le roi quitta cette ville le 11 août, se portant d'abord vers Tolède; mais, sur la nouvelle que le maréchal Soult allait évacuer l'Andalousie, il se retira sur Valence. Cette retraite offrit le plus affligeant des spectacles. Toutes les personnes attachées à la cour, et quinze à dix-huit mille habitants, de ceux qui s'étaient prononcés le plus ouvertement pour la nouvelle dynastie, avaient suivi l'armée du centre pour se soustraire à l'ennemi, et surtout à la persécution bien plus à craindre encore de leurs propres concitoyens. Un convoi formé de plus de deux mille voitures, portant des femmes et des enfants, fut trop souvent en butte aux mauvais traitements de cette portion de soldats indisciplinés qui restent toujours en arrière des grands corps pour se livrer au désordre et au pillage. Presque aussitôt après le départ de Joseph, lord Wellington entra dans Madrid au milieu des acclamations de certaines classes, toujours prêtes à saluer le vainqueur. L'enthousiasme ne fut pas de longue durée, et les mêmes démonstrations attendaient le retour du roi.

Cependant le général Clausel, ayant réorganisé l'armée de Portugal, lui avait fait prendre une attitude offensive, et ses habiles manœuvres vinrent réveiller dans Madrid lord Wellington, occupé à se concilier, par des fêtes, la population de cette capitale. Le général anglais en partit le 1er septembre, et, donnant à toutes ses forces une impulsion mieux entendue, il obligea l'armée de Portugal à reprendre son mouvement de retraite et à se replier au delà de Burgos. Alors commença le siége de cette ville. Burgos n'est qu'une place de troisième ordre; mais elle avait pour sa défense un habile et brave gouverneur, le général Dubreton, et une garnison de dix-sept à dix-huit cents hommes, digne de son gouverneur. L'attaque fut énergique et la résistance admirable. Les assiégeants étaient au nombre de plus de trente mille. La garnison eut à souffrir beaucoup de privations, surtout celle de l'eau, la pire de toutes : elle les supporta sans se plaindre,

soutenue et encouragée par ses chefs, qui lui donnaient l'exemple de tous les genres de sacrifices et de dévouement. Vainement l'ennemi fit jouer quatre mines, pratiqua plusieurs brèches, et livra cinq assauts. L'armée de Portugal, qui avait reçu quelques renforts, et dont le général Souham avait pris le commandement, s'avançant au secours de la place, le siége, après avoir duré trente-cinq jours, fut levé le 22 octobre. Ainsi une bicoque, intrépidement défendue, avait bravé tous les efforts d'une armée qu'enorgueillissait une récente victoire, et la prise de Badajoz [1], dont lord Wellington était si fier, ne servait qu'à lui rendre plus sensible l'échec essuyé devant Burgos.

Tandis que le général anglais s'était livré à une entreprise où la fortune lui devait être infidèle, et se retirait à son tour, quoique lentement et en bon ordre, devant cette armée de Portugal qu'il avait précédemment vaincue, le maréchal Soult, obligé, par le cours des événements, d'évacuer l'Andalousie, avait quitté Séville le 26 août, et, marchant par Grenade, s'était porté sur la frontière du royaume de Valence, et avait eu à Almanza une entrevue avec le roi Joseph et le maréchal Suchet. Il paraît que le roi proposa au maréchal Jourdan et au maréchal Suchet de prendre le commandement des armées réunies du Centre et du Sud. Ni l'un ni l'autre de ces maréchaux n'accepta cette proposition. Joseph dut donc, quoiqu'à regret, remettre ce commandement au maréchal Soult. Celui-ci, sans perdre de temps, marcha sur le Tage, passa ce fleuve auprès d'Aranjuez, poursuivit le général Hill [2], qui se retirait devant lui, et étant entré en communication avec l'armée de Portugal, dirigea tous les mouvements dans le but de forcer à une bataille l'armée anglo-portugaise, qui d'ailleurs, de son côté, annonçait l'intention de combattre sur un terrain déjà glorieux pour elle. Le 1er novembre, le roi était rentré dans Madrid, mais il n'y passa qu'un jour, et se hâta de rejoindre l'armée. Soult ayant sous ses ordres immédiats l'armée du Midi et l'armée du Centre, le roi donna le commandement de l'armée de Portugal au général Drouet d'Erlon. Cette armée, comme les deux autres, était naturellement sous la haute direction du maréchal. Lord Wellington ayant sous sa main et le corps du général Hill et les troupes revenues du siége de Burgos, ainsi que des renforts arrivés récemment, avait mis une affectation orgueilleuse à s'établir sur le même point qu'il avait occupé deux mois auparavant, à San-Christoval devant Salamanque. L'armée française aussi était belle et nombreuse [3]. Chacune des deux armées offrait ainsi des masses redoutables, et le choc, s'il avait lieu, devait être des plus violents. Aussi les historiens anglais ont-ils beaucoup loué lord Wellington d'avoir su y échapper, quoiqu'il ait dû cet avantage à une circonstance fortuite. Les soldats français appelaient à grands cris la bataille, impatients de venger la défaite du duc de Raguse sur le même champ de bataille. Si nous en croyons celui des historiens anglais qui a jeté le plus de jour sur la guerre de la Péninsule, le colonel Napier, deux opinions auraient été en présence dans le quartier général du roi Joseph, celle du maréchal Soult et celle du maréchal Jourdan. Ce dernier, reprenant toute l'ardeur de la jeunesse, était d'avis qu'il fallait brusquer le passage de la Tormès qui, selon lui, était presque partout guéable, sur beaucoup de points à la fois, de manière à placer soudainement l'ennemi dans une position telle qu'il lui fût impossible de refuser d'en venir aux mains. Cette opinion obtenait une grande faveur dans l'état-major du roi et chez le roi lui-même. Tout en partageant les vues du maréchal Jourdan et les désirs de l'armée, le maréchal Soult pensait qu'au lieu de tenter des passages inconnus, et qui pouvaient être dangereux, il était plus prudent de franchir la Tormès à des gués sûrs qu'il indiquait, prétendant que le délai ne serait pas plus long et que le but serait pareillement atteint. La responsabilité du commandement en chef pesant sur ce maréchal, le roi adopta son avis. Le passage de la Tormès s'exécuta en effet avec succès le 14 et le 15 novembre, et tout promettait pour le lendemain une bataille infaillible, lorsque des orages, une forte pluie, et surtout une brume épaisse, condamnèrent l'armée française à une journée d'inaction dont le général anglais profita [4] pour opérer sa retraite sur Ciudad-Rodrigo. Il ne resta plus au maréchal Soult qu'à poursuivre l'ennemi, et à tâcher de couper son arrière-garde, ce qui ne donna que quelques milliers de prisonniers. Sans doute, pour l'honneur de nos armes, on peut regretter que la défaite du duc de Raguse n'ait pas été effacée par une victoire remportée sur le même terrain; mais telle était la situa-

[1] Le brave général Philippon, qui avait une première fois fait dans Badajoz la plus glorieuse défense, n'avait, au second siége, succombé que par l'insuffisance de sa garnison, trop faible pour l'étendue des ouvrages qu'elle avait à garder.

[2] Le corps du général Hill avait été grossi par des renforts venus de Cadix, où ces troupes n'étaient plus nécessaires depuis que le siége en avait été levé.

[3] Elle formait quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie et douze mille de cavalerie.

[4] L'historien anglais Napier dit que l'armée anglo-portugaise fit sa retraite avec une hardiesse étonnante,

tion des affaires en Espagne, qu'un triomphe momentané, quelque éclatant qu'il fût, ne pouvait pas avoir un caractère décisif, et n'aurait pas empêché cette étrange guerre de reprendre son cours quelques mois plus tard. Lord Wellington fit prendre des cantonnements à son armée dans le voisinage de Ciudad-Rodrigo, et partit peu de jours après pour Cadix, où les cortès lui prodiguèrent les plus éclatants témoignages de reconnaissance. Le maréchal Soult porta son quartier général à Tolède, et le roi retourna à Madrid [1].

Quelques jours après la rentrée de ce prince dans sa capitale, parut un article de gazette officielle, dans lequel on déplorait les malheurs de l'Espagne, et l'on cherchait à démontrer qu'il n'y avait de bonheur possible pour ce pays que sous la protection du roi Joseph. Cet article se terminait ainsi : « Et » quoi donc! est-il quelque autre asile certain » dans une tempête aussi violente? Ah, ne le » cherchons point dans les *dogmes révolutionnaires et jacobiniques* que l'assemblée de Cadix » prêche à une nation qui s'est fait connaître dans » l'univers *par ses principes monarchiques et religieux*. » Si l'on rapproche ce langage des conseils donnés au roi par l'empereur le 15 mars de cette année, il faut bien reconnaître que les deux frères sont loin d'entendre de la même manière les questions politiques. Lorsque Napoléon engage Joseph à lutter d'idées libérales avec les cortès de Cadix, celui-ci se révolte contre les dogmes révolutionnaires et jacobiniques de cette assemblée. Étrange contraste! Spectacle vraiment incroyable que présente la Péninsule! Un roi né de la révolution française, un roi qui, pour n'être pas réputé usurpateur, devrait vouloir se faire adopter par la nation espagnole, et par conséquent chercher à lui plaire par les opinions qui ont la vogue du moment, ce roi se constitue le champion du principe religieux et monarchique, tandis que les défenseurs de la cause de Ferdinand VII proclament les droits de l'homme, et appuient, sur des doctrines démagogiques, la couronne de ce prince! On dirait que Joseph, confident des vœux secrets de Ferdinand, tient à lui garder, comme en dépôt, son héritage intact, et tel que celui-ci le voudra au prix même du sang des hommes qui auront le plus puissamment concouru à le lui faire recouvrer.

En dépit des contre-sens de Joseph, la situation de l'Espagne se trouve de nouveau assez favorable; mais ce n'est pas la France qui doit s'en réjouir. Il est trop souvent des circonstances où ce qui paraît un succès est un malheur. Pour des princes surtout qui ont à soutenir des luttes engagées sur des terrains différents, un avantage partiel sur l'un de ces points peut nuire à l'ensemble des affaires, et devenir la cause d'un désastre général, qui enveloppe toutes ses opérations, et attaque jusqu'à la racine de sa puissance. Deux fois Napoléon l'a éprouvé en Espagne. Avant de s'embarquer dans la guerre du Nord, il avait eu la pensée d'abandonner tout à fait le midi et le centre de l'Espagne pour faire replier toutes ses troupes sur l'Èbre. Ce projet était sage. L'empereur y renonça par la considération des beaux faits d'armes qui avaient illustré le maréchal Suchet en Aragon, dans la Catalogne, et dans le royaume de Valence, où la destruction de l'armée de Blake avait assuré aux Français une domination pleine et incontestée. Il pensa que cette position prospère pourrait se maintenir, et il ne demandait à ses généraux au delà des Pyrénées que de ne rien hasarder qui pût compromettre l'état existant. Supposons, au contraire, qu'il eût persisté dans son premier dessein; il aurait, à son retour de la campagne de Russie, pu adopter un parti décisif à l'égard de la Péninsule, en rétablissant, comme déjà il avait été tenté de le faire, Ferdinand VII sur le trône, et par là deux cent cinquante mille hommes de vieilles troupes se fussent trouvés à sa disposition pour recommencer la guerre en Allemagne.

La perte de la bataille de Salamanque semblerait avoir dû ramener l'empereur à ses premières idées, et probablement si, à la fin de 1812, il eût retrouvé les affaires d'Espagne en mauvais état, il se serait résigné à un grand sacrifice pour diminuer l'étendue des charges auxquelles il avait à pourvoir. Mais voilà que l'issue heureuse de la campagne, la belle défense de Burgos, la réorganisation de l'armée de Portugal et la réunion de cette armée à celles du Centre et du Sud, qui, sous les ordres du maréchal Soult, ont forcé les Anglo-Portugais à se retirer devant elles, en redonnant aux affaires de la Péninsule un aspect plus satisfaisant, viennent persuader à l'empereur que la perte de la bataille de Salamanque, qui n'a été au fond qu'un accident, n'a point porté un dommage essentiel à l'ascendant des armes françaises, et qu'il peut tout à la fois conserver ce pays et tenir tête à ses ennemis en Allemagne. Ce sont ainsi des succès inopportuns qui deux fois l'ont empêché de prendre, à l'égard de l'Espagne, un parti définitif, auquel il reviendra plus tard. Il ne sera plus temps.

A peine arrivé à Paris, l'empereur a senti le

et il ajoute : « avec beaucoup de bonheur aussi; car il » s'éleva un brouillard épais et il tomba une forte pluie » qui rendirent presque impraticables les sentiers et les » champs par lesquels l'ennemi s'avançait, tandis que » les alliés avaient pour eux les hauts chemins. »

[1] Le 4 décembre.

besoin de surveiller les deux cours d'Autriche et de Prusse, et de bien s'assurer de leurs véritables dispositions. C'est surtout à Vienne que ses instances sont vives. « Si la grandeur des efforts devait se » mesurer à la grandeur des intérêts [1], l'Autriche, » dans la guerre contre la Russie, serait la partie » principale, et la France, l'auxiliaire. La France » ne confine point à la Russie, elle est hors de l'at- » teinte des hordes russes. Plusieurs provinces de » Pologne, que l'Autriche conserve, pourraient ten- » ter l'ambition du cabinet de Pétersbourg; l'Au- » triche a essayé de l'alliance de ce cabinet, elle sait » quel fruit elle en a tiré... L'ambition de la France » est tournée vers la mer... L'Autriche n'a rien » à espérer de la Russie, rien à craindre de la » France. » Aux lettres de l'empereur Napoléon, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse ont répondu par les protestations d'une inviolable fidélité à l'alliance qu'ils ont conclue avec lui. C'est dans ces conjonctures que survient tout à coup la défection du général York. Le coup était imprévu. Le baron d'Hardenberg en a paru atterré. L'indignation du roi a été réelle. « Il y a, dit ce prince, de » quoi prendre une attaque d'apoplexie. » Le mot partait du cœur; la droiture de l'homme se révoltait contre la perfidie; l'autorité du maître se sentait blessée par la désobéissance du sujet. Les premières mesures que l'on adopta sont dictées par ce double sentiment. La convention signée par le général York est formellement désavouée par le roi. L'ordre est donné de faire arrêter ce général et de le conduire à Berlin. Le général Kleist le remplacera dans le commandement. Un aide de camp de S. M. Prussienne, M. Natzmer, se rend auprès du roi de Naples, commandant en chef l'armée française, pour l'engager à prendre envers les troupes prussiennes telles dispositions qu'il jugera convenables. En même temps, le prince d'Hatzfeld va partir pour porter à l'empereur Napoléon l'expression des sentiments du roi. « Plus j'ai été sensible, » écrit ce prince [2], à la satisfaction que V. M. Impé- » riale a témoignée de la conduite de mes troupes » pendant la campagne, plus j'ai été affecté et indi- » gné des démarches que le général York a osé se » permettre. » S. M. Prussienne renouvelle ensuite à l'empereur les assurances « de son *attachement » constant à sa cause et à sa personne.* » Une mission secrète est en outre confiée au prince d'Hatzfeld : ce serait d'ajouter à l'alliance du gouvernement une alliance privée [3]. Le roi, lorsque la proposition lui en a été faite par M. d'Hardenberg, a déclaré d'abord que, comme père de famille, il avait peu de penchant à contracter une alliance d'après des vues politiques. « Si cependant, a-t-il » dit, je vois qu'il en résulte des avantages considé- » rables qui placent ma monarchie dans un rang » plus élevé que celui où elle se trouve actuelle- » ment, je ne balancerai pas. » Le roi est-il de bonne foi dans cette déclaration? Nous n'en faisons aucun doute. A la date de sa lettre et de la mission du prince d'Hatzfeld, nous croyons que si l'empereur, prenant conseil de sa position nouvelle, eût voulu et qu'il eût pu offrir à la Prusse l'espèce de restauration qui formait l'objet de ses vœux, il y aurait eu encore moyen de retenir cette puissance, et probablement elle eût mieux aimé accepter du gouvernement français une recomposition partielle de son existence ancienne, que de s'associer de nouveau à la Russie dans des chances de guerre, dont précédemment les résultats lui avaient été si funestes. Cette manière de penser nous paraît avoir été sincère à Berlin jusqu'au 10 janvier; à une date plus éloignée, nous ne la garantissons plus. L'époque est extraordinaire, la crise rapide et précipitée. Les événements qui se développent dans le duché de Varsovie et dans le nord de la Prusse, l'insubordination des habitants et même des troupes qui se prononcent ouvertement en faveur des Russes, agitent les imaginations populaires, et sont de nature à ébranler jusqu'aux résolutions des hommes d'État.

Le chancelier baron d'Hardenberg n'a été replacé à la tête des affaires en Prusse qu'avec l'assentiment de Napoléon; mais sa reconnaissance pour l'empereur des Français ne le dispense pas de ses devoirs envers le prince dont il est le principal ministre. Il désire donc, il doit désirer l'amélioration des destinées de la monarchie prussienne, s'il est possible, par le concours de la France; dans le cas contraire, par toutes les voies que les circonstances pourront lui présenter. Telle est, selon nous, au 10 janvier, la situation où il se trouve. Son rôle est d'avoir les yeux ouverts de tous les côtés à la fois, de juger l'état présent des parties adverses, de balancer, pour les temps ultérieurs, les chances heureuses ou malheureuses, et de faire en sorte d'attacher le sort de la Prusse à la roue du char de la fortune. C'est aussi pour le chancelier une obligation essentielle de prendre, dans le pays

[1] Instructions données à M. Otto, en date du 26 décembre.

[2] Lettre en date du 9 janvier.

[3] L'intention du baron d'Hardenberg, écrivait M. de Saint-Marsan, serait, « après avoir assuré l'existence de la Prusse par l'alliance politique, d'obtenir sa restauration par une alliance de famille qui détruirait tout soupçon, toute méfiance, engagerait la France à mettre la Prusse à sa place et à en former la barrière du Nord. »

même, son point d'appui, et de ne pas heurter l'opinion dominante. Cette opinion, on ne saurait le méconnaître, est non-seulement défavorable, mais même passionnée contre la France. Napoléon, qui n'avait pas été assez impitoyable pour renverser la maison régnante, ne s'était pas montré assez généreux pour se créer des droits à une vive reconnaissance. Le ressentiment des humiliations essuyées en 1806 et 1807 entretenait dans l'armée un ardent désir de représailles. La rigueur de Napoléon à exiger le payement des contributions imposées à la même époque, et les charges récentes que la guerre de Russie faisait peser sur les pays traversés par nos troupes, avaient causé une irritation presque générale. Si les hommes liés au système français avaient jusque-là cru devoir tempérer l'exaltation des sociétés secrètes, la gravité du moment ne comportait plus guère les conseils de la modération. C'est presque toujours aux passions énergiques que les grandes crises appartiennent.

Tandis que Napoléon s'occupait presque exclusivement de combats, sa politique sommeillait ou se bornait à réchauffer le zèle de ses alliés. Il n'en était pas ainsi des autres gouvernements. Les cabinets de Pétersbourg et de Londres mettaient tout en mouvement pour séduire ses alliés et lui susciter des ennemis. A Vienne, un Anglais voyageur, Walpole, cherchait à augmenter encore, dans la haute société, la haine contre Napoléon, et à tenter le cabinet par les offres [1] les plus magnifiques. Des communications avaient été faites à la Prusse de la part de la Russie, les unes par l'intermédiaire du prince royal de Suède, d'autres par des lettres directement adressées au baron d'Hardenberg.

Si nous voulions faire remonter un peu haut les commencements de la désertion de la Prusse, les indices ne nous manqueraient pas. Le cabinet de Berlin, comme beaucoup d'autres, avait une double correspondance avec ses agents au dehors ; l'une jusqu'à un certain point ostensible [2], l'autre tout à fait secrète. Ainsi, au moment même où l'alliance avec Napoléon venait d'être signée, où le cabinet en affectait une vive joie, une lettre particulière de chancellerie disait à M. de Tarrach, agent prussien en Suède : « Il fallait en passer par là.... ou par la » fenêtre. » Ainsi encore, lorsque la correspondance officielle, en conformité des vues de la France, faisait, le 30 août, une déclaration énergique au gouvernement suédois, la correspondance occulte prescrivait à l'agent prussien des insinuations verbales propres à calmer l'impression que la déclaration aurait pu produire. La Suède ne s'y trompait pas, et ne savait point mauvais gré à la Prusse de ce tribut obligé, payé par elle à ses engagements envers la France.

Plusieurs fois des lettres de Stockholm assurèrent la cour de Berlin que l'empereur Alexandre comprenait parfaitement la position du roi, et ne lui en conservait pas moins son ancienne amitié. Au mois d'octobre, une tentative plus marquée fut faite par la Russie auprès du baron d'Hardenberg. « Nos » intérêts sont les vôtres. Le moment est venu où » nous devons nous parler sérieusement. En atti- » rant, ainsi que nous l'avons fait, l'ennemi dans » l'intérieur de notre empire, nous vous avons » donné, ainsi qu'à l'Autriche, toute liberté de vo- » lonté, et une occasion dont il est de votre intérêt » de tirer parti... Le parti qu'a pris la Prusse, de » se joindre aux ennemis de la Russie, a été excusé » dans le cœur de l'empereur : il ne demande pas » mieux que d'en effacer le souvenir. Présentez à » l'Autriche l'évidence de votre intérêt commun, » montrez-lui la chute de l'empereur Napoléon et » la liberté de l'Europe comme résultat immédiat » de votre défection à la cause de la France. Vous » me connaissez assez, monsieur le baron, pour » être sûr que je ne vous parlerais pas dans le sens » de cette lettre, *si je n'y étais formellement auto- » risé* [3]. » La lettre portait en outre que le personnage qui en était chargé avait des instructions pour tous les cas. On juge bien que les démarches de la Russie ne s'étaient pas bornées à cette ouverture, et qu'elles avaient dû prendre un caractère plus pressant à mesure que la guerre et l'hiver étaient devenus plus favorables aux ennemis de Napoléon.

Pour les puissances de second ordre, et telle était alors la Prusse, c'est une nécessité de négocier sans cesse, de se préparer plus d'une issue, de se ménager, en des sens divers, un recours éventuel ; mais de ces préliminaires à un changement com-

[1] « On a fait à l'Autriche les offres les plus brillantes, non-seulement la rétrocession des provinces illyriennes et la suprématie en Allemagne, mais l'Italie, l'Italie tout entière sans doute, et dix millions sterling de subsides. On promet tout ; on assure que l'Allemagne est prête à se soulever tout entière contre la France ; on n'hésite pas à dire que la France elle-même est à la veille d'une grande révolution. » (Lettres de M. Otto, derniers jours de décembre et premiers jours de janvier.)

[2] L'une était signée par le ministre des affaires étrangères, comte de Golz, l'autre, par M. Lecoq, l'un des principaux employés de ce département.

[3] Lettre datée du 19 octobre. On verra dans le chapitre suivant qu'antérieurement même à cette époque, le cabinet prussien avait été positivement encouragé par M. de Metternich à donner suite aux ouvertures qui lui seraient faites par la Russie, s'il devait y trouver son intérêt.

plet de politique, la distance est grande. Quelles que fussent donc les provocations auxquelles le cabinet prussien était en butte, nous sommes convaincu que l'idée d'une brusque renonciation aux engagements contractés répugnait vivement au roi, et même à M. d'Hardenberg, lorsque tout à coup le général York osa en prendre l'éclatante initiative. A supposer que le cabinet eût déjà pu admettre la probabilité d'un revirement plus ou moins prochain, il dut s'offenser qu'un sujet se permît de faire la leçon au roi, et on eut à cœur de repousser bien loin la supposition d'une lâche complicité. La défection, si elle a lieu, doit être spontanée et volontaire ; la dignité du gouvernement ne veut pas qu'elle lui soit imposée. Cependant les événements marchent si vite, que la temporisation devient difficile; la secousse est si violente, que la résistance s'épuise. Le prince d'Hatzfeld vient de partir pour Paris, et le lendemain, ce qu'il va demander à la France, on cherche si on ne pourra pas le trouver plus sûrement ailleurs. Stockholm était, comme nous l'avons dit, le siége principal des négociations dirigées contre la France. L'agent prussien, M. de Tarrach, était dans des relations suivies avec les ministres de Russie et d'Angleterre. Ce dernier, M. Thornton, lui avait fait, dans les premiers jours de janvier, des ouvertures sur lesquelles le cabinet de Berlin différait à prendre parti. C'est le 16 de ce mois qu'il se décide à s'expliquer, et ce n'est plus la correspondance occulte qui intervient. Le ministre des affaires étrangères, comte de Golz, trace lui-même à M. de Tarrach la conduite qu'il doit tenir avec M. Thornton. « Le roi, écrit ce ministre, » est charmé de trouver dans les propositions du » gouvernement anglais autant de modération que » d'*égards dus à la position aujourd'hui si gênée* » *de la Prusse*. S. M. croit donc qu'on pourra tirer » grand parti des confidences de M. Thornton, pour » savoir quels doivent être les véritables projets de » l'Angleterre et de ses alliés à l'égard de l'expé» dition projetée pour le printemps prochain, et » quels sont surtout les avantages que la Grande-» Bretagne pourra offrir à la Prusse en retour d'une » coopération directe ou indirecte. » Une grande prudence est recommandée à M. de Tarrach pour tromper les regards observateurs et ne point compromettre « *le système actuel du roi.* » Par une telle lettre, on juge quelle opinion il faut se former de ce système actuel. Le mot subsiste, la chose a disparu. A dater de ce jour, la rupture de la Prusse est, à nos yeux, une œuvre consommée. La pensée est conçue, le projet formé; il ne reste plus qu'à choisir le mode d'exécution. Toutefois, on se gardera bien de se démasquer. Voilà le cabinet engagé dans une voie d'avilissante hypocrisie, qui donne à sa désertion une couleur méprisable qu'elle ne présenterait pas, s'il avait l'audace de la franchise. Presque tous ses actes vont, pour quelque temps, être de véritables mensonges. Au fond, sa colère contre le général York est amortie, et peut-être révoque-t-on en secret la désapprobation dont on l'a frappé ; mais il faut tromper la France, et, trois jours après la date de la lettre que nous venons de rapporter, le 19 janvier, la gazette de Berlin publie la proclamation royale, qui ordonne de traduire devant un conseil de guerre les généraux York et Massembach. Les dispositions[1] financières destinées incontestablement à être employées contre la France, on continue de vouloir persuader à la France que c'est pour elle qu'on les adopte, comme aussi que c'est pour elle qu'ont lieu de nouvelles levées, quoique évidemment les troupes prussiennes soient tenues à dessein loin des points que, dans l'intérêt français, il eût été important de défendre.

Dès le milieu de janvier, le cabinet prussien, sous prétexte que Berlin pourrait bientôt être le théâtre de la guerre, avait fait pressentir que le roi se proposait de quitter cette capitale pour se rendre à Breslau, et on annonçait en même temps l'intention de faire reconnaître la neutralité de cette province. L'empereur Napoléon ne se trompa guère sur les conséquences de ce projet. Le déplacement du roi ne lui paraissait pas offrir d'inconvénient; mais il ne pouvait approuver qu'on ouvrît des négociations avec les Russes pour la neutralité de la Silésie. « Une négociation sur ce sujet serait un » commencement d'arrangement avec l'ennemi. » Ainsi s'exprimait le duc de Bassano le 26 janvier; et, quelques jours plus tard, il insistait vivement sur la même observation : « Personne, écrivait-il, » n'est plus que l'empereur éloigné de juger sur de » simples apparences ; mais il a prévu que l'Europe » trouverait, comme elle l'a trouvée, cette démar» che extraordinaire. » Il terminait cette lettre en disant que si, comme on l'assurait toujours, les sentiments du roi n'étaient pas changés, « il fallait que, » dans toute sa conduite, ses intentions se montras» sent si bien, que l'Europe n'en pût concevoir aucun » doute, ni l'ennemi aucune espérance. » Évidemment toute confiance est détruite à Paris ; mais, de part et d'autre, on a intérêt à gagner du temps. On prolonge, comme de concert, un simulacre d'intelligence, et réciproquement on s'abstient d'un éclat prématuré. A Berlin on n'avait pas attendu la ré-

[1] Ordonnance du 19 janvier, qui ordonne l'émission de onze millions de thalers (à peu près quarante millions de francs), et qui établit un impôt sur le revenu.

ponse de la France sur le projet de départ du roi. Ce prince s'était mis en route, dès le 22 janvier, pour Breslau [1] et M. de Saint-Marsan l'y avait suivi. On avait laissé une régence à Berlin, sous la présidence du comte de Golz, ministre des affaires étrangères. Dans la situation anarchique où elle se trouve, la Prusse a trois fantômes de gouvernement, et le plus puissant des trois n'est ni à Berlin, ni à Breslau; il est à Kœnigsberg. Quoique cette ville et les provinces voisines soient considérées comme pays conquis, les Russes, en y organisant une administration, ont placé à sa tête l'ancien ministre du roi, baron de Stein, témoignant par ce choix qu'ils regardent la Prusse tout entière comme devant être bientôt leur alliée. En dépit des ordres contraires du roi, qu'il déclare n'avoir pas reçus, le général York annonce, par la gazette de cette ville, qu'il garde son commandement, et il s'occupe [2] à lever des recrues pour renforcer son corps d'armée. Les ennemis de la France déclarent hautement que le roi approuve et favorise sous main tout ce qui se fait contre ses ordres ostensibles, attendant que les circonstances *le forcent* de se prononcer dans le même sens. Ces espérances ne sont que trop fondées, et bientôt les dispositions prises par le gouvernement ne peuvent plus laisser de doute sur ses intentions véritables. Un édit royal, en date du 3 février, appelle les fils de famille de dix-sept à vingt-quatre ans à s'armer et à s'équiper à leurs frais. Une seconde ordonnance du 9 et une troisième du 10 donnent à la première plus de développement et d'étendue. Cette dernière porte que l'âge fixé pose seulement les bornes des devoirs, mais n'exclut nullement les volontaires qui, ayant passé l'âge de vingt-quatre ans, voudraient suivre la carrière des armes. Au mépris des préjugés qui, antérieurement, réservaient à la noblesse toutes les distinctions militaires, il est expressément déclaré que, dans la distribution des grades, la capacité et la bonne conduite seront seules prises en considération. On promet en outre indistinctement à tous ceux qui auront répondu à cet appel, de leur donner la préférence dans toutes les promotions militaires et civiles. Pour combattre la France, on ne trouve rien de mieux que de lui emprunter jusqu'à ces principes dont on lui a si longtemps fait un crime, et pour la destruction desquels on a formé tant de coalitions.

Le but de tous ces actes n'est pas officiellement déterminé, mais il n'est guère possible de s'y méprendre. Le triomphe des sociétés secrètes éclate partout, à Berlin comme à Breslau. Déjà cette dernière ville a vu reparaître autour du gouvernement les chefs de parti qu'il avait précédemment écartés, les généraux Blücher, Scharnhort, Gneisenau et autres personnages plus ou moins considérables. Cependant les communications avec la France continuent à être très-actives.

Une faute grave en politique (et par malheur l'empereur Napoléon va, en peu de temps, en commettre plusieurs de cette nature), c'est de faire trop tard des concessions qui, venues plus tôt, auraient pu changer le cours des événements. Dans une conversation avec l'envoyé du roi, le comte de Krusemark, l'empereur dit qu'il désire la paix; qu'il consentirait, pour la faire, « à des compensations [3] » prises dans le duché de Varsovie et dans une » partie du royaume de Westphalie, si la paix » n'était que continentale; mais que, si elle était » générale, il consentirait à *de plus grandes mo-* » *difications de son système...* » Une pareille déclaration, connue à Berlin un mois auparavant, eût probablement porté ce cabinet à de sérieuses réflexions. Du reste, l'empereur Napoléon persiste à demander que le roi n'entre point en négociation avec l'ennemi commun. S'il a confiance dans la personne du roi, il se défie de la majeure partie de la nation prussienne, et surtout du parti qui la domine. Il ne peut aussi que s'alarmer du recrutement extraordinaire de la Prusse, *lorsque le roi n'a que des officiers auxquels il ne peut pas se fier lui-même.* Tels sont les termes où en sont encore, vers le 10 février, le roi de Prusse et l'empereur Napoléon. Deux points forment ainsi le texte d'un débat plus ou moins sincère, mais prolongé comme tel : la défiance qu'inspirent à l'empereur les armements extraordinaires de la Prusse, et les refus qu'il oppose à toute négociation entre le roi et l'empereur de Russie. Sur l'un et l'autre point, le cabinet de Breslau ne manque point de moyens de justification, et, on ne peut en disconvenir, les raisonnements qu'il élève contre la prétention de la France ne sont point sans valeur. Sur la question du recrutement extraordinaire, « il faut bien, dit le » baron d'Hardenberg à M. de Saint-Marsan, que » le roi arme le peuple, pour qu'on n'arme pas le » peuple contre lui. » Cette crainte n'était nulle-

[1] L'auteur d'une histoire de Prusse dit, au sujet de ce départ du roi pour Breslau : « Chacun de ses sujets appréciera à leur juste valeur les protestations qu'il » réitéra alors de son attachement constant pour la » France. » C'est un écrivain prussien qui juge ainsi les sentiments du roi.

[2] Il s'était formé à Kœnigsberg une espèce de junte, et le général York disait dans une proclamation du 12 février : « Les représentants de la nation assemblés ont décrété, outre l'armement général, l'organisation d'un corps national de cavalerie pour renforcer l'armée. »

[3] Dépêche de M. de Krusemark datée du 9 février.

ment chimérique. La position du roi avait effectivement ses dangers, et M. d'Hardenberg les expose très-bien dans sa réponse à M. de Krusemark. « Quelque puissants que soient[1], écrit-il à cet envoyé, les secours de l'empereur, nous ne pouvons » y compter maintenant ; et si l'invasion russe avait » lieu, le roi serait obligé de quitter son pays et » ses sujets, en un mot, d'*émigrer*. Voilà pourquoi » le premier des devoirs est d'armer, de soutenir » notre neutralité, et d'empêcher aussi que nous ne » soyons forcés par le peuple à des mesures qui ne » doivent partir que du souverain. Le roi perdrait » toute estime et toute confiance s'il agissait différemment. »

Quant au refus fait par l'empereur de consentir à l'établissement de pourparlers entre le roi et l'empereur Alexandre, M. d'Hardenberg disait : « Ce » refus [2] ne peut que mettre le roi dans un cruel » embarras. L'empereur voudrait-il donc que le roi » fût privé d'un avantage essentiel, qui est une » condition de l'alliance? Déjà avant la guerre, le » roi avait fait pressentir l'empereur Alexandre sur » la neutralité de la Silésie, lors de l'envoi du colonel de Knesebeck, et l'amitié personnelle de ce » prince lui valut l'espoir qu'il la reconnaîtrait. » Maintenant, il n'y a pas un instant à perdre pour » s'en assurer... Le roi a cru ne pas devoir tarder » d'envoyer le même colonel de Knesebeck vers » l'empereur de Russie.

» Mais il y a encore un autre motif. Les Russes » se présentent en libérateurs des peuples qui ont » gémi si longtemps sous le poids de la guerre. Des » mouvements insurrectionnels ne peuvent qu'en » être la suite. Ce danger, et celui que le mal se » propage à chaque pas que feront les Russes jusque dans les provinces en deçà de l'Oder et dans » le nord de l'Allemagne, sont des raisons de plus » pour souhaiter cette neutralité, et pour armer, » à cette fin, par l'impulsion du souverain... Le » corps auxiliaire sera organisé. On s'en occupe... » Quoique, dans notre opinion, le cabinet prussien ait depuis quelque temps déjà, sinon décidé, du moins entrevu, que prochainement il se réunirait aux ennemis de la France, nous n'avons point dissimulé que toute autre détermination de sa part était difficile et hasardeuse. Seulement, il nous semble qu'il eût pu s'abstenir de pousser la fausseté aussi loin qu'il le fait. Nous lisons, par exemple, dans une dépêche de M. de Saint-Marsan, en date du 15 février : « Le baron d'Hardenberg m'a juré » vingt fois *aujourd'hui* que le système n'a point » varié... Il m'a dit qu'il attendait avec une inquiétude et une impatience sans égales une réponse de Paris; parce que si, vu les circonstances, » S. M. l'empereur approuve la démarche faite pour » obtenir la neutralité de la Silésie, et *qu'elle donne* » *quelques secours à la Prusse,* le système sera » plus que jamais consolidé, et que, certainement, » il n'y aura que le désespoir qui puisse jeter la » Prusse dans les bras de la Russie. » Le luxe gratuit de duplicité, que déploie ici le baron d'Hardenberg, nuit à la bonne opinion que l'on voudrait conserver de son caractère. Ses demandes de secours pécuniaires, présentées à Paris par le prince d'Hatzfeld, secours dont en ce moment on fait une condition de fidélité, étaient évidemment inadmissibles. L'empereur pouvait-il être assez débonnaire pour consacrer des fonds français à des armements prussiens, qui, soit d'après une résolution arrêtée de longue main, soit par un entraînement instantané, devaient infailliblement tourner à l'avantage de ses ennemis et aller grossir leurs armées?

Nous sommes arrivés au moment décisif où la dissimulation, déjà fort déplacée, va devenir impossible. Le lendemain du jour où le baron d'Hardenberg avait tenu à M. de Saint-Marsan le langage que nous venons de rapporter, il lui remettait une note datée de ce même jour 15, qui portait un tout autre caractère. « Le roi, disait ce ministre, a appris » avec satisfaction que l'empereur n'a pas rejeté les » vues salutaires de l'Autriche pour le rétablissement de la paix. En la rendant à l'Europe, S. M. » Impériale se couvrirait de la plus belle gloire, et » le roi se trouverait au comble du bonheur s'il » pouvait y contribuer. *Il lui est venu dans l'idée* » que rien n'amènerait plus ce grand œuvre qu'une » trêve, d'après laquelle les armées russes et françaises se retireraient à une certaine distance et » établiraient des lignes de démarcation, en laissant des pays intermédiaires entre elles. S. M. » Impériale serait-elle portée à entrer dans un arrangement pareil? Consentirait-elle à remettre la » garde des forteresses de l'Oder, de Pillau et de » Danzig (pour celle-ci, conjointement avec des » troupes saxonnes, en conformité du traité de Tilsitt) aux troupes du roi, et de retirer son armée » derrière l'Elbe, moyennant que l'empereur Alexandre retirât toutes ses troupes derrière la Vistule? » Le roi ordonne à M. de Krusemark et au prince » d'Hatzfeld de demander là-dessus les intentions

[1] Lettre du baron d'Hardenberg à M. de Krusemark, ministre de Prusse à Paris. En ce moment le cabinet prussien paraissait vouloir essayer un système de neutralité armée, qui devait nécessairement lui avoir été suggéré par l'Autriche, ainsi que le faisait dès lors remarquer, avec beaucoup de sagacité, M. Lefebvre, secrétaire de la légation française.

[2] Lettre à M. de Saint-Marsan en date du 15 février.



» de S. M. Impériale. Il fait sonder également l'em-» pereur Alexandre comme sur une idée qui vient » absolument de lui seul, et qui ne peut compro-» mettre en rien les résolutions que l'empereur » votre souverain pourrait prendre à cet égard. » S. M. le roi *réglera d'après celles-ci ses démar-» ches ultérieures.* » Une proposition d'une telle nature, faite au gouvernement français par le cabinet prussien, est bien en réalité la signification d'une rupture définitive. Ce cabinet savait à merveille que Napoléon, qui se disposait à rentrer bientôt en campagne, n'était pas homme à se dessaisir de places telles que Danzig, Stettin, Custrin et Glogau, sur la seule espérance que, dans ce cas, les troupes françaises se replaçant derrière l'Elbe, les troupes russes, de leur côté, se retireraient derrière la Vistule. C'était donc un adieu formel que le roi adressait à Napoléon. D'ailleurs, lorsque ce prince annonçait qu'il réglerait ses démarches d'après les résolutions de l'empereur, il y avait dans cette assertion un trait d'imposture bien inutile, puisque dès lors on était en négociation pour une alliance avec la Russie. Le colonel Knesebeck se trouvait au quartier général russe; le chef d'état-major du général Winzingerode arrivait à Breslau, et l'empereur Alexandre à Kalish. Les communications, les discussions même de détail, devaient avoir une date déjà ancienne, pour que la conclusion de l'alliance ait pu avoir lieu dix à douze jours après, sans que les signataires fussent même réunis sur le même terrain. En effet, le baron d'Hardenberg la signait à Breslau le 27 février, et le général Koutousof à Kalish le 28.

L'article 2 du traité, qui en forme la disposition fondamentale, exprime le but de l'alliance dans les termes suivants : « L'alliance entre la Russie et la » Prusse est offensive pour la guerre actuelle. Son » but immédiat est de reconstruire la Prusse dans » les proportions qui doivent assurer la tranquillité » des deux États et en établir la garantie. Comme » ce double objet ne saurait être atteint aussi long-» temps que les forces militaires de la France occu-» peront des positions ou des places fortes dans le » nord de l'Allemagne, aussi longtemps même que » cette puissance y exercerait une influence quel-» conque, les principales opérations de la guerre » seront dirigées en premier lieu vers ce point es-» sentiel. » Par l'article 3, la Russie s'engage à mettre immédiatement en campagne cent cinquante mille hommes, et la Prusse quatre-vingt mille. Cet engagement de la part de la Prusse, de fournir immédiatement quatre-vingt mille hommes, montre tout ce qu'il y a de dérisoire dans les allégations du baron d'Hardenberg sur l'impuissance où la Prusse est réduite par le refus de secours pécuniaires que lui fait l'empereur Napoléon, allégations répétées par ce ministre à M. de Saint-Marsan le jour [1] même où il mettait quatre-vingt mille hommes à la disposition de la Russie.

Indépendamment des avantages assurés à la Prusse par les articles patents du traité, des articles secrets donnaient encore à ces premières garanties plus de précision et de latitude, notamment l'article premier, conçu ainsi qu'il suit : « La sûreté » entière et l'indépendance de la Prusse ne pouvant » être solidement établies qu'en lui rendant la force » réelle qu'elle avait avant la guerre de 1806, » S. M. l'empereur de toutes les Russies, qui avait » à cet égard, dans les déclarations officielles, été » au-devant des vœux de S. M. le roi de Prusse, » s'engage, par le présent article secret et séparé, » *à ne pas poser les armes aussi longtemps que la » Prusse ne sera point reconstituée dans ses pro-» portions statistiques, géographiques et financiè-» res, conformes à ce qu'elle était avant la guerre » précitée.* Pour cet effet, S. M. l'empereur de Rus-» sie promet de la manière la plus solennelle d'ap-» pliquer aux équivalents que les circonstances » pourraient exiger, pour l'intérêt même des deux » États, et à l'agrandissement de la Prusse, toutes » les acquisitions qui pourraient être faites par les » armes et les négociations dans le nord de l'Alle-» magne, à l'exception des anciennes possessions » de la maison de Hanovre. » La réserve relative au Hanovre est bien naturelle dans un traité où l'empereur de Russie, déjà lui-même à la solde de l'Angleterre, promet au roi de Prusse ses bons offices pour lui faire donner des subsides par cette puissance.

Nous n'avons pas atténué les difficultés de la position du cabinet prussien; nous reconnaissons qu'il eût été pénible pour le roi de voir ses sujets, excités par les sociétés secrètes et appuyés par les Russes, en venir presque à une révolte ouverte contre lui ; nous concevons que, sans être entièrement infidèle, il a pu s'entendre avec l'Autriche pour intervenir entre la France et la Russie par une médiation armée, afin de procurer une paix, à l'aide de laquelle il pût recouvrer une partie de son ancienne existence; et qu'enfin, se voyant à peu près dans l'obligation d'opter, ses calculs l'aient conduit à entrevoir plus d'avantages dans le renouvellement de sa liaison avec l'empereur Alexandre, que dans le maintien d'une amitié nouvelle avec l'homme qui précédemment, usant contre lui de toute la rigueur de la victoire, l'avait privé de la moitié de ses États. Cependant, si tout passage d'un camp dans un autre a un côté odieux, ce qui est pire encore, c'est la lenteur d'une transaction laborieuse qui, pendant six semaines, cache, dans

[1] Dépêche de M. de Saint-Marsan, du 27 février.

des entretiens de chaque jour, une trahison résolue sous les dehors d'une incorruptible loyauté. Aujourd'hui, bien que l'alliance avec la Russie soit conclue, on n'ose pas encore lever le masque, on ne le détache que par degrés, et le baron d'Hardenberg abuse sans pitié de la crédulité du ministre de France. La confiance de M. de Saint-Marsan dans la droiture du roi et de M. d'Hardenberg, confiance qui peut être une faute en diplomatie, est portée à un tel point, que le 2 mars il continuait à écrire : « Si on fait quelque chose pour le roi, je » suis loin de croire à l'impossibilité de le retenir » dans notre système. » C'est seulement quelques jours après qu'il croit découvrir, chez le baron d'Hardenberg, un peu d'exaltation dans le sens des sectaires, ou plutôt, par une expression adoucie, un peu d'esprit chevaleresque. Là enfin le voile se lève même pour lui. L'intelligence établie avec les Russes éclate à ses yeux; et, le 15 mars, l'arrivée de l'empereur Alexandre lui révèle qu'il est temps de prendre ses passe-ports et de rentrer en France.

Quoique, à Paris, on n'ait point partagé tout à fait l'aveuglement de ce ministre, on a mis aussi trop de lenteur dans la délibération, et on ne s'est prêté à faire une concession qu'après qu'il n'était plus temps. L'empereur Alexandre et le roi, réunis à Breslau, combinaient ensemble les opérations de la campagne, lorsqu'en France on se décidait à permettre [1] que le roi renonçât à l'alliance, sous la condition que, redevenue État indépendant, la Prusse maintiendrait la neutralité de la Silésie. Nous ignorons si ce consentement, donné un mois plus tôt, aurait eu une utilité réelle; c'eût été du moins une épreuve alors convenable, qui aurait mis le bon droit du côté de la France, et aggravé les torts de la Prusse dans le cas où elle eût persisté à se joindre à nos ennemis.

En quittant Breslau, M. de Saint-Marsan emporta une longue note du baron d'Hardenberg, ayant pour objet de relever les griefs de la Prusse contre l'empereur Napoléon, et de [2] justifier par ces motifs la dernière détermination du roi. Le comte de Krusemark, envoyé du roi à Paris, remit pareillement au duc de Bassano un mémoire dans le même esprit, auquel le duc répondit, en discutant et réfutant article par article toutes les allégations prussiennes. Nous nous dispenserons de nous arrêter ici sur ces documents diplomatiques qui n'offrent qu'un échange de récriminations présentées avec plus ou moins d'art, et qui ne jetteraient sur nos récits aucune lumière nouvelle. Ces sortes de publications postérieures aux événements ne peuvent avoir quelque autorité que pour les personnes qui n'ont pas eu connaissance des relations secrètes des cabinets entre eux antérieurement aux faits accomplis. Là seulement la vérité existe, et c'est là, comme nous le faisons toujours, qu'il faut la chercher.

Pendant la réunion de l'empereur Alexandre et du roi à Breslau, le cabinet prussien adopta l'une de ses mesures les plus énergiques, la levée d'une *landwehr,* ou milice composée des hommes valides de dix-sept à quarante ans. Ces hommes devaient s'équiper eux-mêmes, ou être équipés par le pays. Par suite du mouvement révolutionnaire qui entraînait le gouvernement comme le peuple, on remettait en honneur la pique, l'arme de la révolution française. Le pays fournissait les piques dont devait être armé le premier rang des corps d'infanterie; le gouvernement ne donnait que les armes à feu et les munitions. Les fantassins et cavaliers prussiens devaient être distingués par une croix de fer-blanc, portant l'inscription : *Pour Dieu, le roi et la patrie.*

Comme tous les sujets, sans distinction de classe, étaient appelés à la défense de l'État, un édit du roi, du 10 mars, avait créé un ordre nouveau qui pourrait être accordé à tous, *l'ordre de la Croix de fer* [3]. Les appels faits par les ordonnances royales avaient été entendus : l'université de Berlin s'était dépeuplée à l'apparition de la première de ces ordonnances; après la publication des deux autres, il y avait eu une sorte d'insurrection générale dans les villes; banques, bureaux, comptoirs, tout était vide. La guerre nouvelle que va commencer la Prusse s'annonce par des symptômes inouïs jusqu'alors. Le roi lui-même, dans sa proclamation, indique à ses sujets les modèles qu'ils doivent suivre : « Songez, leur dit-il, à l'exemple de nos alliés » les Russes; *songez aux Espagnols, aux Portu-* » *gais...* » Bientôt cet esprit de la proclamation du roi passera dans les actes relatifs à la levée en masse, actes qui ordonnent l'extermination même du soldat isolé. L'empereur Alexandre quitta Breslau le 19 mars, et, deux jours après, le roi en partit pour retourner à Berlin.

[1] Lettre du duc de Bassano, du 18 mars.

[2] L'auteur d'une histoire de Prusse, que nous avons déjà cité, dit avec assez de bonne foi : « Cependant les esprits moins prévenus ne pouvaient se dissimuler que le procès entre les deux nations était des plus compliqués. La France, en effet, pouvait se plaindre, avec une assez grande apparence de justice, des événements qui venaient de se passer sur le Niemen et l'Oder, tandis que la véritable raison de l'exaspération de la Prusse, son honneur blessé, et la crainte de son entière dissolution, pouvait bien être alléguée en général, mais non démontrée par les faits. »

[3] Le préambule de cet édit portait : « La fermeté avec » laquelle le peuple a supporté les maux inévitables » d'*un temps de fer* ne s'est point affaiblie... »

# CHAPITRE V.

## POLITIQUE EXTÉRIEURE.

**France et Autriche.** — Impopularité de l'alliance française en Autriche. — Explication de la conduite du prince de Schwartzenberg. — Propositions faites à l'Autriche. — Intelligences secrètes avec la Prusse. — Langage alarmant de M. de Metternich à la fin de 1812. — Nouveau système de l'Autriche. — Mission de M. de Bubna à Paris. — Proposition d'entremise autrichienne. — Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche, du 7 janvier. — Acceptation de l'entremise autrichienne. — Fautes de l'empereur Napoléon. — Demandes d'explications. — Excuses de M. de Metternich. — M. de Metternich et M. Otto. — Réponse de l'empereur d'Autriche à Napoléon. — Vœux de M. de Metternich pour la paix. — Agitation de l'Allemagne à l'approche des Russes. — Résumé des affaires d'Autriche pendant les deux premiers mois de 1813. — Mission de M. de Wessemberg à Londres, et de M. de Lebzeltern auprès de l'empereur Alexandre. — Rappel de M. Otto. — Diplomatie occulte de l'Autriche. — Arrestation de M. de Wessemberg à Hambourg. — Réponse de l'empereur Alexandre à l'offre d'entremise de l'Autriche. — Affaires de Suède. — Fautes de M. de Cabre, successeur d'Alquier. — Communications faites à M. de Cabre par le gouvernement suédois, pendant les derniers mois de 1812. — Conseils stratégiques de Bernadotte à l'empereur Alexandre. — Sa conduite équivoque au moment de l'entrée de Napoléon à Moskou. — Rupture définitive avec la France, par suite de la retraite. — Renvoi brutal de M. de Cabre. — Préparatifs pour l'expédition suédoise du Nord. — Indiscrétions étranges du prince royal. — M. de Neiperg, agent de l'Autriche, à Stockholm. — Note dictée au duc de Bassano par l'empereur Napoléon, pour le chargé d'affaires de Suède à Paris. — France et Danemark. — Lettre de Napoléon au roi de Danemark. — Intrigues des alliés pour obtenir son accession à l'alliance du Nord. — Langage menaçant du prince royal de Suède. — Le gouvernement danois entame des négociations avec la cour de Londres. — Magnanimité de l'empereur Napoléon. — Envoi de Pozzo di Borgo à Stockholm. — Traité du 3 mars 1813. — Jugement porté sur ce traité par les Anglais eux-mêmes. — Réflexions sur la conduite du prince royal de Suède.

Nous abordons maintenant un ordre d'événements dont l'appréciation est aussi nécessaire que difficile. Pour comprendre la conduite du cabinet autrichien après les événements de 1812, il faut remonter plus haut, et nous placer tout d'abord à Vienne, au moment même où ces événements s'accomplissent.

Ainsi que nous l'avons vu dans le cours du volume précédent, l'union de l'Autriche et de la France, au commencement de 1812, avait été inévitable. La neutralité autrichienne n'était pas plus possible alors qu'elle ne le sera plus tard. Les avantages assurés à l'Autriche, dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, par l'art. 7 du traité secret [1], ne permettaient de supposer aucune arrière-pensée de répugnance ni de regret de la part du cabinet autrichien. Confiant dans la fortune de Napoléon, il s'était décidé à braver une impopularité momentanée, dans la perspective d'avantages certains. C'était lui-même qui avait offert l'alliance, et Napoléon, trop satisfait de cette spontanéité, n'avait pas suffisamment raisonné le traité lui-même; il y avait laissé insérer des conditions tout à fait autrichiennes, et dont les conséquences seront funestes.

Déjà les événements de la guerre nous ont montré l'usage que faisait le prince de Schwartzenberg de la clause du 4e article du traité secret, qui maintenait le contingent auxiliaire autrichien en corps séparé et distinct des forces françaises. La conduite de ce général diplomate, dont la campagne fut politique autant que militaire, va s'expliquer naturellement par les dispositions de l'armée et de la

[1] Art. 7. — « L'empereur des Français, dans le cas d'une heureuse issue de la guerre, s'engage à procurer à l'Autriche des indemnités et agrandissements de territoire qui, non-seulement compensent les sacrifices et les charges de la coopération de S. M. pendant la guerre, mais qui soient un monument de l'union intime et durable qui existe entre ces deux souverains. »



nation, et par celles même du cabinet de Vienne, que la marche des événements et des passions modifiait déjà sensiblement vers les derniers mois de 1812.

L'impopularité de l'alliance française avait passé les prévisions de ce cabinet. Dès le début de la campagne, tous les vœux, toutes les espérances, avaient été ostensiblement en faveur des Russes. Le souvenir encore si récent des événements de 1809 réunissait, dans un commun ressentiment contre la France, l'aristocratie, les employés, le peuple de race allemande et hongroise, les officiers et les soldats, ceux-là même qui combattaient pour nous. On conçoit que les Russes trouvaient une sympathie plus marquée encore parmi les habitants des provinces méridionales, leurs coreligionnaires.

Sous l'influence de telles pensées, la fatale inaction de Schwartzenberg n'a rien qui doive nous surprendre. Le succès de la guerre dépendait de lui après la défaite de Tormasow; elle lui laissait libre l'accès des trois provinces russo-polonaises de Wolhynie, de Podolie et d'Ukraine, où les populations n'attendaient qu'un signal pour se lever en masse, où les dépôts mêmes des recrues auraient formé un premier noyau d'insurrection, et cela au moment où Napoléon marchait sur Moskou!

Mais Schwartzenberg s'est arrêté alors, comme l'exigeait le salut de la Russie. Il est resté vingt-deux jours dans cette inaction perfide. Pressé de marcher en avant pour achever de détruire Tormasow, et séparer de Napoléon l'armée du Danube, il s'en est défendu en alléguant la nécessité d'attendre des renforts. Il ajoutait que d'ailleurs, en qualité de corps auxiliaire, il était tenu seulement à aider, et non à conquérir; faire de soi-même des envahissements, serait entraîner son gouvernement dans un état de guerre *direct* et *général*. « Tel est, dit » judicieusement M. Aubernon à ce sujet, le danger » d'un allié qui s'est réservé le droit de n'agir que » comme auxiliaire dans une grande guerre; rien » de plus perfide que cette sorte d'associations. » Loin d'être une alliance utile, elles sont presque » toujours un commencement de trahison. »

A l'époque où je remplaçai M. de Pradt, je pus voir, par moi-même, à quel point les relations entre les officiers russes et ceux de l'état-major du prince de Schwartzenberg étaient fréquentes et intimes. Elles s'étaient formées dès le mois d'août. « Les ordres ostensibles les plus sévères, dit encore M. Aubernon, étaient donnés par le cabinet de Vienne pour rompre toutes ces relations avec les ennemis de Napoléon; mais, par l'effet des instructions secrètes ou de la disposition des esprits, ces ordres rigoureux, arrivés jusqu'au dernier rang des exécuteurs, se changeaient en rapports plus fréquents et plus intimes. » Une lenteur calculée présidait en même temps à l'envoi des renforts [1]; ils n'arrivèrent que plus d'un mois après l'apparition de l'armée de Tchitchakof sur le Dniester, et sa jonction avec celle de Tormasow, qui, tranquille sur les projets ultérieurs des Autrichiens, avait pu concentrer ses forces, et contenir les provinces russo-polonaises. Un général français actif et entreprenant, dans la position où était le prince de Schwartzenberg au mois d'août, aurait amené, au-devant de l'empereur Napoléon, une armée de réserve sur la Bérésina. Grâce au général autrichien, l'empereur Napoléon y trouva une armée de plus à combattre. Sans doute Schwartzenberg était loin alors de prévoir toute l'étendue de nos désastres; mais en craignant de trop compromettre la Russie, de trop faire pour la France, et surtout pour la Pologne, il a contribué essentiellement à la perte de l'armée française. Ce retour sur les événements accomplis était nécessaire pour aborder une importante question, qui sans doute s'est déjà présentée plus d'une fois à l'esprit de nos lecteurs : la conduite du prince de Schwartzenberg a-t-elle été le résultat d'une politique de cabinet?

Jusqu'à l'entrée de Napoléon à Moskou, le prince a eu pour instructions de ménager son contingent, de donner satisfaction à l'alliance, tout en n'entreprenant rien de décisif. De là son mouvement contre Tormasow, et puis sa longue inaction. Jusqu'ici la fidélité de M. de Metternich ne s'est pas compromise. Les termes dans lesquels l'empereur Napoléon a laissé rédiger le traité du 14 mars ont permis au ministre autrichien de concilier l'exécution modérée des clauses de l'alliance, avec des égards pour l'opinion de la nation et de l'armée. Il est vrai que ce système mixte a été désastreux pour nous : toutefois la conduite peu généreuse du général autrichien a été ménagée de manière à éviter toute infraction à la lettre du traité, à justifier son inaction par des prétextes plausibles aux yeux mêmes de Napoléon, si la victoire lui restait fidèle, sans le concours de l'Autriche et malgré ses vœux secrets. Mais c'est pendant le séjour des Français à Moskou, sous l'influence même de l'occupation prolongée de cette ville, qu'une importante modification s'est faite dans les idées du ministre autrichien; modification qui, réagissant plus tard sur les mouvements du

[1] Un renfort de sept mille hommes, débouchant par Zamosc, fit mine de vouloir joindre le corps autrichien, après que cette communication directe eut été complétement interceptée : ce mouvement n'eut même lieu que dans les premiers jours d'octobre.

corps auxiliaire, portera un nouveau coup à nos intérêts militaires.

Dans le volume précédent, j'ai déjà fait connaître les insinuations, les séductions de toute sorte auxquelles M. de Metternich était en butte. A toute heure, il respirait un air hostile à la France. En quittant Moskou, les Français incendièrent, par ordre de l'empereur [1], le palais du comte de Razamowski; faibles représailles du mal qu'il faisait à la France, dans son splendide hôtel de Vienne. Ces réunions tumultueuses et brillantes, ces femmes et ces fêtes soldées par l'Angleterre, n'étaient pas pour elle des auxiliaires moins utiles que les glaces de la Russie [2].

Tandis que l'empereur Napoléon perd un temps précieux à attendre, puis à solliciter d'Alexandre des paroles de paix, un premier rapprochement a lieu entre l'Autriche et la Prusse, qui médite déjà sa défection : rapprochement qui, si insignifiant qu'il ait pu être dans la forme, n'en est pas moins une voie ouverte à des confidences ultérieures, un commencement d'intelligences secrètes. Dès le 14 septembre [3], la cour de Prusse a consulté celle de Vienne sur le parti qu'elle aurait à prendre si les armées françaises éprouvaient des revers. Dans le mois précédent, M. de Metternich, encore fidèle à l'alliance, se hâtait de transmettre à M. Otto, notre ambassadeur, des renseignements sur l'exaltation populaire qui régnait en Prusse. Au mois de septembre, il dissimule soigneusement à notre ambassadeur la communication équivoque du gouvernement prussien. Cependant, trois semaines s'écoulent sans qu'aucune réponse y soit faite. Enfin, au moment où la prolongation imprudente du séjour à Moskou multiplie les chances défavorables contre l'empereur Napoléon, M. de Metternich répond « que les cabinets de Berlin et de Vienne n'étant » pas dans des positions identiques, chacun doit » suivre la ligne de ses intérêts [4]. » Cette réponse, qui autorisait la confiance du cabinet prussien dans l'Autriche, quelque parti que la tournure des événements lui suggérât de prendre, éclaire à une sombre profondeur les ténèbres de la politique autrichienne.

C'est donc la prévision commune des malheurs de la retraite française qui forme, entre les cours de Vienne et de Berlin, le lien d'un premier rapprochement. C'est sous l'influence même de ces malheurs, que des rapports analogues s'établiront entre l'Autriche et la Russie. Depuis la jonction de l'armée du Danube avec Tormasow, le prince de Schwartzenberg, mettant plus que jamais en avant le même prétexte d'infériorité de forces, habilement ménagé, ne faisait plus aux Russes qu'une guerre simulée. Enfin, le 20 décembre, sans aucune autorisation, il concluait, avec l'agent russe d'Anstett, un accord pour la cessation des hostilités. C'était une première infraction au traité qui l'avait mis sous les ordres de l'empereur Napoléon; infraction d'autant plus grave, qu'elle n'était pas le résultat d'une sérieuse nécessité.

Cependant l'Europe entière fixait les yeux sur la Russie. A Vienne, l'opinion publique avait accueilli nos premiers succès avec une anxiété croissante, nos désastres avec une joie mal dissimulée. Ceux-là mêmes qui avaient fait l'alliance française partagèrent ce sentiment. Leur dévouement eût-il été sincère encore, ce ne pouvait être un malheur à leurs yeux de voir décroître un ascendant auquel l'Autriche avait obéi, mais qui avait durement pesé sur elle. Elle n'aurait plus été que l'humble satellite de la France victorieuse; nos malheurs lui rendaient sa prépondérance. Les détails en étaient transmis avec empressement par les correspondances anglo-russes, et par celle des officiers du corps auxiliaire. Un moment même les événements semblèrent dépasser toutes les prévisions de nos ennemis; ils purent espérer que Napoléon lui-même ne reviendrait pas. On comprend que les sollicitations des agents de l'Angleterre et de la Russie, qui n'avaient jamais cessé, devinrent alors plus pressantes que jamais. M. de Metternich chancelait sous l'impression de cette gigantesque catastrophe. Depuis le commencement de la retraite, il ne dissimulait plus combien cette guerre lui était désagréable; il insistait avec une vivacité croissante sur la nécessité d'y mettre un terme.

Enfin, dès les premiers jours de décembre, le ministre autrichien se crut assez fort de notre fâcheuse position pour prendre un ton plus imposant. Dans une dépêche adressée le 9 au chargé d'affaires à Paris, M. de Floret, il parlait de l'attitude ferme et imperturbable de l'empereur son maître, qui seul contenait des millions d'hommes dans de justes bornes; mais en même temps il priait l'empereur des Français de ne point exposer ses alliés à ne pouvoir réprimer, à la longue, un esprit d'opposition dont le débordement compléterait les malheurs de l'Europe. Vers la fin du même mois, son langage avec M. Otto était devenu

[1] Lettre du 20 octobre.

[2] Une princesse russe, célèbre alors à Vienne par son train de maison fastueux et par la légèreté de sa conduite, en était à son troisième favori parmi les ministres des relations extérieures de l'Autriche, tant elle aimait la politique. On devine le nom de ce troisième favori.

[3] Conversation de Bernadotte avec M. de Tarrach.

[4] 4 octobre.



plus explicite encore, et presque menaçant ; il semblait se faire un mérite de ne pas déclarer de suite la guerre à la France : « En prenant ce parti, disait-il, l'Autriche aurait, en peu de temps, pour elle toute l'Allemagne et toute l'Italie. »

Mais le retour de Napoléon à Paris a bien vite modifié ces idées prématurément belliqueuses. Cet événement réparait déjà à demi les pertes de la campagne, et rendait de nouveau les chances égales entre les parties belligérantes. M. de Metternich sent qu'il a été trop loin, et se hâte de revenir sur ses pas. Les protestations les plus vives de fidélité à l'alliance française succèdent aux insinuations peu rassurantes des jours précédents ; rien n'est épargné pour en atténuer le fâcheux effet. Pourtant, à travers ce langage amical, le nouveau système du cabinet autrichien se fait jour ; il se sent sur un bon terrain, et veut en profiter. Si magnifiques qu'elles soient, les propositions de nos ennemis ne peuvent être pour lui qu'un pis aller. Les provinces qu'ils offrent sont à la France, et ils ne peuvent presque rien pour en assurer la reprise. L'Angleterre propose déjà dix millions de subsides ; mais le gouvernement autrichien sait par expérience que l'argent étranger solde toujours mal une guerre. La France, au contraire, peut beaucoup pour l'Autriche : par la restitution spontanée des provinces illyriennes et de Trieste, elle effacerait, derrière l'alliance de famille, les fâcheux souvenirs de 1809. Il est vrai que, par le traité de 1812, l'Autriche garantissait l'intégrité du territoire français ; mais le cabinet de Vienne n'a considéré ce traité que comme un *engagement de circonstance* [1], qui lui laisse toute liberté de se prévaloir des nouveaux événements. Sa fidélité ne saurait plus être gratuite. Le mot d'*indépendance*, plusieurs fois répété dans les entretiens de M. de Metternich avec l'ambassadeur français, révèle toute sa pensée [2]. L'Autriche doit désormais intervenir comme partie principale dans toute solution de la crise actuelle : par tout l'effort de ses armées, si c'est encore la guerre ; par ses démarches, si c'est la paix.

M. de Bubna est chargé de porter une réponse de l'empereur d'Autriche à la lettre que Napoléon lui avait écrite de Dresde. Le choix d'un des rares et sincères partisans de l'alliance française doit être agréable à l'empereur et provoquer sa confiance. Sa mission est délicate. Il est chargé de faire agréer à Napoléon l'entremise autrichienne pour la paix, et de négocier une alliance plus intime avec la France, si l'empereur Napoléon manifeste des dispositions favorables. Aussi est-il autorisé à exercer au besoin des fonctions diplomatiques [3].

D'après ses instructions, l'ambassadeur français avait vivement insisté sur ce point, que le vrai péril de l'Autriche était du côté de la Russie. M. de Metternich répondait : « Ce n'est plus la France que nous redoutons, mais bien les Russes, dont vous-mêmes, par vos concessions successives, avez augmenté la puissance. » A Paris, M. de Bubna tenait le même langage. « Le caractère de Napoléon, dit M. Fain à ce sujet, perdrait de sa grandeur, s'il était assez méfiant pour refuser d'ajouter foi à de telles expressions ! » J'aime et j'honore dans M. Fain le sentiment qui lui fournit cette excuse. Une noble confiance sied sans doute à un caractère élevé, mais c'est plutôt dans les relations d'homme à homme que dans celles de puissance à puissance. On eût pu facilement prévoir que, dans la présente crise, la crainte des envahissements de la Russie ne serait pas une garantie suffisante de la fidélité du cabinet de Vienne.

Maintenant que nous avons la pensée de l'Autriche, il nous faut celle de Napoléon : nous la trouvons tout entière, et malheureusement immuable, dans une lettre écrite par lui, le 7 janvier, à son beau-père. Il commence par s'expliquer franchement sur les désastres de sa dernière campagne. « Dans cette horrible tempête de froid, le bivac est devenu insupportable... Les soldats cherchaient vainement des maisons et des abris. Voilà comment les Cosaques en ont ramassé des milliers. Il est vrai que, du 7 novembre au 16, le thermomètre étant descendu de 10 degrés à 18, et même à 22, *trente mille* de nos chevaux d'artillerie et de cavalerie sont morts. J'ai abandonné plusieurs milliers de voitures d'artillerie, d'ambulance, de bagage, par défaut de chevaux... J'ai fait de grandes pertes ; mais les Russes ne s'en peuvent glorifier d'aucune manière. J'ai voulu entrer dans ces détails, non par une susceptibilité militaire, mais parce que cela m'a paru nécessaire pour que Votre Majesté juge bien le point où nous en sommes. »

Après l'exposé de ce qu'il a perdu, il présente le tableau de ses ressources militaires et financières. Selon lui, le résultat de la campagne prochaine ne saurait être douteux [4]. Puis il vient à ce qu'il attend

[1] Expression employée par l'écrivain de Gentz dans un mémoire apologétique de la conduite de l'Autriche, publié en juillet 1813.

[2] Dites-nous franchement ce que vous voulez faire, et mettez-nous à même d'agir avec vous comme un bon allié, et envers les autres comme une puissance indépendante. — 5 janvier, M. Otto.

[3] 3 janvier, M. Otto.

[4] « La grande armée se fût-elle noyée jusqu'au dernier homme en repassant le Niemen, nous n'en serions

de l'Autriche : « Si V. M. veut faire marcher les nouveaux trente mille hommes que je lui ai demandés [1], je ferais volontiers un traité de subsides pour que le parti qu'elle prendra ne soit pas onéreux à ses finances. La conséquence de tout ceci doit être que je ne ferai aucune démarche pour la paix. parce que, les dernières circonstances ayant tourné à l'avantage de la Russie, c'est à son cabinet à faire des démarches, s'il juge bien la situation des affaires ; que cependant je ne me refuserai point à celles que veut faire V. M. » Vis-à-vis de l'Angleterre, il se considère comme dans la même position qu'avant la dernière campagne : ainsi il s'en réfère à la lettre écrite au ministère anglais le 27 avril 1812, avant l'entrevue de Dresde [2]. Il cédera sur un traité de Tilsitt, en ce qui peut compromettre l'entière indépendance de la Russie, *mais il n'abandonnera pas un seul village* du duché de Varsovie [3], et ne souffrira pas que la Russie reçoive aucun accroissement du côté de l'Autriche, de la Prusse et de la Suède. Quelles sont donc les provinces sur lesquelles pourront porter ses sacrifices? Ici, Napoléon fait une distinction qui n'est certes pas à l'abri de critique, selon que les territoires conquis ont été réunis à la France seulement par des décrets impériaux, ou par des sénatus-consultes : ces derniers, selon lui, tiennent à la France par des liens constitutionnels; ils y sont unis pour jamais. « V. M., dit-il en finissant, connaît maintenant mes affaires et mes vues *comme moi-même;* elle peut, en conséquence, agir comme elle le jugera convenable dans l'intérêt de la paix. Je ne pourrais avoir de l'éloignement pour traiter avec la Russie, que dans le cas où elle aurait obtenu réellement une victoire sur mes troupes; mais, quelque sentiment que puisse m'inspirer l'excès de la jactance des Russes, j'en fais le sacrifice à l'amour de la paix, dont l'Europe a réellement tant besoin. »

Toute la diplomatie française des premiers mois de 1813 est dans cette lettre, empreinte d'une noble fierté, qu'on ne saurait s'empêcher d'admirer tout en la blâmant. Le système politique que vient de développer Napoléon est un pas de plus vers Sainte-Hélène.

Ne vouloir de paix avec l'Angleterre en janvier 1813 que sur des bases refusées par elle en avril 1812, c'est dire qu'on ne veut pas traiter avec cette puissance. La Russie est trop engagée avec l'Angleterre pour traiter seule; ce n'est pas d'ailleurs après des événements comme ceux de 1812 que ce cabinet dérogera à son habitude prise, depuis le règne de Pierre le Grand, de ne faire la paix qu'avec un agrandissement sérieux. Déjà à cette époque la question du partage de la Pologne était fort avancée dans les rapports secrets de l'Autriche et de la Russie, et M. de Metternich pouvait dire à M. Otto, sans craindre de se tromper, que *probablement la Russie demanderait la Vistule pour frontière* [4]. Et Napoléon déclare ne pas vouloir abandonner un seul village du duché de Varsovie. On s'étonnera sans doute aussi, et non sans raison, qu'il veuille faire accepter aux puissances étrangères une distinction entre les territoires réunis constitutionnellement ou non à la France. D'après ce principe, elles n'auraient pu espérer de compensations que sur Corfou, l'Illyrie, la Dalmatie. La Russie n'aurait pu, par exemple, prononcer le nom du duché d'Oldenbourg, première cause de la guerre ; ce duché faisant partie de la 32e division militaire, réunie constitutionnellement à l'empire. Pendant les premiers mois de 1813, Napoléon réitérera toujours mal à propos des déclarations semblables; il se perdra en ne cédant jamais rien à temps. En ce moment, il ne croit pas qu'une paix honorable soit possible ; il répugne à traiter sous l'influence immédiate d'un grand désastre militaire : toutes ses espérances sont dans la prochaine campagne. Si, par égard pour son beau-père, il ne se refuse pas ouvertement aux démarches de l'Autriche, il les élude, en posant des conditions inacceptables. Ce qu'il attend véritablement de cette puissance, c'est l'obéissance passive du soldat, c'est un contingent auxiliaire doublé. Il n'ignore pas pourtant les promesses dont les agents anglo-russes tentent la fidélité du gouvernement autrichien : à l'offre des subsides anglais, de l'Illyrie, du Tyrol, d'une partie de l'Italie, du rétablissement de la suprématie autrichienne sur l'Allemagne, qu'oppose-t-il? La proposition d'un traité de subsides, la communication confidentielle du règlement alors en délibération au conseil d'État pour le couronnement et le sacre de l'impératrice et du roi de Rome, et du projet de loi qui doit donner à l'empereur la

pas moins en mesure de rentrer en campagne au printemps avec la supériorité de nos armes. » (Lettre confidentielle de M. de Bassano à M. de Metternich, du 8 janvier.) Ceci pouvait être pris pour une vaine bravade; l'héroïsme de nos jeunes soldats en fit une vérité.

[1] Par sa lettre écrite de Dresde le 14 décembre 1812.

[2] Voy. à la fin du tome II. La négociation avait été rompue de suite par le refus qu'avait fait l'Angleterre d'abandonner la cause de Ferdinand VII.

[3] Si la Russie ne veut que s'affranchir des obligations de Tilsitt et *conserver la Pologne russe*, on pourra s'entendre. (8 janvier, M. de Bassano.)

[4] M. Otto, 11 janvier. L'Angleterre, en cas de négociation, était disposée à rendre toutes ses conquêtes, à

faculté de conférer la régence à Marie-Louise [1]. C'était la nation et non le souverain qu'il fallait gagner [2]. L'alliance de Napoléon avec ce prince est devenue un grand malheur : si cette considération ne lui inspirait pas une fatale confiance, il ne verrait là qu'une nation froissée par ses conquêtes, et que l'intérêt seul peut rattacher à sa fortune chancelante ; il se déciderait à des sacrifices nécessaires. C'est ici l'une des plus graves erreurs de la politique impériale, celle, sans contredit, qui a eu les suites les plus funestes. Cette faute capitale, c'est d'avoir dédaigné l'Autriche tant qu'elle a été disponible, tant qu'elle s'est offerte à lui, tant qu'il a dépendu de lui de se l'attacher par de grands intérêts ; et cette puissance a été disponible, elle s'est offerte à lui pendant quatre mois consécutifs. C'est lui qui a eu l'air de ne la pas comprendre ; qui, affectant de ne lui demander que le maintien du corps auxiliaire, a mis un orgueil impolitique à la laisser en dehors des grandes questions qui allaient se résoudre, questions dans lesquelles elle témoignait vouloir entrer avec nous, dans lesquelles, sur notre refus, elle entrera contre nous. La guerre entamée devait finir par quelque grand partage de dépouilles. L'Autriche prétendait ne pas y rester étrangère. En l'admettant pour le combat, l'empereur Napoléon ne lui laissait espérer aucune part dans les fruits de la victoire. Elle finira donc par employer tous ses moyens à porter la victoire ailleurs, à la décider en faveur d'un parti qui lui offre une belle part dans ses bénéfices.

L'empereur a cru jusqu'à la fin que l'affection de son beau-père dominerait les plus mauvaises dispositions de son gouvernement, et sauverait ainsi à la France l'humiliation de paraître craindre un adversaire de plus. Il n'ignorait pas cependant que les sentiments personnels de l'empereur François étaient combattus incessamment par les dispositions hostiles de certains personnages qui avaient accès à toute heure auprès de lui. Le cabinet autrichien d'ailleurs n'autorisait point l'illusion à laquelle l'empereur se plaisait à se livrer. Pouvait-on méconnaître ses pensées, ses vues, lorsque M. de Metternich disait à M. Otto : « Jusqu'ici la guerre n'est » pas *autrichienne* [3]; si elle le devient dans la » suite, ce n'est pas avec trente mille hommes, mais » avec toutes les forces de la monarchie, que nous » attaquerons les Russes. » Il fallait donc la rendre autrichienne, cette guerre où l'Autriche n'avait jusque-là figuré que dans un rang inférieur qui ne peut plus lui convenir. Il fallait la rendre autrichienne par une véritable fraternité d'armes, par une association franche de vues et d'intérêts. C'était là le point décisif qui pouvait rendre les deux cours maîtresses par leur union du destin de l'Europe. C'est ce que ne voulait pas Napoléon. Il tenait à rester seul maître, dominateur unique de la paix et de la guerre ; il n'acceptait le cabinet autrichien que comme un esclave, non comme un égal, et c'est ce qui le perdit [4].

Dans sa lettre à son beau-père, l'empereur Napoléon ne pouvait ni ne devait faire aucune allusion au langage peu rassurant de M. de Metternich, pendant le mois précédent. Une demande d'explications lui semblait pourtant nécessaire : elle fut l'objet de deux dépêches confidentielles du duc de Bassano à M. de Metternich [5]. Les expressions en étaient convenables et mesurées. On affectait de rejeter tout le blâme sur des rapports inexacts du chargé d'affaires d'Autriche à Paris ; on insistait vivement sur les nouveaux préparatifs et les ressources de la France, ressources telles, que la défection de ses alliés ne serait un péril et un malheur que pour eux. M. de Metternich s'empressa de désavouer les propos qu'il avait tenus à l'ambassadeur, et qu'on lui rappelait ; assura n'avoir jamais dépassé les termes de la dépêche du 9 décembre, qui n'exprimait que la crainte d'être débordé par l'opinion publique ; en un mot, mit tout en usage pour éloigner une défiance qui pouvait préjudicier à la mission de Bubna [6]. Celui-ci fut très-bien accueilli personnellement par Napoléon ; mais il n'eut à transmettre à sa cour aucune des ouvertures positives que l'on espérait. Pourtant il eut avec l'empereur

*l'exception de Malte* et du cap de Bonne-Espérance. L'agent Walpole était à Vienne depuis le mois de novembre, et c'était par lui que M. de Metternich connaissait ces détails.

[1] 7 janvier, duc de Bassano.

[2] Cependant le bruit du couronnement prochain de Marie-Louise produisit un bon effet à Vienne. — 18 janvier, M. Otto.

[3] Dépêche de M. Otto, du 26 janvier 1813.

[4] Tout ceci avait été écrit avant que M. Bignon eût subi l'influence du mandat de l'empereur Napoléon. Il aurait peut-être modifié quelques expressions de ce passage dans sa rédaction définitive. J'ai cru devoir laisser subsister sa première inspiration, d'autant plus que ses idées n'ont jamais varié relativement à ce point important. On verra bientôt que, tout en blâmant la conduite de Napoléon, il n'entend ni approuver ni excuser celle de l'Autriche. A. E.

[5] 7 et 8 janvier.

[6] M. de Metternich écrivait, peu de jours après, à M. de Floret : « Dites au duc de Bassano que je regarde cette correspondance comme une de ces légères querelles qui s'élèvent dans les meilleurs ménages, et qui, loin d'affaiblir la bonne harmonie, tendent, au contraire, à la fortifier. »

quelques entretiens intimes, dans lesquels celui-ci semblait ne se dissimuler nullement la possibilité d'un changement de système politique en Autriche, et l'influence funeste qu'aurait un pareil revirement sur les affaires de la France[1]. Il lui échappa un mot significatif : « On doit s'expliquer sur ce que l'on veut : on fait de nouveaux arrangements, voilà la marche de ma politique. » Ainsi Napoléon aurait attendu les propositions de l'Autriche comme il attendait celles de la Russie. La situation était loin d'être la même. Il était vraiment digne de Napoléon de ne pas parler le premier à la Russie, puisque les derniers événements avaient tourné à l'avantage de cette puissance. La position des deux parties était simple; celle de l'Autriche, au contraire, était fausse vis-à-vis de la France; et l'intérêt des deux cabinets aurait exigé que Napoléon fît les premières ouvertures. Le silence de l'Autriche s'expliquait parfaitement par l'embarras de réclamer le prix d'une fidélité déjà garantie par un traité. Qu'il y ait eu de sa part duplicité, politique déloyale et mesquine, personne ne saurait le nier; mais telle qu'elle était, on pouvait en tirer parti, et on ne l'a pas fait.

Napoléon avait donné son consentement aux démarches projetées par l'Autriche auprès de l'Angleterre et de la Russie, pourvu que l'Autriche les fît d'elle-même, et qu'elles ne préjudiciassent en rien à l'augmentation du corps auxiliaire, et à l'exécution des autres articles du traité, si l'on ne parvenait pas à s'entendre. Quoiqu'il fît tout pour ne pas devoir craindre la guerre, il aurait regardé la paix comme l'événement le plus heureux; il la désirait pour le bien de ses peuples, mais ne croyait pas devoir donner à ce vœu une publicité intempestive qui pourrait nuire aux démarches de l'Autriche[2]. Rien de plus sage et de plus politique que cette réserve que M. de Metternich s'applaudissait hautement d'avoir obtenue; malheureusement l'empereur Napoléon en détruira bientôt l'heureux effet.

Les relations de M. de Metternich avec notre ambassadeur étaient satisfaisantes; le ministre croyait n'avoir pas encore la réponse entière de la France, et s'attendait chaque jour à apprendre quelque chose de plus par M. de Bubna. Il s'expliqua nettement avec M. Otto sur l'impossibilité où se trouvait désormais l'Autriche de maintenir le système continental, quand des quantités énormes de marchandises anglaises étaient introduites en Allemagne à la suite des armées russes. Il alla jusqu'à applaudir aux bases proposées par la France pour les négociations avec la Russie et l'Angleterre, tout en priant instamment qu'on n'en parlât pas, *et qu'on le laissât faire*. Jamais M. Otto ne l'avait vu si heureux. Un fait peu important en lui-même caractérise suffisamment ses dispositions en ce moment : il témoigna le désir d'envoyer à Paris M. de Stadion, *d'abord pour ne plus l'avoir à Vienne,* ensuite parce qu'il le prétendait converti à l'alliance française. La conversion eût été bien miraculeuse et bien prompte. On connaît déjà trop bien les antécédents de ce personnage, pour ne pas deviner l'attitude qu'il avait prise à Vienne dans les derniers mois de 1812. Il avait été question de lui pour remplacer M. de Metternich lui-même. Sa mission à Paris aurait annulé une influence qui nous sera funeste.

La lettre de Napoléon nécessitait une réponse de son beau-père; nous la trouvons sous la date du 23 janvier. Elle se ressent du silence de M. de Bubna pendant cet intervalle. « Dans un moment où les destinées de l'Autriche, de la France et de l'Europe réclament à la fois l'accord des souverains, j'ai cru entrevoir avec peine que V. M. ne me voue pas toute la confiance qui seule peut consolider les rapports entre *deux puissances du premier ordre*... Les communications que mon cabinet a faites à celui de V. M. lui garantissent que, loin de douter des moyens de la France, c'est sur l'existence même de ces moyens que je fonde l'espoir le plus flatteur qui puisse m'occuper : *celui de la paix*. V. M. a justifié mon entière confiance dans ses intentions, en acceptant l'*entremise* que je lui ai offerte... » Après avoir parlé des démarches qui vont être tentées en Russie et en Angleterre, il ajoute : « Je connais les vœux de mes peuples, je connais la nature et l'étendue des sacrifices que je puis leur imposer : ils peuvent être *grands et nombreux,* dès qu'ils auront pour but la tranquillité générale. Il existe deux moyens pour atteindre le but. *Celui de la persuasion :* je ne négligerai rien pour la porter en Angleterre et en Russie au plus haut degré d'évidence. *Celui d'une attitude imposante de la puissance intervenante*[3]. J'ai, d'après

[1] L'empereur m'a dit : « J'ai pleine confiance dans l'empereur d'Autriche et dans Metternich; mais il ne faut pas oublier que la France a fait beaucoup de mal à l'Autriche : cela laisse des ressentiments qui ne peuvent pas s'effacer si vite. Des événements extraordinaires comme ceux de cette campagne font beaucoup d'effet. Les nations sont méfiantes. *Vous avez fait votre alliance avec moi à perpétuité, mais...* » Là, l'empereur Napoléon s'est interrompu, et il a fait la transition suivante : « Lorsque j'ai vu que le traité de Tilsitt gênait la Russie, j'ai voulu négocier; mais la Russie ne voulait pas; elle a voulu rompre de front : cela ne vaut rien. On doit s'expliquer sur ce que l'on veut... » (Rapport de M. de Bubna, du 3 février.)

[2] 13 janvier, M. de Bassano.

[3] Tout à l'heure *entremise*, maintenant *intervention*.

les désirs mêmes de V. M., donné l'ordre de mobiliser, en sus du corps auxiliaire, et des corps de Gallicie et de Transylvanie, des forces suffisantes pour élever la totalité des armées autrichiennes *à cent mille hommes*. Ces forces tiendront éloignés de mes États le théâtre et les désordres inséparables d'une guerre désastreuse. Placées dans les flancs de l'ennemi, elles sont faites sans doute pour en imposer à la Russie, et même à l'Angleterre, en motivant des inquiétudes pour son allié. Je vais sous ce rapport, et *sans réclamer de V. M. le moindre sacrifice, au delà des désirs* qu'exprime la dernière lettre de Votre Majesté...»

La lettre du 7 janvier nous a révélé toute la faute de Napoléon; celle ci nous en montre les conséquences. Déjà une scission profonde s'y manifeste entre le système autrichien et le système français. En ce moment, ce que veut Napoléon, c'est la guerre, et l'augmentation des renforts autrichiens concertés sur les bases de l'alliance. Ce que veut maintenant l'Autriche, c'est la paix, garantie par son *intervention*. Ce mot dit tout. L'entremise était compatible encore avec l'alliance : l'intervention ne l'est plus. Dès ce moment, le gouvernement autrichien, dont l'intention évidente est de se montrer plus fort que Napoléon ne pensait, veut, par ses préparatifs, imposer autant à la France qu'à ses ennemis. Napoléon demandait soixante mille hommes de troupes auxiliaires, on lui en promet cent mille prêts à agir contre lui-même, s'il se refuse aux conditions que l'Autriche jugera convenables. C'est vraiment une singulière façon d'aller *au delà de ses désirs;* et nous concevons parfaitement que l'empereur d'Autriche refuse les subsides français [1].

S'il est incontestable que le silence de Napoléon, depuis l'arrivée de Bubna, lui a valu cette lettre, on pourrait se demander si une pareille manifestation était de nature à le faire parler. Le connaissait-on assez peu à Vienne pour croire qu'une menace pouvait modifier ses résolutions? Tout dans cette pièce semble conçu de manière à l'irriter. Nous y voyons percer je ne sais quelle satisfaction secrète de ce grand désastre qui permet maintenant à l'Autriche de se poser en puissance du premier ordre à côté de la France. Au reste, M. de Metternich lui-même semblait mettre le remède à côté du mal. « Plus les moments sont forts, écrivait-il le même jour à M. de Bassano [2], plus ils sont décisifs pour le salut des deux empires (*car c'est de ce salut qu'il s'agit aujourd'hui*), moins il faut que les cabinets sacrifient d'immenses intérêts à des considérations secondaires. » Le conseil était salutaire, surtout en ce qui concernait l'Autriche. Le ressentiment de sa conduite équivoque, de ses premières menaces, était alors une de ces considérations secondaires qu'il fallait écarter. La lettre de l'empereur d'Autriche arriva au moment où les renseignements les plus significatifs sur les dispositions du corps auxiliaire affluaient à Paris.

Il est temps de nous reporter au quartier général du prince de Schwartzenberg, et d'y reprendre la trace des secrètes intelligences qui s'établissent entre l'Autriche et la Russie; intelligences dont l'empereur Napoléon aurait pu prévenir les développements par une politique mieux entendue à l'égard de l'Autriche. Dès la fin de décembre, le prince de Schwartzenberg ne pouvait plus alléguer l'infériorité du nombre pour justifier son inaction. Décimée dans sa poursuite par l'hiver, son terrible auxiliaire, l'armée russe n'offrait elle-même que des débris. Le général autrichien pouvait, on s'en souvient, opposer à ces débris plus de cinquante mille hommes, dont les neuf dixièmes n'avaient pas même souffert du froid, et défendre au moins Varsovie et le passage de la Vistule, si la politique réservée de sa cour lui défendait désormais tout mouvement offensif. Nous avions pu croire, au milieu du tumulte des événements, qu'en agissant d'une manière toute différente, le prince de Schwartzenberg obéissait seulement à l'esprit hostile de la nation et de l'armée, à une sollicitude exagérée pour la conservation de ses soldats. Mais l'ensemble de sa conduite ne permet pas de maintenir cette hypothèse, trop favorable à la bonne foi du cabinet de Vienne. Depuis la translation de son quartier général à Pultusk, le prince a reçu de nouvelles instructions; il suit visiblement un plan tracé d'avance. A partir de cette époque, les communications entre les Autrichiens et les Russes sont devenues à la fois plus secrètes et plus fréquentes. Pendant cette suspension d'armes, négociée par M. d'Anstett, et qui a obtenu l'assentiment imprudent de l'archevêque de Malines, le prince de Schwartzenberg a fait un mouvement sur la Vistule, et découvre, par la concentration de ses forces, une partie du grand-duché. Quand son quartier général n'est plus qu'à deux lieues de Varsovie [3], une nouvelle conférence a lieu entre lui et un général russe : à Varsovie même, il voit encore M. d'Anstett. L'abandon de la ligne de la Vistule, la retraite sur Cracovie, direction la plus préjudiciable aux intérêts militaires de la

[1] M. de Metternich dit aussi à M. Otto : « L'Autriche ne peut accepter un subside français qui la ferait sortir de la position indépendante où il faut qu'elle soit pour être utile. » (26 janvier.)

[2] 23 janvier.

[3] 30 janvier.



France; enfin, les mesures à prendre pour que cette retraite, concertée d'avance, semble nécessitée par le mouvement de l'armée russe, tels sont les points débattus et arrêtés dans ces mystérieuses conférences. Il y a été aussi question de la Prusse. Dès cette époque le gouvernement autrichien voit dans la reconstitution politique de la monarchie du grand Frédéric un objet d'un intérêt européen; et son assentiment aux intelligences qui s'établissent entre la Russie et la Prusse va être bientôt garanti par des faits. L'empereur Alexandre avait hâte de passer la Vistule et de se diriger sur la Silésie, pour avoir une entrevue avec le roi de Prusse. Le prince de Schwartzenberg en fit naïvement l'aveu au général Reynier, au moment même où il manœuvrait de manière à ne pas gêner cette communication. Il faudrait donc une prévention bien aveugle pour voir dans toutes ces démarches autre chose que l'exécution d'engagements secrets qu'il n'avait certainement pas pris de son chef, et qu'il n'a pas même su dissimuler sérieusement. Quand il nous faisait annoncer l'arrivée prochaine de cent quatre-vingt mille Russes devant Varsovie, espérait-il vraiment nous faire accroire que lui-même fût la dupe de cette exagération ridicule? Il se trahissait plus ouvertement encore, quelques jours après, en me refusant de conserver Varsovie, lorsque, de son propre aveu, les hostilités avaient cessé entre les Autrichiens et les Russes (preuve évidente que l'abandon de cette ville était une condition de la suspension d'armes); puis en insinuant qu'il pourrait bien *être forcé* de prendre la direction de Cracovie dans sa retraite [1]. A cette époque, les Russes renvoyaient déjà les prisonniers autrichiens.

Il y a donc eu, dès le commencement de l'année 1813, un accord secret pour l'abandon de Varsovie, et l'évacuation immédiate de la plus grande partie du grand-duché par le corps auxiliaire autrichien. Le prince de Schwartzenberg, placé sous les ordres de l'empereur Napoléon par un traité, et qui par conséquent n'eût pas même dû conclure un armistice sans l'autorisation du commandant en chef français, n'aurait pas pris certainement sous sa seule responsabilité la mesure bien autrement grave dont il est ici question, mesure dont l'exécution fut si prompte et si inflexible. A cette époque, les vues des trois puissances, relativement aux Polonais, étaient loin d'être nettement définies : nous en donnerons ultérieurement la preuve; mais l'anéantissement de l'influence française, dans le grand-duché, avait été articulé et convenu entre elles comme le préalable nécessaire de tout engagement ultérieur [2].

Tandis que cet engagement secret recevait son exécution par la retraite des Autrichiens, le cabinet de Vienne s'excusait déjà à Paris de cette retraite, en l'y présentant comme le résultat d'une véritable nécessité. *Dès le 25 janvier,* huit jours avant que le prince de Schwartzenberg n'eût officiellement annoncé la nécessité prochaine d'évacuer Varsovie, une dépêche du cabinet autrichien, adressée au comte de Bubna, annonçait que le corps autrichien *avait dû* faire sa retraite *vers la Gallicie,* « mais » ne restait pas moins sous les *ordres immédiats* de » S. M. l'empereur Napoléon, dont il dépendait de » lui faire adresser par le major général tels ordres » qu'il jugerait convenables. » En effet, le corps auxiliaire, en se retirant par Cracovie, s'isolait complétement de l'armée française, et par conséquent était censé attendre des ordres de Paris. Rien n'était mieux combiné pour que les ordres arrivassent toujours trop tard. En même temps que M. de Bubna communiquait à Paris la nouvelle de la retraite du corps autrichien, l'empereur Napoléon recevait du prince Eugène les avis les plus alarmants. Un de ses aides de camp, envoyé à Pultusk, n'avait pu être entièrement abusé; il avait vu le prince de Schwartzenberg opérer son mouvement rétrograde, et les avant-postes autrichiens et russes fraterniser ensemble. L'empereur Napoléon ne voulut voir dans ces actes équivoques que l'effet du mauvais esprit de l'aristocratie et de l'armée, et se hâta d'envoyer de nouvelles instructions à Vienne. Deux dépêches, des 3 et 10 février, étaient principalement relatives aux mouvements du corps auxiliaire. Le prince de Schwartzenberg avait reçu, par le vice-roi, l'ordre de tenir à Varsovie; si cette ville était évacuée, *ce n'était pas sur Cracovie, mais sur Kalish, que la retraite devait se faire.* Ce mouvement, en effet, aurait couvert la Saxe, et mis obstacle aux communications de l'empereur Alexandre avec le roi de Prusse. Le prince de Schwartzenberg, pendant ce temps, s'était parfaitement mis en mesure pour que les *ordres immédiats,* les seuls auxquels il fût tenu d'obéir en vertu du traité, arrivassent au moment où l'exécution en serait devenue impossible. Quelques temps après, vivement pressé à Vienne par notre ambassadeur, il convint qu'il aurait pu faire sa retraite sur Kalish, *s'il avait reçu des ordres plus tôt* [3]. Il se plaignit vivement

[1] La communication de Posen avec Varsovie n'était alors interceptée que par quelques pulks de Cosaques. Rien n'aurait été plus facile au général autrichien que de rejoindre le prince Eugène, s'il n'avait pas déjà pris des engagements contraires.

[2] Au moment de l'évacuation de Varsovie, des communications suivies avaient eu lieu entre Berlin et Vienne. (2 février, M. Otto.)

[3] 17 février, M. Otto. C'est à Kalish même que fut



des Polonais, et notamment du prince Poniatowski, qui, suivant lui, faisait au vice-roi et à M. Bignon de faux rapports [1]. « Si je ne songeais qu'à me faire valoir personnellement, dit-il encore, j'aurais pu chercher les combats avant de quitter Pultusk (il aurait pu alors écraser les Russes). Mais à quoi cela aurait-il abouti contre des forces toujours croissantes? J'ai mieux aimé conserver intact *un corps qui pourra être utile dans la campagne prochaine.* » C'est à la coalition que ce corps soigneusement conservé deviendra utile : il combattra à Dresde et à Leipzig.

Cependant, les Autrichiens se retiraient lentement, pas à pas, autant pour continuer à sauver les apparences vis-à-vis de l'empereur Napoléon, que pour rester le plus longtemps possible en mesure d'agir dans un sens absolument opposé, si de nouveaux arrangements avec la France modifiaient les résolutions du cabinet de Vienne, dont l'alliance semblait, en ce moment, aux enchères. Napoléon, prisonnier à Sainte-Hélène, a paru croire que, dès les premiers jours de ses revers, l'Autriche avait été en état d'hostilité contre lui. Ce système serait, sans contredit, le plus commode pour justifier la conduite qu'il crut devoir tenir vis-à-vis de cette puissance : malheureusement ce système repose sur une base fausse. Sans doute l'Autriche, comme alliée, n'avait pas désiré le triomphe de la France, ni fait d'efforts sincères pour y contribuer; sans doute, elle avait éprouvé une maligne joie de nos désastres, qui limitaient à jamais l'ambition et la fortune d'un allié trop redoutable : enfin, le démembrement de la Pologne lui avait semblé une conséquence si naturelle et si désirable de ces événements, qu'elle se hâtait déjà d'en préparer l'accomplissement. De ce premier pas fait hors de l'alliance française, à la résolution de faire la guerre à la France, la distance était grande encore, et cette distance, elle devait mettre encore près de six mois à la parcourir.

Néanmoins, il faut bien reconnaître que la politique du cabinet de Vienne a été telle, qui si les sentiments personnels de l'empereur François avaient pu modifier les tendances hostiles à la France, de manière à obtenir seulement la neutralité de l'Autriche dans les nouveaux combats qui se préparaient [2], il ne se trouverait assurément personne pour blâmer l'empereur Napoléon d'avoir su se soustraire à la pénible nécessité de récompenser un commencement de défection. En affectant de tout ignorer, il eût à coup sûr semblé généreux aux coupables eux-mêmes.

C'est surtout pendant le mois de février que la politique autrichienne est difficile à caractériser. Du côté de la France. M. de Metternich fait de vains efforts pour obtenir des explications et de la confiance. Le mot de *médiation armée,* prématurément employé par ses agents à Paris pour caractériser la nouvelle attitude de l'Autriche, avait produit une fâcheuse impression ; M. de Metternich s'empresse de le désavouer. Il ne s'agit que d'une *intervention,* de l'intervention d'un allié, qui, fatigué des embarras de la guerre, espère y mettre un terme [3]. « Notre alliance avec la France est tellement nécessaire, dit-il encore à M. Otto, que, si vous la rompiez aujourd'hui, nous vous proposerions demain de la rétablir... La France nous a fait beaucoup de mal, mais il est de notre intérêt d'oublier le passé. » Dans une dépêche adressée le 18 février au chargé d'affaires autrichien à Paris pour être communiquée au duc de Bassano, M. de Metternich, répondant aux détails qui lui ont été communiqués sur les armements immenses de la France, insiste, avec assez de franchise, sur l'urgence de la paix. « Nous apprécions, dit-il, les forces véritables de la France. S'il ne s'agissait que d'un calcul de moyens matériels, nous jugerions autrement les futurs contingents; mais nous devons surtout juger la position *morale* des princes et des peuples... La position présente est l'événement le plus gigantesque de l'histoire moderne. Jusqu'ici toutes les entreprises de l'empereur Napoléon avaient été couronnées de

signé, quelques jours après, le traité d'alliance entre la Russie et la Prusse.

[1] Poniatowski était ami de collége de Schwartzenberg. Malgré la conduite équivoque de celui-ci, dans les premiers temps de la guerre ils étaient restés dans de bons rapports; mais ils se fâchèrent quand Schwartzenberg, qui avait promis, dans le mois de décembre, à Poniatowski de défendre Varsovie, se prépara à l'abandonner. De ce moment Poniatowski ne douta plus qu'il n'y eût un commencement de trahison de la part de l'Autriche.

[2] L'empereur Napoléon a compté sur cette chance jusqu'au dernier moment des négociations de Prague. Il s'abusait sur le caractère de son beau-père; ce fut encore une de ses grandes erreurs. Dès les derniers mois de 1812, l'empereur François était en butte aux suggestions les plus hostiles. L'un de ses familiers, le comte S...., qui avait reçu cinquante mille livres de rente de Napoléon, s'était chargé de mettre *directement* sous les yeux de l'empereur François des écrits dirigés contre la France. Il était notamment en correspondance avec W. Schlegel, alors à Stockholm, et communiquait les lettres qu'il en recevait à l'empereur, avec lequel il soupait en tête-à-tête presque tous les soirs. A cette époque, la faction aristocratique, hostile à la France, se défiait encore de M. de Metternich et voulait le remplacer par le comte de Stadion.

[3] 17 février, M. Otto.

succès; *c'est sur cette échelle qu'il faut évaluer l'effet qu'a dû produire sur tous les peuples la désastreuse fin de la dernière campagne...* De l'aveu de la France, la Russie n'est pas à conquérir. Une première, une deuxième, une troisième campagne n'offrent donc plus aux puissances intermédiaires que des chances de destruction pour elles-mêmes. Il faut être à Berlin ou à Vienne pour juger de l'effervescence qui règne dans tous les pays entre la Vistule et le Rhin, et qui gagne chaque jour en intensité... Que M. de Bassano se place *hors de Paris*. Le premier but de la guerre, celui de poser une barrière à la Russie, est manqué... Maintenant le seul remède aux maux de l'Europe est la *paix générale,* si l'Angleterre s'y prête; sinon, une paix continentale. » Pour parvenir à cet heureux résultat, un *congrès* semblait dès lors indispensable à M. de Metternich; un congrès qui réunirait des plénipotentiaires français, autrichiens, turcs, russes, et anglais, si l'Angleterre accédait à la négociation. Nous verrons plus tard ce qui aviendra de cette idée, et par quelles phases étranges elle devait passer pour aboutir au congrès de Vienne.

On comprend la difficulté, je dirais presque l'impossibilité, d'assigner à toutes les passions, à tous les intérêts contradictoires alors en mouvement à Vienne, leur part exacte d'influence sur tout ce qui s'y faisait et s'y disait. M. de Metternich semblait redoubler d'intimité avec l'ambassadeur de France. Souvent il le faisait appeler dans son cabinet pour décacheter et lire des dépêches avec lui. Cette affectation de confiance, qu'aucune sympathie personnelle de caractère ne justifiait, commence à sembler suspecte. Cependant M. de Metternich était encore de bonne foi, quand il s'entretenait avec notre ambassadeur de l'agitation croissante qui se manifestait dans l'Allemagne entière à l'approche des Russes, quand il lui montrait le fanatisme religieux des Esclavons et autres sujets autrichiens qui professaient la religion grecque, secondant le fanatisme politique de l'aristocratie et celui de l'armée [1]. On répétait au peuple que l'empereur était trompé, qu'il fallait le servir en agissant contre sa volonté. « Croyez, disait M. de Metternich, que, sous peu, l'insurrection de la Prusse s'étendra jusqu'au Rhin. Les Russes prononcent en Pologne le nom de restauration du royaume. Ce mot agite même notre Gallicie, » ajoutait-il, *les larmes aux yeux*. Les larmes étaient de trop; mais nous verrons bientôt que cette appréhension avait un motif très-réel. « L'Autriche, disait-il encore à M. Otto, peut, en se concertant avec la France, mettre un terme à cette invasion révolutionnaire et arriver à la paix... » On faisait prêter serment aux employés autrichiens de n'entrer dans aucune société secrète. Plusieurs personnages marquants, compromis par leur exaltation, furent arrêtés, notamment M. Hormayer, conseiller à la chancellerie d'État, connu pour ses rapports avec les Tyroliens [2]. L'empereur François se plaignait de sa position entre une faction qui voulait le forcer à changer de système, et un allié qui ne lui donnait aucune idée de ses projets. En un mot, l'Autriche demandait de la confiance, des explications; elle proposait beaucoup et ne reçut pas de réponse. Ses insinuations furent sans effet, ses protestations acceptées comme une dette, quand il fallait lui en offrir le prix pour qu'elles restassent ou qu'elles redevinssent sincères.

En résumé, la correspondance des deux cabinets roulait pendant les mois de janvier et de février sur trois points principaux : l'entremise offerte par l'Autriche pour la paix; l'attitude qu'elle prendrait si ses démarches échouaient; enfin, les mouvements du corps auxiliaire.

Relativement à l'entremise, les explications étaient faciles. Aussitôt après son acceptation par l'empereur Napoléon, M. de Metternich avait annoncé de prochaines démarches en Russie et en Angleterre. M. de Wessemberg, ministre d'Autriche à Munich, était parti de Vienne le 8 février, porteur d'une lettre de M. de Metternich pour lord Castlereagh. Le départ de M. de Lebzeltern pour le quartier général de l'empereur Alexandre éprouva de plus longs retards, bien que l'envoyé russe Stackelberg, revenu de Gratz à Vienne dès le 26 janvier, eût annoncé tout d'abord que la Russie voulait négocier, et garanti d'avance la réception la plus flatteuse pour l'envoyé autrichien. En réalité, ces deux agents de l'Autriche allaient à Londres et à Wilna, comme M. de Bubna était venu à Paris, moins pour parler que pour entendre.

Un germe de profond désaccord s'était dès lors manifesté sur le second point : l'attitude que prendrait l'Autriche en cas d'hostilités nouvelles. Napoléon voulait seulement avoir à sa solde soixante mille Autrichiens, comme il avait des troupes auxiliaires de la confédération du Rhin; l'Autriche n'entendait plus prendre part à la guerre que comme partie principale.

Enfin, relativement aux mouvements du corps auxiliaire en Pologne, l'Autriche avait tout à excuser, tout à pallier. M. de Bubna, qui, dès le com-

[1] 19 février, M. Otto. Vers cette époque, un projet contre la vie de M. de Metternich se tramait à Vienne. Plusieurs officiers furent arrêtés comme complices.

[2] Une vive agitation régnait dans ce pays, où le patriotisme consistait à préférer la domination de l'Autriche à celle de la Bavière.



mencement de février, avait annoncé à Paris la retraite du corps autrichien sur la Gallicie, y communiqua, vers la fin du même mois, la teneur d'un armistice conclu avec les Russes par le général Frimont, successeur de Schwartzenberg. Cette suspension d'armes n'était pas de nature à satisfaire l'empereur. Faite sans autorisation, elle constituait une nouvelle infraction au traité de 1812. Pour atténuer l'effet de cet aveu nécessaire, on ajoutait que la position de ce corps empêchait l'aile gauche de l'armée russe de se porter sur l'Oder. Ce ne fut en effet que plus d'un mois après, que le corps autrichien quitta, par suite d'un accord secret, cette position qui gênait encore les Russes.

L'ordre des événements nous amène à parler maintenant du rappel de M. Otto, et de l'injustice de Napoléon à son égard. Ce rappel avait été annoncé, dès le 25 janvier, par une lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche. Le motif ostensible était que les connaissances de ce diplomate, sur les affaires d'Angleterre et des États-Unis, rendaient sa présence nécessaire à Paris. Le motif réel, si nous en croyons M. Fain, c'est que l'empereur voulait savoir définitivement à quoi s'en tenir à l'égard de l'Autriche. On lit aussi dans le Mémorial de Sainte-Hélène (tome III, p. 95) : « Jusqu'à l'ambassade de M. de Narbonne, nous avions été trompés par l'Autriche. En moins de quinze jours, M. de Narbonne eut tout pénétré. » Nous croyons avoir démontré que Napoléon savait fort bien à cette époque à quoi s'en tenir à l'égard de l'Autriche, et que les bons renseignements ne lui avaient pas manqué de la part de son ambassadeur. Celui-ci avait fidèlement rapporté le langage de M. de Metternich, ses alternatives de menaces et de caresses. En même temps, il avait insisté avec force sur le mauvais esprit du peuple, de l'armée et de la cour, et n'avait pas dissimulé certaines démarches équivoques du gouvernement autrichien, telles que la formation de magasins militaires dans la haute Autriche, mesure très-réelle, que M. de Metternich avait fait démentir à Paris. En admettant même que M. Otto, d'ailleurs partisan sincère de la paix, eut été la dupe un moment de M. de Metternich, quand celui-ci lui disait, avec sa bonne foi ordinaire, que l'Autriche, en travaillant à la pacification du continent, *ne voulait rien pour elle,* il n'avait pu ni croire, ni laisser croire longtemps à ce désintéressement, quand le même ministre lui avait déclaré que l'Autriche n'attaquerait les Russes qu'avec toutes les forces de la monarchie, et seulement si la guerre devenait *autrichienne.* Tout le tort de M. Otto (et ce tort, son successeur le continuera), c'est de n'avoir pas insisté de lui-même sur l'impossibilité d'une médiation autrichienne gratuite. Ces observations me sont dictées par un sentiment de justice. Le négociateur qui signa, en 1802, les conditions de la paix d'Amiens, M. Otto, a obtenu, dans la carrière diplomatique, une réputation assez honorable pour qu'un de ses anciens collègues mette quelque intérêt à le venger d'une injuste inculpation, qui menaçait de passer en axiome dans l'histoire de cette époque.

Pour compléter le tableau de la situation politique de l'Autriche en février 1813, il importe de résumer aussi les relations occultes de cette puissance avec nos ennemis. Nous connaissons déjà les offres qui lui étaient faites dès le mois de décembre ; M. de Metternich n'en a pas fait mystère. Mais ce qu'il ne disait pas, c'est qu'au mois de février les alliés pouvaient se croire sûrs de l'assentiment de l'Autriche sur deux des points principaux d'un nouvel ordre politique : l'anéantissement de toute influence française en Pologne, et la reconstitution de la Prusse. L'entente était parfaite entre les trois cours sur le premier point, dont l'Autriche préparait déjà la réalisation par la retraite du corps auxiliaire. Chacun des mouvements de cette retraite était combiné d'avance avec les Russes et les Prussiens ; nous en donnerons ultérieurement la preuve. Mais, dans la pensée des cabinets autrichien et prussien, ce n'était là qu'une mesure préalable à la dissolution et au partage du duché de Varsovie ; cette partie de la question était loin d'être aussi avancée vis-à-vis de la Russie, qui jouait alors un jeu double relativement à la Pologne, comme nous le verrons dans le chapitre suivant. Ce qui est indubitable, c'est que, vers le milieu de février, la Prusse et l'Autriche elle-même témoignaient à l'empereur Alexandre des dispositions favorables ; mais que l'idée de l'établissement d'un royaume russo-polonais par ce prince aurait suffi pour les rejeter dans les bras de la France [1]. Relativement à la reconstitution politique de la Prusse, une parfaite conformité de vues existait depuis plusieurs mois déjà entre les cabinets russe et autrichien. Nous avons vu que, dès le commencement d'octobre, l'Autriche, confidentiellement consultée par la Prusse, avait donné une sorte d'approbation tacite au profit que cette puissance pourrait tirer des désastres de la France. Lors de la défection d'York, et depuis, M. Otto avait eu occasion de remarquer des rapports fréquents et

[1] Ce sont les expressions mêmes d'une lettre de l'empereur Alexandre au prince Czartoryski, que je citerai tout entière dans le chapitre suivant. Son indécision ne fut pas longue. Le deuxième article secret du traité de Kalish sacrifiait déjà une partie de la Pologne à l'alliance prussienne.



suivis entre Berlin et Vienne. M. de Metternich, qui, pendant le mois de janvier, assurait encore à M. Otto qu'il ne cessait d'encourager la Prusse *à ne pas dévier de son système,* s'est lui-même chargé de nous révéler le vrai sens de ces encouragements. Dans une lettre adressée par lui au ministre de Prusse, le 28 octobre 1814, au congrès de Vienne, on lit ce qui suit : « Le jour où S. M. Impériale a » pris sur elle de conseiller au roi de Prusse de ne » pas arrêter le noble élan qui, vers la fin de 1812, » l'avait porté à préparer des moyens pour secon- » der les efforts que la Russie voulait consacrer au » soutien de l'indépendance en Europe ; ce jour-là » même, la détermination de S. M. Impériale de » ne pas séparer ses intérêts de ceux de la Prusse » ne pouvait être douteuse [1]. » On a voulu, par une interprétation rigoureuse de cet aveu, en faire ressortir l'existence d'une lettre autographe de l'empereur François. Je ne voudrais y voir qu'une tendance de cabinet, qui, du reste, suffirait pour expliquer l'idée jetée en avant par M. de Metternich, dès sa première conférence avec le nouvel ambassadeur français, de rendre à la Prusse une assez grande consistance pour qu'elle pût servir de barrière commune contre la Russie [2].

On se tromperait, du reste, en voyant, dans l'approbation donnée, dès le commencement de 1813, aux préparatifs militaires de la Prusse, un encouragement direct à se déclarer contre la France. Au commencement de février, M. d'Hardenberg disait à l'ambassadeur français : « Ne voyez dans nos armements qu'*une démonstration pacifique* et un moyen d'arriver à un arrangement général. » Le gouvernement prussien voulait dès lors réaliser cette attitude de médiation armée que l'Autriche prendra deux mois après. Le secrétaire de l'ambassade de Berlin, M. Lefebvre, observait, dès le 13 février, que cette attitude nouvelle que la Prusse semblait vouloir prendre, avait dû nécessairement être concertée avec Vienne. La Prusse seule eût été trop faible. Les révélations de M. de Metternich ont justifié pleinement une conjecture qui fait honneur à la sagacité de ce diplomate distingué. Mais la Prusse n'avait pas les mêmes raisons que l'Autriche d'espérer quelque chose de la France ; elle était d'ailleurs placée sous l'influence immédiate des événements ; son gouvernement fut entraîné par l'exaltation populaire. M. de Metternich en parut vivement affligé. « Telles sont, disait-il à M. Otto, les conséquences de la fâcheuse position des princes vis-à-vis des peuples. La monarchie prussienne a été le misérable jouet des événements. » Cette défection prématurée rompait en effet l'entente des deux cours, et déjouait les premiers calculs du cabinet de Vienne. L'Autriche n'avait encore ni les moyens ni la volonté de suivre la Prusse dans cette nouvelle voie.

Si la lettre de l'empereur François, à laquelle M. de Metternich a semblé faire allusion lors du congrès de Vienne, a réellement existé, nous aimons à croire du moins qu'elle remonte à l'époque où le gouvernement prussien n'en était encore qu'à préparer une médiation armée ; et même, dans cette hypothèse, l'intervention directe du beau-père de Napoléon était au moins inconvenante [3].

Quoi qu'il en soit, la défection de la Prusse, qui venait compliquer la question, rendait plus urgente la nécessité d'un grand sacrifice auquel Napoléon persistait toujours à se refuser. Un déplorable malentendu vint encore augmenter l'irritation des esprits à Vienne, et froissa personnellement l'empereur François. M. de Wessemberg, envoyé pour proposer à l'Angleterre l'entremise autrichienne, fut arrêté [4] à Hambourg par un commissaire français qui le prit pour un agent anglais ; il ne fut relâché qu'après la visite de tous ses papiers. Une telle visite était par trop impolitique pour avoir été jamais commandée par Napoléon, quand même il aurait dès lors supposé que cette mission en Angleterre cachait une arrière-pensée. M. de Bassano écrivit de suite que la conduite du commissaire français avait indigné l'empereur ; mais le mal était fait. Le voyage de l'agent autrichien fut retardé par de nouveaux empêchements qui se liaient à d'autres incidents politiques dont nous parlerons. Du côté de la Russie, la solution fut plus prompte. Cette puissance s'était hâtée de profiter des démarches de l'Autriche pour se remettre ouverte-

[1] V. Schœll, Congrès de Vienne, VI, 61.

[2] Dépêche du 24 mars. D'après l'un des articles du traité de Kalish, ce traité, qui devait rester secret pendant deux mois, pouvait être communiqué d'avance à l'Angleterre, à l'*Autriche* et à la Suède. Ce rapprochement était déjà un indice significatif de l'assentiment donné par cette cour à la reconstitution de la Prusse. Toutefois cette puissance prenait, avec la Russie, l'engagement réciproque de tout faire pour décider la cour de Vienne à se joindre à elle. Ainsi, à cette époque, l'Autriche n'avait pris encore aucun engagement positif. Nous verrons même qu'il était encore temps alors d'obtenir de cette puissance une coopération active et franche au système français, en lui garantissant une part des dépouilles de la Prusse, malgré les assurances d'un auguste intérêt qui avaient pu être données à celle-ci.

[3] Le comte de Zichy était alors ministre d'Autriche à Berlin. Tout à fait opposé au système français, il était en même temps l'un de ceux qui exerçaient une influence réelle sur l'esprit débile de l'empereur François.

[4] Au commencement de mars.

ment en rapport avec elle [1]. Dans les premiers jours de mars, M. Otto transmit à sa cour une réponse de l'empereur Alexandre à la démarche faite par l'Autriche concernant la mission projetée de M. de Lebzeltern. Cette réponse était antérieure à la signature du traité avec la Prusse. Alors l'empereur Alexandre acceptait non-seulement cet envoyé, mais encore l'intervention autrichienne pour la paix. *Il regrette que l'Autriche n'ait pas voulu profiter de cette circonstance pour réparer ses pertes;* mais il respecte ses motifs, et n'a d'autre but que le rétablissement de la paix générale. En rapportant ces expressions à notre ambassadeur, M. de Metternich lui avoua que la Russie s'était en effet donné et se donnait encore beaucoup de mouvement pour attirer l'Autriche dans son alliance. Il ajouta *qu'elle ne réussirait pas.* Cette assurance devait-elle balancer la présomption si naturelle, que l'Autriche finirait par céder à la séduction des avantages qui lui étaient offerts, si, de notre côté, nous ne faisions quelques efforts pour la retenir? Le 20 mars, un courrier de M. de Lebzeltern arriva à Vienne, porteur d'une réponse officielle de M. de Nesselrode, datée de Kalish, le 11 mars [2]. « L'empereur Alexandre veut la paix, mais la paix avec des garanties, et telle par conséquent que l'Autriche doit la désirer elle-même. Les liens sont trop étroits entre la Russie et la Grande-Bretagne, trop intimes entre la Russie et la Prusse, trop fortement établis avec la Suède, pour que S. M. puisse désormais séparer sa cause de celle d'aucune des puissances alliées avec elle. L'entremise de l'Autriche est acceptée par la Russie, dans le cas où elle sera acceptée aussi par l'Angleterre, la Prusse et la Suède [3]. »

Laissons un instant la politique autrichienne, pour jeter un coup d'œil sur les dernières communications de la France avec la Suède, et sur les engagements qui maintenant garantissent d'une manière irrévocable à nos ennemis la coopération de Bernadotte.

Depuis la déclaration de neutralité, remise à Paris par M. d'Ohsson le 20 mai 1812, aucune communication officielle n'avait eu lieu entre les deux cours, mais les chargés d'affaires étaient encore à leur poste respectif. M. de Cabre, successeur de M. Alquier à Stockholm, était l'un de ces hommes actifs, mais inconsidérés, qu'il peut être bon parfois d'écouter, mais par lesquels il est dangereux d'agir. Il était là en observateur, et rien de plus. Pendant les dix derniers mois de son séjour à Stockholm, il ne reçut du duc de Bassano qu'une ou deux lettres insignifiantes. Malheureusement sa correspondance prouve qu'il a voulu être autre chose qu'observateur, se créer une sorte de rôle politique, et que ses propos imprudents ont été mis, par le prince royal, sur le compte de l'empereur Napoléon. Dès le 18 juin 1812, M. de Cabre avait reçu une communication du gouvernement suédois, qui croyait avoir à se plaindre de son langage, propre à exciter des divisions en Suède. On refusa de s'expliquer vis-à-vis de lui d'une manière plus claire. Mais lors de la clôture des états de Suède, le 18 août, le roi de Suède commença son discours par leur exprimer sa satisfaction de ce que, par leur esprit d'union et de *désintéressement,* ils avaient empêché qu'*aucune puissance étrangère* réussît à affaiblir ou à rompre les liens qui unissent l'héritier du trône aux Suédois [4]. On avait dit au prince royal que M. de Cabre avait reçu de l'argent pour intriguer contre lui à la diète; on lui rapportait des propos de cet envoyé, qui, par une déplorable imitation de son prédécesseur, parlait, à qui voulait l'entendre, des sentiments hostiles de l'empereur Napoléon pour le prince royal [5]. Le gouvernement suédois n'a pas cru que M. de Cabre eût agi ainsi sans autorisation. C'était pourtant la vérité. L'envoyé français jetait ainsi de l'huile sur le feu avec une inconcevable légèreté, au moment où Bernadotte préparait déjà une diversion dans le nord de l'Allemagne [6].

Une nouvelle communication fut faite à l'envoyé

[1] M. de Stackelberg, qui s'était retiré à Gratz lors de la rupture entre la France et la Russie, était revenu à Vienne dès la fin de janvier. M. de Metternich prétendait l'avoir morigéné rudement pour la présomption excessive que les événements de 1812 lui avaient inspirée.

[2] Les traités avec la Prusse et la Suède avaient été signés dans l'intervalle de ces deux réponses, ce qui explique le ton péremptoire et belliqueux de la dernière.

[3] 20 mars, M. Otto. C'est la dernière lettre de cet ambassadeur. M. de Narbonne était arrivé depuis le 17.

[4] A la fin de ce discours, le roi annonça qu'il venait de conclure la paix avec l'Angleterre le 18 juillet précédent. Une ordonnance du 29 du même mois avait déjà, en exécution de ce traité, rouvert les ports suédois aux navires de commerce de toutes les nations sans exception.

[5] Je veux bien croire que le prince qu'ils servent me hait, *puisque tous me l'ont dit;* mais je ne puis croire qu'il les approuve, écrivait Bernadotte à sa femme.

[6] Bernadotte avait alors pour espion à Copenhague un sieur G., qui l'avait jadis suivi en Suède, puis quitté par suite de prétendus dissentiments. Il avait été pris pour secrétaire par M. Alquier, alors ministre de France en Danemark. Les informations qu'il transmettait au prince royal sur ses ennemis en Suède donnèrent lieu à plusieurs arrestations. Cet agent fut enfin signalé pour

français, quand on apprit à Stockholm que le général Morand, qui commandait la Poméranie, avait déclaré aux officiers suédois qu'ils étaient prisonniers de guerre, et les avait envoyés à Stettin. Cette mesure ne remontait qu'au prince d'Eckmühl, qui s'y était cru suffisamment autorisé par les relations que la Suède venait de renouer publiquement avec l'Angleterre[1]. On demanda à M. de Cabre en quelle qualité il était à Stockholm : si c'était comme ministre ou agent d'une puissance amie. Il répondit qu'il était toujours agent d'une puissance amie, puisqu'il n'avait pas reçu l'ordre de se retirer ; qu'au reste, il allait rendre compte à sa cour. C'était en ce moment même que Napoléon apprenait à Witepsk le traité conclu au mois de mars précédent, traité sur lequel M. de Cabre lui-même n'avait pu avoir que de vagues conjectures[2].

Pendant les mois de juillet et d'août, Bernadotte n'avait cessé de prodiguer à l'empereur Alexandre des conseils stratégiques dont il ne faudrait pas pourtant s'exagérer l'influence[3]. Un jour il disait qu'il n'y avait pas à céder, dût-on reculer jusqu'à la mer Caspienne pour mieux égarer l'ennemi ; le lendemain, c'était l'empereur Alexandre qui devait se jeter en Allemagne, et aller révolutionner la confédération du Rhin, pendant que Napoléon le chercherait en Russie. Il y avait une idée à laquelle il tenait beaucoup, et c'était bien la plus absurde que l'on pût concevoir : c'était de détacher le prince Poniatowski de Napoléon, en lui faisant offrir en sous-main la couronne de Pologne. Bernadotte prétendait être assuré des dispositions de Poniatowski ; il jugeait, par lui-même sans doute, qu'il n'y avait pas de loyauté à l'épreuve d'une couronne. Cette proposition ne prouve qu'une chose, c'est qu'il ne connaissait ni Poniatowski ni Alexandre. Dans sa correspondance avec ce prince, Bernadotte ne s'était pas fait faute de lui promettre une prompte et active coopération, soit dans le nord de l'Allemagne, soit même en Russie. « Nous irons chercher Napoléon partout où il sera, écrivait-il avec son emphase accoutumée, et nous déciderons le sort du monde[4]. » A travers ce fatras hyperbolique qui lui est familier, il n'est pas difficile de démêler la vraie situation des affaires. Toute diversion de la Suède en faveur de l'empereur Alexandre veut pour préliminaire indispensable l'adjonction d'un corps russe ; la garantie de l'*Angleterre* et de la Russie pour la réunion de la Norwége, et un traité de subsides anglais pour l'entretien des troupes suédoises[5].

Toute la difficulté se résout donc dans une question d'argent ; tant que Bernadotte n'aura pas eu satisfaction sur ce point, il parlera beaucoup, mais il ne fera pas un seul pas.

A l'époque même de la conférence d'Abo, aucun projet d'expédition contre la France ne pouvait être sérieux. Le parti français, toujours assez nombreux à Stockholm, exprimait sa désapprobation de la conduite du prince royal, avec d'autant moins de ménagement que le succès des armes russes devenait plus problématique. On disait hautement que si Napoléon triomphait, la Suède allait se retrouver vis-à-vis de la France avec Bernadotte dans la même position qu'avec Gustave IV. La nouvelle de l'entrée des Français à Moskou mit le comble aux alarmes du prince royal. En public il affecta une assurance que démentaient ses lettres à l'empereur Alexandre[6], et les tergiversations manifestes de la politique suédoise depuis ce moment jusqu'à la nouvelle de nos malheurs. Toujours inquiet des intrigues de M. de Cabre, qu'il s'obstinait à croire autorisées, il lui avait fait donner par M. d'Engestrom, quelques jours avant les nouvelles de Moskou, une sorte d'injonction de voyager dans l'intérieur de la Suède[7]. L'envoyé français avait demandé un délai de quelques jours pour réfléchir. Les nouvelles arrivèrent, et il ne fut plus question de ce voyage. Ce grand événement militaire n'était jamais sérieusement entré dans la pensée de Bernadotte. La meilleure preuve que nous puissions en donner, c'est précisément l'engagement qu'il avait pris à Abo, *sous condition* de se rendre à Pétersbourg avec trente mille Suédois, si les Français entraient dans Moskou. Cette condition n'est pas plutôt accomplie, qu'il recule, et ne dissimule plus les impossibilités de tout genre qui le dominent, et la nécessité de ménager l'opinion de la nation suédoise, et les lenteurs de l'Angleterre, qui ne réalise pas les espérances que ses

ce qu'il était par la police de Hambourg, et arrêté vers le commencement d'octobre.

[1] Plusieurs bâtiments suédois portant des marchandises anglaises furent capturés dans les derniers mois de 1812 par des corsaires français.

[2] Lettres du 30 juin et autres.

[3] On trouvera des documents intéressants sur ce point dans *l'Histoire de Charles-Jean*, par M. Sarrans, t. I, ch. VI.

[4] Sarrans, I, 252.

[5] Le traité d'Œrebro était principalement commercial. Le seul article qui eût rapport à la guerre était l'art. 3, par lequel le gouvernement britannique s'engageait à coopérer à la défense de la Suède dans toute guerre qui lui serait faite en haine de la présente pacification.

[6] Voir Sarrans, p. 270 et suiv. Cet écrivain consciencieux fait bonne justice des fanfaronnades officielles de Bernadotte.

[7] De Cabre, 2 octobre.

agents avaient fait naître à OErebro, et n'accorde ni emprunts ni subsides.

Dans ce moment, Bernadotte ne promettait plus le concours immédiat de la Suède que sous la condition de la remise également immédiate de la Finlande, ou de l'arrivée du corps auxiliaire russe promis à Abo; c'était dire qu'il ne voulait plus agir que d'après les événements [1]. Les faits confirment cette interprétation du nouveau langage que tient le prince royal sous l'influence momentanée des revers de la Russie. Les mouvements de troupes suédoises pour l'expédition de Fionie, l'armement de la flotte, tout est suspendu. Il est évident que la Suède songe à s'isoler [2]. Cependant les fugitifs de Russie affluent à Stockholm; on fait même des préparatifs à Abo pour l'arrivée de l'impératrice; l'agitation des légations russe et anglaise contraste avec l'inaction du gouvernement [3] suédois. On parle au prince royal de pourparlers ouverts entre les deux empereurs, et Bernadotte répond, non sans émotion, que les propositions de Napoléon *ne seront pas écoutées*. Il a deviné juste cette fois. Pendant cet intervalle, la correspondance de Bernadotte avec l'empereur Alexandre ne fut qu'une suite de récriminations plus ou moins amères des deux côtés. Alexandre accusait de mauvaise foi le prince royal, dont le dévouement à la Russie ne semblait pas à l'épreuve de l'adversité. Bernadotte faisait valoir, au contraire, les services qu'il avait déjà rendus à la Russie, rien qu'en faisant prendre à la Suède une attitude menaçante, rien qu'en n'agissant pas de concert avec la France. Il avait déplorablement raison. Toutefois on était sérieusement alarmé sur sa fidélité, car les légations anglaise et russe furent autorisées à prononcer une sorte de mot magique, le nom du fils de Gustave IV. L'illégitimité de l'ancien souverain n'était pas aussi avérée alors que Bernadotte l'aurait voulu; sa terreur fut extrême. Toute communication avec l'ex-roi, son épouse ou leurs enfants, fut défendue sous les peines les plus sévères [4].

On apprit à Stockholm la rentrée des Russes à Moskou vers la fin de novembre; dès ce moment, et sous l'impression des nouvelles désastreuses qui se succédaient coup sur coup, le dévouement de Bernadotte pour la cause de la coalition se manifesta de nouveau avec une énergie dont l'Angleterre et la Russie ne purent lui savoir beaucoup de gré, mais qu'elles mirent largement à profit. Une proclamation [5] qui qualifiait l'empereur Napoléon d'*ennemi commun du nord de l'Europe*, signala cette recrudescence de zèle du prince royal. La France, disait-il avec son aplomb accoutumé, « *ne pouvait taxer de perfidie* son alliance avec la Russie... » Nous en savons assez sur sa politique pendant les premiers mois de 1812, pour apprécier convenablement la valeur de cette assertion.

L'envoyé français, toléré jusque-là à Stockholm comme une sorte d'épouvantail pour la Russie et l'Angleterre, se ressentit bientôt des nouveaux événements. On lui fit savoir [6], en le qualifiant, avec assez d'impertinence, par son titre d'auditeur au conseil d'État, que la prolongation de son séjour à Stockholm dépendait de la réponse attendue relativement aux officiers suédois traités comme prisonniers de guerre [7]. Le 18 décembre, M. d'Engestrom le prévient que le roi regarde sa présence comme n'étant plus nécessaire à Stockholm. M. de Cabre n'ayant pas d'ordre pour partir, demanda une communication écrite, qui lui parvint le 22. Elle portait en substance que trois mois s'étant écoulés sans réponse aux explications demandées à propos des démarches hostiles de la France, pour cette raison et d'*autres au moins aussi importantes*, S. M. désirait qu'il quittât la Suède aussitôt que possible [8]. M. de Cabre crut devoir renvoyer les passe-ports qui lui avaient été remis, alléguant que la note non officielle qu'il recevait ne le justifierait pas suffisamment vis-à-vis de sa cour d'avoir quitté son poste. Il reçut pour réponse que son

[1] Nous trouvons à cette époque, dans la correspondance de M. de Tarrach, chargé d'affaires prussien, un fait qui confirme ce que nous disions tout à l'heure du peu d'exactitude des notions que possédait alors Bernadotte sur les affaires du continent. Après avoir parlé de son embarras manifeste par suite des revers de la Russie, il ajoute : « Au reste, il est à regretter que ce prince ne ménage pas toujours autant qu'il le devrait ses confidences et ses propos. Il n'y a pas trois jours qu'il a fait une sortie très-vive au chargé d'affaires d'Autriche contre le système actuellement suivi par la cour de Vienne, et cela en présence de madame de Staël et d'autres personnes. Il a même accusé de vénalité quelques membres de ce ministère. » (De Tarrach, 13 octobre.) Assurément alors, l'inaction du prince de Schwartzenberg sur le Styr méritait plutôt les éloges que le blâme de Bernadotte. Ainsi, il croyait Poniatowski disposé à trahir la France, mais l'Autriche complétement engagée dans le système français. Il y avait compensation.

[2] Lettre de M. de Binder, du 13 octobre.

[3] Le salon de madame de Staël est le rendez-vous de tous ceux qui aiment à déchirer l'empereur... Elle déploie pour la Russie un zèle d'apôtre. (De Tarrach, 3 novembre; de Cabre, 24 novembre.)

[4] De Tarrach, 29 novembre.

[5] Fin novembre.

[6] 1er décembre.

[7] Dans ce moment il eût été difficile d'avoir cette réponse. Napoléon était en route pour Paris.

[8] Note de M. d'Engestrom, du 22 décembre.

caractère diplomatique ayant déjà cessé, il n'était plus qu'un étranger justiciable de la *police*, et que le grand gouverneur, *auquel des propos peu avantageux avaient été tenus sur son compte* [1], avait reçu l'ordre de le faire partir dans les vingt-quatre heures. Après une pareille déclaration, il ne pouvait plus être question de scrupules dilatoires; il ne resta à M. de Cabre, pour éviter l'injurieuse intervention d'un *commissaire de police*, qu'à redemander ses passe-ports : encore fallut-il l'intervention du chargé d'affaires prussien pour les ravoir; le gouvernement suédois tenait à son idée de faire reconduire à la frontière le chargé d'affaires français par un agent de police [2]. Et c'est ainsi qu'un Français, auquel la gloire de son pays avait si bien profité, s'apprêtait à lui prouver sa reconnaissance à coups de canon, et préludait à la guerre par l'insulte [3].

L'expulsion de M. de Cabre avait été vivement pressée par les Anglais et les Russes, qui craignaient la versatilité du prince royal. Précédemment, Bernadotte, toujours inquiet pour l'acquisition de la Norwége, avait fait du renvoi de M. de Blome, chargé d'affaires de Danemark en Russie, la condition du renvoi de M. de Cabre. Mais les puissances alliées ménageaient encore le Danemark, et craignaient que Bernadotte, une fois sûr de leur assentiment, ne portât toutes ses forces du côté de la Norwége, et n'abandonnât ou n'ajournât l'affaire la plus importante pour la coalition, l'expédition du nord de l'Allemagne. En d'autres termes, Bernadotte faisait alors de l'acquisition de la Norwége une condition préalable de cette diversion; et on voulait ne la lui accorder que comme récompense. Cette observation nous semble expliquer tout le système politique des coalisés, relativement à la Suède et au Danemark, pendant les premiers mois de 1813.

Le prince royal de Suède avait repris toute son activité sous l'influence des malheurs de son ancienne patrie. Il ne se reposait de ses préparatifs et de ses plans de campagne qu'en entretenant les agents des diverses puissances du continent; avec les ennemis de la France, il concerte ses projets hostiles; les généraux Hope et Suchtelen lui communiquent les projets de l'Angleterre et de la Russie. Ne sachant pas l'état déplorable de l'armée russe, il la trouve trop lente à poursuivre ses avantages; il s'en plaint au général Suchtelen [4]. Mais c'est surtout aux agents des puissances encore douteuses qu'il se plaît à détailler ses projets : aux Suédois il joindra des Russes, et une division composée d'Anglais, d'Espagnols, de la légion allemande levée en Russie; il lui faut sous ses drapeaux des hommes de toutes les nations ennemies de la France [5]. Le 23 février, dans une entrevue avec M. de Tarrach, le prince royal s'exprimait ainsi : « Dites à votre maître que je débarquerai dans six semaines en Allemagne, à la tête de trente-cinq mille Suédois, autant de Russes, dix mille Allemands. Si le roi de Prusse le veut... je débarquerai sur tel point qu'il lui conviendra de désigner... Le temps arrive où il faut que la Prusse se décide... Si les gouvernements ne sont pas las du joug de la France, *les peuples le sont, et agiront*. On est d'accord pour que la Prusse devienne une grande puissance, *pour qu'il n'y ait plus que de grandes puissances en Allemagne*. » Parmi les provinces qui entreraient dans le lot de la Prusse, Bernadotte cite la Saxe ducale, et peut-être même *toute la Saxe*. (Ainsi, dès cette époque, la spoliation de ce vertueux monarque entrait dans les combinaisons des alliés.) Il redoublait de cajoleries et de promesses avec les agents autrichiens. Dans une de ses conversations avec M. de Binder, il se dit autorisé à offrir à l'Autriche les limites du traité de Campo-Formio : il ne s'agissait plus d'une guerre de rois, mais d'une guerre nationale; de renverser le système fédératif de la France, et de rendre à l'Allemagne une organisation durable [6]. Son

[1] Tout ceci avait rapport aux propos tenus sur Bernadotte sans autorisation du gouvernement français. Dans le rapport du 7 février 1813, M. d'Engestrom affecta aussi de parler des intrigues ténébreuses, et peu conformes au droit des nations, qui avaient hâté le renvoi de M. de Cabre.

[2] Lettres de M. d'Engestrom, du 23, et de Cabre, du 25 décembre.

[3] On a prétendu que Bernadotte avait ignoré, puis désapprouvé, les formes brutales de ce renvoi. Cette assertion est par trop absurde pour être réfutée. Nous n'avons que des éloges à donner à la conduite de M. de Cabre dans ces derniers jours : son attitude ferme et prudente fit bien ressortir toute l'inconvenance des procédés qu'on eut à son égard.

[4] 13 janvier, M. de Tarrach. — Auparavant, témoignant son affliction à l'empereur Alexandre de ce que Napoléon n'avait pas été fait prisonnier, l'ex-maréchal de France Bernadotte ajoutait : « C'eût été trop de biens à la fois. » Lettre du 17 décembre 1812.

[5] M. de Binder, 19 janvier.

[6] Plusieurs mois auparavant, Bernadotte avait rédigé un mémoire sur l'Allemagne, et l'avait envoyé à Londres. Il y avait mis toute sa haine et toute son ambition. Son plan était de faire soulever ce pays, de dissoudre la confédération du Rhin, de former une ligue germanique à laquelle le roi d'Angleterre accéderait comme électeur de Hanovre, d'inviter l'Autriche à se joindre à la ligue en lui garantissant une certaine suprématie, sans nuire à l'indépendance des autres États. Si ce prince refusait, on offrirait cette dignité au prince régent d'Angleterre, à la Prusse ou à l'empereur Alexan-

zèle de prosélytisme l'entraîna aux plus étranges confidences. Si on l'en croyait, dans l'intervalle de la bataille d'Aspern et de celle de Wagram, en 1809, il aurait fait donner au ministère autrichien, par l'entremise du marquis de Gallo, le conseil d'accepter un accommodement, parce qu'il voyait qu'alors l'Autriche serait battue!

Vers la fin de février, M. de Neiperg était revenu de Vienne, et avait repris son poste à Stockholm. Cet agent, bien éloigné assurément alors de prévoir l'étrange destinée que lui ferait ce grand bouleversement social, dans lequel il jouait un rôle si secondaire [1], était complétement opposé à l'alliance française; mais ses vues, qui font honneur à son patriotisme comme Allemand, ne s'en accordaient pas mieux avec celles du prince royal de Suède. La présence des étrangers, quels qu'ils fussent, lui était également odieuse : il aurait voulu une levée de boucliers pour expulser Russes et Français. Conformément à ses instructions, il parla de la médiation autrichienne pour la paix; mais il reconnut bientôt que les idées pacifiques étaient peu goûtées à Stockholm. M. de Wessemberg, chargé de suivre cette médiation à Londres, et qui venait d'être arrêté à Hambourg par un commissaire français, éprouvait autant de difficultés à entrer sur le territoire ennemi qu'à quitter le nôtre : il eut beaucoup de peine à obtenir des passe-ports pour traverser la Suède et gagner Gothembourg. Certains pourparlers avec le ministère danois avaient éveillé la défiance du cabinet de Stockholm.

A la suite du renvoi de M. de Cabre, un rapport fut fait au roi de Suède, le 7 janvier 1813, par le ministre des relations extérieures. Ce rapport est une longue suite de récriminations contre la politique suivie par le cabinet des Tuileries à l'égard de la Suède. Nous avons discuté dans leur temps les griefs accumulés dans cette pièce, ce qui nous dispense d'y revenir. Le chargé d'affaires de Suède à Paris, M. d'Ohsson, demandait en même temps ses passe-ports, d'après les instructions de sa cour, en se plaignant de n'avoir pu obtenir d'explications sur l'envahissement de la Poméranie et la déportation en France des prisonniers suédois. Avec ses passe-ports, le ministre de Suède reçut la note suivante, dictée par Napoléon à M. de Bassano. « La Suède, non contente de violer ouvertement les conditions de la paix conclue par le traité de Paris, fit, au mois de décembre 1811, attaquer et enlever des bâtiments français armés, et jeter en prison les équipages de ces bâtiments; elle n'offrit ni ne donna aucune satisfaction pour une insulte aussi grave. Ce fut alors que la Poméranie fut occupée. L'occupation fut presque immédiatement suivie, non pas simplement d'explications, mais d'ouvertures, qui ne permettaient pas au gouvernement suédois de douter qu'en prenant une mesure à laquelle l'honneur français l'avait impérieusement forcée, la France ne conservât pour la Suède les sentiments qui les avaient unies depuis des siècles. » On rappelle ensuite les propositions suédoises, apportées par M. Signeul, au moment de la guerre de Russie, la nécessité où s'est trouvé l'empereur d'opposer à la demande de la Norwége (qu'il avait garantie au Danemark) l'indignation du silence... « Quoi qu'il en puisse être, ni des haines particulières, ni des séductions momentanées ne peuvent détruire les rapports que la nature des choses a mis entre les deux nations... La France repoussera donc de tous ses vœux une guerre qu'elle considérerait comme *une guerre civile*. Tels furent les sentiments de l'empereur, lorsque le dernier roi de Suède se mit en hostilité contre lui. Lorsque ce prince eut amené lui-même, par les erreurs de sa politique, la catastrophe qui l'a frappé, S. M. plaignit ses fautes et ses malheurs. Elle retardera donc, autant qu'il est en elle, l'éclat d'une rupture [2]... Elle ne croira à la guerre que si la Suède la déclare, et si, exécutant les projets qui sont représentés comme le but de ces armements, elle attaque à force ouverte les côtes de la Baltique ou les possessions du roi de Danemark, pour la défense desquelles S. M. s'est engagée à disposer d'un corps de quarante mille hommes. Même alors S. M. ne fera la guerre que pour la défense de ses alliés, *pour empêcher la Suède de leur nuire, et non pour nuire à la Suède,* qu'elle s'affligera de voir entraînée par ses passions violentes et par une ambition mal dirigée... Quant aux prisonniers envoyés en France... par mesure de précaution... ils seront rendus. »

Pourquoi ce langage si digne, si ferme, et si modéré en même temps, n'avait-il pas toujours été celui des agents français près de la cour de Stockholm?

Jusqu'au commencement de 1813, le Danemark

dre (quelle absurdité!). En cas de refus de ces princes, il serait nécessaire que le commandant en chef de l'armée alliée (ce devait être lui) continuât d'exercer le pouvoir de *président,* en constituant la ligue en conseil de dictature germanique, jusqu'à ce que la constitution fût rédigée et approuvée par les coalliés. Telles étaient les chimères qui troublaient le cerveau du prince royal.

[1] On sait que le comte de Neiperg a été le deuxième époux de Marie-Louise, archiduchesse d'Autriche, de la veuve de Napoléon.

[2] Napoléon tint parole. La guerre ne fut déclarée à la Suède que le 20 août 1813.

avait conservé la neutralité. Toutes les fanfaronnades de Bernadotte n'avaient pu faire croire au cabinet de Copenhague que l'empereur Alexandre, en faveur d'un allié récent, consentirait à la spoliation d'un prince de sa maison, qui ne lui avait donné aucun sujet de plainte. La prépondérance que venaient d'acquérir les alliés faisait déjà prévoir le moment où il serait contraint de renoncer à l'alliance française [1].

Napoléon avait, dans le roi de Danemark, une confiance entière et bien fondée. Il avait répondu de Moskou à des lettres de ce prince; mais sa correspondance avait été interceptée. Il lui écrivit de nouveau de Paris [2]. Dans cette lettre, comme dans celle qu'il adressa deux jours après à l'empereur d'Autriche, il raconte la campagne, met tous les malheurs sur le compte de l'hiver, puis il parle de ses nouvelles ressources. Arrivant ensuite à ce qui concerne plus particulièrement le Danemark, il s'exprime ainsi : « J'ai garanti à V. M. l'intégrité de ses États. Rien au monde ne saurait lui en faire perdre la moindre partie. Que V. M. soit sans inquiétude. Tous les efforts des ennemis du Danemark seront vains. Je connais toutes les intrigues que la Russie, l'Angleterre et la Suède font jouer autour de V. M., mais *je connais aussi son caractère et la loyauté de sa nation*. Je suis sans inquiétude sur le système qu'elle a suivi jusqu'à ce jour avec persévérance, conformément à ses intérêts et à la vraie politique de ses peuples. »

Dans une dépêche du 17 janvier, M. Alquier, ministre de France à Copenhague, entretenait sa cour des démarches actives de la légation russe et de l'agent suédois [3] pour déterminer l'accession du Danemark à la coalition du Nord, et la cession de la Norwége à la Suède, sous la condition de dédommagements qui seraient fournis par les armées alliées. Quelques jours après, le ministre Rosenkrantz lui transmettait de plus grands détails sur ces propositions [4]. Si, en échange de la Norwége, le roi n'était pas satisfait du Mecklembourg, de la Poméranie, et du duché de Magdebourg, il pouvait demander tout le territoire qui s'étend depuis la barrière d'Altona jusqu'à l'extrémité du pays de Hanovre : on consentait à tout. Le prince royal de Suède se chargerait, disait-on, de conquérir en peu de temps tous les États qui seraient désignés, et de les remettre entre les mains du roi, sous la double garantie de Stockholm et de Pétersbourg. Ces offres étaient justement suspectes, on ne pouvait croire sérieusement que l'empereur de Russie consentît à dépouiller les ducs de Mecklembourg ses parents. Quant à Magdebourg, on disposait de cette ville, en la considérant comme une dépendance du royaume de Westphalie; mais Magdebourg appartenait auparavant à la Prusse, dont la reconstitution politique allait être garantie pour prix de ses efforts contre Napoléon, et personne n'admettra que jamais les puissances coalisées aient pu songer sérieusement à dépouiller la Prusse au profit du Danemark, dans un partage définitif [5]. Toutes ces promesses étaient donc illusoires, et le ministre danois avait raison de s'en défier. Chaque jour les sollicitations du gouvernement suédois devenaient plus pressantes à Copenhague comme à Stockholm, auprès du chargé d'affaires danois; chaque jour Bernadotte se montrait plus impérieux dans son langage. L'envoyé russe Suchtelen, par suite des relations encore amicales de son souverain et du roi de Danemark, jouait le rôle de médiateur dans ce conflit; pour amener une sorte de transaction, il engageait le chargé d'affaires danois à presser sa cour de donner à la Suède au moins l'évêché de Drontheim. On se rappelle qu'en 1810, Bernadotte se serait trouvé trop heureux d'obtenir une telle concession par l'intervention de la France; mais son rôle était changé, il se sentait trop nécessaire en ce moment à la coalition pour ne pas prendre un ton plus haut : il rejeta cette proposition d'arrangement avec colère, s'écriant que ce n'était pas

[1] Une convention secrète, signée à Paris le 7 mars 1812, et ratifiée le 26 à Copenhague, avait confirmé le traité d'alliance de Fontainebleau, entre le Danemark et la France. Le roi de Danemark s'engageait (art. 2) à tenir dans le Holstein dix mille hommes de troupes, prêts à se porter sur la rive gauche de l'Elbe, à la première réquisition du commandant de la 32e division militaire. L'empereur Napoléon prenait un engagement corrélatif : un pareil nombre de troupes françaises devait être mis de suite à la disposition du Danemark, s'il était attaqué. Ces mesures avaient été concertées dans la prévision d'un débarquement de troupes anglaises ou même suédoises.

[2] Le 5 janvier.

[3] Cet agent portait un nom célèbre dans les annales de la diplomatie, mais sous lequel la France ne devait pas s'attendre à trouver un ennemi : il s'appelait Oxenstiern. « Il cache, écrivait M. Alquier, sous des formes simples, lourdes et même niaises, un esprit actif, délié, malfaisant. On pourrait dire de lui ce que disait Mirabeau de... Il a la tête d'un veau et le cœur d'un renard. »

[4] Le 24 janvier.

[5] A cette époque même, l'agent anglais Thornton, s'abouchant à Stockholm avec M. de Tarrach, chargé secrètement de savoir ce que l'Angleterre offrirait à la Prusse pour prix d'un changement de système, lui assurait que le moindre avantage qui pourrait en résulter pour elle serait le rétablissement de la monarchie prussienne telle qu'elle était avant 1806.



l'évêché de Drontheim, mais la Norwége entière qu'il voulait avoir. Quelques jours après, il dit au chargé d'affaires danois Beaudissin : « Eh bien, monsieur, quelles résolutions prend le roi sur les propositions? — Il est invariable dans la résolution de ne jamais céder la Norwége. — En ce cas, il accélère sa ruine... Il pourrait être encore appelé à jouer un grand rôle, et à réparer les pertes que lui causera l'alliance de la France; mais il n'y a pas de temps à perdre. Prévenez M. de Rosenkrantz qu'une guerre de Norwége entraînera nécessairement une attaque sur la Seeland, et que, si le roi vient à perdre cette île, *il n'y rentrera jamais,* car les Anglais s'en empareront [1]. »

C'était à cette époque que l'Autriche, jalouse de jouer un rôle important dans ces grands événements, publiait avec affectation le consentement donné par Napoléon à ce que l'empereur d'Autriche employât son entremise pour la pacification générale de l'Europe. M. Alquier écrivait, le 26 janvier, que cette nouvelle ne produisait pas à Copenhague l'impression qu'il aurait désirée. On y croyait avec raison que des propositions de paix avec l'Angleterre, basées sur des conditions antérieures aux derniers événements, n'avaient aucune chance de succès. On ne saurait se dissimuler combien la position du Danemark était pénible. Sans défense du côté de la mer contre les Anglais, qui pouvaient revenir chaque jour bombarder impunément sa capitale, le roi de Danemark était menacé de perdre aussi la protection française du côté du continent par suite de l'effervescence croissante de l'Allemagne, et de la révolte de Hambourg. Ce n'est pas tout : le Danemark, qui avait jusque-là scrupuleusement observé le blocus continental, souffrait cruellement de sa fidélité au système de Napoléon, et le préjudice matériel qui en résultait pour la nation avait dû influer sur l'opinion publique. M. Alquier écrivait, le 21 janvier : « Le roi est, à mon sens, le seul homme de ses États qui soit franchement du parti français. » Cet envoyé, dont nous avons blâmé la rudesse dans les affaires de Suède, était lui-même d'avis que la France ne faisait pas assez pour un allié aussi sincère que le roi de Danemark. Il regardait comme indispensable de laisser un peu cours aux communications commerciales, d'accorder au moins un transit provisoire aux produits danois jusqu'à la conclusion du traité de commerce promis par l'article 11 de la convention du 7 mars entre le Danemark et la France, de délivrer des licences dans les ports de la Baltique pour l'approvisionnement de la Norwége. Si de telles concessions avaient été faites à temps, le ministre danois n'aurait pu, comme il faisait, répéter à M. Alquier : « La France, notre alliée, nous refuse tout : l'Angleterre, notre ennemie, nous offre tout. » Le duc de Bassano fit de belles promesses [2], annonça que toutes les choses faisables seraient faites; mais cette réponse favorable sera suivie de longs délais; et *quand, plus d'un mois après* [3], Alquier annoncera que l'empereur va statuer sur les réclamations du Danemark, cette communication sera reçue avec indifférence; on aura l'air de penser que toutes les difficultés relatives aux ports de la Baltique s'arrangeront autrement que par les concessions tardives de la France. Là, comme ailleurs, nous serons punis par où nous avons péché.

Le langage de plus en plus menaçant de la Suède éclaira tout à coup le gouvernement danois sur ses périls. Il espéra, en changeant d'attitude, prévenir les projets de spoliation concertés d'avance entre les alliés, et obtenir même, par l'intermédiaire de la Russie, la restitution de la flotte enlevée en 1807. Dans l'état de choses que nous avons signalé, cette détermination était d'ailleurs excusable, et l'on ne saurait lui reprocher du moins d'avoir manqué de franchise envers la France. M. Alquier avait, depuis plus d'un mois, préparé sa cour à cette catastrophe. Le 9 février, M. de Rosenkrantz lui déclara formellement qu'il venait d'entamer des négociations avec la cour de Londres [4]. Deux courriers partirent en même temps de Copenhague, l'un pour Londres, portant une lettre de M. de Rosenkrantz à lord Castlereagh; l'autre pour Paris, avec une lettre du roi, dans laquelle il exposait franchement à Napoléon sa situation, les circonstances impérieuses qui l'obligeaient à se retirer de l'alliance française; mais en même temps il promettait formellement de ne rien entreprendre contre les intérêts de la France [5].

Le gouvernement danois ignorant encore l'effet qu'allait produire sur Napoléon cette quasi-rupture, n'était nullement tranquille. Une coïncidence assez singulière augmenta ses inquiétudes; ce fut le passage de M. Signeul, naguère consul de Suède en

[1] Cette menace était sérieuse; M. d'Engestrom la répéta au chargé d'affaires danois.

[2] 23 janvier.

[3] 2 mars.

[4] La même déclaration était faite à Paris par l'ambassadeur suédois, M. de Waltendorf. « L'empereur Napoléon, dit le ministre danois à M. Alquier, a fait connaître qu'il acceptait l'entremise de l'Autriche pour la paix avec l'Angleterre. Pourquoi ne recevrions-nous pas aussi les ouvertures qu'on pourrait nous faire, et pourquoi n'en ferions-nous pas nous-mêmes? »

[5] Ce changement de système se révéla bientôt par des faits. Un ordre de l'amirauté danoise interdit l'armement des corsaires dans les ports. Cette mesure produisit une vive sensation. On voyait la paix comme certaine. (Alquier, 9 et 13 février.)

France, qui retournait à Stockholm. M. de Rosenkrantz savait que cet agent avait été chargé plus d'une fois de communications importantes entre la France et la Suède : on pouvait craindre que Napoléon n'eût la pensée de s'arranger directement avec cette puissance, en consentant enfin à la cession de la Norwége. Cette appréhension avait beaucoup diminué la fatuité du ministre danois. Il fut bientôt rassuré par la réponse de l'ambassadeur à Paris, M. de Waltendorf. A la première communication des démarches faites à Londres, M. de Bassano avait été vivement surpris; mais l'empereur Napoléon faisait répondre qu'il tenait compte au roi de la loyauté qu'il avait mise dans cette déclaration, et qu'il n'en ferait pas moins tout ce qui dépendrait de lui pour empêcher que la Norwége fût enlevée à la cour de Copenhague. Ce langage était noble et vraiment digne des deux monarques. Napoléon avait vu avec raison, dans les lettres de Frédéric, plus d'affection et de sincérité que dans celles de son propre beau-père. Il jugeait bien la position du Danemark, entre lui, qui, en ce moment, ne pouvait rien pour le soutenir, et les alliés, qui pouvaient tout pour l'accabler [1].

Par la levée du blocus continental, le roi de Danemark se retirait de l'alliance française, mais n'accédait pas encore à celle du Nord. Nous aurons plus tard à raconter ou à flétrir les manœuvres par lesquelles on parvint à le compromettre tout à fait vis-à-vis de Napoléon.

Malgré les bruyantes effusions de Bernadotte en sentiments et en projets hostiles à la France, le cabinet de Londres et celui de Pétersbourg eurent encore quelques instants de doute sur lui pendant les deux premiers mois de 1813. Après avoir remis sa note au duc de Bassano, M. d'Ohsson, le chargé d'affaires de Suède, était encore resté plus d'un mois à Paris; quelques explications confidentielles avaient eu lieu sur les mesures de rigueur spontanées du prince d'Eckmühl en Poméranie, sur le langage tenu par M. de Cabre à Stockholm, langage qui fut tout à fait désavoué. De plus, l'empereur Alexandre craignait toujours que Bernadotte ne chancelât au moment définitif, quand il faudrait solennellement s'engager à combattre la France [2]. On crut donc nécessaire d'envoyer à Stockholm l'un des agents de la Russie les plus dévoués et les plus subtils, un compatriote de Napoléon, M. Pozzo di Borgo, qui préludait, par des missions secrètes contre la France, à sa longue ambassade de Paris [3]. C'était un puissant renfort qui arrivait à Mme de Staël et au général Suchtelen pour combattre les hésitations du prince royal, hésitations à la réalité desquelles nous nous plaisons à croire. On ne cessait de lui répéter qu'il n'y avait plus à regarder derrière lui, que Napoléon ne lui pardonnerait jamais. Enfin, on hâta la conclusion du traité qui l'enchaînait irrévocablement à l'alliance du Nord, et, au moment même où Napoléon promettait au Danemark de tout faire pour lui faire conserver la Norwége, les alliés garantissaient cette province à la Suède par le traité de Stockholm, signé le 3 mars 1813. Tous les projets hostiles à la France, qui avaient été agités dans les conférences précédentes, y reçoivent leur sanction définitive. Un corps de trente mille Suédois au moins agira sur le continent contre les ennemis communs, de concert avec un corps de troupes russes; tous deux sous les ordres du prince royal (art. 1er). L'Angleterre accède aux conventions déjà existantes au sujet de la Norwége entre la Russie et la Suède, et promet de concourir à leur exécution, si le refus préliminaire du Danemark d'accéder à la confédération du Nord, d'après les conditions stipulées toujours entre la Russie et la Suède, rend nécessaire l'emploi de la force (art. 2). La Suède, par l'article 6, accorde aux sujets britanniques, pendant vingt ans, le droit d'entrepôt dans les ports de Gothembourg, de Carlshann et de Stralsund.

Le commandement en chef de l'expédition projetée a dû être confié à Bernadotte : son nom, sa renommée militaire, entrent en ligne de compte dans ce marché que va solder l'Angleterre; d'ailleurs, c'est lui, Français, qui décide ce traité contre la France; aussi aucune garantie n'est négligée pour le retenir dans cette étrange alliance. L'*enthousiasme patriotique* de la Suède contre Napoléon est taxé à un million sterling, payable en cinq termes (art. 3) [4]. Les puissances contractantes s'engagent à ne pas séparer, dans leurs traités futurs, leurs intérêts naturels, et en particulier ceux qui sont relatifs à l'objet du traité actuel. Mais tout cela ne suffit point encore; il faut que le nouvel allié des puissances coalisées devienne le complice d'une grave insulte contre sa patrie, insulte pire que le sang versé, et qui le compromette d'avance sans retour : aussi l'Angleterre a forcé la Suède à se laisser céder la Guadeloupe, dernière colonie française

[1] 6 mai.

[2] Cette défiance si naturelle n'est-elle pas la condamnation de Bernadotte?

[3] Il est remarquable que les deux agents de la Russie qui ont porté les plus funestes coups à la France, MM. d'Anstett et Pozzo di Borgo, étaient nés Français.

[4] L'article 4 stipule une avance d'*entrée en campagne*.

tombée, après une longue et opiniâtre résistance, au pouvoir des maîtres de la mer (art. 5)[1]. Rien de plus contraire au droit public que cette cession en faveur d'une tierce puissance, récemment encore alliée de la puissance dépouillée qui ne figure pas au traité. Pour qu'une telle condition ait pu être proposée, débattue, et enfin acceptée et rendue publique, ce n'a pas été trop de toute la haine combinée de Bernadotte et de l'Angleterre contre Napoléon.

Au reste, nous ne saurions être plus sévères pour ce traité que ne le furent les Anglais eux-mêmes. Quand il fut examiné à la chambre des pairs, lord Grey demanda la communication de la correspondance entre le cabinet de Copenhague et celui de Londres. Il s'étonnait *de cette nécessité d'employer la force,* présentée comme imminente, quand il était notoire que le cabinet de Copenhague avait fait depuis des démarches à Londres pour négocier une accession plus complète aux bases de la confédération du Nord, et que les troupes danoises avaient dépassé déjà l'attitude de la neutralité armée, puisqu'elles étaient entrées dans Hambourg à la suite des troupes de la coalition[2]. L'opposition de M. Ponsonby fut plus énergique encore à la chambre des communes : il demanda que la chambre se formât en comité, pour demander au prince régent de faire suspendre l'exécution du traité. Il démontra avec sagacité comment la cession de la Finlande à la Russie, consentie par Napoléon, avait amené celle de la Norwége garantie par la Russie à la Suède, aux dépens du Danemark, auquel, à son tour, l'Angleterre, de concert avec la Suède et la Russie, promettait une indemnité aux dépens d'États sur lesquels elle n'avait pas plus de droits que Napoléon n'en avait sur la Finlande, et la Russie sur la Norwége, lors du traité de Tilsitt. L'Angleterre devenait donc solidaire, avec la Suède et la Russie, de cette série d'injustices politiques qui remontait à Napoléon ; ainsi, au moment où ces trois puissances proclamaient leur intention commune de délivrer l'Europe de la tyrannie de l'empereur, elles aussi allaient spolier des États faibles, et renouveler dans le Nord l'*acte infamant du partage de la Pologne.* M. Canning pensait également que le gouvernement britannique n'avait nul droit de garantir la permanente possession de la Norwége, qui n'était encore acquise ni par force ni par aucun traité. Ces deux orateurs blâmèrent l'acte relatif à la Guadeloupe, comme contraire aux saines maximes du droit public, et au but avoué du traité, qui était de hâter la paix de l'Europe. La France voudrait certainement ravoir cette colonie [3]. Mais la voix de l'équité se perdait dans le tumulte des passions ; le traité passa, parce que son but véritable, comme l'avait bien dit lord Ponsonby, n'était pas la paix, mais une guerre plus active contre l'*ennemi de toute paix,* c'est-à-dire contre l'ennemi de la fortune et de la suprématie de l'Angleterre.

Le sort en est donc jeté. Bernadotte est irrévocablement engagé avec les ennemis de la France, et, dès ce moment, nous pouvons le juger, car il restera fidèle à l'alliance sacrilége qu'il vient de conclure [4]. En appréciant sa conduite, je suis resté impartial autant que je l'ai pu ; mais je crois que la postérité sera sévère pour lui. Elle décidera si les torts de Napoléon à son égard ont été même bien réels, si d'ailleurs ils excusaient de pareilles représailles exercées aux dépens de son ancienne patrie par Bernadotte. Impatient de cesser d'être Français pour cesser d'être soumis à l'empereur, nous l'avons vu porter dans le Nord la vanité proverbiale de son pays natal, et faire sa raison d'État de cette vanité. Avec un homme de cette trempe, des incidents tout à fait secondaires ont pris tout à coup une importance inattendue ; les procédés de M. Alquier, quelques mots acerbes de Napoléon, infidèlement ou mal à propos rapportés,

[1] La cession de la Guadeloupe avait été proposée à la Suède dès le commencement de 1812.

[2] Lord Grey démontra aussi l'impossibilité de toutes les compensations proposées. Les villes hanséatiques méritaient trop d'être libres par leur patriotique enthousiasme, qui devançait même l'arrivée des libérateurs. Le Mecklembourg avait un souverain allié à la Russie ; le Hanovre était l'antique domaine des rois d'Angleterre. Nous verrons, plus loin, comment le Danemark avait été amené à s'engager tout à fait dans la coalition, ce qui n'avait pas empêché les ministres anglais de présenter le traité aux chambres.

[3] Un sénatus-consulte du 14 octobre 1813 défendit qu'aucun traité fût fait avec la Suède et ses alliés, qu'au préalable la Suède n'eût renoncé à la possession de la Guadeloupe.

[4] Les historiens de cette époque se sont beaucoup trop occupés d'une prétendue lettre du 23 mars, adressée par Bernadotte à Napoléon, qui ne l'a connue que bien plus tard. Cette lettre, sorte de défi très-peu convenable de la part du prince royal, avait *été lue à madame de Staël,* si nous en croyons l'un des historiens de Bernadotte. Nous serions porté à en croire plus même qu'il n'en dit ; on sait que cette femme célèbre a pris part à la rédaction de plusieurs écrits dirigés contre Napoléon. La lettre du 23 mars n'est autre chose qu'un nouveau pamphlet, que les ennemis de l'empereur avaient jugé de nature à impressionner les esprits, en Allemagne et même en France. Des milliers d'exemplaires en furent distribués pendant les mois de mai, juin et juillet.

quelques flatteries de l'empereur Alexandre, je ne sais quelles chimériques espérances peut-être, ont décidé la marche des affaires : l'indépendance politique de la Suède n'était qu'un prétexte sonore, dont il cherchait à s'étourdir lui-même. A lui seul tout l'honneur d'avoir fait de son pays d'adoption l'allié stipendié des ennemis de son pays natal ; du palais même qu'il devait aux victoires françaises, un foyer d'intrigues et de conspirations contre la France ! Aussi coupable, mais plus heureux que d'autres, sa défection l'aura sauvé : débris profané de notre gloire, sa fortune restera debout. N'importe, pas un de ses vieux compagnons d'armes n'aura envié sa royauté !

# CHAPITRE VI.

## FRANCE ET AUTRICHE. — RETRAITE DE POLOGNE.

**Retraite de Pologne. — Le prince Poniatowski et les Polonais. — Mission du prince de Schwartzenberg à Paris. — Conduite du général Frimont son successeur. — Continuation du mouvement de retraite. — Séjour à Czenstockow. — Arrivée à Cracovie. — Plaintes du comité de la confédération générale. — Dévouement des Polonais. — Insolence des Autrichiens. — Contestations entre le général Frimont et le prince Poniatowski. — Hommages rendus au roi de Saxe dans le grand-duché, malgré la présence des Russes. — Le prince Adam Czartoryski. — Démarches secrètes de deux ministres du grand-duché auprès de l'empereur Alexandre. — Lettre de ce prince, interceptée par les Autrichiens. — Conflit entre les sentiments personnels de l'empereur Alexandre et la politique de son cabinet. — Aveux de M. Mostowski, ministre de l'intérieur. — Excuses en faveur des deux ministres. — Étrange langage de M. de Pradt. — Création d'un conseil suprême de gouvernement pour la Pologne, par un ukase de l'empereur Alexandre. — Dissolution du conseil de la confédération générale. — Instructions données par l'empereur Napoléon à son nouvel ambassadeur en Autriche, M. de Narbonne. — Proposition tardive d'un partage de la Prusse. — Le prince de Schwartzenberg et M. Mercy d'Argenteau. — Effervescence révolutionnaire en Autriche et en Allemagne. — Proclamations adressées aux Saxons. — Dispositions équivoques de M. de Metternich. — Convention secrète de Kalish entre les Autrichiens et les Russes (29 mars). — Réflexions sur cette convention. — Nouvelles instances du général Frimont. — Duplicité du cabinet autrichien. — Nouveaux ordres de Napoléon pour le corps auxiliaire. — Mensonges officiels du prince de Schwartzenberg à Paris. — Indignation de l'empereur Napoléon. — Note de M. de Narbonne, du 21 avril. — L'Autriche prend l'attitude d'une médiation armée. — Redoublement d'insistance du général Frimont pour le départ des troupes polonaises. — Le prince Poniatowski se décide à la retraite. — Occupation de Cracovie par les Russes. — Le corps polonais va rejoindre la grande armée.**

Nous avons vu le prince de Schwartzenberg, jaloux, comme il le disait lui-même, de conserver intact un corps *qui pouvait être utile dans la campagne prochaine,* se retirer devant les Russes, leur abandonnant Varsovie à discrétion [1]. Les membres du gouvernement s'étaient retirés à Pétrikau. La retraite précipitée du général Reynier sur Kalish hâta notre départ ; le 11 février, nous partîmes pour Czenstockow. Les mouvements du corps auxiliaire autrichien nous contraignaient à prendre cette direction. Tandis que Napoléon lui envoyait l'ordre de tenir à Varsovie, ou du moins de se retirer sur Kalish, M. de Metternich avait déjà entre les mains, et montrait à l'ambassadeur de France, le rapport du prince de Schwartzenberg. *Coupé* de Posen (j'ai déjà parlé de ses trois mots favoris : débordé, tourné, coupé), il n'avait pu, disait-il, exécuter les ordres du vice-roi, et s'était replié sur Cracovie, après avoir favorisé la retraite du général Reynier [2]. Il aurait été difficile au prince de Schwartzenberg de démontrer comment il avait été coupé de Posen. Au moment où il se retira par la route de Cracovie, il n'y avait entre la Wartha et la Vistule que les deux divisions russes d'avant-garde de Wintzingerode, qui avaient passé la Vistule à Plotzk, et qui atteignirent le général Reynier à Kalish. A Vienne, le prince de Schwartzenberg avoua lui-même qu'il aurait pu prendre cette direction. Les communications directes de Posen n'étaient occupées que par des Cosaques, au moment de l'évacuation de Varsovie. La première troupe russe qui entra à Posen le 20 février, après la retraite de l'armée française, ce fut l'avant-garde de l'armée de Moldavie, dont la concentration des Autrichiens avait favorisé les mouvements, et qui n'avait franchi la Vistule qu'après leur départ ; et

[1] Les Russes ménagèrent beaucoup Varsovie, et pour plusieurs raisons. Outre qu'ils n'avaient pas oublié que les ressentiments de cette ville étaient dangereux, nous verrons bientôt que ce système de modération entrait dans la politique de l'empereur Alexandre.

[2] Il avait envoyé sur la route de Kalish quelques

l'on se rappelle que, dès le 25 janvier, au moment où les Russes se mettaient à peine en mouvement pour franchir la Vistule, douze jours enfin avant l'évacuation de Varsovie, le cabinet de Vienne faisait déjà annoncer à Paris la retraite du corps auxiliaire sur la Gallicie. L'impossibilité de se retirer sur Posen, comme l'impossibilité de se maintenir à Varsovie, n'était donc qu'une suite du système concerté d'avance pour isoler le corps autrichien de l'armée française, faciliter les communications hostiles de la Prusse, et livrer à l'occupation russe nos vrais, nos fidèles auxiliaires, les Polonais.

Un homme, dont le nom rappelle tous les beaux sentiments, toutes les généreuses pensées, un héros dont la mémoire est à jamais sacrée pour ses compatriotes, le prince Poniatowski, avait rassemblé d'illustres débris. Sept à huit mille hommes de toute arme, tristes restes d'une brillante armée, formaient alors toute la force nationale. Il les dirigeait sur Sokolnick, afin d'aller rejoindre le général Reynier; mais, après le combat de Kalish, cette jonction était devenue impossible. Il restait au corps polonais la faculté de se jeter dans un coin de la Silésie. C'était une ressource aventureuse, dans un moment où l'on pouvait déjà supposer que la politique de quelques cabinets allait subir d'importantes modifications. D'ailleurs, le corps polonais était peu en état de faire campagne; composé en grande partie de recrues, encore vêtues de leurs habits de paysan, il avait besoin d'être habillé, exercé, organisé dans toutes ses parties. Une fois hors du territoire polonais, tous les moyens lui eussent manqué à la fois. Ces avantages, au contraire, lui étaient conservés en le plaçant sous le rempart des troupes autrichiennes, dont nous ne redoutions pas encore une complète trahison.

Cependant le prince de Schwartzenberg, fatigué peut-être du double rôle qu'il avait à jouer constamment entre les Russes et nous, avait demandé, dès le milieu de janvier, à venir passer six semaines à Vienne. M. de Metternich songea de suite à l'envoyer à Paris. « Cette mission, disait-il à M. Otto, aura un double but, faire connaître à Paris le véritable état des choses, et manifester à l'Europe les dispositions du cabinet autrichien, en envoyant le commandant du corps auxiliaire prendre les ordres de son chef. » Sans doute ce langage, et l'idée même de la démarche, indiquent suffisamment que le chef du gouvernement autrichien n'avait pas perdu encore tout espoir de s'entendre avec Napoléon. Il faut bien convenir néanmoins que le prince de Schwartzenberg, qui, depuis le commencement de la campagne, n'avait fait qu'éluder ou enfreindre les ordres qu'il avait reçus, était singulièrement choisi pour en aller prendre d'autres. Si sa conduite avait été dès lors nettement définie, ou si l'empereur n'avait pas jugé plus prudent de paraître se laisser abuser, à quelle réception cet envoyé eût-il dû s'attendre?

Le général Frimont, qui l'avait remplacé dans le commandement du corps auxiliaire, après avoir conclu en secret une nouvelle suspension d'armes, continuait le mouvement sur Cracovie avec l'inflexible roideur d'une consigne. La conduite des Autrichiens pendant cette retraite était de nature à entretenir les craintes les plus sérieuses sur la stabilité même de l'alliance française à Vienne. J'écrivais à M. de Bassano, le 12 février : « Les lettres que je reçois des départements occupés par les Autrichiens présentent un tableau désolant sur tous les points; ils cherchent à détruire les ressources par une consommation énorme de denrées, à décourager les habitants par de mauvaises nouvelles; ils empêchent la levée des recrues, ou même dispersent les réunions déjà formées. Cette manière d'agir est si générale, si unanime, qu'on est presque obligé d'y voir une marche systématique, suivie et tracée de haute main. » Les officiers autrichiens, irrités de retrouver partout des portraits de Napoléon, dans la chaumière du pauvre comme dans la demeure du riche, les déchiraient ou les chargeaient d'inscriptions injurieuses.

Dès le 18, le général Frimont avait porté son quartier général à Mieckow, dans le département de Cracovie, et, obligeant ainsi le corps polonais à faire un mouvement analogue au sien, nous faisait perdre sans nécessité les départements de Radom et de Lublin, dont nous disposions encore en grande partie. Pressés par les événements, nous nous arrêtâmes deux jours seulement à Czenstockow, petite ville dont le couvent fortifié est célèbre, dans les annales religieuses et patriotiques de la Pologne, par sa Vierge miraculeuse et par l'héroïque défense de Pulawski en 1771. Tout en prévoyant que la garnison de sept à huit cents hommes qu'il fallait laisser à Czenstockow serait bientôt compromise, c'était un sacrifice qu'il fallait faire à l'opinion du peuple, qui eût tout cru perdu sans ressource, si on eût négligé de défendre le sanctuaire de la nation [1].

régiments qui restèrent dans une inaction complète.

[1] En traversant Siewers, sur la route de Czenstockow à Cracovie, j'appris que la veille on y avait vu passer un major autrichien revenant de Breslau, où il avait été envoyé par le général Frimont : preuve nouvelle, sinon de l'existence d'un accord politique entre l'Autriche et la Prusse, du moins d'une parfaite intelligence entre ces deux cours relativement aux positions mi-

Nous arrivâmes le 20 à Cracovie, où notre séjour fut de près de trois mois. Pendant ce temps, de sourdes intrigues furent mises en jeu pour achever de désorganiser le parti français et d'annuler son influence. Pour bien comprendre la nature de ces menées, il est indispensable de reprendre les choses de plus haut.

A peine étais-je rentré en fonctions, comme ministre de France, auprès du gouvernement du duché, que plusieurs membres du conseil de la confédération s'étaient adressés à moi pour se plaindre de la nullité à laquelle le conseil avait été voué dès son origine. Je rendis compte de leurs plaintes au duc de Bassano de la manière suivante : « Ils m'ont demandé, lui disais-je, en date du 7 février, si l'empereur approuvait l'inaction à laquelle la confédération a été condamnée, si telle a été dès le principe la volonté de S. M. Impériale, ou bien si c'est le résultat d'événements non prévus qui a empêché cette grande idée de la formation d'une confédération générale de recevoir le développement qu'elle doit avoir en effet ; si, enfin, il n'y a pas encore aujourd'hui quelques moyens de lui rendre de l'éclat et de la considération, surtout de la faire concourir d'une manière active à l'indépendance de son pays. » J'ai cité textuellement ce passage, afin qu'il soit bien constaté que le jugement porté maintenant par moi sur ces questions n'a pas été l'inspiration accidentelle et tardive des ressentiments qu'eussent pu faire naître en mon esprit les injures de M. de Pradt. D'après la lecture des instructions de ce dernier, ainsi que sa correspondance, il ne m'aurait pas été difficile de répondre aux interrogations qui m'étaient faites. J'étais convaincu dès lors que les intentions de l'empereur avaient été volontairement enfreintes ou mal comprises ; mais quelles qu'eussent été les causes, le mal était fait ; la possibilité de le réparer, plus que douteuse. Je me tins sur la réserve et me bornai à répondre que je demanderais des ordres, prévoyant même qu'on ne m'en donnerait pas.

Nos ressources financières étaient épuisées ; les secours de la France pouvaient seuls aider le prince Poniatowski à réorganiser son corps d'armée. Les munitions lui manquaient, et il ne fallait pas compter sur l'Autriche pour s'en procurer. Napoléon ne nous avait pas oubliés ; mais les malheureuses circonstances où nous nous trouvions paralysèrent l'effet de ses dispositions. Sur quatre millions qui avaient été successivement alloués pour l'armement et l'équipement du corps polonais, la seule somme liquide qu'il toucha dans sa retraite, fut une somme de 250,000 fr., que me rapporta de Mayence M. de Rumigny, l'un des secrétaires de l'ambassade. Cependant, j'aime à le dire pour l'honneur des Polonais, la volonté était excellente, les hommes ne manquaient pas. Resserrée dans deux départements, peu après dans un seul, enfin renfermée dans une ville, cette petite armée se recomposait en se retirant. Chaque jour elle se grossissait de volontaires des départements envahis. Ingénieux pour rejoindre le drapeau national, comme le sont les déserteurs dans d'autres pays, ils savaient traverser les lignes des Russes et celles des Autrichiens, qui semblaient plutôt nous bloquer que nous défendre. Quelque pénible que fût le fardeau de plus de cinquante mille hommes et de seize à dix-sept mille chevaux, rassemblés dans un si étroit espace [1], le patriotisme des habitants et des autorités suffisait à tout.

En dépit des dévastations que la guerre avait entraînées, les Polonais des provinces russes, comme ceux du duché de Varsovie, continuaient aussi à montrer pour les Français une affection que le malheur n'avait point refroidie. Je vis arriver à Cracovie, un à un, près de cinq cents militaires français qui, restés en route pendant la retraite de Moskou, avaient trouvé leur refuge en Lithuanie dans des maisons particulières. Quoiqu'il fût prescrit aux habitants de remettre aux autorités russes tous les Français qui pouvaient être chez eux ; quoique des peines rigoureuses fussent attachées à l'infraction de cet ordre, ces militaires isolés avaient rencontré partout l'hospitalité la plus généreuse. Blessés ou épuisés de fatigue, ils avaient reçu tous les soins de la fraternité. Le jour on les cachait, la nuit on les conduisait d'asile en asile, de château en château, de cabane en cabane. On ne les laissait qu'au moment où ils pouvaient se réunir aux troupes polonaises. De ces cinq cents hommes et de quelques compagnies de voltigeurs, qui avaient été obligées de se replier sur nous auprès de Czenstockow, le prince Poniatowski forma un bataillon, qui fut placé dans le corps polonais.

Les difficultés de notre position venaient bien moins de l'ennemi que de la conduite plus qu'équivoque de nos alliés prétendus. Les mouvements successifs et tout à fait spontanés du général Fri-

litaires qu'elles devaient réciproquement conserver. Quelque temps auparavant, le roi de Prusse avait envoyé auprès du prince de Schwartzenberg un officier d'état-major que j'avais connu à Berlin. Je l'avais vu à son retour par Pétrikau.

[1]

| | |
|---|---|
| Autrichiens | 30,000 |
| Polonais | 18,000 |
| Saxons | 2,500 |
| Français | 800 |
| Total | 51,300 |

mont, qui nous conduisaient à la frontière du duché, pouvaient, d'un moment à l'autre, nous forcer à prendre un parti extrême. Le prince Poniatowski, encore séparé de nous, m'avait écrit, dès le 22 février, pour me demander mon opinion sur l'alternative où il pouvait se trouver à chaque instant de se jeter sur le territoire, soit de l'Autriche, soit de la Prusse. Il n'était déjà plus permis de songer à ce dernier parti. J'écrivis de suite à l'ambassade de France à Vienne, pour savoir si les Polonais et la brigade saxonne de Gablenz, qui nous avait rejoints, pourraient, au besoin, trouver un asile sur le territoire autrichien. Le roi de Saxe faisait en même temps une semblable démarche près du cabinet de Vienne. Ce cabinet avait un double intérêt à suivre cette négociation : nous faire quitter le sol de la Pologne, et lier la politique du roi de Saxe à la sienne. Aussi la demande de ce souverain fut-elle accueillie avec empressement; et une convention, conclue avec le ministre de Saxe à Vienne, régla éventuellement l'itinéraire que nous devions suivre [1]. Cette convention, dans le premier moment, nous parut un bienfait. Nous ignorions alors qu'elle avait été le préliminaire d'un accord de neutralité armée entre l'Autriche et la Saxe, et que, par conséquent, elle avait dû être cachée à l'empereur Napoléon. Il nous semblait que, puisqu'on s'occupait à Vienne de notre sûreté, c'était une preuve que ce cabinet tenait encore à l'alliance française, et qu'ainsi tout n'était pas désespéré, même pour le duché de Varsovie. Il se passa, en effet, quelques semaines, pendant lesquelles nous fûmes autorisés à croire que la politique autrichienne pourrait reprendre une direction plus favorable. C'était un intervalle donné à une double négociation. Le prince de Schwartzenberg était à Paris, et M. de Lebzeltern se rendait au quartier général de l'empereur Alexandre. Cet agent, qui avait passé à Cracovie vers le milieu de février, déterminé par un incident, dont la nature nous est inconnue, s'était arrêté aux avant-postes autrichiens pour y attendre de nouvelles instructions qu'il ne reçut que le 4 mars. Alors seulement il continua sa route.

Chaque jour cependant de nouvelles difficultés s'élevaient entre le prince Poniatowski et le général Frimont; l'idée fixe de celui-ci était de séparer entièrement les Polonais des Russes. Pour les y décider, il alla jusqu'à promettre de marcher en avant, de regagner du terrain, non pas de suite, mais quand et comme il le voudrait. N'importe, ce langage dans la bouche d'un chef autrichien fut une douce surprise pour nous [2].

Dans ces tristes circonstances, un jour fut néanmoins consacré à des réjouissances publiques, et ce souvenir fait trop d'honneur aux Polonais pour que je n'aime pas à le rappeler. Il existe dans cette nation un sentiment de générosité qui aime à éclater aux jours de crise. On sait qu'en 1794, après la défaite de Kosciusko, malgré l'occupation russe, Varsovie fut illuminée le jour de l'anniversaire de la naissance de ce héros citoyen. Le 5 mars 1813, au moment où le duché de Varsovie était sur le point d'échapper au roi de Saxe, on mit dans la célébration de la fête de ce prince plus d'éclat qu'on ne l'eût fait dans des temps prospères. Indépendamment d'une réunion nombreuse chez moi, où se trouvaient seulement les hautes classes de la société, il y eut dans le vaste bazar de Cracovie une assemblée où se trouvèrent confondues la noblesse et la bourgeoisie. Nous n'avions, nous, aucun mérite, là où nous étions, à rendre cet hommage au souverain du duché, mais c'était une action digne d'éloge à Varsovie, à Kalish et à Posen, où les habitants, malgré la présence des Russes, s'en firent également un devoir. Cette conduite des Polonais était une noble dette payée aux vertus du roi de Saxe. Quoiqu'ils n'aimassent point en lui le souverain allemand, ils honoraient dans sa personne le bon prince, le monarque bienfaisant, dont le nom doit être cher à tous les pays et à tous les peuples.

Aux difficultés matérielles de la position où nous nous trouvions alors, la fortune vint ajouter un triste supplément de peines morales plus vives et plus douloureuses peut-être. Une secrète intrigue, dont la connaissance ne pouvait que nous être bien pénible, était depuis plusieurs mois dans une déplorable activité. Ce ne fut que dans les premiers jours de mars que m'en parvint la révélation. J'en ressentis moins de surprise que de chagrin, car elle ne m'apprenait que des faits dont plus d'une fois j'avais eu le soupçon, mais dont il m'avait toujours répugné d'admettre l'existence. Le soir même du

[1] Les conditions de cette équivoque hospitalité furent dictées par le gouvernement autrichien, qui ne manqua pas, comme on pense, à se prévaloir de tous les avantages de sa position. Ainsi, il fut stipulé que, si les Polonais ne payaient pas en espèces les vivres qu'on s'engageait à leur fournir, l'Autriche se rembourserait sur le prix de la vente aux enchères d'une certaine quantité de sel, prise sur la portion du produit annuel des salines de Wieliczka, qui appartiennent au grand-duché. La valeur du sel à vendre dépendait ainsi d'une enchère faite par les Autrichiens eux-mêmes : il fallut céder à cette exigence avide.

[2] Le mot de *dix jours* plusieurs fois répété par lui nous fit comprendre qu'il y avait, entre les Autrichiens et les Russes, une suspension d'hostilités qui devait durer dix jours encore, mais qui pouvait ne pas être renouvelée. Cette suspension était celle dont M. de Bubna avait donné connaissance à Paris, comme nous l'avons

jour où nous célébrions la fête du roi de Saxe, une main inconnue remit chez moi un paquet cacheté, renfermant une lettre et quelques autres papiers sans signature. Toute correspondance non avouée est suspecte ; mais en cette circonstance, les détails qui m'étaient donnés avaient, dans leur nature même, un cachet de vérité et de certitude. Un second envoi me parvint le 12 mars, et compléta non pas ma conviction qui était déjà entière, mais mon instruction. Deux Polonais, ministres du grand-duché, avaient cru trouver, dans les événements de la dernière campagne, une excuse suffisante pour oublier leur serment de fidélité au roi de Saxe, et s'associer à des projets de reconstitution de la Pologne par l'empereur Alexandre.

Une surveillance active de toutes les démarches du prince Czartoryski était alors l'un de mes devoirs comme ministre de France, puisqu'elles étaient en contradiction avec les intérêts français. Mais aujourd'hui je dois de plus, comme historien, un hommage éclatant à son noble caractère ; et je ne puis mieux m'en acquitter qu'en citant de nouveau quelques fragments de sa correspondance avec l'empereur Alexandre, correspondance qui, d'ailleurs, se lie intimement à l'histoire secrète de cette époque. Nous avons déjà vu, dans le premier chapitre de ce volume, comment le prince Czartoryski avait su concilier ses devoirs comme Polonais avec sa position exceptionnelle vis-à-vis du souverain de la Russie. Il s'était abstenu de paraître aux séances de la confédération générale, présidée par son père ; mais il avait obéi à l'article 6 de l'acte de confédération, qui prescrivait à tous les Polonais ayant des emplois civils ou militaires en Russie, de quitter le service de cette puissance [1], et avait adressé à l'empereur Alexandre la démission de toutes ses dignités, notamment de celle de membre du conseil de l'empire. Il resta neutre tant qu'il put croire que le rétablissement de la Pologne serait l'œuvre de Napoléon : mais à l'époque de l'incendie de Moskou, le prince Czartoryski crut devoir se rapprocher du théâtre des événements, et préparer pour sa patrie un dernier moyen de salut, si le revirement de la fortune mettait de nouveau la Pologne à la merci des Russes. Son principal intermédiaire à Varsovie fut M. Matuszevicz, ministre des finances du grand-duché, qui se fit ensuite un prosélyte de M. Mostowski, ministre de l'intérieur. Si la position exceptionnelle du prince le rendait excusable de chercher à ébranler la fidélité des habitants du grand-duché à la cause française, l'excuse ne saurait s'étendre à deux fonctionnaires publics liés par un serment. L'intrigue prit naturellement plus de consistance par suite des événements de la retraite ; et, vers la fin de novembre, les deux ministres que j'ai nommés rédigèrent ensemble des bases, moyennant l'acceptation desquelles ils se montraient disposés à reconnaître l'empereur Alexandre pour roi de Pologne. Lorsque plus tard le comte Mostowski me fit des aveux, il s'efforça d'atténuer leurs torts, en m'assurant qu'il n'avait été donné de ce projet qu'une communication confidentielle au prince Adam, en lui laissant la faculté d'en faire usage dans l'intérêt de la Pologne. Malheureusement, nous allons voir la réponse de l'empereur Alexandre faire mention de deux projets ; l'un, signé Mostowski, l'autre venant du prince Adam. Ces deux projets n'étaient pas tout à fait semblables. Les deux ministres se bornaient à demander la réunion du duché de Varsovie et de la Lithuanie en un royaume, que l'empereur Alexandre gouvernerait comme roi avec la constitution du 3 mai 1791 et celle du duché, modifiées l'une par l'autre. Il devait être stipulé, en outre, qu'il serait formé une armée polonaise de cent mille hommes, et qu'il n'entrerait point dans le royaume ainsi organisé d'autres troupes russes que la garde impériale. Entre ce projet et celui du prince Adam, la différence était sen-

dit dans le chapitre précédent. Elle avait succédé à l'accord conclu précédemment avec le prince de Schwartzenberg, par l'intermédiaire de M. d'Anstett.

[1] « Le moment est arrivé, sire, où mes divers devoirs ne peuvent plus se combiner..... Je sens profondément combien, dans ma situation, ce choix est pénible et délicat à faire : cependant, dès qu'il devient indispensable, comment pourrait-il être douteux devant le tribunal le plus sévère, celui de la conscience?... La Pologne a été solennellement proclamée par une confédération à la tête de laquelle mon père est placé..... Des actes de rigueur, des calamités de tous genres, vont porter à l'extrême l'animosité invétérée entre les deux nations ; une guerre sanglante consolidera l'existence de ma patrie, ou mettra le comble à ses malheurs. Quel que soit le sort qui lui est réservé, je dois le partager... Je crois, sire, vous avoir prouvé mon dévouement ; mes plus belles années vous ont été consacrées... Tant que je l'ai pu, j'ai rempli avec zèle et loyauté mes obligations, non-seulement envers la personne de V. M., mais envers votre empire. Dans chaque occasion, obéir au devoir a été mon seul désir ; il me prescrit aujourd'hui de délier les nœuds qui m'attachaient au service de la Russie... Si ma conduite irritait V. M., je ne lui demande aucune indulgence, comme à un souverain que la raison d'État doit seule diriger ; je lui demande uniquement de se rappeler quelle façon de penser elle m'a toujours connue, quels motifs m'ont fait constamment agir..... Daignez agréer l'hommage d'un attachement auquel le devoir seul pouvait mettre des limites. » (Lettre du prince Adam à l'empereur Alexandre, du 4 juillet 1812.)

sible : il se montrait, par la nature même des conditions proposées dans son plan, meilleur Polonais que les deux ministres même du grand-duché, devenus ses coopérateurs. Plus exigeant dans ses demandes, il voulait une réunion de toutes les provinces de l'ancienne Pologne, et réclamait, pour le royaume qui en serait recomposé, un prince de la famille impériale russe autre que l'empereur Alexandre [1].

La réponse assez étendue de l'empereur Alexandre porte une double date, l'une en tête et l'autre au bas de la lettre. Elle avait été commencée à Leypouny le 1er janvier (style russe), elle fut achevée le 3 à Krasnopol, et remise au sieur Klucksewski, secrétaire du prince Adam, dont il avait apporté les dépêches. Mais cet agent, en retournant près de son maître, fut arrêté auprès de Brody par les Autrichiens, qui avaient les yeux ouverts sur les Czartoryski, et surveillaient toutes leurs démarches. Le prince Adam, s'armant de sa qualité de conseiller privé au service de l'empereur de Russie, dont sa démission n'avait pas été acceptée, adressa au gouverneur autrichien des réclamations qui n'obtinrent qu'un demi-succès. Le messager captif fut remis en liberté, ses papiers lui furent rendus, mais après que l'autorité autrichienne en eut pris lecture et gardé copie. Cette circonstance alarma vivement tous ceux qui étaient de l'intrigue : on craignit que la nouvelle de cette correspondance ne parvînt au gouvernement français par la cour de Vienne elle-même, qui, ne se souciant nullement de voir la Pologne rétablie par les Russes et au profit des Russes, pourrait bien se faire auprès du cabinet des Tuileries un mérite de cette révélation. On voit en effet que je n'avais pas tardé à être instruit de tout [2].

Dans sa première communication, mon correspondant anonyme ne m'avait donné que la substance de la réponse faite par l'empereur Alexandre; j'en trouvai le texte complet dans le second envoi. L'original de cette lettre, apporté à Cracovie, fut montré au prince Poniatowski, auquel on avait déjà, même avant que nous eussions quitté Varsovie, fait quelques insinuations qui naturellement avaient été très-inutiles, mais dont il n'avait pas cru devoir me faire part. Lorsque, quelque temps après, nous arrivâmes à parler librement de ces manœuvres, il me dit que la lettre de l'empereur Alexandre était autographe, qu'il en avait la certitude, connaissant très-bien l'écriture de ce monarque; et il trouva la copie qui m'avait été adressée littéralement conforme à l'original. La même déclaration m'ayant été faite par l'une des personnes compromises, et cette pièce, qui, d'ailleurs, n'a rien en elle-même que de vraisemblable, ayant ainsi un caractère incontestable d'authenticité, je puis la produire ici sans crainte de méprise ni d'erreur.

[1] « Les événements de la guerre ayant pris une tournure qui semble décisive, je crains que personne ne veuille à présent plaider auprès de V. M. I. les intérêts de ma patrie, et je me suis décidé à expédier M. K.... avec les papiers ci-joints. Je redoute, d'une part, les insinuations des puissances continentales, qui voudront vous détourner d'une idée qui leur fera ombrage, et qui est trop belle pour que leurs cabinets puissent la comprendre... (Nous verrons bientôt que cette crainte n'était que trop fondée) D'un autre côté, je crains les conseils des personnes qui vous entourent... Au fond, tout mon espoir n'est que dans vos sentiments, sire. Je crois qu'il est de mon devoir de ne pas cacher à V. M. qu'une source continuelle d'inquiétude et de frayeur pour les Polonais, c'est le grand-duc Constantin, qui est votre successeur apparent... Un roi de Pologne qui aura trois cent mille Russes à ses ordres, dès qu'il voudra ne pas tenir ses promesses, ou détruire ce que son prédécesseur aura statué, en sera toujours le maître. C'est cet avenir qui rendra les Polonais si insistants à obtenir une constitution bien réglée, *quoique, après tout, les précautions de ce genre les mieux réglées ne puissent pas garantir d'une violence décidée, ni même d'un changement de principes et de volonté, dans un souverain futur de la Russie...* » L'empereur Nicolas se chargera de réaliser plus tard ce pressentiment sinistre.

« Si vos intentions sont favorables, sire, daignez me les faire connaître en toute hâte. En tardant de traiter et en ne s'y prenant pas bien, on risque que l'armée polonaise, qui déjà se réorganise, et une foule de militaires distingués, ne suivent la retraite et les drapeaux des Français. » Ce fut précisément ce qui arriva. Enfin il renouvelle avec instance la demande d'un congé absolu, qui sera, aux yeux de ses compatriotes, une garantie d'indépendance. La sincérité de son patriotisme lui inspire de nobles paroles : « J'ai adhéré à la confédération de tous mes vœux pour ma patrie, ainsi que mes trois lettres à V. M. le témoignent. Ce n'est pas, sans doute, quand mes compatriotes croient voir approcher le moment où leurs intentions les plus droites, leurs sacrifices les plus héroïques, leurs pertes les plus sensibles, ne seront suivis que de malheurs plus grands encore; ce n'est pas quand toutes les espérances de mon pays semblent en péril, que j'irai me rétracter et renier devant V. M. une cause sacrée pour tout Polonais, et qui restera belle et juste, si même elle ne cesse d'être malheureuse. Si vous nous tendez la main, sire, je veux partager complétement la joie de mes compatriotes; si vous nous rejetez, je partagerai leur affliction et leur désespoir. » Lettre du prince Czartoryski, du 27 décembre, jointe à l'envoi de son projet.

[2] On se rappelle les larmes de M. de Metternich, quand il disait à notre ambassadeur que les Russes prononçaient en Pologne le mot de restauration du royaume.

« Leypouny, 1er janvier 1813 (style russe).

» Il y a deux jours que je suis en possession de votre intéressante lettre du 15 décembre 1812, et de la copie de celle du 6 avec toutes les annexes. C'est à Maretsh que M. Kluczewski me les a remises ; mais jusqu'ici la lettre originale du 6 ne m'est pas parvenue encore.

» Aujourd'hui j'ai reçu par le corps d'armée de Tschitschakof, une pièce signée : le ministre de l'intérieur Mostowski, dans une enveloppe à mon adresse. J'en joins ici la copie. Je ne perds pas un moment pour vous répondre, et cette réponse servira de même aux papiers de M. Mostowski.

» Les propositions renfermées dans ces papiers, et les sentiments personnels qu'on me témoigne, ont excité en moi la plus vive sensibilité. Les succès par lesquels la Providence a voulu bénir mes efforts et ma persévérance, *n'ont nullement changé ni mes sentiments ni mes intentions envers la Pologne*. Que vos compatriotes soient donc tranquilles sur les appréhensions qu'ils peuvent avoir. La vengeance est un sentiment qui m'est inconnu, et ma plus douce jouissance est de payer le mal par le bien. Les ordres les plus sévères sont donnés à tous mes généraux d'agir en conséquence, et de traiter les Polonais en amis et en frères.

» Je vais vous parler avec toute franchise :

» Pour faire réussir mes idées favorites sur la Pologne, j'ai à vaincre quelques difficultés, malgré le brillant de ma position actuelle ; d'abord l'opinion en Russie. La manière dont l'armée polonaise s'est conduite chez nous, le sac de Smolensk, de Moskou, la dévastation de tout le pays, ont ranimé les anciennes haines. Secondement, dans le moment actuel, *une publicité intempestive donnée à mes intentions sur la Pologne, jetterait complétement l'Autriche et la Prusse dans les bras de la France ;* résultat qu'il est très-essentiel d'empêcher, d'autant plus que *ces deux puissances me témoignent déjà les meilleures dispositions*.

» Ces difficultés, avec de la sagesse et de la prudence, seraient vaincues ; mais pour y parvenir, il faut que vous et vos compatriotes me secondiez. Il faut que vous m'aidiez vous-même à faire goûter mes plans aux Russes, et que vous justifiiez la prédilection qu'on me sait porter aux Polonais et pour tout ce qui tient à leurs idées favorites. Ayez quelque confiance en moi, *dans mon caractère, dans mes principes*, et vos espérances ne seront pas trompées. A mesure que les résultats militaires se développeront, vous verrez à quel point les intérêts de votre patrie me sont chers, et combien *je suis fidèle à mes anciennes idées*. Quant aux formes, vous savez *que les plus libérales* [1] sont celles que j'ai toujours préférées.

» Je dois vous avertir cependant, et cela d'une manière décidée, que l'idée de mon frère Michel [2] ne peut pas être admise. N'oubliez pas que la Lithuanie, la Podolie et la Volhynie se regardent toujours ici comme provinces russes, et qu'aucune logique au monde ne pourra persuader à la Russie de les voir sous la domination d'un autre souverain que celui qui régit toute la Russie. Quant à la dénomination sous laquelle elles se trouveront en faire partie, cette difficulté est plus facile à vaincre [3].

» Je demande donc de vous que vous fassiez connaître de cette lettre ce que vous jugerez convenable aux personnes de la coopération desquelles vous croyez devoir vous servir, que vous engagiez vos compatriotes à témoigner aux Russes et à la Russie de bons sentiments, pour éteindre le souvenir de cette campagne, et pour faciliter par là mon ouvrage. »

Après quelques détails sur son armée et ses moyens de recrutement, il continue en ces termes :

« Voici en résumé le résultat que j'ai à vous annoncer. La Pologne et les Polonais n'ont à craindre aucune vengeance de ma part.

» Mes intentions à leur égard sont toujours les mêmes. Pour en donner des preuves, toutes les autorités du duché sont conservées partout ; le gouvernement et les membres de la confédération sont invités à demeurer tranquillement à Varsovie.

» Cette ville ne sera pas occupée par mes troupes, pourvu que toutes les troupes étrangères en sortent, et que le nombre des troupes polonaises qui y restera soit le moindre possible.

» Tous les généraux russes ont reçu ordre de traiter les Polonais comme des amis et des frères.

» A mesure que les succès des armées russes seront plus grands et plus complets, à mesure aussi la réalisation de mes intentions et de mes plans sur la Pologne sera plus certaine ; des revers seuls pourraient y mettre obstacle.

» Ainsi tout ce que les Polonais feront pour aider à ces succès sera fait en même temps pour réaliser leurs espérances.

» Mais ce qui pourrait le plus cimenter un lien indissoluble entre les Polonais et moi, serait un traité d'alliance, conclu après l'occupation du pays, entre le gouvernement du duché et moi.

[1] Ce mot alors n'était pas synonyme de révolutionnaire aux yeux de ce prince.

[2] C'était le projet du prince Adam.

[3] Le prince Adam avait proposé de réunir ces trois provinces au royaume de Pologne projeté.

» Dès lors je me croirais autorisé, de la part de l'empire de Russie, à prendre un engagement sacré, à ne pas poser les armes, tant que les espérances de la Pologne ne seraient réalisées, parce que les Polonais auraient prouvé, à la face de la Russie et de l'Europe, qu'ils ont mis toute leur confiance en moi, et ce n'est jamais en vain qu'on s'en remet à ma loyauté.

» Finalement, vous êtes certainement l'intermédiaire qui, à tous égards, me convient le mieux, par la confiance entière que j'ai mise en vous. Mes sentiments d'attachement vous sont irrévocablement voués.

» Krasnopol, 3 janvier 1813. »

Je livre au jugement de la postérité ce document historique d'une irrécusable authenticité, et qui peut donner lieu aux plus sérieuses réflexions. Nous y voyons que l'empereur Alexandre avait lieu de se montrer satisfait des bonnes dispositions de la Prusse et de l'Autriche dès le commencement de janvier. Dans les conférences secrètes qui préparaient cette double défection, le sort de la Pologne était déjà bien près d'être décidé d'un commun accord. Néanmoins, je ne doute pas que l'empereur Alexandre ne fût sincère en 1813, comme il l'avait été en 1811 et 1812, quand nous étions assaillis sans cesse des bruits du rétablissement de la Pologne par la Russie; mais on aperçoit dans ces dernières démonstrations, qu'il se sent près d'être dominé par d'autres intérêts. Cette fois ses promesses sont restrictives, conditionnelles; il paraît craindre qu'on ne puisse les regarder comme captieuses, tant il prend soin de faire ressortir les réserves dont l'avenir peut forcer l'application. Prévoyant la possibilité d'être conduit, par des circonstances nouvelles, à des combinaisons différentes, il va au-devant des reproches qu'on pourrait lui faire un jour, et en ménage d'avance la réfutation [1].

L'un des traits les plus significatifs de cette lettre, et en même temps le plus instructif pour nous, était la crainte exprimée par l'empereur Alexandre, qu'une publicité trop hâtive, donnée à ses intentions sur la Pologne, *ne jetât l'Autriche et la Prusse dans les bras de la France*. Ce passage seul était déjà du plus mauvais augure pour les Polonais, et suffisait pour dissiper le charme des flatteuses protestations au milieu desquelles il était placé; car, si les plans de l'empereur Alexandre, à l'égard de la Pologne, devaient trouver dans la Prusse et l'Autriche une opposition capable de les jeter dans les bras de la France, comment imaginer qu'il pût jamais triompher de la résistance de ces deux cours; d'abord en ce moment, où leur appui pouvait lui être si utile, et, plus tard, en cas de réussite, lorsqu'il aurait à leur tenir compte des services qu'il aurait reçus d'elles? Déjà lui-même il indiquait assez quel prix il mettait à l'amitié de ces puissances, puisqu'il se croyait contraint de dissimuler ses sentiments en faveur de la Pologne, dans la crainte d'altérer l'effet des bonnes dispositions qu'elles commençaient à lui témoigner.

A la vérité, un passage de cette lettre semblait destiné à vaincre toutes les défiances. Ce passage est celui qui porte, que la *réalisation de ses plans sur la Pologne* serait d'autant plus certaine que les succès des armées russes *seraient plus grands et plus complets;* qu'il n'y avait *que des revers qui pussent l'empêcher*. Quoique les faits n'aient pas répondu à cette promesse, nous n'en concluons pas qu'elle ne fût point très-sincère au moment où elle a été faite; mais dans les questions de cette espèce, en des conjonctures si extraordinaires, les princes peuvent-ils, comme hommes, comme amis, répondre de ce qu'ils feront le lendemain comme puissance? Le rétablissement de la Pologne était, disait l'empereur Alexandre, attaché aux succès de ses armes. C'était un cercle vicieux si, par événement, le préalable nécessaire de ses succès se trouvait être le sacrifice de la Pologne. Après avoir cédé au penchant de son cœur, après s'être livré avec un ami à une douce effusion d'espérances, l'empereur Alexandre, le mois d'après, oubliera malgré lui, je n'en doute pas, mais enfin oubliera complétement ses chimères sentimentales et ses philanthropiques rêveries. Toutes ses anciennes idées, toutes ses intentions sur la Pologne l'accompagneront encore de la Vistule à l'Oder; mais elles feront naufrage à Kalish. Là sera leur terme; là le monarque remplacera l'ami; là disparaîtra l'idéalisme de l'homme pour faire place aux calculs matériels du cabinet; là se présenteront des puissances très-peu romantiques, qui, pour prix d'une défection immédiate et prochaine envers l'allié pour lequel elles combattent, demanderont des hommes et du territoire. Dès lors l'empereur Alexandre, forcé d'abandonner ces Polonais auxquels il avait permis de brillantes illusions, dont il se berçait lui-même, ne verra plus dans les hommes que des quotités numériques, et

[1] Il n'est pas inutile de faire remarquer que l'un des obstacles qui entravent la bonne volonté de l'empereur Alexandre est l'opinion des Russes. Ainsi, dans le gouvernement même de l'autocratie, le monarque est esclave de l'opinion, tandis que nous avons vu les ministres les plus ineptes la braver impunément dans des gouvernements constitutionnels.

dans le sol que des milles carrés, que des questions de configuration et d'étendue[1].

On regrette cependant que l'empereur Alexandre ait engagé les Polonais à mettre leur confiance *dans son caractère, dans ses principes*, parce que les principes et le caractère des princes ne peuvent, en de pareilles matières, maîtriser ni les événements, ni même les intérêts, qui sont pour eux les plus impérieuses des lois.

On ne s'étonne pas que l'empereur Alexandre ferme l'oreille à la demande de placer la couronne de Pologne sur la tête de son frère Michel. Demander sa renonciation à des possessions dont quelques-unes étaient depuis longtemps naturalisées russes, était une proposition très-patriotique, qui fait honneur au prince Adam qui l'avait hasardée, mais dont il n'osait lui-même espérer le succès, bien qu'il y vît, avec raison, la seule garantie efficace pour l'avenir de sa patrie. Au reste, l'empereur Alexandre commettait la plus grave des méprises, en supposant que les idées du prince Adam avaient cours dans le peuple, qui ne voyait alors, comme à présent, dans les Russes que des ennemis irrités. Toute cette intrigue était entre cinq ou six personnes; il y avait des chefs et pas de soldats.

Malgré ce que j'ai dit de la bonne foi du souverain de la Russie, je dois faire observer que lors de l'abandon de Varsovie, résultat évident d'un accord avec les Autrichiens, si la cour de Vienne avait pu penser que le projet d'établissement d'un royaume de Pologne, pour le compte des Russes, fût sérieux, elle n'aurait pas mis tant d'empressement à leur faciliter l'occupation du territoire polonais. Ainsi, il y avait eu double action de la part du cabinet de Pétersbourg, et le langage de l'empereur Alexandre avec les Polonais n'était pas tout à fait celui de son cabinet avec l'Autriche[2].

Comme je l'ai dit, les aveux du ministre de l'intérieur, M. Mostowski, me confirmèrent les détails de cette intrigue. Sa conduite, et surtout celle de son collègue, pouvait donner lieu aux plus graves inculpations. En thèse générale, tout ministre qui négocie, sans le consentement du prince qu'il sert, avec une puissance ennemie, offrant à cette puissance le trône de son souverain qui est en guerre avec elle, mérite d'être considéré comme coupable de trahison au premier chef. Pourtant, la conduite de ces deux ministres me semble devoir être jugée moins sévèrement. Lorsque j'en parlai librement au prince Poniatowski, il me dit que, comme militaire et comme homme d'honneur, il s'était cru obligé de transmettre à Paris les renseignements qui lui étaient parvenus; mais que, quitte de cette tâche pénible, il devait s'en expliquer avec moi d'une manière moins rigoureuse; que la position des Polonais, jouets, depuis plus d'un demi-siècle, de la politique et de l'ambition des grandes puissances, était unique dans l'histoire; qu'une de leurs calamités était d'avoir été condamnés à se faire, pour ainsi dire, deux consciences; enfin, qu'on croyait devoir être Polonais avant d'être sujet du roi de Saxe, et même allié de la France. Incapable lui-même d'une action équivoque, ce prince cherchait les meilleures raisons pour excuser ses compatriotes. Ce procédé de sa part était d'autant plus généreux, qu'il aimait peu M. Matuszewicz[3]. Parmi les excuses que me donna M. Mostowski, il en est une que je ne saurais passer sous silence : elle se rapporte à M. de Pradt. Afin que l'on puisse juger de la modération qui régnait dans ma correspondance, je vais citer le passage dont il est question. Voici ce que j'écrivais[4] à M. de Bassano : « Une autre excuse d'un genre plus étonnant, et qu'il est délicat pour moi de rapporter, mais que je ne puis pas cependant, sans manquer à mon

[1] « S. M. l'empereur de Russie garantit à S. M. le roi » de Prusse, avec ses possessions actuelles, plus particulièrement la vieille Prusse, à laquelle il sera joint » *un territoire qui, sous tous les rapports, tant militaires* » *que géographiques, lie cette province à la Silésie.* » (Deuxième article secret du traité du 26 février.)

[2] Un jour, à Vienne, M. de Narbonne parlait encore des bruits qui couraient sur l'organisation d'un royaume de Pologne par l'empereur Alexandre. M. de Metternich répondit très-sérieusement *que l'Autriche périrait plutôt que d'y consentir*. Les événements ont bien modifié depuis cette détermination. L'Autriche a consenti à la formation du royaume russe-polonais, et depuis, à quelque chose de pis encore, à sa réunion complète à la Russie. Après avoir si efficacement contribué au triomphe de l'influence russe, elle a dû en subir les conséquences.

[3] M. Matuszewicz n'était plus avec nous à cette époque. Il s'était fait envoyer en mission auprès du roi de Saxe, et de là à Paris même, pour y porter des renseignements sur l'état des affaires en Pologne. Une telle démarche, entreprise au moment où il savait que l'intrigue russo-polonaise était éventée, dénotait au moins de la hardiesse. Au reste, Napoléon apprécia avec une justesse extrême toutes les circonstances atténuantes de cette affaire, et pensa qu'il était d'une bonne politique de faire semblant d'ignorer les relations des deux ministres avec l'empereur Alexandre. M. de Bassano m'écrivit que l'empereur jugeait convenable de couvrir toute cette affaire du voile de l'oubli. Dans une audience qu'obtint M. Matuszewicz, l'empereur lui parla de ces correspondances secrètes, mais sans avoir l'air de savoir ou de croire qu'il y eût été mêlé.

[4] Dépêche du 19 mars 1813.



devoir, passer sous silence, tient à une interprétation, *sans doute fausse* [1], de quelques mots de M. l'archevêque de Malines. A l'époque des douloureux événements de la fin de la campagne, m'a dit M. Mostowski, M. l'ambassadeur était affecté de nos malheurs, il les partageait, et, croyant comme nous que tout était perdu, il nous dit que, puisqu'il n'y avait plus rien d'heureux à attendre, si nous avions des moyens particuliers de nous sauver, *c'était notre affaire,* et qu'on ne pouvait pas le trouver mauvais. Je ne vous cache pas, ajoutait M. Mostowski, que nous avons pu voir dans ce langage une sorte d'autorisation de songer à l'avenir, pour le cas où notre pays deviendrait entièrement la conquête des Russes. A supposer que M. l'archevêque de Malines, dans un moment de démonstration d'intérêt pour des hommes au désespoir, eût tenu quelques propos *à peu près tels* que ceux-là, il ne serait pas trop généreux de s'excuser à ses dépens ; mais il est assurément difficile de croire qu'*il n'y ait pas ici un peu d'altération dans les termes*... Il m'est désagréable d'avoir eu à citer ce fait; il s'est reproduit deux fois dans cette dernière conversation que j'ai eue avec M. Mostowski. »

Ainsi l'ambassadeur de Napoléon, après avoir paralysé l'insurrection polonaise au profit des Russes, encouragé l'inaction malveillante du corps auxiliaire, pour la plus grande satisfaction du cabinet de Vienne, passait les derniers jours de sa mission à leur donner l'exemple du découragement et le conseil de la défection ! Il avait été complétement la dupe de M. Matuszewicz, qui lui avait fait pressentir la possibilité de quelques communications secrètes avec les Prussiens, pour lui donner le change sur celles qui avaient lieu avec l'empereur Alexandre.

Au reste, le doute ne fut pas longtemps possible sur les intentions sérieuses de ce souverain. Le 2 — 14 mars, un ukase créa pour la Pologne un conseil suprême de gouvernement, dont la composition seule décelait l'avenir de la Pologne à quiconque ne voulait pas être abusé. Toutes les anciennes idées d'Alexandre avaient évidemment fait place à des calculs nouveaux. Ce conseil, dont l'installation eut lieu à Varsovie le 22 mars — 3 avril, se composait d'un gouverneur et d'un vice-gouverneur, tous deux Russes de nation, Russes d'esprit encore plus, et de trois conseillers. Le nom du premier, le vénérable Wawrzewski, avait été mis là comme un hameçon offert aux patriotes crédules ; mais tous les hommes raisonnables savaient que la Russie pouvait abuser de ce nom honorable, mais non jamais avilir le caractère de celui qui le portait. Le prince Lubecki, second conseiller, était un de ces Polonais nourris à Pétersbourg, devenu plus Russe que les Russes mêmes. Le troisième était un ancien employé nommé Colomba. Il eût été impossible de rien comprendre à la mise en scène de cet obscur personnage, s'il n'eût été Prussien. Sa nomination présageait déjà le sacrifice d'une partie de la Pologne à la Prusse, pour prix de sa défection. Bientôt, en effet, on vit cette puissance reprendre possession des portions du territoire polonais qu'elle avait possédées avant 1807. Le traité de Kalish, encore tenu secret, recevait déjà un commencement d'exécution. Quand la composition du conseil russe fut connue, les Polonais nous firent remarquer, avec un juste orgueil, qu'on n'avait pas osé faire entrer dans cette liste le nom d'un seul habitant du duché de Varsovie. Une pareille organisation n'était pas propre à nourrir les sentiments de confiance que réclamait la lettre de l'empereur Alexandre. Dans le même temps, à Varsovie, l'un des commissaires anglais auprès de l'armée russe, un homme qui dès lors était plus occupé de l'intérêt général des peuples que de l'intérêt privé des rois, Robert Wilson, ayant, à la fin d'un repas, porté un toast au rétablissement de la Pologne par la Russie et l'Angleterre, le gouverneur Landskoi et le commandant militaire Pahlen, déconcertés par ce vœu indiscret, avaient refusé d'y prendre part, alléguant que c'était une anticipation déplacée sur des événements dont il n'était pas possible de prévoir l'issue.

La dissolution du conseil de la confédération, qui eut lieu dans le mois d'avril, fut néanmoins amenée encore par les manœuvres du parti russe. L'histoire véridique de l'ambassade de M. de Pradt, que ses dépêches nous ont racontée bien mieux que lui, nous a fait connaître la formation de ce conseil, le mode vicieux de cette formation, les efforts faits par M. de Pradt et par les ministres pour annuler cette autorité rivale, efforts malheureusement couronnés de succès. Ce conseil était sans action, mais son nom subsistait. Dans le système des Polonais qui fondaient sur l'empereur Alexandre le dernier espoir de leur patrie, il fallait faire disparaître un conseil formé sous les auspices de Napoléon. Les manœuvres secrètes de deux de ses membres, MM. Zamoyski et Linowski, préparaient l'exécution de ce dessein. Une occasion favorable s'offrit à eux, et ils ne la négligèrent pas. Au moment où les troupes polonaises durent quitter la rive gauche de la Vistule, le conseil fut brusquement convoqué : une proclamation fut lue et mise en délibération. Rédigée avec adresse, cette pièce ne portait que la suspension d'activité du

[1] Il ne faut pas oublier que c'est dans une dépêche destinée à rester secrète que je m'exprimais encore d'une manière si réservée.

conseil, et l'autorisation pour ses membres d'aller provisoirement où les appelaient leurs convenances personnelles. Deux d'entre eux, respectables vieillards, d'un patriotisme au-dessus de tout soupçon, l'évêque de Vigry et Badeni, donnèrent dans le piége, et votèrent, avec Zamoyski et Linowski, pour l'adoption de la mesure, qui passa ainsi à la majorité de quatre sur sept, malgré l'opposition énergique des patriotes Ostrowski, Skorckowski et Wenzick. Les promoteurs de cette décision enlevée par la surprise, en hâtèrent la publication pour la rendre irrévocable.

En retraçant naguère ces faits sous des impressions plus récentes, j'avais trouvé d'amères paroles pour les fauteurs de toute cette intrigue russo-polonaise, autres que le prince Adam. En présence des nouveaux malheurs de la Pologne, de tels ressentiments ne sont plus possibles; et maintenant qu'il n'y a plus pour tous les Polonais qu'une espérance et qu'un drapeau, je ne sais plus que plaindre ceux qui ont eu confiance un moment dans la Russie. Leur mécompte a été trop cruel, pour que d'inutiles récriminations les poursuivent plus longtemps dans ce triste passé. Pardonnons-leur d'avoir voulu une Pologne à tout prix.

Si l'on a bien suivi jusqu'ici la marche des événements, on comprend que le sort des affaires de Pologne pouvait encore dépendre de ce que Napoléon voudrait faire pour l'Autriche. Malheureusement rien ne put modifier son inflexible résolution. Les instructions du nouvel ambassadeur à Vienne en font foi. Il devait donner des détails circonstanciés sur les armements immenses qui s'opéraient avec une incroyable activité [1]. Le couronnement de l'impératrice et du roi de Rome, cérémonie qui aurait flatté du moins l'amour-propre personnel de l'empereur d'Autriche, était ajourné, soit à la paix, soit au moment d'une trêve. « Il eût été très-désagréable d'aller à Notre-Dame au moment où l'armée aurait évacué une province [2]. » Ici pourtant nous ne saurions blâmer Napoléon de sacrifier la satisfaction de son beau-père à la crainte de heurter le sentiment national en France. M. de Narbonne était chargé de témoigner combien l'empereur avait été indigné de la conduite du commissaire de police à Hambourg envers M. de Wessemberg [3]. Quant à ce qui peut conduire à la paix, les intentions de l'empereur sont les mêmes. « Nous ne consentirons à aucun agrandissement pour la Russie; nous ne *voulons rien céder* de notre territoire; nous n'insisterons sur aucune des clauses du traité de Tilsitt; nous nous prêterons à tout ce qui pourra conduire à une paix basée sur l'indépendance mutuelle... » Telles sont les bases immuables sur lesquelles M. de Narbonne vient continuer la discussion. Il était impossible de s'entendre ainsi dès le mois de décembre, à plus forte raison après la défection de la Prusse.

L'empereur Napoléon, qui n'avait encore, au commencement d'avril, aucune preuve certaine des intelligences de l'Autriche avec ses ennemis, se décida à tenter d'intéresser cette puissance dans un projet de démembrement de la monarchie prussienne. M. de Narbonne remit une note le 7 avril sur ce sujet. D'après la dernière réponse faite à M. de Lebzeltern, la Russie ne paraissant pas vouloir admettre de propositions raisonnables, le moment était venu pour l'Autriche de prendre part à la guerre avec cent mille hommes, ce qui annulerait le renfort que la Russie avait reçu par l'adjonction de la Prusse, dont la défection méritait un châtiment sévère. Des cinq millions d'habitants que lui laissait le traité de Tilsitt, elle n'en garderait qu'un sur la rive droite de la Vistule. Deux millions seraient donnés à la Saxe et à la Westphalie, *et deux à l'Autriche*. C'était la Silésie qui devait, d'après ce projet, former le lot de cette dernière puissance. Cette offre venait trop tard. Présentée un mois ou six semaines auparavant, comme un arrangement convenable dans l'hypothèse de la défection prussienne, elle pouvait opérer un revirement complet dans le système du cabinet de Vienne. Cette idée n'est pas, de ma part, une vague conjecture : du moment où Napoléon avait déclaré qu'il ne céderait rien du territoire réuni constitutionnellement à l'empire, la Silésie était le seul prix suffisant qu'il pût offrir à l'Autriche pour solder sa fidélité. Pendant le mois de mars, les agents autrichiens de Baum et Neuman (correspondants directs de M. de Metternich) n'avaient cessé de me répéter, à Cracovie, que l'empereur Napoléon s'assurerait, par la cession de la Silésie, le concours sincère de l'Autriche et la réoccupation immédiate de la ligne de la Vistule par le corps auxiliaire; *il fallait seulement s'expliquer*. Cette voie est restée ouverte à la France, jusqu'au jour où ont été envoyés à M. de Lebzeltern les pouvoirs pour signer la convention du 29 mars, dont nous parlerons bientôt. Vers cette époque cessèrent les insinuations des agents autrichiens à Cracovie; vers cette époque aussi, M. de Metternich, tout en s'indignant de la défec-

[1] Lettre de M. de Bassano, du 12 mars. Plusieurs passages de cette lettre portent des corrections de la main de l'empereur.

[2] Lettre du duc de Bassano, du 20 mars.

[3] On ne crut pas à cette indignation.

tion prussienne avec notre ambassadeur, hasarda quelques insinuations sur la nécessité de rendre à la Prusse une consistance politique assez grande pour qu'elle pût servir de défense commune contre la Russie. C'est le 24 mars qu'il a commencé à tenir ce langage; de ce moment, il faut bien admettre qu'un engagement positif a été pris vis-à-vis de cette puissance. Cet engagement, si nous en croyons les révélations de M. de Metternich lui-même au congrès de Vienne, aurait été le résultat d'une démarche formelle du souverain de l'Autriche. Napoléon a payé cher le scrupule qu'il a pu avoir de stipuler prématurément le partage de la Prusse. Son offre tardive a été plus nuisible qu'utile; en manifestant toute l'imminence du danger que courait la Prusse, elle hâta les développements de la nouvelle politique autrichienne [1]. Il était difficile que M. de Narbonne lui-même s'y trompât. M. de Metternich revenait fréquemment, dans ses entretiens, sur la nécessité de faire de la Prusse une barrière puissante contre les envahissements de la Russie. Sans doute, il était temps encore de retenir, par l'appât d'un grand avantage, une puissance qui n'en était encore qu'à combiner son plan de défection; mais Napoléon, qui, dans ce moment même, complétait ses préparatifs militaires, espérait à tort qu'une victoire le dispenserait de tout sacrifice personnel.

Le prince de Schwartzenberg arrivait à Paris. Annoncée plus de deux mois auparavant, sa mission avait pris un caractère nouveau. Une rupture avec la France devenait chaque jour plus probable. En se rendant en France, le prince s'arrêta plusieurs jours à Munich ainsi qu'à Stuttgard et à Carlsruhe. Il avait pour instructions, sous prétexte de faire sa cour aux souverains dont il traversait les États, de tâcher de pénétrer jusqu'à quel point le dévouement à l'empereur Napoléon subsistait encore, et sur qui l'Autriche pouvait compter, si les circonstances la décidaient à prendre part à la guerre. Les démarches du prince de Schwartzenberg dans ce sens ne furent pas aussi secrètes qu'on pourrait le croire; il s'en expliqua lui-même, sans trop de détours, avec le ministre même de France en Bavière, M. Mercy d'Argenteau : « C'est la paix qu'il nous faut maintenant, lui disait-il; je vais faire tous mes efforts pour y déterminer l'empereur. Je crains qu'il n'en veuille pas entendre parler avant d'avoir repris les armes, et, une fois engagé dans une nouvelle campagne, quel en sera le résultat? De nouveaux revers peuvent tout compromettre, *des succès peuvent l'entraîner trop loin*... Vous voyez quelle est la situation des esprits en Allemagne. La France n'est-elle pas assez grande, assez forte, *dans ses limites du Rhin, pour avoir besoin d'autres titres à son influence en Allemagne, que de ceux qui sont inhérents à sa puissance même?* Il faut que les villes hanséatiques redeviennent libres, que l'on renonce à l'Illyrie, que les souverains de l'Allemagne soient indépendants. L'état actuel des choses ne peut plus subsister. L'Autriche ne veut interposer qu'une médiation utile *et favorable à la France*. Pour arriver à une paix générale, dans laquelle interviendrait l'Angleterre, il faut des sacrifices de la part de l'empereur Napoléon [2]. » On aurait peine à comprendre l'étrange liberté de cet entretien avec un ministre de France, si l'on ne savait que M. Mercy d'Argenteau, allié à une grande famille autrichienne, était considéré à Vienne, bien à tort assurément, comme aussi Autrichien que Français [3]. Le prince de Schwartzenberg ne prévoyait pas, et n'a peut-être jamais su que le compte rendu de cette conversation l'avait précédé à Paris. C'était le renseignement le plus alarmant qu'on y eût reçu encore sur l'opinion de Vienne. Les hommes les moins hostiles au système français, suivant l'impulsion générale, se familiarisaient de plus en plus avec l'idée de l'expulsion totale des Français du sol allemand. En présence de ces dispositions malveillantes, l'empereur Napoléon, qui comptait sur une prochaine victoire pour les anéantir, paraît s'être imposé pour règle immuable de tout ignorer, afin de n'avoir rien même à pardonner plus tard. Le premier résultat de ce système fut une complète réticence vis-à-vis du prince de Schwartzenberg, réticence qui rendit sa mission aussi inutile que celle du comte de Bubna. M. de Bassano ne fait que répéter au nouvel ambassadeur ce que l'empereur Napoléon écrivait le 7 janvier à l'empereur d'Autriche. Le traité de 1812 règle les rapports des deux États. Par ce traité, l'Autriche a garanti l'intégralité du territoire français; elle ne peut donc, en intervenant pour la paix, du consentement de la France, accueillir des propositions qui portent atteinte à cette intégralité : dans cette hypothèse, elle n'a plus d'autre chose à faire qu'à tenir son corps auxiliaire aux ordres de l'empereur, toujours aux termes du traité. Il reste aux deux cours à se

[1] De ce moment, dit de Gentz dans son manifeste, l'empereur François considéra le danger de la Prusse *comme lui étant personnel*.

[2] Notice de M. de Mercy d'Argenteau sur sa mission en Bavière (manuscrite).

[3] L'empereur Napoléon, en nommant M. Mercy d'Argenteau ministre de France auprès d'une cour mal disposée pour l'Autriche, avait voulu donner à celle-ci une marque de confiance et d'égards. Il en a été bien récompensé, comme on voit.

concerter pour une augmentation de ce contingent, augmentation que les circonstances rendent indispensable. Tel est le seul point sur lequel le duc de Bassano semble provoquer des explications qui ne sont plus possibles. Le prince de Schwartzenberg s'obstine à ne présenter les préparatifs militaires de l'Autriche que comme des démonstrations destinées à appuyer son intervention pacifique. On ne veut pas, on ne peut pas s'entendre. L'empereur voit Schwartzenberg et lui parle, non comme à un ambassadeur, mais comme au général du corps auxiliaire qui vient prendre ses ordres [1]. « L'Autriche, » lui dit-il, pourrait porter à cent cinquante mille » hommes votre armée de Cracovie, en même » temps qu'elle rassemblerait trente à quarante » mille hommes en Bohême. Nous déboucherions » tous à la fois contre les Russes... C'est ainsi que » nous parviendrons à pacifier l'Europe. » Ce fut la première et la seule fois, dans l'intervalle de la retraite de Russie à l'ouverture de la campagne de 1813, que l'empereur Napoléon parut considérer l'Autriche comme pouvant être plus qu'un vassal marchant sous la bannière de son suzerain. Aussi la cour de Vienne feignit de voir dans ces mots une ouverture indiquant que Napoléon lui-même reconnaissait pour elle la nécessité de changer de position, et elle en fit un argument bizarre pour justifier son attitude nouvelle de médiation armée [2]. Mais, en s'exprimant ainsi avec le prince de Schwartzenberg, l'empereur n'avait pas articulé une seule parole qui laissât entrevoir à cette cour le moindre prix des complaisances qu'on attendait d'elle, hors le stérile honneur de contribuer à une pacification qui la touchait peu, si elle n'en devait retirer aucun avantage. On lui demandait tout, sans lui rien promettre : elle n'est pas accoutumée à traiter sur de telles bases. Le prince de Schwartzenberg se borna simplement à répondre que, « si les » instructions du major général étaient envoyées au » général Frimont, il ne doutait pas qu'on n'y » obéît aussitôt. » Nous allons voir que les instructions n'ayant été envoyées que six semaines plus tard, des mesures avaient été prises pour qu'au moment où elles arriveraient, leur exécution ne fût plus possible. Après ce court entretien, dans lequel fût évité le point principal de discussion pour lequel le prince de Schwartzenberg s'était rendu à Paris, « l'empereur laissa ce général autri- » chien achever sa mission auprès de M. le duc de » Bassano, et brusqua son départ [3]. »

En se rendant à son poste, et à Vienne même, le nouvel ambassadeur de France avait vu partout de sinistres présages. L'exaltation des esprits était effrayante : l'Autriche, comme le reste de l'Allemagne, était inondée d'écrits de toute espèce, s'accordant pour désigner la France comme l'ennemi commun ; écrits dont l'énergie révolutionnaire rivalisait, s'il est possible, avec les proclamations récentes des généraux et des princes de la coalition. Tout a été dit avant nous sur ce langage démagogique, employé alors sans scrupule par les Koutousof, les Wittgenstein, les Blücher, par le souverain même de la Prusse. C'est surtout aux Saxons que s'adressent les plus énergiques, car leurs dispositions sont plus douteuses. La fidélité du roi de Saxe à la cause française, l'attachement de ses sujets pour lui, sentiment qu'on ne saurait impunément froisser, sont pour les alliés un embarras pénible. « Ce prince n'est pas libre, s'écrie Blücher; les démarches qu'une politique perfide l'a forcé à faire ne lui seront pas imputées. » Wittgenstein invite les Saxons à recommencer la lutte de leurs ancêtres contre un nouveau Charlemagne, pour reconquérir leur indépendance et leur roi ; « et alors » il pourra, si Dieu le veut, régner encore quarante- » cinq ans; *ne croyez pas que je veuille vous faire* » *renoncer à lui* [4]. » Le 30 mars, nouvelle proclamation plus énergique encore : « Saxons, voyez ce qui se passe autour de vous, toute la nation prussienne se lève en masse : vous trouvez dans ses rangs le fils du laboureur à côté du fils du prince ; toute différence d'état est confondue dans ces grandes idées : honneur et liberté, roi et patrie. Il n'y a plus d'autres distinctions que celles des plus grands talents, du zèle le plus ardent pour la cause sainte. La liberté ou la mort ! tel est le mot d'ordre donné par Frédéric-Guillaume... Saxons !... Allemands !... *nos généalogies se terminent avec 1812. Les exploits de nos aïeux sont anéantis par l'avilissement de leurs descendants*. La délivrance de l'Allemagne fera seule renaître les races nobles, et rendra à celles qui l'étaient leur ancien lustre. »

[1] Fain, tome I, page 125.

[2] « La situation des choses, disait M. de Metternich, ne permet plus à l'Autriche de ne prendre part aux événements que comme auxiliaire. Elle n'a plus que deux partis à prendre : se neutraliser derrière ses frontières, ou prendre part directement à la guerre. L'empereur Napoléon a reconnu lui-même que les stipulations de secours limités du traité d'alliance ne peuvent s'appliquer aux circonstances actuelles. » Cela était vrai; mais M. de Metternich dénaturait étrangement la pensée de Napoléon, qui voulait dire que l'Autriche devait donner un plus grand développement à la coopération qu'elle avait promise par le traité du 14 mars, et non pas l'annuler complétement.

[3] Manuscrit de 1813, t. I, p. 126.

[4] Bientôt la victoire rendra les alliés moins scrupuleux.

La même effervescence régnait alors dans l'armée autrichienne. Pendant la retraite de Pologne, j'eus plus d'une occasion d'entendre des officiers supérieurs s'expliquer sur les plus hautes questions d'État, avec une étrange hardiesse d'expressions et d'idées. Ce fut à la suite d'un dîner chez moi, à Podgorze, que nous eûmes, le prince Poniatowski et moi, le plus curieux échantillon de ce jacobinisme autrichien. Je notai de suite, comme méritant d'être conservés, les propos que nous entendîmes ce soir-là. « Le siècle où nous sommes, disait un officier supérieur de l'état-major autrichien, n'est pas le siècle des dynasties. Qu'importent aux Allemands les races abâtardies qui les gouvernent? La chute de ces familles serait le plus petit des malheurs. » Pour clore cette conversation, devenue un peu vive, le prince Poniatowski s'étant mis à dire : « Laissons cela, les baïonnettes en décideront, » — « Non, reprit son interlocuteur, ce ne seront peut-être pas les baïonnettes, ce seront *les poignards* [1]! »

Toutes les passions étaient soulevées contre la France. Madame de Staël et Schlegel retraçaient aux Allemands des classes commerçantes les rigueurs et les désastreux résultats du blocus continental. Électrisés par des accents plus généreux, les jeunes gens des universités couraient aux armes. Au delà de l'expulsion des Français, l'unité allemande leur apparaissait comme un mirage trompeur; les noms d'Arminius et de Thusnelda, de Civilis, de Velléda, de Witikind, étaient dans toutes les bouches; à ces symboles immortels de la nationalité allemande s'unissait le souvenir plus récent de la reine Louise de Prusse, avec sa double auréole de malheur et de beauté.

M. de Narbonne fit au duc de Bassano un rapport alarmant sur l'état des esprits [2]. Tout semblait, même en Autriche, présenter le même tableau que la Prusse avant la bataille d'Iéna. Quant à M. de Metternich, le ministre de France croyait encore, le 1er avril, à sa complète bonne foi dans le système français, mais *seulement en tant que cela nous conduirait à la paix*. Il lui semblait impossible que l'Autriche prît désormais une part active à la guerre, si ce n'est contre nous [3]. La conduite du chef de ce cabinet lui semblait telle, qu'il pourrait bientôt s'en faire un mérite auprès des puissances coalisées, leur dire : « Pour l'amour de la paix, j'ai tout bravé... Maintenant la France repoussant les conditions acceptées par vous, c'est moi qui vous propose de nous mettre à la tête de ses ennemis, et de reprendre en Europe l'attitude et le rang qui nous conviennent [4]. » La signature de la convention du 29 mars, à laquelle nous arrivons, justifiait ces prévisions funestes.

L'arrivée du nouvel ambassadeur nous a été défavorable, par cela seul qu'il n'apportait aucune concession. L'Autriche dédaignée s'éloigne encore d'un degré. C'est le lendemain même de la première conférence de M. de Metternich avec M. de Narbonne, que de nouveaux ordres sont envoyés au commandant du corps auxiliaire [5]. Il doit retarder la dénonciation de l'armistice, couvrir plus que jamais les Polonais, pour éviter entre eux et les Russes une collision qui pourrait compromettre les États héréditaires. Le prétexte de ces nouvelles mesures est la possibilité d'une attaque de forces supérieures, par suite de la défection prussienne; mais, en fait, les trois puissances sont désormais parfaitement d'accord pour notre expulsion, en attendant qu'elles s'accordent de même sur le reste. L'acte qui constate cet accord est, il est vrai, le moins solennel possible pour la forme, mais n'en est pas moins grave dans ses conséquences hypothétiques. Le voici avec le titre qui lui fut donné par les puissances contractantes [6] :

*Note échangée entre M. le comte de Nesselrode et M. le chevalier de Lebzeltern à Kalish, le 17 — 29 mars 1813, et tenant lieu de convention.*

« L'armée de S. M. l'empereur de Russie poussera des corps vers les flancs droit et gauche du corps autrichien, qui occupe aujourd'hui, sur la rive gauche de la Vistule, la ligne que lui a assignée le dernier armistice.

» Le général russe, commandant les corps ci-dessus exprimés, dénoncera l'armistice au général commandant autrichien, et motivera explicitement cette dénonciation sur l'impossibilité dans laquelle se trouvent les alliés, de laisser dans leur flanc et à leur dos un foyer de mouvements [7] et d'insurrection tel que l'offre l'armée polonaise sous M. le prince Poniatowski.

[1] L'officier qui tenait ces propos était le colonel Bianchi, depuis général et duc de Casalanza.

[2] 1er avril.

[3] Le comte de Stadion, dont les intelligences avec la Prusse et la Russie étaient notoires, venait d'être placé à la tête d'une commission de finances. Cette nomination était un gage donné par M. de Metternich au parti de la guerre.

[4] 1er avril.

[5] 25 mars.

[6] Cet acte n'a pas été connu de Napoléon.

[7] Le général russe Sacken eut soin de tenir ce langage, et le général Frimont de nous le répéter.

» Cette dénonciation aura lieu vers les premiers jours d'avril (n. st.) [1].

» Les deux corps russes s'avanceront avec une force, sinon majeure, du moins égale [2] à celle du corps autrichien, fort de trente mille hommes.

» M. le lieutenant général baron de Frimont recevra l'ordre de préparer et d'effectuer sa retraite sur la rive droite de la Vistule. Il conservera des postes à Cracovie, à Opatowice et à Sandomir.

» La retraite à peu près consommée, les généraux autrichien et russe conviendront de nouveau d'une suspension d'armes sans terme fixe, et à quinze jours de dénonciation, qui portera que les Autrichiens conserveront les villes de Cracovie, de Sandomir et d'Opatowice, avec un rayon convenable, comme tête de pont sur la rive gauche du fleuve, devant ces trois points.

» La présente transaction restera à jamais secrète entre les deux cours impériales, et *ne pourra, de part et d'autre, être communiquée qu'à S. M. le roi de Prusse uniquement* [3]. »

Quoique cette convention n'eût qu'un objet spécial, qu'elle ne fût pas inconciliable, de la part de l'Autriche, avec le maintien de l'alliance française, elle était, d'un autre côté, comme une voie ouverte pour un accord ultérieur sur des questions plus étendues. L'Autriche, par un article de cette convention, qui, toutefois, ne fut pas complètement exécuté, devant conserver Cracovie et trois têtes de pont sur la Vistule, s'était assuré le moyen d'entrer à volonté sur le territoire du duché de Varsovie, dans l'hypothèse de nouveaux arrangements avec la France. Elle portait, dans le cas contraire, un coup sensible à Napoléon, en lui ôtant un point d'appui précieux. Elle n'y réussit que trop bien.

Nous ne tardâmes pas à ressentir les effets du nouveau développement de la politique autrichienne. Dès les derniers jours de mars, se renouvela, à Cracovie, le bruit quelque temps interrompu d'un abandon complet du territoire polonais; les officiers du corps auxiliaire ajoutaient avec une joie insultante, que les Polonais devaient mettre bas les armes en traversant les États autrichiens. Dès le 2 avril, le général Stutterheim, chef d'état-major du corps auxiliaire, vint sonder le prince Poniatowski sur la question de la retraite, et sur celle du désarmement. Les bons arguments ne manquaient pas contre cette dernière insinuation; car, s'il est d'usage qu'un corps de troupes étrangères, passant sur un territoire *neutre*, mette ses armes sur des chariots, à l'exception d'une compagnie par bataillon, il n'en est pas ainsi quand on fait route sur le territoire d'un État *allié;* et on ne raisonnait encore que dans l'hypothèse du maintien de l'alliance française. Le commandant en chef autrichien lui-même, dans une entrevue qu'il eut le surlendemain, s'expliqua nettement. Il avait, dit-il, ordre de tout faire pour ne point se battre. Il ajouta que le conseil aulique de guerre à Vienne *supposait* que les Russes dénonceraient très-prochainement l'armistice. Nous avons vu qu'il avait d'excellentes raisons de *supposer* cette dénonciation concertée d'avance. En conséquence, le général autrichien était formellement chargé de demander au prince Poniatowski des explications sur ce qu'il se proposait de faire dans cette hypothèse. Le prince, voulant du moins disputer le terrain pied à pied, proposa de placer des troupes polonaises sur la rive droite de la Vistule, dans le rayon de Podgorze, qui appartenait encore au duché : le général Frimont déclara qu'il ne l'y soutiendrait pas. Persuadé que si Napoléon tenait à nous faire rester en Pologne, il fallait qu'il employât à Vienne, et sans retard, tout l'ascendant qu'il pouvait y conserver encore, j'expédiai à Paris M. de Rumigny, l'un des secrétaires d'ambassade. En même temps j'écrivis à M. de Narbonne, pour l'engager à solliciter du moins une prolongation provisoire [4]. M. de Narbonne était aussi inquiet que nous, car on lui tenait à Vienne le même langage qu'on nous tenait à Cracovie. A tout moment, lui disait M. de Metternich, l'armistice peut être dénoncé. Le 11 avril, il le fut en effet, par le général russe Sacken, et motivé, conformément à la convention secrète, sur la présence du corps polonais, qui entretenait une agitation dangereuse pour les Russes dans le pays envahi. Vivement pressé par le chef d'état-major autrichien, le prince Poniatowski demanda vingt-quatre heures de réflexion; il vint me voir, et nous débattîmes ensemble les chances des divers partis qui se présentaient à nous. Quitter le terrain polonais, peut-être huit jours avant que le premier coup de canon d'une campagne nouvelle fût tiré sur l'Elbe, nous paraissait une

[1] Elle eut lieu le 11.

[2] Le corps du général Sacken ne remplissant pas cet objet, le général Roth, chargé du siége de Zamosc, suspendit un moment cette opération pour venir le renforcer.

[3] La brusque défection de la Prusse avait rompu les premières mesures du cabinet de Vienne, qui voulait d'abord concerter avec cette puissance son système de médiation armée. La convention du 29 mars constate le rétablissement d'une parfaite intelligence entre les trois cours.

[4] Ce fut M. Victor de Broglie, aujourd'hui duc de Broglie, qui porta cette lettre à Vienne.

extrémité horrible. Sans savoir encore à quel point les Russes étaient d'accord avec nos prétendus alliés, nous comprenions bien qu'autant notre présence les gênait, autant elle servait les intérêts de la France et de la Pologne; nous devinions ce que Napoléon allait nous prescrire; il était plus honorable pour nous que cette insistance à rester aux portes du duché fût spontanée. D'un autre côté, tout compromettre, risquer de perdre le fonds d'armée qui était la seule représentation subsistante de la nation polonaise, n'était pas non plus une détermination facile à prendre. « L'essentiel, avait dit » l'empereur en certaines circonstances, est de » conserver les hommes; le territoire se retrouve » toujours. » Ce mot eut une grande influence sur nos esprits. Le prince répondit enfin au général Frimont, qu'à l'expiration de l'armistice il aurait passé la Vistule. L'armistice avait été dénoncé le 11; nous gagnions encore quelques jours. J'écrivis lettre sur lettre à M. de Narbonne pour qu'il fît suspendre le mouvement rétrograde du corps auxiliaire. Cela n'était déjà plus en son pouvoir.

Cependant Napoléon, prêt à rentrer en campagne, n'avait pas tardé à manifester ses intentions relativement au corps auxiliaire, qui se trouvait, pour la troisième fois depuis le commencement de la guerre, placé de manière à opérer une diversion heureuse. Dès le 13 avril, l'empereur écrivait à son beau-père : « Je pense être à Mayence du 15 au 16. Aussitôt que je serai rentré en campagne, j'enverrai par Prague l'ordre au général Frimont de dénoncer l'armistice, et de prendre sous ses ordres le corps du prince Poniatowski [1]. Pendant ce temps, le gouvernement autrichien déployait toute son activité en sens contraire à hâter la retraite du corps auxiliaire et la nôtre. Pour préparer Napoléon à cet événement, les mensonges officiels ne furent pas épargnés. On se plaignit de la conduite du corps polonais, s'obstinant à rester dans un rayon qui ne présentait *aucun avantage sous le rapport militaire* [2]. D'autres torts non moins imaginaires furent attribués aux Polonais dans une note remise à Paris [3] par le prince de Schwartzenberg. « Ce n'était, suivant lui, qu'après avoir été harcelés et *avoir perdu plusieurs milliers d'hommes inutilement*, que les Polonais s'étaient enfin rangés derrière la ligne autrichienne, en continuant d'exciter l'attention des Russes par de vaines provocations. » Rien de plus inexact que ces assertions si formelles. Sans doute les Polonais n'auraient pas demandé mieux que de guerroyer avec les Russes; mais la défiance que leur inspiraient les Autrichiens, les avait toujours tenus en respect. Les milliers d'hommes que l'ambassadeur autrichien tuait ainsi dans ses notes, se portaient à merveille. Un jour, ils succomberont sous la masse des bataillons nombreux qu'il dirigera comme général.

Tandis que M. de Metternich promettait encore à M. de Narbonne que le général Frimont ne se retirerait que devant des forces évidemment supérieures [4], celui-ci, plus pressant que jamais, demandait que les Polonais se missent en retraite dès le 19. Cependant la persistance du prince Poniatowski à attendre des ordres directs de Napoléon, nous fit encore gagner quelques jours. Il fut convenu que le 29 ou le 30 seulement, les Polonais occuperaient le rayon sur la rive droite de la Vistule, et que le 3 mai ils commenceraient leur retraite, à moins qu'il ne fût arrivé alors des décisions supérieures qui donnassent un autre cours aux événements. De nouvelles promesses de M. de Metternich nous furent annoncées; un courrier, disait-on, avait été envoyé à M. de Lebzeltern, auprès de l'empereur Alexandre, pour solliciter une prolongation d'armistice [5]. Toute cette rhétorique d'incidents échouait contre la froideur négative de Frimont. Il ne connaissait que ses premiers ordres, qui n'avaient pas été modifiés, bien qu'on eût communiqué officiellement à M. de Narbonne de nouvelles instructions qui n'étaient pas envoyées. La mauvaise foi du cabinet autrichien était flagrante [6].

En se rendant à Mayence, Napoléon rencontra le secrétaire d'ambassade que j'avais expédié le 6 pour Paris, et connut alors toute la vérité. Des explications furent demandées de suite au prince de Schwartzenberg, qui répondit vaguement. L'idée

[1] Lettre datée de Saint-Cloud, le 3 avril.

[2] Lettre de Metternich à Schwartzenberg, du 12 avril. Dans le moment même où le général Frimont nous pressait vivement, il lui échappa l'aveu que l'armée russe se portant sur l'Oder, le reste de cette armée, c'est-à-dire les troupes qui étaient devant nous, attendait l'effet de la dénonciation de l'armistice pour prendre la même direction. C'était donc une raison pour ne pas se retirer, puisque notre position obligeait l'ennemi à diviser ses forces.

[3] Le 22 avril.

[4] 17 avril. Dans ce moment-là, les Autrichiens étaient encore plus nombreux à eux seuls que le corps de Sacken qui leur était opposé.

[5] 16 avril, M. de Narbonne.

[6] Le 2 avril, M. de Metternich montra à l'ambassadeur français un ordre pour le général Frimont, de fournir des vivres et des munitions aux troupes polonaises. Quelques jours après, ce général nous refusait positivement l'un et l'autre, sous le double prétexte de *manque d'ordres* et d'*impossibilité absolue*. A notre première étape sur le territoire autrichien, nous vîmes, près de Kenty, un approvisionnement énorme de munitions.

du désarmement des Polonais excita l'indignation de l'empereur au plus haut degré. « S. M., écrivait » de Mayence le prince de Neufchâtel à M. de » Narbonne, n'entend pas que le corps du prince » Poniatowski pose les armes pour quelque raison » que ce soit. Elle préférerait apprendre la mort » des 15,000 Français et Polonais qui sont à Cra- » covie, plutôt que de leur voir poser les armes [1]... » C'est la plus importante de toutes les affaires, car » elle touche à l'honneur [2]. » Ce qu'exprimait si énergiquement l'empereur, nous le sentions comme lui. Mieux valait, pour l'honneur de la France et de la Pologne, la mort ou la Sibérie avec les Russes, que le désarmement par les mains perfides de nos alliés.

La question marche rapidement à son terme. Muni de nouvelles instructions, l'ambassadeur français voit et revoit M. de Metternich; il insiste pour que le corps auxiliaire se maintienne au point où il est. Il rappelle que l'empereur des Français aurait eu déjà le droit de se plaindre d'un armistice conclu, sans son autorisation, par un général placé sous ses ordres; que maintenant la retraite du général Frimont *équivaut à un refus d'obéir* et viole le traité de Paris encore existant. Enfin, le 20 avril, M. de Metternich avoue avec embarras que le corps auxiliaire est de nouveau en retraite [3]. Il se rejette sur la force du corps russe de Sacken, puis ajoute, comme poussé à bout : « Ne serait-il pas absurde que les Autrichiens se battissent pour les Polonais? — Les Polonais, répond l'ambassadeur français, sont des alliés qui se battront avec les Autrichiens pour conserver une position militaire. — Jamais on ne déterminera l'armée à se battre pour conserver Cracovie aux Polonais. — Certes, si vous n'êtes pas sûr de votre armée, il est sûr que l'alliance de l'Autriche perd beaucoup de son prix. » Du moment où le corps auxiliaire rentre sur le territoire autrichien, il est dissous en fait; les ordres de l'empereur, qui peuvent arriver d'un moment à l'autre, ne trouveront plus ni chefs ni soldats pour obéir. Tel est le subterfuge perfide auquel vient aboutir cette longue et tortueuse négociation. Justement indigné, M. de Narbonne remet, dès le lendemain, à M. de Metternich une note pressante. Il témoigne sa surprise d'avoir entendu dire au ministre autrichien que le corps auxiliaire du général Frimont ne se permettra aucune hostilité, que même ce corps est en pleine retraite... L'empereur Napoléon n'a jamais entendu que le vœu de l'Autriche pour la paix annulât un traité existant. *Le traité stipule un corps auxiliaire; ce corps doit être aux ordres de l'empereur;* s'il n'obéit pas, que n'a-t-on pas le droit d'en inférer?

Il n'y avait plus moyen d'hésiter devant une demande d'explication aussi formelle; aussi M. de Metternich, en réponse à cette note, déclare [4] enfin : « Que S. M. Impériale et Royale Apostolique se décide à prendre l'attitude d'une *médiation armée;* que désormais elle ne pourrait prendre part à la guerre dans la qualité de puissance simplement auxiliaire, et qu'en conséquence les stipulations de secours *limités* du traité d'alliance du 14 mars 1812, cessent d'être applicables à la conjoncture actuelle.» Une déclaration semblable est faite à Paris, le 22 du même mois, par le prince de Schwartzenberg, qui retourne à Vienne, plus mal disposé que jamais [5].

Les faits que je viens d'exposer me semblent justifier suffisamment ce que j'ai dit dans le chapitre précédent de l'injuste partialité de Napoléon pour M. de Narbonne au préjudice de son prédécesseur le comte Otto. Nous avons vu, en effet, que bien que Napoléon ait affecté d'abord de ne pas comprendre les dispositions de l'Autriche à profiter de nos revers pour nous faire payer sa fidélité, il n'avait plus rien à apprendre là-dessus, avant même l'arrivée de M. de Narbonne. Il est vrai que celui-ci, en annonçant, quinze jours après son arrivée, « que l'Autriche avait désormais des engagements qui rendaient tout retour vers la France à peu près impossible [6], » prétendait que, s'il avait été à Vienne deux mois plus tôt, il aurait pu prévenir le malheur. Mais nous ne saurions voir là qu'une illusion d'amour-propre. Lié par ses instructions qui ne lui permettaient aucune démarche, aucune promesse de nature à influer sur la politique autrichienne, le nouvel ambassadeur français ne put que transmettre à sa cour les protestations équivoques de M. de Metternich. Nous venons de voir enfin que, quand le gouvernement autrichien se décida à modifier l'alliance française, M. de Narbonne ne devina pas cette détermination importante [7] : jusqu'à sa conférence du 20 avril avec M. de Metternich, il espéra mettre obstacle à la dissolution du corps auxiliaire. Une conversation qu'il eut quel-

[1] 20 avril.

[2] 4 mai, duc de Vicence à M. de Narbonne.

[3] Il croyait, en effet, la retraite commencée de la veille, ignorant encore que la fermeté du prince Poniatowski nous avait valu un nouveau délai.

[4] 26 avril.

[5] Dans une des dernières conférences qu'il eut avec M. de Bassano, il lui échappa un mouvement significatif : « La politique a fait le mariage, la politique peut... » Cette menace complétait sa conversation avec M. Mercy d'Argenteau. L'alliance de famille était désormais une garantie insuffisante de la fidélité autrichienne.

[6] 10 avril.

[7] Napoléon dit : « En moins de quinze jours M. de Narbonne eut tout pénétré. »

ques jours après avec l'empereur d'Autriche, lui laissa peu de doutes sur la liaison souterraine qui existait dès lors entre ce cabinet et les puissances coalisées [1]. L'empereur désapprouva cette conversation et la note du 21 avril [2]. « Elle a mis l'Autriche dans la nécessité de s'expliquer; il eût mieux valu gagner du temps. Vaincus, l'empereur d'Autriche se serait tourné contre nous. Vainqueurs, comme nous le sommes, la chose eût été différente. On l'a mis dans la nécessité de faire un pas qu'il eût mieux valu qu'il n'eût point fait. » Napoléon est revenu sur cette idée à Sainte-Hélène. « Les succès » de M. de Narbonne, dit-il [3], m'ont perdu peut» être. L'Autriche se voyant devinée, jeta le masque » et précipita ses mesures. » L'Autriche ne précipita rien. Tout se fit chez elle avec ordre, et chaque chose vint à son temps.

Cependant, à Cracovie, nous espérions encore. La réponse de M. de Metternich à l'ambassadeur français, « que les ordres pour marcher en avant, arriveraient trop tard, le mouvement de retraite étant commencé, » ne nous parut pas alors très-défavorable. En effet, le mouvement de retraite *n'était pas commencé encore* [4], grâce à la fermeté du prince Poniatowski : nous espérions que l'Autriche se croirait contrainte à rester fidèle. M. de Rumigny revint du quartier général vers cette époque, rapportant des lettres du duc de Bassano, et deux du major général pour le prince Poniatowski et le général Frimont. Le prince de Neufchâtel les prévenait tous deux, qu'incessamment un officier leur apporterait l'ordre de dénoncer l'armistice existant avec les Russes. Le général autrichien déclara *qu'il obéirait aux ordres de l'empereur Napoléon quand il les recevrait :* mais, malgré cet avis, ou plutôt à cause de cet avis, il redoubla ses instances auprès du prince Poniatowski pour que le mouvement convenu précédemment s'exécutât au jour fixé. Il se mettait ainsi en mesure de répondre à l'intention de M. de Metternich, en faisant prendre à son corps une position telle, que l'ordre arrivant de dénoncer l'armistice, il pût se dispenser d'y obéir alors, sous le prétexte que ses troupes, rentrées sur le territoire autrichien, n'existeraient plus comme corps auxiliaire. Le 30 avril, le corps autrichien se porta donc sur la rive droite de la Vistule; le prince Poniatowski prit position dans le rayon de Podgorze. La prise récente du fort de Czenstockow, et celle de Thorn, avaient redoublé la hauteur des Autrichiens dans leurs manières et dans leur langage. Alliés, ils se réjouissaient de nos pertes autant et plus que nos ennemis. Cependant, après bien des pourparlers et des difficultés, nous obtînmes un dernier répit de quatre jours. Nous n'avions plus de lettres de M. de Narbonne; il ne pouvait plus nous servir. Tandis qu'aux champs de Lützen, l'horizon de la fortune impériale semblait s'éclaircir, la fatalité de 1812 pesait encore de tout son poids sur nous, isolés, perdus que nous étions, entre les ennemis présents et ceux du lendemain. Des avis secrets, dictés peut-être par l'affection, peut-être par la perfidie, nous faisaient tout craindre de la part des Autrichiens. Le prince Poniatowski, toujours intrépide, me disait en riant : « M. Bignon, vous pourriez bien, dans quelques jours, être prisonnier à Olmutz, et moi tué à la tête d'un de mes régiments de lanciers. » Depuis trente ans, la politique des ennemis de la France s'est permis contre elle des actes d'une telle nature, que la supposition des plus sinistres projets pouvait ne pas être invraisemblable, si le sort des armes nous était contraire sur l'Elbe. Notre avenir dépendait de là, et nous le sentions bien. Au reste, le présent était déjà bien cruel pour nous. Chaque jour, chaque heure, avait sa scène d'adieux et de douleurs. Le pont par lequel Cracovie communique au faubourg de Podgorze était sans cesse encombré de piétons et de voitures. Les personnes les plus distinguées de la ville venaient visiter les troupes polonaises, embrasser leurs maris, leurs parents, leurs frères. Les femmes avaient pris le deuil pour cette séparation que le sort des armes a rendue éternelle. Dans une heureuse ignorance de l'avenir, elles croyaient n'avoir à gémir que sur une absence, tandis qu'en réalité elles portaient déjà le deuil de la patrie, le deuil de cette troupe de héros qui périra presque tout entière avec son illustre chef, dans les plaines de Leipzig.

Enfin parut le jour fatal où devait commencer la retraite. Ce ne fut pourtant pas sans une pénible

[1] « Si V. M. ne veut que gagner du temps avec l'Au» triche, vous aurez au moins un mois... Si vous ne » voulez que sa neutralité, quoique ce rôle soit plat et » dangereux, la chose n'est pas impossible... Si V. M. » espère la faire combattre pour la France, je n'y vois » pas d'apparence, à moins d'une victoire. » (23 avril, M. de Narbonne.) Napoléon a cru que l'Autriche se serait déclarée pour nous après Lützen, si la note du 21 avril ne l'avait forcée de prendre, plus tôt qu'elle n'eût voulu, l'attitude d'une médiation armée. Cette opinion est spécieuse, et trouvera peut-être des défenseurs plus tard, bien que M. de Metternich ait dit à l'ambassadeur français, avant l'entrée en campagne, qu'une victoire de l'empereur Napoléon n'aurait d'autre effet sur l'Autriche que de lui faire prendre un ton plus imposant en faveur de la paix.

[2] 4 mai. Dépêche dictée au duc de Vicence pour M. de Narbonne, après l'affaire de Lützen.

[3] Mémorial, III, 95.

[4] 24 avril.



hésitation que le prince se décida à faire partir sa première colonne. La veille encore, il avait examiné avec moi la question sous ses divers aspects; l'éclat qu'aurait un coup d'audace, puis ses chances, ses dangers, ses résultats trop vraisemblables. L'intérêt de la Pologne et de la France lui commandait de se réserver pour des temps meilleurs.

Le 8 mai, une lettre de mon collègue, M. de Serra, retiré à Prague avec le roi de Saxe, m'apporta des ordres de l'empereur qui ne s'accordaient guère avec notre position. Si le prince Poniatowski était réduit à ses seules forces, l'intention de l'empereur était qu'il fît une guerre de partisan. L'exécution de cet ordre était devenue impossible. Deux colonnes étaient déjà parties : si le prince les avait fait rétrograder, les Russes en auraient été de suite avertis; c'était jouer en un jour l'existence de ce reste d'armée auquel se rattachait l'avenir de la Pologne. Le 10 mai, nous reçûmes la nouvelle de la victoire de Lützen, contredite, il est vrai, par des bulletins des alliés et les lettres du ministre de Saxe, M. de Senft, gagné à leur cause. Pendant que des *Te Deum,* des illuminations, célébraient le prétendu triomphe de nos ennemis, leur défaite nous fut confirmée par le général Sokolnicki, envoyé en courrier au quartier général du prince Poniatowski. Cet officier apportait aussi, pour le commandant autrichien, l'ordre si longtemps attendu de dénoncer l'armistice et de marcher en avant. Le prince se hâta d'arrêter la marche de ses colonnes, et écrivit au général Frimont. La réponse de celui-ci fut telle que nous l'avions supposée d'avance. Sans méconnaître les ordres de l'empereur, il déclara que, malgré sa volonté d'agir, la chose était devenue matériellement impossible; que la dislocation de son corps, déjà effectuée en grande partie, ne lui permettait plus de le réunir, etc. Ainsi se réalisa la prédiction de M. de Metternich, qui, dès le 20 avril, avait dit à M. de Narbonne *que l'ordre de l'empereur arriverait trop tard.*

Aux termes de la convention secrète de Kalish, les Autrichiens devaient conserver Cracovie. La temporisation du prince Poniatowski dérangea ce calcul, en les obligeant de se retirer eux-mêmes pour décider la retraite des Polonais. Cet incident causa de l'embarras dans les mesures de l'état-major des Autrichiens, et une mésintelligence très-réelle entre eux et les Russes [1]. Enfin, le 12 mai, le général Frimont, revenant du quartier général russe, dit au préfet de Cracovie d'y envoyer une députation. Il ajouta, en ayant l'air de plaindre les habitants, « qu'ils devaient s'en prendre à l'obstination du prince Poniatowski et du ministre de France; que si les troupes polonaises s'étaient retirées depuis quinze jours, comme on le leur avait offert, les Autrichiens auraient gardé non-seulement Cracovie, mais même tout le département. » Nous croyions alors qu'il y avait de la fausseté dans ce langage du général Frimont, et nous avions tort. Cependant, ni le prince Poniatowski ni moi n'avons eu lieu de nous repentir de notre conduite. Dans la situation douteuse de l'Autriche, il était indifférent pour nous que Cracovie fût en son pouvoir plutôt qu'en celui des Russes, tandis que, par l'obstination qu'on nous reprochait, nous avions retenu devant cette place le général Sacken plus longtemps qu'il ne s'y était attendu. De plus, dans sa marche pour rejoindre la grande armée alliée dans les lignes de Bautzen, ce général, se tenant à la même hauteur que nous, de peur que nous ne fissions un brusque revirement sur Cracovie, ne peut arriver à Wurtchen qu'au moment où la bataille du 12 mai était décidée, et nous verrons que l'absence d'un corps de vingt-cinq mille hommes n'a peut-être pas été sans influence sur le sort de cette journée.

Enfin, le 12 mai au soir, un officier de l'état-major du général Frimont vint m'informer que le lendemain les Autrichiens évacueraient Cracovie, à six heures du matin, et qu'à dix heures les Russes y entreraient. Il eût été ridicule de se laisser enlever par les Russes sans aucun but d'utilité. Je fis prévenir les ministres du message que je venais de recevoir, et, le 13 au matin, nous quittâmes, non sans espoir de retour, le sol polonais, que jamais je ne devais revoir, et où les ministres n'ont pu rentrer que comme sujets de l'empereur de Russie.

Le désarmement, contre lequel nous avions si énergiquement réclamé, n'eut qu'une ombre d'exécution. Les hommes fatigués mettaient seuls leurs fusils sur des chariots, et la cour de Vienne, qui n'avait pas insisté si fort sur ce point que pour mieux constater sa nouvelle position de neutralité, envoya bientôt l'autorisation de permettre aux Polonais de conserver l'armement complet.

Le 15 mai, le prince arrêta son mouvement de

[1] Le 13 mai, j'écrivais à M. de Bassano : « La journée d'hier a été agitée pour les Autrichiens et pour nous. Des régiments quittaient Cracovie; d'autres y rentraient. C'était un mouvement inexplicable. Tantôt il me revenait de l'état-major autrichien que l'on tiendrait encore quatre ou cinq jours à Cracovie; et, comme il était inévitable que Sacken serait obligé de partir pour aller renforcer l'armée russe, on aurait sauvé à Cracovie le désagrément d'une occupation même passagère; tantôt on me faisait dire que Sacken menaçait d'entrer de force... » J'aurais compris parfaitement toute cette confusion, si j'avais connu la convention de Kalish.

retraite, malgré les plaintes des commissaires autrichiens. Les troupes polonaises se trouvaient alors à la hauteur où elles commenceraient à s'éloigner de la grande armée française, si elles suivaient le premier itinéraire qui leur avait été tracé, itinéraire qui les conduisait jusqu'en Bavière. Trois jours après, arriva l'ordre du major général de rejoindre la grande armée, si nous n'avions repris la route de Cracovie, en apprenant la victoire de Lützen. Il est indubitable que la direction sur Cracovie eût été préférée par l'empereur; nous fîmes à Vienne une dernière démarche; mais on peut bien juger qu'après tant d'efforts pour nous arracher du sol de la Pologne, le cabinet autrichien n'était pas disposé à nous en rouvrir le chemin. En revanche, il consentit à ce que le corps polonais se rendît directement en Saxe par la Bohême; et le 25 mai les Polonais se dirigèrent sur Zittau. D'après de nouvelles instructions envoyées de Dresde, dont la victoire de Lützen venait de rouvrir les portes à Napoléon, M. de Narbonne avait énergiquement insisté sur ce changement de direction. « Parlez ferme, lui avait écrit le duc de Vicence [1], et dites même à M. de Metternich, s'il faut en venir là, *que la mesure est comblée.* » Des lettres de l'ex-ambassadeur russe à Vienne, Stakelberg, adressées à M. de Nesselrode, d'autres de M. de Humboldt au roi de Prusse, venaient d'être interceptées à Dresde [2]. Ces agents semblaient avoir trop à se louer des bonnes dispositions du cabinet autrichien, pour que le moindre doute restât possible à cet égard. Le roi de Saxe avait remis aussi à Napoléon toutes ses notes avec l'Autriche [3]. « Cependant, ajoute le duc de Vicence, l'empereur pardonne à cette puissance tout ce qui s'est passé; il veut même l'ignorer [4]. » Plus nous avançons sur cette pente fatale des négociations de 1813, plus la faute d'avoir négligé l'Autriche, dès la fin de 1812, nous semble manifeste. Que Napoléon ignore ou veuille ignorer les intrigues de cette puissance, de tels ménagements ne suffisent plus pour la maintenir neutre ou la ramener à nous. Au reste, l'ambassadeur français n'eut pas besoin d'en venir à ces reproches dangereux pour obtenir le changement de direction qu'il sollicitait. Ce premier effet de la nouvelle victoire annonçait assez qu'il était encore temps de s'entendre avec l'Autriche, en se l'attachant par l'appât d'un grand avantage. Napoléon ne saura pas s'y résoudre. Il est engagé désormais dans une voie fatale, où la victoire même va hâter ses pas vers l'abîme.

[1] Dresde, le 14 mai.

[2] M. de Metternich, disaient-ils, leur avait promis de les faire *réveiller dans la nuit,* s'il arrivait des nouvelles.

[3] Nous reviendrons sur les détails de cette intrigue de la Saxe, qui nous montrera sous une autre face la duplicité de M. de Metternich.

[4] On remarque dans cette dépêche une phrase dictée évidemment par Napoléon, et qui se rapporte aux Bourbons.

Dans une lettre précédente, M. de Narbonne avait parlé d'un dîner donné en Angleterre, auquel avait assisté le prince régent avec les fils du comte d'Artois, et d'un toast qui y avait été porté à Henri IV et à ses descendants. « Quant aux Bourbons, répond le duc de Vicence, vous ne devez jamais en parler. Personne, en France, en Europe, ni même en Angleterre, ne songe à eux. Une nation qui vient de lever douze cent mille hommes, sur un mot de l'empereur, ne rentrera jamais sous leur joug. Il n'y a pas plus de raison pour qu'il soit question d'eux que des Montesquiou, qui prétendaient descendre de Charlemagne et de Clovis. » Voilà ce qu'on pouvait soutenir très-raisonnablement en mai 1813, et en mai 1814 les Bourbons étaient aux Tuileries.

# CHAPITRE VII.

## PRÉPARATIFS MILITAIRES. — MESURES D'ORDRE INTÉRIEUR. — GUERRE.

Préparatifs militaires de Napoléon. — Mesures d'ordre intérieur et d'administration. — Travaux d'embellissements de Paris. — Manifeste du comte de Lille. — Régence de Marie-Louise. — Ouverture de la session du corps législatif. — Exposé de la situation de l'empire. — Insuffisance des ressources financières ordinaires. — Usurpation des biens des communes. — Guerre. — État des esprits en Allemagne. — Règlement prussien relatif au landsturm. — Réflexions. — Guerre de proclamations. — Convention du 19 mars, entre la Prusse et la Russie. — Situation des États de la confédération du Rhin. — Intrigues de l'Autriche avec la Saxe. — Conduite du général Thielman, gouverneur de Torgau. — Lettre du roi de Saxe à l'empereur Napoléon. — Dépêche relative à la Saxe, dictée le 24 avril, pour M. de Narbonne, par l'empereur Napoléon. — Opérations militaires pendant les premiers mois de 1813. — Belle conduite du prince Eugène. — Sa retraite sur l'Oder. — Évacuation de Berlin. — Insurrection à Hambourg. — Évacuation de Dresde. — Le prince Eugène s'établit derrière la Saale et menace Berlin. — Combat de Moekern. — Défense de Dantzick et de Wittenberg. — Opérations du général Vandamme sur le bas Elbe. — Composition et mouvements des armées. — Arrivée de Napoléon en Allemagne. — La grande armée française prend l'offensive. — Bataille de Lützen.

Tandis que l'Europe retentissait des récits de nos désastres, l'empereur Napoléon, rentré en France, travaillait sans relâche à les réparer. Une jeune et brillante armée, improvisée en quelques mois, allait, par des succès inattendus, balancer de nouveau les destinées du monde.

En arrivant, l'empereur avait pu disposer de suite des conscrits de 1812; mais c'était une ressource bien insuffisante en présence des événements accomplis et de ceux qui se préparaient. Le sénatus-consulte du 10 janvier a donc ordonné l'appel de cent mille hommes pris sur les cohortes de la garde nationale; de cent mille sur les conscriptions des quatre années précédentes; de cent cinquante mille enfin, sur la conscription de 1814. La paix, que Napoléon lui-même proclame nécessaire au monde, ne saurait être honorable, c'est-à-dire possible pour la France, qu'après un nouveau développement de forces qui rétablisse l'équilibre entre les parties belligérantes. Aussi la défection prussienne va exiger de nouveaux sacrifices. Le sénatus-consulte du 3 avril, répondant à cette nouvelle menace du sort, met à la disposition de l'empereur cent quatre-vingt mille hommes de plus.

La situation de l'empire était grave, mais elle n'était pas mortelle. Nos ressources étaient immenses comme nos malheurs. Les conscrits de 1812, déjà habillés et armés, étaient dirigés en hâte sur l'Allemagne. Les cohortes de la garde nationale, habituées depuis un an à la vie militaire, formaient une armée facile à organiser; destinées primitivement à garder les places fortes et les frontières, elles furent enrégimentées en troupes de ligne. Aucune révolte ne contraria cette mesure nécessaire et réclamée par un grand nombre de gardes nationaux. Beaucoup de conscrits réfractaires, ramenés sous les drapeaux par des mesures administratives sévères, mais justifiées par les circonstances, s'y feront pardonner, à force de courage, leur rébellion momentanée. Napoléon donne tous ses soins à la réorganisation de l'artillerie. Il a dû à cette arme le commencement de sa fortune, il va lui devoir ses dernières victoires. Nos arsenaux renfermaient des canons en nombre suffisant, mais il fallut recréer tous les équipages. La marine nous fournit des canonniers aussi expérimentés qu'intrépides. La mer leur étant fermée, c'est sur le continent qu'ils viennent combattre encore l'Angleterre. L'armement et l'instruction de la jeune infanterie française s'organisent aussi avec une célérité qui tient du prodige. Ces jeunes gens, dont la valeur arrachera bientôt des éloges à nos ennemis les plus acharnés, n'ont reçu leurs armes et n'en ont appris le maniement qu'en allant des dépôts aux champs de bataille [1]. Malheureusement la cavalerie ne saurait s'improviser ainsi; les pertes

[1] Les fusils arrivaient en poste, et on en faisait la



de la dernière campagne ne pourront être réparées à temps, et ne nous permettront que des victoires sans résultat.

L'activité de Napoléon multipliait les ressources de la France. Par la création de dix mille gardes d'honneur [1], il atteignit beaucoup de jeunes gens riches dont l'oisiveté pouvait devenir dangereuse dans des circonstances difficiles. Cette mesure est une de celles qui ont été le plus fortement taxées d'arbitraire, et ce n'est pas assurément la plus blâmable. Au moment où la situation de la France nécessite de nouveaux appels sur les conscriptions des années antérieures, l'empereur Napoléon n'est-il pas excusable de contraindre en quelque sorte les riches à prendre aussi leur part des périls glorieux du service militaire?

Cette réorganisation d'armée dont la promptitude, en permettant à Napoléon de reprendre l'offensive, va déjouer les calculs de ses ennemis, n'a pas absorbé exclusivement sa pensée. Depuis son retour aux Tuileries, chaque jour, chaque heure a eu son influence marquée sur quelque service public. Les conseils des ministres alternent avec des conseils spéciaux, auxquels sont tour à tour appelés les chefs des diverses branches de l'administration. Les mesures d'ordre intérieur, les affaires étrangères, les subsistances, le commerce, les finances, les travaux du génie et des ponts et chaussées, tout a été ainsi passé en revue. Pour la dernière fois, la main puissante de Napoléon encore obéie donne à tout ce qui était alors la France une impulsion digne d'elle et de lui. Pendant toute la durée de son règne, il nous a habitués à le voir ainsi mener de front de grandes guerres avec des travaux d'administration intérieure, auxquels les loisirs d'une paix tranquille semblaient seuls devoir suffire. Ce noble spectacle va se reproduire encore pendant les premiers mois de 1813, mais d'autant plus intéressant cette fois, que les préparatifs belliqueux sont plus vastes et plus urgents que jamais; qu'un ciel plus sombre voile déjà les splendeurs de ce magnifique tableau. Les mesures d'ordre intérieur qui s'offrent en ce moment à notre analyse, nous les trouvons éparses dans le *Moniteur*, parmi les détails des mouvements militaires de la nouvelle armée et des débris de l'ancienne, parmi ces nombreuses déclarations d'absence, lugubre écho des malheurs de la dernière campagne.

Dès les premiers jours de 1813, nous voyons l'empereur Napoléon, s'occupant à la fois de la réorganisation de l'armée, des affaires d'Autriche et de Prusse, et du concordat, hâter en même temps l'exécution de toutes les mesures administratives propres à accélérer la fusion des nouveaux départements avec l'ancienne France, en les faisant participer aux mêmes améliorations [2]. Néanmoins, de prudentes concessions sont faites à d'anciens usages. Ainsi les actes publics des peuples réunis pourront être enregistrés sans traduction française; les journaux pourront ne paraître que dans la langue du pays. Un jour nous verrons un despote du Nord essayer de détruire la langue du peuple polonais pour attenter à sa nationalité. Napoléon dédaigne de tels moyens, dignes de la barbarie des anciens conquérants; c'est par les bienfaits d'une sage administration, par une sorte d'initiation progressive à la civilisation, qu'il veut d'abord *franciser* ces provinces nouvelles. Sous ce rapport, l'Italie attire fréquemment ses regards : Rome surtout, pour le présent comme pour le passé. Tandis qu'il active, par des décrets spéciaux, les travaux de déblaiement des constructions antiques, il ne perd pas de vue les pâles descendants des anciens Romains qui végètent parmi ces ruines. Rien n'est épargné pour hâter leur régénération morale et physique [3].

L'un des plus puissants obstacles à l'établissement de cette précieuse unité, objet des vœux de Napoléon, c'est, dans plusieurs des pays réunis, l'existence des droits seigneuriaux. Aussi le voyons-nous encore, pendant les premiers mois de 1813, occupé d'en débarrasser les peuples. Ses décrets concilient avec le respect des droits acquis les mesures les plus libérales, les plus propres à faire fleurir l'industrie et l'agriculture sur les ruines du régime féodal [4].

Dans la campagne qui va s'ouvrir, Napoléon trouvera encore des moments pour s'occuper des intérêts pacifiques du commerce et de l'industrie [5].

Les travaux d'embellissement de Paris sont encore, dès les premiers jours du retour de Napoléon, un de ses délassements favoris. Dans sa pensée, Paris c'est la Rome du monde moderne; chef-lieu de l'empire le plus puissant et le plus civilisé, elle

distribution sur les routes mêmes aux détachements en marche.

[1] Décret du 5 avril.

[2] Décret du 15 janvier et autres.

[3] Décret qui accorde des médailles aux médecins vaccinateurs à Rome; décret très-détaillé pour la destruction des sauterelles dans les départements de Rome et de Trasimène, etc.

[4] Décrets relatifs à la faculté de rachat des droits seigneuriaux dans divers départements. Tous droits utiles qui sont le prix ou la condition d'une concession de fonds sont rachetables, mais devront être payés jusqu'au rachat.

[5] Décret du 1er juin (à Neumark) relatif au commerce des laines.

doit en résumer toutes les splendeurs. Le palais du roi de Rome est un de ses projets de prédilection; les plans sont faits, l'emplacement était choisi et préparé [1]; il devait dominer un nouveau quartier, celui du Gros-Caillou, tout composé de splendides hôtels. De son palais, le souverain aurait plané à la fois sur le présent et le passé; les habitations destinées à la noblesse nouvelle devaient prolonger le faubourg Saint-Germain. Trois splendides édifices devaient former la façade de ce nouveau quartier sur la Seine; l'un, destiné aux archives, que son isolement et la solidité de sa construction (toute en pierre et en fer) garantiront de tout désastre. Le second devait être le palais du grand maître de l'université; le troisième était destiné aux beaux-arts. Dans le plan de ce dernier figuraient une galerie destinée aux expositions périodiques des tableaux et statues modernes, des appartements et des ateliers pour un certain nombre d'artistes dignes d'être logés aux frais de l'État [2].

En même temps Napoléon ne négligeait rien pour rendre l'ancien Paris digne de ce splendide faubourg. L'antique Lutèce allait démériter son surnom de ville de boue; la direction des eaux venait d'être confiée à une commission [3], chargée spécialement d'augmenter le nombre des fontaines. Partout les rues s'élargissaient, s'assainissaient; d'utiles démolitions diminuaient le danger croissant des encombrements. Les travaux de la halle aux farines, ceux des abattoirs commencés en 1811, étaient en pleine activité [4]. Ceux du pont de Iéna avançaient également : les Prussiens, en arrivant à Paris l'année suivante, trouveront du moins achevé ce monument de leur défaite qu'ils n'ont pas osé détruire [5].

Les désastres de 1812 avaient ranimé les espérances des Bourbons. Un nouveau manifeste du comte de Lille [6] fut apporté sur les côtes de France par les croisières anglaises. Malgré cet appui tacite, donné par les ministres de la Grande-Bretagne à la dynastie déchue, les ménagements intéressés des coalisés pour l'Autriche prescrivaient au gouvernement anglais une grande réserve au sujet des Bourbons. On demanda à lord Castlereagh si le manifeste du comte de Lille avait été publié avec le *concours* du ministère anglais, il se borna à répondre qu'il l'avait été sans sa *sanction*. L'Angleterre rêvait les Bourbons en France, sans y croire, et craignait de se réveiller.

Tout en appréciant à sa juste valeur le pouvoir du parti royaliste réduit à ses propres forces, Napoléon sent la nécessité d'une garantie contre l'audace des factions. Il a demandé de suite un travail sur la régence qu'il destine à l'impératrice. Ce travail lui est soumis, dès le 10 janvier, par l'archichancelier et les membres du conseil d'État. Nous avons vu qu'il songeait à se faire un mérite de cette idée aux yeux de l'empereur d'Autriche; mais dans sa pensée, ce n'était là qu'un résultat secondaire; son but principal était d'éviter l'incertitude et la confusion pendant sa périlleuse absence, de prévenir ou de déjouer les projets d'un nouveau Mallet. Cette régence fut organisée par un sénatus-consulte du 5 février. En cas d'absence ou d'empêchement quelconque d'un ministre, la signature de la régente suppléait à la sienne pour rendre un décret exécutoire. Telle était la seule attribution sérieuse de la régente. Elle présidait un conseil dont l'archichancelier Cambacérès fut le premier conseiller, le duc de Cadore secrétaire [7].

La session du corps législatif s'est ouverte le 14 février. L'attitude de l'empereur est calme et digne dans cette assemblée, où sa seule présence comprime encore le mécontentement et jusqu'à l'inquiétude; son langage est grave et approprié aux circonstances. Il désire la paix, et en sent la nécessité, mais il ne la veut qu'honorable. « L'Angleterre offrait nos plus belles provinces à la trahison;

[1] Libéral et magnifique pour tout ce qui intéressait la gloire et l'avenir de la France, Napoléon ne songeait pas à recommencer, au profit de son orgueil personnel, les folies de Versailles. Il voulait pouvoir habiter le palais du roi de Rome quand le seizième million serait dépensé.

[2] Chaque année, les chefs-d'œuvre anciens de la galerie du Louvre sont, pendant plusieurs mois, cachés et même mis en péril par les échafaudages de l'exposition des tableaux modernes. On voit que Napoléon avait sérieusement songé à faire disparaître cet abus, dont nous ne verrons pas le terme de sitôt encore.

[3] Décret du 21 mars.

[4] « L'École de médecine reste depuis longtemps sans être terminée. Présentez-moi un projet pour achever la place et les galeries. On pourra y employer 500,000 fr., afin d'achever tout cette année. » Lettre de Napoléon à M. de Montalivet, du 3 avril.

[5] C'est à propos de cet incident des événements de 1815, que trouvera sa place la révélation du *secret* qui me fut tant reproché sous la restauration.

[6] Du 12 mars. Précédemment il avait fait une démarche auprès de l'empereur Alexandre, en faveur des prisonniers français; démarche non moins habile qu'honorable.

[7] L'opinion générale était alors très-favorable à Marie-Louise; elle était, pour la grande majorité des Français, le symbole d'une espérance qui sera cruellement déçue. Le duc de Rovigo, ministre de la police, assure, dans ses Mémoires, n'avoir jamais été dans le cas de recourir à des *moyens particuliers* pour la faire bien accueillir du public.

elle mettait, pour condition à la paix, le déchirement de l'empire; *c'était proclamer la guerre perpétuelle.* Il faut combattre pour assurer l'intégrité de l'empire français. La dynastie française règne et continuera de régner en Espagne. Les deux guerres seront menées de front [1]. »

L'exposé de la situation de l'empire présenté au corps législatif, le 26 février, est un document du plus haut intérêt. C'est le testament politique de Napoléon; il en appelle d'avance au jugement de la postérité, des calomnies qui s'élaborent déjà dans l'ombre. Sans doute, ce rapport doit être étudié, non avec défiance, mais avec attention; plusieurs des avantages obtenus et proclamés étaient pour l'empire français, et n'ont pu profiter à la France réduite à ses anciennes limites. Il ne faut jamais perdre de vue, pour apprécier dignement tant de grandes choses, combien de nations diverses comprenait la France impériale. Sa population était alors de quarante-deux millions, dont plus de vingt-huit et demi pour l'ancienne France, qui n'en comptait que vingt-six en 1789. Ainsi les guerres qui ont rempli cette période si glorieuse pour nos armes n'avaient pas tant dépeuplé le pays qu'on l'a dit depuis. Les progrès de l'agriculture, pendant cet intervalle, sont un fait capital. En effet, la France est et restera toujours essentiellement agricole; la prospérité de son agriculture est le premier principe de sa force et de sa tranquillité. Le calcul de la moyenne des récoltes, sous le gouvernement impérial, donnait une amélioration d'un dixième, et pourtant plusieurs de ces récoltes avaient été bien faibles, et celle de 1811 vraiment désastreuse.

Quand on sait combien la gêne produite dans nos départements vinicoles par l'interruption des communications avec l'Angleterre a contribué à la chute du gouvernement impérial, on s'étonne de trouver, dans l'exposé de 1813, une augmentation de vente et d'exportation des vins et des eaux-de-vie; il ne faut pas oublier que les vins du Rhin étaient devenus des vins de France. C'est ainsi que l'entrée en ligne de compte des oliviers d'Italie, jointe aux progrès de la culture du colza et d'autres plantes oléagineuses dans le Nord, nous donne un chiffre de six millions d'huiles exportées, au lieu d'une valeur de vingt millions qui s'importait dans l'ancienne France. Alors aussi la culture du tabac n'existait pas pour ainsi dire; en 1813, trente mille arpents y étaient affectés; l'importation à son tour était devenue presque nulle. Grâce à la réunion de l'Italie, l'importation des soies filées avait fléchi de vingt-cinq à dix millions. L'exportation des soieries manufacturées avait plus que doublé; elle s'était élevée à soixante et dix millions en 1812. Onze mille cinq cents métiers, nombre égal à celui des époques les plus prospères, étaient en activité à Lyon, dans ce moment où la guerre semblait réclamer tous les bras.

Malgré l'augmentation des troupeaux, et l'amélioration de leur laine, par la propagation de la race mérinos, l'importation des laines étrangères avait augmenté; mais cet accroissement, qui avait pour principe les progrès de nos manufactures de drap, était à peu près balancé par le chiffre supérieur de nos exportations de draperie.

Sous les auspices de Napoléon, les prohibitions dont le commerce anglais est l'objet, profitent essentiellement à notre industrie continentale, et, sous ce rapport, la guerre a fait plus que la paix. C'est ainsi que nous étions affranchis du concours de l'étranger pour les cotonnades et les cotons filés; cette industrie nous valait dix-sept millions d'exportation, au lieu d'une dépense de vingt-quatre millions importés jadis. On sait l'admirable découverte de Chaptal : l'invention du sucre de betterave valait la plus brillante victoire sur les Anglais. Napoléon l'avait bien comprise ainsi. Il recherchait avec le même empressement les découvertes dont il pouvait se faire une arme nouvelle contre eux; pour lui, c'était une partie de la guerre. Aussi nous ne devons pas être étonnés de le voir, en janvier 1813, encourager par des décrets spéciaux l'industrie nouvelle qui promet de suppléer aux indigos exotiques par la fécule d'indigo-pastel. La soude, que le commerce maritime pouvait seul nous procurer autrefois, est maintenant obtenue avec des matières premières de notre sol. Ce produit, devenu exclusivement indigène, a baissé de deux tiers dans le commerce.

En résumé, le chiffre total de nos exportations de 1812 avait excédé les plus fortes sommes obtenues jusqu'alors; le chiffre des importations avait,

[1] On a vivement reproché, et non sans raison, à l'empereur Napoléon cette publicité intempestive donnée à des résolutions dont une guerre heureuse pouvait seule forcer l'accomplissement. L'effet de ces déclarations fut d'affermir encore les liens qui unissaient les puissances conjurées contre la France, et de froisser violemment l'Autriche, dont elles rendaient l'entremise illusoire, tout en ruinant les espérances qu'elle avait pu fonder sur la négociation d'une alliance plus intime avec nous. Le langage de Napoléon au sujet de l'Espagne tenait à l'amélioration momentanée de nos affaires dans ce pays, et à la rentrée du roi dans Madrid. Nous avons déjà montré combien ce succès éphémère a été funeste à l'empereur, en lui faisant abandonner ou ajourner le projet de rendre la couronne à Ferdinand. Lors de la mission autrichienne de Wessemberg à Londres, l'Angleterre s'autorisa de la déclaration de Napoléon relativement à l'Espagne pour refuser d'entrer en négociation.

au contraire, diminué progressivement. Malgré la perte de nos colonies, la balance du commerce de l'empire français était proportionnellement plus forte en 1812 qu'elle n'avait été aux époques les plus favorables de l'ancienne France.

Les travaux publics, militaires ou civils, accomplis pendant la durée de l'empire, sont aussi l'une des gloires de Napoléon. Une somme d'un milliard cinq cents millions y a été dépensée depuis qu'il est empereur. Nous n'en pouvons guère regretter que les travaux militaires, rendus inutiles par nos désastres, tout en rendant hommage à la pensée qui les dicta. C'est ainsi que les sommes dépensées pour les fortifications de Kehl, de Cassel, d'Alexandrie, de Mayence, de Flessingue et d'Anvers, sont perdues pour nous. Du moins, ceux de la côte de France nous restent. En 1813, Cherbourg a déjà les quatre forts qui couronnent ses hauteurs; sa digue est commencée; son nouveau port, creusé dans le roc, attend la présence de l'impératrice régente pour recevoir les eaux de la mer. Les autres villes maritimes n'ont pas été oubliées. Quinze cent mille francs ont été dépensés à nettoyer le port de Marseille; les travaux du Havre continuent activement; Dunkerque doit à l'époque impériale la construction d'une écluse et le dessèchement de ses marais; Rochefort a eu aussi ses travaux d'assainissement [1].

Dans l'ancienne comme dans la nouvelle France, l'amélioration des routes anciennes, le percement des nouvelles, ont augmenté toutes les ressources. Le souvenir de cet immense bienfait survivra, parmi les peuples séparés de la France, à l'enivrement passager d'une victoire qui ne sera pas pour eux. Les routes des Alpes, terminées, permettent désormais une communication sûre et régulière entre la France et l'Italie. Trente millions avaient été affectés à cet objet; vingt-deux y ont suffi; le reste sera employé à la construction des hospices et d'autres monuments d'utilité publique. Beaucoup de routes ont été entreprises et fort avancées dans les départements italiens et allemands. Citons parmi les ponts, celui de Turin sur le Pô, celui d'Ardisson sur la Doire [2]; en France, ceux de Rouen et de Roanne. Le plan d'un magnifique pont sur le Rhin à Mayence était arrêté, les fonds étaient prêts; mais le système nouveau, qui fait du Rhin le boulevard de l'Allemagne, laissera longtemps attendre aux habitants de la rive gauche cette communication importante.

La canalisation de l'intérieur de la France supplée aux communications maritimes interceptées. Le canal de Saint-Quentin joint le Rhône à l'Escaut, Anvers à Marseille; celui de la Somme est commencé; le canal Napoléon, qui réunira le Rhône au Rhin, est à moitié terminé; le canal de Bourgogne, également en construction, reliera la Saône, la Loire, le canal Napoléon et Paris. Le canal de la Rance, en mettant Saint-Malo en communication directe avec l'embouchure de la Vilaine, évitera aux navires caboteurs les tempêtes éternelles de la pointe du Finistère. Tel sera le but aussi d'un autre canal commencé de Nantes à Brest. La canalisation du Blavet est terminée; cette rivière passe à Pontivy, ville dont la situation, aussi heureuse dans la paix que dans la guerre, a fixé plus d'une fois les regards de Napoléon. D'autres travaux de canalisation s'élaborent dans les départements du Cher et des Bouches-du-Rhône.

Les désastres de la Vendée ont obtenu du souverain une bienveillance et une faveur spéciales. Dix millions ont été répandus dans cette province pour y relever les ruines et faire oublier la guerre civile. L'héroïsme des Vendéens était plutôt religieux que monarchique; aussi la réparation des églises et des presbytères a été pour eux le premier et le plus sensible bienfait. Gage solennel d'oubli, une ville décorée du nom de l'empereur s'élève au milieu de ce pays maintenant florissant. Le peu de succès qu'obtinrent en Vendée les levées de boucliers royalistes en 1814 et 1815 nous donne la mesure du bien qu'y avait fait l'administration impériale.

Les annales de tous les peuples nous montrent, comme conséquence inévitable des guerres trop prolongées, le relâchement de la police intérieure des États, les crimes plus fréquents et plus souvent impunis. Cependant la statistique criminelle du règne si belliqueux de Napoléon présente un résultat opposé. De 1801 à 1811, les chiffres annuels des procès criminels et des condamnations ont subi une progression décroissante [3]. Plus d'une cause a concouru à ce résultat vraiment glorieux : les guerres elles-mêmes, la multiplicité des travaux publics, l'organisation des dépôts de mendicité, les progrès sensibles de l'instruction dans toutes les classes [4].

[1] Je trouve dans cet exposé une remarque sur la rade de l'*Ile d'Aix*, insuffisante pour un grand nombre de vaisseaux. Elle suffira, deux ans plus tard, à l'embarquement pour Sainte-Hélène.

[2] C'est celui-là, je crois, que le roi de Sardaigne, réintégré dans ses États, voulait absolument faire détruire, parce qu'il avait été construit par nous. Nous aurons à citer de piquants exemples de ce vandalisme antifrançais.

[3] En 1801, il y avait eu 8,500 procès criminels; 8,000 condamnations, dont 882 capitales. En 1811, il y eut seulement 6,000 procès criminels, et 5,500 condamnations, dont 392 capitales. Un souverain qui, favorisé par une paix profonde, aurait obtenu le même résultat, n'en serait-il pas justement fier?

[4] En 1809, la population des lycées était de 3,500 élèves, elle fut de 18,000 en 1811.

Le document que nous analysons ne dissimule pas le mal, après avoir vanté le bien; rien de plus exact que le triste tableau qu'il fait de notre marine. Mais si nos désastres réitérés ont rappelé l'époque funeste qui suivit le combat de la Hogue, les conquêtes de la France lui donnent des ressources qu'elle n'avait pas alors. Dans la Manche, Cherbourg est désormais formidablement défendu, l'établissement du nouveau bassin y rend le carénage facile : les chantiers y sont en activité, ainsi qu'en Hollande, à Gênes, à Venise, à Lorient, à Rochefort, à Toulon. Pour fournir des matelots à ces nouveaux bâtiments, la conscription maritime va être organisée dans les départements du littoral pour les jeunes gens de seize à dix-sept ans; elle y remplacera presque entièrement la loi ordinaire du recrutement. L'espace manque, il est vrai, dans nos ports bloqués, pour exercer cette nouvelle armée de mer; afin d'obvier, autant que possible, à ce grave inconvénient, des flottilles naviguent dans les rades, sur l'Escaut, sur le Zuyderzée. Toujours malheureux dans ses entreprises maritimes, mais jamais découragé, l'empereur Napoléon aura, jusqu'au dernier moment, conservé l'espoir et préparé les moyens de relever la marine française.

Quoique près de cinq cent cinquante millions sur les recettes annuelles puissent être consacrés aux préparatifs de la nouvelle campagne, cette somme est loin de couvrir toutes les dépenses nécessaires : elles présentent un excédant de plus de trois cents millions. Pour combler ce gouffre, une ressource s'offre à Napoléon ; ressource importante, mais dont la légalité ne semble que trop contestable. Il se décide à en faire usage, plutôt que d'augmenter les impôts.

Ce n'était pas la première fois que l'État allait s'immiscer dans les affaires des communes et disposer de leurs biens sous des conditions arbitrées par lui-même. On sait que la loi agraire du 10 juin 1793 avait décrété le partage des biens des communes. Marquée au coin du fanatisme révolutionnaire, cette loi, supposant à ceux au profit desquels elle était faite, des lumières qu'ils n'avaient pas, donna lieu en fait à des abus aussi odieux que les anciens. On vit, par toute la France, d'avides spéculateurs mettre à profit l'ignorance et la bonne foi des paysans pour se faire adjuger à vil prix de vastes terrains. Telle est la fâcheuse origine de plus d'une grande fortune de notre époque. La loi du 24 août 1793 avait consacré une nouvelle spoliation des biens des communes [1]. L'empereur Napoléon y vit à son tour une richesse nationale dont les dangers de la France l'autorisaient à se servir. La caisse d'amortissement fut déclarée propriétaire des biens possédés par les communes, moyennant le payement d'une rente égale au *revenu net* des biens cédés [2]. Un décret du 6 novembre fixa le mode d'évaluation des revenus, et les déductions à faire pour les contributions, entretien, réparations et frais de culte. L'administration prit possession au nom de la caisse d'amortissement, et en poursuivit l'adjudication dans la forme ordinaire. C'était une opération excellente pour le gouvernement; moyennant une rente égale au revenu ordinaire des biens communaux, rente sur laquelle il se payait encore des contributions, il obtenait un capital d'une valeur représentative bien autrement considérable. Outre l'excuse d'urgence, le gouvernement en avait une autre qu'il se garda bien d'omettre ; c'était que les biens acquis à l'industrie privée ne manqueraient pas d'acquérir une valeur plus grande. Cela était vrai; mais cette nouvelle spoliation des communes n'en était que plus injuste en fait, puisqu'elles n'avaient aucune part dans les profits de cette opération forcée ; tandis que l'État bénéficiait de suite sur les ventes, et, plus tard, avait encore un profit assuré par la plus value des biens entre les mains des tiers acquéreurs, qui lui assurait une augmentation de contributions. L'empereur Napoléon aurait-il songé à indemniser les communes si la paix s'était faite? On l'ignore ; mais ce qui est certain, c'est qu'avant cette époque de dangers et de mesures extraordinaires, il s'était occupé activement du bien-être des communes, et les avait plutôt enrichies que dépouillées. Il suffit de citer, comme exemple, le décret du 9 avril 1811, qui concédait gratuitement aux départements, arrondissements et *communes*, la pleine propriété des édifices et bâtiments nationaux occupés pour le service des tribunaux, de l'administration et de l'instruction publique [3].

Pendant les trois premiers mois de 1813, toutes

[1] Cette loi validait les partages faits avec procès-verbal conformément à la loi (en fait, cette garantie unique n'avait eu lieu presque nulle part), et laissait aux détenteurs de biens communaux sans titre, mais ayant fait acte de propriété, la faculté de devenir propriétaires au moyen d'une déclaration et d'une redevance annuelle.

[2] Les bois, les biens d'une jouissance commune ou d'un usage public étaient exceptés. (Loi du 20 mars 1813.)

[3] L'État se déchargeant ainsi des frais d'entretien de ces bâtiments, la munificence était moins grande qu'elle ne paraît au premier abord; toutefois, les communes pouvaient encore y bénéficier par des ventes, échanges, etc. Au reste, il n'est pas hors de propos de remarquer que le gouvernement des Bourbons, sous l'influence du même besoin d'argent, continua d'abord la spoliation des communes. L'ordonnance du 6 juin 1814 et la loi du 23 septembre de la même année prescrivi-

les mesures nécessaires ont été prises pour assurer la marche des affaires publiques et la tranquillité générale pendant l'absence de l'empereur. La célérité merveilleuse qui préside aux nouveaux préparatifs de guerre a déjà fait renaître la confiance. De Paris, Napoléon presse et dirige déjà les mouvements de ces nouvelles armées, créées comme par enchantement : enfin lui-même part le 15 avril. Précédons-le de quelques moments en Allemagne.

Dans le chapitre précédent nous avons déjà rapporté quelques faits, cité quelques proclamations qui peuvent faire juger de l'effervescence qui régnait alors dans ce pays ; mais il existe un monument bien plus caractéristique de l'exaltation des chefs du mouvement révolutionnaire qui entraînait à sa suite les souverains. Nous voulons parler du fameux règlement prussien relatif au *landsturm* [1] (levée en masse). Napoléon fit insérer dans le Moniteur cet étrange document historique, dont la plus bizarre singularité est encore assurément la signature royale qui le termine.

Le préambule proclame l'impossibilité de vaincre un peuple bien uni avec son roi. Cette impossibilité ne dépend pas d'une nature particulière du terrain. « Les marécages des premiers Allemands, les canaux et les fossés des Flamands, les haies de la Vendée, les déserts de l'Arabie, les montagnes des Suisses, le terrain varié des Espagnols et des Portugais, *défendus par le peuple*, ont produit les mêmes résultats. »

Chaque citoyen est obligé de s'opposer, avec n'importe quelle arme, à l'invasion de l'ennemi [2], de ne pas obéir à ses ordres et réquisitions, et, si cet ennemi veut les faire exécuter par la force, d'employer *tous les moyens possibles* pour lui nuire. De peur que ces expressions ne semblent pas encore assez larges, l'art. 7 dit encore : Le combat auquel le landsturm est appelé, est un combat à corps défendant, *qui sanctifie tous les moyens possibles. Les plus terribles sont les meilleurs*, parce qu'ils conduisent plus promptement et plus victorieusement à ce but... La destination du landsturm est d'inquiéter, de harceler jour et nuit, d'*anéantir les soldats marchant isolément*, etc... (art. 8). L'art. 39 *défend l'uniforme,* parce qu'il ferait reconnaître le landsturm à l'ennemi. Chaque individu du landsturm aura un *sifflet sonore* pour se faire reconnaître dans les ténèbres... Les femmes et les enfants seront employés comme espions (art. 60). La guerre présente sanctifiant tous les moyens, l'art. 71 prescrit de brûler les moulins, de combler [3] les fontaines dans les pays qu'on sera obligé d'abandonner à l'ennemi, d'incendier les moissons, de détruire les fruits, d'emmener les bestiaux, etc... « Il est défendu, sous peine de bannissement, de former des gardes nationales sous l'influence de l'ennemi, ce qui lui éviterait des garnisons dans les villes. Les désordres qu'une populace peut commettre sont moins nuisibles que de laisser l'ennemi maître de disposer de toutes ses troupes en campagne (art. 84). » L'art. 85 porte défense d'assister aux bals et aux fêtes dans les villes envahies par l'ennemi. Ce moment d'occupation étrangère est comme un temps de grand deuil. Cette manifestation patriotique n'a en elle-même rien de blâmable ; mais l'article du règlement ajoute : « Aucun prêtre n'osera, sans une permission supérieure non soumise à l'ennemi, *donner la bénédiction nuptiale à qui que ce soit.* »

C'est toujours un noble spectacle que celui d'une nation qui se lève pour reconquérir son indépendance et racheter, à force de courage et de sacrifices, l'humiliation que la conduite insensée de son gouvernement a fait longtemps peser sur elle [4]. Cet élan spontané d'un peuple a quelque chose du désordre et de la sublimité d'une tempête. Mais en présence de ce règlement de Breslau, de cette charte de sang et d'anarchie sociale, l'insurrection de la Prusse ne perd-elle pas beaucoup de son prestige par la faute de ses chefs ? Quel nom l'équitable histoire infligera-t-elle à la guerre qu'ils veulent, quand toutes leurs dispositions semblent calculées pour se faire des armes de toutes les mauvaises passions ; pour recruter, comme les meilleurs défenseurs d'une cause sainte, tous les hommes coupables et dangereux ? Comment qualifierons-nous les prétendus patriotes qui s'appellent à coups de sifflet dans les ténèbres, qui se glissent comme des serpents le long des colonnes de l'ennemi, épiant le moment de frapper à coup sûr les malheureux que

rent l'inscription sur le grand-livre des rentes dues aux communes, et enjoignirent aux acquéreurs de verser leurs fonds dans les caisses de l'État. Ce ne fut qu'après les événements des cent-jours que la loi du 20 mars 1813 fut abrogée, et les biens non encore vendus restitués aux communes. (Loi des finances du 28 avril 1816.)

[1] Breslau, 21 avril 1813.

[2] Les armes de landsturm sont toutes sortes de fusils avec ou sans baïonnette, hallebardes, haches, fourches, sabres, faux redressées, etc. (art. 43).

[3] On est presque surpris que la prescription n'aille pas jusqu'à les empoisonner. L'article 29 menace les Français des représailles les plus sévères, s'ils s'avisent de punir, comme assassins et comme pillards, les individus du landsturm qui n'auront fait qu'obéir au règlement.

[4] L'empereur Napoléon avait tant méprisé la cour de Prusse et son gouvernement, que le peuple, meilleur que la cour, en avait été humilié pour elle. Ce sentiment avait suffi pour exalter bien des têtes.

leur livrent l'imprudence ou la fatigue? La prohibition d'uniforme, gage d'impunité offert d'avance à tous les crimes, suffit pour caractériser et flétrir la direction que les chefs des sociétés secrètes prétendent imprimer au soulèvement de l'Allemagne. Dans toutes les insurrections vraiment nationales que l'histoire, libéralement comprise, nous apprend à honorer, l'un des premiers besoins des masses armées pour conquérir une liberté religieuse ou politique, c'est un drapeau, c'est un emblème public, irrécusable, de l'idée pour laquelle elles sont prêtes à combattre et à mourir. Ce précieux instinct de courage et de loyauté se retrouve chez tous les peuples. Et pour ne citer que les Vendéens, auxquels fait allusion le préambule du règlement de Breslau, les Vendéens, dont le dévouement héroïque mérite l'admiration de tous les partis, n'avaient-ils pas, dès leurs premiers rassemblements, la cocarde blanche et le chapelet, double emblème de leurs convictions monarchiques et religieuses? Quand les malheurs de la France obligeront Napoléon lui-même à organiser lui aussi un *landsturm* dans nos départements envahis, l'un de ses premiers soins, comme nous le verrons, sera la prescription d'un uniforme. Réduit aux dernières extrémités, il ne voudra encore qu'une guerre licite, qu'une guerre loyale. Ce n'est point ainsi que l'entendent les chefs de la Prusse. Les événements qui viennent de se passer en Russie ont égaré leur jugement et leur conscience, ils voudraient les reproduire en Allemagne, y faire de même un désert autour de l'armée française, sans s'inquiéter de la différence du pays et des mœurs [1]. Le règlement du 21 avril est le fruit de cette déplorable aberration. L'exécution des mesures qu'il prescrivait aurait fait de l'Allemagne entière un véritable coupe-gorge, le théâtre d'une guerre de brigands et d'assassins. Tel n'a pas été, nous aimons à le proclamer, le caractère de la campagne de 1813. A part quelques excès isolés, les Prussiens ont combattu avec autant de loyauté que de bravoure. Les ordres de leurs chefs n'étaient pas dignes d'eux [2].

En attendant qu'un plus grand développement de moyens militaires leur permît d'ouvrir la campagne sur l'Elbe, les alliés continuaient de pousser activement leur guerre de proclamations. Il n'était pas de général russe ou prussien qui ne fît la sienne, dans le style que nous connaissons déjà. On publiait avec emphase la déclaration de quelques officiers des troupes de la confédération, prisonniers en Russie, qui avaient pris du service dans la légion russe-allemande qui s'organisait [3]. En même temps Wittgenstein menace de la Sibérie tout Allemand qui sera pris les armes à la main dans les armées de la France [4]. Dès le 14 mars, le duc de Mecklembourg-Schwerin, uni à l'empereur Alexandre par des liens de famille, a renoncé à la confédération du Rhin, qu'une proclamation du généralissime russe Koutousof, déclare dissoute peu de jours après [5]. La Prusse et la Russie signent, le 19, une convention qui règle d'avance l'organisation militaire et financière des provinces allemandes, selon qu'elles seront insurgées ou conquises, et fulmine d'avance un arrêt de déchéance contre ceux des princes de la confédération qui refuseront de prendre part au grand mouvement national qui commence. La sanction de la force manque à ces menaces prématurées. L'alliance française est pour ces princes la meilleure garantie contre les arrière-pensées de spoliation qu'ils pressentent sous cet étalage intéressé de patriotisme. L'empereur Napoléon comprenait parfaitement leur position sous ce rapport; aussi avait-il toute confiance en eux : malheureusement les intérêts des souverains lui cachaient les dispositions des peuples. Dès le mois de janvier, les ministres de France auprès des diverses cours d'Allemagne, et notamment à Carlsruhe, à Stuttgard, à Darmstadt, à Munich, insistaient, d'après leurs instructions, pour la prompte organisation des contingents auxiliaires déjà réclamés par les lettres de l'empereur lui-même. Les pertes de la dernière campagne avaient été vivement senties dans ces États secondaires, qui avaient fourni proportionnellement plus de soldats que la Francee entière [6].

[1] Ce fol engouement pour la nation russe détermina aussi l'organisation de volontaires prussiens avec l'uniforme cosaque, mesure absurde et injurieuse pour la nation prussienne elle-même. On semblait considérer l'uniforme cosaque comme un talisman dont on ne pouvait se passer pour vaincre les Français. A la même époque, un officier de Cosaques, débarquant à Londres, après l'occupation de Hambourg, fut l'objet d'un enthousiasme non moins puéril.

[2] Le général Scharnhorst, principal auteur de ce règlement, fut blessé à mort, peu de jours après, à la bataille de Lützen.

[3] 12 mars. Dans cette déclaration, dont j'ai l'original allemand sous les yeux, on leur faisait protester, assez maladroitement, que ce n'était pas la misère à laquelle ils étaient réduits qui les décidait à accepter les offres de la Russie.

[4] Proclamation du 4 — 16 mars; Schœll, I, 13.

[5] 25 mars.

[6] Pendant les premiers mois de 1813, les habitants des États de la confédération eurent constamment sous les yeux l'affligeant spectacle d'un grand nombre de malheureux soldats mutilés par le froid, achevant de mourir sur les grandes routes et jusque dans les rues des villes.

Le seul corps auxiliaire de Würtemberg avait perdu deux cent cinq officiers sur trois cent soixante et dix-huit, toute son artillerie et sa cavalerie. Ce fut le roi lui-même qui communiqua ces tristes détails à l'empereur Napoléon, dans une lettre empreinte d'un dévouement qui paraît sincère [1]. Il promettait, pour le mois d'avril, dix bataillons d'infanterie, trois escadrons de cavalerie légère, et une batterie de dix pièces d'artillerie. Les dispositions de la Bavière étaient alors également favorables à la France [2]. Le cabinet de Munich, inquiet de l'agitation sourde qui régnait dans le Tyrol, avait l'œil ouvert sur les menées de l'Autriche, et paraît ne pas s'être abusé un instant sur la possibilité d'une défection de la part de cette puissance. Ce fut par la Bavière, comme nous le verrons plus tard, que Napoléon connut dès lors les premières négociations de Murat avec les ennemis de la France; intrigues rompues d'abord par les premiers succès de la campagne, mais qui se renouèrent bientôt sous l'empire de nos nouveaux désastres.

Plus rapproché du théâtre de la guerre, le roi de Saxe avait été contraint de chercher un asile sur le sol autrichien, et les conseils cauteleux du cabinet de Vienne allaient le compromettre gravement vis-à-vis de la France, par l'essai d'une neutralité impossible. Cette intrigue, ayant eu de l'influence sur les mouvements militaires qui eurent lieu pendant l'hiver de 1813, nécessite dès à présent quelques détails.

La position du roi de Saxe était difficile. Nous avons cité déjà quelques passages de ces proclamations furibondes, par lesquelles on s'efforçait d'égarer son peuple, au nom même de l'amour qu'il portait à son souverain. Dès la fin de février, Dresde paraissant devoir être prochainement occupé par les alliés, le roi s'était retiré à Plaüen, ville de Bavière, située sur la frontière saxonne; il annonça son départ à ses sujets par une proclamation, dans laquelle il exprimait noblement et sans détour son dévouement à l'alliance française [3]. Après l'entrée des alliés en Saxe, le roi, d'après l'invitation qui lui en fut faite par l'empereur d'Autriche, se rendit à Ratisbonne. Napoléon, dès le principe, lui avait fait offrir Mayence ou Francfort pour asile momentané. Cette proposition avait été déclinée par le premier ministre, M. de Senft. A Ratisbonne, le roi de Saxe reçut une lettre de Frédéric-Guillaume, qui l'invitait à prendre part à la coalition du Nord. Presqu'en même temps, il apprenait que les autorités prussiennes venaient, sans aucune ouverture préalable, de prendre possession du cercle de Cotbus, acquisition faite par la Saxe en 1807, en échange d'un territoire d'une étendue bien plus considérable cédé à la Westphalie. Le roi de Saxe eût-il été en effet porté pour la coalition, un pareil acte n'était nullement propre à développer en lui cette disposition favorable; aussi répondit-il au roi de Prusse par un refus positif. Mais, dès cette époque, le système autrichien avait acquis une grande prépondérance dans ses conseils. L'Autriche se présentait à tous nos alliés comme médiatrice, du consentement même de l'empereur Napoléon; ses agents insinuaient en même temps que son vœu pour la paix, si nécessaire à l'Allemagne, allait devenir tout-puissant sur les résolutions des deux partis par le développement imposant de ses forces militaires. Tout prouve que le roi de Saxe a cru en effet la paix inévitable, grâce à l'intervention autrichienne. Ses conseillers, ses ministres partageaient-ils cette conviction qu'ils avaient inspirée? Voyaient-ils dans la nouvelle attitude qu'ils tendaient à faire prendre à la Saxe autre chose qu'un sûr acheminement à une adhésion entière au système de la coalition? On peut en douter. Toujours est-il que les démarches successives dans lesquelles ils entraînèrent le roi pour lier sa politique à celle de l'Autriche, le mirent dans une fausse position vis-à-vis de Napoléon. Les troupes saxonnes du 7e corps avaient suivi le roi dans sa retraite; le général Reynier en réclama vivement et inutilement la réunion au peu de troupes françaises alors disponibles, pour neutraliser les progrès des alliés. En même temps, le roi de Saxe faisait, comme je l'ai dit, des démarches à

[1] Lettre du 26 janvier.

[2] Ce fut à propos du dévouement du roi de Bavière que l'empereur Napoléon dit un jour à M. de Narbonne : « *Voilà comme il faut qu'ils soient tous !* » Dans un article du *Moniteur*, où les efforts des États de la confédération étaient du reste convenablement appréciés, on en citait nommément un *qui s'était distingué :* langage convenable en parlant d'un préfet ou d'un général français, mais fait pour choquer vivement les princes et les peuples. Napoléon persistait à ne pas tenir compte de l'esprit germanique, ce fut une de ses impardonnables erreurs. Il en était venu au point de redouter en Allemagne le développement des principes libéraux, qui auraient toujours dû rester des auxiliaires pour la France.

[3] 23 janvier. « Toujours fidèle à nos traités et à nos engagements, nous comptons encore aujourd'hui sur l'heureux résultat que nous promettent l'appui de notre puissant allié, le secours des puissances confédérées, et la bravoure de nos guerriers. Pendant quarante-cinq ans qu'a duré notre règne, et quelle qu'ait été la nature des événements, le seul objet de nos efforts a été la prospérité du pays et la félicité de nos sujets. » Heureux le monarque qui, semblable à ce Nestor de l'Allemagne, peut ainsi laisser parler tout haut sa conscience !

Vienne pour obtenir le passage du corps polonais et de la brigade de Gablentz par les États autrichiens. Ce fut l'occasion de rapports plus suivis et plus intimes. La convention du 8 avril, relative à ce passage, ne fut communiquée ni au prince Eugène, ni à l'empereur Napoléon. Tel était le premier résultat de l'entente qui s'établissait entre les deux cours. L'Autriche ne tarda pas à obtenir un gage plus positif encore. Le 15 avril, quelques jours avant que M. de Metternich signifiât à l'ambassadeur français la nouvelle attitude de l'Autriche, M. de Watzdorf, ministre de Saxe à Vienne, y avait signé un nouvel accord, portant en substance « que tous les moyens à la disposition du roi » seraient employés, de concert avec l'Autriche, à » l'appui de la médiation qu'elle avait offerte ; que » S. M. consentirait, moyennant une indemnité » que l'Autriche s'engageait à lui faire obtenir, à la » cession du duché de Varsovie, si cette cession » devenait une condition indispensable de la paix. » Par suite de ces nouveaux engagements, qui constituaient le roi de Saxe en état de neutralité armée, les portes de Kœnigstein et celles de Torgau, place alors de première importance pour la défense de l'Elbe, furent fermées aux troupes françaises.

Le général Thielmann avait reçu le commandement de Torgau le 22 février 1813, et devait le remettre au général Reynier. Mais, de son propre aveu, cet officier, affilié au *Tugendbund*, n'eut jamais l'intention d'obéir aux ordres qu'il avait reçus, et de coopérer à la défense des Français [1]. Il est curieux à entendre lui-même : « *Quel serviteur raisonnable et fidèle* pouvait *décemment !!* ne pas faire de réflexions sur les affaires du temps ! » Le général Thielmann réfléchit, et, dès les premiers moments de son entrée dans Torgau, prit sous sa responsabilité d'éloigner toutes les troupes françaises, et de n'accorder le passage à aucun corps. Il ne recevait pas d'ordres, mais le ministre, M. de Senft, approuva sa conduite par des lettres particulières. Tout cela était encore un mystère, puisqu'il recevait en même temps des ordres du généralissime français, relativement à la défense de l'Elbe [2], et au ravitaillement de Wittemberg, ordres qu'il s'attachait à éluder. Sa conduite à ce sujet fut approuvée par une lettre du roi, datée du 8 avril ; lettre qui pourrait faire naître quelques doutes sur la bonne foi de ce monarque, si on ne le voyait, le lendemain même, refuser formellement au roi de Prusse de se joindre à lui. La vérité est qu'il croyait alors la paix assurée par la médiation de l'Autriche, et qu'il voulait exécuter ses nouveaux engagements en gardant strictement la neutralité. Cependant les troupes françaises s'étant éloignées de Torgau, le général Thielmann avait établi de nouveaux rapports avec les corps russes et prussiens qui arrivaient sur l'Elbe. Aveuglé par sa haine contre les Français, il ne doutait plus de l'accession prochaine et complète du roi de Saxe à la coalition. Une nouvelle lettre du roi, du 18 avril, lui fit connaître que, d'après ce même accord conclu avec l'Autriche, Torgau ne pouvait être ouvert que par l'ordre des deux souverains. Cette dépêche, comme Thielmann en convient, était une preuve de défiance ; le roi voulait le lier dans ce qu'il faisait en faveur des alliés. Dans le mémoire qu'il a publié à ce sujet, ce général, oubliant, par une inadvertance singulière, qu'il écrit pour se justifier vis-à-vis de son souverain, s'excuse de n'avoir pas remis de suite Torgau aux alliés. « Une pareille démarche, dit-il, aurait pu, d'après l'accord conclu entre l'Autriche et la Saxe, faire naître quelque mésintelligence entre l'Autriche et les puissances alliées, ou retarder l'accession de cet État à la coalition contre la France ! » On voit que la défiance du roi était bien fondée.

Le roi de Saxe avait quitté Ratisbonne pour se rendre à Lintz, et de là à Prague. Les ministres de France près les deux cours avaient dès lors de graves soupçons sur la nature des communications qui avaient eu lieu entre l'Autriche et la Saxe. M. de Narbonne demanda des explications à Vienne sur ce voyage du roi de Saxe, voyage que M. de Metternich prétendit n'avoir nullement provoqué [3]. Malheureusement pour la véracité de ce ministre, déjà plus d'une fois mise en défaut, nous trouvons le passage suivant dans une des lettres du roi de Saxe au gouverneur de Torgau (19 avril) : « En conséquence de l'accord conclu avec S. M. l'empereur d'Autriche, je quitterai demain Ratisbonne pour aller par Lintz à Prague. » Au reste, la loyauté du roi de Saxe déjouait complétement la duplicité de M. de Metternich. Une lettre de ce vénérable monarque écrite également le 19 avril, était sous les yeux de Napoléon. Dans cette lettre, il parle des démarches de l'Autriche pour la paix, démarches que sa position doit rendre décisives. L'accord de ses vœux pour la paix a dû le rapprocher de la cour de Vienne ; il se rend à Prague, *d'après l'invitation de l'empereur d'Autriche*. La

[1] Voyez son Mémoire justificatif (Schœll, v. II, p. 223), qu'on devrait plutôt appeler son acte d'accusation, dressé par lui-même. Ce même Thielmann avait opposé, en 1809, une résistance assez équivoque à la *légion noire* du duc de Brunswick-Vels. V. t. II de cet ouvrage.

[2] Il défendait en effet ce fleuve, mais contre nous.

[3] *Il nous est arrivé comme une bombe,* disait-il avec sa franchise ordinaire.

franchise de cette lettre, qui n'a pas l'air de supposer les hostilités possibles désormais, aurait éveillé, contre l'Autriche, la défiance d'un esprit moins pénétrant que celui de Napoléon. Il reçut cette lettre à Mayence. Par un malentendu dans l'envoi des courriers, les dernières dépêches de Vienne étaient alors sur la route de Paris; non-seulement Napoléon ignorait encore la déclaration que l'Autriche venait de faire de son changement d'attitude [1], mais même la convention relative au passage du corps polonais ne lui était connue que par des avis indirects des princes allemands. M. de Serra, ministre de France en Saxe, n'en avait pas été informé. Privé de notions précises, l'empereur ne saisit clairement qu'un point, c'est que la politique autrichienne s'agite au fond de toutes ces ténèbres. Il dicte en hâte pour M. de Narbonne [2], une dépêche à laquelle est jointe une copie de la lettre du roi. « S. M. a jugé utile que vous eussiez une copie » de cette lettre, qu'elle ne comprend pas. L'Au» triche a-t-elle fait des démarches et proposé des » conditions? Quelles sont ces conditions? C'est ce » que nous ignorons... Cette conduite de la Saxe » paraît à l'empereur une intrigue de gens faibles, » tiraillés en sens contraires, et qui ont désespéré » au moment où l'empereur marchait et les sau» vait. Il importe de savoir quelle part a l'empe» reur d'Autriche à cette démarche. Aurait-elle » pour but de diminuer l'intérêt qu'on sait que » l'empereur prend au roi de Saxe, et de faciliter » par là des arrangements sur la Pologne [3]? La » convention relative au corps de Poniatowski n'est » encore connue que par des ouï-dire [4]. La Saxe » pouvait-elle faire un arrangement, et devait-elle » en faire un mystère? » On reconnaît bien Napoléon à cette phrase, qui résume en quelques mots tous les torts de cette puissance. D'abord, aux termes de l'alliance offensive et défensive qui unissait les deux nations, le général en chef de l'armée dont Poniatowski commandait une division devait être partie contractante dans une convention telle que celle qui avait réglé l'évacuation du grand-duché. Mais de plus, en admettant même que la sollicitude du roi de Saxe pour les sujets qu'il tenait de Napoléon l'eût déterminé à risquer une telle démarche, il ne devait pas la cacher à son allié, dont cet incident pouvait gêner les opérations militaires. Le même principe était applicable à la neutralité des troupes qui occupaient Torgau, et à celles qui avaient suivi le roi en Bohême. « Le roi, dit encore Napoléon, espère-t-il soulager son pays en restant neutre? Les Russes et les Prussiens qui iront chez lui respecteront-ils sa neutralité! Fera-t-il évacuer la Saxe aux Français, qui vont y rentrer? L'empereur plaint le roi de Saxe; si l'affaire est arrangeable, l'inclination de S. M. la porte à l'arranger. » M. de Narbonne doit en conséquence ne parler du roi de Saxe qu'avec ménagement, dans les explications qu'il doit avoir avec l'Autriche sur cette affaire.

Napoléon avait raison : la neutralité de la Saxe était une chimère. L'Autriche elle-même ne pouvait longtemps garder ce rôle, bien qu'elle ne fût encore, selon l'expression de M. de Metternich, *que placée à côté de la destruction :* la Saxe ne pouvait le prendre un moment. Cette prétendue neutralité devait nécessairement l'amener à des hostilités formelles contre la France. Le gouverneur de Torgau, dans son *Mémoire justificatif*, est forcé d'en convenir lui-même; il avoue « que sa conduite l'avait mis dans la position critique d'être regardé par la France comme un criminel, et par les alliés comme un homme sans loyauté, s'il ne s'était pas livré à eux tout entier [5]. » Une dernière lettre du roi, écrite avant que le résultat de la première bataille fût connu, lui avait encore prescrit de ne pas ouvrir Torgau aux Français : fort de cette autorité, il avait menacé le général Reynier de le recevoir à coups de canon s'il s'approchait de la ville [6]. C'était encore de la neutralité comme les Russes, les Prussiens et lui devaient l'entendre. La rupture de cette intrigue saxonne ne fut pas le résultat le moins important de la victoire de Lützen.

Avant de suivre Napoléon sur le champ de bataille où il va troubler le long triomphe de nos ennemis, il est indispensable de jeter un coup d'œil sur les mouvements militaires qui ont eu lieu pendant les premiers mois de 1813.

Le prince Eugène avait pris le commandement en chef de l'armée depuis l'étrange départ de Murat [7]. « Il lui fallait conquérir pour Napoléon le temps de former une nouvelle armée [8]; » il n'a pas été au-dessous de cette tâche difficile et glorieuse. Il a fait preuve, au plus haut degré, de ce courage moral alors si nécessaire, et qui avait tout à fait manqué au roi de Naples. L'armée resta à Posen du 17 janvier au 10 février; grâce à l'inaction des

[1] Il ne l'apprit que le jour même de Lützen.

[2] 24 avril, duc de Vicence à M. de Narbonne.

[3] Napoléon devinait juste; nous avons vu qu'un article de la convention du 15 avril stipulait la cession conditionnelle du grand duché de Varsovie.

[4] Napoléon n'avait pas encore reçu les dépêches que je lui avais expédiées de Cracovie par M. de Rumigny.

[5] Pendant le séjour des souverains alliés à Dresde, il était venu plusieurs fois leur faire sa cour.

[6] 7 mai.

[7] Janvier.

[8] Montvéran.

Russes sur la rive droite de la Vistule, chacun de ces jours fut mis à profit. L'éloignement et l'investissement de Danzig d'un côté, de l'autre, le mouvement obstiné de retraite du prince de Schwartzenberg sur Cracovie, ne permettaient aucune défense de la Vistule; le prince Eugène avait à peine dix-sept mille hommes, dont il fallut laisser encore cinq mille dans Thorn. Secondé par le zèle infatigable de l'intendant général de l'armée, le général Mathieu Dumas, il compléta l'approvisionnement des places de l'Oder, dont l'investissement devait bientôt diminuer les forces de l'ennemi. En même temps, il réorganisa les débris de ce qui s'appelait encore la grande armée : ce nom n'était plus qu'une épitaphe. Les douze mille hommes qui restaient au prince Eugène furent partagés par lui en trois divisions [1]; il comptait, avec raison, sur l'effet nominal de ce mot pour retarder les Russes et contenir encore les Prussiens. Eugène, sortant d'une crise qui avait brisé l'énergie des plus vaillants, Eugène n'a pas chancelé entre ces deux abîmes, la destruction de l'hiver et la menace de l'Allemagne; les désastres de la veille, les dangers du lendemain n'ont fait qu'exalter sa présence d'esprit et son activité pour réparer ceux-ci, pour conjurer ceux-là. Les vingt jours passés à Posen sont les plus beaux de sa vie [2].

Les armées russes s'étant remises en mouvement dans les premiers jours de février, Eugène prit la ligne de l'Oder pour couvrir Berlin, et assurer les communications avec la Saxe. Le 18, son quartier général fut à Francfort-sur-l'Oder. Il y fut rejoint par un renfort de dix-neuf mille hommes, renfort d'autant plus précieux que c'était le général Grenier qui l'amenait. Berlin était occupé par le duc de Castiglione, avec une garnison de dix mille hommes. Cependant le général Czernischeff, l'éclaireur le plus audacieux de l'armée russe, après avoir surpris, à Zirke sur la Wartha, les débris de la cavalerie lithuanienne, s'était porté sur l'Oder, avait franchi cette rivière, entre Francfort et Custrin, et jeté des Cosaques sur Berlin. Une première escarmouche eut lieu le 16 à Wrietzen, et le 20, un parti de Cosaques surprit la porte d'Oranienbourg et pénétra dans la ville, d'où il fut promptement repoussé. Le vice-roi vint en personne à Berlin le lendemain, et se hâta de concentrer ses forces autour de cette ville, pour en retarder le plus longtemps possible la défection, et tenir l'ennemi en échec sur la Sprée.

Pendant ce temps, l'avant garde de l'armée de Koutousof, précédée d'une nuée de Cosaques, franchissait l'Oder supérieur; ce mouvement contraignait le général Reynier, qui s'était replié sur Glogau, après le combat de Kalish, à continuer sa retraite, d'abord sur Torgau, dont le général Thielmann lui refusa l'entrée, puis sur Bautzen, où il arriva le 2 mars. Le 24 février l'empereur Alexandre était à Kalish, où il signait, quelques jours après, son traité avec la Prusse. Au nord, Wittgenstein, ayant laissé un corps d'observation devant Danzig, avait également franchi l'Oder, et son avant-garde s'approchait de Berlin, dont les habitants, à leur grand regret, n'avaient encore vu que des Cosaques. Un grand mouvement populaire aurait inévitablement secondé l'attaque des Russes. Du moment où cette ville est sérieusement menacée, la prudence et l'humanité prescrivent au prince Eugène de se replier sur l'Elbe. Le 3 mars 1813, les habitants de Berlin ont vu pour la dernière fois le drapeau tricolore.

L'armée se retira sur Wittemberg en deux colonnes, qui furent harcelées sans succès par les Cosaques. Le 9, le quartier général du prince Eugène était à Leipzig. L'armée prenait la ligne de l'Elbe, de Wittemberg jusqu'à Dresde, où le général Reynier arriva le 9.

S'il pouvait rester quelque doute sur la nécessité où s'était trouvé le prince Eugène, même au point de vue purement militaire, d'évacuer Berlin sans combat, ce doute n'est plus possible en présence des insurrections qui éclatent simultanément sur divers points de l'Allemagne, et jusque sur les bords du Rhin [3]. L'état des départements de la trente-deuxième division militaire était surtout alarmant. Le général Lauriston, qui réorganisait à Magdebourg le 5e corps, ayant appelé à lui toutes les troupes disponibles de cette division, l'irritation populaire se fit jour presque sans obstacles. Un premier mouvement eut lieu le 24 février à Hambourg; un autre quelques jours après à Lubeck, ville commerçante qui avait cruellement souffert du pillage de 1806, et des rigueurs du système continental. L'émeute fut violente, la populace arracha et brisa les écussons impériaux; les autorités se réfugièrent à Hambourg. Trompé par des rapports inexacts, qui annonçaient l'approche d'un corps russe considérable, le général Carra Saint-Cyr se décida, le 12 mars, à évacuer Hambourg même, et

[1] L'une d'elles, composée presque entièrement de Bavarois, était sous le commandement du général de Wrède, comblé des bienfaits de Napoléon. Ce général quitta bientôt l'armée sous des prétextes assez équivoques. Nous n'aurons que trop d'occasions de reparler de lui.

[2] Il l'a dit lui-même, et avec raison.

[3] Le jour même de l'évacuation de Hambourg (12 mars), un mouvement insurrectionnel eut lieu à Dusseldorf.



se retira sur Bremen [1]. Cette retraite fut blâmée dans le *Moniteur*. Plusieurs employés supérieurs, réfugiés à Paris par suite de cette alarme, furent renvoyés de suite : un ordre expédié promptement interdit le passage du Rhin à tous les émigrants ; ceux qui s'étaient retirés en Danemark furent sévèrement blâmés aussi. Le mécontentement de l'empereur était d'autant mieux fondé, que l'évacuation de Hambourg était le résultat d'une fausse alerte : le corps russe, si menaçant, n'était que de quelques centaines de Cosaques détachés sur l'Elbe inférieur, dès l'entrée des Russes à Berlin. Ils s'étaient arrêtés à quatre lieues de Hambourg ; une députation de l'ancien sénat eut quelque peine à décider ces libérateurs à venir jouir de la reconnaissance des habitants. Ceux-ci les accueillirent avec enthousiasme, payèrent avec le même enthousiasme de fortes contributions, dont la majeure partie passa sans contrôle dans les poches des Cosaques, qui n'entendaient pas contribuer gratuitement à la délivrance de l'Allemagne.

La défection prussienne, qui ne fut officiellement notifiée que le 15 mars, existait déjà en fait. Le corps du général York se réorganisait sur les frontières de Poméranie : il fut armé par les Russes des fusils ramassés dans notre retraite. Cette défection doublait les forces de l'ennemi : vers la fin de mars, ses avant-gardes arrivèrent sur l'Elbe. La ville de Dresde étant sérieusement menacée, le prince d'Eckmühl crut nécessaire à la sûreté de l'armée de faire miner une arche du pont. Ces préparatifs de destruction suffirent pour causer une sorte d'émeute ; mais Davoust était inflexible dans l'accomplissement de ses devoirs militaires ; le bruit de l'explosion répondit aux murmures de la foule. L'avant-garde russe de Wintzingerode occupa la ville neuve, sur la rive droite, le 21 ; et bientôt on vit de tous côtés les Cosaques franchir l'Elbe. La ville fut entièrement évacuée dans la nuit du 26 au 27 mars, et les troupes suivirent le nouveau mouvement de retraite ordonné par le prince Eugène.

Celui-ci, ayant à peine quarante mille hommes disponibles, ne pouvait songer à défendre l'Elbe contre des forces triples au moins des siennes. En continuant sa retraite sur la France, il aurait découvert Magdebourg et les corps qui s'organisaient sur le Rhin et le Mein. Il prit, avec autant d'habileté que de sang-froid, une position qui devait immanquablement retarder l'ennemi, en concentrant toute son armée derrière la Saale et la partie de l'Elbe située entre le confluent de cette rivière et celui de la Havel. Les troupes qui sortaient de Dresde s'adossaient aux montagnes du Hartz ; les autres corps occupaient Calbe, Bernbourg, Magdebourg et Standal. Ce dernier point n'est qu'à quinze lieues de Berlin ; ainsi par ce mouvement le prince Eugène menaçait cette ville, en même temps qu'il se trouvait placé sur le flanc de l'ennemi, s'il marchait directement vers le Rhin. Le 26 mars, une avant-garde russo-prussienne, poussée sur la rive gauche de l'Elbe pour éloigner les Français de Berlin, et développer l'insurrection du Hanovre, fut repoussée à Werben par la division Lagrange et le général Montbrun qui occupaient Standal. Ralliées peu de jours après par le général Czernischeff, ces troupes firent un nouveau mouvement, en franchissant cette fois l'Elbe hors de la portée de notre gauche. Le général Morand s'était avancé de Brême jusqu'à Lunebourg ; ce mouvement, qui se liait à la défense de l'Elbe, était malheureusement prématuré. Attaqué dans Lunebourg même par des forces très-supérieures, il fut blessé à mort, et sa troupe, cernée de toutes parts, fut contrainte de capituler [2]. L'ennemi ne jouit pas longtemps de son succès ; il évacua précipitamment la ville dès le lendemain, à l'arrivée du général Montbrun, qui put même reprendre une partie des prisonniers [3].

Wittgenstein et Bulow s'avançaient en même temps vers l'Elbe supérieur, entre Magdebourg et Wittemberg ; ce mouvement indiquait clairement l'intention de marcher sur Leipzig. Alors se révéla tout l'avantage de la position d'Eugène. La division

[1] Par suite de ce mouvement, le général Morand évacua la Poméranie, passa l'Elbe à Zollenspicker, et rejoignit le général Saint-Cyr, malgré les Cosaques de Tettenborn.

[2] 2 avril. Le général Morand était aussi humain qu'intrépide. Il fut regretté des Allemands eux-mêmes.

[3] Le général Dœrnberg, transfuge westphalien, l'un des chefs de cette expédition sur l'Elbe inférieur, s'avisa d'écrire au général Montbrun qu'il punirait par des représailles sur les prisonniers français tout acte de rigueur exercé sur des Hanovriens (sujets du roi de Westphalie), insurgés *par ordre* de l'empereur de Russie. Il aurait fallu, pour qu'une telle menace eût une apparence de justice, que l'empereur Alexandre n'eût pas reconnu le royaume de Westphalie. Au moins le roi de Prusse, en appelant aux armes les habitants de ses anciennes provinces, avait senti la nécessité d'alléguer que la France avait violé la première les obligations de Tilsitt. La vérité est que ces puissances avaient résolu, depuis les événements de Russie, de ne considérer que *comme des trêves* les traités souscrits par elles sous l'influence de nos victoires. Le préambule du traité secret de Kalish s'exprimait en ces termes : « Le temps viendra où les traités ne seront plus des *trêves*, où ils pourront *de nouveau* être observés avec cette foi religieuse, cette inviolabilité sacrée auxquelles tiennent la considération, la force et la conservation des empires. »

prussienne de Borstel, qui avait paru le 1er avril en face de Magdebourg, fut vivement attaquée par les 5e et 11e corps qui franchirent l'Elbe, et poussée jusque par delà Mockern. L'armée française, tout en assurant fortement ses communications de Magdebourg, se déploya sur la rive droite de l'Elbe, comme si elle voulait marcher sur Berlin, et prit de bonnes positions. Wittgenstein et Bulow, alarmés pour la sûreté de cette ville, revinrent sur leurs pas, et débouchèrent, le 5 au matin, l'un de Zerbst, l'autre de Ziesar. On se battit toute la journée; le prince Eugène se maintint sans beaucoup de perte, et, satisfait du résultat qu'il avait obtenu, se replia pendant la nuit sur Magdebourg. L'alarme avait été sérieuse à Berlin; les habitants se crurent sauvés par le combat de Mockern; ils illuminèrent et chantèrent des *Te Deum*.

Le mouvement de Wittgenstein, qui venait d'être ainsi retardé, se liait avec celui de Blücher qui s'avançait rapidement. Son avant-garde, commandée par Wintzingerode, avait occupé Dresde aussitôt après le départ des troupes françaises. Le 5 avril, les Russes étaient à Leipzig : le 8, ils avaient franchi la Saale et tenaient Mersebourg. Blücher avait son quartier général à Rochlitz, quinze lieues en avant de Dresde, et poussait des partis sur Plauën et Hof, dans la direction de Nuremberg; sur Weimar et Gotha, dans celle de Francfort. Après le combat de Mockern, Wittgenstein ne reprit son mouvement vers le sud que le 9 avril; le 11 seulement, son corps avait franchi l'Elbe et occupait Dessau. York était à Kœthen, et se liait à Wintzingerode qui arrivait à Halle. Eugène, voyant ses communications avec Francfort menacées, porta la masse de ses forces sur la haute Saale. L'ennemi en tenta vainement le passage; trois attaques sur Calbe, Bernbourg et Alsleben, furent repoussées; Eugène poussa même une reconnaissance sur la rive droite, dans la direction de Kœthen. En semblant toujours prêt à marcher sur Berlin, il continuait de jeter de l'incertitude dans les manœuvres de l'ennemi. Son but était atteint; de toutes parts les avant-gardes de la grande armée française arrivaient sur le Weser ou franchissaient le Mein [1].

Il était temps. La grande armée russe, commandée par Miloradowitz, avait déjà dépassé Dresde à son tour. Le 24 avril, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse avaient fait une entrée solennelle dans cette ville. Toujours sous l'impression des événements de la fin de 1812, ils étaient loin de s'attendre à des revers, et pensaient arriver presque jusqu'au Rhin sans trouver d'obstacles sérieux.

Tandis que les sages manœuvres du vice-roi neutralisaient les progrès de l'ennemi, l'intrépide Rapp avait déjà commencé son admirable défense de Danzig. Les grands projets de Napoléon sur cette place, dont son système politique faisait le boulevard de l'Europe entière contre la Russie, n'avaient reçu encore qu'un commencement d'exécution à la fin de 1812 : la plupart des fortifications n'étaient qu'ébauchées. Devenue l'asile d'une déroute, Danzig renfermait des soldats et des officiers de toutes les nations. L'énergie de Rapp réveilla parmi eux l'esprit militaire, il leur rendit le courage de vivre, puis celui de se défendre. L'hiver maudit s'acharnait sur ces braves plus forts que lui; trois fois la Vistule glacée les laissa sans défense, trois fois elle reprit son cours, roulant à la Baltique ses glaçons brisés par les haches de nos soldats. Le froid empêchait aussi les travaux des retranchements, les outils rebondissaient sur cette terre ennemie; il fallut la dégeler par de grands feux. Tout était contre nous : au dégel, de funestes épidémies décimèrent la garnison et les habitants; la débâcle furieuse de la Vistule renversa une partie de la ville et des ouvrages réparés avec tant de peines. « Mais » les alliés secondèrent mal les éléments qui com- » battaient pour eux [2]. » Ce ne fut pas du moins à Danzig que leurs proclamations firent des prosélytes; de tous les assiégés, Rapp avait su faire des Français. La pénurie de vivres se fit sentir dès les premiers temps; il n'y eut bientôt plus de viande fraîche, même pour les malades; la ration journalière fut fixée à deux onces de cheval et une de bœuf salé. Des soldats dont le nez et les oreilles étaient encore gelés et les blessures ouvertes, faisaient leur service, affublés de peaux, la tête enveloppée de linges, appuyés sur un bâton. C'était le triomphe de la discipline et du courage. Le 5 mars, une attaque générale sur nos avant-postes fut repoussée avec perte; ce premier sourire de la victoire, après un si long malheur, ranima la confiance

[1] Les nouveaux corps qui allaient entrer en campagne étaient le 3e (Ney); il se composait de quatre divisions de conscrits et de cohortes de la garde nationale, et d'une division de Hessois et de Badois; le 4e (Bertrand), de trois divisions, française, italienne et wurtembergeoise; le 6e (Marmont), de deux divisions des soldats de marine; le 12e (Oudinot), de deux divisions ramenées d'Italie et d'une de Bavarois; et, enfin, seize bataillons de la jeune garde impériale. Tous ces corps réunis formaient un effectif de près de cent mille hommes. L'armée du vice-roi (2e, 5e et 11e corps) en comptait quarante mille environ. Mais il avait dû envoyer sur le bas Elbe sa cavalerie, nécessaire aux opérations du 1er corps. L'armée française, à l'ouverture de la campagne, n'avait qu'une division de quatre mille chevaux de la garde.

[2] Mémoires de Rapp.

de la garnison et des habitants associés à son sort. La nouvelle de la défection prussienne, colportée par des agents de l'ennemi, ne fit qu'indigner nos braves; la trahison ne put rien dans ce sanctuaire de fidélité. Les soldats apportaient les proclamations qu'on leur glissait aux avant-postes, livraient les agents d'embauchage que Rapp se contentait de renvoyer la tête rasée. Plusieurs sorties furent couronnées de succès; l'une d'elles, conduite avec audace et bonheur par le général Bachelu, permit de ravitailler les hôpitaux toujours encombrés. L'épidémie ne cessa qu'à la fin de mai. Douze mille hommes avaient péri. L'armistice, conclu après les premières victoires de Napoléon, vint donner quelque repos à ces braves, qui, perdus si loin dans des contrées ennemies, y soutenaient dignement l'honneur du drapeau français.

Le général Lapoype, l'un des vétérans de l'armée d'Italie, se couvrit également de gloire à Wittemberg, point important comme tête de pont sur l'Elbe, mais difficile à défendre. Il résista, du 18 avril au 7 mai, à des attaques continuelles avec une garnison de quinze cents hommes. Une partie des fortifications avait été, pour ainsi dire, improvisée en combattant.

La défense de quelques autres places fut moins énergique ou moins heureuse. Le célèbre fort de Czenstockow en Pologne avait capitulé dès le 25 mars : Pulawski n'était plus là pour le défendre. Le général Poitevin, qui commandait à Thorn, avait plus de la moitié de sa garnison dans les hôpitaux; il se vit dans la dure nécessité de rendre la place à un émigré français au service de la Russie, le général Langeron [1]. Spandau capitula également le 24 avril; la reddition de cette forteresse célèbre, au moment même où la grande armée française commençait son mouvement offensif, contraria vivement l'empereur Napoléon. La garnison fut indignement insultée par la populace de quelques districts prussiens.

Pendant le mois d'avril, l'ennemi avait jeté de nouveau quelques partis de Cosaques et de volontaires de la légion hanséatique [2] au delà de l'Elbe inférieur. Plusieurs escarmouches eurent lieu entre Lunebourg et Brême, où Vandamme réunissait deux divisions, qui formèrent le noyau du premier corps de la nouvelle armée française. Les affaires changèrent de face du moment où les insurgés allemands eurent affaire à ce terrible adversaire. Au bout de cinq jours, il ne resta pas un rebelle sur la rive gauche de l'Elbe. Le fort de Haarbourg [3] fut emporté d'assaut, et les insurgés de Hambourg réduits à la défensive. Dans la nuit même qui suivit la bataille de Lützen, Vandamme surprit les îles de l'Elbe, et établit des batteries à la pointe de celle de Fidden, qui n'est qu'à une demi-portée de canon de Hambourg.

Wittgenstein, après avoir essayé vainement d'enlever d'assaut Wittemberg, avait passé l'Elbe et occupé Dessau, puis il s'était établi entre la Mulda et la Saale. Eugène, craignant toujours d'être coupé de Francfort, et séparé de la grande armée, dont les mouvements ne lui étaient qu'imparfaitement connus, suivait la rive gauche de la Saale, dans la direction de Leipzig. Le 28 avril, il fit attaquer en même temps, à Wettin par la division Maison, à Halle par le 5e corps, deux têtes de pont qui menaçaient les communications avec Magdebourg, et qui furent détruites. Le 29, il franchit la Saale à Mersebourg avec le 11e corps, poussant sur Leipzig deux mille Prussiens de la division Kleist. Le même jour, à trois lieues de là, la division Souham du 6e corps, formant l'avant-garde de la grande armée, repoussait la cavalerie légère des Russes et occupait Weissenfels. La jonction du vice-roi était assurée; sa tâche glorieuse et difficile était accomplie.

La rapide concentration de la grande armée sur la Saale arrêtait brusquement les progrès de l'ennemi. Ses troupes légères, qui, répandues quelques jours auparavant sur toutes les routes jusqu'au Weser, semblaient vouloir courir à bride abattue jusqu'au Rhin, se repliaient précipitamment à leur tour. Néanmoins, les généraux alliés ne devinaient pas encore, à la fin d'avril, toute la force de l'armée qu'ils allaient avoir à combattre; ils ne soupçonnaient pas Napoléon si près d'eux.

Parti de Saint-Cloud le 15 avril, l'empereur est arrivé à Erfurt le 25. Ney est déjà à l'avant-garde avec le 3e corps, et l'une de ses divisions vient d'occuper Weimar. Ce maréchal, toujours le dernier dans la retraite de Russie, devait être le premier dans la campagne nouvelle. Nous avançons enfin, nous qui, depuis Moscou, reculions toujours! Le célèbre défilé d'Auerstædt a vu briller de nouveau les baïonnettes françaises, et les échos de la Saale se renvoient les canonnades de Mersebourg et de Weissenfels.

L'armée marche sur Leipzig. Une vallée profonde et un défilé nous séparent encore des vastes plaines de Pegau et de Lützen, déjà célèbres par la victoire et la mort de Gustave-Adolphe. Le général russe

[1] Le 17 avril.

[2] Ces volontaires, levés par la ville de Hambourg, et justement nommés *Cosaques de l'Elbe*, s'entendaient mieux à piller qu'à se battre.

[3] Le 27 avril. Haarbourg est à deux lieues de Hambourg, sur la rive gauche.

Wintzingerode essaye en vain de défendre le défilé; vivement assailli, il se retire, protégé par sa nombreuse cavalerie [1]. Mais l'armée française a fait une perte cruelle : l'un des premiers boulets tirés sur nous a frappé Bessières, le valeureux chef *des invincibles*. Le duc d'Istrie est une des plus nobles figures de ce cortége guerrier, inséparable à jamais de la grande image de Napoléon [2]. Un monument élevé par le roi de Saxe, à la place même où tomba cet homme intrépide et vertueux, recommande sa mémoire au respect de tous les peuples.

La retraite de Wintzingerode nous ouvre les plaines de Lützen, où s'opère la jonction des troupes du vice-roi. L'ennemi surpris n'a pu rien faire pour s'y opposer. A Lützen même, Napoléon se retrouve environné des soldats de la vieille garde échappés aux désastres de la campagne d'hiver [3]. Privé de renseignements positifs sur les mouvements des alliés, il les croit concentrés dans les plaines de Leipzig et va les y chercher. L'armée d'Eugène forme maintenant l'avant-garde. Le 2 mai au matin, le 5e corps (Lauriston) est déjà dans Lindenau, faubourg de Leipzig sur la rive gauche de l'Elster. Le 11e corps (Macdonald) est au bourg de Marckranstedt : derrière lui s'avance Napoléon qui vient de quitter Lützen avec sa garde : il a en ce moment auprès de lui Eugène et Ney, dont les quatre divisions ne sont point encore en marche; elles occupent les quatre villages qui se trouvent entre Lützen et Pegau : Rahna, Kaya, Klein et Gross-Gœrschen. Derrière ces troupes s'échelonnent jusque par delà Naumbourg les divisions en marche de Marmont, de Bertrand et enfin d'Oudinot. Ainsi toute l'armée française, croyant l'ennemi derrière Leipzig, défile de Naumbourg à Lindenau sur une ligne de plusieurs lieues, dont les troupes de Ney forment le centre. Quelques troupes russes défendent le passage de l'Elster; la fusillade retentit de ce côté où se porte l'attention de Napoléon, qui s'étonne de ne découvrir aucune masse ennemie au delà de Leipzig [4].

Tout à coup le canon se fait entendre dans la direction du corps de Ney. L'ennemi que Napoléon cherchait en vain devant lui, se révèle par cette attaque. Les Prussiens de Blücher, les Russes de Wittgenstein sont là : les souverains eux-mêmes arrivent avec les réserves.

Dans l'espace de quelques heures les alliés avaient passé de la confiance à l'inquiétude. Wittgenstein, nommé général en chef en remplacement de Koutousof, qui venait de mourir à Buntzlau, s'était hâté d'appeler à lui tous les corps à sa portée. Dans la nuit du 1er au 2, il avait pu concentrer, entre Zwenckau et Pegau, sur la rive droite de l'Elster, outre son corps et celui de Wintzingerode, une partie de celui d'York, la grande armée russe et le corps de Blücher, qui avait fait trente-six heures de marche forcée pour arriver à temps en ligne. Wittgenstein avait réuni ainsi environ cent mille hommes; il était inférieur à Napoléon en infanterie, mais il avait plus de vingt mille chevaux contre quatre mille; ce qui rétablissait la balance et au delà. Les Prussiens étaient pleins d'ardeur : le champ de bataille de Jéna n'était pas loin de là; et Blücher et les siens se promettaient une éclatante revanche [5].

C'est à une heure et demie environ que commence leur attaque impétueuse, dont le succès couperait en deux l'armée française. Plusieurs batteries d'artillerie ouvrent le feu contre le village de Gross-Gœrschen; les jeunes soldats français soutiennent ces décharges meurtrières avec une fermeté que les chefs ennemis eux-mêmes admi-

[1] 1er mai.

[2] Peu avant son départ pour l'armée, le maréchal Bessières avait dit à M. de Las Cases : Dans la crise des circonstances, et avec nos jeunes soldats, c'est aux chefs à ne pas s'épargner. « Ce maréchal, qu'on peut, à juste titre, nommer brave et juste..., depuis les premières campagnes d'Italie, avait toujours, dans différents grades, commandé la garde de l'empereur, qu'il avait suivi dans toutes ses campagnes (bulletin du 2 mai). » Napoléon s'empressa d'écrire à la duchesse d'Istrie une de ces lettres affectueuses qui répondent à bien des calomnies sur la dureté de son cœur. « La perte que vous faites est grande, dit-il à la veuve de son fidèle serviteur, mais la mienne l'est davantage encore. Le duc d'Istrie est mort de la plus belle mort et sans souffrir; il laisse une réputation sans tache; c'est le plus bel héritage qu'il ait pu léguer à ses enfants... Ils hériteront de l'affection que je portais à leur père. »

[3] Ils formaient la division Roguet, détachée de l'armée du vice-roi. Celui-ci, parti de Mersebourg le matin, avait dirigé ses mouvements d'après la canonnade de Weissenfels. Il rencontra, au pied même du monument de Gustave-Adolphe, l'empereur Napoléon, qui lui adressa des félicitations bien méritées.

[4] La division Kleist, du corps d'York, défendait seule cette ville.

[5] On ne saurait blâmer le général russe d'avoir risqué une affaire dont le succès pouvait neutraliser l'effet produit par la soudaine apparition de Napoléon. Trompé par des reconnaissances inexactes, il croyait écraser l'arrière-garde française, et il donnait sur le centre. On lui a reproché de n'avoir pas appelé à temps la réserve intacte de Miloradowitz, détachée précédemment dans la direction de Zeitz pour observer le douzième corps, mais qui aurait pu, vers la fin de la journée, arriver par Mœlsen sur le flanc du quatrième corps, et obtenir là un avantage marqué.

rent [1]. Leur résistance héroïque fait perdre un temps précieux aux alliés. A peine maîtres des villages de Gross et Klein-Gœrschen et de Rahna, ils y sont assaillis à leur tour. Prussiens et Français se fusillent presque à bout portant sur ce terrain coupé de prairies, de haies et de fossés, obstacles qui gênent les manœuvres de la formidable cavalerie de nos adversaires.

On le voit, Napoléon a été surpris : pour la première fois il livre une bataille vraiment défensive [2]; mais son génie et la valeur de ses nouveaux soldats tromperont l'espérance de l'ennemi. Ney arrive au galop à ses divisions attaquées, que Souham, Girard et Brénier, leurs intrépides chefs, maintiennent en tirailleurs autour des villages envahis par l'ennemi. Napoléon revient en hâte sur Lützen avec sa garde; Eugène ramène de Marckranstedt le corps de Macdonald, qui vient déboucher, sur le flanc droit de l'ennemi [3], par Eisdorf et Kitzen. Des courriers ont porté l'ordre à Marmont d'entrer de suite en ligne à la droite de Ney, vers Starsiedel; à Bertrand, d'arriver sur l'extrême droite de l'ennemi en la débordant. Le courage héroïque des divisions Girard et Brénier nous fait gagner un temps précieux. Ramenés par Ney qui s'élance au milieu des tirailleurs, nos jeunes soldats ont repris leurs premières positions. Pendant ce temps, la cavalerie prussienne de Dolfs et les escadrons russes de Wintzingerode, qui hésitaient à charger sur ce terrain coupé (ils n'avaient pas un Murat pour les entraîner), se développant enfin dans les plaines de Kobsen, allaient déborder notre droite; mais ils rencontrent Marmont qui débouche de Starsiedel, et s'épuisent en charges infructueuses sur les baïonnettes des soldats de marine [4]; braves qui, en changeant d'élément, n'ont pas changé de cœur.

Mais rien n'est fini. Au centre, Blücher lance sur nous sa réserve, le corps d'York et la division russe de Berg; Rahna et Klein-Gœrschen sont repris encore. Ney se replie sur Kaya, obscur village, dont commence alors l'immortalité sanglante : deux fois expulsé, deux fois il y rentre au milieu des flammes; une dernière fois, il est ramené par la division russe de Berg. En ce moment, les souverains sont en présence : Alexandre et Frédéric, sur une colline en arrière de Gross-Gœrschen; Napoléon, derrière Kaya, où les boulets labourent la terre autour de lui. Par son ordre, le comte de Lobau prend avec lui la division Ricard encore intacte, et se précipite à son tour sur l'ennemi. Ney le seconde avec les débris de ses divisions, dont les chefs intrépides, Girard, Brénier, Souham, tombent blessés tour à tour.

Repoussés derrière Klein-Gœrschen, malgré une résistance opiniâtre, les alliés reprennent aussitôt l'offensive, grâce au renfort d'une des divisions du prince de Würtemberg, et, par un effort désespéré, repoussent encore Ney derrière Kaya. C'est le moment décisif de la bataille; mais Napoléon est là. Il dirige sur Kaya seize bataillons de la jeune garde qui arrivent de Lützen. Soutenue par quatre-vingts pièces d'artillerie, cette colonne formidable, pareille à une redoute roulante, se précipite à son tour à travers les flammes qui dévorent le village. C'est le duc de Trévise qui commande; il disparaît dans la mêlée; mais son cheval seul a péri; les balles ennemies ont respecté le guerrier intrépide, réservé pour d'autres temps à une mort étrange et cruelle.

La bataille est gagnée. Kaya est emporté pour la dernière fois : Blücher et les siens ont reculé devant la foudre. A notre gauche, la réserve russe, qui tentait une dernière attaque sur Eisdorf, a été assaillie et ramenée par le corps de Macdonald. La cavalerie ennemie s'épuise à charger inutilement les carrés de Marmont. Enfin, à notre extrême droite, Bertrand arrive avec la division Morand, et déborde la gauche de l'ennemi. La nuit vient, et pourtant l'avantage est pour nous parmi ces masses nombreuses qui se heurtent sur une ligne de plusieurs lieues; l'armée française, surprise le matin, s'est retournée tout entière comme un seul homme contre ses agresseurs. La position n'était plus tenable pour ceux-ci. Ils repassèrent l'Elster dans la nuit.

Telle fut cette bataille sanglante, vaillamment disputée des deux côtés, et dans laquelle l'enthousiasme de notre jeune armée saluait un commencement de vengeance digne des désastres de la Russie. Le choc le plus furieux, celui de Kaya, avait retenti à mille toises à peine de la pyramide de Gustave-Adolphe. Le grand capitaine eut ce jour-là des jeux funèbres dignes de lui [5].

[1] Voy. Schœll, t. II, p. 306.

[2] Kleisewitz. — Schœll, t. II, p. 301.

[3] Cette diversion produisit un effet décisif. Wittgenstein croyait qu'il n'avait affaire qu'aux quatrième et sixième corps, et que le reste de l'armée française était trop avancé du côté de Leipzig pour qu'aucun mouvement fût possible sur son flanc droit : aussi n'avait-il pas porté de cavalerie de ce côté.

[4] Divisions Compans et Bonnet.

[5] La perte paraît avoir été au moins de douze mille hommes, tant tués que blessés, de chaque côté.

Les seuls corps de l'armée française qui combattirent à Lützen furent le troisième, sur lequel porta tout le premier choc de l'ennemi; le sixième, le onzième, la garde impériale, et enfin la première division du quatrième corps, qui n'entra en ligne que vers la fin de la journée. Vers trois heures après midi, le cinquième corps avait occupé Leipzig, et se trouvait en mesure de

L'effet moral de cette bataille fut immense. On peut en juger par les bulletins mêmes que les alliés répandirent à profusion en Allemagne, pour proclamer la victoire d'une armée en pleine retraite. Dans son ordre du jour du 7 mai, le roi de Prusse encourage ses soldats par la promesse d'un *nouveau et puissant renfort* [1]; bizarre félicitation pour des vainqueurs ! La première défaite des alliés ne fut vraiment douteuse pour personne, et quand, deux ans après, le roi de Saxe eut à justifier la conduite qu'il avait tenue à la suite de cette bataille, il put rappeler, sans crainte d'être démenti, « les sensations douloureuses que cet événement avait fait naître parmi les esprits les plus courageux et les plus dévoués à la cause de la coalition [2]. »

L'armée alliée se sépara après le passage de l'Elster. Les Russes se retirèrent par Altenbourg, les Prussiens par Colditz. Faute de cavalerie, la poursuite, activement menée, n'amena pas de résultats importants. Le corps intact de Miloradowitz couvrit glorieusement la retraite des alliés, qui repassèrent l'Elbe à Meissen et à Dresde.

Les souverains alliés, rentrés dans cette ville le 4, y avaient annoncé leur victoire à la foule qui se pressait autour d'eux. Le 8, au matin, ils partirent, laissant les hôpitaux encombrés de leurs blessés, et l'avant-garde française aux portes de la ville.

menacer les communications des alliés, sur la rive droite de l'Elster, s'ils avaient voulu livrer le lendemain une nouvelle bataille.

[1] Schœll, I, 57. Ces expressions se rapportent évidemment à l'Autriche.

[2] Congrès de Vienne, VI, 30.

# CHAPITRE VIII.

## POLITIQUE ET GUERRE.

**Entrée de l'armée française à Dresde. — Retour du roi de Saxe dans sa capitale. — Négociations du Danemark avec l'Angleterre. — Mission fallacieuse du prince Dolgorouki à Copenhague. — Duplicité des alliés. — Le Danemark rentre dans le système français. — Mission de M. de Kaas à Dresde. — Lettre du roi de Danemark à l'empereur Napoléon. — Débarquement de Bernadotte. — Nouvelles propositions des alliés repoussées par le Danemark. — Affaires d'Autriche. — Mission de M. de Stadion au quartier général russe. — Voyage de l'empereur Alexandre à Tœplitz. — Mission de M. de Bubna à Dresde. — Lettre de l'empereur François à Napoléon. — Bases de pacification proposées par l'Autriche. — Proposition faite, par l'empereur Napoléon, d'un congrès, pour la paix générale. — Importance historique de ce fait. — Symptômes alarmants à Vienne. — Notes des puissances coalisées au cabinet de Vienne, du 16 mai. — Opérations militaires. — Tentative inutile d'arrangement direct avec l'empereur Alexandre. — Batailles de Bautzen et de Wurschen.**

Le 8 mai, à midi, Dresde est au pouvoir de Napoléon, qui y fait son entrée le jour même. Une députation de la municipalité vient implorer le pardon des transports insensés qui avaient accueilli les souverains alliés quinze jours auparavant. Napoléon ne leur fit payer ce pardon que par quelques paroles amères ; l'estime qu'il portait au roi de Saxe aurait suffi pour le disposer à la clémence ; la raison politique réclamait aussi l'oubli du passé.

L'empereur Napoléon comptait sur l'effet moral de sa première victoire pour affermir la fidélité chancelante de ses alliés, notamment des souverains d'Autriche et de Saxe. Ce dernier fut le seul qui justifia pleinement cette espérance. La sanction donnée par son retour dans sa capitale à l'occupation française, fut le résultat le plus important de la bataille de Lützen. Ce résultat était, du reste, préparé déjà depuis quelques jours. L'empereur Napoléon n'avait pas dû répondre à la lettre qui lui avait fait connaître l'intrigue autrichienne dans laquelle le roi de Saxe s'était laissé engager. A une semblable communication, on ne pouvait répondre que par des reproches, et Napoléon étant décidé d'avance à pardonner à la Saxe et même à l'Autriche, en cas de résipiscence de leur part, avait jugé que toute récrimination directe serait intempestive. Mais en même temps il avait pris ses mesures pour que le roi de Saxe fût instruit de ce qu'il pensait de sa neutralité armée. Dès le 3 mai, ce prince apprenait à Prague, par une lettre du duc de Saxe-Weimar, que Napoléon avait dit : « Je veux que le roi se déclare, je saurai dès lors ce qu'il me reste à faire ; mais s'il est contre moi, il perdra tout ce qu'il a. » Il ne recevait plus aucune nouvelle de la cour de Vienne et de ses négociations qui devaient rendre la paix inévitable. Le 6, arrive à Prague le baron Serra, ministre de France, qu'une *indisposition par ordre* avait empêché d'accompagner le roi ; il réclame énergiquement la jonction des troupes saxonnes à l'armée française, et fait sentir au roi tout le danger de sa position. Cependant les bruits les plus contradictoires circulent déjà sur la bataille de Lützen ; le ministre de Senft, gagné à la cause de la coalition, proclame hautement la défaite des Français ; mais, dès le lendemain, la vérité se fait jour ; les souverains alliés qui se disent encore vainqueurs ont repassé par Dresde à l'issue de la bataille. Bientôt après, l'occupation de cette ville par les Français est connue. Des membres de la municipalité viennent implorer le retour du roi ; à leurs instances Napoléon joint lui-même les siennes. M. de Montesquiou, son aide de camp, vient demander au roi, si c'est par son ordre que le gouverneur de Torgau menace de recevoir les Français à coups de canon. Toute temporisation est devenue impossible. Le roi part pour Dresde, et envoie l'ordre de remettre Torgau aux Français [1]. Le général Thielmann et M. de Senft, trop ouvertement compromis vis-à-vis de la France,

[1] Ce fut le maréchal Ney qui prit possession de cette ville.



vont se perdre dans cette lie de transfuges qui entoure les souverains alliés [1]. C'est le 12 mai que le roi de Saxe est rentré dans la capitale [2]. L'empereur lui a fait l'accueil le plus honorable et le plus affectueux; c'est à titre de libérateur qu'il voudrait être accueilli des Saxons. Cette conduite forme un contraste frappant avec la brutalité des Cosaques et les airs de conquérants que se donnaient déjà les Prussiens. La nation saxonne a été désabusée, par quelques jours d'occupation, des pompeuses promesses des alliés; l'armée seule est restée sous le charme de l'exaltation révolutionnaire, et ne joint qu'à contre-cœur ses armes aux nôtres [3]. Le retour du roi de Saxe était une pénible contrariété pour les alliés. Ils affectèrent de présenter cet événement comme la raison principale qui les contraignait d'abandonner la ligne de l'Elbe, mouvement qui n'était en réalité que la conséquence de leur défaite à Lützen [4]. On pouvait prévoir dès lors que, pour être conséquents dans leurs assertions, ils se croiraient obligés d'être impitoyables, si jamais la victoire couronnait leurs efforts. Pourtant, si le roi de Saxe avait quelques reproches à se faire, ce n'était pas assurément vis-à-vis d'eux. Son retour à Dresde était dans l'intérêt de son peuple. Napoléon fut généreux pour lui, parce qu'il savait lire dans cette âme vraiment royale, et n'y voyait ni ambition ni perfidie. Le seul désir de préserver ses sujets de grands malheurs avait pu l'entraîner dans des démarches équivoques; maintenant que le sort des armes décidait en notre faveur, une juste reconnaissance s'unissait à cette sollicitude paternelle pour le ramener promptement à nous. Et pourtant un jour on saura lui faire un crime de ce retour nécessaire : on lui imputera [5] d'avoir quitté Prague « de propos délibéré! » Les faits qui précèdent suffisent pour apprécier l'exactitude de ce reproche.

Un autre souverain, celui de Danemark, que les intrigues des alliés avaient compromis également avec la France, allait également recevoir son pardon. La connaissance exacte de la conduite des grandes puissances à son égard, pendant les premiers mois de 1813, a une importance extrême sous le rapport moral.

Relevé des obligations du traité de Fontainebleau par Napoléon lui-même, qui appréciait sa position [6], le cabinet de Copenhague espérait faire révoquer la spoliation de la Norwége, déjà concertée entre les grandes puissances, en se prêtant aux ouvertures qu'on n'avait cessé de lui faire pour accéder à la coalition du Nord. Il aurait voulu en même temps s'associer aux démarches de l'Autriche pour la paix; les ministres danois avaient vu à son passage l'agent autrichien, Wessemberg, qui se rendait en Angleterre, et M. de Bernstorf, chargé par eux d'une mission pour Londres, devait se concerter avec lui [7]. Les ressentiments de 1807 ayant dû céder à un intérêt grave et pressant, une suspension momentanée d'hostilités laissa quelque liberté à la navigation anglaise.

Cependant une première réponse de lord Castlereagh n'avait pas été aussi favorable qu'on l'espérait. L'Angleterre ne voulait rien faire sans s'être entendue avec Pétersbourg et *Stockholm*. Ce dernier mot était d'autant moins rassurant, que peu de jours après [8], une note de M. d'Engestrom au ministre des relations extérieures du Danemark, tout en exhortant cette puissance à entrer dans la coalition, formula de nouveau les prétentions suédoises sur la Norwége, avec une assurance qui trahissait déjà l'accord consommé sur ce point. La cession de la Norwége y était qualifiée de réunion de la presqu'île scandinave, de rétablissement des limites naturelles entre les deux États. La réponse du ministre danois fut digne et ferme. « Il considérait comme *suffisamment naturelles* les limites qui, depuis près de deux siècles, séparaient ses États de ceux de la Suède. Nulle puissance n'avait

[1] Je plaignis dès lors M. de Senft, que j'avais connu particulièrement, et qui me semblait fait pour une destinée plus honorable; mais je l'ai plaint bien davantage encore deux ans après. Qu'il a dû souffrir, quand il a vu le vénérable roi de Saxe dépouillé de la moitié de ses États par ces mêmes monarques pour lesquels il l'avait abandonné!

[2] « Le roi de Saxe est entré aujourd'hui. Vous pensez bien que l'empereur n'a pas été content de lui, *mais il lui a pardonné*. Il a été séduit, mais c'est le plus fidèle ami de l'empereur. » (Lettre de Caulaincourt à M. de Narbonne, du 12 mai.)

[3] Ces troupes, honteusement célèbres par leur défection sur le champ de bataille de Leipzig, furent incorporées dans le septième corps, dont le commandement resta confié au général Reynier.

[4] Schœll, I, 59.

[5] Congrès de Vienne, protocole du 12 mars 1815 (VI, 227).

[6] 1er mars.

[7] M. de Wessemberg, après la visite inopportune dont il avait été l'objet à Hambourg, de la part d'un commissaire français, fut longtemps retardé dans son voyage par la mauvaise volonté du gouvernement suédois, qui se défiait de sa mission, et retarda pendant plus d'un mois l'envoi des passe-ports nécessaires. Il ne put s'embarquer à Gothembourg que le 19 mars. Cette méfiance est une preuve nouvelle qu'à cette époque l'Autriche, sollicitée de toutes parts, n'avait encore rien articulé de décisif.

[8] 1er avril.



fait de plus grands efforts que le Danemark pour assurer son indépendance, et le roi était décidé à résister de même à toute nouvelle entreprise contre la sûreté de ses sujets. Il ne pouvait adopter le principe qu'ils étaient susceptibles d'être troqués contre des étrangers, comme on échange des meubles, ou comme on troque un troupeau contre un autre; doctrine tout à fait en opposition avec l'indépendance et le bonheur des peuples, but avoué de la nouvelle coalition. » Nous verrons pourtant cette politique de démembrement appliquée sur une grande échelle, au congrès de Vienne.

Les ministres danois avaient encore confiance dans l'empereur Alexandre. Ils savaient que, dès 1811, Bernadotte s'était vanté du consentement de la Russie à la réalisation de son *idée fixe,* lorsque cette puissance, pour s'attacher la Suède, n'avait encore vraiment offert que la rétrocession d'une partie de la Finlande. Une mission russe, l'une des plus indignes roueries diplomatiques dont l'histoire ait à reproduire le souvenir accusateur, acheva d'inspirer au cabinet de Copenhague une fatale sécurité. Vers la fin de mars, le prince Dolgorouki [1] arriva dans cette ville, chargé d'une lettre de l'empereur Alexandre pour le roi. Chargé de solliciter l'accession du Danemark à l'alliance du Nord, il annonçait, en ce qui concernait la Suède, une indifférence ou plutôt un mépris qui ne laissa aucun doute sur sa sincérité. Il alla même, dit-on, jusqu'à déclarer que l'intention de l'empereur de Russie était d'élever le Danemark au rang des premières puissances maritimes, et de lui donner l'investiture de la Hollande. Toute défiance devait céder à la manifestation de dispositions semblables. La Suède, disait-on, devait voir le Danemark engagé dans la coalition, avant que le prince royal risquât son expédition; autrement on pourrait craindre qu'une réconciliation soudaine entre Napoléon et le Danemark n'exposât à une invasion les côtes suédoises dégarnies de troupes. Afin d'obvier à cette crainte, les ministres danois offrirent de dénoncer à la France la rupture du traité de 1807, d'entrer dans un système de neutralité armée contre la France, et d'occuper Hambourg et la basse Saxe avec des forces suffisantes pour reporter la ligne française de neutralité sur l'Ems et le Weser. Le prince Dolgorouki adhéra, au nom de la Russie, à cette proposition, et se porta fort du consentement de l'Angleterre. Une convention secrète régla plusieurs points de ce nouveau système. Il faut dire pourtant que le roi ne l'adopta qu'avec répugnance. Un secret pressentiment l'avertissait du piége.

Dès le mois de février, les bâtiments anglais et suédois interceptaient les convois de vivres destinés à la Norwége, et la mission du comte de Bernstorf à Londres avait autant pour but de défendre la Norwége de la disette que d'obtenir qu'elle fût conservée au Danemark. Le cabinet anglais, dont nous savons déjà les engagements avec la Suède, mit néanmoins dans ses explications une lenteur qui semble avoir été calculée pour assurer le succès de la mission de Dolgorouki à Copenhague. Puis, quand on crut le Danemark assez engagé contre la France, pour qu'on pût le sacrifier impunément, on ne garda plus de mesure. Il fut répondu au comte de Bernstorf que l'Angleterre ne considérait plus la Norwége que comme une province suédoise, et cet envoyé dut quitter Londres, sans avoir pu même remettre une lettre dont il avait été chargé pour le prince régent. Même désappointement du côté de la Russie. Le comte de Moltke avait été envoyé auprès de l'empereur Alexandre. Dès la première audience, ce prince lui a fait connaître que le prince Dolgorouki a outre-passé ses pouvoirs s'il a garanti la Norwége; que les engagements pris sur cette possession avec la Suède, de concert avec l'Angleterre, sont à jamais inviolables [2]!

Sur la foi de ces promesses, désavouées maintenant, le Danemark s'est compromis avec la France comme on l'avait espéré. Les troupes danoises ont

[1] Précédemment ministre à Naples.

[2] Si l'on en croyait l'auteur d'une Histoire de Charles XIV, publiée en 1838, Alexandre n'aurait définitivement pris parti contre le Danemark, dans la question norwégienne, que par suite d'une lettre menaçante du prince royal, déjà débarqué à Stralsund. Mais le désaveu du prince Dolgorouki est antérieur à ce débarquement. La lettre d'Alquier, qui rendait compte de tous ces détails au duc de Bassano, est du 16 mai, et Bernadotte ne débarqua que le 18.

Depuis l'époque où M. Bignon avait préparé ses matériaux, un écrivain distingué, M. Sarrans, a publié une véritable Histoire de Bernadotte, et apporte, sur ce point, de nouveaux documents dont il faut tenir compte. Si, comme il est difficile d'en douter, la mission de Dolgorouki a été fallacieuse dès son principe, il est maintenant certain que Bernadotte n'était pas dans la confidence, et qu'il fut sérieusement alarmé. Il s'en expliqua vivement dans des lettres à l'empereur Alexandre et au prince régent d'Angleterre, du 7 et du 15 avril. (Voy. Sarrans, Histoire de Charles-Jean, I, 298-301.) La nouvelle lettre du 21 mai, écrite après son débarquement, prouve qu'il était encore loin alors d'être rassuré sur les dispositions de la Russie, bien que le prince Dolgorouki eût été désavoué. En étudiant les négociations dans lesquelles Bernadotte s'est trouvé mêlé, on voit combien il était gênant pour ses amis, par ses habitudes d'indiscrétion et de forfanterie; et il est facile de comprendre que, même en travaillant pour lui, on a pu agir à son insu.

reçu l'ordre de s'opposer à la rentrée des Français dans Hambourg. Après de vains pourparlers pour obtenir de Vandamme la neutralisation des îles de l'Elbe, un choc a eu lieu entre les troupes danoises et françaises. Victime d'une odieuse machination, le gouvernement danois va se trouver en guerre à la fois avec la coalition et avec Napoléon, qui vient d'être victorieux à Lützen. Dans cette extrémité, un seul parti reste à prendre; parti conforme aux intérêts du pays comme aux sentiments du souverain, c'est de se jeter dans les bras de la France. Napoléon, depuis qu'il a relevé le Danemark de ses engagements, tout en continuant de lui garantir l'intégrité de son territoire, s'est montré aussi généreux que la coalition s'est montrée perfide. Tandis qu'elle affamait les Norwégiens pour les convertir à l'union scandinave, Napoléon, prévoyant que le Danemark aurait besoin d'armer des chaloupes canonnières pour défendre la Norwége, s'empressait d'autoriser le renvoi des marins danois, mis antérieurement au service de la France [1]. Le contraste de cette conduite avec celle des alliés ne permet pas d'hésitation, au moment où les troupes suédoises débarquées s'avancent déjà vers le Holstein. Le prince héréditaire, Christian-Frédéric, chéri des habitants de la Norwége, est envoyé dans ce pays pour en organiser la défense. Il y parvient à travers les croisières ennemies. Les mesures de rigueur contre la navigation anglaise reprennent leur cours : le chargé d'affaires suédois est renvoyé; enfin, à la suite d'une entrevue [2] entre le ministre de France et M. de Rosenkrantz, les généraux danois reçoivent l'ordre de se réunir aux troupes françaises de la première division militaire. Une mission près de Napoléon est devenue nécessaire; le président de la chancellerie, M. de Kaas, en est chargé. Le choix de ce personnage, déjà connu de l'empereur, ne peut que lui être agréable [3].

M. de Kaas était porteur d'une lettre du roi, empreinte de toute la loyauté de ce monarque. « Je n'ai jamais eu, écrivait-il à Napoléon, l'intention de me mettre en possession de Hambourg, quoiqu'elle m'ait été offerte, ainsi que d'autres villes ou districts, pour que je me range du côté de vos ennemis : l'urgente nécessité de faire tout ce qui dépendait de moi pour sauver de la famine les braves habitants de la Norwége, m'a fait chercher le rétablissement de la paix avec l'Angleterre, dans le moment où V. M. Impériale elle-même s'est montrée disposée à donner la paix à l'Europe. J'ai trop longtemps éprouvé les effets des dispositions hostiles du prince qui est l'âme du gouvernement suédois, et qui s'est déclaré l'ennemi de la France, pour ne pas avoir de justes raisons de rompre avec la Suède. Je souhaite vivement de concerter avec V. M. les opérations de mes troupes. Mes généraux viennent d'être instruits de s'adresser à cet égard aux vôtres. »

Quoique la suite des négociations du Danemark soit postérieure à la bataille de Bautzen, nous croyons devoir en compléter de suite le tableau.

Napoléon avait reçu avec une vive satisfaction, par M. Alquier, tous ces détails qui éclaircissaient la situation du Danemark; il aimait à retrouver le roi tel qu'il l'avait compris. De plus, la réunion des troupes danoises au prince d'Eckmühl, sur le bas Elbe, avait son importance sous le rapport militaire : elle neutralisait complétement l'effet du fameux débarquement de Bernadotte, qui venait enfin de s'opérer. Le désappointement de celui-ci fut vif dès les premiers pas qu'il fit sur le sol allemand. Au lieu des divisions russe et prussienne dont le concours lui avait été promis, il n'avait trouvé qu'un chambellan du roi de Prusse pour le complimenter. Il fut surtout vivement piqué de la nomination d'un gouverneur général de l'Allemagne septentrionale; cette mesure, dans laquelle il crut voir de la défiance, n'était propre, selon lui, qu'à paralyser les esprits; elle paralysa tout à fait, du moins pour le moment, son ardeur belliqueuse. Une division suédoise, dont la présence avait momentanément rassuré les habitants de Hambourg, évacua cette ville le 26, parce qu'elle aurait pu être coupée, et non pas *pour être plus à portée de la défendre,* comme le prétendait Bernadotte dans une proclamation encore bien gasconne pour un prince suédois.

Les événements de Bautzen amenèrent un revirement nouveau dans les conseils des alliés relativement au Danemark, dont l'alliance acquérait, par la marche des événements, une assez grande importance pour mériter une nouvelle tentative. Le 31 mai, les agents anglais Thornton et Hope, et l'agent suédois Wetterstedt, se trouvant dans la baie de Kiöge, à bord du vaisseau anglais *la Défiance,* nom qui semblait un avertissement utile,

[1] Avril.

[2] C'était à l'île de Wilhemsburg que Vandamme avait eu des soldats du Danemark à combattre. Alquier apportait au ministre danois des paroles de colère (lettre du duc de Vicence, 14 mai), mais une franche explication dissipa ce nuage.

[3] Il paraît que de nouvelles tentatives furent faites près de M. de Kaas, notamment à Altona, pour retarder ou annuler sa mission. On voulut tour à tour l'effrayer par de prétendus revers des armées françaises, et le séduire par de nouveaux mensonges sur la Norwége : le diplomate danois fut inébranlable.

mais involontaire, pour le gouvernement danois, lui adressèrent la demande de sauf-conduits pour venir à Copenhague avec le général russe Suchtelen, y traiter d'un arrangement dont ils firent d'avance connaître les conditions principales. Cette fois, les engagements contractés avec la Suède, relativement à la Norwége, restaient la base des négociations; néanmoins le prince de Suède, voulant donner, au nom de son souverain, une preuve de modération et de *désintéressement,* consentirait à ne recevoir que le grand bailliage de Drontheim et les provinces de Norland et de Finmarck, situées entre Drontheim et la frontière russe, si le roi de Danemark n'était pas convaincu de la nécessité de céder immédiatement la Norwége entière. La coalition demandait de plus vingt-cinq mille hommes de troupes auxiliaires danoises, et déclarait annulées toutes les propositions d'indemnité continentale qui avaient pu naguère être faites au Danemark, quand on essayait d'entrer en arrangement sur la base d'une renonciation absolue à la Norwége. On promettait la restitution des colonies danoises, et le rétablissement des anciennes relations commerciales après la paix. Deux autres conditions répondaient aux vues manifestées précédemment par la cour de Copenhague, dans le but de la pacification. L'une de ces conditions était la promesse d'un armistice général aussitôt que les troupes auxiliaires danoises auraient joint celles de la coalition; l'autre, la déclaration que l'Angleterre ne traiterait de la paix qu'après que toutes les autres conditions auraient été remplies. En examinant de près ces propositions, il nous est pénible d'y reconnaître le même esprit fallacieux qui avait présidé à la mission du prince Dolgorouki. La modération de Bernadotte était dérisoire; d'ailleurs ce qu'il prenait de la Norwége lui donnait les arrhes sur le tout. Il n'était pas moins dérisoire de la part des alliés, d'offrir au Danemark la promesse d'un armistice, que le mauvais état de leurs affaires militaires les forçait de conclure. On est étonné de ne pas voir figurer au moins, parmi ces conditions, la restitution tant réclamée de la flotte danoise; il est probable qu'elle serait devenue l'objet au moins d'une promesse, si la négociation s'était engagée. Mais la loyauté du roi de Danemark ne le permit pas. Il refusa péremptoirement les sauf-conduits demandés, ne pouvant admettre comme base de négociation les engagements de la Suède avec l'Angleterre, engagements qui ne tendaient à rien moins qu'à le dépouiller de la moitié de ses États. Une proclamation du roi annonça aux Danois la démarche qui venait d'être tentée, et la réponse qu'il avait cru devoir faire.

Pendant ce temps, la mission française de M. de Kaas s'accomplissait. Il n'était chargé que de pallier le passé, en faisant à Napoléon le récit des machinations dont le gouvernement danois avait été l'objet; mais il n'avait aucun pouvoir pour signer de nouveaux engagements. Ses instructions, étant antérieures à la bataille de Bautzen, émanant d'ailleurs d'un ministre moins porté pour la cause française que ne l'était personnellement le roi, avaient dû être conçues dans un esprit de temporisation. Lors de son retour de Bautzen, Napoléon vit M. de Kaas à Dresde. Il accueillit avec plaisir ses explications, qui allaient lui fournir de nouveaux arguments pour prouver la mauvaise foi des alliés; mais en même temps il lui fit sentir combien il devenait urgent de conclure un traité qui liât complétement le Danemark à la fortune de la France. M. de Kaas, après avoir préparé ce traité avec le duc de Bassano, repartit vers la fin de juin, porteur d'une lettre de Napoléon au roi. « Je désire, écrivait-il, que de nouvelles stipulations resserrent nos liens, rendent toute leur force à nos engagements, et facilitent le concours de V. M. à la défense commune. La Providence a accordé la victoire à nos armes. Elle a confondu les projets de nos ennemis. Ceux qu'ils ont formés contre les États de V. M. l'auront été en vain. » L'avenir démentira cruellement cette prévision; Napoléon n'est plus l'oracle de la fortune. Au reste, le renouvellement de l'alliance danoise était consommé de fait; dès le 31 mai, les Danois étaient entrés à Hambourg avec l'armée française. Suivant son usage, l'empereur s'était fait rendre compte par un rapport circonstancié de tous les faits exposés ci-dessus, à partir de la rupture momentanée des relations du Danemark. Ces faits furent l'objet d'un long article inséré dans le *Moniteur* du 20 juin 1813 [1].

La postérité, nous n'en doutons pas, flétrira d'une énergique réprobation la politique déloyale que nous venons d'exposer. Le Danemark a été la victime de trois des plus grandes iniquités politiques des temps modernes, la destruction de sa flotte, la spoliation de la Norwége, et la mission fallacieuse du prince Dolgorouki, dont il n'y a pas de désaveu possible. Celle-ci me semble la plus

[1] Aucune réfutation sérieuse de cet article n'a été faite, aucun démenti n'a été hasardé, même depuis que la cause des alliés a triomphé. Le publiciste Schœll, malgré sa haine furieuse contre Napoléon, a été réduit à copier l'article du *Moniteur,* seul document public des négociations du Danemark; et cet article n'était lui-même que la reproduction fidèle d'une dépêche de M. Alquier, que j'ai citée presque textuellement. Ces faits sont donc irrévocablement acquis à l'histoire.

odieuse; car la fausseté révolte encore plus que l'arbitraire. La conduite de Napoléon dans toute cette affaire contraste glorieusement avec celle des alliés. Sa fidélité aux engagements contractés avec le roi de Danemark leur a été fatale à tous deux; mais leur justification appartient à l'histoire.

Les premiers succès de Napoléon, dans la campagne de 1813, ramenaient donc à son alliance le Danemark et la Saxe. Ils semblèrent, au contraire, resserrer davantage les liens secrets qui unissaient déjà l'Autriche à nos ennemis. Napoléon avait accueilli avec un vif mécontentement la déclaration de l'Autriche, relative à son changement d'attitude. L'existence du traité de 1812 était incompatible avec cette médiation armée qui mettait les intérêts de la France à la merci de ses ennemis de Vienne. Cependant, l'un de ses premiers soins avait été d'annoncer sa victoire à son beau-père : il comptait beaucoup, peut-être trop, sur l'effet que cette victoire allait produire sur les résolutions du cabinet autrichien. On s'entretenait déjà à Vienne de nos défaites, avant qu'il y eût un coup de fusil de tiré, et on eut peine à se désabuser, puisque, plusieurs jours après l'arrivée du courrier de M. de Narbonne, l'envoyé russe Stackelberg adressait à M. de Nesselrode des félicitations, dans une dépêche qui fut interceptée. La nouvelle de l'entrée des Français à Dresde et du retour du roi de Saxe fut un réveil pénible pour tout le monde. Cette nouvelle, comme nous l'avons vu, modifia les résolutions du cabinet relativement à la ligne de retraite suivie par le corps polonais; mais ce résultat favorable fut le seul qui fut obtenu.

Dès le 12 avril, M. de Narbonne écrivait au duc de Bassano : « J'assiste à la fin d'une pièce dont les quatre premiers actes sont déjà joués. M. de Stadion, qui part pour le quartier général de l'empereur de Russie, n'y va-t-il pas pour le cinquième? » Cette appréciation n'était que trop exacte, quoique faite d'un ton plus léger que la gravité de l'événement ne semblait le comporter. A l'influence occulte exercée par le comte de Stadion depuis nos revers en Russie, va se substituer une influence officielle et décisive; le cinquième acte qu'il va préparer, sera le traité de Reichenbach.

Cette mission de sinistre augure avait pourtant été différée. On avait attendu le retour du prince de Schwartzenberg, dont les sentiments, depuis son retour de Paris, semblaient plus douteux que jamais à notre ambassadeur. Celui-ci n'avait pas dissimulé à M. de Metternich l'interprétation fâcheuse qu'il ne pouvait s'empêcher de donner à l'envoi de Stadion, choisi, disait-on, de préférence, pour amener les alliés à des dispositions pacifiques. Grâce aux antécédents politiques de ce personnage, sa rentrée aux affaires était aussi significative que l'a été en 1829 celle du prince de Polignac au ministère français. M. de Metternich avait encore des protestations en réserve; il répondait de son envoyé, était sûr de *son point de vue* et de son extrême modération. Dans une lettre au comte de Narbonne il s'exprimait ainsi : « L'empereur Napoléon, je l'espère, voue quelque confiance à l'homme qui, en grande partie, a fondé les rapports existant entre l'Autriche et la France. Serait-il dans la nature des choses que cet homme pût viser au renversement d'une œuvre de plusieurs années [1] ?... » L'ambassadeur français était à même d'apprécier déjà ce que valait ce langage. L'empereur Alexandre, quelques jours auparavant, avait cru devoir faire auprès du gouvernement autrichien une démarche relative à un rapprochement de famille qui devait servir ses intérêts politiques. Désirant aller voir la duchesse d'Oldenbourg, sa sœur, à Tœplitz, dans les États de l'empereur François, il écrivait à ce monarque, « qu'il avait tant de confiance en lui qu'il voulait se constituer son prisonnier. » Un passe-port lui fut envoyé sous le nom du général Romanof [2]. Un moment consternés de l'événement de Lützen, les Prussiens et les Russes avaient bientôt repris leur assurance à Vienne, et répétaient hautement partout que désormais il n'y avait plus de succès de Napoléon qui pussent dégager son beau-père des liens dans lesquels il s'était engagé. Indépendamment de sa négociation secrète avec la Saxe, et de ses rapports confidentiels avec les ministres des puissances alliées, Stackelberg et de Humboldt, officiellement chargés de se concerter avec lui pour l'acceptation de sa médiation, le gouvernement autrichien entretenait depuis longtemps de secrètes intelligences avec le roi de Naples. Nous reviendrons sur cette intrigue, que Napoléon n'ignorait pas à cette époque. Au mois de mai, son ambassadeur à Vienne lui signalait comme très-suspecte la présence du prince Cariati, aide de camp de Murat, envoyé à Vienne, sous le prétexte d'acheter des chevaux [3].

Cependant le cabinet autrichien, jaloux de garder une apparence d'impartialité, s'attachait à répartir avec une sorte d'égalité ses démarches entre les parties belligérantes; aussi, en même temps que M. de Stadion partait pour le quartier général des alliés, autorisé à déployer de suite le caractère de représentant d'une puissance médiatrice prin-

[1] Lettre du 1er mai.

[2] Ce fut pendant ce voyage qu'il vit Metternich.

[3] 10 mai.



cipale, M. de Bubna était renvoyé près de l'empereur Napoléon, et chargé de le pressentir sur la disposition dans laquelle il pourrait être, d'adhérer aux bases d'arrangement convenues dès cette époque entre les trois puissances, mais que l'Autriche présentait comme venant d'elle seule.

M. de Bubna arriva à Dresde le 16 mai. Il remit à Napoléon une lettre de son beau-père dans un entretien qui se prolongea fort avant dans la nuit. Cette lettre précise parfaitement la situation de la politique de l'Autriche en ce moment, moins par ce qu'elle dit que par ce qu'elle laisse entendre. Elle nous montre cette puissance décidée à appuyer par les armes les conditions qu'elle juge nécessaires pour le rétablissement de la paix en Europe. L'empereur François annonce qu'il vient d'exécuter la démarche péremptoire annoncée par une lettre précédente, démarche qu'il a cru prudent de retarder jusqu'au moment où une première affaire aurait amorti bien des passions et dissipé beaucoup de chimères... « Votre Majesté, continue-t-il, sait que je ne saurais remplir à demi un devoir. En me chargeant du rôle honorable de ramener un état de repos tant désiré, je dois en vouloir les moyens. Ces moyens résident dans la modération de mes vues et dans l'*appui* que doit espérer, de la part du médiateur, la cause de la justice et de la raison. J'ai fait demander aux cabinets russe et prussien quelles sont leurs prétentions. Le comte de Bubna est chargé de placer sous les yeux de Votre Majesté *quelques points* que je crois surtout devoir servir de base à un arrangement, et sur lesquels je désire m'entendre particulièrement avec elle. Si Votre Majesté veut peser mes idées avec cette impartialité qui doit présider à tout arrangement stable, il est impossible qu'elle ne se convainque pas que le médiateur est l'ami de Votre Majesté, et que, sans partager aucun point de vue exagéré, il est prêt à *soutenir* une cause qu'il serait difficile de ne pas regarder comme aussi française qu'elle a de droit à devenir *générale*, en offrant de véritables chances de repos. » L'empereur François fait ensuite des vœux pour que Napoléon, en secondant ses efforts, assure par sa modération l'avenir de son règne et l'existence de sa dynastie, qui *s'est confondue avec celle de la maison d'Autriche*. Enfin, il annonce l'intention de se rapprocher du théâtre de la guerre qui va devenir celui de la paix, pour éviter des difficultés et des lenteurs.

On le voit, cette lettre cache, sous des protestations bienveillantes dont un avenir prochain montrera bientôt tout le vide, une menace d'hostilités à laquelle ce choix de M. de Stadion ôte toute équivoque. D'après ses instructions, Bubna fit connaître ces *points principaux*, sur lesquels l'Autriche croyait devoir insister si fortement. Ils n'étaient pas inconnus à Napoléon, ayant été successivement articulés dans les conversations de M. de Metternich avec M. de Narbonne, qui s'était empressé de les transmettre. C'étaient la cession des provinces illyriennes, la dissolution de la confédération du Rhin, l'abandon des nouveaux départements réunis sous la commune dénomination de 32e division militaire, la destruction du duché de Varsovie, et l'agrandissement de la Prusse d'après ce qui serait convenu entre les grandes puissances, qui resteraient garantes de l'état des choses, et véritables protectrices de la confédération [1].

Nous retrouverons ces conditions, énoncées presque dans les mêmes termes, au traité de Reichenbach. Nous les retrouverons encore présentées le 8 août à Napoléon comme l'ultimatum autrichien, dans ce suprême moment qui a décidé du sort de l'Europe. Cette conformité prouve qu'un accord complet de vues et de principes existait déjà entre les alliés et l'Autriche, au moment où cette puissance avait pris l'attitude d'une médiation armée, et que cet accord n'a jamais cessé depuis. L'Autriche elle-même s'en vantera plus tard dans son manifeste. Ainsi cette puissance, après avoir antérieurement sollicité le traité de 1812, par lequel elle garantissait l'intégrité de l'empire français, propose et appuie maintenant d'une menace de guerre des conditions qui portent gravement atteinte à cette intégrité. Ces conditions semblaient à Napoléon injurieuses en elles-mêmes d'abord venant après la bataille de Lützen, injurieuses encore venant par l'Autriche. Tout en évitant de dire là-dessus tout ce qu'il pensait, il ne dissimula pas son mécontentement. Il parla aussi des avantages qu'il serait disposé à faire à l'Autriche, en retour d'un nouveau traité de coopération qui resserrerait les liens de cette alliance qu'elle semblait mettre en oubli; mais *de telles questions avaient besoin d'être mûries*. Ainsi Napoléon persiste toujours dans sa fatale répugnance pour un sacrifice qui lui assurerait le concours intéressé de l'Autriche. Il est vrai que cette puissance semble prendre à tâche de tout faire pour rendre cette répugnance excusable. Aussi verrons-nous bientôt qu'il espérait se passer d'elle pour arriver à une solution pacifique.

Enfin, la question du congrès fut touchée dans cette entrevue, et sur ce point des assurances positives furent données et confirmées par écrit. Napo-

[1] Suivant M. de Metternich, ces propositions, que Narbonne trouvait inacceptables, étaient pour empêcher la *Russie* de prononcer les noms d'Italie et d'Espagne.

léon était d'accord avec M. de Metternich sur la nécessité d'un congrès; mais il le concevait d'une manière plus large et plus libérale. Ce fut là une de ces résolutions dont il importe de lui restituer tout l'honneur. Voici ce qu'il écrivait à l'empereur d'Autriche le 15 mai, dans une lettre [1] qui n'a pas été encore imprimée : « J'ai entretenu le comte de Bubna pendant plusieurs heures. Je désire la paix plus que personne. Je consens à l'ouverture d'une négociation pour une paix générale, et à l'ouverture d'un congrès... Je ne fais pas difficulté d'admettre même au congrès *des plénipotentiaires des insurgés d'Espagne,* pour qu'ils puissent y stipuler leurs intérêts... Si la Russie et la Prusse, et les autres puissances belligérantes, veulent traiter sans l'Angleterre, j'y consens également. Si, une fois le congrès ouvert, il est dans l'intention des puissances belligérantes de conclure un armistice, comme cela s'est fait dans plusieurs circonstances, et comme il en a été question à Paris avec le prince de Schwartzenberg, *je suis prêt à y adhérer.* »

Ces propositions étaient en même temps transmises directement à M. de Stadion qui, de son côté, venait d'arriver au quartier général des alliés [2]. Elles furent reproduites d'une manière plus explicite encore dans le *Moniteur* du 24 mai 1813. La médiation autrichienne n'est pas mentionnée dans cet article; nous allons voir en effet que Napoléon n'était nullement résigné encore à la subir. Il y est dit seulement que les offres pour un congrès relatif à la paix générale, et si l'Angleterre s'y refuse, à la paix continentale, sont conformes aux vues de l'Autriche.

Ainsi Napoléon, à la veille de la bataille de Bautzen, ayant la victoire assurée par le mouvement du maréchal Ney, consentait d'avance à un armistice et à un congrès; il consentait de plus, *un mois avant la bataille de Vittoria,* à admettre dans ce congrès les plénipotentiaires des insurgés espagnols, contradictoirement avec ceux de son frère, pour débattre leurs intérêts. Cette démarche condamnait trop évidemment la conduite des alliés, celle de l'Autriche surtout, pour n'être pas contestée plus tard. « A qui ces propositions ont-elles été adressées? dit le manifeste autrichien remis le 12 août à M. de Narbonne... Le cabinet autrichien, qui n'en eut connaissance que par les feuilles publiques, l'*ignorait complétement.* » Le cabinet autrichien, avant de connaître l'article du *Moniteur,* a connu la lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche, et celle de Bubna à Stadion, véritable ouverture qui, s'adressant à de sincères amis de la paix, eût amené les plus heureux résultats. Au reste, le rédacteur du manifeste n'ose pas trop insister sur cette ignorance prétendue, et s'attache à prouver que cette proposition, dans les circonstances où elle fut faite, devait être considérée plutôt comme un jeu de l'*imagination,* que comme une invitation sérieuse à une grande mesure politique. Je ne pense pas que ces considérations puissent être d'un grand poids dans l'esprit d'un homme de bonne foi. Tout ce que Napoléon proposait était aussi facile à exécuter que nécessaire. Les plénipotentiaires de France, de Prusse, de Russie, de Suède, du Danemark, de l'Autriche, de l'Angleterre, auraient pu être rendus de suite à Prague, y former un congrès sérieux; mais cet objet important réclamait impérieusement la volonté sincère et le concours actif des grandes puissances qui dirigeaient les masses belligérantes. Le lecteur est maintenant à même de juger de quel côté cette volonté sincère a manqué. La marche rapide que les passions ont imprimée aux événements a fait perdre de vue la démarche de l'empereur Napoléon; mais elle est acquise à l'histoire par des documents irrécusables, et suffit pour détruire bien des calomnies. Les alliés n'entendaient pas ainsi la question du congrès; ils voulaient un travail préparatoire, une base préalablement et unanimement admise, c'est-à-dire, la reconnaissance de la médiation autrichienne, et l'acceptation des conditions que l'Autriche, d'accord avec eux, présentait comme fondamentales. C'était précisément cet accord qui faisait rejeter à Napoléon toute idée de médiation. Un médiateur doit être impartial, et ne rien vouloir pour lui. L'Autriche remplissait-elle ces deux conditions? C'était par un arrangement direct avec la Russie que Napoléon espérait alors arriver à la paix. « Pour que les deux souverains s'entendent, écrivait Caulaincourt à Narbonne [3], il faut peu de chose. Une mission au quartier général russe couperait le monde en deux. Qu'est-ce qui importe à la Russie? Le

[1] Il importe de ne pas confondre cette lettre avec une autre de même date, écrite sous l'impression du ressentiment que lui avaient causé les propositions autrichiennes. C'est dans cette dernière que se trouve la phrase fréquemment citée : « Si V. M. prend quelque intérêt à mon bonheur, qu'elle soigne mon honneur. Je suis décidé à mourir, s'il le faut, à la tête de tout ce que la France a d'hommes généreux, plutôt que de devenir la risée des Anglais, et de faire triompher nos ennemis. Que V. M. songe à l'avenir; qu'elle ne détruise pas le fruit de trois ans d'amitié, etc. »

[2] Lettre de M. de Bubna à M. de Stadion, du 18 mai. La minute de cette lettre avait été soumise à l'empereur, qui y raya la promesse faite, dans la chaleur de l'entretien, de retirer son armée sur l'Elbe, en concluant un armistice, quand même il aurait obtenu des avantages dans l'intervalle.

[3] 14 mai.



système continental et la Pologne. Nous avons déjà renoncé au système continental pour la Russie; l'Italie, l'Allemagne et l'Espagne importent bien plus à l'empereur que la Pologne. » Napoléon se trompait, quand il croyait pouvoir tout obtenir de l'empereur Alexandre, en lui cédant la Pologne; il ignorait ce qui avait été convenu déjà, sur cette question, entre les puissances. Il faisait écrire encore à Narbonne : « L'Autriche a trois partis à prendre : être neutre, alliée ou ennemie. La neutralité sans armements est celui qui nous conviendrait le mieux. *L'alliance, il faudrait la payer trop cher.* » Longtemps encore il poursuivra cette chimère de la neutralité autrichienne.

La plus grande froideur régna, pendant tout le mois de mai, dans les relations de l'ambassadeur français à Vienne avec M. de Metternich. Celui-ci commençait à sentir lui-même que le temps des protestations était passé, et la rupture de l'alliance de 1812, qui existait déjà en fait, proscrivait toute intimité dans les communications. En revanche, les rapports de MM. de Stackelberg et de Humboldt, envoyés par les alliés pour se concerter au sujet de la médiation, devenaient de jour en jour plus fréquents et plus suivis. Napoléon en savait assez à ce sujet pour motiver une rupture complète dans d'autres circonstances, et surtout avec un autre souverain que son beau-père.

Comme il est facile de le prévoir, la tournure qu'avaient prise les hostilités dès le début de la campagne, avait influé puissamment sur le langage que les alliés tenaient à l'Autriche. Deux notes (prussienne et russe) du 16 mai, résumant toutes les idées sur lesquelles des conférences antérieures avaient amené un accord complet, proposaient la réduction de la France aux limites du Rhin et des Alpes, pour but de la guerre à laquelle l'Autriche médiatrice devait prendre part, si l'empereur Napoléon n'adhérait pas aux conditions sur lesquelles M. de Bubna était allé le pressentir. Ces notes, mentionnées dans la convention de Reichenbach, ont été la base du traité secret de Tœplitz.

M. de Narbonne suivait avec anxiété les symptômes alarmants qui se manifestaient à Vienne. Il écrivait, le 19 mai : « Le cabinet autrichien... saisirait volontiers l'occasion de rompre avec nous. Le prince de Schwartzenberg a décidément pris couleur contre la France; M. de Metternich n'a pas encore brûlé ses vaisseaux, mais il en est bien près. » Deux jours après, M. de Bubna était de retour de Dresde. L'empereur ne lui avait pas dissimulé combien il était mécontent de Metternich; mais Bubna, homme conciliateur et pacifique, ne crut pas devoir reporter à celui-ci tout ce qui lui avait été dit sur son compte. Malheureusement Napoléon trouvera bientôt l'occasion de le lui répéter à lui-même. Ce ministre, qui, au mois d'août, faisait ou laissait insérer dans le manifeste autrichien l'assertion qu'il avait ignoré complétement qu'une proposition de congrès eût été faite par Napoléon, en avait longuement conféré avec l'ambassadeur français, le jour même de l'arrivée de M. de Bubna [1]. Il en parut vivement satisfait, ne croyant peut-être pas alors que Napoléon fût résolu de tenter un dernier effort pour se débarrasser de la médiation autrichienne. Il fut bientôt détrompé à cet égard. Des courriers russes lui apprirent en même temps et la bataille de Bautzen, et la tentative qui avait été faite la veille par le duc de Vicence pour un arrangement direct avec la Russie. Ces nouvelles le laissèrent triste et soucieux.

Jetons un regard rapide sur les événements militaires qui viennent de s'accomplir depuis l'entrée de Napoléon à Dresde.

L'arrière-garde ennemie, repliée sur la rive droite de l'Elbe, a salué cette entrée d'une dernière canonnade; après avoir défendu avec opiniâtreté le passage du fleuve, elle a continué de couvrir la marche de la grande armée alliée qui suit la route de Breslau, laissant libre celle de Berlin [2]. N'étant pas inquiétée par de la cavalerie, cette armée a promptement repris une attitude menaçante : à douze lieues de Dresde, elle s'arrête dans une superbe position, couverte par la Sprée, et fait face au vainqueur.

Les soins de Napoléon pour la paix ne lui ont pas fait perdre de vue ceux que réclamait la poursuite de l'ennemi. Les 11e, 4e, 6e et 12e corps, et la garde impériale, ont tour à tour traversé Dresde; nos jeunes soldats suivent l'ennemi avec une ardeur infatigable. Le 12, Miloradowitz, qui continuait de couvrir le mouvement des alliés, fut vivement abordé par notre avant-garde (11e corps). On se battit à Schmiedefeld, puis à Bischoffswerda; les Russes furent très-maltraités dans cette dernière affaire [3]. Il fallut cependant combattre encore le 15 pour les chasser de la position de Godau, à quelques milles de Bautzen. Le soir même, l'avant-garde française arrivait sur la rive gauche de la Sprée.

[1] M. de Narbonne, 21 mai. C'est là une des circonstances où la véracité de M. de Metternich s'est trouvée le mieux prise en défaut.

[2] Cette manœuvre, désavantageuse sous le rapport militaire, ne peut s'expliquer que par des motifs politiques. Elle rapprochait les alliés de la frontière autrichienne.

[3] En se retirant, ils mirent le feu à cette malheureuse ville, qui fut entièrement détruite. Napoléon se hâta de faire distribuer aux habitants une somme considérable.

La certitude des engagements secrets de l'Autriche avec les alliés, et de ses intrigues avec Murat, a déterminé Napoléon à renvoyer de suite en Italie le prince vice-roi, pour y préparer une défense qui sera peut-être bientôt nécessaire de deux côtés à la fois. C'est une précaution contre les ennemis de demain; quant à ceux d'aujourd'hui, ils sont vaincus d'avance : Napoléon tient sa bataille. Aussitôt après celle de Lützen, il a détaché sur Torgau les divisions de Ney (3e corps), puis celles de Lauriston (5e), qui avaient passé l'Elbe à Meissen. Ces deux corps, se portant sur l'Elster-Noire dans la direction de Berlin, avaient semblé aux généraux alliés devoir former, avec le corps du duc de Bellune (2e), qui s'était porté sur Wittemberg, et le 7e qui s'organisait à Torgau, le noyau d'une nouvelle armée, destinée à agir sur Berlin [1]. Ce mouvement avait été sérieux dans le principe; Napoléon ayant cru que Blücher était allé renforcer les corps qui couvraient Berlin, avait d'abord pensé à combiner une attaque sur cette ville avec le corps du prince d'Eckmühl; toutefois, encore incertain sur les mouvements de l'ennemi, et préférant frapper un grand coup là où les souverains commandaient en personne, il avait réglé le mouvement de Ney de manière à ce qu'il pût changer à temps de direction, et arriver avec toutes ses forces sur l'extrême droite et sur la ligne de retraite de l'ennemi, au fort même de l'action. Ce mouvement, l'une des plus belles inspirations de Napoléon, sera dignement exécuté par le prince de la Moskowa.

Cependant l'attrait d'une victoire assurée n'empêche pas Napoléon de songer à la paix, tout en combinant ses dernières dispositions d'attaque. Plus que jamais dégoûté de l'Autriche et de sa médiation, il s'adresse directement à l'empereur Alexandre pour mettre fin aux hostilités à la veille d'une bataille où va couler le sang de presque toutes les nations du continent, dans le seul intérêt de l'Angleterre. L'idée de cette tentative le poursuivait depuis quelques jours, et les dernières communications de l'Autriche étaient bien faites pour l'y confirmer. Le duc de Vicence, ancien ambassadeur de Russie, est évidemment l'homme qui pourra le mieux s'entendre avec Alexandre. Le but officiel de sa mission est toujours une proposition de congrès, et celle d'un armistice si le congrès est accepté; cela n'est un mystère pour personne, et doit être en conséquence communiqué à Stadion; mais l'essentiel est que Caulaincourt voie l'empereur de Russie, qu'il le fasse parler, ménageant ainsi, par cette ouverture directe, le moyen d'écarter la médiation de l'Autriche, et de la punir de sa duplicité, en la privant de sa prépondérance nouvelle, et des avantages qu'elle en espère. Pour arriver à cette fin, Napoléon aurait fait des sacrifices considérables. « Il aurait cédé sur le traité de Tilsitt, persuadé que si l'on établissait une paix solide, l'empereur Alexandre sentirait à la longue la nécessité de faire respecter son pavillon, droit que les plus petites puissances ont défendu [2]. » D'autres ouvertures, tendant à faire considérer comme possible l'établissement d'un royaume prusso-polonais, auraient engagé la discussion prévue sur les intérêts de la Prusse et sur l'existence du grand-duché de Varsovie; mais tout cela n'était que conditionnel : l'important était de se voir et de se parler.

Cette démarche, rapprochée du langage évasif tenu au comte de Bubna, relativement aux concessions qui auraient pu encore ramener l'Autriche au système français, prouve que Napoléon voulait aussi sincèrement la paix, qu'il était encore fermement résolu à décliner l'entremise autrichienne. Avec les dispositions toutes belliqueuses des alliés, une pareille tentative devait être inutile et même funeste; elle leur donnait un moyen d'action de plus sur l'Autriche, qui bientôt ne verrait plus de profit et même de sûreté que dans le triomphe de leur cause. D'un autre côté, en présentant à Napoléon la paix comme n'étant possible que par la médiation autrichienne, ils multipliaient les chances de guerre. Tel était alors le système de la coalition, système trop fortement lié pour qu'une nouvelle victoire de Napoléon pût faire autre chose que d'en hâter même le développement. L'entrevue de Caulaincourt et d'Alexandre, sur laquelle Napoléon comptait beaucoup, ne put avoir lieu. Le duc de Vicence attendit vainement toute la journée du 20 aux avant-postes français, et la réponse qu'il reçut le lendemain, en lui faisant connaître que la Russie était déjà trop engagée avec l'Autriche pour recevoir aucune proposition directe, lui apprit que le véritable but de sa mission était désormais impossible à remplir.

[1] « L'ennemi manœuvre sur Berlin. La bataille qui lui sera livrée aux sources de la Sprée (Bautzen) nous vengera de ses intentions contre la capitale de la monarchie; cette bataille, et la résistance qu'il trouvera sur la Havel, feront échouer ses projets. » (Rapport prussien sur les événements du 2 au 16 mai; Schœll, I, 59.) Les alliés comptaient alors sur la prochaine arrivée de Bernadotte pour neutraliser les efforts de l'armée française dans le Nord. Bernadotte débarqua en effet le 19; mais il ne fit rien jusqu'à l'armistice.

[2] Instructions du duc de Vicence. Ces instructions, dictées très à la hâte, sont subordonnées entièrement à la tournure qu'aurait prise l'entretien espéré. J'y trouve cette phrase remarquable : « S'assurer qu'on veut traiter sans l'Angleterre; car, plus on se battra, plus on jouera le jeu de l'Angleterre. »

Le champ de bataille où Napoléon vient chercher les alliés est déjà célèbre dans les annales guerrières de l'Allemagne. C'est à l'abri des positions formidables de Klein-Bautzen et de Kreckwitz que le grand Frédéric brava naguère l'armée de Daun, récemment victorieuse, comme vient de l'être l'armée française[1]. « Mais Frédéric n'est plus là ; » ce fut le mot de Napoléon en examinant les dispositions des alliés. Depuis le mois de février, ces hauteurs vouées à la guerre sont bouleversées par les pionniers ennemis, et depuis la bataille de Lützen, ces travaux ont été poussés avec plus d'activité encore. L'arrivée du corps de Barklay de Tolly a porté la grande armée alliée à cent cinquante mille hommes, nombre égal à celui de l'armée française. L'empereur Alexandre a pris le commandement en chef, et communique la confiance qui l'anime à son armée, dont il croit la position inexpugnable.

Le seul corps français qui dans ce moment semble menacer l'extrême droite des alliés est celui de Lauriston, qui, après s'être porté de Torgau sur Ubigau, s'était rabattu sur Hoyerswerda[2], et s'avançait péniblement à travers les marécages boisés qui séparent l'Elster-Noire de la Sprée. York et Barclay de Tolly marchent à sa rencontre. Ce dernier s'égare et vient donner à Kœnigswartha sur la division italienne du général Peri, du 4e corps, détachée pour maintenir les communications avec Ney et Lauriston ; cette division fut très-maltraitée. Le transfuge York, moins heureux, était rencontré à Weissig par Lauriston, et rejeté avec perte sur la Sprée. Pendant ce temps, tous les corps de l'armée française qui ont traversé Dresde[3], se déploient sur les hauteurs en face de Bautzen, de Techritz à Welka.

Le 20 à midi, la canonnade retentit sur toute la ligne. Pendant cette journée, l'ennemi défend la ville de Bautzen et les hauteurs qui bordent la Sprée, de Sinkwitz à Klix. L'attaque des Français est impétueuse et irrésistible. Oudinot, Macdonald et Marmont franchissent la Sprée, et s'emparent des hauteurs au sud et au nord de Bautzen. Cette ville même, dont les antiques remparts retentissent des décharges de l'artillerie russe, est enlevée par les voltigeurs de la division Compans, tandis que la division Bonnet repousse les Prussiens de Kleist au delà de Niederkayna. Pendant ce temps, le 4e corps a délogé l'ennemi des hauteurs de Nieder-Gurck, et s'établit entre les deux bras de la Sprée, de Luben à Gross-Leichnam. A huit heures du soir, Napoléon est entré à Bautzen. Pendant cette première journée, l'ennemi n'a voulu que retarder et fatiguer l'armée française, avant de lui laisser aborder sa principale ligne de défense. Pour les deux partis, la vraie bataille sera celle du lendemain. Mais, dès ce moment, on en devine le résultat. Tandis que l'ennemi multiplie ses précautions pour n'être pas forcé le lendemain dans la formidable position d'Hochkirch à sa gauche, les deux premières divisions de Ney, qui ont marché pendant toute la journée du 20, entrent en ligne devant Klix, sur la Sprée, à l'autre extrémité du champ de bataille.

Le 21, la bataille s'engage sur tous les points. Oudinot et Macdonald maintiennent la gauche de l'ennemi[4] ; Mortier et Marmont, son centre et ses réserves. Nous le savons d'avance, c'est à sa droite que le succès va se décider. Le corps de Barklay, attaqué avec impétuosité, est délogé de Klix, de Malschwitz et des hauteurs de Glein. La division Souham s'élance sur la position capitale de Preititz, qu'un billet de Napoléon prescrivait d'occuper pour onze heures. Les alliés, attaqués sur toute leur ligne de front, entendent maintenant derrière eux le canon de Ney, qu'ils croyaient encore le matin dans la direction de Berlin. La lutte acharnée de Kaya se renouvelle à Preititz ; les Prussiens sont venus au secours des Russes ; ils reprennent cette position et en sont chassés à leur tour. Dès ce moment, la bataille est gagnée ; il ne s'agirait plus que d'en recueillir les fruits. De Preititz, Ney domine la plaine qui s'étend derrière les autres hauteurs, où l'armée prussienne est encore engagée tout entière ; la plaine, traversée par la chaussée de Würschen, l'unique ligne de retraite des alliés. Quel moment si nous avions là Murat et sa brillante cavalerie, dont la Russie garde les ossements ! Le souvenir de 1812 plane toujours, comme un nuage sinistre, sur nos victoires nouvelles !

[1] Le 14 octobre 1758, Frédéric occupait la position d'Hochkirch ; il en fut chassé après cinq heures d'une lutte opiniâtre et sanglante. Sa droite, appuyée aux montagnes de Bohéme, fut tournée par l'ennemi, ce qui décida l'affaire. Malgré les pertes qu'il avait faites, Frédéric, s'étant replié sur Kreckwitz et Klein-Bautzen, y resta dix jours en vue de Daun, qui n'osa pas attaquer, de peur de gâter sa victoire. En 1813, les alliés occupaient toutes ces positions à la fois ; et celle d'Hochkirch ne pouvait plus être tournée, comme en 1758, à cause de la neutralité de la Bohême.

[2] Le 16, à Grossenhayn, le duc de Trévise, à la tête d'une division de la jeune garde et de la cavalerie Latour-Maubourg, avait attaqué et forcé à la retraite les Cosaques de Platow et le corps prussien de Kleist, placés sur les communications du cinquième corps.

[3] 12e, 11e, 6e et 4e corps ; infanterie et cavalerie de la garde.

[4] Miloradowitz, qui commandait l'extrême gauche, croyait avoir à repousser l'attaque principale et se défendait avec vigueur ; il prit même l'offensive contre le 11e et le 12e corps pendant une partie de la bataille.

Cependant les feux de notre gauche, éclatant à l'horizon, ont annoncé l'instant décisif; c'est sur la droite de l'ennemi, déjà tournée, que Napoléon frappe les coups les plus terribles. Soult, avec le 4e corps, attaque et enlève la position de Kreckwitz, au moment où Blücher vient de la dégarnir pour combattre Ney. La réserve prussienne d'York débouchait à son tour de Litten pour reprendre Kreckwitz. Napoléon a lancé sur elle, du ravin de Nadelwitz, la jeune garde et les cuirassiers de Latour-Maubourg. Enfin, attaqué de front et à revers et débordé par sa gauche, Blücher abandonne ses positions et se retire par la chaussée de Würschen; sa retraite est protégée par Barklay et Kleist contre l'arrière-garde de Ney, qui entrait en ligne sous Reynier, et contre Lauriston, qui débouchait à l'extrême droite par Baruth [1].

La défaite des Prussiens a décidé la bataille; Miloradowitz, vivement pressé par les 6e, 11e et 12e corps, se retire sur Hochkirch, sans pouvoir être entamé, toujours faute de cavalerie. A la nuit, Würschen, qui, la veille encore, était le quartier général de l'empereur Alexandre, est occupé par nos troupes [2].

Ces mêlées formidables, où triomphe encore le génie de Napoléon, n'ont plus le prestige de ses anciennes victoires; elles n'exaltent pas les vainqueurs, ne découragent pas les vaincus. Quelle différence entre le soir de Bautzen et celui d'Austerlitz ou de Jéna! « Quoi! pas de canons, pas de prisonniers! » s'écrie Napoléon lui-même. Aucun de ces résultats qui consolent du sang versé! Rien que des blessés et des morts; la guerre, dans toute son horreur, et sans l'ivresse du triomphe; la guerre indécise, interminable, comme les steppes de la Russie!

[1] Le maréchal Ney, s'il avait eu de la cavalerie, et surtout s'il avait bien connu la position des différents corps de l'armée ennemie, aurait pu obtenir des résultats plus importants, en marchant dans la direction des clochers de Hochkirch, aussitôt après la prise de Preititz. Toutefois on ne saurait méconnaître une grande exagération dans les reproches que lui adresse, à ce sujet, son ancien chef d'état-major Jomini. D'après les généraux alliés, le corps français le plus avantageusement placé pour couper la retraite à Blücher, était celui de Lauriston, qui se laissa retarder beaucoup vers Baruth par des forces inférieures sur un terrain, il est vrai, assez difficile. S'il avait donné tête baissée vers Weissemberg pendant que Barklay était encore engagé vers Preititz, l'aile droite des alliés était tout à fait compromise. V. Schœll, II, 334.

[2] Les alliés perdirent près de dix-huit mille hommes, tant tués que blessés, dans ces deux affaires, et les Français plus de douze mille. Un grand nombre de jeunes soldats se blessaient les mains en tirant; Napoléon se convainquit par une enquête spéciale, que ces accidents n'étaient dus qu'à leur inexpérience du maniement des armes. C'était un fait important à constater pour l'honneur de notre jeune armée.

# CHAPITRE IX.

## ARMISTICE. — GUERRE D'ESPAGNE.

**Lettre de M. de Stadion au prince de Neufchâtel, du 20 mai. — Mouvements des armées. — Mort de Duroc. — Entrée des Français à Breslau. — Nouvelle lettre du duc de Vicence à M. de Nesselrode (25 mai). — Réponse de celui-ci (26 mai). — Arrivée des plénipotentiaires chargés de négocier l'armistice. — Départ de l'empereur d'Autriche pour Prague. — Dernières conférences de M. de Metternich avec l'ambassadeur français. — Complicité avouée de l'Autriche avec les alliés. — Entrevues de l'empereur Alexandre avec M. de Metternich. — Conférences de Liegnitz entre M. de Bubna et M. de Bassano. — Négociations de l'armistice. — Signature de la convention d'armistice, le 4 juin. — Affaires d'Espagne. — Dissentiments entre les insurgés espagnols et les Anglais. — Conseils de Napoléon à son frère. — Dépêche du 5 janvier. — Fautes de Joseph. — Situation des armées dans la Péninsule à la fin de 1812. — Opérations de Suchet. — Joseph quitte Madrid pour la dernière fois. — Opérations de Clauzel dans le nord de l'Espagne. — Préparatifs et plan d'opérations de Wellington. — Passage du Duero. — Combat et prise de Salamanque. — Hésitations de Joseph. — Retraite des Français au delà de l'Èbre. — Encombrement des bagages dans le bassin de Vittoria. — Mouvement de Wellington vers les sources de l'Èbre. — Concentration des forces françaises. — Bataille de Vittoria.**

Nous arrivons maintenant à des négociations plus décisives que des batailles. Quelques notes dictées à la hâte, quelques conversations échangées à voix basse, dans le silence des nuits, fixeront les destinées de l'Europe.

Nous avons vu comment Napoléon avait échoué dans sa tentative d'arrangement direct avec l'empereur Alexandre. La première victoire de Bautzen n'avait valu au duc de Vicence qu'une réponse évasive de Nesselrode. Cette réponse, évidemment antidatée de la veille [1], renvoyait toute communication à l'Autriche, dont la médiation avait été acceptée par l'empereur Alexandre, qui en conséquence ne pouvait admettre le duc de Vicence, malgré son désir personnel de le voir. La lettre avait été écrite au quartier général russe de Würschen, occupé le lendemain par l'armée française. Enfin, à la suite de cette nouvelle victoire, une lettre du représentant de la puissance médiatrice auprès des alliés parvient au prince de Neufchâtel. On connaît déjà les dispositions impartiales et pacifiques de M. de Stadion ; nous n'avons donc pas à nous étonner de ce qu'il n'interpose son influence pour la cessation des hostilités, qu'à partir du moment où leur continuation deviendrait préjudiciable aux alliés. « Le comte de Bubna l'a informé, par une lettre du 18, des intentions que S. M. l'empereur des Français a fait connaître de préparer des négociations pour la paix par un armistice, et les souverains alliés lui ont déclaré, en sa qualité de représentant de la puissance médiatrice, qu'ils sont prêts à envoyer aux avant-postes des officiers munis des pouvoirs nécessaires [2]. » Ainsi Napoléon, vainqueur, est condamné à subir la médiation autrichienne.

Cependant l'armée victorieuse s'avance sur tous les points [3]. Ney, Lauriston et Reynier poussent Blücher et Barclay de Tolly sur la route de Breslau; l'aile gauche des alliés se retire devant Macdo-

[1] Elle portait la date du 20 mai. Un post-scriptum du 21 ajoutait qu'au moment où il allait envoyer la lettre, le combat s'était engagé. Il était impossible de déguiser plus maladroitement la volonté de ne répondre à des ouvertures pacifiques qu'en cas d'absolue nécessité.

[2] Il est presque superflu de faire observer que M. de Stadion, avant et depuis la lettre de Bubna, aurait pu empêcher la bataille de Bautzen, et, par conséquent, la mort de vingt mille hommes, si sa mission avait été vraiment pacifique, comme elle aurait dû l'être. Les alliés n'auraient pas risqué une pareille affaire s'ils avaient eu le moindre doute sur l'adjonction prochaine de l'Autriche. Tout en évitant avec soin de s'exposer à une défaite entière, leur intérêt était de prouver à cette puissance qu'ils ne se ménageaient pas en l'attendant.

[3] Dans cette campagne, la fortune vend chèrement ses faveurs à Napoléon. La mort moissonne de préfé-



nald, Marmont et Bertrand. Le général russe Miloradowitz couvre la retraite avec le sang-froid et l'intrépidité que nous lui connaissons déjà [1]. L'armée française traverse successivement, à la suite des alliés, la Neiss, la Queiss, la Bober, la Katzbach; elle est entrée en Silésie ; à notre gauche, le duc de Bellune (2e corps) arrive sous les murs de Glogau. Après plusieurs mois de blocus et de souffrances, les braves défenseurs de cette ville saluent avec transport nos aigles libératrices. Ni les attaques réitérées de l'ennemi, ni les nouvelles de nos prétendues défaites, n'avaient pu lasser leur constance [2].

Cependant, l'armée des alliés qui, grâce surtout à l'infériorité de notre cavalerie, a pu se réorganiser encore cette fois en se retirant, n'oppose nulle part de résistance sérieuse ; elle se retire vers la haute Silésie. Ce mouvement suffit pour prouver à quel point les alliés sont déjà sûrs de l'Autriche. Si cette puissance restait seulement neutre à la reprise des hostilités, acculés ainsi sur la Bohême, ils n'auraient plus de ligne de retraite. L'empereur Napoléon ne s'abuse pas sur la signification politique de cette direction donnée à l'armée ennemie vers la frontière autrichienne, et s'attache à en neutraliser l'effet en gagnant le plus de terrain possible. Nos avant-gardes suivent de près l'ennemi, qui se retranche à Schweidnitz ; le 31 mai, le quartier impérial est déjà à Neumark, le quatrième corps est près de Jauer, le sixième entre Neumark et Moys, les troisième, cinquième et septième vers Lissa. L'armée s'étend vers l'Oder; déjà Glogau a été débloqué par le deuxième corps. Lauriston, détaché de Lissa sur Breslau, avec le cinquième, entre à six heures du matin dans la capitale de la Silésie, dont les habitants, deux mois auparavant, saluaient de leurs acclamations l'entrevue de l'empereur Alexandre et du roi de Prusse. Ainsi, en moins d'un mois, Napoléon a conduit une armée de conscrits, sans cavalerie, des bords de la Saale à ceux de l'Oder ; il touche à la Pologne pour la dernière fois. C'est en ce moment que les négociations de l'armistice suspendent les hostilités [3].

Napoléon n'avait pas perdu encore toute espérance de faire parvenir le duc de Vicence jusqu'à l'empereur Alexandre. En même temps que le duc de Bassano écrivait au comte de Stadion pour lui témoigner la satisfaction de l'empereur sur les dispositions favorables dont il avait donné l'assurance par sa lettre du 22, Caulaincourt répondait à M. de Nesselrode [4]. Il n'était chargé d'aucune mission diplomatique, comme ce ministre avait eu l'air de le croire ; mais il devait, en profitant de l'accès que lui aurait accordé l'empereur Alexandre, *s'il avait été disposé à éviter la bataille,* lui proposer un armistice. Il continuait à être chargé de la même commission, et insistait de nouveau pour qu'il lui fût permis de faire sa cour à l'empereur Alexandre, puisque l'on était d'accord pour l'ouverture d'un congrès. M. de Nesselrode se hâte de répondre (le 26) : « Son souverain avait pensé que, pour les arrangements d'un armistice, il était plus simple d'envoyer un officier de confiance aux avant-postes de l'armée française. Ce serait faciliter l'affaire, et épargner la peine d'une course pour un objet *pure-*

rence autour de lui ses plus fidèles serviteurs. Le lendemain même de la bataille de Würtschen, dans une affaire contre l'arrière-garde russe à Reichenbach, nous perdîmes d'abord le général de cavalerie Bruyères; et, peu de moments après, un boulet vint tuer à quelques pas derrière Napoléon le général du génie Kirgener et le grand maréchal du palais Duroc. Cette dernière perte fut cruellement sentie par l'empereur et par toute l'armée. Bessières et lui en moins d'un mois, c'était trop. Duroc était aussi aimé de l'empereur qu'il lui était nécessaire dans sa sphère d'action. On se rappelle qu'à Schœnbrunn, en 1809, l'empereur, menacé par le poignard d'un fanatique, avait dû la vie à son grand maréchal. C'était un des hommes dont il avait fait toute la fortune, et celui-là du moins le servait avec un sincère dévouement. Duroc aurait été à Sainte-Hélène; tous ceux qui le connaissaient n'en ont jamais douté. Cette opinion unanime est le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui.

[1] Après avoir tant de fois bravé la mort dans les terribles batailles de l'empire, Miloradowitz, devenu gouverneur de Saint-Pétersbourg, fut tué d'un coup de pistolet tiré à bout portant dans l'émeute qui éclata lors de l'avénement de l'empereur Nicolas, au moment où, seul parmi les révoltés, il les exhortait à rentrer dans l'ordre.

[2] Les détails du siége furent publiés dans le *Moniteur* du 10 juin.

[3] Quelques engagements assez importants avaient eu lieu dans les derniers jours de mai : à Haynau, l'avant-garde du général Maison fut surprise par la cavalerie prussienne (26 mai); le lendemain, en revanche, un convoi russe fut pris par la division Sébastiani. Les alliés firent grand bruit de l'affaire d'Haynau, comme aussi d'un convoi enlevé, peu de jours après la bataille de Bautzen, entre Zwickau et Chemnitz, et d'un détachement de cavalerie, surpris entre Bernbourg et Halle, par des partis russes et prussiens qui continuaient d'infester les communications de l'armée.

Napoléon avait laissé à Bautzen le duc de Reggio avec le 12e corps, pour observer le général prussien Bülow, qui couvrait Berlin, et l'empêcher de se porter sur la Silésie. Le duc de Reggio battit les Prussiens sur l'Elster; peu de jours après, il crut pouvoir attaquer Bülow à Lückau et fut repoussé à son tour. Néanmoins il avait atteint son but : avec seize mille hommes il en avait tenu trente mille en échec jusqu'à l'armistice.

[4] Gœrlitz, 25 mai.



*ment militaire.* » Toute communication immédiate se trouvait de nouveau éludée par cette réponse, dont les termes positifs et presque blessants annoncent plutôt l'espoir d'une revanche que le désir de la paix. Ce n'est donc qu'avec les plénipotentiaires russe et prussien que Caulaincourt devait débattre l'armistice. Ils se présentèrent, dès le 29, aux avant-postes français, et envoyèrent au duc de Vicence la copie de leurs pleins pouvoirs, dont le préambule est remarquable : « LL. MM., etc., étant résolues de conclure un armistice, pendant lequel la puissance qui s'est chargée de la médiation de la paix, fera entendre les propositions qui doivent servir de base à cette œuvre salutaire... » Tout était ainsi, plus que jamais, subordonné à l'Autriche.

La partie était déjà liée trop fortement entre cette puissance et les alliés, pour que la victoire de Bautzen même pût la rompre. Aussi cette nouvelle n'amena aucune amélioration dans les rapports de notre ambassadeur à Vienne avec M. de Metternich ; celui-ci lui parut triste et préoccupé : pour l'Autriche, nos succès étaient désormais des revers. Dans une de ses dernières lettres, l'empereur François avait annoncé à Napoléon son intention de se rapprocher bientôt du théâtre de la guerre. Le gouvernement français ne put s'abuser un seul instant sur la signification politique de ce voyage. A Vienne, on ne se cachait nullement pour désigner la ville de Prague comme le théâtre de la prochaine entrevue des trois souverains d'Autriche, de Prusse et de Russie. Le départ de l'empereur François fut brusquement décidé ; il eut lieu dans la nuit du 31 mai [1]. Si l'on en croyait les bruits qui couraient alors à Vienne, le gouvernement autrichien avait eu avis d'une lettre de Napoléon à l'empereur Alexandre, et avait hâté le voyage de l'empereur d'Autriche pour prévenir un rapprochement direct entre la Russie et la France. Mais rien ne prouve que cette lettre ait été écrite, et il n'en était pas besoin pour justifier les alarmes du cabinet autrichien. Les ouvertures du duc de Vicence avaient été communiquées, comme nous l'avons vu, au comte de Stadion, qui n'avait pas manqué d'en instruire sa cour. Pendant tout le mois de mai, M. de Narbonne, observateur impuissant d'un mal irréparable, ne put qu'en constater les progrès. Les armements étaient activement poussés ; les idées du cabinet devenaient de jour en jour plus hostiles. L'empereur Napoléon avait pensé que toute demande d'explications sur les affaires de la Saxe serait inutile ou même dangereuse ; mais M. de Metternich un jour s'expliqua nettement de lui-même sur la question du duché de Varsovie. « L'intérêt de l'Autriche ne permettait plus qu'il subsistât, car il pourrait tomber un jour entre les mains de la Russie, qui aurait alors bien des facilités pour ravoir toute l'ancienne Pologne. » Dans la dernière conférence que ce ministre eut avec notre ambassadeur, une singulière inadvertance livra à celui-ci l'aveu explicite de la complicité de l'Autriche avec nos ennemis. M. de Metternich lui communiqua une lettre du ministre autrichien à Berlin, dans laquelle se trouvait cette phrase : « On » *nous* promet ici l'arrivée de quinze mille Russes ; » *nous* serons bien heureux, s'il en arrive huit » mille. » M. de Metternich s'aperçut trop tard de son imprudence [2].

Tout était déjà concerté entre l'Autriche et les alliés, et la nouvelle de la tentative d'accommodement direct, faite par Napoléon, ne fit qu'empirer sa situation. M. de Narbonne écrivait peu de temps après : « Il doit s'être passé, depuis quelques jours, des choses qui ramènent ce cabinet à des idées plus hostiles. » Les adieux de M. de Metternich, qui partait avec l'empereur d'Autriche, furent froids et contraints.

L'empereur François alla s'établir en Bohême, au château de Gitschin, terre du prince de Trautmannsdorf. M. de Nesselrode l'y attendait pour le complimenter de la part de l'empereur Alexandre, et reçut l'accueil le plus distingué. On convint d'une entrevue entre M. de Metternich et l'empereur de Russie, entrevue qui eut lieu, peu de jours après, au château du comte Colloredo [3], et fut même suivie d'une seconde conférence. C'est là que furent arrêtées les bases du traité de Reichenbach que nous examinerons bientôt ; traité par lequel l'Autriche s'engageait à joindre ses armes à celles des alliés, si la France n'adhérait pas aux conditions arrêtées d'avance entre les trois cours, et qui allaient lui être proposées. Mais, avant même la signature du traité, les alliés comptaient bien sur un refus de la part de Napoléon. Ils voulaient la guerre aussi sincèrement que celui-ci voulait la paix.

Cependant l'Autriche continuait à jouer son double rôle. Le comte de Bubna, parti le 18 mai pour Vienne, était de retour au quartier général de Liegnitz le 30. A ses vagues félicitations au nom de sa cour sur les dispositions pacifiques de Napoléon vainqueur, M. de Bassano répondit par une demande d'explication positive. Il n'était pas seulement question des démarches de l'Autriche pour la tenue d'un congrès et des négociations pour la paix par son entremise, mais de régler les nou-

[1] M. de Narbonne, 31 mai.
[2] *Idem.*
[3] Ils y passèrent deux jours ensemble.

veaux rapports entre l'Autriche et la France. Par le traité de Paris, encore existant, l'Autriche garantissait l'intégrité du territoire français. Soutiendrait-elle par la force des armes cette intégrité, si les puissances ennemies proposaient des conditions qui y portassent atteinte? Déjà sûr de la négative, M. de Bassano ne posait évidemment cette question, que pour démontrer combien il était convenable et nécessaire de s'entendre d'abord sur l'existence même du traité de Paris, et sur les parties de ce traité que les circonstances pourraient mettre dans le cas de tenir en suspens... M. de Bubna répondit que la cour de Vienne avait en effet pensé que les rapports militaires qui résultaient du traité de Paris, étaient susceptibles de quelques modifications (sa conduite dans l'affaire du corps polonais ne le prouvait que trop bien); qu'en conséquence elle était disposée à passer un acte relatif à ces réserves. Mais il n'avait pas de pouvoirs, ni d'instructions suffisantes pour entrer en négociation sur cet objet, non plus que sur un autre non moins important, la discussion et la signature de la convention par laquelle la France devait accepter la médiation autrichienne. La volonté du cabinet autrichien de traîner les choses en longueur était évidente, car la signature de cette convention, et de celle relative aux réserves des stipulations du traité de Paris, était un préliminaire indispensable à l'ouverture du congrès. M. de Bubna repartit pour aller chercher de nouveaux pouvoirs.

La négociation de l'armistice entre Caulaincourt et les plénipotentiaires russe et prussien donna lieu à de nombreuses difficultés, qui résultaient en grande partie de la position exceptionnelle des parties contractantes. Napoléon lui-même, en discutant la question dans les instructions qu'il expédiait coup sur coup au duc de Vicence, convient que la force des parties belligérantes est en équilibre; circonstance très-rare lors de la conclusion d'un armistice. L'attitude menaçante de l'Autriche neutralisait l'effet des nouvelles victoires de Napoléon; aussi ses adversaires pouvaient, sans trop de jactance, le voir toujours au lendemain de la retraite de Moskou. Militairement parlant, l'avantage de l'armistice était en entier pour eux; de Hambourg à Breslau leurs affaires allaient mal, un retard de quelques jours mettait à leur disposition les réserves russes, une grande partie de la landwehr prussienne qui n'avait pas encore combattu, et l'armée autrichienne, qui se complétait à la hâte. Napoléon, en proposant un armistice, avant comme après sa dernière victoire, n'avait donc qu'un intérêt, celui de la paix.

La première conférence, à l'abbaye de Wahlstadt, se passa toute en discussions sur la ligne de neutralité. Ainsi que l'écrivait Napoléon au duc de Vicence, « Le principe de toute négociation de » suspension d'armes est que chacun reste dans la » position où il se trouve; les lignes de démarcation » font ensuite l'application de ce principe. » La difficulté était de savoir positivement la situation des affaires sur les différents points à l'heure même de la discussion, puisque de Hambourg à Breslau, des mouvements militaires importants s'opéraient. Dans la seconde conférence, qui eut lieu au village de Gebersdorf et se prolongea jusque dans la nuit (1er juin), les commissaires des alliés niaient encore hardiment l'occupation de Hambourg et celle de Breslau, où Lauriston entrait en ce moment même[1]. Napoléon, qui suivait d'heure en heure les détails de cette discussion, persévérait dans son espérance d'arriver, par la conclusion de l'armistice, à une négociation pour la paix. Le duc de Vicence fit de vains efforts pour préparer, suivant ses instructions, quelque ouverture directe avec l'envoyé russe. Les deux plénipotentiaires se tinrent constamment ensemble, lui répétant qu'ils n'étaient pas diplomates, et qu'ils ne pouvaient répondre à aucune question hors celle de la ligne militaire de l'armistice. La durée de cet armistice était un autre objet de dispute, qui montrait bien clairement comment chacune des parties l'entendait : les alliés ne voulaient accorder qu'un mois, au lieu de deux que demandait Napoléon[2]. La troisième conférence (première de Pleswitz) n'amena aucun résultat. L'ultimatum envoyé immédiatement après par Napoléon au duc de Vicence, résume parfaitement l'état de la question. « Les difficultés sont au nombre de trois : 1° Hambourg et la trente-deuxième division, que nous voulons avoir, et qu'ils ne veulent pas donner[3]; 2° Breslau que nous avons, que nous voulons garder, et qu'ils veulent avoir; 3° la durée de l'armistice que nous voulons pour deux mois, et qu'ils ne veulent que pour un... Qu'ils

[1] Le bombardement de Hambourg avait commencé le 19 mai. Bernadotte, en débarquant, y envoya une division suédoise qui n'y resta que trois jours. La position de la ville était déjà désespérée; la réunion des troupes danoises à celles du prince d'Eckmühl ne permit plus aucune résistance. Le libérateur Tettenborn évacua Hambourg dans la nuit du 30 au 31; sa présence avait déjà été désastreuse pour la ville, et allait lui coûter plus cher encore. Elle fut occupée le 31, et Lubeck le 2 juin.

[2] Pendant le temps même des conférences, ils avaient déjà reçu, entre autres renforts, ce même corps de Sacken, si longtemps retenu devant Cracovie.

[3] Napoléon ne pouvait savoir encore l'occupation de cette ville. Pour faire pressentir des dispositions invariables dans une négociation prochaine, il voulait se

cèdent sur un point, nous céderons sur un autre. A Tilsitt, les deux empereurs se voyaient trois fois par jour, ils ne purent finir qu'en dix-huit jours... L'empereur est aussi pressé que les alliés d'en finir; il estime que l'armistice doit durer jusqu'au 20 juillet... Si, à cette époque, on n'est pas d'accord, les négociations pourront continuer en même temps qu'on reprendra les hostilités..... On devra se prévenir dix jours d'avance, de manière qu'on ne les reprenne qu'au 1er août. Ce point obtenu, l'empereur pourrait céder sur Hambourg, mais avec des ménagements dans la rédaction... Si l'on ne voulait qu'un armistice d'un mois, on ne pourrait y voir qu'un moyen pour l'armée russe de sortir de la fausse position où elle s'est placée, en nous laissant maîtres de Breslau et des ponts de l'Oder, ce qui est le résultat de la dernière bataille; et, dans ce cas, l'empereur perdrait tous ses avantages sans pouvoir obtenir ceux de la paix. » Ce langage était plus sincère que celui des commissaires alliés, qui, jouant leur rôle avec assurance, soutenaient que l'armistice était également de leur côté un sacrifice fait à la paix. Déjà assuré des succès du prince d'Eckmühl dans la trente-deuxième division militaire, Napoléon avait adopté le principe du *statu quo* pour Hambourg, et consentit à neutraliser Breslau. Dans une deuxième conférence à Pleswitz, on ne put s'entendre sur ce dernier point [1], non plus que sur la durée de l'armistice. Malgré tout son désir de la paix, la patience de l'empereur commençait à se lasser; on s'en aperçoit aux termes de sa lettre du 3 juin : « Le terme d'un mois est une insulte, cela aurait l'air d'une capitulation; la prolongation jusqu'au 20 juillet et la neutralité de Breslau sont pour lui des questions d'honneur. Il comprend parfaitement tout le désavantage de l'armistice pour lui comme guerrier, il le désire néanmoins comme souverain et homme d'État; c'est pour cela qu'il l'a voulu avant comme après la bataille; mais il tient à son ultimatum, ayant été jusqu'aux limites de ce que l'honneur lui permettait de faire. Cette lettre du 3, à six heures du matin, fut suivie, dans l'après-midi, d'une nouvelle dépêche confirmative [2]. La fin de ce jour et la nuit s'écoulèrent sans qu'il arrivât de courrier du duc de Vicence; un incident militaire [3] avait entravé la marche des affaires et nécessité des explications nouvelles. A deux heures après minuit (le 4), Berthier écrit, sous la dictée de Napoléon, « qu'on a prévenu les maréchaux de se tenir prêts à marcher ce matin, que les conférences étaient rompues, et qu'il paraissait qu'on ne voulait pas s'arranger. L'empereur désirait que le duc de Vicence terminât d'une manière ou d'une autre, voyant que l'ennemi ne voulait que gagner un ou deux jours de plus. » Deux heures après, au moment où le duc de Vicence était allé communiquer cette dépêche aux plénipotentiaires alliés, un courrier du quartier général des souverains apporta leur dernière réponse. Ils consentaient enfin à la neutralité de Breslau et aux deux mois d'armistice. La rédaction proposée pour ce dernier point portait que le second mois d'armistice serait la conséquence des bases de paix établies dans le premier mois. L'empereur désapprouva cette expression, qui avait l'air de faire une menace de la reprise des hostilités. Il n'y avait là, selon lui, dignité ni pour les uns ni pour les autres. C'était du style de capitulation, qui pouvait faire supposer qu'une des parties contractantes ne ferait la paix que pressée par la force; et comme cette rédaction était proposée par les ennemis, Napoléon pouvait voir là l'intention de laisser supposer plus tard que c'était lui qui avait cédé, par la crainte de leurs armes. Cela eût suffi pour rendre toute négociation impossible. Ces observations étaient dignes et justes; elles furent accueillies. La durée de l'armistice fut fixée au 20 juillet (plus, six jours pour le dénoncer), *sans conditions*. La convention, signée enfin le 4 juin au matin, contient douze articles : le quatrième détermine les lignes de démarcation des deux partis. La ville de Breslau se trouve nominativement comprise dans le terrain neutre. Trois articles sont consacrés aux places assiégées, et à leur mode de ravitaillement : ces places étaient Danzig, Stettin, Custrin et Zamosc, toutes bloquées par les alliés. On omit de déterminer la quotité des vivres à fournir aux garnisons; cet oubli eut des résultats funestes.

L'armistice réglait les rapports militaires; mais la question de la paix n'avait pas fait un pas. L'Autriche en demeurait la maîtresse absolue, malgré Napoléon.

Tandis que cette puissance prépare ses derniers mensonges et sa dernière trahison, des nouvelles funestes arrivent, et, donnant un nouveau poids

montrer très-scrupuleux dans toute transaction, même temporaire, sur un territoire réuni constitutionnellement à l'empire.

[1] D'après les instructions des commissaires alliés, la neutralité de Breslau ne pouvait leur suffire; l'occupation de cette ville par leurs troupes était conditionnelle de l'armistice.

[2] Pendant tout le cours de cette négociation, Napoléon eut ainsi double correspondance avec son plénipotentiaire : l'une directe; l'autre, par l'intermédiaire du major général. En revenant ainsi à deux reprises sur les mêmes idées, il lui facilitait le travail de la discussion.

[3] La marche d'un détachement français qui avait remonté l'Oder vers Ohlau, nonobstant la suspension d'armes. C'était une faute du commandant.

aux instances de l'Angleterre, confirment les dispositions belliqueuses de nos ennemis du continent. L'Espagne est perdue pour nous.

L'amélioration de nos affaires dans ce pays avait été ce mieux momentané qui précède l'agonie. Malgré nos derniers succès, l'Espagne se débattait toujours sous notre étreinte avec la même énergie fiévreuse. L'audace et le nombre des guérillas s'accroissaient chaque jour, pendant que Wellington réparait ses pertes. Pourtant le parti français aurait pu trouver un puissant auxiliaire dans la défiance jalouse des insurgés espagnols contre l'Angleterre. Cette disposition, que Napoléon connaissait parfaitement, le rassura longtemps sur les affaires de ce côté. La discorde était surtout sensible dans l'armée anglo-sicilienne destinée à agir contre Suchet. Le quatrième général en chef qui vint commander cette armée (fin novembre 1812), malgré les renforts qu'il amenait, malgré la capitulation de la garnison française d'Alicante, ne put agir sur le bas Èbre. Tous les projets échouèrent de ce côté, ainsi qu'en Catalogne, par le mauvais vouloir réciproque des différents chefs.

Mais tout en se défiant, non sans raison, de leur allié, les Espagnols gardaient pour nous leur haine implacable. Affaiblies par les renforts demandés à la suite de la campagne de 1812, les forces françaises se trouvaient investies; à chaque instant les communications avec la France étaient coupées par les guérillas. Il y avait donc des éléments de succès pour les deux partis; la victoire devait rester et resta en effet au plus habile acteur de cet épisode du grand drame européen.

On conçoit que ce qui rassurait Napoléon devait exaspérer Wellington. Les germes de l'antipathie des Espagnols pour sa nation se retrouvaient dans le peuple comme parmi les cortès et dans leurs armées. Cette antipathie était suffisamment justifiée par la qualité d'hérétiques, par les excès de tout genre commis par les soldats anglais pendant la durée de cette longue guerre [1], et peut-être par une répugnance instinctive, qui ne fait pas défaut aux nations les moins avancées. Wellington ne s'inquiéta pas du peuple; il comptait avec raison sur la haine vivace qu'il portait à la dynastie napoléonienne, pour contre-balancer tout autre sentiment; mais il s'occupa des cortès et de l'armée. Sitôt qu'il eut pris ses quartiers d'hiver, il adressa aux officiers supérieurs une circulaire où les reproches les plus énergiques étaient formulés, et alla trouver les cortès, résolu à leur demander de tout prendre sous sa responsabilité.

Malgré toute son habileté, il était temps que nos désastres de Russie lui vinssent en aide. Ce n'est assurément pas à la sagesse de l'administration anglo-espagnole que devait revenir l'honneur de ce triomphe. Lord Wellesley, frère de Wellington, reprocha aux ministres, avec énergie, la manière déplorable dont étaient conduites les finances des armées. Au milieu des opérations militaires, Wellington lui-même avait à examiner et à réfuter les folies de la commission du gouvernement anglo-portugais; folies qui, dans ce moment de crise, auraient eu l'approbation des ministres anglais. L'un de ces projets (en Portugal, dans le pays fanatique par excellence) était la spoliation du clergé!!

Wellington obtint des cortès le commandement de cinquante mille hommes de troupes espagnoles soldées par l'Angleterre [2]; il conjura les députés d'oublier ou d'ajourner leurs querelles, nuisibles à la cause commune. Mais à son départ les disputes des *libéraux* et des *serviles* recommencèrent avec plus de violence : la principale occasion de débats entre eux devait être et fut, en effet, le décret pour l'abolition de l'inquisition. La majorité libérale des cortès fit passer ce décret le 7 mars; l'opposition du clergé fut violente et publique. Plusieurs évêques furent arrêtés; d'autres, fugitifs, allèrent se faire honorer comme martyrs en Portugal. La régence *servile* du duc de l'Infantado fut renversée; une régence provisoire, composée d'un prélat âgé (le cardinal de Bourbon) et de deux conseillers insignifiants, fut établie comme une sorte de transaction [3]. Il est incontestable qu'à telle époque bien des Espagnols étaient vraiment las de la guerre qui les dévorait, et que des propositions de soumission au gouvernement napoléonien furent faites par plusieurs chefs dans le Midi [4].

D'un autre côté, les Portugais s'apercevaient qu'ils n'avaient fait que changer de tyrans. Les sous-commissaires anglais rançonnaient impitoyablement le peuple, qui seul leur restait attaché, à

[1] Notamment par les soldats de Wellington lui-même, à la dernière retraite de Salamanque.

[2] Lui-même fut en butte à de violentes attaques : on l'accusait tout à la fois et d'encourager les excès de ses troupes, et de vouloir subjuguer la Péninsule pour son compte. Il faut être juste, l'une de ces accusations détruisait l'autre.

[3] Le décret qui abolissait l'inquisition était empreint d'un esprit de conciliation remarquable. Tout en proclamant l'incompatibilité de ce tribunal avec la constitution, il établissait des tribunaux protecteurs de la foi. Un autre décret du même jour déclara les biens de l'inquisition biens nationaux.

[4] Joseph attacha trop d'importance à ces intrigues, dans le moment où il ne fallait songer qu'à combattre. Les événements de 1812 coupèrent court à ces défections préméditées.

force de nous haïr [1]. L'esprit républicain faisait d'effrayants progrès dans la Péninsule ; le ministre anglais Stuart conseilla *sagement* d'attendre des succès décisifs contre les Français pour accabler les démocrates, et d'utiliser en attendant leur patriotique enthousiasme. La force des événements devait seule trancher tous ces nœuds gordiens.

Les guérillas du nord de l'Espagne devinrent de vraies armées pendant les premiers mois de 1813. Les communications furent si complétement interrompues, que des dépêches expédiées de Paris à Joseph, le 5 janvier, ne lui parvinrent que le 18 mars ; et encore par l'entremise de Suchet [2]. Bloqués, isolés de plus en plus les uns des autres, les corps français ne pouvaient plus agir : ils pouvaient même à peine subsister. Cependant, le génie militaire de Napoléon ne lui faisait pas défaut ; il comprenait admirablement le problème des opérations à suivre dans ce moment difficile : il mandait à Joseph [3] de garder Madrid seulement comme point d'observation, de se concentrer à Valladolid, non plus comme roi, mais comme général français, avec les trois armées du Sud, du Centre et de Portugal, et de profiter des moments que l'inactivité forcée des alliés lui laissait encore, pour réprimer avant tout l'insurrection du Nord, rouvrir les communications avec la France, et se rétablir une bonne base d'opération contre les alliés, s'ils menaçaient les frontières. Napoléon n'ignorait rien de ce qui concernait la Péninsule, et l'on voit qu'il ne se faisait pas d'illusion ; là comme ailleurs, il eût tout sauvé s'il eût été présent, ou du moins si on lui eût obéi. Ces instructions, il est vrai, n'arrivèrent qu'à la fin de février ; ce long intervalle en avait rendu l'exécution plus difficile : mais, comme Napoléon le fit observer depuis avec reproche, le 29e bulletin les contenait virtuellement pour un frère digne de lui [4]. Par condescendance pour l'antipathie obstinée de son frère contre le duc de Dalmatie, Napoléon rappela celui-ci, mais pour lui donner un commandement honorable dans la garde impériale [5]. Plus tard, en lui confiant la défense des frontières françaises, il montra bien que les insinuations de Joseph avaient moins nui dans son esprit à l'accusé qu'à l'accusateur. Bien loin de se considérer *comme simple général français*, Joseph s'obstinait à vouloir soumettre les Français à l'autorité civile espagnole ; prétention la plus intempestive qui pût alors exister. Un édit royal, publié à ce sujet, fut transgressé, et devait l'être ; de là de nouvelles contestations, dont tout le tort premier revint au roi. Rien n'était déplorable comme de le voir attribuer l'irritation profonde des Espagnols à de petites vexations du gouvernement français. Soyons justes pourtant : son erreur n'était pas sans excuse. Comme celle de son frère Louis, elle avait son origine dans une conscience droite. Le sentiment contradictoire de ses doubles devoirs ; les malheurs du peuple espagnol, dont il était témoin ; la détresse à laquelle il échappait à peine lui-même, tout cela était trop fort pour lui : c'était de bonne foi qu'il aurait voulu se dérober à cette éternelle tempête, et aller vivre tranquillement en France [6].

Voici quelle était la position respective des armées à la fin de 1812. Suchet avait soixante et dix mille hommes, des armées d'Aragon et de Catalogne ; mais, grâce aux inquiétudes continuelles des guérillas, il ne pouvait en mettre en ligne, au delà du Xucar, plus de vingt mille. Sa vraie place d'armes était Sagonte, car l'occupation de Valence, dont le territoire était disputé, n'avait guère qu'une importance d'opinion. Numériquement inférieur à l'armée de Sicile qui lui était opposée, il avait sur elle le double avantage de la discipline et des positions militaires. Dans cette armée anglo-sicilienne, qui, en cinq mois, changea cinq fois de général, il y avait des Siciliens, des Calabrois, d'indignes Français, des Anglais et des Allemands, tout cela mal nourri, à peine payé [7]. Une attaque maritime sur Valence, projetée par le cinquième général de cette armée, sir John Murray, ne put avoir lieu. La division Harispe eut une brillante affaire avec les Espagnols d'Elio. Quinze cents prisonniers nous restèrent. Murray, qui s'était avancé par Biar et Villena, se retira devant Suchet, qui s'empara de Villena, et y fit prisonnier le plus beau régiment de l'armée espagnole. Murray avait pris une position très-forte en arrière du défilé de Biar ; l'impétuosité de nos troupes légères engagea, contre le gré des deux généraux, une affaire qui aurait était désastreuse

[1] « Les Anglais étaient regardés en Portugal comme on regarde des galériens, nécessaires à la marche du vaisseau. » (Napier.)

[2] Ces communications ne s'effectuaient plus que par de grands convois de troupes et de voyageurs, pareils aux caravanes d'Afrique, et qui attendaient des semaines, des mois, dans une place, que des forces supérieures vinssent leur ouvrir passage.

[3] Duc de Bassano, 5 janvier.

[4] Au 17 février, Joseph en était encore à considérer Madrid comme le meilleur centre d'opérations.

[5] Soult quitta l'armée du Sud vers la fin de février. Le commandement de cette armée passa au général Gazan.

[6] Il n'osait le demander lui-même ; il attendait que la reine en obtînt pour lui le consentement de l'empereur (Correspondance de M. Caillard). Ce trait est caractéristique.

[7] On voyait des officiers de cette armée aller quêter de porte en porte de vieux habits pour leurs soldats.

pour nous sans la prudence excessive du général anglais, et surtout si les Espagnols d'Elio, qui n'étaient qu'à quelques milles, avaient secondé leurs alliés [1].

Pendant ce temps, Reille, avec l'armée de Portugal, observait Wellington et les insurgés de Galice; une partie de l'armée du Sud faisait face à Hill; Caffarelli, avec l'armée du Nord, protégeait les communications avec la France et les places fortes de Navarre et de Biscaye; enfin, d'Erlon avec l'armée du Centre couvrait Madrid, et se liait aux autres armées par des colonnes mobiles, pivotant autour de cette capitale. Les deux premiers mois de 1813 se passèrent ainsi en escarmouches de partisans; l'avantage fut presque toujours du côté des Français.

Joseph ayant enfin reçu les dépêches de son frère, se prépara à obéir, mais lentement, timidement, et à contre-cœur. Agité de sinistres pressentiments, il sortit de Madrid le 18 mars pour la dernière fois. L'armée du Centre se replia sur Burgos; celle du Sud, venant à son tour se cantonner entre l'Alberche, Avila et Madrid, porta la division Villate à Salamanque; Reille concentra l'armée de Portugal vers Medina del Rio Seco, avec des postes d'observation sur l'Esla. Ces mouvements, qui, à force de lenteurs, se trouvèrent coïncider avec le départ des renforts demandés par Napoléon pour l'Allemagne, eurent tout l'air d'un commencement d'abandon du territoire espagnol, et ranimèrent les espérances de nos ennemis. Joseph était à Valladolid, s'attendant à chaque instant à être attaqué [2], prenant des guérillas pour des avant-gardes d'armées régulières. Fâché de quitter Madrid quelques semaines auparavant, il regrettait maintenant de garder cette ville.

Il resta ainsi sur la défensive de tous côtés, sous l'empire du découragement qui prépare les défaites, sans prendre de mesures énergiques contre l'insurrection du Nord, que favorisait encore le départ des renforts destinés à l'Allemagne [3]. Napoléon essaya d'y remédier en envoyant le général Clausel prendre le commandement de l'armée du Nord, avec pouvoir discrétionnaire de se renforcer des troupes de Portugal et de correspondre directement avec l'empereur. Ses instructions étaient de prendre énergiquement l'offensive, de se porter sur les magasins et les dépôts des insurgés, et sur les postes de la côte, dont ils s'étaient emparés, d'établir des blockhaus sur des points importants, notamment à l'embranchement des routes, pour former des chaînes de communication. La prompte soumission de la Navarre et de la Biscaye était, suivant Napoléon, le principe d'une pacification complète de la Péninsule. « Là est toute la force, la clef de l'édifice du pouvoir français en Espagne; *tout manquerait si cela manquait;* tandis que si le Nord est fort, son administration convenable, ses places bien approvisionnées et son état tranquille, aucun malheur irréparable ne pourrait arriver, même nulle part ailleurs. » (Instructions données à Clausel.)

Les hostilités s'engagèrent vivement autour de Bilbao; la présence des vaisseaux anglais était pour nous un échec continuel; ils recueillaient les insurgés repoussés vers la côte, et les portaient sur d'autres points. Quarante mille guérillas étaient en armes; la sûreté de nos lignes de communication exigeait l'emploi constant de près de quinze mille hommes. De plus, les opérations de l'armée française, grâce à tous les retards, commençaient au printemps : l'hiver nous eût été plus favorable, la neige obligeant alors les guérillas à suivre les sentiers frayés. Malgré tant de mauvaises chances, la fortune sembla d'abord nous sourire. Mina, cerné dans la vallée de Roncal, faillit être pris, et dut se réfugier en Aragon. Foy prit Castro, l'un des points de la côte les plus importants, et détruisit trois bataillons de volontaires biscayens, dont les magasins, les hôpitaux et les dépôts restèrent en notre pouvoir. Le poste de Bermeo fut enlevé par la division italienne de Palombini, troupe redoutable, qui, frappant partout des coups terribles, semblait une légion romaine ressuscitée au milieu de l'Espagne. Mais bientôt des succès obtenus par d'autres insurgés sur nos lignes de communication balancèrent ces pertes. « Mina, dit l'historien de cette guerre, avait si complétement organisé l'insurrection dans la Navarre, qu'il suffisait d'un seul homme de sa guérilla pour arrêter dans un village tout courrier qui n'avait pas une forte escorte. » En Biscaye, l'insurrection, dirigée par les Mendizabal, les Pastor, les Longa, les Mérino, faisait également des progrès effrayants. Chaque jour ils attaquaient les convois sur les grandes routes militaires, et les places fortes elles-mêmes, quand elles se dégarnissaient pour fournir des escortes. Les guérillas n'étaient plus, comme autrefois, composées de déserteurs des armées régulières et de bandits; les populations entières s'y associaient; enfin, l'insurrection des provinces basques était devenue, dans les derniers mois de la guerre, ce que fut, dans le principe, celle de la Vendée [4].

[1] Avril.

[2] Cette attaque n'eût pas été possible alors. Wellington n'était pas prêt.

[3] Fidèle à ses fausses idées, Joseph persistait à attribuer cette insurrection aux violences des généraux français.

[4] Après la dispersion de la grande armée vendéenne



Cependant Wellington s'était mis en état d'agir; il avait reçu de grands renforts d'artillerie, rétabli la discipline, réorganisé supérieurement, suivant sa coutume, le service des ambulances et des équipages[1] militaires. Le chiffre des forces françaises dans la Péninsule était tombé depuis la dernière campagne à deux cent trente mille hommes en tout, dont il fallait déduire encore soixante-huit mille en Aragon et en Catalogne, et trente mille dans les hôpitaux. Wellington avait deux cent mille hommes sous les drapeaux; il était de plus soutenu par deux flottes. Pour l'expédition qu'il méditait, il pouvait disposer de quatre-vingt-dix mille hommes d'infanterie et de douze mille chevaux. Une partie de cette armée, commandée par Graham, passa le Duero dans la partie portugaise de son cours, et, ralliant les insurgés de Galice, se porta, à travers le Tras-os-Montes, sur l'Esla; le reste fut réservé à l'attaque des lignes de la Tormès. La jonction de Graham et de Wellington devait s'opérer, et s'opéra en effet sur la rive gauche du Duero, entre l'Esla et le Carion[2].

Wellington déguisa habilement sa marche par de faux rapports, et des démonstrations en Estramadure et dans la vallée du Tage. Les généraux opposés à Suchet reçurent en même temps l'ordre de faire beaucoup de mouvements pour l'occuper, mais sans risquer d'affaire décisive[3]. L'armée anglo-portugaise s'ébranle enfin, et son général, confiant dans la fortune, salue le Portugal d'un dernier adieu, en passant le ruisseau qui marque la frontière d'Espagne.

En vain les éléments, qui nous ont été si longtemps contraires dans d'autres climats, semblent cette fois nous protéger; en vain de fortes pluies retardent la marche de l'armée anglo-espagnole; l'imprévoyance de Joseph a tout disposé pour le succès de son ennemi. Malgré les prescriptions de Napoléon, les bagages, les approvisionnements, les hôpitaux et les dépôts étaient épars dans les cantonnements; les ouvrages du château de Burgos, à peine commencés; les communications avec Suchet, mal assurées. Le général Leval occupait encore Madrid avec une forte arrière-garde; mais il était embarrassé des parcs d'artillerie et des immenses bagages des Josephinos. La plus complète incertitude continuait à régner sur les mouvements de Wellington : par la position des différents corps, Joseph ne pouvait réunir sur le bas Duero plus de trente-cinq mille hommes, et c'était là que l'ennemi concentrait réellement ses forces, et commençait ce qu'on a appelé en Angleterre *sa marche de Vittoria*.

Vers le milieu de mai, quarante mille hommes, commandés par Graham, ont passé ce fleuve près de l'embouchure de l'Agueda. Le 22, Wellington jugeant sa gauche suffisamment avancée, met à son tour son aile droite en mouvement vers la Tormès. Le 26 au matin, toutes ses colonnes débouchent ensemble des différentes routes sur Salamanque. Le brave général Villate prolonge trop longtemps sa résistance dans les rues de cette ville, barricadées en hâte, et sur les hauteurs de Santa-Martha. Pendant ce temps, les sinuosités perfides de la Tormès ont livré passage à la cavalerie anglaise : les Français la retrouvent au défilé d'Aldea-Lengua, et, malgré une chaleur telle, que des soldats sans blessures tombaient asphyxiés dans les rangs, s'ouvrent un passage à travers l'artillerie et les charges de cavalerie : l'ennemi lui-même admire cette héroïque retraite. Cependant l'aile gauche des Anglais, retardée dans les sentiers escarpés de la province de Tras-os-Montes, n'a pu atteindre et franchir l'Esla aussi promptement que Wellington

à Savenay, en 1793, l'insurrection des provinces de l'Ouest dégénéra peu à peu en guerre de partisans. Celle des provinces basques suivit, comme on voit, une marche opposée. Au reste, l'organisation des guérillas en Espagne était une arme à deux tranchants : le roi Joseph avait aussi les siennes. En Castille, le célèbre chef Florian, qui combattait pour nous rivalisait d'activité et d'audace avec Mina lui-même. L'espoir du butin était l'un des principaux mobiles de la formation des guérillas. Ainsi le général Clausel ayant obtenu momentanément une grande supériorité en Navarre, put organiser des compagnies franches avec les propres soldats de Mina. S. Ch. Napier compare, non sans raison, ces brusques revirements avec la conduite de Mandonius et d'Indibilis, passant et repassant du camp des Carthaginois dans celui des Romains pendant la seconde guerre punique. Le caractère national n'a pas varié.

[1] Une des mesures les plus efficaces qu'il adopta fut le renvoi en Sicile de la plupart des soldats étrangers qui désertaient par troupes, et nous apportaient les seuls renseignements militaires que nous pussions avoir dans la Péninsule. Il était parvenu aussi à mêler ensemble les soldats anglais et les Portugais; mais il ne put amalgamer ainsi ses troupes avec les Espagnols; ceux-ci ne pouvaient souffrir les officiers anglais (Laforêt, 5 avril).

[2] Ce plan, bien conçu et bien exécuté, mit Wellington en communication avec l'insurrection du Nord, et, en quelques jours, força les Français d'abandonner l'Espagne.

[3] Au moment de commencer ses opérations, Wellington eut à réfuter un nouveau projet de diversion en Italie, imaginé par sir William Bentinck. Rien n'eût mieux servi nos intérêts; cette double expédition aurait annulé les forces anglaises en les divisant. Wellington le sentit bien, et son opinion énergiquement exprimée triompha.

l'avait espéré. Le 31 mai seulement, quelques escadrons de hussards, portant des fantassins en croupe, franchirent cette petite rivière au gué d'Almendra. L'avant-garde s'avança bientôt vers Duero, par Zamora et Toro, rétablissant successivement les ponts que rompaient, en se retirant, la division Daricau et les dragons de Digeon, de l'armée de Portugal. Le 1er juin, la jonction des deux ailes de Wellington sur le Duero était assurée. Joseph n'aurait pu empêcher ce mouvement, exécuté par des forces supérieures : il avait manqué l'instant favorable pour y mettre obstacle. Il aurait fallu se hâter de réprimer l'insurrection du Nord, alors que l'hiver, qui nous était si funeste en Russie, pouvait nous servir en Espagne, et porter de suite une force offensive de soixante mille hommes sur la Tormès. Les rapports sur les premières opérations de Wellington avaient été tellement confus et contradictoires que, le 26 mai, à Valladolid, on n'avait encore aucune idée de son plan. Le 30, Joseph écrivait encore à son frère pour lui parler d'organisation civile! Cependant il n'y eut bientôt plus à se tromper sur la marche et les progrès effrayants de l'ennemi. L'armée française se concentra promptement; Leval se replia de Madrid sur d'Erlon, qui abandonna Ségovie pour marcher sur le Puente-Duero; Reille rassemblait l'armée de Portugal entre l'Esla et le Carion; Gazan rallia l'infanterie de Conroux, de Rey, de Villatte, et la cavalerie de Tilly, repassa le Duero, et prit poste à Tordesillas.

Wellington facilita cette concentration par son inaction dans la journée du 3 juin. Le 4, il porta ses colonnes en avant vers le Carion; nos troupes avaient déjà passé cette rivière et mis en sûreté les convois. On venait d'apprendre la victoire de Lützen; cette nouvelle électrisait nos soldats, qui n'auraient pas demandé mieux que de combattre; mais Joseph ne jugea pas la position assez forte. La défense de la Pisuerga fut abandonnée de même après quelques hésitations. On se mit en retraite sur Burgos. Le roi commençait à comprendre enfin! Il rappela à lui les troupes du Nord et de Catalogne; elles étaient trop occupées, trop éloignées, pour arriver à temps. Pourtant il ne connaissait pas encore toute la force de l'ennemi qu'il avait à combattre.

Le château de Burgos, tant recommandé par Napoléon, n'est pas tenable : l'Èbre seul semble au roi maintenant une barrière suffisante. Valladolid est encombrée de troupes, de bagages, de fugitifs. L'armée anglo-portugaise a passé le Carion le 7, et la Pisuerga le 10. Sa force croît à chaque pas; d'un côté, les guérillas des Asturies descendent de leurs montagnes; de l'autre, les partisans de Castille harcèlent déjà les armées françaises. Wellington se porta sur la grande route de Burgos, et attaqua vivement Reille, qui formait notre arrière-garde avec l'armée de Portugal. Reille occupait une bonne position derrière l'Hormaza; il se retira en bon ordre et sans perte. Joseph perdit alors une occasion irréparable de reprendre l'offensive : les nouvelles de Bautzen arrivaient; nos soldats intacts reculaient plus impatiemment que jamais devant l'ennemi; Wellington, moins circonspect que d'usage, se trouvait isolé sur l'Hormaza avec vingt-six mille hommes, à une marche au moins de ses autres colonnes... Joseph fit continuer la retraite, et se dirigea dans la nuit sur Pancorbo, après avoir donné ordre de faire sauter le château de Burgos. L'explosion mal dirigée écrasa plusieurs rues de la ville, et un détachement d'infanterie qui défilait en ce moment.

Cependant l'armée française a franchi l'Èbre; déjà les défilés sont occupés, les cantonnements s'établissent, les bagages s'entassent dans le fatal bassin de Vittoria. Mais le 13, quand la détonation de Bilbao vient frapper les oreilles des soldats de Wellington, ils ont déjà commencé leur mouvement à gauche vers les sources de l'Èbre; ce mouvement, habilement masqué, ne réussit que trop bien [1]. Arrivés entre ces sources et les montagnes de Reynosa, ils occupèrent le littoral avec une effrayante rapidité. Bientôt les postes français de Santona et de Bilbao sont investis. Wellington suit la fortune qui l'entraîne, il précipite ses nombreuses colonnes vers la route de Bilbao, la grande ligne de communication française. Les guérillas guident ses soldats, transportent ses canons à travers les rochers et les précipices, et après six jours de marche, cette avalanche vivante fond sur nous par tous les défilés qui conduisent à Vittoria. Le maréchal Jourdan, dont les sages avis étaient trop souvent mal écoutés, avait pressenti ce mouvement, et déterminé le roi à faire promptement concentrer l'armée de Portugal sur sa droite. Le 28 au matin, Reille fit, en effet, un mouvement sur Osma; il rencontra le général anglais Graham, qui débouchait avec des forces supérieures. Une vive escarmouche s'engage; Reille se retire, toujours combattant, rallie la division Maucune, qui, en se repliant de Frias, avait été surprise par une des divisions anglaises et s'était intrépidement fait

[1] On voit combien Napoléon avait profondément senti la question, quand il prescrivait de réprimer avant tout l'insurrection du Nord. Sans le développement de cette insurrection, le mouvement de Wellington vers les sources de l'Èbre eût été impossible.



jour à travers l'ennemi. Les troupes du centre et de la gauche (Gazan et d'Erlon) marchèrent toute la nuit pour se réunir à Arminion, point central derrière la Zadora : Reille couvrit ce dangereux mouvement, dans lequel les troupes avaient à passer un boyau long de deux milles. Wellington arriva le 19 avant midi, et repoussa Reille derrière la Zadora ; mais le défilé était franchi. Le roi expédia à Clausel et à Foy de nouveaux ordres de jonction, qui arrivèrent trop tard.

L'heure fatale approchait. L'armée française se trouvait acculée dans un bassin de trois lieues de long sur deux et demie de large, avec tous les parcs d'artillerie et les convois de bagages. Dans ce bassin, coupé inégalement par la Zadora, débouchent plusieurs routes, dont la plupart traversent cette petite rivière sur des ponts. L'armée ne pouvait espérer une retraite facile que par la chaussée royale, qui entre dans le bassin par le défilé de Puebla et en sort par celui de Salinas ; mais la ligne des alliés derrière les montagnes était parallèle à cette route, il leur suffisait, pour la couper, de prolonger leur gauche. Notre position était terrible : si l'armée gagnait Durango par Salinas pour couvrir ses communications et rallier Foy, elle perdait, dans ce pays de montagnes, l'usage de son artillerie et de sa cavalerie ; si elle se retirait par Salvatierra sur Pampelune, du côté de Suchet, elle risquait de perdre ses communications avec la France. Le roi hésita, ne décida rien pendant ce calme momentané qui précédait la tempête ; son indécision dura tout le temps de la bataille [1].

Il n'y eut pas d'engagement le 19 [2]. Le 20, une escarmouche de peu d'importance eut lieu du côté de Portugal. Le 21, à 3 heures du matin, Joseph se met en bataille avec soixante mille hommes environ. Sa ligne est couverte par la rivière. Reille, à l'extrême droite, défend les ponts de Gamara-Mayor et d'Ariaga que traversent les routes de Durango et de Bilbao. Le centre, où le roi commande en personne, est posté le long de la Zadora et défend trois autres ponts ; l'armée de Gazan forme la gauche, et occupe une suite de hauteurs couvertes par la Zadora ; son extrême gauche fait face au terrible défilé de Puebla, derrière Subijana de Alava.

Le jour se lève enveloppé de brouillards : c'est un véritable *temps anglais*. A notre gauche, sir Rowland Hill fait attaquer vivement la brigade Maransin, postée sur la montagne qui domine Puebla, et couvre la gauche de l'armée française. La défense est opiniâtre, le succès indécis. Pendant ce temps, Wellington au centre s'était avancé jusque sur le bord de la Zadora ; il échangeait avec nous des coups de canon sans grand résultat [3], quand un paysan espagnol (tué quelques moments après) vint lui indiquer le pont de Tres-Puentes, l'un des trois qui débouchaient sur la droite du centre français. Ce pont, par une inconcevable négligence, n'était pas même gardé. Une brigade d'infanterie légère, dont les rochers de la rive couvrent la marche, traverse ce pont au pas de course, gravit une hauteur, et apparaît soudain en arrière des avant-postes du roi, et très-près de sa ligne de bataille. Derrière cette avant-garde, défile *un à un*, tant le pont était étroit, tout un régiment de hussards anglais. Il est une heure : soudain l'artillerie de Graham retentit à notre gauche. Parti de Murguia, qu'il avait occupé la veille, il attaque l'armée de Reille. Dès ce moment, la bataille est décidée. Joseph envoie à Gazan l'ordre de se replier, et fait filer bien mal à propos la division Villatte sur Vittoria, pour assurer la retraite. Le départ de cette division décourage les autres, et laisse un large espace ouvert entre le centre et la droite de l'armée française. En ce moment, Wellington, qui sentait venir la victoire, attaquait sur toute la ligne. L'artillerie française retarda l'ennemi dans le passage des ponts ; mais on expia cruellement l'abandon de celui de Tres-Puentes ; les voltigeurs ennemis, s'avançant avec une audace peu commune le long des bords escarpés de la Zadora, venaient tuer nos canonniers presque sur leurs pièces. Cette singulière attaque favorisait les progrès de l'ennemi ; les gués, les ponts furent tour à tour envahis. Wellington lance la division Picton sur la montagne en avant d'Arinez, position importante dont Joseph vient de retirer la division Villatte. Le village même d'Arinez est disputé avec furie, mais il reste enfin aux Anglais ; et la gauche de l'armée française, qui, de son côté, vient de perdre la montagne de Puebla, se trouve tournée. Toutefois la résistance vaut l'attaque, et Wellington est obligé de faire soutenir son infanterie par du canon. Protégés par les difficultés du terrain, les Français se retirent en combattant toujours, se pelotonnant derrière les

[1] Il accepta la bataille sur ce terrain, malgré l'opinion des meilleurs officiers, notamment du maréchal Jourdan.

[2] Le départ de deux convois successifs dans la nuit, sans diminuer l'encombrement, avait diminué l'armée de 5,000 hommes.

[3] Avec sa circonspection ordinaire, Wellington ne voulait pas risquer le passage de la Zadora avant que sir Rowland-Hill eût obtenu un résultat important, et que Graham eût commencé son attaque sur l'autre flanc de l'ennemi.

bois, les vignobles et les chaumières. Les troupes de Gazan, après une lutte opiniâtre, parviennent ainsi à regagner la ligne de retraite.

A six heures du soir, les armées du Sud et du Centre, réunies maintenant dans un commun désastre, avaient successivement évacué leurs positions, et occupaient les dernières hauteurs, à un mille en avant de Vittoria. Derrière nos soldats, une multitude confuse, éplorée, contemplait avec épouvante cet horizon enflammé qui se rapprochait toujours : aux détonations de l'artillerie, aux sifflements des boulets, répondaient des clameurs d'effroi. Cette journée fut vraiment d'un aspect étrange et terrible parmi les batailles modernes ; elle rappelait ces victoires des Romains, où tout un peuple périssait de sa défaite. Le feu terrible de l'artillerie française retarda longtemps les progrès de l'ennemi ; mais enfin une dernière attaque lui livra les hauteurs à notre gauche : ce fut alors que le roi indiqua la retraite sur Salvatierra par la route de Pampelune, route à peine praticable pour les voitures. L'armée, laissant Vittoria sur la gauche, put gagner Metanco ; mais les bagages, les convois, la multitude sans armes, restèrent à la merci des vainqueurs ; l'artillerie entière fut abandonnée [1]. Reille, qui, avec des forces inférieures, s'était maintenu toute la journée sur la haute Zadora contre les attaques impétueuses et réitérées de Graham, réunit et rallia, avec autant d'habileté que de sang-froid, ses troupes assaillies de toutes parts. Vers la fin de la bataille, il put rejoindre le gros de l'armée et protéger sa retraite.

C'en était fait de la domination française en Espagne. Joseph atteignit Pampelune le 24 ; l'armée bivaqua autour de la ville. Harcelée par les troupes légères de l'ennemi, elle remonta le lendemain vers la France par la sombre vallée de Roncevaux. Après dix siècles, les soldats de Napoléon, abandonnant à leur tour la Péninsule, se retrouvaient sur la trace des soldats de Charlemagne.

[1] Sur cent quarante-cinq pièces de canon, deux seulement furent sauvées. Il y eut de chaque côté cinq à six mille morts.

# CHAPITRE X.

## CONVENTION DU 30 JUIN. — NÉGOCIATIONS DE PRAGUE.

France et Autriche. — Note de M. de Bubna du 15 juin. — Réponse du duc de Bassano. — Entrevue de Napoléon et de M. de Metternich. — Réflexions. — Notes de M. de Metternich relatives à l'alliance de 1812 et à l'acceptation de la médiation. — Napoléon renonce à l'alliance autrichienne. — Convention du 30 juin et contre-projet français. — Effet des nouvelles de Vittoria. — Projet de convention pour étendre la médiation autrichienne à la paix générale. — Négociations de l'Autriche avec les alliés. — Traité de Reichenbach. — Réflexions. — Retards apportés par l'Autriche à la réunion des plénipotentiaires. — Départ de M. de Narbonne pour Dresde. — M. d'Anstett, plénipotentiaire russe. — Arrivée de M. de Metternich à Prague, le 11 juillet. — Napoléon transporte à Neumarck la négociation relative à la prolongation de l'armistice. — Acceptation de cette prolongation par les puissances, communiquée par M. de Metternich. — Difficultés survenues à Neumarck. — Incident du major de Lutzow. — Ravitaillement des places assiégées. — Note de M. de Metternich du 22 juillet. — Réponse du duc de Bassano le 24. — Excursions de Napoléon. — Instructions des plénipotentiaires français en date du 22 juillet. — Lettre patriotique du duc de Vicence à Napoléon, du 26. — Froideur croissante de M. de Metternich. — Note des plénipotentiaires français, du 28 juillet, relative à l'échange des pouvoirs. — Note de M. de Metternich, du 29, qui reproduit la proposition de l'emploi exclusif des notes écrites. — Conversations particulières avec M. de Metternich. — Conférence avec le médiateur qui s'appuie sur l'exemple du congrès du Teschen. — Nouvelle note de M. de Metternich du 31. — Dépêche de M. de Bassano du 4 août. — Note de M. de Metternich du même jour. — Nouvelles plaintes sur les lenteurs de la France. — Dépêche du duc de Bassano, 5 août. — Concessions faites par Napoléon. — Note des plénipotentiaires français du 6 août. — Réponses des plénipotentiaires alliés. — Note inconvenante du plénipotentiaire russe. — Note du médiateur. — Mauvaise foi de M. de Metternich.

Pour bien apprécier l'effet moral que va produire en Allemagne la bataille de Vittoria, il importe de préciser l'état des négociations au moment où arrive cette fatale nouvelle.

Le comte de Bubna, parti le 4 juin pour Vienne, en était revenu le 10, encore *sans pouvoirs*. Le 15, il remit enfin une note, par laquelle l'Autriche, offrant à la France sa médiation déjà acceptée par la Prusse et la Russie, déclarait borner ses vues à un arrangement continental, promettait de communiquer à Napoléon les bases de pacification voulues par les alliés, et l'engageait à en énoncer d'autres.

Au mois de juin, cette puissance était à bout de ses lenteurs calculées. Il lui fallait définir nettement la manière dont elle entendait exercer son intervention, et ce qu'elle voulait conserver du traité de 1812, dont déjà elle avait négligé les obligations, sous le prétexte au moins prématuré d'incompatibilité de son nouveau rôle avec celui d'alliée d'une des puissances belligérantes. Napoléon, tout en acceptant la médiation, repoussa le mode proposé, qui faisait du cabinet autrichien, non plus même un médiateur, mais un arbitre[1]. Il voulait un congrès de plénipotentiaires, qui, après l'échange de leurs pouvoirs, pussent entrer en explication. En même temps, il demandait ce qu'il y avait déjà de fait relativement à la nomination des plénipotentiaires, à la fixation du temps et à l'époque du congrès, et il exprimait la crainte que la singulière prétention de l'Autriche relativement au mode de négociation n'occasionnât de nouvelles lenteurs. Ce langage était pressant comme les circonstances. Napoléon avait de plus fait inviter M. de Metternich à venir lui-même à Dresde. Muni des pleins pouvoirs si longtemps attendus, ce ministre arrive en effet, désirant couvrir, par cette démarche, les engagements que M. de Stadion prenait en ce moment même à Reichenbach.

M. de Metternich est porteur d'une lettre de l'empereur d'Autriche qu'il remet à Napoléon dans une

[1] M. de Bassano, 15 juin.

audience confidentielle, le 28 juin ; audience qui se prolonge pendant neuf heures [1]. Dès son entrée, Napoléon lui reproche sa lenteur à venir, à s'expliquer sur ses prétentions. L'intervention autrichienne entre la France et ses ennemis, étonnés de leurs nouvelles défaites, ne fait que retarder et compliquer les négociations. L'armistice n'est un avantage pour Napoléon, que si tout le monde veut sincèrement la paix comme lui ; depuis l'armistice, au contraire, la guerre est devenue plus probable que jamais, grâce aux deux traités de subsides, que la Russie et la Prusse viennent de conclure avec l'Angleterre à Reichenbach ; *on parle aussi d'un traité avec une troisième puissance*, dont M. de Stadion peut donner des nouvelles [2]. Du jour où l'Autriche a pris l'attitude d'une médiation armée, elle est contre la France. La bataille de Lützen a seule retardé l'exécution de ses nouveaux projets. « Aujourd'hui votre armée est prête, elle est là, » s'écrie Napoléon, montrant à son interlocuteur, du jardin Marcolini où ils se trouvaient alors, l'horizon des montagnes de Bohême, d'où bientôt, en effet, les masses ennemies allaient descendre. « Vous » venez, maintenant que vous vous voyez en état » de dicter la loi, vous venez voir s'il n'y aura pas » plus d'avantages pour vous à me rançonner sans » combattre. » Ainsi parlait l'empereur, marchant précipitamment de long en large, entraînant M. de Metternich à sa suite, des jardins dans les appartements du palais, exhalant avec impétuosité sa colère profonde, presque toujours dissimulée depuis six mois. A ce langage si ardent, si incisif, à ces dures vérités, M. de Metternich essaye de répondre par des paroles de protocole sur la nécessité du rétablissement de l'équilibre européen... « Parlez clair, » interrompit Napoléon. Il est assez fort contre ses ennemis actuels ; tout ce qu'il désire de l'Autriche, c'est sa neutralité : il l'achèterait par l'abandon de l'Illyrie. M. de Metternich rejette bien loin cette proposition : il faut que l'Autriche soit avec la France ou contre elle. Il suit l'empereur dans le cabinet des cartes, et c'est là qu'il articule enfin ses conditions. Dans le mois de mai, M. de Bubna avait parlé de l'abandon de la 32e division militaire, de la dissolution de la confédération du Rhin, de la destruction du grand-duché de Varsovie. Ces propositions, disait alors M. de Metternich à Vienne, étaient pour empêcher la Russie de prononcer les noms d'Espagne et d'Italie ; maintenant, c'est lui-même qui les prononce : aux conditions du mois précédent, il ajoute l'abandon de l'Espagne et la Hollande, le retour du pape à Rome, la restitution de la moitié de l'Italie à l'Autriche. Qui ne comprendra l'indignation de Napoléon à ce mot d'Italie ? L'Italie a été le théâtre de ses plus belles victoires ; c'est en Italie qu'il a commencé naguère à se créer une puissance personnelle, en s'attachant à lui-même plus qu'au gouvernement d'alors ce pays, arraché par des prodiges à la domination autrichienne, et qui maintenant recueille chaque jour de nouveaux avantages de la domination française. Sa possession importe à la gloire du législateur comme à celle du guerrier ; et l'Autriche voudrait profiter des circonstances pour lui arracher sans combat sa plus noble conquête ! « Voilà » votre esprit de modération ! s'écrie amèrement » l'empereur ; vous ne pensez qu'à profiter de toutes » les chances ; vous n'êtes occupés qu'à transporter » votre alliance... du côté où se font les partages... ; » la paix n'est qu'un prétexte ; vous n'aspirez tous » qu'au démembrement de l'empire français..., et » c'est mon beau-père qui accueille un tel pro- » jet ! !... » Napoléon déclare énergiquement que l'intervention hostile de l'Autriche ne suffira pas pour obtenir de tels sacrifices ; il éclate en récriminations justes, mais intempestives, et, s'exaltant de plus en plus, lance au ministre qui l'écoute un de ces reproches qui, mérités ou non, ne s'oublient jamais.

Ce reproche, nous n'avons pas à en vérifier l'exactitude ; nous n'avons point à examiner si l'Angleterre avait acheté les négociateurs, comme les armées de la coalition. Ce reproche, vrai ou faux, a été l'une des plus grandes fautes de Napoléon. Il était bien à lui, dans sa position, de laisser voir au ministre autrichien, par une allusion au traité de Reichenbach, qu'il ne s'abusait pas sur les termes où l'Autriche pouvait en être avec nos ennemis. Mais descendre soudain de toute la hauteur du débat politique à une personnalité aussi blessante, cela était indigne de la sagesse du grand politique, de la dignité du souverain. L'entretien se termina bientôt après cet emportement. Napoléon s'en était repenti à l'instant même, mais le coup était porté. Le ministre autrichien avait gardé le silence, mais il s'est souvenu [3].

[1] Voyez Fain, manuscrit de 1813, t. II, p. 4. C'est le dernier entretien qu'ils aient eu ensemble.

[2] Le traité autrichien de Reichenbach était signé de la veille.

[3] M. de Metternich paraît avoir emporté de cette conférence l'idée que Napoléon considérait l'Autriche comme ne devant jamais aller au delà de la menace, grâce aux sentiments personnels de l'empereur François. Après la bataille de Leipzig, il disait à M. de Saint-Aignan : « L'empereur croyait toujours que nous ne » ferions pas la guerre. Il supposait, sur le dire de » M. de Narbonne, que nous avions cent cinquante

Dans le cours de cet ouvrage, nous n'avons perdu aucune occasion de signaler et de blâmer ces longs entretiens de Napoléon avec des ambassadeurs et des hommes d'État d'autres puissances; entretiens dans lesquels il aimait à traiter à fond les grandes questions du moment. Dans la chaleur de semblables discussions, un souverain, en livrant sa pensée, peut compromettre les plus graves intérêts de ses peuples. Chaque mot porte coup; il n'est pas jusqu'aux inflexions de voix, jusqu'au jeu de la physionomie, qui n'aient une immense portée, où un interlocuteur pénétrant ne cherche à lire tout un avenir politique. Cela était vrai surtout pour un homme aussi complétement souverain que l'était Napoléon. Aussi, nous l'avons vu, chacune de ces conférences a été une faute; mais cette dernière passe de bien loin les autres.

Indépendamment de la démarche confidentielle qui échouait d'une manière si déplorable, la présence de M. de Metternich à Dresde avait pour but de terminer tout ce qui était relatif à la médiation et aux réserves de l'alliance. Il remit deux notes à M. de Bassano. Par l'une, l'Autriche renonçait à la prétention d'être le *seul* intermédiaire des propositions qui seraient faites de part et d'autre; regardait un arrangement continental comme *seul possible*, tout en annonçant l'intention de faire une nouvelle tentative à Londres [1]. Napoléon voulait la paix générale; un traité auquel l'Angleterre n'accédait pas ne pouvait être complet pour aucune puissance ayant des intérêts maritimes : d'ailleurs, ses nouvelles victoires ayant rétabli l'équilibre entre les parties belligérantes, il devait s'attendre à trouver, dans les restitutions de l'Angleterre, l'indemnité des sacrifices qu'il ferait sur le continent. Cependant, malgré tout le désavantage d'une paix continentale, il la préférait encore à la guerre, même avant de connaître la bataille de Vittoria. La deuxième note de M. de Metternich offrait de régler, en raison des circonstances nouvelles, les conditions de l'alliance. Quand il fallut en venir à l'application de ce dernier objet, M. de Metternich, qui au fond voulait se débarrasser de l'alliance française tout entière, proposa de suspendre, non plus, comme on avait dit jusque-là, certaines stipulations du traité, mais le traité lui-même, pendant le cours des négociations, sauf à en faire revivre plus tard les stipulations, en les modifiant selon les circonstances. Ayant déjà plus que des soupçons sur les nouveaux engagements de l'Autriche, Napoléon eût pu voir dans cette démarche l'indice d'une défection prochaine, ou même déjà commencée; il ne voulut y voir que le désir d'une impartialité propre à rendre la médiation plus efficace, et, pour prouver qu'il ne voulait pas imposer à ses amis une alliance qui leur fût onéreuse, il renonça sans difficulté à celle qui le liait à l'Autriche [2]. Il ne s'agissait plus que de régler ce qui concernait la médiation. Une convention à cet effet fut signée le 30 juin. La médiation était acceptée pour la paix générale *ou continentale*. M. de Metternich demanda et obtint de l'empereur, qu'il ne dénoncerait pas l'armistice avant le 10 août, et il fut ajouté que l'empereur d'Autriche se réservait de faire agréer le même engagement à la Russie et à la Prusse. Le duc de Bassano, signataire de cette convention, avait remis la veille un contre-projet, qui présente des variantes importantes avec le texte définitif de la convention. Il n'y était question que de la paix *générale* [3]. En conséquence, la médiation s'étendait à l'Angleterre, aux États-Unis, à la régence de Cadix (art. 5). L'empereur d'Autriche devait déclarer formellement, qu'en offrant sa médiation, il n'entendait pas se porter *comme arbitre;* et enfin, un article 6e portait, que si, au 20 juillet, l'une des parties dénonçait l'armistice, conformément à la convention de Pleswitz, les négociations du congrès n'éprouveraient pour cela aucune interruption. Nous avons déjà vu combien Napoléon tenait à cette condition : il en avait encore parlé à M. de Metternich en le congédiant le 28; mais le 29 au soir, des nouvelles de Vittoria étaient arrivées; avec les dispositions connues du médiateur, et sous l'influence d'un pareil événement, une discussion qui aurait retardé encore la signature d'une convention quelconque pouvait avoir des suites funestes. On accepta donc le projet autrichien, tel à peu près qu'il fut présenté, malgré la position

» mille hommes, nous en avions le double. Il a fallu lui » déclarer la guerre. Dans une conférence de neuf » heures, je l'en avais prévenu *cinq* fois; mais rien ne » pouvait le lui faire croire. » (Passage retranché du rapport imprimé de M. de Saint-Aignan.)

M. de Metternich, dans des mémoires encore inédits, rend compte à sa manière de l'entrevue de Dresde.

[1] Le 9 avril, lord Castlereagh avait répondu par un refus formel à la mission autrichienne de M. de Wessemberg... « Les espérances pacifiques ont dû s'évanouir, quand *celui qui gouverne la France* a déclaré au corps législatif que la dynastie française règne et continuera de régner en Espagne, et qu'il a déjà fait connaître tous les sacrifices qu'il consentirait à faire pour la paix. » Depuis, M. de Wessemberg était resté à Londres. Sa mission véritable commençait.

[2] Note du 29 juin.

[3] Dans l'esprit de ce contre-projet, la réunion des plénipotentiaires français, russes et prussiens, n'était qu'un commencement de négociations ayant pour but d'arrêter l'effusion du sang par des préliminaires, par une convention, ou même par un traité particulier (art. 5).

embarrassante où nous plaçait l'Autriche, en nous laissant incertains sur la prolongation de l'armistice, prolongation qu'elle promettait seulement *de faire agréer*. La mention d'une nouvelle démarche autrichienne en Angleterre fut supprimée, sur l'observation de M. de Bassano, que cette démarche était importante, et méritait plus de réflexion [1]. Enfin, dans sa dernière conférence avec M. de Metternich, le duc de Bassano lui remit un nouveau projet de convention destiné à être soumis à l'empereur d'Autriche, et, s'il était agréé par lui, à remplacer la convention qui venait d'être signée. D'après ce projet, l'empereur d'Autriche devait offrir à toutes les puissances belligérantes sa médiation pour un congrès général. Tout plénipotentiaire des puissances qui auraient accepté la médiation, se présentant avant le 10 août, aurait été admis. C'était, comme on le voit, la reproduction du contre-projet français, sur l'adoption immédiate duquel Napoléon n'avait pas jugé convenable d'insister, voulant éviter des lenteurs préjudiciables à la marche des négociations. Mais il avait voulu tenter ce dernier effort pour écarter toute négociation pour un arrangement continental, négociation qui ne pouvait convenir qu'à ses ennemis. Aussi M. de Metternich se garda bien d'en proposer une autre, et il ne fut plus question de la nouvelle proposition française, dont il avait emporté la copie avec lui [2].

Voyons maintenant comment les alliés se préparaient à négocier, avant même que l'événement de Vittoria fût venu confirmer leurs résolutions belliqueuses. On sait déjà que l'armistice de Pleswitz avait été considéré par eux comme un acheminement, non pas à la paix, mais à une guerre plus heureuse. Deux nouveaux traités ou marchés, signés le 15 juin avec l'Angleterre, mettaient la Russie et la Prusse à même de réparer les pertes du commencement de la campagne [3]. Du côté de l'Autriche, les espérances s'étaient changées en certitude; M. de Stadion avait apporté à l'empereur Alexandre des promesses dont le choix d'un tel intermédiaire garantissait déjà l'exécution. Les deux entrevues secrètes de M. de Metternich avec ce souverain avaient achevé d'établir un parfait accord entre les vues des puissances, et le 27 juin, le plénipotentiaire autrichien avait signé l'accession de l'Autriche à la coalition. L'exécution de ce traité, premier engagement authentique que l'Autriche ait contracté avec les souverains alliés, était, il est vrai, subordonnée à la ratification de l'empereur François; mais les ministres autrichiens prévoyaient déjà qu'il serait facile de l'y décider, en imputant à Napoléon tous les torts dans les négociations fallacieuses qu'ils préparaient. La plupart des dispositions de ce traité, mal connu jusqu'ici, donnant lieu à d'importantes réflexions, nous donnons le texte dans son entier.

*Traité de Reichenbach.*

« S. M. l'empereur d'Autriche et LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de Prusse, également animés du désir de mettre fin aux malheurs et aux bouleversements qui agitent l'Europe, sont convenus des moyens propres à y établir une paix solide, de nature à rassurer sur sa durée, et à conduire à une pacification générale.

» Néanmoins, comme l'Autriche, dont la médiation a été pleinement acceptée par l'empereur de Russie et le roi de Prusse, pourrait, malgré les soins qu'elle y voue et la modération des bases qu'elle propose, ne point parvenir à atteindre ce grand but par des voies conciliatoires et de négociation, S. M. l'empereur d'Autriche a jugé avantageux au bien-être de l'Europe et aux intérêts de sa monarchie d'appuyer, s'il le fallait, sa médiation du poids de toutes ses forces, et de les réunir à celles des puissances alliées.

» A cet effet, il s'est concerté avec LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de Prusse sur les mesures préalables à prendre pour le cas où l'Autriche, ayant épuisé les voies susdites, se verrait obligée de recourir à celle des armes, afin d'obtenir l'objet important auquel tendent les constantes sollicitudes des trois augustes souverains. Dans cette intention, ils ont nommé, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir : S. M. l'empereur d'Autriche, le comte de Stadion.... S. M. l'empereur de Russie, le comte de Nesselrode.... S. M. le roi de Prusse, le baron de Hardenberg;

» Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté et arrêtent d'un commun accord les articles suivants :

» Art. 1er. S. M. l'empereur d'Autriche ayant

[1] Lettre du duc de Bassano à M. de Narbonne, du 9 juillet.

[2] Plus tard, le manifeste autrichien a fait un grief à l'empereur de s'être refusé à la nouvelle démarche que le cabinet de Vienne annonçait l'intention de tenter près de l'Angleterre. Le silence gardé par la France sur cette proposition répondit au silence gardé par l'Autriche sur celle d'étendre sa médiation à la paix générale. Dans la pensée de Napoléon, l'Angleterre, ayant des intérêts à débattre avec l'Europe entière, ne devait paraître qu'à un congrès auquel l'Europe entière prendrait part.

[3] Par l'article 7 du traité entre l'Angleterre et la Russie, les puissances contractantes s'engageaient à ne pas négocier séparément avec l'ennemi commun. La Russie s'étant ainsi interdit le droit de traiter seule, qu'est-ce qu'un plénipotentiaire russe venait faire à Prague?



invité les cours de Russie et de Prusse à entrer, sous sa médiation, en négociation avec la France pour une paix préalable, et qui puisse servir de base à une paix générale, et S. M. ayant fixé les conditions qu'elle croit nécessaires au rétablissement d'un état d'équilibre et de tranquillité durable en Europe, *elle s'engage à déclarer la guerre à la France,* et à joindre ses armes à celles de la Russie et de la Prusse, si, jusqu'au 20 juillet de cette année, la France n'a point accepté ces conditions [1].

» Art. 2. Les conditions mentionnées dans l'article précédent sont les suivantes : 1° la dissolution du duché de Varsovie et le partage des provinces qui le forment entre l'Autriche, la Russie et la Prusse, d'après des arrangements à prendre par ces trois puissances, sans aucune intervention du gouvernement français; 2° l'agrandissement de la Prusse en suite de ce partage, et par la cession de la ville et du district de Danzig; l'évacuation de toutes les forteresses, qui aujourd'hui se trouvent encore occupées par les troupes françaises dans les États prussiens et dans le duché de Varsovie; 3° la restitution des provinces illyriennes à l'Autriche; 4° le rétablissement des villes hanséatiques, du moins de Hambourg et de Lubeck avec leurs anciens territoires, comme villes indépendantes et n'appartenant à aucune ligue ou confédération étrangère, et un arrangement éventuel, lié à la paix générale, sur la cession des autres parties de la 32° division militaire.

» Art. 3. Dans le cas où ces conditions ne seraient point acceptées par la France, l'Autriche s'engage à poursuivre immédiatement, par la voie des armes, le but qu'elle n'aurait pu obtenir par celle des négociations, et à employer à cet effet toutes les forces dont elle pourra disposer.

» Art. 4. Réciproquement, les deux cours de Russie et de Prusse promettent d'agir dès lors en commun avec l'Autriche en qualité d'alliés, et chacune avec toutes les forces qu'elle aura pu rendre disponibles jusqu'à ce moment.

» Art. 5. Quoiqu'elles viennent de s'obliger à entrer en campagne avec la totalité de leurs forces, elles y ajoutent encore l'engagement qu'elles les tiendront au grand complet, pendant toute la durée de la guerre, et nommément l'Autriche avec au moins cent cinquante mille hommes, la Russie cent cinquante mille hommes pour le moins, et la Prusse quatre-vingt mille hommes, sans compter les garnisons destinées à la défense de l'intérieur; bien entendu qu'en exécution des articles précédents, S. M. l'empereur et LL. MM. l'empereur de Russie et le roi de Prusse promettent mutuellement, et avec la bonne foi qui les caractérise, d'augmenter ce nombre, autant que leurs moyens le permettront.

» Art. 6. La guerre une fois commencée, les trois cours alliées poseront, pour but de leurs efforts communs, les articles énoncés par les cabinets russe et prussien, dans leurs notes du 16 mai, en leur donnant la plus grande étendue [2].

» Art. 7. Les trois cours s'engagent formellement à n'entrer dans aucun arrangement ou négociation, soit pour la paix, soit pour la guerre, que d'un commun accord.

» Art. 8. L'on procédera, aussi promptement qu'il sera possible, à établir un accord militaire sur les opérations de la campagne, et, à cet effet, les cours alliées nommeront de leur côté des officiers supérieurs, afin de prendre et d'arrêter les arrangements éventuels et nécessaires avec le général en chef de l'armée autrichienne.

» Art. 9. Les cours alliées promettent de la manière la plus solennelle de n'écouter aucune insinuation ou proposition qui leur serait adressée directement ou indirectement par le cabinet français, pendant la durée de l'armistice.

» Art. 10. La cour de Vienne s'engage également à ne consentir à aucunes propositions de la part de la France qui seraient contraires aux intérêts des cours alliées ou en opposition avec les principes qui font la base de la présente convention.

» Art. 11. Les cours alliées s'obligent à garder à jamais le plus strict secret sur la convention actuelle, et à ne la communiquer même à aucun de leurs alliés, sans le consentement préalable de l'Autriche.

» Art. 12. La présente convention sera ratifiée par les hautes puissances contractantes dans le terme de six jours, ou plus tôt si faire se peut.

» En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention de leur propre main, et y ont opposé le cachet de leurs armes.

[1] Ce délai fut prorogé, en même temps que l'armistice, au 10 août, *terme de rigueur*. Nous verrons dans le chapitre suivant que l'Autriche ne se réserva pas même, pour dernier délai, six jours qui avaient été ajoutés pour la dénonciation de l'armistice; de sorte que l'adhésion de l'Autriche à la coalition précéda la reprise des hostilités.

[2] Restitution du Hanovre à l'Angleterre, reprise des pays réunis à la France sous le nom de 32° division militaire, et des provinces allemandes possédées par *des princes français*; indépendance absolue des États intermédiaires *entre le Rhin et les Alpes* d'un côté; et, de l'autre, les frontières d'Autriche et de Prusse rétablies *sur les bases de* 1805 (articles secrets du traité de Tœplitz, signé le 9 septembre 1813).

» Fait à Reichenbach, le 27 juin 1813. Signé : le comte de STADION ; — le comte de NESSELRODE ; — le baron de HARDENBERG. »

Ce traité a été longtemps dissimulé avec soin ; quelques allusions détournées pouvaient seules mettre sur la voie les historiens de cette époque [1]. C'était là un de ces actes dont le succès même n'autorise pas à se glorifier. Il donne la clef de plus d'une énigme, et le sens de bien des phrases pompeuses. Le rétablissement de l'équilibre européen, le renversement de la tyrannie, l'indépendance de l'Allemagne, voilà les grands mots des proclamations adressées aux souverains de la confédération, des négociations essayées avec la France. C'est la coalition des peuples qu'on organise officiellement. Empruntant d'avance des locutions nouvelles au système politique qui se prépare, nous pouvons dire que Napoléon est à lui seul en ce moment une *sainte alliance* anticipée ; les souverains alliés sont les *libéraux*, les *révolutionnaires*, et s'en font gloire. Mais les puissances qui stipulent à Reichenbach ne déguisent pas entre elles leurs projets, et nomment les choses par leur nom [2]. L'exécution de ce traité est subordonnée par l'Autriche au refus des conditions qu'elle juge nécessaires à la paix *continentale :* le nom de l'Angleterre n'est pas prononcé ; ce n'est que dans les articles secrets du traité de Tœplitz que nous verrons paraître nominativement la restitution du Hanovre à la maison de Brunswick. Cependant les dernières expressions de l'article 3 du traité de Reichenbach (un arrangement éventuel, lié à la paix générale, sur la cession du reste de la 32e division militaire) laissaient pressentir que, même après un premier accord sur la paix continentale, les alliés n'entendaient pas se séparer de l'Angleterre ; c'était une voie ouverte à des arrangements nouveaux, ou, pour mieux dire, à des difficultés nouvelles. Visible ou non, l'influence anglaise est toujours là comme un mauvais génie, inspirant et soldant tout ce qui se fait contre la France.

Dans la fameuse entrevue de Dresde, M. de Metternich avait été bien au delà des conditions fixées par l'Autriche à Reichenbach, en parlant du sacrifice de la Hollande, de l'Espagne, de la Suisse, de la confédération du Rhin ; du retour du pape à Rome, et de la cession à l'Autriche d'une partie de l'Italie. Ces mêmes conditions, qui ramenaient la France au Rhin et aux Alpes, formaient la base des notes du 16 mai, relatées dans le traité de Reichenbach, et reproduites depuis par les articles secrets de Tœplitz. M. de Metternich les articulait comme point de départ de négociation ; l'emportement de Napoléon rompit tout. Un moment auparavant, le ministre autrichien venait de lui dire qu'il dépendait encore de lui de faire marcher sous ses drapeaux toutes les forces de l'Autriche, évidemment en consentant dans toute leur étendue les sacrifices qui devaient profiter à sa cour ; c'est-à-dire, une portion de l'Italie, l'Illyrie, Trieste et le Tyrol. Dans ce cas, l'Autriche aurait contraint les alliés à la paix, d'autant plus facilement, que le mouvement sur la Bohême mettait leurs intérêts militaires à la merci de cette puissance. Ainsi se vérifie, à l'issue de ces négociations, ce que nous disions au commencement, que l'alliance de l'Autriche a été aux enchères jusqu'au dernier moment. Le cabinet de Vienne se serait-il fait scrupule d'un dernier revirement politique dont le profit aurait été assuré ? Il est permis d'en douter. Pourquoi le traité de Reichenbach aurait-il été plus sacré pour lui que celui du 14 mars 1812 ? On ne saurait donc trop regretter que l'empereur Napoléon, au lieu de garder le sang-froid nécessaire pour conclure un marché avec l'Autriche, se soit laissé emporter par un ressentiment certes bien légitime, mais dont la manifestation était intempestive.

L'article 8 du traité de Reichenbach stipulait que les trois puissances alliées prendraient de promptes mesures pour se concerter au sujet des opérations militaires. Cet engagement fut exécuté avec une précipitation qui trahissait des intentions peu pacifiques. Tandis que la réunion des plénipotentiaires à Prague était différée sous des prétextes insignifiants, les commissaires des trois puissances alliées, réunis à Trachemberg aux commissaires anglais, discutaient dès le 12 juillet, le plan de la campagne prochaine, non comme une mesure éventuelle, mais comme un fait positif, inévitable. A cette époque, on ne pouvait pas alléguer encore la mauvaise volonté de Napoléon, et des lenteurs calculées de sa part, puisqu'il ne connaissait même pas alors l'assentiment donné par les puissances belligérantes à

[1] Il en est fait mention deux fois de suite dans une note de M. de Metternich au congrès de Vienne, du 28 janvier 1815 (Schœll, VI, 169 et 170). L'existence de ce traité fut connue de suite à Dresde par les agents secrets de M. de Bassano.

[2] L'article 11 stipulait un secret absolu sur ce traité de la part de la Russie et de la Prusse. Ce silence était dans l'intérêt des trois puissances. L'Autriche avait besoin, vis-à-vis des États allemands encore incertains, de paraître tout à fait impartiale, et de sembler ne se décider plus tard que par les torts de Napoléon. La publicité de ce partage anticipé des dépouilles aurait montré sous un jour moins pur le patriotisme des grandes puissances.

la prolongation de l'armistice, que l'Autriche s'était chargée de faire agréer. C'était donc se presser beaucoup.

Napoléon ignorait l'étendue des engagements secrets de l'Autriche. Tout en ne comptant plus sur l'impartialité du médiateur, il espérait encore que la bonne volonté et la loyauté de l'empereur François imprimeraient aux négociations proposées une direction vraiment conciliatrice. Il n'a pas dû les abandonner.

D'après la convention du 30 juin, les plénipotentiaires respectifs devaient être rendus à Prague le 5 juillet. Des lettres de M. de Metternich retardèrent cette réunion d'abord jusqu'au 8, ensuite jusqu'au 12. Incertain si la prolongation de l'armistice jusqu'au 10 août était acceptée, l'empereur fit partir pour Prague M. de Narbonne, l'un de ses plénipotentiaires désignés. Ce choix devait être agréable à l'Autriche, comme celui du duc de Vicence à la Russie. M. de Narbonne devait tenir l'empereur au courant des démarches de l'Autriche pour la prolongation de l'armistice, et de ce qu'elle aurait pu proposer relativement au projet de convention, communiqué à M. de Metternich, le 30 juin, pour étendre la négociation de la paix continentale à la paix générale. L'empereur était impatient aussi de savoir quels seraient les plénipotentiaires alliés : tout l'avenir de la négociation était là. M. de Narbonne connut leurs noms dès le jour de son arrivée à Prague : c'étaient MM. de Humboldt et d'Hardenberg pour la Prusse, et d'Anstett pour la Russie. J'ai déjà eu l'occasion de parler de ce personnage, et l'on peut apprécier tout ce qu'un tel choix promettait. M. d'Anstett, *né Français*, personnifiait les passions les plus hostiles à la France [1]. Les intrigues secrètes auxquelles il avait dû son élévation, et la signature du traité de Kalish et de la convention de Reichenbach entre la Russie et l'Angleterre, seuls actes publics auxquels il eût pris part encore comme plénipotentiaire, n'étaient assurément pas des titres à alléguer pour que Napoléon dérogeât en sa faveur au décret de 1811. Ce décret, qui semble avoir été fait précisément contre d'Anstett et ses pareils, porte que les Français au service d'une puissance étrangère ne pourront être employés comme ministres plénipotentiaires dans un traité où les intérêts de la France seraient débattus. Il méritait plutôt de devenir une maxime du droit politique des nations que d'être mis en oubli vis-à-vis de Napoléon d'une manière si inconvenante et dans de telles circonstances.

Nommé ministre plénipotentiaire de la puissance médiatrice, M. de Metternich arriva à Prague le 11 [2]. Dès son premier entretien avec notre plénipotentiaire, il s'efforça d'excuser le choix de l'empereur Alexandre. Ce prince, disait-il, par suite de ses engagements avec l'Angleterre, avait dû nommer un agent obscur pour ne pas donner au congrès un air de solennité. D'ailleurs d'Anstett avait de la capacité, s'élevait assez rapidement comme rival de Nesselrode. Pourtant les dispositions antifrançaises de ce diplomate français étaient si notoires, que M. de Metternich ne put s'empêcher de dire à M. de Narbonne : « Cette nomination m'a surpris autant que vous, » et de lui avouer qu'il était tourmenté de l'idée que Napoléon pourrait bien régler le choix du second plénipotentiaire français sur celui de la Russie [3]. Cette crainte ne sera pas justifiée. Napoléon n'hésita pas à prendre sur ce point l'avantage de la modération et du sentiment des convenances.

L'empereur François était venu de Gitschin résider à Brandeis, terre très-voisine de Prague, M. de Narbonne, en sa qualité d'ambassadeur, insista pour aller lui faire sa cour; mais Metternich avait un subterfuge tout prêt contre ce rapprochement qui ne convenait plus à sa politique. L'empereur était censé incognito à Brandeis, et d'ailleurs logé trop à l'étroit pour que les réceptions d'ambassadeurs pussent y être convenables. La vérité était que M. de Metternich tenait l'empereur François isolé à Brandeis, afin d'en être seul maître. Il y allait tous les soirs dîner en tête-à-tête, puis pêcher et se promener avec lui [4].

M. de Metternich, qui, quelques jours après, blâmera si énergiquement les retards de notre diplomatie, se taisait, depuis le 30 juin, sur la démarche que l'Autriche s'était engagée à faire auprès des puissances alliées relativement à la prolongation de l'armistice. Il nous plaçait ainsi dans une position embarrassante : la dignité de la France exigeait que le médiateur se fît remettre une dé-

[1] D'Anstett était né à Strasbourg en 1768 ou 1769. Son père, avocat, se fit connaître par une opposition violente aux principes de la révolution. D'abord secrétaire du célèbre aventurier prince de Nassau, d'Anstett fut plus tard attaché à la légation russe de Vienne, sous le prince Rasumowski, et prit une part active aux intrigues dont cette ambassade était le foyer. Il avait contribué de tout son pouvoir à la déclaration de guerre de l'Autriche en 1805. Plus tard, sa qualité de mari d'une Polonaise permit à la Russie de l'employer dans des intrigues occultes en Pologne; je le trouvai ainsi à Varsovie en 1811. Depuis, nous l'avons revu négociant l'abandon de Varsovie avec le commandant du corps auxiliaire autrichien.

[2] Cette ville avait été proposée par l'Autriche et agréée par toutes les puissances pour la tenue du congrès.

[3] M. de Narbonne, 11 juillet.

[4] 14 juillet, M. de Narbonne.

claration analogue à celle de Napoléon, et provisoirement M. de Narbonne avait reçu l'ordre de ne s'engager sur rien, pas même sur la communication des pouvoirs. Le 9 juillet, Napoléon, irrité du silence de la puissance médiatrice dans de telles circonstances, se décide à faire proposer directement aux commissaires des alliés, à Neumarck, la signature de la convention relative à cette prolongation [1]. M. de Bassano prévient le ministre médiateur de cette démarche qui aurait eu lieu dès le premier moment, si on ne l'avait attendue de l'Autriche elle-même [2]. Le 12, M. de Metternich rompt enfin son long silence par l'accusé de réception d'un avis qui vient de lui parvenir. Les souverains alliés, sur la proposition de la puissance médiatrice, admettent le 10 août *comme terme de négociation :* expression équivoque, qui semblait dénoter un accord des trois puissances pour terminer à la fois, le 10 août, et l'armistice et la négociation, à quelque degré qu'elle pût être parvenue [3]. Cet empressement à écourter les négociations, rapproché de l'activité des préparatifs militaires, annonçait d'avance que les démarches pour la paix ne seraient que de pure forme de leur part. Le 15, M. de Metternich transmet au duc de Bassano les déclarations officielles qu'il vient de recevoir au sujet de la prolongation d'armistice. Les termes de ces déclarations sont curieux. » Les souverains n'ont voulu se décider qu'après avoir conféré *avec les ministres anglais* et avec *le prince royal de Suède* [4], qui vient d'arriver. Ils ne prolongent l'armistice que par égard pour l'empereur d'Autriche, et *au détriment de leurs intérêts militaires.* » On comprend toute l'inconvenance qu'il y avait à faire figurer un transfuge français à propos d'une question française, dans un message destiné à être communiqué. On prenait à tâche de tout faire pour irriter Napoléon au moment même où il nommait plénipotentiaires MM. de Narbonne et de Vicence, suivant son idée première, et malgré le choix injurieux de la Russie.

La nécessité d'un engagement authentique corrélatif à celui que la France avait pris dans la convention du 30 juin, avait été sentie par les alliés eux-mêmes; leurs plénipotentiaires étaient chargés de régler, sous la médiation autrichienne, tout ce qui avait rapport à cet objet [5]. Il avait suffi que Napoléon témoignât le désir de traiter cette question indépendamment de l'Autriche, pour que les alliés s'empressassent de faire leur cour à cette puissance, en renvoyant tout à sa décision. D'un autre côté cependant, M. de Metternich ne pouvait s'en prendre qu'à ses délais, si la question de la prolongation de l'armistice s'était engagée, et se poursuivait, par la voie des autorités militaires. Dès leur arrivée, les plénipotentiaires alliés parurent vivement mortifiés de ne trouver à Prague qu'un plénipotentiaire français sans pouvoirs, et M. de Metternich se fit dès lors l'interprète fidèle de leur impatience. Napoléon attendait, pour faire partir son second plénipotentiaire, le duc de Vicence, des nouvelles de Neumarck, et là des difficultés imprévues avaient retardé la solution de la question. Elles étaient de plus d'un genre.

D'après la convention de Pleswitz, l'armistice devait durer jusqu'au 20 juillet, plus six jours pour la dénonciation. Napoléon, en s'engageant à proroger l'armistice jusqu'au 10 août, avait compris implicitement le même délai de six jours, et les commissaires français avaient proposé à Neumarck un projet où cette condition était formellement exprimée. Ils reçurent, le 16 juillet, un refus très-sec du général Barclay de Tolly. L'empereur Alexandre lui avait prescrit de ne pas dépasser le 10 août pour reprendre les hostilités; il ne pouvait enfreindre cet ordre, fût-ce même son désir, *comme ce ne l'était pas.* Le général russe ne pouvait se montrer moins belliqueux que le diplomate d'Anstett. Cette difficulté n'était pas la seule; un incident qui remontait au mois précédent, avait fait surgir une complication nouvelle. Après l'armistice, le corps franc du major de Lutzow, tristement célèbre à cette époque, avait continué de faire la petite guerre pour son compte [6]. Bientôt, ne se sentant plus assez fort ni assez soutenu pour continuer ses *opérations,* le chef de ces troupes fort peu disciplinées les dirigea de son mieux vers l'Elbe. Invoquant alors l'armistice, il réussit à se glisser entre différents corps de notre armée. Malheureusement pour lui, il ne

[1] 9 juillet, le prince de Neufchâtel à MM. Dumoutier et de Flahaut, commissaires à Neumarck.

[2] Dresde, 9 juillet.

[3] M. de Metternich contesta d'abord le sens naturel de cette expression; nous le verrons plus tard y adhérer pleinement.

[4] Nous verrons, dans le chapitre XII de ce volume, que le prince de Suède désapprouvait l'armistice et tout ce qui pouvait être fait pour arriver à la pacification. En effet, si la paix avait été conclue alors, il n'aurait pas recueilli le fruit de sa défection.

[5] Lettre de M. de Nesselrode au comte de Stadion, du 29 juin — 11 juillet.

[6] Il avait accompagné les généraux Woronzoff et Czernischeff dans une expédition hardiment concertée sur Leipzig dans les premiers jours de juin. La nouvelle de la conclusion de l'armistice venait d'arriver dans cette ville, lorsque les généraux russes parurent avec des forces supérieures. Ils se retirèrent, sans rien entreprendre, s'en rapportant loyalement à la parole du duc de Padoue, au sujet de l'armistice.

put réprimer quelques actes partiels d'hostilité tout à fait compromettants dans de telles circonstances. Son corps, cerné par des troupes würtembergeoises, fut entièrement détruit[1]. Cet événement fut jugé par les alliés de nature à motiver, non pas une rupture complète, mais la suspension des approvisionnements des garnisons de Glogau, Stettin, Custrin et Danzig. Le général Rapp protesta énergiquement contre cette mesure qui n'avait pas le moindre rapport avec l'acte qu'on prétendait punir; il menaça le prince de Wurtemberg, commandant du corps de blocus, de recommencer les hostilités, s'il ne continuait ses livraisons de vivres, et cette menace produisit son effet. Au reste, les correspondances de nos commandants de place avec l'ennemi à cette époque ne contiennent guère que des plaintes sur la qualité et la quotité des vivres fournis, et sur les continuelles tracasseries qu'on leur faisait au sujet des lignes de neutralité. En dépit de l'armistice on leur continuait ainsi une guerre sourde; l'héroïque résistance de nos soldats méritait des procédés plus honorables, plus dignes même de la cause dont nos ennemis se proclamaient les défenseurs. La quotité des vivres à fournir dans chaque place n'avait pas été déterminée lors de la conclusion de l'armistice. Sans doute à ce moment il était impossible que les commissaires français fixassent le nombre de rations nécessaire à chaque garnison; mais ils pouvaient ôter aux commandants des blocus la faculté de contester des états de situation dûment débattus, ou du moins attribuer le droit d'en connaître en dernier ressort aux quatre commissaires réunis à Neumarck. Il y eut là une grave omission dont l'ennemi fit bon usage[2]. On comprend toute l'importance de cette question d'approvisionnements sous le point de vue militaire. Tandis que la négociation se prolongeait, on sut, tout en s'abstenant d'hostilités, rendre pire la condition de nos garnisons. Ces braves, qui tenaient en échec des troupes nombreuses loin du théâtre de la guerre, étaient pour les alliés une cause incessante d'inquiétudes. On ne négligeait rien pour les affaiblir, pour les isoler du centre des opérations françaises. Ainsi, Barclay de Tolly refusait de délivrer des passe-ports aux officiers français, porteurs de dépêches du quartier général pour les places assiégées. Cette difficulté fut enfin levée par la proposition que fit le prince de Neufchâtel de faire porter, par des officiers russes, les dépêches cachetées.

Telles étaient les causes du retard qu'éprouvait la signature de la convention pour la prolongation de l'armistice, et par suite l'ouverture des négociations de Prague. Le duc de Vicence, annoncé depuis huit jours, n'arrivait pas. Les détails dans lesquels nous avons dû entrer montrent suffisamment à qui devaient être imputés ces délais dont s'irritaient si fort, à Prague, les plénipotentiaires alliés et M. de Metternich. Celui-ci, dont l'impatience ne s'était trahie jusqu'alors que dans des explications confidentielles, remit une note le 22. C'était par ordre de l'empereur d'Autriche qu'il portait à la connaissance de Napoléon la pénible impression produite par tant de retards, qui ne pouvaient être mis sur le compte de la puissance médiatrice. Il se plaignait qu'on n'eût pas trouvé, dans sa dépêche du 16, une garantie suffisante de la prolongation d'armistice. La dépêche à laquelle le ministre autrichien se réfère, est précisément sa condamnation. Les lettres mêmes de MM. de Nesselrode et de Hardenberg, citées dans cette dépêche, mentionnent l'autorisation donnée aux plénipotentiaires de Prague de régler ce qui reste à faire relativement à l'armistice. L'aveu de la nécessité de ce règlement prouve que les alliés eux-mêmes ne se sentent pas *suffisamment engagés*. Napoléon, plus empressé qu'eux et que la puissance médiatrice de traiter de la paix, avait fait faire des démarches à Neumarck; et précédemment M. de Metternich lui-même l'avait formellement approuvé[3]. Mais depuis, il avait été vivement blessé que la disposition connue des alliés à tout remettre à la décision de la puissance médiatrice, n'eût pas décidé Napoléon à reporter à Prague la fin des négociations de Neumarck. Le duc de Bassano répliqua à la note autrichienne du 22. La meilleure réfutation de ces plaintes sur nos retards était un résumé chronologique de toute la correspondance entre les deux cours depuis le 30 juin. C'était M. de Metternich lui-même qui, d'accord avec les alliés, avait tout différé au 12. La nomination des plénipotentiaires français (le 16) avait été annoncée en réponse à celle des plénipotentiaires alliés. Depuis, les difficultés de Neumarck, élevées contre nous, retardaient seules l'ouverture des négociations[4].

[1] Le 17 juin. Malgré les inexactitudes nombreuses du rapport prussien publié à cette époque (Schœll, I, 341), la vérité s'y trahit involontairement. Les troupes du major de Lutzow avaient commis des brigandages tels, qu'elles ne pouvaient être considérées même comme un corps de partisans. Nous avouerons cependant qu'il est fâcheux que le ressentiment des soldats de la confédération n'ait pu être réprimé. L'apparence même d'une violation de l'armistice aurait dû être évitée.

[2] Rapp en appelait aux commissaires rassemblés à Neumarck des vexations du prince de Würtemberg. Celui-ci crut devoir refuser des passe-ports aux envoyés français chargés de porter ces réclamations!

[3] Lettre du 12 à M. de Bubna.

[4] Lettre du 24 juillet.

Tandis que MM. de Metternich, d'Anstett, de Humboldt, s'impatientaient à Prague, Napoléon n'était pas moins choqué des retards apportés par le médiateur depuis le commencement de juillet, et des dispositions que les alliés ne prenaient même pas la peine de dissimuler. L'intérêt de sa dignité, en face d'adversaires si peu pacifiques, exige que les préparatifs militaires continuent de son côté comme du leur. Il emploie cinq jours à la visite des places de l'Elbe; pendant ce court voyage, il passe en revue deux renforts qui tromperont cruellement ses espérances : le corps de Vandamme, qui sera détruit à Culm; les Saxons, qui nous trahiront en pleine bataille à Leipzig. L'avenir est sombre comme le passé.

A peine revenu de cette excursion, Napoléon était reparti pour un semblable voyage en Lusace; il revint à Dresde pour la seconde fois dans la nuit du 21 juillet, et le 23 se remit en route pour Mayence, où il avait donné rendez-vous à l'impératrice, après avoir dicté au ministre des relations extérieures les instructions et les pouvoirs des plénipotentiaires au congrès. Ces pouvoirs sont envoyés de suite à M. de Narbonne; Napoléon juge que le moment est venu pour son plénipotentiaire de déployer à Prague son caractère, en procédant à l'échange des pouvoirs. Il réserve toute l'influence du duc de Vicence pour le moment sérieux des négociations. Les instructions, dictées par Napoléon, le 22, disent toute sa pensée sur la situation. Elle doit nécessairement, suivant lui, se résoudre dans trois éventualités.

Continuation des négociations pendant la reprise des hostilités avec la Russie et la Prusse, et neutralité de l'Autriche;

Nouvelle prolongation de l'armistice par suite des négociations;

Déclaration de guerre de l'Autriche au 10 août.

De ces trois solutions, la première, négocier en se battant, l'Autriche restant neutre, est celle qu'il préférerait : nous le savons depuis longtemps, mais elle n'est plus possible maintenant. Napoléon n'est pas le seul à avoir le sentiment de sa supériorité sur la Russie et sur la Prusse, et le cabinet autrichien apprécie parfaitement tout ce qu'aurait de dangereux pour lui-même ce rôle de neutralité que l'empereur François, quelques mois auparavant, n'aurait peut-être pas été éloigné d'adopter [1]. La chance de prolongation de l'armistice par suite des négociations, ne déplaisait pas à l'empereur. Indépendamment même des incidents favorables qui auraient pu s'élever pendant ce nouveau délai, il trouvait un grand avantage matériel à reporter les hostilités au mois de septembre; la rentrée des récoltes de la Saxe assurait la subsistance de l'armée. Enfin, pensait-il, si l'Autriche se déclarait, dès le 10 août, contre lui, il aurait à faire valoir aux yeux de l'Europe, les circonstances les plus favorables à sa cause. Dans cette prévision, il recommandait à ses plénipotentiaires de laisser insérer au procès-verbal tout ce qui annoncerait l'intention de l'humilier, de partager ses États, d'opprimer ses alliés. Il voulait que les intentions de ses ennemis fussent connues aussi bien que les siennes : toutes les pièces des négociations devaient être imprimées.

Deux observations relatives à l'Autriche trahissent les dispositions de Napoléon pour cette puissance. « 1° Le médiateur, dont le rôle est essen» tiellement impartial, ne peut rien vouloir pour » lui. 2° Il ne peut être question dans la négo» ciation que des États dont le sort aurait éprouvé » quelque changement depuis 1812... *Plus tard* » *peut-être y aura-t-il possibilité de rentrer dans* » *un système avec l'Autriche;* mais pour le mo» ment l'intention de l'empereur est de négocier » avec la Russie une paix qui soit glorieuse pour » cette puissance, et qui fasse payer à l'Autriche, » par la perte de son influence en Europe, le prix » de sa mauvaise foi et de la faute qu'elle a com» mise en violant l'alliance de 1812... La Russie a » souffert, elle a droit à des avantages; l'Autriche » n'a fait aucun sacrifice, elle n'a rien mérité [2]. » Telles étaient encore, le 22 juillet, les idées de Napoléon. N'est-il pas pénible de le voir se roidir encore contre la nécessité d'un sacrifice immédiat et considérable pour s'assurer l'appui de l'Autriche? Cette puissance est maîtresse de la situation, il est forcé d'en convenir. En s'acculant à la Bohême, les alliés se sont mis à sa merci. Elle peut donc les contraindre à la paix; elle le fera, quels que soient les engagements secrets, si ce nouveau revirement lui présente des bénéfices considérables et assurés. « Il faut que nous soyons avec vous ou contre vous, » a dit M. de Metternich à Napoléon. Celui-ci se perd en cherchant une solution entre ces deux extrêmes. En gardant la neutralité, malgré les engagements de Reichenbach, l'Autriche eût assuré le triomphe de la France, et n'aurait pas eu le droit d'en profiter; elle restait isolée, compromise des deux côtés par un double parjure. Cette solution était donc hors de toute possibilité. La seconde hypothèse admise par l'empereur, celle d'une prolongation d'armistice qui lui donnerait le temps de traiter à

[1] M. de Metternich disait, à Prague, aux plénipotentiaires français : « Tout serait perdu pour nous, considération et sûreté, si nous laissions les alliés se battre seuls. Assurément ils seraient battus, et bientôt ce serait notre tour, *que nous aurions bien mérité.* »

[2] Instructions du 22 juillet.

fond les conditions de la paix, et peut-être de rompre la coalition des puissances, n'était guère moins improbable que la première. Il n'était pas seul à voir les avantages qui résulteraient, pour la cause française, de cette prolongation d'armistice : ses ennemis n'étaient nullement disposés à multiplier, par des délais, les chances de désunion qui existaient déjà entre eux, ou à laisser l'exaltation populaire se refroidir.

L'empereur Napoléon, ignorant que la rupture des négociations et la reprise immédiate des hostilités fussent concertées irrévocablement pour le 10 août, s'abusait sur les solutions probables de la crise. Il n'y en avait réellement que deux pour lui[1] : se concerter avec l'Autriche à tout prix pour emporter d'assaut la paix continentale[2], ou tenir tête à la coalition et risquer le tout pour le tout.

Au reste, l'attitude de l'Autriche, depuis que sa médiation avait été acceptée, suffirait pour expliquer, sinon pour justifier les mauvaises dispositions de Napoléon à l'égard de cette puissance. Aux griefs qui résultaient déjà des lenteurs de M. de Metternich, de la présence de commissaires autrichiens aux conférences hostiles de Trachenberg, un sujet de plainte non moins grave venaient de s'ajouter. Dans une conférence avec le duc de Bassano[3], M. de Bubna, quelques jours avant le retour de l'empereur à Dresde, avait insinué que, vu la brièveté du temps qui restait à courir pour les négociations, on pourrait bien être obligé d'en revenir au mode des conférences par notes écrites remises au médiateur ; mode qui transformait celui-ci en arbitre, et rendait la discussion illusoire. Cette insinuation était contraire aux déclarations positives de M. de Metternich, et c'était sous l'impression de ce nouveau témoignage de la mauvaise foi autrichienne que Napoléon dictait les instructions de ses plénipotentaires. Pour éviter de plus longs délais, l'empereur se décida à faire partir le duc de Vicence. L'armistice ne fut signé à Neumarck[4] que le jour même de son départ en ce qui concernait la prolongation des six jours et l'envoi des dépêches aux commandants des places assiégées. La question des approvisionnements fut renvoyée à la décision des plénipotentaires à Prague.

Le duc de Vicence croyait Napoléon convaincu enfin de la pénible nécessité de faire une *paix autrichienne*. Qu'on juge de sa douleur en prenant connaissance des instructions que nous venons d'analyser, et qui lui sont remises le jour même de son départ. Avant de quitter Dresde, il adresse à l'empereur, par M. de Caraman, une de ces lettres patriotiques que l'historien est heureux de rencontrer parmi tant de tristes souvenirs.

« Les instructions... que me remet le duc de » Bassano sont si différentes des arrangements aux- » quels Votre Majesté avait paru consentir en me » déterminant à accepter cette mission, que je » n'hésiterais pas encore à refuser l'honneur d'être » son plénipotentiaire, si, après tant de temps » perdu, les heures n'étaient pas comptées, tandis » que Votre Majesté est à Mayence et moi à Dresde. » L'Europe a les yeux fixés sur elle. Quelle que soit » ma répugnance pour des instructions si illusoires, » je me pénètre avant tout de mes devoirs et j'obéis... » Mais permettez que les réflexions de votre servi- » teur trouvent ici leur place. L'horizon politi- » que est toujours si rembruni, tout a un aspect si » grave, que je ne puis résister au désir de supplier » Votre Majesté de prendre, comme son ministre » me le fait espérer[5], une salutaire résolution avant » le terme fatal. Puisse-t-elle se convaincre que le » temps presse, que l'irritation des esprits est ex- » trême, et que cette exaspération imprime, encore » plus que la peur des cabinets, un mouvement ac- » céléré et irrésistible aux événements. *L'Autriche* » *est déjà trop compromise pour reculer, si la paix* » *du continent ne la rassure pas.* Votre Majesté » sait bien que ce n'est pas la cause de cette puis- » sance que j'ai plaidée près d'elle. Certes ce n'est » pas son abandon dans nos revers que je la prie » de récompenser : ce ne sont même pas ses cent » cinquante mille baïonnettes que je veux écarter » du champ de bataille, quoique cette considération » mérite bien quelque attention ; *c'est le soulève-* » *ment de l'Allemagne*[6] que le vieil ascendant de » cette puissance peut amener, que je supplie Votre » Majesté d'éviter à tout prix. Tous ces sacrifices » faits dans ce but, et *par conséquent dans ce mo-* » *ment,* à une prompte paix, vous rendront, sire, » plus puissant que ne l'ont fait vos victoires, et vous » serez l'idole des peuples, dont la prolongation de » la lutte ne peut qu'accroître le mécontentement, » puisqu'elle prolongerait leurs inquiétudes. »

Au point où nous sommes parvenus, nous pouvons apprécier déjà dignement la véracité de ce langage, la franchise courageuse de ces conseils toujours suivis trop tard.

[1] Un souverain ordinaire se serait laissé dicter la paix par la coalition; mais on ne pouvait espérer d'amener Napoléon à une pareille capitulation.

[2] Il l'a essayé, mais trop tard.

[3] 17 juillet.

[4] Le 26 juillet.

[5] Cette phrase, comme bien d'autres, justifie le duc de Bassano du reproche d'avoir été l'un des instigateurs de la guerre à cette époque.

[6] On se rappelle que M. de Metternich avait dit, dès le mois de décembre 1812, qu'en changeant de système l'Autriche aurait pour elle toute l'Allemagne.

Avant le départ du duc de Vicence, ses sinistres prévisions se réalisent déjà. Le jour même où M. de Metternich a remis cette note qui accuse au nom de l'empereur d'Autriche les délais de Napoléon, M. de Narbonne remarque avec inquiétude qu'il ne marque plus dans sa conversation la même impatience et conjecture qu'il y a un parti pris [1]. Chaque jour, en effet, le ministre autrichien recommence à plaider la cause de nos ennemis devant son souverain, et prépare ainsi la ratification du traité de Reichenbach. Le jour même où le plénipotentiaire français est enfin autorisé à déployer son caractère, est celui où il paraît que les alliés ont renoncé à toute idée sérieuse de négociation. Assurés du concours de l'Autriche, ils sont résolus à continuer la guerre [2].

M. de Metternich ne témoigne pas la moindre satisfaction en apprenant l'arrivée des pouvoirs du plénipotentiaire français. « La perte de temps est irréparable; selon lui, *il n'y aura pas moyen de faire prolonger l'armistice.* — Quoi! dit M. de Narbonne, même si l'on était au moment de s'entendre! — Dans le cas, mais dans le cas seul où les bases seraient irrévocablement posées, j'espère, répond M. de Metternich, que ce ne serait pas impossible. » En sortant de chez le ministre autrichien, M. de Narbonne va faire les visites d'étiquette et d'usage aux plénipotentiaires alliés, ses collègues. Ils sont invisibles pour lui [3]. D'après ses instructions, il a proposé d'ouvrir de suite les négociations par l'échange des pouvoirs. Rien ne se fait dans les trois jours qui précèdent l'arrivée du duc de Vicence. Après tant d'indignation et d'impatience pour un retard dont la faute première devait être au moins imputée au médiateur, que signifie cette perte gratuite de deux jours, dont chaque minute était si précieuse?

Il semblait, du moins, que l'arrivée du duc de Vicence devait accélérer les négociations : en effet, les plénipotentiaires français, qui apprécient mieux encore qu'ils ne peuvent le persuader à Dresde, avec quelle précision fatale sont comptés les moments où la paix est possible encore, se hâtent d'aller en avant. Ils demandent, dès le 28, au ministre médiateur, que l'ouverture du congrès se fasse dans une première conférence, où l'on procéderait selon la forme ordinaire à la vérification et à la communication réciproque des pouvoirs. Cette exigence préalable leur était fortement recommandée par leurs instructions. Napoléon était prévenu que, par ménagement pour l'alliance anglaise, les plénipotentiaires prussien et russe pourraient ne vouloir présenter leurs pouvoirs que quand la négociation serait près de son terme. L'opposition la plus formelle à cette prétention était prescrite aux plénipotentiaires français; c'était encore là une de ces questions qui touchent à l'honneur, et sur lesquelles toute la rigueur du sort ne fera jamais fléchir Napoléon. Il n'était pas dans son caractère de consentir à ce qu'un commencement de négociation semblât subordonné au bon plaisir de l'Angleterre; c'était déjà trop qu'un des souverains alliés eût affecté de se concerter avec les ministres anglais pour la prolongation de l'armistice [4].

La démarche faite par le plénipotentiaire français relativement à l'échange des pouvoirs tendait à engager sérieusement la négociation; elle est accueillie par un refus de l'Autriche. En revanche, le médiateur reproduit par sa note du 29 la proposition d'un mode de négocier, qui exclut toute communication, tout rapport entre les plénipotentiaires respectifs, qui n'admet pas de conférence, par conséquent pas de discussion, bornant ainsi le rôle des négociateurs à remettre leurs propositions par écrit au ministre autrichien, constitué par là en arbitre véritable. Il trouve dans cette manière de procéder l'avantage de ne pas user, dans les longueurs de l'étiquette, des discussions orales, des rédactions de procès-verbaux, *la brièveté du temps nécessaire aux négociations.* Cette prétention, inadmissible en elle-même, était contraire aux déclarations faites à M. de Metternich, et contraire au langage qu'il avait tenu à Dresde même, quand il s'agissait de rendre à Napoléon, par une apparence d'impartialité, quelque confiance dans la puissance dont il se résignait à accepter formellement la médiation [5]. L'empereur Napoléon devait cependant s'attendre au renouvellement de cette prétention, puisqu'à Dresde même il en avait été question, quelques jours auparavant, entre M. de Bubna et le duc de Bassano; mais il était de sa dignité de sembler l'ignorer, jusqu'à ce qu'une proposition officielle révélât aux plus incrédules l'accord des trois puissances pour dicter la loi à la France, en imposant un terme fatal aux négociations.

Les plénipotentiaires français se hâtent de trans-

[1] 22 juillet.

[2] 25 juillet.

[3] Chez M. d'Anstett, on répond d'abord qu'il est chez lui; puis un valet de chambre vient dire qu'il est trop occupé. *Er hat zu viel geschæfte.*

[4] Lettre de M. d'Hardenberg à Metternich, du 11 juillet. Le ministère anglais avait à Prague plusieurs agents qui étaient censés voyager pour leur agrément.

[5] Il n'entre aucunement dans les vues de l'empereur d'Autriche de confondre sa médiation... avec des formes qui emporteraient exclusion des négociateurs chargés de défendre directement les intérêts des parties contractantes. (Note de Metternich, du 22 juin.)

mettre à Dresde cette proposition, et tous les éclaircissements qu'ils peuvent recueillir dans leurs conversations intimes avec M. de Metternich, et d'autres notables personnages autrichiens qui se trouvent à Prague. Ces informations se réduisent toujours à trois points principaux. 1° Le 10 août est le terme définitif : les plénipotentiaires russe et prussien partiront le jour même, si rien n'est terminé. M. de Metternich a répété plusieurs fois qu'il se fait un point d'honneur de nous le bien persuader. 2° L'Autriche ne restera pas neutre. 3° Elle croit pouvoir faire la guerre avec avantage, ayant maintenant trois cent mille hommes qui auront achevé leur mouvement de concentration le 8 août. Metternich s'attend toujours à ce que la pensée de Napoléon ne soit connue que le 10 même. « *Je vous donne ma parole,* dit-il aux plénipotentiaires français, que nous arriverons jusqu'à cette époque sans que l'Autriche ait d'engagement avec une autre puissance, et que ce ne sera qu'en cet instant même qu'il sera décidé contre qui nous nous battrons. » Nouveau témoignage de ce que valait, en politique, la parole de M. de Metternich. « Une chose à laquelle je tiens essentiellement, ajoute-t-il, c'est que le jour *où nous ferons un traité avec l'Angleterre*, ce qui aura lieu tout de suite après la fin du congrès, l'empereur Napoléon soit convaincu que je suis éloigné plus que lui-même de tout ce qui tend à donner à cette puissance de l'influence sur le continent. » On conviendra qu'il était difficile d'exiger de Napoléon une semblable conviction, quand l'Autriche se préparait à mettre ses armées à la solde de l'Angleterre. A propos des difficultés de forme qui mettent obstacle au commencement des négociations, M. de Metternich parle des ménagements que les alliés avaient à garder vis-à-vis de la Grande-Bretagne, par suite des traités signés le 15 juin à Reichenbach avec la Prusse et la Russie. « Avant la signature de ce dernier traité, l'empereur Alexandre a prévenu le plénipotentiaire anglais de l'ouverture prochaine des négociations avec la France, sous la médiation autrichienne. Lord Cathcart n'a pas cru que cette considération fût un obstacle au traité. » Sans doute, à cette époque, les dispositions de l'Autriche n'étaient plus douteuses ; mais il est bizarre de voir le médiateur autrichien lui-même se charger de nous apprendre à quel point l'Angleterre était d'avance rassurée sur le résultat de cette médiation.

Une conférence officielle (30 juillet) avec M. de Metternich n'amena que des discussions nouvelles. Les plénipotentiaires français insistaient pour une négociation par des conférences dont il serait tenu protocole, ce qui joindrait aux avantages incontestables de la discussion verbale ceux de la négociation par écrit : le médiateur persistait dans son refus, et s'appuyait sur l'exemple du congrès de Teschen en 1779. Dans sa note du 29, il rappelait les formes de négociation suivies alors, formes que lui et les alliés entendaient reproduire malgré nous. Cet exemple, qu'on avait été si heureux de trouver, n'était nullement applicable aux circonstances. Le mode adopté à ce congrès, où il y eut deux médiateurs, était et devait être tout à fait exceptionnel. A la vérité, des bases y furent posées par écrit, mais il y avait eu nécessité absolue de débuter ainsi, les médiateurs et les plénipotentiaires étant les uns à Vienne, les autres à Berlin. Ensuite, il y eut à Teschen des conférences. En 1813, non-seulement aucune base n'était posée, mais on n'avait même eu aucune explication préliminaire sur le fond de la négociation.

Le 31, nouvelle note du médiateur. Il regrette que les plénipotentiaires français aient dû prendre sa proposition *ad referendum* seulement, ce qui cause de nouveaux délais, et les invite à procéder du moins de suite à l'échange des pleins pouvoirs, conformément au mode proposé, en se légitimant vis-à-vis du médiateur. En même temps, il leur communique les réponses des plénipotentiaires alliés qui se sont empressés d'admettre ce mode. Les formes mielleuses de ces adhésions suffiraient pour trahir l'accord consommé entre les trois cours, si cet accord était encore un mystère. Mais nos plénipotentiaires savent depuis longtemps à quoi s'en tenir. Ils n'ont pu apercevoir les ministres alliés : ceux-ci ne se montrent pas même au spectacle ; mais le langage et l'attitude de M. de Metternich, de tous les personnages de sa chancellerie, et du prince de Schwartzenberg qui vient d'être nommé à Trachenberg généralissime de la nouvelle coalition, leur révèlent toute l'imminence de la guerre. C'est qu'en effet la dernière barrière qui séparait l'Autriche de ses nouveaux alliés vient de tomber ; c'est que M. de Metternich vient d'arracher à l'empereur François la ratification du traité de Reichenbach [1].

Napoléon était encore à Mayence. Le duc de Bassano [2] autorisa les plénipotentiaires français à consentir par condescendance à l'échange des pouvoirs tel que le proposait le médiateur, mais en leur prescrivant de tenir ferme sur la question des négociations par écrit. Trois jours furent encore perdus dans des discussions sans résultat.

L'empereur, de retour à Dresde le 4 août au matin, s'empare de la correspondance de Prague ;

[1] Le 27 juillet.

[2] Lettre du 1er août.

la guerre s'y présente inévitable et prochaine. M. de Narbonne est blâmé de s'être engagé dans une conversation assez intime pour s'être fait dire par M. de Metternich : « Nous désirons ne pas nous battre » contre vous, mais nous avons peine à espérer que » ce soit possible. » M. de Narbonne n'est pas à Prague pour entendre menacer la France en sa personne, mais pour traiter. L'insistance du ministre autrichien à représenter toujours le 10 août comme terme fatal des négociations, a vivement choqué Napoléon. Poser ainsi la question, c'est dire qu'on ne veut pas négocier. Il y a en ce moment un engagement réciproque de ne pas dénoncer l'armistice avant le 10 août, et rien de plus. Cette date a été spécifiée, parce qu'en style militaire il faut des dates précises; d'ailleurs, à l'époque de la convention pour la prolongation de l'armistice, on réservait aux négociations un temps encore raisonnable, puisqu'alors elles étaient supposées devoir commencer le 5. M. de Metternich lui-même avait admis à Dresde qu'il fallait 40 jours au moins, à partir de l'échange des pouvoirs; de même qu'il avait reconnu en principe la nécessité des conférences entre les plénipotentiaires. Cette négociation de Teschen qu'on mettait en avant, dura *cinq mois :* les différents actes produits par écrit n'arrivèrent qu'à de longs intervalles; et après que tout paraissait arrêté de cette manière, deux mois s'écoulèrent encore entre le moment où les conférences furent ouvertes et la signature des traités. Maintenant, la négociation fût-elle commencée, elle ne pourrait être terminée en si peu de jours [1]. Rien de plus raisonnable que cette argumentation, importante maintenant, au point de vue de l'histoire, mais impuissante alors pour dominer les passions du moment. Les ennemis de la France, le prétendu médiateur en tête, n'étaient plus occupés qu'à rejeter sur l'empereur tous les torts, pour justifier le projet concerté d'avance de ne pas prolonger l'armistice. Il fallait qu'aux yeux de l'Europe Napoléon parût n'avoir jamais voulu effectivement que la guerre. Ces beaux raisonnements ne séduisaient que ceux qui voulaient bien l'être. Les alliés savaient tout aussi bien que Napoléon qu'un armistice après la bataille de Bautzen était tout à leur avantage, et n'avait pu par conséquent être proposé et prolongé par lui que par suite d'un désir sincère de la paix. Cependant, M. de Metternich affecte d'être persuadé du contraire, vis-à-vis des plénipotentiaires français. Il a l'air de se résigner à la guerre, puisque Napoléon ne veut rien autre chose que de gagner du temps par un semblant de négociations. Cela est si bien démontré pour tout le monde, selon lui, qu'*il n'y a plus à penser à une prolongation d'armistice*. Si l'empereur voulait la paix, il ne repousserait pas tous les moyens de s'entendre. M. de Metternich oublie toujours qu'il n'a présenté d'autre moyen de négociation qu'une proposition d'arbitrage qu'il était sûr de voir repousser. Une note officielle du 4 reproduit ses plaintes sur les lenteurs calculées des plénipotentiaires français, lenteurs auxquelles il impute tout le temps perdu et la perte probable du peu de jours qui restent encore. D'après l'exposé qui précède, on peut apprécier à sa juste valeur la justice et la convenance d'un pareil reproche. M. de Metternich savait aussi bien que personne que c'était lui-même, d'accord avec la Prusse et la Russie, qui avait fait différer au 12 juillet le commencement des négociations fixées au 5; que les difficultés survenues à Neumarck ne devaient pas être imputées au gouvernement français; enfin, que depuis la réunion des deux plénipotentiaires français, c'était lui-même qui les tenait en échec par des propositions inadmissibles.

Le 5 août, nouvelle conférence entre nos plénipotentiaires et M. de Metternich; celui-ci se montre plus persuadé que jamais qu'il n'y a plus rien à faire pour la paix [2].

En ce moment même, Napoléon, qui sent profondément toutes les difficultés de cette campagne diplomatique, combine un plan nouveau capable de ruiner tous les projets de ses adversaires; c'est une dernière réserve qu'il va faire donner au moment où la bataille semble perdue. Cependant il tente encore un effort pour faire ouvrir le congrès. Le duc de Bassano écrit aux plénipotentiaires, le 5 août : « L'empereur vous donne tout latitude nécessaire » pour faire ce qui est convenable, arriver à l'é» change des pouvoirs, et ouvrir enfin les confé» rences. Il vous autorise, soit à entrer dans des » explications verbales, *soit à présenter des notes » écrites*, à déroger même à vos instructions, en y » tenant toutefois le plus près possible. » C'est encore Napoléon qui, par désir de la paix, fait des concessions. La correspondance de Prague devient plus active, mais restera inutile par la mauvaise volonté du médiateur et des alliés. L'empereur avait dicté, pour ses plénipotentiaires, une note qu'ils adressèrent le 6 à M. de Metternich. Elle rappelait que la convention par laquelle la France ac-

[1] 4 août, M. de Bassano.

[2] A la suite de cette réunion, M. de Narbonne écrivit de suite au ministre des relations extérieures pour lui demander des ordres sur ce qu'il allait avoir à faire en sa qualité d'ambassadeur à Vienne, pour les archives, les personnes de l'ambassade, etc., l'état des choses faisant présager un changement prochain dans les relations de l'Autriche avec la France.

ceptait la médiation de l'Autriche n'avait été signée qu'après que l'on était convenu : 1° que le médiateur serait impartial; qu'*il n'avait conclu* et ne conclurait aucune convention, *même éventuelle,* pendant toute la durée des négociations; 2° que le médiateur ne se présenterait pas comme arbitre, ce qui excluait d'avance le mode qu'il avait cru devoir proposer depuis. Enfin, la Russie ayant cherché à compromettre l'Autriche dès l'origine des négociations de l'armistice, le mode à suivre pour les négociations avait été discuté d'avance, et M. de Metternich avait adopté celui des conférences. Cependant, désirant montrer toute la condescendance possible, les plénipotentiaires français consentaient à ce que la négociation par écrit fût admise *concurremment avec le mode des conférences;* moyen conciliant, conforme à ce qui s'était pratiqué dans les congrès les plus importants, à Nimègue, à Ryswick, à Aix-la-Chapelle, où chaque affaire avait été traitée soit verbalement, soit par écrit, selon que sa nature l'exigeait. Cette proposition, communiquée par M. de Metternich aux plénipotentiaires alliés, fut accueillie par un refus, que le plénipotentiaire russe formula de la manière la plus inconvenante et la plus acerbe [1]. C'est à peine cependant s'il trouve une place dans ses récriminations pour rejeter sans examen le mode proposé; son objet principal est de protester contre l'intention supposée à la Russie d'entraîner dans son alliance la puissance médiatrice; inculpation outrageante, dont il s'irrite autant au nom de l'Autriche qu'au nom de la Russie. Cette note ne prouve qu'une chose, c'est que l'empereur de Russie était bien déterminé à continuer la guerre, quand il avait fait choix d'un pareil plénipotentiaire pour traiter de la paix. La note prussienne était du moins plus modérée et plus raisonnée, sinon plus raisonnable. Elle repousse également au nom des deux cours le reproche d'avoir voulu compromettre l'Autriche depuis qu'elles avaient accepté sa médiation. Ce n'était pas à cette époque, mais dès le 4 juin, que les négociateurs français avaient attribué à la Russie la volonté de compromettre l'Autriche. Elle y avait assez bien réussi à Reichenbach. Toute cette grande colère à propos d'un fait aussi incontestable que les efforts réitérés des puissances coalisées pour entraîner l'Autriche à la guerre, reposait donc sur un malentendu volontaire, et n'avait d'autre but que d'achever de perdre les derniers jours en contestations inutiles.

En communiquant les réponses des plénipotentiaires alliés, M. de Metternich ne crut pas devoir se contenter de leurs apologies empressées, et voulut répondre de son côté. Sa note est une suite de dénégations sur tout ce qui avait été convenu à Dresde entre lui et M. de Bassano. Quoi qu'il eût pu dire alors, rien ne pouvait avoir été définitivement arrêté relativement au mode de négociation, objet qui ne pouvait être réglé unilatéralement entre le médiateur et une seule des puissances [2]. Les retards des plénipotentiaires français étaient mis en avant comme une des causes déterminantes du mode de négociation proposé : nous avons reporté à qui de droit la responsabilité de ces retards, qui d'ailleurs ne devaient influer aucunement sur la manière de négocier, puisqu'il n'aurait dépendu que du médiateur et des alliés de proroger la négociation au delà du 10 août.

Une phrase de cette note nous suggère une pénible réflexion : « Il eût été contraire à la dignité de » mon auguste cour, dit avec emphase M. de Met» ternich, de prendre l'engagement d'être impar» tiale, comme celui de ne se lier, *pendant la* » *négociation, par aucune convention même éven-* » *tuelle.* » M. de Metternich veut-il dire qu'il est au-dessous de la dignité de l'Autriche d'enchaîner son libre arbitre, et de ne pas se réserver le droit de s'unir par des traités secrets avec quelqu'une des puissances entre lesquelles elle se pose comme médiatrice? Les engagements pris par le cabinet autrichien à Reichenbach, et par suite à Trachenberg nous porteraient à croire qu'en effet le chef de ce cabinet n'a pas cru sa dignité compromise, à violer ces mêmes devoirs de médiateur, auxquels il n'eût pas daigné promettre de rester fidèle, parce que l'exigence d'une telle promesse eût été un outrage à sa loyauté!—Ainsi, il était au-dessous de la dignité de l'Autriche de s'engager à être impartiale; puis, il avait été digne d'elle de trahir! Ainsi, le ministre autrichien niait encore le 6 août, que sa cour eût aucun engagement, *même éventuel,* avec les alliés!

Aujourd'hui que le temps a déchiré tous les voiles dont la trahison persistait à s'envelopper, honteuse encore au sein même de la victoire, de quels termes assez forts pourrions-nous flétrir tant de fausseté?

M. de Metternich, depuis quelques jours, ne cessait de répéter aux plénipotentiaires français qu'il n'y avait plus rien à faire pour la paix. Chaque jour nouveau, perdu dans des détails irritants et stériles, donnait à la guerre des chances nouvelles. Il ne s'en est pourtant fallu que de quelques heures, comme nous allons le voir, que le génie de Napoléon fît sortir la paix de ce chaos.

[1] Notes du 7 août.

[2] Napoléon n'avait pu ni dû consentir qu'à un congrès sérieux dans lequel les négociateurs de chaque puissance en défendraient *directement* les intérêts, suivant les expressions mêmes de M. de Metternich dans sa lettre du 22 juin, citée plus haut.

# CHAPITRE XI.

## NÉGOCIATIONS DE PRAGUE (SUITE ET FIN).

**Démarche confidentielle du duc de Vicence auprès de M. de Metternich, le 6 août. — Réponse de Metternich. — Conditions proposées par l'Autriche. — Belle lettre du duc de Vicence. — Suite des débats sur le mode de négociation. — Nouvelles notes des plénipotentiaires russe et prussien, du 8 août. — Nouvelle note des plénipotentiaires français, du 9. — Lettre du duc de Vicence, du 9 août. — Conditions proposées par Napoléon. — Son ultimatum. — Fatal retard de cette dépêche. — Notes des plénipotentiaires alliés du 10 août. — Réponse de Narbonne et de Caulaincourt. — Réserve de M. de Metternich. — Dernières notes et départ des plénipotentiaires alliés. — Manifeste autrichien. — Conversation de Metternich et de Caulaincourt à la réception de l'ultimatum de Napoléon. — Indignation de Napoléon. — Belle et patriotique lettre de Caulaincourt, du 14 août. — Dépêche adressée au duc de Vicence le 13 août à minuit. — Envoi des pouvoirs. — Dernière conférence avec Metternich. — Réponse des empereurs d'Autriche et de Russie aux dernières offres de Napoléon. — Note de M. de Bassano à M. de Metternich, du 18 août. — Dernière note de Metternich, du 21. — L'Angleterre prend à sa solde les armées de la coalition. — Ses traités avec la Prusse, la Russie et l'Autriche. — Lettre de Napoléon à l'empereur François après la bataille de Dresde, interceptée par les Russes. — Traités définitifs d'alliance de l'Autriche avec la Prusse et la Russie, du 8 septembre. — Articles séparés et secrets signés le même jour par MM. de Metternich et de Nesselrode. — Conclusion.**

Fatigué de l'inutilité du congrès, Napoléon se résout à tenter une démarche confidentielle auprès du médiateur, et remplace ainsi par une négociation sécrète et prompte, la négociation officielle qui ne peut s'engager. Du moment où il a pu vaincre sa répugnance pour cette tentative, le congrès n'est plus pour lui qu'une affaire accessoire, à laquelle le succès de l'autre pourrait seul rendre quelque importance [1].

Cette mission, qui a failli changer la destinée du monde, est confiée au duc de Vicence. Heureux de pouvoir traiter enfin d'une *paix autrichienne,* il se hâte de demander un rendez-vous à M. de Metternich, et s'explique avec lui, après une promesse mutuelle du secret le plus inviolable, conformément aux instructions détaillées qu'il vient de recevoir. « Il est temps et plus que temps d'arriver à un résultat. La négociation officielle ne peut plus que traîner en longueur, et il est difficile d'en espérer aucun succès avec des plénipotentiaires tels que M. d'Anstett. Si les alliés désirent commencer les hostilités, l'empereur Napoléon a le même désir, et il y a longtemps, en effet, qu'il leur est supérieur si *l'Autriche est neutre;* ainsi il a intérêt à ne pas différer les hostilités, pour ne pas se trouver gêné par l'hiver. Si l'Autriche n'est pas neutre et prend parti contre la France, Napoléon a encore intérêt à reprendre de suite les hostilités, parce que les armements de l'Autriche et des alliés s'augmentent tous les jours, tandis que lui-même a réuni la grande masse de ses moyens, dont l'accroissement est arrivé à son terme. Dans ce moment où les plus graves intérêts et les plus chères affections des souverains se trouvent compromis ensemble, la démarche dont Caulaincourt est chargé par voie extra-ministérielle, a pour objet de savoir de quelle manière l'Autriche entend que la paix puisse se faire, et si l'empereur Napoléon adhérant à ses propositions, *elle ferait cause commune avec la France, ou si elle resterait neutre* [1] *?* Il n'est pas question ici de négociations, mais d'une ouverture toute de confiance, déterminée par des sentiments si évidents, que ce serait renoncer au but que l'Autriche dit vouloir atteindre, que de ne pas y répondre sans réserve. Cette démarche restera toujours secrète, et sitôt que Napoléon sera certain *du mot* de l'Autriche, il donnera des instructions en conséquence à ses plénipotentiaires ; par ce moyen, la paix ou la guerre

[1] Napoléon, pendant son séjour à Mayence, avait promis à l'impératrice d'essayer ce dernier moyen.

[1] Nous avons peine à voir Napoléon croyant encore la neutralité autrichienne possible.



serait décidée de suite. La simplicité de cette démarche porte avec elle le cachet de l'homme qui la fait faire, et de toute sa fermeté; il ne s'agit donc pas de *surfaire* en y répondant, alors elle ne mènerait à rien. Aujourd'hui toutes les questions doivent être parfaitement entendues, il ne peut pas y avoir de difficultés à exprimer des intentions positives : si elles sont compatibles avec l'honneur de la France, elles deviendront la base des négociations. Seulement, les plénipotentiaires alliés seront changés; ils l'ont bien gagné. Napoléon se trouve dans un état de guerre plus brillant que jamais; mais comme il n'est pas inconséquent dans sa politique, avant de bouleverser son alliance avec l'Autriche,... il *veut savoir la question*, et bien peser les avantages et les inconvénients [1]. » Cette démarche si noble, si loyale, contraste glorieusement avec le langage hypocrite des puissances alliées; c'est la plus triomphante réfutation de cette grande erreur historique passée presqu'en force de loi, que Napoléon n'a pas voulu la paix à Dresde. C'était enfin un premier pas fait vers l'Autriche; mais il était bien tard. Naguère encore incertaine, elle s'était offerte à nous pendant quatre mois consécutifs; maintenant c'était dans le camp ennemi qu'il fallait aller la chercher!

Napoléon avait hâte d'en finir : il espérait une réponse dès le dimanche matin; cependant il avait prévu que Metternich demanderait vingt-quatre heures pour consulter l'empereur d'Autriche. Cette communication n'était pas tout à fait imprévue pour le ministre autrichien. D'après ce que Napoléon lui avait dit à Dresde, et bien que les négociations n'eussent pas marché comme on l'espérait alors, il avait plus d'une fois répété aux plénipotentiaires français qu'il attendait pour le 10 seulement le dernier mot de l'empereur. Il accueillit froidement la démarche du duc de Vicence, regrettant que celui-ci n'eût pas été autorisé à la faire dès l'époque de son arrivée. On aurait eu le temps de consulter la Russie et la Prusse, si l'on s'était entendu, tandis que maintenant il ne restait que trois jours.

C'est le 6 au soir qu'avait lieu cet entretien; M. de Metternich promet sa réponse pour le lendemain à 5 heures, après qu'il aura vu l'empereur d'Autriche. Il revient en effet; mais il est appelé le soir même à Brandeis, et ce n'est que le 8 qu'il apporte lui-même sa réponse au duc de Vicence. Ce délai de quarante-huit heures était plus qu'inutile pour faire connaître à Napoléon les conditions stipulées dans l'art. 2 du traité de Reichenbach, quand même la démarche du duc de Vicence aurait été communiquée aux alliés, malgré la promesse de secret mutuelle [2]. Il paraît, d'après les informations que M. de Vicence recueillit alors, que quand M. de Metternich fut appelé à Brandeis le 7, c'était pour l'empêcher de remettre ses propositions : on aurait donc eu peur de la paix. L'histoire fera peser une responsabilité terrible sur les passions auxquelles ce fatal retard doit être imputé.

« C'est seulement par des *explications confidentielles* préalables [3] que l'empereur d'Autriche est censé connaître les conditions que les cours de Russie et de Prusse *paraissent mettre* à des arrangements pacifiques, conditions qui lui semblent mériter en tous points son assentiment. Il attend un *oui* ou un *non* dans la journée du 10. Toute proposition faite plus tard ne pourra plus se lier avec la précédente négociation et devra s'adresser aux cours alliées, car alors le congrès sera dissous, l'Autriche aura remis sa déclaration, et dès lors les trois puissances se fieront aux événements de la guerre pour obtenir des conditions plus favorables encore. »

M. de Metternich, qui vient de laisser perdre un jour entier, se plaint encore de ce que la proposition française vient si tard. « L'empereur son maître ne veut pas s'arrêter à l'idée que l'empereur Napoléon ne désire que connaître les vues des puissances, afin d'en tirer des moyens quelconques de justifier la guerre et de la continuer, et ne fasse ainsi une démarche seulement *de finesse;* d'ailleurs, dans ce cas même, les vues du cabinet autrichien sont tellement justes et conformes à l'intérêt de tous, qu'il trouverait encore un motif de s'expliquer. Si la démarche de l'empereur Napoléon est vraiment sincère, à plus forte raison mérite-t-elle une réponse franche et positive. Cette réponse, il va la donner.

« Pour le moment, les conditions auxquelles l'Autriche regarde la paix comme possible, sont celles-ci :

» Dissolution du duché de Varsovie et sa répartition entre l'Autriche, la Russie et la Prusse; par conséquent cession de Danzig à la Prusse.

» Rétablissement de Hambourg et de Lubeck comme villes libres hanséatiques, et arrangement

[1] Lettre pour le duc de Vicence *seul*, dictée par Napoléon à M. de Bassano, 5 août.

[2] La rédaction de l'un des articles secrets signés à Tœplitz, que nous transcrirons dans leur entier, donnerait pourtant lieu de croire que M. de Metternich a été fidèle à la parole donnée au duc de Vicence, et que la Russie n'a connu la démarche de celui-ci qu'après le 10 août. V. l'art. 4 du traité secret de Tœplitz, ci-après.

[3] C'est ainsi que M. de Metternich qualifie le traité de Reichenbach dans les instructions qu'il s'était rédigées.

éventuel, lié à la paix générale, sur les autres parties de la 32e division militaire, et sur la renonciation au protectorat de la confédération du Rhin, afin que l'indépendance de tous les souverains actuels de l'Allemagne se trouve placée sous la garantie de toutes les grandes puissances.

» Reconstruction de la Prusse avec une frontière tenable *sur l'Elbe.*

» Cession des provinces illyriennes à l'Autriche.

» Garantie réciproque que l'état de possession des puissances grandes et petites, tel qu'il se trouvera fixé par la paix, ne pourra être changé ni lésé par aucune d'elles [1]. »

Le duc de Vicence s'empresse d'adresser à Napoléon le compte rendu de sa conversation avec le ministre autrichien, et les conditions qu'il propose, conditions dont les bases semblent convenables. « Sans doute, ajoute-t-il, Votre Majesté verra dans cet ultimatum quelques sacrifices d'amour-propre, mais la France n'en fera pas de réel. On n'en demande donc pas à votre véritable gloire. De grâce, sire, mettez dans la balance de la paix toutes les chances de la guerre. Voyez l'irritation des esprits, l'état de l'Allemagne dès que l'Autriche se déclarera, la lassitude de la France, son noble dévouement, ses sacrifices après les désastres de Russie. Écoutez tous les vœux qu'on fait dans cette France pour la paix, ceux de vos fidèles serviteurs, qui, comme moi, doivent vous dire qu'il faut calmer la fièvre européenne, dénouer cette coalition par la paix, et, quels que soient vos projets, attendre de l'avenir ce que les plus grands succès ne vous donneraient pas aujourd'hui... Après tant de temps perdu, les heures sont maintenant comptées. *Trop de passions veulent la guerre pour que la modération accorde le moindre délai à la paix.* »

Cette dernière phrase était une grande vérité dont il était urgent de se convaincre. Les instances patriotiques de Caulincourt n'avaient pas été perdues; nous allons voir que tout le tort et le malheur de l'empereur Napoléon, d'ailleurs sincèrement résolu à la paix, a été de mesurer trop largement le temps que lui laissaient les passions conjurées contre cette œuvre salutaire.

Le débat sur le mode de négociation à suivre au congrès continuait toujours, mais sans amener d'autre résultat qu'une animosité croissante de la part des plénipotentiaires alliés. Dans ses conférences particulières avec Caulaincourt, M. de Metternich se plaignait des notes françaises, qui, selon lui, compliquaient la question. Comme nous l'avons vu, cette question fort simple était tranchée par l'obstination des plénipotentiaires russe et prussien, protégés par la partialité du médiateur. Il faut pourtant bien reconnaître que la seule ouverture qui eût tendu réellement à ouvrir la négociation, avait émané des plénipotentiaires français, quand ils avaient proposé d'admettre concurremment les deux modes, et nous avons vu par quelles injures cette proposition avait été accueillie. Le 8, les plénipotentiaires russe et prussien, qui déjà se préparaient à partir, envoyaient au médiateur de nouvelles notes [2]. Ils persistaient dans leur refus, et prétendaient constater que ce n'était pas eux qui avaient causé les retards. Les plénipotentiaires français, répliquant le même jour, réitéraient leurs objections sur le ridicule de réunir des plénipotentiaires dans une ville, pour qu'ils s'envoient des notes d'un coin de rue à un autre. Cependant un commencement de négociation officielle pouvant être utile, si la démarche de Caulaincourt réussissait, celui-ci avait l'ordre de tout faire pour arriver au moins à l'échange des pouvoirs [3]. Les plénipotentiaires français l'essayèrent par une nouvelle note du 9. Malheureusement ils avaient épuisé d'avance leur logique et leur érudition diplomatique contre des adversaires qui ne voulaient pas être convaincus. Vainement ils rappelaient les grands congrès historiques où le mode mixte des conférences avait été employé avec succès; vainement, pour éviter tout nouvel embarras, ils s'abstenaient de relever le langage inconvenant des plénipotentiaires alliés, se bornant à observer que les notes qui leur avaient été communiquées jusqu'alors, étaient loin de prouver que le mode exclusif des communications écrites fût propre à concilier les esprits : tous ces raisonnements devaient être inutiles; ceux auxquels ils s'adressaient ne songeaient plus qu'à prononcer contre la négociation de Prague la sentence de mort préparée dès le principe.

Pendant ce temps, Napoléon médite les propositions de l'Autriche. Il a tout disposé pour la guerre, mais, quoi qu'on ait dit depuis, il ne s'en dissimule pas les périls. Il s'attend à une lutte de plusieurs années, si une fois elle s'engage; aussi doit-il, pour l'acquit de sa conscience, faire tout ce qui lui est possible pour l'éviter. Malheureusement tous les partisans de la paix ne ressemblent pas à Caulaincourt. A Dresde comme en France, il en est d'imprudents, il en est de perfides. Cependant le génie de Napoléon lui montre la paix comme la plus belle des victoires. L'isolement de l'Angleterre en serait le premier et le plus précieux ré-

[1] Duc de Vicence, 8 août, art. 2 du traité de Reichenbach.

[2] Non imprimées.

[3] Lettre du 5 août pour Caulaincourt *seul.*



sultat ; tranquille du côté de l'Allemagne, il reporterait ses forces sur l'Espagne et terminerait les affaires de ce pays, dont les habitants sont assez désabusés sur le compte des Anglais pour que ceux-ci ne puissent jamais leur redonner une semblable impulsion. Les propositions autrichiennes ne semblent guère susceptibles de modifications. La question de la Pologne est décidée pour tout le monde ; la Russie intervient trop fortement dans celle de la Prusse, pour qu'il soit facile d'y rien changer. A l'égard de l'Illyrie, l'Autriche a été trop loin pour ne pas vouloir présenter à ses peuples au moins cet avantage, et Napoléon, après avoir refusé d'acheter la fidélité de cette puissance, se sent enfin forcé de récompenser sa défection. La question de Hambourg et de Lubeck, celle du protectorat de la confédération du Rhin, semblent seules de nature à être discutées.

Le 9, Caulaincourt, par une nouvelle lettre, insiste pour qu'on se persuade bien qu'il n'y a pas de temps à perdre. La France ne pouvait être plus dignement représentée que par ce noble et chevaleresque duc de Vicence, l'un des types les plus purs de patriotisme et de dévouement qui aient illustré la grande époque de l'empire. Il s'est prononcé avec tant d'énergie sur les dangers d'une nouvelle guerre, qu'il craint d'avoir choqué l'amour-propre de l'empereur, et d'être soupçonné de faiblesse, ce qui occasionnerait des retards irréparables ; aussi réclame-t-il à plusieurs reprises la présence du duc de Bassano, que Napoléon sait moins porté pour la paix, moins disposé par conséquent à se laisser entraîner à des concessions trop fortes, dans un de ces moments qui ne se retrouvent plus. Pour lui, du moins, l'amour-propre ou les rancunes personnelles ne sont rien quand il s'agit du salut de l'empire : glorieux exemple, qui trouvera peu d'imitateurs ! Il ne réclame que l'honneur d'être le premier aide de camp du duc de Bassano. Celui-ci, arrivant à Prague avec la dernière volonté de l'empereur, pourrait signer la paix du monde en une matinée ; mais il ne faut pas s'y prendre à deux fois : « *En ne voulant jamais rien* « *céder à temps, on gâte tout et on perd tout* [1] ! » Terrible vérité, qui a dû plus d'une fois apparaître comme un remords au prisonnier de Sainte-Hélène.

Pendant la journée du 9, l'empereur a pesé les propositions de l'Autriche, et voici la réponse que M. de Bassano transmet à Caulaincourt : « La France ne peut faire à la paix les sacrifices nécessaires, sans avoir au moins une compensation d'honneur, sans stipuler pour ses alliés, afin qu'ils ne perdent rien du moins à lui être restés fidèles. Sous ce rapport, notre premier intérêt, c'est le Danemark. Dans tout arrangement qu'on viendrait à faire, l'intégrité de son territoire doit être maintenue. » La loyauté de son souverain restera du moins impunie, et la Suède sera privée du prix espéré de sa défection. « Notre second intérêt, c'est la Saxe. Il faut, si elle doit perdre le duché de Varsovie, qu'elle en soit indemnisée. L'empereur s'est décidé à lui laisser faire ce sacrifice. Il consentira de son côté à laisser à Danzig l'existence de ville libre, sous la protection de toutes les puissances, à en retirer ses troupes, et à en détruire les fortifications. » La force des événements ne permet plus que cette place reste le boulevard de la confédération, enclavée qu'elle sera désormais dans le territoire d'une puissance rendue pour longtemps à l'influence anglaise, mais du moins ni Anglais ni Prussiens ne l'occuperont. Napoléon offre enfin à l'Autriche *une partie* du territoire des provinces illyriennes, depuis la frontière autrichienne jusqu'à une ligne tirée de Golsaberg, frontière de la Carinthie, jusqu'à Rosacis, sur le golfe de Quarnero. « L'empereur ne veut céder ni l'*Istrie*, ni *Trieste*, ni le comté de Gorice, ni Willach, parce que, céder l'Istrie ce serait céder Venise, » et donner à l'Autriche des arrhes sur l'Italie. Quant à ce qui concerne les villes hanséatiques, le Hanovre, le protectorat de la confédération du Rhin, l'empereur regarde ces questions comme trop intimement liées à la paix générale pour qu'il puisse en être même fait mention dans le premier arrangement.

Ayant ainsi arrêté ses instructions, l'empereur a dicté deux projets de convention avec l'Autriche pour servir de base à la négociation de la paix. Le duc de Vicence est autorisé à signer le projet A, ou subsidiairement le projet B, qui est l'*ultimatum* ; chacun contient six articles, dont quatre sont identiques dans les deux projets : ils sont relatifs à Danzig, à la cession de l'Illyrie, à la garantie des États du roi de Danemark, au secret que s'imposeront réciproquement les parties contractantes. La différence des projets porte sur un point unique : l'attribution de l'indemnité due à la Saxe pour le duché de Varsovie. D'après le projet A, la totalité de ce duché aurait été donnée à la Prusse, et le roi de Saxe aurait eu pour indemnité *Berlin* et tout le territoire prussien en deçà de l'Oder, avec les places fortes de Stettin, Custrin et Glogau. Napoléon ne se faisait pas illusion sur le peu de chances de succès d'un pareil arrangement, qui enlevait à la Prusse sa capitale. Il ne devait être proposé d'abord que pour faire mieux accueillir le projet B, d'après lequel l'indemnité de la Saxe devait être composée des enclaves autrichiennes et prussiennes

[1] Lettre du 8 août.

dans le territoire saxon, et d'une rectification de frontières qui lui aurait donné un territoire de cinq cent mille âmes pris en Silésie et en Prusse. A ces projets étaient joints les cartes et les tableaux de populations nécessaires pour bien comprendre les questions [1].

Le 9 août, Napoléon avait pris son parti; toute cette dépêche avait été dictée pendant la nuit au ministre des relations extérieures, elle aurait pu être expédiée de suite et arriver le 10 même avant minuit; mais Napoléon, par une fatale inspiration, a voulu laisser la nuit sur des résolutions si importantes. Malgré les avertissements répétés de M. de Metternich, et les instances de Caulaincourt, il n'a pu croire que le 10 août soit tellement terme de rigueur, qu'il soit devenu impossible, lorsque le dernier coup de minuit aura sonné, d'établir un concert avec l'Autriche pour la pacification du monde. Quand même on persisterait à refuser de négocier en se battant, le terme fatal devrait tout au moins être prorogé au 16, puisque les hostilités ne peuvent commencer auparavant. D'ailleurs, il s'est entretenu la veille avec M. de Bubna, qui a expédié de suite son aide de camp pour pressentir M. de Metternich sur les dispositions qui viennent de lui être manifestées. Ce n'est donc que dans la matinée du 11 que M. de Maussion arrive à Prague, porteur de la dépêche que nous venons d'analyser.

Il est trop tard! Les plénipotentiaires alliés ont compté toutes les heures de la journée fatale avec une impatience belliqueuse. A la note française du 9, aux dernières instances pacifiques de nos plénipotentiaires, ils ont opposé un dernier refus aussi tranchant dans la forme, aussi peu raisonné au fond [2]. M. d'Anstett, toujours le plus acerbe dans ses expressions, sans doute à cause de son origine française, n'a pas été surpris « qu'on cherche à rejeter tout le blâme sur le médiateur et sur les plénipotentiaires alliés, *le dernier jour des négociations*. » Les plénipotentiaires français croient devoir une dernière réponse à l'intention hostile que révèle cette phrase. Pourquoi le 10 août est-il donc si impérieusement proclamé terme fatal? La convention de Neumarck, en établissant un terme avant lequel l'armistice ne peut être dénoncé, n'en fait nullement une obligation, et n'a d'ailleurs annoncé en aucune manière qu'une fois ce terme arrivé, les négociations doivent cesser. Le devoir du médiateur est d'intervenir pour faire rejeter une telle interprétation, pour retenir les plénipotentiaires alliés; mais les nôtres, tout en réclamant encore une fois cette intervention, ne savent que trop à quoi s'en tenir.

En particulier, le duc de Vicence a vainement cherché à mettre M. de Metternich sur le chapitre de l'ultimatum, pour savoir sur quel point l'Autriche serait disposée à céder. M. de Metternich s'est montré d'une réserve extrême. Il demande s'il y aura une réponse le soir. — Caulaincourt réplique que l'Autriche ayant mis quarante-huit heures à donner ses conditions, elle peut bien laisser un pareil délai pour les examiner. M. de Metternich lui répète une dernière fois que l'Autriche ne peut rien changer au terme indiqué. Ainsi qu'il l'a déjà annoncé, le comte de Narbonne, en sa qualité d'ambassadeur, recevra la déclaration de guerre de l'Autriche et ses passe-ports, et l'empereur d'Autriche écrira de suite à celui de Russie qu'il est prêt à le recevoir. Celui-ci prévoit cette invitation; il est attendu à Prague sous quatre jours.

Le *dernier jour des négociations* s'est écoulé sans réponse de Napoléon, au gré des passions qui veulent la guerre. Tandis que sur la ligne française les joyeuses clameurs de nos soldats célèbrent la Saint-Napoléon [3] à la clarté des feux de bivac et des villes illuminées, d'autres feux s'allument à minuit sur les hauteurs de la route de Prague à Trachenberg. Leur lueur sinistre annonce aux Russes que l'alliance autrichienne est consommée, que les chemins de la Bohême leur sont ouverts. Ce sont les premiers signaux de la *route de Paris* [4].

En ce moment même, les plénipotentiaires russe et prussien se hâtent d'envoyer au médiateur leurs dernières notes préparées d'avance. Le terme de

[1] En s'entretenant avec Caulaincourt après lui avoir remis les propositions autrichiennes, M. de Metternich lui avait parlé de l'arrivée du général Moreau au quartier général du prince royal de Suède, ajoutant que l'Autriche, même en devenant ennemie, n'approuverait jamais les intrigues de ces deux généraux dans l'intérieur de la France. Napoléon faisait répondre à ce sujet: « Quant à ce que vous dirait M. de Metternich du général Moreau et de notre intérieur, *vous devez en rire*. Ce sont des enfantillages qui ne peuvent amuser que les Anglais, et dont nous ne faisons pas plus de cas que des fanfaronnades du prince de Ponte-Corvo, considéré en France comme ayant moins de mérite que le *vingtième* de nos lieutenants généraux. » L'indignation bien naturelle qu'il éprouvait de la conduite de Bernadotte a dicté cette appréciation injuste sans doute, mais qui, mitigée et lancée à propos, pouvait diminuer la confiance des alliés dans l'un des deux transfuges français sur lesquels ils fondaient alors de si grandes espérances.

[2] 10 août.

[3] La fête de l'empereur avait été avancée de quelques jours pour qu'elle ne coïncidât pas avec la reprise probable des hostilités.

[4] Le major général de l'armée française avait reçu, dans la journée même, la lettre de Barclay de Tolly,

l'armistice est expiré, le congrès dissous, et l'intervention autrichienne se termine par une déclaration de guerre.

M. de Maussion, porteur de l'ultimatum de Napoléon, arrivait à Prague au moment où le manifeste autrichien était remis à M. de Narbonne. Le duc de Vicence court chez Metternich. Malgré tout ce qu'il a pu dire et écrire lui-même, il a peine à croire qu'il soit vraiment trop tard. Metternich connaît déjà l'ensemble des propositions françaises par la lettre de M. de Bubna. Il fait quelques objections faciles à prévoir sur la demande du pays prussien entre l'Elbe et l'Oder, et sur l'intention qu'aurait eue Napoléon de garder Trieste. Un port est nécessaire à l'Autriche. Mais ce ne sont là que de vagues observations : retranché sur l'accomplissement du terme fatal, il se refuse absolument à traiter la question à fond. « La situation de l'Autriche est changée, dit-il. Il y a huit jours, *hier encore,* elle aurait pu rejeter les vues des alliés et appuyer les nôtres, écouter des propositions secrètes et même les adopter. » Cela ne se pouvait qu'en violant le traité de Reichenbach. Grâce à la duplicité de sa politique, M. de Metternich, comme nous l'avons déjà vu, s'est trouvé pris entre deux parjures. « La déclaration de guerre vient d'être remise, et en même temps, ajoute-t-il, *il a transmis l'ordre à M. de Stadion de signer un traité avec la Russie et la Prusse.* » C'est à ce moment qu'il plaît au ministre autrichien de reporter ce traité signé depuis six semaines, et qui a reçu son commencement d'exécution à Trachenberg, où l'ex-commandant du corps auxiliaire de 1812 a été nommé généralissime de la coalition nouvelle. Les assurances réitérées de M. de Metternich, que l'Autriche n'avait aucun engagement avec les alliés avant le 10, montrent quelle importance il attachait au secret de cet engagement, dont la publicité eût fait voir combien avait été dérisoire, dans son principe même, la médiation autrichienne. Le succès a couronné cette politique déloyale, mais l'histoire en a retrouvé la trace, et en fera une éclatante justice.

Cependant Metternich, dans cette conférence, témoigne un regret auquel tout Français doit s'associer du plus profond de son cœur, c'est que Napoléon ait attendu si tard pour demander le mot de l'Autriche, et qu'on n'ait pas voulu profiter de sa médiation, *lorsqu'elle aurait pu fortement appuyer notre cause.*

M. de Narbonne avait cru devoir expédier un courrier à Dresde pour annoncer la remise de la déclaration de guerre et demander des ordres. Il reçut celui de prendre ses passe-ports et de revenir. Le duc de Vicence resta seul à Prague pour épuiser les dernières chances. Lui aussi attendait de nouveaux ordres relativement à la mission particulière dont il avait été chargé, l'Autriche refusant maintenant d'entendre une communication qui ne s'adresserait pas aux trois cours.

L'indignation de Napoléon fut aussi vive que légitime en apprenant ce grand naufrage de la paix du monde. Tout n'était pas désespéré pourtant; mais sa principale pensée, en réglant le dernier effort que sa dignité lui permet de tenter encore, sera de ne pas avoir l'air de craindre la guerre. Pouvait-il se défendre de cette joie secrète, digne d'un grand homme dans des circonstances difficiles, d'où son génie pouvait faire sortir de nouveaux triomphes? Maître d'une partie de l'Allemagne, entouré d'une brillante et nombreuse armée, ne serait-il pas excusable de compter sur une guerre devenue presque inévitable, dont les résultats peuvent le venger de tant d'animosité et de perfidie? Tous ces sentiments semblent prédominer dans les nouvelles instructions du duc de Vicence, qui cependant lui prescrivent une dernière démarche auprès de Metternich. Caulaincourt, auquel un instinct prophétique semble révéler tous les malheurs de la guerre qui s'avance, croit nécessaire de tenter en même temps un dernier effort pour décider Napoléon à traiter à tout prix, en acceptant purement et simplement, s'il le faut, l'ultimatum de la coalition. Sa lettre, si belle et si patriotique, mérite d'être citée, bien que son zèle et ses appréhensions l'emportent peut-être au delà du but.

« Dans le moment où nous touchons au plus malheureux dénoûment, le ministre de Votre Majesté me mande qu'elle préfère l'Autriche faisant la guerre à l'Autriche médiatrice, comme si cette différence ne consistait que dans quatre-vingt ou cent mille hommes de plus ou de moins[1]... M. de Bassano ajoute encore que Votre Majesté *craint peu la guerre.* Mon caractère, ma fidélité ont-ils besoin d'être stimulés par ces déclarations pour

qui dénonçait l'armistice, les négociations de Prague n'ayant pas amené de résultat. Cette lettre était du 8; les Russes étaient pressés d'en finir.

[1] Caulaincourt, craignant et trouvant partout des intentions belliqueuses, n'avait pas bien saisi le sens de cette phrase; elle se trouve répétée dans la lettre du duc de Bassano à Metternich, du 18 août, mais développée de manière à ne plus s'y tromper. « L'Autriche, couvrant son ambition du masque de médiatrice, compliquait tout et rendait toute conciliation impossible; mais l'Autriche s'étant déclarée en état de guerre, est dans une position plus vraie et toute simple. L'Europe est ainsi plus près de la paix; il y a une complication de moins. »

bien défendre vos intérêts et ceux de la France?...

« Pesez dans ce moment, sire, les intérêts véritables de la France, ceux de votre dynastie, enfin ceux d'une sage politique. Mettez-les dans les mêmes balances que ceux de la gloire avec ses chances, et Votre Majesté fera la paix... Daignez vous convaincre, sire, que *cette coalition ne ressemble pas aux précédentes*. Chacun a vu ses fautes et calculé les suites du parti qu'il prend. L'Autriche, que je nomme encore, n'a pas préparé l'évacuation des archives de Vienne et fait d'autres préparatifs encore sans avoir prévu des revers [1]. Dans cette lutte générale, la Russie ne court plus aucun risque, *elle combat chez les autres*. La Prusse est engagée pour elle; malgré elle, il y va de la vie. L'Angleterre se défend en Espagne; mais au premier coup de canon, elle commandera partout, et VOTRE MAJESTÉ NE SERA PAS PARTOUT. *Si ses armées ont les moindres revers, si même ses batailles sont comme les dernières, sans de grands résultats, qui peut prévoir les conséquences de cette réaction générale, et assigner un terme à cette coalition?* Confondez vos ennemis, sire, déjouez leurs projets; faites la paix, ne fût-ce que pour laisser passer l'orage... La France, le monde, vous la demande. Daignez écouter ce vœu, et permettre à un bon Français, à un homme qui aime votre véritable gloire autant que sa patrie, de vous le répéter. »

Cette lettre se croise avec une nouvelle dépêche [2] qui apporte à Caulaincourt les pouvoirs nécessaires pour traiter. Cet envoi, fait avant même que Napoléon ait connu les dernières instances de son plénipotentiaire, est un fait important pour sa justification. C'est encore lui qui, jusqu'au dernier moment, aura préféré la paix à la guerre.

L'empereur d'Autriche est arrivé à Prague le 14. Alexandre y est attendu le lendemain. Une telle entrevue était-elle nécessaire, était-elle convenable? Le père de Marie-Louise ne pouvait-il pas laisser agir ses armées et ses ministres, et garder du moins par l'isolement toute la dignité d'une affliction sincère? C'eût été trop attendre du caractère de ce souverain. Traîné à Prague au-devant des ennemis de son gendre, puis traîné à leur suite dans la France envahie, nous le verrons enfin conduit à Paris, et félicité officiellement du résultat de la campagne! Prince plus digne de pitié que d'indignation, et que la postérité nommera d'un nom que je ne veux pas dire!

Le duc de Vicence a couru montrer à M. de Metternich les pouvoirs qui viennent de lui être envoyés. L'ultimatum de Napoléon est le projet B dont nous avons parlé ci-dessus. « Il ne veut pas faire de propositions directes à la Russie et à la Prusse qui n'ont pas voulu écouter ses plénipotentiaires, mais il consent à ce qu'elles leur soient faites par l'Autriche, agissant non pas au nom de la France, ce que sa position hostile ne lui permet plus, mais comme d'elle-même. » En présence de cette dernière démarche, que devient l'opinion, tant accréditée naguère, que c'est Napoléon qui a refusé la paix à Dresde? Que pouvait-il faire de plus que ce qu'il a fait, en envoyant à son plénipotentiaire des pleins pouvoirs pour traiter, et l'autorisation de faire passer ses dernières propositions par l'Autriche? La conduite de la Prusse et de la Russie, avant et pendant le congrès, la brusque rupture même de ce congrès, disaient aux moins clairvoyants que ces puissances voulaient désormais la guerre à outrance comme l'Angleterre elle-même, et qu'elles ne feraient la paix que si elles s'y voyaient contraintes. C'eût été se dégrader en pure perte que de courir après leur ultimatum après le 10 août, puisqu'à partir de ce moment, ces puissances, de leur propre aveu, étaient décidées à tout remettre aux chances de la guerre. Ce n'était donc plus que par l'Autriche que Napoléon pouvait leur arracher une détermination pacifique, en gardant sa dignité. Tout le monde reconnaîtra que, si cette puissance n'avait pas eu, avec les ennemis de la France, des engagements qu'elle n'aurait pas dû avoir, les dernières propositions de Napoléon faisaient la paix en vingt-quatre heures, même après le 10. Les alliés, s'ils n'avaient pas été sûrs de l'Autriche, auraient été trop heureux de recevoir la Pologne en échange d'une indemnité bien inférieure pour la Saxe.

En répondant à cette communication, M. de Metternich s'étendit « sur les embarras dans lesquels le silence de la France avait jeté l'Autriche. » Il affirma qu'à quelques détails près, les conditions présentées *auraient fait la paix le* 10. « Maintenant, ajoute-t-il, rien ne peut plus se faire que d'un commun accord. Ce n'est plus une paix *autrichienne* que nous pouvons faire. Il ne s'agit plus de nos intérêts personnels. Aujourd'hui nous avons cent cinquante mille Russes chez nous. Nous ne pouvons que demander ce que nous aurions *exigé* hier. » Tout en promettant de faire cette démarche, le langage de M. de Metternich en présageait clairement le résultat. L'Autriche n'avait pas sacrifié l'influence qu'elle aurait pu exercer en faveur de la paix, pour chercher ensuite à la ressaisir.

[1] En ce moment, la terreur était générale à Vienne; les grandes familles émigraient en masse. On s'attendait à une troisième entrée des Français.

[2] 13 août à minuit.



Tous nos ennemis n'avaient plus qu'une volonté.

L'arrivée de l'empereur de Russie ne permettait pas au duc de Vicence de prolonger son séjour à Prague [1]; il alla attendre la dernière réponse des alliés au château impérial de Kœnigsal, qui lui fut offert par M. de Metternich pour résidence momentanée. Cette réponse lui fut apportée, le 16, par M. de Binder. La voici, telle qu'elle fut copiée sur la note autographe de M. de Metternich :

« Le comte de Metternich a soumis à l'empereur un rapport sur la communication dont le duc de Vicence a été chargé. S. M. lui a ordonné de le mettre sous les yeux de l'empereur Alexandre et de S. M. le roi de Prusse. Quoique ce dernier ne fût pas encore arrivé à Prague, LL. MM. II. n'ont cependant pas hésité à charger M. le comte de Metternich de déclarer à M. le duc de Vicence que toute idée de paix véritable étant inséparable de la satisfaction générale que LL. MM. II. s'étaient flattées de préparer par les négociations à Prague, elles n'ont pas trouvé dans les articles que présente maintenant S. M. l'empereur Napoléon, des conditions qui puissent faire atteindre le grand but qu'elles ont en vue, *et que par conséquent LL. MM. jugent ces propositions inadmissibles.* »

La veille, M. de Metternich avait dit à Caulaincourt que Napoléon, en faisant ses propositions le 10, eût donné d'un mot la paix au monde. En refusant le 14 les mêmes propositions, les alliés lui donnent la guerre d'un mot aussi.

La déclaration autrichienne, remise dès le 11 à l'ambassadeur français, était l'ouvrage de ce même Gentz dont j'ai déjà parlé, devenu, pendant les premiers mois de 1814, un personnage presque important à Vienne, par sa haine pour la France. Il était devenu peu à peu le rédacteur favori des idées de Metternich, qu'il se vantait déjà depuis plusieurs mois *d'avoir tiré des griffes de Napoléon.* Cette déclaration fut suivie d'un manifeste beaucoup plus détaillé, daté du 12 août. C'est dans cette dernière pièce que de Gentz présente l'insultante image du père de Marie-Louise la livrant à un nouveau Minotaure [2], pour garantir à son empire quelques années de tranquillité, après les désastres de 1809. Au reste, l'exposé des faits a déjà réfuté d'avance ces deux pièces, dont l'examen détaillé serait indigne de la gravité de l'histoire. Fidèle aux principes énoncés dans plusieurs mémoires écrits à Vienne pendant les mois précédents, de Gentz considère le traité de 1812 comme un engagement de circonstance, qui, dans la pensée du cabinet autrichien, ne préjudiciait nullement à son droit d'agir d'une manière indépendante, et d'employer des moyens décisifs, selon les événements de la guerre. Suivant ce manifeste, l'Autriche n'aurait pas connu la proposition d'un congrès général faite à la fin de mai. Nous savons à quoi nous en tenir sur ce mensonge, sans lequel il était bien difficile de représenter Napoléon comme aussi opposé à une paix générale qu'il l'était vraiment à un arrangement continental tel que l'entendait l'Autriche. C'est dans ce but aussi que l'on crut devoir se plaindre une dernière fois de sa mauvaise volonté relativement à la dernière démarche que l'Autriche avait témoigné l'intention de faire auprès du gouvernement anglais. Nous avons également exposé la marche véritable de cet incident. M. de Metternich avait emporté de Dresde le projet écrit d'une convention qui aurait transformé les négociations de Prague en congrès général. Il n'avait pu se dispenser d'accéder en principe à ce projet, à propos duquel le gouvernement français attendait de lui, comme condition de la démarche en Angleterre, des explications qui n'arrivèrent pas.

On devine que dans l'exposé des négociations de Prague, la France a tous les torts. Enfin « l'Autriche, convaincue que la France n'avait accepté sa médiation que pour en éluder l'effet ou s'en prévaloir, peut-être uniquement afin de la séparer des puissances qui s'étaient déjà réunies avec elle *de principes,* avant même que les traités eussent consacré leur union pour la cause de la paix et du bonheur du monde, l'Autriche, plus zélée que jamais pour le noble but qu'elle s'est proposé, ne prend les armes que pour l'atteindre, de concert avec les puissances animées des mêmes sentiments. » Ce passage important trahissait alors plus d'un secret. Nous y voyons l'irritation profonde du gouvernement autrichien, des efforts réitérés de Napoléon pour échapper à sa médiation, et par des démarches directes auprès de la Russie, et par la proposition d'un congrès général dans lequel les négociations auraient pu être conduites de telle sorte, que la France pût isoler l'Autriche et la punir ensuite. Nous y trouvons encore l'aveu des liens secrets qui unissaient depuis longtemps l'Autriche aux puissances alliées.

Le refus collectif des deux empereurs de Russie et d'Autriche mettait fin à toute négociation, et ne laissait aucune espérance. Le duc de Vicence revint au quartier général, où la triste nouvelle l'avait précédé [3]. Napoléon prévoyait ce dénoû-

[1] Ce n'était qu'à Paris, dans l'appartement même de Napoléon à l'Élysée-Bourbon, que l'ex-ambassadeur de France en Russie devait revoir, l'année suivante, l'empereur Alexandre.

[2] Hingeben.

[3] Il rejoignit Napoléon à Gœrlitz.



ment; mais il crut devoir ajouter à cette négociation une dernière pièce pour définir et qualifier la conduite du gouvernement autrichien qui avait tout perdu. Tel fut l'objet de la note du 18 août, adressée par le duc de Bassano à M. de Metternich. Cette note est pleine de reproches extrêmement vifs, mais que la conduite de ce gouvernement ne justifiait que trop bien. Véritablement « il avait compromis la dignité de son souverain, et prostitué ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, un médiateur, un congrès et le nom de la paix. Était-ce une volonté pacifique que celle qui consistait à dicter la paix à la France en moins de temps qu'il n'en faut pour conclure la capitulation d'une place assiégée? La paix de Teschen exigea plus de quatre mois de négociations. A Sistowe, plus de six semaines s'écoulèrent avant que la discussion sur les formes fût terminée. A Vienne, enfin, en 1809, la négociation avait duré deux mois. Quand il s'agissait de concilier les intérêts de la France, de l'Autriche, de la Russie, de la Prusse, du Danemark, de la Saxe, et de tant d'autres puissances, il était dérisoire de prétendre que tout fût terminé, *montre en main*, en quinze jours. » Outre ce retour sur le passé, dont l'objet principal était de faire apprécier en France la conduite du gouvernement autrichien, cette note avait un but immédiat. Napoléon, pour donner un dernier démenti aux calomnies auxquelles sa bonne foi était en butte, en Allemagne comme en France, offrait encore d'ouvrir de nouvelles conférences qui marcheraient de front avec les hostilités. C'est ainsi qu'avaient commencé les négociations d'Utrecht, de Nimègue, de Ryswick, d'Aix-la-Chapelle.

M. de Metternich répondait à cette note, le 21 août : « L'état de guerre entre la France et l'Autriche dispensait le cabinet autrichien de relever les inculpations *gratuites* de M. le duc de Bassano. A l'égard de la proposition contenue dans sa note, le ministre autrichien était autorisé par les trois souverains à déclarer que Leurs Majestés ne pouvant point décider sur un fait d'un intérêt tout à fait commun, sans en avoir préalablement conféré avec les autres alliés, *les trois cours allaient porter incessamment à leur connaissance les propositions de la France.* » Ainsi, le 15 août, l'empereur Alexandre et l'empereur François seuls se jugeaient compétents pour repousser les propositions de la France comme insuffisantes, et quelques jours après les trois souverains, pour éluder une dernière ouverture pacifique, se rappellent tout à coup qu'ils ont des alliés à consulter *sur un objet d'un intérêt commun.* Comme si les propositions du duc de Vicence étaient d'un intérêt moins commun que celles contenues dans la note du 18. Voilà bien la logique de l'ambition et de la vengeance : ils n'en connaîtront plus d'autre.

L'Angleterre triomphante prenait à sa solde l'Europe entière conjurée contre la France. Déjà, par deux traités signés à Reichenbach le 14 juin, elle s'était chargée de la paye et de l'équipement de quatre-vingt mille Prussiens et de cent soixante mille Russes [1] : deux millions sterling de subsides furent affectés à cet objet; moyennant cinq cent mille livres sterling de plus, la flotte russe passait au service de l'Angleterre pendant le reste de l'année 1813. Un autre article du traité avec la Russie avait créé un papier de crédit, connu sous le nom d'*argent fédératif,* dont on pouvait émettre jusqu'à concurrence de cinq millions sterling. Le remboursement de ce papier avait été fixé d'abord au 1er juillet 1815, ou six mois après la paix générale; mais les frais énormes de la guerre continentale absorbaient les ressources de la coalition avec une promptitude qui dépassait toutes les prévisions; dès la fin de 1813, l'Angleterre, qui devait contribuer pour moitié dans la liquidation de l'argent fédératif, en avait, en effet, remboursé pour deux millions cinq cent mille livres sterling.

L'Autriche ne signa son traité avec l'Angleterre que le 3 octobre; mais ce n'était que l'expression officielle d'un accord consommé depuis longtemps [2]. Depuis la fin de 1812, les subsides anglais avaient été mis à sa disposition. Pendant le mois d'avril, la commission des finances présidée par le comte de Stadion avait arrêté l'émission d'une valeur de seize millions de florins en billets d'anticipation : mesure qui, malgré les secours de l'Angleterre et le triomphe définitif de la coalition, a été désastreuse pour les finances autrichiennes. Au 5 janvier 1814, l'Autriche avait déjà touché pourtant cinq cent mille livres sterling, rien qu'en traites sur la trésorerie d'Angleterre.

Dans l'état d'épuisement financier des puissances du continent liguées contre nous, l'achat d'armes et d'effets d'habillements militaires à l'étranger aurait été pour elles un embarras peut-être insurmontable, ces achats ne pouvant être soldés qu'en numéraire. Le gouvernement anglais leur vint en aide par de nouveaux sacrifices. La valeur des fournitures faites par lui aux armées de la coalition, en effets d'habillements, armes et subsistances, pen-

[1] Un traité supplémentaire, signé à Peterswaldau le 6 juillet, mit de plus à la charge de l'Angleterre la levée et l'entretien d'une légion allemande de dix mille hommes, au service de la Russie, à raison de 10 l. 15 s. par homme.

[2] Ainsi que l'avaient fait la Prusse et la Russie, l'Au-

dant les six derniers mois de 1813, s'éleva à la somme de deux millions sept cent quatre-vingt-quinze mille six cent six livres sterling.

L'Angleterre a déboursé en prêts, remises et avances, pendant ces six mois, la somme énorme de neuf millions cinq cent mille huit cent soixante livres sterling. L'Autriche, la Prusse, la Russie, la Suède, les insurgés de la 32e division militaire (Hanovre et Hollande) ont eu part tour à tour à ses libéralités.

Au moment de la rupture, M. de Metternich avait dit au duc de Vicence, qu'en envoyant à l'ambassadeur français la déclaration de guerre de l'Autriche, il avait en même temps transmis au comte de Stadion l'ordre de signer un traité d'alliance avec la Russie et la Prusse. Les engagements pris antérieurement par l'Autriche à Reichenbach semblaient rendre tout délai inutile pour confirmer une alliance qui existait en fait, à partir du 10 août. Cependant près d'un mois s'écoula encore avant la signature des traités de Tœplitz. Un historien grave a cru pouvoir insinuer que les retards apportés par le gouvernement autrichien à la conclusion de ces traités, tant que le succès a paru incertain, cachaient encore une arrière-pensée d'abandonner, en cas de grands revers, la cause de l'Angleterre, en profitant des ouvertures que Napoléon victorieux ne pouvait manquer de faire à son beau-père [1]. Il n'y manqua pas en effet. *Le premier soin de Napoléon, après sa victoire de Dresde, fut d'écrire à l'empereur d'Autriche.* « Les Russes ont arrêté le parlementaire porteur de cette lettre, écrivait le duc de Bassano à M. de Metternich, le 3 septembre. L'empereur Alexandre a fait exprimer ses regrets de cet incident. » Nous avons peine à croire à la sincérité de ces regrets. La lettre de Napoléon s'était trouvée interceptée bien à propos, dans l'intérêt de la coalition [2]. Elle fut rapportée à notre quartier général, et put enfin parvenir à sa destination par Zittau; mais, pendant tous ces retards, les succès de la Katzbach et de Kulm avaient relevé les espérances des alliés; la lettre de Napoléon n'était plus dangereuse pour eux.

Ce fut sous l'influence de ces mêmes succès que M. de Metternich signa enfin, le 9 septembre, à Tœplitz, deux traités avec la Russie et la Prusse [3].

Ces traités, qui ne présentent d'autre variante que les noms des souverains et des négociateurs de Prusse et de Russie, n'avaient encore pour but que de régler les rapports d'amitié, de garantie et de secours réciproques qui devaient subsister entre les grandes puissances, quand elles auraient atteint le but de la guerre présente [4]. Il fallut bien pourtant qu'elles ratifiassent entre elles, d'une manière plus explicite, les engagements conditionnels de Reichenbach. Tel fut l'objet des articles séparés, signés à Tœplitz le même jour par MM. de Metternich et de Nesselrode. Ces articles, que nous allons citer textuellement, formaient un troisième traité entièrement distinct des deux autres, et relatif uniquement au but de la guerre, et aux moyens d'en assurer le succès.

*Articles séparés et secrets, signés à Tœplitz, le 9 septembre. — 28 août 1831 (st. r.)* [5].

« S. M. l'empereur d'Autriche et S. M. l'empereur de Russie ayant fixé comme but de la guerre qu'ils font actuellement à la France, le rétablissement de l'équilibre des puissances de l'Europe, et une répartition de leurs forces respectives, propre à assurer cet équilibre, sont convenus de regarder comme objets de leurs efforts les conditions suivantes :

» Art. 1. 1° La reconstruction de la monarchie autrichienne et de la monarchie prussienne sur

triche s'engageait à ne pas négocier avec l'ennemi commun séparément de l'Angleterre.

[1] L'Autriche était la seule puissance dont l'armée formât un corps distinct et séparé lors de la reprise des hostilités. Au contraire, la fusion des Prussiens et des Russes dans les trois grandes armées de la coalition était une garantie réelle et réciproque de fidélité à la cause commune. L'Autriche recevait cette garantie par la jonction d'un corps russo-prussien en Bohême; mais elle ne la donnait pas. Il n'y avait pas un soldat autrichien dans les armées de Blücher et de Bernadotte.

[2] Nous retrouverons, vers la fin des événements de 1814, un incident tout semblable. La démarche de Napoléon, après la bataille de Dresde, est un fait peu connu et qui mérite de l'être.

[3] Les signataires pour ces deux puissances furent MM. de Nesselrode et de Hardenberg.

[4] LL. MM... également animées du désir de mettre fin aux malheurs de l'Europe et d'en assurer le repos futur par le rétablissement d'un juste équilibre des puissances, se sont décidées à poursuivre la guerre dans laquelle elles se trouvent engagées dans ce but salutaire, avec la totalité des forces que la Providence a mises à leur disposition. Voulant en même temps étendre les effets d'un concert aussi *bienfaisant*, même à l'époque où la guerre actuelle ayant obtenu son plein succès, leur intérêt réciproque exigera impérieusement le maintien de l'ordre de choses qui en sera l'heureux résultat... (Préambule des deux traités.)

[5] Ces articles n'ont jamais été publiés, sauf le préambule et le premier paragraphe de l'article premier; encore Kluber et Martens l'avaient cité fautivement comme conclu entre l'Autriche et la Prusse, à laquelle ces articles ont été seulement communiqués.

l'échelle *la plus rapprochée de celle où elles se trouvaient en 1805*; 2° la dissolution de la confédération du Rhin, et l'indépendance entière et absolue des États intermédiaires entre les frontières des monarchies autrichienne et prussienne, reconstruites d'après l'échelle mentionnée ci-dessus, d'un côté, *et le Rhin et les Alpes de l'autre*; 3° la restitution à la maison de Brunswick-Lunebourg du Hanovre et de ses autres possessions en Allemagne; 4° un arrangement à l'amiable entre les trois cours d'Autriche, de Russie et de Prusse, sur le sort futur du duché de Varsovie. — Art. 2. Les hautes parties contractantes n'entendent aucunement préjudicier, par l'article précédent, aux engagements qu'elles peuvent avoir contractés avec d'autres puissances, dans le sens du but qu'elles se proposent. — Art. 3. Quoique LL. MM. II. aient consacré au soutien de la cause qu'elles défendent, la totalité de leurs forces, elles prennent encore l'engagement le plus formel de maintenir leurs armées au plus grand complet, pendant toute la durée de la guerre actuelle. Pour préciser davantage leur engagement à cet égard, elles promettent de tenir chacune constamment en campagne pour le moins cent cinquante mille hommes, les garnisons des places de l'intérieur non comprises, et d'augmenter même ce nombre, autant que leurs moyens le permettront [1]. — Art. 4. Les deux hautes parties contractantes s'engagent *formellement* à n'entrer dans aucun arrangement ou négociation pour la paix que d'un commun accord, et *elles promettent de la manière la plus solennelle* de n'écouter aucune insinuation ou proposition qui leur serait adressée *directement ou indirectement* par le cabinet français, sans se la communiquer réciproquement [2]. — Art. 5. Les H. P. C. se réservent de convenir, le plus tôt que faire se pourra, des dispositions militaires qui seront jugées les plus utiles pour activer en tout temps, dans le plus court délai, l'arrivée des secours réciproques stipulés dans le traité patent. — Art. 6. Les articles ci-dessus demeureront secrets, et ils auront la même force et valeur que s'ils se trouvaient textuellement insérés au traité patent. »

*Articles additionnels et secrets.*

« Pour donner au paragraphe 2 de l'article 1er du traité secret toute la précision désirable, les H. P. C. sont ultérieurement convenues entre elles de regarder également comme objets de leurs communs efforts : Art. 1er. 1° La restitution des pays qui ont été réunis à la France, sous la dénomination de 32e division militaire. Art. 2. 2° Celles des provinces et pays de l'Allemagne possédés *par des princes français*. Art. 3. Les présents articles seront tenus secrets. Ils auront néanmoins la même force et valeur que s'ils étaient insérés au traité patent de ce jour. Les H. P. C. prennent l'engagement réciproque de n'en donner communication *qu'à la Prusse.* »

Ce dernier mot de la coalition, corollaire indispensable du traité de Reichenbach, n'a plus besoin de commentaires. Nous ferons seulement observer que l'article 6 de ce traité établissant, qu'une fois la guerre commencée, les trois cours prendront pour but de leurs efforts communs les bases énoncées dans les notes russe et prussienne du 16 mai, en leur donnant la plus grande extension, l'intime connexion de ce même traité avec les articles secrets de Tœplitz ne permet pas de douter que ces articles ne soient la reproduction fidèle des bases du 16 mai, qui cessent ainsi d'être un mystère. Nous avons donc pu, sans crainte d'erreur, faire remonter à cette époque l'accord de l'Autriche avec les autres puissances, pour ramener au Rhin et aux Alpes les limites de la France, si Napoléon n'adhérait pas de suite aux conditions qui devaient lui être proposées ou imposées. Depuis, le parti de la guerre acquérant chaque jour plus de prépondérance, on en était venu à craindre même de mettre en avant les propositions convenues dans le traité de Reichenbach, de peur qu'elles ne fussent acceptées. Cette crainte de la paix nous paraît le seul motif qui puisse raisonnablement expliquer les lenteurs apportées par les alliés aux mesures préparatoires et à l'ouverture du congrès, le choix fait par la Russie de M. d'Anstett, et toute la conduite des plénipotentiaires alliés à Prague; enfin les vingt-quatre heures d'hésitations de M. de Metternich, pour remettre cet ultimatum au duc de Vicence, lorsque, de son propre aveu, le moindre délai pouvait être si funeste à la conclusion de la paix.

Les motifs ne manquent pas pour expliquer le secret gardé jusqu'à ce jour sur les articles séparés de Tœplitz, et généralement sur toutes les négociations qui avaient eu lieu entre les alliés et l'Autriche depuis les événements de 1812. Il était d'abord

[1] Cet article reproduit presque textuellement le cinquième du traité de Reichenbach.

[2] La première partie de cet article reproduit également le septième de Reichenbach; le second paragraphe commente le même engagement avec une insistance toute particulière. C'était sans doute le négociateur russe qui tenait le plus à prémunir sa cour contre les dangers d'une nouvelle tentative de la France, pareille à celle dont le duc de Vicence avait été chargé dans les derniers jours du congrès, et qui, peut-être, n'avait été

essentiel de dérober à Napoléon la connaissance des contingents fournis par les diverses puissances, et des mesures concertées pour soutenir la guerre. Plus tard, l'événement ayant dépassé toutes les espérances que l'on avait pu raisonnablement concevoir, ces pièces n'avaient plus d'importance qu'au point de vue historique. Leurs signataires, devenus les arbitres de la politique européenne, n'ont pu eux-mêmes se dissimuler que la publicité de pareils documents serait peu honorable pour la cause qu'ils avaient servie.

La publicité immédiate de la correspondance de Prague aurait été, au contraire, tout à fait à l'avantage de Napoléon, et il y avait bien songé. Mais, par suite d'une de ces fatalités que nous rencontrerons désormais à chaque pas, l'envoi de cette correspondance à Paris fut deux fois intercepté ; elle ne put paraître que dans le *Moniteur* du 5 octobre. Il était trop tard alors ; l'attention publique était absorbée par les événements de la guerre. L'incertitude avait fait naître de fâcheuses impressions ; une malveillance habile sut les exploiter, et Napoléon, jugé par l'événement, fut condamné sans avoir été entendu [1].

communiquée à la Russie qu'après le 10 août, ou à la dernière que Napoléon avait faite auprès de l'empereur François, après la bataille de Dresde. Les termes de cet article 4 semblent conçus de manière à rassurer la coalition contre des propositions de toute nature, s'adressant soit aux cabinets, soit aux souverains.

[1] Peut-être est-il à regretter qu'il n'ait pas jugé à propos de faire un appel sans réserve à l'opinion publique, en lui livrant le secret de la démarche de Caulaincourt. Le moment était passé de ménager l'Autriche; et bien des calomnies n'auraient pu même naître, si cette tentative avait été connue de suite en France.

# CHAPITRE XII.

## GUERRE.

Préparatifs militaires de la coalition. — Conférences de Trachenberg. — Conduite de Bernadotte pendant l'armistice. — Plan de campagne arrêté à Trachenberg. — Entrevue de Bernadotte et de Moreau. — Désertion de Jomini. — Forces des alliés. — Forces de Napoléon. — Traité d'alliance entre la France et le Danemark. — Plan de campagne de Napoléon. — Napoléon quitte Dresde. — Commencement des hostilités en Silésie ; retraite de Ney. — Arrivée de Napoléon en Silésie. — La grande armée de Bohême marche sur Dresde. — Fautes du généralissime Schwartzenberg. — Prompt retour de Napoléon à Dresde. — Les alliés attaquent Dresde le 26 août ; ils sont repoussés. — Bataille du 27. — Mort de Moreau. — Retraite des alliés. — Opérations contre l'armée du Nord. — Combat de Gross-Beeren. — Retraite d'Oudinot. — Opérations en Silésie. — Bataille de la Katzbach. — Retraite de Macdonald. — Désastre de la division Puthod. — Marche de Vandamme sur les communications des alliés. — Il est vaincu et fait prisonnier à Kulm. — Discussion sur les motifs de ce désastre. — Bataille de Dennewitz contre l'armée du Nord. — Mouvements de Napoléon et de Blücher. — Nouveau plan des alliés. — Blücher se réunit à Bernadotte. — Projet audacieux de Napoléon. — Motifs qui l'obligent d'y renoncer. — Retraite sur Leipzig.

En rompant les négociations de Prague, les puissances coalisées contre l'influence française ont livré de nouveau l'avenir du monde aux chances de la guerre.

Napoléon lui-même l'a dit, lors de la discussion des préliminaires de l'armistice ; tout l'avantage militaire de cette mesure a dû être pour les alliés, s'ils n'avaient pas un désir sincère de la paix. Leurs armements ont pris en effet, dans cet intervalle, un développement gigantesque. Le colonel prussien Plotho, dans son ouvrage sur les campagnes de 1813 et 1814, porte au chiffre de huit cent dix mille hommes le total des soldats de la nouvelle coalition, au moment de la reprise des hostilités[1]. L'Autriche y contribua pour deux cent soixante-quatre mille hommes ; la Russie, pour deux cent quarante-neuf mille ; la Prusse, dont l'élan national s'était développé avec une énergie croissante pendant l'armistice, avait mis sur pied deux cent soixante et dix-sept mille hommes. Elle était la plus faible des trois grandes puissances continentales, mais la plus fortement engagée dans la lutte : pour elle, il y allait de la vie. Déduction faite des garnisons, des réserves autrichiennes et russes, du corps qui assiégeait Dantzig, des milices qui bloquaient les autres places, enfin, des forces que portait l'Autriche sur la frontière bavaroise et en Italie ; quatre cent quatre-vingt mille hommes, appuyés par quatorze cents pièces de canon, étaient prêts au 16 août à prendre l'offensive contre les armées françaises, depuis l'embouchure de l'Elbe jusqu'à la Bohême.

Du moment où le concours de l'Autriche fut assuré aux alliés, ils avaient senti la nécessité de concerter d'avance les mouvements stratégiques de cette masse formidable. La tenue prochaine de conférences relatives à cet objet avait été stipulée dans un des articles du traité de Reichenbach avec l'Autriche. Tandis que le prétendu médiateur ajournait par ses lenteurs calculées l'ouverture des négociations pour la paix, pas un instant n'était perdu pour la guerre. Dès les premiers jours de juillet, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse se rendirent au château de Trachenberg en Silésie, désigné d'un commun accord pour la réunion des commissaires chargés de discuter et d'arrêter le plan de campagne. Le prince royal de Suède, empressé

[1] Krieg in Deutschland und Franckreich. L'amour-propre national de cet officier n'était pas intéressé à exagérer un nombre qui avait à peine suffi pour décider la victoire. Ses documents étaient pris aux sources officielles. En ajoutant à son chiffre celui des troupes anglo-espagnoles, on arrive à un total de onze cent mille hommes environ.

d'apporter aux ennemis de sa patrie le tribut de sa vieille expérience militaire, arriva le 10 juillet à ce rendez-vous.

Depuis son débarquement à Stralsund jusqu'à cette époque, il avait passé par d'étranges alternatives de dépit, d'inquiétude et de remords [1]. La nomination d'un gouverneur du nord de l'Allemagne, faite à son insu, quand il croyait que ce poste important lui était réservé, le retard des subsides anglais et du contingent auxiliaire russe, la crainte des concessions qui pourraient être faites au Danemark; enfin, la conclusion de l'armistice de Pleswitz, mesure prise sans sa participation, et qu'il ne comprit pas d'abord, tels furent les incidents successifs qui déconcertèrent le prince royal. Son ardeur belliqueuse se refroidit encore une fois. Il n'engagea nulle part ses troupes pendant tout le temps qui s'écoula depuis son débarquement jusqu'au jour où l'armistice lui fut notifié, et se plaignit avec amertume à toutes les puissances. Il était visible, en effet, qu'on se méfiait de lui. La défiance est acquise de droit à tous les transfuges; mais le caractère de Bernadotte commandait une réserve toute particulière à son égard. Son accession à la cause des alliés n'avait d'importance qu'au point de vue militaire; en politique, il n'a presque jamais su, dans ses rapports avec eux, que le mot de la veille. C'est ainsi que les intelligences de l'Autriche avec la coalition ne lui avaient été connues que lorsque son indiscrétion ne pouvait plus nuire; c'est ainsi qu'on l'avait vu s'alarmer, sans raison, selon toute apparence, des démarches fallacieuses tentées auprès du Danemark; enfin, c'est ainsi que, méconnaissant complétement l'esprit qui avait porté les alliés à conclure l'armistice de Pleswitz, il y voyait, *de leur part,* un sérieux acheminement à une pacification trop favorable pour la France. Aussi jeta-t-il les hauts cris contre cet armistice [2].

Bernadotte, dans la position qu'il s'était faite, aurait eu raison d'être inquiet, si en effet les alliés avaient voulu la paix. Nous avons vu dans le chapitre précédent que l'empereur Napoléon considérait le maintien de l'intégrité du Danemark comme l'un des points les plus essentiels de tout arrangement; il en faisait, et avec raison, une question d'honneur. Si cette base avait été admise, Bernadotte se serait trouvé aussi compromis vis-à-vis de sa nouvelle patrie que de l'ancienne. Il ne pouvait donc plus vouloir la paix qu'autant que la France serait assez affaiblie pour ne plus l'empêcher de recueillir le prix de sa défection. Telle était l'extrémité où l'avaient jeté sa haine et sa jalousie contre l'empereur.

Celui-ci, malgré la conduite du prince de Suède, ne s'était pas départi un instant, envers cette puissance, du système sage et généreux tracé d'avance dans la dernière note de M. de Bassano au chargé d'affaires d'Ohsson [3]. Après le débarquement des Suédois, le prince d'Eckmühl reçut la défense expresse de commettre aucun acte d'hostilité contre eux, s'ils restaient dans la Poméranie et déclaraient vouloir se tenir tranquilles. Pour stimuler le zèle de l'Angleterre, Bernadotte prétendit avoir repoussé, à cette époque, des propositions d'arrangement qui, selon toute vraisemblance, ne lui ont pas été faites [4].

Le mécontentement, les hésitations de Bernadotte furent pris en considération au quartier général des alliés, surtout du moment où l'on vit qu'il n'y avait plus rien à faire du côté du Danemark. On renvoya près du prince de Suède M. Pozzo di Borgo, qui avait acquis, l'hiver précédent, un grand ascendant sur son esprit. Il le rassura pleinement, en lui faisant connaître dans quel but les alliés avaient donné suite à l'offre d'un armistice. Enfin, la proposition d'une nouvelle entrevue, faite par le prince royal à l'empereur Alexandre, fut acceptée; il vint prendre part aux conférences de Trachenberg.

Bernadotte aborda pourtant les souverains avec

[1] Son expédition dans le nord de l'Allemagne était si mal vue par l'opinion publique en Suède, qu'il avait dû faire répandre le bruit que la conquête de la Norwége serait menée de front avec l'occupation de la Poméranie, si le Danemark n'accédait pas immédiatement à la coalition. Une proclamation du 8 mai, adressée aux troupes qui restaient en Suède, leur apprenait qu'elles étaient destinées à agir offensivement pendant son absence. On ne pouvait mentir avec plus d'assurance.

[2] Lettre du 11 juin à l'empereur Alexandre. En écrivant cette lettre, Bernadotte préparait pour l'histoire un singulier document de sa perspicacité politique.

[3] Bernadotte avait communiqué précédemment à tous les souverains de l'Europe son cartel du 23 mars, qui fut de suite imprimé et répandu à profusion en Allemagne. Vers la même époque, Napoléon refusait son assentiment à une tentative de révolution en Suède, au profit du fils de Gustave III. (Voir les Mémoires pour servir à l'histoire de Charles-Jean, tome II, p. 6.)

[4] Le général Vandamme lui écrivit de Hambourg, le 11 juin, pour lui demander *si la Suède était neutre.* La question devenait importante à éclaircir pour régler les positions respectives des deux armées, qui, dans le cas de neutralité de la Suède, n'auraient pas été fixées par l'armistice qui venait d'être conclu. Cette démarche était bien une sorte d'ouverture pour sonder les dispositions du prince royal. Dans sa réponse, celui-ci déclara s'en référer à l'armistice. Toutefois, certaines expressions de sa lettre ne dénotaient pas une ardeur belliqueuse bien prononcée. Les troupes suédoises, disait-il, avaient pris position dans des pays amis... *Elles n'avaient reçu que l'ordre de résister à toute attaque.*

une froideur mal déguisée; il avait encore sur le cœur les démarches faites à son insu pour engager le Danemark dans la coalition, aux dépens des engagements d'Abo et de Stockholm. Il fallait un remède à cette blessure d'amour-propre; le remède fut une lettre de l'empereur d'Autriche, dictée et apportée par M. de Stadion [1]. De ce moment, le prince de Suède, assuré des vues belliqueuses des alliés, et de l'importance qu'ils attachaient à sa personne, prit part, sans arrière-pensée, à la discussion du plan de campagne.

Ce plan, consigné dans le protocole des conférences, ne nous paraît pas justifier pleinement la haute opinion qu'en conserva Bernadotte, même après qu'il eut senti le besoin de faire justifier sa conduite par des biographes français. Il a voulu faire croire, et peut-être le croyait-il lui-même, que les événements de la campagne d'automne n'avaient été que la conséquence du plan arrêté à Trachenberg. La vérité est, qu'à l'exception de deux mesures judicieuses, et d'ailleurs impérieusement commandées par les circonstances, la réunion d'une partie de la grande armée de Silésie à l'armée autrichienne, et l'attitude défensive prescrite à Blücher, aucune des autres mesures arrêtées à Trachenberg n'a reçu son exécution, comme Bernadotte et les commissaires alliés avaient pu l'entendre au 12 juillet.

D'abord, il avait été adopté pour principe général, « que toutes les forces des alliés se porteraient toujours du côté où les plus grandes forces de l'ennemi se trouveraient. » Nous verrons que, sous l'inspiration de Moreau, on fit précisément le contraire. L'attaque de Dresde, au moment où Ney s'était porté en Silésie, était une entreprise habilement conçue, et qui aurait probablement réussi sans la lenteur du généralissime autrichien. En prenant congé des souverains alliés, Bernadotte leur avait donné rendez-vous *à Leipzig*. Ce mot, rapproché du résultat de la campagne, a véritablement un faux air de prophétie; mais un examen réfléchi en fait totalement disparaître le prestige. Il avait été convenu à Trachenberg qu'*au moment de l'expiration de l'armistice,* l'armée du prince royal de Suède marcherait vers l'Elbe, passerait ce fleuve entre Torgau et Magdebourg (c'est-à-dire, aux ponts de Roslau vers Dessau), et se *dirigerait de suite vers Leipzig*. Ce mouvement devait se combiner avec celui de la grande armée alliée sur l'Éger et Hoff [2], qui la réunissait à celle du prince de Suède, dans les plaines de Leipzig, sur la grande ligne de communication de l'armée française. C'est ainsi que Bernadotte et les souverains alliés entendaient leur rendez-vous pris à Leipzig au mois de juillet. Voici comment s'explique sur ce système d'opérations un ouvrage qui restera comme le meilleur précis stratégique des campagnes de l'empereur Napoléon, sans mériter cependant des éloges à son auteur; car un bon livre ne rachète pas une mauvaise action : « Le premier plan des alliés, dit-il [3], avait été de se porter sur Leipzig, où Bernadotte serait venu de son côté en passant l'Elbe à Dessau. S'ils eussent suivi ce projet, et que j'eusse gagné une grande bataille, leur perte était presque certaine. En réunissant à moi l'armée d'Oudinot, j'aurais eu deux cent mille hommes, et j'aurais passé l'Elbe à Dresde, sur les derrières des alliés; je me serais emparé de leurs magasins, de leur ligne d'opération sur la Bohême; *je les aurais attaqués à Leipzig, dans la situation où ils sont venus m'y chercher;* avec cet avantage de plus, que tous les débouchés fortifiés de l'Elbe étaient en mon pouvoir; que je tenais les issues de ce fleuve, de l'Oder et de la Bohême; en sorte que les alliés battus n'auraient eu d'asile que dans la Baltique, ou qu'ils eussent été réduits à me passer sur le corps pour regagner l'Autriche. »

L'auteur de l'ouvrage que nous venons de citer, le général Jomini, alors chef d'état-major du maréchal Ney, était l'un des officiers les plus instruits de l'armée française. Il passa à l'ennemi au moment de la rupture de l'armistice [4]. Les écrivains français ont justement flétri sa conduite; ceux du parti opposé ont passé sous silence, ou atténué les services qu'il a rendus à leur cause : telle est la gloire réservée aux transfuges. Lui-même a courbé la tête, en hasardant quelques excuses timides devant les lecteurs français. C'est en vain qu'il parle de son origine suisse; son éducation militaire s'était faite dans nos rangs; en fait, il était devenu, il est resté Français malgré lui; son livre même suffirait pour le prouver. Nous avons qualifié comme elle méritait de l'être la conduite du général prussien York; celui-là pourtant pouvait alléguer, pour se justifier, des prétextes qui manquent à Jomini. Une telle défection, excusable peut-être au point de vue d'un

[1] Touchard-Lafosse, II, 336.

[2] « L'armée autrichienne, réunie à l'armée alliée, débouchera, d'après les circonstances, *ou sur l'Éger par Hoff*, ou dans la Saxe, ou dans la Silésie, ou du côté du Danube. » Il faut de la bonne volonté pour voir là un plan de campagne; mais enfin, le mouvement indiqué de préférence était évidemment celui de l'Éger.

[3] Napoléon au tribunal de César, etc., IV, 380. On sait que l'auteur de cet ouvrage met son récit dans la bouche de l'empereur lui-même.

[4] Le 14 août.

chef de condottieri du quinzième siècle, ne saurait plus l'être de nos jours. Le temps des Sforce est à jamais passé [1].

Un transfuge plus célèbre avait précédé Jomini au quartier général des alliés. Le général Moreau arrivait d'Amérique, le cœur gonflé d'ambitieuses espérances, dont un boulet français allait faire bientôt justice [2]. Jusqu'à son débarquement, sa correspondance avec le prince de Suède avait été active et presque amicale; mais leur entrevue à Stralsund ne fut rien moins qu'affectueuse. Bernadotte exposa le plan arrêté à Trachenberg; Moreau en désapprouva formellement l'ensemble, et surtout le système d'opérations de l'armée du Nord. La conservation de Berlin, quelque importante qu'elle pût être au point de vue politique, ne lui semblait pas un motif suffisant pour s'avancer sur l'Elbe, n'ayant que Stralsund pour point d'appui, quand les Français étaient maîtres de toutes les places fortes de l'Elbe et de l'Oder. Des récriminations personnelles succédèrent, dit-on, à ces débats stratégiques; ils échangèrent de piquants reproches au sujet des espérances ambitieuses qu'ils fondaient l'un et l'autre sur la chute de Napoléon [3]. Moreau partit pour Prague, résolu d'y neutraliser de tout son pouvoir l'influence de l'homme dans lequel il venait de retrouver un rival.

Dès les premiers jours d'août, les puissances coalisées se trouvaient en mesure d'accomplir leurs engagements réciproques. Le prince de Schwartzenberg rassemble en Bohême cent trente mille hommes, parmi lesquels figurent les troupes du contingent auxiliaire qui, juste un an auparavant, commençait à trahir la cause française. Cent mille hommes de troupes russo-prussiennes, conduites par Barklay de Tolly, attendent avec impatience la rupture assurée des négociations de Prague pour aller se joindre aux Autrichiens, conformément au plan de Trachenberg. Il reste encore cent mille hommes à Blücher pour reprendre l'offensive en Silésie. Enfin, l'armée organisée dans le nord de l'Allemagne a été mise sous les ordres du prince de Suède; elle se compose du corps suédois de Stedingk, du corps russe de Wintzingerode, des corps prussiens de Bülow et Tauentzien. L'ensemble de ces forces [4] s'élève à plus de cent trente mille hommes. La cavalerie surtout est formidable par le nombre. La position de cette armée lui permettant de jeter des partisans sur les derrières de l'armée française, l'empereur Alexandre a mis vingt et un régiments de Cosaques à la disposition de l'ex-maréchal de France Bernadotte, qui s'empressera de remplir des récits de leurs excursions les bulletins de l'armée du Nord : triste parodie de ceux où figurait jadis le nom du prince de Ponte-Corvo.

Il faut renoncer à décrire l'ardeur belliqueuse des armées de la coalition. La plupart de ses chefs étaient ceux dont les défaites avaient fait la gloire des armées françaises; chacun de leurs noms rappelait à eux-mêmes quelqu'une de nos victoires. Quel est celui d'entre eux qui n'a pas sa revanche à prendre? Parmi les Autrichiens, Schwartzenberg, encore humilié de sa conversion momentanée à l'alliance française, et des bienfaits de Napoléon; Chasteler, le chef proscrit de l'insurrection du Tyrol en 1809; le comte de Meerfeldt, deux fois parlementaire de l'Autriche vaincue, en 1797, par Bonaparte; en 1800, par Moreau [5].

Parmi les Russes, Barklay de Tolly, Wittgenstein, Miloradowicz, Wintzingerode, ont à venger des défaites plus récentes. Mais c'est surtout parmi les Prussiens qu'éclate l'animosité contre la France; la campagne de Iéna et les humiliations qui l'ont suivie leur pèsent à tous comme un remords. C'est pour

[1] Le général Jomini a voulu au moins se disculper d'avoir communiqué les plans de Napoléon aux alliés, et notamment à Blücher, avec lequel il prétend n'avoir eu aucune communication à la reprise des hostilités. Malheureusement, nous lisons dans le troisième bulletin de Bernadotte : « Le général Jomini est passé du côté des alliés, et s'est rendu, *en passant par l'armée du général Blücher*, au quartier général russe. *Il a confirmé le projet qu'a eu l'empereur Napoléon d'attaquer l'armée qui couvre Berlin.* » Ce bulletin est du 18 août 1813 (Schœll, III, 47).

[2] Il était arrivé sur un bâtiment de commerce, avec un sauf-conduit de l'amiral anglais Warren (le même qui, en 1795, avait abandonné les émigrés à Quiberon). Il arriva le 6 août à Stralsund.

[3] Ce n'est que par Bernadotte que les détails de cet entretien ont été connus, et il a eu soin de s'y donner le rôle brillant. Moreau aurait eu beau jeu à lui répondre, si Bernadotte s'était avisé, en effet, de lui dire que les Français ne reconnaîtraient pas le vainqueur de Hohenlinden sous l'uniforme russe. Du moment où il est acquis à l'histoire que Bernadotte a été au moins l'intermédiaire des propositions faites à Moreau, de pareils propos sont manifestement apocryphes.

Les auteurs des Mémoires sur Charles-Jean (t. II, p. 53) supposent deux entrevues entre Bernadotte et Moreau; l'une à Stralsund, l'autre à Prague : c'est une erreur manifeste. Il faudrait que Bernadotte eût quitté son armée le 7 pour y revenir le 12 de Prague, au moment de la reprise des hostilités.

[4] Non compris le corps opposé au prince d'Eckmühl, sur l'Elbe inférieur. Ce corps, de trente mille hommes, commandé par le général Walmoden, était composé d'Allemands, de Russes, de Suédois et d'Anglais.

[5] Nous verrons bientôt, par suite d'un de ces revirements de fortune qui confondent le jugement, ce même général prisonnier, chargé des propositions de paix de l'empereur Napoléon à Leipzig.

l'honneur et la vie de leur nation qu'ils combattent; leurs coups seront terribles.

L'attaque est formidable; la défense le sera aussi. Moins nombreuse de plus d'un tiers que celle des coalisés, l'armée française compte encore trois cent mille hommes [1]. Elle se compose de onze corps d'infanterie et quatre de cavalerie. Le sixième et le douzième (Marmont et Oudinot), appuyés sur les forteresses de l'Elbe et de l'Oder, observent les mouvements de l'armée du Nord, qui se concentre en avant de Berlin : les autres s'échelonnent de Dresde à Liegnitz. Cette armée est nombreuse et brillante; les soldats et les jeunes généraux sont pleins d'ardeur; le septième corps seul, composé presqu'en entier de troupes saxonnes et hessoises, inspire des inquiétudes qui ne seront que trop justifiées. Le roi de Naples est venu se faire pardonner son découragement en 1812, et ses intrigues avec l'Autriche et l'Angleterre; il a repris, pour la dernière fois, le commandement de la cavalerie française. A la tête de l'armée, nous revoyons tous ces maréchaux nommés par des victoires, et dont la réputation est déjà historique dans les fastes de l'empire. Mais la fortune se lasse de couronner leurs efforts. Quelques-uns se fatiguent aussi; la confiance dans leur illustre chef, cette confiance qui avait fait leur force et leur gloire, semble chanceler parfois en eux [2]; de là, des lenteurs, des fautes, dont les suites seront fatales. Napoléon seul est toujours le même.

Pendant l'armistice, le Danemark avait formellement accédé à la cause française. Quelque utile que fût cette alliance pour neutraliser les progrès de l'ennemi dans le nord de l'Allemagne, c'était une faible compensation de tout ce qu'avait gagné la coalition dans le même espace de temps. Le traité avec le Danemark avait été signé le 10 juillet par M. Alquier. Les deux puissances s'engageaient à déclarer la guerre, aussitôt la rupture de l'armistice; savoir, la France à la Suède, à cause de son projet de spoliation de la Norwége, au mépris de la garantie stipulée dans le traité de Fontainebleau; le Danemark, à la Russie, la Prusse et la Suède, ces puissances ayant voulu le contraindre à se réunir à elles, pour conquérir, aux dépens de l'empire français, une indemnité pour la Norwége. A ce traité patent était jointe une convention secrète concernant les secours de troupes. Cette convention contient dix articles; un seul, le septième, donne lieu à une observation importante. Si, par suite des opérations militaires, la Poméranie suédoise et l'île de Rugen étaient réoccupées, cette province devait être remise au Danemark *jusqu'à la paix*. Napoléon avait voulu se réserver ainsi le droit, ou de changer cette remise provisoire en une acquisition définitive, ou de rendre cette province à la Suède, s'il survenait, dans la politique de cette puissance, un revirement dont il pût lui savoir quelque gré. Ainsi Napoléon, à cette époque, ne songeait pas à se départir de sa longanimité envers la Suède. Il donnait là l'exemple d'une modération que ses adversaires n'ont jamais su imiter.

Autant la position militaire de la grande armée française était favorable au moment de la conclusion de l'armistice, autant elle présentait de dangers et de difficultés à la reprise des hostilités. Les coalisés, ralliés à l'armée autrichienne, menaçaient toute notre ligne d'opérations par les montagnes de Bohême. Ces circonstances périlleuses voulaient une décision prompte, irrévocable; celle de Napoléon ne se fit pas attendre. Maître de tous les passages de l'Elbe et de l'Oder, il résolut de se maintenir entre ces deux fleuves, en tenant tête à la fois aux trois armées ennemies, et se portant lui-même, avec une sorte de réserve mobile, sur les points où les alliés prendraient plus vigoureusement l'offensive, ou lui donneraient l'occasion de remporter un avantage décisif. Ce système d'opérations ayant abouti à une catastrophe, les critiques plus ou moins raisonnées ne lui ont pas manqué. Dans l'examen attentif de ce qui a été dit pour ou contre, nous avons puisé la conviction qu'il était encore le meilleur. Nous verrons que, malgré les désastres de nos armées partout où Napoléon n'était pas, il a fallu la défection de la Bavière pour amener les événements de Leipzig. Se retirer derrière le Rhin, c'eût été devenir imprudent à force de pusillanimité. En prenant une ligne de défense parallèle à l'Éger, on abandonnait la rive droite de l'Elbe, on laissait les trois armées alliées se donner la main. Un parti plus conforme au génie stratégique de l'empereur, eût été de déboucher en masse par Reichenberg et Gabel sur Prague; prenant ainsi à revers la grande armée alliée qui s'avançait sur l'Éger, et cherchant dans la Bohême un nouveau champ de bataille d'Austerlitz. Pour réaliser ce plan, il aurait fallu négliger tout à fait l'armée du Nord, et contenir celle de Silésie par une forte arrière-garde. D'importants résultats auraient pu être obtenus en Bohême, avant que l'armée de Bernadotte eût eu le

[1] Dont quarante mille de cavalerie. Les alliés en avaient plus du double. Le corps du prince d'Eckmühl (13e), sur l'Elbe inférieur, et celui d'Augereau (9e), qui s'organisait à Wurtzbourg, ne sont pas compris dans cette énumération, non plus que les garnisons des places assiégées.

[2] Ces fâcheux symptômes dataient de la campagne de 1812.

temps d'arriver sur nos derrières, et pendant que celle de Blücher aurait été arrêtée aux défilés de Lauban. Mais ce plan devenait par trop téméraire avec des masses si nombreuses, des soldats si jeunes, et une telle quantité d'artillerie dans des chemins difficiles ; il était de plus inconciliable avec le mouvement sur Berlin, auquel Napoléon attachait une grande importance sous le rapport moral. Enfin Napoléon, se refusant à admettre la rigoureuse précision des engagements de l'Autriche médiatrice avec la coalition, n'avait pu penser que les alliés commenceraient leur mouvement de Silésie en Bohême, dès la première minute qui suivrait l'expiration de l'armistice. Cette erreur a évidemment exercé une fâcheuse influence sur ses résolutions. Mais pouvait-il croire que, lorsqu'il restait encore six jours de trêve à courir avant la reprise des hostilités, et qu'il suffisait de quelques heures pour s'entendre, et signer des préliminaires certains d'une pacification générale, l'Autriche s'empresserait si fort de sacrifier sa prépondérance pour la paix au succès des combinaisons stratégiques des alliés?

D'après son plan de défense, Napoléon partagea son armée en trois. Soixante et dix mille hommes lui parurent suffisants pour agir sur Berlin [1]; le commandement de ces troupes fut confié au duc de Reggio, dont l'amour-propre militaire se trouvait intéressé à prendre sa revanche de l'échec qu'il avait essuyé à Luckau, quelques jours avant la conclusion de l'armistice. Ney était resté à la tête des troupes de Silésie [2]; la réserve mobile, dont Napoléon s'était réservé le commandement, se composait, outre la garde, des 1er, 4e et 8e corps, avec le 1er et le 4e de cavalerie [3]; elle était, au moment de la reprise des hostilités, concentrée aux environs de Zittau, à l'embranchement des routes de Bohême et de Silésie.

Napoléon quitta Dresde avec sa garde le 15 août. Saint-Cyr, avec le 14e corps, restait au camp retranché de Pirna, ayant pour instructions de se replier sur Dresde en cas d'attaque sérieuse. Le 16, l'Empereur se retrouve à Bautzen, sur le théâtre de sa dernière victoire ; le 18, il est à Gœrlitz ; il y reçoit des nouvelles de Ney, vivement pressé par Blücher. C'est là aussi qu'il est rejoint par le duc de Vicence. Ce retour annonce la rupture définitive des négociations ; mais Napoléon compte sur une victoire pour les renouer bientôt. En ce moment il croit encore que la brusque attaque de Blücher masque le mouvement de jonction des alliés en Bohême. Il court de Gœrlitz à Zittau ; déjà les soldats de Poniatowski ont franchi la frontière et chassent devant eux les avant-postes de la division autrichienne du comte de Bubna, qui maintenant prend part à la guerre, après avoir tant parlé de paix. L'empereur arrive à Gabel; c'est là qu'il apprend que Wittgenstein et Barklay de Tolly sont déjà à Prague, et qu'ils ont déjà fait, depuis le 13, leur jonction avec l'armée autrichienne. Napoléon se voit devancé par l'ennemi qu'il espérait arrêter au passage. La concentration des alliés menace évidemment Dresde : Tœplitz, où sont maintenant les Russes, n'est qu'à trois journées de cette ville. Mais les Autrichiens, massés autour de Kommotau, sont obligés d'aller chercher, par Marienberg et Freyberg, des chemins praticables : une pluie affreuse génera encore la marche de cette armée à travers les montagnes. Aucune de ces considérations n'échappe à Napoléon : le mouvement des ennemis lui laisse le temps de se porter en Silésie, et d'y gagner peut-être une bataille, puis de revenir sur Zittau, pour de là se porter soit sur les derrières de la grande armée alliée, soit directement au secours de Dresde. Mais chaque heure a son prix en ce moment. De Gabel, l'empereur est redescendu précipitamment à Zittau, d'où il repart presque aussitôt pour Gœrlitz. Le 20 au soir, il arrive à Lauban ; le lendemain matin il est à l'avant-garde de l'armée de Silésie, sur la rive gauche du Bober, à Lœwenberg.

L'impétuosité du vieux Blücher lui avait fait oublier les lois de la guerre. Dès le 14, le territoire neutre était envahi ; Sacken était entré à Breslau : le 16, vingt-quatre heures avant le terme de l'armistice, l'avant-garde du corps commandé par l'émigré français Langeron commettait les premières hostilités près de Lœwenberg. L'espoir de tourner le 5e corps explique cette brusque attaque sans la justifier. Le maréchal Ney s'était laissé surprendre, en comptant trop sur la bonne foi de l'ennemi. Dans la nuit du 17 au 18, le 5e corps, compromis par le mouvement de Langeron sur Zobten, rejoignit le 11e à Lœwenberg ; attaqués par Langeron et York, ils se maintinrent sur la rive gauche du Bober. Ney s'était d'abord replié de Liegnitz sur Haynau, pour gagner aussi Lœwenberg ; il se trouva coupé à Graditz, et se retira par Buntzlau, avec les 2e et 3e corps.

La scène change à l'arrivée de Napoléon et de la

[1] 4e, 7e et 12e corps, et 3e de cavalerie.

[2] 3e, 5e, 6e et 11e corps.

[3] Le 8e corps était celui du prince Poniatowski. Pendant l'armistice, j'avais été chargé de me concerter avec lui pour l'armement et l'équipement des Polonais. Ce fut entre nous l'occasion d'une correspondance qui se prolongea presque jusqu'à la catastrophe, des difficultés de tout genre s'étant élevées, surtout depuis la reprise des hostilités.

garde impériale. Les Français rétablissent, sous le feu de l'ennemi, les ponts coupés la veille pour arrêter sa marche. Napoléon, avec Lauriston et Macdonald, pousse York sur Goldberg; Ney, de son côté, repasse aussi le Bober, et chasse de Buntzlau l'avant-garde de Sacken. Blücher, réduit à son tour à la défensive, rappelle précipitamment le corps de Langeron, et se retire sur la rivière d'Haynau. Tandis que Ney ramène Sacken jusqu'à Liegnitz, et l'oblige de repasser la Katzbach, Blücher, qui avait pris position sur les hauteurs qui dominent Goldberg, y est attaqué avec impétuosité. Forcé de les abandonner, après une résistance opiniâtre, il se replie aussi sur la Katzbach, et rentre dans ses retranchements de Jauer.

Électrisée par la présence de l'empereur, l'armée de Silésie avait repris énergiquement l'offensive. Mais, du moment où elle a de nouveau franchi le Bober, Napoléon a compris, par les mouvements des ennemis, qu'ils ne cherchaient qu'à éviter une bataille générale : il n'y a donc plus rien à faire pour lui en Silésie; il y a beaucoup à faire, au contraire, en Bohême ou en Saxe. Dès le 22, la garde impériale en a repris la route. Les masses ennemies, en Silésie, étant définitivement diminuées de moitié, Napoléon croit pouvoir, sans inconvénient, prendre le 6e corps et la cavalerie de Latour-Maubourg. Le maréchal Ney, laissant la conduite de son corps au général Souham, accompagne aussi l'empereur, qui regretterait de ne pas l'associer à la victoire qu'il va chercher[1]. L'armée opposée à Blücher reste composée des 3e, 5e et 11e corps, et de la cavalerie du général Sébastiani. Par suite du départ de Ney, le commandement en chef passe au duc de Tarente. Macdonald est d'une loyauté, d'une intrépidité à toute épreuve; mais il n'est pas heureux à la guerre.

Napoléon, qui sent toute l'urgence de son retour, n'a pas même assisté au combat de Goldberg; le 23 au soir, il est revenu à Lœwenberg, le 24 à Gœrlitz. Il apprend là tout à la fois que le duc de Reggio vient d'essuyer un échec contre l'armée du Nord, et que la grande armée alliée menace le camp de Pirna. En recevant ces nouvelles, Napoléon a dû renoncer définitivement à son premier projet de déboucher par Prague. Les troupes d'Oudinot, en suivant ce mouvement pour former l'arrière-garde, auraient l'air de reculer par suite de l'affaire de Gross-Beeren; la grande armée alliée pourrait écraser le maréchal Saint-Cyr et emporter Dresde. Il est temps, et plus que temps de courir au secours de cette ville; Napoléon précipite sa marche sur Stolpen, avec sa garde et les 1er et 2e corps. Poniatowski reste à Zittau.

Le prince de Schwartzenberg avait pris le commandement en chef de la grande armée alliée, qui, d'après le nouveau plan d'opérations concerté depuis l'arrivée de Moreau et de Jomini, devait descendre des montagnes de Bohême sur Dresde, pendant que la brusque attaque de Blücher aurait attiré Napoléon en Silésie. Ce mouvement hardi et bien combiné n'aboutit pourtant qu'à une sanglante défaite, grâce à la lenteur et à la gaucherie qui présidèrent à son exécution. Le commandement suprême n'avait pu être refusé à l'Autriche, dont l'adjonction assurait la prépondérance militaire des alliés, et leur garantissait la prochaine adhésion des États allemands. Parmi les généraux autrichiens, aucun choix ne pouvait être plus agréable à l'empereur Alexandre que celui du prince de Schwartzenberg. L'année précédente, il s'était acquis assez de titres à la confiance et à la reconnaissance des Russes[2]. On ne saurait nier également que ce général diplomate n'ait rendu de grands services à la coalition pendant cette campagne et la suivante, en évitant, par sa modération et sa prudence, des conflits fâcheux entre les généraux et les officiers des diverses nations; sous ce rapport encore, ce choix fut judicieux. Mais il est également incontestable que cette réserve, cette temporisation qui étaient dans son caractère et qu'il appliquait à tout, contribuèrent puissamment à faire avorter l'expédition de Dresde; coup d'audace et de vigueur qui réclamait plutôt un Camille qu'un Fabius[3].

[1] Par un fâcheux malentendu, Ney avait cru que l'ordre de rejoindre l'empereur était pour lui et pour son corps, et l'avait en effet ramené jusqu'à Buntzlau, d'où il fallut le renvoyer de suite sur la Katzbach. Ces deux marches forcées, qui avaient exténué les troupes, n'ont pas été sans influence sur les désastres de notre armée de Silésie.

[2] « Nous nous trouvions encore en Autriche à l'époque de la rupture du congrès de Prague, et nous demandâmes à plusieurs personnages comment il se faisait que ce même Schwartzenberg, qui avait si bien servi Napoléon, que celui-ci l'avait fait revêtir du grade de feld maréchal, se trouvait maintenant employé contre lui, comme un des trois généraux en chef des armées alliées. Tous nous firent la même réponse : Schwartzenberg doit cette marque de confiance à *sa belle campagne politique* de Pologne. » Aubernon.

[3] Le général Jomini a tracé (IV, 374 et suiv.) un tableau assez exact des intrigues du quartier général allié. Il laisse percer malgré lui le dépit de n'avoir pas été nommé major général de l'armée alliée, comme il l'espérait. Moreau, qui arrivait pour en prendre le commandement en chef, n'était pas moins mécontent de la position subalterne à laquelle il était réduit. Ces mécomptes commençaient déjà la punition des deux transfuges français. L'empereur Alexandre seul les sou-

Le 15 août, l'armée combinée se déployait entre Aussig et Kommotau. Le 20 seulement, elle s'avança sur quatre colonnes à travers les montagnes de Bohême. On avait voulu laisser à Napoléon le temps de quitter Dresde, et dans ce moment-là, il en était déjà à trente lieues, poussant une reconnaissance en Bohême[1].

Le 24, la gauche de l'armée alliée débouche sur Pirna : c'est Wittgenstein qui la commande. En prolongeant sa résistance sur ce point, le maréchal Saint-Cyr s'exposerait à être tourné par la seconde colonne ennemie, celle de Barklay ; il se replie en hâte sur Dresde, où règne déjà la terreur. La troisième colonne, composée de troupes autrichiennes, et commandée par le généralissime en personne, arrive à Dippodiswalde. Le corps autrichien du général Klenau, placé précédemment en observation sur la frontière bavaroise, d'où il avait pu être retiré sans inconvénient dès les premiers jours d'août[2], formait la quatrième colonne, et s'avançait péniblement de Marienberg à Freyberg. Une pluie diluvienne, qui dans ce moment même favorisait les opérations de Blücher en Silésie, retardait et harassait, au contraire, les troupes de la grande armée dans les sentiers escarpés de la Bohême.

Cependant, le 25 au matin, l'armée russo-prussienne débouchait déjà par les routes de Pirna et de Dohna ; les Autrichiens qui venaient par les deux routes de Dippodiswalde, étaient en retard. Un conseil de guerre se ressembla sur les hauteurs de Rœcknitz, autour des souverains. Des dépêches de Blücher, du 22, venaient d'arriver ; il était alors en retraite devant l'armée française de Silésie, conduite par Napoléon lui-même. D'après ces données, Napoléon doit être encore en Silésie ; on a tout le temps de combiner une attaque générale sur Dresde[3], d'attendre et de laisser reposer les Autrichiens qui arrivent de Dippodiswalde ; d'attendre même le corps de Klenau qui est à une journée de marche en arrière. Débouchant par la route de Freyberg, il formera le prolongement de la grande armée sur la ligne de retraite de l'ennemi. Tel fut le plan stratégique que Schwartzenberg fit adopter, heureusement pour nous. L'attaque fut remise *au lendemain* 26, *dans l'après-midi.*

Le 24 au soir, Napoléon entrait à Stolpen avec la garde impériale et le 1er corps de cavalerie, qui avaient fait ce jour-là une marche de douze lieues. En route, il avait appris la retraite de Saint-Cyr sur Dresde. Le roi de Naples, parti en avant depuis le 23, venait de reconnaître la marche de l'ennemi. Deux partis s'offrent à Napoléon : prendre à revers l'armée alliée par Kœnigstein et Pirna, si Dresde peut résister vingt-quatre heures ; sinon marcher directement au secours. L'officier d'ordonnance Gourgaud était parti ventre à terre de Bautzen, pour aller chercher les derniers renseignements à Dresde ; à onze heures du soir il arriva à Stolpen. Les nouvelles qu'il rapporte ne permettent plus d'hésiter ; d'un moment à l'autre la ville peut être attaquée et enlevée. Gourgaud repart de suite pour annoncer que l'empereur arrive[4]. Le seul corps de Vandamme agira sur les communications de l'ennemi.

Le 26, à dix heures du matin, Napoléon est sur le pont de Dresde : sa garde, infatigable comme lui, a quitté Stolpen au point du jour ; à deux heures elle commence à défiler dans Dresde. Du sommet de la colline de Rœcknitz, les souverains alliés ont vu sur la rive opposée les bataillons français descendre par la route de Bautzen ; de ce moment, l'attaque projetée n'a plus de chances de succès : l'empereur Alexandre s'y oppose formellement ; mais l'état-major autrichien, soit obstination, soit lenteur, n'envoie pas à temps les contre-ordres. A quatre heures, trois coups de canon ont donné le

tenait; mais ayant dû, dès le principe, tout subordonner à l'Autriche, il ne pouvait plus les mettre à la place dont ils étaient dignes, tous deux étant mal vus de la coterie autrichienne.

[1] L'un des grands avantages des alliés dans cette malheureuse campagne, fut pourtant la célérité facile des renseignements sur la marche des armées françaises au milieu de populations ennemies, qui nous combattaient encore par l'espionnage, quand elles ne pouvaient mieux faire. Le prince de Schwartzenberg aurait donc dû être instruit de la marche de Napoléon en Silésie, qui, comme le fait observer Jomini, s'était faite à portée de fusil de la frontière autrichienne.

[2] Voy. le chap. suivant.

[3] Au moment même où les alliés délibéraient, Napoléon était déjà entre Gœrlitz et Bautzen, à trente lieues à peine de Dresde, quand on l'en croyait à plus de soixante. Le général Jomini opinait fortement pour tenter de suite un coup de main avec l'armée russo-prussienne que l'on avait sous la main. On n'osa pas prendre ce parti, faute de notions précises sur les forces de Saint-Cyr. En 1760, le grand Frédéric, ayant tenté une semblable attaque sur Dresde, échoua en effet, grâce à la résistance de la garnison, qui donna le temps à Daun d'arriver au secours; mais alors les fortifications existaient, tandis qu'en 1813 il n'y avait autour de la place que quelques ouvrages de campagne faits à la hâte.

[4] Dans la soirée du 25, les Autrichiens de Schwartzenberg, débouchant par les deux routes de Dippodiswalde, avaient pris position à la gauche de l'armée russo-prussienne. Plus de cent quatre-vingt mille hommes bivaquèrent en vue d'une ville défendue par vingt mille hommes à peine !

signal de l'attaque. L'armée alliée est pleine d'ardeur; la plus grande partie ignore que Napoléon est dans la ville. Six colonnes, précédées de trois cents pièces de canon, s'élancent sur les retranchements. En deux heures, toutes les redoutes, de l'Elbe à Freyberg, ont été démontées et enlevées; les soldats de Saint-Cyr, refoulés sur les faubourgs. Dresde est entourée de fumée et de flammes; les obus viennent éclater dans les rues. Une partie de la population assiste à la bataille, comme, en 1809, les habitants de Vienne à celle de Wagram, du haut des clochers et des édifices publics. Ces scènes de carnage et de terreur ne sont pas nouvelles pour le roi et les vieillards de son âge, qui se rappellent la guerre de 1756 : ils ont vu le grand Frédéric combattre où combat maintenant Napoléon.

Les colonnes ennemies, électrisées par leurs premiers succès, s'élancent sur les portes de la ville, en poussant leur grand cri de triomphe et de vengeance, *Paris, Paris!...* Elles se heurtent et reculent devant un élan plus terrible encore. A droite, Ney fond sur les Autrichiens par la porte de Plauen, avec deux divisions de la jeune garde; Mortier, avec deux autres, chasse les Russes du faubourg de Pirna; la réserve de Saint-Cyr déloge les Prussiens du parc royal. La présence de Napoléon se révèle aux assaillants épouvantés par cette offensive imprévue et formidable. Le cercle de feu qui enserrait la ville s'élargit et s'éloigne maintenant : les redoutes sont reprises sur toutes les routes. A l'entrée de la nuit, tout le terrain perdu depuis le matin est regagné. Du pont de Dresde, Napoléon presse l'arrivée des soldats de Marmont et de Victor, qui arrivent par la route de Bautzen sous le feu des batteries russes de la rive gauche. Maintenant, il n'est plus question de garnison ni d'assaut, mais de deux grandes armées et d'une vraie bataille. Pendant toute la nuit, et la journée suivante, la pluie ne cesse de tomber par torrents; le soleil ne pare plus nos sanglantes victoires.

Le 27, au matin, Napoléon est à la tête de cent dix mille hommes : les assiégés de la veille sont maintenant les assaillants. L'aile droite, sous Murat, s'étend de Kola à la route de Freyberg; le corps de Marmont se déploie en face des hauteurs de Rœcknitz; Saint-Cyr occupe le parc; la jeune garde, commandée par Ney, s'appuie à l'Elbe et forme l'aile gauche.

Cent quatre-vingt mille ennemis se déploient autour de l'armée française [1]. Ils veulent obtenir, d'une bataille rangée, le résultat manqué par leur tardif assaut. Le plan de Schwartzenberg est simple, beaucoup trop simple même, en face d'un adversaire tel que Napoléon : il consiste à renfermer l'armée française entre l'Elbe et une ligne concentrique, tirée de Blasewitz à Priessnitz. Son centre et son aile droite s'étendent de Plauen à l'Elbe : Colloredo et Chasteler occupent les hauteurs de Rœcknitz, en face de Marmont; Barklay et Kleist sont opposés à Saint-Cyr; Wittgenstein à Ney. A la gauche de Plauen, au delà de la Wesseritz et du profond défilé de Thorandt, se prolongent les corps de Giulay et de Metzko jusqu'à Wehlitz; ils doivent donner la main au corps de Klenau, si impatiemment attendu, qui, s'étendant de là jusqu'à Priessnitz, compléterait l'investissement de Dresde. En attendant, le prolongement des Autrichiens au delà des gorges qui dominent la Wesseritz était une de ces fautes qu'on ne commet pas impunément devant Napoléon. Il se hâte de prendre l'offensive pour en profiter. Tandis que Bellune attaque et renverse Giulay, le roi de Naples, à la tête des cuirassiers Latour-Maubourg, prend en flanc la division Metzko. Par un oubli impardonnable, Schwartzenberg avait négligé de porter à sa gauche une partie de sa nombreuse cavalerie, qui resta entassée inutilement au centre pendant toute la journée. Le corps de Giulay fut mis en pleine déroute; celui de Metzko ne put pas même échapper; dix mille hommes mirent bas les armes à la fois [2].

A notre gauche, le prince de la Moskowa avait obtenu aussi un succès, quoique moins décisif, en repoussant Wittgenstein sur le corps de Kleist, que Saint-Cyr avait également combattu avec quelque avantage. En suivant le mouvement de retraite de l'ennemi sur son centre, Ney s'étendait dans la vallée, presque parallèlement à l'Elbe; son ancien chef d'état-major, devenu général russe [3], opinait pour qu'on dirigeât de suite sur lui le corps de Kleist et les réserves de Miloradowitz par Strehlen, et celles de Barklay, par Laubnitz; manœuvre hardie qui aurait pu culbuter notre aile droite dans l'Elbe. Le mérite de ce mouvement a néanmoins été contesté. Au moment où le conseil en fut donné, la déroute de l'aile gauche était complète. Si les alliés avaient alors dégarni leur centre, Napoléon, ayant

[1] Les pertes des alliés, dans la journée de la veille, se trouvaient compensées, et au delà, par l'arrivée de l'avant-garde de Klenau, sous le commandement du général Metzko.

[2] Le corps de Chasteler, placé près de celui de Giulay, assistait à sa défaite sans pouvoir le secourir, étant tenu en respect par la cavalerie de la garde et par la gauche du 2e corps, qui avait pris position sur la rive gauche de la Wesseritz. Les grenadiers de Bianchi, qui seuls avaient pu déboucher à temps de Pléam, furent entraînés dans la déroute.

[3] Jomini.

ses réserves intactes, aurait pu y tenter une attaque décisive, tandis qu'il fallait se borner à une vive canonnade en présence de leurs masses immobiles. Cette partie du champ de bataille va pourtant devenir le théâtre de l'événement le plus grave qui ait signalé cette journée célèbre. Du sommet de la colline de Rœcknitz, les souverains pouvaient voir leur terrible adversaire parcourant les lignes françaises. Napoléon s'arrête à une batterie placée en face même de cette hauteur, et dont les canonniers semblent las de tirer des coups inutiles ; il les encourage à reprendre leur feu, et c'est un boulet tiré sous ses yeux qui va frapper mortellement le général Moreau, auprès de l'empereur Alexandre [1] !

Il mourut à Prague, au bout de cinq jours, après avoir supporté un transport pénible, et deux cruelles amputations, avec le stoïcisme des vieux généraux de l'ère républicaine. Il n'avait trouvé qu'auprès de l'empereur Alexandre l'accueil empressé qu'il attendait de tous. Les Prussiens, les Autrichiens surtout avaient mal reçu leur ancien vainqueur ; en armant Moreau contre Napoléon, ils semblaient demander pardon des guerres de la république. Mais sa blessure mortelle avait fait de lui, pour quelques jours, le personnage le plus important de l'armée alliée ; l'orgueil satisfait adoucit ses derniers instants. Pourtant nous répugnons à croire que la nouvelle des désastres de Kulm et de la Katzbach ait été, comme on l'a dit, la plus sensible consolation [2] de ses dernières heures. Nous aimerions mieux supposer que l'orgueil et la haine ont quitté son âme avant le trépas ; que les ennemis de la France, groupés autour de ce lit d'agonie, ont dû nous dissimuler quelques sentiments d'inquiétude ou de remords.

A l'endroit même où tomba Moreau, s'élève un monument funèbre, rarement visité par des Français. Devant les tombes de Marceau, de Bessières, de Poniatowski, le voyageur n'éprouve qu'un sentiment de pieuse et sympathique affection ; devant celle de Moreau, c'est quelque chose d'indéfinissable, une impression confuse de douleur et de pitié pour un grand homme, flétri encore par ce dernier hommage des étrangers. Au reste, l'expiation désarme la justice de l'histoire. Elle sera plus sévère, sans doute, pour Bernadotte, récompensé de sa défection par une couronne, que pour Murat, tombant sous les balles napolitaines, que pour le vainqueur de Hohenlinden, porté mourant sur un brancard de lances cosaques [3].

La blessure du général Moreau avait mis de la confusion dans l'état-major des souverains alliés. En ce moment même, ils apprenaient que Vandamme avait débouché par Kœnigstein, et s'avançait sur leur ligne de retraite avec des forces supérieures. La pluie continuait à tomber avec une violence inouïe. Les nuages étaient si épais, qu'à cinq heures, au mois d'août, la nuit semblait venue. Un conseil de guerre fut tenu à la hâte ; l'empereur Alexandre, le roi de Prusse surtout, dont les troupes avaient moins souffert, voulaient risquer une troisième bataille ; mais les généraux autrichiens décidèrent la retraite. Ils n'avaient plus ni vivres, ni munitions ; toute la perte avait porté sur leurs troupes ; enfin, la victoire des alliés eût-elle été assurée pour le lendemain, la politique prescrivait au prince de Schwartzenberg de ne pas laisser engager une affaire, dans laquelle les troupes de sa nation ne pouvaient plus jouer qu'un rôle secondaire. Le corps de Klenau, dont l'attente avait causé de si funestes délais, paraissait à peine à l'extrémité du champ de bataille, vers Rühlsdorf, à la nuit tombante. Il reçut de suite l'ordre de retourner en arrière. La retraite des alliés fut mal combinée, l'encombrement affreux dans ces chemins de montagnes devenus des torrents.

Cette fois, nous avions une véritable victoire. Plus de trente mille ennemis étaient hors de combat, y compris les prisonniers ; et pourtant les vaincus se retiraient plus nombreux encore que les vainqueurs. Deux cents pièces ou caissons d'artillerie, plus de mille voitures, un grand nombre de traînards et de blessés furent enlevés dans une poursuite de deux jours. Généraux, officiers et soldats avaient été dignes de leur chef. Cette grande journée, en nous vengeant de la perfidie autrichienne, semblait inaugurer une ère nouvelle de triomphes ; elle fut le dernier adieu de la fortune aux armées

[1] Le boulet lui fracassa les deux jambes. Un grand mouvement, qu'on aperçut de suite sur la colline, ne permit pas de douter qu'un personnage important n'eût été frappé. On apprit le soir même que son brancard était porté alternativement par des soldats des trois nations ; ce qui fit croire d'abord que c'était le généralissime Schwartzenberg. Le lendemain, un lévrier, désigné comme appartenant au général blessé, fut amené à Dresde. Le nom de Moreau était sur son collier.

[2] Schœll, III, 66.

[3] Après la chute de Napoléon, les écrivains royalistes n'ont pas manqué de faire de Moreau une victime du dévouement à la cause des Bourbons. Ce que nous avons dit de son caractère, dans le tome I[er] de cet ouvrage, à propos de la conspiration de 1804, suffit pour faire justice de cette allégation. Malgré les intrigues ourdies autour de lui, Moreau était resté le même ; il était venu combattre comme il avait conspiré, dans l'intérêt de son ambition personnelle. N'ayant pas cru au rétablissement des Bourbons, il n'a jamais pu songer à jouer le rôle de Monk à leur profit.

françaises. L'effet moral qu'elle aurait pu produire fut annulé par une suite non interrompue de revers.

Un premier échec avait déjà marqué la reprise des hostilités contre l'armée du Nord. Le duc de Reggio, chargé de l'attaque de Berlin, avait habilement masqué son mouvement en se portant à Baruth, et semblant y prendre une attitude défensive. Bernadotte, rassuré par cette feinte, ne songeait qu'à étendre ses cantonnements, quand il fut instruit par ses éclaireurs que toute l'armée française avait fait un revirement sur sa gauche, et marchait vers Trebbin. En effet, les 4ᵉ et 7ᵉ corps avancèrent vivement dans les journées du 21 et du 22, chassant les avant-gardes ennemies, d'un côté, de Schutzendorf et du défilé de Johndorf; de l'autre, de Trebbin et de Thyrow, sur la chaussée même de Berlin. Le lendemain, Oudinot, évidemment persuadé que, grâce à la promptitude de son mouvement, il allait donner sur des troupes éparses dans leurs cantonnements, et faciles à battre en détail, déploya les siennes dans des directions tout à fait divergentes, sur un terrain difficile et coupé de bois et de marécages; il dirigea le 4ᵉ corps sur Blankelfelde, le 7ᵉ sur Gross-Beeren, et s'avança lui-même sur Ahrensdorf avec le 12ᵉ, suivant la ligne la plus directe vers Potsdam [1]. Par ce mouvement, il espérait pouvoir dès le lendemain se mettre en communication avec la garnison de Magdebourg, qui devait faire une pointe sur la route de Berlin par Ziesar [2]. Tous ses calculs furent déjoués par la prompte concentration des ennemis, d'ailleurs bien plus nombreux qu'on ne l'avait cru. Bernadotte nous attendait dans une belle position; la gauche au lac de Blankenfelde, le centre à Rühldorf, la droite appuyée aux bois qui bordent la Saare près de Drewil. Le général Bertrand, avec le 4ᵉ corps, combattit toute la journée à Blankenfelde, contre le corps prussien de Tauentzien, deux fois plus fort que lui. Le général Reynier, l'un de nos officiers les plus instruits, mais aussi l'un des moins heureux, alla donner à Gross-Beeren contre Bülow. Ce fut donc sur le 7ᵉ corps, composé en grande partie de troupes allemandes, que porta le fort de l'action. Attaqué vers les trois heures après midi par trente-cinq mille hommes et cent pièces de canon, il fut refoulé en désordre dans les bois, laissant à l'ennemi 1,500 prisonniers saxons et hessois qui n'avaient pas fait de grandes difficultés pour se laisser prendre [3]. La brigade Guilleminot et la cavalerie du général Fournier, détachées d'Ahrensdorf sur Gross-Beeren au bruit de la canonnade, arrivèrent à temps pour protéger la retraite. Cet échec forçait le duc de Reggio d'ajourner l'expédition de Berlin. Craignant d'être suivi et entouré par des forces supérieures, il ordonna la retraite sur Wittemberg, dont on n'était qu'à dix lieues; elle se fit en bon ordre. L'armée du Nord suivit ce mouvement, et vint prendre position de Cosswig à Zahna, autour de Wittemberg, de manière à pouvoir livrer bataille à Oudinot, soit qu'il voulût se porter sur Berlin ou se rapprocher de la grande armée [4].

Napoléon avait appris cet échec en repassant par Gœrlitz pour aller au secours de Dresde. Il fut surtout très-contrarié de la retraite d'Oudinot sur Wittemberg. Ce mouvement est, en effet, la faute la plus grave qu'ait commise le duc de Reggio dans cette échauffourée; il n'aurait été excusable qu'à la suite d'une défaite complète, et par conséquent il accréditait les exagérations de Bernadotte au sujet de l'affaire de Gross-Beeren. Oudinot, au lieu de se replier par Luckau sur Napoléon, s'en était éloigné, et s'était placé de manière à être facilement tenu en échec par l'ennemi, qui put enlever la garnison de Luckau, et jeter des partis entre l'Elster et la Sprée, jusque sur la ligne d'opération de la grande armée française. Napoléon comptait aller prendre lui-même le commandement des troupes d'Oudinot, leur réunir celles avec lesquelles il avait sauvé Dresde, culbuter l'armée de Bernadotte et s'emparer de Berlin. Les nouvelles fâcheuses qu'il reçut le 28 de la Silésie, le forcèrent bientôt de modifier ses projets et de courir au plus pressé; il remplaça seulement Oudinot par Ney, qui devait être encore plus malheureux.

L'armée française de Silésie avait essuyé, trois jours après l'affaire de Gross-Beeren, un échec bien

[1] Le maréchal savait que le 21 les Suédois étaient à Potsdam; les Russes à Saarmund; deux divisions prussiennes cantonnées de Saarmund à Sputendorf. Il espérait avoir marché assez promptement pour surprendre quelque corps isolé.

[2] Le corps de blocus de Magdebourg ayant été appelé sur la Saare par Bernadotte, une partie de la garnison put en effet s'avancer jusqu'à Lubnitz. L'échec d'Oudinot rendit cette sortie inutile. Attaqué le 25 par des forces supérieures, le général Gérard fut repoussé avec perte sur Magdebourg.

[3] Ils entrèrent de suite au service de la Prusse, et formèrent le noyau d'une légion allemande, qui se grossit promptement des détachements isolés de soldats de la confédération, que les Cosaques amenaient par centaines.

[4] On a reproché à Bernadotte d'avoir mis de la mollesse dans sa poursuite : il est certain que les Suédois et le corps de Wintzingerode restèrent assez mal à propos immobiles le 25 août. Au reste, ce reproche, s'il était fondé, ferait plutôt honneur au prince de Suède. C'était la première fois qu'il combattait ses compatriotes.

plus désastreux vers la Katzbach. Trompé par des reconnaissances inexactes, le duc de Tarente avait mis, le 24 août, ses troupes en mouvement, croyant Blücher en retraite sur Breslau, au moment même où celui-ci se préparait à reprendre l'offensive. Le 26, au matin, le 3e corps, qui formait la gauche du mouvement, se mit en marche de Rothkirch vers Liegnitz ; Macdonald, avec le 11e, franchit la Katzbach et la Wüthende[1]-Neisse au gué de Schmæchwitz, et remonta cette rivière jusqu'au débouché de Weinberg, où la cavalerie de Sébastiani, descendant de Kroitsch, devait le rejoindre par le défilé de Niederkrayn. Enfin, le 5e corps s'avançait vers Hennersdorf, sauf la division Puthod, détachée vers Weinberg pour maintenir les communications avec le 11e.

Blücher, reprenant l'offensive, avait repoussé le corps de Langeron sur Hennersdorf, où il se trouva bientôt aux prises avec les soldats de Lauriston. Le corps de Sacken, qui formait la droite des alliés, était en marche sur Eichholz ; enfin Blücher lui-même, avec le corps d'York, descendait vers l'embouchure de la Wüthende-Neisse, en suivant la ligne de hauteurs qui dominent le cours de cette rivière. Il marchait ainsi précisément à la rencontre du 11e corps, et sans le savoir, car il nous apprend lui-même dans son rapport, que des dispositions étaient prises pour attaquer le 3e corps avec York et Sacken[2]. Les deux armées donnaient au hasard l'une sur l'autre ; mais tout le désavantage était pour Macdonald, qui, avec le 11e corps seul, allait avoir affaire au centre et à l'aile droite des alliés. S'il s'était attendu à combattre au débouché de Weinberg, il n'aurait certainement pas porté le 3e corps sur Liegnitz, à plus de trois lieues de là, quand il pouvait l'amener facilement, par Schmæchwitz et Schweinitz, sur la droite de l'ennemi.

Blücher, général plus que médiocre comme tacticien, devenait redoutable dès qu'il voyait l'ennemi, par une impétuosité toute juvénile, qui démentait son âge. Du plateau de Weinberg, il vit déboucher le 11e corps, et comprit qu'il avait la victoire dans les mains. Rappelant le corps de Sacken à sa droite, il replie l'avant-garde d'York pour engager tout à fait Macdonald. Celui-ci se déploie à la hâte entre Weinberg et Kleintintz ; bientôt il est assailli de front avec impétuosité, et de plus pris en flanc sur la gauche, vers Eichholz, par Sacken. La cavalerie de Sébastiani, débouchant de Niederkrayn, à l'extrémité opposée, ne put arriver à temps pour protéger l'aile gauche ; tout fut rejeté pêle-mêle sur la Neisse et la Katzbach. Souham, en marche vers Liegnitz avec le 3e corps, s'était arrêté au bruit de la canonnade, et se rabattait sur Kroitsch, pour venir au secours ; il était déjà trop tard. Une de ses divisions, débouchant à son tour par Weinberg, fut culbutée par les Prussiens ; les deux autres, ayant voulu tenter une attaque par Schmæchwitz sur la droite de l'ennemi, furent également repoussées par le corps de Sacken. La nuit était venue ; l'armée était dans un affreux désordre ; il fallut songer à la retraite. Macdonald repassa la Katzbach, et fila de suite sur Buntzlau, avec le 3e corps et les débris du 11e, qui avait perdu son artillerie et ses équipages dans le funeste défilé de Krayn. Au moment même où Napoléon triomphait à Dresde, les malheureux soldats de Macdonald, épuisés de fatigue et de faim, marchaient sous une pluie furieuse, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture dans tous les ruisseaux devenus des torrents, et fuyaient cette terre maudite, où les éléments eux-mêmes semblaient s'associer à la résistance et à la haine des Prussiens. Toutes les rivières avaient débordé et rompu leurs ponts ; celui de Buntzlau, sur le Bober, avait seul résisté. A notre aile droite, Lauriston, après s'être maintenu pendant toute la journée du 26 contre les forces supérieures de Langeron, se retira aussi à la faveur de la nuit. Le lendemain, vivement poursuivi et attaqué près de Goldberg, il dut sacrifier une partie de son artillerie pour hâter sa marche ; ayant su à temps que le pont de Lœwenberg était emporté, il se dirigea de suite sur Buntzlau. Mais la division Puthod, du 5e corps, détachée le 26 vers Macdonald, se trouva tout à fait perdue dans les montagnes : pendant que l'ennemi suivait Lauriston, elle atteignit le Bober à Hirschberg, où elle ne trouva plus de pont; redescendit jusqu'à Lœwenberg, où elle essaya vainement d'en rétablir un. Le 29, elle se trouva coupée de Buntzlau, le corps de Langeron s'étant rabattu sur elle. Cernée et accablée au Bober, elle mit bas les armes, après une résistance honorable. La bataille de la Katzbach et ses suites nous coûtèrent ainsi dix mille hommes tués ou blessés, et quinze mille prisonniers[3].

Telle fut cette bataille, comparée mal à propos à celle de Rosbach par les Prussiens. Blücher avait été plus heureux qu'il ne le méritait. Le bulletin même de sa victoire prouve qu'elle fut principalement due au hasard. Pendant qu'il poussait son centre et sa droite sur le 3e corps, le 11e, dont il n'avait pas compris la marche, aurait pu se porter sur Hennersdorf avec le 5e, et écraser le corps de

[1] Furieuse. Elle se montra digne de son nom dans cette journée de malheur.

[2] V. Schœll, IV, 362.

[3] La perte de l'ennemi avait été très-forte dans la bataille. Les corps de Sacken et d'York, épuisés de fatigue, ne purent passer la Katzbach que le 28.

Langeron ; ce que Macdonald n'aurait pas manqué de faire, s'il n'avait pas cru Blücher en retraite. Les combinaisons stratégiques de celui-ci devaient donc aboutir à une sanglante défaite; il n'a été vainqueur que par les malheureuses dispositions de son adversaire. Cette journée, qui lui a valu le titre de prince, n'était donc vraiment qu'une grande échauffourée. Elle a dù exciter l'enthousiasme d'un peuple trop longtemps humilié, qui voyait commencer sa vengeance; mais, au point de vue de l'art militaire, qu'est-ce que l'affaire de la Katzbach, auprès des grandes batailles de l'empire ? Celle de Iéna avait lavé l'affront de Rosbach; Leipzig et Waterloo même n'ont pas suffi pour consoler de Iéna les Prussiens.

Les revers de nos armées du Nord et de Silésie laissaient du moins intacte la victoire de Dresde; le désastre éprouvé par le général Vandamme, à Kulm, vint nous ravir ce dernier avantage.

On se rappelle que Napoléon, revenant de Silésie au secours de Dresde, était arrivé à Stolpen le 25 août, décidé encore à prendre à revers l'armée ennemie par les ponts de Lilienstein et la route de Pirna, si Dresde pouvait seulement résister vingt-quatre heures. Le danger pressant de cette ville l'avait décidé à changer de plan, non sans regret, car « c'était peut-être le moyen d'en finir une bonne fois avec ses ennemis [1]. » Le général Vandamme avait été appelé de Rumbourg sur Kœnigstein avec le 1er corps, pour former l'avant-garde de ce mouvement; le 25 août même, il débouchait par les ponts de Lilienstein, et refoulait sur Pirna le général Ostermann, qui bloquait la forteresse de Kœnigstein avec une division de la garde russe et le corps du prince Eugène de Wurtemberg. Cependant Napoléon, se décidant à marcher sur Dresde, et sûr de vaincre, comptait sur Vandamme pour barrer la route au moins à l'aile droite de l'armée ennemie, qui aurait dû naturellement se retirer par la chaussée de Dresde à Prague. Le général Haxo apporta de Stolpen l'ordre de gagner cette route par Pirna, et de marcher de suite par Gieshübel et Hollendorf sur Peterswalde, position inexpugnable dont l'occupation devait arrêter les fuyards, quel que fût leur nombre. Le 26 août, en effet, pendant l'attaque de Dresde, Vandamme repoussa Ostermann du camp retranché de Pirna, puis se porta vivement sur la route de Prague, dans la direction de Peterswalde. Pendant ce temps, la bataille du 27 se décidait et faisait perdre à Ostermann ses communications avec la grande armée alliée, les troupes de Kleist, de Wittgenstein et de Barclay s'étant rejetées sur les montagnes pour opérer leur retraite. Abandonné à lui-même, le général russe ne perdit pas la tête; il revint brusquement sur Vandamme, s'ouvrit un passage à travers les troupes françaises, et parvint le premier à Peterswalde, où il rallia les siennes. Le salut de toute l'armée alliée dépendait, en ce moment, de ses douze mille hommes. Le résultat de la bataille de Dresde avait tellement déconcerté les généraux alliés, qu'ils n'avaient pas réfléchi, en retirant toutes leurs troupes par les montagnes, qu'ils laissaient Vandamme à une journée de marche plus près qu'eux de Tœplitz, point central vers lequel convergeaient les masses en retraite; qu'il suffisait à l'empereur Napoléon de cette même journée pour porter vingt-cinq ou trente mille hommes en Bohême à la suite de Vandamme, et qu'ainsi soixante mille Français pouvaient devancer leurs premières colonnes à Tœplitz. Ostermann se trouvait seul placé entre eux et la destruction [2].

Cependant Vandamme s'était mis à la poursuite d'Ostermann. Dans la nuit du 28 au 29, il reçut un ordre du major général, ordre daté du 28, à quatre heures de l'après-midi, à une lieue de Pirna. L'empereur avait quitté Dresde avec sa garde à neuf heures du matin, il allait passer la nuit à Pirna. « L'empereur désire, écrivait Berthier, que vous recueilliez toutes les forces qu'il met à votre disposition, et qu'avec elles vous pénétriez en Bohême et culbutiez le prince de Wurtemberg [3], s'il tentait de s'y opposer. L'ennemi, que nous avons battu, *paraît se retirer sur Annaberg* [4]; Sa Majesté pense que *vous pourriez* arriver avant lui sur la communication de Tetschen, Aussig et Tœplitz, et par là prendre ses ambulances, ses équipages, ses bagages, enfin, tout ce qui marche derrière une armée. L'empereur ordonne qu'on lève le pont de bateaux devant Pirna, afin de pouvoir en jeter un à Tetschen. »

La marche de Napoléon sur Pirna, l'annonce de préparatifs pour passer l'Elbe à Tetschen, indiquaient un mouvement général sur Prague, dont Vandamme devait former l'avant-garde. D'après de telles dispositions, ne doutant pas qu'il allait être

[1] Paroles de Napoléon au général Haxo, en l'envoyant auprès de Vandamme avec des instructions.

[2] La conduite de ce général, pendant les journées du 28 et du 29, est au-dessus de tout éloge. Elle suffit pour faire la critique des alliés; car si Ostermann a pu seul faire une trouée sur la route de Tœplitz, les corps presque intacts de Barclay et de Wittgenstein auraient certainement passé, et le danger d'être coupé de Tœplitz n'existait plus.

[3] Le corps d'Ostermann.

[4] Annaberg est à dix lieues de Tœplitz.

soutenu, il s'engage sans hésiter en Bohême, à la poursuite d'Ostermann.

On s'étonne sans doute des détails stratégiques que nous prodiguons ici. C'est que le moment auquel nous arrivons n'est pas ordinaire. La journée du 28 août 1813 venait d'être marquée par un de ces misérables incidents que l'historien ose à peine retracer, et qui décident parfois du destin des empires. Avant de parler de cet incident qui nous fit perdre tout le fruit de la bataille de Dresde, il importe d'examiner l'ordre dicté à Berthier. On comprendra bientôt l'importance de la question sous tous les rapports.

Lorsque la grande armée alliée commença son mouvement de retraite, elle avait perdu sa grande communication de Bohême par sa gauche et par sa droite [1]. En effet, d'un côté, Murat ayant débordé et renversé la gauche des alliés, tenait la route de Freyberg; de l'autre, Vandamme avait intercepté la grande route de Prague à Dresde. L'ennemi s'étant tout à fait replié sur les montagnes, et n'ayant fait aucun mouvement sur la chaussée de Pirna, l'empereur a pu croire, comme l'indique la lettre de Berthier, qu'une grande partie des troupes ennemies, complétement démoralisées, lui abandonnaient en effet la route de Prague, et, se hâtant de mettre entre elles et les vainqueurs tous les défilés de l'Erzgebirge, filaient sur Marienberg vers Annaberg, pour se réorganiser dans les plaines de Commotau. Napoléon se trompait; le corps de Klenau suivait seul cette direction; tout le reste de l'armée alliée se rabattait sur Tœplitz; les Autrichiens et Barclay par Altenberg et Zinnwald, en suivant des chemins presque impraticables, et le corps de Kleist, par Maxen et Glasshütte [2]. Au moment où Napoléon dictait à Berthier l'ordre que nous venons de citer, il manquait donc encore de renseignements précis sur la direction que suivait l'armée alliée : ses instructions n'étaient et ne pouvaient être que conditionnelles; il devait supposer que Vandamme, côtoyant l'ennemi en marche, s'éclairerait sur sa droite, et ne se compromettrait pas trop loin de Saint-Cyr, dont la colonne n'était pas éloignée de ce côté. Ainsi, le 28, Vandamme était dirigé vers Tœplitz pour ouvrir la route de Prague, enlever des équipages et des magasins, et inquiéter la retraite de l'ennemi à travers l'Erzgebirge [3]. Si l'empereur avait connu alors toute l'importance du mouvement qu'il prescrivait, son ordre eût assurément été bien plus positif. Toutefois le désastre des alliés n'en devait pas moins être complet, puisque Napoléon se portait lui-même sur la route de Prague, et devait ainsi arriver à temps, même sans se presser, pour soutenir Vandamme.

Le 28 août, à neuf heures du matin, Napoléon, prêt à monter à cheval, dit à haute voix devant plusieurs personnes : « *J'ai envie d'aller voir ce que fait Vandamme* [4]. » Il part, en effet, pour Pirna avec sa garde, recueillant avec empressement en route tous les renseignements possibles sur la retraite des alliés et sur la marche de Vandamme; il apprend que ce général est à la poursuite du corps ennemi qui avait bloqué Kœnigstein et occupé le camp retranché de Pirna : il dicte pour lui la lettre que nous avons citée. Enfin, vers cinq heures, il est au moment d'entrer dans Pirna; soudain ceux qui l'entourent voient ses traits se décomposer par suite de violentes douleurs. Des frissons, des vomissements surviennent; c'est une indisposition qui s'annonce avec les caractères les plus graves; l'empereur remonte dans sa voiture et retourne à Dresde.

Voyons maintenant ce qui se passe dans les montagnes à quelques lieues plus loin.

Dans la journée du 28, au moment même où Napoléon marchait de Dresde à Pirna, le comte Ostermann s'était ouvert un passage à travers les soldats de Vandamme, comme nous l'avons déjà dit. Vandamme, qui s'est mis à sa poursuite, et occupe à son tour Peterswalde, reçoit dans la nuit la lettre de Berthier : il n'y voit que deux choses, l'exhortation de marcher en avant, et l'assurance que l'empereur va le soutenir et n'est qu'à une marche de lui. La garde est à Pirna; le 29 au soir elle sera à Peterswalde. Quel serait l'ennemi assez audacieux pour venir se placer sur la route de Tœplitz, entre l'empereur, le 1er corps et celui de Saint-Cyr, qui s'avance dans les montagnes sur la droite [5]? Vandamme ne songe plus qu'à pousser jusqu'à Tœplitz, et pourtant il ne soupçonne pas

[1] Nouvelles officielles du 28 août (Moniteur du 6 septembre).

[2] Ces deux corps devaient se retirer par Dohna et Gieshübel : tous deux s'étaient rejetés plus avant dans les montagnes, craignant de trouver la grande route coupée par des forces supérieures. Les réserves de Barclay allèrent s'encombrer avec les Autrichiens dans les défilés d'Altenberg.

[3] « Dans la journée du 29, le général Vandamme s'est placé sur les hauteurs de la Bohême, *et s'y est établi*. Il fait battre le pays par des coureurs et des partis, pour avoir des nouvelles de l'ennemi, l'inquiéter, *et s'emparer de ses magasins*. » (Nouvelles de l'armée, du 30 août au matin.) Dans ce moment encore, Napoléon ne connaissait pas d'une manière précise la direction suivie par l'ennemi.

[4] Ce propos me fut répété presque aussitôt par le duc de Vicence, exactement dans les termes que je rapporte ici.

[5] Vandamme ne se rendait pas suffisamment compte

encore toute l'importance de ce mouvement qui le placerait sur la véritable ligne de retraite des alliés.

L'empereur Alexandre et le roi de Prusse, prenant l'avance sur leurs troupes encore engagées dans les défilés de l'Erzgebirge, s'étaient rendus à Tœplitz ; ils y avaient rejoint l'empereur d'Autriche et le corps diplomatique, et se croyaient séparés de toute troupe française par leurs colonnes en retraite. La nouvelle de l'arrivée de Vandamme mit un terme à leur sécurité : ce fut un sauve-qui-peut général sur Prague. Vandamme, de son côté, s'avança avec d'autant plus d'impétuosité qu'il venait enfin d'apprendre que toute l'armée ennemie se repliait sur Tœplitz, mais qu'elle en était encore plus éloignée que lui. Se croyant toujours soutenu par l'empereur, il n'hésita pas à dégarnir la position de Peterswalde, et à engager toutes ses forces contre Ostermann qui lui barrait le passage. L'héroïque résistance de celui-ci, pendant toute la journée du 29, sauva la grande armée alliée tout entière. Vivement pressé par des forces supérieures, il fut acculé jusqu'à une demi-lieue de Tœplitz même et du débouché de Zinnwald, où les têtes de colonnes austro-russes ne pouvaient arriver que le soir. Sa résistance désespérée dans la dernière position qu'on pût défendre, entre Rosenthal et Serbitz, donna le temps aux premiers bataillons qui débouchèrent d'Eichwald de venir au secours. Ce renfort de troupes fraîches obligea Vandamme à se retirer sur Kulm.

Jusqu'ici la conduite de ce général a été irréprochable; elle va cesser de l'être. Ne recevant de nouvelles ni de Saint-Cyr ni de l'empereur, ayant devant lui des forces supérieures, la prudence lui faisait un devoir impérieux de regagner Peterswalde [1]. Une fausse interprétation de l'ordre qu'il avait reçu la nuit précédente le décida à se maintenir à Kulm. Du moment où il sut que l'occupation de Tœplitz pouvait couper toute l'armée alliée, il oublia que le dernier ordre qu'il avait reçu se rapportait à d'autres prévisions. On sait le résultat de son audace inconsidérée. Le lendemain matin Vandamme, attaqué de front par plus de soixante et dix mille hommes, se défendit avec une rare intrépidité; mais vers les deux heures après-midi, sa gauche étant débordée entièrement par la cavalerie ennemie, il dut se mettre en retraite vers Nollendorf, par la route de Peterswalde. Bientôt il se trouva pris entre deux feux ; la retraite lui fut fermée par le corps de Kleist, qui déboucha par le défilé de Tellnitz sur notre ligne de retraite. Toutefois le désastre fut moins grand qu'il n'aurait dû être, grâce à l'impétuosité de nos soldats qui, se jetant en masse sur les Prussiens, les culbutèrent et rejoignirent le maréchal Saint-Cyr ; mais toute l'artillerie du 1er corps et sept mille prisonniers restèrent aux alliés. Parmi ces prisonniers se trouvaient les généraux Vandamme, Haxo et Guyot [2].

Le 30 août fut un heureux jour pour les souverains alliés. Les nouvelles de la Katzbach arrivèrent à Tœplitz au moment où la bataille de Kulm finissait. La joie de ces deux victoires fit oublier les désastres et la terreur panique des jours précédents. Cependant l'empereur Alexandre ne pouvait oublier que la défense héroïque des vétérans de sa garde avait sauvé la veille toute l'armée, peut-être même l'avenir de la coalition. Il leur en témoigna sa reconnaissance par des distinctions militaires, et par une proclamation spéciale, mise à l'ordre du jour de l'armée [3].

Napoléon, promptement rétabli de son indisposition par le repos de la nuit, avait appris, le 29 au matin, la défaite de Macdonald. Cette mauvaise nouvelle lui fit abandonner tout à fait l'idée de marcher sur Prague, à laquelle il n'avait pas encore renoncé la veille. L'impression produite par la défaite de la Katzbach devait disparaître entre la victoire de Dresde et un autre succès éclatant, qui ne pouvait plus être que la prise de Berlin. Telle fut la pensée de Napoléon pendant toute la journée du 29. Il croyait que Macdonald, quoique vaincu, pourrait se tenir encore seul sur la défensive, et lui laisser le temps d'aller battre l'armée du Nord. Il se préparait donc à rappeler ses troupes engagés dans la Bohême, sitôt qu'il aurait des renseignements positifs sur la retraite de la grande armée alliée. Pour Vandamme, le 30 au matin, il le croyait encore à Peterswalde, poussant seulement des partis plus loin. Ce ne fut qu'un peu avant midi qu'il apprit la marche de ce général sur Tœplitz.

des obstacles qui devaient retarder la marche de Saint-Cyr dans les montagnes. Le 29 au soir, ce maréchal n'était encore qu'à Reinhards-Grimma, point encore plus éloigné de Peterswalde que Pirna.

[1] L'empereur croyait encore, le 30 au matin, que Vandamme n'avait pas quitté cette position. (V. la note 3 de la page précédente.)

[2] Vandamme ne trouva pas parmi les alliés les égards dus à sa rare intrépidité. Quelques rigueurs exercées par lui, au commencement de la première campagne de 1813, sur des insurgés hanovriens, ne donnaient point à l'empereur Alexandre le droit de l'insulter, surtout dans un moment où l'on pouvait supposer que les souvenirs d'Austerlitz, et surtout l'émotion causée par le péril que Vandamme lui avait fait courir, étaient pour quelque chose dans cet emportement indigne d'un souverain.

[3] 30 août. Deux monuments ont été élevés sur le champ de bataille de Kulm; l'un par l'empereur Alexandre, l'autre par la noblesse de Bohême.

L'ordre de le soutenir fut expédié de suite au duc de Trévise, qui commandait la garde à Pirna, mais il était trop tard.

Enfin, vers huit heures du soir, la fatale nouvelle arrive à Dresde. Notre avide curiosité s'empresse autour de quelques officiers revenus de ce grand désastre. Le général Corbineau arrive ventre à terre, couvert de poussière et de sang, encore armé d'un sabre prussien, arraché dans la dernière mêlée; c'est par ce brave que Napoléon apprend les détails d'une catastrophe à laquelle il est encore glorieux d'avoir échappé; tant il a fallu de valeur pour s'ouvrir un passage à travers l'ennemi. Napoléon dissimule son trouble, et pourtant le coup est terrible. Il comprend maintenant l'immense portée qu'avait sa marche sur Tœplitz, arrêtée par un si misérable incident [1]. En ne soutenant pas Vandamme, le 29, il a manqué la destruction de la grande armée alliée, et peut-être la pacification du monde. C'eût été l'un de ces coups d'éclat que le hasard livre au génie, qui en garde tout l'honneur. C'est une belle page de moins dans son histoire militaire; un jour néfaste au lieu d'un jour de gloire. Pourtant l'empereur a promptement surmonté cette émotion passagère; l'avenir n'est-il pas à lui, pour le venger des caprices de la fortune et des imprudences de ses généraux? Si l'échauffourée de Kulm a rassuré les alliés, la prise de Berlin renouvellera leurs terreurs. Cependant la fatalité qui a arrêté ses pas, dans la soirée du 28, n'aurait dû avoir d'autre résultat que de sauver l'armée alliée; Vandamme ne doit sa perte qu'à son audace inconsidérée. Aucun des ordres transmis par Berthier ne le justifie de s'être entièrement engagé sur Tœplitz, sans avoir assuré sa retraite en gardant les passages des montagnes, et surtout d'être resté à Kulm devant des forces supérieures le 29 au soir. Aussi le bulletin de cette funeste journée, tout en rendant un hommage mérité à la rare intrépidité de ce général que l'on croyait mort alors, le blâme-t-il d'avoir oublié toutes les règles de la prudence, en ne pensant qu'au résultat de barrer la route à toute l'armée ennemie. « A une armée qui fuit, il faut faire un pont d'or, ou opposer une barrière d'acier; il n'était pas assez fort pour faire cette barrière. » Cette phrase, échappée à Napoléon dans le premier moment, fut reproduite dans le bulletin; elle résume les torts de Vandamme sans les aggraver. Assurément on ne saurait blâmer Vandamme, après la réception de l'ordre du 28, d'être descendu sur Kulm, et même d'avoir successivement engagé toutes ses forces et poussé vivement Ostermann, à mesure que se développaient à ses regards les conséquences de l'occupation de Tœplitz; mais il fut inexcusable, autant que malheureux, de ne pas se replier sur Nollendorf, dans la nuit du 29 au 30, même n'ayant pas été informé du retour de Napoléon à Dresde et de l'immobilité de la garde à Pirna.

Le lecteur doit maintenant comprendre pourquoi, contre notre habitude, nous avons dû si fort nous appesantir ici sur certains détails purement militaires. C'est que la malveillance s'était emparée de cette malheureuse affaire de Kulm, pour en tirer l'une des plus graves inculpations qui aient été dirigées contre Napoléon. Ses facultés de guerrier, son caractère de souverain, ont été également incriminés. Dans le compte rendu de la bataille de Kulm, on a voulu prendre l'empereur en flagrant délit de calomnie contre un général mort en exécutant des ordres qu'on croyait pouvoir nier en toute sûreté, après avoir oublié d'y donner suite par une absence d'esprit qui serait, en effet, inconcevable. Cette calomnie prétendue aurait été démentie par les assurances de Vandamme ressuscité, et par la découverte du fameux ordre de Berthier. Il serait véritablement inexplicable que l'indisposition de Napoléon dans la soirée du 28 eût fait, comme on l'a dit, oublier un mouvement décisif et commencé; il serait odieux que l'empereur, pour sauver son amour-propre ou celui de son major général, eût accusé de désobéissance et de témérité un général qui se serait fait tuer en lui obéissant; mais rien de tout cela n'est vrai. Tous ces vains fantômes se dissipent devant la simple lecture de l'ordre du 28.

En résumé :

1° Napoléon, en poussant Vandamme sur Tœplitz le 28, n'a pas entendu lui dire de se compromettre tout à fait hors des montagnes, comme il le fit, mais seulement d'en occuper les débouchés, et de jeter des partis sur Tœplitz.

2° Dans le moment où il dictait cet ordre, il croyait que la grande masse de l'armée ennemie laissait Tœplitz sur sa droite, se retirant sur Anna-

[1] On a attribué à un refroidissement l'indisposition qui fit retourner Napoléon de Pirna à Dresde, le 28 au soir. En effet, il était resté la veille quinze heures à cheval sous une pluie battante. Peut-être cette cause doit-elle être admise concurremment avec celle que je vais indiquer. Le duc de Vicence, peu de moments après que la défaite de Vandamme fut connue, ne put s'empêcher de faire tout haut la remarque qu'il était bien malheureux que l'empereur n'eût pas pu, l'avant-veille, continuer sa marche. « Voyez, dit tout haut Napoléon, à quoi tiennent les choses de ce monde; dans ce que j'avais mangé avant-hier à déjeuner, *il y avait de l'ail;* je me sentais tout à fait malade. » Je tiens ce propos du duc de Vicence lui-même. La gousse d'ail de Dresde tiendra sa place dans l'histoire parmi les petites causes de grandes catastrophes.

berg : dans cette direction, elle se plaçait plus loin de Prague que ne l'était Napoléon, qui, revenant à un plan auquel il n'avait pas renoncé sans regret le 24, pour aller secourir Dresde, aurait fait alors une pointe sur Prague, ayant le 1er corps pour avant-garde.

3° De retour à Dresde, Napoléon changea brusquement de projet, et pensa que l'occupation de Berlin ferait plus dignement suite à la victoire de Dresde. Il n'était même plus guère permis de marcher sur Prague après la défaite de Macdonald; Napoléon aurait pu se trouver pris entre la grande armée alliée et l'armée victorieuse de Blücher.

4° Vandamme ayant acquis la certitude, dans la journée du 29, que le gros de l'armée alliée se retirait sur Tœplitz, aurait dû se rappeler que l'ordre qu'il avait reçu la nuit précédente se rapportait à l'hypothèse d'une autre direction suivie par l'ennemi ; qu'ainsi l'importance de son mouvement n'avait pas été comprise alors, et ne l'était peut-être pas encore de l'empereur; qu'il n'avait donc pas une certitude morale telle de voir arriver des renforts suffisants, qu'il pût tenir toutes ses troupes engagées loin des montagnes devant des forces sans cesse croissantes, et sans avoir sa ligne de retraite assurée [1].

5° Enfin, quoique Vandamme ait dû principalement son malheur à sa trop grande audace, il est déplorable que Berthier n'ait pas jugé nécessaire de le faire prévenir que le mouvement sur Prague était contremandé, et que la garde restait à Pirna. Cet avis eût été inutile avec un général circonspect; il devenait essentiel avec un homme du caractère de Vandamme. Pourtant cette négligence fatale du major général n'est pas en elle-même une faute assez grave pour qu'on se risque à l'accuser prématurément de trahison ou d'égarement d'esprit [2]. Plus tard, il ne justifiera que trop ces cruelles imputations.

La journée du 30 août 1813 a été l'une des plus funestes du règne de Napoléon; et nous avons vu combien il s'en est peu fallu qu'elle ne fût peut-être la plus glorieuse. Sans son indisposition du 28, Napoléon arrivait le lendemain sur Tœplitz ; il y écrasait le cœur de la coalition, et garantissait, sans doute, par l'anéantissement d'une grande partie de la grande armée alliée, le succès de sa dernière démarche auprès de l'empereur d'Autriche. La défaite de Vandamme, au contraire, contribua puissamment à relever le moral de cette armée; et ce fut surtout sous l'influence de cet événement que l'Autriche rassurée signa, huit jours après, ses traités d'alliance avec la Prusse et la Russie.

La chance tournait définitivement contre nous. Les lieutenants de Napoléon étaient malheureux partout où il n'était pas; leurs revers successifs dérangeaient ses combinaisons, l'empêchaient de vaincre lui-même. Dans les premiers jours de septembre, Napoléon s'était hâté de rappeler sur Dresde les corps engagés dans les montagnes à la poursuite de l'ennemi; il se préparait à marcher contre Bernadotte, quand la retraite précipitée de Macdonald l'obligea de se porter en Silésie. Blücher s'avançait vivement, espérant entrer en communication, par Zittau, avec Schwartzenberg et ses Autrichiens, qui se mettaient en mouvement vers Aussig. La marche rapide de Napoléon fit manquer cette combinaison. Parti le 3 septembre de Dresde, il menait la garde et le 6e corps au secours de Macdonald, qui avait déjà rétrogradé jusqu'à la Sprée. La présence seule de l'empereur produisit son effet accoutumé; l'avant-garde ennemie fut promptement rejetée sur Gœrlitz; mais Blücher, fidèle au système qui lui avait si bien réussi précédemment, évita un engagement en se repliant sur Lauban. Cependant Wittgenstein et Barklay s'étaient remis en mouvement vers Dresde, et revenaient fiers et menaçants par la route de Peterswalde et par ces mêmes chemins de Dippodiswalde où, quelques jours auparavant, leurs colonnes poursuivies s'embarrassaient en fuyant. Le 7, ils occupaient déjà Dippodiswalde et Pirna, et menaçaient les troupes françaises concentrées à Dohna [3]. Napoléon revint en hâte sur Dresde, laissant Macdonald renforcé du corps de Poniatowski, resté jusque-là en observation vers Zittau. Le mouvement offensif de la grande armée alliée le forçait, pour la seconde fois, d'ajourner son projet de marcher en personne sur Berlin; il dirigea seulement le corps de Marmont vers Hoyerswerda, où la marche précipitée de Blücher l'avait empêché de se porter lui-même dès le 4. Son plan était d'entrer en communication par Luckau avec Ney, qui, d'après ses instructions, s'était mis en mouvement ce jour même vers Baruth, avec les 4e, 7e et 12e corps. Mais le mouvement de l'empereur sur Hoyerswerda et Luckau n'ayant pu avoir lieu au moment con-

[1] Si, dans la nuit, Vandamme avait rétrogradé seulement jusqu'à Nollendorf (position qui domine le défilé de Tellnitz, par où déboucha Kleist le lendemain), il était sûr de se retirer sain et sauf, et pouvait encore redescendre sur l'ennemi, s'il recevait à temps des renforts.

[2] Ses étranges aberrations, au commencement de la campagne de 1809, seraient plutôt de nature à mériter ce dernier reproche.

[3] 2e, 14e corps, et les débris du 1er, commandés par le comte de Lobau.



venu, Ney se trouva avec toute l'armée du Nord sur les bras, et essuya une défaite désastreuse, le jour même où Napoléon rentrait à Dresde.

Les instructions que Ney reçut pour son expédition paraissent avoir été rédigées sous l'impression d'un injuste mépris pour les troupes prussiennes, auxquelles Ney devait avoir principalement affaire en faisant sa pointe sur Baruth, par la route de Juterbock. « Toute cette nuée de Cosaques, disait l'empereur, *et ce tas de mauvaise infanterie de landwehr,* se replieront de tous côtés sur Berlin, quand votre marche sera décidée. » L'événement trompa tout à fait cette prévision.

L'armée de Bernadotte était toujours cantonnée autour de Wittenberg. Le 5 septembre, Ney prit vivement l'offensive, repoussa sur Dennewitz le corps de Tauentzien, et occupa Seyda et Neuendorf. Le général prussien Bülow, qui était à Marzahne, apprenant que Tauentzien était attaqué, mit ses forces en mouvement, et se rapprocha de Dennewitz dans la nuit. Le 6 au matin, Ney se dirigea sur Baruth; il ne paraît pas qu'il prévît de très-grandes difficultés, en combinant ses dispositions de marche. Oudinot, avec le 12e corps, s'avançait vers Ohna; Reynier, avec le 7e, par Rohrbeck; enfin Ney, avec le 4e, vers Dennewitz. Il savait que Bülow, s'attendant à être attaqué, prenait position à Eckmansdorf, très-près de Dennewitz, et il espérait défiler devant cette armée sans qu'elle osât l'attaquer lui-même; il en fut tout autrement. Le combat s'engagea à Dennewitz contre l'avant-garde de Tauentzien. Celui-ci, vivement pressé par Bertrand, perdait du terrain sur sa gauche, quand Bülow arriva au secours; les Prussiens, acquérant une grande supériorité numérique, débordèrent à leur tour la droite du 4e corps; Ney se vit engagé, contre son attente, dans une affaire générale. L'entrée en ligne du 7e corps prolongea le combat sans nous assurer une supériorité marquée; les Saxons se battaient mal, et se laissèrent enlever le village de Gohlsdorf, repris, un instant après, il est vrai, par la division Guilleminot du corps d'Oudinot. Celui-ci, rappelé d'Ohna, prenait part à son tour à l'action, et formait la gauche de l'armée; l'ennemi, de son côté, se renforçait de la division Borstell, détachée en avant-garde par le prince royal de Suède. Celui-ci, apprenant la veille l'attaque de Sayda par Ney, avait concentré promptement sur Lobessen les Russes et les Suédois, et arrivait avec quarante mille hommes pour seconder les Prussiens; déjà sa cavalerie débordait notre extrême droite vers Seehausen. En ce moment le 4e corps venait de perdre Dennewitz; la division française de Durutte, du 7e, attaquée par des forces supérieures, abandonnait le village de Nieder-Gersdorf. Ney, qui voyait s'avancer rapidement en seconde ligne les masses de Bernadotte, replia le 4e corps sur Rohrbeck et ordonna la retraite. Mais la mauvaise conduite des deux divisions de Saxons du 7e corps mit le comble au malheur de cette journée. Pressés par les Prussiens, ils lâchèrent pied, malgré les exhortations de leur intrépide chef Reynier qui, désespéré d'avoir à commander des soldats qui fuyaient toujours, resta plusieurs minutes immobile sous le feu des tirailleurs ennemis, et semblant implorer la mort [1]. Ce désordre permit à l'ennemi de couper en deux l'armée française : Ney fila sur Dahme, et Oudinot sur Schweinitz, avec le 12e corps et les débris du 7e. Vivement poursuivis, ils se hâtèrent de mettre l'Elster entre eux et l'ennemi, et se rejoignirent, le 8, à Torgau. L'armée était diminuée de quinze mille hommes tués, blessés ou déserteurs : la perte des Prussiens avait été aussi très-forte [2].

Ainsi finit cette malheureuse affaire, dont Bernadotte a, mal à propos, revendiqué l'honneur, qui revient tout entier à Tauentzien et à Bülow. La vraie cause du désastre de Ney nous paraît être une opinion erronée sur le nombre et la résolution des troupes prussiennes; il ne s'attendait pas non plus à trouver le gros de leurs forces si rapproché de Dennewitz; autrement, au lieu de doubler de si près leur ligne de bataille, il aurait pu partir avant le jour, suivre la lisière de la forêt de Schweinitz, et atteindre Baruth avant la nuit par cette marche plus directe. La belle résistance des Prussiens trompa toutes ses prévisions, dérangea ses combinaisons; enfin, la mauvaise conduite des Saxons changea en défaite complète une affaire qui, engagée inopinément par des troupes en marche, devait du moins se terminer par une retraite honorable devant des forces très-supérieures. Les Saxons n'en étaient encore qu'à prendre la fuite : à Leipzig, nous les verrons se surpasser eux-mêmes en fait de trahison.

Nous avançons à grands pas vers cette grande catastrophe. Fortement compromis par les défaites

[1] Le bulletin suédois rendit un hommage mérité au courage déployé par les généraux français dans cette journée. Le bruit courut d'abord que Ney avait été tué. Bernadotte fit un grand éloge de lui dans un autre bulletin. Tout en honorant la mémoire de son ancien compagnon d'armes, il encourageait les ennemis de la France, en proclamant « que Napoléon venait de perdre un de ses meilleurs généraux. »

[2] Le duc de Raguse, détaché par Napoléon sur Hoyerswerda, y arriva le 8; apprenant la défaite de Ney, il se replia en hâte sur Dresde.

de ses lieutenants, Napoléon avait en lui l'énergie et les ressources nécessaires pour tout réparer; mais il n'était plus secondé comme autrefois. L'infériorité de sa cavalerie rendait les échecs désastreux, et faisait ressembler les retraites à des déroutes. Chaque jour, nos armées s'affaiblissaient par la désertion des troupes allemandes; les réserves françaises s'épuisaient, tandis que celle de Benningsen, occupée, jusque-là, à contenir la Pologne, s'avançait rapidement, assurant aux alliés une supériorité numérique effrayante.

Cependant Napoléon multipliait ses efforts pour surprendre et battre en détail quelque corps ennemi. Pendant le mois de septembre, il s'est porté deux fois sur la grande armée de Bohême, qui se retire devant lui toujours, et revient sur Dresde aussitôt qu'il s'en éloigne. Deux fois nos soldats poursuivent Wittgenstein par la route de Peterswalde, pénètrent jusqu'à la fatale position de Kulm, y combattent avec la plus grande valeur. L'occasion favorable a été perdue sans retour, les masses ennemies, accumulées sur ce point, ne permettent pas d'y obtenir un avantage décisif. Pendant que Napoléon s'engage en Bohême, Blücher, fidèle à sa tactique, a repris à son tour l'offensive, et repoussé Macdonald jusqu'à Stolpen, à une journée de marche de Dresde. Napoléon revient sur lui encore; il trouve l'armée de Silésie dans la position de Bautzen; le corps de Sacken, détaché d'abord vers Kamenz, menace les communications de l'armée française en se rabattant vers Bischoffswerda : impossible de risquer une bataille contre un ennemi ainsi placé. Napoléon se décide à la retraite; il concentre les troupes de Macdonald à deux lieues de Dresde. La Silésie est fermée pour jamais aux armées françaises.

Tranquilles désormais à Tœplitz, les souverains alliés y discutaient le plan des opérations pour la suite de la campagne. Napoléon ayant réuni autour de Dresde la plus grande partie de ses forces, il fallait renoncer à s'emparer de cette ville. On en revint donc au projet qui avait d'abord été arrêté à Trachenberg, et que l'affaiblissement des forces françaises rendait désormais praticable. On résolut de se porter sur Leipzig, en deux masses : d'un côté, Bernadotte et Blücher, auquel ses succès permettaient de forcer le passage de l'Elbe; de l'autre, la grande armée, renforcée de la réserve de Benningsen, alors en marche pour la rejoindre [1]. Aussitôt que ce corps fut à portée d'entrer en ligne, les alliés reprirent l'offensive. Blücher opéra son mouvement de jonction avec son impétuosité ordinaire. Masquant sa marche par deux corps laissés en observation à Stolpen et à Bischoffswerda, et par de vives démonstrations sur Meissen, passage que défendaient le 6e corps et la cavalerie de Latour-Maubourg, il fila rapidement vers sa droite, par Elsterwerda, Herzberg et Jessen, son projet véritable étant de passer au confluent de l'Elbe et de l'Elster : il y arriva le 2 octobre. Le prince de la Moskowa, qui avait réorganisé à Torgau ses troupes fort affaiblies par le désastre de Dennewitz et par la désertion des contingents allemands [2], s'était dirigé sur Oranienbaum et Dessau, pour observer l'armée du prince de Suède. Il devina l'intention de Blücher, et porta le 4e corps à Wartenburg pour s'y opposer. Ce corps occupa en effet une position avantageuse, mais il se trouva trop faible contre les masses prussiennes; attaqué vivement le 3, il fut débordé par sa droite, et dut se retirer sur Kemberg, après une résistance opiniâtre. Le 4, Bernadotte, combinant son mouvement avec celui de Blücher, passa l'Elbe à son tour, par les ponts d'Acken et de Roslau, et vint à Dessau, poussant ses avant-postes jusqu'à Jessnitz sur la Mulde. Ney, qui n'avait plus que le 7e corps, ne pouvait opposer aucune résistance, il se replia sur Delitsch, où il fut rejoint par le 4e.

Napoléon apprend le mouvement de Blücher vers l'Elbe et en comprend de suite la portée : mais en même temps il voit la possibilité d'en tirer parti. Il laisse le 1er et le 4e corps à Dresde, sous le commandement du maréchal Saint-Cyr, oppose Murat, avec les 2e, 5e et 8e corps, à la grande armée alliée, et marche lui-même contre Blücher. Le 7 octobre, à six heures du matin, il quitte Dresde pour la dernière fois [3]. Le 9, il est à Eulenbourg avec sa garde, en communication avec les 6e et 11e corps et l'ar-

[1] Benningsen était remplacé en Pologne par les réserves du prince Labanoff, l'arrière-ban des milices russes.

[2] Le 12e corps avait été dissous et incorporé dans le 4e, sauf la division bavaroise de Raglowich, renvoyée à Dresde.

[3] « L'empereur va livrer bataille. La place (Dresde) sera occupée par trente mille hommes. Si S. M. perd la bataille, elle fera évacuer la place. Dans ce cas, l'artillerie détruira les affûts et enclouera les pièces, le génie brûlera les blockhaus, etc.; mais, *comme S. M. gagnera la bataille*, Dresde restera toujours son centre d'opération... Il faut qu'on ait le plus grand soin des effets d'habillements et autres, et que cela ne soit gaspillé que quand on aurait la nouvelle d'une bataille perdue et l'ordre d'évacuer. Le comte Daru fera réunir l'intendant général (Math. Dumas) et les ordonnateurs en chef, pour leur communiquer ceci secrètement... Comme sur cent chances S. M. croit en avoir quatre-vingts pour elle, il faut agir comme si elle devait réussir. » (Note dictée par l'empereur et communiquée par M. Daru.) Par un mouvement de présence d'esprit et surtout d'hu-

mée de Ney. Blücher était loin de s'attendre à ce brusque mouvement : croyant Napoléon occupé du côté de la Bohême, et Ney tenu en échec par Bernadotte, il s'était avancé jusqu'à Düben sur la Mülde, avec les corps de Langeron et d'York : averti à temps du danger qu'il courait, il précipita sa marche vers Zœrbig, où il opéra sa jonction avec Bernadotte. Le corps de Sacken, détaché précédemment sur Mockrehna pour observer le 6e corps, se trouvait fortement compromis. L'avant-garde française, occupant à son tour Düben, lui barrait la route; il était perdu si Napoléon avait été prévenu à temps de sa position. Mais nous savons déjà que dans cette fatale campagne, tout l'avantage des reconnaissances et des renseignements sûrs était pour l'ennemi. Sacken, averti du danger qu'il courait, redescendit promptement la Mülde jusqu'au pont de Ragun, et joignit de son côté l'armée du prince de Suède.

En se portant sur la Mülde, Napoléon comptait battre Blücher et Bernadotte, ou du moins les contraindre à repasser l'Elbe pour couvrir Berlin. Dans la première hypothèse, il serait revenu de suite au secours de Murat contre la grande armée de Bohême; dans la seconde, il changeait lui-même sa ligne d'opération, et réunissait toutes ses forces entre Dresde et Magdebourg. Prévoyant que la grande armée de Bohême profiterait de son absence pour agir vigoureusement contre Murat, il lui prescrivait de manœuvrer pour conserver Leipzig, et donner le temps de battre l'armée de Silésie; mais s'il ne pouvait s'y maintenir, il devait y rallier les renforts du duc de Padoue et du maréchal Augereau, *et tout diriger vers la Mülde,* où ses passages par Eilenburg et Düben étaient assurés, pour venir le joindre dans sa nouvelle position sur l'Elbe [1]. Son avant-garde y arrivait déjà; le 11, la place de Wittenberg, alors cernée par Bülow, était débloquée par le général Reynier; le 12, Tauentzien, vivement pressé par Ney, qui avait repris le commandement du 3e corps, fut rejeté avec perte de Dessau sur Rosslau, et contraint de détruire le pont. Mais Napoléon apprenait au même instant que son projet était manqué par la réunion des armées du Nord et de Silésie, et par leur marche sur la Saale. Cependant l'attaque des ponts de Rosslau semblant être le commencement d'un mouvement sur Berlin, fit rétrograder Bernadotte sur Kœthen; mais Blücher resta posté à Halle, position avantageuse d'où il pouvait, selon les circonstances, pousser sur Leipzig, ou prendre à dos Napoléon par Landsberg ou Zœrbig, s'il marchait contre l'armée du prince de Suède [2].

Napoléon recevait à Düben ces nouvelles désolantes. Les alliés semblent avoir presque atteint leur but; chaque jour, leurs masses se rapprochent davantage de la grande ligne des communications françaises, et nous savons qu'en complétant l'investissement de Napoléon au cœur de l'Allemagne, ils croiraient avoir tout gagné; ce résultat, ils sont prêts à l'obtenir par l'occupation de Leipzig. C'est dans ce moment même que Napoléon, sans se laisser abattre par l'acharnement de la fortune à trahir ses efforts, combine le projet le plus audacieux, le plus admirable. Depuis longtemps il a prévu la possibilité d'une interruption momentanée des communications de son armée avec la France, et, pour lui, ce n'est qu'un incident secondaire, propre à donner aux alliés une fausse joie. Son nouveau plan est de leur laisser occuper Leipzig, d'attirer à lui Murat, dont la jonction est assurée, et de se jeter en masse sur la rive droite de l'Elbe, que Blücher et Bernadotte ont laissée à découvert. Cette manœuvre imprévue déconcertait toutes les mesures de l'ennemi. Napoléon se rendait maître ainsi de tout le pays situé entre l'Elbe et l'Oder, pays encore intact, où il pouvait faire aisément subsister son armée, tandis que la Saxe, déjà épuisée, ne pouvait plus nourrir longtemps les alliés qui l'envahissaient. Napoléon aurait augmenté leurs embarras en traînant la guerre en longueur, ce qui lui eût été facile, puisqu'il était maître de toutes les places fortes de l'Elbe, et qu'il eût fallu lui livrer bataille pour en forcer le passage. En attendant, il s'emparait de Berlin, se mettait en communication, d'un côté, avec Davoust et les Danois; de l'autre, avec les troupes restées à Dresde; débloquait sans peine toutes les places assiégées sur l'Oder dont il ralliait les garnisons, et se créait une réserve formidable, en organisant, par lui-même cette fois, l'insurrection de Pologne.

Il faut bien le dire, ce plan souleva de vives récriminations parmi le principaux chefs de l'armée. Ils n'y virent qu'un moyen de prolonger encore une guerre désastreuse dont ils étaient las; de plus, ils craignaient de se trouver ainsi séparés de la France par trois cent mille ennemis; ils le craignaient pour la France elle-même autant que pour l'armée. L'unique moyen de salut, suivant eux,

manité bien remarquable dans une telle crise, Napoléon recommandait de placer les équipages militaires dans un endroit tel qu'on pût les brûler sans nuire à la ville.

[1] Instructions dictées le 10 octobre au prince de Neufchâtel, pour le roi de Naples.

[2] Blücher n'attachait aucune importance à la conservation de Berlin. Il disait, avec son énergie soldatesque, que c'était une..... qui ne perdrait rien à être déshonorée une fois de plus.

c'était de se hâter de devancer l'ennemi à Leipzig, et de défendre ensuite pied à pied le terrain jusqu'au Rhin. Napoléon, qui comprend combien la confiance sans bornes de ses lieutenants importerait au succès de son plan, s'efforce de combattre leurs appréhensions. Les alliés, ayant la grande armée française à dos, n'entreprendront rien contre la France, *si les princes de la confédération du Rhin tiennent encore seulement un mois*, comme le roi de Bavière l'a promis. Pendant ce temps, une victoire peut donner un nouveau cours aux événements; et, dans tous les cas, l'armée française pourra toujours se porter en masse sur la France, soit par les Pays-Bas, soit par la Bavière, suivant les positions des masses ennemies. La retraite sur Leipzig, au contraire, donne aux alliés la victoire sans combattre; elle leur livre toute une armée française disséminée dans les places de l'Elbe et de l'Oder, et va même compromettre le reste de nos forces, plus que ne ferait la défense de l'Elbe; car les alliés sont trop près de Leipzig pour qu'on puisse éviter d'y recevoir une bataille dans une position désavantageuse, ayant d'immenses marais derrière soi.

Ces arguments allaient triompher, sans doute, de la résistance des maréchaux, quand arrive une nouvelle foudroyante, qui donne raison à toutes leurs inquiétudes, et force Napoléon lui-même à les partager. La trahison de la Bavière ne nous laisse, pour champ de bataille, que les plaines de Leipzig.

# CHAPITRE XIII.

## DÉFECTION DE LA BAVIÈRE.

**France et Bavière. — M. Mercy d'Argenteau, ministre de France. — M. de Montgelas et le général de Wrède. — Le concordat de 1813 publié en Bavière. — Passage de M. de Narbonne à Munich. — Principe de la défection bavaroise. — Caractère du roi. — De Wrède en présence des Autrichiens, à la reprise des hostilités. — Sa correspondance avec le ministre de France. Le roi se plaint d'être abandonné par Napoléon. — Nouvelle de la bataille de Dresde. — Attitude équivoque du corps bavarois. — Premiers soupçons du ministre de France. — Lettre du roi à M. d'Argenteau, du 14 septembre. — Fautes du ministre de France. — Excuses qu'on peut alléguer en sa faveur. — Traité de Ried entre l'Autriche et la Bavière. — Articles secrets. — Ce traité a-t-il été imposé ou non à la Bavière? — Déclaration de guerre et manifeste bavarois. — Réunion des deux armées, sous le commandement du général de Wrède. — Son plan audacieux pour couper la retraite à Napoléon. — Ruse de M. Bogne de Faye, qui retarde la marche de l'armée austro-bavaroise. — Dernière perfidie de M. de Montgelas.**

La défection de la Bavière a été l'une des plus funestes à la cause française et incontestablement la plus odieuse de toutes : ce fut de celle-là surtout que Napoléon regretta de ne pouvoir tirer vengeance. Pour faire partager aux honnêtes gens de tous les pays et de tous les partis l'indignation qu'elle lui causa, il va nous suffire de la raconter.

Avant d'entrer dans l'examen de la question, il est indispensable de donner quelques éclaircissements, dont on reconnaîtra bientôt toute l'importance, sur la manière dont la France était représentée, en 1813, à la cour de Munich.

M. Mercy d'Argenteau, chambellan de l'empereur et ministre de France en Bavière, pendant les années 1812 et 1813, était un homme riche, de grandes manières et d'un grand nom. Ses bonnes intentions, sa loyauté furent hors de doute; son aptitude naturelle aux affaires a été attestée par les hommes les plus dignes de foi; mais son alliance avec une grande famille autrichienne [1], l'un des principaux motifs du choix que l'empereur avait fait, devint, par la suite des événements, une circonstance des plus fâcheuses, et lui fit même tout d'abord prendre une fausse position à la cour de Bavière.

Ses prédécesseurs avaient entretenu des relations avec toutes les classes de la société. Il y avait là une noblesse non moins ignorante qu'orgueilleuse, et à la vanité de laquelle suffisaient quelques réceptions d'apparat; mais, après cette noblesse, venaient des hommes dont les noms étaient sans doute moins sonores, mais qui, en réalité, faisaient tout, et qu'il convenait de ne pas négliger [2]. Il n'en fut pas ainsi. L'orgueil de naissance, ou les habitudes de société, introduisirent bientôt, d'une manière à peu près exclusive, la noblesse de cour, la noblesse immédiate, et les familles des petits princes dépossédés, dans les salons du ministre de France. Tous n'étaient pas nos amis, tant s'en fallait. Les hommes d'autres opinions, peu ou point invités, s'éloignèrent insensiblement d'un monde qui n'était pas le leur, et dans lequel il ne leur convenait pas de paraître seulement tolérés. L'opinion française en souffrit, et le ministre perdit, sans le savoir, un moyen précieux d'influence et d'informations. Aveuglément confiant dans deux hommes que bientôt nous apprendrons à connaître mieux que lui, il en vint à les considérer comme les seuls amis qui restassent à la France en Bavière. De là naquit ensuite pour lui l'impossibilité de comprendre à temps les

[1] Il était beau-frère du comte de Paar, aide de camp du prince de Schwartzenberg, et descendait du célèbre général Mercy, l'émule de Turenne et du grand Condé.

[2] Le premier ministre bavarois, M. de Montgelas, était lui-même un étranger, et presque un parvenu. Les ministres bavarois à Paris, à Saint-Pétersbourg, étaient des Alsaciens de familles très-bourgeoises; mais c'étaient les hommes les plus capables qui fussent au service de la Bavière.



dispositions de ces deux personnages; de là encore sa confiance imprudente dans un langage qui, depuis longtemps, avait cessé d'être sincère. Les détails qui suivent confirmeront ces observations générales.

A son retour de Russie, l'empereur Napoléon avait écrit au roi de Bavière, comme aux autres princes de la confédération, pour presser la réorganisation de son contingent auxiliaire. Il insistait fortement, dans sa lettre, sur l'urgente nécessité de *reconquérir en commun la paix par les armes;* telles étaient ses expressions. Cette fois, du moins, on ne pouvait lui reprocher ces formes despotiques, dont quelques princes allemands ont paru si offensés, depuis les événements de 1812. Le roi répondit par des protestations qu'on devine, mais il s'en dédommagea, auprès du ministre de France, par des plaintes sur les nouveaux sacrifices qu'il allait être forcé d'imposer à ses peuples. M. d'Argenteau était le confident, un peu trop complaisant peut-être, de ces doléances, d'ailleurs assez superflues au point de vue politique, puisque le premier intérêt de la Bavière était toujours d'armer, quelque parti que la tournure des événements lui suggérât de prendre. En effet, le corps bavarois fut reformé avec une grande activité, sous le commandement du général de Wrède, qui arrivait de Russie, et affectait une intimité extrême avec le ministre de France. Celui-ci ne crut pas avoir à se défier d'un homme qui devait à l'empereur sa fortune militaire, le titre de comte, et un majorat de soixante mille francs de rente. M. de Montgelas montrait les mêmes dispositions; ses antécédents ne permettaient pas non plus de suspecter légèrement son attachement à notre cause. Lors de la campagne d'Austerlitz, placé dans une position aussi délicate qu'en 1813, il s'en était tiré fort habilement en s'engageant avec la France, et trompant, en même temps, l'Autriche par un faux semblant de dispositions favorables [1]. Nous allons le voir recommencer la même scène, mais cette fois en intervertissant les rôles.

Au milieu de ses graves préoccupations politiques pendant l'hiver de 1813, Napoléon n'avait pas perdu de vue la Bavière. Le concordat signé avec le pape, au commencement de cette année, fut expédié de suite à Munich comme à Vienne; le ministre de France reçut en même temps la recommandation expresse de faire donner à ce document la plus grande publicité possible dans toute la Bavière, et surtout dans le Tyrol, où les agents de nos ennemis entretenaient le fanatisme des montagnards par le récit de prétendues cruautés exercées contre le chef de l'Église. La conclusion et la publication du concordat répondaient à ces calomnies; malheureusement les intrigues ourdies autour de Pie VII lui ayant arraché le désaveu de ce concordat, tout le bon effet des mesures prescrites par l'empereur se trouva perdu.

En se rendant à son ambassade de Vienne, M. de Narbonne passa par Munich et s'y arrêta quelques jours, à la grande satisfaction du roi. Colonel du régiment des Deux-Ponts, au service de France avant 1789, ce prince s'était lié à Strasbourg avec M. de Narbonne, et leur amitié, née sous les joyeux auspices de la vie de garnison, avait survécu aux révolutions. Lui et son ministre parurent au diplomate français favorablement disposés pour la France, mais *inquiets relativement à l'Autriche,* sans s'expliquer clairement sur les motifs de cette inquiétude. Déjà des ouvertures avaient été faites au cabinet de Munich, qui, sans se prononcer, jugeait devoir en faire mystère à la France. Depuis, il s'est chargé lui-même de nous apprendre que les premières propositions d'accommodement lui avaient été faites par la Russie, et ensuite renouvelées par l'Autriche [2].

On se rappelle que le général de Wrède, devenu seul commandant du corps auxiliaire bavarois après la mort du brave Deroi, tué à la bataille de Poloskz, avait abandonné l'armée vers la fin de 1812, sous prétexte du délabrement de sa santé. Il prétendait de plus avoir eu lieu de se plaindre du maréchal Saint-Cyr, et surtout du général Hogendorp; ce qui, à vrai dire, n'a rien d'invraisemblable pour quiconque a eu des rapports avec ce dernier. D'ailleurs, ajoutait-il, le corps bavarois avait subi de telles réductions, que le commandement en était devenu inférieur à son grade; et sa présence devait être plus utile pour accélérer le recrutement en Bavière. La conduite ultérieure de ce général ayant été de nature à accréditer sur son compte les plus fâcheux soupçons, on a conjecturé, non sans quelque apparence de raison, qu'il avait été l'interm-

[1] Voy. t. Ier de cet ouvrage. Ce ministre avait eu part, comme de Wrède, aux libéralités de l'empereur. Une somme de cent mille écus, en lettres de change, lui fut remise par M. Bogne de Faye, qui tira de lui un reçu.

[2] Nous avons rapporté, d'après M. d'Argenteau lui-même (chapitre VI de ce volume), l'étrange entretien qu'il eut avec le prince de Schwartzenberg, quand celui-ci s'arrêta à Munich en se rendant à Paris (mars 1813). On comprend que le prince s'était expliqué bien plus librement avec le beau frère d'un de ses aides de camp qu'avec tout autre diplomate français, et que M. de Mercy devait s'affecter de l'attitude équivoque de l'Autriche, plus que tout autre ne l'eût fait à sa place.



diaire des premières propositions russes faites à la Bavière, et que cette intrigue fut dès lors ourdie entre lui et le ministre Montgelas. Le zèle qu'il déploya pour la conclusion et l'exécution du traité de Ried, et sa présence comme plénipotentiaire bavarois au congrès de Vienne, donnent du poids à cette accusation [1].

Si les indices ne manquent pas, comme on le voit, pour faire remonter très-haut la défection des deux hommes qui exerçaient le plus d'influence en Bavière, tout semble, au contraire, annoncer, dans la conduite du roi lui-même, une sorte de contrainte. Lié à la France par ces souvenirs du jeune âge dont la vie entière garde la trace, tenant de plus à nous par le sentiment même de la puissance qu'il nous devait, ses véritables sympathies furent longtemps pour la cause française. Les victoires de Lutzen et de Bautzen lui causèrent une joie que nous aimons à croire sincère ; il parut espérer alors que la rapidité des progrès de l'empereur allait déjouer les plans *supposés* du cabinet de Vienne. « Il paraît que l'empereur d'Autriche est arrivé trop tard, » écrivait-il, le 9 juin, au ministre de France, en apprenant l'occupation de Breslau par les Français. Pendant les premiers mois de 1813, il prodigua à l'empereur, soit dans sa correspondance particulière, soit dans celle qu'il entretenait fort activement avec le prince de Neufchâtel, les assurances du plus entier dévouement. Le 26 juillet, il écrivait encore à ce dernier, à propos de quelques districts bavarois dont l'esprit était mauvais : « Malgré cela, il faudra bien qu'ils aillent, *dussé-je me faire écharper.* » Malheureusement cette énergie ne fut que dans les paroles, et bientôt une volonté plus forte maîtrisa la sienne.

La destination du nouveau corps auxiliaire bavarois avait dû être modifiée par l'attitude menaçante que l'Autriche avait prise pendant l'armistice. L'empereur donna l'ordre au général de Wrède de prendre position sur l'Inn, où, d'après les dispositions arrêtées alors, il devait bientôt se trouver en communication avec le corps du maréchal Augereau, qui se formait à Würtzbourg, et avec l'armée qu'organisait le vice-roi en Italie. Les Bavarois auraient été ainsi *soutenus* et *contenus* [2]. La brusque rupture des conférences de Prague, le développement inattendu des forces autrichiennes et prussiennes dérangèrent cette sage combinaison. Napoléon, pressé de frapper des coups décisifs sur l'Elbe, dut disposer des troupes qu'organisait Augereau, et fournit ainsi à la Bavière un prétexte d'abandon qu'elle ne négligea pas. Pourtant rien n'était perdu, si M. de Montgelas, qui, après tout, n'est pas inexcusable, politiquement parlant, d'avoir entretenu quelques relations secrètes avec l'Autriche, avait joué le même jeu qu'en 1805. Au commencement d'août, cette puissance, sur la foi des bonnes dispositions que lui témoignait le cabinet de Munich, retirait de Pilsen le corps d'observation du général Klenau, destiné à prendre part à l'expédition de Dresde. La frontière bavaroise, du côté du Danube, se trouva ainsi complétement dégarnie de troupes autrichiennes à la reprise des hostilités, et de Wrède, qui réunissait un corps de vingt-cinq à trente mille hommes sur l'Inn, ne trouva en face de lui qu'un corps d'observation inférieur en nombre. M. de Mercy avait toujours une confiance absolue dans le dévouement de ce général à l'empereur. Leurs adieux furent touchants quand de Wrède quitta Munich pour aller se mettre à la tête de son corps ; ils convinrent de correspondre directement ensemble, et de se communiquer ce qu'ils apprendraient de part et d'autre [3]. Le général bavarois se garda bien de négliger cette correspondance, qui lui fournissait un moyen facile d'abuser longtemps de la confiance du ministre français. En arrivant sur l'Inn, il se hâte de l'informer que son premier soin a été d'envoyer des aides de camp au prince de Neufchâtel, au vice-roi, au maréchal Augereau, pour faire connaître la position qu'il a prise et demander des ordres. « En faisant cette communication, le général bavarois ne se dissimulait pas *les dangers de cette position isolée, ni le parti qu'il prendrait de la quitter pour retourner en arrière,* dans le cas où l'armée autrichienne ferait un mouvement vers lui, ne pouvant même tenir un moment devant elle [4]. » M. de Montgelas s'exprimait déjà de même. Le maréchal Augereau ayant répondu qu'il n'avait reçu aucun ordre de se porter sur l'Inn, de Wrède s'empressa de communiquer sa lettre à M. d'Argenteau, et lui signifia officiellement qu'il ne tiendrait pas devant l'ennemi. En même temps, on faisait grand bruit autour du ministre de France du prochain départ de la cour pour Rastadt, la capitale allant être sérieusement menacée par les Autrichiens. Tout cela n'était qu'une comédie dont il fut la dupe : il n'y eut ni hostilités, ni retraite, ni départ.

[1] Cependant, depuis son retour en Russie, il avait sollicité le grand cordon de la Légion d'honneur. Napoléon, peu satisfait de sa conduite en 1812, avait cru pouvoir lui faire attendre cette nouvelle marque de faveur. L'ambitieux de Wrède ne lui pardonna pas ce nouveau grief.

[2] Jomini.

[3] Notice historique de M. de Mercy (inédite).

[4] Lettre du général de Wrède à M. d'Argenteau, du 22 août.



C'était vers la fin d'août; la défection de la Bavière était, comme on le voit, consommée en fait; l'immobilité de de Wrède sur l'Inn en était une première garantie. Du moment où le corps de Klenau avait été retiré de la frontière bavaroise, les troupes qu'Augereau réunissait à Würtzbourg devenaient plus utiles sur l'Elbe que sur l'Inn. Mais on conçoit que Montgelas et de Wrède insistaient d'autant plus fortement sur la nécessité prétendue de cette jonction, que chaque jour elle devenait plus impossible : leur intérêt, pour parer à tout événement, était de persuader au ministre de France que de Wrède ne pouvait se soutenir seul, pour l'amener de là à croire et à faire croire que le cabinet de Munich avait cédé à la force en s'arrangeant avec l'Autriche.

Napoléon recevait les dépêches de la Bavière au milieu du tumulte de la reprise des hostilités; dans le premier moment, il crut à l'entière bonne foi du cabinet de Munich, et même à la fermeté du roi. Le duc de Bassano répondit à M. de Mercy qu'il était urgent de décider ce prince à renforcer le corps de de Wrède de tout ce qui se trouvait disponible dans les dépôts, pour qu'il pût contenir seul les Autrichiens sur l'Inn : le roi rejeta d'abord cette proposition avec une vivacité qui aurait pu donner beaucoup à penser au ministre de France; il s'écria qu'il était à bout de toutes les mesures qu'il pouvait prendre, que son contingent était plus que complet, que *l'empereur ne pouvait pas prétendre qu'il se défendît seul contre l'armée autrichienne.* Cet emportement prouvait au moins quelque franchise. M. d'Argenteau ayant dû insister d'après ses instructions, M. de Montgelas, plus adroit, donna les mains à tout, et l'on prit, sur la demande du ministre de France, les mesures les plus actives pour renforcer ce corps bavarois dont la coopération était promise à la coalition !

Cependant, dès l'époque de la rupture du congrès, il s'était établi, entre les Autrichiens et les Bavarois, un accord au moins tacite pour s'abstenir réciproquement de toute hostilité. Cette position était analogue à celle que le prince de Schwartzenberg et son successeur, le général Frimont, avaient fait prendre au corps auxiliaire autrichien vis-à-vis des Russes, à la fin de l'année précédente [1]. « Les Autrichiens, dit M. d'Argenteau lui-même, n'avaient fait encore aucun mouvement en avant du côté de l'Inn; de Wrède avait conservé sa position, *et on ne parlait plus de départ à la cour, on vivait dans l'attente* [2]. » La cour de Bavière préparait visiblement une défection ouverte, et avant même la reprise des hostilités, on était parvenu à persuader au ministre de France, que l'isolement de de Wrède devait immanquablement contraindre la Bavière à se joindre tôt ou tard à la coalition. Un jour, à la suite d'une partie de chasse, le roi le prit à part, et lui dit : — « Ah çà, mon cher, que veut donc l'empereur que nous devenions ici ? Que prétend-il que je puisse faire tout seul, pour sa défense et pour celle de mon pays ? Le corps de Bavière, sous les ordres d'Augereau, n'est nulle part. Vous pensez bien que je sais aussi un peu ce qui se passe à Würtzbourg... Eh bien ! le maréchal y est tout seul; au lieu de rassembler une armée, il fait filer les régiments, à mesure qu'ils arrivent, du côté opposé à celui où sont mes troupes : qu'est-ce que tout cela va devenir ?... Je ferai tout ce qui dépendra de moi, ajouta-t-il, pour remplir tous mes engagements avec l'empereur; mais s'il ne vient point à mon aide, *je ne puis répondre de rien* [3]. » Le ministre de France ne pouvait être embarrassé de répondre à ce singulier langage. Il représentait au roi que l'empereur Napoléon, prêt à agir sur l'Elbe d'une manière décisive, avait besoin par conséquent d'y rassembler toutes ses forces; qu'une grande victoire assurerait bien mieux là le sort de la Bavière, que la présence d'un corps détaché sur l'Inn; qu'au surplus, de ce que le maréchal Augereau envoyait alors, de Würtzbourg, des régiments sur l'Elbe, on ne devait pas inférer que son corps n'existerait pas; que ces régiments étaient remplacés par d'autres qui venaient de Mayence, et que le nombre des troupes en marche sur le Rhin était assez considérable pour tranquilliser le roi [4]. M. d'Argenteau aurait pu ajouter, s'il avait eu des informations plus exactes sur les mouvements des troupes autrichiennes, que le roi était bien prompt à s'inquiéter, puisqu'une partie de ces troupes (le corps de Klenau) n'était plus sur la frontière bavaroise, et que le reste demeurait immobile. Mais, de son propre aveu, le ministre de France était au-dessous de sa tâche. Du moment où il s'était laissé persuader que la Bavière ne pouvait se passer de la réunion d'Augereau avec de Wrède pour demeurer fidèle, comment aurait-il pu faire valoir, avec l'autorité nécessaire, des raisons auxquelles il ne croyait pas ?

Ainsi, dès l'époque de la reprise des hostilités, le cabinet de Munich, sachant que la jonction im-

[1] Précisément le général Frimont était l'un des chefs du corps autrichien qui observait la Bavière.

[2] Notice historique, etc., p. 25.

[3] Ibid.

[4] Page 25. Le fait est que le roi s'alarmait de l'abandon de la France avec un empressement suspect. Les régiments qui filaient de Würtzbourg sur Leipzig étaient destinés à former le 3e corps de cavalerie, sous les ordres du duc de Padoue. Le corps d'Augereau ne fut, au contraire, complet que vers la fin du mois suivant.

médiate d'un corps français à ses troupes était impossible, faisait de cette jonction la condition expresse de sa fidélité. D'après ce fait incontestable, il n'est pas permis de douter qu'une défaite de Napoléon, au début de la campagne, aurait été le signal instantané de la défection bavaroise, qui fut au contraire ajournée, sinon remise en question, par notre victoire de Dresde. La nouvelle en fut apportée par un officier de l'état-major du prince de Neufchâtel, expédié immédiatement après la bataille. A sa dépêche était jointe une lettre de la reine de Saxe, sœur du roi de Bavière. Cette lettre, écrite dans l'enthousiasme du premier moment, respirait la joie la plus sincère; ces mots, « notre cher empereur, » s'y trouvaient plusieurs fois répétés. Le roi de Bavière lui-même, croyant d'abord la coalition abattue par cette victoire, en parut d'autant plus satisfait, qu'il n'avait pas eu le temps de se compromettre vis-à-vis de l'empereur. « Que dira l'empereur d'Autriche? » écrivait-il à ce sujet à M. d'Argenteau [1]. Pendant quelques jours, il parut s'attacher à convaincre celui-ci que sa confiance dans l'empereur n'avait jamais fléchi.

Mais ce retour devait être éphémère comme nos succès. Bientôt les nouvelles de la Katzbach, de Kulm, de Dennewitz, font renaître des plaintes de mauvais augure sur l'isolement du corps bavarois. Depuis longtemps le roi ni son ministre ne parlaient plus de quitter Munich; maintenant ils ont même cessé de parler, ainsi que de Wrède, de la nécessité où allait se trouver le corps bavarois de se replier de la frontière. L'inaction prolongée des Autrichiens fixe enfin les regards du ministre de France; il apprend que, par suite de quelques rencontres de patrouilles, des soldats bavarois, tombés au pouvoir des Autrichiens, ont été mis de suite en liberté, le général autrichien ayant déclaré qu'il ne se bat pas contre les Bavarois. Cependant M. de Montgelas en est toujours aux mêmes protestations de fidélité; le général de Wrède s'est bien gardé d'interrompre ses rapports avec le ministre de France; au contraire, plus communicatif que jamais, il s'empresse de transmettre *jusqu'à de prétendus rapports d'espions* à son crédule correspondant. Le ministre de France ne sait encore que penser; enfin pourtant il en vient à se demander s'il ne serait pas possible que le général bavarois fît marcher de front cette correspondance si suivie avec lui, et des pourparlers secrets avec les Autrichiens [2]. A partir de ce moment, M. d'Argenteau va de découvertes en découvertes; un peu tardives, il est vrai. Il s'est tellement fié au dévouement du général de Wrède à l'empereur, qu'il lui est désormais impossible de se procurer des informations exactes sur ce qui se passe au quartier général bavarois. Il faut qu'il se contente de former des conjectures sur la probabilité des relations prêtes à établir, *si elles ne le sont déjà* [3]. Le 14 septembre, une lettre du roi lui apprend le désastre de Dennewitz, avec une exagération des pertes de l'armée française, qui laisse bien loin les bulletins du prince de Suède [4]; exagération calculée évidemment pour justifier un abandon prémédité. M. de Mercy regarda cette lettre comme les adieux du roi, et il avait raison. Le comte de Montgelas ne l'entretenait plus que des embarras de la Bavière, de la fermentation des esprits, de récits, vrais ou faux, des désastres essuyés par les armées françaises, et des dangers personnels de Napoléon. Visiblement le comte de Montgelas n'avait plus foi dans l'empereur; et comment le ministre de France aurait-il pu ranimer une confiance que lui-même n'avait plus [5], de son propre aveu? Ce découragement prématuré fut à la fois un grand malheur et une grande faute. Quiconque approfondira les causes de cette fatale crise, y puisera la conviction intime qu'une attitude plus ferme de la

[1] P. 26 et 27. J'ai cru devoir citer, à la fin de ce volume, une conversation curieuse du roi de Bavière avec le ministre de France, conversation qui eut lieu le jour même où arrivèrent les nouvelles de Dresde.

[2] Un fait assez peu important en lui-même, qui se passa vers cette époque (dans la première quinzaine de septembre), prouve à quel point le ministre de France s'était laissé aveugler. Les habitants des villages du Tyrol situés sur la grande route militaire d'Italie s'étaient retirés dans les montagnes, avec leurs bœufs et leurs chevaux, pour se soustraire aux charrois de l'armée. C'était un mouvement tout spontané, et nullement du fait du gouvernement bavarois. M. de Mercy eut ce jour-là un léger accès de méfiance : il sollicita des mesures sévères, s'attendant à un refus ou à des tergiversations. M. de Montgelas prit encore sur lui de signer un arrêté tel qu'il le voulait, et M. d'Argenteau s'applaudit de bonne foi de l'influence qu'il conservait encore à la cour de Bavière, un mois avant la signature du traité de Ried (p. 28 et 29).

[3] Page 30.

[4] « Le général Raglowich m'a envoyé le chef de son état-major, comme courrier, pour m'annoncer la défaite du prince de la Moskowa; j'y ai perdu *les deux tiers* de mon corps, et *il paraît que c'est le seul qui ait opéré sa retraite en bon ordre... Tout est dit actuellement;* mon corps est réduit à onze cent cinquante baïonnettes; équipages et canons sont perdus (inexact). *Dieu sait ce que tout ceci va devenir.....* Bonjour, mon cher comte; *plaignez-moi!* » Billet du roi de Bavière au ministre de France, du 14 septembre.

[5] « Je ne pouvais, dit-il lui-même, que me renfermer dans des phrases et des assurances vagues, qui ne sont de nul effet quand les événements se pressent. »



part du ministre de France aurait agi au moins sur le roi, et retardé la ratification du traité de Ried. Mais, depuis longtemps, il n'avait plus ni les moyens ni la volonté de jouer ce rôle. Dès le 16 août, sur la foi du ministre et du général bavarois, il avait commencé à entretenir le duc de Bassano de ses alarmes sur l'écrasante supériorité des forces autrichiennes qui menaçaient la frontière bavaroise, et qui allaient, croyait-il, rendre toute résistance impossible. En se laissant ainsi convaincre si promptement de l'urgence d'une défection, il s'était mis lui-même dans l'impossibilité de la combattre. En présence d'une erreur si funeste et si obstinée, nous éprouvons le besoin de redire encore que la loyauté du ministre de France est à l'abri de tout soupçon; et nous n'en voudrions d'autre preuve que la naïveté de ses aveux. C'est ainsi qu'au moment où, à sa connaissance enfin, les négociations se poursuivaient avec la plus grande activité, où il n'était pas douteux qu'un traité ne fût à la veille d'être conclu, malgré les tergiversations du roi, *il crut devoir s'abstenir de tenter une démarche directe* pour retarder au moins la signature de ce traité. Voici ses propres expressions : « *Bien que le roi fût dans une vive agitation*, je savais qu'il n'y avait rien à gagner sur son esprit, que des lettres qu'il avait reçues des souverains alliés l'avaient décidé à séparer sa cause de celle de la France. *Je m'étais abstenu de le voir, qu'aurais-je pu lui dire?* Il m'aurait rappelé ce qu'il m'avait dit tant de fois, qu'il ne pouvait pas lutter seul, qu'on l'avait abandonné, que son peuple était aux abois, que l'opinion s'était prononcée... Il m'eût montré les lettres des souverains qui le menaçaient, et m'eût dit qu'il cédait à la fatalité des circonstances, après avoir résisté *aussi longtemps* qu'il avait pu... *Ma dignité de ministre de France ne me permettait pas d'entendre un tel langage, que, dans mon particulier, je ne comprenais que trop bien!!!* » Voilà le ministre de France, qui, de peur de compromettre sa dignité, laisse s'accomplir sans obstacle l'acte le plus funeste aux intérêts du souverain qu'il représente, quand, de son propre aveu, le prince, de la signature duquel dépend l'accomplissement de cet acte, est vivement agité; qu'il tergiverse encore, qu'il suffirait de quelques mots fermement prononcés, d'une menace de la France opposée aux menaces de la coalition, pour gagner quelques jours de plus; quelques jours, dont un seul suffirait peut-être pour sauver la cause française, pour dénouer la coalition par une grande victoire. Qui peut dire ce qui serait avenu des opérations de Napoléon sur l'Elbe pendant le mois d'octobre, si son ministre en Bavière, au lieu de croire sa dignité intéressée à se tenir à l'écart, avait compris qu'il était de son devoir de se montrer au contraire, et de parler haut et ferme, et de ne pas sacrifier enfin la France à la Bavière, à force d'avoir peur de compromettre cette puissance vis-à-vis des alliés, en leur faisant trop attendre sa défection?

Nous avons dû déjà le dire, la rare sagacité de Napoléon dans ses choix pour des missions importantes a semblé souvent lui faire défaut depuis 1812. En Pologne, M. de Pradt avait fait le mal; en Bavière, M. d'Argenteau ne sut pas l'empêcher. Hâtons-nous d'ajouter qu'un intervalle immense sépare ces deux hommes sous le rapport moral. Peut-être même les fautes de M. d'Argenteau sont-elles particulièrement excusables en lui. Habitant d'une province récemment unie à la France, à demi Autrichien par ses relations de famille et d'amitié, faisant enfin son apprentissage diplomatique dans un poste devenu inopinément des plus difficiles, il fut sans doute moins coupable qu'un autre d'avoir trop tôt douté de la fortune de la France. Mais l'envoi d'un tel ambassadeur en Bavière n'en avait pas moins été une fatale inspiration.

Pendant la dernière quinzaine de septembre, les négociations secrètes de l'Autriche et de la Bavière, devenues plus actives, se trahissaient par des indices non équivoques aux yeux mêmes du ministre de France, qui se tenait à l'écart, pensant *qu'il n'y avait plus qu'à attendre l'événement* [1]. L'ancien secrétaire de la légation autrichienne en Bavière était arrivé au quartier général du prince de Reuss: des pourparlers suivis avaient eu lieu entre les généraux des deux armées; enfin, de Wrède s'était rendu lui-même secrètement à Munich pour aider son complice à vaincre les dernières incertitudes du roi [2]. M. d'Argenteau, réfutant une assertion du duc de Rovigo, s'attache à prouver qu'aucun de tous ces secrets ne lui a échappé, et qu'il en rendait compte très-exactement au duc de Bassano dans diverses dépêches qui toutes furent interceptées. Toutefois, de son propre aveu, ses illusions n'étaient pas encore dissipées, puisque, le 2 et le 3 octobre, il annonçait, dit-il, la défection de la Bavière comme certaine, *si nous étions forcés d'abandonner l'Elbe*. La défection de la Bavière allait, au contraire, précéder et hâter cet abandon.

Nous arrivons à ce fameux traité de Ried, qui, si nous en croyons l'apologiste persévérant du cabinet de Munich, « fut plutôt une capitulation signée sous le feu de l'ennemi, *et dont il ne fut pas permis aux négociateurs bavarois de discuter les conditions*. » Deux traités avaient été signés; l'un patent, l'autre secret. Par le premier, la Bavière

[1] Page 31.

[2] 23 septembre.

obtenait pour prix de sa renonciation à la confédération du Rhin, et de sa coopération à la guerre, la jouissance libre et paisible, *et la souveraineté pleine et entière de tous les États* dont elle se trouvait en possession au moment de la reprise des hostilités. Comme on le voit, la Bavière abandonnait la cause française pour s'assurer la conservation des avantages qu'elle devait à son alliance avec la France. L'article le plus important par ses conséquences immédiates était le sixième, ainsi conçu : « Les armées bavaroise et autrichienne commenceront à opérer à dater de la ratification du présent traité. » Cette disposition était évidemment l'objet principal du traité pour les négociateurs autrichiens, et le ministre de France ne la connut, de son propre aveu, que le 8 octobre [1]. Ce jour-là seulement, il put annoncer au duc de Bassano, dans une dépêche qui fut interceptée comme les autres. que, *dès le lendemain,* les forces bavaroises réunies devaient se porter à marches forcées sur les derrières de l'armée française [2]. Ce fait seul met le lecteur à même de juger de l'exactitude et de la célérité des renseignements que pouvait obtenir le ministre de France.

Par les articles secrets du traité de Ried, *l'indépendance absolue et entière de la Bavière* était stipulée (art. 1er). Cette puissance devait se prêter à toutes les cessions qui pourraient être jugées nécessaires (art. 2) [3]..., et par contre, les alliés s'engageaient à procurer à la Bavière *une indemnité pleine et entière,* qui formerait avec elle *un contigu complet et non interrompu* (art. 3 et 4).

« Telles furent, dit un écrivain assurément peu suspect de partialité pour la France [4], les conditions auxquelles le premier prince de la confédération du Rhin consentit à quitter l'alliance avec *Buonaparte.* Il eut soin de stipuler la conservation de cette souveraineté pleine et entière dont *Buonaparte* s'était servi pour faire entrer les princes d'Allemagne dans l'union *monstrueuse* du 12 juillet 1806. Cette condescendance des alliés eut des suites dont probablement on ne sentit pas dès lors toute l'importance. En reconnaissant la *souveraineté pleine et entière* d'un ancien membre du corps germanique, les puissances alliées durent renoncer à l'espoir de reconstruire cette association. En garantissant à la Bavière l'intégrité de ses possessions, elles sanctionnèrent les médiations que l'acte de 1806 avait prononcées. Cette faute aurait été grave, si elle n'était excusée par les circonstances dans lesquelles l'Allemagne se trouvait. *A l'époque où le traité de Ried fut conclu, on ne crut pouvoir acheter trop chèrement la défection de la Bavière...* Quinze mois après..., on s'aperçut que le traité de Ried et les conventions (avec les autres princes de la confédération du Rhin) auxquelles il a servi de modèle, contrarieraient l'exécution des *plans les plus sages* qu'on avait imaginés pour la réorganisation de l'Allemagne. » En effet, quand les succès inespérés des alliés leur eurent permis d'oublier combien l'accession de la Bavière avait été utile à leur triomphe, quand il ne s'agit plus que du partage des dépouilles, les grandes puissances trouvèrent qu'elles avaient payé bien cher cette défection. La Prusse surtout regretta vivement d'avoir les mains liées relativement à la noblesse médiatisée, dont le rétablissement eût servi ses vues ambitieuses, en formant une pépinière de discordes au sein des États du second ordre. Aussi le lot de la Bavière fut-il morcelé au congrès de Vienne, malgré les plaintes du plénipotentiaire bavarois de Wrède, qui déjà avait stipulé à Paris, en récompense de la trahison bavaroise, la spoliation des États qui nous étaient restés fidèles les derniers [5]. En présence de pareils faits, pouvons-nous voir bénévolement dans le traité de Ried *une capitulation dictée sous le feu de l'ennemi,* comme le ministre de France se flattait de le faire croire à Napoléon lui-même? N'est-il pas évident. au contraire, que ce traité avait été préparé, mûri par la Bavière, concerté par elle avec les Autrichiens, et signé juste au moment où l'accession de cette puissance importait le plus à leur succès?

Enfin, s'il faut un dernier témoignage plus authentique, plus irréfragable, de cette spontanéité qui rend la conduite de la Bavière si odieuse, nous le trouverons dans une publication faite par le gouvernement bavarois lui-même, à l'époque où, se voyant contester une partie du prix de sa trahison, il eut le triste courage de s'en glorifier aux yeux de l'Europe entière. Écoutons-le donc lui-même... « Le 8 octobre 1813, la Bavière accéda à la grande alliance, *ainsi,* à une époque où Napoléon

[1] Il n'avait demandé ses passe-ports que la veille, et, d'après son récit, il ne paraît pas qu'il en eût fait une seule fois la menace auparavant.

[2] Page 48.

[3] L'article 7 accordait aux Autrichiens l'occupation provisoire du Tyrol, comme garantie d'une restitution définitive.

[4] Schœll, Histoire des traités de paix, t. X, p. 297.

[5] D'après le traité du 3 juin 1814, non ratifié par les alliés, la Bavière prenait ses indemnités sur le prince primat et sur la maison de Bade. (V. Montvéran, VI, 326. Voyez aussi la Dissertation publiée par M. Bignon en 1818, sur les démêlés des cours de Bavière et de Bade; écrit qui produisit en Allemagne une sensation profonde, et ne fut pas sans influence sur la décision de la question.)

était encore maître de l'Elbe, où la masse de ses armées était encore intacte, *et l'issue de la campagne pour le moins équivoque.* » Et un peu plus loin : « Il était à prévoir que la conduite tenue par la Bavière serait imitée par les autres princes de la confédération. C'est ce qui ne tarda pas effectivement à arriver ; *mais ce fut à une époque où leur volonté était moins libre, leur décision moins hasardée, par conséquent moins méritoire* [1] *!!...*

Personne assurément ne contestera que la Bavière n'ait dû éprouver moins de difficultés pour obtenir des conditions plus favorables lors des négociations de Ried, en mettant de suite ses troupes à la disposition de la coalition, dans un moment si critique. Mais M. d'Argenteau dépasse toutes les bornes de la vraisemblance, quand il veut nous faire accroire, sur la foi du ministre bavarois, que la réunion immédiate des deux corps autrichien et bavarois *fut la condition du traité de Ried, et de l'existence même de la monarchie bavaroise* [2]. Les souverains de Würtemberg, de Bade, de Hesse-Darmstadt, qui, malgré le fait décisif de la défection bavaroise, ont attendu les événements de Leipzig pour traiter avec la coalition, obtinrent pourtant à peu près les mêmes garanties que la Bavière. Les négociateurs de la coalition trouvèrent prudent de ne pas leur faire payer trop cher cette accession si tardive. La Bavière, plus puissante encore, aurait donc pu rester loyale aussi impunément [3].

La veille de la signature du traité, le ministre de France prit congé du comte de Montgelas, qui lui fit une dernière scène d'adieux et de doléances hypocrites. « Vous pourrez, lui dit-il, rendre ce témoignage, que nous n'avons rien à nous reprocher vis-à-vis de l'empereur !... Nous courbons la tête sous l'orage, nous allons Dieu sait où ! Mais une fois le calme rétabli, soyez bien sûr d'une chose, *c'est qu'il faut une France à la Bavière* [4] *!* »

Le 14 octobre, la Bavière déclara la guerre à cette France *qu'il lui fallait.* Nous dirons bientôt les motifs de ce retard. Le manifeste bavarois avait été assez embarrassant à rédiger. Cette puissance, s'étant réservé pour prix de sa défection au moins l'équivalent des profits que lui avait valus son accession à la confédération du Rhin, ne pouvait s'associer aux déclamations furibondes qui retentissaient de toutes parts contre cette confédération. Il s'efforçait donc de la justifier, au moins en principe. Les griefs énoncés contre la France étaient : 1° *l'usage abusif* qu'avait fait l'empereur Napoléon de l'acte de 1806, pour requérir, au gré de son caprice, les forces des États de la confédération *dans des guerres entièrement étrangères à leurs intérêts ;* 2° l'éloignement du corps du duc de Castiglione, qui laissait la Bavière exposée à une invasion autrichienne. Nous savons déjà à quoi nous en tenir sur ce second point ; à l'égard du premier, M. Schœll lui-même, tout en regrettant que l'inconséquence des rédacteurs de cette pièce le force à devenir l'avocat de *Buonaparte,* reconnaît que la réquisition de tous les contingents de 1812 et 1813 n'avait été que l'application rigoureuse des articles 35 et 36 de l'acte de confédération.

La Bavière avait encore une autre excuse, qui n'avait pu être mentionnée dans son manifeste, mais dont il avait été question à satiété dans les entretiens de M. de Montgelas avec le ministre de France. Nous voulons parler de l'opinion publique, cette puissance nouvelle, que l'année 1813 vit invoquer pour la première fois dans les relations des cabinets. Peut-être le gouvernement bavarois avait-il moins de droit que tout autre à se prévaloir d'un semblable prétexte. S'il y avait en Allemagne un État dans lequel l'opinion se composât d'éléments essentiellement contradictoires, c'était bien le royaume de Bavière tel que Napoléon l'avait fait. L'opinion du Tyrol n'était pas celle de la vieille Bavière, l'opinion de Bamberg n'était pas celle d'Anspach. Que le vœu des hommes les plus éclairés de tous ces pays, s'unissant à l'intérêt du souverain, réclamât impérieusement une constitution propre à donner de l'unité à ce nouveau royaume, cela est indubitable ; mais nous ne saurions comprendre pourquoi cette constitution aurait été inconciliable avec la fidélité à la France. Son établissement avait-il été l'objet de quelque communication de la part du gouvernement bavarois ? L'empereur Napoléon, que nous avons vu conseiller lui-même à son frère d'établir des cortès et une constitution en Espagne, a-t-il eu même l'occasion de témoigner sa répugnance pour quelque projet de constitution allemande ? Non assurément. Tant que sa protection avait suffi pour garantir aux princes de la confédération la paisible jouissance de ce qu'ils avaient reçu de lui, ils n'avaient pas trouvé le temps de s'occuper de constitutions. Le cabinet de Munich notamment, tout préoccupé de nouvelles vues d'agrandissement, n'avait songé, dans les dernières années

[1] Pièces authentiques relatives aux arrangements territoriaux de la Bavière avec le grand-duché de Bade, 1818. Introduction, pages 9 et 10.

[2] Page 29.

[3] La Bavière, en définitive, ne se trouva pas mieux traitée que les États qui n'avaient pas partagé la honte de sa défection. Malgré les promesses qui lui avaient été faites, son indemnité fut loin d'être égale aux sacrifices qui furent exigés d'elle.

[4] La dépêche dans laquelle M. d'Argenteau rendait

de l'empire, qu'à exercer, auprès des États secondaires, et notamment auprès du roi de Würtemberg, une sorte d'observation politique au profit de la France [1], espérant obtenir par là, soit de nouveaux avantages à leur détriment, soit du moins une indépendance absolue, et comme un patronage secondaire de la confédération du Rhin. Le reproche d'avoir méconnu les tendances libérales des populations allemandes, ne devait donc pas arriver à Napoléon par le cabinet de Munich. Dans les derniers temps, le roi et son ministre se plaignaient aussi à M. d'Argenteau des formes despotiques dont l'empereur usait parfois dans ses relations avec la Bavière; ils s'en plaignaient d'autant plus amèrement, que la fortune des armes nous devenait plus contraire, et ce grief figure aussi dans le manifeste bavarois. Y avait-il bien de la dignité dans ces reproches tardifs, adressés à un maître auquel on avait obéi sans murmurer quand il commandait aussi à la fortune?

La réunion des Autrichiens et des Bavarois sur l'Inn s'était opérée immédiatement après la signature du traité de Ried. Depuis trois semaines, cette réunion existait en fait, et tout était concerté entre les généraux. De Wrède avait réclamé et obtenu le commandement en chef de cette armée, forte d'environ cinquante-cinq mille hommes, dont plus de la moitié de troupes bavaroises [2]. C'était donc devant des forces inférieures qu'il était resté immobile depuis la reprise des hostilités, et qu'il avait annoncé, dès le 22 août, ne pouvoir tenir même un instant. La supériorité des Autrichiens n'avait été qu'un mensonge propre à abuser le ministre de France, et que le manifeste bavarois n'avait pas même osé répéter [3].

Un ordre du jour du nouveau généralissime de Wrède proclama l'union des soldats des deux nations; il leur annonçait en même temps que probablement ils allaient bientôt quitter les États du roi de Bavière pour agir sur les points où les conduirait leur nouvelle destination. Cette destination était de marcher à grandes journées vers le Rhin, et là, suivant les événements, de s'emparer de suite des clefs de la France en occupant militairement Mayence et la frontière française, si l'empereur Napoléon, prolongeant sa résistance sur l'Elbe, perdait sa ligne de communication par Leipzig et Erfurt, et, dans le cas contraire, de l'arrêter au défilé de Gelnhausen, mettant ainsi les débris de l'armée française entre deux feux. Le mouvement des Bavarois commença dès le lendemain. Déjà, leur concentration sur Braunau, en permettant au général autrichien Hiller d'étendre sa droite vers la haute Drave, contraignait le prince Eugène à se retirer sur l'Adige et rouvrait l'Italie à nos ennemis.

On se demande sans doute pourquoi la déclaration de guerre et la marche de l'armée austro-bavaroise n'avaient pas immédiatement suivi la conclusion du traité [4]. Ce retard était dû à l'adresse du secrétaire de la légation française M. Bogne de Faye, qui, malheureusement pour M. d'Argenteau, avait été retenu loin de lui plusieurs mois, pour une mission particulière en Franconie. Il arrivait à Munich au moment où le traité de Ried venait d'être signé. On y était alors sans nouvelles des événements de la Saxe. M. Bogne de Faye fit répandre, dès son arrivée, avec un air d'assurance propre à persuader, que l'armée française avait obtenu d'importants succès, et qu'en ayant été informé, malgré les partisans qui infestaient les routes, il était venu en apporter la nouvelle. Cela suffit pour arrêter quelques jours la publication du manifeste, et la marche de de Wrède, tant le gouvernement bavarois avait alors de frayeur d'agir, soit dans un sens, soit dans un autre. M. de Montgelas s'était, il est vrai, préparé un complaisant apologiste dans le ministre de France, en cas d'un revirement imprévu; mais il savait que l'empereur ne se laisserait pas facilement abuser, et ne pouvait se dissimuler ce que la Bavière aurait à craindre de Napoléon vainqueur. La position de cette puissance, après sa défection, présentait une frappante analogie avec celle de Bernadotte : pour leur avantage à tous deux, les malheurs de la France ne pouvaient être trop grands. Cette considération va nous expliquer un dernier trait de perfidie du ministre bavarois.

Après la signature du traité de Ried, M. d'Argenteau, retenu encore pour quelques jours à Mu-

compte de cette conversation, tomba entre les mains des Autrichiens, et fut remise à M. de Metternich. Celui-ci n'avait pas besoin d'une nouvelle preuve de la duplicité du ministre bavarois : son parti était déjà pris de le faire éloigner des affaires, et, à la première occasion favorable, il n'y manqua pas.

[1] Ce système de délation n'avait pas cessé encore à l'époque de la bataille de Lutzen. Le roi écrivait au ministre de France : « Il est essentiel que le roi de Würtemberg soit instruit de cette victoire au plus vite, *et pour cause.* »

[2] D'après le général de Vaudoncourt, il y avait dans cette armée vingt-trois mille six cents Autrichiens et trente et un mille deux cents Bavarois.

[3] « Les troupes bavaroises, isolées des armées françaises en Allemagne et en Italie (ce qui n'était même pas exact), furent exposées aux attaques d'armées bien plus nombreuses que l'Autriche *pouvait envoyer contre elles.* » (Manifeste bavarois.)

[4] Le traité est du 8, le manifeste du 14, et de Wrède ne commença son mouvement que le 15.



nich, et inquiet, non sans raison, du sort des courriers qu'il avait expédiés à l'empereur, fit partir en avant M. Bogne de Faye, en le chargeant d'employer tous les moyens possibles pour faire connaître au quartier général la défection de la Bavière, et surtout le mouvement de l'armée austro-bavaroise. M. de Faye, se dirigeant vers Francfort, passa par Bamberg, où il avait longtemps séjourné lors de sa mission particulière, et y resta encore quelques jours. Il était intimement lié avec le comte de T...., gouverneur de la province, avec lequel il faisait échange de nouvelles, et qui semblait porter un intérêt réel à la cause française. Dans l'un des derniers entretiens qu'ils eurent ensemble, ce fonctionnaire, suivant le mot d'ordre du cabinet de Munich, déplorait le malheur des circonstances, et la nécessité où se trouvait la Bavière de se séparer de nous; puis, semblant entraîné à parler à cœur ouvert, il montra *confidentiellement* au diplomate français une lettre de M. de Montgelas, dans laquelle celui-ci marquait que l'armée austro-bavaroise se dirigeait par le haut Palatinat, en longeant les frontières de Bohême, pour entrer par la route de Hoff en Saxe. « Cette direction, ajouta M. de T...., les laissera bien loin derrière l'armée française, et ils ne l'atteindront pas. » M. Bogne de Faye savait d'avance à quoi s'en tenir sur la direction que suivait de Wrède. Cette fausse confidence, qui lui était évidemment faite *par ordre*, pour être communiquée au quartier général, lui montra seulement combien le cabinet de Munich tenait à perdre l'empereur.

Cependant l'ingrat, l'ambitieux de Wrède s'avance vers le Rhin; lui aussi est pressé de mettre sa trahison à l'abri de nos malheurs. Les nouvelles qu'il reçoit de la Saxe accélèrent son mouvement, et l'amènent dans la direction de Hanau; il se croit appelé à détruire les restes de l'armée française, à ramasser l'épée de Napoléon. Laissons-le marcher dans sa présomptueuse confiance; la Providence lui réserve un châtiment dont le récit nous consolera un moment des désastres de Leipzig.

# CHAPITRE XIV.

## GUERRE.

**La grande armée alliée marche sur Leipzig. — Retraite du roi de Naples. — Arrivée de Napoléon à Leipzig. — Dispositions de Napoléon et des alliés. — Bataille de Wachau. — Combats de Mœkern et de Lindenau. — Mission du général autrichien Meerfeldt. — Concentration de l'armée française. — Journée du 18. — Trahison des Saxons. — Réflexions sur cette bataille. — Dernière entrevue de Napoléon et du roi de Saxe. — Journée du 19. — Catastrophe du pont de l'Elster. — Mort du prince Poniatowski. — Retraite de l'armée. — Marche des Austro-Bavarois. — Bataille de Hanau. — L'empereur rentre à Mayence. — Paroles de Napoléon à M. d'Argenteau, au sujet de la défection de la Bavière. — Retour de Napoléon à Paris.**

C'est maintenant surtout que notre tâche devient accablante. Il nous reste à suivre l'armée française dans les plaines de Leipzig, vaste sépulcre que lui creuse la trahison de la Bavière.

Ce fatal incident a donné raison à la fatigue et au découragement de quelques maréchaux, et contraint Napoléon d'abandonner sans retour son audacieux projet de manœuvrer entre l'Elbe et l'Oder [1]. Toutes les mesures précédentes sont contremandées; les corps français qui s'avançaient sur l'Elbe et la Mülde reprennent à marches forcées la route de Leipzig. Cette ville est, en effet, la clef de la retraite sur la France; il faut se hâter d'y prévenir l'ennemi. Il était temps, car le même rendez-vous était pris, comme nous l'avons vu, pour toutes les armées dont la coalition disposait.

Dès les premiers jours d'octobre, la grande armée alliée s'était mise en mouvement pour pénétrer en Saxe, Murat, chargé d'observer et de contenir cette masse redoutable, avait avec lui les 2e, 5e et 8e corps. Admirablement secondé par Lauriston, Bellune, et surtout Poniatowski, il se replia avec beaucoup d'ordre sur Leipzig, disputant pied à pied le terrain à des forces doubles des siennes. Dès le 11, les Autrichiens, qui formaient la gauche de l'armée ennemie, avaient atteint l'Elster, occupaient Pegau, et débordaient ainsi Leipzig par le sud-ouest. Lichtenstein et Giulay avaient été détachés par Zwenkau sur les communications françaises, pour rallier les partisans de Thielmann, se lier aux armées du Nord et de Silésie, et séparer de l'armée française le corps d'Augereau, qui s'était mis en marche de Würtzbourg, le 26 septembre. L'impétuosité du duc de Castiglione trompa l'espérance de l'ennemi; Thielmann et Lichtenstein furent culbutés entre Weissenfels et Naumbourg; et le 9e corps entra à Leipzig le 12 octobre. Ce jour-là même, Murat, avec ses trois corps d'armée, occupait une belle position au sud de cette ville, sa gauche appuyée aux marais de la Pleisse vers Gostewitz, sa droite à un bois vers Stormthal. Croyant mal à propos que Napoléon, dont il venait d'apprendre le retour sur Leipzig, allait se trouver en mesure d'attaquer d'abord Blücher et Bernadotte, il crut devoir prendre des dispositions pour resserrer sa ligne de défense et contenir seulement la grande armée alliée au sud de la place, ne la couvrant que comme tête de pont. En conséquence, dans la journée du 13, il fit replier son avant-garde, et céda, sans combat, les défilés du Gœselbach. Les détails de la bataille du 16 feront suffisamment comprendre les suites fâcheuses qu'eut ce mouvement rétrograde. Il allait abandonner de même les positions capitales de Liebertwolkowitz et de Wa-

[1] « Le succès de ce projet dépendait de la faculté de me jeter en masse par Magdebourg sur la Westphalie, ou par Dresde en Bohême, en me basant sur la Bavière. Dès que cette alternative m'était ravie, il eût été absurde de conduire une armée française entre l'Elbe et l'Oder, en laissant derrière moi une armée déjà forte du double, et que la défection de la Bavière eût infailliblement grossie de toute la population jusqu'au Rhin. » Jomini, IV, 443.

chau, quand il apprit que l'empereur serait à Leipzig le lendemain, et combattrait d'abord la grande armée alliée. Celle-ci gagnait rapidement du terrain ; les défilés quittés par Murat furent occupés, le 14, par les corps de Wittgenstein et de Kleist, qui s'avancèrent sur Wachau; tandis qu'à leur droite celui de Klenau, débouchant entre Naunhof et Thrana, repliait les avant-postes français sur Liebertwolkowitz. Un choc impétueux de cavalerie eut lieu en avant de Wachau; Murat s'y exposa tellement qu'il faillit être pris. Une canonnade générale s'établit sur toute la ligne des deux armées, et se prolongea jusqu'à la nuit.

Le 15, Napoléon arrive devant Leipzig, avec sa garde et le 11e corps. Son âme est agitée des plus sombres pressentiments; il se sent entraîné vers l'abîme. Il lui faudrait frapper un coup décisif au sud de Leipzig avant que l'arrivée de Blücher l'oblige à diviser ses forces; mais Souham (3e) et Reynier (7e) lui manquent encore ; il se voit dans la périlleuse nécessité d'attendre au lendemain. Cependant toutes ses dispositions sont prises dans la soirée. Il a pensé que la garnison de Leipzig, commandée par le duc de Padoue, suffira pour défendre Lindernau, seul passage qui assure la retraite de l'armée au delà de l'Elster. Au nord, le maréchal Marmont a reconnu, vers Mœkern, une position avantageuse qui permet de se maintenir longtemps contre des forces supérieures. Napoléon espère que l'un des corps de Souham suffira pour y arrêter Blücher pendant l'après-midi du 16, s'il vient de Halle directement par Skeuditz. Si, au contraire, il a préféré suivre la route plus longue de Mersebourg pour combiner une attaque sur Lindernau avec le corps de Giulay, Napoléon calcule encore que cette attaque ne pourra être sérieuse le 16. Ainsi, il pourrait disposer au sud de Leipzig, des corps de Bertrand, de Marmont, et de deux divisions de celui de Souham, encore en marche. Une fatalité impitoyable va déjouer successivement ses combinaisons, en lui retirant tous les renforts sur lesquels il compte, et ne lui laissera qu'une victoire sanglante et sans résultats.

Cependant la grande armée alliée était réunie au sud de Leipzig. Le lendemain, elle devait se renforcer des réserves russes et autrichiennes qui arrivaient par la route de Colditz [1]. Néanmoins, les souverains alliés, craignant qu'une trop longue inaction de leur part ne devînt funeste à Blücher et à Bernadotte, ordonnèrent une attaque générale pour le 16.

L'action commença à neuf heures du matin. Les corps de Lauriston et de Bellune occupaient les hauteurs de Wachau et de Liebertwolkowitz, ayant la jeune et la vieille garde en réserve vers Probstheyda. Celui d'Augereau, posté sur les collines vers Dœsen, se liait aux Polonais, placés en crochet à l'aile droite, de Markkleeberg à Connewitz le long de la Pleisse. Poniatowski avait à défendre à la fois Markkleeberg contre le corps de Kleist, et le passage de la Pleisse contre les forces que le généralissime autrichien entassait mal à propos dans le cul-de-sac marécageux qui sépare cette rivière de l'Elster. L'idée fixe de Schwartzenberg était de forcer le passage de la Pleisse à notre droite, et de prendre à revers les positions des corps français attaqués de front par Wittgenstein et Kleist. Non content d'engager là le corps du général Meerfeldt et les réserves du prince de Hesse-Hombourg, il ne tint pas à lui d'y porter des réserves russo-prussiennes; l'empereur Alexandre, bien conseillé, s'opposa à l'exécution de cette malencontreuse manœuvre, qui, comme nous allons le voir, aurait causé la défaite entière des alliés.

Leur premier choc fut terrible. A notre gauche, Klenau fondit de Gross-Pœssna sur Liebertwolkowitz; Wittgenstein et Kleist, débouchant des défilés du Gœselbach, s'élancèrent sur Wachau et Markkleeberg, tandis que les Autrichiens attaquaient à notre extrême droite les ponts de la Pleisse à Connewitz, Lossnig et Dœlitz. Kleist enleva Markkleeberg aux Polonais, et marcha sur Dœlitz pour les mettre entre deux feux; mais, pris en écharpe par l'artillerie française des plateaux, il se replia promptement sur Markkleeberg, où il resta immobile. La plus furieuse attaque des alliés eut lieu sur Wachau et Liebertwolkowitz [2]; six attaques consécutives y furent repoussées en moins de trois heures.

Du plateau de Meysdorf, Napoléon domine cette scène de carnage; son génie, aux prises avec la fortune infidèle, va pourtant lui arracher encore une victoire. Augereau arrive au secours des Polonais. Lauriston et Bellune sont soutenus par la jeune garde. Napoléon sait déjà qu'il ne doit plus compter sur Bertrand, dont Ney a dû disposer pour défendre le faubourg de Lindenau, vivement attaqué par Giulay : mais il espère encore avoir à sa disposition pour dernière réserve le corps de Marmont,

[1] Colloredo et Bennigsen, après avoir refoulé le 1er et le 14e corps français sur Dresde, avaient laissé devant cette ville vingt mille hommes commandés par Ostermann, et marchaient sur Leipzig avec le reste de leurs forces.

[2] Le général Klenau, qui attaquait ce dernier point, avait été renforcé d'une colonne russo-prussienne, qui débouchait par Stormthal sous le commandement de Pirsch et de Gortzakow.

et peut-être celui de Souham. Déjà vers midi, l'aspect du champ de bataille a changé. A notre extrême gauche, Macdonald débouche vers Holzhausen, et prend en flanc les assaillants de Liebertwolkowitz. Tandis qu'il enlève à la baïonnette la *redoute suédoise,* et replie Klenau sur Grosspœssna, Lauriston, soutenu par Mortier, rejette sur Stormthal Gortzakow et Pirsch; Victor et Oudinot repoussent vers le Gœselbach la colonne qui attaquait Wachau. L'armée francaise a pris l'offensive sur toute la ligne; déjà, à droite et à gauche de Wachau, deux masses formidables de cavalerie, commandées par Kellermann et Latour-Maubourg, se précipitent sur Grœbern et Gossa pour achever la déroute du centre des alliés. Heureusement pour ceux-ci, l'empereur Alexandre, au lieu d'engager les réserves russo-prussiennes entre l'Elster et la Pleisse, comme Schwartzenberg l'aurait voulu, les avait laissées vers Rotha, d'où elles purent arriver à temps au secours de Wittgenstein et de Klenau. Les grenadiers de Rajewskï, débouchant de Grœbern, prirent position en arrière de la bergerie d'Auenheim à Gossa, et résistèrent à toutes les attaques. Néanmoins la charge foudroyante de Latour-Maubourg parut un moment décider la journée en notre faveur. Nos cuirassiers culbutèrent une division de cavalerie russe, qui couvrait Gossa, enfoncèrent la gauche du corps du prince de Würtemberg, enlevèrent une batterie russe, et pénétrèrent jusqu'à l'empereur Alexandre, qui fut obligé de reculer précipitamment, et de faire donner sur notre tête de colonne les cosaques d'élite qui lui servaient d'escorte [1]. Le général Latour-Maubourg venait d'avoir une jambe emportée; la confusion causée par cette blessure facilita l'effet de la charge inopinée des cosaques d'Orlow; nos cuirassiers furent ramenés, et contraints d'abandonner les canons dont ils s'étaient emparés. Cependant le général Rajewski venait d'être blessé aussi du côté des Russes, et le duc de Bellune avait fait des progrès; mais Napoléon ne pouvait plus le soutenir. Marmont, sur lequel il comptait encore à midi, était fortement engagé contre Blücher; et les deux divisions du 3e corps ne paraissaient pas. Les grenadiers russes purent donc se maintenir contre les soldats de Bellune, déjà fatigués. D'un autre côté, la charge de Kellermann sur Grœbern n'avait pas été heureuse; il était pris en flanc et ramené sur Wachau par la réserve de cavalerie autrichienne, qui avait fort à propos franchi la Pleisse, et débouchait de Grœbern. Le prince de Schwartzenberg s'était enfin décidé à porter toutes ses réserves au centre : celle d'infanterie entra en ligne vers Markkleeberg et Gossa sur les trois heures; c'eût été trop tard, si Napoléon avait pu faire contenir à temps la trouée de Latour-Maubourg et de Bellune. Grâce à ce renfort de troupes fraîches, les alliés se maintinrent à Makkleeberg, et restèrent maîtres d'Auenheim et de Gossa, après une lutte opiniâtre dans laquelle ces positions furent prises et reprises. Vers la fin de la journée, le général Meerfeldt était enfin parvenu à forcer le passage de la Pleisse avec quelques bataillons; sa troupe fut renversée, et lui-même fait prisonnier par la division Curial de la vieille garde. Ce dernier épisode de la journée était la condamnation la plus formelle des manœuvres du généralissime autrichien [2].

Sur la rive gauche de l'Elster, Bertrand avait résisté vaillamment au corps de Giulay, renforcé de Lichtenstein et de Thielmann. Lindenau, pris et repris, resta aux Français. Au nord de Leipzig, Blücher parut plus tôt qu'on ne s'y attendait, et fit attaquer impétueusement tout à la fois, vers une heure, Marmont à Mœkern, et les Polonais de la division Dombrowski du 8e corps, à Gross-Wetteritz. Ney, entendant quelques heures auparavant la canonnade de Wachau, avait cru devoir porter de ce côté les deux premières divisions du 3e corps qui ne faisaient que d'arriver vers Schœnfeld; ce fut une malheureuse inspiration. Elles avaient déjà dépassé Leipzig, quand Ney les fit précipitamment redemander au moment où leur entrée en ligne aurait pu rendre décisive la bataille de Wachau, et elles ne purent être de retour à temps au nord de Leipzig. Ainsi ces quinze mille hommes, dont la coopération aurait été si précieuse, soit d'un côté, soit de l'autre, passèrent la journée en marches et contre-marches. Leur absence avait donné à Blücher une supériorité accablante. Marmont, après une défense héroïque, fut ramené de Mœkern sur Euterisch; Dombrowski résista avec la même opiniâtreté vers les villages de Wetteritz, et sauva ainsi la division Delmas qui arrivait par la route de Düben avec le parc du 3e corps, et qui courait risque d'être coupée, si cette position avait été emportée plus tôt.

Au point de vue purement stratégique, la bataille de Wachau fut sans doute une victoire pour l'armée française. Toutes les attaques des alliés au sud de Leipzig avaient échoué [3]; réduits bientôt à la dé-

[1] L'intrépide Letort, à la mémoire duquel nous sommes heureux d'avoir à rendre souvent hommage, se distingua dans cette charge de la manière la plus brillante.

[2] Il avoua lui-même, dans son bulletin, que l'attaque par Connewitz, sur laquelle il avait d'abord fondé de si grandes espérances, n'offrait aucune chance de succès.

[3] Sauf l'occupation de Markkleeberg, dont ils ne tirèrent même aucun parti, comme nous l'avons vu.

fensive, ils n'avaient pu se maintenir dans les positions qu'ils occupaient le matin, sans l'attaque simultanée de Blücher, et sans l'imprudence de Murat, qui, trois jours auparavant, leur avait abandonné les défilés de Grœbern et de Gehren, dont l'occupation donna à leur centre une position très-forte, et leur permit de faire arriver à temps les réserves russes et autrichiennes. Mais dans la situation de nos affaires, le résultat général des combats de cette journée n'en était pas moins désastreux.

Le 16 au soir, Napoléon n'attend plus que le corps de Reynier [1]; tandis que les alliés, déjà trop supérieurs en nombre depuis l'arrivée de Blücher pour qu'il soit possible de reprendre contre eux l'offensive, vont se renforcer encore de Bernadotte, de Bennigsen et de Colloredo. Et comme si ce n'était pas assez de tant d'ennemis à combattre, l'empereur voit, avec une amertume indicible, ses plus fidèles serviteurs mécontents ou découragés. Ils ne le comprennent plus, ils n'ont plus foi en lui; leurs murmures arrivent presque jusqu'à ses oreilles. Napoléon sent la nécessité de répondre à ces plaintes, au moins intempestives, par une démarche qui ne permette plus de douter de ce qu'il a dit tant de fois, que s'il ne fait pas la paix, c'est qu'il ne le peut pas. Dans la soirée même du 16, une occasion favorable se présente; il ne la laissera pas échapper. Parmi les prisonniers se trouve ce même général Meerfeldt, qui, en 1796, signa le traité de Campo Formio avec Bonaparte; qui, depuis, vint implorer un armistice de Moreau, vainqueur à Hohenlinden; enfin, qui fut, dit-on, l'intermédiaire des premières propositions des deux empereurs de Russie et d'Autriche après la bataille d'Austerlitz. C'est lui qui, cette fois, ira leur porter des paroles de paix de la part de Napoléon. Il leur fait proposer, pour prix d'un armistice, l'évacuation immédiate des places fortes de la Vistule, de l'Oder, et même de l'Elbe. Il déclare souscrire d'avance à l'abandon de la Pologne, de la confédération du Rhin, de l'*Illyrie entière,* à l'établissement d'un royaume d'Italie indépendant. Les négociations relatives à l'Espagne, à la Hollande, à l'indépendance des villes hanséatiques, devront être conduites ultérieurement avec l'Angleterre.

Napoléon a cru que les souverains alliés verraient quelque chose de providentiel dans cette mission confiée au parlementaire des coalitions vaincues. Cet espoir sera déçu; la modération n'est pas à l'ordre du jour dans le camp ennemi. L'entraînement d'une vengeance commencée y règne sans partage; la clémence de Napoléon, dont Meerfeldt vient évoquer inopinément le souvenir, sera considérée comme une injure de plus dans un passé dont on croit effacer toute trace. D'ailleurs, il faut bien en convenir, les traités qui formaient le nœud de la nouvelle coalition, ayant posé, comme but de la guerre une fois commencée, l'expulsion totale des Français de l'Allemagne, les souverains alliés, à la veille d'atteindre ce but, ne pouvaient songer à interrompre des succès achetés par tant d'inquiétudes et de sacrifices. Un armistice laissait à la fièvre de l'Allemagne le temps de se calmer, et les privait ainsi d'un puissant auxiliaire. Enfin, la remise même des places assiégées eût été entièrement à l'avantage de la France, en assurant à l'empereur Napoléon les renforts nécessaires pour vaincre, ou pour traiter de la paix à des conditions trop favorables au gré des alliés. La mission de Meerfeldt dut donc rester sans réponse, jusqu'à la retraite de l'armée française au delà du Rhin.

Mais Napoléon ne pouvait croire que l'animosité des puissances du continent servît si complétement la haine de l'Angleterre. Il lui semblait surtout impossible qu'il n'arrivât pas un moment, où la crainte d'une augmentation trop forte de l'influence russe viendrait en aide aux sentiments personnels de son beau-père, pour produire un revirement dans la politique autrichienne. Ce moment, Napoléon l'a vainement attendu jusqu'au 2 avril 1814.

La journée du 17 se passa sans combat, sauf un engagement vers Euterisch, entre la cavalerie du duc de Padoue et celle de Langeron. Dans la matinée, le corps de Reynier rejoignit avec les parcs de réserve. On croyait dans le camp français que les alliés examinaient les propositions portées par Meerfeldt; ils ne s'occupaient que de hâter l'arrivée de leurs immenses renforts, et de combiner de nouvelles dispositions d'attaque. Napoléon attendait une réponse qui aurait sauvé la vie de cent mille hommes, et qui n'arriva pas. L'armée française resta immobile jusqu'à la nuit : l'empereur craignait qu'un mouvement de concentration prématuré et des préparatifs trop ostensibles de retraite ne répandissent le découragement, et ne fussent nuisibles au succès de la mission de Meerfeldt [2].

La nuit vint, pluvieuse et froide. Sous un ciel

[1] Nous allons voir bientôt ce que valait ce renfort.

[2] Cependant des témoins dignes de foi assurent que, dans la matinée du 17, Napoléon donna l'ordre de jeter des ponts supplémentaires. On en construisit un seul, qui se rompit. Le colonel du génie L., aujourd'hui général, et alors chef du génie au 5e corps, avait proposé à Berthier de se charger de la confection de ces ponts. Celui-ci éluda cette offre, croyant apparemment qu'elle serait inutile, ou que l'on serait toujours assez à temps pour en profiter.

sans étoiles, les bivacs ennemis embrassaient quatre lieues d'horizon. Le silence des alliés surprit et affligea l'empereur, car sa démarche n'était pas calculée seulement pour imposer silence aux mécontents; il avait compté véritablement sur une réponse. S'il n'avait songé qu'à ses intérêts militaires, une fois la jonction de Reynier et du grand parc assurée, il ne se serait plus occupé pendant toute la journée du 17 que de prescrire des mesures positives pour l'évacuation de Leipzig, et de veiller lui-même à leur exécution. L'armée aurait exécuté en bon ordre et sans perte, dans la nuit, le passage de l'Elster, et défendu la ville le 18, seulement comme tête de pont. Les adversaires de Napoléon se trouvaient alors forcés de se diviser de nouveau pour l'atteindre; ils ne pouvaient plus le forcer d'accepter une bataille que derrière la Saale, à portée des magasins d'Erfurt. Ses préoccupations pacifiques, pendant la journée du 17, lui avaient ravi cette précieuse alternative.

Ce ne fut qu'à plus de minuit qu'il désespéra tout à fait de la mission de Meerfeldt. L'armée française, qui aurait pu commencer à la tombée de la nuit son mouvement de concentration, ne s'ébranla que vers deux heures du matin. Ces quelques heures perdues ont pesé d'un poids effrayant dans la balance. Napoléon, pour assurer sa retraite, se trouvait contraint d'accepter une nouvelle bataille dans les circonstances les plus défavorables. Les troupes qui avaient défendu Wachau et Liebertwolkowitz se replièrent concentriquement vers Leipzig en pivotant sur Connewitz. Sans ce mouvement qui les rapprochait des corps qui avaient combattu le 18 sous les ordres de Ney, les masses ennemies auraient pu séparer en deux l'armée, en se jetant entre la route de Neuhof et celle de Wurzen. Dans cette nouvelle position, l'armée française tout entière se trouva en bataille, la droite appuyée sur la Pleisse, à Connewitz, la gauche à Schœnfeld sur la Partha. Bien que Connewitz soit fort éloigné de Leipzig, il fallut s'y maintenir, la Pleisse faisant un grand coude au delà de cette position. Ainsi que dans la bataille du 16, Augereau et Poniatowski formaient notre droite, avec les deux divisions de jeune garde d'Oudinot en réserve. Repliés de Wachau et de Liebertwolkowitz, Bellune et Lauriston occupent Probstheyda. Napoléon prévoit que cette position sera le lendemain l'objet d'une attaque terrible, et que de sa conservation dépend le gain de la bataille, et peut-être le salut de l'armée; aussi l'a-t-il rendue inexpugnable. Une masse formidable d'artillerie protége les braves du 2e et du 5e corps; derrière eux, se tient Napoléon lui-même, prêt à les appuyer avec la vieille garde de Mortier et la réserve de cavalerie de la garde. Macdonald s'est retiré d'Holzhausen sur Stœtteritz, et porte à sa gauche, vers Mœlkau et Stantz, la cavalerie de Sébastiani pour se lier aux 7e, 3e et 6e corps, qui forment l'aile gauche, et s'étendent de Paunsdorf à Schœnfeld. La division Dombrowski a été chargée de la défense de Leipzig au nord, entre la Partha et l'Elster. De ce côté, le combat de Mœkern avait permis à l'ennemi de pénétrer jusqu'au faubourg, mais il était facile de l'y arrêter. Napoléon espérait même qu'il consacrerait de grandes masses à cette attaque inutile, et que Blücher ne viendrait pas aider Bernadotte à accabler notre gauche.

A huit heures du matin, la canonnade s'engage sur toute la ligne. Un ciel brumeux présage la pluie, qui va tomber, en effet, toute la journée. L'Europe armée par l'Angleterre s'avance contre nous. Nos avant-postes, restés dans les positions qu'occupait précédemment l'armée, se replient en combattant devant les profondes colonnes qui s'avancent de toutes parts. Trois cent cinquante mille hommes se déploient autour de nous comme une ceinture brûlante.

Nos ennemis n'ont pas commis la faute sur laquelle Napoléon avait compté, d'accumuler des masses inutiles à l'attaque du faubourg du Nord. — Blücher n'a laissé au delà de la Partha que le corps de Sacken; Langeron et Saint-Priest ont franchi cette rivière et attaquent Marmont à Schœnfeld. A leur gauche, Bernadotte, arrivant de Breitenfeld, pousse sur Souham et Delmas les Suédois et le corps de Bülow. Le voilà sur ce champ de bataille où sa présence appelle et encourage d'autres trahisons; les hourras d'indignation, partis des rangs français, arrivent jusqu'à lui à travers les détonations de l'artillerie. Dans ce moment même, il se voit encore l'objet d'une méfiance dont il n'est pas digne, et dont s'irrite pourtant son orgueil. Les artisans de sa défection, Suchtelen, Vincent, Pozzo di Borgo, le commissaire anglais Stewart, ne le quitteront pas pendant toute la bataille.

Cependant l'attaque est devenue générale. Le corps autrichien de Klenau, qui se lie à l'armée du Nord, presse le 7e corps; Macdonald est assailli par les réserves russes de Bennigsen; Kleist et Wittgenstein s'élancent sur Probstheyda, et au delà de la Pleisse, Colloredo et Bianchi renouvellent l'attaque de Lœssnig et de Connewitz. Malgré l'effrayante disproportion des forces françaises, le succès reste indécis à notre droite et au centre. Tous les efforts des Autrichiens échouent contre Augereau et Poniatowski. Les assauts sont plus furieux encore à Probstheyda; cette position, qui fait saillie dans la plaine chargée d'ennemis, semble un cap battu vainement par une tempête humaine. A Stœtteritz, le 11e corps se maintient également

sans plier. A notre gauche seulement, une trahison trop fameuse donne aux alliés un avantage momentané. Tandis que Marmont, appuyé à la Partha, résistait vigoureusement aux masses de l'armée de Silésie, Reynier, assailli d'un côté par les Prussiens de Bülow, de l'autre, par une division autrichienne, rétrogradait vers Sellerhausen. Ney y court et reporte sur Paunsdorf la division Durutte. C'est en ce moment que les deux autres divisions du 7e corps, composées de Saxons, passent à l'ennemi et tournent soudain leurs canons contre l'armée française [1] ! Cette désertion en masse, d'autant plus odieuse qu'elle s'accomplissait au nom d'un prétendu patriotisme, et contre la volonté du meilleur des rois, fait époque dans les annales de la guerre. Le général Normann et ses Saxons ont surpassé Indibilis et Mandonius, ces fameux transfuges espagnols qui ne passaient à l'ennemi que la veille du combat [2]. Au reste, cette trahison, aussi inutile que lâche, n'eut pas l'effet qu'en espéraient les alliés; l'indignation doubla les forces des braves qui leur résistaient. Bülow, à la faveur du premier désordre, avait ramené Durutte et Delmas sur le faubourg de Reudnitz; mais Napoléon lui-même accourut au point menacé. Une charge heureuse des cuirassiers de Nansouty contraignit bientôt les Prussiens de reculer à leur tour; et malgré le feu redoutable de leur artillerie, malgré les raquettes anglaises dont Bernadotte faisait connaître le premier les effets meurtriers à ses compatriotes, les alliés ne purent percer nulle part la ligne française.

Sur le front des deux armées la journée finissait par la plus épouvantable canonnade qui jamais eût retenti depuis l'invention de l'artillerie. Ce fut une de ces occasions, si rares à la guerre, où la plus grande supériorité stratégique est impuissante à décider la victoire. Quel mouvement tenter contre des masses, qu'on ne peut ni tourner ni disjoindre; contre des ennemis qui sont plus de trois contre un, et dont les rangs, pareils aux têtes de l'hydre de la fable, se reforment plus épais sous la mitraille qui les décime?

Immobile sous un feu non moins meurtrier que le sien, l'armée française fut admirable en ce jour funèbre, non de ce courage impétueux qui caractérise particulièrement nos soldats, de cette ivresse généreuse qui aborde en riant les plus grands périls, mais de ce courage passif, dévoué, résolu, le seul qu'on ait osé contester parfois aux enfants de la France. Honneur surtout aux défenseurs de Schœnfeld [3], de Probstheyda, et que notre juste reconnaissance associe à ces éloges nos seuls alliés, nos frères, les dignes soldats de Poniatowski!

Ainsi finit *la bataille des nations,* vraiment digne de ce nom par la fureur de l'attaque, la ténacité de la défense, le nombre des combattants, et surtout celui des victimes. En racontant les négociations qui ont précédé ce grand carnage, nous en avons désigné les vrais coupables. Nulle pour l'honneur militaire des alliés, la bataille de Leipzig assurait pourtant à l'Angleterre la prépondérance maritime et commerciale; aux souverains dont elle avait payé les armées, la possession de l'Allemagne. L'usage qu'ils ont fait de la victoire a-t-il du moins profité à leur gloire politique? Ont-ils payé la dette immense contractée envers les peuples, dans le sang desquels ils ont étouffé l'empire français? La postérité répondra..

En résistant jusqu'au soir, l'armée française avait atteint les dernières limites du possible. Les munitions étaient presque épuisées, et les magasins les plus proches étaient ceux d'Erfurt. La retraite était aussi urgente qu'elle était devenue difficile. Deux précautions essentielles avaient été négligées, l'établissement de plusieurs ponts supplémentaires sur l'Elster, dès le 17 octobre, et le transport des équipages dans la journée même du 18. La préoccupation causée à Napoléon par la mission de Meerfeldt et par les dispositions de défense autour de Leipzig, n'excuse pas la négligence de Berthier, ni celle du chef du génie, le général Rogniat. Il aurait été plus honorable pour celui ci d'agir de lui-même au besoin dans une pareille crise, que d'outrager plus tard le prisonnier de Sainte-Hélène dans la majesté de son infortune [4].

[1] Bernadotte lui-même nous apprend que le renfort de l'artillerie saxonne lui fut fort utile dans ce moment, la sienne n'étant pas encore arrivée.

[2] Huit jours auparavant, l'empereur, passant en revue les Saxons, leur avait adressé une noble et touchante allocution. Après avoir tâché de leur faire comprendre que la cause française était véritablement celle de la Saxe, il ajouta, dit l'écrivain saxon d'Odeleben, témoin non suspect de cette scène, que néanmoins ceux qui ne voulaient plus combattre pour nous étaient libres de quitter le service. Les meneurs de cette défection avaient là une occasion honorable de se retirer; mais, n'étant pas encore assez sûrs de l'impunité, ils aimèrent mieux attendre!

[3] Schœnfeld, disputé avec acharnement aux Russes et aux Prussiens par le 6e corps, fut pris et repris sept fois dans la bataille. Cette position dut être enfin abandonnée, vers la fin de la journée, quand les divisions Durutte et Delmas, écrasées par l'artillerie de Bernadotte, rétrogradèrent sur Strassenhœuser. Comme on voit, notre aile gauche fut la seule qui perdit ses positions, mais sans être rompue ni isolée du reste de l'armée.

[4] C'est dans des *Considérations sur l'art de la guerre,*

Achevons le récit sommaire de ces tristes événements, dont le souvenir n'est que trop présent sans doute à la plupart de nos lecteurs. Mais au milieu des désastres dont on a voulu injustement faire peser toute la responsabilité sur Napoléon, rappelons-nous bien que pour lui surtout, indulgence est justice cette fois; pour lui, ramené de Düben le 15, arraché par la trahison bavaroise à l'une de ses plus belles combinaisons militaires; pour lui, qui n'a compromis son armée par de funestes retards, la veille de la bataille, que pour tâcher de faire prévaloir une pensée d'humanité dans les conseils de nos ennemis; pour lui, sur qui tout reposait dans l'armée, qui ne pouvait avoir impunément une minute de repos ou d'oubli [1]; enfin, qui portait, comme Atlas, le fardeau d'un monde, et sans être soulagé jamais.

La retraite a commencé dans la soirée. L'empereur, pendant la bataille, est resté presque constamment près d'un moulin ruiné, derrière Probstheyda. Après avoir dormi là un quart d'heure auprès d'un feu de bivac, il est rentré en ville et a passé toute la nuit du 19 avec Maret et Caulaincourt, à leur dicter des dépêches et des ordres : au conseil de régence, pour hâter l'organisation de la levée nouvelle, décrétée depuis quelques jours; aux commandants des places du Rhin, pour y organiser la défense; en Italie, aux frontières d'Espagne, pour raconter à Eugène, à Soult, les événements terribles qui n'ont laissé que lui-même d'intact à la France; aux commandants des places assiégées, Dresde, Torgau, Custrin, Magdebourg, pour que, faisant à propos des trouées parmi les milices qui les bloquent, ils aillent se réunir à Davoust, qui lui ramènerait ainsi une armée prête à combattre. A l'approche du jour, Napoléon se souvient qu'il lui reste un dernier, un saint devoir à remplir envers le roi de Saxe, son plus fidèle allié; le roi de Saxe, qui l'a suivi depuis son dernier départ de Dresde, et que la retraite des Français va laisser à la merci des alliés irrités. Déjà, la veille, le duc de Bassano est allé lui apprendre que l'armée française se retire, et que l'empereur lui rend sa parole. Mais le roi a témoigné une répugnance si sincère et si noble à cesser de suivre la fortune d'un allié malheureux, que Napoléon, profondement ému, croit devoir aller le remercier lui-même au nom de la France, de ce rare dévouement qui survit si longtemps à la fortune. Ce fut une noble et touchante entrevue, digne d'être reproduite par le pinceau de quelque grand artiste! On y vit réunis dans un dernier embrassement les deux souverains les plus dignes alors du diadème; l'un, grand par son génie, par sa puissance passée, par son malheur présent; l'autre aussi respectable par ses vertus que par ses années, Nestor des rois de l'Europe, qui n'auront pour lui que des outrages. Le roi de Saxe se montra digne du grand homme qui lui faisait d'éternels adieux. La douleur qu'il ressentait de l'indigne trahison de son armée, lui faisait oublier l'incertitude cruelle du sort qui l'attendait lui-même.

C'est au bruit du canon de l'ennemi que se termine cet entretien. De toutes parts, les alliés envahissaient les faubourgs et attaquaient les portes de la ville [2]. Le conseil d'incendier ces faubourgs, pour retarder l'ennemi, avait été donné à Napoléon, qui s'y refusa, par égard pour le roi de Saxe, pour les habitants, et aussi parce qu'il avait dans les hôpitaux plus de vingt mille blessés français!

Napoléon s'est arraché des bras du roi et de sa famille éplorée, il a franchi le pont à 9 heures : le 2e corps et la garde ont déjà passé. En ce moment, la division Durutte, la seule qui reste du 7e corps, se défend au nord contre l'armée de Silésie; le 6e résiste à Bernadotte qui attaque la porte de Grimma; Macdonald, Poniatowski et Lauriston combattent la grande armée alliée. Les corps de ces trois maréchaux doivent former l'arrière-garde. A mesure que la retraite des autres corps permettra de rétrécir la ligne de défense, ils se replieront sur la vieille ville, dont ils défendent en ce moment les approches, et gagneront, en combattant toujours, le faubourg de Randstedt, et le long défilé qui conduit au pont à travers les marais de la Pleisse et de l'Elster.

A dix heures, l'ennemi est déjà dans la vieille ville. Une nouvelle trahison, celle des Badois, a livré aux Autrichiens la porte Saint-Pierre. En même temps, les derniers bataillons saxons, qui n'avaient pu ou n'avaient osé s'associer à la trahison de la veille, commencent à tirer sur nos soldats. Bernadotte vient par le faubourg de Reudnitz. Barklay par Strassenhauser. Langeron, après plusieurs

publiées en 1817, que M. Rogniat, contre toute convenance et toute vérité, nous peint Napoléon *troublé* à la vue des escadrons ennemis sur le champ de bataille de Wachau, et formant un bataillon carré de la vieille garde, *pour sa sûreté personnelle*.

[1] « Qui me délivrera le billet d'hôpital du pauvre soldat? » disait-il à Caulaincourt dans la nuit du 17 au 18.

[2] Des parlementaires saxons et français demandèrent en vain grâce pour Leipzig. L'entraînement du succès excuse jusqu'à un certain point les alliés de n'avoir pas eu égard à ces considérations d'humanité. Cependant, il n'est pas inutile d'observer que, sans la fatale explosion du pont de l'Elster, dont nous parlerons bientôt, une attaque des alliés n'aurait eu d'autre résultat qu'une perte considérable de part et d'autre, et que la retraite française ne s'en serait pas moins effectuée.

attaques infructueuses et une perte horrible, est maître de la fabrique de Pfaffendorf et du pont de la Partha. Il se rapproche ainsi du défilé de Randstedt, alors affreusement encombré ; mais ses progrès sont retardés par la résistance désespérée des soldats du 6e corps, postés dans les maisons des faubourgs de Halle et de Rosenthal. La plus grande partie du corps de Souham a pu encore franchir le pont fatal.

Restait l'arrière-garde tout entière. A leur tour, les soldats qui la composaient avaient dû se replier sur le faubourg de Randstedt ; déjà les uns se confondaient dans l'immense cohue des parcs d'artillerie qui suivaient le défilé ; les autres tiraient des maisons du faubourg, ou longeaient encore, pour l'atteindre, les boulevards de l'Ouest, sous le feu des troupes allemandes défectionnaires ; enfin, les Polonais, postés dans les jardins de l'Elster, résistaient fermement aux Autrichiens.

Ce fut dans ce moment que le sous-officier de sapeurs qui tenait la mèche allumée pour faire sauter le pont du grand bras de l'Elster, quand l'arrière-garde aurait passé, vit arriver par les îles à sa gauche quelques tirailleurs russes. A la vue de leurs uniformes, et entendant d'ailleurs de très-près la fusillade des Allemands, cet homme crut que toute l'armée avait passé, que l'ennemi arrivait ; il mit le feu aux poudres [1]. On sait l'ignoble et absurde calomnie à laquelle cette catastrophe a donné lieu ; calomnie qui dut à l'esprit de parti une sorte de vogue momentanée. Napoléon n'a pas besoin d'être justifié de pareilles accusations, dont toute la honte reste à leurs auteurs. Il nous suffira seulement de rappeler qu'au moment de cette explosion, aucune masse ennemie n'était à portée d'intercepter la retraite, si retardée qu'elle fût par l'encombrement des parcs ; elle ne s'en serait pas moins opérée, sans autre sacrifice que celui de quelques centaines de voitures et d'un certain nombre de pièces d'artillerie [2].

Mais toute l'arrière-garde perdait son unique voie de salut par l'explosion du pont. Alors il n'y eut plus ni chefs ni soldats, mais une foule désespérée et furieuse, où chacun prit conseil de lui-même. Les uns se firent tuer dans le faubourg, d'autres se précipitèrent dans l'Elster, grossie par les pluies des jours précédents ; presque tous ceux-là se noyèrent. Enfin, quinze mille hommes mirent bas les armes dans ce jour de désespoir. Les généraux Lauriston et Reynier étaient au nombre des prisonniers. Macdonald se sauva à la nage ; on sait que Poniatowski fut moins heureux. Il avait combattu tant que le combat fut possible. Enfin, demeuré seul, déjà grièvement blessé, il consulta moins ses forces que son courage, et s'élança, pour nous rejoindre, au sein des flots, qui ne le rendirent pas vivant. Il était maréchal de France depuis deux jours seulement ; toute l'armée avait applaudi à sa nomination, et dans un moment où chacun avait son deuil, cette mort funeste, mais glorieuse encore, fut le deuil de tout le monde. Les alliés eux-mêmes s'associèrent à nos regrets [3].

Les débris de l'armée française se dirigèrent par Weissenfels et Freybourg sur Erfurt. L'arrière-garde fut vivement inquiétée par York et Sacken. Le corps de Giulay, placé bien plus avantageusement pour gêner notre retraite, n'avait pas été renforcé, comme il aurait dû l'être, pendant les combats de Leipzig. Il avait cependant occupé les célèbres défilés de Kœsen, et forçait ainsi nos colonnes à gagner Erfurt par des routes de traverse ; mais, vigoureusement contenu par Bertrand, il ne put rien entreprendre de décisif.

L'aspect de la retraite était lugubre. Les cosaques, pareils à des volées de corbeaux, s'abattaient sur les flancs de nos colonnes, enlevaient ou massacraient les traîneurs et les blessés. C'était la retraite de Russie qui s'achevait dans les affreux chemins de la Thuringe. Nos soldats épuisés de fatigue, noirs encore de la fumée de Leipzig, glissant parfois dans le sang de leurs propres blessures, se déroulaient en une longue et morne procession à travers ces terres argileuses et molles, où la moindre humidité rend la marche si pénible.

La conduite de l'empereur Napoléon, pendant cette retraite, contraignit à l'admiration les Allemands eux-mêmes. On le voyait passer et repasser, avec une activité infatigable, le long des colonnes en marche ; on le retrouvait aux ponts, aux descentes, à tous les passages difficiles, prenant les mesures les plus judicieuses pour éviter l'encombrement, et veillant à leur exécution ; enfin, faisant

[1] Dans ce moment même le colonel Montfort, qui avait été chargé de faire miner le pont, était allé au moulin de Lindenau où l'empereur s'était arrêté. Il croyait avoir besoin de nouveaux ordres. Quelque fatale qu'ait été son absence, elle ne saurait être imputée à aucun motif honteux. Le malheureux sous-officier, auteur involontaire de tant de maux, vit encore (1845); il est aux Invalides.

[2] L'empereur ne songeait à s'éloigner que quand toute l'arrière-garde aurait passé. N'ayant pris aucun repos depuis le bivac de la veille, il tombait de fatigue. Le bruit de l'explosion le réveilla.

[3] La journée précédente avait coûté la vie aux généraux Vial (asphyxié par un boulet qui passa près de lui sans le toucher) et Rochambeau. Le brave Delmas, tombé sous le feu des raquettes anglaises de Bernadotte, se mourait dans un des hôpitaux de Leipzig.

La perte totale de l'armée française dans ces trois

lui-même l'office d'éclaireur avec son escorte, autour des villages où la troupe s'arrêtait. Sa figure portait l'empreinte d'une tristesse profonde, mais aussi d'une force d'âme qui semblait défier de plus grands malheurs.

Cependant notre avant-garde avait atteint Erfurt le 25. On ne s'y arrêta qu'un jour, le temps de remplir les caissons de l'artillerie. Ce fut là que Napoléon reçut, avec un douloureux pressentiment, les derniers adieux de Murat [1]. L'armée se remit en marche rapidement vers le Mein; elle était suivie de près par Blücher, qui se prolongeait au nord vers Tantstadt, et par la grande armée alliée, qui avait déjà atteint Jéna et Naumbourg. Le 26, Blücher, se rabattant de Langensalza, atteignit notre arrière-garde vers Gotha et Eisenach. Le lendemain, Erfurt était déjà bloqué par le corps de Kleist. Napoléon n'avait jusqu'alors que des conjectures sur un ennemi plus dangereux encore. Les renseignements exacts lui manquaient sur la marche et la position de l'armée austro-bavaroise. Ce ne fut que le 28, à Schüchtern, qu'il apprit que de Wrède songeait sérieusement à lui barrer la route. Jusque-là, malgré les avis du roi de Würtemberg, Napoléon avait pu croire que ce général ne voudrait pas ou n'oserait pas pousser jusque-là l'ingratitude et l'audace.

De Wrède, en quittant Braunau avec son armée combinée, s'était dirigé de suite par Straubing et Anspach sur Würtzbourg, où il resta deux jours fort inutilement, pour réduire une faible garnison française; cette perte de temps suffit pour faire échouer ses projets. Si l'armée austro-bavaroise était arrivée deux jours plus tôt au confluent du Mein et de la Kintzig, elle aurait pu occuper en force le défilé important de Gelnhausen, et y tenir assez longtemps pour donner à Blücher le temps d'arriver. Mais de Wrède, trompé par des rapports exagérés sur le désastre de Leipzig, et par le désordre de quelques milliers de fuyards qui avaient précédé l'armée française dans Hanau, croyait n'avoir affaire qu'à des troupes tout à fait en déroute. Cette considération peut seule expliquer l'étrange position qu'il prit, et dans laquelle il se crut assez fort pour tenter d'arrêter Napoléon. Déjà affaibli d'un détachement laissé devant Würtzbourg, et de la division Rechberg qu'il avait dirigée sur Francfort, il porta, le 29, une avant-garde sur Gelnhausen, et se mit en bataille entre la forêt de Lamboi et la Kintzig, ayant son centre et sa droite adossés à cette rivière; sa gauche, postée sur une hauteur, au delà de la route de Francfort, était couverte par la cavalerie.

Dès le 29, les combats ont commencé. Une brigade ennemie avait pu seule atteindre le défilé de Gelnhausen, qu'elle ne conserve pas. L'avant-garde bavaroise est rejetée de position en position sur le gros de l'armée. Dans la pénombre des ombrages séculaires de la forêt, nos anciens alliés ont reconnu avec terreur les uniformes de la garde impériale. A l'aspect du bataillon sacré de la France, l'âme endurcie de leur général a connu la crainte et le remords [2]. Napoléon contient la droite et le centre de l'ennemi par les tirailleurs de Dubreton répandus dans la forêt, et s'attache à balayer la route de Francfort. Son artillerie, réapprovisionnée à Erfurt, a bientôt fait taire celle des Bavarois, dont le parc n'a pu suivre la marche précipitée. Deux bataillons de la vieille garde s'élancent sur la route, et renversent tout ce qui ose résister. La cavalerie ennemie, mitraillée par Drouet, chargée par les cuirassiers de Nansouty, se débande et s'enfuit; toute son aile gauche renversée se rejette sur le faubourg et le pont de la Kintzig, et rentre en désordre dans Hanau.

Satisfait d'avoir rouvert à l'armée la route de Mayence, et fatigué peut-être du carnage des jours précédents, Napoléon ne voulut pas compléter sa victoire, en culbutant dans la Kintzig le reste de l'armée de de Wrède. Ce général put donc faire repasser la rivière à sa droite et à son centre, et se rallia derrière la route d'Aschaffenbourg entre la Kintzig et le Mein. En s'éloignant, l'empereur avait laissé au duc de Raguse le soin de protéger l'arrière-garde. Le 31 au matin, Marmont enleva à la fois Hanau et le pont de Lamboi, et poussa l'armée bavaroise vers le Mein; puis, jugeant à son tour qu'il en avait fait assez, il suivit la route de Francfort. De Wrède, sauvé deux fois par l'urgence de notre retraite, reprit vivement l'offensive pour pouvoir s'attribuer l'honneur d'une poursuite. Il aborda impétueusement à son tour le pont de Lamboi et Hanau, que Bertrand tenait encore. Ces deux attaques échouèrent, et lui-même fut grièvement blessé en dirigeant la dernière [3].

Cependant, nos premières colonnes avaient at-

journées fut d'environ cinquante mille hommes tués, blessés et prisonniers. L'ennemi eut *cent mille* hommes tués ou hors de combat.

[1] Le dernier mot de l'empereur fut : « Souvenez vous toujours que vous êtes *prince français*. »

[2] Il dit lui-même depuis à M. d'Argenteau : « Je ne serais pas sincère si je ne vous faisais pas l'aveu de l'effet que produisit sur moi la vue de cette vieille garde dont je connaissais bien la valeur, et le sentiment de la nouvelle position dans laquelle je me trouvais vis-à-vis de l'empereur. »

[3] Sa blessure avait d'abord été jugée mortelle; il

teint Mayence. Pendant deux jours, dit un témoin oculaire, cette ville ressembla moins à un quartier général qu'à un champ de bataille dont on n'a pas enlevé les morts. En arrivant dans les rues, les soldats tombaient d'inanition et de fatigue. Bientôt un typhus contagieux se déclara parmi eux et fit d'affreux ravages. Cependant, la présence de l'empereur ramena bientôt l'ordre au milieu de ces scènes de désolation. En un clin d'œil, des ressources en vivres, en équipements, en munitions de tout genre, furent créées comme par enchantement : les hôpitaux furent organisés ; les hommes valides dirigés sur les dépôts. On vit se réorganiser une armée au milieu de tant de débris.

Napoléon est arrivé le 2 novembre. Il occupe, pour la dernière fois, cette ancienne résidence des électeurs, dont il avait fait le palais impérial à Mayence. Robuste athlète, il porte sans fléchir le poids de son immense malheur. Encore bronzée de la fumée de Hanau, « sa figure paraît calme, son esprit aussi tranquille que lorsqu'il rentrait aux Tuileries après une revue du Carrousel [1]. » Dès le lendemain de son arrivée, il a repris les habitudes de la résidence impériale. A son premier lever, il se retrouve entouré de tous les représentants de la France auprès des États de la confédération du Rhin, qui dans ce moment négocient ou font déjà cause commune avec la coalition. Là sont les ministres de Bade, de Hesse-Darmstadt, de Würtemberg, de Bavière. La plus odieuse des défections allemandes a mérité un anathème public. « On vous a trompé à Munich, dit à haute voix Napoléon à M. d'Argenteau, c'est indigne. Le roi de Bavière s'est rendu coupable d'une lâche trahison. *Il voulait s'emparer des clefs de la France pour mes ennemis ; quel besoin la Bavière avait-elle des clefs de la France ?* Au reste, c'est le coup de pied de l'âne, mais le lion n'est pas mort : je viens de leur tuer de Wrède et de passer sur le corps à toute l'armée bavaroise. Le roi de Bavière me reverra l'année prochaine, et il s'en souviendra. *C'était un petit prince que j'avais fait grand, c'est un grand prince que je ferai petit* [2]. » Troublé de cette brusque interpellation, le ministre de France ne crut pas le moment propice pour essayer l'apologie de la Bavière.

Napoléon n'a séjourné à Mayence que le temps nécessaire pour donner les premiers soins à la réorganisation de l'armée; les intérêts les plus graves le rappellent vers Paris. Le 9 novembre il est à Saint-Cloud.

Ainsi se termine la seconde campagne de Saxe [3]. L'influence fatale des malheurs de l'hiver précédent n'a pas cessé de peser sur nous ; ce qui n'était que compromis encore en 1812, est perdu sans retour en 1813. L'extrême infériorité de notre cavalerie a paralysé toutes nos opérations, annulé toutes nos victoires. Les lieutenants de Napoléon, contraints de manœuvrer au hasard et comme à tâtons, ont fait tour à tour échouer ses plans par leurs défaites; enfin, la défection de celui de tous ses alliés sur lequel il avait le plus droit de compter, a précipité le dénoûment de ce drame funèbre. La mort a largement moissonné dans nos rangs parmi les plus fidèles et les plus braves. Plaignons la France de tant de pertes douloureuses ; mais ne les plaignons pas eux-mêmes : plus d'un de ceux qui leur survivent enviera bientôt leur sort.

Les annales du monde n'offrent peut-être qu'une situation comparable à celle de Napoléon se retirant de l'Allemagne ; c'est celle d'Annibal, abandonnant, après seize ans d'occupation, l'Italie, pleine aussi de sa gloire, et revenant défendre sa patrie menacée. Entre Rome et Carthage, comme entre la coalition et la France, il s'agissait de l'empire du monde, Du fond de l'Afrique, Annibal et sa dernière armée troublaient encore les sénateurs de Rome sur leurs chaises curules ; de même, au cœur de la France, Napoléon, avec une poignée de braves,

guérit pourtant assez vite. « Je le revis à Paris, dit M. d'Argenteau, je le revis couvert des décorations de toutes les puissances. Son roi l'avait élevé au rang de maréchal. Cependant, tant qu'il n'aura pas remplacé le premier homme d'État de la Bavière, son ambition ne sera pas satisfaite; mais ses efforts se borneront à le renverser sans qu'il parvienne à s'élever à sa place ; et bientôt après la mort de Maximilien, il perdra son influence passagère sous le nouveau règne, et ne recueillera pas même le prix de ses services. » La justice de Dieu s'est montrée dans le châtiment de ces deux hommes.

[1] Expressions d'un témoin oculaire.

[2] Les passages marqués en caractères italiques ne se trouvent pas dans la Notice de M. d'Argenteau; mais leur authenticité nous est attestée par un des témoins de cette scène, l'honorable M. de Vandeul, alors ministre de France près le grand-duc de Hesse Darmstadt, et aujourd'hui pair de France.

Quelques moments auparavant, Napoléon, s'approchant du comte d'Hédouville, ministre près du grand-duc de Francfort, lui dit : « Eh bien, le grand-duc a donc été chanter sa messe à Constance? » C'était là, en effet, que ce prince, trop fidèle à la cause française, avait dû chercher un asile. On s'abuserait fort si l'on voyait dans ce mot de Napoléon autre chose que la preuve d'une grande liberté d'esprit. Nous le verrons, à Châtillon, défendre encore la cause de ses alliés malheureux.

[3] Le dernier combat fut livré par la division Guil-



fera trembler encore les souverains alliés pour leurs capitales. Il succombera pourtant, comme le héros carthaginois, moins sous l'effort de l'ennemi, que sous celui des discordes civiles. Le véritable vainqueur d'Annibal, ce ne fut pas Scipion, ce fut le sénat de Carthage [1].

leminot qui formait l'arrière-garde. Après une défense opiniâtre contre des forces très-supérieures, elle fut rejetée de ses positions d'Hocheim sur Cassel.

[1] *Vicit ergo Annibalem non populus romanus toties cæsus fugatusque, sed senatus Carthaginiensis obtrectatione atque invidiâ; neque hâc deformitate reditus mei tam P. Scipio exultabit, quam Hanno.....*

TITE-LIVE, XXX, 20.

# CHAPITRE XV.

## ALLEMAGNE ET FRANCE.

Situation de l'Allemagne après la bataille de Leipzig. — Difficultés réelles de la position des alliés. — Ressources en hommes et en argent, tirées des États de la confédération. — Capitulations violées. — Dresde. — Danzig, etc. — France. — Retour de Napoléon. — Mesures financières et militaires. — Injustice des reproches adressés à l'empereur. — Décrets et ordres divers. — Arrivée à Paris de M. de Saint-Aignan. — Sa conversation avec les ministres alliés. — Bases sommaires de Francfort. — Réponse du duc de Bassano, du 16 novembre. — Note de lord Aberdeen, du 27. — Faute capitale de l'empereur et ses funestes conséquences. — Les alliés se décident à envahir la France. — Déclaration de Francfort. — Comparaison de cette déclaration avec celle du duc de Brunswick en 92. — Excuses qu'on peut alléguer en faveur de Napoléon. — Sa pensée véritable. — Le duc de Bassano remplacé par Caulaincourt aux relations extérieures. — Suite de la correspondance de Francfort; mauvaise foi des alliés. — Ouverture du corps législatif. — Communication incomplète des pièces aux deux commissions. — Lettre patriotique du duc de Vicence. — Comparaison entre la situation de l'empereur à cette époque, et celle de Louis XIV en 1709. — Rapport de M. Lainé. — Dissolution du corps législatif. — Allocution de l'empereur. — Violation de la neutralité et du territoire helvétiques. — Note sur le général Jomini. — Entrée des alliés en France.

Les événements de Leipzig ont livré l'Allemagne entière à la coalition; il n'y a plus, sur la rive droite du Rhin, que des vainqueurs et des suppliants. Les souverains des États secondaires qui, par force ou par inclination, restaient encore unis à la France, sont trop heureux d'accéder maintenant à l'alliance formée contre elle, et qui va devenir bientôt plus onéreuse pour eux et leurs peuples, que ne le fut jamais le protectorat de l'empereur. Le roi de Würtemberg a signé son traité le 2 novembre; si tardive que soit son accession, il obtient la conservation de son titre de roi et des promesses d'indemnité. Fidèle à la cause française tant que cette fidélité a été possible, il se montre encore indépendant et ferme après sa défection forcée, et sait se faire respecter chez lui [1]. En imitant son exemple, le grand-duc de Bade n'a pas laissé échapper l'occasion de faire parvenir directement à l'empereur, par un agent français, l'expression des regrets les plus vifs et les plus sincères [2]. Bientôt le roi de Danemark à son tour subira la loi du plus fort; il l'annonce à ses sujets par une proclamation courageuse et loyale : « Les malheurs de la France l'ayant mise dans l'impossibilité de le protéger contre les projets de spoliation concertés entre les grandes puissances; il a fallu céder à la nécessité, et consentir aux sacrifices les plus pénibles pour garantir le reste de ses États. » (Proclamation du 17 janvier 1814.) D'autres princes devaient être encore plus sévèrement punis de leur fidélité. Le grand-duc de Francfort, fugitif, était rayé de la liste des princes de l'Allemagne; le vénérable roi de Saxe, traité en prisonnier de guerre. Bernadotte seul avait eu le courage d'aller le voir à Leipzig; c'est un mouvement généreux dont il faut tenir compte au prince de Suède.

Cependant la bataille de Hanau avait trompé la principale espérance des alliés. Napoléon leur avait échappé; cet événement seul remettait en question une grande partie des résultats obtenus. Inquiets encore dans leur triomphe, les chefs de la coalition n'en déployèrent que plus d'activité à

[1] « Le roi de Würtemberg a ordonné des levées, mais » elles vont assez lentement. Il n'a pas voulu de levée » en masse... Il a cassé les régiments défectionnaires, » et fait ôter les décorations aux officiers de ces régi» ments. A Francfort, on a tâché de le faire revenir sur » cette mesure, et il s'y est refusé. Les princes alliés » n'ont pas été contents de lui, et il est revenu mécon» tent d'eux. Les Bavarois font leur cour à ses dépens. » (Rapport confidentiel de M. Bignon à l'empereur.)

[2] Ce fut M. Bignon qui fut chargé de cette communication, lors de son retour en France.

développer toutes les conséquences de leurs succès.

On n'a pu apprécier suffisamment en France, à cette époque, les difficultés de tout genre contre lesquelles ils avaient à lutter, même dans ces jours en apparence si prospères pour eux. L'influence russe était prépondérante dans tous les conseils. Le généralissime, prince de Schwartzenberg, jouait le rôle de conciliateur et tâchait de se faire respecter de tout le monde; mais souvent il n'y réussissait qu'en agissant contre son propre sentiment. Chaque jour, sa prudence avait à prévenir de fâcheux éclats entre ses officiers et les officiers russes, dont l'arrogance révoltait tous les Allemands autres que les Prussiens. Des contestations de la nature la plus grave s'élevaient journellement au sein des commissions chargées des mesures relatives à l'approvisionnement et aux hôpitaux. Les commissaires allemands cherchaient à établir une marche régulière; les Russes n'en voulaient reconnaître d'autre que celle de leurs besoins, vrais ou faux [1]. Il existait donc des germes de discorde, et par conséquent de dissolution; pour en prévenir le développement, il fallait de suite l'invasion ou la paix, si on pouvait l'obtenir assez avantageuse pour satisfaire toutes les ambitions. Nous parlerons bientôt des tentatives d'accommodement qui furent faites; mais auparavant il nous faut donner quelques détails sur les préparatifs de la coalition après la bataille de Leipzig, et sur ce qui se passait en France.

L'invasion était le dénoûment de la crise à la fois le plus probable et le plus désiré. On utilisait ainsi les derniers élans de l'ardeur populaire. Sans souci de l'avenir, les souverains continuaient à se servir de cette arme dangereuse, mais la seule qui pût rompre tous les enchantements de la gloire et du génie. L'enthousiasme des braves de la *Burschenschaft* était aussi crédule qu'ardent; il se contentait de quelques promesses vagues d'accomplir le vœu des peuples quand l'indépendance nationale serait reconquise; et les plus exaltés étendaient dès lors jusqu'à la Lorraine et à l'Alsace les limites des reprises qu'avaient à exercer les *Teutons* sur les *Gaulois*. N'avons-nous pas vu depuis de graves diplomates mettre sérieusement en avant les mêmes prétentions, sous l'influence des événements de 1815?

L'occupation de l'Allemagne permettait aux alliés de réunir sans délai toute la masse des moyens financiers et militaires de ce pays. Un acte, notifié quelques jours avant la bataille de Leipzig aux princes de la confédération, résumait et précisait les menaces des proclamations précédentes; il s'agissait d'être coalisé ou de n'être plus rien. « D'après les sentiments de *modération* et de justice des souverains alliés, il était juste que la guerre commune à tous fût soutenue à frais communs. Dans cette intention *bienfaisante*, il était formé un département central d'administration, sous la direction du baron Stein, département dont l'autorité s'étendait aux pays sans souverains, occupés par les armées coalisées, et à ceux des princes qui persévéreraient dans l'alliance française [2]. L'organisation militaire adoptée par la Prusse lors de sa dernière levée en masse, fut imposée d'autorité aux princes allemands, leur contingent fixé *au double* de celui qu'avait stipulé l'acte de la confédération du Rhin; enfin, outre les frais d'armement de leurs propres troupes, qui restaient entièrement à leur charge, bien entendu, ils durent contribuer à la guerre par un crédit extraordinaire, équivalant à la moitié du revenu brut de leurs États, hypothéqué sur ce même revenu et sur leurs propres domaines, et payable en obligations au porteur, de trois mois en trois mois. » C'était un nouvel *argent fédératif*, qui vint fort à propos suppléer à l'épuisement de celui qu'avaient créé les traités de Reichenbach. Par suite de ces diverses mesures, la coalition put disposer, dans la campagne d'hiver, de 208 millions et de 290 mille hommes, pris dans les États allemands. C'était vraiment leur imposer une vengeance par trop coûteuse de la tyrannie française.

Les alliés ne déployaient pas moins d'activité à paralyser la défense de la France qu'à développer leurs moyens d'attaque. On verra bientôt qu'ils surent se faire une arme contre nous des négociations elles-mêmes; mais auparavant il nous faut raconter comment, par une scandaleuse violation du droit de la guerre, ils ravirent à l'empereur de précieuses ressources militaires. C'est une des pages les moins honorables de leur histoire.

La première capitulation violée fut celle de Dresde. Le 14e corps et les débris du premier, refoulés dans Dresde par des forces supérieures après le dernier départ de l'empereur, formaient

[1] Rapport de M. Bignon, du 9 décembre.

[2] Le projet primitif portait même que l'autorité de cette administration s'étendrait, dans une certaine mesure, aux pays dont les princes se rallieraient à la coalition. Cette disposition, jugée dangereuse, fut abandonnée. L'administration du baron de Stein embrassa les États du roi de Saxe, du grand-duc de Würtzbourg, des petits princes d'Isenbourg et de la Leyen, enfin de la 32e division militaire et d'une partie du royaume de Westphalie.

Dès le 25 septembre, une pointe audacieuse de Czernischef avait forcé le roi Jérôme à s'éloigner une première fois de sa capitale. Il en sortit pour toujours dans la nuit du 25 au 26 octobre. Le prince héréditaire de Hesse-Cassel y rentra le 8 novembre.

encore, au moment où l'on traita de la reddition de la ville, une force effective de plus de vingt mille hommes, sous le commandement du maréchal Saint-Cyr. Napoléon, en quittant Dresde au commencement d'octobre pour se mettre à la poursuite de Blücher, avait prescrit au maréchal de tenir Dresde jusqu'à ce qu'il reçût l'ordre de l'abandonner; il ne fut que trop bien obéi [1]. Tandis que les masses de Beningsen se dirigeaient vers Leipzig, Saint-Cyr, le 15 octobre, attaquait et battait le corps de blocus commandé par le général Tolstoy; mais l'arrivée des soldats de Chasteler rendit à l'ennemi sa supériorité. Le général Klenau, détaché avec son corps de la grande armée alliée aussitôt après la bataille de Leipzig, vint prendre le commandement supérieur des forces agglomérées autour de Dresde. Saint-Cyr traita d'exagérations ou de mensonges les premiers bruits de la bataille; le 4 novembre seulement, il sut toute la vérité. Il se résolut alors à faire une trouée sur Torgau; ce mouvement était conforme aux ordres expédiés par l'empereur à tous les commandants des places assiégées, ordres qui avaient été tous interceptés. Le comte de Lobau sortit avec l'élite de la garnison, mais il n'était plus temps. Malgré la valeur opiniâtre que déployèrent nos soldats, épuisés par la faim, ils furent repoussés avec perte de cinq à six cents hommes, ramenant pourtant deux canons pris sur l'ennemi. La disette était dans la ville; les hôpitaux, encombrés, rendaient trois cents morts par jour; une plus longue défense devenait barbare pour les habitants, et funeste même à la cause française; le maréchal dut capituler le 11 novembre. D'après les articles convenus, la garnison rentrait en France par Strasbourg; les soldats ne pouvaient plus servir qu'après échange. La première colonne sortit le 12 novembre; aux termes de la capitulation, les armes devaient être déposées devant les redoutes. A ce moment, les habitants de Dresde, si aigris qu'ils fussent par les maux de la guerre, ne purent voir sans émotion la douleur profonde peinte sur les traits mâles du comte Lobau, quand il lui fallut abaisser devant les généraux alliés son épée inutile. Les vieux soldats brisaient leurs armes avec rage en criant : *Napoléon vit encore!* Napoléon vivait, mais, grâce à la perfidie des alliés, ces braves étaient morts pour lui.

Ce fut l'influence russe qui fit décider *en principe* que les capitulations seraient violées, qui fit prévaloir sur les principes sacrés du droit et de l'honneur le danger de rendre tant de défenseurs à la France. On proposa au maréchal Saint-Cyr et aux autres commandants de les remettre en possession des places déjà évacuées; c'était une manière d'arriver à un nouvel arrangement, et de sauver une partie de la honte qui s'attachait à la violation du premier. Les généraux français refusèrent tous cette proposition dérisoire, et préférèrent rester prisonniers de guerre, laissant ainsi aux alliés tout l'odieux de leur conduite [2].

Les lois de la guerre règlent les égards dus aux garnisons sur l'énergie de leur défense. Sous ce rapport, celle de Danzig méritait peut-être le traitement le plus honorable; elle ne s'était pas montrée moins héroïque depuis la reprise des hostilités que pendant l'hiver [3]. C'est dans les Mémoires de son valeureux commandant qu'il faut lire les détails de ce siége mémorable, où l'on vit des soldats de toutes nations, Français, Polonais, Bavarois, Westphaliens, rivaliser d'héroïsme sous le drapeau tricolore. L'audace de l'attaque ne le cédait qu'à celle de la défense. Le terrain était disputé pied à pied, les positions prises et reprises plusieurs fois dans chaque affaire. Parmi les traits d'héroïsme qui honorèrent le plus la défense de Danzig, nous citerons ce lieutenant français restant toute la journée à son poste, et se signalant à la reprise d'une redoute, quoique atteint d'une blessure dont il mourut quelques jours après; et ces soldats perdus pendant une journée entière au milieu des Russes, se défendant à l'arme blanche dans deux maisons crénelées, sans vivres, sans munitions, à demi suffoqués par les flammes qu'excitait contre eux la rage impuissante des assaillants. Rapp vint à bout de dégager cette poignée d'hommes braves entre les plus braves, et les ramena en triomphe dans la ville.

Le moment vint où tant de généreux efforts ne suffirent plus. Les défections successives des souverains allemands retirèrent à la garnison un grand nombre de soldats; les maladies épidémiques firent d'affreux ravages. Dans les derniers temps, six mille hommes seulement restaient pour défendre

[1] Le maréchal Saint-Cyr, l'un des meilleurs tacticiens de l'armée, comprenait parfaitement l'importance de la conservation de Dresde, soit que l'empereur reprît la position dans laquelle il s'était maintenu jusqu'à la fin de septembre, soit qu'il se jetât entre l'Elbe et l'Oder. Napoléon, comme nous l'avons vu, ne renonça à ce dernier plan que par suite de la défection de la Bavière. Le maréchal crut sa responsabilité engagée à ne pas se départir du système d'obéissance passive qui avait toujours essentiellement contribué jusque-là aux succès de l'empereur : cette fois ce fut une fâcheuse inspiration.

[2] M. Bignon était resté à Dresde avec tout le corps diplomatique. L'incident de la capitulation violée retarda quelque temps son retour en France, et lui permit de recueillir, au milieu des armées ennemies, de curieux renseignements, qui furent l'objet d'un rapport confidentiel à l'empereur.

[3] *V.* précédemment, p. 145 et suiv.

une étendue de deux lieues. Rapp ne capitula toutefois qu'après l'entier épuisement des vivres. Le duc de Würtemberg, après avoir réglé et signé avec lui des articles dignes de l'honorable résistance de la garnison, se vit dans l'humiliante nécessité de lui apprendre que ces articles n'étaient pas ratifiés. Sa correspondance, que Rapp nous a conservée, trahit la honte et l'embarras d'un tel aveu. Victime d'un odieux abus du droit de la force, le général français avait le beau rôle et sut le garder. Nul n'a mieux fait sentir que lui toute l'iniquité d'un pareil procédé : « Ou Votre Altesse, écrivait-il[1], « avait des pleins pouvoirs, ou elle n'en avait pas ; « ma conduite alors aurait été toute différente. » En effet, tout commandant de siége est légitimement présumé investi des pouvoirs nécessaires pour traiter de la reddition de la place ; c'est un principe fondamental du droit de la guerre chez les nations civilisées. Si Rapp avait pu penser que l'empereur Alexandre se fût réservé le droit de statuer en dernier ressort sur la capitulation, il se serait adressé directement à lui, et en temps utile, pour obtenir de rentrer en France. A Danzig même, lors du premier siége, on avait vu Napoléon respecter le principe que nous venons de rappeler. Mécontent des conditions trop favorables accordées par le maréchal Lefebvre au général Kalkreuth, il ne songea même pas à les modifier. C'était un argument de plus que pouvaient faire valoir les Français défendant à leur tour cette place. Mais quand vit-on jamais la justice prévaloir contre la violence, et surtout contre la peur?

Le récit des capitulations de Torgau, de Wittenberg, d'Erfurt, de Stettin, Modlin et Zamosc, ne nous offrirait que d'inutiles répétitions. Chacune des garnisons de ces places avait ajouté quelques pages glorieuses à notre histoire militaire ; quelques traits de bravoure et de dévouement d'autant plus précieux à recueillir, qu'ils demeurèrent sans récompense. Les alliés ravirent ainsi à l'empereur un renfort de plus de soixante mille soldats éprouvés. Nous verrons qu'il n'en aurait pas tant fallu pour influer d'une manière décisive sur les événements[2].

Portons maintenant nos regards sur la France.

Napoléon est rentré à Saint-Cloud le 9 novembre, à cinq heures du soir. Le lendemain matin, il préside déjà un conseil des finances ; à deux heures de l'après-midi, celui des ministres. Le 11, le conseil d'État, celui de l'administration de la guerre, et le conseil privé ont été rassemblés tour à tour. Le résultat de ces délibérations ne se fera pas attendre. Le 15 décembre, paraît dans le *Moniteur* un décret qui augmente de trente centimes par franc la contribution foncière, celle des portes et fenêtres et des patentes de l'année ; double la contribution personnelle et la portion de la contribution mobilière qui se perçoit par rôles ; enfin établit un droit additionnel sur le sel[3]. L'empereur s'est empressé de donner lui-même l'exemple des sacrifices que l'intérêt public exige. Dès les premiers moments de son retour, il a donné l'ordre de faire verser trente millions de son domaine extraordinaire dans la caisse de la trésorerie[4]. « Toute l'Europe marchait avec nous il y a un an, dit-il en répondant à la députa-

[1] 25 décembre.

[2] « Les dépôts des hôpitaux étaient restés à Torgau. Un grand nombre de fugitifs et de blessés y furent aussi recueillis après la bataille de Leipzig ; aussi le typhus y fit-il d'affreux ravages. A la reddition de la place, sur vingt-sept mille hommes, il en restait à peine mille pour mettre bas les armes.

» Le comte de Narbonne, ambassadeur à Vienne pendant l'hiver de 1813, et l'un des plénipotentiaires du congrès de Prague, était gouverneur de Torgau. Il y mourut d'une chute de cheval dans les premiers jours du siége. En rendant compte (ci-dessus, ch. V et VI) des négociations avec l'Autriche, nous avons dû démontrer l'injustice de la préférence qu'avait montrée l'empereur pour M. de Narbonne, au préjudice de son prédécesseur, le comte Otto. Personne, au surplus, ne rend plus que moi justice au caractère de M. de Narbonne. Par les rapports que j'avais eus avec lui en différentes circonstances, j'avais pu lui reconnaître un genre de mérite bien supérieur à celui qu'on lui accordait vulgairement. Beaucoup de personnes ne voyaient en lui qu'un des brillants souvenirs de l'ancienne cour ; il perdait trop à n'être connu que sous ce rapport. Ce qui donnait surtout du prix à ses formes élégantes et à ses aimables qualités, c'est qu'elles n'étaient que la broderie d'un grand fonds d'honneur et de droiture. Courtisan gracieux, il avait l'âme élevée d'un bon Français. Je crois être juste envers deux beaux caractères, en disant qu'il y avait entre lui et Poniatowski beaucoup de traits de ressemblance.

» Ils sont morts dans la même année, et il y eut aussi quelque ressemblance dans la cause de leur mort. Poniatowski meurt pour s'être trop confié à la vigueur de son cheval pour franchir l'Elster. M. de Narbonne meurt aussi d'une chute de cheval, et ce cheval, trop fougueux pour l'âge de son cavalier, c'était Poniatowski qui le lui avait vendu à Dresde. Faut-il les plaindre tous deux d'avoir succombé à cette époque?... »

NOTE DE M. BIGNON.

[3] Un autre décret, du 9 janvier, doubla, pour l'année 1814, la contribution personnelle et mobilière et celle des portes et fenêtres, et porta à *cinquante* centimes additionnels l'augmentation de la contribution foncière pour la même année.

[4] Billet de l'empereur à M. Daru, Saint-Cloud, 12 novembre. L'empereur faisait demander la clef de son trésor de réserve, dont M. Daru était le dépositaire depuis la mort de Duroc.

tion du sénat, toute l'Europe marche aujourd'hui contre nous. » Cette phrase peint d'un trait la situation; aucune mesure n'est au-dessus des dangers de la France. Trois cent mille hommes appartenant aux conscriptions de 1813 à 1814 sont rappelés sous les drapeaux par le sénatus-consulte du 15 novembre; il est déjà trop tard. Les seuls conscrits de 1815[1] arriveront à temps pour s'associer glorieusement à la défense du pays. Braves enfants, qui ne savaient pas encore charger leurs armes, mais qui savaient mourir !

On a sévèrement reproché à l'empereur de n'avoir pas su rendre à temps la guerre nationale. Ce reproche complexe nous paraît mal fondé, du moins en ce qui concerne le développement des moyens matériels de défense. Est-ce bien sérieusement qu'on a voulu faire un crime à Napoléon de n'avoir pas, *dès le 15 octobre,* décrété la mobilisation des gardes nationales du royaume[2]? Les censeurs les plus austères lui pardonneront assurément de n'avoir songé alors qu'à vaincre ou à obtenir une paix honorable. Ce n'était pas d'ailleurs du fond de l'Allemagne qu'il aurait pu donner à la France une impulsion pareille à celle des premières années de la révolution. A peine était-il de retour à Paris, que des propositions de paix lui étaient parvenues. Tant qu'on a pu les croire sincères, c'est-à-dire jusqu'au 10 décembre, la mobilisation de la garde nationale aurait été d'un déplorable effet sur l'esprit public, et aurait fourni aux alliés un prétexte spécieux de rupture[3]. Plus tard, il fit tout ce qui était possible; mais, comme il l'a dit lui-même, *il lui manquait deux mois.*

La mauvaise foi des alliés dans l'affaire des capitulations, les retards qu'éprouva le traité de Valençay, et la violation du territoire suisse, déjouèrent l'effet de presque toutes les mesures prescrites. Au moment où le comité des fortifications discutait des plans pour la défense du Jura et des Vosges, ces passages étaient déjà forcés ou tournés. L'envoi de commissaires extraordinaires dans les départements[4] avait donné lieu à des frayeurs ridicules ou affectées; la prompte solution de la crise ne permit pas à ces envoyés de réaliser ce que l'empereur avait dû attendre d'eux. L'énergie des terribles commissaires de la Convention en 93, eût été à peine à la hauteur des nouveaux dangers de la patrie. Quelques préfets montrèrent de la faiblesse au moment de l'invasion : l'un d'eux en a été récompensé, sous la restauration, par un ministère. D'autres firent leur devoir en s'efforçant d'organiser la résistance. Les alliés jugèrent nécessaire à leur sûreté de prendre les mesures les plus sévères contre des hommes qui n'étaient coupables, après tout, que d'avoir obéi à leurs instructions. Le préfet des Vosges, entre autres, fut maltraité indignement par ordre du prince de Würtemberg (le même qui commandait au siége de Danzig), *et traîné jusqu'en Sibérie.* Dans son absurde proclamation du 1er janvier, Blücher menaçait de mort tous les Français qui, d'un lieu occupé par des troupes alliées, entretiendraient des intelligences avec le gouvernement de leur pays! La peur seule explique de telles iniquités. Les alliés marchaient vers Paris, où les appelait la trahison; mais ils y marchaient avec une précipitation craintive, et comme sur une traînée de poudre. A cette traînée, il n'a manqué peut-être qu'une étincelle[5]!...

Malgré les prescriptions atroces qui déshonoraient le règlement de la landwehr prussienne en 1813, jamais l'empereur Napoléon n'avait songé même à menacer de mort les soldats de cette landwehr, qu'il eut peut-être seulement le tort de trop mépriser. Ses mesures pour l'organisation des levées en masse présentent, avec celles du roi de Prusse dans l'année précédente, un contraste non moins frappant, et dont nous avons déjà entretenu nos lecteurs[6]. On se rappelle sans doute cette basse et perfide prohibition d'uniforme dans la landwehr prussienne, bien digne au reste de figurer dans un règlement qui prescrivait l'extermination du soldat isolé. Napoléon, au plus fort des embarras et des périls de sa glorieuse campagne, trouvera un moment pour déterminer l'uniforme que doivent porter les bataillons de sa levée en masse. C'est de Béry-au-Bac qu'il écrit à M. de Montalivet[7], de réunir les ministres de la guerre et de l'administration de la guerre, pour arrêter en commun que les soldats de la

[1] Appelés par le sénatus-consulte du mois précédent.

[2] Vaudoncourt.

[3] Ils sauront bien trouver une provocation dans les nouveaux appels que l'empereur avait cru devoir faire sur la conscription, *avant que leurs propositions ne fussent connues.* Qu'auraient-ils dit d'une mobilisation de la garde nationale?

[4] Décret du 28 décembre.

[5] Le véritable tort de Napoléon, comme nous le verrons tout à l'heure, fut le mauvais choix des moyens moraux de défense. Il ne sut pas préférer les plus prompts et les plus sûrs pour éclairer et exalter l'opinion publique. Cette faute, toutefois, n'aurait pas suffi pour le perdre, s'il n'eût été trahi.

[6] Ci-dessus, p. 138. Il est curieux de rapprocher de la prohibition d'uniformes pour les insurgés allemands, l'ordre du jour de Schwartzenberg, daté de Montbéliard, 8 janvier : « Tout habitant des villes et des campagnes pris les armes à la main, qui ne pourra, *au moins par un habit militaire,* justifier qu'il fait partie de l'armée ennemie, sera puni de mort sans rémission. »

[7] 5 mars.

levée en masse auront pour uniforme l'habit gaulois, ou blouse bleue, *avec des shakos et gibernes de buffleterie noire.* « Quelques broderies sur la blouse suffiront pour distinguer les grades. Ce vêtement, ajoute-t-il, me paraît si commode, que peut-être l'adopterai-je un jour, même pour les troupes de ligne. Cela me paraît une chose économique, prompte et utile. »

Gardant toujours (mais gardant seul) l'activité et l'énergie des plus beaux jours de sa fortune, l'empereur faisait marcher de front toutes les mesures nécessaires pour l'armement des places fortes de l'ancienne France, pour la défense des frontières et de la capitale, pour l'équipement et l'instruction des nouveaux soldats. Bien que la plupart de ses ordres soient restés sans exécution, faute de temps ou pour d'autres motifs, leur intérêt, au point de vue historique, n'en est pas moins réel. C'est toujours la même puissance, le même grandiose de combinaisons et d'idées. En voici un curieux échantillon ; ce sont des vues sur le meilleur moyen d'habiller promptement nos nouvelles armées : « Nous » voilà avec deux cent mille hommes à habiller... » Il faudrait prendre tous les draps qui se trouvent » en France, bons et mauvais, et établir de grands » ateliers à Lille, à Metz et à Paris, de manière à » faire, dans ces trois places, trois cents habits par » jour; ce qui, en soixante jours, habillerait deux » cent mille hommes... Toutefois commencez par » donner la plus grande activité à l'atelier de Paris, » parce qu'enfin il peut venir tel cas où l'on soit » obligé d'habiller à Paris tous les ouvriers, et tout » ce qu'on pourrait tirer des provinces de l'Ouest, » pour avoir une armée de réserve... Je sais qu'il » y a beaucoup de chapeliers qui ne font rien à » Lyon, et qui pourraient vous fournir une grande » quantité de shakos... » Citons encore quelques observations dictées par l'empereur à M. Daru, pour le ministre de la guerre, au sujet des étrangers qui servaient encore dans nos armées à la fin de 1813, et que la prudence prescrivait de désarmer : « Les troupes étrangères se divisent en plu» sieurs classes. *Les Suisses ; je veux encore m'y » fier...* (Il a tort, comme nous le verrons bientôt.) » Les Illyriens[1], les Croates, les Espagnols, les Por» tugais, les régiments du grand-duché de Berg, » de Bade, de Darmstadt, de Nassau, qui sont à » l'armée d'Espagne ou de Catalogne... Il faut con» naître la situation de ces corps, savoir le nombre » de fusils qu'ils ont, préparer les moyens de les » désarmer, en faire des régiments de pionniers, » les éloigner des frontières et des places fortes... » Il y a aussi en France cent vingt mille prisonniers » de guerre... On pourra entreprendre quelques » travaux de dessèchement pour les employer[2]. »

L'empereur ne s'abuse pas sur les fâcheuses dispositions d'une partie de la population ; la malveillance de quelques-uns des hauts fonctionnaires qui l'entourent lui est aussi connue que le découragement des autres. Déjà il prévoit que ses plus grands périls ne seront pas du côté des alliés. *Je suis dans un moment où tout le monde me trahit,* disait-il à l'un de ses plus fidèles serviteurs. Dans de telles circonstances, refuser une paix honorable serait un acte de folie ; en laisser même échapper l'occasion par des lenteurs, serait encore une imprudence de la nature la plus grave. Cette imprudence, Napoléon va en encourir le reproche.

Le 11 novembre, M. de Saint-Aignan, beau-frère du duc de Vicence, est arrivé à Paris, apportant à l'empereur la réponse des alliés aux propositions qui leur avaient été portées, de sa part, dans la nuit du 16 au 17 octobre, par le général Meerfeldt. Ministre de France à Weimar, Saint-Aignan avait été traité en prisonnier lors de l'occupation de cette ville par les alliés, et s'était plaint au prince de Schwartzenberg de cette violation du droit des gens. On eut égard à sa réclamation ; il put même voir de suite M. de Metternich, et fut reçu par lui avec un empressement marqué. Bientôt le ministre autrichien amena de lui-même la conversation sur les négociations de Prague, et sur les causes de la rupture : « L'empereur, dit-il à Saint-Aignan, se fait illusion » depuis deux ans. Il a cru faire la paix à Moscou, » ensuite il s'est persuadé qu'il la ferait à Dresde. » Il a pensé que nous ne ferions pas la guerre ; il a » pensé qu'il pourrait garder la position de l'Elbe, » même en nous ayant contre lui. Maintenant qui » peut prévoir les résultats de cette campagne?... » Le duc de Vicence sait qu'il y a entre nous, sous » le sceau du secret, un écrit qui pourrait faire la » paix en soixante heures. L'empereur Napoléon » l'a accepté, à deux articles près[3]. La décision » relative à la confédération du Rhin était remise

[1] A l'époque où Napoléon dictait ces lignes, les Illyriens et les Croates étaient déjà en pleine insurrection.

Napoléon, après la bataille de Leipzig, avait renvoyé en liberté les Saxons et les Bavarois qui étaient encore dans son armée, exigeant seulement de ces derniers le serment de ne pas servir contre la France pendant un an. Nous avons vu comment les alliés imitaient sa générosité.

[2] Ces deux notes, communiquées par M. Daru, n'avaient jamais été imprimées.

[3] M. de Metternich voulait parler évidemment de la communication confidentielle du duc de Vicence, dans les derniers jours d'août (*voy.* ci-dessus, chap. XI). Cette allusion semble confirmer ce que nous avons dit à ce sujet : que la conclusion de la paix a dépendu alors d'un retard de quelques heures. Elle était faite, si le courrier

» à la paix générale ; mais l'empereur croyait toujours que nous ne ferions pas la guerre. Il supposait, sur le dire de M. de Narbonne, que nous n'avions que cent cinquante mille hommes ; nous en avions trois cent mille. Il a fallu lui déclarer la guerre. Dans une conversation de neuf heures, je l'en avais prévenu *cinq* fois, *mais rien ne pouvait le lui faire croire* [1]. » « Nous voulions sincèrement la paix, ajouta-t-il ; nous la voulons encore, et nous la ferons : il ne s'agit que d'aborder franchement et sans détour la question. La coalition restera unie. Les moyens *indirects... ne peurent plus réussir.* » Après cette conversation, M. de Metternich lui dit de se rendre à Tœplitz, d'où il le rappellerait. En effet, Saint-Aignan fut mandé à Francfort le 8 novembre, et eut le même jour une seconde conférence avec le ministre autrichien. M. de Metternich reprit aussitôt la conversation précédente. Il dit à Saint-Aignan que les coalisés avaient salué l'empereur d'Autriche du titre d'empereur d'Allemagne, longtemps avant sa déclaration de guerre ; mais qu'il n'acceptait pas ce titre insignifiant, et que l'Allemagne était plus à lui de cette manière qu'auparavant ; « que les négociations avec les princes d'Allemagne, *et surtout avec la Bavière,* avaient été faites avec tant de besoin réciproque, que l'alliance était garantie pour plus d'un siècle [2]. » Revenant encore sur l'union indissoluble des coalisés, il ajouta que *lui-même travaillait deux heures par jour avec l'empereur Alexandre* [3] ; que les alliés étaient d'autant plus forts, qu'ils étaient modérés ; que personne n'en voulait à la dynastie de Napoléon ; que l'Angleterre elle-même était bien plus modérée qu'on ne pensait ; que jamais le moment n'avait été plus favorable pour traiter avec elle ; que, si l'empereur Napoléon voulait réellement faire une paix solide, il éviterait bien des maux à l'humanité et bien des dangers à la France, en ne retardant pas d'UN JOUR [4] les négociations ;... que l'Angleterre était prête à rendre, *à la Hollande indépendante,* ce qu'elle ne lui rendrait pas comme province française... Toutefois, M. de Metternich témoigna « qu'il craignait que le caractère de l'empereur Napoléon ne fût un obstacle à la paix. Alors, dit-il encore, ce sera une guerre désastreuse ; l'Allemagne aura par elle-même trois cent mille hommes de plus sur nos frontières, sans autre mouvement révolutionnaire que celui qu'il plaira à l'Autriche de nourrir ; ce peuple bon et naturellement paisible... n'est en révolution que contre la France ; l'empereur Napoléon l'a froissé, n'a rien fait pour lui, et en même temps a exaspéré les souverains. Il n'y a de sa part aucune proposition de paix [5]. » Toutefois, ce que M. de Meerfeldt avait été chargé de dire pouvait donner lieu aux paroles qu'on prierait Saint-Aignan de porter, sans y rien changer surtout. L'empereur Napoléon ne voulait pas comprendre la possibilité et la nécessité de l'équilibre européen ; on pourrait, pour arriver à la paix, prendre en indemnité des pays qu'il ne possédait déjà plus, comme on l'avait proposé à Dresde, etc. M. de Metternich parla ensuite de lettres interceptées, dans lesquelles il était question de l'état de souffrance de l'impératrice Marie-Louise, et donna rendez-vous à Saint-Aignan pour le lendemain. Ce jour-là (le 9), après avoir remis une lettre de l'empereur François pour sa fille, M. de Metternich revint à la charge. Il pria Saint-Aignan de dire au duc de Vicence qu'on lui conservait les sentiments d'estime que son noble caractère avait toujours inspirés, « et qu'on avait une telle idée de sa loyauté, qu'on lui remettrait volontiers, si l'on pouvait, les intérêts de l'Autriche et ceux de tout le monde, pour en décider suivant les principes d'équité qu'on lui connaissait [6]... »

Peu de moments après, M. de Nesselrode entra ; il répéta en peu de mots tout ce qu'avait dit M. de Metternich, et garantit l'approbation du ministre de Prusse, M. de Hardenberg, alors absent. Saint-Aignan, pour être certain de rapporter exactement tout ce qu'il entendait, demanda à l'écrire, et passa dans un cabinet. Pendant qu'il y était occupé, M. de Metternich vint lui dire : « L'ambassadeur d'Angleterre, lord Aberdeen, est là ; consentiriez-vous à le voir [7] ? » C'était évidemment

porteur de la réponse aux propositions transmises par le duc de Vicence fût arrivé le 10 août avant minuit.

[1] Ce passage, que nous copions sur le manuscrit original de Saint-Aignan, avait été supprimé lors de l'impression de son rapport dans le *Moniteur* du 20 janvier 1814, qui contenait les pièces de cette négociation. On sait que ce *Moniteur* fut lui-même supprimé ; et nous aurons à expliquer les motifs de cette mesure, qui, toutefois, selon nous, fut une faute grave. Le rapport de M. de Saint-Aignan a été reproduit depuis dans plusieurs ouvrages historiques, mais toujours conforme au texte incomplet du *Moniteur* du 20 janvier.

[2] Passage supprimé.

[3] Id.

[4] Ces deux derniers mots étaient retranchés dans le *Moniteur*. L'empereur a fait une grande faute de ne pas suivre au pied de la lettre ce sage conseil.

[5] Passage supprimé.

[6] Passage supprimé. C'est évidemment cette opinion des alliés, si favorable au duc de Vicence, qui décida l'empereur à le choisir immédiatement pour ministre des relations extérieures.

[7] Tout ce récit est tronqué et altéré dans le rapport imprimé.

un rendez-vous concerté entre les ministres alliés. M. de Saint-Aignan, n'ayant là d'autre rôle que d'écouter sans répondre, ne fit aucune difficulté. Il soumit donc *aux trois ministres* sa note, rédigée sur les communications de MM. de Metternich et de Nesselrode. Après quelques observations insignifiantes, lord Aberdeen réitéra l'assurance « que » l'Angleterre était prête à faire les plus grands » sacrifices, qu'elle possédait beaucoup, qu'elle » rendrait *à pleines mains;* que toutefois il de» vait déclarer qu'elle ne consentirait jamais à rien » qui portât atteinte à *ses droits maritimes;* il dit » encore qu'il ne concevait pas ce qui avait pu faire » croire à l'empereur Napoléon que l'Angleterre » eût eu l'intention de limiter à trente vaisseaux de » ligne la marine française; que jamais cette idée » n'était venue à personne en Angleterre. Il parla » encore de l'estime que la nation anglaise avait » pour les Français [1]. » Enfin, Metternich, Nesselrode et Schwartzenberg, qui venait d'arriver à son tour, témoignèrent à Saint-Aignan le désir de le revoir bientôt. Le ministre russe ajouta « que les » choses s'arrangeraient bien vite, si le duc de Vi» cence était chargé de la négociation. »

La note, rédigée sous la dictée de MM. de Metternich et de Nesselrode, et approuvée par eux, en réponse aux propositions portées par le général Meerfeldt, se réduit aux points suivants, bases fondamentales de tout arrangement possible :

1° L'union des puissances alliées est indissoluble;

2° Elles ne veulent, par conséquence, pas d'autre paix qu'une paix *générale* [2];

3° Elles sont d'accord pour laisser à la France ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées;

4° L'indépendance absolue de l'Allemagne, et le rétablissement de l'ancienne dynastie en Espagne sont deux conditions *sine quâ non;*

5° L'Italie et la Hollande seront de même indépendantes de toute puissance prépondérante. Le mode de leur gouvernement sera discuté dans les négociations, ainsi que les limites de la frontière que l'Autriche devra avoir en Italie;

6° « L'Angleterre est prête à faire les plus grands sacrifices pour la paix fondée sur ces bases, *et à reconnaître la liberté du commerce et de la navigation à laquelle la France a droit de prétendre* [3]; »

7° Enfin, « si ces principes généraux étaient agréés par l'empereur Napoléon, on pourrait neutraliser, sur la rive droite du Rhin, tel point que l'on jugerait convenable, où les plénipotentiaires de toutes les nations belligérantes se rendraient *sur-le-champ, sans cependant que les négociations suspendissent le cours des opérations militaires.* »

Telles sont ces *bases sommaires* de Francfort, dont l'acceptation franche et immédiate pouvait changer encore le destinées du monde.

Le duc de Bassano répondit, le 16 novembre, aux propositions de Francfort. Il a dit, depuis, que son projet de lettre contenait l'acceptation explicite des bases sommaires. L'empereur fit remplacer cette acceptation par l'assurance « qu'une paix, ba» sée sur l'indépendance de toutes les nations, *tant* » *sous le point de vue continental que sous le point* » *de vue maritime,* avait été l'objet constant de la » politique de l'empereur. » Cette phrase, beaucoup trop générale pour la circonstance, présentait d'ailleurs, dans sa dernière partie, une divergence positive avec l'une des bases proposées. Il était question, dans la note rédigée à Francfort, des sacrifices que l'Angleterre était disposée à faire pour la paix, des droits de la France à la liberté de la navigation; mais lord Aberdeen avait déclaré en même temps, de la manière la plus formelle, que l'Angleterre ne souffrirait pas que la moindre atteinte fût portée à ses droits maritimes, et encore ne laissa-t-il maintenir l'article dont nous parlons qu'avec une répugnance extrême. Cependant, d'après les termes de la réponse du duc de Bassano, l'empereur, persistant à soutenir l'indépendance maritime des nations, « concevait un heureux augure de ce qui » avait été dit par le ministre d'Angleterre. » Lord Aberdeen s'émut de ce rapprochement. Le 27 novembre, il remit à M. de Metternich une note, dans laquelle il protestait contre la fausse interprétation donnée à son langage. L'Angleterre, disait-il, était prête à concéder tous les droits de commerce et de navigation qui seraient reconnus appartenir à la France; mais elle ne se départait pas du grand principe de ses lois maritimes, et ne souffrirait même jamais qu'il fût discuté dans un congrès. M. de

[1] Passage supprimé.

[2] M. de Metternich avait dit à Saint-Aignan que, lors du congrès de Prague, on avait pu penser à une paix continentale, parce que les circonstances n'auraient pas donné le temps de s'entendre pour traiter autrement. Nous avons démontré, précédemment, la fausseté de cette assertion. Il nous suffira de rappeler que Napoléon avait proposé, dès le 17 mai, l'ouverture d'un congrès général.

[3] D'après le rapport de M. de Saint-Aignan, lord Aberdeen avait critiqué cette phrase, comme vague, et pouvant être prise dans un sens plus étendu qu'il ne convenait à l'Angleterre. M. de Metternich avait proposé et écrit lui-même à la place : que l'Angleterre ferait les plus grands sacrifices pour la paix fondée sur les bases énoncées précédemment. Il y eut une nouvelle discussion, qui se termina par le rétablissement de la première phrase.

Metternich, qui, comme nous allons le voir, était déjà bien aise que les lenteurs de Napoléon lui permissent de ne pas donner suite à la négociation, donna un entier assentiment à la note de lord Aberdeen.

La lettre de M. de Bassano témoignait d'un vif empressement pour l'ouverture d'un congrès. Le duc de Vicence, plénipotentiaire déjà désigné, était prêt à se rendre au jour et au lieu qui seraient indiqués. L'empereur proposait la ville de Mannheim. Cet empressement ne suffisait pas pour satisfaire les alliés; il leur aurait fallu une adhésion formelle aux bases proposées. M. de Metternich, par sa lettre du 25 novembre, réclama cette adhésion comme une condition *sine quâ non*. Le duc de Vicence, qui venait d'être nommé ministre des relations extérieures, fut autorisé alors à la donner; mais il était trop tard.

« Les alliés ont avoué depuis que si, dès l'instant » où l'empereur connut les bases de Francfort, il » avait fait partir un plénipotentiaire, autorisé à » les signer (comme l'avait proposé le duc de Bassano), ils n'auraient pas osé se rétracter, ou peut-» être n'en auraient pas eu l'idée. Mais l'empereur a » perdu ce dernier moment favorable, il a donné » aux ennemis le temps de connaître sa situation, » et leur a fait naître l'envie d'en profiter[1]. » Au moment où M. de Metternich dictait à Saint-Aignan les bases de Francfort, le parti de la modération prévalait momentanément dans les conseils des alliés. Napoléon venait de se montrer encore redoutable à Hanau; la belle résistance d'Eugène et de Soult neutralisait les progrès des Autrichiens en Italie, et de Wellington dans le Midi. Enfin, la question même de l'envahissement était alors controversée. N'ayant pas de notions précises sur l'état des esprits en France, et sur nos ressources militaires, les alliés craignaient alors de retrouver derrière le Rhin la levée en masse de 92, avec Napoléon pour la diriger. D'ailleurs, il n'y avait pas encore de parti pris relativement à la neutralité suisse.

Les alliés ont donc pu appréhender, au 10 novembre, de compromettre leur succès, en ne sachant pas s'arrêter à temps. Mais, depuis cette époque, tout a marché au gré de leurs désirs. Chaque jour a emporté, pour ainsi dire, une parcelle de l'empire français. Au nord comme au midi, les résultats de la bataille de Leipzig se développent rapidement. C'est d'abord l'insurrection d'Amsterdam et l'évacuation de la Hollande par les troupes françaises[2]. Presque en même temps, les ministres de la coalition ont pu recevoir de *bonnes nouvelles*, et de la Suisse, où une faction vingt fois domptée, mais toujours vivante, trame le déshonneur de son pays et la perte du nôtre, et de l'Italie, où mûrit la défection du roi de Naples[3], et enfin de l'intérieur de la France. C'est de Paris même qu'est parti, vers le 15 novembre, un émissaire du duc de Dalberg, chargé de communiquer aux alliés des détails circonstanciés sur l'état de l'opinion publique et des partis, et principalement sur l'exiguïté des ressources dont l'empereur pourrait disposer en cas d'invasion immédiate[4]. Au 25 novembre, le parti de la guerre a déjà repris de la prépondérance; et son triomphe est assuré par la réponse évasive du duc de Bassano. Le 1er décembre, l'invasion est décidée dans un grand conseil tenu à Francfort, et la fameuse déclaration qui porte cette date paraît le 7 dans la Gazette de la ville.

Cette déclaration, « d'un caractère inusité jusque-là dans la diplomatie des rois[5], » mérite, à plus d'un égard, toute l'attention des esprits sérieux. La véritable raison qui détermine les alliés à rompre ou ajourner toute négociation, c'est la certitude qu'ils ont acquise, depuis les propositions précédentes, d'une augmentation de chances favorables dans la prolongation de la guerre; mais un tel motif n'est pas avouable; il en faut un autre, pris dans les dispositions connues de l'empereur. Ils vont le chercher assez maladroitement dans les motifs du sénatus-consulte qui vient d'ordonner une levée de trois cent mille conscrits, « motifs qui renferment, » selon eux, une provocation. » Cette assertion ne soutient pas l'examen. Rien dans ce document ne trahit l'espoir de recouvrer les anciennes conquêtes, mais seulement celui de garder intactes « les frontières du Rhin et de l'Escaut, des Alpes et des Pyrénées, » c'est-à-dire, justement les limites que les propositions de Francfort laissaient à la France. La conduite des alliés, lors du congrès de Prague, y est qualifiée avec sévérité et avec justice. Quel historien les disculpera jamais d'avoir voulu à cette époque dicter la loi, d'avoir envoyé à Prague « des » hommes passionnés, décidés d'avance à ne rien » discuter? » Toutefois, nous reconnaissons sans peine que ces reproches auraient été intempestifs au moment de l'arrivée des propositions de Francfort; mais n'oublions pas que c'est *le 12 novembre* que cet exposé a été lu au sénat, et que M. de Saint-Aignan n'est à Paris que depuis le 14.

[1] Précis des négociations de Châtillon, par le duc de Vicence. (Ms.)

[2] 16 novembre.

[3] Voyez le chapitre XVII.

[4] Le personnage dont nous parlons passa au service de la Russie. Il est mort dans la misère, il y a peu d'années.

[5] Fontanes.

« Le premier usage que les alliés ont fait de la » victoire, a été, disent-ils, d'offrir la paix à l'em- » pereur Napoléon. Leur attitude, renforcée de » l'accession de tous les princes de l'Allemagne, » n'a pas eu d'influence sur les conditions. » C'est en ces termes qu'ils font valoir la faute que l'empereur vient de commettre en ne donnant pas suite immédiatement à leurs propositions. Nous ne nions pas cette faute, nous ne chercherons pas à en atténuer les funestes conséquences; toutefois, on ne saurait s'empêcher de le reconnaître, la gravité en est plutôt relative qu'absolue. Tout le tort de Napoléon, c'est de trop compter encore une fois sur la durée des dispositions pacifiques de ses adversaires. Le 2 décembre, il a envoyé son adhésion formelle aux bases de Francfort; cette adhésion n'arriverait pas trop tard, si la modération des alliés avait été autre chose que l'incertitude du succès.

Mais voici le passage le plus important de leur déclaration : « Les puissances alliées ne font pas la » guerre à la France, mais à cette prépondérance... » que, pour le malheur de l'Europe *et de la France,* » l'empereur Napoléon a trop longtemps exercée » hors des limites de son empire... Les puissances » alliées confirment à l'empire français *une étendue* » *de territoire que n'a jamais connue la France* » *sous ses rois* [1]... » Il y aurait un curieux rapprochement à faire entre les tendances de cette déclaration et celles du fameux manifeste du duc de Brunswick en 92, publié aussi à la veille d'une invasion. Celui-là du moins était une franche protestation contre les principes révolutionnaires; on venait alors remettre des sujets rebelles sous la domination de leur légitime souverain. Comme le langage des cabinets absolus a changé en vingt ans, et comme « l'expérience des coalitions s'est perfectionnée! » Ce n'est plus à la France que l'on en veut; c'est même dans son intérêt autant que dans le leur que les puissances alliées vont se trouver contraintes de porter la guerre sur son territoire! Le contraste des résultats ne sera pas moins complet que celui du langage. Les coalisés de 92 avaient combattu vainement pour le rétablissement des Bourbons, ceux de 1813 les ramèneront sans y avoir songé [2].

Tout en reconnaissant que le retard apporté par l'empereur dans son adhésion aux *bases sommaires* fut une faute grave, une faute capitale, l'équité veut que nous recherchions quelles considérations pouvaient alors atténuer à ses yeux les dangers de ce retard. Ce sont en partie les mêmes qui avaient décidé la démarche des alliés. Napoléon, au 15 novembre, se croyait encore sûr de Murat, de la neutralité suisse, d'une prolongation de défense dans le Nord. Il pouvait espérer que les garnisons de l'Elbe se feraient jour et rejoindraient le prince d'Eckmühl, qui serait revenu avec elles par la Hollande. Dans tous les cas, il ne pouvait prévoir le fatal incident des capitulations violées. Ayant entamé, aussitôt après son retour d'Allemagne, des négociations avec Ferdinand, captif à Valençay [3], il comptait dégager ainsi les affaires d'Espagne de la négociation pour la paix générale, et reporter sur le Rhin les troupes du Midi, avant de se laisser amener à des explications positives. L'événement sans doute a déjoué toutes ces prévisions, mais, à cette époque, ses ennemis du dedans et du dehors en appréciaient bien toute la vraisemblance. Enfin, la manière même dont les bases sommaires étaient posées nous fournit une dernière excuse plus plausible encore, et dont un écrivain partial tirerait peut-être une complète justification. Aux termes de la note dictée par M. de Metternich à Francfort, l'adhésion immédiate de l'empereur aux bases ne lui donnait ni la paix, ni même un armistice; elle donnait lieu seulement à l'ouverture d'une négociation qui devait marcher de front avec les hostilités, et par conséquent être placée sous leur influence illimitée. Jusque-là les alliés avaient constamment éludé l'offre réitérée par l'empereur, de négocier en se battant [4]; si maintenant ils reviennent d'eux-mêmes sur cette proposition, c'est que l'avantage en est évidemment passé de leur côté. Une hésitation de quelques jours est-elle donc *en elle-même* si coupable de la part de l'empereur, quand surtout il lui faut acheter ce précaire avantage par une renonciation absolue à toutes ses conquêtes?

La pensée de Napoléon n'est pas difficile à deviner. Il a craint de se dégrader en pure perte, en s'empressant trop de donner suite à des propositions qui pouvaient n'être pas sincères. Les alliés ne lui avaient donné que trop le droit de suspecter leur bonne foi. En amenant M. de Metternich à insister sur l'adoption des bases, il le forçait à se référer lui-même aux propositions transmises par Saint-Aignan, et à leur donner par là une consistance officielle. Mais l'empereur n'a pas connu tout le prix du temps qu'il perdait en suivant cette marche, et nous croyons qu'il aurait pu concilier les

[1] Nous verrons plus tard par quelle interprétation jésuitique les alliés parviendront à éluder cette promesse.

[2] Sauf l'Angleterre, qui encore, à cette époque, n'admettait le retour des Bourbons que comme une éventualité assez peu probable.

[3] Voyez le chapitre suivant.

[4] Le duc de Bassano en faisait encore la proposition le 21 août.

exigences de l'honneur avec celles de la prudence, en acceptant de suite les bases sommaires. *moyennant la conclusion immédiate d'un armistice,* et en proclamant le résultat de cette démarche quel qu'il eût été.

Au reste, si son imprudence est un fait inexcusable, avéré, ce qui ne l'est pas moins, c'est l'empressement des alliés à saisir ce prétexte pour rompre, dès qu'ils ont cru pouvoir le faire avec avantage. Les propositions de Francfort venaient pourtant de déterminer l'empereur à une concession immédiate, qui n'aurait pas été sans influence sur de sincères amis de la paix. Nous voulons parler du remplacement du duc de Bassano, au ministère des relations extérieures, par le duc de Vicence, dont les ministres étrangers avaient fait un éloge si pompeux, et, du reste, si mérité. C'était assurément la première fois que Napoléon se trouvait amené à prendre en considération, dans le choix d'un ministre, les préférences des puissances étrangères. Cette nomination lui coûtait d'autant plus, qu'elle semblait donner satisfaction à un préjugé public accrédité par la malveillance contre le duc de Bassano, et dont l'empereur connaissait la fausseté mieux que personne. Le duc de Bassano, disait-on, l'avait empêché de faire la paix [1] ! Caulaincourt était convaincu que la dernière occasion de salut venait d'être perdue ; il prit le portefeuille des affaires étrangères avec de sinistres pressentiments [2].

Le nouveau ministre proposa et obtint de suite de l'empereur une adhésion formelle aux bases de Francfort. Il s'était hâté d'en donner avis à M. de Metternich [3]. Aux termes de la note dictée par celui-ci à M. de Saint-Aignan, les plénipotentiaires devaient se rendre au lieu désigné pour l'ouverture du futur congrès, aussitôt que Napoléon aurait agréé les bases proposées ; aussi l'empereur, une fois décidé à les admettre, s'était empressé de préparer les instructions pour le plénipotentiaire français, qui devait être alors, soit le duc de Vicence lui-même, soit le duc de Cadore [4]. Mais bientôt la déclaration de Francfort prouva que cette adhésion était venue trop tard. Vers le 18 décembre arriva la réponse évasive qui dès lors était prévue : « Les souverains de Russie, d'Autriche et de Prusse avaient besoin de communiquer à *leurs alliés* l'adhésion de l'empereur aux bases proposées, et de se consulter avec eux, pour que les négociations pussent s'ouvrir [5]. » La présence de lord Aberdeen à l'entretien du 10 novembre impliquait le consentement de l'Angleterre aux propositions apportées par M. de Saint-Aignan. Quels étaient donc ces alliés sans le consentement desquels les grandes puissances se seraient fait scrupule d'ouvrir la négociation ? Ce langage dilatoire n'était pas nouveau de leur part. On n'a pas oublié sans doute que, le 21 août précédent, on éprouvait aussi le besoin de consulter *des alliés* pour donner suite à une proposition de congrès, après avoir, quelques jours avant, refusé péremptoirement la paix, sans éprouver, cette fois, le besoin d'en référer à personne.

Malgré sa mauvaise foi évidente, les circonstances obligeaient l'empereur à tout faire pour engager la négociation, tant qu'il restait une lueur d'espoir. Les événements se pressaient ; la France était envahie par le Rhin et par la Suisse, et l'on ne voyait pas arriver la réponse définitive, promise par M. de Metternich *quand les alliés auraient été consultés*. Le 4 janvier, l'empereur se décida à faire partir le duc de Vicence. Celui-ci écrivit de Lunéville (le 6 janvier) à M. de Metternich : « L'empereur ne voulait rien préjuger sur les motifs de si longs retards... Mais n'ayant rien plus à cœur que le prompt rétablissement de la paix générale..., il envoyait auprès des souverains alliés son ministre des relations extérieures muni de pleins pouvoirs. » Le duc de Vicence attendait aux avant-postes les passeports nécessaires. Le ministre autrichien ne répondit que pour annoncer de nouveaux délais. « Il fallait attendre le retour de l'empereur de Russie, momentanément absent ; il fallait attendre aussi l'arrivée du ministre anglais, lord Castlereagh [6]. » Le duc de Vicence, dix jours après, n'avait pas encore d'autre réponse. Les alliés semblaient subordonner l'ouverture même des négociations aux événements militaires. Enfin, le 14 janvier, M. de Metternich avait prévenu Caulaincourt de se rendre à Châtillon-sur-Seine, lieu désigné par les souverains alliés pour l'ouverture des négociations. Cette lettre, par une méprise inconcevable, avait été dirigée sur Paris, où elle arriva le 19. Deux jours après, le duc de Vicence était à Châtillon. Les plénipotentiaires des alliés n'y arrivèrent que le 3 février, et quand le congrès s'ouvrit enfin,

[1] Caulaincourt lui-même, dont le dévouement à l'empereur était si éclairé et si loyal, n'était pas exempt de cette fâcheuse prévention. Nous en avons retrouvé la trace dans plusieurs de ses lettres. Il faut bien le dire, M. de Talleyrand est un de ceux qui ont le plus contribué à propager cette opinion, et il savait parfaitement combien elle était peu fondée.

[2] Il rencontra à la porte même du cabinet de l'empereur M. le comte Molé, qui allait, à son tour, prêter serment comme grand juge. Caulaincourt lui dit : « Nous » entrons au ministère pour assister à la catastrophe. »

[3] Lettre du 2 décembre déjà citée.

[4] 2 décembre.

[5] Lettre du 10 décembre.

[6] Lettre du 8 janvier.

leurs armées étaient à quarante lieues de Paris.

L'empereur Napoléon n'a pu douter des véritables intentions des alliés, du moment où leur déclaration du 1er décembre lui a été connue ; il a songé dès lors à donner à leur mauvaise foi une grande publicité. C'est dans ce but qu'il se décide à communiquer au sénat et au corps législatif les pièces de cette négociation. Le 19 décembre, il fait l'ouverture du corps législatif.

Un décret, rendu pendant la retraite même de Leipzig (Gotha, 26 octobre), avait convoqué les députés pour le 29 novembre; mais les propositions de Francfort ont occasionné un délai de quelques semaines. Napoléon s'est flatté un moment de pouvoir annoncer la paix dans son discours d'ouverture [1]. Les pouvoirs de la quatrième série des députés ont été prorogés, non pas, comme on l'a dit, par méfiance de l'opinion publique, mais parce que l'intérêt de la patrie exigeait, dans des circonstances si graves, la permanence de tous les corps constitués.

La séance du 19 décembre présente un coup d'œil imposant et nouveau. Le sénat et le conseil d'État assistent à l'ouverture du corps législatif [2]; ainsi l'a décidé l'empereur par un sénatus-consulte du 11 novembre. Il fait tout pour rehausser le corps législatif dans l'opinion publique, et il va en être étrangement récompensé. Toutefois, cette heureuse innovation survivra à la chute de l'empire.

Tous les regards se portent sur Napoléon. Son attitude est noble et triste; son langage, calme, sévère, approprié aux circonstances : « D'éclatantes victoires, dit-il, ont illustré les armes françaises dans cette campagne ; des défections sans exemple ont rendu ces victoires inutiles; tout a tourné contre nous; la France même serait en danger, sans l'énergie et l'union des Français. Dans ces grandes circonstances, ma première pensée a été de vous appeler auprès de moi... C'est à vous de donner l'exemple... » Tout en insistant sur la nécessité de montrer une attitude imposante pour n'être pas forcé de souscrire à des conditions contraires à l'honneur, Napoléon ne méconnaît pas la nécessité de la paix. « Monarque et père, il sait ce qu'elle » ajoute à la sécurité des trônes et à celle des fa- » milles [3]. »

L'empereur attendait les meilleurs résultats de la communication des pièces au sénat et au corps législatif. Cette mesure devait donner à leur adhésion un caractère plus énergique et plus spontané, de nature à exalter l'opinion publique. Le rapport de la commission du sénat fut tel qu'on pouvait le désirer; mais il n'en fut pas de même au corps législatif, et malheureusement ce mauvais effet nous paraît devoir être en partie imputé au système de réticence que l'empereur avait cru devoir suivre dans ses communications. Cette réticence portait sur une pièce essentielle, celle de Saint-Aignan, qui ne fut pas même lue aux deux commissions [4]. Les conditions proposées et acceptées restaient donc inconnues; c'était laisser gratuitement le champ libre aux plus dangereuses suppositions. Le duc de Vicence s'efforça vainement de modifier cette fatale idée de l'empereur. Quelques heures avant de se rendre à la commission, il lui écrivait encore à ce sujet une lettre des plus remarquables, dont quelques passages caractérisent mieux la situation que tout ce que nous pourrions dire :

« Le rapport est tel que V. M. l'a définitivement » approuvé. Avant de le porter, me permettra- » t-elle encore de revenir sur les observations que » j'ai eu l'honneur de lui faire? *La demi-vérité à* » *laquelle V. M. veut réduire les communications* » *ne satisfera personne.* Ce qu'on veut connaître, » ce sont les conditions qu'on propose et que V. M. » exige ; enfin, les prétentions que le sang français » aura à soutenir. Une demi-confidence faite à huis » clos, dans un moment où il faut exalter la na- » tion autant par ses espérances que par ses dan- » gers, me paraît si loin d'atteindre ce but, que » j'écris à V. M. pour ne plus l'importuner quand » j'aurai l'honneur de l'approcher. Sire, veuillez » réfléchir au bon effet d'une complète publication, » qui aurait le double avantage de donner à la » France et à l'Europe un gage de votre modéra- » tion, et de proclamer l'engagement public et ré- » ciproque, pour les alliés, de ne pas exiger plus,

[1] Ce délai, dit le duc de Rovigo, permit aux députés de se rassasier de tous les mauvais bruits qui couraient dans Paris.

[2] Jusque-là ces deux corps y envoyaient seulement une députation.

[3] Quelques historiens ont dit que ce discours avait subi des changements à l'impression ; le fait paraît inexact. Il y eut, en effet, un discours modifié dans le *Moniteur ;* mais ce fut celui que Regnauld de Saint-Jean-d'Angely prononça le 20 décembre au corps législatif, en présentant le décret de l'empereur pour la nomination d'une commission. La suppression porta sur une phrase qui semblait exprimer trop fortement le désir de la paix, et dans laquelle il était question de la déclaration de Francfort.

[4] « La commission du sénat se réunira chez l'archi- » chancelier à cinq heures. Vous vous y rendrez... » Regnauld et d'Hauterive pourront faire la même com- » munication, demain à midi, à la commission du corps » législatif... *Il pourrait être convenable de ne pas mon-* » *trer la pièce de M. de Saint-Aignan.* »

Lettre de l'empereur au duc de Vicence, du 23 décembre.

» et pour V. M., *de ne pas accorder moins.* » Il insiste fortement sur la nécessité d'aller au-devant des objections, et de *proclamer l'acceptation des bases proposées* : « Votre franchise et la confiance » que vous témoignerez ainsi à la nation feront » bien plus d'effet que des sénatus-consultes et des » décrets, qui n'en régleront pas moins l'action » de l'élan qu'il faut communiquer... Le courage » ne manque pas, sire, mais il faut persuader à » beaucoup de gens que les sacrifices qu'on fera ne » seront que pour le pays. Quand on en connaîtra » les conditions, chacun les soutiendra. Je dois le » répéter, avec l'opinion qu'on a de votre caractère, tout ce qui prouvera que V. M. ne veut » qu'une paix honorable *et qu'elle se lie les mains » pour les cas où la fortune lui permettrait d'autres prétentions,* ne peut que la servir et lui donner de la force... » Le duc de Vicence parle ensuite franchement de la méfiance publique et de ses dangers : « Le plus réel de tous, dit-il, est » dans la crainte *que les sacrifices à faire pour » conquérir la paix ne prolongent les prétentions » d'une guerre heureuse.* Proclamez votre modération, sire, et on se précipitera, comme en 92, » pour défendre les frontières... »

L'empereur se repentira bientôt de n'avoir pas suivi ces sages conseils. Un esprit de taquinerie hostile, alors général dans le corps législatif, n'attend que l'occasion favorable de se produire; et cette occasion, c'est le gouvernement lui-même qui la fait naître. Un décret spécial a déféré directement à l'empereur, sous un frivole prétexte, le choix du président de cette assemblée; la nomination inconstitutionnelle du duc de Massa fait plus de mal que son influence n'en pourra réparer. Les candidats proposés par le gouvernement pour la commission sont repoussés; la majorité se fixe sur cinq députés *plus qu'indépendants* [1]. Ils arrivent pour entendre la lecture des pièces de la négociation, et se communiquent d'avance la résolution de réclamer à la fois *la paix et une partie des droits de la nation* dans leur futur rapport, *et d'y mêler quelques doléances* [2]. Malgré cette prédisposition intempestive, on ne saurait se dissimuler qu'une communication complète des pièces, devenant forcément la base de leur travail, leur ôterait presque tous les moyens de nuire.

L'un des membres de la commission, M. Raynouard, un peu exalté dans son opposition par une rancune purement littéraire contre l'empereur, fit remarquer, dès le principe de la discussion, l'analogie de la présente démarche avec la fameuse déclaration par laquelle Louis XIV, après la rupture des conférences de la Haye, en 1709, crut devoir faire connaître à ses peuples les motifs impérieux qui l'obligeaient à continuer une guerre désastreuse. Cette déclaration, dont l'idée avait été suggérée au roi par son négociateur, le marquis de Torcy, fut rédigée sous forme de lettre adressée aux gouverneurs des provinces du royaume. La comparaison de ces deux époques critiques de l'histoire de France est trop intéressante, pour que nous ne citions pas ici les passages les plus importants de cette lettre de Louis XIV, l'un des plus beaux monuments de son règne :

« L'espérance d'une paix prochaine était si généralement répandue dans mon royaume, que je crois devoir à la fidélité que mes peuples m'ont témoignée pendant le cours de mon règne, la consolation de les informer des raisons qui empêchent encore qu'ils ne jouissent du repos que j'avais dessein de leur procurer. J'aurais accepté, pour le rétablir, des conditions bien opposées à la sûreté de mes provinces frontières, mais plus j'ai témoigné de facilité et d'envie de dissiper *les ombrages que mes ennemis affectent de conserver de ma puissance et de mes desseins*, plus ils ont multiplié leurs prétentions. La guerre que je soutiens, et que je voulais finir, n'aurait même pas cessé quand j'aurais consenti aux propositions qu'ils m'ont faites... » Il entre ensuite dans le détail des insupportables exigences *des alliés* d'alors, qui, pour prix d'une suspension d'armes de deux mois, exigeaient la remise ou la démolition immédiate de diverses places fortes, et l'adjonction des forces françaises pour chasser d'Espagne le petit-fils du roi. « Quoique ma tendresse pour mes peuples, dit-il ensuite, ne soit pas moins vive que celle que j'ai pour mes propres enfants, quoique je partage tous les maux que la guerre fait souffrir à des sujets si fidèles, et que j'aie fait voir à toute l'Europe que je désirais sincèrement les faire jouir de la paix, *je suis persuadé qu'ils s'opposeraient eux-mêmes à la recevoir à des conditions également contraires à la justice et à l'honneur du nom français.* Mon intention est donc que tous ceux qui depuis tant d'années me donnent des marques de leur zèle, et contribuent de leurs peines, de leur bien et de leur sang à soutenir une guerre si pesante, connaissent que le seul prix que mes ennemis prétendaient mettre aux offres que j'ai bien voulu leur faire, était une suspension d'armes de deux mois. Je veux que mes peuples sachent qu'ils jouiraient de la paix, s'il eût dépendu de ma volonté de leur

[1] MM. Lainé, Raynouard, Flaugergues, le Gallois et Maine de Biran.

[2] Journal d'un des membres de la commission.



procurer un bien qu'ils désirent avec raison, mais qu'il faut acquérir par de nouveaux efforts... »

On sait que ce noble appel à l'honneur français ranima l'énergie nationale et sauva la patrie envahie. L'empereur Napoléon pouvait faire valoir des circonstances non moins favorables à sa cause, soit par une communication sans réserve des pièces de la négociation, soit plutôt par une déclaration semblable à celle de Louis XIV, à laquelle il y avait à peine quelques mots à changer, tant était frappante l'analogie des deux situations. Quels motifs ont pu lui faire préférer le système de réticence qui lui a été si funeste? On a dit qu'il avait craint de décourager les habitants des pays non encore occupés par l'ennemi, et dont l'adoption des bases sommaires impliquait la cession; cette raison était bien faible devant la certitude d'une invasion immédiate, telle que Napoléon l'avait au 23 décembre. D'ailleurs, en dissimulant la teneur de ces bases, il ne se dérobait pas au blâme de les avoir acceptées trop tard, et il accréditait d'autres reproches plus graves et moins mérités. Comme le lui avait fait sentir Caulaincourt, il semblait se ménager ainsi un moyen de faire revivre, selon les circonstances, des prétentions plus étendues.

Mais, s'il est vrai que l'empereur avait donné, par ses fautes, des armes à la malveillance du corps législatif, cette malveillance n'en était pas moins déplorable en elle-même, et surtout dans de pareilles circonstances. Après tout, des communications qui avaient été faites ressortaient trois faits importants, incontestables, qui auraient dû former la substance du rapport :

1° Dispositions pacifiques de l'empereur prouvées par son adhésion aux bases sommaires, *quelles qu'elles fussent;*

2° Mauvaise foi des alliés, prouvée par la déclaration du 1er décembre, et par le langage évasif qu'avait tenu en dernier lieu M. de Metternich;

3° Nécessité pour le peuple français d'aider l'empereur, par de nouveaux sacrifices, à conquérir la paix sur les alliés.

Organe d'une opposition imprudente, le rapporteur de la commission tient un langage tout opposé. Il s'attache à démontrer la bonne foi des alliés; à jeter des doutes sur celle de l'empereur. Dans la déclaration de Francfort, il affecte de ne voir qu'une nouvelle preuve des intentions pacifiques des puissances coalisées! C'était, comme le dit avec raison Napoléon dans sa fameuse allocution du 1er janvier, c'était le mettre seul en face des étrangers, dire comme eux qu'on ne faisait la guerre qu'à lui. A des reproches déplacés on a mêlé l'ironie : « L'anxiété » la plus patriotique n'a pas besoin de connaître » encore les bases générales et sommaires... On a » pour garant des intentions pacifiques de l'empe» reur cette adversité, *véridique conseil des rois...* » Lorsque ce prince, *à qui l'histoire a conservé le* » *nom de Grand* [1], voulut rendre de l'énergie à ses » peuples, il leur révéla tout ce qu'il avait fait pour » la paix... » Le rapport n'était pas conçu dans un meilleur esprit en ce qui concernait les dispositions de la nation. Pas un mot du sentiment de répulsion des Français pour une paix honteuse. « Le vœu » généralement exprimé autour de chaque député » dans son département, c'était celui de la paix [2]. » Était-ce là ce qu'il y avait à dire, en présence de l'invasion? Enfin, « l'empereur ne pouvait espérer de rendre la guerre nationale qu'en s'engageant formellement à ne continuer la guerre que pour l'indépendance du peuple français et l'intégrité de son territoire, et qu'en maintenant l'entière et constante exécution des lois qui garantissaient aux Français les droits de la liberté, de la sûreté, de la propriété, et à la nation le libre exercice de ses droits politiques [3]. »

Le duc de Massa et les commissaires du gouvernement avaient pris une part active à la discussion de ce rapport; ils avaient obtenu, non sans peine, la suppression de quelques phrases par trop choquantes, mais la tendance malveillante de l'ensemble leur avait échappé. L'empereur ne pouvait s'y tromper. Il fit arrêter l'impression, et convoqua de suite un conseil privé extraordinaire. Le duc de Bassano y lut le rapport; après une longue discussion, que l'empereur résuma avec sa netteté ordinaire, tout le monde convint que la permanence du corps législatif, ainsi disposé, ne pouvait être qu'un danger de plus, et la dissolution fut résolue et prononcée.

Un grand nombre de députés se présentèrent à l'audience du 1er janvier. L'empereur ne sut pas se contenir; il éclata en reproches acerbes, mais qui depuis n'ont paru que trop fondés : « Je vous ai appelés pour faire le bien, leur dit-il, vous avez fait le mal. Vous avez parmi vous des gens dévoués à l'Angleterre, à l'étranger... Les onze douzièmes parmi vous sont bons, les autres sont des factieux.

[1] N'en déplaise à M. Lainé, Napoléon conservera ce nom dans l'histoire à plus juste titre encore que Louis XIV.

[2] « Ils me demandent la paix à grands cris, dit Napoléon au conseil d'État, quand le seul moyen pour l'obtenir était de me recommander la guerre. »

[3] Allusion à une accusation dirigée contre Masséna, et à la fameuse affaire de l'octroi d'Anvers, dont nous dirons quelques mots à la fin de ce volume.



Retournez dans vos départements, je suivrai de l'œil ceux qui ont de mauvaises intentions. Vous avez cherché à m'humilier! Je suis un homme qu'on peut tuer, mais qu'on ne saurait déshonorer. Quel est celui d'entre vous qui pourrait supporter le fardeau du pouvoir? Il écrasa l'Assemblée constituante qui dictait des lois à un monarque faible... Vous avez cherché à me *barbouiller* aux yeux de la France, c'est un attentat. Qu'est-ce que le trône, au reste? quatre morceaux de bois doré recouverts de velours. Et moi aussi je suis sorti du peuple, et je sais les obligations que j'ai contractées. Ce n'était point au moment où les étrangers entrent en France, où les Cosaques sont prêts d'inonder nos plaines, qu'il fallait faire des remontrances. Je sais qu'il y a eu des abus, et jamais je n'ai souffert ceux que j'ai connus. M. Raynouard a dit que le prince Masséna avait volé la bastide à Marseille, il a menti; le général a pris possession d'une maison vacante, et le ministre fera indemniser le propriétaire. Humilie-t-on ainsi un maréchal de France qui a versé son sang et blanchi sous la victoire?... Je vous avais indiqué un comité secret; c'était là qu'il fallait présenter vos doléances... On a mêlé l'ironie aux reproches: suis-je fait pour être humilié? Je sais supporter l'adversité avec noblesse. Vous me demandez des concessions que mes ennemis mêmes ne demanderaient pas; s'ils voulaient la Champagne, vous demanderiez pour eux la Brie... Je vous le répète, vous avez parmi vous des factieux... Ne sais-je pas combien il est facile de remuer une grande assemblée? l'un se met là, l'autre ici, et la délibération est conduite par des agitateurs. Au lieu de nous réunir tous, vous nous avez désunis. Vous m'avez mis seul en face des étrangers, en disant que c'est à moi seul qu'ils font la guerre; c'est une atrocité. Vous avez nommé votre commission extraordinaire, celle des finances, celle de l'adresse, et vous avez choisi mes ennemis. M. Lainé est un méchant homme; les autres sont des factieux. J'attendais que vous seriez réunis d'intentions et d'efforts pour chasser l'ennemi; vous l'avez appelé. J'aurais perdu deux batailles que cela n'eût pas fait plus de mal à la France... Retournez dans vos départements. Je ferai quelque jour imprimer le rapport de votre commission, et il sera jugé ce qu'il est. S'il paraît dans vos départements, je le ferai imprimer dans le *Moniteur* avec des notes... Les habitants de l'Alsace et de la Franche-Comté ont un meilleur esprit que vous, ils me demandent des armes[1]. »

Cette mercuriale véhémente fut la seule vengeance de Napoléon. Les rapporteurs de la commission n'auraient pas été fâchés d'avoir les honneurs d'une petite persécution; l'un d'eux se donnait le ridicule de ne plus coucher chez lui depuis quelques jours. M. Lainé alla porter sa tête au ministre de la police, qui lui conseilla simplement de quitter Paris. Deux mois après, il était nommé préfet de la Gironde par le duc d'Angoulême, entré dans Bordeaux à la suite des Anglais.

Malgré les fautes de l'empereur, la postérité sera sévère pour M. Lainé et ses collègues. Elle aura surtout peine à comprendre qu'en présence de la désastreuse nouvelle de la violation du territoire suisse, des Français aient prétendu faire montre de patriotisme, en vantant encore la bonne foi des alliés, et créant des embarras au seul homme qui pût sauver la patrie des malheurs d'une invasion[2].

Chacune des grandes puissances est plus particulièrement responsable, au tribunal de l'histoire, de quelqu'une des mesures iniques qui ont assuré le triomphe de la coalition. La violation des capitulations avait été due surtout à l'influence russe; celle de la neutralité suisse appartient à l'Autriche. Il y eut même, relativement à ce point, un désaccord réel entre l'Autriche et la Russie, pendant les mois d'octobre et de novembre. Tandis que l'empereur Alexandre promettait aux députés suisses et au général Jomini[3], leur compatriote, que la neutralité de ce pays serait respectée, le cabinet autrichien

[1] On a publié plusieurs versions de cette boutade si fameuse. Quelques historiens ont eu le tort de la travestir en harangue académique. Le texte que nous en donnons, très-différent, au moins dans la forme, de tous ceux qui ont paru jusqu'à ce jour, est celui d'une brochure publiée en avril 1814, et devenue très-rare. C'est le plus conforme aux souvenirs des témoins de cette scène qui existent encore.

[2] La violation du territoire suisse était connue à Paris, dès le 23 ou le 24 décembre, par les courriers du commerce, et le jour même où M. Lainé fit son rapport, le *Moniteur* donnait tous les détails de ce grave événement.

[3] Le général Jomini, accusé par des écrivains prévenus ou mal renseignés, d'avoir été l'un des principaux instigateurs de cette mesure, s'en est victorieusement justifié.

Puisque nous retrouvons l'occasion de parler de cet officier supérieur, l'un des meilleurs historiens militaires de notre époque, nous en profiterons pour témoigner le regret d'avoir porté un jugement trop rigoureux sur sa conduite, dans une circonstance d'ailleurs à jamais déplorable (ci-dessus, p. 203). Personne, après tout, n'a peut-être le droit de se montrer plus sévère que l'empereur, qui a proclamé lui-même, à Sainte-Hélène, que la conduite de Jomini n'avait pas été sans excuses (voyez les Mélanges littéraires écrits à Sainte-Hélène sous la dictée du général Montholon, t. I, p. 1). Nous devons ajouter que l'empereur ne connaissait même pas toutes les vexations auxquelles Jomini

entretenait des relations actives, dans un sens tout opposé, avec les cantons oligarques, surtout avec celui de Berne.

Cependant le gouvernement suisse avait sérieusement songé à garantir sa position indépendante. Du consentement de l'empereur, le titre de médiateur de la confédération suisse avait cessé d'être employé dans les relations du pays avec la France; et le landamman s'applaudissait d'avoir ainsi fait disparaître un obstacle qui aurait pu gravement compromettre la neutralité [1]. Elle avait été proclamée solennellement par les députés de la confédération, le 18 novembre.

Mais, du moment où l'invasion fut résolue, cette neutralité devenait un obstacle grave à l'exécution des plans des alliés; on put dès lors prévoir qu'ils sauraient bien s'en débarrasser. Si le poids d'un dossier prouvait la bonté d'une cause, la leur serait excellente assurément; car ils ne se firent pas faute de déclarations, de notes et de proclamations à ce sujet. Le cabinet autrichien triompha sans trop de peine des scrupules de l'empereur Alexandre; M. Capo d'Istria, envoyé d'abord par ce prince pour réitérer aux Suisses l'assurance que leur neutralité serait respectée, reçut de nouvelles instructions, et agit dans un parfait accord avec l'agent autrichien Lebzeltern. On mit habilement à profit les dissentiments comprimés pendant dix ans par la prépondérance française; les prétentions tyranniques de l'oligarchie bernoise reçurent de fallacieux encouragements. On obtint ainsi, contre l'acte de neutralité, de précieuses manifestations [2], dont on ne manqua pas de se prévaloir dans les deux déclarations qui furent publiées au moment même de l'entrée des Autrichiens en Suisse. Ces déclarations resteront comme un monument caractéristique de la diplomatie des alliés. « La marche irrésistible des événements, la nécessité de consolider, par les moyens les plus prompts et les plus énergiques, les résultats obtenus, forcent les armées alliées à traverser une partie du territoire suisse. Aux yeux du monde, cette nécessité est *peut-être* justifiée déjà suffisamment par *la nécessité d'une entreprise évidemment juste*. Toutefois, les alliés s'arrêteraient devant une neutralité véritable; mais une semblable neutralité ne saurait exister sans une indépendance réelle... Toute mesure politique prise par le gouvernement fédératif (actuel) de la Suisse, quand même elle n'aurait pas été provoquée par le dominateur étranger, doit nécessairement se ressentir de son influence originaire. Elle n'est, pour les puissances, qu'une tentative maladroite, imaginée pour entraver leur entreprise, *et par conséquent un acte d'hostilité !* »

L'arbitraire, appuyé sur de tels sophismes, n'en est peut-être que plus révoltant. Les contradictions ne manquaient pas non plus dans le langage des alliés. Une de leurs déclarations contenait l'assurance de ne jamais s'immiscer dans le régime intérieur de la Suisse; et, pendant ce temps, un agent autrichien (Senft-Pilsach) promettait encore aux Bernois de les remettre en possession de l'Argovie et du pays de Vaud. Le prince de Schwartzenberg, dans la proclamation qu'il publia en entrant sur le territoire suisse, semblait annoncer aussi le rétablissement de l'ancienne constitution. Au fond, une fois le passage obtenu ou forcé, les intérêts de l'oligarchie bernoise devenaient assez indifférents à l'Autriche; aussi ne se fit-elle aucun scrupule de les sacrifier, malgré ses promesses antérieures. Les députés des vieux cantons suisses, rassemblés à Zurich le 29 décembre, décidèrent unanimement *qu'aucun rapport de sujétion, incompatible avec les droits d'un peuple libre, ne serait rétabli*. Ainsi fut du moins sauvé du naufrage le grand principe d'équité qui avait présidé à la rédaction de l'acte de médiation. Le canton de Berne donna, le dernier, il est vrai, son adhésion à la convention du 29 décembre. Le général Laharpe, ancien gouverneur de l'empereur Alexandre, avait plaidé avec succès la cause de l'indépendance des habitants du canton de Vaud, ses compatriotes. Frustrée dans

avait été en butte de la part du prince de Neufchâtel.

Nous avions cité (ci-dessus p. 204) un bulletin de Bernadotte, qui semblait confirmer l'accusation portée contre Jomini, d'avoir communiqué aux alliés les plans de l'empereur, dans sa seconde campagne de Saxe. Jomini a prouvé depuis qu'il n'avait pu en avoir connaissance.

[1] Lettre du landamman à l'empereur.

Quelques historiens ont avancé que cette déclaration de neutralité avait été concertée avec les alliés; c'est une erreur manifeste. D'après les renseignements recueillis en Allemagne par M. Bignon, au moment même où cette déclaration fut connue, les souverains alliés en furent vivement surpris. Mais les officiers autrichiens n'en paraissaient pas inquiets, et disaient déjà hautement qu'on ne se ferait pas scrupule de la violer au besoin. (Rapport du 9 décembre, déjà cité.)

[2] « L'acte de neutralité perd toute sa validité, si les autorités qui doivent veiller à son maintien ou à son exécution refusent d'y accéder... L'opposition de quelques cantons, dans une affaire si importante, devrait même être regardée comme une démarche qui dissoudrait immédiatement et de fait toute la constitution fédérale; et, dans ce cas, les souverains alliés auraient indubitablement le droit de se déclarer pour le parti dans lequel ils espéreraient trouver de l'accord avec leurs principes et leurs vues. » (Déclaration du 21 décembre.)

ses ambitieuses et folles espérances, la faction oligarchique de Berne resta avec la honte gratuite de s'être associée à la violation du territoire helvétique.

C'était la seconde fois qu'au mépris des traités les plus solennels, les cantons protestants de la Suisse livraient le passage à des armées dirigées contre la France. En 1709, le comte de Merci, général des Impériaux, put de même traverser le canton de Bâle, et envahir notre territoire, sans aucun obstacle de la part des Suisses, liés pourtant à la France par l'alliance de 1663, et plus spécialement encore par le traité de neutralité de 1689. Cette coupable tolérance avait du moins alors pour excuse l'irritation produite par la révocation de l'édit de Nantes, et par les mesures rigoureuses qui en furent la suite, irritation qu'entretenait encore la présence d'un grand nombre de réfugiés français parmi les protestants suisses [1]. L'histoire assignera des motifs moins honorables à la conduite analogue de quelques-uns de leurs descendants, en 1813.

Le 21 décembre, à l'heure même où Napoléon se rendait au corps législatif, le prince de Schwartzenberg se présenta à la tête du pont de Bâle, dont les madriers seulement avaient été enlevés, et somma les Suisses de les rétablir; ils obéirent sans difficulté. Le général Watteville, l'un des coryphées de la dernière contre-révolution aristocratique, commandait le cordon de neutralité; il replia ses troupes sans tirer un coup de fusil. Les troupes autrichiennes défilèrent huit jours de suite sur le pont de Bâle; d'autres corps entrèrent en Suisse par Laufenburg et Schaffhouse [2]. Blücher mit de son côté l'armée de Silésie en mouvement, et franchit le Rhin sur trois points, au moment où les soldats de Schwartzenberg envahissaient l'ancienne Franche-Comté. Le 1er janvier 1814, deux cent mille ennemis étaient en France.

[1] Quand Louis XIV voulut, la dernière année de son règne, renouveler l'alliance avec les Suisses, les cantons protestants refusèrent encore d'y prendre part.

[2] M. de Metternich alléguait, pour justifier le passage des Autrichiens sur le pont de Bâle, que ce pont avait été *déneutralisé*, quelques mois auparavant, par le passage d'une division française qui se rendait en Italie. Dans tous les cas, ce prétexte ne pouvait justifier ni l'entrée du corps de Giulay par Laufenburg, ni surtout celle, par Schaffhouse, du corps de Bubna, qui traversa la Suisse dans toute sa longueur, pour aller attaquer Genève.

# CHAPITRE XVI.

## GUERRE ET POLITIQUE. — ESPAGNE. — INVASION DU MIDI.

Nécessité urgente d'une négociation avec Ferdinand. — Guerre d'Espagne. — Conséquences fâcheuses de la bataille de Vittoria. — Suchet évacue le royaume de Valence. — Le duc de Dalmatie prend le commandement de l'armée française. — Ses opérations pour débloquer Pampelune. — Combats de Sauroren. — Retraite de Soult. — Siége et prise de Saint-Sébastien. — Suchet défait lord Bentinck. — Difficultés politiques de la situation de Wellington. — Sa haine pour le parti libéral. — Il change tout à coup de conduite vis-à-vis de ce parti. — Négociations de Valençay. — Lettre de l'empereur à Ferdinand, du 12 novembre. — Instructions données au comte de Laforêt. — Sa première entrevue avec Ferdinand. — Lettre de celui-ci à l'empereur. — Duplicité de Ferdinand. — Traité de Valençay. — Départ du duc de San-Carlos et de Palafox, pour porter le traité à la régence. — Celle-ci s'entend avec les Anglais pour le rejeter — Napoléon donne l'ordre de laisser partir Ferdinand. — Nouveaux retards. — Mission du duc de San-Carlos auprès de l'empereur. — Départ de Ferdinand (13 mars). — Articles additionnels au traité du 11 décembre. — Note de Joseph à l'empereur, du 16 mars. — Fatales conséquences des retards apportés au départ de Ferdinand. — Opérations militaires de Soult et de Wellington. — Affaires sur la Nive et la Nivelle. — Passage de l'Adour. — Bataille d'Orthès. — Intrigues royalistes dans le Midi. — Entrée des Anglais et du duc d'Angoulême dans Bordeaux (12 mars). — Retraite de Soult sur Toulouse. — Ses préparatifs de défense. — Bataille de Toulouse. — Adhésion de Soult et de Suchet au gouvernement des Bourbons. — Retour de Ferdinand en Espagne. — Sortie de Bayonne.

Pour n'être point forcé d'interrompre plus tard le récit des derniers combats et des dernières négociations de Napoléon, nous croyons devoir présenter d'avance le tableau complet des événements contemporains en Espagne et en Italie, événements qui, d'ailleurs, ont eu, sur la catastrophe, une influence dont il importe d'apprécier d'avance la portée.

L'empereur Napoléon, dès le lendemain de Leipzig, ne s'est fait aucune illusion sur la gravité et l'imminence du péril qui menace la France; il a prévu, dès lors, les projets d'invasion. Il ne peut se le dissimuler, le temps matériel va manquer pour l'exécution des mesures de défense, qu'il prescrit à la hâte; les levées du mois de novembre ne pourront s'effectuer à temps. L'intérêt le plus pressant, ce serait de reporter sur nos frontières du Rhin les forces engagées contre les Anglo-Espagnols; mais il faudrait pour cela frapper à la frontière du Midi un coup décisif, qui ne peut plus être que le rétablissement du prince des Asturies sur le trône d'Espagne. Aussi l'empereur a-t-il senti l'avantage politique et militaire de cette mesure, *avant même que la connaissance des bases de Francfort en eût consacré l'opportunité*. Elle annule l'influence anglaise dans la Péninsule, met à la disposition de l'empereur une armée aguerrie pour sa campagne d'hiver; enfin lui permet d'imposer au prisonnier de Valençay des conditions qu'on ne pourrait obtenir de plénipotentiaires espagnols figurant dans un congrès [1].

Cette pensée de l'empereur n'a pas été jusqu'ici suffisamment comprise, au moins en France; car les Anglais, comme nous le verrons, n'ignorèrent pas à quel péril ils avaient échappé. Pour bien nous en rendre compte, il importe de jeter un coup d'œil rétrospectif sur la situation des affaires dans la Péninsule et aux frontières de la France, depuis la bataille de Vittoria.

La retraite de l'armée française avait laissé les généraux Foy et Clausel gravement compromis; leur énergie et leur activité les sauvèrent. Foy rallia les garnisons des forts qu'il fallait abandonner, renforça celle de Saint-Sébastien, et regagna la France en disputant pied à pied le terrain à Graham, qui le suivait de près. Clausel, ayant reçu l'ordre tardif de marcher sur Vittoria, s'avançait avec quatorze

[1] Rapport du duc de Vicence à l'empereur, du 24 novembre.



mille hommes pour rejoindre l'armée ; il faillit être surpris ensuite par Wellington lui-même, en voulant rentrer en France par Olise et Taffalla. Averti à temps, il repassa l'Èbre et gagna Saragosse, où il ne put se maintenir. Bientôt il lui fallut se rapprocher des frontières. Saragosse fut entièrement évacué dans la nuit du 8 juillet, et l'Aragon fut ainsi perdu pour nous. Dans les premiers jours de juillet, les Anglo-Portugais de Hill occupèrent en force la vallée de Bastan. Maître de toute la frontière espagnole, depuis Roncevaux jusqu'à la Bidassoa, Wellington faisait investir Pampelune, et préparait sérieusement le siége de Saint-Sébastien, dont la prise importait à l'établissement de sa nouvelle base d'opération. Tel était le résultat d'une campagne de six semaines.

Ces graves événements décidaient en même temps l'évacuation du royaume de Valence, pays où l'administration sage et paternelle du duc d'Albuféra a laissé de si honorables souvenirs. Après avoir assuré l'approvisionnement et la défense de Tortose, de Sagonte et de quelques autres places, dont la conservation était importante dans l'hypothèse d'un retour offensif, Suchet se retira vers l'Èbre tranquillement, à petites journées, suivi d'étape en étape par l'ennemi. Le pays était tranquille, et, sur plusieurs points, les habitants ne craignirent pas de manifester hautement au maréchal leur reconnaissance et leurs regrets.

Dès le 1er juillet, un décret impérial avait appelé le duc de Dalmatie au commandement général des armées françaises en Espagne, et le 12 il était rendu à son poste. Les circonstances étaient difficiles et dignes de lui. Il fallait tout à la fois réorganiser l'armée, raffermir son moral, combattre le mauvais esprit d'une partie des populations du Midi, enfin tenir tête à une armée récemment victorieuse, et conduite par un grand général. Le duc de Dalmatie justifia, par son étonnante activité, ce que l'empereur attendait de lui. Prêt à reprendre l'offensive, *deux mois* après la bataille de Vittoria, il crut devoir rejeter hautement sur l'incapacité militaire du roi Joseph les derniers revers de nos armes [1]. L'intention du maréchal était bonne ; peut-être cependant eût-il mieux fait, dans sa position particulière vis-à-vis de Joseph, de s'abstenir d'un blâme public, si mérité qu'il fût. C'était frapper un ennemi à terre.

Le duc de Dalmatie mit son armée en mouvement vers la fin de juillet. Son plan était de percer la ligne des alliés, en se portant au secours de Pampelune, par les vallées de Zubiri et de Lanz ; puis de manœuvrer sur sa droite, pour tenir l'ennemi en échec dans le Guipuscoa, la Biscaye et l'Alava, ce qui aurait permis à la réserve française, soit de venir renforcer le gros de l'armée, soit de débloquer Saint-Sébastien. Dans ce but, il transféra son quartier général à Saint-Jean Pied-de-Port, et y réunit aux troupes de Clausel celles de Reille, qui précédemment formaient la droite de l'armée. D'Erlon, immobile au centre, masquait le mouvement, et Villatte, avec la réserve, avait remplacé Reille.

Le mauvais temps retarda de deux jours la concentration des forces françaises ; c'était déjà un malheur. Dans les Pyrénées, comme en Allemagne, les éléments semblaient entrer en lutte avec nous. Soult ne put attaquer que le 25 l'extrême droite de l'armée anglaise, vers Roncevaux. Un brouillard épais favorisa la défense des Anglais, en empêchant une attaque générale sur leurs positions ; cependant le général Cole, se voyant tourné par sa droite, se retira pendant la nuit. Au col de Maya, le comte d'Erlon avait obtenu un avantage encore plus décisif contre les troupes de Stewart. Le lendemain, le mauvais temps continua, ralentit les progrès de Reille, qui s'avançait par les crêtes des montagnes, et favorisa la jonction de Campbell, de Picton et de Cole. Cependant la confusion régnait parmi ces vainqueurs de Vittoria, contraints de reculer à leur tour, et sans comprendre encore le véritable but du général français. Wellington lui-même n'avait su prévoir qu'un mouvement pour dégager Saint-Sébastien. Mais il n'y eût bientôt plus à s'y tromper : l'armée française s'avançait rapidement vers Pampelune par la vallée de Zubiri et par les montagnes qui la séparent de celle de Lanz, mouvement qui séparait du gros de l'armée anglaise les divisions de Dalton et de Dalhousie.

Jusque-là, malgré les retards occasionnés par le mauvais temps, nos affaires allaient bien. Cette reprise d'offensive si hardie, si impétueuse, prouvait, encore mieux que l'ordre du jour de Soult, que les soldats français avaient été vaincus, à Vittoria, par leur général plutôt que par l'ennemi. Mais la fortune ne devait pas rester longtemps infidèle à Wellington. C'est au débouché même de la vallée de Zubiri que les colonnes françaises sont arrêtées sur la route de Pampelune. Dix mille Anglo-Espagnols ont occupé une position formidable en arrière de Huart. Sans se décourager, Soult prend ses mesures pour déborder l'ennemi ; il pousse Reille à sa droite, Clausel à sa gauche. Celui-ci s'empare du village et du pont de Sauroren, sur lequel Wellington dictait ses ordres un instant auparavant. Des hauteurs que couronnent ses troupes, le général anglais suit les mouvements de nos colonnes, et distingue même facilement les traits

[1] Ordre du jour du 23 juillet.

de leur intrépide chef. Celui-ci médite son plan d'attaque. La route de Pampelune présente maintenant des obstacles infranchissables ; mais notre aile droite, maîtresse du pont de Sauroren, peut franchir le torrent de Lanz, qui flanque la droite des alliés ; les attaquer à la fois de ce côté en arrière et en flanc, et les couper tout à fait de Dalton et de Dalhousie, que Wellington rappelle en hâte par de longs et pénibles détours.

La première affaire de Sauroren eut lieu le 28 août. Ce fut plutôt pour nous un assaut infructueux qu'une bataille perdue. L'attaque de Clausel sur les hauteurs qui dominent Sauroren échoua par l'arrivée inopinée des Portugais de Dalton, qui parurent plus tôt que Soult ne s'y attendait. Pourtant, de l'aveu même de nos ennemis, la valeur française brilla d'un vif éclat en ce jour. Sur plusieurs points même, nos soldats, gravissant des pentes escarpées sous le feu des alliés, enlevèrent leurs premières positions ; mais, assaillis à leur tour par des troupes fraîches qui descendaient sur eux au pas de course, ils ne purent se maintenir. Cependant, jusqu'à la fin de la journée, le succès fut vivement disputé, et Wellington se tint constamment sur la défensive. Mais il avait reçu tous ses renforts ; pour lui, la crise était finie, et le danger passait d'un camp à l'autre. Soult se trouvait dans une impasse, avec des communications difficiles pour ses vivres et ses munitions ; de plus, sa droite était sérieusement menacée par Hill. Sans se déconcerter dans cette position fâcheuse, le général français modifia son plan d'opération. Il songea à se retirer par sa droite. Ce mouvement, auquel toutes ses troupes pouvaient contribuer, lui permettait de tenter un effort décisif, soit pour secourir Saint-Sébastien, soit pour écraser Hill. Il prolongea donc sa droite par le corps de d'Erlon ; Clausel fila à sa suite sur le front de l'ennemi, et fut remplacé par Reille. Le succès sembla d'abord couronner cette manœuvre hardie ; d'Erlon battit Hill à Buenza ; mais, presqu'en même temps, Reille éprouvait un échec désastreux à Sauroren. Une attaque vigoureuse le sépara entièrement de Clausel, et en même temps Wellington fit enlever le village et le pont de Sauroren. Deux des divisions de Reille, celles de Maucune et de Conroux, furent complétement rompues. Foy, qui commandait la troisième, occupait une position trop redoutable pour être forcé ; mais il ne pouvait plus rejoindre le gros de l'armée. Avec son sang-froid accoutumé, il rallia la plus grande partie des fuyards, et se retira vers les Aldudes, en suivant les crêtes qui séparent les vallées de Lanz et de Zubiri.

La situation de Soult devenait plus fâcheuse que jamais. Son aile gauche était détruite ; il était menacé de front par Hill, en arrière par le reste de l'armée alliée. Il n'avait plus que le défilé de Dona-Maria pour regagner la France ; et par ce chemin, l'armée allait rencontrer des passages où quelques hommes seulement pouvaient passer de front, passages auxquels elle pouvait être devancée par des détachements de l'armée de Wellington, ou du corps de blocus de Saint-Sébastien.

Notre retraite commença le 30 dans la nuit. Elle fut très-pénible, et aurait pu, dit-on, devenir désastreuse, si les ordres de Wellington avaient été mieux exécutés. Mais la capture de quelques maraudeurs de l'armée anglaise trahit prématurément la présence de plusieurs détachements ennemis ; d'autres avancèrent trop lentement à travers les montagnes [1]. Cependant toute l'armée française devait passer la Bidassoa sur deux ponts ; l'ennemi nous prévint à tous les deux ; l'un même ne put être repris, ce qui occasionna une confusion affreuse ; mais d'Erlon, qui, dans toute cette retraite, rendit de grands services, enleva l'autre pont, et rouvrit la route d'Échalar. Clausel, qui formait l'arrière-garde, eût là le lendemain une affaire malheureuse ; ses soldats étaient harassés et manquaient de munitions. Ce jour pourtant faillit être signalé par un incident qui aurait eu une immense influence sur la suite des événements : la capture de Wellington lui-même. S'étant trop avancé pour examiner le pays, il eut à peine le temps de s'enfuir à toute bride.

Cependant Soult rallia ses troupes, rentra en communication avec Foy et Villatte, et reprit des positions très-fortes, de Saint-Jean de Luz à Saint-Jean Pied-de-Port. Les deux armées avaient cruellement souffert, toutes deux étaient hors d'état de reprendre l'offensive. Cette suite de combats sanglants, glorieux pour les chefs comme pour les soldats, et très-intéressants au point de vue de la tactique, n'eut qu'un résultat important, la prise de Saint-Sébastien.

Les travaux du siége de cette place, d'abord interrompus, avaient été repris activement depuis le 24 août ; elle fut emportée d'assaut le 31. Deux brèches avaient été faites à la place, la plus considérable dans l'enceinte de mer ; les assaillants pouvaient arriver à celle-là par les rochers qui restaient découverts à la marée basse. Déjà, avant l'expédition de Soult, un assaut infructueux avait été tenté de ce côté. Les assiégeants faillirent bien échouer de nouveau. Sur la brèche même, ils se trouvaient arrêtés par un escarpement perpendiculaire de vingt pieds ; au delà de cet obstacle redoutable, les assiégés avaient élevé un nouveau mur et faisaient un feu terrible par les meurtrières. Les morts s'amon-

[1] V. Napier, XI, 205-212.

celaient sur la brèche, toutes les réserves de l'ennemi étaient vainement engagées; enfin, la marée montante venait à notre secours, quand *la fortune intervint en faveur des Anglais* [1]. Le feu prit à un amas de poudre et de projectiles, préparé comme dernier moyen de défense; plusieurs explosions successives détruisirent un plus grand nombre de nos braves que l'ennemi n'avait fait jusque-là. A la faveur de ce désordre, les soldats anglais purent enfin descendre à travers les débris des maisons incendiées dont les toits touchaient aux remparts, et pénétrèrent dans la ville. L'assaut avait duré cinq heures. Le général Rey, gouverneur de la place, après avoir résisté au delà même des limites du possible, parvint à gagner le fort du mont Orgullo. Sa retraite fut protégée par un effroyable orage qui éclatait en ce moment sur la ville [2].

« Cet ouragan, dit Napier, sembla être le signal » donné par l'enfer pour la perpétration d'atroci- » tés qui eussent couvert de honte les peuples les » plus barbares de l'antiquité. » Exaspérés jusqu'à la rage, les vainqueurs se vengèrent sur la population espagnole de la défense meurtrière des Français. Il y eut là des scènes de meurtre et d'infamie telles que n'en a jamais rêvé, même dans ces dernières années, l'imagination des romanciers les plus frénétiques. Bientôt, sur les traces de ces démons à face humaine, les flammes s'élevèrent, se rejoignirent de toutes parts, et la ville entière périt dans l'incendie, trophée digne de pareils vainqueurs [3].

Cette catastrophe indigna l'Europe entière. Personne peut-être ne la déplora plus amèrement que Wellington, qui, malheureusement, n'arriva que le lendemain de l'assaut; personne, en effet, ne pouvait comprendre mieux que lui toute la portée morale d'un tel événement. La cause des prétendus libérateurs de la Péninsule était perdue à Saint-Sébastien, si Napoléon fût resté le maître en Allemagne, et le jour de la prise de cette ville restera néfaste à jamais dans les annales anglaises.

Après la prise de Saint-Sébastien, Wellington resta immobile pendant six semaines, sans inquiéter Soult dans ses nouveaux retranchements. Cette inaction tenait, partie à la fâcheuse position de l'armée anglo-sicilienne, opposée à Suchet, partie à des complications politiques dont nous essayerons tout à l'heure de donner une idée. Lord William Bentinck était venu reprendre le commandement de l'armée anglo-sicilienne dans la rade même de Tarragone, où sir John Murray venait de se rembarquer honteusement, après une expédition infructueuse sur cette place. Mais le nouveau général apportait en Espagne une trop grande préoccupation des affaires d'Italie et de Sicile [4], et ses opérations s'en ressentirent. Une nouvelle attaque dirigée par terre contre la place de Tarragone, quoique alors déjà presque démantelée, échoua encore complétement. Suchet accourut au secours, fit reculer lord Bentinck [5], recueillit le général Bertoletti et son invincible garnison, et rentra dans ses lignes du Llobrégat. Lord Bentinck essuya peu de temps après un échec plus sérieux. Son avant-garde, retranchée au col d'Ordal, y fut attaquée et forcée avec perte de près de douze cents hommes [6]. Ce succès brillant n'était que le prélude d'un mouvement général qui devait contraindre Bentinck à livrer bataille; mais le retard d'une de nos colonnes, harcelée par les troupes légères espagnoles dans des passages difficiles, permit au général anglais d'effectuer à temps sa retraite.

A cette époque, les maréchaux Soult et Suchet traitaient, par correspondance, d'un projet de diversion combinée contre l'armée de Wellington. Ils ne purent s'entendre en temps utile sur le plan d'opération le plus avantageux. Pendant qu'ils discutaient encore, la garnison de Pampelune fut contrainte de capituler, et le territoire français envahi [7].

La résolution que prenait l'empereur, à la fin d'octobre, de traiter immédiatement avec Ferdinand pour son rétablissement, se liait à la connaissance, ou plutôt à la prévision des difficultés politiques contre lesquelles Wellington avait à lutter, et qui, depuis la bataille de Vittoria, ne contribuaient pas moins à retarder ses progrès que l'effort des armées françaises. Nous allons essayer de donner une idée exacte de ces difficultés [8].

C'est au moment où la prospérité des armes anglaises dans la Péninsule semble à son apogée, que

[1] Napier. Cet aveu fait honneur à l'impartialité de l'illustre écrivain.

[2] Rey tint encore huit jours dans le fort. Ce ne fut que quand il se vit dominé par les batteries ennemies, et n'ayant plus autour de lui que des blessés et des morts, que, blessé lui-même et ayant épuisé ses munitions, il consentit enfin à se rendre. Il sortit le 9 mars avec les honneurs de la guerre.

[3] Voyez, sur les horreurs commises à Saint-Sébastien, le récit publié par le *Moniteur* (29 mars 1814), ou le Mémoire réimprimé dans l'ouvrage de D. Juan Nellerto sur la révolution d'Espagne (III, 143).

[4] Voyez le chapitre suivant.

[5] 16 et 27 août.

[6] Dans le compte rendu de cette affaire, Suchet cite avec éloge les chefs de bataillon *Feuchères* et *Bugeaud*.

[7] *V*. Napier, t. XII, p. 50-65.

[8] Nous ne parlerons pas de la situation du Portugal, où les Anglais étaient plus détestés que jamais, et, de l'aveu même de leur historien, faisaient tout ce qu'il fal-

Wellington, vainqueur à Vittoria, maître de Saint-Sébastien et de Pampelune, ayant déjà un pied sur le territoire français, nous donne, dans une lettre adressée au ministère anglais, la mesure des embarras réels de sa position : « Nos relations avec l'Espagne, dit-il, sont menacées d'une crise imminente ; et si vous ne mettez le gouvernement et la nation à la raison avant qu'ils aillent trop loin, vous perdrez inévitablement tous les avantages que vous pourriez retirer des services que vous leur avez rendus. » Il se plaint de la conduite du gouvernement espagnol, qui favorise la publication de *libelles* contre les excès commis par les Anglais à Saint-Sébastien et ailleurs. Ces déclamations contre l'Angleterre n'ont même jamais été aussi violentes, aussi publiques que depuis la bataille de Vittoria. Jusque-là, quelques députés dévoués aux Anglais avaient essayé d'imputer aux intrigues du parti français cette malveillance, ces déclamations contre les *libérateurs* de l'Espagne ; mais, depuis, cette interprétation a cessé d'être possible, et, malgré les succès de Wellington, la haine de l'Angleterre reste le point de ralliement commun des deux grandes factions qui divisent l'Espagne, les amis et les ennemis de la constitution de 1812, les libéraux et les serviles.

On peut remarquer une extrême confusion dans les appréciations de l'historien de la guerre de la Péninsule, sur la situation politique de l'Espagne en 1813. C'est le résultat naturel de la rectitude du jugement de l'auteur, de son louable désir d'impartialité, aux prises avec l'amour-propre national. Après une longue énumération des griefs de l'Angleterre contre le gouvernement révolutionnaire espagnol, il ne peut s'empêcher, dans sa conclusion, de laisser échapper cet aveu, bien précieux de la part d'un Anglais : « Quelque haineuse, quelque injurieuse que puisse paraître pour l'Angleterre la conduite du gouvernement de la Péninsule, et quelque bien fondées que fussent la plupart des plaintes formulées par Wellington, l'on ne peut pas admettre que le gouvernement espagnol et les cortès fussent *absolument* sans excuses pour leur hostilité et leur ingratitude [1]. » Partisan déclaré de l'utilité et de l'urgence des réformes dans sa propre patrie, le général Napier ne pouvait, comme historien, s'associer à la haine de l'aristocratie britannique contre la constitution de 1812, et généralement pour tout principe libéral ; il ne peut se dissimuler que cette haine trop connue entrait pour beaucoup dans la défiance et le mauvais vouloir de la majorité patriote des cortès.

Ces préventions unanimes des partis se formulaient en accusations quelquefois fausses ou exagérées, mais souvent bien méritées. Si, par exemple, il était absurde aux serviles de se méfier des Anglais comme trop libéraux, nous venons de voir que les appréhensions des patriotes, dans un sens tout opposé, n'étaient pas du moins sans fondement. Sans doute encore il était ridicule d'accuser Wellington *de favoriser les Français dans ses opérations* ; mais l'était-il également de signaler l'esprit rapace, exclusif, égoïste de sa nation ? Étaient-ils calomnieux, ces pamphlets véhéments qui leur reprochaient d'exploiter, de pressurer l'Espagne dans un intérêt purement mercantile, d'y accaparer les matières premières, telles que les laines et le produit des mines, d'y comprimer l'essor du commerce et de l'industrie ; enfin de voir avec indifférence, sinon avec une joie secrète, la perte des colonies espagnoles ? « La France, dit un pamphlet publié à cette époque et qui eût un grand retentissement en Espagne, la France nous pillait tant qu'elle pouvait ; l'Angleterre nous pille et nous déshonore [2]. »

L'histoire n'a pas encore porté un jugement définitif sur les auteurs de la constitution de 1812. Ils ont pu commettre des fautes ; mais la plus grave ne fut pas assurément leur ingratitude pour le gouvernement anglais.

Quoi qu'il en soit, malgré les témoignages publics de reconnaissance qu'avait valus à lord Wellington la bataille de Vittoria de la part du gouvernement espagnol, la position des Anglais devenait de plus en plus pénible dans la Péninsule. Dans le courant de septembre, Wellington proposait, comme une mesure des plus urgentes, que le gouvernement anglais réclamât de la régence l'occupation de Saint-Sébastien par une garnison anglaise, pour assurer l'embarquement immédiat de l'armée si les circonstances l'exigeaient. « Si cette proposition n'est pas accueillie, ajoute-t-il, il faut retirer les troupes de l'Espagne, quelles que puissent en être les conséquences [3]. »

lait pour cela. L'état déplorable du pays tenait à des causes complexes, dont le détail nous mènerait trop loin : nous pouvons dire seulement que l'influence anglaise y contribuait puissamment. On ne donnait pas même à cette nation malheureuse un dédommagement d'amour-propre : dans les bulletins officiels, les troupes portugaises étaient passées sous silence.

La plus éloquente apologie de Napoléon, ce serait peut-être un récit impartial et *complet* des rapports de l'Angleterre avec les pays qu'elle prétendait protéger contre la tyrannie française.

[1] Il dit encore ailleurs : « Le gouvernement anglais laissait des dettes sur tous les points de la Péninsule, et ne remplissait pas ses engagements. »

[2] Voyez le recueil de Nellerto, t. III, p. 138.

[3] Napier, XII, 252.



Précédemment, Wellington avait témoigné le désir d'être autorisé à faire en Espagne une contre-révolution, en se déclarant ouvertement en faveur des serviles. Ce dernier parti, plus nombreux, mais moins actif et moins résolu que le parti libéral, n'avait pourtant besoin que d'un point d'appui pour devenir prépondérant. Il avait eu le dessous au commencement de 1813, dans deux occasions capitales, le décret d'abolition de l'inquisition et l'établissement de la régence. Mais après la clôture de la session des cortès extraordinaires, on vit le parti servile reprendre quelque ascendant dans l'assemblée qui leur succéda [1]. En haine de leurs adversaires, ils parurent prendre à cœur la défense des Anglais, exaltèrent les services rendus par eux à la cause commune, et décidèrent le renvoi du ministre de la guerre, celui des membres du gouvernement qui s'était montré le plus franchement hostile aux idées anglaises. Wellington avait envahi la France, et obtenu quelques succès chèrement disputés; le moment semblait venu de décider par son accession la prépondérance définitive des ennemis de la constitution. « Ils étaient près d'attaquer la régence elle-même, et avec un plein succès, » quand, à leur grand étonnement, Wellington s'y opposa formellement, conseilla au gouvernement anglais de suspendre toutes les mesures hostiles qu'il lui avait lui-même suggérées, et poussa même sa condescendance subite pour le gouvernement espagnol, jusqu'à faire évacuer immédiatement par les troupes anglaises les places de Cadix et de Carthagène, dont l'occupation était un des principaux griefs des libéraux. La connaissance des négociations ouvertes à Valençay va nous donner la clef de ce revirement imprévu de Wellington.

L'empereur Napoléon est revenu à Paris, bien décidé à ne pas perdre un moment pour finir les affaires d'Espagne par le rétablissement de Ferdinand VII. Dès le 11 novembre, l'ancien gouverneur de ce prince, le duc de San-Carlos, renvoyé de Valençay et mis en surveillance à Lons-le-Saulnier depuis 1809, a été mandé à Paris [2]. Son influence, naguère jugée dangereuse, devient maintenant utile. Le comte de Laforêt, depuis longtemps initié aux affaires d'Espagne, personnellement connu et estimé du prisonnier de Valençay, est désigné pour lui porter les nouvelles propositions de Napoléon. Le 13 novembre il reçoit en même temps ses instructions, un passe-port sous un nom supposé, un laissez-passer du ministre de la police pour avoir accès auprès des princes, et enfin une lettre de Napoléon à Ferdinand, datée du 12 novembre [3]. Voici cette lettre, une des pièces essentielles de la négociation :

« Mon cousin, les circonstances actuelles de la politique de mon empire me portent à désirer la fin des affaires d'Espagne. L'Angleterre y fomente l'anarchie, le jacobinisme et l'anéantissement de la monarchie et de la noblesse, pour y établir une république. Je ne puis qu'être sensible à la destruction d'une nation si voisine de mes États, et avec laquelle j'ai tant d'intérêts maritimes communs. Je désire donc ôter tout prétexte à l'influence anglaise, et rétablir les liens d'amitié et de bon voisinage qui ont existé si longtemps entre les deux nations. J'envoie à V. A. R., sous un nom supposé, le comte de Laforêt. Elle peut ajouter foi à ce qu'il lui dira. Je désire que V. A. soit persuadée des sentiments d'estime et d'attachement que j'ai pour elle. Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu, etc. »

Il semble pénible, au premier abord, de voir l'empereur s'associer ainsi à une tentative de réaction absolutiste contre le développement des principes libéraux, qui auraient toujours dû rester auxiliaires pour la France. Toutefois, le tort est ici plus apparent que réel. Napoléon, au moment où il écrit cette lettre, ne paraît pas avoir des notions complétement exactes sur l'état présent des partis en Espagne, principalement sur les rapports du gouvernement anglais avec les libéraux : mais, dans certaines dispositions des cortès, il a reconnu une tendance progressive vers l'esprit républicain, tendance calquée sur celle de l'assemblée législative en France. Le fanatisme religieux du peuple espagnol lui est assez connu pour qu'il puisse deviner l'effet qu'ont dû produire des rigueurs imprudentes, intempestives, exercées contre le clergé; enfin, la tolérance des Anglais pour ce système ultra-libéral peut sembler à l'empereur lui-même un acheminement de leur part à créer en Espagne une sorte de répu-

[1] Celle des cortès ordinaires, convoquées en vertu de la constitution, qui ordonnait qu'elles fussent tenues tous les ans par des députés choisis dans les provinces, à raison d'un par soixante et quinze mille âmes.

[2] Lettre de l'empereur au préfet du Jura, du 11 novembre.

Il n'est pas inutile d'observer que le duc de San-Carlos et le chanoine Escoiquiz, dont nous parlerons bientôt, n'avaient été exilés de Valençay que par suite d'une dénonciation d'un autre Espagnol, qui faisait partie de la petite cour des princes, et que Ferdinand avait nommé son grand écuyer.

Escoiquiz publiait à Bourges des traductions de Pigault-Lebrun; singulier passe-temps pour un grave chanoine espagnol!

[3] Napoléon jugeait, avec raison, que le plus grand secret était indispensable pour mener à bien cette affaire. Il écrivait le même jour au duc de Bassano : « Le commandant français (à Valençay) lui-même ne doit rien savoir. » Nous verrons tout à l'heure que la négo-

blique sous leur protectorat [1]. Dans tous les cas, comme il s'agit, dans la présente négociation, d'utiliser les espérances qu'a dû conserver le prince des Asturies, aucune considération de nature à l'inquiéter sur l'avenir de l'Espagne, livrée à l'influence anglaise, ne peut être déplacée dans la lettre de l'empereur.

Les instructions détaillées, qui, le 19 novembre, furent envoyées au comte de Laforêt, contenaient la substance du traité à conclure. Les intérêts de la France réclamaient une insistance spéciale sur plusieurs points. Le premier et le plus important, c'était l'éloignement immédiat des troupes anglaises, et, par suite, le prompt retour de nos garnisons, et la restitution des prisonniers de part et d'autre, restitution qui devait s'étendre, suivant les lois de la guerre, aux prisonniers faits par les Espagnols, et remis par eux aux Anglais. Un autre point auquel l'empereur tenait essentiellement, c'était que l'Espagne s'engageât à maintenir, non-seulement ses droits maritimes et l'indépendance de son pavillon, mais encore l'*intégrité de son territoire,* tant en Europe qu'en Afrique et en Amérique. Il empêchait ainsi l'Angleterre de recueillir le fruit de son intervention dans la Péninsule. Enfin, l'honneur de la France exigeait les garanties les plus larges en faveur des Espagnols qui avaient servi le roi Joseph.

La première entrevue du négociateur français avec Ferdinand eut lieu le 19 novembre. Il remit la lettre de Napoléon que nous avons citée, et donna quelques explications. Le prince des Asturies fit preuve, dans cette discussion imprévue, de qualités que nous aurons rarement occasion de louer en lui. Sa conduite, en cette occasion, condamne le reste de sa vie. Il comprit de suite que, pour se décider à revenir à lui, Napoléon devait être réduit à une bien fâcheuse extrémité, et que désormais les Bourbons d'Espagne compromettraient peut-être leur cause en acceptant de lui leur rétablissement. Aussi témoigna-t-il tout d'abord l'intention de temporiser. « N'ayant, disait-il, aucune faculté pour disposer des volontés du peuple espagnol, il lui importait de savoir si les intentions de l'empereur n'impliqueraient pas contradiction avec le vœu national. Il voulait réfléchir, se consulter avec son oncle et son frère, et revoir à loisir le négociateur français. » De pareils délais ne convenaient pas aux intérêts de la France. M. de Laforêt se représente dès le lendemain. Cette fois, le prince des Asturies, placé entre son oncle et son frère, reçoit l'envoyé français avec une sorte de cérémonial; il affecte un maintien et un langage plus solennels. « Tout en appréciant les bonnes intentions de l'empereur, il ne peut y répondre sans s'être concerté avec les autorités qui exercent provisoirement l'autorité royale en son nom; il ne peut faire un pas qu'avec le concours et en présence d'une commission envoyée par le gouvernement auquel le peuple espagnol obéit. » M. de Laforêt s'efforce vainement de le conduire à d'autres explications; Ferdinand tient bon, il dit ne pouvoir s'engager à rien sans en voir l'issue; c'est précisément parce que l'influence anglaise est grande en Espagne, qu'il doit être plus circonspect. Au reste, il est sous la protection de l'empereur, qui peut faire de lui ce qu'il voudra; il est fort content de son état actuel, et *passera, s'il le faut, le reste de sa vie à Valençay*. Le lendemain, il remit à M. de Laforêt pour l'empereur une lettre conçue à peu près dans les mêmes termes [2]: « Je ne puis rien faire ni traiter, dit-il, sans le consentement de la nation espagnole, et par conséquent de la junte... Si vous voulez, sire, me remettre sur le trône, vous pouvez le faire; vous avez des moyens de traiter avec la junte, et moi, je n'en ai pas. Ou bien, si V. M. I. veut absolument traiter avec moi, comme je n'ai ici en France aucune personne de confiance, j'ai besoin qu'il vienne ici, avec le consentement de V. M., des députés de la junte, pour me mettre au courant des affaires de l'Espagne, trouver les moyens de la rendre vraiment heureuse, et, pour que tout ce que je traiterai avec V. M. *puisse être valable en Espagne.* Si les circonstances de la politique actuelle de votre empire ne permettent pas à V. M. d'accorder ces demandes, je resterai tranquille et très-content à Valençay, où j'ai déjà passé cinq ans et demi, et j'y demeurerai le reste de mes jours, *si c'est la volonté de Dieu.* Je

ciation n'a échoué peut-être, si tardive qu'elle fût, que parce que le secret n'a pas été bien gardé à Paris.

[1] Dans une conférence intime qui eut lieu à Saint-Cloud vers le 15 novembre, M. de Talleyrand conseillait à l'empereur d'encourager secrètement les espérances ambitieuses de la famille Wellesley. Il n'était et ne pouvait être question là que de la royauté ou vice-royauté d'Espagne. Le duc de Rovigo est tombé dans une grave erreur à ce sujet, en croyant qu'il s'agissait de prétentions *au trône d'Angleterre.* (Voir ses Mémoires, t. VI, chap. 21.)

Wellington était personnellement populaire en Espagne. On lui reprocha plusieurs fois de chercher à s'y faire un parti. L'opposition violente qui se manifestait contre la régence au sein des cortès ordinaires, vers la fin de 1813 était, disait-on, dirigée en sa faveur. Ces bruits étaient faux sans doute, mais indubitablement ils étaient venus aux oreilles de l'empereur. (*V.* Sempere, Histoire des cortès, p. 341.)

[2] Escoiquiz cite cette lettre dans ses mémoires, mais il en a tronqué à dessein les passages les plus importants.

suis très-fâché, sire, de vous tenir ce langage, mais ma conscience m'y force. Je n'ai pas plus d'intérêt pour les Anglais que pour les Français. Cependant je dois préférer à tout les intérêts et le bonheur de ma nation... Si je vous promettais quelque chose, sire, et qu'après je fusse forcé à faire tout le contraire, V. M., que penserait-elle de moi? Elle dirait que je suis un inconstant, elle se moquerait de moi, *et encore je me déshonorerais aux yeux de l'Europe entière.* » Escoiquiz trouve cette lettre *digne de Salomon;* nous pouvons du moins reconnaître qu'elle ne manque ni d'habileté ni de dignité. Malheureusement les faits ne répondront pas aux paroles, et ce langage cessera bientôt d'être sincère, si même il l'a jamais été.

Le duc de San-Carlos, après avoir eu à Paris un entretien avec l'empereur, était parti de suite pour Valençay, où il arriva le 21 novembre. Ferdinand le nomme de suite son plénipotentiaire. En quelques jours, les idées de ce prince ont subi une modification profonde, mais non pas dans le sens qu'avait espéré Napoléon. Il a bien vite oublié les principes constitutionnels et populaires dont il semblait faire, dans sa lettre à l'empereur, la règle de sa conduite. Alors il préférait demeurer prisonnier, s'en remettre à la justice de Dieu du soin de sa délivrance, plutôt que de se laisser compromettre vis-à-vis des hommes qui, captif, l'avaient salué et maintenu roi; il paraissait même se faire un scrupule de promettre à Valençay ce que le vœu de la nation ne lui permettrait pas de tenir. Maintenant, il ne songe plus qu'à profiter de sa position pour tromper à la fois l'empereur Napoléon et la majorité libérale des cortès. Aux hésitations des jours précédents a succédé un empressement dont la vivacité semble même suspecte. Le traité sera signé à Valençay, puis ratifié par le roi après avoir été communiqué à la régence. Dans une de ses conversations avec le négociateur français, celui-ci, parlant des garanties qui pourraient être nécessaires pour le maintien de rapports intimes entre les deux nations, a laissé entrevoir celles que l'empereur pourrait trouver dans le mariage du nouveau roi avec la fille aînée de Joseph, alors âgée de treize ans. Ferdinand saisit vivement cette ouverture; il rappelle combien de fois il a exprimé le vœu d'une alliance avec la famille impériale; il ajoute que « quand il sera sur le trône, *entouré de conseils nationaux,* et délibérant sur l'établissement le plus convenable, il ne pourra oublier un projet qui l'a si vivement et si longtemps préoccupé. » On souffre de voir le captif de Valençay s'avilir ainsi : hypocrites ou sincères, de tels empressements ne sont toujours que honteux. Et que pensera-t-on de lui, quand on le verra, quelques mois plus tard, sévir impitoyablement contre des hommes qui n'ont eu d'autre tort que de suivre la fortune de ce même prince dont il sollicite encore en ce moment l'alliance à mains jointes?

Les nouvelles propositions des alliés, apportées par M. de Saint-Aignan, et dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, donnaient aux négociations de Valençay un intérêt plus pressant encore. Le traité, conforme aux bases contenues dans les instructions que nous avons citées plus haut, fut signé le 11 décembre par MM. de Laforêt et de San-Carlos, plénipotentiaires [1]. Quelques jours auparavant, Ferdinand écrivait à l'empereur une lettre remplie des protestations les plus obséquieuses de fidélité, de reconnaissance : « Au moment où » mon plénipotentiaire va signer le traité de paix » conclu avec V. M., permettez que je me félicite » d'avance... Mes premiers soins, en arrivant à » Madrid, seront de rétablir le calme du royaume, » et de rendre aux liens qui doivent unir les deux » couronnes leur ancienne stabilité... » On devine dans quel but le prince des Asturies déploie ce luxe de promesses. Si le traité n'est pas ratifié à Madrid, comme il en a déjà presque la certitude, il lui importe d'inspirer assez de confiance à l'empereur, pour en obtenir la liberté sans que cette condition soit remplie. Déjà, précédemment, il avait parlé de se rendre en personne à Madrid, pour y communiquer son traité à la régence [2]; puis il renonça de lui-même à ce projet. On lui proposait le prince don Antonio; soit méfiance, soit tout autre sentiment, Ferdinand refusa de se séparer de son oncle. Enfin, cette mission fut confiée, d'un commun accord, au duc de San-Carlos, le plénipotentiaire qui venait de signer le traité.

[1] Ce traité contient quinze articles. L'empereur reconnaît la royauté de Ferdinand, et l'intégrité du territoire espagnol tel qu'il était avant la guerre (art. 3 et 4). L'art. 5 est relatif à la remise des places occupées par les Français aux troupes espagnoles. Les deux souverains promettent de maintenir réciproquement l'indépendance des droits maritimes des deux nations, conformément au traité d'Utrecht (art. 8). L'art. 6 est un des plus importants : Ferdinand VII y prend l'engagement de maintenir l'intégrité du territoire espagnol, et de le faire immédiatement évacuer par les troupes britanniques. L'art. 9 garantit aux Espagnols qui ont suivi Joseph leurs honneurs et leurs biens. Les art. 11 et 12 sont relatifs à la restitution des prisonniers faits de part et d'autre, y compris ceux contenus dans les dépôts espagnols remis aux Anglais. Ferdinand VII payera à la reine sa mère et au roi Charles IV une pension de trente millions de réaux...(art. 13). Les ratifications devaient être échangées dans le délai d'un mois au plus tard.

[2] Laforêt, 25 novembre.

Dès le principe de la négociation, M. de Laforêt avait été chargé de demander aux princes quels étaient ceux des Espagnols qui se trouvaient alors en France, dont ils pourraient désirer les conseils. Ils en désignèrent plusieurs, qui furent immédiatement envoyés à Valençay ; entre autres don Juan Palafox, détenu à Vincennes, et le chanoine Escoiquiz, placé en surveillance à Bourges. L'empereur fit proposer aux princes de faire faire, pour plus de sûreté, un second envoi du traité par le célèbre défenseur de Saragosse [1] ; ils adoptèrent cette idée avec empressement : « Personne n'était, disaient-ils, plus capable d'échauffer l'opinion du clergé et de la noblesse, de manière à faire prédominer dans toute la Péninsule le cri de *Ferdinand, paix, intégrité et indépendance* [2]. » Le duc de San-Carlos avait, lui, la partie officielle de la mission ; il était porteur d'une lettre du prince pour la régence.

Le chanoine Escoiquiz, qui a laissé des mémoires assez étendus sur ces négociations, a cru devoir entrer dans d'étranges détails sur les instructions secrètes que reçurent ces deux personnages. *C'était*, dit-il naïvement, *une bonne œuvre de tromper un homme aussi fourbe que Napoléon*. En conséquence, « si la faction servile avait été dominante, le duc de San-Carlos se serait entendu avec la régence pour qu'elle concourût au traité, mît les Anglais dans la confidence que S. M., de retour en Espagne, ne le ratifierait pas, et cela, sans qu'il fût permis de s'en plaindre, puisqu'il avait pour cause une violence évidente. Si le parti libéral était, au contraire, prépondérant, le duc devait se borner simplement à demander la ratification du traité, le roi se réservant toujours la faculté de l'enfreindre plus tard, s'il y trouvait son intérêt. Palafox, de son côté, devait voir l'ambassadeur d'Angleterre Wellesley, et lui faire part de ces dispositions secrètes, pour qu'il n'entravât pas les négociations avec la régence. » Les conseillers de Ferdinand paraissent avoir cru que les souvenirs de 1808 dispensaient leur prince de toute bonne foi avec l'empereur, comme si la loyauté ne devait être, dans un souverain, qu'une qualité relative. Dès cette époque, ils travaillaient à envenimer l'esprit du roi, tout à la fois contre les libéraux et contre les partisans de Joseph. C'était semer dans un terrain fertile, car l'esprit de Ferdinand avait surtout la capacité de la haine. Escoiquiz lui-même et ses collègues devaient plus tard apprendre à leurs dépens combien il est dangereux d'instruire un prince faible et cruel à faire si bon marché des promesses et des hommes [3].

Dans la position nouvelle que lui faisait la proposition de Napoléon, Ferdinand avait deux partis honorables à prendre : ne rien conclure sans s'être entendu avec l'autorité qui dominait en son nom l'Espagne, et, sur le refus de Napoléon, rester à Valençay ; ou bien accepter loyalement un traité qui, après tout, était avantageux aux deux nations. Nous avons vu qu'il avait d'abord songé au premier de ces deux partis ; et tout nous porte à croire qu'il s'y serait tenu, s'il avait été sûr de la chute de l'empire français. Il y avait quelque pusillanimité dans une telle appréhension, car, Napoléon se fût-il assez relevé pour forcer les alliés à traiter, le rétablissement de Ferdinand aurait toujours été l'une des conditions essentielles de la paix.

Le jour même de la signature du traité, le duc de San-Carlos partit pour le quartier général du duc d'Albuféra, d'où il devait passer aux avant-postes *espagnols*, et de là gagner Madrid. M. de Laforêt resta auprès des princes à Valençay. La réponse de la régence ne pouvait arriver avant un mois, et l'empereur avait jugé qu'il serait imprudent *de les laisser seuls* pendant ce temps [4]. Le voyage du duc de San-Carlos dura plus longtemps encore qu'on ne l'avait supposé, et sa mission échoua complétement.

Plusieurs historiens de cette époque ont, selon nous, attaché trop peu d'importance aux négociations de Valençay. Sans doute, il est déplorable que l'empereur n'eût pas su prendre ce parti après la campagne de Russie ou pendant l'armistice, car il n'était pas difficile de prévoir qu'un prince tel que Ferdinand ne serait fidèle à ses engagements qu'autant qu'il y serait puissamment intéressé, et cet intérêt était visiblement en raison directe de la puissance de l'empereur. Mais aller jusqu'à dire,

[1] « M. de Palafox s'est fait un nom ; la défense de Saragosse l'a rendu populaire ; son grade militaire et ses services l'ont mis en relation avec des hommes importants. Sous ces rapports, il pourrait influer sur la régence... » Lettre du duc de Vicence à Laforêt, dictée par l'empereur, 10 décembre.

[2] Laforêt.

[3] Ce bon chanoine Escoiquiz tenait alors un langage bien différent au négociateur français, qui était enchanté de lui. Il semblait désirer, plus que personne, la ratification du traité, craignant seulement que les *prétendus patriotes* qui dominaient les cortès ne fussent exigeants au sujet de la constitution. (Laforêt, 16 décembre.)

Après tout, ce vœu pouvait bien être alors sincère, et nous croyons qu'il ne faut accueillir qu'avec une extrême réserve toutes ces révélations postérieures à la chute de Napoléon. Il est évident que Ferdinand, tant qu'il fut à Valençay, ne songeait qu'à s'en tirer d'abord, en donnant de bonnes paroles à tout le monde, sauf à aviser plus tard suivant son intérêt.

[4] Duc de Vicence, 10 décembre.

comme l'a fait un écrivain estimable dans ces dernières années, *que, dans tous les cas, le traité n'aurait pu être d'aucune utilité* [1], c'est commettre une grave méprise. Les Anglais n'en jugèrent pas ainsi.

Tous les secrets de Napoléon étaient trahis. Une indiscrétion coupable du prince de Bénévent suffit pour que Wellington fût informé des négociations de Valençay avant l'arrivée du duc de San-Carlos. Il prit de suite, avec son sang-froid et sa rectitude de jugement ordinaires, les mesures nécessaires pour parer ce coup dangereux. De là sa résolution subite d'arrêter les intrigues ourdies contre les libéraux, et son alliance momentanée avec un parti que, d'ailleurs, il détestait, mais dont les intérêts, dans cette grave circonstance, semblaient conformes aux vues de la politique anglaise.

Le gouvernement espagnol agit donc dans un parfait ensemble avec les ministres anglais. Ceux-ci n'eurent aucun égard aux instructions secrètes des envoyés de Ferdinand, dont nous avons parlé plus haut. Ils jugèrent, non sans raison, qu'un prince capable d'une fausseté pareille ne se ferait nullement scrupule d'une perfidie de plus, s'il y trouvait son intérêt ; qu'il cherchait avant tout à sortir de Valençay ; et qu'une fois libre, il pourrait bien, par crainte ou par raison, vouloir tenir ses engagements, et compromettre ainsi tout le fruit des sacrifices faits par l'Angleterre dans la Péninsule. Les libéraux, de leur côté, comprenaient bien que le retour immédiat du roi compromettrait les nouvelles libertés de l'Espagne ; mais, calculant mal leurs forces, ils crurent n'avoir besoin que de temps et de quelques décrets de plus pour lier le roi à la constitution. Ils ont assez cruellement expié cette erreur, pour que nous ne la leur reprochions pas trop sévèrement. Le duc de San-Carlos ne resta que quatre jours à Madrid. Le 8 janvier, il reçut pour réponse la communication du décret des cortès du 8 janvier 1811, portant que tout acte signé par Ferdinand VII, avant d'être *rétabli au milieu de son gouvernement*, serait regardé comme non avenu ; qu'il ne serait fait de paix avec la France qu'après l'évacuation du territoire et la restitution des princes, et qu'il était défendu à toutes autorités civiles et militaires d'obéir au roi, tant qu'il ne serait pas en pleine liberté dans son royaume [2]. Les efforts de Palafox, qui arriva quelques jours après, furent également inutiles ; et les cortès s'occupèrent activement des précautions à prendre pour que le retour du roi ne fût pas celui du despotisme. Le résultat de leurs délibérations, en comités secrets, fut ce fameux décret du 3 février 1814 ; œuvre d'hommes sans doute estimables, mais qui ont le tort de se croire la nation, quand ils ne sont encore qu'un parti. Bientôt nous verrons le monarque absolu briser, d'un seul geste, ce fragile réseau de mesures coercitives. Lui seul, plus tard, pourra faire oublier, par l'excès de son despotisme, le zèle inconsidéré des défenseurs de la liberté [3].

Pendant l'absence du duc de San-Carlos, Escoiquiz et les autres conseillers, prévoyant le mauvais succès de sa mission, s'attachaient à persuader à M. de Laforêt que la mise en liberté immédiate de Ferdinand, sans attendre la ratification, et fût-elle même refusée, serait une mesure des plus avantageuses pour l'empereur. C'était aussi l'opinion du duc d'Albuféra [4], et elle ne tarda pas à être partagée par l'empereur, qui venait d'entrer en campagne.

*Le 8 février*, Napoléon écrivait de Nogent au ministre de la guerre : « *Si le roi Ferdinand veut aller à Barcelone, qu'il parle incognito.* On lui remettra les places fortes, moyennant le renvoi des

[1] Thibaudeau, IX, 444.

[2] On chargea même, dit-on, le duc de San-Carlos de dire au roi « que le despotisme avait été pour jamais » chassé du trône d'Espagne. Les princes, écrivait M. de » Laforêt après le retour du duc, s'attendent bien à » être désobéis, mais ils sont affectés *du mode*. »

[3] Voici les principales dispositions de ce décret : — « Art. 1er. Conformément au décret de 1811, le roi ne sera regardé comme libre, et il ne lui sera obéi à ce titre, que quand il aura prêté, dans le sein du congrès national, le serment prescrit par l'art. 173 de la constitution. — Art. 3. La régence prendra des mesures pour qu'à l'arrivée du roi sur la frontière il puisse recevoir une copie de ce décret, et une lettre de la régence qui lui fasse connaître l'état présent de la nation et les résolutions prises par les cortès pour assurer l'indépendance nationale et la liberté du monarque. — Art. 4. Aucune force armée ne pourra entrer en Espagne. — Art. 5. *Si cette force armée se compose d'Espagnols... concilier les égards dus à des prisonniers de guerre avec la sûreté de l'État.* — Art. 10 et 11. Le président de la régence se rendra au-devant de S. M., et lui présentera la constitution, afin qu'elle puisse en prendre connaissance, et, après une mûre délibération, prêter le serment que la constitution prescrit... Il fixera la route que suivra S. M. — Art. 12, 13 et 14. Le roi prêtera le serment sans délai à son arrivée dans la capitale ; ensuite trente députés des cortès accompagneront S. M. au palais, où la régence, régulièrement assemblée, lui remettra le gouvernement ; enfin, le même jour, les cortès annonceront, par un décret, à la nation entière, l'acte et le serment *en vertu desquels* le roi a été constitutionnellement placé sur le trône. » Les dispositions de ce décret pourraient donner lieu à de sérieuses réflexions. C'était vouloir gouverner l'Espagne avec les idées françaises de 1792, et la masse de la nation n'en était pas même encore à 89.

[4] Lettre du 4 février.

garnisons françaises... » Si tardive que fût cette détermination, elle pouvait encore avoir un effet salutaire, pourvu que l'ordre fût promptement exécuté. Un courrier fut expédié à Valençay, pour annoncer aux princes qu'ils allaient recevoir leurs passe-ports; mais le duc de San-Carlos arriva avec le refus de la régence presqu'en même temps que ce courrier. Il avait toutefois pris dans son voyage une connaissance assez exacte de l'état de l'Espagne, pour pouvoir garantir qu'une contre-révolution royaliste se déclarerait infailliblement à la première nouvelle du retour de Ferdinand. M. de Laforêt, et les princes avec lui, jugèrent nécessaire que le duc de San-Carlos repartît de suite pour aller porter cette assurance à l'empereur, et contre-balancer ainsi le fâcheux effet qu'avait pu produire sur lui la nouvelle du refus officiel de la régence, consigné dans les journaux libéraux avec force injures contre le traité et ses négociateurs. Le comte de Laforêt communiquait à Ferdinand les intentions de l'empereur exprimées dans sa lettre du 8 février, et ce prince répondait : « Mandez, sans crainte de vous compro» mettre, qu'il peut compter sur ma parole, et le » temps lui prouvera que je sais remplir tous mes » engagements. » Il comptait se rendre à la frontière, sous le nom de comte de Barcelone, avec son oncle et son frère, aussitôt qu'il aurait reçu des passe-ports et de l'argent [1]. Sans doute, il y avait d'autant moins de fondement à faire sur les promesses de Ferdinand, que la situation de la France était plus critique; toutefois il est bien à regretter que ce départ ait encore été retardé d'un mois, par les étranges lenteurs du duc de Feltre. Déjà nous ne comprenons pas (ou plutôt nous craignons de trop bien comprendre) comment, dans des circonstances dont les rapports journaliers de Soult et de Suchet avaient dû lui faire apprécier toute la gravité, il ne s'est pas cru assez autorisé par la lettre du 8 février à envoyer de suite les passe-ports à Valençay. Mais il est bien plus difficile encore d'expliquer par quel malentendu le duc de San-Carlos, se rendant auprès de l'empereur pour le décider à faire partir Ferdinand, fut renvoyé à Valençay, sous prétexte que sa démarche serait nuisible au prince. M. de Laforêt le fit repartir sur-le-champ, et cette fois directement pour le quartier général. L'empereur était au fort de ses opérations contre l'armée de Blücher; les communications devenaient de plus en plus difficiles; M. de San-Carlos ne put ni le voir, ni même lui faire parvenir à temps une lettre qu'il avait préparée. Enfin, le duc de Bassano écrivit de Jouarre, *le 2 mars*, au duc de Feltre « que S. M. jugeait convenable que les princes espagnols partissent sans délai pour le quartier général du duc d'Albuféra, et que par conséquent il fallait leur envoyer des passe-ports sur-le-champ [2]. » Grâce à cette série de malentendus et de retards qui du moins ne peuvent être tous imputés à l'empereur, les princes ne quittèrent Valençay que le 13 mars, à une époque où l'ascendant des Anglais avait grandi par les nouveaux succès de Wellington, et où Bordeaux venait de faire son prononcement en faveur des Bourbons.

L'avant-veille du départ de Ferdinand, M. de Laforêt avait signé avec ses plénipotentiaires trois articles additionnels et secrets au traité du 11 décembre [3]. Les deux premiers sont de pure forme; le troisième est ainsi conçu : « Le terme de trente jours, fixé par l'article 15 du traité du 11 décembre pour l'échange des pouvoirs, ayant été reconnu insuffisant, il a été convenu qu'ils seraient échangés dans le délai de *cent vingt jours*, à dater des présents articles additionnels. » Quel pouvait être le but d'un délai aussi long? L'empereur voulait-il donc se réserver encore la possibilité, s'il était victorieux ailleurs, de modifier ou de rompre ses engagements avec Ferdinand? Si c'était là vraiment son intention, nous ne pouvons que la blâmer, en observant toutefois que la conduite ultérieure du nouveau roi d'Espagne n'a que trop bien justifié cette répugnance persévérante de l'empereur. Cette interprétation d'ailleurs n'est pas la seule possible. Dans l'état d'anarchie où était alors l'Espagne, on pouvait difficilement prévoir les événements qui suivraient le retour du roi. Si Ferdinand avait eu le dessous, son traité ratifié aurait pu n'être qu'un embarras de plus pour la France; et même il pouvait surgir des circonstances dans lesquelles ce long délai serait devenu un avantage pour le roi d'Espagne lui-même.

Au reste, on a pu alléguer, comme preuve manifeste de la bonne foi avec laquelle l'empereur traitait à Valençay, toute la peine qu'il s'est donnée *pour ne pas même obtenir* de son frère une renon-

[1] Laforêt, 13 février.

[2] Escoiquiz dit dans ses mémoires que l'empereur ne prit cette résolution qu'après avoir lu la lettre de San-Carlos; c'est une erreur. L'ordre de renvoi des princes est du 2 mars, et nous avons retrouvé aux archives une lettre du 4 mars, adressée de Fismes à M. de San-Carlos. Le duc de Bassano lui explique tous les malentendus, et l'engage à faire remettre à Paris la lettre qu'il a préparée.

Cet incident a quelque importance, en ce qu'il prouve que l'empereur s'est décidé *de lui-même* à renvoyer Ferdinand, et avant de connaître les résultats de la bataille d'Orthès.

[3] Ces articles n'ont jamais été publiés.



ciation pure et simple au trône d'Espagne [1]. Il est à peine croyable que, *le 16 mars 1814*, au moment où les intérêts de la défense de Paris auraient dû occuper tous ses moments, Joseph ait trouvé le temps de rédiger et d'adresser à l'empereur une protestation contre le traité de Valençay, conçue en ces termes :

« *Le roi d'Espagne* représente à S. M. l'empereur » qu'il a quitté le trône de Naples pour celui d'Es- » pagne; que la cession de ce dernier royaume lui » a été faite d'une manière authentique en vertu de » la renonciation du roi Charles IV et du prince » Ferdinand; qu'à l'exception de l'Angleterre, il a » été reconnu par toutes les puissances comme roi » d'Espagne, et qu'il a eu leurs ministres à sa cour. » Il croit donc ne pouvoir perdre son titre et ses » droits que par un traité conclu avec toutes les » puissances, et il pense que sa renonciation, qu'il » est prêt à donner lors de la paix générale, leur » offre *un avantage assez grand*, pour qu'elles » consentent sans peine, ainsi que le souverain qui » régnera en Espagne, à convenir des stipulations » suivantes... » Suivent ces stipulations, dont les principales sont : la reconnaissance de la validité de tous les actes de souveraineté faits par le roi Joseph; un établissement indépendant en Italie ou ailleurs, et la conservation du titre de roi... Les égards dus à la mémoire d'un prince mort dans l'exil, et d'ailleurs recommandable par ses vertus privées, nous interdisent toute réflexion sur cet étrange document historique, que, toutefois, nous avons dû citer, comme la meilleure confirmation de ce reproche qui retentira dans toutes les histoires de Napoléon : pourquoi, de ses frères, a-t-il fait des rois?

Si tardif qu'il fût, le traité de Valençay avait inspiré à Wellington et aux ministres anglais les craintes les plus sérieuses. Il fallait une considération aussi grave pour les décider à pactiser momentanément avec les libéraux. Wellington pensait « que si l'empereur avait renvoyé de suite Ferdinand en Espagne, et retiré les garnisons françaises, la paix aurait été faite, ou du moins que la guerre serait devenue si difficile, qu'il aurait été impossible de la continuer avec succès [2]. Nous croyons, en effet, que l'empereur a commis une faute grave en retardant d'abord le renvoi de Ferdinand jusqu'à la ratification de la régence. C'était un effet de cette répugnance que nous signalions tout à l'heure encore, et d'une défiance d'ailleurs fort naturelle. Mais peu importait que Ferdinand partît de Valençay avec une arrière-pensée perfide, à laquelle la ratification même obtenue n'aurait pas mis obstacle, comme nous l'avons vu; *l'effet produit par son apparition sur le territoire espagnol aurait fixé la véritable détermination*, et cet effet aurait été à coup sûr contraire à la continuation de la guerre. Dans le courant de janvier, Wellington remarquait encore des dispositions fort inquiétantes dans l'armée espagnole. *Des Français* l'avaient plusieurs fois averti qu'on tramait un grand acte de trahison. Le général espagnol Copons, aux avant-postes duquel avait été remis le duc de San-Carlos, avait soigneusement caché tout ce qu'il avait appris. Tous les officiers espagnols étaient plus ou moins informés des négociations entamées, et tous gardaient le silence [3].

Jusqu'au 8 février, l'empereur encourt seul le reproche de n'avoir pas renvoyé Ferdinand; mais, à partir de ce jour, la responsabilité retombe sur le duc de Feltre et l'écrase. Napoléon écrit de Nogent à Clarke : *que le roi Ferdinand parte, s'il le veut.* En ce moment, Napoléon tient son dernier enjeu; il vient de recevoir de Châtillon les nouvelles conditions que les alliés prétendent lui dicter [4]; il combine son beau mouvement contre Blücher. Dans des circonstances si graves, un mot ne pouvait-il donc être suppléé? Ferdinand, recevant alors ses passe-ports, le 13 ou le 14 février, et partant de suite, arrivait le 23 aux avant-postes espagnols [5]. La bataille d'Orthès, qui décida le mouvement royaliste de Bordeaux, fut livrée le 27. Wellington, le Fabius moderne, aurait-il risqué cette bataille au milieu de la secousse produite par le retour de Ferdinand?

Nous ne nous engagerons pas plus loin dans des conjectures sur les événements que ce départ anticipé aurait pu empêcher, sur les nouvelles complications favorables à notre cause qu'il pouvait faire surgir. Nous nous bornerons à faire observer que l'inexcusable renvoi du duc de San-Carlos, de Paris à Valençay, a encore retardé de quinze jours au moins le départ des princes, qui, en définitive, n'a eu lieu qu'à une époque où il ne pouvait plus pro-

[1] Avant son dernier départ pour l'armée, l'empereur ne put s'empêcher de dire à son frère, dans une discussion assez vive qu'ils eurent à ce sujet : « Mais, en vérité, ne dirait-on pas que je vous enlève une portion de l'héritage du feu roi notre père? »

[2] Napier, XII, 259.

[3] Napier, XIII, 9.

[4] Voyez le chapitre XIX.

[5] Ferdinand partit le 13 mars de Valençay; son voyage fut retardé par un temps affreux; il resta deux jours entiers à Figuières, retenu par l'inondation, et, le 23, il était aux avant-postes espagnols. On voit que notre évaluation de la durée qu'aurait eue son voyage un mois auparavant ne saurait être inexacte.

fiter en rien à la cause de l'empereur. Il y a là un mystère honteux qu'il nous suffit d'avoir indiqué ; nous n'écrivons pas l'histoire des trahisons.

Nous allons maintenant raconter aussi brièvement que possible l'invasion de la France par Wellington, et compléter ainsi le tableau des événements dont nos départements du Midi furent alors le théâtre.

Le duc de Dalmatie s'est immortalisé par sa belle défense du territoire français. Wellington a bien senti que la gloire de son adversaire importait même à la sienne ; aussi le nom de Soult est-il aussi populaire parmi les Anglais que celui de leur héros. Jamais peut-être on ne vit deux grands talents militaires dans un si parfait équilibre. Soult eut constamment affaire à des troupes généralement plus aguerries, et *en réalité* plus nombreuses : en ce sens qu'il avait, lui, une partie de son armée composée de conscrits qu'il n'osait mettre en première ligne. Cette infériorité de forces suffit pour expliquer les échecs successifs qu'il essuya, mais ce qui fait vraiment sa gloire, ce qui le relève au moins à la hauteur de son adversaire, c'est sa promptitude admirable à neutraliser les résultats d'un combat malheureux, à s'armer contre l'ennemi de ses propres succès ; c'est ce sang-froid qui ne l'abandonna jamais dans les situations les plus périlleuses, même quand la révolte vint en aide à l'invasion.

Le 7 octobre, Wellington attaqua vigoureusement le centre de l'armée française, et emporta une partie de nos positions fortifiées. En même temps, il surprenait et enlevait, à notre droite, les camps de la basse Bidassoa, et prenait position de ce côté sur le territoire français ; avantage politique qui n'était pas sans importance. Après ce premier succès, qui d'ailleurs coûta plus cher aux vainqueurs qu'aux vaincus, Wellington s'arrêta pour attendre des nouvelles décisives d'Allemagne. Soult prit des positions plus concentrées sur la Nivelle, et s'y fortifia.

Sur la fin du mois, la reddition de Pampelune valut au général anglais de nouveaux renforts, en même temps que la bataille de Leipzig augmentait son ascendant moral. Il mit une grande habileté à neutraliser la majeure partie des forces françaises, tandis qu'il portait cinquante mille hommes de ses meilleures troupes en masse contre le point le plus faible de notre ligne de défense. Le succès de cette attaque impétueuse, dirigée contre Clausel et d'Erlon, contraignit l'armée française d'abandonner ses lignes de la Nivelle. Soult, sans se laisser déconcerter par ce nouveau revers, rallia ses troupes sur la Nive, laissant l'ennemi se débattre sur le terrain qu'il venait de conquérir à grand'peine au pied des Pyrénées, terrain argileux que les pluies rendaient presque impraticable pour l'artillerie. Les nouvelles positions de l'armée française se reliaient au camp retranché qui couvrait Bayonne.

Les deux généraux avaient à lutter, chacun de son côté, contre des difficultés de la nature la plus grave. Nous avons pu apprécier précédemment les inquiétudes que donnait à Wellington la situation politique de la Péninsule. Les troupes espagnoles commettaient des excès de toute espèce sur notre territoire ; il n'en fallait pas plus pour rendre la guerre nationale dans le Midi, et compromettre le succès de l'invasion. Wellington, plus sévère pour les Espagnols en France, qu'il ne l'avait été pour les Anglais en Espagne, fit fusiller tous les maraudeurs qu'on put attraper, et renvoya les soldats espagnols sur leur territoire, préférant se passer d'alliés si dangereux. La difficulté des transports de vivres et la pénurie d'argent étaient communes aux deux généraux. Les négociants de Bayonne s'empressèrent de soulager l'armée française par des souscriptions volontaires ; mais ceux de Bordeaux et de Toulouse refusèrent de suivre cet exemple généreux. Soult pourtant ne se décourageait pas : « Dites à l'empereur, écrivait-il à Clarke, que ni difficultés ni obstacles ne me feront manquer à mon devoir. »

Le 8 décembre, Wellington fit faire une fausse attaque dans la direction de Bayonne, et en même temps força, par sa droite, le passage de la Nive, vers Ustaritz. Le succès même de ce mouvement faillit lui coûter cher. Soult, voyant l'armée ennemie séparée en deux par la Nive, tombe brusquement sur l'aile gauche, qui était restée en deçà de cette rivière, et sur le bas Adour. De l'aveu de l'historien anglais, la journée du 10 décembre aurait été désastreuse pour les troupes de sir John Hope, si un temps affreux n'avait retardé la marche des Français. Toutefois Reille obtint un avantage marqué à Barouilhet, et fit trois cents prisonniers. On se battit encore sur ce point avec des succès balancés pendant toute la journée du 11. Pour reprendre l'ascendant du nombre, Wellington dut rappeler de la vallée de Bastan une partie des Espagnols qu'il venait d'y reléguer.

Le duc de Dalmatie, voyant que l'ennemi se tenait désormais sur ses gardes à sa gauche, reporta la masse de ses forces contre les troupes qui avaient franchi la Nive, et les attaqua le 12. Cette journée, connue sous le nom de bataille de Saint-Pierre, fut des plus sanglantes de la guerre. Elle fit le plus grand honneur à la fermeté du commandant de l'aile droite anglaise, sir Rowland Hill, qui sut se maintenir dans des positions extrêmement fortes, il est vrai, mais que nos troupes abordaient avec une

admirable valeur. Wellington n'arriva que quand tout était fini.

Les mois de décembre et de janvier se passèrent sans opérations importantes. Le général Harispe, qui arrivait d'Aragon, organisa l'insurrection des Basques de la vallée d'Ossez, ses compatriotes, et fit avec succès une guerre de partisans. Soult serra de près les positions de l'ennemi, que la saison des pluies et le manque d'argent condamnaient à une inaction presque complète. Cependant, vers la fin de janvier, la situation de Wellington s'améliora sensiblement par l'arrivée de quelques troupes anglaises, et d'une somme considérable en or, qui lui permit de faire rentrer en ligne les Espagnols. Le rejet définitif du traité de Valençay et l'approche de la belle saison étaient aussi de puissants motifs de confiance. Soult, au contraire, s'affaiblissait des renforts qui lui étaient demandés pour la grande armée. Néanmoins il avait mis le temps à profit, en complétant l'armement et l'approvisionnement de Bayonne, et avait même prescrit, pour la défense de Bordeaux, de sages mesures que l'indifférence ou la trahison rendirent inutiles [1]. Prévoyant dès lors que, par suite des prochaines opérations, il pourrait se trouver isolé de Bayonne, et contraint de se retirer par sa gauche, à cause des Landes, il se prépara d'avance des points d'appui dans les Hautes et Basses-Pyrénées, en armant les places de Navarreins et de Dax, et les châteaux de Lourdes et de Pau.

Au mois de février, la gelée permit à Wellington de reprendre ses opérations. En défalquant de ses forces actives les troupes nécessaires pour occuper la garnison de Bayonne, il pouvait alors mettre en ligne un peu plus de soixante et dix mille hommes, et son adversaire, trente-cinq à quarante mille. Il ne faut jamais perdre de vue cette infériorité numérique, pour apprécier convenablement les combats qui vont suivre.

Wellington avait fait de longue main des préparatifs pour passer l'Adour à son embouchure même, et tourner ainsi Bayonne et toute la position de Soult. Il jugea nécessaire d'appuyer cette entreprise hasardeuse par des opérations sur d'autres points de notre ligne de défense, et commença par un mouvement contre le petit corps d'Harispe, qui gênait sa droite. Ce général fut contraint de se replier sur Saint-Palais, après un combat dans lequel ses conscrits montrèrent toutefois beaucoup de fermeté. En ce moment, Soult était en position sur la Bidouze. Chacun de ces torrents ou *gaves* qui descendent des Pyrénées vers l'Adour, devenait tour à tour une ligne de défense. Obligé de quitter celle de la Bidouze, où la retraite d'Harispe l'exposait à être tourné, Soult s'établit sur le gave d'Oléron, de Peyrehorade à Navarreins. Wellington, de son côté, menait de front ses progrès sur les gaves, et le passage de l'Adour au-dessus de Bayonne. Sir John Hope, l'un des officiers anglais les plus distingués, avait été chargé de cette audacieuse expédition; il réussit parfaitement, et compléta l'envahissement de Bayonne par la rive droite [2].

Les positions de l'armée française sur le gave d'Oléron étaient un peu étendues; les gués n'avaient pu être suffisamment explorés. Wellington sut en profiter : occupant les généraux français par des démonstrations sur divers points, il passa aux gués de Montfort et de Villenave. Soult rappela ses troupes sur le gave de Pau, et se concentra sur Orthès, décidé à risquer un engagement général. Le général anglais ne paraît pas avoir prévu cette résolution de son adversaire, qu'il voulait seulement rejeter plus loin de Bayonne. En franchissant le gave de Pau au-dessus d'Orthès, il vit nos troupes rangées en bataille.

L'armée française forme un demi-cercle sur les hauteurs qui s'étendent du village de Saint-Boës à Orthès. Reille commande la droite, d'Erlon le centre, la division Villatte en réserve : c'est sur eux que va porter l'effort principal de la bataille. A l'extrême gauche, Harispe défend la ville et le port d'Orthès, antique construction qui a résisté à la mine. Le 27 au point du jour, l'armée anglaise s'avance. Béresford engage ses tirailleurs contre ceux de Reille; à l'extrémité opposée, Hill menace Orthès; au centre, Wellington et Picton, devançant la marche de leurs troupes, s'avancent pour reconnaître notre position, jusque dans un de ces *camps* que l'on retrouve partout sur le sol de l'Europe comme des cicatrices ineffaçables d'esclavage; monuments de la puissance romaine, placés à tous les

[1] Le 19 janvier, Soult proposait à l'empereur de le rappeler avec la majeure partie de ses troupes, pour former le noyau d'une forte armée destinée à couvrir Paris, et de faire organiser seulement des corps de partisans, pour retarder la marche de Wellington, qui ne ferait jamais tant de mal qu'une défense efficace de Paris ne pouvait en prévenir. Soult changea promptement d'avis, en apprenant l'arrivée du duc d'Angoulême et les menées des royalistes du Midi. Aussi, dans une nouvelle lettre, adressée au ministre de la guerre, il le suppliait de laisser à sa disposition le plus de troupes possible (9 février).

[2] L'établissement d'un pont de bateaux à l'embouchure de l'Adour avait été jugé impossible dans l'armée française. Le commandant de Bayonne, Thouvenot, prit bientôt, comme nous le verrons, une glorieuse revanche de cette surprise.

points où les lois immuables de la guerre devaient toujours ramener des armées, et d'où le génie des batailles du monde antique semble en attendre et en contempler de nouvelles.

A neuf heures, l'attaque s'engage, et, cette fois, la fortune semble d'abord favoriser nos armes. Au centre, Picton est vivement repoussé par notre général Foy, admirable sur les champs de bataille, comme il le sera plus tard en défendant les libertés publiques. Sur notre gauche, vers Saint-Boës, cinq attaques successives ont échoué. Soult, de la hauteur où il embrasse toute l'étendue de la bataille, la croit déjà gagnée, et s'écrie : « *Enfin, je le tiens!* » Ce mot, Napoléon a pu le redire à Waterloo!...

Soudain un orage épouvantable éclate sur le champ de bataille, et dérobe à l'armée française les nouvelles combinaisons du général ennemi. Du camp romain, Wellington a lancé à travers les marais, contre nos positions du centre, de nouvelles troupes dont les tourbillons de pluie ont caché la marche. Tout à coup, elles débusquent entre les divisions Foy et Taupin, tandis que Picton et Béresford renouvellent leurs attaques de front. Foy tombe blessé; sa division et celle de Taupin, prises en flanc, reculent en désordre, bientôt, sur notre droite, l'ennemi couronne les hauteurs de Saint-Boës, si vaillamment disputées le matin, et occupe la route de Dax. En même temps, à l'autre extrémité du champ de bataille, Hill a franchi le gave de Pau à un gué au-dessus d'Orthès, et menace notre dernière ligne de retraite sur Saint-Sever. Soult voit la bataille perdue, et commence à se retirer. Ce mouvement si critique va devenir l'un des plus beaux de sa vie. Les divisions Pâris, Darmagnac et Villatte couvrent tour à tour le mouvement rétrograde de l'armée, et font payer cher à l'ennemi ses progrès. Wellington lui-même est atteint d'une balle; sa blessure jette quelque confusion dans les mouvements de ses troupes, et rassure les nôtres. L'armée française franchit heureusement, sur un seul pont en bois, le *Luy de Béarn*, rivière rapide et profonde que l'ennemi ne dépassa pas. Aucun incident fâcheux ne troubla le passage des quatre autres rivières qui nous séparaient encore de Saint-Sever [1].

Ainsi finit cette bataille sanglante, qui, de l'aveu même des Anglais, fait autant d'honneur au vaincu qu'au vainqueur. Il faut le reconnaître, Wellington, qui, la veille encore, ne s'attendait pas à livrer bataille, eut un beau mouvement d'inspiration au commencement de la journée, quand il s'empara avec tant de promptitude du rôle offensif que Soult avait cru devoir lui laisser. Mais il est incontestable que toute la première partie de la bataille fut à l'avantage des Français; que la violence imprévue de l'orage qui éclata alors protégea le mouvement décisif des troupes légères anglaises, et qu'ainsi Wellington, là comme partout, fut, en définitive, encore plus heureux qu'habile. Sans doute, il força l'armée française à abandonner sa position; mais son but principal, qui était de couper l'armée française de Saint-Sever et de la rejeter sur les Landes, fut déjoué complétement par le sang-froid et la fermeté de son adversaire. Celui-ci perdait, il est vrai, ses communications avec Bordeaux et Bayonne; mais l'investissement de cette dernière ville neutralisait une partie des forces de l'ennemi; et si la première avait fait son devoir, Wellington n'aurait certainement rien entrepris contre elle, ayant sur son flanc l'armée française appuyée aux Pyrénées.

Mais la fortune ne se lassait pas de favoriser Wellington; elle lui rendait d'une main ce qu'elle semblait retirer de l'autre. Les intrigues des royalistes prenaient enfin dans le Midi une consistance sérieuse, sous l'influence des progrès de l'armée anglaise, qui allait devoir à ces nouveaux alliés l'occupation de Bordeaux.

Les désastres de Russie avaient ravivé, dans ces départements, quelques étincelles mourantes de royalisme. Le dévouement respectable de quelques familles pour la dynastie des Bourbons, la détresse du commerce de Bordeaux par suite de la guerre avec l'Angleterre, furent les éléments principaux de ce mouvement, qui, toutefois, ne fut nulle part ni puissant, ni unanime, et ne se développa que sous la protection et *par la permission* des Anglais. Nous n'entrerons pas dans les détails mesquins et puérils de cette intrigue, ils sont indignes de la gravité de l'histoire. Plaignons seulement ceux-là mêmes que les sentiments les plus honorables ont pu aveugler sur la nature du rôle auquel ils descendaient [2].

Six mois auparavant, le duc de Berry, celui de

[1] Le Luy de France, la Lutz, la Gabas et l'Adour.

[2] Nous en excepterons un toutefois, M. de Larochejacquelein, dont le nom seul était au moins une excuse pour tout ce qu'il pourrait tenter en faveur des Bourbons. La plupart de ses démarches eurent d'ailleurs un caractère remarquable de hardiesse et d'indépendance. Parvenu, non sans péril, au quartier général de Wellington, il désirait laisser aux royalistes de Bordeaux la tâche facile de faire une manifestation à l'arrivée des Anglais, et ne demandait qu'à être débarqué *seul* sur la côte de Poitou, pour soulever de nouveau la Vendée. Cette répugnance des vrais Vendéens pour l'étranger est un de leurs traits caractéristiques, et n'est pas le moins honorable. En racontant la campagne de 1814,

tous les Bourbons dont l'esprit aventureux convenait le mieux aux circonstances, avait offert de se joindre à l'armée anglaise. Cette proposition fut rejetée comme au moins prématurée. Le 14 janvier seulement, le duc d'Angoulême eut la permission de suivre le quartier général anglais; il y fit une assez pauvre figure jusqu'à la bataille d'Orthès. Des instructions secrètes prescrivaient à Wellington, au sujet des Bourbons, une réserve plus grande même qu'il n'aurait voulu. Il écrivait, vers cette époque, à lord Bathurst : « Je suis convaincu qu'aucune démonstration n'aura lieu si les alliés ne se déclarent eux-mêmes ouvertement. Je ne puis comprendre cette politique qui empêche de frapper sur l'ennemi aussitôt que possible, et à l'endroit le plus vulnérable. » Toutefois, les soins extrêmes du généralissime anglais pour maintenir la discipline et préserver le pays envahi des maux de la guerre, soins qui allaient jusqu'à engager les habitants à *prendre les armes* pour y veiller eux-mêmes, et la présence tolérée d'un des Bourbons, auraient dû suffire, dès le mois de février, pour décider quelque soulèvement, ou amener autour du prince quelques volontaires. Mais le peuple avait oublié les Bourbons, et le duc d'Angoulême n'avait rien, il faut bien le dire, ni au moral, ni au physique, qui fût de nature à raviver l'enthousiasme béarnais pour un descendant de Henri IV. La froideur persévérante des populations n'avait pu manquer de frapper Wellington; elle lui inspira une défiance qui survécut même aux ouvertures des royalistes de Bordeaux. Cependant l'occupation de cette ville servait trop bien les intérêts de l'invasion, pour qu'on pût négliger une occasion pareille; aussi Wellington, après la bataille d'Orthès, détacha Béresford avec douze mille hommes sur Bordeaux. Il lui donna pour instructions de prendre possession de la ville *au nom du roi d'Angleterre,* de n'apporter toutefois aucune opposition aux actes politiques des partisans des Bourbons, et de leur fournir même des armes, tout en ne s'immisçant dans aucune déclaration en faveur de Louis XVIII. Le duc d'Angoulême fut autorisé à suivre l'expédition anglaise sur Bordeaux [1]. L'on ne peut assurément blâmer le soin de lord Wellington à ne compromettre son gouvernement dans aucune conspiration contre le pouvoir établi en France; mais de cette réserve même ressort une conséquence importante : c'est qu'à l'époque où ses dernières instructions avaient été rédigées, le ministère anglais n'apercevait encore aucune chance sérieuse de faire prévaloir, dans les conseils des alliés, la cause des Bourbons.

Les royalistes, qui n'étaient pas assez forts pour décider un soulèvement sans les Anglais, le furent assez, du moins, pour paralyser toute disposition de défense à Bordeaux. Il régnait toutefois parmi eux une telle irrésolution, que M. de Larochejacquelein, en allant leur annoncer l'approche de l'expédition *libératrice,* se croisa avec une députation du comité qui allait prier Béresford de retarder encore son mouvement [2]. Il fallut, pour les rassurer, la nouvelle de la bataille d'Orthès, et le départ des autorités supérieures et du petit nombre de troupes qui restaient encore.

Nous n'entrerons point dans tous les détails de la triste journée du 12 mars, si complaisamment érigée depuis en entrée triomphale du duc d'Angoulême. Les royalistes étaient humiliés d'avoir tant tardé à se déclarer; pour tâcher de donner à leur mouvement une allure un peu spontanée, ils s'avisèrent de jouer une comédie assez ridicule. On alla prier le général anglais de faire rétrograder ses hussards, *qui déjà commençaient à entrer dans la ville;* puis on proclama Louis XVIII à l'hôtel de ville, au moment même où le maire sortait pour aller au-devant des Anglais, suivi des membres de la municipalité et d'un certain nombre de royalistes *qui portaient des armes cachées,* on ne voit pas trop pourquoi [3]. Nous ne suspectons nullement le courage personnel des royalistes de Bordeaux; mais, plus ils étaient braves, plus alors il avait fallu qu'ils se sentissent faibles pour agir avec tant de circonspection [4].

nous rendrons un hommage mérité au courage héroïque des gardes nationaux vendéens et bretons, dans la journée de Fère-Champenoise.

[1] En même temps on répandait dans le pays, et jusque dans l'armée de Soult, une proclamation du prince, et deux autres, sous le nom de Wellington, invitant les Français à se déclarer pour les Bourbons. Ces deux dernières sont manifestement apocryphes, mais les événements ne donnèrent pas au général anglais le temps de les désavouer.

Soult répondit aux manœuvres de la faction royaliste par une énergique proclamation, datée du 10 mars, qui, depuis, avait servi de texte à d'injustes attaques. L'historien anglais Napier a pris noblement sa défense.

[2] Mémoires de madame de Larochejacquelein, p. 448.

[3] Ibid.

[4] Il y a deux versions différentes sur la manière dont le maire se comporta en présence des Anglais; or, chose singulière, la moins honorable, sans contredit, est celle des écrivains royalistes. D'après celle-là, M. Lynch et ses adhérents n'auraient crié *vive le roi!* et arraché la cocarde tricolore qu'après que le général anglais leur eut dit que la ville était libre de prendre le parti qu'elle voudrait. (Voyez les Mémoires de madame de Larochejacquelein, p. 450.) Ce qui est certain, c'est que Béresford déclara qu'il avait l'ordre de protéger la ville et de

Les Anglais qui occupaient Bordeaux purent bientôt s'apercevoir que cette manifestation si tardive n'était rien moins qu'unanime, et n'avait, dans la ville même, d'autre appui que leur présence. M. Lynch, de concert avec le prince, ayant proclamé que les alliés agissaient dans le but de ramener les Bourbons, Wellington en témoigna son mécontentement d'une manière énergique, et menaça de démentir formellement cette assertion, si, dans le délai de dix jours, le duc d'Angoulême ne la démentait pas de lui-même. Les événements de Paris sauvèrent au prince cette humiliation. Il était temps que la crise reçût ailleurs une solution favorable à sa cause, car la situation des royalistes du Midi devenait des plus critiques. Wellington avait été contraint de rappeler de Bordeaux une partie du corps d'occupation pour agir contre Soult. Une armée de la Gironde s'organisait, d'après les ordres de l'empereur; et, de l'aveu de l'historien anglais des guerres de la Péninsule, si la lutte s'était prolongée seulement quelques jours de plus, la flotte anglaise qui arrivait dans les eaux de la Garonne, serait devenue l'asile des soldats de lord Dalhousie, du duc d'Angoulême et de ses adhérents [1].

Malgré sa victoire d'Orthès et la manifestation de Bordeaux, Wellington, tenu en échec par Soult, avait été obligé de rappeler à son aide des troupes espagnoles. Les combats d'Aire et de Carères, soutenus par Harispe et d'Erlon immédiatement après la bataille, lui avaient prouvé que l'armée française pouvait être encore redoutable. Soult s'était établi en avant de Tarbes, et, dès le 12 mars, il reprenait l'offensive, et détruisait ainsi l'effet moral de la bataille d'Orthès. Wellington, étonné de cette audace, croyait que son adversaire avait reçu des renforts de l'armée de Catalogne, et se tenait sur ses gardes [2].

Le 18 mars, Soult apprit la fâcheuse nouvelle de l'occupation de Bordeaux. Ayant d'ailleurs recueilli des renseignements sur les forces supérieures de son adversaire, il fit toutes ses dispositions pour se retirer promptement sur Toulouse, position importante, qu'il préparait de longue main pour y recevoir une bataille, et dont les fortifications étaient presque achevées. Cette retraite, qui dura quatre jours, fut marquée par deux combats indécis et sanglants; l'un à Vic-de-Bigorre, entre d'Erlon et Picton; l'autre à Tarbes, entre Hill et Clausel. Retardé par le mauvais temps, et d'ailleurs toujours en garde contre une diversion de la part de Suchet, Wellington suivit trop lentement l'armée française, et lui donna le temps de compléter ses préparatifs de défense à Toulouse [3].

Depuis le temps de Simon de Montfort, cette ville n'avait pas revu un si formidable appareil de guerre. A l'ouest, Reille défend la double enceinte de fortifications qui couvre le faubourg Saint-Cyprien, tête de pont sur la rive gauche de la Garonne; au nord, d'Erlon garde le canal du Languedoc, depuis son embouchure jusqu'au pont Matabiau, sur la route d'Alby. A partir de ce point, la partie du canal qui couvre la ville à l'est ne forme plus que la seconde ligne fortifiée. La première, à l'armement de laquelle Soult a mis tous ses soins, c'est le mont Rave, suite de hauteurs couronnées par des plateaux, et qui se prolongent parallèlement entre le canal et la petite rivière d'Ers. Le plateau du Calvinet domine la route d'Alby; celui de Saint-

l'occuper au nom de George III. Il fit aussi observer au maire qu'il se compromettait. On sait que M. Lynch, comte de l'empire, faisait encore des harangues patriotiques à la garde nationale de Bordeaux le 29 février.

Une foule assez considérable, mais principalement composée de curieux, se porta au-devant du duc d'Angoulême. Les promesses qu'il réitérait à haute voix : « *Plus de guerre! plus de conscription! plus de droits réunis!* » excitèrent un enthousiasme assez vif, mais passager.

[1] Il y eut, pendant le mois de mars, une correspondance fort curieuse entre le duc d'Angoulême et Wellington. Le prince, se croyant en péril par suite de la retraite d'une partie des troupes anglaises, communiqua à Wellington un rapport rédigé par le comité royaliste, rapport dont la conclusion était que les Anglais, ayant concouru à établir le duc d'Angoulême à Bordeaux, se trouvaient engagés à l'y maintenir. La réponse de Wellington fut sévère. Il engageait le prince à être désormais plus circonspect. Les Anglais n'avaient occupé Bordeaux que comme point militaire, et on y avait proclamé Louis XVIII contre l'avis de leur général. La manifestation royaliste avait été équivoque, même à Bordeaux et ne s'était pas propagée dans le pays. Enfin, il refusait péremptoirement tout secours d'argent, et ajoutait que cette démarche était une leçon pour lui-même, et qu'une autre fois il y regarderait de plus près avant d'accorder aux partisans des Bourbons *la permission de se déclarer publiquement*.

[2] Une petite manifestation royaliste, qui d'ailleurs se borna à un grand dîner, avait eu lieu à Pau, sous la protection d'une brigade d'infanterie anglaise. Mais cette brigade ayant quitté Pau deux jours après, un officier et quatre hussards français y vinrent, et enlevèrent *trente-quatre* soldats portugais. Après avoir bu à la santé du duc d'Angoulême et de sa famille, les royalistes étaient tranquillement retournés chez eux.

[3] Soult avait, sur ce nouveau terrain d'opération, un grand avantage sur son rival. Né dans les environs de Toulouse, il connaissait parfaitement le pays.

Toulouse avait aussi ses royalistes, qui n'auraient pas demandé mieux que de voir la ville occupée par les Anglais; mais Soult déploya une énergie qui fit taire tous les murmures.

Sypière s'étend vers la route de Montaudran, et ses dernières pentes s'adoucissent en se rapprochant de l'Ers. Quatre redoutes ont été élevées sur ces deux plateaux ; c'est la division Harispe qui les défend. Enfin, une partie de la réserve couvre le faubourg Saint-Michel, au sud de Toulouse, entre le canal et la Garonne. Les vieux remparts de Toulouse, jadis ébranlés par les machines de Montfort, sont hérissés d'artillerie.

On ne saurait trop admirer avec quelle profonde habileté Soult avait amené son adversaire à venir le chercher dans des positions si favorables à la défense. Wellington se voyait contraint d'attaquer Toulouse, sous peine de reculer et de s'avouer vaincu à son tour. Il voulut d'abord combiner une attaque sur les faubourgs Saint-Michel et Saint-Cyprien ; en conséquence, après quelques tâtonnements, il jeta, le 31 mars, un pont sur la Garonne, au-dessus de Toulouse et du confluent de l'Ariège, et porta de ce côté les troupes de Hill. Mais ce général, parvenu sur la rive droite de l'Ariège et de la Garonne qu'il lui fallait remonter, trouva là des terrains marécageux dans lesquels l'artillerie ne pouvait avancer, et repassa promptement les deux rivières. Wellington changea de plan. Le 5 avril, dans la soirée, un nouveau pont fut jeté, cette fois à quatre lieues au-dessous de la ville, et toutes les troupes alliées passèrent sur la rive droite, à l'exception de Hill, destiné à l'attaque du faubourg Saint-Cyprien. Le 8 avril, Wellington s'avança sur deux colonnes par les deux rives de l'Ers, petite rivière bourbeuse et non guéable. Un engagement heureux de cavalerie lui donna le pont de Croix-Daurade sur la route d'Alby. Son projet était encore alors de revenir, par une marche de flanc, sur le faubourg méridional ; mais il reconnut de suite l'impossibilité de cette attaque [1], et se décida à porter sur le mont Rave le principal effort de ses troupes.

La bataille eut lieu le 10 avril : elle fut opiniâtre et sanglante. Hill fut tenu en échec toute la journée au faubourg Saint-Cyprien. Picton, chargé de faire une fausse attaque entre la Garonne et la route d'Alby, agit avec sa fougue ordinaire, et donna un véritable assaut, qui fut repoussé avec perte. Nos soldats, n'ayant pas le temps de recharger leurs armes, lançaient de gros cailloux, avec ordre et par décharges, sur les ennemis qui se jetaient dans les fossés.

Mais le champ de bataille principal était le mont Rave. Les Espagnols devaient assaillir les redoutes du Calvinet, pendant que Béresford, s'avançant entre l'Ers et les hauteurs, attaquerait les redoutes du plateau de Saint-Sypière. Les Espagnols attaquèrent trop tôt ; ils furent mis en déroute et perdirent plus de deux mille hommes. Béresford fut plus heureux ; la fortune de Wellington le protégea. Soult avait lancé contre lui la division Taupin, qui devait prendre en flanc les Anglais, engagés sur un terrain marécageux, sous le feu des redoutes. Ce beau mouvement devait décider la victoire ; il manqua par une fausse manœuvre de Taupin, qui, du reste, expia presqu'au même instant sa faute par une mort glorieuse. Ses soldats trouvèrent l'ennemi déjà en ligne, et gravissant la hauteur au point le plus accessible. Des fusées à la congrève, lancées à propos, jetèrent le désordre dans nos rangs. Le plateau de Saint-Sypière fut perdu en peu de moments, et celui de Calvinet menacé. Là surtout le combat prit un caractère d'acharnement terrible ; généraux et soldats semblaient pressentir que cette lutte était la dernière. Elle se prolongea jusqu'à cinq heures du soir, avec des succès partagés ; enfin Soult, voyant que ses troupes, tout en se maintenant sur le plateau, ne pouvaient en chasser l'ennemi, les rappela sur le canal. Huit mille hommes avaient été tués ou blessés dans cette sanglante bataille ; c'était presque le dixième des troupes engagées des deux côtés. Le général Napier avoue que la perte des alliés fut d'un tiers plus forte que celle des Français.

Quel fut le véritable vainqueur dans cette bataille célèbre, ou plutôt y eut-il vraiment un vainqueur ? La question n'est pas résolue encore, et ne le sera peut-être jamais, tant les avantages de la journée furent partagés. Malgré la défaite des Espagnols, Soult avait perdu le mont Rave, position à laquelle il attachait avec raison une importance majeure. Trois jours avant la bataille, il écrivait à Suchet : « *Si par malheur je me vois contraint* » *d'abandonner Toulouse,* mes mouvements se » rapprocheront naturellement de vous. » Dans sa pensée, l'abandon de cette ville semblait donc alors ne pouvoir être que la conséquence d'une défaite ; et nous le voyons, le 11 avril au soir, quitter en effet Toulouse, où Wellington fait son entrée le lendemain. Toutefois, si l'effet moral de la bataille tourne en définitive à l'avantage de celui-ci, les résultats matériels en sont totalement nuls pour lui. De l'aveu des écrivains anglais, il a perdu beaucoup plus de monde ; les trophées de sa victoire se réduisent à *une pièce* de canon ; ses prisonniers, aux blessés qu'il trouve dans les hôpitaux de Toulouse. Le duc de Dalmatie est resté en position toute la journée du 11, prêt à recevoir une bataille, qui ne

[1] Il aurait fallu pour cela repasser l'Ers au delà du mont Rave ; or, tous les ponts étaient détruits ou minés de ce côté ; et tous les pontons des Anglais étaient sur la Garonne.



lui a pas été offerte. Le général Napier dit, il est vrai, que la deuxième attaque de Toulouse n'était différée que faute de munitions, et qu'elle aurait eu lieu le lendemain 12 avril au point du jour; mais il ne cite aucun ordre d'attaque à l'appui de cette assertion, que semble d'ailleurs contredire le rapport même de Wellington [1]. Il paraît maintenant démontré que, même après la bataille, Wellington ne serait pas entré à Toulouse, si le duc d'Albuféra avait jugé à propos de se porter, vers le 5 avril, soit directement sur cette ville, soit sur la Haute-Garonne, vers Saint-Martory, comme Soult l'en pressait dans ses lettres [2]. Enfin, il n'est pas inutile d'observer que le mouvement décisif exécuté par les troupes de Béresford, entre l'Ers et le mont Rave, sur un terrain des plus difficiles, mouvement qui ne réussit que grâce à la fausse manœuvre de Taupin, était d'une témérité que le succès n'a pas justifiée aux yeux même des écrivains anglais. La faute même de Wellington le préservait d'une défaite complète, et lui garantissait des prétentions à la victoire. Nous l'avons déjà dit, et nous aurons une dernière occasion de le répéter dans toute l'amertume de notre âme : Wellington fut sans doute un grand homme de guerre, mais ce fut surtout un homme heureux!

Le 7 avril, le duc de Dalmatie avait appris l'entrée des alliés à Paris. C'était une nécessité de plus pour lui de tenir Toulouse le plus longtemps possible. Il eut aussi connaissance, avant la bataille, d'une proclamation de l'impératrice [3], qui défendait aux généraux français de reconnaître aucun des actes qui leur seraient notifiés de Paris. Dans une lettre adressée quelques jours après à M. de Talleyrand, le duc de Dalmatie assure n'avoir connu que le 12 avril l'établissement du gouvernement provisoire et les deux abdications de Napoléon. En effet, les dépêches du gouvernement provisoire pour le maréchal étaient datées du 7 avril, et les deux officiers qui en étaient porteurs, et dont nous parlerons plus bas, avaient dû faire un long détour, la communication directe par Montauban étant interrompue [4]. Au reste, lord Wellington a noblement fait justice, en plein parlement, des imputations calomnieuses dirigées à cet égard contre Soult; il a déclaré solennellement que le maréchal ne connaissait pas et ne pouvait même pas connaître l'abdication de l'empereur, au moment où la bataille de Toulouse fut livrée. Peut-être est-il plus difficile de justifier Wellington lui-même d'avoir attaqué Toulouse sans faire au moins une proposition d'armistice, lui qui ne pouvait ignorer alors tout ce qui s'était passé à Paris, et même l'abdication conditionnelle de Napoléon au profit de son fils. Nous croyons toutefois qu'il serait injuste d'assimiler le général anglais à Guillaume d'Orange combattant à Saint-Denis avec le traité de Nimègue dans sa poche. Les événements de Paris étaient si graves, si imprévus, que, dans le premier moment, Wellington a dû redouter un prompt revirement de fortune. L'occupation prompte de Toulouse était une nécessité, non pas seulement, comme on pourrait le croire au premier abord, pour son amour-propre, mais bien pour sa sûreté; car l'arrivée de Suchet pouvait, d'un jour à l'autre, rendre impossible cette attaque déjà difficile, et compromettre gravement l'armée anglaise [5].

Wellington entra à Toulouse le 12 au matin. Son arrivée fut le signal d'une manifestation royaliste; pourtant, n'ayant pas encore eu connaissance de l'abdication absolue de Napoléon, il avait cru devoir faire remettre à la municipalité un avis écrit, pour lui faire connaître le danger qu'elle courait en tolérant la cocarde blanche. Les désagréments qu'il avait eus à Bordeaux expliquent parfaitement cette démarche. Mais, dans l'après-midi, deux officiers, l'un anglais, l'autre français (le colonel Saint-Simon), arrivèrent de Paris; ils étaient chargés de notifier aux deux armées l'abdication *absolue* de Napoléon et le rétablissement des Bourbons.

Soult avait effectué sa retraite sur Castelnaudary, en bon ordre et presque sans être inquiété; de l'aveu de l'historien Napier, il n'avait perdu que *cinquante hommes* dans la marche. Après avoir vu le colonel Saint-Simon, le duc de Dalmatie fit proposer à Wellington un armistice que celui-ci prétendit n'accorder qu'après que l'armée des Pyrénées aurait donné son adhésion aux actes du gouvernement provisoire, comme venait de le faire le général Loverdo, qui commandait à Montauban. Le maréchal ne crut pas devoir se charger seul de la responsabilité d'une telle décision dans de si graves circonstances; l'avis du conseil de guerre qu'il assembla à ce sujet fut qu'il serait indigne d'une

[1] « L'armée se trouvant établie sur trois côtés de Toulouse, je détachai immédiatement notre cavalerie légère... *en attendant que je pusse faire des dispositions* pour établir les troupes entre le canal et la Garonne. »

[2] Soult a dû craindre aussi qu'un soulèvement n'éclatât dans la ville.

[3] Blois, 3 avril.

[4] Quand même la dépêche serait venue par Montauban, elle n'aurait pu arriver, au plus tôt, que le 10, pendant la bataille.

[5] Ces considérations justifieraient, à plus forte raison, le duc de Dalmatie de ne pas avoir cédé Toulouse, quand même on voudrait admettre que, soit par une communication secrète de Wellington, soit par tout autre moyen, il avait eu connaissance, avant la bataille,

armée française d'adhérer, sous les baïonnettes étrangères, à des actes politiques qu'on ne pouvait encore considérer d'ailleurs comme officiellement notifiés, tant qu'on n'aurait pas de nouvelles directes de l'empereur. Cette délibération fait le plus grand honneur aux généraux qui y prirent part. Wellington, inquiet et mécontent de ce refus, se préparait à recommencer les hostilités, quand Soult reçut enfin une dépêche du prince de Neufchâtel, datée de Fontainebleau [1], et put alors donner son adhésion au nouvel ordre de choses, sans avoir en rien compromis jusqu'au dernier moment, l'honneur de son armée et les intérêts de l'empereur.

Le duc d'Albuféra avait cru devoir faire sa soumission dès le 13 avril. Sa conduite pendant les premiers mois de 1814, a donné matière à de graves inculpations : on lui a reproché d'avoir mis obstacle aux succès de l'armée des Pyrénées, en lui refusant sa coopération, par suite d'une jalouse et coupable susceptibilité. Ce reproche nous semble au moins exagéré. On a, selon nous, déplacé la question. Il ne s'agit pas tant de pénétrer avec quel degré d'empressement Suchet, réuni à Soult, lui aurait obéi, que d'examiner s'il n'a pas eu des motifs graves et suffisants pour conserver un rôle séparé. Or, Suchet a eu, pendant tout l'hiver, des instructions inconciliables avec la coopération que Soult réclamait [2]. On l'a blâmé avec amertume d'avoir exagéré les forces ennemies que neutralisait sa présence au delà des Pyrénées ; mais le duc de Dalmatie n'a-t-il pas lui-même exagéré aussi de très-bonne foi le nombre de ses adversaires?

Un intérêt des plus graves retenait Suchet sur la ligne du Llobrégat : l'espérance de retirer les garnisons des places d'Aragon, de Catalogne et du royaume de Valence [3]. Depuis l'invasion de la France, l'empereur mettait un intérêt facile à comprendre au retour de ces garnisons; aussi n'épargna-t-il rien pour l'obtenir. La régence ayant refusé de ratifier le traité de Valençay, le duc d'Albuféra fut chargé d'entamer directement avec les généraux espagnols une négociation pour la remise de ces places. Le projet de convention fut soumis à Wellington, qui, comme on peut bien penser, s'empressa de le désapprouver. Enfin, Napoléon, comme nous l'avons vu, avait donné, dès le 8 février, l'ordre de renvoyer Ferdinand sans condition; ajoutant qu'on lui remettrait de suite les places fortes, moyennant le renvoi des garnisons françaises. Ce depart n'eut lieu que six semaines après, et, pendant ce délai, un officier étranger, employé depuis peu, *sur la recommandation du duc de Feltre,* à l'état-major de Suchet, passa à l'ennemi, et surprit la confiance de trois commandants de place par des ordres habilement contrefaits. Grâce à cette honteuse fourberie, les garnisons de Lérida, Mesquinenza et Monzon, après avoir capitulé sous la condition de rentrer en France, furent cernées par des troupes anglaises et espagnoles, dans les défilés de Martorell, et contraintes de mettre bas les armes [4].

Ferdinand était arrivé le 22 mars à Figuières. L'empereur ayant ordonné d'exiger de lui des sûretés pour la remise des places, son frère Carlos était resté à Perpignan. Le duc d'Albuféra, jugeant que les circonstances exigeaient les plus grands égards pour Ferdinand, lui fit proposer de laisser passer son frère, moyennant une promesse écrite d'interposer l'autorité royale pour la rentrée des garnisons en France. Ferdinand, pressé de gagner Valence, centre du mouvement contre-révolutionnaire, promit et signa tout ce qu'on voulut, et n'y songea plus. D'ailleurs il était déjà trop tard.

Ferdinand quitta l'armée française le 24. Après six années d'une captivité que lui-même avait dû croire éternelle, il se retrouvait, libre et roi, sur le sol natal; le peuple espagnol allait enfin jouir de cette conquête si chèrement achetée ! Les premières acclamations qui saluèrent son retour furent celles des soldats de Copons. Ce général lui fit un discours

de l'établissement du gouvernement provisoire et de l'abdication *conditionnelle,* la seule qui pût absolument être connue alors.

[1] 9 avril.

[2] Il paraît toutefois certain que Suchet aurait pu empêcher Wellington d'entrer à Toulouse, et peut-être même de livrer bataille, en faisant une diversion sur la Haute-Garonne dans les premiers jours d'avril; et un pareil intérêt était trop grave, trop pressant alors, pour qu'on n'y sacrifiât pas tous les autres. Mais jusque-là sa conduite est irréprochable, car il avait ordre d'envoyer le plus de renforts possible vers Lyon, et de se diriger lui-même sur ce point, quand il aurait terminé l'affaire des places fortes.

[3] Sans doute il est déplorable que vingt-deux mille hommes d'excellentes troupes, qui auraient pu rendre de grands services, aient été ainsi inutilement éparpillés dans une douzaine de places ; mais Suchet avait agi ainsi en vertu d'ordres positifs, et personne n'a songé à l'en blâmer. On avait manqué successivement toutes les occasions de retirer ces garnisons; les ordres étaient donnés et surtout expédiés trop tard. (Voyez les Mémoires de Suchet.)

[4] On trouvera les détails de cette surprise, si peu honorable pour les alliés, dans les Mémoires de Suchet, II, 369 et suiv.

Voyez aussi, p. 506, l'admirable défense du petit fort de Monzon par le garde du génie Saint-Jacques.

dans l'esprit des cortès, et lui présenta la constitution; Ferdinand *la mit dans sà poche*[1]. Aux cris de *Vive le roi !* se mêlaient déjà ceux de *A bas les cortès et la constitution !*

La nuit du 13 au 14 avril fut marquée par le dernier et l'un des plus brillants faits d'armes de la campagne. Trois mille hommes de la garnison de Bayonne assaillirent impétueusement les troupes qui investissaient la place, détruisirent les ouvrages commencés, tuèrent ou mirent en fuite ceux qui essayaient de les défendre, et enlevèrent près de trois cents prisonniers, entre autres le commandant en chef du siége, sir John Hope. Cet événement aurait eu les plus graves conséquences, si les hostilités avaient continué quelques jours de plus. L'armée de la Gironde s'organisait sous les ordres de Decaen, et menaçait Bordeaux; Suchet repassait enfin les Pyrénées, et allait se réunir à Soult; les ressources de l'invasion en troupes espagnoles auraient été paralysées par les événements qui suivirent le retour de Ferdinand, et l'insurrection si redoutée par Wellington s'organisait enfin dans les départements du Midi. Les messages du gouvernement provisoire vinrent arrêter ce noble élan, qui promettait gloire et délivrance; mais, du moins, *nous n'avons pas été vaincus!*

[1] Lettre de M. Pétry, 27 mars.

M. Pétry, attaché au ministère des relations extérieures, avait été chargé d'accompagner Ferdinand jusqu'aux avant-postes espagnols. Il y fut témoin de ce geste significatif.

# CHAPITRE XVII.

## AFFAIRES D'ITALIE. — LE ROI DE NAPLES ET LE PRINCE EUGÈNE.

**France et Naples. — Mécontentement et ordres rigoureux de l'empereur, après le retour du roi de Naples, au commencement de 1813. — Correspondance de M. Durant; mauvaises dispositions, langage et démarches équivoques du roi. — Singulier décret de l'empereur. — Tendances autrichiennes du roi de Naples. — Conférences de Ponza. — Départ du roi pour la grande armée, le 2 août; colère des Autrichiens et des Anglais. — Le comte de Miër reste à Naples. — Mesures militaires du vice-roi. — Premières hostilités avec les Autrichiens. — Retraite d'Eugène sur l'Isonzo et sur l'Adige. — Il rejette des propositions de défection. — Retour de Murat à Naples, le 5 novembre. — Nouvelles intrigues. — L'empereur l'engage à marcher au secours du vice-roi. — Mouvements suspects des troupes napolitaines. — Mission du duc d'Otrante. — Lettres de Joachim et d'Eugène à l'empereur. — Joachim lui annonce sa défection. — Son traité avec l'Autriche. — Armistice avec l'Angleterre. — Mouvements hostiles des troupes napolitaines. — Le prince Eugène prend la ligne du Mincio. — Il négocie vainement pour obtenir un armistice. — Bataille du Mincio. — Embarras de Murat. — Sa déclaration de guerre. — Convention signée par le duc d'Otrante, pour l'évacuation des places en deçà du Pô. — Opérations de l'armée austro-napolitaine; combat de Parme. — Combat de Reggio. — Mission de M. Faypoult auprès de Murat. — Modifications apportées à son traité avec l'Autriche. — L'expédition anglo-sicilienne débarque à Livourne. — Animosité de lord Bentinck contre Murat. — Dernières opérations de Murat; il apprend l'abdication de l'empereur. — Retour du pape dans ses États. — Réflexions sur la conduite de Murat et sur celle d'Eugène.**

Nous abordons dans ce chapitre le récit pénible, mais indispensable, de la défection du roi de Naples. Dans le cours des chapitres précédents pour ne pas interrompre la suite des grands événements de 1813, nous avions seulement montré Murat reparaissant avec honneur dans la seconde campagne de Saxe. Mais, pour avoir le tableau complet de sa conduite, il nous faut maintenant remonter au principe même de ses malheurs et de ses fautes.

Sa première fausse démarche avait été, comme on l'a vu, son retour précipité dans ses États, à la fin de 1812. Nous avons raconté ce déplorable abandon, qui s'aggravait encore d'une préméditation désormais incontestable [1]. Les témoignages publics et privés du mécontentement de l'empereur avaient précédé Joachim à Naples. L'article du *Moniteur* qui annonçait son remplacement par Eugène, ajoutait que celui-ci avait une plus grande habitude du commandement en chef, et de plus *toute la confiance* de l'empereur. Deux lettres adressées presque en même temps, l'une à Caroline, l'autre à Murat lui-même, contenaient des reproches sévères, mais justes [2]. Le ressentiment de Napoléon se manifeste non moins vivement par les exigences du ministre de France, M. Durant de Mareuil. Celui-ci avait ordre de demander ses passe-ports si le roi refusait d'envoyer immédiatement dix-huit cents hommes à Vérone, où s'organisait alors le corps d'observation d'Italie. Joachim affecta en public une modération inattendue, mais s'en dédommagea, dit-on, par une lettre pleine des récriminations les plus amères [3]. Il n'eut pour réponse que

[1] Murat était revenu par trois fois sur ce projet, dans sa correspondance avec la reine. Elle lui répondait le 15 janvier 1813 : « Tes lettres m'ont fait un mal affreux. » Quoi! tu pourras céder à un autre la gloire d'aider » l'empereur! tu pourras faire une étourderie sembla- » ble à celle de quitter avant qu'il t'ait désigné un suc- » cesseur! Non, mon ami, tu ne feras pas cela, j'en suis » sûre... Du courage... Je sens ce que tu dois souffrir, » je partage tes chagrins et tes maux; mais, pour cette » gloire dont tu es si jaloux, je t'engage à les supporter » encore. » Murat traversait alors l'Allemagne; il ne pouvait plus suivre ces sages conseils.

[2] Nous aurons ultérieurement l'occasion de citer ces lettres, qui furent, plus tard, falsifiées et postdatées, pour servir de base à l'accusation de trahison portée contre Murat au congrès de Vienne.

[3] Voyez Coletta, III, 233. Rien ne prouve que cette lettre ait été envoyée.



de nouveaux ordres plus impérieux. A peine eut-il promis le renfort pour Vérone, qu'on lui demanda, pour la campagne suivante, un contingent effectif de dix-huit à dix-neuf mille hommes.

La correspondance du ministre de France caractérise avec beaucoup de justesse les dispositions du roi. Ce ne sont pas les fatigues et les désastres qui ont eu prise sur lui; c'est le regret d'être éloigné de ses États, de voir une portion de son autorité aux mains de la reine; c'est surtout son idée fixe d'agrandissement et d'indépendance, d'autant plus dangereuse désormais, que le cours des événements peut en faire paraître la réalisation moins improbable. Un mauvais esprit règne parmi les officiers qui sont revenus avec lui; les cajoleries des Russes et des Anglais, qui le cherchaient à l'armée, l'atteindront sûrement à Naples; ils y trouveront un point d'appui dans les dispositions du pays, manifestement réactives contre l'influence française [1]. Le contingent auxiliaire s'organisait, mais avec une lenteur extrême. « Le roi laissait percer, dans » toutes ses actions, un calcul trop personnel et trop » indépendant de ses relations avec l'empire [2]. » Au 10 mars, notre ministre n'a encore aucun indice positif de quelque combinaison capable de contrarier les vues de la France, mais il pressent déjà quelque chose du côté de l'Autriche. Le roi lui a parlé des dispositions de cette puissance à se faire neutre pour devenir médiatrice, de manière à faire croire qu'il y a chez lui quelque velléité semblable. Des faits positifs confirmeront bientôt ces premières appréhensions. Le prince Cariati, aide de camp du roi, est parti pour Berlin; il *va porter un grand cordon* au roi de Prusse, puis il doit passer à Vienne, *pour acheter des chevaux* [3]. Vers la fin de mars, le roi passe une revue, distribue des drapeaux à ses régiments, puis leur fait une allocution qu'il termine par ces mots significatifs : « *Il vostro rè non vi commanderà giammai di andare ad incontrare il nemico, ma di seguirlo.* » Il semble ainsi promettre à ses troupes qu'elles ne combattront que pour repousser une agression directe. Voulant détruire le fâcheux effet qu'un tel langage a pu produire sur l'esprit de l'empereur, Murat s'exprime tout différemment avec M. Durant. Il paraît chagrin de l'omission faite à dessein, du royaume et des troupes de Naples, dans le dernier exposé de la situation militaire inséré au *Moniteur* : « Quoi! dit-il, l'empereur peut-il méconnaître de quel avantage je lui serais en Italie? J'ai trente mille hommes sous les armes, j'en aurai bientôt quarante.... Ne sais-je pas que ma destinée *est une émanation* de celle de l'empereur, qu'*elle y est irrévocablement attachée?* Il n'y a pas deux chemins pour moi. Que l'empereur dise un mot, et je me charge de la défense de l'Italie... S'il croit encore ma présence utile à la grande armée, qu'il le dise, et j'y vole [4]. » Ce langage est raisonnable, il peut même être encore sincère : malheureusement Murat va bientôt cesser de comprendre ainsi sa position. Quelques jours après cet entretien, il écrit à l'empereur [5] pour le conjurer de faire la paix. Cette lettre, déplacée sous tous les rapports, reste sans réponse, et l'humeur du roi s'en accroît. Bientôt, inquiet et mécontent de ce que l'empereur ne lui fait rien connaître des négociations pour lesquelles l'Autriche a offert son entremise, il inclinera décidément au système que cette puissance s'attachait alors à faire prévaloir auprès de tous les cabinets. C'est surtout à la funeste influence de l'envoyé autrichien, du comte de Miër, que Murat devra sa perte.

La vérité historique nous oblige à placer ici un fait étrange sans doute, mais d'une authenticité incontestable, et qui donne la mesure de l'influence que Napoléon croyait devoir faire peser sur sa famille. Une dépêche du duc de Bassano, du 4 mai 1813 [6], adressée au ministre de France à Naples, contenait l'expédition d'un décret impérial rendu à Dresde l'année précédente, et tenu en réserve jusque-là comme une sorte de châtiment. Ce décret conférait *directement* à un Français, M. Baudus, les fonctions de sous-gouverneur des enfants du roi et de la reine de Naples, en vertu des articles 3 et 26 du statut constitutionnel de 1806 relatif à la famille impériale, articles qui donnaient à l'empereur le droit de régler tout ce qui concernait l'éducation des princes et princesses de sa famille. Sans doute l'intérêt de la France exigeait que les enfants de Murat restassent Français à Naples; cette considération explique, sans la justifier, l'extension arbitraire que l'empereur croyait devoir donner au statut de 1806. Le décret relatif à M. Baudus avait été rendu le 30 mai 1812; mais il paraît que l'empereur en avait jugé la notification intempestive au début de la campagne de Russie. Elle ne l'était pas moins un an après. L'impression que le roi dut en recevoir favorisa le développement de ses intelligences secrètes avec l'Autriche, et bientôt avec

[1] Durant, 12 février.

[2] Id., 10 mars.

[3] La défection de la Prusse ayant éclaté dans cet intervalle, l'envoyé n'alla qu'à Vienne, où M. de Narbonne, de son côté, signala comme suspects sa présence et ses propos.

[4] Durant, 29 mars.

[5] Le 3 avril.

[6] Le lendemain de la victoire de Lützen.

les Anglais. Malgré les efforts de la reine pour combattre cette tendance, chaque jour elle se caractérise et se fortifie. Le ministre de France demandait un nouveau renfort pour Vérone; le roi s'y refuse, alléguant qu'il y aurait du danger pour lui-même à éloigner ses troupes au moment où les Anglais fomentent de nouveaux troubles dans le royaume. En effet, un complot en faveur de l'ancienne dynastie venait d'être découvert dans les premiers jours de mai. La politique anglaise, peu scrupuleuse, comme on sait, sur le choix des moyens, intriguait à la fois avec Murat et contre lui.

Le 23 du même mois, le ministre de France écrivait : « Décidément le roi paraît croire le moment favorable pour se soustraire à l'influence et à la suzeraineté de l'empereur. » En effet, la nouvelle du retour subit du prince vice-roi à Milan vient de s'ajouter à toutes les impressions mauvaises de Murat. L'empereur lui-même s'attend donc à une prochaine défection de l'Autriche, et c'est Eugène qu'il charge de défendre l'Italie. On parle tout à la fois, et de *correspondances de Paris* qui encouragent Murat à marcher dans une ligne différente de celle que suit l'empereur, et de connexions avec des patriotes qui voudraient faire de l'Italie un État unique, en éloigner *tous les barbares :* utopie généreuse sans doute, mais malheureusement prématurée. Bientôt les pourparlers ouverts avec les agents anglais cesseront d'être un mystère. Ce qui frappe aussi tous les yeux, ce sont les attentions du roi pour l'envoyé autrichien. Le 30 mai, un courrier du prince Cariati est arrivé au palais; et sur-le-champ le roi a fait mander M. de Mièr. En même temps, des conférences avaient lieu à l'île de Ponza entre des officiers du roi de Naples et ceux du dictateur de la Sicile, lord W. Bentinck [1]. L'objet de ces conférences était d'obtenir la reconnaissance des droits de Murat sur la couronne de Naples par les puissances coalisées, et des subsides anglais pour ses troupes, qui occuperaient alors la Péninsule au nom des alliés. Bentinck adhéra à ces propositions, mais il fit ses conditions de son côté. Il voulait la reconnaissance des droits de la maison de Bourbon sur la Sicile, et à titre de sûretés, la remise de Gaëte aux Anglais, et l'adjonction de vingt-cinq mille hommes de ses troupes pour occuper l'Italie. C'était par la faction unitaire que Murat se laissait entraîner à cette déplorable démarche [2], qui, tout en servant ses vues ambitieuses, aurait rendu au peuple napolitain les avantages du commerce anglais, si vivement regrettés.

Mais l'heure fatale n'était pas encore venue pour Murat; sa conscience se révoltait malgré lui. Dominé tour à tour par les impressions les plus diverses, il s'embarrassait de plus en plus dans toutes ses démarches. Après la bataille de Bautzen, le ministre de la guerre réclama la réunion de quinze mille Napolitains à l'armée qu'organisait le vice-roi pour défendre l'Italie. De tous les gages de fidélité que Murat pourrait donner à la cause française, celui-là est assurément le plus pénible pour lui : aussi l'exécution de cet ordre rencontre de sa part une résistance à laquelle cette fois la reine elle-même s'associe. Tous deux semblent affligés de ce que l'empereur ne daigne plus correspondre

[1] Le récit de la domination des Anglais en Sicile exigerait des détails qui seraient déplacés ici pour plusieurs raisons. Il nous suffira de rappeler que jamais protectorat plus tyrannique n'avait pesé sur un peuple et sur un souverain. La reine Caroline de Sicile devint presque intéressante par les persécutions auxquelles elle fut en butte. Les Anglais lui reprochaient d'être l'âme de tous les complots formés contre eux, et de correspondre secrètement avec l'empereur Napoléon, depuis son mariage avec Marie-Louise, nièce de la reine de Sicile. Ces reproches pouvaient être fondés; mais une exploitation moins impitoyable des ressources de ce pays aurait, sans nul doute, épargné aux Anglais bien des inquiétudes, et aussi bien des excès dont l'histoire inexorable leur demandera compte.

Médiocre général, politique à vue courte, mais d'une volonté persévérante et inflexible, Bentinck triompha de tous les obstacles pour asseoir la domination anglaise sur la Sicile. Une constitution représentative qu'il fit donner à cette île ne fut pour lui qu'un moyen de pressurer le pays pour en tirer des hommes et de l'argent. Il força le faible roi Ferdinand à abdiquer en faveur de son fils, puis à reprendre le sceptre, enfin à signer l'arrêt d'exil de la reine. La haine de Bentinck pour Murat n'a pas peu contribué, comme nous le verrons, à remettre Ferdinand en possession de l'héritage de ses pères. Il a ainsi payé, en quelque sorte, sa dette au roi; mais cette restauration ne fut qu'un nouveau malheur pour le peuple sicilien.

On trouve une partie des détails que nous ne pouvons donner ici dans M. de Montvéran, t. VI, p. 383, et dans l'ouvrage de Ch. Didier, *Caroline en Sicile*.

[2] Pour rendre Bentinck plus traitable à Ponza, le principal envoyé de Joachim (Robert Jones, Anglais de naissance, mais habitant Naples depuis longtemps) s'avisa de mettre en avant un prétendu projet d'attaque sur la Sicile, combiné avec la flotte de Toulon et les troupes napolitaines. Bentinck ajouta pleinement foi à cette fable, et s'empressa d'en instruire le commandant de la station anglaise dans la Méditerranée et lord Wellington. Ce dernier se borna à lui répondre *que la Sicile ne courait aucun danger*. La correspondance diplomatique entre Paris et Naples ne présente, en effet, aucune trace de ce projet, aussi intempestif qu'inexécutable à cette époque. Voy. Napier, *Histoire de la guerre de la Péninsule,* XI, 321-324.

directement avec eux [1]. Murat répondit à Clarke avec beaucoup d'aigreur. « Il était décidé, disait-» il, à marcher lui-même à la tête de ses troupes et » à ne plus les mettre sous le commandement d'un » autre [2]. » Quelques jours après, il eut la singulière idée de s'adresser à Marie-Louise, pour obtenir d'elle les renseignements que l'empereur lui refusait sur les négociations entamées pendant l'armistice. Cette lettre resta sans réponse, ainsi qu'une autre, du 4 juillet, dans laquelle il demandait à envoyer un négociateur à Prague. Cette demande prouve qu'il n'avait aucune idée de ce qui se passait.

Cependant les intrigues de Naples s'étaient peu à peu éclaircies aux regards de Napoléon. Déjà les journaux anglais avaient trahi les secrets de Ponza; les intelligences avec l'Autriche étaient mieux avérées encore [3]. Dès le 5 juin, le ministre de France a réclamé énergiquement le rappel à Naples du prince Cariati; quelques jours après, il a reçu l'ordre d'annoncer lui-même son départ pour le 10 juillet, si ce jour-là les troupes napolitaines ne sont pas en marche vers Bologne pour joindre le vice-roi. Ce qui importe à la France, dans ce moment, c'est que le roi de Naples prenne de suite une attitude hostile vis-à-vis de l'Autriche. Sous ce rapport, « dix soldats napolitains sur l'Adige au » commencement de juillet vaudraient mieux que » les vingt-cinq mille pour la fin d'août [4], » offerts par le roi pour éluder cette exigence pressante, qui blesse son amour-propre et compromet les engagements pris à Ponza, et dont lord Bentinck a envoyé chercher la ratification en Angleterre. Le ministre de France demande son audience de congé; il ne reçoit pas de réponse. Le roi affecte de ne pas comprendre qu'on puisse l'accuser de se refuser à l'accomplissement de ses obligations envers la France, quand il offre de marcher lui-même à la tête de ses troupes. Son intention est manifestement de temporiser.

Il restait un moyen de rompre toutes les intrigues ourdies autour de Murat : c'était de le décider à partir immédiatement pour Dresde. La reine obtiendra cet important résultat, que facilitera d'ailleurs l'effet des victoires de Lützen et de Bautzen. Vivement sollicité par elle, Napoléon ne se refuse pas à une démarche directe, dont le ministre de France a d'ailleurs fait sentir de son côté toute l'opportunité. C'est donc l'empereur lui-même qui rappelle son beau-frère à la grande armée. Des lettres de Fouché et de Ney arrivent en même temps : le premier fait valoir des considérations politiques; le second ne parle que d'honneur et de gloire; il redemande au roi de Naples le maréchal Murat. Celui-ci ne résiste pas à cet appel généreux; il abandonne à Caroline le secret de Ponza, qu'elle pressentait, et va rejoindre l'empereur.

La régence a été de nouveau conférée à la reine; la faction antifrançaise est consternée de ce dénoûment imprévu. Peu de jours après le départ du roi [5], un courrier du prince Cariati arrive de Vienne; le comte de Mier, qui, à ce qu'il paraît, s'était trop avancé vis-à-vis de sa cour, réclame instamment, mais en vain, l'autorisation de rejoindre le roi. D'un autre côté, lord Bentinck a reçu tout à la fois, d'Angleterre, la ratification des engagements pris à Ponza, et, de Naples, la nouvelle du départ du roi; c'est une blessure incurable pour son orgueil britannique. Bientôt des bâtiments anglais paraissent dans la rade, et lancent sur les vaisseaux napolitains quelques boulets, témoignage d'une colère impuissante. Tout semble rompu sans retour.

Cependant, pour les esprits clairvoyants, le départ du roi était plutôt un ajournement qu'une solution. Si, pour le moment, toutes ses idées d'ambition et de gloire avaient repris leur cours du côté de la France, on pouvait prévoir aisément qu'il nous faudrait de grands succès pour donner à la fois *satisfaction* et *contrainte* à cette âme mobile et faible. On voyait rester aux plus hautes fonctions des hommes hostiles à la France, et tout disposés à faire prévaloir de nouveau leurs idées dans l'esprit du roi, si les circonstances redevenaient favorables. D'ailleurs, comme le faisait sagement observer le ministre de France, « telle est l'inconstance de ce peuple de Naples, telles sont ses dispositions au désordre, au pillage, qu'il y a dans son sein une sorte de complicité permanente avec tous ceux qui veulent renverser l'ordre établi. » M. Durant était encore inquiet des menées de l'Autriche, et ce n'était pas sans raison. Après la rupture du congrès de Prague, tandis que partout les légations autrichiennes quittaient les cours alliées

[1] Durant, 1er juin.

[2] *Idem*, 25 juin.

[3] Des renseignements précis furent donnés à cet égard par la cour de Bavière.

[4] Durant, 11 juillet.

[5] Il avait quitté Naples le 2 août à dix heures du soir. Le général Colletta prétend que Caroline fit semblant d'approuver le projet d'une alliance avec l'Angleterre, et promit elle-même d'y donner suite au besoin, pendant que le roi combattrait sur l'Elbe. Cette assertion est démentie par la correspondance du ministre de France. Il paraît certain, au contraire, que tout fut rompu par le départ du roi. La reine, puissamment secondée par MM. Baudus et de Mosbourg (alors ministre des finances à Naples, depuis député et pair de France), avait décidé ce départ.

de la France, à Naples, le prince d'Esterhazy et M. de Miër ne faisaient encore aucun préparatif de départ. Le prince Cariati ne reçut l'ordre de quitter Vienne qu'au mois de septembre, et M. de Miër resta encore à Naples, ne recevant pas d'ordres [1]. Ces retards étaient visiblement favorisés par le marquis de Gallo, ministre des relations extérieures, l'un de ceux qui avaient le plus fortement déconseillé le départ du roi. Les nouvelles d'Allemagne, de plus en plus défavorables à nos armes, relevaient les espérances des partisans de l'Autriche. Le comte de Miër ne reçut ses passe-ports que dans le courant d'octobre; aussitôt il sut se ménager un nouveau délai en s'adressant au gouvernement du royaume d'Italie, afin d'avoir des sûretés pour son passage. Pendant ce temps, les événements de Leipzig s'accomplissaient, et le roi, revenant inopinément, retrouva à Naples l'envoyé autrichien.

Pour bien comprendre l'influence que la conduite ultérieure de Murat va exercer sur les événements, il est indispensable d'analyser rapidement les hostilités qui avaient déjà commencé dans le nord de l'Italie. On n'a pas oublié sans doute que l'empereur Napoléon y avait renvoyé Eugène, après la bataille de Bautzen, pour organiser la défense contre une invasion autrichienne dès lors probable. La situation était difficile : tous les contingents avaient été absorbés par les guerres précédentes, le royaume d'Italie était totalement dégarni de troupes, et travaillé par de sourdes intrigues. Cependant, en moins de trois mois, Eugène, ayant toujours pour bras droit le général Grenier, parvint à former cette dernière armée d'Italie, qui, dans les circonstances les plus difficiles, a dignement soutenu l'honneur des armes françaises.

Eugène porta de suite ses forces sur les frontières septentrionales du royaume, pour en défendre l'accès à l'armée autrichienne d'Hiller. Ce général, si maltraité en 1809, avait sa revanche à prendre sur le même terrain. Malgré l'infériorité numérique de l'armée d'Eugène, sa position n'aurait pas été mauvaise, si le roi de Bavière, son beau-père, était resté dans notre alliance. De Wrède, placé sur le flanc de l'armée autrichienne, garantissait, dans cette hypothèse, la tranquillité de notre aile gauche. Eugène, rassuré par cette considération, avait d'abord étendu sa droite, pour commencer les hostilités en Illyrie; mais il n'était déjà plus temps de défendre ou de contenir ces provinces, impatientes de rentrer sous la domination autrichienne. Dès la fin d'août, l'insurrection, préparée de longue main, y éclata comme une traînée de poudre. Les officiers et les soldats du pays désertèrent en masse pour rejoindre les Autrichiens ou les bandes d'insurgés; cependant, le peu de troupes françaises qui occupaient le pays parvinrent à se faire jour. Eugène se hâta de concentrer sa droite, pour assurer fortement la défense des frontières d'Italie. Les hostilités s'engagèrent vivement, le 19 septembre, à Willach. Cette ville, prise et reprise, resta aux Autrichiens après plusieurs engagements très-vifs, dans lesquels nos conscrits italiens montrèrent beaucoup de fermeté. Pendant ce temps, Hiller jetait des ponts sur la Drave à Rossen; ce double mouvement menaçait la position capitale de Tarvis, et compromettait tout notre système de défense. Eugène vit le danger, et sut le prévenir. Une attaque combinée rejeta les Autrichiens tout à la fois de Willach et de Rossen.

Mais il fallut bientôt renoncer à cette guerre de montagnes dans laquelle Eugène trouvait le double avantage d'exercer ses jeunes soldats et de neutraliser la grande supériorité qu'avait l'ennemi, surtout en cavalerie. Déjà la concentration des Bavarois sur Braunau avait favorisé les manœuvres d'Hiller par son aile droite; à l'anxiété qu'avait dû inspirer ce mouvement équivoque, succéda bientôt la certitude d'une entière défection. Le vice-roi commença son mouvement rétrograde vers la fin de septembre; ce fut encore une de ces retraites comme lui et Grenier savaient les faire [2]. Ils cédaient, non aux hommes, mais à la force des circonstances. Un général vulgaire aurait marché sans discontinuer jusqu'à l'Adige, première position qui lui permît de faire face de toutes parts à l'ennemi. Eugène, avec son sang-froid ordinaire, s'arrêta sur l'Isonzo. Là, il n'avait devant toute son armée que la gauche de l'ennemi, qui ne pouvait l'inquiéter sérieusement à elle seule; le reste de l'armée autrichienne, engagé dans les montagnes de Tyrol, ne pouvait se trouver en mesure

[1] Il paraît que dès lors cet agent s'efforçait de circonvenir la reine, jugeant, avec raison, qu'il n'arriverait jamais à rien sans elle. Vers le 10 octobre, le ministre de France signalait un peu de froideur dans les manières de cette princesse avec lui.

[2] Plusieurs petits combats avaient été livrés jusque-là avec un succès partagé. Le plus important fut l'attaque de la position fortifiée de Feistritz par le général Grenier. Cette affaire, dans laquelle on vit avec admiration des conscrits italiens enlever des redoutes à la baïonnette, aurait pu avoir de grands résultats, sans la défection bavaroise.

La retraite fut aussi marquée par un combat à Saffnitz, très-honorable pour nos armes. Les Autrichiens avaient voulu hâter la marche de notre arrière-garde; ils perdirent six cents hommes et ne se montrèrent plus de ce côté.

d'agir efficacement contre nous avant dix ou douze jours. Ce temps précieux fut mis à profit pour achever la levée de la conscription, même dans les départements que la retraite définitive sur l'Adige allait abandonner à l'ennemi.

Cependant le général Hiller était entré dans le Tyrol aussitôt après la signature du traité de Ried, et s'avançait par le val de la Drave, tournant ainsi les sources de l'Isonzo, de la Piave, du Tagliamento et de la Brenta. Eugène avait prévu ce mouvement; il commença dès lors à étendre en échelons son armée vers l'Adige par sa gauche, sans cesser de tenir en respect par sa droite le corps autrichien qui était en face de lui sur l'Isonzo. Pendant ce temps, le général Giflenga disputait le terrain pied à pied en Tyrol; il dut enfin se replier de son côté sur l'Adige, et prit la position célèbre de la Chiusa. La retraite du gros de l'armée, de l'Isonzo sur l'Adige, se fit sans échec; Grenier eut même une brillante affaire contre le général Eckardt, qu'il chassa de Bassano avec perte de douze à quinze cents hommes [1]. Le 4 novembre, l'armée entière était en position sur l'Adige, le quartier général à Vérone. Le 12, Hiller eut le sien à Vicence, et les deux armées se trouvèrent en présence. L'Illyrie entière était au pouvoir des Autrichiens; la citadelle de Trieste avait capitulé le 31 octobre; et les places d'Usopo, de Palma-Nuova et de Venise étaient les seules qui nous restassent au delà de l'Adige.

Le récit des événements de cette dernière campagne d'Italie nous ramène sur le théâtre des plus brillants exploits du général Bonaparte. L'armée italo-française occupe *Ronco*, *Rivoli*, *la Corona*, *Vérone*. Grâce à Eugène, les souvenirs de 96 resteront intacts; dans ce grand naufrage, il aura du moins sauvé l'honneur du drapeau français.

Les difficultés de la guerre n'étaient pas les seules contre lesquelles le vice-roi avait à lutter. Hiller, imitant l'exemple de l'archiduc Jean en 1809, appelait les Italiens à l'indépendance; bientôt il leur annonça la bataille de Leipzig. Eugène ne se laissa pas ébranler par cette affligeante nouvelle, et n'en résista pas moins fermement à la proposition qui lui fut faite alors de séparer sa fortune de la cause française [2]. Ce fut dans les premiers jours de novembre qu'un parlementaire autrichien se présenta à nos avant-postes, demandant avec instance à remettre, en personne, des papiers importants au prince. Ce parlementaire était un aide de camp du roi de Bavière, le prince de la Tour et Taxis, chargé de transmettre à Eugène les offres les plus brillantes de la part de son beau-père et des grandes puissances coalisées. Elles étaient d'accord, disait-on, pour investir Eugène de la royauté d'Italie. Bien qu'il n'eût été question de rien de semblable lors des négociations de Ried, il n'est nullement improbable que le roi de Bavière ait fait une telle proposition, et que les souverains alliés aient paru y accéder, surtout avant que la défection de Murat fût décidée. Mais il est bien plus certain encore qu'en se laissant prendre à un semblable piége, Eugène eût donné pour rien son honneur. Il aurait été indubitablement sacrifié tôt ou tard aux exigences de l'Autriche, et personne n'aurait songé à le plaindre. Eugène a donc dû répondre par un refus absolu aux démarches du prince de la Tour et Taxis; il a dû comprendre que tous ses intérêts de fortune et de gloire étaient inséparables de l'empereur et de la France; si la fortune lui a manqué, que du moins la gloire lui reste [3]. Nous insistons sur ce point, parce que de maladroits ennemis ont hasardé, sur la conduite du vice-roi dans ces circonstances difficiles, d'odieuses insinuations, dont le seul récit des événements va faire justice; nous insistons surtout, parce qu'à cette époque marquée par tant de honteuses faiblesses, la loyauté sans tache d'Eugène est, pour tout historien français, pour tout homme de cœur, une bonne fortune qu'il doit disputer de toutes ses forces à la calomnie!

Eugène, ayant déployé et assuré son armée sur l'Adige, répondit, par de sérieuses attaques, aux propositions qui venaient de lui être faites. Après avoir battu l'avant-garde autrichienne, qui débouchait du Tyrol sous le commandement du général Fenner, il eut, contre le général Radiwojevitch, une brillante affaire, le 15 octobre, à Caldiero, position célèbre dans la campagne de 96. Cependant Hiller, ayant fait avancer des forces supérieures, reprit et conserva Caldiero; mais il fut vertement repoussé à Saint-Michel, position importante dont l'occupation se liait à la défense de Vérone.

L'empereur Napoléon, dès les premiers jours de son retour en France, s'était occupé de l'armée d'Italie. Un décret du 8 novembre lui accorda un secours de quinze mille hommes de la conscription française, et de plus ordonna la formation d'une armée de réserve d'Italie, composée de conscrits

[1] 31 octobre.

[2] Lettre du prince Eugène à la reine de Hollande, du 9 novembre.

[3] « Le roi de Bavière dit à la princesse Stéphanie » qu'on avait proposé au prince vice-roi de le reconnaître comme roi d'Italie, s'il voulait se séparer de la » cause de l'empereur, mais qu'il avait rejeté cette » proposition. » (Rapport confidentiel de M. Bignon à l'empereur, du 9 décembre. Il tenait ce renseignement de la princesse elle-même.)

piémontais. Il n'y eut plus d'affaire sérieuse dans ce mois de novembre; la position du vice-roi sur l'Adige paralysait entièrement l'armée autrichienne, pourtant bien supérieure en forces. Pour obtenir de grands résultats, il aurait fallu au vice-roi l'adjonction des troupes napolitaines, dont l'attitude plus qu'équivoque allait au contraire devenir pour lui un nouvel embarras. Le débarquement du général autrichien Nugent dans la rade de Goro [1] impliquait déjà, de la part des Autrichiens et des Anglais, une complète sécurité sur les dispositions du roi de Naples.

Parti d'Erfurt le 24 octobre, Murat est arrivé inopinément dans sa capitale le 5 novembre [2]. L'empereur, dit-il, lui a donné l'autorisation de revenir prendre des mesures pour la défense de son royaume, et lui a laissé carte blanche, ajoutant seulement : « *Souvenez-vous toujours que vous êtes* » *prince français.* » Cette recommandation salutaire sera promptement oubliée. Dès les premiers moments du retour du roi, il a laissé voir à tout le monde l'impression fâcheuse produite sur son esprit par les désastres dont il vient d'être témoin. Dans un conseil des ministres tenu peu de jours après son retour, il parle de la situation de l'empire en des termes si étranges, que nous préférons croire à l'inexactitude des renseignements du ministre de France [3]. « Tout le monde s'attend déjà à une déclaration de neutralité, à la réouverture des ports au commerce anglais. Tout annonce que les négociations avec l'Autriche et l'Angleterre vont être reprises, *si elles ont jamais été quittées* [4]. » Deux décrets contraires au système continental, publiés le 11, justifient déjà ces prévisions. Quelques jours après, le comte de Miër quitte enfin Naples, après de longues et intimes conférences avec le roi; son départ semble au ministre de France, dans les circonstances présentes, plus fâcheux encore que sa persistance à rester précédemment. S'il s'en va, c'est qu'il a obtenu ce qu'il voulait.

Nous fatiguerions inutilement nos lecteurs, en voulant leur montrer tout ce qu'il y avait alors d'incohérent et d'illimité dans l'esprit du roi. Dès le 12 novembre, il a proposé à l'empereur de proclamer l'indépendance italienne : « c'est, dit-il, le seul moyen de remédier à toutes les difficultés de la situation; » cette lettre dut rester sans réponse, comme tant d'autres. Vainement quelques conseillers généreux et sages s'efforcent de lui démontrer qu'une fidélité entière à l'empereur est la seule voie d'honneur et de salut qui lui soit ouverte, qu'ainsi le meilleur parti à prendre est de se concerter de suite avec le vice-roi; Murat est sourd à ces avis salutaires, il préfère écouter les partisans de l'indépendance italienne, qui savent mieux flatter son amour-propre et son ambition : « Partout, sur sa route, dit-il au ministre de France, à Turin, à Milan, à Florence et à Rome, on lui a exprimé qu'il n'y avait que lui qui pût sauver l'Italie. » On cherche, on réussit à lui persuader que la Péninsule entière appelle sa domination, et que l'Angleterre y donnera les mains [5]. Cette idée le perdra.

L'occupation immédiate des provinces italiennes, jusqu'au Pô, par les troupes napolitaines, fut, dans l'esprit de Murat, un acte de profonde politique. Il croyait se créer ainsi des garanties pour l'avenir, dans toutes les hypothèses. Il donnait satisfaction tout à la fois, et aux instances secrètes des agents de la coalition, et à l'empereur, qui l'engageait à presser ce mouvement [6]. Par ménagement pour une des grandes faiblesses de son beau-frère, Napoléon consentait aussi à ce que les troupes napolitaines formassent un corps entièrement séparé. Cette importante concession ne pouvait plus suffire au roi de Naples.

Le mouvement de ces troupes avait commencé

[1] 14 novembre.

[2] La veille de son départ d'Erfurt, il avait eu à Ohlendorf, sur les rives de l'Ilm, une conférence avec un agent autrichien, qui n'était pas, comme on l'a dit, le comte de Miër, puisque celui-ci n'avait pas quitté Naples. Il paraît que l'entrevue fut très-courte; l'émissaire autrichien n'eût que le temps de lui dire : « Croyez ce que le comte de Miër vous dira. »

Nous recommandons à nos lecteurs le récit authentique d'une conversation qui eut lieu entre l'empereur et M. d'A. (d'Aure), pendant cette même retraite de Leipzig (dans les Mémoires de M. de Bausset, t. III). Ayant longtemps vécu auprès du roi de Naples, M. d'Aure le connaissait bien, et regardait sa défection comme dès lors inévitable.

[3] Le roi, dit Durant, a parlé de *la chute assurée du t....* (tyran?) *continental!*

[4] 9 novembre. Il y avait eu cependant une interruption très-réelle pendant plus de deux mois. Lord Bentinck, dans sa dépêche à lord Castlereagh, du 7 février 1815, dit qu'il reçut des communications de Murat immédiatement après la bataille de Leipzig.

[5] Durant, 14 novembre. Murat entretenait dans toute l'Italie des émissaires qu'il payait chèrement, et par lesquels il croyait exercer une grande influence. Il en avait un à Rome, l'abbé Battaglia, dont l'arrestation fit du bruit vers la fin de 1813. Son affaire fut étouffée, d'après les conseils du duc d'Otrante.

[6] Saint-Cloud, 13 novembre. On a peine à comprendre que Murat ait jugé nécessaire de s'excuser auprès du ministre de France, et dans deux longues lettres à l'empereur, « de *violer le territoire impérial* pour aller au secours du vice-roi. » Cette maladroite justification d'un mouvement convenu d'avance impliquait de sa part des vues secrètes, et déjà un grand trouble de conscience.

le 21 novembre; et, dès cette époque, le ministre de France, malgré toutes les protestations du roi, était assuré que l'attitude des Napolitains ne serait nullement conforme aux intérêts de la France. Il écrivait, le 22 novembre : « Les Napolitains, oubliant qu'ils ne peuvent sortir d'une dépendance que pour tomber dans une autre, ne désirent maintenant qu'échapper à l'influence actuelle, sans souci du présent, sans crainte de l'avenir... Quelle explosion ne peut pas faire, dans la haute Italie, l'armée napolitaine venue pour la défendre, et démasquant tout à coup une intention contraire ! » Il règne une défiance extrême entre les Napolitains et les officiers français au service de Naples. On a fait au général Manhès des propositions auxquelles il a répondu : « Le roi oublie-t-il que je suis Fran- » çais? » Les généraux désignés pour commander l'armée d'occupation sont les plus hostiles à l'influence française. Le roi, dans un ordre du jour du 19, promet à ses soldats que l'armée ne passera pas le Pô; il les exhorte à se faire aimer des habitants, et ne leur dit pas un mot de la France[1]. Pour s'excuser, Murat disait en particulier au ministre de France que c'était l'esprit des populations italiennes qui l'avait obligé à des précautions extrêmes, pour faire sortir ses troupes et les porter sur le théâtre de la guerre; mais qu'une fois à leur tête, il saurait bien les mettre en jeu[2]. Il fallait alors partir de suite, comme le vice-roi l'en pressait. Murat était bien loin d'y songer alors; il avait auparavant à signer son traité avec l'Autriche.

Le duc d'Otrante, chassé de son gouvernement d'Illyrie par l'insurrection, venait d'être chargé par l'empereur d'une mission secrète pour Naples, où il arriva le 1er décembre. Il était déjà bien tard pour que son influence, même sincèrement employée en faveur de la cause française, pût modifier le dénoûment de la crise. Murat écrivait à Napoléon, dès le lendemain de cette arrivée : « Vous » pouviez vous dispenser de m'envoyer le duc d'O- » trante; je n'aurai jamais besoin d'être stimulé, » toutes les fois qu'il s'agira du service de V. M., » et je vous prie d'être persuadé, une fois pour » toutes, *que je ne séparerai mes intérêts des vôtres,* » *que quand j'y serai entièrement forcé.* » La correspondance de Fouché avec Napoléon est remplie des plus belles protestations : « Je voudrais, dit-il, servir V. M. de manière à la consoler de tous les chagrins que lui ont fait éprouver la pusillanimité et les *lâches trahisons*[3]. » La suite de sa mission ne répondit pas à ces promesses. A la première entrevue, le roi lui a dit : « L'empereur peut compter sur moi. » « Son cœur est toujours à vous, écrit Fouché quelques jours après; mais combien de choses concourent à attrister son âme, à ébranler même sa fidélité! Que le roi sache qu'il n'est pas dédaigné... Il m'a traité avec considération, même avec confiance, excepté sur un seul point, ses relations avec la coalition (Singulière confiance alors!). La reine m'a parlé des propositions faites au roi par M. de Miër, immédiatement après son retour, de la part de M. de Metternich. Celui-ci assure que la coalition garantit à ce prince son royaume *et la Sicile,* avec la renonciation de l'ancienne dynastie, à condition de ne pas servir les intérêts de la France. » Ainsi, en novembre, la coalition n'aurait demandé à Murat qu'une neutralité armée; nous la verrons bientôt exiger davantage. On peut juger aussi que *les correspondants de France,* qui, dès les premiers mois de 1813, encourageaient Murat à se séparer de l'empereur, devenaient plus pressants depuis la bataille de Leipzig. La faiblesse des ressources de la France, la certitude de l'invasion, l'état alarmant des esprits, étaient connus de Murat dès le milieu de décembre. « Songez à vous, lui écrivait-on... Comment l'empereur garantirait-il vos États? Si, dans le temps de sa toute-puissance, il eut l'idée de réunir Naples à l'empire, *il vous sacrifierait aujourd'hui à une place forte.* » D'un autre côté, les partisans de la coalition redoublaient leurs instances. Ils lui présentaient, d'un côté, son existence politique compromise par les Anglais, infestant ses côtes, et ralliant par tout le royaume dégarni de troupes les partisans des Bourbons de Sicile; de l'autre, le rôle glorieux de défenseur et de garant de l'indépendance italienne. Ils allaient

[1] Durant, 23 novembre. Murat écrivant le même jour à l'empereur, lui disait naïvement que, ne pouvant recevoir de France soixante mille fusils qui lui avaient été promis, il allait tâcher de s'en procurer par *les Anglais.* Les Anglais auraient-ils fourni des armes contre leurs alliés?

[2] 25 novembre.

[3] Lettre du 2 décembre. Il envoyait en même temps la copie d'une lettre adressée par lui au roi de Naples. Nous y remarquons les passages suivants : « La guerre » actuelle, quelque nom qu'on veuille lui donner, est la » ligue des vieilles dynasties contre la dynastie nou- » velle... Notre fortune, sire, quel que soit l'intervalle » qui nous sépare, n'a qu'une même base : nous la de- » vons à l'empereur. *Elle repose sur lui,* sur l'intégrité » de sa puissance. Les puissances liguées contre nous » ne forment qu'un vœu, l'anéantissement de la dynastie » impériale, et le rétablissement des anciennes dynas- » ties sur des trônes qu'au mépris des traités les plus » solennels elles s'obstinent à regarder comme usur- » pés. » Ces conseils étaient sages en eux-mêmes; mais la situation de Murat ne comportait pas de généralités, et Fouché le savait mieux qu'un autre.

jusqu'à lui montrer (et quelques-uns de bonne foi) sa défection comme un service à rendre à l'empereur [1]. Cependant Fouché, en rendant compte de sa mission, après son départ de Naples, assurait que le roi, tout en ayant besoin d'encouragement, était résolu à marcher au secours d'Eugène avec son armée. Si le duc d'Otrante avait emporté de Naples une pareille opinion, il aurait été la dupe de Murat, et c'est ce que personne ne croira jamais.

Nous approchons du dénoûment. Des conférences ont été reprises à Ponza avec les Anglais, et Joachim lui-même ne veut plus ou n'ose plus en faire mystère à l'empereur, puisqu'il lui écrit le 3 décembre : « Nous sommes ici sur des volcans. » Au milieu de tout cela, les Anglais m'offrent la » paix ou la neutralité. » Tout en faisant cette singulière insinuation, il priait l'empereur de donner des ordres pour faire fournir des vivres aux troupes napolitaines par les autorités françaises d'Italie. Il faisait en même temps requérir les armes des dépôts français [2]. Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas croire que Murat eût encore admis, à l'époque où il faisait de semblables réquisitions, même la possibilité d'un état franchement hostile entre la France et lui ; mais ce procédé n'en est pas moins indigne de la dignité du souverain, de la loyauté du guerrier, même s'il ne songe encore qu'à occuper le pays pour son propre compte et à demeurer neutre; et malheureusement cette intention est irrécusable de sa part dès la fin de novembre. Le vice-roi et le ministre de France en recueillent chaque jour les témoignages les plus positifs. Les troupes napolitaines, qui déjà ont atteint Bologne, et pourraient écraser Nugent, se refusent à agir. Un des généraux a avoué l'existence d'un armistice ; un autre raconte déjà confidentiellement que le roi a signé un traité, d'après lequel il doit occuper, pour son propre compte, tous les pays situés sur la droite du Pô. Un officier napolitain s'est embarqué pour Trieste ; un autre est au quartier général du nouveau commandant en chef autrichien, Bellegarde. Le roi, s'entretenant avec un aide de camp d'Eugène, s'est emporté contre son aveugle soumission [3]. Pendant que le duc d'Otrante était encore à Naples, un courrier de M. de Metternich y est arrivé ; ce courrier est soi-disant adressé au comte de Miër, parti depuis près d'un mois ; en réalité, il apporte des dépêches au marquis de Gallo. Peu de jours après, un parlementaire anglais est arrivé de Ponza (12 décembre).

Un rapport présenté à l'empereur par le duc de Vicence, dans les derniers jours de décembre, résume la conduite que tient le roi de Naples depuis son retour dans ses États. Tout constate que ce prince n'agit plus qu'en vue de sa propre indépendance, et qu'il est en rapports suivis avec les alliés. Pourtant, sa générosité naturelle, l'ascendant de l'empereur, pouvaient encore une fois l'arrêter sur le bord de l'abîme. Napoléon défendit toute demande d'explications : sans se départir d'une active surveillance, il ne fallait pas avoir l'air de douter de Murat. Le ministre de France, le vice-roi, les gouverneurs de Toscane et de Rome, avaient reçu des instructions en ce sens. Depuis son retour d'Allemagne, l'empereur avait écrit plusieurs fois à son beau-frère ; mais ses lettres étaient purement militaires. Sa réserve absolue sur les questions politiques fut peut-être une faute. Murat dut être vivement froissé de n'apprendre les propositions de Francfort que par les agents de la coalition. Il écrivait à l'empereur, le 11 décembre : « On nous parle » de paix et de départ de plénipotentiaires pour » Mannheim. Je ne puis le croire, n'en ayant pas » été informé [4]. » Toutefois la suite des événements prouvera que la confiance de l'empereur n'aurait influé en rien sur les événements.

Mais le moment est venu où toute dissimulation devient impossible ; l'immobilité des troupes napolitaines ne se prête plus à aucun subterfuge. Joachim, entraîné chaque jour plus loin dans une voie funeste, sent lui-même qu'il faut nettement s'expliquer avec l'empereur. La lettre qu'il lui adressa le 25 décembre caractérise mieux l'homme et la situation que tout ce que nous pourrions dire. En voici les principaux traits... « Sire, je vais vous parler

[1] Duc d'Otrante, Rome, 20 décembre. Dans une autre lettre, il prétend avoir fait de vains efforts pour arracher le roi de sa capitale, prévoyant qu'il finirait par tomber dans quelque piége.

[2] « V. A. sentira qu'il m'est impossible de me charger de la défense d'un pays sans donner les ordres à toutes les autorités civiles et militaires. Je ne ferai jamais que des prières à V. A. ; mais je prétends ordonner au gouvernement de Toscane... V. A. ne sera donc pas étonnée si je la prie d'ordonner au commandant de l'artillerie des places de Porto-Ferrajo et Livourne de mettre à la disposition de l'envoyé napolitain à Florence, tous les fusils qui se trouvent dans ces deux places. » Lettre de Murat à la grande-duchesse Élisa, 15 décembre.

[3] Lettres d'Eugène et de Durant à l'empereur. Tous ces faits sont contemporains ou même antérieurs aux réquisitions d'armes françaises dans la Toscane et les provinces au delà du Pô.

[4] Le 21, en envoyant ses souhaits de bonne année, Joachim y mêle maladroitement des demandes de paix et de constitution pour la France ; puis il ajoute : « Mes » vœux seront toujours pour V. M., lors même que les » circonstances feraient soupçonner mes sentiments. »

avec franchise, et vous faire connaître ce que la position de mon royaume me permet d'entreprendre pour la France... Trente-cinq mille hommes et un train de cinquante pièces de canon sont en marche... De la Romagne, j'exerce la même influence sur mes États que si j'étais à Naples. De Bologne, je contiens toute l'Italie méridionale; je vous sers en arrêtant les mouvements de l'ennemi sur Milan et Turin [1]. Les deux armées sont, depuis cette époque, *dans une espèce d'armistice;* j'ai donc rempli le but que V. M. m'avait indiqué. Mais aujourd'hui V. M. exige de moi de nouveaux sacrifices. Elle exige que mon armée passe le Pô et se porte sur la Piave. Elle oublie sans doute que j'ai laissé mes États sans défense... que les Anglais peuvent, quand ils le voudront, jeter des bombes dans ma capitale... Sire, je ne saurais vous tromper : j'ai fait pour la France, pour V. M., tout ce qu'il était en mon pouvoir de faire... Je me suis déterminé à faire marcher mes armées sur le Pô... pour faire une diversion en faveur des vôtres, pour couvrir mes États, pour favoriser par là la négociation de la paix; mais si ma démarche n'obtenait pas le but principal que j'ai eu en vue, celui de la paix, V. M. ne penserait-elle pas elle-même qu'ayant rempli mes obligations envers elle, *je me verrais forcé à remplir mes devoirs envers mes peuples,* en songeant sérieusement à ma propre défense et à la conservation de mon royaume? et alors V. M. devrait renoncer à l'espoir qu'elle pourrait avoir conçu de me voir passer le Pô, car, en mettant ce fleuve entre mes sujets et mon armée, comment pourrais-je m'opposer aux efforts que l'ennemi fait en ce moment en Toscane, dans la Romagne et dans mes propres États? En divisant mon armée? mais, en la divisant, je la rends impuissante. J'ai hasardé *jusqu'à mon existence politique,* et je deviens alors la fable du monde et de l'armée. J'avais indiqué à V. M. *le seul moyen* qui restait à prendre; elle l'a dédaigné, ou du moins elle a gardé le silence, et ce silence a dû m'avertir que mon plan n'entrait pas dans ses combinaisons. Sire, croyez-moi, la proclamation de l'indépendance de l'Italie en UNE ou deux puissances qui auraient le Pô pour limites, sauverait l'Italie. Sans cela, l'Italie est perdue sans ressources. Elle va de nouveau être démembrée, et le but de votre sublime pensée d'affranchir l'Italie, de la rendre nation après l'avoir couverte de gloire, est à jamais détruit. *Mettez dès à présent à ma disposition les provinces en deçà du Pô* [2], et je garantis à V. M. que l'Autriche ne passera pas l'Adige. Vous serez encore, dans les négociations de la paix générale, l'arbitre de l'Italie, et vous vous serez *créé* en moi un allié sûr et puissant [3]. Réfléchissez-y, sire. L'ennemi appelle les Italiens à l'indépendance. L'espoir qu'ils mettent dans mon armée les a rendus indifférents à ces propositions; mais resteraient-ils sourds à ces offres, si le roi de Naples ne réalisait pas leurs espérances, et contribuait au contraire à affermir sur eux la domination étrangère? Non; les Italiens sont prêts à se livrer à celui qui voudra les rendre indépendants. Que V. M. réponde et daigne s'expliquer... Je vous le redis encore, cette noble détermination est digne de V. M... Je pourrai recevoir votre réponse à Florence ou à Bologne. Je pars demain [4]. »

Dans un long post-scriptum, écrit en entier de sa main, Joachim renouvelle ses instances pour obtenir de l'empereur la proclamation de l'indépendance italienne; il le conjure aussi de terminer la guerre à tout prix par un accommodement. Si cela eût été possible alors, l'empereur, comme nous l'avons vu, n'aurait pas attendu les supplications de son beau-frère.

Nous le reconnaissons toutefois, cette lettre est dictée par une émotion réelle; Joachim n'envisage pas sans effroi le chemin qu'il a déjà parcouru. Sa neutralité armée ne suffit plus aux exigences des puissances coalisées, et aux intérêts de sa propre ambition; il leur faut des engagements positifs, irrévocables, qui le mettent *en état de guerre avec la France.* Écoutons-le encore annoncer lui-même, peu de jours après, sa défection à l'empereur.

« Sire, me voilà parvenu au jour le plus douloureux de ma vie... Il s'agit de choisir, et je vois, *d'un côté,* la perte inévitable de mes États, de ma famille, de ma gloire peut-être; *de l'autre,* des engagements contraires à mon éternel attachement pour V. M., à mon inaltérable dévouement à la France [5]. Depuis quatre jours, un plénipotentiaire autrichien, le comte de Neipperg, est à Naples pour me proposer, au nom de son souverain, un traité d'alliance. Ce matin, une frégate anglaise sous pavillon parlementaire a apporté un officier muni de l'autorisation de lord Bentinck pour signer un ar-

[1] Murat paraît ne tenir aucun compte de l'armée du vice-roi. Il est bien pourtant assez évident que ce ne sont pas les mouvements qu'a pu faire l'armée napolitaine depuis le 21 novembre, qui auraient tenu l'armée autrichienne d'Italie en échec depuis la reprise des hostilités.

[2] La suite des événements montrera mieux l'absurdité de cette prétention que tout ce que nous en pourrions dire. On n'avait pas besoin de Murat pour empêcher les Autrichiens de passer l'Adige.

[3] Quand l'empereur plaça Murat sur le trône de Naples, il ne devait certes pas s'attendre qu'un jour ce nouveau roi lui marchanderait son alliance.

[4] Ce départ n'eut pas lieu.

[5] Murat se trompe; toutes ces fatales conséquences sont du seul côté de la défection.

mistice, en attendant la paix que ce dernier est autorisé à conclure [1] par des pleins pouvoirs expédiés de Vienne, avant le départ du comte de Neipperg. Ces démarches éclatantes, faites au milieu du bouleversement actuel de l'Europe, par deux grandes puissances *qui triomphent,* et qui, dans les temps les plus prospères, exigeaient tant de déférence de la cour de Naples, ont enivré d'espérance et d'orgueil tous les habitants de ma capitale. Ils voient que je suis le maître de leur donner la paix, et de toutes parts ils la sollicitent... Cependant, sire, j'ai temporisé; j'ai voulu attendre et j'attends encore une réponse. Daignez relire mes lettres [2]. Vous m'avez dit de faire marcher mon armée sur le Pô, et je l'ai fait avancer;... mais vous ne m'avez donné aucun pouvoir dans les pays que je devais traverser... Vous n'avez pas déterminé *à qui appartiendrait le commandement,* lorsque mon armée se trouverait réunie à celle du vice-roi [3]. Vous m'avez annoncé que vous aviez accepté des préliminaires de paix;... mais vous n'avez pas daigné me dire sur quelles bases,... vous ne m'avez pas même parlé de la garantie de mes États... Je suis forcé d'ajouter qu'on m'a assuré que V. M. avait proposé des stipulations très-contraires aux intérêts du roi de Naples;... je n'ai pas dû le croire [4]. Je ne saurais m'empêcher d'être frappé du contraste que présentent les relations avec moi du souverain auquel j'ai consacré ma vie, et celles des princes que je n'ai cessé de combattre. Le premier me montre de la défiance;... les autres me prodiguent, avec les témoignages de considération, d'estime, de bienveillance,.... les offres les plus flatteuses [5]. Encore aujourd'hui, si je croyais, en ne perdant que moi seul, sauver la France, je n'hésiterais pas; mais dois-je sacrifier également, sans objet et sans espérance, les intérêts les plus chers des peuples que LA PROVIDENCE (!) m'a confiés... Dois-je perdre l'héritage de mes enfants?... Si je commandais une armée française, je pourrais me retirer par la rivière de Gênes;... mais pensez-vous que je puisse agir ainsi avec des troupes napolitaines? Croyez-vous que je dusse me flatter de les conduire au delà des Alpes? qu'elles n'abandonneraient pas un prince qui abandonnerait leur patrie [6]? » Après avoir résumé la situation militaire des parties belligérantes, et conjuré de nouveau l'empereur de faire la paix, lui rappelant qu'il lui avait fait cette prière *avant* et après la bataille de Dresde, il arrive enfin à l'objet principal de sa lettre, l'annonce de sa défection. « Les circonstances, dit-il, peuvent me faire un devoir d'embrasser un parti contraire aux plus chères et aux plus constantes affections de mon âme. S'il en arrivait ainsi, que V. M. me plaigne; j'aurai fait à mes sujets, à mes enfants et à ma couronne, le plus douloureux sacrifice qui puisse jamais être arraché. Quelque détermination que la fatalité m'impose, croyez que mon cœur restera toujours français.... Ne m'ôtez pas votre amitié. Si la dure nécessité m'entraîne, comme j'ai lieu de le redouter, dans des relations *en apparence* contraires à vos intérêts, mais qui peut-être seront utiles à V. M. et à la France, *en me donnant quelque influence dans les négociations pour la paix* [7], j'ose espérer que vous me jugerez avec calme, avec la raison d'État, et en considérant tout ce que j'ai fait, tout ce que j'ai voulu faire pour prévenir un tel malheur. »

L'expression sincère de douleur et même de remords dont cette lettre est empreinte, et le souvenir d'une expiation noblement acceptée, nous dispensent de pénibles réflexions. Murat n'exagérait pas à l'empereur l'effet produit par l'arrivée du comte de Neipperg et de M. Graham, aide de camp de lord Bentinck. « Une éruption du Vésuve, écrivait » la reine Caroline à Fouché, n'aurait pas été plus » prompte, plus éclatante, que le bouleversement » de toutes ces têtes napolitaines. Jusqu'à présent, » le roi a rejeté la proposition qu'on lui fait d'en- » trer en guerre contre la France, *mais on persiste* » *à ne vouloir accepter aucune neutralité* [8]. » Tout semble conspirer à étourdir la raison, à égarer le cœur du roi. Les agents d'Autriche et d'Angleterre, auxquels le silence de Napoléon laisse le champ

[1] Murat était trompé; Bentinck n'avait pas et ne devait pas recevoir des pleins pouvoirs.

[2] Le traité avec l'Autriche fut signé avant qu'une réponse de Napoléon à cette dernière lettre pût arriver.

[3] Le roi de Naples ne peut dissimuler tout à fait cette jalousie mesquine, qui a été l'une des principales causes de sa perte. Vers la même époque, Fouché écrivait à l'empereur : « L'idée de voir le vice-roi sur la même » ligne que lui, peut-être de contribuer à ses succès » militaires, a suffi pour arrêter ses meilleures inten- » tions... *Il croira ne se battre que contre le vice-roi en* » *signant un traité contre sa patrie.* » Ce trait est d'une profonde vérité.

[4] C'était un mensonge en effet, mais que le silence de l'empereur accréditait.

[5] Cette réflexion, pour le moins naïve, peint d'un seul trait le personnage. A mesure qu'il deviendra moins nécessaire aux ennemis de la France, il appréciera mieux leur bienveillance et la sincérité de leurs offres.

[6] Napoléon, dans une de ses lettres, exhortant Murat à se concerter sans délai avec Eugène, ajoutait qu'il pourrait bien aussi avoir besoin de lui en France.

[7] Autre naïveté de la même force que la précédente.

[8] Duc d'Otrante, 10 janvier.

libre, lui racontent à leur manière les négociations de Francfort; ils lui représentent l'empereur comme prêt à le sacrifier sans scrupule, et s'obstinant à refuser les propositions les plus raisonnables. L'antipathie jalouse de Murat pour le vice-roi est connue et exploitée; on lui offre le commandement en chef de toutes les troupes coalisées en Italie. La reine elle-même, dont Fouché a ébranlé la fermeté par de perfides insinuations sur la possibilité d'un *bouleversement* en France, incline vers l'alliance autrichienne [1]. Enfin, le comte de Miër, le mauvais génie du roi, est de retour. Murat cède enfin à tant d'obsessions funestes, et signe, le 11 janvier, son traité avec l'Autriche. C'est l'arrêt de sa déchéance et de sa mort qu'il a signé d'avance.

Ce traité, trop avantageux à Joachim pour être jamais ratifié par les alliés quand ils n'auraient plus besoin de lui, était en effet tout différent de celui qui a été rendu public sous cette date, et auquel Joachim dut souscrire plus tard. L'alliance entre les deux cours avait pour but le rétablissement d'un juste équilibre politique, d'après *les bases de Francfort*, acceptées par l'empereur Napoléon. Un article spécial stipulait que les troupes napolitaines ne pourraient être obligées de servir hors de l'Italie ni en France. L'Autriche promettait au roi Joachim ses bons offices pour lui obtenir la renonciation de la maison de Bourbon au royaume de Naples, et la paix avec tous les souverains alliés, y compris l'Angleterre. Cet article était basé sur une garantie que cette dernière puissance aurait donnée aux Bourbons de la reprise de Naples ou d'une indemnité; garantie qui n'existait pas. De son côté, Joachim renonçait à toute prétention sur la Sicile, moyennant une indemnité *encore indéterminée*, à prendre dans les légations.

Murat commettait une faute politique des plus lourdes, en s'engageant dans la coalition sans avoir de traité ni même d'armistice préalable avec l'Angleterre, sa principale ennemie. L'aide de camp de lord Bentinck, dont le débarquement avait produit tant d'effet à Naples, n'avait en réalité aucuns pouvoirs [2]. Le comte de Miër assurait que lord Bentinck était autorisé à conclure un engagement au nom de l'Angleterre et de Ferdinand. Murat, qui avait envoyé un aide de camp au-devant du général anglais, n'eut pas le temps de l'attendre; les Autrichiens réclamaient à grands cris sa présence à l'armée. Il quitta Naples le 23 janvier, avec son inséparable comte de Miër, et fit partir en même temps le ministre de France, qu'il ne voulait pas laisser près de la reine [3]. Le 30 janvier, il notifia à l'armée son changement de politique, dans des termes que nous ne croyons pas devoir rappeler, par égard pour sa mémoire [4].

Au commencement de février, lord Bentinck vint à Naples et signa, *sans pouvoirs*, un armistice avec le marquis de Gallo, ministre des relations extérieures. Dans cet armistice, on stipula la réouverture immédiate des ports napolitains aux marchandises anglaises, et le prochain établissement d'un concert militaire entre Murat, les Autrichiens et l'expédition anglo-sicilienne que préparait alors Bentinck pour les côtes de Toscane.

Cependant Joachim était entré à Bologne. Les garnisons françaises d'Ancône, de Civita-Vecchia et du château Saint-Ange étaient investies. La Toscane, envahie, avait un gouverneur napolitain. Bien que déjà le traité du 11 janvier limitât ses prétentions d'agrandissement, le roi semblait encore vouloir s'approprier tous les pays qu'il occupait. A Ancône, à Rome, à Modène, à Pise et à Florence, ses proclamations appelaient les Italiens à l'indépendance. Cette défection ouverte ayant contraint le vice-roi à quitter la ligne de l'Adige, l'armée italo-française prit la ligne du Mincio. Appuyée d'un côté à Mantoue, de l'autre à Peschiera, avec une flottille sur le lac de Garda, elle pouvait tenir tête aux Autrichiens dans cette position resserrée qui annulait l'avantage du nombre, et qui permettait de déjouer les tentatives des Napolitains sur Reggio, Parme ou Crémone, et même de prendre, au moins momentanément, l'offensive contre eux. En même temps, la première division de l'armée de réserve d'Italie, que le général Gratien organisait à Alexandrie, fut portée à Plaisance (28 janvier), et fit face à la brigade de Stahremberg et au corps de Nugent, qui formaient l'avant-garde de Murat. Le vice-roi dut annoncer la défection des Napolitains à l'armée et au peuple italien. Jugeant

[1] Fouché colportait dès lors partout, quoique encore avec réserve, ses idées sur une future régence de Marie-Louise.

[2] On aura peine à croire quel fut le principal sujet de ses entretiens avec le roi pendant cinq ou six jours. C'était un projet de mariage entre le prince Achille Murat et la fille du prince héréditaire de Sicile! Le comte de Neipperg, pour ne pas rester en arrière en fait de spéculations matrimoniales, parlait du fils de Bernadotte, ou même d'un prince de la maison d'Autriche, pour la princesse Lætitia, fille de Murat. Tout cela était d'un ridicule achevé.

[3] Un incident bizarre et de nature à frapper les esprits superstitieux, signala ce voyage. Le roi, voyageant sans escorte, fut arrêté et dépouillé par des brigands, à huit lieues de Florence.

[4] Napoléon n'a connu cette proclamation qu'à Sainte-Hélène. Voy. *Mémorial*, t. IV, p. 424 de la première édition.

que les irrésolutions de Murat survivaient à son parti pris, malgré le langage belliqueux de ses proclamations, il crut devoir conserver encore pour lui les ménagements prescrits par l'empereur [1].

Cependant les événements se pressaient. Napoléon commençait, avec des forces insuffisantes, une campagne d'hiver qui devait être décisive pour ou contre lui. Jusqu'au mois de janvier, il avait espéré que l'adjonction des troupes de Naples permettrait à Eugène d'obtenir en Italie d'importants résultats, qui auraient pu être de quelque poids dans les négociations [2]. Mais la défection de Murat paralysait le vice-roi; d'un autre côté, les dangers croissants de la France nécessitaient l'emploi immédiat de toutes les ressources disponibles. Rien d'étonnant donc à ce qu'au 18 janvier Napoléon ait donné des ordres à Eugène pour l'évacuation de l'Italie. Mais ces ordres, plusieurs fois renouvelés pendant le mois de février, n'étaient et ne pouvaient être que conditionnels. Pour pouvoir mettre son armée en mouvement vers la Suisse, et agir, avec le duc de Castiglione, sur la base d'opération de la grande armée coalisée, il fallait qu'Eugène obtînt de l'armée autrichienne d'Italie un armistice qui permît d'avoir sur elle au moins quinze jours d'avance; sans quoi, le remède eût été pire que le mal. Aussi Napoléon recommandait-il à Eugène de négocier préalablement cet armistice avec le commandant en chef autrichien, moyennant la remise des places d'Osopo et de Palma-Nuova; la conclusion de cet armistice était une condition *sine quâ non* du mouvement projeté. Le vice-roi en fit la proposition; mais les alliés étaient trop bien au courant des embarras de la France pour l'accepter. La conséquence de ce refus et de la défection ouverte du roi de Naples, c'est que le vice-roi s'est trouvé contraint de renvoyer le terme de la lutte d'Italie à la décision finale de la lutte de France [3]. Cette demande d'armistice donna au nouveau commandant autrichien, Bellegarde, l'occasion de réitérer des propositions de défection, qui n'obtinrent pas plus de succès que les premières [4].

En quittant la ligne de l'Adige, Eugène avait fait une convention avec Bellegarde pour l'évacuation de cette ville, à laquelle il voulait épargner une occupation violente. Cette mesure d'humanité a été contre lui l'occasion de nouvelles accusations. La bataille du Mincio, donnée et gagnée par lui quelques jours après, est un grand embarras pour ses calomniateurs. Il est difficile en effet, on le conçoit, d'admettre qu'un système d'hostilités simulées, concerté d'avance, ait pour résultat un engagement général, où l'une des deux armées perd plus de huit mille hommes, tués, blessés ou prisonniers!

Les détails de cette affaire prouvent jusqu'à l'évidence que Bellegarde n'avait aucune idée des plans du vice-roi, et ne s'attendait nullement à trouver la ligne du Mincio défendue. Eugène, de son côté, se décidait à livrer bataille, pour arrêter le mouvement de l'armée autrichienne, qui devait se combiner avec celui de Murat sur Plaisance. Il résolut donc d'aller attaquer Bellegarde, le 8 février, sur la rive droite du Mincio. Mais, par une bizarre coïncidence, ce jour était justement celui que Bellegarde avait choisi de son côté pour franchir cette rivière. Il en résulta qu'une partie de l'armée autrichienne passa le Mincio sur notre gauche, à Borghetto et Pozzolo, et assaillit vers Monzambano la division Fressinet, tandis qu'Eugène poussait son centre et sa droite sur Roverbella, l'un par le pont de Goito, l'autre par la grande

[1] « L'inexorable histoire dévoilera un jour tous les artifices, toutes les machinations qu'il fallut employer, sans doute, pour égarer à ce point un souverain qui s'est trop distingué par sa valeur pour ne pas posséder toutes les autres vertus d'un soldat. » (Proclamation d'Eugène, du 1er février.)

[2] Il est évident que l'empereur, quand il écrivait à Murat, au mois de décembre, qu'il pourrait bien sous peu l'appeler auprès de lui, tout en l'engageant à porter ses forces sur la Piave, n'entendait parler que de Murat seul. Ainsi, à cette époque, il ne songeait pas encore à l'évacuation de l'Italie.

[3] Les ennemis d'Eugène ont étrangement embrouillé la question, en rejetant sur lui la responsabilité des fautes d'Augereau. L'empereur, comme nous le verrons, avait prescrit à celui-ci un mouvement décisif, qu'il ne sut pas exécuter. Il devait être, il est vrai, appuyé par Eugène; mais cette diversion n'était pas une condition essentielle du succès, et n'a d'ailleurs manqué que par suite du refus d'armistice, et surtout de la défection du roi de Naples. Murat fidèle à la France contenait Bellegarde et annulait l'expédition anglo-sicilienne de Gênes; il rendait au vice-roi la libre disposition des deux divisions de réserve, dont l'une fut employée contre les Napolitains, et l'autre contre Bentinck; enfin Eugène ralliait immédiatement les garnisons françaises des États romains, que les blocus napolitains ont rendues inutiles; il arrivait alors avec toutes ses forces sur les derrières de la grande armée alliée, et faisait sa jonction avec Augereau vers la fin de février : les conséquences d'un pareil mouvement étaient incalculables. Napoléon a eu raison de dire à Sainte-Hélène : « Si je » suis ici, je le dois en grande partie à Murat. »

[4] « Pas moyen de s'entendre, même pour un armi- » stice de quinze jours... Ils ne veulent que des traîtres, » et voilà tout... J'espère bien que je ne serai jamais » roi, s'il faut l'être à ce prix. » Lettre d'Eugène à M. Darney, directeur général des postes du royaume d'Italie, le 27 janvier.

route de Vérone. Mais le bruit et la fumée du combat de Monzambano lui font soudain comprendre le mouvement du général autrichien, qui, comme lui, avait, dans ce moment, des troupes sur les deux rives. L'ennemi n'est plus où il croyait, mais il sait où le trouver. Par un changement de front rapide, il se rabat, avec Bonnemain, Quesnel et Rouyer, sur la division autrichienne de Merville, qui allait franchir à son tour le Mincio. Une brigade de notre cavalerie, composée de conscrits qui savent à peine se tenir à cheval, est renversée par les *manteaux-blancs* autrichiens, dont l'effort vient expirer bientôt sur les baïonnettes de la division Quesnel. Ceux-là, ce sont les vétérans de notre armée d'Italie; les plus âgés n'ont pas quatre campagnes!

Cependant Merville a reçu des renforts; les masses d'infanterie se heurtent sur toute la ligne. Non, ce n'est point là un combat simulé! Tandis qu'une brigade de la division Quesnel enlève Pozzolo et détruit le pont, l'autre aile de l'ennemi est enfoncée et poursuivie vers Massi et Querni; des troupes fraîches renouvellent encore le combat, et sont rompues à leur tour. A la tombée de la nuit, les Autrichiens de Merville sont acculés sur Valeggio, d'un côté du fleuve; de l'autre, Versay et Chasteler, qui ont perdu Pozzolo, échangent d'inutiles coups de canon avec la division Quesnel; Radivojewitch, qui le matin attaquait vivement Fressinet vers Monzambano, a été rappelé par Bellegarde, et se replie sur Borghetto, seul point qui reste au général en chef autrichien pour retirer, pendant la nuit, la moitié de ses troupes, maladroitement engagée sur la rive gauche du Mincio, pendant que le fort de l'action était sur la rive opposée. C'est ainsi qu'avec cinquante mille hommes de bonnes troupes, il s'est laissé battre par une armée de conscrits, inférieure de moitié. La perte de l'armée autrichienne fut de cinq à six mille hommes, tués ou blessés, et deux mille cinq cents prisonniers; la nôtre, d'environ trois mille hommes. Telle fut la dernière victoire, et aussi la dernière bataille, des Français en Italie.

Bellegarde crut d'abord que le prince Eugène n'avait combattu, comme Napoléon à Hanau, que pour assurer sa retraite. Voulant se donner aussi, comme l'avait fait de Wrède, les honneurs d'une poursuite, il reporta, le 10 février, un corps de dix mille hommes au delà du pont de Borghetto. Eugène, loin de se retirer, s'était rétabli sur le Mincio; le corps autrichien, attaqué par les divisions Fressinet et Marcognet, fut repoussé avec perte, et Bellegarde, n'ayant nulle envie de recommencer une attaque générale, reprit ses anciennes positions.

Cependant le roi Joachim se débattait vainement contre les difficultés inextricables de la position qu'il s'était faite. Il s'était compromis gratuitement avec Napoléon, avec sa propre conscience. Son traité avec l'Autriche n'était ni ratifié, ni complété par la paix avec l'Angleterre, qui seule pouvait faire sa sûreté. Il n'avait gagné que les acclamations de la populace de Naples, à l'arrivée des bâtiments de commerce anglais. Non-seulement Bentinck n'avait de pouvoirs, ni de sa nation, ni de Ferdinand, mais il mettait obstacle au départ du marquis de Sainte-Élie, que Murat voulait envoyer directement à Londres. En même temps, une proclamation de Bellegarde, du 4 février, battait rudement en brèche les projets ambitieux du roi de Naples sur les provinces en deçà du Pô. Cette proclamation, conçue dans le style emphatique du temps, promettait aux États du pape, à la Toscane, au Piémont, le retour des anciens souverains, le rétablissement de l'ancien ordre de choses, et jusqu'à *la destruction des routes nouvelles, frayées par les Gaulois et leur Brennus* pour apporter aux Italiens l'esclavage [1]. Nugent, dont les troupes formaient l'avant-garde napolitaine, venait d'occuper Modène au nom des princes de la maison d'Este. Déjà Metternich et Castlereagh avaient fait parvenir des plaintes contre le langage révolutionnaire des proclamations de Murat. Moins incertaine de son triomphe, la coalition démasquait déjà ses projets véritables, et répudiait les formes démagogiques auxquelles elle avait dû son succès de 1813.

Ainsi Murat perdait à la fois tout ce qu'il avait espéré de sa défection, sûretés et profits. On ne peut dissimuler que ce mécompte jeta dans ses premiers mouvements militaires une sorte d'incertitude, qui, plus tard, deviendra l'une des bases des accusations portées contre lui au congrès de Vienne. Trois considérations le décidèrent toutefois à persévérer dans la voie fatale où il s'était engagé : le début malheureux de la campagne de 1814; le langage et les démarches de ses propres officiers, façonnés par lui-même à l'insubordination; enfin, une lettre de l'empereur François, du 4 février, qui lui fut remise peu de jours après la bataille du Mincio. Cette lettre, remplie de protestations amicales, était l'équivalent d'une ratification du traité du 11 janvier, si le roi de Naples l'acceptait, avec les amendements qu'y préparaient les commissaires alliés. Murat se fia aveuglément à cette promesse, qui, au fond, signifiait fort peu de chose, puisque la rédaction définitive du traité pouvait être et fut en effet très-peu satisfaisante pour le roi de Naples. Ce fut pourtant là ce qui le décida à *franchir le Rubicon* en lançant sa déclaration de guerre.

[1] Voy. Schœll, II, 84. — Étrange langage, surtout dans la bouche d'un Autrichien!

Un rapport présenté à l'empereur le 22 février, récapitulait toute la conduite du roi de Naples, et concluait au rappel des officiers français restés à son service. Le départ du plus grand nombre prévint même le décret impérial, en dépit de toutes les instances du roi pour les retenir, instances dont on sut plus tard faire un grief de plus contre lui[1].

L'évacuation conclue par le duc d'Otrante, qui avait reçu de l'empereur les pouvoirs nécessaires, mit fin aux blocus des garnisons françaises dans les places au delà du Pô. Il fit ou laissa insérer dans cette convention, *faite avec Murat,* la condition que nos troupes ne serviraient pas d'un an. Ce serait une tache de plus à la mémoire de Fouché, si quelque chose pouvait y faire tache encore. Il mit un zèle honteux à hâter la remise des places de la Toscane, et notamment Livourne, dont les Anglais avaient besoin de suite pour leur expédition contre Gênes. Dans le courant de mars, nos troupes quittèrent aussi Civita-Vecchia, Rome, où le souvenir du brave et vertueux général Miollis devait survivre à la plus puissante des réactions, et Ancône, la seule ville d'Italie qui, depuis 1814, ait revu des uniformes français. En dépit de blasphèmes hypocrites ou insensés, n'était-ce pas bien l'avenir de la patrie italienne qui s'éloignait avec nos drapeaux?

Murat avait déclaré la guerre à la France le 15 février, et mis de suite en mouvement les divisions Carascosa et d'Ambrogio, les seules qu'il eût sous la main. Le général autrichien Nugent, qui en formait l'avant-garde, poussait vivement le général Severoli sur Plaisance, et paraissait vouloir s'établir sur les communications de Gênes et du Piémont. Eugène, auquel la bataille du Mincio donnait toute sécurité du côté des Autrichiens, envoya le général Grenier contre Nugent, avec trois brigades d'infanterie et une de cavalerie. Nugent, voyant qu'il avait affaire à forte partie, se replia promptement sur la Nura, et de là derrière le Taro, où il se trouvait soutenu par les Napolitains. Un petit corps austro-napolitain, qui avait passé le Pô, surpris Casal-Maggiore, et commencé une tête de pont à Sacca, fut battu et rejeté au delà du fleuve par le général Bonnemain. Presque en même temps, Eugène, appuyant le mouvement de Grenier par une heureuse diversion sur le flanc de l'armée napolitaine, fit occuper Guastalla par le général Villata, et assista en personne à l'expédition, pour accréditer le bruit qu'un corps considérable se portait de ce côté. Il n'en fallait pas tant peut-être pour décider Murat à la retraite, d'autant plus qu'il venait d'apprendre les résultats de la bataille du 8 février, et que le mouvement sur Plaisance avait été concerté avec celui de Bellegarde sur le Mincio, auquel ce général avait dû renoncer. Grenier passa le Taro le 3 mars; Nugent, qui déjà criait à la trahison contre Murat, s'était mis en retraite beaucoup trop tard; son entêtement eut des suites désastreuses pour lui. Deux mille hommes jetés dans Parme pour retarder la poursuite, furent cernés par une manœuvre habile de Grenier; tout fut tué ou pris. Toute l'arrière-garde ennemie s'enfuit en désordre jusqu'à l'Enza[2]. Après cette brillante affaire, Grenier rentra dans les lignes du Mincio, par Guastalla et Borgo-Forte. Murat, ayant reçu la nouvelle que l'expédition anglo-sicilienne avait quitté Palerme, et, d'ailleurs voulant mettre un terme aux plaintes des Autrichiens, reprit, le 6 mars, son mouvement en avant; Severoli, assailli par Carascosa et Nugent, fut refoulé dans Reggio le 7 mars. Il paraît que la ville aurait pu être emportée, Severoli étant blessé grièvement et ses troupes en désordre. Murat consentit à une capitulation; ce fait pourrait s'expliquer par le seul désir de ménager la ville. Après tout, s'il y avait un autre motif, serait-ce à nous de le blâmer? Nos troupes se replièrent sur le Taro, où elles reçurent des renforts[3].

Tout ce qui concerne la conduite du roi de

[1] Murat croyait apaiser sa conscience en gardant des Français près de lui. Il avait même fait rédiger pour eux, en forme d'ordre du jour, une sorte d'apologie de sa conduite au point de vue français, apologie que le comte de Mièr lui fit désavouer.

[2] Un régiment entier de vieilles troupes fut fait prisonnier dans les rues de Parme, sans avoir brûlé une amorce. Les soldats brisaient leurs fusils de rage sur le pavé. Dix-sept cents hommes mirent bas les armes à la fois. Tous les prisonniers napolitains qu'on put faire furent de suite mis en liberté avec leurs armes (et non désarmés, comme le dit par erreur le général Vaudoncourt). On leur disait bien haut devant les Autrichiens : « Nous ne sommes point en guerre avec vous, le roi de » Naples ne saurait être l'ennemi de la France, etc. » Les officiers napolitains comprenaient bien qu'on cherchait à les compromettre avec les Autrichiens, et voulaient absolument rester nos prisonniers malgré nous, ce qui donnait lieu à des scènes assez plaisantes.

[3] Quand plus tard la perte de Murat fut jurée, et qu'on dressa son acte d'accusation, l'un des principaux témoins à charge fut le général Nugent. L'apologie de Murat ne convient pas aux écrivains français; toutefois, nous ne saurions nous empêcher de signaler beaucoup d'animosité et de mauvaise foi dans le *factum* du général autrichien. Il affecte de passer sous silence la bataille du Mincio, l'événement le plus important de la campagne, et qui avait dû totalement modifier les plans concertés entre Bellegarde et Murat.

Nous pouvons garantir personnellement la fausseté d'une des assertions du comte Nugent. Il prétend que nulle part, même sur les bords du Taro, Murat n'a

Naples à cette époque a été tellement embrouillé depuis par des rapports contradictoires, qu'il est impossible d'examiner et de réfuter en détail toutes les allégations qu'un historien sérieux ne saurait accepter. Ce rôle, surtout, convient mal à un écrivain français, disposé à trouver Murat d'autant plus excusable que les griefs des alliés seraient mieux fondés. Il a bien fallu que les ennemis de Murat ne trouvassent rien d'assez concluant contre lui dans les documents authentiques, puisqu'ils ont dû chercher des arguments décisifs dans des pièces falsifiées [1].

Vers la fin de janvier, l'empereur Napoléon croyait qu'une tentative directe auprès de Murat pouvait encore être efficace. Il lui fit envoyer de Paris un homme qui avait eu avec Murat des rapports intimes, M. Faypoult, ancien préfet du département de l'Escaut [2]. Ce négociateur fut personnellement bien reçu du roi; mais la réussite de sa mission était impossible. Les dispositions des troupes napolitaines ne permettaient plus ni un revirement en faveur de la France, ni même une neutralité armée. Déjà les principaux officiers, après avoir délibéré sur l'état des affaires, avaient député deux d'entre eux au roi, pour le supplier de prendre une part plus active à la guerre. L'un des principaux promoteurs de cette démarche la qualifie, non sans raison, de rébellion [3]; c'était la conséquence toute naturelle des habitudes d'insubordination qu'il leur avait laissé prendre. Murat récoltait ce qu'il avait semé.

Le lendemain de l'occupation de Reggio, il reçut enfin son traité avec l'Autriche, amendé ou plutôt totalement défiguré par les alliés. Les conditions les plus essentielles pour lui, la promesse des bons offices de l'empereur d'Autriche pour lui obtenir la paix avec l'Angleterre, et la renonciation des Bourbons à Naples, avaient passé dans les articles secrets; son indemnité était limitée à *une population de quatre cent mille âmes,* prise dans les États du pape. Il y avait loin de là à ces beaux rêves de souveraineté italienne qui avaient en partie décidé sa défection. Rien n'était même moins sûr que ce qu'on lui promettait relativement à l'Angleterre; l'attitude équivoque de lord Bentinck autorisait tous les soupçons et toutes les craintes. Ce général ne pardonnait pas à Murat la rupture des premières conférences de Ponza; il ne savait pas dissimuler sa malveillance, même dans les occasions les plus intempestives. C'était l'occupation de la Toscane par les troupes du roi qui avait permis à l'expédition anglo-sicilienne d'aborder paisiblement à Livourne; et Bentinck, à peine débarqué, laissait publier, par le prince héréditaire de Sicile, qui venait d'arriver avec lui, un ordre du jour annonçant que les troupes anglo-siciliennes étaient destinées à revendiquer les droits de sa famille sur Naples. En même temps, à l'autre extrémité de ce royaume, dans les Abruzzes, un soulèvement se manifestait en faveur de l'ancienne dynastie [4].

La bataille du Mincio, on ne saurait trop le répéter, avait mis Bellegarde dans l'impossibilité effective de réitérer un effort sérieux, tant qu'Eugène garderait ses positions; et l'immobilité du général autrichien avait pour conséquence nécessaire celle des Austro-Napolitains, au moins tant que l'expédition de Gênes ne serait pas arrivée à la hauteur de Tortone et de Plaisance. Ces considérations suffisent pour expliquer la conduite de Bellegarde et de Murat pendant toute la fin de mars et les premiers jours d'avril, sans recourir à des pré-

exposé sa personne (Schœll, VI, 418). Après l'affaire de Reggio, Murat, toujours vêtu de son splendide uniforme, si connu de nos officiers, vint parader sur les bords du Taro, à portée de canon de nos avant-postes, et si bien à portée, qu'un boulet lui emporta la moitié de son panache. Je tiens ce fait (ainsi que quelques-uns des détails précédents) de mon père, alors chef d'état-major du général Grenier, et témoin oculaire des événements. A. E.

[1] Nous serons obligés de revenir avec quelque détail sur cette détestable intrigue, en parlant des négociations du congrès de Vienne. Personne n'a mieux caractérisé, selon nous, la véritable attitude de Murat, que lord Wellington, dans sa lettre à M. de Blacas, du 4 janvier 1815. Après avoir lu toutes les pièces *vraies* que le cabinet des Tuileries avait pu fournir contre Murat, il s'exprime ainsi : « Ces papiers ne contiennent » aucune preuve contre lui. Ils démontrent seulement » qu'il avait pris un parti à regret, qu'il en ressen» tait chaque jour de plus en plus, qu'il parlait hau» tement de ses intentions de ne pas faire de mal à Na» poléon, etc., etc. Mais ces lettres... tendent à prouver » qu'il était en vraie hostilité avec la France, *et c'est ce » qu'il lui faut.* »

[2] Ce fut le roi Joseph qui fut chargé de conduire cette négociation secrète, et il est juste de dire qu'il y mit tous ses soins; mais Murat était engagé trop avant pour reculer.

[3] Coletta, III, 363. Cette démarche paraît avoir été contemporaine de la mission de Faypoult, et antérieure d'un jour ou deux seulement à l'expédition sur Reggio.

[4] Bentinck fut vertement admonesté pour ses dispositions malveillantes envers le roi de Naples, dispositions que lord Castlereagh, encore sous l'influence des derniers succès de Napoléon, jugeait fâcheuses pour les intérêts de la coalition : « C'est en vain, lui écrivait-il, » qu'on espérera de Murat un concours utile, tant qu'il » règne (et, à ce qu'il peut croire, d'accord avec le gou» vernement britannique) un système de menace par » rapport à ses droits sur Naples. »

somptions mal fondées d'intelligences secrètes entre eux et le vice-roi [1].

Bentinck s'était rendu à Bologne ; il eut là plusieurs conférences avec Murat et Bellegarde. Sa première entrevue avec le roi fut presque affectueuse ; mais ce bon accord ne fut pas de longue durée. La discorde éclata au sujet de la Toscane. Bentinck, convaincu que Murat avait porté, dans l'occupation des provinces au delà du Pô, un esprit de propriété, et désirant peut-être à cette époque obtenir la Toscane en indemnité de Naples pour les Bourbons, demandait que les troupes anglo-siciliennes occupassent seules ce pays. Murat prétendait le garder en dépôt, pour le rendre à la maison d'Este, suivant les intentions de l'empereur d'Autriche. Tel était le rôle humiliant auquel sa fatale détermination l'avait déjà fait descendre.

Le 8 avril, Joachim avait reçu enfin son traité ratifié. On n'avait eu nul égard à l'augmentation d'indemnité sollicitée par lui ; mais les circonstances lui ôtaient le droit de se montrer exigeant. Le 13 avril, il passa le Taro et s'avança vivement sur Plaisance. Était-ce là simplement l'exécution d'un mouvement concerté précédemment avec lord Bentinck ? Ou bien, ayant acquis dès lors la certitude des événements de Paris, voulait-il, au contraire, paraître ne pas en avoir attendu la nouvelle pour agir ? Cette dernière interprétation ne manque pas de probabilité ; il faut seulement observer que Murat, quand il commença son mouvement, ne pouvait ni connaître, ni deviner tous les résultats qu'allait avoir l'occupation de Paris. Ce fut sous les murs mêmes de Plaisance qu'il reçut tout à la fois une lettre de Bellegarde et un message du prince Camille Borghèse, qui lui apprenaient tout, jusqu'à l'abdication de l'empereur et au rappel des Bourbons. « Joachim, dit le général Colletta, se promenait devant une petite maison de campagne presque sous les murs de la ville, et s'entretenait avec moi des fortifications de Plaisance et des moyens de s'en rendre maître, lorsque les deux messages lui arrivèrent. En lisant, il pâlit, et se promena quelque temps silencieux, agité et hors de lui. Ensuite, se tournant vers ceux qui l'entouraient, il leur rapporta en peu de mots, et avec l'expression d'une tristesse profonde, les malheurs de la France, et ordonna qu'on suspendît les hostilités... Sa tristesse ne fit qu'augmenter pendant plusieurs jours. Il songeait à la grandeur de l'empire déchu... ; il songeait à ses dangers présents et à Bonaparte. »

La chute de l'empire dissipait ses dernières illusions. N'ayant eu ni le courage du bien, ni celui du mal, il restait isolé, chancelant, sans garantie de l'Angleterre, presque aussi compromis dans sa défection qu'il l'eût été en nous restant fidèle. Le pape, auquel l'empereur avait, par un traité du 10 mars, restitué ses États, y rentrait en martyr triomphateur, entraînant dans son cortége les populations, et jusqu'aux soldats et aux officiers envoyés par le roi pour arrêter ou retarder sa marche [2]. Cette manifestation si imposante, si unanime, prouvait à Joachim combien il avait été abusé sur les dispositions des peuples d'Italie. Bientôt aussi les autorités napolitaines remirent la Toscane aux délégués de l'archiduc Ferdinand. C'est ainsi que Joachim vit s'en aller tous ses rêves en fumée.

Si ce prince avait su comprendre, dès le principe, que « son plus beau droit, son premier devoir, était d'apprendre aux Napolitains que la cause française était la leur, *et d'inspirer à l'armée napolitaine un esprit français* [3], » à l'époque où la toute-puissance encore intacte de Napoléon lui rendait cette tâche facile, il aurait, sans nul doute, exercé sur les derniers événements de la guerre un ascendant décisif, glorieux, et sauvé l'empire français et sa propre royauté. Sa défection, si funeste à la France, n'était que le résultat naturel des influences sous lesquelles il s'était placé dès les premiers temps de son règne [4]. Ce n'était plus après la campagne de Russie, et surtout après celle de Saxe, qu'il eût été possible de modifier l'esprit hostile de la nation et de l'armée. Le mal était dès lors consommé, irréparable ; et, dans la destinée que Murat s'était faite, il ne pouvait plus que nuire

[1] Eugène savait aussi bien que qui que ce fût, que Murat n'aurait pu faire marcher ses troupes avec nous, quand même il l'aurait voulu. Tout ce que le vice-roi pouvait faire, c'était de favoriser les soupçons des Autrichiens et des Anglais contre ce prince, par de fréquents envois d'aides de camp et par le renvoi des prisonniers napolitains.

[2] Le général Carascosa était chargé spécialement de tâcher de retenir le pape à Reggio. Il lui demanda quelles étaient ses intentions. « De poursuivre ma route vers Bologne. — Mais S. M. le roi de Naples ignore l'arrivée de Sa Sainteté ; rien n'est préparé pour la recevoir. — Je ne demande rien à Sa Majesté, sur laquelle j'appelle les faveurs du ciel. — Les chevaux de poste sont employés au service militaire ; et, sans des ordres donnés d'avance, S. S. pourrait n'en pas trouver assez pour continuer son voyage. — J'en demanderai à la charité de ces chrétiens dévoués qui m'entourent. — Mais depuis longtemps les chevaux des particuliers sont pris pour le service de l'armée. — Je poursuivrai ma route à pied, Dieu m'en donnera la force. »

[3] Lettre du duc de Bassano, 30 décembre 1811.

[4] Voyez le volume précédent.

à la France, et, plus tard, se perdre lui-même, en essayant vainement de réparer ses fautes [1].

L'empereur Napoléon n'a eu qu'un tort grave, immense, relativement à son beau-frère : celui de le placer sur un trône. Mais nous ne croyons pas que l'histoire accueille jamais le reproche qui lui a été fait, de n'avoir pas daigné s'assurer le concours de l'armée napolitaine, en cédant à Murat les provinces du Pô. Les événements de 1814 et de 1815 ont prouvé surabondamment que Murat n'était pas maître de ses troupes, et qu'il s'était laissé grossièrement abuser sur le véritable esprit des populations italiennes. Du moment où la domination française devait cesser dans les anciens États du pape, son retour était la seule solution possible.

Dans les derniers jours d'hostilités, Bentinck s'était emparé de Gênes, défendue par quelques milliers de conscrits qui n'avaient pas vu le feu. Les partisans de l'antique liberté génoise allaient faire à leur tour une triste expérience de la loyauté anglaise. Eugène traitait, le 16 avril, avec Bellegarde, de la remise des arsenaux et des places, et de l'évacuation de l'Italie par les troupes françaises. Elles rentrèrent bientôt, sous la conduite de Grenier, recueillant, pour récompense de leurs derniers combats, les menaces et les insultes des royalistes fanatiques du Midi.

Nous devons une dernière réponse aux calomniateurs d'Eugène ; mais cette réponse n'était possible qu'après le récit complet des opérations militaires.

A la fin de janvier, Eugène, lors de la réception des premiers ordres donnés par l'empereur pour l'évacuation de l'Italie, avait fait des démarches inutiles pour obtenir un armistice, indispensable, dans tous les cas, pour avoir une avance suffisante sur les Autrichiens. L'empereur avait, d'ailleurs, approuvé depuis ses raisons pour se maintenir en Italie ; et le 3 mars, une dépêche du duc de Feltre était encore conçue dans ce sens. Le lendemain seulement, des ordres contraires partent de Paris. D'après une lettre de l'empereur, du 1er mars, Clarke mande au vice-roi de porter sur Chambéry tout ce qu'il pourra retirer de son armée et de ses divisions de réserve. Nous ne prétendons pas nous porter garant de la fidélité du duc de Feltre dès cette époque, ni certifier qu'il n'eût pas déjà la lettre de l'empereur, du 1er, dans les mains, quand il écrivait encore le 3 dans un sens tout opposé ; mais enfin Eugène ne pouvait exécuter que les ordres qu'il recevait. Dans quel moment lui parvint enfin la dépêche du 4 mars ? Après la fâcheuse affaire de Reggio, dans laquelle le corps de Gratien (précisément l'une de ces divisions de réserve que redemandait la dépêche) avait été fort maltraité. Un coup d'œil sur la carte suffit pour voir qu'Eugène, se maintenant sur le Mincio contre Bellegarde, et sur l'Enza contre l'armée austro-napolitaine, était dans la seule position où il pût, avec des forces si inférieures, non-seulement neutraliser l'ennemi avec avantage, mais éviter un désastre complet. Du moment où Eugène aurait fait mine de quitter le Mincio, Bellegarde aurait suivi immédiatement son mouvement ; l'armée austro-napolitaine, qui déjà débordait notre position, se serait emparée de Plaisance, aurait passé le Pô, et occupé notre ligne de retraite vers le Piémont. Eugène, avec des ressources à peu près nulles en cavalerie, se trouvait pris, dans un pays de plaines, entre des forces triples des siennes. C'eût été courir à une destruction certaine.

Le dernier ordre de l'empereur n'avait pu être donné que dans l'espérance du succès de la mission de M. Faypoult. Murat, se déclarant tout à coup pour la France vers la fin de février, rendait peut-être possible la retraite d'Eugène sur Chambéry, et son arrivée sur les derrières de la grande armée alliée au moment décisif. Mais Murat, dans ses moments les plus favorables, n'alla pas au delà de l'incertitude ; et ses ennemis le savaient bien, puisque, comme nous l'avons déjà dit, il leur a fallu recourir à des *faux*, pour prouver ses prétendues intelligences avec Napoléon en février et mars 1814.

En résumé, la campagne d'Italie de 1814 suffirait seule à la gloire d'un général d'armée. Eugène a fait plus que tout autre n'eût fait à sa place. L'exécution des ordres reçus au mois de janvier n'était possible que moyennant un armistice, qui lui fut refusé ; l'exécution des ordres reçus en mars était absolument impossible. Quelles preuves allègue-t-on de sa trahison ? Des *on dit*, des communications mystérieuses, si mystérieuses, en effet, que personne ne s'en apercevait à l'armée. Le seul détail de la bataille du Mincio, si ridiculement qualifiée d'*échauffourée* par les ennemis d'Eugène, suffit pour faire tomber ces calomnies. Personne assurément n'admettra que le vice-roi eût concerté, à cette époque, une suspension tacite d'hostilités avec le commandant autrichien, et, plus tard, cette supposition devient peut-être plus absurde encore. Quand les Autrichiens annonçaient, par des proclamations aux peuples d'Italie, la restauration des anciennes dynasties, le vice-roi ne pouvait être assez simple pour croire que le cabinet de Vienne ne songerait pas à exercer lui-même ses reprises, justement sur la partie de l'Italie qui pouvait for-

[1] Nous verrons, dans les chapitres suivants, que l'assistance maladroite de Murat nous a été aussi funeste, en 1815, que sa défection en 1814.

mer le lot d'Eugène. C'eût été bien mal connaître la politique autrichienne.

Si donc Eugène a pu penser que la royauté d'Italie pourrait lui rester, ce n'est assurément pas par l'Autriche, mais bien malgré elle. Le maintien, sur sa tête, de la couronne de fer était une combinaison possible sans les événements de Paris, et peut-être sans ceux de Milan[1]. Mais Napoléon, par sa deuxième abdication de Fontainebleau, avait renoncé, pour lui et sa postérité, au royaume d'Italie. Eugène, qui n'avait jamais songé à séparer sa fortune de celle de l'empereur, renonça au trône, avec d'autant moins de regret peut-être qu'il en était plus digne.

[1] Les détails du soulèvement de Milan, le 20 avril 1814, et du massacre de l'intègre et infortuné ministre Prina, ne seraient pas ici à leur place. Les patriotes italiens ont dû regretter amèrement de s'être faits un moment, sans le savoir, les complices d'une réaction autrichienne. Au reste, de quelque manière que la postérité juge ces tristes événements, il importe de faire à chacun sa part dans cette fatale journée. Les actes politiques appartiennent aux libéraux ; le massacre fut l'œuvre des agents de l'Autriche, qui a voulu vainement en rejeter la responsabilité sur les patriotes. Ainsi procède le despotisme : il déshonore la liberté, quand il ne peut l'assassiner.

# CHAPITRE XVIII.

## GUERRE.

Entrée de la grande armée austro-russe en Suisse et en France. — Passage du Rhin par l'armée de Silésie. — Retraite des ducs de Bellune et de Raguse. — Progrès de l'invasion. — Combat de Bar-sur-Aube; évacuation de Troyes. — L'empereur quitte Paris. — Commencement de la campagne; combats de Saint-Dizier, de Brienne. — Bataille de la Rothière. — Retraite de l'armée française sur Troyes. — Nouveau plan des alliés, arrêté à Brienne. — Témérité de Blücher. — Plan de l'empereur. — Sa lettre à son frère, du 9 février. — Combat de Champaubert. — Combats de Montmirail et de Château-Thierry. — Faute du duc de Tarente. Combat de Vaux-Champs. — Retraite de l'armée de Silésie. — Progrès de la grande armée alliée. — Prise de Nogent, Auxerre et Sens. — Retraite des maréchaux. — L'empereur revient contre la grande armée alliée. — Combat de Mormant. — Faute du duc de Bellune. — Journée de Montereau. — Concentration et retraite de l'armée de Schwartzenberg. — Entrée de Napoléon à Troyes. — Plan d'opération adopté par les alliés à Bar-sur-Aube. — Nouvelle pointe de Blücher sur Paris. — Arrivée de Napoléon sur la Marne. — Fâcheuse situation de Blücher. — Il est sauvé par la reddition de Soissons. — Napoléon passe l'Aisne à Béry-au-Bac. — Bataille de Craonne. — Bataille de Laon. — Le duc de Raguse est défait à Féthieux. — Journée du 10 mars. — L'armée française se retire sur Soissons. — Combat de Reims. — La grande armée alliée reprend l'offensive. — Combat de Bar-sur-Aube. — Retraite d'Oudinot et de Macdonald. — Reprise de Troyes par les alliés. — Proclamation de Schwartzenberg. — Combat de Provins. — L'empereur Napoléon marche encore contre Schwartzenberg. — Hésitations de ce général. — Il reprend tout à coup l'offensive. — Combats d'Arcis. — Opérations en Belgique. — Belle résistance de la garnison française de Berg-op Zoom. — Opérations d'Augereau. — Ses fautes et sa conduite déplorable.

L'invasion de l'ancienne France a été définitivement résolue le 1er décembre, et les alliés ont lancé d'avance, comme un brûlot incendiaire, leur fameux manifeste de Francfort : « Ils ne font pas, disent-ils, la guerre à la France, mais seulement à l'empereur. » Ce langage est-il autre chose qu'un nouveau moyen offensif? Une semblable distinction était-elle sincère ou même possible? Les faits vont résoudre d'eux-mêmes cette grave question [1].

Jamais, ni en 1792, ni à des époques antérieures, notre territoire n'a été envahi sur tant de points à la fois, par des ennemis si résolus et si nombreux. Jamais, depuis les débordements des barbares sur l'empire romain, pareille tempête n'a été soulevée contre un peuple. Et pourtant les souverains coalisés et les ministres de l'Angleterre porteront jusque dans Paris de secrètes inquiétudes sur le dénoûment de cette crise formidable. Ces inquiétudes, l'Europe entière s'y associe. On ne se bat plus qu'en France, et, derrière ses nombreux bataillons, l'Allemagne s'émeut encore au seul nom du conquérant qu'elle craint de revoir. Il faudra la prise de Paris pour rassurer Berlin et Vienne.

Six colonnes de la grande armée austro-russe sont entrées en Suisse dans la nuit du 20 au 21 décembre, par Bâle, Laufenbourg et Schaffhouse. L'infanterie légère de Bubna traverse la Suisse dans toute sa longueur, et entre en France par Genève. Les autres colonnes, pivotant sur leur droite, envahissent l'ancienne Franche-Comté; Vesoul est occupé, dès le 3 janvier, par l'avant-garde de Giulay; le prince Aloys de Lichtenstein arrive, le 5, sous les murs de Besançon. Les réserves autrichiennes et une partie du corps de Colloredo marchaient sur Dijon, qui fut occupé sans coup férir. De Wrède, assez promptement rétabli de sa blessure

[1] Voici en quels termes un des diplomates de la coalition a fait justice de ce mensonge, devenu inutile par le triomphe définitif des alliés :

« Dire qu'on n'a fait la guerre qu'à Bonaparte, est » une des assertions les plus absurdes que jamais gens » raisonnables se soient permises. Nous ne la croirons » que quand on nous aura prouvé que lui seul mitrail- » lait et sabrait. »

pour reprendre le commandement des Bavarois, investissait Huningue et Béfort, et poussait sur Colmar la division Frimont, menaçant ainsi la droite du duc de Bellune, chargé de la défense du bas Rhin. Ce mouvement protégeait celui du corps auxiliaire de Würtemberg, qui passa, à son tour, entre Bâle et Huningue. Après quelques hésitations, le général Wittgenstein, dont le corps faisait également partie de la grande armée, franchit le fleuve au-dessus de Strasbourg, en face du fort Louis, dont les ouvrages en ruine étaient à peine défendus par quelques tirailleurs. Le général Milhaud soutint avec avantage, contre la division Frimont, deux engagements des plus vifs à Sainte-Croix et à Colmar, et ne se retirera que le 3 janvier.

L'armée de Silésie avait passé également le Rhin sur trois points, dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier : à Coblentz, à Caub et à l'embouchure du Neckar au-dessous de Mayence. L'infériorité extrême de nos troupes annulait tout moyen de résistance. Le duc de Raguse, chargé de la défense du Rhin, de Landau à Coblentz, avait à peine quinze mille hommes. Jugeant que ce qu'il pouvait faire de mieux était de les conserver intacts à l'empereur, il les replia sur Kaiserslautern, et de là derrière la Sarre d'abord, puis derrière la Moselle. Le duc de Bellune, dont les ressources étaient encore plus faibles, se retirait en même temps sur la Meurthe [1], abandonnant les défilés des Vosges. La loyauté et la bravoure personnelle de ce maréchal sont au-dessus de tout soupçon ; mais nous ne saurions dissimuler que sa retraite précipitée fit beaucoup de mal. S'il s'était maintenu dans les Vosges, dont les habitants montraient un excellent esprit, son corps de six mille hommes aurait formé le noyau d'une insurrection sur les derrières de l'ennemi, qui, pressé de marcher sur Paris, n'aurait pas eu le temps de s'engager dans une guerre de montagnes ; et, plus tard, une diversion de ces insurgés, combinée avec les mouvements de l'empereur, pouvait amener d'incalculables résultats [2].

Le plan d'invasion suivi par les alliés aurait été le comble de la témérité et de la folie, s'il n'eût été basé sur une connaissance exacte du peu de ressources militaires qui pouvaient leur être opposées. Employant au blocus des places fortes les milices de nouvelle levée, ils se hâtaient de pousser sur Paris leurs meilleures troupes. Ils avaient d'abord voulu porter un corps considérable à travers la Suisse, pour occuper la route militaire du Simplon et prévenir une diversion des troupes françaises d'Italie; mais bientôt rassurés par la certitude de la défection de Murat, ils avaient rappelé en hâte, pour coopérer au mouvement sur Paris, le corps autrichien de Giulay, qui était déjà arrivé à Soleure, le 23 décembre [3]. Le comte de Bubna, dirigé sur Genève dans le même but, surprenait cette ville, et obtenait des avantages tout à fait en dehors des premières combinaisons des alliés.

L'empereur Napoléon avait dû d'abord prévoir d'autant moins une invasion par la Suisse que les alliés, déjà maîtres de la Hollande, avaient, par Wesel et Maestricht, une ligne d'opération plus courte sur Paris. Pendant tout le mois de novembre et une partie du mois de décembre, il s'était attendu à être principalement attaqué par la basse Alsace et la Belgique. De là l'empressement qu'il mit à renforcer le général Maison sur l'Escaut, et à porter vers Namur la garde impériale pour soutenir, au besoin, le corps de Macdonald sur le bas Rhin, tandis que le duc de Bellune restait avec si peu de monde dans la haute Alsace. Macdonald fut, au contraire, pressé bien moins vivement que Marmont et Victor ; le corps de Witzingerode ne passa le Rhin, près de Düsseldorf, que le 13 janvier. Les alliés, en préférant, pour leur ligne principale d'opération, celle par Bâle et Vesoul, prenaient une route plus longue ; mais ils savaient n'y pas rencontrer d'obstacles, et s'attendaient même alors à arriver, presque sans coup férir, jusqu'à Paris. Ils n'y étaient pas encore !

Cependant l'invasion faisait d'effrayants progrès. Le duc de Trévise, rappelé précipitamment de Namur, était forcé d'évacuer Langres le 16 janvier ; Épinal était occupé, depuis le 10, par les troupes würtembergeoises. Le duc de Bellune, après deux escarmouches assez vives vers Saint-Diey et Rambervillers, se voyait tourné par sa droite, et contraint de se replier sur Nancy, où il trouvait le prince de la Moskowa avec une division de la jeune garde. Il fallut évacuer cette ville dès le lendemain, et se retirer successivement derrière la Moselle, la Meuse et l'Ornain. Pendant cette retraite, le duc de Bellune occupa un instant la position de *Vaucouleurs*. Il fallut abandonner aux envahisseurs, sans

[1] 5 janvier.

[2] Lettre du duc de Vicence à l'empereur, du 7 janvier. Le duc de Vicence était alors aux avant-postes, attendant une réponse de M. de Metternich, pour se rendre au lieu du congrès. Il blâme sévèrement la conduite du duc de Bellune, dont les fautes, pendant cette campagne, semblent du reste devoir être attribuées à des souffrances physiques presque continuelles.

[3] C'est ainsi que nous nous expliquons le contre-mouvement de ce corps de Soleure sur Montbéliard, que le général de Vaudoncourt ne comprend pas. (Voy. son Histoire des campagnes de 1814, I, 125.)

pouvoir les combattre, cette *marche de Lorraine*, qui a donné Jeanne d'Arc à la France !

Blücher, suivant le duc de Raguse dans sa retraite, avait passé la Sarre et investi Metz ; il marcha ensuite, avec le corps de Sacken, sur Nancy, où il établit son quartier général. Le duc de Raguse s'était replié derrière la Meuse, à Verdun. Le 18, Schwartzenberg porta son quartier général à Langres, où le corps de Giulay et du prince de Würtemberg s'étaient réunis. Ce dernier fit le même jour une démonstration sur Chaumont, qui décida la retraite du duc de Trévise vers Bar-sur-Aube. Schwartzenberg resta dans l'inaction jusqu'au 23 janvier, pour donner à l'armée de Silésie et au corps de Wittgenstein le temps de se rapprocher. Cette inaction lui est reprochée, comme une faute grave, par les écrivains militaires. Il paraît, en effet, démontré qu'il avait tout à gagner, et rien à perdre, en faisant attaquer immédiatement Bar-sur-Aube, et portant en même temps les Bavarois de Neuf-Château à Joinville sur la Marne, mouvement qu'il n'opéra que plus tard et avec moins d'avantage. Au lieu d'agir sans délai pour se rapprocher de Paris, et disséminer le plus possible les corps français avant l'arrivée de Napoléon, le prince de Schwartzenberg s'amusait à aller au-devant de l'empereur Alexandre, qui entra à Langres, le 22 janvier, à trois heures de l'après-midi [1]. L'empereur François, lord Castlereagh et M. de Metternich y arrivèrent le surlendemain. Le 24 seulement, Schwartzenberg fit attaquer le duc de Trévise par les deux rives de l'Aube. La disproportion des forces était effrayante ; mais l'ennemi avait affaire à la vieille garde : aussi le combat se prolongea jusqu'à la nuit, et l'ennemi, malgré tous ses efforts, ne put s'emparer, sur la rive gauche, de la position de Fontaine, qui couvrait notre ligne de retraite. Le duc de Trévise se retira dans la nuit sur Vandœuvre.

Cependant Blücher avait fait de nouveaux progrès. Le duc de Bellune contint l'ennemi sur l'Ornain le plus longtemps possible ; mais le 23, son avant-garde dut évacuer Ligny, après un combat assez vif. Le duc de Raguse avait quitté Verdun la veille. Il rejoignit à Saint-Dizier Ney et Victor, acculés, comme lui, sur la Marne. Le 25, ils occupèrent Vitry-le-Français et Vitry-le-Brûlé, forte position au confluent de la Marne et de l'Ornain. Le même jour, les Cosaques entraient à Saint-Dizier. En ce moment, l'invasion présente un front plus menaçant que jamais. La grande armée alliée et celle de Blücher se donnent la main. Colloredo s'avance de Dijon sur Châtillon ; Giulay et le prince de Würtemberg viennent d'occuper Bar-sur-Aube ; de Wrède et Wittgenstein marchent sur Joinville ; l'un, de Neuf-Château, l'autre de Vaucouleurs. Blücher a passé la Marne, et est venu à Brienne par Vassy et Montier-en-Der. Les Cosaques inondent les plaines de la Champagne ; l'aspect hideux, les excès de ces hordes féroces démentent les promesses et les proclamations doucereuses des alliés. La terreur est partout.

Chaque jour voit s'accroître les dangers de la France, et rend la présence de l'empereur indispensable à l'armée. La régence a été de nouveau conférée à l'impératrice ; il croit devoir lui adjoindre Joseph Napoléon, avec le titre de lieutenant général de l'empire. Les chefs de la garde nationale, nouvellement réorganisée, ont prêté à l'empereur leurs premiers serments de l'année. C'est à eux qu'il recommande l'impératrice et le roi de Rome. Dans la fameuse séance du 23 janvier, sa dernière allocution leur arrache des acclamations et des larmes sincères. La nuit suivante, il quitte les Tuileries, où il ne rentrera que le 20 mars 1815 ! et il vient d'embrasser pour la dernière fois l'impératrice et son fils. De sinistres pressentiments rendent plus douloureux encore ces adieux suprêmes, et pourtant leur destin à tous trois sera plus étrange, plus lugubre que tout ce qu'ils ont pu craindre. Pour lui, l'île d'Elbe, Waterloo, Sainte-Hélène ; pour elle, Parme et le comte de Neipperg ; et pour l'héritier de cette fortune impériale, l'exil et la tombe solitaire de Schœnbrunn ! Voilà ce que Dieu seul voyait dans cette nuit d'adieux.

L'empereur a quitté Paris à trois heures du matin [2] ; le soir du même jour, il est à Châlons. Partout sur son passage, dans les villages et dans les villes, la terreur fait place à la confiance ; partout il est salué par les acclamations des femmes, des enfants, des hommes qui s'arment à la hâte. Ces acclamations n'ont jamais été ni si méritées, ni si spontanées ; elles le suivront pendant tout le cours de cette campagne immortelle. Jusqu'au dernier moment, le peuple saluera en lui son libérateur et son vengeur.

A Châlons, il passe la soirée et une partie de la nuit à recueillir les derniers renseignements sur la direction des colonnes ennemies. Le 26, il est à Vitry ; dans la nuit, il pousse sur Saint-Dizier Milhaud et Duhesme. Son plan, en ce moment, est de surprendre Blücher et de le séparer de la grande armée alliée. La cavalerie russe de Landskoi est

[1] Bulletin autrichien du 22. Au reste, on ne saurait mettre trop de réserve dans l'appréciation des manœuvres militaires du généralissime autrichien, ses mouvements ayant été presque toujours subordonnés à des considérations politiques.

[2] 25 janvier.

culbutée et chassée de Saint-Dizier; mais là, Napoléon apprend que Blücher est déjà du côté de Brienne avec une partie de ses troupes, tandis que le reste n'a pas encore dépassé la Meuse. L'empereur, qui veut à tout prix sauver Troyes et prévenir la jonction des deux armées ennemies, se rabat de Saint-Dizier sur Brienne par la forêt du Der, traverse difficile qui promet une surprise. Le premier combat sérieux de la campagne va donc être livré à Brienne. Les ennemis eux-mêmes seront frappés de cette bizarrerie du sort, qui ramène l'empereur, au déclin de sa fortune, mais non de sa gloire, sur le théâtre des premiers travaux sérieux et des jeux de son adolescence [1].

Le début de cette campagne est déjà marqué du sceau de la fatalité. Blücher n'avait pas prévu la marche de Napoléon dans la forêt; quoique ses Cosaques lui eussent annoncé la présence de troupes françaises au delà de la petite rivière de Soulène, très-près de Brienne, il persistait à ne voir là qu'une démonstration. Il n'avait avec lui que le corps de Langeron; celui de Sacken, qui filait déjà sur Troyes par Lesmont, allait être surpris et anéanti au delà de l'Aube. Mais Blücher connut le danger de sa position le 28 à midi, par les dépêches d'un officier d'état-major que Napoléon venait d'expédier à Mortier, et dont les Cosaques s'étaient emparés. Le corps de Sacken fut rappelé en hâte sur Brienne.

Le lendemain, un peu après midi, le combat s'engage entre la cavalerie de Grouchy et celle de Pahlen, qui est enfoncée et rejetée sur Brienne. Retardée dans les traverses de la forêt, l'infanterie française n'arrive que vers quatre heures. Jusqu'à la nuit, la lutte se prolonge indécise et sanglante : la division Duhesme, prête à s'emparer de la ville, est ramenée par une très-belle charge de cavalerie. Le général en chef prussien, croyant la journée finie, est remonté tranquillement dîner au château. Soudain l'attaque se renouvelle avec impétuosité; le château est enlevé par deux de nos bataillons, qui arrivent par les terrasses du parc [2]; Blücher n'a que le temps de fuir; en redescendant précipitamment dans la ville avec son état-major, il rencontre d'autres Français qui viennent d'y pénétrer; le neveu de M. de Hardenberg est fait prisonnier à côté de lui. Cependant les Russes d'Alsufieff se maintiennent dans la ville, et le combat continue à la lueur de l'incendie qui la dévore. La résistance désespérée des Russes sauve leur grand parc d'artillerie, qui revenait de Lesmont. Enfin, Blücher abandonne Brienne, et se replie sur la forte position de Trannes, dans la direction de Bar-sur-Aube [3].

L'empereur restait maître de Brienne, mais son but était manqué. Il n'avait eu, au lieu d'une victoire, qu'un combat indécis, et la nouvelle position de l'ennemi était plus avantageuse que la sienne. Il fallait pourtant se maintenir, avec des forces très-inférieures, en avant de Brienne, pour couvrir le mouvement du 6e corps, qui formait notre arrière-garde. Ce corps était menacé tout à la fois par York, qui arrivait à Saint-Dizier, et par de Wrède, qui s'avançait de Joinville sur Vassy. D'ailleurs le pont de Lesmont, nécessaire à la retraite de l'armée sur Troyes, n'était pas encore réparé, et l'empereur espérait que l'ennemi commettrait la faute de se diviser pour l'attaquer. Il se trompait. Toutes les forces disponibles de la grande armée alliée furent portées au secours de Blücher, et concoururent à la bataille de la Rothière, si vantée dans les bulletins autrichiens, prussiens et bavarois.

Cette bataille eut lieu le 1er février. Pour la première fois depuis Leipzig, les souverains étaient en présence. Napoléon avait en tête des forces doubles au moins des siennes. A midi, l'armée française fut attaquée au moment où elle allait se mettre en retraite sur Lesmont. A notre droite, sur le bord de l'Aube, la division Gérard se soutint toute la journée contre les forces très-supérieures de Giulay. Au centre, les corps de Sacken et d'Alsufieff, entraînés au combat par Blücher lui-même, disputaient avec acharnement la position de la Rothière, à la division Duhesme. Sur notre gauche, le combat n'était pas moins vif à la Gibrie, entre le corps de Würtemberg et celui du duc de Bellune, et à Morvilliers, entre Marmont et de Wrède, qui entrait en ligne, ayant à lui seul des forces presque égales à la totalité des troupes françaises engagées. Vers cinq heures, le sort de la bataille était fixé. Les Bavarois étaient maîtres de Chaumenil, position importante, d'où ils auraient pu déboucher, et jeter dans l'Aube une partie de notre armée. Marmont était rejeté de Morvilliers sur la tête du bois d'Ajou; le prince de Würtemberg, grâce aux renforts qu'il recevait à la fois de de Wrède et de Blücher, avait repris la Gibrie; Sacken et Alsufieff étaient maîtres de la Rothière. L'empereur fit, avec son

[1] Blücher en fait la remarque dans son bulletin de Brienne.

[2] Cette attaque était conduite par le gendre du duc de Bellune, le brave Château, qui allait jouer, dans cette campagne, un rôle brillant, mais malheureusement trop court.

[3] Après la bataille, Napoléon, traversant avec son escorte les bois de Maizières, fut assailli à l'improviste par quelques Cosaques. Gourgaud renversa l'un d'eux, qui s'élançait sur l'empereur. L'avenue dans laquelle il était ainsi attaqué avait été sa promenade favorite, lors de son premier séjour à Brienne.

sang-froid accoutumé, ses dispositions pour la retraite. Elle fut couverte par deux fausses attaques sur Chaumenil et la Rothière, qui continrent l'ennemi sur les deux points d'où il aurait pu nous inquiéter sérieusement. Les souverains et les généraux alliés étaient d'ailleurs trop heureux de leur victoire pour risquer de la compromettre. L'armée française se retira dans le plus grand ordre sur Lesmont, abandonnant une cinquantaine de canons embourbés dans les mauvais chemins [1].

L'empereur Napoléon a quitté, dans la nuit du 1er au 2 février, le château de Brienne. Les souverains alliés y arrivent le lendemain matin ; et c'est là qu'est arrêté le plan des opérations ultérieures. Un grand conseil de guerre est assemblé ; on y parle de marcher immédiatement sur Paris : on en parle trop peut-être, de l'aveu d'un de leurs historiens militaires [2]. Il est décidé que Blücher s'avancera vers cette ville par Châlons et le bassin de la Marne ; Schwartzenberg, par Troyes et les deux rives de la Seine. Blücher adopte cet avis avec d'autant plus d'empressement qu'il espère arriver le premier. Ses progrès sont d'abord rapides ; après deux jours de combats, Macdonald a dû céder Châlons à York, et se replier sur Épernay. Déjà les Prussiens ne voient plus d'obstacle capable d'arrêter leur marche triomphale.

Sans s'inquiéter de l'empereur, qu'il croit occupé par la grande armée, Blücher échelonne imprudemment ses divisions, comme à la parade, à travers un pays marécageux et difficile. York a dépassé Épernay et menace la Ferté-sous-Jouarre; Sacken a marché par Montmirail sur Château-Thierry. Vivement pressé par les avant-gardes ennemies, Macdonald a repassé la Marne, détruit les ponts, et se replie sur Meaux.

Cependant l'empereur, qui s'est retiré à Troyes, épie les mouvements des alliés. D'abord il a dû croire qu'ils se dirigeraient en masse sur Troyes. Il se maintient dans cette ville jusqu'au 6 février, soutenant des escarmouches sur les deux rives, contre les Autrichiens de Colloredo et de Lichtenstein. Il se décide enfin à évacuer Troyes, craignant d'y être tourné et devancé sur la route de Paris. Le 7 il est à Nogent, et se prépare à défendre le passage de la Seine.

Ce fut au moment où cette retraite venait d'être décidée que l'empereur, cédant lui-même au découragement général causé par le fâcheux début de la campagne, laissa le duc de Bassano donner en son nom *carte blanche* au duc de Vicence à Châtillon. Mais cet instant de faiblesse a passé comme un éclair. A Nogent, l'empereur connaît tout à la fois la marche téméraire de Blücher à travers la Champagne, et les humiliantes conditions que les négociateurs alliés ont mises en avant au congrès [3]. Il puise dans son indignation une énergie nouvelle; c'est à Blücher qu'il va porter la réponse aux propositions qu'on ose faire à la France. Il laisse Oudinot et Victor sur la Seine pour contenir Schwartzenberg; Marmont, Ney et Mortier vont agir contre l'armée de Silésie. Le 9, toutes les dispositions nouvelles sont arrêtées; l'armée est en mouvement pour franchir les douze lieues de traverse qui la séparent de Blücher, et Napoléon est si assuré du succès qu'il va chercher, que d'avance il en fait le détail à son frère Joseph. « Je pars, lui écrit-il, pour » me rendre à Sézanne, et j'espère attaquer demain » l'armée de Silésie. Sacken se trouve à Montmirail » avec une quinzaine de mille hommes. Je débouche sur lui par Sézanne et Champaubert. *Si cette » opération a un succès complet, la campagne peut » se trouver décidée.* Si je réussis en deux ou trois » jours à écraser l'armée de Silésie, je déboucherai » sur Nogent *ou sur Montereau* [4]. Je pourrai, avec » vos réserves, avoir quatre-vingt mille hommes, » et donner aux affaires une tournure inattendue. » Mon armée est donc divisée en trois corps. A » droite, le duc de Reggio avec vingt-cinq mille » hommes; au centre, le duc de Bellune avec quatorze mille; j'ai avec moi trente mille hommes, » ce qui compose la totalité de mes forces de toute » arme de soixante à soixante et dix mille hommes, » y compris le génie et l'artillerie... Je compte que » j'ai affaire à quarante-cinq mille hommes de » l'armée de Silésie et à cent cinquante mille de » Schwartzenberg, mais en y comprenant Bubna » et les Cosaques; de sorte que, si j'obtiens un » succès sur l'armée de Silésie, et que je la mette » pour quelques jours hors de la lutte, je pourrai » me retourner sur Schwartzenberg avec soixante » et dix ou quatre-vingt mille hommes, y compris les

[1] Au combat de Brienne, la perte fut, des deux côtés, d'environ trois mille hommes. A la bataille du 1er février, l'armée française eut quatre mille hommes tués ou blessés, et mille prisonniers; les alliés, six mille hommes tués ou blessés. Peu d'affaires ont été l'objet d'aussi ridicules exagérations. Les gazettes allemandes annonçaient *vingt-huit mille* prisonniers français.

De Wrède s'était attaché à la poursuite de Marmont; mais il ne fut pas plus heureux cette fois qu'à Hanau. L'affaire de Rosnay fit le plus grand honneur au duc de Raguse, qui, cerné par les Bavarois, se dégagea en leur faisant éprouver une perte considérable.

[2] Plotho.

[3] Voyez le chapitre suivant.

[4] La suite des événements fera mieux apprécier l'étonnante justesse de ces combinaisons, dont le succès complet ne manqua que par la faute de deux maréchaux.



« renforts que vous m'enverrez de Paris, et je ne » pense pas qu'il puisse m'opposer sur un point » plus de cent dix ou cent vingt mille hommes. Si » je ne me trouve pas assez fort pour l'attaquer, » au moins le serai-je assez pour le contenir pendant quinze ou vingt jours, ce qui donnera lieu » à de nouvelles combinaisons. Comme demain j'attaquerai l'ennemi sur ses derrières, s'il poussait » sur la Ferté et sur Meaux, il n'y aurait pas d'alarmes à prévoir [1]. » Nous retrouvons dans cette lettre Napoléon tout entier.

Du 7 au 10 février, l'empereur a porté ses forces de Nogent à Sézanne. Les habitants de cette triste et sauvage contrée accueillent nos soldats en frères, les nourrissent, les guident, se dévouent à eux comme aux sauveurs de la France. Honneur à ce patriotique dévouement, qui n'aura sa récompense que dans l'histoire! Le 10, au matin, l'empereur tombe comme la foudre sur les Russes d'Alsufieff, postés à Baye, entre Sacken et le quartier général de Blücher, mais hors de portée de tous les deux. L'ennemi se défend bien; mais la partie est trop forte pour lui. Rejeté de positions en positions sur Champaubert, il se débat vainement entre nos colonnes victorieuses, qui le cernent et l'écrasent. L'artillerie, les drapeaux, le général lui-même tombent en notre pouvoir. Deux mille hommes à peine s'échappent sur huit mille. Ce premier exploit coupe en deux l'armée de Silésie.

Blücher a perdu quarante-huit heures à ne pas comprendre l'attaque de Napoléon ou à n'y pas croire. Ce n'est que le matin du combat de Champaubert qu'il rappelle enfin Sacken et York sur Montmirail, et en ce moment encore, il ne peut croire à une diversion si prompte et si décisive. Il ne peut y avoir, selon lui, du côté de Sézanne, qu'une démonstration facile à contenir par une manœuvre de flanc; en conséquence, au lieu de marcher lui-même directement sur Montmirail avec les corps qu'il a sous la main, il se porte sur la Fère-Champenoise, au moment même où l'on se battait à Champaubert! Vainqueur d'Alsufieff, Napoléon n'a pas perdu un moment. Laissant Marmont à Étoges pour contenir Blücher, il pousse sans tarder le reste de ses troupes sur Montmirail, au milieu des acclamations des paysans, qui viennent atteler leurs chevaux à ses canons. Sacken débouche déjà de la forêt de Nogent. Les Prussiens, qui reviennent de Château-Thierry, ne pourront entrer en ligne avant la chute du jour; néanmoins le général russe attaque sur-le-champ, et s'efforce de rejeter l'armée française sur le corps d'York. Le début de la journée semble lui être favorable, mais ne fera qu'assurer mieux sa défaite. Tandis que son aile droite, sous Szerbatow, s'empare des villages de Pomessone et de Marchais, sa gauche est tournée par la ferme des Gréneaux, enfoncée et rejetée en désordre sur Château-Thierry. L'avant-garde d'York, qui entrait en ligne de ce côté, est renversée à son tour par la garde impériale; elle se rallie, revient à la charge et est repoussée plus loin encore. Pendant ce temps, à l'autre extrémité du champ de bataille, Szerbatow paye cher ses premiers avantages. Les gardes d'honneur ont tourné sa position par les hauteurs de l'Épine-aux-Bois. Assaillis bientôt de front et en arrière, les Russes fuient en désordre vers la forêt de Nogent, asile plus dangereux que le champ de bataille même. Les bois sont peuplés de paysans fugitifs, qui seront à leur tour sans pitié.

Le lendemain, l'armée française poursuit avec impétuosité Russes et Prussiens, confondus dans la même déroute. Leur arrière-garde veut défendre le défilé des Cacquerets; elle est culbutée, et Napoléon suit sa marche victorieuse. A droite, l'intrépide Letort, avec les dragons de la garde, renverse la réserve de cavalerie prussienne, et occupe la route d'Épernay. A gauche, l'empereur fait donner les escadrons de service sur deux carrés russes, qui sont enfoncés et sabrés. L'incendie des ponts sur la Marne peut seul arrêter la poursuite. La malheureuse ville de Château-Thierry est encombrée de fuyards qui se vengent de notre victoire par le meurtre et le pillage.

Cette journée si glorieuse sera moins décisive que l'empereur n'a pu l'espérer un moment. Tous les écrivains militaires s'accordent à dire que le duc de Tarente, repoussé précédemment jusqu'à Meaux, aurait pu, le 12 au matin, se rendre maître de Château-Thierry et des ponts sur la Marne, comme il en avait reçu l'ordre dès l'avant-veille; alors les deux corps d'York et de Sacken, acculés sur la rivière sans retraite possible, étaient anéantis. Macdonald crut devoir attendre des renforts et faire reposer ses troupes; il manqua ainsi à l'instant décisif, et l'ennemi vaincu nous échappa.

Pendant la nuit du 12 au 13, les généraux alliés ont remis quelque ordre dans leurs troupes, et précipitent leur retraite, York sur Fismes, Sacken sur Reims. Cependant le 13, au matin, les ponts ont été rétablis sous le feu même des Cosaques. Mais les circonstances ne permettent pas de prolonger de ce côté la poursuite; l'empereur se contente de diriger vers Rocourt le duc de Trévise pour observer les mouvements de Sacken et d'York, et se rabat avec le reste de ses troupes sur le généralissime prussien.

[1] Lettre de l'empereur à Joseph, Nogent, 9 février (inédite).

Blücher avait fait faute sur faute. Au lieu d'aller secourir Alsufieff à Champaubert, il s'était porté sur la Fère-Champenoise; puis, en apprenant ce premier désastre, il avait ramene sur Bergères les corps de Kleist et de Kapcewicz; là, il restait immobile, au bruit de la canonnade de Montmirail[1]! Enfin, le 13, il attaque le duc de Raguse, posté à Étoges, et le pousse sur la route de Montmirail jusqu'au village de Vaux-Champs. L'empereur et ses troupes victorieuses sont de retour dans la nuit; Marmont, ainsi soutenu, reprend impétueusement l'offensive. La cavalerie aura tout l'honneur de cette brillante affaire. C'est une charge du général Lion qui chasse les Prussiens de Vaux-Champs. A notre droite, les hussards prussiens fuient devant l'infatigable cavalerie de la garde; Blücher, effrayé, reconnaît la présence de l'empereur aux coups terribles qu'on lui porte, et se met en retraite. Mais le véritable héros de la journée, c'est le général Grouchy[2]. C'est lui qui va changer en déroute la retraite des Prussiens par deux charges successives; l'une derrière Janvilliers, l'autre à Champaubert. L'effet de celle-là surtout est terrible. La nuit tombait; Blücher croyait la poursuite finie, quand soudain s'élèvent des cris d'effroi. Notre cavalerie ne le poursuit plus en effet; mais elle l'a devancé. Ces bois où l'infanterie prussienne croyait trouver enfin un asile, recélaient une dernière embuscade. Cette fois la terreur et la confusion sont au comble. Les carrés, qui avaient tenu ferme jusque-là, se débandent et fuient; Blücher, et ses lieutenants courent les plus grands dangers. Cependant ce général s'échappe, et montrant un sang-froid qui lui fait honneur, il s'efforce de réunir les débris de son armée en arrière d'Étoges. C'est dans ce bourg même que le combat se termine par la déroute d'une division russe qui a voulu tenir le débouché de la forêt[3]. Les restes de l'armée alliée gagnèrent Châlons, et se réunirent enfin au delà de la Marne aux corps d'York et de Sacken, qui n'étaient guère moins maltraités. Les combats de Champaubert, de Montmirail, de Château-Thierry et de Vaux-Champs coûtaient à l'armée de Silésie dix-huit à vingt mille hommes[4].

Pendant que l'empereur obtenait ces brillants succès, la grande armée austro-russe avait fait des progrès alarmants. La canonnade lointaine de Champaubert a tiré Schwartzenberg de son inertie. Menacé par Wittgenstein et de Wrède, le duc de Bellune s'est replié sur la rive droite de la Seine, confiant au général Bourmont la défense de Nogent. Cette défense restera, de l'aveu même de nos ennemis, l'un des plus beaux faits d'armes de la campagne[5]. Douze cents hommes, attaqués de trois côtés à la fois, et protégés seulement par quelques barricades dans une ville ouverte, se maintinrent pendant quarante heures contre des forces supérieures et sans cesse renouvelées; ils se retirèrent sans avoir été forcés, et seulement quand ils en reçurent l'ordre. Le général Bourmont avait été blessé grièvement dès le premier jour; il a dû regretter plus d'une fois que cette blessure n'ait pas été mortelle! La suite de cette belle défense fit le plus grand honneur au sang-froid et à l'intrépidité du colonel Voirol, qui avait remplacé Bourmont dans le commandement.

L'occupation par les Bavarois du poste important de Bray, qui ne paraît pas avoir été défendu comme il aurait dû l'être, força le duc de Bellune à faire évacuer Nogent, et à précipiter lui-même sa retraite sur Nangis. Il y fut rejoint par le duc de Reggio, qui venait de soutenir, à Cuterelles, un combat indécis et sanglant contre les Bavarois, et presque en même temps par le duc de Tarente, que l'empereur avait détaché de Meaux sur Guignes, immédiatement après le combat de Château-Thierry. En même temps toute la ligne de l'Yonne tombait au pouvoir des alliés; Auxerre était emportée d'assaut par le prince de Lichtenstein; la trahison ouvrait aux Würtembergeois une secrète entrée dans la ville de Sens, et le brave Allix, après avoir soutenu, de rue en rue, un combat acharné, était contraint d'abandonner cette place et d'aller rejoindre le général Pajol à Montereau. Ce dernier point même ne

[1] Il s'imaginait, dit-on, qu'York et Sacken étaient assez forts pour repousser Napoléon sur Sézanne; mais, même dans cette hypothèse, rien ne le justifie de n'avoir pas attaqué Marmont le 12.

[2] Pourquoi faut-il que le nom de ce brave officier soit devenu inséparable du plus sinistre épisode de notre histoire!

[3] Les historiens prussiens avouent que c'en était fait de l'armée de Silésie, si deux batteries légères, qui devaient suivre le mouvement de Grouchy sur Champaubert, n'avaient pas été retardées dans les bois par la difficulté des chemins.

L'ennemi perdit, dans la journée de Vaux-Champs, sept mille hommes tués ou blessés, et deux mille prisonniers. L'armée française ne perdit pas plus de six cents hommes. Ce résultat, comme l'a dit ailleurs Napoléon, n'étonnera pas les militaires, qui savent bien que ce n'est que dans les déroutes qu'on perd du monde.

[4] Voici comment Blücher jugea à propos de rendre compte de cette série de combats : « Le feld-maréchal se décida le 13 à attaquer l'ennemi. Près de Champaubert il trouva une force supérieure, surtout en cavalerie. *Ayant obtenu ce qu'il voulait* (il n'est pas difficile) il rentra dans son ancienne position. »

[5] Plotho, III, 150.

peut plus être conservé. Pajol recule jusqu'au Châtelet. Chaque jour l'ouragan grossit et se rapproche de Paris; les Cosaques inondent la vallée du Loing, et font des excursions jusqu'à Orléans; la retraite précipitée du général chargé de défendre le poste important de Moret, a permis à une avant-garde autrichienne d'occuper Fontainebleau. L'éloignement de l'empereur a placé momentanément les trois maréchaux sous la direction du roi Joseph, qui commande la première division militaire; il se décide assez judicieusement à les ramener sur la rivière d'Yères, entre la forêt de Sénart et celle de Cressy. Soit par un malentendu, soit dans la prévision de nouveaux événements, l'artillerie et les gros équipages ont été reportés jusqu'à Bercy; et cet incident cause un effroi général dans Paris, malgré la nouvelle des premiers succès de Napoléon.

Mais l'effroi est aussi dans le camp des alliés. Schwartzenberg a appris, le 13, les événements de Montmirail; Blücher envoie message sur message pour solliciter des renforts. Ces nouvelles inattendues jettent beaucoup d'incertitude et de confusion dans les mouvements des ennemis. On essaye d'abord de rétablir les communications avec l'armée de Silésie, en jetant des partis de cavalerie sur Sézanne et Montmirail; puis on décide de porter de ce côté les corps de de Wrède et de Wittgenstein, pour tenter de dégager Blücher [1]. L'idée tardive de ce contre-mouvement est abandonnée presque aussitôt, quand les souverains et les généraux alliés apprennent que Napoléon, vainqueur de Blücher, revient sur leur grande armée.

Un nouveau conseil de guerre décide que les différents corps resteront provisoirement dans leurs positions, pour attendre le développement des manœuvres de Napoléon, et connaître le moment où Blücher pourra rentrer en ligne.

Cependant l'empereur a dû sacrifier à la nécessité de secourir Paris la possibilité d'anéantir, par une poursuite acharnée, l'armée de Silésie, que trois défaites successives ont entièrement démoralisée. Il rétablit Marmont à Étoges, pour observer Blücher, et dirige le reste de ses troupes sur la vallée de la Seine; l'infanterie en poste, la cavalerie marchant nuit et jour. Le 15, il était encore à Montmirail; et le 16, au matin, il est à Guignes [2], et y combine les mouvements militaires du lendemain. L'un de ses premiers soins est de rassurer Paris, en rappelant de Bercy le parc d'artillerie. L'ordre d'attaque commence par ces mots : « Le duc de Bellune se portera sur Mormant avec son corps. » Napoléon a nommé d'avance la victoire du lendemain.

Trois des généraux alliés menaçaient les maréchaux, et sont maintenant menacés par Napoléon : ce sont Wittgenstein, de Wrède et le prince de Würtemberg. C'est sur le corps de Wittgenstein que vont porter les premiers coups. Ce chef avait voulu faire aussi sa pointe sur Paris; rappelé précipitamment par Schwartzenberg, il se repliait, le 15, de Nangis sur Provins; mais son avant-garde, qu'il avait portée en avant sur Mormant, n'aura pas le temps de se retirer. Les Russes, vivement abordés, sont poussés de Mormant sur Nangis; leur retraite devient là une déroute; la cavalerie est dispersée par les charges de Milhaut et du duc de Valmy; les carrés d'infanterie, mitraillés par l'artillerie de la garde, sont rompus et mettent bas les armes. Trois mille prisonniers nous restent dans cette journée [3]. L'impétuosité de la poursuite est telle, que deux régiments de cavalerie du corps de de Wrède sont encore atteints et culbutés en arrière de Nangis. Ce premier avantage n'est pour l'empereur que le prélude ou l'inspiration d'une plus grande victoire. Il fait poursuivre Wittgenstein par Oudinot, de Wrède par Macdonald, et dirige Victor sur Montereau. Le mouvement de ce dernier est la partie capitale du plan de l'empereur. « La prompte occupation des ponts de Montereau » lui permettrait, suivant son énergique expression, » de prendre l'armée autrichienne en flagrant dé» lit [4]. » Quatre corps, imprudemment disséminés par les lourdes manœuvres de Schwartzenberg, semblent n'attendre que l'occasion de se faire battre [5]. Mais le mauvais génie de la France s'arme contre Napoléon du hasard et des fautes mêmes de nos généraux. Le duc de Bellune rencontre et défait à Valjouan une division bavaroise; mais ce combat, moins décisif d'ailleurs qu'il n'aurait dû l'être [6], est plus nuisible qu'utile à l'ensemble du plan de l'em-

[1] Conseil de guerre tenu à Nogent.

[2] On a reproché à l'empereur d'avoir fait un détour inutile par Meaux, quand il pouvait tomber directement sur le flanc de Wittgenstein, en marchant de Montmirail par la Ferté-Gaucher sur Provins. Ce reproche paraît mal fondé. L'essentiel pour les opérations ultérieures était d'assurer d'abord sa jonction avec les trois maréchaux, jonction qui aurait pu devenir impossible, si une attaque les avait contraints de céder la ligne de l'Yères, pendant que l'empereur aurait marché sur Provins. (Voy. Vaudoncourt, I, 372-374.)

[3] Le même jour, Pajol chassait les Würtembergeois du Châtelet, et Allix reprenait Fontainebleau. La veille, le duc de Raguse avait eu une brillante affaire, à Montmirail, contre le corps volant du général Diebitsch.

[4] Bulletin de Montereau.

[5] Bianchi à Moret, le prince de Würtemberg à Montereau, de Wrède à Bray, Giulay à Pont-sur-Yonne.

[6] Les Bavarois échappèrent deux fois à un désastre complet dans cette journée; d'abord, par la faute du

pereur. Retardé, fatigué, le maréchal s'arrête et prend position à deux lieues de Montereau. Il perd ainsi l'occasion de combiner, dès le jour même, une attaque décisive avec le général Pajol, qui, à notre droite, repliait les avant-postes ennemis. Le prince de Würtemberg a reçu le soir l'ordre de défendre le passage à toute extrémité; il s'y prépare, en portant la plus grande partie de ses troupes, et disposant son artillerie sur le plateau de Surville, qui domine, de la rive droite, Montereau et le fameux pont. Il a eu le temps de prendre toutes ses dispositions; sa résistance sera longue et acharnée.

Au point du jour l'action s'engage. Pajol, qui commence son attaque, n'est pas secondé par Victor, comme il aurait dû l'être, et l'artillerie ennemie le tient facilement en échec. Le duc de Bellune ne paraît qu'à neuf heures du matin; deux attaques partielles des divisions Duhesme et Château sont encore repoussées. L'action ne prend un caractère décisif qu'à l'arrivée de Gérard, que l'empereur vient d'investir du commandement en chef. La cavalerie ennemie charge sur nos batteries; elle est ramenée en désordre. A deux heures enfin, Napoléon paraît avec sa garde. Soutenu par ce formidable renfort, Duhesme aborde de nouveau le plateau de Surville. Le prince de Würtemberg, à l'aspect de Napoléon, se hâte de retirer ses troupes, mais il est déjà trop tard. Sur la route de Melun, Pajol a saisi l'instant favorable; il charge, et culbute à la fois les troupes qui lui faisaient face et celles qui descendaient précipitamment de Surville. L'infanterie ennemie s'encombre sur les ponts; ce n'est plus qu'une masse inerte qui ne peut ni fuir ni se défendre. L'artillerie de la garde, tonnant du plateau, annonce à Montereau sa délivrance. « L'empereur pointe lui-même les pièces, commande lui-même les décharges [1]. » La cavalerie de Pajol s'est fait jour à travers la foule compacte des fuyards, et pénètre avec eux dans la ville. En vain l'ennem veut faire sauter le pont de l'Yonne; ces vieille dalles, qui ont bu le sang de Jean sans Peur, résis tent à l'explosion. Les habitants eux-mêmes on pris les armes et achèvent notre victoire. Six mill ennemis ont trouvé en ce jour la mort ou la capti vité. La journée a été sanglante aussi pour l'armé française; elle a eu deux mille cinq cents homme tués ou blessés. La perte la plus sensible fut cell du général Château, gendre du duc de Bellune. Il appartenait à cette nouvelle génération militaire, qui avait tout à la fois l'énergie de la jeunesse et celle du dévouement [2].

Enfin, Napoléon est maître de Montereau; mais grâce à ce fatal retard, l'occasion favorable qu'il poursuivait a fui sans retour. La division autrichienne, qui aurait pu être coupée la veille, nous a échappé pendant le combat même. Deux faux mouvements d'Oudinot et de Macdonald achèvent de compromettre tout le fruit de notre victoire, en favorisant la retraite de l'ennemi. Craignant de ne pouvoir forcer le passage de la Seine, que Wittgenstein et de Wrède semblent vouloir leur disputer, ils se rabattent à la fois, l'un de Nogent sur Bray, l'autre de Bray sur Montereau. Pendant ce temps, Schwartzenberg a concentré toutes ses forces sur Troyes avec une vivacité qui ne lui est pas ordinaire. Des soins indispensables de réorganisation retiennent d'ailleurs Napoléon; et quand l'armée française s'ébranle de nouveau, il n'y a plus ni poursuite ni surprise possibles [3]. La grande armée est sur ses gardes, et, de plus, en communication avec celle de Silésie, ralliée et ramenée sur la Seine par Blücher avec une promptitude remarquable. L'avant-garde de cette armée est déjà à Méry. L'empereur fait attaquer, le 22, par une brigade du corps d'Oudinot, ce passage, qu'il ne veut pas laisser à l'ennemi en se rapprochant de Troyes. Les alliés

général Lhéritier, qui manqua une occasion favorable de charger; ensuite, par un ordre de rappel intempestif, qui arrêta une vigoureuse attaque de Gérard sur la route de Donnemarie.

[1] Fain.

[2] L'armée perdit en même temps les services de l'intrépide Pajol, dont les anciennes blessures s'étaient rouvertes dans la chaleur de l'action. Château vécut jusqu'au 8 mai.

Voyez, dans l'ouvrage de M. Fain (p. 117), la belle scène d'explications qui eut lieu, le soir du combat, entre l'empereur et le duc de Bellune. Les reproches que Napoléon adressa au maréchal, dans le premier moment, ne paraîtront pas exagérés aux militaires qui apprécieront tout l'intérêt d'une prompte occupation de Montereau.

Le duc de Bellune sembla recouvrer, depuis ce jour, toute l'ardeur de la jeunesse, jusqu'à la bataille de Craonne, où il fut blessé en guidant au feu nos jeunes soldats.

[3] Plusieurs écrivains militaires, et notamment Jomini, ont blâmé la poursuite concentrique de Napoléon après le combat de Mormant. Cette critique ne doit être accueillie qu'avec une réserve extrême. Nous avons vu, dans la lettre de l'empereur à son frère, citée précédemment, que le dessein de déboucher sur Montereau était arrêté de longue main, et même avant l'expédition contre Blücher. Il est vrai qu'à cette époque il espérait obtenir auparavant, contre celui-ci, des avantages plus décisifs encore, et l'inaction du duc de Tarente, le 11 et le 12, put seule préserver la moitié de cette armée de Silésie d'une entière destruction. Toutefois il est probable que, si Napoléon avait prévu que Blücher, deux fois vaincu, se réorganiserait si promptement, il aurait préféré se jeter en masse sur Nogent, pour prévenir sa jonction avec la grande armée.

sont rejetés de l'autre côté du pont; ils y mettent le feu en se retirant, le combat finit à la lueur de l'incendie qui s'est communiqué à la ville. On reconnaît, non sans étonnement, que les prisonniers appartiennent à cette armée de Silésie, battue et dispersée quelques jours auparavant. Du moins la perte du pont de Méry ne lui permet plus de faire une diversion sur notre gauche.

L'armée française s'avançait vers Troyes sur trois colonnes. Des hauteurs de Fontaine-Saint-George, Napoléon voit la plaine couverte d'ennemis; l'armée de Schwartzenberg tout entière est là rassemblée. Ce général pourrait se fier assez à l'avantage du nombre pour accepter une bataille en avant de Troyes; c'est là tout l'espoir de l'empereur. Cet espoir sera déçu; la retraite de la grande armée alliée derrière l'Aube est décidée dans un conseil tenu le 23 au matin. Les victoires récentes de Napoléon, les dispositions inquiétantes que commençaient à manifester les populations françaises, le succès des premières opérations du duc de Castiglione sur leur ligne de retraite; enfin, le découragement visible de leurs propres soldats, tels sont les motifs de cette résolution subite. Un aide de camp du prince de Schwartzenberg est de plus chargé de porter à l'empereur une proposition d'armistice[1].

Le général Volkmann, laissé dans Troyes pour retarder l'armée française, y réussit en menaçant de mettre le feu si on l'attaquait. Dans la nuit, les dernières troupes alliées quittèrent Troyes. Le lendemain, à onze heures, l'empereur y rentrait aux acclamations des habitants, qui s'empressèrent de lui dénoncer les intrigues de quelques royalistes auprès de l'empereur Alexandre. Un seul, M. de Gouault, fut sacrifié à l'indignation publique.

La grande armée alliée se retirait, vivement poursuivie par nos troupes. Un nouveau conseil de guerre, tenu à Bar-sur-Aube, le 25, décida qu'elle resterait en observation sur la défensive au centre, en détachant un corps de cinquante mille hommes contre le duc de Castiglione; et que l'armée de Silésie, renforcée des corps de Witzingerode et de Bülow, agirait sur Paris. Blücher, sûr de l'approbation de deux des souverains alliés, avait déjà commencé et poursuivi ce mouvement, sans en prévenir le généralissime autrichien, et même *malgré ses ordres*.

Les résolutions prises à Troyes et à Bar-sur-Aube étaient l'œuvre de la politique autrichienne. M. de Metternich s'était chargé lui-même de tracer un sombre tableau de la situation des alliés, et nous croyons qu'à cette époque ses inquiétudes n'étaient pas affectées. Son idée fixe était d'ailleurs, comme nous le verrons, de garder la haute main sur tous les événements, de rester, comme il le disait lui-même, *le ministre de la coalition*. Son intérêt alors était de conserver intact le noyau des forces autrichiennes. Cette considération *suffit* pour expliquer les tiraillements de sa politique. Toutes ces lenteurs irritaient l'empereur Alexandre, pressé de montrer ses Cosaques aux Parisiens. Il n'aurait pas demandé mieux que d'aller se réunir à l'expédition aventureuse de Blücher; mais l'intérêt prédominant d'une parfaite union avec l'Autriche le retenait au grand quartier général.

Cependant Blücher suivait ce nouveau mouvement offensif avec son impétuosité ordinaire. Il franchit l'Aube et la Seine, détruisant les ponts pour mettre de l'intervalle entre Napoléon et lui, et marcha par Sézanne, poussant devant lui le corps du duc de Raguse. Celui-ci se replia sur la Ferté-sous-Jouarre, où il fut rejoint par le duc de Trévise, qui, depuis le combat de Château-Thierry, était resté sur la rive droite de la Marne, observant un nouvel ennemi, le corps russe de Wintzingerode. Blücher manœuvrait par sa gauche pour tourner les maréchaux et les devancer à Meaux; ce mouvement, qui les coupait de Paris, faillit réussir, grâce à l'audace des éclaireurs du général Sacken, qui étaient déjà dans la ville quand le duc de Raguse y arriva ventre à terre avec son état-major. Il lui fallut faire le coup de sabre pour chasser les Russes. Repoussé de ce côté, Blücher essaya de s'ouvrir un passage vers Paris par la rive droite de la Marne, en passant l'Ourcq à Lizy. Cette nouvelle tentative ne fut pas plus heureuse; les maréchaux étaient sur leurs gardes. Le corps de Kleist, qui avait passé l'Ourcq, fut battu au combat de Gué-en-Trême. Tandis que Blücher perdait ainsi le temps en entreprises partielles et décousues, il apprit que l'empereur arrivait sur la Marne.

Napoléon a laissé Oudinot et Macdonald en présence de la grande armée alliée; il est parti de Troyes, le 24 février, avec le reste de ses troupes, comptant bien faire payer à Blücher son audace encore plus chèrement cette fois qu'à Vaux-Champ et à Montmirail. Tandis que ce général perd encore toute la journée du 1er mars à faire d'inutiles démonstrations contre Marmont et Mortier, Napoléon arrive à la Ferté-sous-Jouarre, et fait travailler à la reconstruction du pont. L'occupation de ce point important le place déjà sur la ligne de retraite de

[1] Cette proposition avait été agréée par l'empereur, mais l'armistice ne fut pas conclu. Nous réservons pour le chapitre suivant les détails de la négociation qui eut lieu à ce sujet, négociation qui est connue sous le nom de *Conférences de Lusigny*.

l'ennemi par Châlons, et à portée d'intercepter celle par Reims. Blücher, qui comprend enfin le danger qu'il court, se retire en désordre par la route de Soissons, la seule voie de salut qui lui reste. Marmont et Mortier suivent ce mouvement ; on se bat au défilé de Mareuil et à Neuilly-Saint-Front, et, dans ce dernier combat, l'arrière-garde de l'ennemi ne doit son salut qu'à une fausse manœuvre de notre cavalerie. Pendant ce temps, l'empereur s'avance sur le flanc gauche de Blücher ; ses manœuvres ont pour but de le couper de Reims, et de l'acculer tout à fait à la rivière d'Aisne, sur laquelle il n'a aucun passage. Blücher allait se trouver réduit à deux alternatives presque également fâcheuses : recevoir une bataille, ayant la rivière à dos, ou être attaqué en la passant. Jamais peut-être l'empereur n'avait marché avec plus de confiance à une victoire plus complète. Toutes ses espérances vinrent se briser contre l'événement le plus imprévu, la reddition de Soissons.

Cette place importante avait déjà été surprise et occupée pendant quelques jours, à l'époque de la bataille de Montmirail, par le corps de Wintzingerode, qui venait alors d'entrer en France [1]. Reprise depuis par le maréchal Mortier, elle avait reçu une garnison de vétérans polonais, capables de la plus vigoureuse résistance. Le 2 mars, elle fut investie par Bülow. Blücher, qui aurait pu disposer du corps de ce général et de celui de Wintzingerode dans sa marche sur Paris, les avait laissés, on ne sait pourquoi, l'un à Laon, l'autre à Reims ; le 1er mars seulement, il leur avait expédié l'ordre de se rapprocher de l'Aisne. Par suite de cette singulière manœuvre, ils auraient assisté, l'arme au bras, de la rive droite, à la destruction de l'armée de Silésie sur la rive gauche, sans la pusillanimité du commandant de Soissons. Cet officier, quelques jours auparavant, commandait à Auxerre, et avait vu prendre cette place d'assaut. Il craignit le même sort pour Soissons, perdit complétement la tête, et sauva, par une capitulation insensée, l'armée de Blücher, qui dans ce moment même *ne savait pas encore où établir un pont*, et qui allait être attaqué sur tous les points dès le lendemain matin. Cette capitulation fut signée au bruit même du canon de l'armée française, qui se rapprochait à chaque instant [2] !

Cet événement est un coup terrible pour notre armée, qui marchait à une victoire assurée, mais nécessaire. L'Aisne séparait Blücher de ses renforts ; elle couvre maintenant toutes ses forces, portées à cent mille hommes. Ses fautes mêmes ont tourné à son avantage. Jamais peut-être la fermeté de l'empereur n'a été mise à une si terrible épreuve ; mais il ne fléchira pas ; la mauvaise fortune ne fait qu'accroître son audace.

Blücher a maintenant tous les avantages du nombre et de la position ; pourtant Napoléon persévère dans son rôle offensif. Il compte sur le prestige de son nom, sur l'invincible ardeur du bataillon sacré qui l'entoure. Il entreprend de couper tout à la fois Blücher de la grande armée et de la Belgique, et de l'acculer dans l'angle de l'Oise et de l'Aisne. Il faut pour cela franchir cette dernière rivière, et devancer l'ennemi à Laon. Afin de donner le change à Blücher, l'empereur multiplie ses mouvements et ses attaques. Il fait tout à la fois occuper Reims par Corbineau, attaquer Soissons par le duc de Raguse, et Braisne par Grouchy. Comme Napoléon l'avait prévu, Blücher, troublé par ces démonstrations, s'attend à une attaque sur Vailly, un peu au-dessus du confluent de la Vesle, et concentre sa gauche de ce côté. Pendant ce temps, Nansouty surprend le passage important de Béry-au-Bac, et c'est par là que toute l'armée française, débordant l'extrême gauche de l'ennemi, débouche sur la rive droite de l'Aisne, dans la direction de Laon. A cette nouvelle imprévue, Blücher porte toutes ses forces sur Craonne. Son intention était d'abord de livrer bataille dans la plaine de ce nom ; mais déjà Napoléon était maître des hauteurs qui la commandent au nord. Blücher change alors de projet, et veut

[1] Les règlements relatifs aux places fortes étaient tombés en désuétude dans l'ancienne France pendant le règne de Napoléon. On avait bâti, à Soissons, des maisons jusque sur le revers des fossés de l'enceinte fortifiée. Lors de la première surprise de Soissons, le général Rusca, qui commandait la ville, fut tué presqu'à bout portant sur le rempart par des tirailleurs ennemis logés dans une maison qui y touchait. L'ennemi, profitant de la confusion occasionnée par cet événement, pénétra par les brèches qui existaient sur divers points de l'enceinte.

Depuis 1830, Soissons a été mis en état de défense.

[2] Malgré les conventions stipulées, les Prussiens voulaient empêcher la garnison d'emmener son artillerie ; cette chicane injuste et imprudente exaspéra les Polonais. Ils allaient se mettre en révolte contre le commandant, et défendre la place malgré lui, lorsqu'un général russe fit sentir aux Prussiens la nécessité de céder. « *Donnez-leur*, dit-il, *toutes les pièces qu'ils réclament, et les miennes, s'ils les exigent, et nous aurons encore fait un bon marché.* » A peine la garnison fut-elle hors des faubourgs, que les têtes de colonnes de Blücher y entrèrent en désordre... (Koch, *Campagne de* 1814, I, 375.)

Quelques jours auparavant, une capitulation non moins étrange avait rendu le général Bülow maître de la Fère et du matériel immense que renfermait cette place.

combiner une grande manœuvre stratégique; c'est dire d'avance qu'il va commettre des fautes. Il place l'infanterie de Wintzingerode, commandée par Woronzof, sur les hauteurs de Craonne, avec le corps de Sacken en réserve; envoie Bülow occuper Laon, et dirige sur Féthieux, par des chemins de traverse, dix mille chevaux commandés par Wintzingerode, et les corps d'York, de Kleist et de Langeron. Grâce à ces manœuvres décousues, Blücher ayant cent mille hommes contre trente-cinq mille, parvint encore à se faire battre, ou du moins à être contraint de céder le champ de bataille. Son grand détachement de cavalerie s'embourba dans les traverses et resta en chemin; la seule infanterie de Kleist arriva jusqu'à Féthieux dans l'après-midi; et déjà il était trop tard pour tenter une diversion: le plateau de Craonne était au pouvoir de l'armée française.

Peu de batailles ont été plus meurtrières, et disputées avec plus d'acharnement, que celle de Craonne. La perte des alliés, de leur propre aveu, dépassa quatre mille cinq cents hommes; et celle des Français dut être plus considérable encore, puisque toute la bataille ne fut qu'une série d'assauts livrés par nos jeunes soldats déjà épuisés par les fatigues de cette longue campagne, contre de fortes positions, défendues par une artillerie formidable, et par de vieilles troupes russes, qui n'avaient pas combattu depuis Leipzig. Aussi notre première attaque fut-elle complétement repoussée; le duc de Bellune, les généraux Boyer de Rebeval, Grouchy et Laferrière tombèrent blessés presque en même temps, la division du prince de la Moskowa fut littéralement décimée. La bataille était probablement perdue, si Napoléon n'eût été là. Il fit renouveler l'attaque combinée du village d'Ailles par le maréchal Ney et le général Charpentier, qui avait remplacé Victor; le succès de ce mouvement décida la retraite des Russes. On ne se prit de part et d'autre ni hommes ni canons; le seul fruit de notre victoire fut la reprise de Soissons.

Le 8 mars, toute l'armée prussienne était concentrée à Laon, où Napoléon avait espéré la prévenir. Néanmoins il n'hésita pas un moment à suivre son mouvement offensif. Il espérait étourdir son adversaire par des attaques multipliées, et l'entraîner à quelque faux mouvement. Dans l'après-midi, le prince de la Moskowa, qui suivait la retraite des Prussiens, avait été arrêté court entre Urcel et Étouvelle, sur la grande route, qui formait là une chaussée bordée de marais impraticables dans cette saison. L'empereur crut qu'il était encore possible de tenter un coup de main sur Laon, et ordonna une attaque de nuit. Le défilé d'Étouvelle fut enlevé, et l'ennemi recula jusqu'au pied de la montagne de Laon; mais il fut impossible de le pousser plus loin. Sans se décourager, l'empereur réunit ses troupes au delà du défilé d'Étouvelle, et se prépara à un nouveau combat.

L'armée française agissait dans ce moment sur deux lignes d'opération. Vingt-cinq mille hommes environ étaient avec l'empereur en face de Laon; le corps du duc de Raguse allait déboucher par Féthieux contre l'aile gauche de Blücher, établie sur les hauteurs d'Athies. L'armée de Silésie, rangée en bataille, s'étendait de Thieret à Athies, le centre de Laon. Avec plus de cent mille hommes contre moins de trente-cinq mille, Blücher persistait à se tenir sur la défensive, tant était grand le prestige qu'exerçait encore, même dans ces derniers jours, la présence de Napoléon! Complétement déçu par l'audace et la promptitude des manœuvres de son adversaire, Blücher croyait l'armée française deux fois plus forte qu'elle n'était réellement.

La bataille du 9 mars fut plus indécise encore que celle de Craonne. Le fort de l'action porta sur deux villages au pied de la montagne de Laon. Celui d'Ardon surtout fut l'objet d'une lutte opiniâtre; deux fois pris et repris, il resta enfin aux alliés dans l'après-midi; mais, presqu'en même temps, le général Charpentier s'empara du mamelon de Clacy, et y fit des prisonniers. Le duc de Raguse, retardé par le mauvais temps, ne déboucha par Féthieux que vers une heure; il attaqua l'aile gauche du corps prussien d'York, et parvint à chasser l'ennemi du village d'Athis. Pendant toute la journée, Napoléon ne put avoir de nouvelles de Marmont, ni lui faire parvenir des siennes; toutes les ordonnances étaient enlevées par les Cosaques.

La nuit suivante fut désastreuse pour l'armée française. Le général York, s'apercevant enfin de la faiblesse du corps de Marmont, fit faire une attaque de nuit dont le succès était assuré d'avance par la supériorité du nombre. Le 6e corps, assailli à l'improviste, fut mis en déroute; il perdit une grande partie de son artillerie, et à peu près deux mille hommes, la plupart prisonniers; le reste ne dut son salut qu'à la belle contenance d'un détachement commandé par le colonel Fabvier, et au dévouement de soixante chasseurs de la garde qui continrent la cavalerie ennemie au défilé de Féthieux, notre seule ligne de retraite. Telle fut l'une des plus brillantes affaires dont les alliés, et particulièrement les Prussiens, aient à se vanter dans la campagne de 1814. Vingt-cinq mille hommes étaient parvenus à en surprendre six mille!

Quel était, dans cette funeste nuit, le plan de Napoléon? Quelles résolutions furent tour à tour par lui adoptées et rejetées? Sur cette question plane un mystère qui ne sera peut-être jamais

éclairci. S'il est vrai, comme il paraît difficile d'en douter [1], qu'avant de connaître le désastre du duc de Raguse, il avait fait ses dispositions pour renouveler une attaque générale le lendemain, on pourra voir dans cet ordre une inspiration de désespoir; il aura voulu mourir là, comme dans quelques jours au combat d'Arcis, comme dans un mois à Fontainebleau, comme l'année suivante enfin, à la dernière heure de Waterloo. Jamais ses affaires n'avaient paru plus désespérées que dans les premiers jours de mars 1814; chaque dépêche qui lui parvenait, sur un champ de bataille ou au bivac, annonçait un désastre nouveau. Il avait appris coup sur coup la fatale capitulation de Soissons, la défaite de Soult à Orthès, la déclaration de guerre de Murat. Sur le champ de bataille même de Craonne, il avait connu la rupture des conférences de Lusigny, et reçu de Châtillon une dépêche de la nature la plus fâcheuse [2]. La paix et la guerre lui devenaient également impossibles. Qui oserait blâmer l'empereur d'avoir songé alors à rejeter loin de lui ce fardeau de malheur qui s'aggravait chaque jour, à chercher un refuge contre la destinée dans une mort glorieuse, qui pouvait assurer les droits de son fils et rendre la paix à la France?

Ce n'est que le 10, à quatre heures du matin [3], que l'empereur apprend la défaite du 6e corps. Sa grande âme puise dans ce nouveau désastre des forces nouvelles. L'attaque ordonnée la veille est contremandée en toute hâte; mais l'armée va se maintenir devant Laon. Nous sommes dans une de ces situations où l'extrême audace est la dernière chance de salut. La retraite, qui aurait été peut-être la veille un acte de prudence, quand le 6e corps était intact, pourrait devenir désastreuse, commençant au point du jour devant un ennemi si supérieur; tandis que l'occupation du poste important de Clacy nous permet de le tenir en échec toute cette journée. De plus, si Blücher a dégarni sa position principale pour suivre Marmont, une attaque vigoureuse, imprévue, peut nous rendre maîtres de Laon; ou bien encore le général ennemi, ne se trouvant pas encore assez fort, se hâtera de rappeler à lui les troupes qui poursuivent le 6e corps.

L'action s'engage au point du jour. Blücher, qui croyait n'avoir plus qu'à poursuivre l'ennemi de ces côtés, fait d'incroyables efforts pour déboucher sur la grande route de Soissons, et déborder par la gauche ces dix-sept mille braves qui défient toute son armée; il fait renouveler, par des troupes fraîches, sept attaques consécutives sur le mamelon de Clacy, et sept fois il est repoussé. Mais déjà les prévisions de l'empereur se réalisent; Blücher, effrayé de la persistance de nos troupes, se hâte de faire revenir les corps engagés à la poursuite du duc de Raguse. Vers deux heures, Napoléon, placé sur un tertre situé à droite du village de Clacy, remarque un mouvement dans les troupes qui couvrent le plateau, en face des troupes de Ney : c'était le corps de Bülow, qui appuyait sur celui de Wintzingerode, décimé par les attaques infructueuses de la matinée. L'empereur veut profiter de cette trouée pour attaquer Laon; mais la disproportion de nos forces est trop accablante, la division Curial est ramenée avec perte sur Ardon. Cependant le but de l'empereur est atteint, car le duc de Raguse est dégagé; le reste de l'armée s'est maintenu dans ses positions et peut se retirer à la nuit, par le défilé d'Étouvelle. avec plus de sécurité que le matin. Pourtant Napoléon ne se résigne qu'à la dernière extrémité à quitter ce champ de bataille; il voudrait tenter une nouvelle attaque sur l'extrême droite de l'ennemi par la route de la Fère; il n'y renonce qu'après deux rapports successifs des généraux Drouot et Belliard. Enfin, l'ordre de retraite fut donné à quatre heures, et, à la nuit, l'armée française commença à se retirer sur Soissons par la grande route et par celle d'Anisy. Son mouvement fut à peine inquiété par l'ennemi; les avant-postes français restèrent jusqu'au jour sur la ligne de bataille. Ainsi l'empereur ne s'est pas abusé en comptant sur le prestige que sa seule présence exerce encore sur son vieil ennemi. Blücher, avec des forces plus que triples des siennes, et déjà vainqueur à Féthieux, Blücher, si audacieux d'ordinaire, s'est laissé tout à fait paralyser par les démonstrations menaçantes de l'armée française, dont il n'a pas su deviner la faiblesse. Napoléon et lui viennent de se mesurer ensemble pour la dernière fois dans cette campagne; ils ne se reverront que l'année suivante, à Ligny, puis à Waterloo!

L'armée française s'est retirée en deux colonnes; elles se rejoignent, le 11 mars, vers midi, à l'embranchement des routes au moulin de *Laffaux*.

[1] Le général de Vaudoncourt a voulu contester, sinon l'authenticité, du moins la date de l'ordre d'attaque dont nous parlons. Malheureusement il nous paraît impossible d'admettre, comme lui, que cet ordre fut celui de la veille. Napoléon ne pouvait prescrire au général Charpentier de *déboucher de Clacy,* quand il n'y était pas encore. Cependant le colonel Fabvier, dans son *Journal des opérations du 6e corps,* assure que l'une des ordonnances interceptées par les Cosaques portait au duc de Raguse l'ordre de se retirer. Si cette assertion était fondée, il en résulterait que Napoléon n'avait pas attendu la nouvelle du désastre de Féthieux pour abandonner son projet désespéré.

[2] Voyez le chapitre suivant.

[3] Fain.



Plus de treize siècles auparavant, cé lieu avait été le théâtre d'un combat furieux entre les armées de deux femmes, deux rivales de puissance et de crimes, Frédégonde et Brunehaut[1]. Partout les souvenirs historiques se heurtent, les champs de carnage se touchent ou se confondent sur notre pauvre terre de France!

Napoléon réorganise son armée à Soissons; il reçoit quelques renforts précieux en cavalerie. Envisagée de sang-froid, sa position lui paraît maintenant moins désespérée, mais il ne recule plus devant aucun moyen. Déjà, avant la bataille de Craonne, il a lancé, à Troyes, un décret menaçant contre les Français qui ont accompagné les armées ennemies dans l'invasion du territoire de l'empire, depuis le 20 décembre 1813, et contre tout Français qui aura porté les signes et les décorations de l'ancienne dynastie. De Fismes, le 5 mars, il a décrété la levée en masse, et la peine de mort pour tous les fonctionnaires publics qui s'y opposeraient. Pour appuyer cette mesure salutaire, mais malheureusement bien tardive, et pour atténuer le mauvais effet du désastre de Féthieux et de la retraite, il faut à l'empereur un succès. C'est à Reims qu'il va le chercher. Le 12 mars, cette ville a été surprise par un nouveau corps ennemi, commandé par un émigré français, le comte de Saint-Priest, qui manœuvre pour rétablir les communications entre Schwartzenberg et Blücher. Favorisé par la singulière inaction de ce dernier, Napoléon, laissant Mortier avec douze mille hommes sous Soissons, dirige sur Reims le corps de Marmont, qui avait repassé l'Aisne et pris position à Fismes, et les divisions Friant et Boyer de Rebeval. Saint-Priest, prévenu de l'approche des troupes françaises, s'était mis en bataille sur les hauteurs de Sainte-Geneviève, qui couvrent Reims du côté de la route de Fismes; mais, trompé par les bulletins prussiens, au dire desquels il n'y avait plus d'armée française, il croyait n'avoir affaire qu'à des fuyards. Il va être cruellement détrompé. L'infanterie française est à peine égale en nombre à la sienne; mais la supériorité de notre cavalerie, et surtout la présence de l'empereur, nous garantissent la victoire. Dès les premiers moments, la cavalerie ennemie est culbutée sur les deux ailes, l'infanterie rejetée en désordre sur le faubourg de Soissons. Une très-belle charge de cavalerie du général Philippe de Ségur[2], change la retraite de l'ennemi en déroute. Saint-Priest, qui s'efforce de rallier ses troupes, tombe blessé à mort d'un éclat d'obus : ne pas survivre à une défaite si complète serait un sort glorieux, si, pour un transfuge, il pouvait y avoir encore de la gloire. Cependant les Russes tenaient à la porte de Soissons, pour couvrir leur retraite; mais Napoléon a fait réparer le pont de Saint-Brice sur la Vesle; et bientôt notre cavalerie tombe sur la colonne ennemie qui gagnait Béry-au-Bac. Ce dernier mouvement est pour les alliés le coup de grâce; ils se débandent et s'enfuient vers Laon, Châlons et Réthel. Un tiers du corps de Saint-Priest est tué, blessé ou prisonnier. A une heure du matin, Napoléon entre dans Reims; la ville entière est illuminée. Les acclamations des habitants saluent l'arrivée du héros qui ne combat plus pour conquérir, mais pour délivrer.

Hélas! ce combat si brillant, c'est pour lui le dernier sourire de la fortune. Ni lui, ni ses braves ne sauraient prendre impunément un moment de repos; à peine vainqueurs à Reims, il leur faut marcher de suite contre Schwartzenberg.

Les chefs de la grande armée alliée redeviennent entreprenants aussitôt que Napoléon s'éloigne. A peine ont-ils acquis la certitude de son départ, que les différents corps ont arrêté leur mouvement rétrograde. L'empereur était parti le 24, et le 26 au soir, de Wrède tentait d'emporter Bar-sur-Aube d'un coup de main; cette première entreprise fut repoussée avec perte par la division Duhesme du 2e corps, qui occupait cette ville. Mais le lendemain une attaque beaucoup plus sérieuse fut faite par Wittgenstein et de Wrède sur l'ensemble des positions du duc de Reggio, qui occupait la ligne de l'Aube, de Bar à Doulencourt. Les troupes françaises se soutinrent toute la journée avec une admirable valeur; mais le duc de Reggio, qui avait envoyé assez mal à propos son artillerie en arrière, fut débordé par sa gauche, et contraint d'abandonner ses positions. Il repassa l'Aube au pont de Doulencourt, et se replia sur Vandœuvre. Les alliés, comme on pense, firent grand bruit de cette affaire, dans laquelle ils étaient quarante mille contre quinze mille.

Pendant le combat de Bar-sur-Aube, le duc de

[1] *Latofao* (597).

[2] L'historien de la guerre de Russie. Il fut blessé à la porte même de la ville, où l'encombrement seul des fuyards l'empêcha de pénétrer pêle-mêle avec eux.

Ce fut en ce moment que Napoléon reçut, dit-on, tout à la fois une communication de Murat et une autre du prince de Suède. Nous parlerons plus tard de cette dernière. La lettre de Murat était la réponse à la mission de M. Faypoult, et ne pouvait contenir que des protestations d'attachement personnel et de stériles regrets. L'autorité de M. de Pradt (*Récit du rétablissement de la royauté*, p. 52) n'est pas assez grande pour nous faire croire que Murat offrit à Napoléon de se déclarer pour lui, alors qu'il entrait précisément en campagne contre nous. (Voyez le chapitre précédent.) L'existence même de cette lettre est douteuse.

Tarente, qui avait reçu l'ordre d'opérer sa jonction avec Oudinot et de prendre le commandement en chef, s'avançait de Mussy-l'Évêque vers la Ferté. Schwartzenberg, de son côté, avait porté vers ce point le prince de Würtemberg pour couper en deux l'armée française. Le duc de Tarente rencontra l'avant-garde würtembergeoise et la contraignit d'abord de repasser l'Aube; mais, par suite de l'évacuation de Bar, il se trouva séparé du duc de Reggio. Celui-ci, abandonnant Vandœuvre, prit la ligne de la Barse pour couvrir Troyes, tandis que Macdonald se repliait à Bar-sur-Seine, et gagnait aussi Troyes par la rive gauche.

Cependant Schwartzenberg s'avançait en tâtonnant, et faisant à chaque pas, suivant son habitude, des reconnaissances souvent assez inutiles. Le 24 mars, le prince de Würtemberg occupa Bar-sur-Seine. Le lendemain, les troupes d'Oudinot, attaquées par les deux rives de la Barse, se retirèrent sur Troyes après une lutte opiniâtre [1]. Macdonald, investi dès lors du commandement en chef, comprit de suite l'impossibilité de défendre Troyes, menacée sur les deux rives par des forces très-supérieures. Il se retira sur Nogent, pendant que Schwartzenberg combinait une attaque générale.

La rentrée des alliés à Troyes fut marquée par deux incidents qui auraient, à coup sûr, porté pour eux des fruits amers, sans les événements de Paris. Le premier fut le pillage infligé à la ville pendant quarante-huit heures, pour punir les habitants d'avoir trop joyeusement accueilli Napoléon quelques jours auparavant. L'autre fut une proclamation du général en chef, suivie d'un ordre du jour motivé sur les mesures que venait de prendre le général Allix pour organiser la levée en masse dans le département de l'Yonne. « Français ! disait » Schwartzenberg, on vous excite à *la rébellion !* » C'est sans doute la première fois qu'un pareil mot a été employé en pareille circonstance. L'ordre du jour menaçait du pillage et de l'incendie toute commune dont les habitants auraient agi offensivement contre les troupes alliées, et même toute commune *où l'on aurait sonné le tocsin* (art. 2). Cela était atroce, ou n'était que ridicule. Nous voulons bien admettre, pour l'honneur des souverains et des généraux alliés, que la crainte seule leur dictait des menaces qu'ils auraient rougi de réaliser; mais le remède était pire que le mal. Ils l'auraient bien senti, si les hostilités avaient duré seulement huit jours de plus.

Cependant le duc de Tarente, s'attendant à voir la grande armée alliée poursuivre ses avantages, se préparait à défendre énergiquement le passage de la Seine. Mais Schwartzenberg, satisfait d'avoir repris Troyes, inquiet des opérations de Napoléon contre Blücher, et de celles du duc de Castiglione, et d'ailleurs subordonnant toujours ses mouvements à des considérations politiques, restait à peu près immobile, se bornant à faire des reconnaissances, et à rédiger des plans d'opération. Il ne songea à reprendre sérieusement l'offensive que le 14, lorsqu'un aide de camp de Blücher lui apporta la nouvelle officielle des combats de Laon et de Féthieux.

Le duc de Tarente fut attaqué le 16, à Provins, par le corps de Rajewski [2]; l'action fut indécise et meurtrière. Le maréchal, voyant sa gauche débordée par les Würtembergeois qui occupaient Nogent, se décida à évacuer Provins dans la nuit du 16 au 17. Il ne fut pas suivi, comme il devait s'y attendre. Schwartzenberg, qui, la veille encore, n'était pas éloigné, d'après les rapports emphatiques des Prussiens, de croire toute l'armée française détruite, apprenait tout à coup que Napoléon se rabattait sur lui, après avoir écrasé le corps de Saint-Priest.

La situation de nos affaires s'était améliorée notablement par la victoire de Reims. A cette nouvelle, Blücher, passant tout à coup d'une jactance ridicule à une circonspection extrême, s'est hâté de concentrer de nouveau toutes ses forces sur Laon, s'attendant à être attaqué encore dans cette position. Ses communications avec la grande armée sont totalement interceptées; celles de l'armée française sont libres au contraire avec la Lorraine et l'Alsace. Napoléon reçoit à Reims six mille hommes que le général Janssens lui amenait des places des Ardennes, dont il compte tirer d'autres renforts pour la suite de la campagne. Ney propose de se jeter dans les Vosges pour organiser l'insurrection. Napoléon préfère le garder près de lui. Il commence son mouvement contre Schwartzenberg avec seize mille hommes environ. Les ducs de Trévise et de Raguse restent sur l'Aisne pour masquer le mouvement de l'empereur, *et au besoin couvrir Paris* [3]. L'empereur est loin de se douter,

[1] Une forte gelée, qui rendait praticables les marécages formés par cette rivière, facilita l'attaque des alliés. Le duc de Reggio montra beaucoup de valeur dans ce combat et dans celui de Bar-sur-Aube; mais ses dispositions ont été blâmées par les écrivains militaires.

[2] Ce général avait remplacé Wittgenstein, blessé au combat de Bar-sur-Aube.

[3] Après la bataille de Laon et la retraite de l'armée sur Soissons, le duc de Raguse, appelé dans cette ville par l'empereur, avait reçu de lui les plus vifs reproches, pour s'être mal gardé à Féthieux. *Ces reproches*, dit M. Fain, *n'entrèrent que trop avant peut-être dans le cœur du maréchal.*

en donnant cet ordre aux deux maréchaux, que, dans quelques jours, ils vont avoir en effet à défendre la capitale, non pas seulement contre Blücher, mais contre les deux armées alliées réunies.

L'empereur a quitté Reims le 15 mars. Malgré l'immense disproportion de ses forces avec celles qu'il va combattre, le succès de son expédition semble d'avance assuré par les dispositions vicieuses, incohérentes, de Schwartzenberg. Ce général modifie ses plans à chaque instant. D'abord il a voulu tenir tête à la fois au duc de Tarente et à l'empereur; ensuite porter sur Arcis la majeure partie de ses forces. Un peu après, il songe à se concentrer sur Brienne pour y recevoir la bataille. Tandis qu'il fatigue ainsi ses soldats en marches et en contremarches, Napoléon s'avance sur l'Aube avec sa petite armée, divisée en deux colonnes. Déjà Sébastiani a chassé de Fère-Champenoise une avant-garde de Cosaques; il la retrouve et la renverse encore sur Plancy. Les soldats et les habitants travaillent ensemble, sous le canon de l'ennemi, à réparer le pont sur l'Aube. Bientôt l'empereur arrive en personne avec les divisions Letort et Berckheim; il se porte en hâte sur Méry, où il croit surprendre, en colonne de marche, l'un des corps ennemis qui dans ce moment se retirent sur Troyes, suivant le dernier ordre de concentration du généralissime autrichien. Malgré toute sa diligence, l'empereur arrive trop tard; Rajewski, Giulay, le prince de Würtemberg, sont déjà hors de sa portée; il n'atteint que l'extrême arrière-garde de ce dernier corps. Le soir même, il revient à Plancy, et le lendemain matin l'armée marche sur Arcis. L'empereur, qui vient de voir une grande partie de l'armée alliée filer sur Troyes, croit que Schwartzenberg va continuer son mouvement de retraite, et se propose de le prendre en flanc, entre la Seine et l'Aube. Arcis est occupé à dix heures du matin, le pont réparé à la hâte, et le prince de la Moskowa débouche sur la rive gauche avec ses deux divisions d'infanterie.

Mais, pendant ce temps, de nouvelles résolutions ont été prises au quartier général des alliés, sous l'influence de l'empereur Alexandre [1]. Napoléon va être attaqué par l'ennemi qu'il croit poursuivre. De Wrède revient sur Arcis, qu'il n'avait évacué que dans la nuit; les trois corps qui, la veille, s'étaient repliés sur Troyes, débouchent en deux colonnes par les routes d'Arcis et de Plancy; les réserves, précédemment concentrées en avant de Brienne, s'avancent sur les hauteurs de Mesnil-la-Comtesse.

L'attaque imprévue des alliés aurait pu devenir désastreuse pour l'armée française, si le corps de Rajewski, qui venait de Troyes sur Arcis, était arrivé à temps pour appuyer le mouvement offensif des Bavarois. Heureusement toutes les troupes qui étaient à Troyes, épuisées de fatigue par les marches forcées des jours précédents, se mirent tard en mouvement, et s'arrêtèrent en chemin. De Wrède attaqua vers deux heures; il n'y avait encore des nôtres, sur la rive droite de l'Aube, que l'infanterie de Ney, postée en avant d'Arcis, sur la route de Brienne, la gauche appuyée au village de Grand-Torcy, et la cavalerie de Sébastiani sur la route de Troyes. C'est là que s'engage le combat; notre cavalerie, assaillie par des forces supérieures, est ramenée en désordre sur Arcis. L'ennemi allait s'emparer du pont, quand l'empereur, qui vient d'arriver, se jette, l'épée à la main, au milieu des fuyards, et les ramène. Presqu'en même temps débouche la division Friant de la vieille garde; et l'ennemi recule à son tour. Dans la soirée, Sébastiani ayant reçu des renforts, prit vigoureusement l'offensive, et ne s'arrêta que devant des forces supérieures. A notre gauche, l'infanterie de Ney soutint jusqu'à onze heures un combat acharné contre des troupes qui se renouvelaient sans cesse, et conserva ses positions. Pendant ce temps, une partie de la cavalerie de la garde, qui, par un malentendu, n'était partie de Méry que dans l'après-midi pour rejoindre le gros de l'armée, se trouva coupée d'Arcis par la cavalerie de Pahlen. Nos escadrons se replièrent en combattant jusqu'à Méry, d'où ils rejoignirent le lendemain par Plancy.

Le lendemain, Schwartzenberg qui a toutes ses troupes sous la main (plus de cent mille hommes pour en combattre moins de trente mille [2]), au lieu de prendre l'offensive, se prépare à recevoir la bataille. Napoléon, ne voyant pas paraître l'ennemi, croit d'abord qu'il n'a combattu la veille que pour masquer sa retraite, et porte en avant Ney et Sébastiani; mais bientôt, du plateau d'Arcis, il découvre lui-même toute l'armée ennemie, rangée en ordre concentrique, d'Ortillon à Nozay. L'empereur n'avait jamais songé à risquer une affaire générale, ayant à dos une rivière et des marais impraticables; il fait de suite ses dispositions pour se replier derrière l'Aube. L'excessive circonspection de Schwartzenberg assura notre retraite. Elle était déjà fort avancée, quand ce général s'apercevant enfin que son ennemi, au lieu de l'attaquer, lui échappait, fit avancer ses masses sur Arcis. Le duc de Reggio formait l'arrière-garde; assailli par plus de quarante mille hommes, il soutint leur

[1] Voyez le chapitre suivant.

[2] De l'armée de Macdonald, le corps du duc de Reggio était encore le seul qui eût rejoint.

choc avec fermeté. Sur la rive droite, l'empereur retrouva les troupes du duc de Tarente, qui avait hâté sa marche au bruit du canon. Les deux journées d'Arcis nous coûtaient environ deux mille cinq cents hommes, et quatre mille au moins aux alliés [1].

Plusieurs écrivains militaires ont blâmé sévèrement le mouvement sur Arcis; ils n'ont pas craint d'accuser l'empereur, dans cette circonstance, de présomption et de témérité. Nous croyons que de telles critiques ne doivent être accueillies qu'avec une extrême circonspection. Personne assurément ne s'avisera de nier le prestige qu'exerçait encore sur les alliés la seule présence de Napoléon, malgré l'énorme infériorité de ses forces. Ce prestige, Blücher en subit l'influence à Laon, Schwartzenberg à Arcis. Nous les voyons improviser, dans leurs bulletins, des armées françaises de quatre-vingt ou cent mille hommes pour faire cortége à Napoléon, et justifier la timidité de leurs propres manœuvres en sa présence. Dans des circonstances si graves, si urgentes, forcé d'avoir recours à tous les moyens, d'user et d'abuser de toutes les armes, l'empereur ne serait-il pas excusable, après tout, d'avoir cru trop légèrement que les ennemis fuyaient devant lui? N'oublions pas d'ailleurs qu'à cette époque il pouvait encore compter sur une diversion d'Augereau, et qu'il n'a pu prévoir cette fatale mission de M. de Vitrolles, mission contemporaine des événements militaires que nous venons de raconter, et qui a exercé sur les déterminations des alliés une influence décisive et funeste à notre cause. La trahison achevait ce que l'hiver de 1812 avait commencé.

Quinze jours seulement séparent la bataille d'Arcis de l'abdication de Napoléon; mais ces quinze jours sont un siècle, et demanderaient à eux seuls toute une histoire. Avant d'aborder à notre tour ce pénible récit, nous allons analyser rapidement les dernières opérations militaires qui ont eu lieu en Belgique et dans le midi de la France, puis nous raconterons les négociations de Châtillon, rompues par les alliés le jour même du premier combat d'Arcis [2].

Comme nous l'avons déjà dit, la ville d'Amsterdam avait donné à la Hollande, dès le 16 novembre, le signal d'une insurrection qui devint bientôt générale. Elle fut appuyée par les corps de Bülow et de Wintzingerode, détachés de l'armée du prince de Suède; et bientôt après par l'expédition anglaise de Graham. Le 23 novembre, l'indépendance des Provinces-Unies fut proclamée à Amsterdam, et le prince d'Orange rappelé après vingt années d'exil. Ainsi fut perdue pour la France la conquête de Pichegru. La terreur seule, il faut le dire, avait retenu jusque-là, sous la domination française, un peuple qui ne comprenait, du système continental, que la souffrance présente. L'infériorité de nos troupes de ce côté ne permit aucune résistance; les progrès de l'ennemi furent rapides, ses succès nombreux et faciles. Bientôt la Belgique elle-même fut menacée; le général Decaen, envoyé par l'empereur [3], trouve les ennemis maîtres des principaux points de la ligne de défense qui lui avait été assignée. Les Prussiens poussèrent des corps de partisans jusque sous les murs de Malines et de Louvain, et les établissements d'Anvers furent sérieusement menacés. L'empereur, qui à cette époque s'attendait encore à être principalement attaqué par la Belgique, y envoya une division de la garde, dont la présence suffit pour contenir l'ennemi. Le général Bülow nous fit alors une guerre fort active de proclamations; dans l'une, il annonçait bardiment *qu'un Corse n'était pas fait pour gouverner la France;* dans une autre, adressée aux Belges, il se permettait de taxer les Français de LACHETÉ. Les officiers prussiens semblaient prendre à tâche de racheter à force d'insolence leurs humiliations passées.

Cependant le corps de Bülow fut bientôt appelé, comme nous l'avons vu, à renforcer l'armée de Blücher. Il n'est pas un moment de la campagne où les alliés se soient trouvés assez forts contre Napoléon et sa petite armée. Le duc de Saxe-Weimar resta chargé de conduire les opérations des alliés en Belgique; malgré l'adjonction des troupes anglaises, cette campagne lui fit peu d'honneur. Le général Maison, appelé en dernier lieu au commandement en chef de l'armée de Belgique, soutint glorieusement l'honneur de nos armes. D'après les ordres de l'empereur, la garnison d'Anvers avait repris l'offensive; assaillie par un ennemi très-supérieur en forces, elle se replia sur Anvers, après avoir soutenu d'honorables combats à Hoogstraeten, Merexhem et Wyneghem [4]. Les Prussiens serraient de près la ville et y jetaient déjà des obus; mais leur retraite fut bientôt décidée par une diversion habile du général Maison. Une nouvelle attaque fut tentée contre Anvers, au moment où Carnot arrivait

[1] C'est à la bataille d'Arcis que l'empereur, bravant ou plutôt cherchant la mort, poussa son cheval sur la mèche fumante d'un obus qui éclata sans l'atteindre. Il semble avoir voulu d'avance détruire le reproche de *lâcheté*, que d'ignobles pamphlétaires osèrent lui adresser quelques jours plus tard.

[2] 19 mars.

[3] 30 novembre 1813.

[4] 13 et 15 janvier.



pour prendre le commandement de cette place. Cet homme célèbre était allé offrir à Napoléon défenseur de la France envahie, des services qu'il avait cru devoir refuser à Napoléon conquérant de l'Europe et de nos libertés publiques [1]. L'histoire n'a pas dit encore son dernier mot sur Carnot; mais ce moment de sa vie suffirait pour racheter même des crimes. Carnot, du reste, n'était pas le seul homme de la révolution qui, séparé de Napoléon par la prospérité, lui fut rendu par le malheur. La catastrophe de 1812 avait fait reparaître, à la tête de nos jeunes conscrits, plus d'un vétéran de la république [2].

La seconde attaque des alliés sur Anvers eut lieu dans les premiers jours de février. Le bombardement produisit peu de dégât dans la ville, et aucun dans le port, la flotte étant désarmée et *blindée*. L'ennemi se retira, le 6, ayant épuisé ses munitions; la haine des Anglais contre ce bel établissement maritime avait été une dernière fois impuissante. Cependant le parti flamand montrait en Belgique des dispositions inquiétantes; Maison jugea prudent d'évacuer Bruxelles. Il s'établit sur la frontière de France, et s'y maintint avec honneur pendant tout le reste de la campagne. « Avec huit mille hommes, la plupart conscrits, il sut réduire plus de trente mille ennemis à une guerre de postes sur une frontière entièrement découverte, et qui n'était gardée que par son ancienne réputation [3]. » Les tentatives des alliés, mal conçues et mal conduites, manquèrent pour la plupart. Cependant ils s'emparèrent de Bois-le-Duc, et forcèrent Gorcum à capituler; mais le duc de Saxe-Weimar éprouva un échec à Maubeuge, et Graham un autre bien plus désastreux à Berg-op-Zoom.

Cette dernière place a toujours porté bonheur à nos armes. Dans le dix-huitième siècle, une mémorable surprise nous avait livré Berg-op-Zoom et sa garnison, réputée *invincible* par nos ennemis. En 1814, c'est contre nous que la surprise est tentée; tout semble en garantir le succès. Les habitants de la ville sont autant nos ennemis que les Anglais qui nous assiégent; ce sont eux qui servent de guides aux colonnes qui pénètrent dans la ville à la faveur de la nuit. Près de cinq mille ennemis aguerris envahissent une ville dont les fortifications exigeraient l'emploi de douze mille hommes, et qui n'est défendue que par *deux mille sept cents* Français. Avec tant de chances favorables, de précautions de tout genre qui semblent leur garantir un succès complet, nos ennemis n'auront travaillé que pour notre gloire. Attaqués de front et à revers sur tous les points à la fois, nos soldats tiennent ferme toute la nuit; au matin, ils redeviennent assaillants. Trois charges impétueuses à la baïonnette divisent les troupes anglaises et les acculent sous la mitraille des bastions de la place : là, plus de fuite ni de résistance possibles. Quatre mille Anglais ont trouvé, dans ces murs dont ils se voyaient déjà maîtres, la mort ou la captivité.

Les derniers jours du mois de mars furent marqués par de nouveaux succès. Maison s'avança sur Courtray et Gand avec toutes ses forces, et parut menacer Bruxelles; mais son but réel était de retirer d'Anvers la division Roguet, comme il l'avait déjà essayé à deux reprises. Ce mouvement habile et hardi réussit pleinement cette fois. Le fameux transfuge saxon Thielman osa seul inquiéter notre retraite sur Courtray; il fut complétement battu, perdit huit à neuf cents hommes et six pièces de canon [4]. Ce combat fut livré le 31 mars, le jour même de la bataille de Paris. Jusqu'au dernier moment, Maison soutint l'honneur de nos armes et augmenta sa propre gloire.

Nous n'en pouvons malheureusement dire autant d'Augereau, chargé de la défense de nos départements du Sud-Est. L'empereur fondait sur son concours les plus grandes espérances. « La » France et la Suisse avaient les yeux sur lui [5]. » Il ne leur donna que le fâcheux spectacle d'une complète décadence de caractère et de talent. Le héros de Castiglione a trop vécu pour sa gloire.

Le général Bubna ayant traversé, comme nous l'avons dit, la Suisse dans presque toute sa longueur, avait paru le 30 décembre devant Genève. Il y entra sans coup férir, grâce à la retraite précipitée du préfet (M. le baron Capelle, depuis ministre sous la restauration), et à la mort subite

[1] La dernière parole de l'empereur Napoléon à Carnot avait été : « Général, où vous voudrez, quand vous voudrez, comme vous voudrez. » « C'est peu de chose que l'offre d'un bras sexagénaire, écrivit Carnot à Napoléon; mais j'ai pensé que l'exemple d'un soldat dont les sentiments patriotiques sont connus pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens incertains..., et qui peuvent se laisser persuader que ce serait sauver leur pays que de vous abandonner. » Cette belle lettre a déjà été publiée; mais ce sont là des choses qu'on ne saurait trop redire.

[2] Tel était ce brave Dalmas, blessé mortellement à Leipzig. Il n'avait repris du service qu'en 1813. Voyez le beau récit de ses derniers moments dans l'Histoire de Charles-Jean, par M. Sarrans, t. I.

[3] Koch, II. 162.

[4] Le général Thielman faisait sa cour aux souverains alliés aux dépens de ses compatriotes. Il s'était surtout rendu odieux, en devenant l'agent le plus actif du système d'enrôlement forcé qui fut appliqué à la Saxe.

[5] Expressions de Napoléon.

du commandant militaire [1]. Déjà un détachement autrichien, envoyé de Lausanne, avait coupé la route militaire du Simplon, et appelait aux armes les habitants du haut Valais et de la Savoie. La violation imprévue de la neutralité suisse assurait à l'ennemi des progrès rapides de ce côté; la défense n'était organisée nulle part; aussi les Autrichiens, après quelques combats partiels, se trouvèrent maîtres des départements de l'Ain, de Saône-et-Loire et du Mont-Blanc. Réduite à ses seules forces, la garde nationale de Bourg avait eu le courage de se défendre : elle en fut punie par le pillage de la ville. Le 18 janvier, Bubna était à quatre lieues de Lyon avec son avant-garde, et poussait des patrouilles jusque sur le quai du Rhône. L'occasion semblait favorable pour occuper cette grande ville alors presque sans défense. Le duc de Castiglione n'y était même pas, il était allé au-devant des renforts qui arrivaient de l'armée d'Espagne; le chômage des fabriques entretenait de vives inquiétudes parmi les habitants; beaucoup d'ouvriers, d'origine étrangère, auraient fait cause commune avec l'ennemi. Mais Bubna, plus diplomate que militaire, avait manœuvré avec une lenteur extrême, guettant le développement de quelques intrigues qui lui étaient connues; il donna ainsi aux patriotes le temps de se reconnaître et de se renforcer. Le comte de Bondy, préfet du Rhône, fit preuve d'activité et de fermeté [2]. Une sommation des Autrichiens fut repoussée avec indignation; l'attaque qu'ils tentèrent sur la Croix-Rousse, le 18, échoua complétement; et quelques jours après, ils se retirèrent sur Pont-d'Ain, à la nouvelle du retour d'Augereau. Nos affaires prirent alors une meilleure tournure. Le comte de Saint-Vallier, commissaire impérial, organisait la défense du département de l'Isère; il fut noblement secondé. Là, du moins, l'histoire peut recueillir une ample moisson de souvenirs patriotiques. On vit le général Barral, vieillard plus que septuagénaire, en retraite depuis plus de vingt ans, reprenant du service, et guidant de jeunes volontaires dans les âpres sentiers du fort de l'Écluse. Un autre général, Théodore Chabert, oubliant une injuste disgrâce pour ne se souvenir que du danger de la patrie, vint servir comme volontaire dans la division qu'organisaient les généraux Marchand et Desaix. Nous venons de nommer le frère du héros de Marengo; il a porté dignement ce grand nom.

Le patriotisme des populations excitait encore l'ardeur des chefs et des soldats. Des femmes, des enfants déblayaient la neige dans les sentiers des Alpes, sous les pas de nos braves, et bravaient les balles pour leur apporter des munitions et des vivres.

Mais le vieux compagnon d'armes de l'empereur, l'homme sur lequel il avait le plus compté, trompa toutes nos espérances par son manque d'énergie. Au 15 février, le duc de Castiglione pouvait disposer de vingt-deux mille hommes environ, dont la moitié composée de vétérans de l'armée de Catalogne, et le reste de volontaires et de gardes nationaux, mais pleins d'ardeur et ne demandant qu'à bien faire. L'empereur lui faisait expédier, de Paris, courrier sur courrier, avec ordre de porter sans délai la masse de ses forces sur la base d'opération de la grande armée alliée; mouvement décisif qui aurait suffi pour déconcerter tous les plans des ennemis, en forçant Schwartzenberg à la retraite. Au lieu de marcher promptement sur Genève par Nantua, Augereau resta de sa personne à Lyon, sous prétexte d'accélérer les travaux d'organisation et de défense; ses troupes, éparpillées en petits détachements sur plusieurs points, n'obtinrent que des succès partiels et insignifiants. Cependant le général Marchand, avec sa petite division organisée dans l'Isère, avait repris Chambéry, délivré tout le département du Mont-Blanc, et menaçait Genève. Ces succès réveillent Augereau, qui, dans les derniers jours de février, se porte enfin sur la Suisse. Mais, au moment même où une partie de ses forces, réunie aux troupes de Marchand, presse vivement l'ennemi sous Genève, le duc de Castiglione reçoit à Lyon, dont il n'est pas encore sorti, une estafette expédiée directement du quartier général impérial, après la victoire de Montereau. L'empereur lui prescrivait, cette fois, de marcher de suite avec toutes ses forces sur Dijon, de remonter la Saône en culbutant tous les détachements qu'il trouverait devant lui, et de s'établir dans les Vosges sur les derrières de l'armée ennemie. Dans le moment où Napoléon expédiait cet ordre, il ignorait encore que les Autrichiens avaient refusé les propositions d'armistice faites par Eugène, et croyait Augereau déjà renforcé, ou prêt à l'être, par les troupes d'Italie [3]. L'empereur, suivant alors la retraite de la grande armée alliée, comptait, pour peu qu'elle l'attendît de pied ferme (ce que l'infériorité du nombre de ses propres

[1] Le général Jordy. Il avait fait partie de la célèbre garnison de Mayence, et avait paru avec honneur dans la guerre de la Vendée à côté de Kléber, de Marceau, de Beaupuy. Heureux ces vétérans de la république, soustraits par la mort au spectacle de nos malheurs!

[2] L'une des meilleures mesures qu'il prit fut de faire partir, sous sa responsabilité, le duc d'Otrante, qui, en revenant d'Italie, s'était arrêté à Lyon et y tenait des propos dangereux.

[3] Voyez le chapitre précédent.



troupes lui faisait *espérer*), gagner dans les plaines de Troyes une bataille, dont la diversion d'Augereau devait compléter les résultats. L'espoir de l'empereur fut trompé; les premières lenteurs de son lieutenant avaient d'avance rendu impossible le succès de cette combinaison puissante et hardie. Les renforts avaient manqué à Augereau; Augereau surtout s'était manqué à lui-même.

La nouvelle des premières opérations de l'armée du Rhône était arrivée aux souverains alliés au moment des grands succès de Napoléon. Si elles avaient eu un caractère décisif, c'est-à-dire, si Augereau, conformément à ses premières instructions, avait *attaqué l'ennemi au cœur,* enlevé Genève et révolutionné la Suisse, il est hors de doute maintenant que les alliés se retiraient sur le Rhin et faisaient la paix. Tel était le rôle glorieux que l'empereur avait réservé à son lieutenant. Augereau perdit tout par ses premiers tâtonnements; ce fut là sa vraie faute, sa faute irréparable, dont il portera à jamais le poids accablant devant toutes les générations françaises. Les premiers mouvements de l'armée du Rhône alarmèrent pourtant assez les souverains alliés, pour leur faire éviter l'action générale qu'espérait l'empereur, replier leur grande armée sur Langres, et détacher contre Augereau soixante mille hommes, commandés par le prince de Hesse-Hombourg. Rien n'était perdu encore, si l'armée du Rhône eût reçu des renforts, ou seulement un général digne d'elle [1]; mais Augereau resta pour compléter son œuvre, en achevant de perdre ce qu'il avait déjà compromis. Voulant obéir aux nouveaux ordres de l'empereur, il se hâte de rappeler à lui la division Bardet, qui menaçait Genève, conjointement avec Marchand; ce mouvement malencontreux permet à Bubna de se maintenir à Genève, quand déjà il parlementait pour se retirer. Le général Marchand, réduit à ses seules forces, fit une très-belle retraite, et resta sur la défensive jusqu'à la fin des hostilités.

Le reste des opérations d'Augereau ne présente plus qu'un intérêt secondaire. Elles portèrent jusqu'au dernier jour le même caractère de mollesse et de découragement. Malgré les sages conseils de l'empereur, il s'était obstiné à dédaigner les ressources que pouvait lui fournir l'organisation des corps francs, dans un pays dont les dispositions étaient excellentes [2]. Aussi se trouva-t-il absolument privé de renseignements sur la force et la direction des colonnes ennemies. Une estafette autrichienne interceptée lui apprit que soixante mille Autrichiens s'avançaient sur Lyon, et il marchait à leur rencontre sans s'en douter. Apprenant bientôt qu'une forte colonne ennemie arrivait à Châlons, que le général Gudin venait d'en heurter une autre à Poligny, Augereau rappela en hâte toutes ses troupes et rentra à Lyon le 9 mars. Cependant le général autrichien Bianchi s'étant avancé de Châlons à Mâcon, attendait là que les autres colonnes fussent à hauteur; cette immobilité fait croire à Augereau qu'il a eu de faux renseignements, et que l'ennemi est moins nombreux qu'il ne l'a cru. Alors il porte sur Mâcon la division Musnier; elle va donner contre les forces supérieures de Bianchi, et se retire honorablement, mais non sans perte. Le duc de Castiglione faisait faute sur faute; les généraux des divisions qui arrivaient d'Espagne en murmuraient tout haut. Le 5, au lieu de se concentrer sur Lyon, il aurait pu encore devancer Bianchi à Mâcon, et l'accabler isolément; mais il semblait prendre à tâche de laisser échapper tour à tour toutes les chances favorables qui lui restaient, d'attendre que les ennemis fussent trois contre un pour les combattre. Inférieure en force, et toujours mal engagée, l'armée du Rhône n'évacua pourtant Lyon que dans la nuit du 20 mars, après avoir soutenu, contre les Autrichiens, trois combats indécis et sanglants, dont le dernier, celui de Limonest, mérite le nom de bataille. Le prince de Hesse-Hombourg fit faire des clefs d'or de la ville pour les envoyer à l'empereur d'Autriche; ce fut à peu près l'unique résultat de l'occupation de Lyon. Augereau se maintint sur l'Isère jusqu'à la fin des hostilités, et donna son adhésion au nouvel ordre de choses avec tout l'empressement d'un homme las de guerre et d'honneur. Il crut devoir annoncer cette adhésion à son armée par une proclamation outrageante pour Napoléon, auquel il osa bien reprocher *de n'avoir pas su mourir en soldat!*

Peu de jours après, l'empereur se rendant à l'île d'Elbe rencontra Augereau en deçà de Valence. Il lui fit quelques reproches affectueux au sujet de sa proclamation : « Pourquoi me dire des injures? ajouta-t-il; il fallait mettre simplement : Le vœu de la nation s'étant prononcé en faveur d'un nouveau souverain, le devoir de l'armée exige de s'y

[1] Nous avons vu, en rendant compte des dernières opérations de l'armée de Catalogne (chap. XVI de ce volume), que le duc d'Albuféra avait reçu l'ordre de se rendre à Lyon, quand il aurait terminé l'affaire des garnisons d'Espagne. Il n'en eut pas le temps.

[2] Sa correspondance militaire était pleine de doléances ridicules sur l'impossibilité d'équiper complétement les nouveaux soldats. Le 22 février, Clarke répondait, par ordre de l'empereur : « S. M. me charge de vous dire que le corps du général Gérard, qui a fait de si belles choses sous ses yeux, n'est composé que de conscrits à demi nus... »

conformer : *vive le roi!* » Augereau lui parla grossièrement, le chapeau sur la tête, et fit un profond salut aux commissaires des alliés qui accompagnaient Napoléon [1] !

[1] Relation du commissaire prussien (Schœll, VI, 187).

Quelques semaines auparavant, un autre maréchal de France, le duc d'Abrantès, s'était tué en sautant d'une fenêtre dans un accès de fièvre chaude. Augereau a dû regretter son sort; folie pour folie, mieux vaut celle qui tue, que celle qui déshonore !

# CHAPITRE XIX.

## NÉGOCIATIONS DE CHATILLON.

L'empereur veut publier les pièces de la négociation de Francfort. — Raisons qui le décident à y renoncer; le *Moniteur supprimé* du 20 janvier. — Lettre de l'empereur au duc de Vicence, du 4 janvier. — Proposition confidentielle d'un armistice, faite à l'Autriche et rejetée par elle. — Mauvais choix de plénipotentiaires par les cours alliées. — Lettre du duc de Vicence à l'empereur, du 3 février. — Mésintelligence entre Caulaincourt et Maret. — M. de la Besnardière. — Première séance du congrès (5 février). — Lettres de l'empereur et du duc de Bassano, du 5 février; pouvoirs illimités donnés à Caulaincourt. — Son embarras. — Seconde et troisième séance (7 février). — Lettres et proposition confidentielle du duc de Vicence à M. de Metternich, le 9 février. — Les conférences sont inopinément suspendues. — Note des plénipotentiaires alliés et du duc de Vicence à ce sujet. — Reprise des conférences à la suite des succès de Napoléon. — Lettres de Metternich à Caulaincourt. — L'empereur, victorieux, revient aux bases de Francfort. — Sages réflexions du duc de Vicence. — Sa belle lettre au duc de Bassano, du 14 février. — Quatrième séance (17 février). — Projet de traité préliminaire, présenté par les alliés. — L'empereur retire au duc de Vicence ses pouvoirs illimités. — Nouvelles instances du duc de Vicence pour décider Napoléon à faire des sacrifices. — Indignation de l'empereur en recevant le projet de traité. — Lettre de reproches à Caulaincourt (17 février). — Motifs qui justifient cette indignation. — Noble pensée de l'empereur. — Lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche; fâcheux effet de cette démarche. — Conférences de Lusigny. — Cinquième séance du congrès (28 février). — Lettre du duc de Vicence à l'empereur (1er mars).

Depuis le 1er décembre 1813 jusqu'à la rupture du congrès de Châtillon, les dernières négociations des alliés avec l'empereur ont été subordonnées sans réserve, au moins de leur part, aux événements de la guerre. L'examen détaillé des faits nous amènera même bientôt à poser cette question capitale : *La paix était-elle encore possible à Châtillon?* question qu'une imposante autorité, celle de M. de Talleyrand, pourrait nous porter à résoudre négativement. Nous verrons toutefois que, si le ressentiment du passé et la crainte avaient dicté d'avance aux ministres de la coalition l'arrêt de Napoléon, cet arrêt pouvait n'être pas encore complétement irrévocable. Dans tous les cas, soit que le congrès n'ait jamais été qu'une leurre de la part des alliés, soit que Napoléon n'ait pas su ou voulu en tirer parti, nous devons, fidèles à notre mandat, le suivre sur ce dernier champ de bataille de sa politique.

Nous avons vu, dans le chapitre XV de ce volume, que l'acceptation formelle, par la France, des bases de Francfort était arrivée le 6 décembre dans cette ville, qu'alors M. de Metternich, précédemment d'accord avec tous les ministres de la coalition pour proposer ces bases, avait d'abord répondu que les souverains avaient à en référer à *leurs alliés* [1]. Quand, plus tard, l'empereur envoya son ministre des relations extérieures à nos avant-postes pour qu'aucun retard ne pût être imputé à la France, le ministre autrichien mit en avant la nécessité d'attendre l'arrivée de lord Castlereagh sur le continent, et de le mettre en rapport avec l'empereur Alexandre [2]. Pendant que toutes les démarches relatives à la paix se trouvaient entravées par ces prétextes plus ou moins spécieux, les opérations militaires étaient au contraire conduites avec une extrême célérité. L'empereur, n'entendant plus parler de M. de Metternich, et voyant l'invasion faire de rapides progrès, songea, le 15 janvier, à se faire une arme de la mauvaise foi des alliés, en publiant les pièces de la négociation de Francfort. Le rapport de M. de Saint-Aignan, les lettres du duc de Bassano et du duc de Vicence, et les réponses dilatoires de M. de Metternich, étaient im-

[1] 10 décembre.

[2] 8 janvier.

primées et prêtes à paraître dans le *Moniteur* du 20 janvier, quand un ordre supérieur arrêta la distribution du journal [1]. Une dépêche de M. de Metternich, destinée à Caulaincourt, venait d'être remise à l'empereur; elle indiquait Châtillon-sur-Seine comme l'endroit le plus convenable pour y établir le siége des négociations, et invitait d'avance Caulaincourt à s'y rendre [2]. L'empereur, ayant pris connaissance de cette dépêche, se décida à supprimer le *Moniteur* du 20 janvier; il jugea que la publication des pièces de Francfort, conçue dans un esprit hostile, devenait intempestive en présence des dispositions pacifiques auxquelles les alliés semblaient revenir. Au reste, il est même douteux que cette publication eût produit sur l'opinion publique l'effet qu'il en espérait : elle venait beaucoup trop tard; le danger présent de l'invasion absorbait tous les esprits. C'était un mois ou six semaines auparavant qu'il aurait fallu, suivant le sage conseil du duc de Vicence, *proclamer l'acceptation des bases proposées* [3].

Depuis l'envoi du duc de Vicence aux avant-postes français, l'empereur était en correspondance suivie avec lui. Dans sa lettre du 4 janvier, Napoléon énonçait d'avance toutes ses conjectures sur la marche et l'issue de la future négociation. Voici quelques passages de cette lettre remarquable : « Je pense qu'il est douteux que les alliés soient de bonne foi, et que l'Angleterre veuille la paix; moi je la veux, mais solide, honorable. *La politique de l'Angleterre, la haine de l'empereur de Russie, entraîneront l'Autriche.* J'ai accepté les bases de Francfort; mais il est plus que probable que les alliés ont d'autres idées. *Leurs propositions n'ont été qu'un masque.* Les négociations une fois placées sous l'influence des événements militaires, on ne peut prévoir les conséquences d'un tel système. Il faut tout écouter, tout observer..., afin de me mettre dans le cas de vous donner des instructions que je ne saurais sur quoi baser aujourd'hui. » Dans la pensée de l'empereur, les progrès des alliés, l'invasion de la France, n'ont pas changé l'état de la question depuis les propositions faites en novembre; il pose, comme condition *sine quâ non*, nos limites naturelles, qui ont été reconnues par toutes les puissances à Francfort : « La France, privée de la Belgique et des départements du Rhin, réduite à ses limites de 1792, n'aurait plus la même force relative qu'elle avait alors (en raison de l'agrandissement de certaines puissances depuis cette époque). Le système qui ramène la France à ses anciennes frontières est inséparable de l'établissement des Bourbons, parce qu'eux seuls pourraient offrir une garantie du maintien de ce système, et l'Angleterre le sent bien. La paix ainsi faite (avec l'empereur) *ne durerait pas trois ans.* Sa résolution est donc bien prise. Il ne laissera pas la France moins grande qu'il ne l'a reçue. Si donc les alliés proposent les limites anciennes, il ne voit que trois partis : combattre et vaincre, combattre et mourir, ou enfin, *si la nation ne le soutient pas, abdiquer* [4]. » Ce qu'annonçait l'empereur, il l'a tenu fidèlement. Aux prétentions des alliés il a d'abord opposé des victoires, puis nous l'avons vu chercher la mort aux combats de Laon et d'Arcis. Enfin, il ne reculera pas devant cette abdication prévue de si loin; et ainsi, jusqu'au dernier moment, il n'aura rien voulu de ce qui, selon lui, avilirait la France ou lui-même. Qu'il y ait là erreur, je le veux; mais du moins c'est l'erreur d'une grande âme, et surtout ce n'est pas celle d'une âme égoïste.

Avant de recevoir la dépêche de M. de Metternich, destinée à Caulaincourt, l'empereur avait chargé celui-ci de proposer confidentiellement au ministre autrichien une suspension d'armes. Il mettait un intérêt facile à comprendre au succès de cette démarche; aussi avait-il dicté lui-même à M. de la Besnardière la lettre que le duc de Vicence devait adresser, en son propre nom, à M. de Met-

[1] Ce Moniteur était en deux colonnes : les pièces de Francfort placées en regard du manifeste publié par les alliés le 1er décembre.

[2] 14 janvier.

[3] Le premier *Moniteur* du 20 était déjà tiré, quand la suppression en fut ordonnée. Quelques exemplaires seulement échappèrent alors à la destruction; mais il a été fréquemment réimprimé depuis. Le rapport de M. de Saint-Aignan y a subi des altérations considérables, que nous avons signalées dans le chapitre XV de ce volume.

Le second *Moniteur* du 20 janvier annonce seulement que le duc de Vicence part pour Châtillon, et doit recevoir de là des passe-ports pour se rendre au quartier général des alliés. L'empereur prévoyait déjà que les Russes et les Anglais ne laisseraient pas son ministre arriver jusque-là; mais il voulait adoucir, par ce tempérament, la transition trop brusque de Mannheim à Châtillon.

[4] Lettre du 4 janvier; conversation de l'empereur avec M. de la Besnardière (Fain, 285, 293). M. Fain, dans son excellent *Manuscrit de* 1814, a publié le protocole du congrès et quelques pièces de la correspondance diplomatique. Tout le reste a été scrupuleusement analysé par M. Bignon aux archives des affaires étrangères. Les pièces que nous citerons dans ce chapitre sans nous référer à M. Fain, sont entièrement inédites; et ce ne sont point les moins intéressantes, car bien des réticences nécessaires à l'époque de la publication du *Manuscrit de* 1814 (1823) sont inutiles aujourd'hui.



ternich. Cette lettre, faite d'ailleurs avec beaucoup d'art, était la conséquence d'une fausse idée, qui déjà lui avait coûté bien cher, et dont il n'était pas encore revenu, l'idée que les affections personnelles de l'empereur François pouvaient avoir une influence décisive sur les résolutions de son cabinet, et, par suite, sur la direction des affaires de la coalition. Du moment où cela n'était pas, la proposition de Napoléon n'avait aucune chance de succès. Les alliés étaient moins disposés que jamais à lui donner du temps; ils savaient trop bien, par expérience, comment il le mettait à profit [1]. M. de Metternich s'empressa de répondre à Caulaincourt que l'empereur François se refusait à proposer une suspension d'armes, « *étant convaincu que cela ne mènerait à rien* [2]. » Deux autres passages de sa lettre étaient également de nature à choquer l'empereur. M. de Metternich annonçait l'envoi du comte de Stadion au congrès, comme plénipotentiaire de l'Autriche, et le recommandait au duc de Vicence. « Il est impossible, disait-il, d'être plus unis que lui et moi le sommes de pensées, de vues et de principes. » Cette parfaite union de M. de Metternich avec un personnage toujours hostile à la France, était déjà du plus mauvais augure. A l'égard des sentiments personnels du souverain de l'Autriche, M. de Metternich s'exprimait en ces termes : « Si l'empereur Napoléon n'écoute, dans les circonstances du moment, que la voix de la raison; s'il cherche sa gloire dans le bonheur d'un grand peuple, en renonçant à sa marche politique antérieure, l'Empereur (François) arrêtera de nouveau avec plaisir sa pensée sur le moment où il lui a confié son enfant de prédilection. Si un aveuglement funeste devait rendre votre maître sourd au vœu unanime de son peuple et de l'Europe, l'empereur d'Autriche *déplorera le sort de sa fille, sans arrêter sa marche.* » On ne pouvait dire plus clairement qu'il ne fallait plus compter sur l'Autriche, même pour soutenir la cause de la régence, en cas de *bouleversement* [3].

Cependant le duc de Vicence, persuadé que la paix était encore possible en faisant de nouvelles concessions, et surtout en traitant promptement, s'efforçait d'y préparer l'empereur. Dès le 17 janvier [4], il parle du changement des circonstances, des progrès des alliés : « Dans les départements, dans les armées, on répète que c'est à V. M. seule qu'on fait la guerre; on sépare les intérêts du monarque de ceux de son peuple. » Il demande déjà si, dans l'hypothèse très-probable de prétentions plus étendues de la part des alliés, il pourra négocier sur d'autres bases que celles de Francfort. Dans tous les cas, il a besoin d'une entière confiance; il faut qu'il connaisse sans délai à quelles concessions on pourrait de suite consentir. Il revient à plusieurs reprises sur ces considérations [5] : « *Les ajournements ont déjà fait bien du mal* [6]. *Il craint que de nouveaux délais n'en occasionnent encore bien davantage.* D'ailleurs le ministre des affaires étrangères de l'empereur, l'homme que l'on doit croire investi de sa confiance, ne peut pas se présenter sans bien connaître les intentions de S. M. »

Déjà les noms des plénipotentiaires alliés étaient connus; plusieurs n'étaient rien moins que rassurants. C'étaient, pour l'Angleterre, lord Aberdeen et M. Stewart, auxquels était adjoint lord Castlereagh [7]; pour la Prusse, M. de Humboldt, le seul des nouveaux plénipotentiaires qui eût figuré à Prague; pour l'Autriche, le comte de Stadion; et enfin pour la Russie, *le comte de Rasumowski.* L'envoi de M. Rasumowski à Châtillon n'était pas moins injurieux pour la France que ne l'avait été, l'année précédente, celui de M. d'Anstett à Prague; toutefois l'empereur Napoléon jugea que les circonstances ne lui permettaient aucune observation sur le choix des plénipotentiaires. Le duc de Vicence témoigna seulement à M. de Metternich le regret de ne pas le voir prendre part directement aux négociations, et se prononcer fortement, dès le principe, pour la cause de la paix. Il lui écrivait, le 31 janvier : « Quelques-uns des choix qui ont été faits n'avertissaient-ils pas V. E. qu'il faudrait tout son crédit pour faire valoir même les idées les plus raisonnables [8]? » Il demandait en même temps à l'empereur s'il ne jugerait pas convenable

[1] L'empereur aurait consenti, pour prix de l'armistice, à remettre Venise et Palma-Nuova en Italie, Magdebourg et Hambourg en Allemagne, en reprenant les garnisons. (Lettre de la Besnardière, du 19 janvier.) Franchement il ne pouvait guère espérer que de telles conditions seraient acceptées, car tout l'avantage en aurait été pour lui.

[2] Lettre du 29 janvier (Fain, 304).

[3] « Cette lettre de M. de Metternich est tout à fait ridicule, écrivait peu de jours après Napoléon; mais j'y reconnais ce que j'ai vu depuis longtemps : c'est qu'il croit mener l'Europe et que tout le monde le mène. » Toute l'histoire politique de la première moitié de ce siècle nous paraît confirmer le jugement de l'empereur.

[4] Lettre écrite de Saint-Dizier.

[5] 20 janvier.

[6] Le plénipotentiaire de Prague n'avait-il pas le droit de tenir ce langage à Napoléon?

[7] Lord Castlereagh ne figurait point comme plénipotentiaire; il était là, disait-on, pour lever les difficultés au nom du gouvernement anglais, et prévenir les lenteurs. (Duc de Vicence, 4 février.)

[8] V. Fain, p. 307 et suiv.

d'envoyer à Châtillon un autre négociateur, aucun des souverains alliés n'ayant choisi, comme Napoléon l'avait fait, son ministre des relations extérieures pour plénipotentiaire, et le ministre anglais Castlereagh ne se présentant pas comme tel. L'empereur crut devoir passer par-dessus toutes ces considérations, afin qu'aucun retard ne pût lui être imputé. Mais ce silence, qui alors était une nécessité pour lui, ne convient plus à l'histoire. Aucun intérêt de vengeance ou d'ambition n'aurait dû être assez puissant pour légitimer, aux yeux de l'empereur Alexandre, un choix tel que celui du comte Rasumowski. Nous avons déjà eu occasion de faire connaître ce personnage, naguère pensionné par l'Angleterre pour combattre à Vienne les intérêts français à tout prix et par tous les moyens [1]. Le choix du comte de Stadion n'était pas moins significatif. N'étaient-ce pas là des hommes armés contre l'empereur par des ressentiments personnels, par toute sorte d'intérêts plus ou moins avouables? Et dès lors était-ce bien ceux-là qu'il fallait choisir pour faire la paix, ou même pour faire croire qu'on voulait sérieusement négocier?

Le duc de Vicence continuait de transmettre à l'empereur tous les renseignements qu'il pouvait recueillir. Il écrivait, le 31 janvier : « Les Autrichiens paraissent croire à la paix; mais la soumission des habitants encourage les puissances étrangères : il y a des personnes qui disent « que ce » serait le moment d'établir les choses de manière » à délivrer les puissances de toute inquiétude pour » l'avenir, en ôtant à l'empereur Napoléon la pos» sibilité de se venger, ce qu'il ne manquerait pas » de faire *dans trois ans.* » M. de Metternich et le prince de Schwartzenberg passaient pour les plus modérés. Le premier tempérait encore, disait-on, l'amour-propre de l'empereur Alexandre, qui ne parlait que de faire voir ses gardes et leur discipline aux Parisiens, pour se venger de l'occupation de Moskou. Le même jour [2], le duc de Vicence annonça à l'empereur l'arrivée à Châtillon de lord Castlereagh et de tous les plénipotentiaires. Ils étaient accompagnés d'un des plus anciens diplomates autrichiens, M. de Floret, précédemment chargé d'affaires à Paris, et que M. de Metternich avait spécialement recommandé au duc de Vicence, pour entretenir par lui des rapports confidentiels dont notre ministre espérait beaucoup, et qui, par le fait, ont été fort inutiles, sinon nuisibles. Dès sa première conférence avec Floret, qui eut lieu le jour même de son arrivée, le duc de Vicence resta convaincu que les prétentions des alliés iraient au delà des bases de Francfort, et dès lors il dut insister plus vivement que jamais, pour être mis en état de répondre dans cette hypothèse. Bientôt les nouvelles fâcheuses du début de la campagne vinrent redoubler ses alarmes, et fortifièrent en lui la conviction que le salut de l'empereur et de la France dépendait de la promptitude de concessions d'ailleurs nécessaires. Quelque opinion que nous adoptions, en définitive, sur le fond de cette grave question, nous devons rendre ici un nouvel hommage au caractère du duc de Vicence : sa correspondance de Châtillon est digne de celle de Prague : « V. M., écrit-il le 3 février, ne me dit pas les sacrifices auxquels elle peut consentir. La force des choses ordonne d'en faire pour conserver la masse de ce bel empire. Non-seulement un jour, mais une heure perdue peuvent compromettre les plus chers intérêts de V. M. Trois cent mille hommes marchent contre vous, sire. *Les bouleversements sont près de nous; il n'y a plus d'énergie en France,* et je doute que V. M. ait les moyens nécessaires pour que son génie puisse triompher de la mauvaise fortune. Je n'ai pas plus d'envie qu'un autre de céder la moindre partie de la France; mais je sens peut-être mieux qu'un autre, et depuis longtemps, qu'il faut en finir pour votre bonheur, *et pour que la France reste France.* V. M. croit-elle que cette manière de voir puisse me rendre trop facile? Alors je la supplie de m'adjoindre l'homme qui aura le plus sa confiance : n'importe qui, il trouvera un frère en moi. Il verra, il entendra, il jugera la gravité des circonstances; mais il faut lui donner toute la latitude nécessaire pour sauver et vous conserver un empire qui, même après la paix, sera encore le premier du monde. »

Le duc de Vicence écrivait cette lettre sous l'impression du rapport autrichien de la bataille de la Rothière, que M. de Floret venait de lui communiquer. Disposé, même par l'état de sa santé, à voir tout sous l'aspect le plus sombre, il ajoutait foi un peu trop légèrement aux exagérations du prince de Schwartzenberg. Non content de s'adresser directement à l'empereur, il crut devoir écrire au prince de Neufchâtel, tant pour en obtenir des nouvelles sûres que pour l'engager à joindre ses instances aux siennes [3] : « Faites arriver la vérité à l'empereur, lui écrivait-il, montrez-lui ce que le moindre délai peut faire risquer sans produire aucun avan-

[1] V. t. II, ch. XXVIII, et ci-dessus, ch. V.
On a mis en loterie à Vienne, il y a quelques mois, l'ancien palais Rasumowski. C'est dans quelque boudoir de cette splendide résidence qu'a dû commencer le revirement de la politique autrichienne en 1812.

[2] 31 janvier.

[3] Cette lettre a été citée par M. Koch dans son ouvrage sur la campagne de 1814.



tage. Avez-vous encore une armée?.... Si personne n'ose me dire où l'on en est véritablement, je reste dans le vague des contes de M. de Bassano, et je ne puis savoir ce que je dois faire. C'est avec ces contes-là que nous avons perdu toutes nos conquêtes. Ce ne sont pas eux qui sauveront la France. »

Ces expressions trahissent un vif ressentiment contre le duc de Bassano, ressentiment que le seul intérêt de l'État n'expliquerait peut-être pas suffisamment. En se voyant remplacé aux relations extérieures par Caulaincourt, proclamé à Francfort *l'homme de la paix,* comme par opposition à son prédécesseur, le duc de Bassano n'avait pas su dissimuler son mécontentement. Quelques propos tenus par lui ou plutôt par sa femme arrivaient, envenimés encore par la malveillance, aux oreilles de Caulaincourt. Celui-ci en avait conservé un ressentiment qui éclata à Châtillon même, quand il vit le duc de Bassano chargé de la correspondance politique. Dans une lettre confidentielle du 4 février, il suppliait l'empereur « de confier cette correspondance à tout autre, » et s'expliquait avec une amertume extrême sur le compte de son prédécesseur. Maret fit preuve, du moins, d'une grande modération dans cette circonstance délicate; il se contenta de déclarer que, dans toutes ses lettres, la signature seule était de lui, puisqu'il écrivait constamment sous la dictée de l'empereur [1]. Celui-ci ne crut devoir faire aucune réponse à la diatribe du duc de Vicence, qui, bientôt, se repentit d'avoir cédé à un mouvement de colère intempestif, et répara noblement son tort.

L'empereur recevait à Troyes les lamentations de son négociateur sur l'affaire de la Rothière; il le vit avec peine ajouter trop de foi aux hyperboles autrichiennes, et s'efforça de relever sa confiance par des exagérations en sens contraire. Il lui répondait, le 4 février : « Le rapport autrichien est une folie [2]. *Il n'y a pas eu de bataille;* la vieille garde n'y était pas, la jeune garde n'a pas donné.... Il paraît que toute l'armée ennemie était là, et qu'ils regardent cela comme une bataille. En ce cas-là ces gens ne sont guère habiles. Ils n'ont pas eu affaire à plus de quinze mille des nôtres, et nous avons tenu le champ de bataille toute la journée... Vous me demandez toujours des pouvoirs et des instructions, lorsqu'il est encore douteux si l'ennemi veut négocier. Les conditions sont, à ce qu'il paraît, arrêtées entre les alliés. — Aussitôt que les plénipotentiaires vous les auront communiquées, vous êtes le maître de les accepter ou d'en référer à moi dans les vingt-quatre heures. » Les doutes de l'empereur sur la bonne foi des alliés n'étaient que trop fondés; mais son silence persévérant sur les conditions auxquelles il aurait pu être décidé d'avance à consentir, plaçait tout d'abord son plénipotentiaire dans une position fausse. Le duc de Vicence aurait voulu être autorisé à déclarer, dès la première séance, que l'empereur Napoléon était prêt à faire tels et tels sacrifices. Cet essai pouvait être infructueux; mais une âme moins fière que celle de Napoléon aurait trouvé qu'il valait la peine d'être tenté.

Précédemment, le duc de Vicence avait prié l'empereur d'envoyer à Châtillon le directeur des affaires politiques au ministère des relations extérieures, M. de la Besnardière. Ce personnage, qui depuis a donné, au congrès de Vienne, auprès de M. de Talleyrand, des preuves incontestables de capacité, avait su gagner la confiance de Caulaincourt et même celle de l'empereur, avec lequel il eut de fréquents entretiens pendant les mois de décembre et de janvier. Nous avons acquis la certitude qu'en même temps il n'avait jamais cessé d'entretenir des rapports intimes et suivis avec M. de Talleyrand, dont il suivit la fortune après la chute de Napoléon. Ce dernier fait suffirait pour donner lieu de croire que sa présence à Châtillon n'était pas une inspiration heureuse [3].

La première conférence eut lieu le 5 février [4]. Après l'échange des pleins pouvoirs et les autres formalités habituelles, les plénipotentiaires alliés déclarent : 1° qu'ils sont chargés de traiter de la paix avec la France au nom de l'Europe réunie en un seul tout, et qu'ils répondent du consentement des alliés de leurs cours; 2° qu'ils sont tenus à ne traiter que conjointement, et à ne point admettre d'autres formes de négociation que celles de séance avec tenue de protocole; 3° qu'ils adhèrent à une autre déclaration faite précédemment par le gouvernement britannique et portant, en résumé, que toute discussion sur le droit maritime doit être écartée [5]. Les paroles, le ton et l'attitude des plénipotentiaires alliés trahissent les récents succès de

[1] 9 février.

[2] V. Fain, p. 310. Nous rétablissons quelques passages omis dans le manuscrit de 1814. C'est aussi dans cette lettre qu'il dit *que Metternich croit mener l'Europe, et que tout le monde le mène.*

[3] M. de la Besnardière rejoignit le duc de Vicence le 4 février. Il avait eu la veille, à Troyes, un entretien avec l'empereur, qui, sans spécifier d'avance quels sacrifices il était disposé à faire, ne dissimula pas qu'il était prêt à céder au delà des bases de Francfort.

[4] Les visites d'usage avaient été faites la veille. « Ils ont fait de belles protestations de désir de la paix, mais on sera exigeant, » écrivait Caulaincourt à l'empereur.

[5] Protocole de la première séance.

la coalition. « Leur langage leur a été dicté d'avance; les déclarations qu'ils remettent leur ont été données toutes faites. Ils ne font pas un pas, ne disent pas un mot sans s'être concertés d'avance[1]. » En ce moment, l'objection la plus raisonnable serait intempestive de la part du plénipotentiaire français. Ayant donc adhéré à toutes ces exigences préliminaires, toutefois avec quelque hésitation pour la dernière, le duc de Vicence demande, à son tour, qu'on entre de suite dans le fond de la négociation. La proposition était prévue, le prétexte tout prêt pour l'éluder. Le plénipotentiaire russe n'a point encore l'expédition signée de ses pouvoirs; ses collègues, malgré l'insistance de Caulaincourt, jugent cet incident suffisant pour remettre la conférence au lendemain!

Tout était d'un sinistre augure dans cette première séance, et l'esprit de Caulaincourt, déjà trop enclin peut-être naturellement à tout envisager sous l'aspect le plus triste, en avait été douloureusement affecté. La deuxième séance, annoncée pour le lendemain, est différée d'un jour sous de vains prétextes, et Caulaincourt reçoit, le 6, des dépêches qui le placent dans une position plus embarrassante que jamais. Il avait précédemment réclamé des pouvoirs plus larges, les siens ne l'autorisant à traiter que sur les bases de Francfort[2]. Un premier courrier lui en apporte de nouveaux, conformes au modèle qu'il a envoyé. A ces pouvoirs est jointe une lettre de la main de l'empereur, dont voici le passage important : « Si l'on veut la paix, il faut en » finir promptement. Comme les alliés ont sûrement » arrêté leurs bases, vous devez déjà les avoir, » les accepter, *si elles sont acceptables*, et, dans le » cas contraire, nous courrons les chances d'une » bataille, *et même de la perte de Paris et de tout* » *ce qui s'ensuivra*[3]. » Le second courrier apporte une lettre du duc de Bassano, écrite sous l'impression d'un danger plus pressant ou plus vivement senti. « Au moment où l'empereur allait quitter Troyes, il a chargé le duc de Bassano de faire connaître en propres termes à Caulaincourt qu'il avait *carte blanche* pour conduire les négociations à une heureuse fin, sauver la capitale, et éviter une bataille où sont les dernières espérances de la nation. » Ce consentement à tous les sacrifices nécessaires pour sauver l'empire, a été arraché par le duc de Bassano à Napoléon, au moment où il se voyait contraint de se replier sur Nogent, pour n'être pas débordé par les alliés. « L'abandon de Troyes et la prolongation de notre retraite dissipaient les dernières espérances; le soldat marchait avec une tristesse morne qu'on ne saurait décrire. *Où nous arrêterons-nous ?* Cette question était dans toutes les bouches[4]. » L'empereur lui-même, qui, la veille, s'efforçait d'atténuer l'effet produit sur Caulaincourt par la bataille de la Rothière; qui, le matin même, lui avait manifesté encore la résolution de courir la chance d'une bataille et de la perte de Paris, plutôt que de subir certaines conditions, l'empereur avait faibli un moment dans l'atmosphère de découragement qui l'entourait, et semblait résigné à tous les sacrifices. Mais la dépêche du duc de Bassano, qui, investissant Caulaincourt de pouvoirs illimités, le chargeait aussi d'une responsabilité immense, le jetait dans la plus embarrassante perplexité. D'abord, l'empereur et le duc de Bassano lui-même ayant jusque-là nié ou du moins pallié le plus possible les premiers revers, le duc de Vicence avait peine à ne voir que l'effet de ces mêmes revers dans cette dernière lettre si pleine d'alarmes, et se laissait aller à supposer de nouveaux désastres. « Cet état d'anxiété aurait pu lui être épargné par des détails que la lettre du duc de Bassano ne contenait pas[5]. » La perplexité du duc de Vicence est facile à concevoir, entre la lettre de l'empereur et celle du duc de Bassano, à peine séparées par quelques heures d'intervalle. Malgré les pouvoirs illimités qui lui ont été conférés en dernier lieu, il ne peut croire que la pensée de l'empereur ait subi une révolution si complète et si subite que la lettre du duc de Bassano semble l'annoncer; qu'il n'y ait pas encore des conditions auxquelles l'empereur préférerait *la perte de Paris et tout ce qui s'ensuivrait;* conditions que par conséquent son plénipotentiaire ne doit pas accepter, puisque le refus de leur ratification entraînerait nécessairement une rupture. Au reste, le langage des plénipotentiaires, et la tournure qu'ils vont donner à la négociation, suffisent pour décharger le duc de Vicence de toute responsabilité dans ces graves circonstances[6].

Dès le début de la seconde séance, les plénipotentiaires alliés, continuant d'agir comme un seul

[1] Duc de Vicence, 6 février.

[2] Lettres du 4 février.

[3] Lettre du 5 février (inédite).

[4] Fain, p. 91.

[5] Lettre du 6 février (Fain, p. 314-315).

[6] La conduite du duc Vicence a été l'objet d'une critique amère et passionnée de la part d'un des écrivains qui ont traité spécialement l'histoire du congrès de Châtillon (Pons de l'Hérault). Ses appréciations prouvent seulement qu'il n'avait même pas bien compris les pièces de la négociation qu'il avait sous les yeux, sans parler de celles qu'il ne connaissait pas, et qui complètent la justification du plénipotentiaire français.

homme, consignent au protocole la demande formelle que la France rentre dans les limites qu'elle avait avant la révolution, sauf quelques arrangements de convenance réciproque, et sauf les restitutions que l'Angleterre est prête à faire, *sur les* conquêtes qu'elle a faites pendant la guerre; qu'en conséquence l'empereur Napoléon abandonne toute influence directe hors de ses limites futures, et renonce à tous ses titres de souveraineté et de protectorat sur l'Italie, l'Allemagne et la Suisse.

On a dit [1] que le duc de Vicence ayant reçu carte blanche pour préserver la capitale et éviter la dernière bataille, devait accepter cette proposition préliminaire. Il aurait fallu pour cela : 1° que le duc de Vicence n'eût pas dès lors la certitude, en dépit de la lettre du duc de Bassano, *que la paix signée à de telles conditions serait, dans toute hypothèse, refusée par l'empereur* [2]; 2° que l'acceptation de ces nouvelles bases eût du moins pour conséquence immédiate la cessation des hostilités. Caulaincourt avait dû laisser parler d'abord les plénipotentiaires alliés; aucun homme sensé ne regrettera qu'il n'ait pas été tout d'abord se jeter à leur tête en déclarant qu'il avait l'ordre d'en finir à tout prix. Après avoir entendu leurs propositions, il demanda et obtint que la séance fût suspendue jusqu'au soir. Alors il renouvela l'engagement déjà pris par sa cour, de faire pour la paix les plus grands sacrifices, quelque éloignées que fussent les nouvelles propositions de celles de Francfort, où le Rhin, les Alpes et les Pyrénées avaient été qualifiés, par les alliés, de *limites naturelles* de la France; quelque éloignées même qu'elles fussent d'un état de possession analogue au rang que la France avait toujours occupé dans le système politique. Il déclara être prêt à s'expliquer toutefois sur ces propositions, si les plénipotentiaires voulaient faire connaître : 1° l'emploi que l'on comptait faire des sacrifices exigés de la France; 2° *si leur acceptation immédiate mettrait de suite un terme aux malheurs de la guerre*. Les plénipotentiaires alliés déclarèrent prendre cette réponse *ad referendum*, et la séance fut levée. Ainsi, ils n'étaient pas même autorisés à promettre une suspension d'hostilités, au cas où leurs propositions seraient immédiatement acceptées! Et ils gagnaient un nouveau délai illimité, en dépit du vœu de Napoléon pour la paix, et sans qu'il fût possible à son plénipotentiaire de faire usage de ses pouvoirs!

Napoléon était encore à Nogent, quand il eut connaissance de la proposition des alliés. L'indignation qu'elle lui causa, et dont M. Fain nous a conservé l'expression éloquente [3], suffirait pour justifier la réserve de Caulaincourt. En lui donnant *carte blanche*, l'empereur n'avait évidemment pas prévu que les alliés pousseraient si loin leurs prétentions; il ne pouvait se décider « à laisser, pour prix de » tant d'efforts, de sang et de victoires, la France » plus petite qu'il ne l'avait reçue. »

Cependant le duc de Vicence, effrayé du temps qu'on perdait à Châtillon, ne cessait de réclamer, de M. de Metternich, une action favorable à la cause de la paix : « A quoi tous ces délais peuvent-ils être bons, lui écrivait-il le 8 février, si c'est uniquement la paix qu'on se propose? *Les alliés veulent-ils se ménager le temps d'arriver à Paris?* Nous ne nous refusons à aucun sacrifice raisonnable, nous désirons seulement connaître tous ceux qu'on nous demande, au profit de qui nous devons les faire; enfin si, en les faisant, nous avons la certitude de mettre fin immédiatement aux malheurs de la guerre. La paix pourrait être signée en trois heures, si MM. de Metternich et de Nesselrode venaient à Châtillon chez lord Castlereagh [4]. » Le lendemain, Caulaincourt, voulant absolument arriver à faire usage de ses pouvoirs, tente une nouvelle démarche auprès du ministre autrichien. « Je me propose, lui écrit-il, de demander aux plénipotentiaires si la France, en consentant, ainsi qu'ils l'ont demandé, à rentrer dans ses anciennes limites, obtiendrait immédiatement un armistice. Si, par un tel sacrifice, un armistice peut être obtenu sur-le-champ, je suis prêt à le faire; je serai prêt encore, dans cette supposition, à remettre sur-le-champ une partie des places que ce sacrifice devra nous faire perdre. J'ignore si les plénipotentiaires des cours alliées sont autorisés à répondre affirmativement à cette question et s'ils ont des pouvoirs pour conclure cet armistice. S'ils n'en ont pas, personne ne peut autant que V. E. contribuer à leur en faire donner; les raisons qui me portent à l'en prier, ne me semblent pas tellement particulières à la France, qu'elles ne doivent intéresser qu'elle seule. Je supplie V. E. de mettre ma lettre sous les yeux du père de l'impératrice; qu'il voie le sacrifice que nous sommes prêts à faire, et qu'il décide. »

Telle est cette fameuse lettre confidentielle, dont nous verrons bientôt nos ennemis s'efforcer de tirer parti, quand la situation des affaires aura changé à leur désavantage. Cette démarche a valu

[1] Pons, *Congrès de Châtillon*, p. 11.

[2] Conversation du duc de Vicence avec M. Bignon. On va voir s'il se trompait.

[3] Fain, 93-95. Ainsi, en ce moment où la situation de l'empereur n'était pas encore améliorée, il n'en exprime pas moins vivement l'intention de rejeter les nouvelles bases proposées par les alliés.

[4] Lettre du 8 février (Fain, 317-319).



au duc de Vicence des reproches qui ne peuvent avoir quelque poids que sur les esprits disposés à juger de tout par l'événement. Un témoignage imposant, celui de l'empereur, suffit pour faire justice de ces injustes critiques. Le duc de Bassano écrivait à Caulaincourt quelques jours après : « L'empereur » a été satisfait de la conduite que vous avez tenue, » soit en ne signant pas sur la base des anciennes » limites, soit en consentant à signer sur cette base, » si par ce moyen on pouvait arrêter l'ennemi. » *Vous avez parfaitement saisi la position où l'on* » *se trouvait alors* [1]. » Le duc de Vicence ne pouvait communiquer avec les plénipotentiaires alliés qu'en séance ; d'après l'esprit qui semblait présider aux négociations, cette séance pouvait être indéfiniment retardée ; elle pouvait même s'ouvrir par un refus formel d'armistice. Dans de telles circonstances, il ne pouvait encore prendre un meilleur parti que de s'adresser au *ministre de la coalition,* et sa démarche méritait plus de succès.

Tandis que le négociateur français, sentant profondément les dangers de la France, faisait de vains efforts pour y remédier, la même cause produisait, au quartier général des alliés, un résultat complétement inverse sur l'une des grandes puissances. Exalté par l'heureux début de la campagne, et surtout par l'affaire de la Rothière, l'empereur Alexandre avait jugé que le simulacre de négociations établi à Châtillon devenait superflu : sans s'être concerté avec personne, il expédiait un ordre de rappel à son plénipotentiaire Rasumowski. Cet ordre était arrivé, dit-on, dès le 8 février, au soir, et ce fut l'occasion d'un dissentiment très-réel entre les plénipotentiaires, dissentiment dont Caulaincourt eut connaissance ce jour-là même, mais sans en savoir encore l'objet. La journée du 9 se passa en contestations au quartier général et à Châtillon même ; mais la communication que fit M. de Metternich de la lettre qu'il venait de recevoir du duc de Vicence, fit prévaloir l'ajournement au moins provisoire des séances. On jugea nécessaire d'éviter à tout prix l'embarras d'une proposition dont le rejet eût compromis les apparences de modération que l'on tenait à garder, et dont l'acceptation interrompait des hostilités qui prenaient une tournure si favorable pour la coalition. Enfin, les alliés ayant pris leur parti, non sans embarras et sans hésitation cette fois, leurs plénipotentiaires adressèrent à Caulaincourt une *note* portant « que l'empereur » de Russie, ayant jugé à propos de se concerter » avec les autres alliés *sur l'objet* des conférences, » *désirait* qu'elles fussent provisoirement suspen- » dues [2]. » Le duc de Vicence proteste immédiatement et avec vivacité contre cette suspension ; et, certes, les bonnes raisons ne lui manquaient pas. Comment une telle déclaration lui parvenait-elle sous forme de note, contrairement au principe posé par les plénipotentiaires alliés eux-mêmes, que les communications n'auraient lieu qu'en séance? Comment le *désir* d'une des cours alliées paraissait-il à toutes une cause suffisante d'ajournement? Comment enfin ces puissances, après avoir proclamé le parfait accord de leurs vues, pouvaient-elles motiver cet étrange délai par la nécessité de se concerter ensemble [3]? Mais tout raisonnement était impuissant alors, comme tout blâme est superflu maintenant, en présence d'une telle iniquité. C'est alors vraiment que « la cause de la France devenait » celle de tous les gouvernements qui auraient aimé » la paix [4]. » Mais ceux qui tenaient alors la dictature de l'Europe n'aimaient que la guerre, et l'abaissement de la France.

Cependant, au bout de quelques jours, les alliés proposent spontanément la reprise des conférences. Les revers inattendus de l'armée de Silésie en France, et de l'armée autrichienne en Italie, leur ont fait comprendre soudain que la paix, conclue même ailleurs qu'à Paris, peut encore leur devenir nécessaire. M. de Metternich, sous le coup des victoires de Montmirail et de Vaux-Champ, rompt enfin le silence significatif qu'il gardait avec Caulaincourt depuis la fameuse proposition du 9 février. Le 15, il lui adresse de Troyes deux dépêches, l'une officielle, l'autre confidentielle [5]. Par la

[1] Dépêche du 18 février.

[2] Cette étrange déclaration ne fut remise à Caulaincourt que le 10, vers midi, mais elle était antidatée du 9.

M. Pons (*Congrès de Châtillon*) prétend, mais sans donner aucune preuve à l'appui de son assertion, que la confidence faite par Caulaincourt à M. de Metternich a été l'*unique* cause de la suspension des conférences. Selon lui, les plénipotentiaires alliés auraient été prévenus, par M. de Floret, de la démarche que Caulaincourt se proposait de tenter. Nous n'avons aucune raison plausible de charger d'une indiscrétion coupable la mémoire d'un ancien diplomate, homme honorable et bienveillant pour la France. L'ordre de rappel du prince Rasumowski a été indubitablement antérieur à la confidence de Caulaincourt à Metternich ; mais, comme nous l'avons dit, cette confidence, grâce à la mauvaise volonté des autres alliés, a dû être d'un grand poids pour les décider à ne pas se séparer de l'empereur Alexandre, et à donner les mains à cet ajournement inique. C'est en ce sens seulement qu'on a pu dire, avec quelque vérité, *que cette confidence avait été un malheur.*

[3] 10 février.

[4] Lettre du duc de Vicence à Metternich, 10 février.

[5] Fain, 323.

première, il lui annonce qu'ayant *fait usage* de sa lettre du 9, près des cabinets alliés, les plénipotentiaires ont reçu ordre d'entrer en pourparler *sur la proposition qu'elle renfermait.* « Je n'ai pas répondu jusqu'ici, dit-il dans la seconde, aux lettres confidentielles de V. E., *parce que je n'avais rien à lui dire.* Nous venons de remettre en train vos négociations, et je vous réponds que ce n'est pas chose facile que d'être le ministre de la coalition. » M. de Metternich nous paraît ici attribuer, au moins légèrement, à son influence personnelle, l'effet produit sur les alliés par les nouveaux événements militaires.

Malheureusement ces derniers succès de l'empereur, si grands, si glorieux qu'ils aient été d'ailleurs, furent moins décisifs qu'ils n'auraient dû l'être, par suite de plusieurs circonstances fâcheuses dont nous avons rendu compte dans le chapitre précédent. Tandis qu'ils rendaient à l'empereur une confiance extrême, ils n'effrayaient pas assez les alliés pour les décider immédiatement à la paix. On pourrait même dire que ces derniers combats montraient aux alliés Napoléon plus redoutable encore dans l'avenir que dans le présent, et que, sous ce rapport, l'impression en fut plus défavorable qu'utile. Avant d'analyser la quatrième séance, qu'on peut considérer comme le commencement d'une nouvelle période de la négociation, il importe de justifier ce que nous venons d'avancer, au sujet de l'effet produit sur l'esprit de l'empereur par ses dernières victoires. Malgré la répugnance si énergiquement exprimée par lui à Nogent, au moment le plus désespéré, pour la base des limites anciennes, le duc de Bassano avait obtenu, non sans peine, la permission d'écrire au duc de Vicence dans des termes qui lui permissent de continuer la négociation [1]. Il lui recommandait « de s'attacher à démontrer, dès la séance suivante, que le partage de la Pologne, la destruction de Venise, la sécularisation des principautés ecclésiastiques d'Allemagne, les grandes acquisitions de l'Angleterre en Asie, avaient changé l'état du monde, et que la France, ainsi réduite au territoire de Louis XIV, n'aurait plus que la moitié de la puissance relative qu'elle avait sous ce monarque [2]. » Mais, dès le 10, jour du combat de Champaubert, un changement notable se fait remarquer dans la correspondance diplomatique de l'empereur : « Si le corps de Sacken éprouve le même sort que celui-ci, écrit le duc de Bassano, on doit s'attendre à *un revers de médaille.* Ne dites rien encore, pour qu'on ne sache pas où est l'empereur. » Le 12, il raconte la bataille de Montmirail ; puis il ajoute, évidemment sous la dictée de Napoléon : « L'empereur croit que, pour le moment, il ne peut plus être question pour les alliés de marcher sur Paris... On regarde comme probable que ces événements dissiperont les folles illusions de l'empereur de Russie. Il ne peut y avoir de paix raisonnable que sur les bases posées par les alliés eux-mêmes à Francfort. *Toute autre paix ne serait qu'une trêve.* » Sans doute il est pénible de voir l'empereur, oubliant les rudes leçons du passé, se fier si précipitamment à un retour de fortune ; convenons toutefois qu'il y a quelque chose d'honorable dans ce vœu immédiat pour une paix durable, parti du champ de bataille de Montmirail. Les alliés proposent des conditions qu'ils savent ne devoir pas être acceptées ; Napoléon tient à en obtenir au moins d'assez avantageuses pour qu'il puisse lui-même considérer la paix autrement que comme une trêve. Ainsi, dans l'exaltation même d'une victoire dont les résultats tromperont son attente, lui seul songe sincèrement à finir la guerre, et à la finir pour longtemps.

Cependant le duc de Vicence, à Châtillon, répondait par des réflexions très-sages aux bulletins de Champaubert et de Montmirail : « Ces succès, écrivait-il à l'empereur [3], rendent le péril moins pressant, mais ne le font pas cesser. La grande armée des alliés est intacte. *L'extrême danger serait de nous exagérer nos espérances et nos motifs de sécurité.* » Dominé par cette appréhension salutaire, le duc de Vicence va donner un bel exemple d'abnégation et de dévouement. Craignant que les serviteurs les plus dévoués de l'empereur se laissent trop aller à l'enivrement de la victoire, et cessent de plaider la cause de la paix, Caulaincourt oublie tous ses griefs personnels contre le duc de Bassano, et s'adresse directement à lui : « Vous êtes près de l'empereur, lui écrit-il [4]; vous avez sa confiance... Vous voyez quelle est ici la situation des affaires. Je n'exagère rien, et, dans ces derniers temps, j'ai plutôt affaibli la vérité pour ne pas accabler l'empereur. Peignez-lui, de grâce, sa situation avec l'énergie que le moment exige. Nous ne sommes plus à l'époque de Lunéville, ni à celle de Tilsitt. Toute l'Europe est contre nous, et nous avons affaire à des gens qui savent tout ce que peut leur nombre, et auxquels tous les moyens sont bons. Ils n'auront de scrupule sur aucun, si l'on ne finit vite. On ne veut pas négocier avec nous, on veut nous dicter des conditions... Si la négociation se continue, faites que S. M. se décide. Faites-le pour l'intérêt de S. M. même, pour celui de la France, et pour que la postérité ne croie pas que, dans des

[1] Fain, 95.
[2] Duc de Bassano, 9 février.
[3] 14 février.
[4] 11 février.

moments si graves, lorsqu'il ne fallait, pour tout sauver, qu'un mot de l'empereur, il ne s'est trouvé près de lui personne pour le porter à dire ce mot ou pour le dire en son nom. Messieurs, vous êtes sûrement fort attachés à l'empereur, fort dévoués à votre pays. Est-il juste, quand il s'agit de le sauver, *que je sois seul à la brèche, à Châtillon et au quartier général?* » — Au moment où Caulaincourt écrivait cette belle lettre, il ne connaissait encore que les victoires de Champaubert et de Montmirail. Déjà ses courriers et ceux de l'empereur commençaient à être forcés de faire de longs détours, sous peine d'éprouver, de la part des Cosaques, qui tenaient la campagne, des vexations et des retards auxquels, à la honte des alliés, leur politique n'a pas toujours été étrangère.

Le 16 février, Caulaincourt transmettait à l'empereur les deux lettres de M. de Metternich annonçant la prochaine reprise des négociations. Un entretien confidentiel qu'il venait d'avoir avec M. de Floret, lui avait laissé la conviction que les alliés persisteraient à ne traiter que sur la base des limites de 1792. Il écrivait à l'empereur : « On veut que la France rentre rigoureusement dans ses anciennes limites, sous prétexte que le caractère belliqueux de V. M. ne peut, sans cette réduction de forces, donner aucune sécurité à l'Europe. *Voilà le fond de la pensée des plus modérés.* V. M. peut, d'après cela, juger des idées des autres. » Les plus modérés ne l'étaient guère, comme on voit, et de plus, leur influence n'était nullement prépondérante. Les fauteurs de *bouleversements* soutenaient que la paix faite avec Napoléon sur de telles bases ne durerait pas trois ans, et en cela ils étaient d'accord avec Napoléon lui-même [1].

Cependant la négociation, que l'on avait voulu ajourner ou même rompre, avait repris son cours; la troisième séance eut lieu le 17 février. Les plénipotentiaires alliés, continuant d'agir avec un ensemble parfait, déclarèrent d'abord qu'ils *disconvenaient* entièrement de ce qu'avait avancé le négociateur français au sujet de la différence radicale qui existait entre leurs dernières propositions et les précédentes. Disconvenir était plus facile que de réfuter. Puis, comme l'avait fait pressentir M. de Metternich, ils affectèrent de prendre désormais, pour point de départ de négociation, la proposition confidentielle du 9. « Les puissances alliées, prenant en considération cette offre qui leur a été communiquée, estiment qu'un traité préliminaire fondé sur cette même base des anciennes limites, atteindra mieux qu'un armistice le but désiré; déjà même elles ont transmis à leurs plénipotentiaires un projet de traité dont M. de Stadion va donner lecture. »

En ce moment même, Napoléon songeait à réfuter cette prétention qu'il prévoyait. « Si les alliés avaient accepté la proposition du 9, il n'y aurait pas eu de bataille; il n'aurait pas couru les chances de la fortune dans le moment où le moindre insuccès perdait la France [2]. » D'ailleurs le duc de Vicence avait, non pas proposé aux négociateurs de signer pour prix d'un armistice, mais annoncé confidentiellement à M. de Metternich qu'il comptait en faire la proposition; l'armistice *immédiat,* condition *sine quâ non,* n'avait pas eu lieu, puisque la négociation avait été interrompue neuf jours, ce qui avait changé l'état de la question et l'objet qu'on se proposait; enfin, des préliminaires, exigeant une discussion plus ou moins longue, *n'arrêtaient* pas de suite l'effusion du sang, comme un armistice [3].

« Dans la séance précédente, le négociateur français avait représenté que les conditions de la paix étant essentiellement liées et subordonnées les unes aux autres, il était impossible de prendre de parti sur aucune avant de les connaître toutes, et il avait requis les plénipotentiaires des alliés de présenter tout à la fois l'ensemble de leurs propositions et de leurs vues. Le projet lu par M. de Stadion satisfaisait, mais imparfaitement, à cette demande. En fait, la diminution de puissance relative résultant pour la France des arrangements de la paix, était seule la mesure vraie des sacrifices qu'elle aurait faits. La grandeur de ceux-ci ne pouvait donc pas dépendre uniquement des cessions et renonciations faites par elle ou par son chef; elle dépendait encore nécessairement de l'emploi des territoires auxquels ils auraient renoncé; du sort des pays possédés, sous divers titres, par des princes français; du mode futur d'existence des confédérations jusque-là placées sous l'influence constitutionnelle de l'empereur, et enfin du futur état respectif de possession des principales puissances de l'Europe. Le projet était loin de rendre compte de ces graves questions, dont la plupart, loin d'être suffisamment mûries entre les grandes puissances, avaient déjà soulevé de graves dissentiments, promptement étouffés ou ajournés, il est vrai, par le seul senti-

[1] Voyez sa lettre du 4 janvier, citée précédemment. Il est certain que le parti modéré de la coalition se berçait d'une illusion très-dangereuse, s'il supposait que la réduction aux anciennes limites mettrait Napoléon dans l'impossibilité de se venger plus tard.

[2] Lettre du 19 février; Fain, 325.

[3] Protocole du 17 février. Caulaincourt eut beaucoup de peine à y faire insérer ces observations si équitables.

ment qui fit leur union et leur force, la haine et la crainte de la France. On ne voulait traiter avec elle que des renonciations à faire par elle ou par son chef, et des restitutions qu'on lui ferait. On demandait (art. 2) que l'empereur Napoléon renonçât à tout ce que la France avait acquis depuis le commencement de la guerre de 1792, au royaume d'Italie, au protectorat de l'Allemagne et au titre de médiateur de la Suisse. On offrait de rendre à la France trois des îles Antilles, dont une seule (la Martinique) de quelque importance, sous la condition d'abolir la traite; on lui rendait ses comptoirs d'Afrique et des Indes, mais comme établissements purement commerciaux (art. 5). Quoique traitant pour l'universalité des puissances engagées avec eux dans la guerre actuelle, et quoique la Guadeloupe ne fût passée de l'Angleterre à la Suède que par un acte attentatoire au droit des gens, les alliés se bornaient à promettre leurs bons offices pour faire restituer cette colonie, ainsi que la Guiane française, alors aux mains des Portugais. Des arrangements futurs de l'Europe, le projet ne faisait connaître autre chose que l'indépendance de l'Espagne, sous Ferdinand VII, et de la Suisse, dans leurs anciennes limites; de plusieurs États indépendants en Italie; de l'Allemagne, avec un pacte fédératif; enfin, de la Hollande, gouvernée par la maison d'Orange, et avec un accroissement de territoire. Pour tout le reste, les alliés prétendaient avoir le droit de le régler seuls, conformément aux traités qu'ils avaient faits ou feraient entre eux, et sans l'intervention de la France; ils demandaient qu'elle reconnût ce droit. Ainsi, de l'ensemble de leurs propositions, il résultait que, d'une part, ils demandaient à la France des sacrifices dont ils ne lui laissaient point connaître l'étendue; que, de l'autre, ils réduisaient pour elle tous les arrangements de la paix, à convenir de ce qu'elle céderait et de ce qui lui serait rendu; et qu'en présentant comme simples préliminaires un projet qui réglait complétement ces deux choses, ils voulaient lui faire subir toutes les conditions d'une paix définitive, sans lui en laisser recueillir le fruit[1]. »

On a reproché au duc de Vicence[2], mais sans justice et sans réflexion, de n'avoir pas fait usage des pouvoirs illimités qui ne lui avaient pas encore été formellement retirés, pour signer bien vite cet étrange traité préliminaire. Les pouvoirs de notre négociateur étaient déjà restreints par la lettre du duc de Bassano, du 12 février, précédemment citée. Dès le jour de la bataille de Montmirail, l'empereur était revenu à l'idée qu'il ne pouvait y avoir de paix que sur les bases de Francfort. Caulaincourt se retrouvait donc vraiment sans pouvoirs, le 17 février, ne sachant pas même s'il pourrait engager l'empereur victorieux à faire quelque concession au delà de ces bases. Il dut donc prendre le projet des alliés *ad referendum*, après quelques observations auxquelles les plénipotentiaires refusèrent de répondre, déclarant s'en tenir pour le moment à leur projet[3].

Le duc de Vicence dut bientôt s'applaudir de sa réserve, en lisant les dépêches qui lui arrivaient coup sur coup des divers quartiers généraux de l'empereur. Le duc de Bassano lui écrivait de Guignes, le 16 février : « S. M. manœuvre contre l'armée du prince de Schwartzenberg, qui sera attaquée demain *sur l'une et l'autre rive de la Seine*. Le sort en est jeté. Si, comme tout le monde le pense, le prince de Schwartzenberg est battu, l'empereur croit qu'il pourra soutenir ses justes droits; mais il croit aussi que, si le sort lui est contraire, *tout est inutile*. Au point où en sont les choses, tout dépend de l'issue *des trois journées qui vont se passer*. » Le lendemain, l'empereur écrit lui-même de Nangis à Caulaincourt[4]. C'est dans cette lettre qu'il lui retire positivement ses pouvoirs illimités : « Votre attitude doit être la même, lui dit-il; vous devez tout faire pour la paix ; mais mon intention est que vous ne signiez rien sans mon ordre, parce que seul je connais ma position. Je ne veux qu'une paix solide et honorable, et elle ne peut être telle que sur les bases proposées à Francfort. » Le lendemain, le duc de Bassano écrit à Caulaincourt, toujours sous la dictée de l'empereur, une lettre conçue dans le même esprit, mais sous l'impression d'une confiance plus grande dans l'avenir : « Il n'est pas sans vraisemblance que, dans dix jours,

[1] L'analyse de ce projet de traité est textuellement empruntée à un mémoire de M. de la Besnardière sur les négociations de Châtillon. Nous avons déjà cité, dans le chapitre XV, cette pièce importante, qui s'y trouve attribuée au duc de Vicence par une faute d'impression. Rédigée par ordre de M. de Talleyrand, après la chute de Napoléon, elle n'a pas été sans influence sur les conditions définitives de la paix de Paris.

[2] Pons.

[3] Ces observations portèrent principalement sur le sort réservé aux rois de Saxe et de Westphalie, et au prince Eugène, dans les futurs arrangements des alliés.

[4] Fain, 325.

On ne saurait se dissimuler que, dans cette lettre, Napoléon exagère les avantages obtenus. Peut-être jugeait-il nécessaire d'en agir ainsi pour relever le courage de son négociateur ; d'ailleurs, en ce moment il croyait encore prendre la grande armée ennemie *en flagrant délit*, par la prompte occupation des ponts de Montereau. (Voyez le chapitre précédent.)

Nous passons sous silence plusieurs dépêches du duc de Bassano, relatives aux événements militaires.

les choses ne se trouvent dans une telle situation, que la coalition soit dissoute... La chance a tourné, la fortune est revenue de notre côté, *nous ne sommes plus pressés;* mais S. M. trouve à propos que vous conserviez le même ton de modération qu'auparavant. Les ennemis n'ayant pas adhéré à vos propositions (du 9), il ne peut plus en être question aujourd'hui; mais... des préliminaires sur les bases de Francfort feraient cesser sur-le-champ les hostilités. »

Loin de partager cette confiance extrême, le duc de Vicence s'en effrayait, et non sans raison. Dans sa lettre du 19 février, adressée à l'empereur, il le félicite sur ses succès, le remercie de lui avoir retiré des pouvoirs illimités doit il aurait pu faire un usage fatal; mais il se hâte d'ajouter: « Sans doute la situation est bien améliorée, mais en sommes-nous au point de remettre en avant les bases de Francfort? Je craindrais qu'une telle proposition faite en ce moment n'eût d'autre résultat que de faire rompre la négociation. Les alliés avouent leurs défaites partielles, parce qu'ils ont agi sans ensemble, chaque commandant de corps ayant voulu arriver le premier à Paris; mais la rude leçon qu'ils viennent de recevoir peut leur profiter [1]. Si l'empereur consent à quelques sacrifices au delà des bases de Francfort, il est important de les faire connaître sans délai. » Caulincourt presse plus vivement encore le duc de Bassano: « Ne laissons pas échapper, faute d'une sage modération, l'occasion de faire une paix qui sera toujours honorable, si elle est vraiment raisonnable. Les ajournements, ou des prétentions intempestives élevées dans l'état d'exaspération où l'Europe est contre nous, peuvent tout faire manquer en un moment. Si ceci se rompt, quand fera-t-on la paix? comment la fera-t-on? Plaidez la cause de la paix, M. le duc, c'est celle de la véritable gloire de l'empereur et du véritable intérêt de la France. » Le lendemain, Caulaincourt vient d'apprendre la victoire de Montereau. Malgré la joie qu'il en ressent, il persiste à demander des directions et des ordres, à croire la paix impossible si l'on n'abandonne une partie au moins des bases de Francfort: « Les alliés sont unis par des liens que la force seule peut rompre. En admettant que le continent soit vaincu, quel moyen a-t-on désormais de vaincre l'Angleterre? Or, il a acquis la certitude *que l'Angleterre ne fera point la paix, tant que toutes les parties de la Belgique qui avoisinent la Hollande et la mer seront entre les mains de la France.* Dans tous les cas, les alliés ayant remis un projet, il faut répondre sans délai par un contre-projet; autrement l'empereur donne une arme contre lui-même, en accréditant l'opinion qu'il ne cherche qu'à gagner du temps. » L'événement a confirmé pleinement cette appréhension.

Tandis que le duc de Vicence ne voyait dans les succès de l'empereur qu'un motif de plus pour plaider énergiquement la cause de la paix, l'empereur recevait le compte rendu de la séance du 17 février, et le projet du traité préliminaire proposé par les alliés. Arrivant le jour même d'une défaite, de telles propositions auraient encore révolté sa fierté. Qu'on juge de l'émotion qu'il dut ressentir en recevant, *le lendemain de la victoire de Montereau,* un projet de traité développé sur la base des anciennes limites, base que nous l'avons vu rejeter avec indignation à Nogent, au moment où pourtant sa fâcheuse position semblait nécessiter tous les sacrifices [2]. Sa colère a besoin de s'exhaler; elle tombe sur Caulaincourt, auquel il croit avoir à reprocher de la faiblesse et des alarmes exagérées: « Je vois par vos lettres, lui écrit-il, que vous êtes dans une situation, et, pour ainsi dire, dans une zone qui vous empêche de connaître la véritable situation de nos affaires. Tout est faux dans ce qu'on vous dit. Les Autrichiens ont été battus en Italie, et, bien loin d'être à Meaux, je serai bientôt à Châtillon [3]. Dans cette situation, je dois vous renouveler mes ordres de ne rien faire sans m'avoir rendu compte, et sans que je vous aie fait connaître mes intentions. Je vous considère en chartre privée, ne sachant rien de mes affaires, et influencé par des impostures. Aussitôt que je serai à Troyes, je vous enverrai le contre-projet que j'aurai à donner. Je rends grâce au ciel d'avoir cette note; car il n'y aura pas un Français dont elle ne fasse bouillir le sang d'indignation [4]. C'est pour cela que je veux faire moi-même mon *ultimatum.* Je préférerais cent fois la perte de Paris au déshonneur et à l'anéantissement de la France. Je suis mécontent que vous n'ayez pas fait connaître dans une note que la France, pour être aussi forte qu'elle l'était en 1788, doit avoir ses *limites naturelles,*

[1] D'après une autre lettre de Caulaincourt, il paraît que M. de Floret l'avait entretenu de prétendus succès des Autrichiens en Italie, au moment où ils venaient d'y perdre la bataille du Mincio. Nous allons voir tout à l'heure Napoléon réprimander, trop durement peut-être, son plénipotentiaire de sa crédulité.

[2] La dépêche contenant ce projet fut remise à Napoléon tandis qu'il occupait encore le château de Surville, situé sur le plateau de ce nom, dont l'occupation venait de décider la défaite du prince de Würtemberg. C'est de ce château qu'est datée la lettre que nous allons citer.

[3] Moins de huit jours après, la ville de Châtillon se trouva en effet dans la ligne des troupes françaises.

[4] Napoléon ne sentait pas assez qu'il y a des moments où la souffrance matérielle amortit et tue le sentiment national. (NOTE DE M. BIGNON.)

en compensation du partage de la Pologne, de la *destruction* (sécularisation) du clergé d'Allemagne, et des grandes acquisitions faites par l'Angleterre en Asie. Dites que vous attendez des ordres de votre gouvernement, et qu'il est tout simple qu'on vous les fasse attendre, puisqu'on force vos courriers à faire des détours de soixante et douze heures, et qu'il vous en manque déjà trois. J'ai ordonné l'arrestation des courriers anglais. Je suis si ému de l'infâme proposition que vous m'envoyez, que je me crois déshonoré, rien que d'être mis dans le cas qu'on vous l'ait faite... *Vous parlez toujours des Bourbons* [1]. *J'aimerais mieux voir les Bourbons en France, avec des conditions raisonnables, plutôt que de souscrire aux infâmes propositions que vous m'envoyez.* Je vous réitère l'ordre de déclarer au protocole que les limites naturelles ne donnent à la France que le même pouvoir qu'avait Louis XIV ! »

Ce n'est pas sans intention que nous avons emprunté tout à l'heure à l'un des diplomates les plus habiles de la restauration l'analyse du projet de traité présenté par les alliés ; analyse qui fait pleinement ressortir, bien qu'avec une extrême réserve d'expressions, tout ce qu'il renfermait d'injustice et d'outrages pour la France. C'est la meilleure excuse que nous puissions alléguer de cette profonde indignation de l'empereur, si énergiquement exprimée dans sa lettre à Caulaincourt, et qui a influé sur toute sa conduite ultérieure jusqu'à la rupture des négociations. Ce qui le révoltait si fort, ce n'était plus même autant la base des anciennes limites, que le rôle passif auquel on prétendait réduire la France dans les arrangements ultérieurs. Après la chute de l'empereur, M. de Talleyrand, redevenu ministre des relations extérieures, et préparant la paix de Paris, disait aux alliés : « Vous ne songerez plus certainement à vouloir que la France reste étrangère aux arrangements généraux de l'Europe. Elle y doit intervenir, ne fût-ce que pour l'honneur, et dût-elle n'y influer en rien ! » La France aura, en effet, ses plénipotentiaires au congrès de Vienne; elle obtiendra de plus, par la paix signée à Paris le 30 mai, un accroissement de près de cinq cent mille âmes au delà des anciennes limites [2]. Ainsi les conditions proposées à Napoléon ont paru trop dures, même au gouvernement de la restauration, qui d'ailleurs fondait ses réclamations sur la promesse solennelle qu'avaient faite les souverains alliés à Paris, d'exiger moins de la France quand Napoléon ne régnerait plus. Qui oserait blâmer celui-ci d'avoir rejeté avec indignation des conditions qui ont révolté même le gouvernement de Louis XVIII?

Un passage de la curieuse lettre que nous venons de citer, mérite toute l'attention, et, j'ose le dire, toute l'admiration de nos lecteurs. Jamais peut-être souverain n'a montré un désintéressement si noble, si patriotique, que Napoléon protestant qu'il préférerait voir les Bourbons le remplacer avec des conditions raisonnables, plutôt que continuer à régner sur la France déshonorée par une paix qui, sous prétexte d'enchaîner l'ambition du souverain, serait une insulte pour la nation entière : pensée d'autant plus noble, qu'elle n'est point, comme on pourrait le croire, un élan irréfléchi d'enthousiasme ou de colère; toute sa conduite en portera l'empreinte dans ces derniers jours si pleins d'héroïsme et de malheur. Les alliés eux-mêmes prévoyaient bien que Napoléon préférerait abdiquer ou mourir, si le maintien de sa souveraineté devait coûter à la France un sacrifice d'honneur. Tel était l'homme qu'un des esprits les plus distingués de notre époque, mais encore dominé cette fois par de fâcheux préjugés, n'a pas craint d'accuser *de s'être rabaissé jusqu'à l'égoïsme* [3] ! Répétons plutôt, avec Napier : « Jamais, avant lui, le monde n'avait vu aucun homme s'élever si haut avec une ambition si désintéressée ; » et remercions l'illustre écrivain anglais d'avoir devancé le jugement de la postérité.

A l'époque où nous arrivons, c'est-à-dire vers le 20 février, tout semblait confirmer dans l'esprit de l'empereur l'opinion que les alliés ne voulaient plus traiter avec lui. Il en trouvait la preuve, et dans la teneur même des propositions du 17 février, et dans les refus qu'opposait à Paris M. de Talleyrand aux propositions réitérées que lui faisait faire Napoléon, d'aller à Châtillon seconder ou remplacer

[1] Par excès de zèle, le duc de Vicence revenait en effet fréquemment sur les intrigues des princes de cette famille. Le 16 février encore, il instruisait l'empereur du bruit qui courait à Châtillon, qu'un prince français venait d'y passer très-secrètement deux jours, et en était parti pour le quartier général des alliés, après avoir eu plusieurs conférences avec les plénipotentiaires anglais et russes. Ce bruit était faux; car le comte d'Artois, le seul Bourbon qui se trouvât de ce côté, n'entra en France que le 19 février. On dit cependant qu'un royaliste, M. de Bruges, avait dès lors pénétré jusqu'au quartier général des alliés, et y sollicita vainement un sauf-conduit pour se rendre à Châtillon, où il voulait représenter les intérêts de la maison de Bourbon.

Au reste, les Bourbons n'étaient pas fidèlement servis par tous leurs agents. L'un d'eux, chargé, dans le mois de mars, d'une mission pour le duc de Castiglione, alla s'aboucher secrètement à Châtillon avec le duc de Vicence. (Voyez les *Révélations* de Morin.)

[2] Elle a reperdu cet accroissement en 1815.

[3] M. Rossi, *Revue française*.



le duc de Vicence [1]. La négociation était suspendue, et ne pouvait être reprise que par la remise d'un contre-projet français. Mais, dans cet intervalle, Napoléon crut pouvoir tenter auprès de son beau-père une démarche qui, en réalité, ne fit qu'empirer la situation. Voici quelle en fut l'occasion.

Au moment où l'empereur, vainqueur de Blücher, se rabattait sur la grande armée alliée, le prince de Schwartzenberg, justement inquiet de ce mouvement, s'avisa d'écrire au prince de Neufchâtel qu'ayant reçu la nouvelle que des préliminaires de paix avaient dû être signés à Châtillon aux conditions proposées par le duc de Vicence, il avait arrêté les mouvements de ses troupes, et proposait au prince de Neufchâtel d'en faire autant [2]. Nous ignorons jusqu'à quel point Schwartzenberg pouvait être de bonne foi en ce qui concernait les préliminaires; mais ce qui est indubitable, c'est qu'une suspension d'armes ne pouvait être alors qu'avantageuse aux alliés, qui auraient évité ainsi le désastre de Montereau et la retraite précipitée sur Troyes. Napoléon fit répondre par Berthier au généralissime autrichien qu'il s'abusait, que rien n'avait été signé; mais, tout en rejetant cette première proposition d'armistice, évidemment concertée pour l'arrêter dans sa poursuite, il fit remettre une lettre pour l'empereur d'Autriche. « J'ai tout fait, écrivait-il à son beau-père, pour éviter la bataille qui a eu lieu. La fortune m'a souri. J'ai détruit l'armée russe et prussienne, commandée par le général Blücher. » Après avoir énuméré, non sans les exagérer un peu, tous les avantages de sa nouvelle position militaire, il continuait ainsi : « Dans cet état de choses, je propose à V. M. de signer la paix sans délai sur les bases qu'elle a elle-même proposées à Francfort, et que moi et la nation française nous avons adoptées comme notre ultimatum. Les plénipotentiaires des alliés à Châtillon ont présenté une note dont la connaissance porterait en France l'exaltation et l'indignation au plus haut point. C'est la réalisation du rêve de Burke, qui voulait faire disparaître la France de la carte de l'Europe. Il n'est pas un Français qui ne préférât la mort plutôt que de subir des conditions qui nous rendraient esclaves de l'Angleterre. Je conçois... que cette puissance veuille détruire Anvers et mettre un obstacle éternel au rétablissement de la marine française.... ; mais vous, sire, vous, quel est votre intérêt à l'anéantissement de la marine de la France? Quel intérêt peut avoir V. M. à mettre les Belges sous le joug d'un prince protestant, dont un des fils montera sur le trône d'Angleterre [3] ? Toutefois ces projets sont au-dessus de la puissance de la coalition. La bataille qui aura lieu contre l'armée de V. M. fût-elle perdue, j'ai des ressources pour en livrer deux autres avant qu'elle soit à Paris, et Paris fût-il pris, le reste de la France ne supporterait pas le joug qu'on lui propose. *Jamais je ne céderai Anvers ni la Belgique.*

» Cette soif de vengeance de l'empereur Alexandre n'est pas fondée. Avant d'entrer à Moscou, je lui ai offert la paix; à Moscou, j'ai tout fait pour éteindre l'incendie *qu'il avait allumé* [4].

» Je demande à V. M. d'éviter les chances d'une bataille. Je lui demande la paix, une prompte paix, fondée sur les bases de Francfort, que j'ai acceptées et que j'accepte encore. Je suppose que V. M. ne peut demander pourquoi je m'adresse à elle. Je ne puis m'adresser aux Anglais, dont la politique est dans la destruction de ma marine; à l'empereur Alexandre, puisque la vengeance et la passion animent tous ses sentiments. Je ne puis donc m'adresser qu'à V. M., naguère mon alliée, et qui est considérée comme la puissance principale de la coalition; enfin, à V. M. qui, quels que soient ses sentiments du moment, a dans les veines du sang français [5]. »

M. de Metternich, avec sa bienveillance ordinaire pour les intérêts de l'empereur Napoléon et de la France, s'empressa de communiquer cette lettre aux alliés, comme du reste les traités lui en faisaient une loi. L'effet en fut des plus fâcheux pour nous : elle irrita au lieu de calmer. En déclarant avec tant d'énergie que jamais il ne céderait Anvers et la Belgique, cessions devenues pour l'Angleterre une condition indispensable de la paix, Napoléon semblait vouloir donner à entendre qu'à toute extrémité il consentirait plutôt à se départir des bases de Francfort sur les autres points, qui concernaient directement les puissances continentales, pour les entraîner à séparer leurs intérêts de ceux de l'Angleterre. Ce furent aussi les plénipotentiaires de cette nation qui se montrèrent les plus émus de cette démarche. Ils dirent à Caulaincourt qu'ils voyaient bien que les choses n'étaient pas mûres pour la paix, que l'empereur Napoléon ne la

[1] Conversation de M. de Talleyrand avec M. Bignon. Ce fait curieux était demeuré jusqu'ici complétement inconnu. Il est attesté, de la manière la plus solennelle, dans une note autographe qui fait partie des matériaux sur lesquels nous travaillons.

[2] Lettre du prince de Schwartzenberg, 17 février.

[3] Le bruit du mariage de la princesse de Galles avec le fils aîné du prince d'Orange était alors généralement répandu. Ce mariage manqua, et la princesse épousa Léopold de Saxe-Cobourg, depuis roi des Belges.

[4] On voit que dès lors le nom du véritable auteur de l'incendie de Moscou n'était plus du moins un mystère entre les souverains.

[5] Lettre de Napoléon; Nogent, 21 février.

voulait pas. Cette lettre rendit les alliés plus pressants à Châtillon, et augmenta ainsi les embarras du duc de Vicence, qui, malgré toutes ses instances, ne recevait pas de contre-projet. Le duc de Bassano lui écrivait de Châtres [1] : « Pour que l'empereur puisse dire quels sont les sacrifices qu'il veut faire à la paix, il souhaite que vous lui montriez quels sont ceux qu'il peut éviter, quels sont ceux qui sont inévitables. » L'extrême réserve des plénipotentiaires alliés empêchait le duc de Vicence de se procurer les informations qu'on lui demandait; mais sa conviction, qu'il s'efforçait en vain de faire partager à l'empereur, était toujours que la paix ne pouvait se faire sans l'abandon d'une partie de la Belgique [2]. Dans ce moment, les progrès de Napoléon ayant placé la ville de Châtillon dans la ligne des armées françaises, les plénipotentiaires des alliés crurent devoir adresser une note au duc de Vicence pour le prier de prendre les arrangements nécessaires pour que la neutralité de Châtillon fût respectée [3]. Cette démarche assez puérile donna lieu à une réponse de l'empereur, dans laquelle, en dépit d'une fâcheuse obstination, nous aimons à reconnaître un langage sincère, généreux, dénotant un vif désir de la paix. Il donne le gouvernement de Châtillon au maire, et n'y enverra pas de troupes. Quelques jours auparavant, il avait menacé, dans un moment d'emportement, d'ordonner l'arrestation des courriers anglais en représailles des vexations auxquelles les siens étaient en butte; mais la réflexion l'a bien vite ramené à des sentiments plus dignes de lui : « Dites que tous les Anglais et autres étrangers seront respectés; que quand même les négociations viendraient à manquer, si lord Castlereagh retournant en Angleterre pour l'ouverture du parlement, voulait gagner quelque vingt-quatre heures, il pourrait passer par Calais. » Revenant ensuite, comme malgré lui, au grand intérêt de la paix, Napoléon ajoute : « Si l'on veut en finir, on peut en finir bien vite, épargner bien des malheurs, et peut-être un revirement qui serait funeste aux alliés. Les bases de Francfort, voilà ce que j'ai accepté et ce que la nation a approuvé. En parlant à lord Aberdeen, dites que, dans aucun cas, *nous ne céderons Anvers ni la Belgique.* » Le résultat de cette ténacité sera déplorable, nous l'avouons; mais n'est-ce pas aussi l'événement qui nous entraîne surtout à en condamner le principe? et si, quatre jours plus tard, l'inexplicable reddition de Soissons ne sauvait pas d'une destruction entière l'armée de Blücher acculée à l'Aisne, l'insistance de Napoléon, justifiée par la fortune, ne nous paraîtrait-elle pas vraiment digne de la France et de lui?

En répondant à la lettre de Berthier, à laquelle était jointe celle de l'empereur pour son beau-père, le prince de Schwartzenberg avait renouvelé sa demande d'armistice, qui, cette fois, fut accueillie [4]. Des commissaires, nommés de part et d'autre pour négocier cet armistice, se rassemblèrent à Lusigny; ces commissaires étaient, pour la France, M. de Flahaut, et pour la Russie, l'Autriche et la Prusse, MM. de Schouwalof, Ducca et Rauch [5]. Leurs conférences furent, pendant deux jours, la grande affaire du quartier général français et de Napoléon lui-même [6], qui y vit un moment le moyen le plus sûr et le plus prompt d'arriver à la paix, comme son commissaire en fit la déclaration positive dès le début des conférences (24 février). Le commissaire autrichien *seul* affirma que son maître avait le même désir, et que la paix suivrait certainement un armistice. Cet armistice devait être de quinze jours, plus six pour la dénonciation. Mais on ne put s'entendre sur la ligne de neutralité. L'empereur aurait voulu que cette ligne fût tirée d'Anvers à Lyon; disposition qui faisait refluer les alliés de la Belgique, et préjugeait militairement la possession de cette province en faveur de la France. Mais bien qu'il n'y eût pas de commissaire anglais à Lusigny, les intérêts de l'Angleterre y furent mieux défendus que Napoléon ne l'avait espéré; les commissaires n'étaient autorisés qu'à admettre le *statu quo* pour les deux armées. Dès le 26, l'empereur ne comptait plus pour rien ces conférences : « *Il est douteux qu'on s'arrange,* » écrivait-il à Caulaincourt. Un simple coup d'œil sur les faits militaires contemporains prouve combien les alliés attachaient peu d'importance à cette prétendue négociation. Le jour même où se réunissaient les commissaires (24), Blücher commençait sa nouvelle pointe sur Paris; et, le lendemain, les alliés, dans un grand conseil de guerre tenu à Bar-sur-Aube,

[1] 23 février.

[2] Duc de Vicence, 25 février.

[3] Note du 25 février.

[4] Le porteur de cette nouvelle lettre du généralissime autrichien était un prince de Lichtenstein. C'était aussi un prince de Lichtenstein qui était venu proposer un armistice après la bataille d'Austerlitz; et un autre quatre ans plus tard, après celle de Wagram.

M. Fain (p. 126 et suiv.) donne des détails curieux sur l'entretien de Napoléon avec cet envoyé autrichien. Nous voyons celui-ci protester avec énergie qu'on n'en veut pas à la dynastie de l'empereur, et que le rôle qu'on fait jouer aux Bourbons n'est qu'un moyen de guerre.

[5] Flahaut et Schouwalof avaient été commissaires, l'année précédente, à Neumarkt.

[6] Fain, 130.



adoptaient un nouveau plan offensif, et approuvaient la marche de l'armée de Silésie. La négociation d'armistice n'avait donc été qu'une précaution qui cessait d'être jugée nécessaire. La lettre de Napoléon à l'empereur d'Autriche accéléra encore la rupture des conférences; on se plaignait de ce que Napoléon avait moins cherché à obtenir un armistice qu'à diviser les alliés, en mêlant à la question militaire des questions politiques qui ne pouvaient être traitées qu'à Châtillon. Il est certain que Napoléon n'avait attaché d'importance aux conférences de Lusigny que parce qu'il espérait gagner de ce côté du terrain sur l'Angleterre.

Le jour même de la rupture [1] de ces conférences, le comte de Stadion allait demander une séance pour le lendemain au duc de Vicence, qui ne put s'y refuser, bien qu'il n'eût absolument rien à dire. Le négociateur autrichien lui parla avec beaucoup d'amertume des accusations lancées contre l'Angleterre par Napoléon, dans sa lettre à son beau-père. La nécessité de répondre en séance, quand sans doute on ne cherchait dans sa réponse qu'un prétexte pour tout rompre, compliquait singulièrement la situation de Caulaincourt. Il ne pouvait que tâcher de gagner le temps nécessaire pour recevoir des ordres. Il écrivait à ce sujet à l'empereur : « Je ne peux parler des bases de Francfort; je craindrais qu'on ne m'interpellât de déclarer si je ne puis traiter que sur ces bases, et que, sur ma réponse affirmative, on ne rompît la négociation. V. M. voit combien ces gens-ci sont positifs, et ce qui s'est passé depuis huit jours n'a fait que les rendre plus pressants. »

Dans la séance du 28, les plénipotentiaires déclarèrent avoir reçu l'ordre de demander une réponse au projet de traité présenté par eux dans celle du 17. Leurs souverains, adhérant fortement à *la substance* des demandes contenues dans ce traité, ne pourraient interpréter un plus long délai que comme un refus. En conséquence, à l'expiration d'un dernier terme qui allait être directement convenu avec le plénipotentiaire français, la négociation serait regardée comme terminée, s'il n'était pas arrivé de réponse qui fût en substance d'accord avec la base établie dans le projet des alliés. M. de Stadion déclara ensuite, au nom de ses collègues, être prêt à discuter, dans un esprit de conciliation, toute modification que le plénipotentiaire français pourrait être autorisé à proposer; mais il ajouta que les alliés remettraient la décision au sort des armes, si la France mettait en avant quelque prétention *essentiellement* différente du sens de l'offre déjà faite le 9 février par son plénipotentiaire, offre à laquelle on persistait à se référer. De la manière dont cette déclaration était faite, il semblait résulter que les négociateurs alliés avaient tout pouvoir pour rompre de suite, et aucun pour conclure; et c'était la vérité. Cette considération doit atténuer beaucoup le regret qu'on pourrait éprouver en voyant Caulaincourt pris au dépourvu le 28, et obligé de traîner en longueur. Il se rejeta sur le retard que les mouvements continuels des armées avaient dû apporter à la rédaction du contre-projet, et sur celui qu'éprouvaient nos courriers, par les détours qu'on leur faisait constamment faire. D'ailleurs les alliés ayant suspendu sans motif plausible les négociations, du 7 au 17 février, et ayant pu préparer leur projet à loisir, ne pouvaient se plaindre du temps qu'on prenait pour préparer la réponse. Les plénipotentiaires des alliés d'après l'ordre formel de leurs cours, invitèrent Caulaincourt à fixer le délai qu'il jugerait suffisant pour recevoir cette réponse; il eut beaucoup de peine à obtenir dix jours. La prochaine séance fut donc remise au 10 mars.

Le duc de Vicence regrettait vivement de n'avoir pas eu de contre-projet à présenter, ou du moins de n'avoir pas été mis à même de discuter le projet des alliés dès le 28 février. En rendant compte de cette séance à l'empereur, le 1er mars, il terminait ainsi : « D'après ce que je vois et ce que j'entends, je ne vois pas qu'il reste aucun espoir de faire la paix, quant à présent du moins, autrement qu'à des conditions bien différentes de celles de Francfort [2]. » Il doutait même que les événements militaires pussent désormais avoir une grande influence sur les questions fondamentales de la paix; trop d'explications et de pourparlers ayant eu lieu entre les alliés, pour qu'ils ne fussent pas complètement d'accord sur ces questions. Enfin, il était autorisé à croire que les alliés, loin de se diviser, comme Napoléon l'espérait encore, *s'unissaient plus que jamais*. Le duc de Vicence avait raison. Au moment même où il écrivait cette lettre, les ministres de la coalition signaient à Chaumont un nouveau traité d'alliance. La conclusion de ce traité avait été indubitablement hâtée par la démarche de Napoléon auprès de l'empereur d'Autriche. Tout ce qu'il a tenté pour diviser les alliés, n'a pu que tourner contre lui, resserrer ce nœud de crainte et de haine, dont était formée la coalition, et donner de nouvelles forces à nos ennemis les plus acharnés, qui ne voyaient plus pour eux ni satisfaction ni sécurité que dans la chute de l'empereur, et dans le plus grand abaissement possible de la France.

[1] 27 février. Cependant les commissaires restèrent encore plusieurs jours à Lusigny. C'était une mesure de prudence des deux côtés.

[2] Lettre citée dans l'ouvrage de Koch sur 1814; II, 342.



# CHAPITRE XX.

## NÉGOCIATIONS DE CHATILLON.

(SUITE ET FIN.)

Intrigues des coalisés entre eux.— Prépondérance de l'Angleterre. — Conférences de Langres. — Dispositions des grandes puissances. — Traité de Bâle, du 6 janvier, entre la Russie et la Prusse. — Convention du 15 février entre les quatre grandes puissances. — Traité de Chaumont (1er mars). — Articles séparés et secrets. — Suite de la négociation de Châtillon. — Dépêche de Napoléon à Caulaincourt, du 2 mars. — Belle lettre du duc de Vicence à l'empereur, du 3. — Voyage du prince d'Esterhazy à Châtillon; son entretien avec Caulaincourt. — Nouvelles instances de celui-ci. — Dépêche de Napoléon. du 8 mars. — Séance du 10 mars. — Séance du 13. — Éloge de Caulaincourt. — Sa lettre du 13 mars. — Explication du silence gardé par Napoléon. — Séance du 15; contre-projet présenté par le duc de Vicence. — Dépêche tardive de Napoléon, en date du 17 mars. — Réfutation d'une assertion erronée de sir Robert Wilson. — Mission de M. de Vitrolles. — Dernières séances du congrès; les plénipotentiaires des cours alliées déclarent les négociations *terminées* par le *gouvernement français*. — Observation des plénipotentiaires des cours alliées, relativement au pape. — Lettres de M. de Metternich au duc de Vicence, du 18 mars. — Dernières lettres de Caulaincourt à M. de Metternich. — Dernières tentatives de Napoléon auprès de l'empereur d'Autriche. — Missions du colonel Galbois et de M. de Wessenberg. — Déclaration des puissances alliées, du 25 mars. — Éclaircissements historiques sur la prétendue dépêche du 19 mars. — Réflexions.

Jusqu'ici c'est, pour ainsi dire, du camp français que nous avons suivi les évolutions de la politique des puissances coalisées; nous n'en avons vu, dans le langage de leurs plénipotentiaires à Châtillon. que la forme extérieure et en quelque sorte palpable. Mais avant d'achever le pénible récit des derniers jours de la négociation, et de hasarder sur son ensemble un jugement définitif, nous avons à parler du traité de Chaumont, et des intrigues qui s'agitaient au sein de la coalition, pendant les mois qui ont immédiatement précédé la chute de Napoléon.

Déjà, dans le chapitre XV de ce volume, nous avons signalé quelques-uns des germes de dissentiment qui existaient entre les grandes puissances dès le mois de novembre. L'invasion en retardait le développement, mais ne les détruisait pas. Si graves que fussent les préoccupations de la guerre, celles du partage des dépouilles commençaient à s'y mêler. Sûr dès lors d'avoir au moins *la part du lion* dans le grand-duché de Varsovie, l'empereur Alexandre s'était tout d'abord posé en protecteur des États de la confédération du Rhin, rôle avantageux et facile à remplir. Tenant la Prusse enchaînée à la fortune de la Russie, il avait eu peu de peine à réprimer les prétentions de cette puissance sur les princes de la confédération dont elle prétendait avoir conquis les États. Toutefois, à cette époque, les prétentions de la Prusse sur la Saxe n'étaient contredites par aucune puissance, et moins par la Russie que par toute autre. D'un autre côté, le roi de Würtemberg et le grand-duc de Bade étaient rassurés par l'empereur Alexandre contre la politique du cabinet de Vienne, qui songeait à procurer à leurs dépens au roi de Bavière le *contigu complet* et non interrompu promis à Ried [1]. L'accomplissement des promesses faites à cette époque était en effet le grand embarras de l'Autriche; pour y satisfaire, elle se montra disposée à pousser plus loin qu'aucune autre puissance le système de réduction de la France, à la refouler même au delà des limites de Louis XIV, s'il était possible. La preuve existe dans les archives du ministère anglais, qu'au mois de décembre, l'idée de reprendre l'Alsace à la France, dans les arrangements définitifs, fut soumise au ministère

[1] L'intérêt politique, fortifié par des alliances de famille, lui faisait une loi de protéger ces deux souverains, malgré leur affection personnelle pour Napoléon.

anglais, et cette idée était autrichienne [1]. Ce fait suffirait pour faire apprécier le degré d'intérêt qu'attachait dès lors le cabinet de Vienne au maintien de Napoléon ou de son fils.

Si, à cette époque, l'intérêt d'abattre la puissance française n'avait pas été prédominant dans les conseils de la coalition, tout nous porte à croire qu'une scission se serait opérée aussitôt après Leipzig, et aurait divisé les puissances principales de la coalition en deux grandes fractions : d'un côté, la Russie et la Prusse; de l'autre, l'Autriche et l'Angleterre. Le 6 janvier 1814, les ministres de Prusse et de Russie signaient à Bâle un traité explicatif de l'alliance de Kalish, conclue au mois de mars précédent; traité qui tendait principalement à établir entre les deux puissances un concert militaire indépendant de l'Autriche. Les conventions et les événements ultérieurs ont ôté toute importance à ce traité, dont l'existence est incontestable, mais dont les dispositions sont encore inconnues.

Chaque État, grand ou petit, plus ou moins intéressé au dénoûment de la lutte, avait ses haines, ses affections, ses prétentions et déjà ses mécomptes. Mais la grande voix de l'Angleterre dominait, seule, ce bourdonnement confus d'intrigues. « Les subsides qu'elle avait déjà fournis, ceux qu'elle avait à fournir encore, étaient sa puissance [2]. » De Londres même, lord Castlereagh exerçait déjà cette suprême dictature. Dès le 30 novembre, dans une note adressée à lord Aberdeen, il changeait les bases de Francfort en réclamant des modifications aux *limites naturelles* alors accordées à la France, modifications qui auraient pour but d'assurer des frontières convenables *à la Hollande* [3] et à la Suisse, et recommandait de considérer comme un refus d'adhérer aux bases de la négociation, toute réponse équivoque, ou tout délai motivé de la part de l'ennemi, ajoutant que les alliés devraient alors rendre leurs offres publiques, afin de montrer que les obstacles ne venaient que de la France. Telle fut, en effet, la marche suivie par les alliés dans toute la négociation de Châtillon; et nous avons pu apprécier déjà avec quelle modération et quelle bonne foi ils marchaient à ce but si nettement défini d'avance par la politique anglaise.

Le 21 décembre, lord Castlereagh exigeait et obtenait, des ambassadeurs des grandes puissances à Londres, une déclaration explicite sur les intentions de leurs gouvernements à l'égard des droits maritimes de l'Angleterre. Tous étaient autorisés à prendre l'engagement formel que cette question serait écartée au futur congrès.

Cependant la campagne d'hiver était commencée; les circonstances rendaient nécessaire la présence du ministre anglais sur le continent. Il arriva à Bâle le 21 janvier, et y trouva de suite l'occasion de faire sentir à l'Autriche la prépondérance anglaise, en improuvant et faisant modifier les dispositions du traité de Murat avec l'Autriche [4].

L'invasion des diplomates de la coalition en France suivait celle des armées. Les bases de la négociation de Châtillon avaient été arrêtées à Langres, le 29 janvier, dans une conférence à laquelle assistèrent outre les souverains, MM. de Metternich, de Nesselrode, Castlereagh, de Hardenberg, de Stadion et Rasumowski; MM. de Binder, et Pozzo di Borgo faisaient l'office de secrétaires. Le langage des plénipotentiaires au congrès ayant été tout à fait conforme aux principes arrêtés à Langres, l'analyse du protocole de cette conférence et des instructions qui furent délivrées en conséquence nous entraînerait dans des redites inutiles. Un seul passage de ces instructions est important à réserver pour l'examen final de la négociation: « *La marche de la négociation devant être influencée par celle des événements de la guerre*, les plénipotentiaires devaient recevoir des instructions modifiées suivant les circonstances (3 février). » Tout était donc plus que jamais placé sous l'influence illimitée des événements. Aussi avons-nous vu les séances suspendues après la bataille de la Rothière et reprises après la défaite de l'armée de Silésie; et nous verrons de même la rupture de la négociation décidée par la reddition de Soissons et les événements qui suivirent.

A défaut de la suprématie politique, l'Autriche s'efforçait de garder la prépondérance militaire, non par la supériorité des manœuvres, mais par une circonspection excessive dans l'emploi de ses forces. Telle est la seule explication plausible que nous puissions donner des lenteurs du prince de Schwartzenberg, avant et après la bataille de la Rothière. On s'abuserait étrangement si l'on y voyait le désir de ménager Napoléon, en lui laissant le temps de se résigner à la paix. Si le cabinet autrichien avait été assez fort et assez bienveillant pour faire prévaloir de tels ménagements, il aurait indubitablement fait adopter la proposition d'armistice

[1] Napier, XII, 281.

[2] Montvéran.

[3] Cet accroissement de prétentions, qui impliquait déjà la cession d'Anvers par la France, était le résultat de l'insurrection de la Hollande, événement des plus favorables au développement des vues de la politique anglaise.

[4] Note de lord Castlereagh à M. de Metternich, du 27 janvier.

du 9, car on ne pouvait exiger davantage de Napoléon. Cette proposition a dû, au contraire, contribuer à la suspension des conférences, car tous avaient peur de la paix.

Nous savons déjà que la Russie et la Prusse étaient les plus acharnées d'entre les grandes puissances; c'était une revanche de peuple à peuple, et d'homme à homme entre les souverains. L'Angleterre passait, et non sans raison, pour la plus modérée. Ce fut lord Castlereagh qui, sous l'influence des revers de l'armée de Silésie, provoqua et décida la reprise des conférences. La prépondérance de l'Angleterre en ce moment est un fait palpable. Elle n'a que la peine de formuler ses prétentions pour les voir accueillies. Sur sa demande, tous les arrangements convenus ou débattus entre les puissances continentales lui sont communiqués sans arrière-pensée [1], et, dès ce moment, elle est assurée d'une solution satisfaisante pour tous ceux qui la concernent directement. L'acte d'accession à un projet de convention, présenté par Castlereagh, est accepté et signé immédiatement, le 15 février, par les ministres d'Autriche, de Russie et de Prusse. Cet acte habilement conçu, au moment même où les succès de Napoléon semblaient rendre de nouveau la paix possible avec lui, mettait toutes les prétentions de l'Angleterre à couvert d'un revirement de fortune. Les autres puissances, « voulant lui donner une marque de reconnaissance pour ses secours persévérants et libéraux, » et approuvant d'ailleurs en principe ses demandes, adoptent formellement : 1° la réunion à la Hollande des provinces belgiques jusqu'à la Meuse, et des pays situés au delà de ce fleuve, de Maestricht à Cologne; 2° la répartition des autres pays situés sur la rive gauche du Rhin, de manière à offrir sûreté et protection contre la France à la Hollande et au nord de l'Allemagne : cette répartition, d'ailleurs, n'aura lieu que du consentement plein et entier de l'Angleterre; 3° une indemnité aux Bourbons de Sicile; 4° la confiscation des vaisseaux de guerre français qui pourraient se trouver dans des ports cédés aux alliés en vertu de la paix. » On reconnaît, à cette stipulation, la bienveillance ordinaire de nos voisins pour notre marine.

S'il y a eu, dans la négociation de Châtillon, un moment où, malgré la mauvaise volonté évidente de la Russie et de la Prusse, la paix ait pu être signée, c'est assurément pendant l'intervalle qui s'écoula depuis la reprise des conférences de Châtillon jusqu'à la signature du traité de Chaumont, et peut-être encore quelques jours plus tard, comme semble l'indiquer la mission confidentielle du prince d'Esterhazy, dont nous parlerons bientôt. Il est à regretter que l'empereur n'ait pas connu l'acte d'accession que nous venons d'analyser. Cette considération n'aurait peut-être pas suffi, malheureusement, pour le décider à remettre de suite un contre-projet cédant Anvers et la Belgique; mais elle lui eût sans doute épargné de funestes efforts pour arracher son beau-père à la coalition, ou pour traiter des questions politiques à Lusigny sans la participation des Anglais [2].

Le nouveau traité d'alliance entre les quatre puissances coalisées avait été préparé depuis l'arrivée de lord Castlereagh sur le continent; il fut signé le 1er mars. Comme nous l'avons dit, la conclusion en fut hâtée par la lettre de Napoléon à son beau-père, par l'attitude de ses commissaires à Lusigny, enfin par la réponse dilatoire que le duc de Vicence dut opposer aux instances des plénipotentiaires des alliés dans la séance du 28, quoique dix jours se fussent écoulés depuis la remise de leur projet.

Le traité de Chaumont, aux termes de son préambule, a pour double but d'assurer la continuation de la guerre, si le gouvernement français refuse les conditions qui lui ont été proposées par les alliés, et de garantir l'ordre de choses qui aura été l'*heureux* résultat de leurs efforts. Il est composé de seize articles patents, et trois articles secrets.

Chacune des grandes puissances promet de tenir constamment cent cinquante mille hommes en campagne, et de porter soixante mille hommes au secours de celle qui serait menacée d'une attaque directe de la France. L'Angleterre se réserve le droit de fournir un contingent fictif, à raison de vingt livres sterl. par fantassin, et trente par cavalier; elle s'engage à payer, pendant l'année 1814, un subside de cinq millions de liv. sterl. à chacune des autres grandes puissances, plus une indemnité de désarmement, si la paix vient à être conclue. Les puissances contractantes renouvellent l'engagement déjà pris à Kalish, à Reichenbach, à Tœplitz, de ne faire la paix que d'un commun accord. Ce traité ne préjudicie à aucun des engagements pris

[1] Note de M. de Metternich à lord Castlereagh, du 15 février.

[2] En nous ôtant Anvers et affaiblissant ainsi nos moyens maritimes, l'Angleterre obtenait, contre le système hostile de Napoléon, des avantages durables, qui pouvaient lui faire moins redouter qu'à tout autre le maintien de Napoléon sur le trône de France. Or, il est indubitable que l'Angleterre, se prononçant pour la paix, entraînait l'Autriche. Mais Napoléon ne voulait pas céder Anvers ni la Belgique; il croyait, d'ailleurs, la paix impossible surtout par suite de l'influence anglaise.

par les puissances entre elles [1], ou avec d'autres États, mais dans le même but.

Le premier article secret, développant le but de l'alliance, exposé dans le préambule, contenait l'engagement des puissances contractantes de maintenir les arrangements généraux relatifs à l'Allemagne, à la fédération suisse, à l'Italie, à l'Espagne et à la Hollande, arrangements dont il avait été donné une communication sommaire à la France, le 17 février précédent. Elles convenaient, par le deuxième article, d'inviter l'Espagne, le Portugal, la Suède, et le prince d'Orange rétabli en Hollande, à accéder au traité. Le dernier article secret a eu, sur les événements de 1815, une influence trop grande et trop funeste à la France pour que nous ne le citions pas dans son entier : « Considérant la nécessité qui peut exister après la conclusion d'un traité de paix définitif avec la France, de retenir en campagne, pendant un certain temps, des forces suffisantes pour protéger les arrangements que les alliés devront faire entre eux pour le raffermissement de l'état de l'Europe, les hautes puissances confédérées sont décidées à se concerter entre elles, non-seulement sur la nécessité, mais sur la totalité et la distribution des forces à tenir sur pied, conformément à l'exigence des circonstances. Aucune des hautes puissances confédérées ne sera tenue de fournir des forces pour le but ci-dessus énoncé, pendant plus d'une année, sans son consentement exprès et volontaire, et il sera libre à l'Angleterre de fournir son contingent de la manière stipulée à l'article 9. »

Cette fatale précaution nous a valu le désastre de Waterloo !

Ainsi les alliés ***s'unissaient plus que jamais au lieu de se diviser,*** comme l'écrivait Caulaincourt à l'empereur Napoléon le jour même où Metternich, Nesselrode, Castlereagh et Hardenberg signaient le traité de Chaumont. En ce moment, Blücher faisait sa seconde pointe sur Paris ; ce mouvement, sur lequel les alliés comptaient beaucoup, a failli causer sa perte, et les contraindre sans doute à admettre les bases de Francfort. C'est dans l'assurance d'une victoire complète, que l'empereur dicte, à la Ferté-sous-Jouarre, au duc de Bassano, une déclaration que Caulaincourt devra consigner au protocole. Cette pièce, d'ailleurs fort remarquable, eût été parfaitement convenable à Châtillon, si l'armée de Silésie avait été détruite sous les murs de Soissons ; mais les événements militaires ayant repris dans l'intervalle une tournure défavorable pour la France, le langage que l'empereur avait cru devoir tenir le 2 mars n'était plus approprié aux circonstances huit jours plus tard.

Le duc de Vicence appréciait avec une justesse parfaite le danger croissant de la situation. On peut en juger par sa belle lettre du 3 mars, adressée à l'empereur [2]. Malgré les reproches amers qui lui ont été adressés précédemment, il croit devoir présenter, sous des couleurs plus vives que jamais, toutes les menaces de l'avenir : « V. M., dit-il, n'a pas ignoré que les princes de la maison de Bourbon qui ont quitté l'Angleterre étaient établis sur nos frontières, et que M. le comte d'Artois, qui se trouvait naguère en Suisse, était fixé à Vesoul. Ce prince a pu venir en Suisse sans l'assentiment de tous les alliés ; mais il ne peut être venu en France, et y rester sur la ligne principalement occupée par les troupes autrichiennes qu'avec l'agrément du beau-père de V. M. Sa présence est donc plus qu'une menace ***russe et anglaise***... M. de Stadion, auquel je fis, il y a quelques jours, honte de cette apparition au milieu du camp autrichien, me répondit que ce prince était venu sans autorisation ; que ce voyage gênait, mécontentait même, et ne signifiait rien. « Alors, faites-le partir, » répondis-je. Hier il m'assura qu'il lui était prescrit de sortir de France ; mais cela a été dit de telle façon que, si l'ordre est tel, M. le plénipotentiaire y est le plus étranger possible. V. M. sent mieux que personne les conséquences de cette apparition sous un tel drapeau... C'est, dira-t-on, un épouvantail sans conséquence ; la génération actuelle ne connaît plus les Bourbons, etc... Je sais et je pense tout cela, sire... Aussi ne donnerais-je pas à cette résurrection plus d'importance qu'elle n'en doit avoir, si je n'en inférais pas que l'Autriche, puisqu'elle n'a plus honte d'une telle conduite, est ***prête à vous renier*** [3].

« Le prince d'Esterhazy, qui est auprès de M. de Metternich depuis le commencement de la campagne, est venu passer quelques instants ici ; à l'en

[1] Tels que l'acte d'accession au projet de convention présenté par l'Angleterre, du 15 février, et le traité de Bâle, du 6 janvier, entre la Russie et la Prusse.

[2] Non citée dans Fain. Cette lettre est d'autant plus importante que c'est la seule qui constate le voyage du prince d'Esterhazy à Châtillon, faible et tardif témoignage d'intérêt de la part de l'Autriche.

[3] Quelques jours après, M. de Floret communiqua au duc de Vicence une lettre de M. de Metternich, qui justifiait trop bien cette appréhension. Il y était dit que la lettre du 21 février n'avait eu d'autre résultat que de faire croire à l'empereur François que son gendre ne voulait pas de paix. « L'Autriche, disait M. de Metternich, *a tout fait* pour empêcher que les choses aillent à la dernière extrémité ; mais si les négociations sont rompues, la guerre se fera avec plus d'animosité que jamais, et *l'on ne pourra plus répondre de rien.* »

croire, je dois me faire honneur de cette course, de son motif, et même de sa franchise... Il dit que, dans l'opinion de l'empereur François et de M. de Metternich, la paix est des plus urgentes pour V. M. Si elle tarde, on ne peut prévoir *où les choses iront,* car les revers augmenteraient l'exaspération des alliés autant que pourraient le faire des succès. Dussent-ils reculer momentanément, même au delà du Rhin, la partie est tellement liée, que les plus grands revers ne changeraient rien aux prétentions qu'ils ont émises... L'excès de votre ambition et mille autres circonstances ayant mis toute la population européenne sous les armes, des millions d'hommes marcheront, si les huit cent mille qui menacent Paris ne suffisaient pas. On sait tout ce que peuvent le génie et l'audace de V. M., mais on sait aussi à quoi sont réduites ses forces... *Sans l'Autriche, les alliés auraient déjà secoué bien des ménagements qu'on n'aura plus, si nous tardons à signer la paix...* » Le duc de Vicence a voulu essayer d'entrer en discussion réglée, présenter quelques observations. « Ce n'est pas de la politique que je fais, interrompt le prince, c'est le dernier effort d'un ami. N'y a-t-il donc aucun moyen, poursuit-il, d'éclairer l'empereur Napoléon sur sa situation réelle, et de le sauver, s'il persiste à vouloir se perdre? A-t-il décidément placé sa destinée, celle de son fils, sur l'affût de son dernier canon? Les efforts de l'audace et le courage du désespoir vous empêcheront-ils d'être accablés par les masses? Croyez-nous, faites la paix. »

Le prince d'Esterhazy fit plusieurs fois la réflexion que l'empereur d'Autriche, si souvent malheureux dans ses guerres avec la France, avait donné à son gendre l'exemple des sacrifices que peuvent commander des circonstances défavorables, et que cet exemple pouvait être suivi sans déshonneur, les liens de la France avec les provinces acquises ne pouvant être comparés avec ceux de l'Autriche à l'égard du Tyrol, par exemple. Tout en refusant d'entamer une discussion politique, il pouvait assurer que l'empereur d'Autriche n'écouterait pas plus que son cabinet des ouvertures qui ne seraient pas de nature à être mises sous les yeux de tous les alliés. Il n'y avait, selon lui, qu'un moyen de paix, l'adoption des bases du projet présenté le 17 février, par un contre-projet qui s'en écartât très-peu. A cet exposé, Caulaincourt joignait les réflexions suivantes :

« Dans cette position, V. M. ne peut donc plus se dissimuler que ce qui était possible à Francfort, *si nous eussions pris la balle au bond,* ne l'a plus été dès que les ennemis se sont vus forcés de risquer le passage du Rhin. Les ennemis ont apprécié la résistance nationale qu'ils redoutaient; ils sont d'ailleurs en force près de Paris. L'Autriche et la Prusse ont donné à V. M. plus d'un exemple de résignation. Imitez-les, sire, pendant que votre capitale n'est pas encore envahie, et que la victoire ne vous a pas encore été infidèle. V. M. doit reconnaître que sa fortune n'a pu sauver que nos lauriers; elle a donc acquis la preuve qu'il faut attendre de l'avenir ce que le présent lui refuse, et qu'à ce prix seulement l'heure d'une noble et glorieuse vengeance peut sonner. Sans doute la France n'est pas toute dans Paris; mais vos forces sont épuisées ou disséminées. Les malheurs du pays redoublent les vœux du plus grand nombre pour la paix. Si la démarche du prince d'Esterhazy est le dernier acte de parenté de l'Autriche, je supplie V. M. de profiter de cet avis. Tout annonce que c'est un avis *in extremis,* parce qu'elle voit arriver le moment où elle ne pourra plus maîtriser les haines politiques et *empêcher les bouleversements...* Si je savais que V. M. eût cent vingt mille hommes dans sa main, je ne prendrais, comme elle, conseil que de mon courage; mais si, comme je le crains, elle en a moins de quatre-vingt mille, il faut prendre un parti et céder à l'Europe réunie. Les dangers sont réels, les heures comptées.... Peut-être V. M. traitera-t-elle mes réflexions de faiblesse : je crois, moi, qu'il y a quelque courage à les faire, et je pense que le moment est venu où aucune considération ne doit plus m'arrêter... Je vous livre donc, sire, avec toute ma pensée, mes pressentiments, mes impressions, mes doutes... Puisse V. M. y trouver des motifs suffisants pour prendre la seule résolution qui puisse sauver son trône et la France! »

Le langage du prince d'Esterhazy, celui du duc de Vicence, étaient évidemment de nature à faire impression sur l'empereur. Caulaincourt écrivait lettres sur lettres, pensant, non sans raison, que Napoléon ne sentirait jamais assez tout ce que la situation présentait de grave et de décisif. Le lendemain du jour où il avait rendu compte du voyage du prince d'Esterhazy, il recevait la note écrite par Napoléon à la Ferté-sous-Jouarre, et s'alarmait des conséquences probables de l'insertion au protocole d'une pièce sur laquelle les plénipotentiaires alliés n'auraient sans doute ni la volonté ni le pouvoir d'entrer en discussion. « L'empereur tient-il aux bases de Francfort? écrivait-il au duc de Bassano le 4 mars; alors il faut courir la chance de l'effet que produira la note qu'on m'envoie. L'empereur consent-il à des modifications? il faut me les faire connaître. » Pouvant ajourner sa réponse jusqu'au 10, d'après l'engagement pris avec ses collègues dans la séance du 28, il croit devoir prendre de nouveaux ordres. « Quelle frontière l'empereur voudrait-il céder en Belgique, sur la rive gauche du Rhin, du

côté de l'Italie? Quelles colonies consentirait-il à laisser à l'Angleterre? » S'il ne reçoit pas d'instructions nouvelles avant la séance prochaine, il sera obligé de remettre la note du 2, quelles qu'en soient les conséquences. Le 5 et le 6, il revient à la charge avec une nouvelle force [1]. « Il faut des sacrifices, dit-il, il faut les faire à temps. Comme à Prague, si nous n'y prenons garde, l'occasion va nous échapper; la circonstance actuelle a plus de ressemblance avec celle-là que V. M. ne le pense peut-être. A Prague, la paix n'a pas été faite, et l'Autriche s'est déclarée contre nous, parce qu'on n'a pas voulu croire que le terme fixé fût de rigueur. Ici les négociations vont se rompre, parce que l'on ne se persuade point qu'une question d'une aussi grande importance puisse tenir à telle ou telle réponse que nous ferons, et à ce que cette réponse soit faite avant tel ou tel jour. »

On se demande, sans doute, comment Napoléon pouvait résister à des instances si énergiques et si raisonnables; mais, pour pouvoir l'absoudre ou le condamner en parfaite connaissance de cause, il importe de se rendre compte exactement de l'effrayante complication des incidents militaires et politiques qui agissaient alors sur sa pensée. — Au moment où Napoléon dictait, le 2 mars, les observations que le duc de Vicence devait consigner dans la prochaine séance du congrès, il était fort en retard de nouvelles de Châtillon, dont son mouvement contre Blücher l'écartait considérablement. Nos courriers, d'ailleurs, étaient plus que jamais retardés et maltraités par les troupes légères de l'ennemi. L'empereur ne connaissait encore que la séance du 17 février, et ne savait rien, par conséquent, du langage pressant tenu, le 28, par les plénipotentiaires; il ignorait même que cette dernière séance eût eu lieu. Il n'en apprit les détails que le 7 mars au soir, sur le champ de bataille de Craonne. C'était un triste complément de cette journée inutile et sanglante. L'espoir était perdu d'écraser, par une défaite complète de Blücher, les prétentions mises en avant par les alliés; il fallait que le contre-coup de la fatale reddition de Soissons se fît sentir à Châtillon. Cette fois Napoléon lui-même comprend la nécessité de céder au delà des bases de Francfort; mais, si désespérée que soit sa situation, sa fierté se révolte encore. « Il ne veut pas, dit M. Fain, ajouter à nos humiliations celle de les provoquer par un acte émané de lui-même. » « S'il » faut recevoir les étrivières, dit-il, ce n'est pas à » moi à m'y prêter, et c'est bien le moins qu'on me » fasse violence. » Ne pouvant se persuader, malgré toutes les instances de Caulaincourt, qu'une rupture définitive puisse être la conséquence forcée du moindre délai ou de la moindre discussion, il craint les inconvénients de la précipitation, et croit devoir encore contenir dans de justes bornes l'empressement extrême que son plénipotentiaire montre à conclure. « Les provinces réunies à la France lui ayant été incorporées constitutionnellement, ce n'est pas l'empereur qui peut proposer leur abandon, c'est aux alliés à énoncer leurs demandes. S. M. connaît mieux que personne la situation de ses affaires; elle sent donc mieux que personne combien la paix lui est nécessaire; mais elle ne veut pas la faire à des conditions plus onéreuses que celles auxquelles les alliés seraient véritablement disposés à consentir. Leur projet n'est qu'au premier mot.... Vous leur répondrez par l'acceptation des propositions qu'ils ont faites à Francfort, et cette réponse est également votre premier mot. Si le premier projet est leur ***ultimatum,*** la négociation serait nécessairement rompue, ***car S. M. ne peut pas faire la paix à de telles conditions.*** S'il y a discussion verbale, alors l'on peut tout dire. S'ils insistent absolument pour la cession du Brabant hollandais, de Wesel, de Cassel, de Kehl, et veulent quelques changements aux bases de Francfort pour ce qui regarde l'Italie, la paix pourrait se conclure... Si enfin ils veulent de plus grands sacrifices, vous aurez à les discuter. Vous irez verbalement aussi loin que vous le jugerez convenable, et quand vous serez parvenu à avoir un ultimatum positif, vous serez dans le cas d'en référer à votre gouvernement pour recevoir ses derniers ordres. » (8 mars.)

Au moment où l'empereur dictait cette dépêche, il n'avait donc point de nouvelles du congrès postérieures au 1er mars, puisqu'il en était encore au compte rendu de la séance de la veille. Sans rien conjecturer sur l'effet qu'auraient pu produire dans ce moment le compte rendu de la conversation du prince d'Esterhazy et les dernières représentations de Caulaincourt, il importe de constater que Napoléon n'en avait pas connaissance, quand il a dicté la dernière dépêche qui ait pu avoir quelque influence sur le sort de la négociation. Ce fut d'après cette dépêche, en effet, que le duc de Vicence dut s'expliquer dans la séance qui eut lieu le 10 mars.

Après avoir réitéré ses plaintes contre les vexations continuelles dont ses courriers étaient l'objet, vexations telles, ***que l'un d'eux avait même été privé de ses dépêches pendant trente-six heures*** (ce qui pouvait faire supposer une infraction plus grave encore au droit des gens), le duc de Vicence, ne pouvant, dès le début, faire aucune concession. se décida à consigner au protocole la note du 2 mars, en adoucissant toutefois la forme autant qu'il le put. Après avoir encore une fois réfuté la

[1] Voyez Fain, 328-332.

prétention des alliés de baser leur nouveau projet sur l'offre confidentielle du 9, dont la condition *sine quâ non,* l'armistice, n'avait pas été remplie, il s'attacha à démontrer, par le détail des accroissements du territoire des grandes puissances depuis vingt années, que la France, réduite *seule* à ses limites de 92, n'aurait plus la même puissance relative qu'elle avait alors [1]; et que les souverains alliés avaient solennellement déclaré, à Francfort, vouloir lui conserver [2]. « D'ailleurs, pour évaluer la puissance relative des États, il faut calculer l'emploi que leur situation géographique les contraint ou leur permet d'en faire, et la France est, sous ce rapport, dans la position la plus défavorable, pouvant être attaquée sur tous les points de sa circonférence, et à la fois du côté de la terre, de la mer et de ses possessions lointaines. » Enfin, en compensation des sacrifices énormes demandés à la France, on ne lui offrait que la restitution de la moindre partie de ses colonies.

Un passage de ces observations a donné lieu à une fausse interprétation de la part de plusieurs historiens. Ils ont écrit que Napoléon, *pour gagner du temps,* avait envoyé à Caulaincourt l'ordre de demander au congrès l'envoi de plénipotentiaires de toutes les puissances belligérantes [3]. Jamais Caulaincourt n'a reçu pareil ordre, ni fait pareille demande. Seulement, à propos de la restitution de la Guadeloupe et de la Guyane, cédées à la Suède et au Portugal, restitution pour laquelle le projet de traité du 17 promettait seulement les bons offices des puissances alliées, Caulaincourt s'étonnait à bon droit que les grandes puissances, se portant comme autorisées à traiter de la paix au nom du Portugal et de la Suède, ne le fussent pas, par là même, à traiter de la rétrocession de nos deux colonies. Il ajoutait que, si les grandes puissances n'étaient autorisées que pour consentir les clauses à la charge de la France, il deviendrait indispensable que tous les États engagés dans cette guerre prissent immédiatement part à la négociation. Ce n'était là, comme on voit, qu'un raisonnement, et non une demande, qui aurait été assez intempestive pour que nous mettions quelque empressement à démontrer que l'empereur Napoléon n'a pas eu à se la reprocher.

« Après tant de sacrifices demandés à la France, il ne manquait plus, disait enfin Caulaincourt, que de lui demander celui de son honneur, en lui refusant le droit d'intervenir en faveur d'anciens alliés malheureux. » Il n'a pu avoir aucun éclaircissement sur le sort de la Saxe. Enfin, on veut qu'en cédant, la France ignore à qui, sous quel titre et dans quelle proportion appartiendra ce qu'elle aura cédé; on veut qu'elle soit étrangère à l'arrangement d'un tout dont elle est une partie considérable et nécessaire; on veut qu'elle s'exclue en quelque sorte de la société européenne. »

A ces *observations* étaient jointes, comme documents, les pièces que Napoléon avait d'abord voulu publier dans le *Moniteur,* c'est-à-dire, la correspondance et la déclaration de Francfort, qui, quoique conçue primitivement dans un esprit hostile, semblait plutôt bienveillante pour nous, en comparaison des dernières intentions manifestées par les puissances, et enfin un passage du discours du prince régent au parlement d'Angleterre, le 5 novembre précédent, portant qu'on ne demanderait à la France aucun sacrifice incompatible avec son honneur ou avec son intérêt *comme nation.*

Ce n'était pas sans une vive répugnance que le duc de Vicence se voyait réduit à faire usage de ces observations, que la situation réelle de nos affaires ne comportait plus. Ses alarmes auraient été plus vives encore s'il avait connu les instructions des plénipotentiaires alliés. D'après ces instructions, en date du 9, le contre-projet français, fût-il même conforme aux bases du projet des alliés, *ne devait être reçu qu*'ad referendum. Si le duc de Vicence n'avait encore rien à dire, les plénipotentiaires des alliés avaient l'ordre de reprendre la séance le lendemain, et d'y déclarer que le gouvernement français mettait fin aux négociations par son silence.

D'après l'esprit de leurs cours et leur propre penchant, les plénipotentiaires étaient tout disposés rompre la négociation, et il faut bien convenir qu'on venait de leur en fournir l'occasion. Les observations qui venaient d'être consignées au protocole n'étaient pas cette réponse *distincte et explicite* au projet du 17 février, réponse qui devait être donnée dans le délai de dix jours. Après en avoir fait la remarque, ils se disposaient à lever la séance, quand Caulaincourt, qui vit bien qu'on s'acheminait droit à une rupture, s'empressa de déclarer verbalement que l'empereur Napoléon

[1] « La Russie et l'Angleterre avaient conservé toutes leurs acquisitions. L'Autriche et la Prusse allaient réparer leurs pertes. »

[2] « Il est vrai de dire cependant, ajoute M. de la Besnardière, que toutes les acquisitions faites dans ces derniers temps n'avaient pas entièrement compensé ce que la France avait acquis sous le règne de Louis le Grand. » Cette objection était assurément au fond de la pensée des alliés, mais ils n'en ont pas fait usage à Châtillon.

[3] Montvéran, VII, 151; Koch, II, 346.

était prêt à renoncer, par le traité à conclure, à tout titre exprimant des rapports de souveraineté ou de protection hors des limites de la France; à reconnaître l'indépendance de l'Espagne avec Ferdinand VII, de la Hollande avec le prince d'Orange, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Suisse; enfin à consentir, moyennant un équivalent raisonnable, à des cessions au delà des mers. Cette déclaration, faite à propos, prolongea de quelques jours l'agonie du congrès. Ses collègues ne purent se dispenser d'en rendre compte à leurs cours [1].

Le 13 mars, nouvelle séance. Les plénipotentiaires des alliés écartent les observations consignées au protocole par Caulaincourt dans la précédente réunion, comme étant de nature à contrarier la marche de la négociation. La déclaration verbale a également été jugée insuffisante; et ces deux pièces ayant été mises sous les yeux de leurs cours, « ils ont eu l'instruction positive, précise et stricte, d'insister sur une autre déclaration du plénipotentiaire de France, qui renfermât ou une acceptation ou un refus formel du projet présenté par eux le 17 février, ou bien encore un contre-projet. Caulaincourt répond que sa déclaration verbale admet la majeure partie des sacrifices demandés à la France; que, quant aux autres, les observations y répondent; toutefois il est prêt à les discuter de suite. Il rappelle à ses collègues que, le 20 février précédent, eux-mêmes ont déclaré qu'ils étaient prêts à discuter les modifications qui seraient proposées. Le duc de Vicence sait d'avance que toutes ses objections, si raisonnables qu'elles soient, demeureront impuissantes. « Les plénipotentiaires des cours alliées ne veulent admettre de discussion que sur des propositions qui puissent vraiment conduire au but, » c'est-à-dire, sur le contre-projet préliminaire présenté par eux le 17 février précédent. Leurs instances réitérées pour avoir de suite une déclaration catégorique prouvent combien ils sont pressés d'en finir. A la demande de Caulaincourt, la séance est suspendue et reprise le soir. Le terme de vingt-quatre heures a été fixé péremptoirement par les cours alliées; Caulaincourt déclare enfin qu'il remettra un contre-projet le lendemain au soir, et finit par obtenir, non sans peine, un dernier terme de grâce jusqu'au 15 dans la matinée [2].

Notre plénipotentiaire avait défendu pied à pied le terrain; il avait combattu jusqu'au dernier moment, à Châtillon, les exigences avides et tyranniques des alliés, et cette animosité persévérante qui s'accroissait de nos revers et même de nos victoires. Au quartier général français, il avait lutté incessamment aussi, mais sans plus de bonheur, contre la ténacité de l'empereur, contre ses élans de confiance et de fierté, fruits de retours de fortune éphémères, et surtout contre l'opinion que la paix n'était plus possible à Châtillon, opinion qui a exercé une influence décisive sur les déterminations de l'empereur. Quel que soit le jugement définitif qui sera porté sur cette question capitale, Caulaincourt a fait son devoir en prenant constamment le congrès au sérieux, en se dévouant de tout cœur à la tâche difficile, ou même impossible, de décider Napoléon à des sacrifices qui, dans l'opinion de son négociateur, pouvaient encore le sauver. Nous l'avons vu s'exposer sans crainte à la colère, aux reproches de son souverain, et même à une entière disgrâce; s'attacher, pour ainsi dire, au char impérial, content d'en être écrasé, s'il pouvait le contraindre à reculer sur la dernière pente du dernier abîme! Que ce dévouement si pur et si complet trouve du moins sa récompense dans l'histoire!

Au 13 mars, tout était fini. Caulaincourt avait épuisé les moyens dilatoires, et prévoyait trop bien la conséquence nécessaire du contre-projet qu'il se voyait forcé de remettre le 15. « Ce contre-projet, écrivait-il à l'empereur le 13 mars, ne peut être que ma note verbale du 10, transformée en articles. Ce sont toujours les bases de Francfort sous une autre forme. J'aurais bien voulu pouvoir offrir quelque chose au delà. *Les ordres de V. M. m'en ont ôté le pouvoir.* Ils ne me permettent pas même de prendre pour point de départ le traité d'Amiens; car, à cette époque, V. M. n'avait ni le Brabant hollandais, ni Wesel, ni Cassel, ni Kehl, ni le Valais, que V. M. m'ordonne de réserver pour des concessions ultérieures, et que je ne peux pas par conséquent céder dès le début [3]. Des concessions même nous serviraient peu... Il est évident qu'il

[1] La conduite de Caulaincourt dans cette séance a été bien injustement critiquée. On a peine à comprendre comment un écrivain sérieux (M. Pons de l'Hérault) a pu lui reprocher de n'avoir pas présenté *les observations* sous forme de contre-projet. L'unique résultat de cette démarche aurait été de faire rompre la négociation dès le lendemain.

[2] Le 14, les plénipotentiaires alliés reçurent de nouvelles instructions confirmatives des précédentes. Elles continuaient de leur prescrire de prendre, *ad referendum* seulement, un contre-projet conforme aux bases du 17, de rompre dans le cas opposé, à moins que le duc de Vicence ne s'engageât à présenter dans la journée un nouveau projet, ou qu'il ne s'élevât quelque dissentiment entre les plénipotentiaires, auquel cas ils en référeraient encore au quartier général.

[3] Le même esprit de malveillance systématique contre le duc de Vicence qui a dicté tout l'ouvrage de M. Pons sur le congrès de Châtillon, l'entraîne à lui reprocher de n'avoir pas fait figurer toutes ces cessions de prime

faut céder Anvers et au moins une portion de la Belgique [1]. »

On s'étonne peut-être que Caulaincourt n'eût pas reçu de dépêches postérieurement au 8. Napoléon, depuis cette époque, avait eu connaissance du voyage du prince d'Esterhazy à Châtillon; et il semble qu'un pareil incident, venant en aide aux éloquentes prières de son négociateur, aurait dû au moins obtenir une réponse. Toutefois, Napoléon nous paraît devoir être pleinement absous de ce reproche, par la gravité des événements militaires contemporains. Les deux batailles de Laon, le désastre du duc de Raguse à Féthieux (9 et 10 mars), la reprise de Reims (15 mars), étaient bien de nature à absorber toute son attention. Sachant d'ailleurs qu'une séance devait avoir lieu le 10, il en attendait le résultat, persistant à croire, ou *que tout était inutile,* comme il l'avait déjà écrit précédemment, ou que la discussion finirait par s'engager, et qu'alors il pourrait baser sa dernière résolution sur les renseignements que le duc de Vicence lui procurerait. Il répondit, de Reims, à la dépêche du 13 mars, citée précédemment, et qu'il ne reçut que le 17. Cette réponse arriva trop tard.

Le 15, au matin, le duc de Vicence donna enfin lecture de son projet de traité. Nous n'en citerons que les dispositions principales. L'empereur Napoléon renonçait au royaume d'Italie en faveur d'Eugène. L'Adige devait former la limite entre ce royaume et l'Autriche (art. 2). Il donnait un plein assentiment aux demandes relatives à l'Allemagne, à la Suisse, à l'Espagne et à la Hollande, qui devait recevoir un accroissement encore indéfini (art. 6) [2]. Le pape était remis en possession de ses États, *sauf le duché de Bénévent* (art. 7). Étaient pareillement conservés les droits de la princesse Élisa, du prince de Neufchâtel, du roi de Saxe, etc... La France, tout en réclamant ses colonies, consentait, moyennant un équivalent raisonnable, à en céder une partie à l'Angleterre (art. 15). Les arrangements de l'Europe devaient être faits dans un congrès spécial (art. 16). La France gardait le matériel de guerre de toutes les places auxquelles elle renonçait (art. 17) [3]. Le traité devait naturellement avoir pour conséquence immédiate la cessation des hostilités et l'évacuation du territoire français (art. 22 et 24).

Après avoir achevé la lecture de ce projet, Caulaincourt se hâta d'ajouter qu'il était prêt à entrer en discussion dans un esprit de conciliation sur tous les articles. « On l'avait écouté sans dire un seul mot. Puis quand il voulut *causer,* sur chaque condition du projet préliminaire du 17 février ce fut un *sine quâ non.* Pour Anvers notamment, il y avait exigence impérative de l'Angleterre. La *géographie politique* (mot dont Napoléon avait souvent abusé) ne permettait pas que cette place restât à la France, non plus que celles qui pouvaient menacer l'Angleterre. M. de Stadion dit ensuite à Caulaincourt que l'empereur Napoléon avait *toute la pensée des alliés* dans la réponse qu'avait faite l'empereur d'Autriche à la fameuse lettre du 21 février, et que ce serait se faire illusion de croire qu'il pût y être rien changé [4]. »

Le contre-projet présenté par le duc de Vicence, si raisonnable qu'il puisse paraître maintenant même à des lecteurs non français, s'écartait trop essentiellement des bases proposées par les alliés pour que leurs plénipotentiaires ne se jugeassent pas suffisamment autorisés à mettre fin au congrès. Ils crurent pourtant devoir en référer à leurs cours au sujet du mode à adopter pour la rupture. M. de Metternich répondit de suite au comte de Stadion que le contre-projet français n'était pas de nature à être rejeté purement et simplement, et que les

abord dans son contre-projet. La dépêche du 8 mars et la présente lettre du duc de Vicence répondent victorieusement à ce reproche.

Nous regrettons d'être obligé de réfuter si souvent les allégations d'un écrivain d'un caractère honorable, et qui a eu le mérite d'élever l'un des premiers la voix, sous la restauration, en faveur de la mémoire d'un grand homme indignement outragé. Mais nous croyons que M. Pons s'est entièrement trompé quand il a cru que le seul moyen de défendre la politique de l'empereur à Châtillon était de sacrifier le duc de Vicence.

Outre son *Congrès de Châtillon,* M. Pons est auteur d'un autre ouvrage *sur la Bataille et la Capitulation de Paris.* Nous avons puisé d'excellents renseignements dans cet opuscule, qui fait le plus grand honneur à son auteur par les idées et le style, et plus encore peut-être par la seule date de sa publication (1828).

[1] M. de Floret, à Châtillon, ne cessait de répéter qu'Anvers était, pour l'Angleterre, une condition absolue. (Duc de Vicence, 6 mars.)

[2] Dans la prévision d'un mariage entre le fils du prince d'Orange et la princesse Charlotte d'Angleterre, il était stipulé que la souveraineté en Hollande ne pourrait, dans aucun cas, appartenir à un prince portant ou appelé à porter une couronne étrangère.

[3] Cette stipulation était directement contraire à l'un des articles de la convention du 15 février entre les grandes puissances.

[4] Dépêche du duc de Vicence à l'empereur, du 15 mars. Nous n'avons pas la lettre dont il est fait mention dans ce passage, mais tout nous porte à croire que l'empereur François n'y disait rien de plus que ce qu'avait dit le prince d'Esterhazy à Caulaincourt. C'était de même une exhortation d'adhérer aux bases du 17.

cours alliées devaient motiver leur refus. Cette marche était d'ailleurs celle qu'avait tracée lord Castlereagh dans sa note du 30 novembre précédent [1]. Ce dénoûment de la négociation répondait aux vœux les plus chers de la majorité des alliés et de leurs plénipotentiaires.

L'empereur Napoléon avait reçu à Reims, le 17 mars seulement, la dépêche de Caulaincourt, du 13, que nous avons précédemment citée. Apprenant que son plénipotentiaire était à la veille de remettre le contre-projet, il lui envoya des pouvoirs plus étendus, mais trop tard encore cette fois, toujours comme à Prague! « Il lui donnait directement l'autorisation de faire les concessions qui seraient indispensables pour maintenir l'activité des négociations, et *arriver enfin à connaître l'ultimatum des alliés;* bien entendu que le traité aurait pour résultat l'évacuation du territoire français, et le renvoi de part et d'autre de tous les prisonniers [2]. » A cette lettre de Napoléon était jointe une dépêche plus détaillée de M. de Bassano. « Il indique deux questions importantes à faire dans une note: 1° Le traité aura-t-il pour conséquence l'évacuation immédiate du territoire français? 2° Le projet remis par les alliés est-il leur ultimatum? Si les alliés avaient répondu affirmativement à cette dernière question, le duc de Vicence recevait l'ordre de déclarer que, dans ce cas, *nous ne pouvions pas traiter.* » L'empereur Napoléon croyait *que cette déclaration suffirait pour les obliger à répondre que leur projet préliminaire n'était pas leur ultimatum;* ce qui montre bien que, malgré toutes les supplications du duc de Vicence, il ne considérait pas la rupture comme imminente, ou qu'il croyait tout inutile. Il laissait toutefois à son négociateur toute latitude relativement au mode des démarches et aux cessions à faire *pour empêcher la rupture.* « La question de la Belgique ne devait pas être isolée des autres; elle était elle-même complexe, car il serait très-différent d'en faire un État indépendant pour un prince français, ou de le rendre à la république de Hollande, telle qu'elle était à la paix d'Amiens, au lieu de la céder au prince d'Orange, *c'est-à-dire, à l'Angleterre* [3]. L'empereur aurait consenti, pour conserver Anvers, à l'abandon de tout ce que les Anglais nous avaient pris dans la guerre; mais enfin, *si l'on eût été dans le cas de s'éloigner des bases de Francfort et d'abandonner Anvers,* il jugeait convenable de maintenir alors les principes de Francfort relativement à l'Italie, et de plus, qu'on s'autorisât d'un tel sacrifice pour demander la restitution de toutes nos colonies. »

Ce que nous savons déjà des dispositions des alliés à cette époque, doit diminuer beaucoup le regret que l'on pourrait éprouver du retard de cette dernière dépêche. Cependant, s'il était vrai que le mouvement de Napoléon sur le flanc de Schwartzenberg, après la prise de Reims, eût causé, parmi les alliés, une terreur panique si grande que l'a dit un officier anglais alors attaché au quartier général de l'empereur Alexandre; s'il était vrai que, le 18 au matin, ce prince ait été assez effrayé pour envoyer dire au prince de Schwartzenberg qu'il croyait urgent d'envoyer un courrier à Châtillon porter l'ordre d'accepter toutes les propositions françaises, alors nous pourrions conjecturer, non sans fondement, que la dépêche du 17 mars, écrite et reçue quatre jours plus tôt, sauvait Napoléon; nous pourrions déplorer cette fatalité incessante, qui ne semblait lui permettre la résignation aux sacrifices que lorsqu'il n'était plus temps de les faire. Mais un examen approfondi des événements nous force de reconnaître que l'assertion de sir Robert Wilson, dont nous n'entendons nullement suspecter d'ailleurs la bonne foi, a été acceptée un peu inconsidérément jusqu'ici par les historiens français, et qu'elle doit être reléguée parmi ces bruits de quartier général, dont nous avons été plus d'une fois à même de démontrer la fausseté dans le cours de cette histoire [4]. Sans doute l'inaction inconcevable de Blücher, après les journées de Laon; la défaite de Saint-Priest à Reims, et la marche de Napoléon sur Épernay, étaient de nature à surprendre les généraux et les souverains alliés; sans doute on a pu entendre le czar s'écrier plusieurs fois, pendant le mouvement précipité de concentration de ses troupes, « que la moitié de ses cheveux en blanchirait. » Mais l'anecdote de son *cauchemar* du 18 mars dépasse toutes les bornes de la vraisemblance; Napoléon n'a pas besoin d'être grandi par les faiblesses imaginaires de ses ennemis. Alexandre était à Troyes dès le 17; il y donnait ce jour-là même audience à M. de Vitrolles, et lui disait que, cette fois, sa résolution était bien prise de *jouer le tout*

[1] V. ci-devant, p. 338.

[2] Lettre de Napoléon, 17 mars.

[3] L'empereur était dominé par l'idée que l'Angleterre prenait la Belgique pour elle; ce qui se serait réalisé, si le mariage dont nous avons parlé avait eu lieu. Le sort a déjoué d'une façon bizarre toutes les prévisions politiques relatives à cette province, en la donnant pour apanage, après 1830, au prince de Saxe-Cobourg, devenu l'époux de la fille aînée du roi des Français, et veuf en premières noces de cette même princesse d'Angleterre à laquelle le prince d'Orange aurait apporté en dot la Belgique et Anvers.

[4] Voyez notamment la note relative à une assertion de M. de Ségur, chap. I, p. 31.

*pour le tout.* Le lendemain, au conseil de guerre tenu à Troyes, nous le voyons effectivement décider la réunion des deux armées, pour reprendre immédiatement l'offensive contre Napoléon. Entre ces deux manifestations énergiques, qui se suivent du jour au lendemain, nous demandons comment peut trouver sa place l'anecdote de sir Robert Wilson [1]?

Nous avons déjà nommé deux fois M. de Vitrolles; il est temps de dire quelques mots de son aventureuse mission. Ce personnage, auquel on ne saurait refuser une résolution et une audace assez rares à cette époque parmi les hommes de son parti, et un dévouement peu scrupuleux, mais réel, à la cause des Bourbons, avait accepté du gouvernement impérial une place importante et assez lucrative [2], sans doute pour mieux servir ses *maîtres légitimes.* Il fut du très-petit nombre de ceux qui, dès la fin de février, commençaient à ne plus craindre de se mettre en avant pour les Bourbons. A la nouvelle de l'arrivée du comte d'Artois en Suisse, il se décida à tenter de le rejoindre, sans se laisser rebuter par les difficultés et les périls d'un semblable voyage. Muni de recommandations mystérieuses du duc de Dalberg [3], il fut accueilli à Châtillon par M. de Stadion, et envoyé de là à Troyes, où il vit MM. de Metternich et de Nesselrode, et par ce dernier parvint jusqu'à l'empereur Alexandre, avec lequel il eut une conférence de trois heures. Il parvint à surmonter une partie des répugnances de ce prince pour la cause des Bourbons, en lui promettant un concours énergique du parti royaliste à Paris, et le confirma dans la résolution de marcher immédiatement sur cette ville [4]. M. de Vitrolles alla de suite porter cette *bonne nouvelle* au comte d'Artois, qu'il eut pourtant beaucoup de peine à retenir à Nancy. Ce fut en revenant ensuite sur Paris qu'il courut le plus grand danger. Les dispositions inquiétantes des habitants, dans les départements envahis, ne permettaient plus aux généraux et aux diplomates étrangers d'y voyager qu'avec de fortes escortes. M. de Vitrolles faisait partie d'une de ces caravanes, qui fut enlevée, entre Nancy et Langres, par des paysans insurgés. Parmi les prisonniers se trouvaient des conseillers et des officiers russes, un général suédois et l'ambassadeur d'Autriche en Angleterre, M. de Wessemberg.

Ces prisonniers furent amenés, le 28 mars, au quartier général à Saint-Dizier. M. de Vitrolles seul parvint à s'échapper en route. Il ne revint à Paris qu'après que tout était fini [5].

La dernière séance du congrès de Châtillon avait eu lieu le 18 et le 19 mars. Les plénipotentiaires des cours alliées ayant reçu, comme nous l'avons dit, l'ordre de motiver le rejet du contre-projet français, consignèrent au protocole une *déclaration,* dans laquelle, après avoir résumé la marche de la négociation depuis le 17 février, ils exaltaient le désintéressement, l'équité et la générosité des conditions offertes par eux. « Le contre-projet présenté par le duc de Vicence laissait à la France une force territoriale infiniment plus grande que ne le comporte l'équilibre politique de l'Europe; elle conserverait des positions offensives et des points d'attaque... Les cessions ne seraient qu'apparentes... Les cours alliées, considérant donc que ce contre-projet est directement opposé à l'esprit de leurs bases du 17 février et ne remplit pas les conditions mises par elles à la prolongation des négo-

[1] S'il fallait accumuler les preuves d'une chose si évidente, nous rechercherions par quelle bizarrerie l'empereur Alexandre aurait envoyé *un courrier* à Schwartzenberg (qui se trouvait à Troyes également), au lieu de s'adresser *au ministre de la coalition,* à M. de Metternich, qui, ce jour-là même, écrivait, *de Troyes,* deux lettres assurément fort peu pacifiques, pour justifier la rupture du congrès, qui s'opérait dans ce moment conformément aux ordres expédiés par lui au comte de Stadion. Nous reparlerons bientôt de ces deux lettres, qui se trouvent dans l'ouvrage de M. Fain, p. 339-342.

[2] Celle d'inspecteur général des pépinières du royaume.

[3] M. de Talleyrand avait connaissance de toute cette intrigue, mais il refusa absolument d'y figurer.

[4] 17 mars.

Jusque-là l'empereur Alexandre avait témoigné, en toute occasion, une vive antipathie pour le rétablissement des Bourbons, que, d'ailleurs, il croyait encore impossible. Il avait accueilli plus que froidement la petite manifestation royaliste qui avait eu lieu à Troyes même, lors de sa première entrée dans cette ville. Quelques jours avant l'arrivée de M. de Vitrolles, il avait refusé de voir deux autres royalistes envoyés par le comte d'Artois. Tout en désirant vivement renverser Napoléon, il songeait plutôt à Bernadotte pour le remplacer. Ce fut toutefois à Troyes même que cette idée fut fortement ébranlée dans son esprit, non par la manifestation royaliste, mais par les assurances énergiques du général Reynier.

[5] En rendant compte de la mission de M. de Vitrolles, nous suivons la version la plus favorable à ce personnage; toutefois, nous ne saurions dissimuler que la sincérité de son royalisme a été fortement suspectée par des témoins contemporains, qui l'ont accusé d'avoir songé principalement d'abord à se faire une position, à la faveur d'un bouleversement quelconque. Il est constant que M. de Vitrolles ne se présentait pas à l'empereur Alexandre au nom d'un comité royaliste, mais bien spécialement au nom de M. de Dalberg, qui, à cette époque, n'était nullement décidé à pactiser avec les partisans des Bourbons. (Voyez les *Révélations de Morin,* p. 31-33; voyez aussi le chapitre XXI de ce volume.)

ciations, ne peuvent reconnaître, dans la marche du gouvernement français, que le désir de *traîner en longueur* des négociations aussi inutiles que compromettantes... Les plénipotentiaires sont chargés en conséquence de déclarer que, fidèles à leurs principes, et en conformité avec leurs déclarations antérieures, les puissances alliées regardent les négociations entamées à Châtillon comme terminées par le gouvernement français. Elles répètent encore *qu'elles ne font pas la guerre à la France !* »

La séance fut reprise, le 19, pour la dernière réplique de Caulaincourt. Le mal était consommé, irremédiable ; le négociateur sentait bien lui-même que ses observations n'avaient plus qu'une importance historique. Sa réponse fut noble et digne. De toutes les pièces de la négociation, aucune ne démontre mieux que toute la raison était de notre côté, et que là, comme à Prague, Napoléon ne se perdait qu'en n'appréciant pas à leur juste valeur l'impatience et la force des passions conjurées contre lui. « Si la paix était l'unique but des alliés, n'était-ce pas aussi le désir le plus cher de la France envahie ! Les plénipotentiaires avaient dit que le projet des alliés, *ouvrage de l'Europe entière*, n'avait été dicté par aucune vue d'ambition, qu'ils ne voulaient que rétablir un juste équilibre. Pourquoi donc exclure injurieusement la France des arrangements généraux, relatifs à la répartition des forces entre les puissances et à l'emploi même des sacrifices qui nous sont demandés, sacrifices qui, en fait, profiteront à ces mêmes grandes puissances qui n'ont pas d'ambition? » « Tous les ménagements étant désormais inutiles, le duc de Vicence ne craint pas de proclamer tout haut des vérités dont il eût été imprudent de se prévaloir, tant qu'il a pu croire la paix possible. C'est pour donner une preuve de son esprit de conciliation, et pour arriver plus promptement à la paix, que la France a consenti à ce que les quatre grandes puissances négociassent au nom de tous leurs alliés; mais la France ne peut toutefois admettre, ni en fait ni en droit, que la volonté de ces quatre cours soit celle de toute l'Europe... La déclaration à laquelle il réplique dit et répète que l'Angleterre rend à la France ses colonies, dont le traité du 17 ne restituait que la moindre partie... Affirmer que la France veut garder une étendue de territoire plus grande que ne le comporte l'équilibre de l'Europe, c'est poser en fait ce qui est en question, contredire les propres déclarations des souverains alliés au mois de décembre précédent, confirmées par les *observations* du 10 mars qu'on a refusé de discuter. Le seul prince français pour lequel le contre-projet signalât un établissement considérable (Eugène), appartenait par des liens de famille à l'Allemagne autant qu'à la France [1]. Enfin, le projet des alliés et le contre-projet français n'ont pu être considérés que comme établissant, de part et d'autre, des points de départ pour la discussion que le plénipotentiaire n'a cessé d'offrir et de réclamer; et on lui annonce, pour prévenir toute discussion, une rupture que de plus on prétend imputer à son gouvernement ! Loin de là, il ne peut, lui, considérer sa mission de paix comme terminée..., et déclare que son gouvernement est toujours prêt à continuer la négociation, ou à la reprendre de la manière ou sous la forme qui pourra amener le plus promptement possible la cessation de la guerre. »

Après la réplique du duc de Vicence, les plénipotentiaires des cours alliées firent insérer au protocole deux paragraphes omis, disaient-ils, *par une faute du copiste,* dans leur déclaration de la veille. Le premier était relatif à la disposition dans laquelle ils auraient été de discuter toute modification *non essentielle* au projet du 17 ; le second était la reproduction de leur éternelle prétention, tant de fois réfutée, de baser le projet de traité sur la proposition confidentielle faite, le 9, à M. de Metternich ; à quoi ils ajoutaient maladroitement « que les puissances avaient donné alors une preuve de leur désir de voir l'Europe pacifiée dans le plus court délai possible, en se prononçant pour une signature immédiate du traité de paix ; » affectant ainsi de ne pas tenir compte des neuf jours d'intervalle qui avaient séparé l'offre de Caulaincourt de leurs nouvelles propositions. Caulaincourt avait beau jeu pour réfuter ces deux arguments. Relativement au premier point, il leur rappela leurs refus constants d'entrer en discussion, tant sur leur propre projet que sur le contre-projet. Quant à leurs allégations au sujet de la démarche confidentielle du 9 février, elles avaient été pleinement et surabondamment réfutées. « L'Europe jugera, dit Caulaincourt en terminant, qui de son gouvernement ou des souverains alliés, l'on peut, à juste titre, accuser d'avoir manqué de modération en suspendant, sans cause avouée, la négociation à l'époque même dont il est question, et rejetant la proposition du 9 février, avec la condition qui y était mise. Les puissances alliées n'ont-elles pas prouvé que, dans cette circonstance, comme dans

[1] La déclaration des plénipotentiaires portait que les États gouvernés par des princes français ne seraient indépendants que de nom. Cette observation est une nouvelle preuve que la loyauté d'Eugène n'était douteuse pour personne.

tout ce qui a suivi le jour où les bases d'une négociation ont été posées à Francfort par leurs ministres, elles ont placé constamment leurs vues sous l'influence illimitée des événements, loin de tendre, comme elles le disent, avec justice et modération, au rétablissement d'un véritable équilibre en Europe? »

Après cette dernière réplique, les plénipotentiaires des alliés déclarèrent que *leurs pouvoirs étaient éteints*, et qu'ils avaient ordre de retourner aux quartiers généraux de leurs souverains. Cependant, le même jour, ils adressèrent une note au duc de Vicence, pour lui demander, au nom de leurs cours, la liberté du souverain pontife et sa réintégration dans son ancienne capitale. *La religion, la justice et l'humanité* s'y intéressaient également, comme aussi, ce que les plénipotentiaires ne disaient pas, l'intérêt qu'avaient leurs cours à se poser en protectrices des opprimés. On peut même dire que, sous tous ces rapports, leur démarche était bien tardive. Le duc de Vicence se borna à répondre que l'empereur Napoléon, par le contre-projet présenté, avait prouvé le premier l'intérêt qu'il prenait au saint-père. Depuis le 23 janvier, Pie VII avait quitté Fontainebleau [1].

« Mes pressentiments ne sont que trop vérifiés, écrivait Caulaincourt à Napoléon en sortant de la séance du 18 mars. M. de Rumigny aura préparé V. M. à ce qui arrive. Je tâcherai d'attendre vos ordres, soit ici, soit au quartier général des alliés, si on me laisse prendre cette route. Si j'y vais et que je puisse voir les ministres, je ferai tout ce qui dépendra de moi pour renouer la négociation. D'après quelques mots de M. de Metternich, qui m'ont été rapportés sous le sceau du secret, il paraîtrait *qu'en consentant à de très-grands sacrifices*, on pourrait encore traiter directement avec les ministres d'État des alliés. Lord Castlereagh reste encore quelques jours. Mais, sire, on ne peut se faire illusion : c'est à rentrer, à peu de chose près, dans nos anciennes limites qu'on exige que nous consentions. » (Dépêche du 18 mars.)

[1] Après la rétractation du concordat de 1813, Pie VII était resté à Fontainebleau, entouré des cardinaux auxquels la rétractation de cet acte doit être imputée. (V. précédemment.) Sans craindre de lasser la patience du *tyran*, et se confiant de plus en plus dans l'avenir pour eux et pour le pape, ils le décidèrent à éluder toute tentative de raccommodement. A l'époque du congrès de Prague, Pie VII écrivit à l'empereur d'Autriche pour l'engager à prendre en main sa défense. (Lettre du 24 juillet 1813; Pacca, t. II, p. 297.) Vers la fin du mois de novembre, la force des événements décida l'empereur à faire de nouvelles propositions d'arrangement. Un premier message fut porté à Fontainebleau par madame de Brignole, dame d'honneur de Marie-Louise; c'était M. de Talleyrand qui avait, dit-on, suggéré l'idée de cette ambassade singulière; elle n'eut pas de succès. Trois semaines après, l'empereur, voyant les progrès des Autrichiens dans le nord de l'Italie et les dispositions équivoques de Murat dans le midi, songea sérieusement à faire naître entre eux une complication nouvelle, le rétablissement du pape dans une partie de ses États. Ainsi que nous l'avons déjà observé, Napoléon connaissait trop bien l'esprit des populations de ce pays pour ne pas regarder le retour du pape comme l'unique solution possible en Italie, s'il fallait que la France renonçât à y dominer. D'ailleurs il avait le même intérêt à traiter séparément avec le pape, à Fontainebleau, qu'avec Ferdinand VII à Valençay, pouvant obtenir d'eux, dans leur captivité, de meilleures conditions qu'à un congrès, et ensuite opposer les arrangements convenus avec eux aux grandes puissances coalisées. Un négociateur sérieux, monseigneur de Beaumont, évêque de Plaisance (depuis archevêque de Paris), fut envoyé deux fois de suite à Fontainebleau, le 18 décembre et le 16 janvier. La dernière fois, il tint un langage plus pressant, que la situation des affaires explique. Il apportait au pape un projet de traité, par lequel les départements de Rome et de Trasimène lui étaient offerts sans conditions. M. de Beaumont eut deux conférences avec le pape : dans la première, celui-ci lui dit que la restitution des États du saint-siége, étant un acte de justice, ne pouvait être l'objet d'un traité; que, d'ailleurs, il ne pouvait traiter hors de Rome, où il témoigna le désir de retourner le plus tôt possible, sans redouter la rigueur de la saison. Il refusa obstinément d'entendre même la lecture du projet de traité. Dans la seconde conférence, il insista de nouveau pour partir sans délai, et ajouta : « Assurez l'empereur que je ne suis pas son ennemi; la religion ne le permettrait pas; j'aime la France, et aussitôt que je serai à Rome, *on verra que je ferai ce qui sera convenable.* » D'après le compte rendu de la première audience de son négociateur, Napoléon avait pris son parti; l'ordre de départ et les voitures destinées au voyage arrivèrent le 22 à Fontainebleau. Ce voyage, nous devons le dire, traîna beaucoup en longueur, et ce fut le gouvernement provisoire qui leva les derniers obstacles à la rentrée du pape en Italie. Cependant on aurait tort d'en conclure que Napoléon se fût engagé avec le roi de Naples dans quelque négociation contraire à ses premières vues de restitution au saint-père. Seulement il avait pu juger prudent de ménager les prétentions de Murat sur les provinces au delà du Pô, et M. Faypoult, qui, dans les premiers jours de mars, porta au roi de Naples une lettre de Joseph, dut recevoir des instructions verbales dans ce sens.

Cette longue note était nécessaire, d'abord pour compléter le récit des négociations de Napoléon avec le pape, puis pour rectifier une assertion inexacte contenue dans le chapitre XVII de ce volume, où nous avons parlé *du traité* qui restituait au pape ses États. Le pape quitta, au contraire, Fontainebleau sans conditions; cela était plus honorable pour lui et pour l'empereur.

Le duc de Vicence était pressé de quitter Châtillon, où il n'y avait plus rien à faire ; mais le retard des passe-ports russes qui lui étaient nécessaires pour rejoindre l'empereur Napoléon à travers l'armée ennemie, le retint jusqu'au 21 mars. Dans cet intervalle, il reçut deux dépêches de M. de Metternich, l'une officielle, l'autre confidentielle, datées du 18. Dans toutes deux il s'efforçait de justifier la rupture du congrès par la conduite de Napoléon, auquel il reprochait vivement de n'avoir pas donné son *ultimatum* dans le contre-projet. « Les questions, disait-il, sont trop fortement placées pour qu'il soit possible de continuer à écrire des romans. » Toutes les précautions sont prises pour continuer et activer les opérations militaires, quand même on serait forcé de quitter momentanément le territoire de l'ancienne France, « et il y aura des attaques très-personnelles contre l'empereur Napoléon, qu'on n'est plus maître d'arrêter. » (M. de Metternich avait vu la veille M. de Vitrolles.) « Le jour où l'on sera décidé pour la paix avec des sacrifices indispensables, venez la faire, mais non pour être l'interprète de projets inadmissibles. Je ferai tout ce que je pourrai pour retenir lord Castlereagh quelques jours. Ce ministre parti, *on ne fera plus de paix*. » Caulaincourt reçut ces deux lettres à Châtillon, et y répondit de suite. Bien qu'en réalité il eût prévu ce qui était arrivé, il ne pouvait, vis-à-vis de M. de Metternich, convenir de cette prévoyance, et, de fait, si les dispositions des alliés pour la paix avaient été sincères, le contre-projet français aurait donné lieu, non à une rupture, mais à une discussion quelconque, ou à la remise d'un nouveau contre-projet, ou enfin de l'*ultimatum* des alliés. « Si l'Autriche, dit-il encore, n'a pu faire accepter, dans le seul moment et sous la seule condition où elle pouvait l'être, ma proposition du 9, jugez s'il y avait ici un moyen de faire faire un seul pas à la négociation. »

Caulaincourt partit de Châtillon le 21 au matin. A quatre lieues de la ville, il rencontra M. Frochot fils, porteur des dépêches du 17 mars, dont nous avons parlé précédemment, et qui autorisaient le négociateur français à faire toutes les cessions nécessaires pour empêcher la rupture. M. Pons reproche au duc de Vicence de n'avoir pas rebroussé chemin précipitamment vers Châtillon, pour communiquer ces dépêches aux plénipotentiaires qui s'y trouvaient encore. Caulaincourt fit ce qu'il y avait de mieux à faire, arrivé à Joigny, il s'empressa de faire connaître ses nouvelles instructions à M. de Metternich. « Je me hâte, lui écrivait-il à cette occasion, de rejoindre le quartier général, afin de vous revoir plus tôt. » (Dépêche du 21 mars, Fain, 344.) Mais le voyage du duc de Vicence se prolongea par suite des détours considérables qu'il était obligé de faire. On avait voulu lui dérober, autant que possible, la connaissance des mouvements de la grande armée alliée, et, par suite du mouvement de Napoléon sur Arcis, Caulaincourt se trouvait séparé de nous par toute la profondeur de cette armée concentrée sur Troyes. On le faisait passer par Tonnerre et Sens, tandis que le quartier général français était porté d'Arcis à Saint-Dizier. C'est dans cette dernière ville qu'il rejoignit enfin l'empereur dans la nuit du 23 au 24 mars. A peine arrivé, il reçut ses derniers ordres pour la paix, et tous les pouvoirs nécessaires pour la négocier et la signer avec les ministres des cours alliées. L'empereur cédait enfin, dit-on, sur la question d'Anvers. Le duc de Vicence se hâta d'écrire à M. de Metternich ; mais la fatalité intervint encore pour retarder la réception et même l'envoi de cette dépêche, qu'on pouvait croire encore porter le salut de la France. Pendant toute la journée du 24, la présence des Cosaques, qui infestaient les environs, empêcha d'expédier aucun courrier à M. de Metternich. Le duc de Vicence avait préparé deux lettres [1] : la gravité et l'urgence de cette démarche suprême exigeaient une telle précaution. Il put enfin les expédier de Doulevent, le 25 mars, par deux officiers de l'état-major. En ce moment, tout le quartier général diplomatique des alliés était en déroute, à cause du mouvement de Napoléon sur les derrières de leur grande armée. A l'instant où les lettres pour M. de Metternich étaient expédiées, ce ministre fuyait tout éperdu sur la route de Troyes à Dijon, où il rejoignit l'empereur d'Autriche. Il ne fit aucune réponse aux lettres de Caulaincourt. Les détails suivants vont peut-être expliquer ce silence.

Dans la nuit même du 25 au 26 mars, le colonel Galbois fut chargé directement d'une lettre pour l'empereur d'Autriche. Cet officier ne put dépasser Châtillon ; la lettre de Napoléon fut portée à Dijon. Le 28 mars au matin, un adjudant autrichien rapporta une réponse favorable ; *il fallait*, disait-on, *du temps pour la rédaction d'une réponse écrite.* Séparés des souverains de Russie et de Prusse, qui avaient suivi le mouvement sur Paris, l'empereur

[1] Voyez Fain, 345-347.
La rédaction seule de ces lettres diffère ; le fond est absolument identique. C'est par erreur que la première est annoncée comme ayant été expédiée par le colonel Galbois. La déclaration positive de cet officier ne laisse aucun doute à cet égard. (Voyez Pons, note 26 de la deuxième édition de son *Congrès de Châtillon*.)



François et son ministre ne pouvaient et ne voulaient plus rien pour la paix avec Napoléon.

Le colonel Galbois rejoignit l'empereur le 29 au matin. Pendant son absence, Napoléon avait appris le fatal combat de Fère-Champenoise et la marche des alliés sur Paris ; il sentait alors non moins vivement que Caulaincourt lui-même tout le prix du temps perdu et de celui dont il croyait pouvoir encore disposer. Le 28, il s'était présenté une occasion sûre de faire parvenir de nouvelles propositions à son beau-père, et il n'avait pas manqué d'en profiter. Nous avons déjà dit que M. de Wessemberg, ambassadeur d'Autriche en Angleterre, était du nombre des prisonniers qui lui furent amenés lors de son dernier séjour à Saint-Dizier. Napoléon fit grand accueil à ce diplomate, qui, l'année précédente, avait eu contre lui un grave sujet de plainte [1]; il le fit mettre immédiatement en liberté, et le chargea d'une lettre pour l'empereur son maître. Les minutes de cette lettre et de celle confiée à M. Galbois n'ont pas été retrouvées ; mais nous avons celle d'une dernière lettre du duc de Vicence à M. de Metternich, relative à la mission de M. de Wessemberg. « Il vous rendra compte, dit-il, d'une conversation qu'il a eue avec l'empereur. Elle donnera à l'empereur François une nouvelle preuve des intentions pacifiques de S. M.... J'espère recevoir bientôt votre réponse à la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 25. *Quoiqu'il paraisse que tous les souverains alliés ne sont plus réunis,* je me plais à penser que V. E. pourra me répondre d'une manière positive et conforme aux vœux que nous formons, j'en suis certain, tous les deux également [2]. »

La date même de cette démarche suffit pour en expliquer l'insuccès. Nous pouvons en dire autant de celle du colonel Galbois. On a pourtant prétendu qu'un courrier, chargé de la réponse écrite promise à cet officier, avait été enlevé par un parti de Cosaques. Ce fait, s'il est vrai, serait la contre-partie exacte de ce qui était arrivé après la bataille de Dresde [3]. Mais il paraît plus vraisemblable que cette réponse n'a jamais existé, ou du moins qu'elle n'articulait rien de décisif. D'après les engagements nouveaux de l'Autriche, engagements observés plus scrupuleusement que ceux qu'elle avait précédemment avec la France, il fallait que les offres de l'empereur Napoléon fussent communiquées aux autres alliés, la réponse ne pouvant être faite que d'un commun accord. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse n'ont pu rigoureusement avoir connaissance des propositions de Doulevent que sous les murs de Paris [4].

Nous n'avons pas ces deux lettres de Napoléon; mais la dépêche du 17 mars et les trois dernières lettres de Caulaincourt ne nous permettent pas de douter que Napoléon ne consentît, à peu de chose près, aux sacrifices exigés par le projet préliminaire du 17 février. Il fallait que Caulaincourt fût bien assuré de cette résolution salutaire, mais trop tardive, quand il écrivait au ministre autrichien : « L'empereur me met à même de renouer les négociations, et cela de la manière la plus franche et la plus positive. » Il était trop tard ; les *bouleversements* avaient commencé.

Les puissances alliées avaient publié, sous la date du 25 mars, une déclaration sur la rupture du congrès de Châtillon. Cette pièce, dit judicieusement l'un des meilleurs écrivains de cette époque [5], *a toute la raison et la vérité d'un manifeste,* ce qui nous dispense de nous y arrêter longtemps. Elle n'offre d'ailleurs qu'une répétition des déclarations consignées au protocole du congrès. Nous y retrouvons cette assertion mensongère, qu'après la proposition d'armistice faite par le négociateur français, les puissances alliées offrirent *sur-le-champ* de signer les préliminaires de la paix. Plusieurs passages de cette pièce dénotent un parti pris pour le renversement de Napoléon. Elle se termine par le vœu que la cause de l'Europe triomphe du *seul obstacle* qui lui reste à vaincre.

Avant de soumettre à nos lecteurs nos dernières réflexions sur l'ensemble des négociations de Châtillon, nous leur devons quelques explications sur un incident de la plus haute gravité, et qui se rattache directement à l'historique des derniers jours de la diplomatie impériale.

Nous avons dit que le duc de Vicence, quittant

[1] V. chap. V, p. 101.

[2] 28 mars.

[3] V. chap. XI, p. 198. Les Russes avaient de même, à cette époque, intercepté la lettre de Napoléon, écrite du champ de bataille même à son beau-père. Cette lettre ne parvint à sa destination qu'après que les revers de Kulm et de la Katzbach eurent atténué l'effet de notre premier succès.

[4] D'après le récit de M. Pons (*Capitulation de Paris*, p. 244-245), un officier français et un général autrichien, porteurs de la réponse écrite promise au colonel Galbois, auraient été enlevés par des Cosaques et conduits au prince de Schwartzenberg le jour même de la bataille de Paris. Si le fait était vrai, et si la dépêche autrichienne avait contenu vraiment quelque chose de positif en faveur de la paix, le généralissime autrichien n'aurait certainement pas refusé la proposition d'armistice basée sur les ouvertures faites à l'empereur d'Autriche, proposition qui lui fut transmise, pendant la bataille, par le maréchal Mortier. (V. ci-dessous, chapitre XXII.)

[5] Montvéran.



Châtillon, dans la matinée du 21 mars, avait rencontré à quelques lieues de cette ville M. Frochot fils, porteur de la dépêche du 17. *Cette dépêche est la dernière qui ait été envoyée au duc de Vicence.* Cependant l'année suivante, après le retour de l'île d'Elbe, une allégation contraire a été produite en Angleterre dans une occasion solennelle. Cette allégation erronée, calomnieuse, a été présentée, à la chambre des communes, comme l'un des principaux motifs qui justifiaient le renouvellement de la guerre avec la France. Nous allons exposer cette grave accusation, et nous la réfuterons en en dévoilant l'origine [1].

Le 28 avril 1815, M. Whitbread ayant fait à la chambre des communes une motion contre les nouveaux projets de guerre, lord Castlereagh la réfuta par une des plus violentes diatribes qui aient retenti à cette tribune contre Napoléon et contre l'armée française, à laquelle était exclusivement attribué le succès de son retour. Dans ce discours, le ministre anglais se trouva amené à parler du congrès de Châtillon et de la mauvaise foi de *Buonaparte* dans toute cette négociation [2]. « En voici un exemple, ajouta-t-il. Il avait *envoyé* des instructions secrètes à son plénipotentiaire, que ce dernier devait détruire dans certains cas; mais elles ont été interceptées accidentellement. Elles offrent la preuve d'un système de perfidie inouï dans les transactions entre des nations civilisées. Elles étaient contenues dans une lettre secrète, adressée par Maret à Caulaincourt, sous la date du 19 mars, époque à laquelle les négociations n'étaient pas terminées. Buonaparte était à la veille d'entreprendre un mouvement dont le succès lui paraissait douteux... » Ici lord Castlereagh analysa de mémoire cette dépêche prétendue; pour éviter les redites, nous la transcrivons telle qu'elle a été publiée dans *le Recueil de pièces* de M. Schœll, tome V, page 120, sous la date de *Paris,* 19 mars 1814 [3] :

« M. le duc, V. E. aura sans doute reçu ou recevra encore aujourd'hui, par M. Frochot, la dépêche en date du 17 mars, à laquelle est jointe une lettre de S. M. L'empereur désire que vous ne preniez aucun engagement positif à l'égard de tout ce qui concerne la remise des forteresses d'Anvers, de Mayence et d'Alexandrie, si vous êtes obligé de consentir à leur cession. Son intention étant, même dans le cas où il aurait ratifié le traité, de se régler sur les circonstances militaires, attendez jusqu'au dernier moment. L'infidélité des alliés, par rapport aux capitulations de Dresde, Danzig et Gorcum nous autorise à être sur nos gardes. Ainsi renvoyez ces questions à un arrangement militaire, ainsi que cela s'est fait à Presbourg, Vienne et Tilsitt. L'empereur désire que vous ne perdiez jamais de vue que, quand même il aurait dû signer la cession de ces provinces, son intention n'est cependant pas de livrer ces trois clefs de la France, dans le cas où les événements militaires *sur lesquels il veut toujours compter,* lui permettraient de ne pas le faire. En un mot, S. M. désire se trouver, après le traité, encore à même de pouvoir tirer parti des circonstances jusqu'au dernier moment. L'empereur vous recommande de brûler cette lettre aussitôt après l'avoir lue. »

Schœll ajoute, en note, que l'original de cette lettre, dont l'authenticité a été niée en France, *est de la propre main de M. Maret* [4], et se trouve déposé à la chancellerie d'État de Vienne.

Le discours de lord Castlereagh dans lequel cette dépêche était analysée parut dans le *Moniteur* du 10 mai, accompagné d'une note évidemment inspirée par Napoléon, et tendant à prouver que *la lettre du* 19 *était falsifiée;* ce qui semble impliquer l'existence d'une lettre écrite sous cette date. Le *Moniteur* ajoute : « Qui croira que, dans un pareil moment..., les dépêches n'auraient pas été écrites en chiffres? On dira que la lettre du 19 a pu être déchiffrée au ministère des relations extérieures pendant le séjour de lord Castlereagh à Paris; mais nous demanderons *par qui et sous quelle influence* elle aurait pu l'être. On sait quel était l'homme qui dirigeait ce ministère, ou qui le remplissait déjà. Il n'en faut pas davantage pour comprendre comment et pourquoi le déchiffrement aurait été falsifié. Ne pouvant croire que le ministre anglais ait abusé le parlement, nous devons croire qu'il a été trompé... »

L'empereur Napoléon, de retour de l'île d'Elbe, était si éloigné de penser qu'on eût pu trouver à forger des armes contre lui dans la correspondance

[1] Il est peut-être inutile de rappeler que, dans cette question si importante, nous n'énonçons rien qui ne soit contenu dans les notes de M. Bignon. La position qu'il occupait aux affaires étrangères pendant les cent-jours donne une autorité toute spéciale à ces explications.

[2] Ce discours, par sa violence même, est précieux pour la justification de l'empereur. « Il n'a jamais été proposé à Buonaparte un traité plus favorable que le traité de Paris, dit lord Castlereagh. *Jamais on n'aurait admis son plénipotentiaire au congrès de Vienne.* On a rendu au roi ce que Buonaparte n'aurait jamais recouvré, etc. »

[3] Il y a là déjà une première inexactitude. La lettre, si elle a été écrite, l'a été de Fère-Champenoise.

[4] Autre inexactitude. Toutes les dépêches de Châtillon étaient chiffrées.

diplomatique, qu'il venait alors de demander à M. Bignon, nommé sous-secrétaire d'État au département des affaires étrangères, une histoire de tous les traités de son règne [1], avec les pièces originales imprimées à la suite, et qu'il songeait à faire immédiatement imprimer les pièces relatives à la négociation de Châtillon, comme prouvant victorieusement la mauvaise foi des alliés. Un rapport spécial sur l'opportunité de cette publication lui fut soumis par le duc de Vicence [2]. Sans en nier l'effet avantageux sous certains rapports, il signalait aussi quelques motifs de s'en abstenir, et faisait l'empereur juge du tout. En résumant la négociation, nous reviendrons tout à l'heure sur ces motifs, qui nous remettront sous les yeux tout ce que la conduite de Napoléon a pu présenter d'équivoque ou de blâmable dans le cours des conférences. Enfin, la dernière raison qu'alléguait le duc de Vicence contre cette publication, *c'était qu'il y avait des personnes qui avaient vu la lettre du 19 mars.*

Jusqu'ici les historiens favorables à Napoléon avaient cru devoir nier absolument l'existence de cette pièce, ou s'abstenir d'en parler. C'est sur un autre terrain, et dans la vérité même des faits, que nous allons établir notre défense.

Il y a eu, non pas une dépêche, mais un PROJET DE LETTRE CHIFFRÉE, d'après lequel a été fabriquée la lettre citée par lord Castlereagh à la tribune d'Angleterre.

On était, en effet, au 19 mars. L'empereur avait expédié l'avant-veille des ordres qui devaient arriver à temps pour empêcher la rupture du congrès; il l'espérait du moins. Le duc de Vicence allait se trouver investi de pouvoirs pour consentir, à la dernière extrémité, aux cessions moyennant lesquelles il jugeait, *lui*, la paix encore possible. D'un autre côté, Napoléon se préparait à tomber, par Arcis, sur le flanc de la grande armée alliée; il attachait une grande importance à ce mouvement. Son esprit embrasse toutes les chances de la négociation et de la guerre; il voit, d'un côté, dans les plaines de la Champagne les alliés battus, et regagnant, non sans peine, la frontière; de l'autre, à Châtillon, au moment même d'une victoire peut-être, la paix signée à des conditions qui, à ses yeux, ne sont pas seulement pénibles, mais déshonorantes, si elles n'ont pas pour excuse la certitude d'un désastre immense, irréparable. D'ailleurs Napoléon ne s'abuse pas sur l'animosité de ses ennemis; entre eux et lui c'est un duel à mort. S'ils jugent nécessaire de s'arrêter un instant (et malgré toutes les assertions du duc de Vicence, il a peine à le croire), c'est afin de prendre deux ou trois ans de plus pour le détruire. Ne faut-il donc pas chercher le moyen de ne pas laisser totalement désarmer la France pendant cette trêve? Prêt à exécuter contre l'ennemi un mouvement décisif, au moment même peut-être où la paix est signée, Napoléon ne retirera-t-il aucun fruit d'une victoire probable? Il songe alors qu'à l'époque si différente des traités de Tilsitt, de Vienne, de Presbourg, des articles spéciaux se référaient à des arrangements militaires ultérieurement conclus pour régler le mode et l'époque de l'évacuation des places qui, aux termes des traités, devaient être restituées par la France. Il peut se rappeler, par exemple, que les difficultés élevées au sujet de la convention militaire du 12 juillet 1807 ont prolongé jusqu'en 1813 l'occupation des forteresses prussiennes, et il conçoit la possibilité d'obtenir un résultat analogue pour ses trois places de prédilection.

Ces considérations, rapprochées de l'animosité, de la mauvaise foi des alliés, si évidentes maintenant, suffiraient peut-être pour excuser même l'envoi de la dépêche du 19 mars. Mais nous n'avons pas à implorer l'indulgence de la postérité. *Cette dépêche n'a pas été envoyée;* elle est restée à l'état de projet abandonné; le feuillet sur lequel elle avait été commencée fut même déchiré en deux morceaux, dont l'un, contenant malheureusement un fragment assez considérable pour être encore intelligible, retomba par mégarde dans un portefeuille [3].

Le reste se devine trop aisément. Après la restauration, les minutes rapportées aux affaires étrangères se trouvèrent à la discrétion de ces hommes qui ont cru pouvoir sans scrupule pousser jusqu'au crime le dévouement à la dynastie des Bourbons; qui, pour perdre Murat, ont falsifié, postdaté des lettres de l'empereur. Le fragment en question fut retrouvé et porté à Vienne par l'un des plénipotentiaires de la France. N'avait-on vu dans cette pièce qu'un objet de pure curiosité? Songeait-on d'avance à s'en faire une arme contre

[1] « L'empereur désire l'histoire de tous les traités de son règne, Campo-Formio, Lunéville, Amiens, Presbourg, Tilsitt, Vienne, et les affaires de Bayonne. Cela aurait pour but de présenter les choses sous leur vrai point de vue. » (Note de l'empereur pour M. Bignon, avril 1815.)

Le mandat donné depuis à M. Bignon d'écrire la présente histoire, prouve que Napoléon avait porté à Sainte-Hélène l'idée que sa politique gagnerait à être exposée au grand jour, et que M. Bignon était l'homme le plus digne de cette honorable tâche.

[2] 10 mai 1815.

[3] Ce fragment, retrouvé depuis par le duc de Vicence, commençait au mot... *restiez dans le vague,* jusqu'à ceux-ci : *lui permettaient de ne pas le faire.*

l'empereur, si jamais il tentait de remonter sur le trône? Nous laissons le choix entre ces deux alternatives.

Aussitôt qu'il eut connaissance du discours du ministre anglais, l'empereur Napoléon fit faire des recherches aux affaires étrangères. Le seul fragment qui existât de cette dépêche fut retiré du dossier par ordre du duc de Vicence, le 5 juin 1815. *Il n'y avait même pas conformité entre ce projet de lettre et celle qui a été publiée* [1]. On aura peine à croire, en effet, que Napoléon ait pris soin de réitérer deux ou trois fois dans quelques lignes l'assurance qu'il ne céderait pas les places, *quand même il aurait signé le traité,* qu'il voulait toujours, *ou jusqu'au dernier moment,* compter sur les circonstances militaires, etc. D'ailleurs, ceux qui ne se sont pas fait scrupule de suppléer le commencement et la fin de la dépêche, n'ont pas dû craindre d'y interpoler quelque phrase de ce genre. Mais là n'est pas la question principale. La lettre publiée eût-elle été de tous points conforme à l'original, cet original n'était autre chose qu'un projet auquel il n'avait pas été donné de suite, et qui par conséquent n'aurait pu avoir aucune espèce d'influence sur la négociation, si les alliés avaient été moins pressés de la rompre. En livrant cette pièce aux cours étrangères, le plénipotentiaire français s'est rendu coupable d'un acte que nous renonçons à qualifier.

Nous renonçons à examiner jusqu'à quel point les ministres des cours étrangères ont été les complices du plénipotentiaire de France; s'ils savaient ou non que la pièce était falsifiée, qu'elle n'était qu'un projet. Scrute plus avant qui voudra ce honteux mystère!

Résumons maintenant en quelques mots ce que le détail des négociations de Châtillon vient de nous apprendre.

Depuis la déclaration de Francfort jusqu'à la rupture du congrès, les alliés ont agi, sans réserve aucune, sous l'influence des événements accomplis ou espérés. Cette déclaration même, dont l'esprit hostile n'était déjà plus celui qui avait dicté les propositions faites à Saint-Aignan, avait été dictée par l'insurrection de la Hollande, les intrigues de l'aristocratie helvétique, et surtout par les rapports des traîtres qui avaient dévoilé le secret de nos faibles ressources. La certitude de la défection de Murat, les facilités et les progrès de l'invasion expliquent à leur tour les retards étudiés que les alliés apportent à l'ouverture des négociations, et le congrès de Mannheim devient celui de Châtillon. Bientôt la confiance présomptueuse, fruit de la victoire de la Rothière, et la proposition confidentielle faite le 9 à M. de Metternich, les décident à suspendre les négociations. Ainsi, ils ont fait des propositions exorbitantes pour être refusés, et quand ces propositions sont acceptées, ils ne voient dans cette acceptation qu'une preuve de l'extrémité à laquelle la France est réduite, *et par conséquent de l'inutilité de la négociation*. L'événement a trompé leurs espérances, et s'il n'a fait qu'ajourner leur triomphe, il a du moins mis en toute évidence leur animosité et leur mauvaise foi.

Une fois les négociations reprises sous l'influence de nos succès, les dispositions des alliés n'ont pas varié. Après la remise de leur traité préliminaire, c'est de la déclaration de guerre de Murat à la France, de la reprise d'offensive de Schwartzenberg, et de la seconde expédition de Blücher sur Paris, que datent les exigences impératives des plénipotentiaires pour la remise du contre-projet français. Le 10 mars, les *observations* de Caulaincourt ont manqué amener la dissolution immédiate du congrès. Rien d'étonnant à cela; Wellington n'a-t-il pas été victorieux à Orthès, et Blücher ne doit-il pas à la reddition de Soissons le salut de son armée et l'adjonction de forces nouvelles? De même enfin, le refus d'entrer en discussion et la rupture définitive seront dus surtout aux affaires de Craonne et de Laon, aux espérances de trahison apportées ou confirmées par M. de Vitrolles, et à l'occupation de Lyon par les Autrichiens. Ainsi, du 1er décembre au 25 mars, la politique des alliés, qui s'est surtout trahie dans l'interruption des négociations après l'offre de Caulaincourt, a été constamment une politique d'ambition et de haine, sans mesure et sans franchise.

Napoléon non plus n'a pas été irréprochable. Il s'est trop laissé aller à suivre l'exemple des alliés en subordonnant son langage aux événements militaires. Ses fautes ont été parfaitement résumées dans le rapport du duc de Vicence que nous citions tout à l'heure, à propos de la prétendue dépêche du 19 mars [2]. « On peut demander : 1° pourquoi l'empereur n'avait pas accepté sur-le-champ les propositions faites à M. de Saint-Aignan (c'est là sa faute capitale); 2° pourquoi il a laissé un si long intervalle entre le premier projet des alliés et le contre-projet français; 3° pourquoi ses ordres avaient ôté à son plénipotentiaire le pouvoir de réitérer, au 15 mars, l'offre qu'il avait faite le 9 février à M. de Metternich; 4° pourquoi le plénipotentiaire français n'a pu offrir que par ses lettres du 25 la réponse *distincte et explicite* qu'il aurait dû donner le 10. » En ajoutant à ces griefs celui non

[1] Note de M. Bignon.

[2] Rapport confidentiel du 10 mai 1815.



moins grave qui résulte de la fausse démarche tentée vers la fin de février auprès de l'empereur d'Autriche, nous aurons en substance tous les sujets de blâme que peut présenter la conduite de Napoléon. Toutefois l'équité veut que nous revenions encore ici sur une observation déjà faite plusieurs fois : c'est que ce blâme ne saurait être que relatif. Le retard qu'il mit à accepter les bases de Francfort, sa répugnance pour la cession d'Anvers et de la Belgique, répugnance qui prenait d'ailleurs sa source dans un sentiment exagéré sans doute, mais vraiment honorable et patriotique, de la dignité de la France et de la sienne, n'auraient pas été des obstacles insurmontables à la paix, si ses adversaires avaient eu dans le cœur un peu de cette modération qui sonnait si haut dans leurs paroles. Sa démarche auprès de l'empereur François, si fâcheuse qu'elle ait pu être en définitive, était dictée par une pensée toute naturelle : c'est que son beau-père serait à la fin révolté de l'animosité aveugle qui avait suspendu les confrères à la suite d'une offre qui devait tout terminer. Mais Napoléon ne connaissait pas encore toute la faiblesse et la nullité de l'empereur François, et les caresses du duc de Vicence ne pouvaient faire oublier au ministre de la coalition l'insulte de Dresde [1] et les *arguments irrésistibles* de l'Angleterre. De l'obstination même que mettait Napoléon à s'en tenir aux bases de Francfort, on pourrait tirer un argument de plus en sa faveur : c'est que lui du moins voulait la paix sincèrement, en ne la voulant, comme il le disait lui-même, qu'aux conditions qui la faisaient solide et honorable, au lieu de se résigner, comme le lui conseillait Caulaincourt, à une paix que lui-même n'aurait pu considérer que comme une trêve. La bonne foi de l'empereur n'est pas moins victorieusement prouvée par son insistance pour envoyer à Châtillon M. de Talleyrand, qui s'y refusa toujours obstinément.

Enfin, il est une question capitale qui domine tout le congrès de Châtillon, mais que nous avons dû réserver pour la fin, sa solution ne pouvant résulter que de l'examen approfondi des faits. Cette question, on la devine : c'est de savoir *si la paix était encore possible à Châtillon*. Dans l'opinion du duc de Vicence, elle l'a été au moins depuis le 17 février jusqu'aux premiers jours de mars ; le langage que tenaient, à cette époque, les plénipotentiaires anglais, et le voyage du prince d'Esterhazy sembleraient indiquer en effet qu'à cette époque, si Napoléon avait profité de ses victoires inespérées pour s'empresser de consentir aux sacrifices qui lui étaient demandés par le projet préliminaire du 17 février, l'Angleterre, obtenant par la cession d'Anvers une conquête difficile à reprendre, aurait pu donner les mains à un arrangement auquel l'Autriche aurait pu consentir, et Napoléon aurait eu ainsi une paix sans doute éphémère, mais qui lui eût laissé l'espoir et la possibilité de se venger. Il est même fâcheux qu'il n'ait pu se décider, malgré toutes les instances de son plénipotentiaire, aux sacrifices qui pouvaient lui valoir cette paix ou cette trêve ; ses offres pacifiques, eussent-elles été inutiles vis-à-vis des alliés, ne l'auraient certes pas été vis-à-vis du peuple français. Elles auraient détruit sans retour un préjugé funeste, accrédité et exploité par la malveillance ; et, sous ce rapport, elles auraient pu influer même sur les événements de Paris. Telle eût été leur principale, et probablement leur unique utilité ; car, nous croyons, nous, avec Napoléon et M. de Talleyrand, qu'*à Châtillon la paix était devenue impossible*. M. de Talleyrand a plus d'une fois répété à M. Bignon qu'à aucune époque de la négociation les plénipotentiaires n'avaient eu le pouvoir de conclure [2] ; le plénipotentiaire français eût-il montré la plus grande docilité pour souscrire à tous les sacrifices, ils devaient en référer à leurs cours. M. de Talleyrand avait dès lors la certitude que ni l'empereur Alexandre ni le roi de Prusse ne voulaient plus faire la paix avec Napoléon [3], et nous avons peine à croire que lord Castlereagh et M. de Metternich eussent jamais pu faire prévaloir une pensée pacifique sur l'animosité de ces deux souverains [4]. Nous croyons donc que, dans l'esprit général des alliés, le congrès n'a été autre chose qu'une arme de plus contre Napoléon et contre la France ; qu'ils ont été occupés surtout, pendant toute sa durée, de rejeter sur *l'ennemi commun* l'apparence des torts dont ils avaient la réalité ; et qu'ils n'auraient sérieusement songé à s'en servir pour arriver à un arrangement que dans l'hypothèse des plus grands revers.

Ainsi, l'animosité, la mauvaise foi des alliés, que pressentait Napoléon, se trouvent confirmées par le témoignage même de son plus grand ennemi et par toutes les données de l'histoire. Ici donc encore indulgence sera justice pour l'empereur. Rappe-

[1] V. t. XII, p. 167.

[2] L'analyse des diverses instructions des plénipotentiaires confirme pleinement cette assertion.

[3] Conversation de M. de Talleyrand avec M. Bignon.

[4] La prépondérance effective de l'empereur Alexandre pour tout ce qui tenait au congrès est bien prouvée par la suspension des conférences au mois de février, suspension à laquelle lord Castlereagh s'était d'abord opposé.

lons-nous ses efforts héroïques, surhumains, dans cette immortelle campagne; rappelons-nous qu'à trois reprises il a terrassé et foulé aux pieds le mauvais génie de la France, mais sans pouvoir l'enchaîner. Pendant la durée du congrès, la paix sur les bases de Francfort nous a échappé en effet par trois fois, non pas à Châtillon, mais à Château-Thierry, par la faute du duc de Tarente; à Montereau, par celle du duc de Bellune; à Soissons, par la reddition prématurée de la ville. Pardonnons donc à Napoléon d'avoir craint d'avilir la France par des sacrifices honteux et inutiles, et d'avoir préféré conquérir la paix par des victoires, dont la mauvaise étoile de ses généraux l'a seule empêché de recueillir le fruit.

Dans les chapitres précédents, nous avons suivi les dernières phases d'agonie de l'empire français; maintenant c'est sa mort qu'il nous faut raconter. Tout en insistant sur quelques faits peu connus, ou dont l'importance n'a pas été suffisamment sentie jusqu'ici, nous nous efforcerons d'abréger le récit, tant de fois recommencé, de ces événements vraiment néfastes dans les annales du monde. Laissant à d'autres le soin de rechercher et de flétrir les trahisons et les faiblesses innombrables de cette triste époque, nous nous bornerons à désigner les auteurs principaux de la chute de Napoléon et leurs démarches essentielles, sans qualifier des actes qui se qualifient d'eux-mêmes, sans oublier non plus les excuses que doit examiner, sinon admettre, l'impartialité de l'histoire. Enfin, à cette dernière heure de la tempête, notre place est plus que jamais auprès de l'empereur. C'est donc toujours sur lui, sur l'audace de ses derniers efforts, puis sur la majesté de sa résignation, que nous fixerons de préférence nos regards.

# CHAPITRE XXI.

**Napoléon se porte sur Saint-Dizier. — Raisons qui justifient ce mouvement. — Les alliés se décident à marcher sur Paris. — Prétendue communication de M. de Talleyrand. — Blücher attaque Marmont et Mortier. — Fausses manœuvres des deux maréchaux. — Ordre de l'empereur reçu trop tard. — Ils marchent sur Châlons. — Double combat de Fère-Champenoise. — Courage héroïque des gardes nationaux commandés par Pacthod. — Dispositions des esprits en France. — Intrigues des partis. — Intrigues royalistes. — M. de Gain-Montagnac. — M. de Talleyrand. — MM. de Dalberg, de Pradt et Louis. — Dernières lettres de l'empereur. — Mesures prescrites pour la défense de Paris.**

La situation de l'empereur Napoléon, rejeté sur la rive droite de l'Aube par la seconde bataille d'Arcis, semble plus désespérée que jamais. Le congrès de Châtillon vient d'être dissous, et l'arrêt de la politique ne peut plus être réformé que par les armes. Pris entre deux masses ennemies dont chacune est assez forte pour accabler sa dernière armée, Napoléon sent qu'il n'y a plus d'avantage pour lui à se heurter tour à tour contre Schwartzenberg ou Blücher. Il se refuse également à tout commettre au hasard d'une bataille, en se rejetant entre Paris et les alliés. Manœuvrer sur leur base d'opération lui semble le seul parti que comportent les circonstances présentes. Les avantages de cette résolution sont si évidents, qu'ils obtiendront, en dépit des événements, l'approbation de la plupart des écrivains militaires. L'empereur se mettait ainsi en communication avec les départements foulés par l'ennemi, et y encourageait l'insurrection; il s'appuyait aux places fortes de la Lorraine et de l'Alsace et en ralliait les garnisons. En prenant pour lui le rôle destiné d'abord au duc de Castiglione, il comptait protéger Paris plus efficacement que s'il s'était laissé acculer sous ses murs. Les alliés effrayés pouvaient se retirer en masse; ils pouvaient diviser leurs forces, et en avoir tout à la fois une partie tenue en échec sous Paris, et le reste détaché pour tenir tête à Napoléon et vaincu par lui. Enfin, s'ils persistaient à se jeter en masse sur Paris, l'événement pouvait donner un démenti complet aux espérances illimitées qu'ils fondaient sur l'occupation de la capitale, et, de plus, ainsi que nous le verrons, l'empereur devait croire qu'à cette époque Paris était en mesure de résister assez longtemps pour que, dans toute hypothèse, il pût arriver à temps au secours. C'est une vérité que nous espérons démontrer jusqu'à l'évidence par le récit même des faits.

Telles sont les raisons qu'on peut alléguer pour justifier le mouvement sur Saint-Dizier et Doulevent, mouvement qui, sans doute, n'a fait qu'accélérer la perte de Napoléon, mais qui pouvait réellement tout sauver encore. Après la bataille de Cannes, les Romains trouvaient encore des félicitations pour le consul qui n'avait pas désespéré de la république : sachons gré, nous aussi, à Napoléon de n'avoir pas désespéré de la France dans cet instant suprême, quoique les événements aient rendu inutile cette dernière et puissante combinaison de son génie.

Dans la soirée du 21 mars, Napoléon arrive à Sommepuis avec sa garde. Le 23 il est à Saint-Dizier, le 25 à Doulevent. Les transports de joie des habitants, leur empressement à courir aux armes pour seconder l'armée libératrice, justifiaient déjà cette manœuvre hardie. La ligne de retraite de la grande armée alliée était déjà envahie par notre cavalerie légère, qui entrait à Bar-sur-Aube et à Chaumont. L'empereur d'Autriche s'enfuyait à franc étrier jusqu'à Dijon, où il restait pendant trente heures à la merci d'un coup de main; il en tremblait encore, quand un aide de camp du prince de Hesse-Hombourg lui apporta les clefs de Lyon [1]. Mais le mouvement de l'armée française produisait

[1] « S. M. l'empereur d'Autriche, qui se trouvait dans ce moment à Bar-sur-Aube, jugea à propos de se rapprocher de l'armée du Sud, afin de lui faire parvenir immédiatement ses ordres. » Voilà en quels termes le bulletin autrichien raconte la fuite de l'empereur François.

un résultat bien plus important que la fuite de ce faible souverain et de tout le quartier général diplomatique; nous voulons parler de l'évacuation précipitée des gros bagages et *du grand parc* des alliés de Bar-sur-Aube sur Béfort. Tout le monde sait maintenant que, le 31 mars, les munitions allaient manquer à la grande armée alliée combattant sous Paris. Une résistance de quelques heures suffisait pour rendre leur position plus désespérée que celle des assiégés!

L'empereur n'était pas à même, au 25 mars, d'apprécier tout l'effet de la diversion qu'il venait d'opérer; mais il espérait décider la retraite définitive de la grande armée alliée, ou du moins l'entraîner après lui. Cette seconde prévision se trouva juste d'abord. Le 22, Schwartzenberg avait fait passer l'Aube à ses troupes sur trois points, et s'avançait dans la direction de Vitry. Dans la nuit du 22 au 23, la cavalerie légère des Russes s'empara du parc d'artillerie du duc de Tarente, alors en marche pour suivre le mouvement sur Saint-Dizier. Le parc fut repris peu de moments après par le général Gérard; mais les Russes avaient en même temps saisi un courrier porteur de deux dépêches adressées à Macdonald par le prince de Neufchâtel, dépêches dont le contenu ne laissait aucun doute sur la nouvelle direction de l'armée française. Cette importante capture fut transmise de suite au généralissime [1].

La situation était décisive et ne comportait pas de demi-mesures. Schwartzenberg hésitait pourtant, selon son habitude. Fallait-il suivre le mouvement de l'empereur Napoléon, ou assurer avant tout la jonction avec Blücher, ce vainqueur de Laon, dont on n'entendait plus parler depuis huit jours? La question fut résolue dans ce dernier sens par un conseil de guerre tenu le même jour chez l'empereur de Russie. Il fut convenu « que le généralissime, sans s'inquiéter de ce qui se passerait sur ses derrières, se porterait à Châtillon, pour se réunir à l'armée de Silésie, et opérer conjointement avec elle *sur les derrières et le flanc de l'armée française* [2]... » On voit, d'après les termes mêmes de cette délibération, que l'empereur Alexandre lui-même, dans ce moment, n'avait pas d'autre projet arrêté que de se renforcer de Blücher pour chercher et combattre Napoléon sur son nouveau terrain d'opération. Ce fut seulement le 24 au matin que la marche sur Paris fut décidée dans un conseil privé tenu à Sommepuis par l'empereur Alexandre. Le prince Volkonski, le comte Barclay de Tolly et les généraux Toll et Diebitsch furent seuls admis à ce conseil, et ce fut ce dernier qui démontra la nécessité de marcher immédiatement sur Paris [3].

Nous retrouvons autour de ce grave incident l'obscurité qui semble fatalement planer sur toutes les circonstances qui ont décidé du sort des empires. On a dit que cette nouvelle détermination avait été prise à l'arrivée d'un émissaire de M. de Talleyrand, qui aurait apporté à l'empereur Alexandre un billet contenant ces mots : « Vous pouvez tout et vous n'osez rien. Osez donc une fois. » Il y a là une double inexactitude. L'émissaire dont on veut parler n'est autre que M. de Vitrolles, qui avait vu l'empereur Alexandre, non le 23, mais le 17 mars, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent; il avait dû sans doute garantir le concours de M. de Talleyrand; mais celui-ci n'avait eu garde de donner une recommandation écrite. Il était, je ne dirai pas trop scrupuleux, mais trop circonspect pour se mettre ainsi prématurément en flagrant délit de trahison. Cet avis direct était d'ailleurs superflu. Les entreprises audacieuses de Blücher pendant le mois de février prouvent que dès cette époque les alliés avaient tout le secret de l'état des esprits et de la faiblesse des moyens de défense dans la capitale, et nous avons indiqué déjà comment, à Châtillon même, ils ont pu en être instruits directement [4]. La mission de M. de Vitrolles n'avait fait que confirmer l'empereur Alexandre dans une résolution déjà prise; il n'attendait que le moment favorable. Ce moment lui sembla venu dès qu'il apprit, le 24 au matin, que Blücher avait marché spontanément au-devant de la grande armée, et que toute la masse des forces de la coalition séparait Napoléon de sa capitale. Ce fut alors seulement que les alliés prirent un parti décisif, et répondirent au mouvement sur Saint-Dizier par la marche sur Paris.

Depuis les journées de Laon, Blücher était resté immobile derrière l'Aisne, bien qu'il n'eût plus en tête que les forces de Marmont et de Mortier, bien inférieures aux siennes. Il ne s'était remis en mouvement que le 18. Ce jour-là, il fit forcer le passage de l'Aisne, à Pontavaire et Béry-au-Bac, et dirigea

[1] Les coureurs de Blücher interceptèrent également une lettre autographe de Napoléon, adressée à l'impératrice, et qui contenait des détails sur son nouveau plan d'opération. Cette lettre finissait par ces mots : *Cette manœuvre me sauve ou me perd.*

[2] Koch, II, 93.

[3] Koch, II, 94.

Le général Diebitsch est mort d'une attaque d'apoplexie dans la campagne des Russes contre les Polonais, en 1831.

[4] Voyez p. 318.

sur Reims le corps de Wintzingerode. Cette ville fut défendue jusqu'à la dernière extrémité par le général Belliard, l'un de ceux dont l'énergie et le dévouement semblaient croître avec les dangers de la patrie. Après de fâcheux tâtonnements, dont le détail appartient aux écrivains militaires, les deux maréchaux se concentrèrent sur Fismes. Ils s'imaginaient alors que Blücher les poussait sur Paris, qu'ils avaient encore mission de couvrir, tandis que ce général, moins téméraire cette fois, ne songeait qu'à se lier à la grande armée alliée. Ce fut une funeste erreur de la part des maréchaux; leur concentration favorisa celle de l'ennemi, et les coupa complétement de l'empereur au moment où il avait besoin d'eux pour l'exécution de son nouveau plan d'opération.

Pendant la première journée d'Arcis, Napoléon avait connu ce malencontreux projet de retraite sur Fismes, dont l'initiative appartenait au duc de Raguse [1]. Il leur envoya en toute hâte l'ordre de reprendre Reims, et de le rejoindre immédiatement par Épernay et Châlons, pour éviter d'être écrasés par Blücher, qui manœuvrait pour se réunir à Schwartzenberg. L'empereur énonçait, mais hypothétiquement, le projet de se porter sur Vitry; cette considération devait encore accélérer le retour des maréchaux. Mais cet ordre, qui devait les sauver s'il avait été reçu et par conséquent exécuté à temps, devint, par sa remise tardive, le principe de leur perte [2]. Il avait été transmis au général Vincent, qui occupait alors Épernay avec un détachement d'environ 600 hommes, pour assurer les communications entre l'empereur et les deux maréchaux. Le 21 mars, ce détachement fut attaqué et rejeté dans la forêt de Vaucienne par l'avant-garde de Wintzingerode, malgré une courageuse résistance, à laquelle s'associèrent noblement les habitants d'Épernay, dont le patriotisme fut récompensé par le pillage. Il paraît certain que le désordre de cette affaire occasionna un retard de plusieurs heures dans l'envoi de l'ordre adressé aux maréchaux. Croyant toujours avoir à couvrir Paris contre Blücher, ils s'étaient retirés de Fismes à Fère en Tardenois, et se préparaient à défendre le passage de l'Ourcq. C'est là seulement qu'ils reçoivent l'ordre dont nous avons parlé. Il ne leur est plus possible maintenant de se reporter sur Fismes sans livrer bataille aux corps d'York et de Kleist, qui ont suivi leur retraite, ni d'atteindre Châlons par la traverse d'Épernay, avant que l'ennemi y soit en force. Cependant, résolus à tout prix de rejoindre l'empereur, « et croyant avoir encore le temps de passer entre les deux armées ennemies [3], » ils se portent sur Château-Thierry, dont ils rompent les ponts, et reprennent la direction de Châlons par *Montmirail, Vauxchamp, Étoges*. Les plus tristes pressentiments les poursuivent sur cette route encore jonchée de nos lauriers. Le 24 au soir, les maréchaux, qui ont continué leur marche sur Vitry, sont établis sur la rive gauche de la Soude; Mortier à Vatry, Marmont à Soudé-Sainte-Croix. La nuit est venue, et soudain l'horizon qui se développe des collines de la Somme-Soude s'embrase d'une ligne immense de feux. Ce sont les bivacs de la grande armée alliée! Les maréchaux ont en tête Schwartzenberg, et Blücher sur leur flanc gauche, et ils ne s'en doutent pas encore.

Le réveil sera prompt et terrible. Dès huit heures du matin, Marmont, assailli par une masse énorme de cavalerie russe et würtembergeoise, est débordé et rejeté au delà de Soudé-Sainte-Croix. Malgré la supériorité du nombre et l'acharnement de l'ennemi, Mortier parvient à rejoindre son collègue; tous deux se replient en arrière de Somme-Soude, et se maintiennent pendant plus de deux heures à l'aide de leur artillerie. Mais, vers midi, la cavalerie autrichienne entre en ligne à son tour, et déborde la droite de l'armée française. Notre cavalerie, peu nombreuse et peu aguerrie, est ramenée avec perte; l'infanterie se retire en combattant sur Connantray. Cette fois encore, les éléments inexorables combattent contre nous. Une grêle furieuse frappe nos braves au visage, éteint le feu de nos carrés : deux sont enfoncés et sabrés par les Russes, et trente pièces de canon restent en leur pouvoir. Cependant les deux maréchaux, rivalisant d'intrépidité et de sang-froid, rallient au delà de Fère-Champenoise leurs troupes incessamment suivies et

[1] Pour ne pas s'exposer à juger trop sévèrement certaines incohérences dans les opérations des deux maréchaux, il ne faut pas perdre de vue la position très-délicate dans laquelle Napoléon avait placé le duc de Raguse, en lui donnant la haute main sur les opérations, tout en lui recommandant de paraître toutefois se concerter avec son collègue, moins habile tacticien, mais plus ancien que lui dans son grade.

Le duc de Raguse a fait de grandes choses, on ne saurait le nier; mais, par une sorte de fatalité, son nom se rattache aux plus tristes épisodes de notre histoire militaire : au désastre de Féthieux, puis à celui de Fère-Champenoise, auquel nous arrivons; enfin, à la reddition de Paris. Nous ne manquerons pas de le louer ou de l'excuser, tant que la louange ou l'excuse seront possibles.

[2] « Si Marmont avait reçu l'ordre à Fismes, il est constant qu'il eût pu forcer le passage, le 22, à travers la cavalerie de Wintzingerode, qui n'aurait pu lui disputer Reims. » (Jomini, IV, 576.)

[3] Vaudoncourt, II, 278.

débordées par l'ennemi. Soudain une canonnade furieuse se fait entendre à une lieue à peine, et semble se rapprocher à chaque instant. Le nom de l'empereur a couru dans les rangs des deux armées; ce mot magique a suffi pour faire arrêter la poursuite des alliés et ranimer nos soldats. Mais l'empereur est loin, et cette canonnade n'annonce qu'un nouveau désastre.

Six mille hommes environ commandés par les généraux Pacthod et Amey escortaient un convoi considérable destiné à l'armée impériale. Guidés par des ordres contradictoires et tardifs, ou plutôt égarés par la fatalité impitoyable qui pèse sur la France, ils sont aux prises avec la cavalerie de l'armée de Silésie. Ignorant toute la gravité du danger qu'il court, Pacthod a prolongé trop longtemps sa résistance à Villeseneux; il se voit enfin forcé de se replier sur Fère-Champenoise, et bientôt après d'abandonner son convoi pour tâcher du moins de sauver ses hommes. Vain espoir! d'un côté, Blücher s'acharne à leur poursuite; de l'autre, la grande armée alliée le sépare déjà des maréchaux. Suivant la retraite des Français, Schwartzenberg et les souverains entraient à Fère-Champenoise; au bruit de ce nouveau combat, ils accourent avec la cavalerie de la garde russe et prussienne. Sous leurs yeux, la lutte recommence avec un nouvel acharnement. Quinze mille hussards ou cosaques s'élancent bride abattue; quatre-vingts pièces d'artillerie battent en brèche les murailles vivantes que leur oppose le général Pacthod. Après sept heures de combat, nos soldats succombent, non pas vaincus, mais *étouffés* par les masses ennemies. Ceux qui vivent encore, la plupart couverts de blessures, ont été désarmés de force sans s'être rendus. Un millier environ a pu s'échapper dans les marais, et le reste a trouvé la mort sur le champ de bataille.

Quels sont donc ces Français qui ont ainsi combattu? Est-ce un dernier débris de ces redoutables armées qui ont dompté l'Europe entière? Opposaient-ils à l'ennemi *la tête de Méduse*, l'uniforme de la garde impériale? Non, ce sont presque tous des gardes nationaux angevins, poitevins et bretons, qui n'ont quitté leurs chaumières que depuis deux mois. Beaucoup d'entre eux, encore vêtus de leurs habits de paysan, l'uniforme des insurgés vendéens de 1793, n'ont comme eux d'autres armes que des fusils de chasse. Un mois auparavant, Napoléon avait passé en revue cette cohorte intrépide. « Montrez, leur avait-il dit, de quoi sont capables les hommes de l'Ouest [1] ! » L'œil d'aigle de l'empereur avait bien vite reconnu en eux des soldats dignes de lui.

[1] *Moniteur* du 21 février.

O nobles victimes! héros de Fère-Champenoise! Vendéens morts en combattant l'étranger! Dans ces jours de faiblesses et de trahisons, de malheurs et de ténèbres, votre gloire rayonne à jamais! Tandis que la restauration prodiguait les panégyriques et les statues aux héros de conspirations et de guerres civiles, tandis que l'Allemagne élevait de tous côtés des monuments funèbres aux braves de sa landwehr, les ossements de nos défenseurs ont blanchi oubliés dans les plaines de la Champagne, et la France de juillet leur doit encore un mausolée! Puisse du moins leur souvenir, exalté par tous les historiens, demeurer impérissable dans nos cœurs! Et si l'Europe pour son malheur nous attaquait encore, combattons tous, cette fois, comme ont combattu les hommes de l'Ouest!

Cette désastreuse journée nous coûtait neuf mille hommes tués et blessés, et plus de soixante bouches à feu; elle privait l'empereur d'un renfort de vingt cinq mille hommes sur lequel il comptait pour exécuter son nouveau plan d'opération; enfin elle a eu pour résultat presque immédiat la bataille et la capitulation de Paris. Avant de poursuivre le récit des opérations militaires, nous devons dire ici quelques mots des intrigues qui s'agitaient alors au sein de cette capitale, et de l'état de l'opinion publique. Ces détails nous permettront d'apprécier les causes complexes qui ont agi sur la marche des événements, et décidé cette grande catastrophe, dont les résultats pèsent encore sur les destinées du monde.

Cette catastrophe, deux mots la résument et l'expliquent. *On était las de la guerre,* et l'on croyait que l'empereur ne voulait pas de la paix. Sans cette double conviction profondément enracinée dans les classes aisées, même parmi certains officiers supérieurs de l'armée, jamais les faibles intrigues des partisans de la régence et du petit nombre des royalistes qui ne craignirent pas de se mettre en avant, jamais l'habileté même de M. de Talleyrand n'aurait suffi pour assurer le triomphe de l'étranger. On croyait que Napoléon avait rejeté la paix en août 1813, à Dresde; en décembre, lors des propositions de Francfort; enfin à Châtillon. Toujours, disait-on, il s'était refusé à des sacrifices nécessaires, rêvant la possibilité de ne pas tant perdre, ou même de tout reconquérir. Enfin les désastres même de 1812, premier principe de cette réaction terrible qui pesait sur la France, étaient reprochés plus vivement à l'empereur à mesure que les conséquences en apparaissaient plus graves et plus menaçantes. « C'était *à lui seul,* à sa soif insatiable de conquêtes, que nous avions dû la perte de la plus belle armée du monde, l'envahissement et le ravage de notre territoire. » On méconnaissait ainsi

les hautes considérations politiques que l'impartiale histoire allègue aujourd'hui pour justifier la guerre de Russie. On ne tenait aucun compte de cette funeste série d'incidents au-dessus de tout calcul humain, à laquelle était due surtout la perte des légions invincibles qu'on redemandait à Napoléon. Les détails des négociations de Prague et de Francfort auraient suffi pour démontrer aux esprits les plus prévenus qu'il y avait eu plus d'acharnement de la part des alliés contre la France que d'obstination de la part de Napoléon; mais nous avons déjà dit que la correspondance de Prague, deux fois interceptée, n'avait pu paraître que dans *le Moniteur* du 4 octobre, à une époque où l'opinion, déjà fixée contre Napoléon à cet égard, était d'ailleurs absorbée par les nouveaux événements. On n'a pas oublié non plus que l'empereur, en dépit des sages observations du duc de Vicence, avait persisté à ne donner au corps législatif qu'une communication incomplète des propositions de Francfort. Faute grave, irréparable, qui eut pour conséquence immédiate le rapport pseudo-patriotique de la commission. la dissolution du corps législatif, et par suite, un nouveau refroidissement dans l'opinion publique!

En mars 1814, parmi les hautes classes, la bourgeoisie, le peuple même, si l'on veut, de certaines provinces du Midi, le sentiment dominant était donc une immense lassitude, un besoin impérieux de paix à tout prix [1]. Ce désir instinctif, irrésistible de repos, qui fait tomber le voyageur à l'ombre mortelle du mancenillier, ou dans les neiges des Alpes, peut devenir fatal aux nations, comme aux individus!

Hâtons-nous d'ajouter, pour l'honneur de nos pères, que la majorité du peuple français n'était pas atteinte de cet engourdissement déplorable; les sophismes des mécontents n'avaient pas accès sur les classes inférieures. L'admirable instinct des masses ne voyait, dans les souffrances que leur imposaient les réappels des conscriptions et les accroissements d'impôts, qu'un mal nécessaire, dû à l'acharnement des monarchies absolues contre la révolution française. La dictature de Napoléon, qui peut-être n'avait jamais cessé d'être nécessaire en présence de la ligue permanente de nos ennemis, était acceptée avec transport par le peuple, qui voyait en lui le seul libérateur possible de la France.

Comment cette disposition des masses, disposition incontestable et maintenant incontestée, n'a-t-elle pas changé le dénoûment de l'invasion? Napoléon lui-même nous l'explique en quelques mots, que déjà nous avons eu l'occasion de citer : ***Il lui a manqué deux mois***. La célérité de l'invasion a été, sans contredit, l'une des principales causes du succès des alliés; toutefois cette cause n'aurait sans doute pas suffi, si les mesures prescrites par l'empereur n'avaient pas été paralysées par le découragement, la pusillanimité, l'inertie, le mauvais vouloir, et enfin la trahison avérée de certains hauts fontionnaires [2].

Le nombre des mécontents de l'ordre de choses établi n'avait fait naturellement que s'accroître depuis la rupture du congrès de Prague. Trois partis principaux se dessinaient. Les membres de la minorité opposante du sénat, attribuant tous les malheurs de la France depuis 1812 à l'ambition immodérée du chef de l'État, prétendaient arriver à le maîtriser par une constitution forte. Quelques-uns toutefois désespéraient d'y parvenir, et avaient songé, dit-on, d'abord à Moreau, puis à Bernadotte. Ce premier parti n'était pas dangereux par lui-même; mais nous verrons comment un homme habile sut tourner son influence au profit des Bourbons. Le second parti était celui de la régence, dont le duc d'Otrante fut l'un des plus fervents apôtres à l'étranger, en France et jusque dans l'armée. L'histoire sera sévère pour cette coterie. Elle y signalera des hommes couverts des bienfaits de Napoléon, et qui l'ont trahi pour conserver plus sûrement ce qu'ils tenaient de lui; des égoïstes à vue courte, dont l'inertie calculée a paralysé l'effet de la plupart des mesures de défense prescrites par l'empereur. Enfin, le troisième parti était, on le devine, celui des royalistes, dont les plus modérés, malheureusement en petit nombre, voulaient aussi une constitution.

Bien que les malheurs de 1812 eussent réveillé les espérances de la petite cour d'Hartwell, le parti

[1] Dans une lettre de Napoléon, datée de Fismes, 5 mars, je trouve « que *beaucoup de maires et de bourgeois s'opposent à ce que les paysans s'arment contre l'ennemi.* » Devant Reims, le 14 mars, il ordonnait l'arrestation du maire de Coulommiers et de son adjoint. Ils étaient détenus à Sainte-Pélagie. Leur élargissement fut une des premières mesures prises par les alliés à Paris (*Moniteur* du 1er avril.)

[2] Avant d'aller plus loin, il importe de citer les noms de quelques-uns, dont le patriotisme et le dévouement à l'empereur ont été à l'épreuve de toutes les catastrophes. Ces honorables souvenirs sont précieux à recueillir, surtout à cette époque. Tels ont été, entre beaucoup d'autres, les ducs de Bassano et de Vicence, que l'histoire, en dépit de leur fâcheuse inimitié, réunira dans le cortége impérial; tels ont été encore le ministre de l'intérieur et celui de l'administration de la guerre, MM. de Montalivet et Daru, et, parmi les maréchaux, Soult, Moncey, Masséna, Mortier et Macdonald.

royaliste n'avait repris que bien tard un peu de consistance. *Le 2 février* 1814, le duc d'Havré écrivait, sous la dictée de Louis XIII, au célèbre agent suisse Fauche Borel : « Nous avons dans l'intérieur les éléments d'un parti dans les gens bien pensants et dans les mécontents, mais rien d'organisé. » La présence des princes de la maison de Bourbon, au fort même de l'invasion, ne produisit pas l'effet qu'ils avaient pu espérer. Nous avons vu, dans le chapitre XVI de ce volume, quel triste rôle avait joué le duc d'Angoulême dans le Midi, et combien il s'en est peu fallu qu'il fût contraint d'abandonner Bordeaux avec les Anglais qui l'y avaient introduit. Le duc de Berry n'avait pu quitter Jersey ; enfin, le comte d'Artois, toléré par les alliés, d'abord à Vesoul, puis à Nancy, restait sur le qui-vive dans cette dernière ville, d'où il s'attendait bien plutôt à repasser la frontière qu'à être appelé vers Paris.

Il existait pourtant au sein de la capitale et dans diverses provinces (notamment dans le Berry et en Bourgogne) des comités royalistes ; mais ces comités, comme on l'a dit depuis avec grande raison, eurent moins d'influence sur la chute du gouvernement impérial que sur l'ordre de choses qui lui succéda. Ils n'eurent en général d'autre utilité que de tenir les princes plus ou moins exactement au courant de ce qui se passait, et d'entretenir des espérances qui se réalisèrent par des moyens tout autres que ceux sur lesquels on avait compté.

Vers le commencement de mars, toutes leurs espérances étaient tournées du côté du prince de Suède, qui depuis longtemps avait paru accueillir avec bienveillance les communications de la cour d'Hartwell : ces communications remontaient à l'époque même de la guerre de Russie. Le 3 mars 1814, Louis XVIII accréditait M. de Bouillé pour se rendre auprès de Bernadotte. L'accueil qu'il fit à ce nouvel envoyé convainquit celui-ci que les royalistes, en s'adressant au prince de Suède, avaient été complétement mystifiés ; que Bernadotte n'avait voulu qu'encourager toutes les tendances à un bouleversement dont il espérait encore recueillir le fruit. Sa correspondance avec Alexandre fait foi qu'à la même époque il combattait sérieusement l'idée du rétablissement des Bourbons [1].

Pendant ce temps, un royaliste dévoué, M. de Gain-Montagnac, imbu du même préjugé en faveur de Bernadotte, avait été député près de lui par les royalistes de Paris. Quelle que soit la cause qu'ils ont servie, les hommes qui ont montré un dévouement loyal et courageux méritent une mention honorable dans l'histoire. M. de Montagnac est à coup sûr de ceux-là ; le récit de sa mission jette d'ailleurs de vives lumières sur l'état du parti royaliste à cette époque.

L'assemblée eut lieu le 6 mars. M. de Montagnac, député auprès du prince de Suède, que les royalistes croyaient à Laon, accepta sans hésiter cette mission périlleuse. Il devait le prévenir qu'on était en mesure de faire éclater un mouvement le jour où l'on saurait que Napoléon était coupé de Paris. C'était promettre plus qu'on ne pouvait tenir. De plus, comme il importait de prouver aux alliés l'accord qui existait entre les royalistes et *une partie des hommes du gouvernement,* on s'efforça de décider M. Maine de Biran, l'un des membres de la fameuse commission Lainé, à accompagner M. de Montagnac. M. Maine de Biran, après quelques irrésolutions, se décida... à ne pas quitter Paris. D'ailleurs cet honorable député, ouvertement compromis avec le système impérial, pouvait-il, de bonne foi, passer pour *homme du gouvernement?*

Dans son passage à travers les départements envahis, M. de Montagnac remarqua avec étonnement que le peuple, fort irrité contre l'ennemi, n'avait pas l'idée de maudire Napoléon. Il ajoute fort raisonnablement, que « le peuple, dans une invasion, ne voit d'autre ennemi que l'étranger. » Notre voyageur n'eut pas besoin d'aller jusqu'à Bernadotte ; il fut complétement détrompé par le général Bülow, qu'il trouva à la Fère, et qui lui apprit que Bernadotte n'avait pas dépassé Liége, qu'il se tenait dans une sorte de neutralité de fait, et qu'il n'avait plus d'influence dans la coalition [2].

M. de Montagnac rentra à Paris le 20 mars. Les

[1] Nous renvoyons, pour les détails de cette intrigue, à l'*Histoire de Charles-Jean*, par M. Sarrans, t. II, ch. Ier. Voyez aussi ce que nous disons de Bernadotte dans l'Appendice de ce volume.

Une proclamation du prince de Suède en faveur des Bourbons, fabriquée dans les bureaux de la police impériale, avait puissamment contribué à prolonger l'erreur des royalistes de Paris.

[2] Royaliste exalté, M. de Montagnac ne peut dissimuler toutefois les sensations douloureuses que lui fait éprouver l'aspect des soldats étrangers en France. « A la Fère, dit-il, la voix de ces hommes du Nord troublait mon sommeil... Un instinct secret nous fait prendre parti pour la terre qui nous a nourris. Quand la France est envahie, *la raison se trouble*. Français, on regarde comme sacrée la cause de la France. » — Hélas ! quels étaient alors les Français dont la raison était le plus troublée, ou de ceux qui s'armaient pour repousser le fléau de l'invasion, ou de ceux qui croyaient mieux servir leur pays en allant tendre la main à l'étranger, et risquer de voir récompenser du supplice des traîtres un courage digne d'une meilleure cause?

Quoi qu'il en soit, le sentiment exprimé par M. de Montagnac est d'une âme généreuse. Le triomphe même

nouvelles qu'il rapportait surprirent fort tout son parti. Elles furent communiquées à M. de Talleyrand, qui n'avait de relations avec les royalistes que par l'intermédiaire d'une femme, madame Aimée de C.... [1]. Dès le lendemain, M. de Montagnac repartit avec un ami dévoué, pour tâcher d'arriver jusqu'à l'empereur Alexandre. Il est bon d'observer que ni eux, ni ceux qui les envoyaient, n'avaient alors connaissance de la mission de M. de Vitrolles, qui avait quitté Paris le 17, ni de l'arrivée à Paris, le même jour, de M. de Sémallé, commissaire du comte d'Artois. Cette incohérence d'action prouve surabondamment combien il y avait peu d'entente des royalistes avec *les hommes du gouvernement*, et même entre eux, à cette époque déjà si proche de l'événement.

En se rendant au quartier général des alliés, M. de Montagnac et son collègue devaient transmettre les instructions du comité de Paris aux royalistes des provinces du Centre. Ils passèrent donc par Orléans, Bourges et Nevers. Dans cette dernière ville il y eut, le 24 mars, une conférence à laquelle assistèrent une vingtaine de personnes du parti. On y agita deux questions : fallait-il tenter un soulèvement royaliste dans le Nivernais et le Berry, et engager le comte d'Artois à s'y présenter ? Sur ces deux points, l'avis de la majorité fut négatif. Les raisons qui furent alléguées pour justifier cette circonspection excessive sont précieuses pour l'histoire : « Il n'y a pas un lieu où le roi n'ait des amis, dit un des plus zélés royalistes présents ; mais c'est plus dans la haute classe que dans la moyenne, et partout le peuple est encore dans l'ignorance. Il n'aime pas Bonaparte ; il redoute les étrangers, voilà tout. Si nous voulions l'exciter à prendre les armes contre l'étranger, *à l'instant il se lèverait*, parce qu'il sent la présence de ce genre d'ennemi ; mais de lui faire prendre les armes pour son roi, qu'il ne connaît pas encore, pour une famille qu'il a oubliée, voilà à quoi il ne faut pas penser. » Voilà où en étaient encore véritablement les royalistes en France, moins de quinze jours avant l'entrée de *Monsieur* à Paris. La Vendée même n'aurait pas bougé.

M. de Montagnac ne put accomplir sa mission auprès de l'empereur Alexandre. Arrivé à Dijon un peu après l'empereur d'Autriche et tout le corps diplomatique des alliés, il se trouva comme eux séparé du grand quartier général par le mouvement de Napoléon sur Saint-Dizier et Doulevent. Il sut du moins tirer parti de sa position en s'efforçant d'intéresser à la cause des Bourbons MM. de Stein, de Hardenberg, lord Castlereagh, et enfin M. de Metternich, qu'il évitait d'abord, le supposant naturellement *bonapartiste ;* mais il fut rassuré sur ce point par les collègues du ministre autrichien, qui le lui représentèrent comme totalement détaché, ainsi que son souverain, de la cause de Napoléon. M. de Montagnac, il faut le dire, ne se fit pas faute d'hyperboles sur la force et la résolution des hommes de son parti. Il parla beaucoup du concours des membres du gouvernement, toujours garanti *par l'intention qu'avait eue* M. Maine de Biran d'aller se présenter au prince de Suède ; il attesta que la persistance des alliés à paraître vouloir traiter avec Napoléon avait seule mis obstacle aux manifestations royalistes ; que les hommes de la révolution s'entendaient avec les royalistes pour demander le retour de Louis XVIII ; « que M. de Talleyrand entrait dans l'entreprise avec la réserve que commandait sa position ; » que le parti de la régence n'avait aucune chance sérieuse de succès ; enfin, que les royalistes étaient décidés à se mettre à la tête du mouvement national, si les alliés paraissaient vouloir traiter avec Bonaparte, et si la guerre n'était pas terminée dans quinze jours. C'était là en effet le meilleur parti qu'auraient pu prendre les royalistes, s'ils avaient été aussi forts que les représentait M. de Montagnac. Muni d'une recommandation pressante des trois ministres de la coalition (Metternich, Castlereagh, Hardenberg), M. de Montagnac repartit pour aller trouver l'empereur Alexandre ; mais avant qu'il eût pu le joindre, les événements de Paris avaient décidé la question. Ce fut à M. de Talleyrand qu'il remit le papier sur lequel les trois ministres, pour l'accréditer auprès d'Alexandre, avaient tracé leur signature en encre sympathique. « Quelques jours plus tôt cela eût été capital, » lui dit le chef du gouvernement provisoire. Tel fut le rôle de M. de Gain-Montagnac dans les derniers jours de l'empire, et certes, bien des royalistes qui restaient tranquillement chez eux ou quêtaient des nouvelles sur les boulevards de Paris, pendant que celui-là risquait vraiment son honneur et sa vie pour la cause des Bourbons, ont pourtant fait sonner ensuite plus haut que lui leur dévouement de fraîche date, éclos à l'ombre du succès [2].

de la cause qu'il sert avec tant de conviction et d'ardeur ne le consolera pas. « En revenant vers Paris quand tout fut fini, la vue des Cosaques suffisait, dit-il, pour chasser toute sa joie. » Tous les royalistes, malheureusement, ne pensaient pas de même.

[1] Voyez les Mémoires du duc Rovigo, t. VII, p. 163.

[2] L'une des plus grandes hardiesses des royalistes de Paris, pendant le mois de mars, fut de faire imprimer et répandre clandestinement une proclamation de Louis XVIII, qui avait déjà près d'un an de date, dans

C'est à dessein que nous n'avons pas fait figurer M. de Talleyrand dans l'énumération des partis hostiles à l'empereur. La conduite de ce personnage, que l'on doit envisager comme l'auteur principal de la restauration, demande à être expliquée par des motifs d'un ordre supérieur [1]. L'opinion, il faut bien le dire, donnait à M. de Talleyrand une force prodigieuse. En dépit de ses antécédents, la majorité des royalistes modérés fondait sur lui le principal espoir de la cause des Bourbons, et en même temps il avait toute la confiance des hommes du parti de la régence, et se trouvait ainsi le point de mire commun de toutes les factions. Il devait cette grande influence à son crédit si connu sur les princes et les ministres de la coalition, qui ne voulaient rien décider de la France et de l'Europe avant d'en avoir conféré avec lui [2]. Il devait encore sa puissance sur les hommes lassés de la guerre ou de la domination absolue de Napoléon, à l'opinion, alors assez généralement reçue, que les excès de pouvoir de l'empereur, sa soif illimitée de conquêtes, l'usurpation de Bayonne et celle des États du pape, avaient trouvé dans le prince de Bénévent une opposition constan e [3].

Quelques historiens ont avancé que M. de Talleyrand avait flotté jusqu'au dernier moment entre la régence et les Bourbons; ils donnent par là une assez pauvre idée, non pas de la sagacité du prince de Bénévent, mais de la leur [4]. Associé longtemps à la politique de l'empereur, M. de Talleyrand avait jugé et condamné ce plan vaste et sublime qui se réduisait, dans sa plus simple expression, à fonder l'avenir du monde sur la grandeur et la suprématie de la France. Dès ce moment, la pensée du célèbre diplomate se trouva naturellement amenée au rétablissement des Bourbons, puisque le maintien de Napoléon était inconciliable avec les idées d'équilibre européen communes à M. de Talleyrand et aux cabinets absolus; et qu'une régence n'aurait sûrement été, dans le grand drame de l'empire, qu'une sorte d'entr'acte, après lequel Napoléon aurait reparu plus terrible que jamais. Mais M. de Talleyrand connaissait les hommes. Dès cette époque, les ennemis les plus redoutables du rétablissement et du maintien de la dynastie bourbonienne étaient à ses yeux les royalistes fanatiques, les hommes *qui n'avaient rien oublié*, et qu'il jugeait dès lors incapables de rien apprendre. Louis XVIII était, au contraire, disposé à faire de larges concessions à l'esprit du siècle et aux idées nouvelles; il faisait promettre d'avance, et de la manière la plus solennelle, une entière amnistie à tous les hommes de la révolution, même à ceux qui avaient voté la mort de son frère [5]. Dégager de son funeste entourage ce monarque instruit à l'école du malheur et de l'exil, l'établir sur le trône sans le concours ou plutôt malgré le concours des royalistes, en exigeant de lui des garanties constitutionnelles, en l'entourant d'hommes qui connaissaient la révolution, tel était, longtemps avant le 31 mars, quoi qu'on en ait dit, le plan de M. de Talleyrand; ou plutôt il prévoyait que les circonstances l'amèneraient à faire prévaloir cette solution auprès des alliés.

C'est donc à M. de Talleyrand que la France doit les deux essais de royauté constitutionnelle des Bourbons, qui ont successivement abouti, le premier, au retour de l'île d'Elbe, le second à la révolution de juillet. Bien qu'on puisse dire, pour la justification du prince de Bénévent, que les folies des ultrà-royalistes ont pu seules ôter à son œuvre la sanction d'un succès durable, l'histoire contemporaine s'est déjà montrée sévère pour lui, et nous croyons que cette sévérité ira toujours en croissant de la part des générations nouvelles, qui n'auront pas subi l'influence vraiment magique de son esprit et de sa parole. Sans souiller d'injures inutiles la mémoire d'un homme que les plus hautes capacités

les gazettes anglaises, et une autre du comte d'Artois.

[1] M. Bignon devait au prince de Talleyrand son entrée et une partie de son avancement dans la carrière diplomatique. Néanmoins il avait annoncé d'avance (dans l'*Avertissement* placé en tête du tome II de cet ouvrage) qu'il ne déclinerait pas les rudes épreuves auxquelles le récit des derniers événements de l'empire allait mettre sa véracité. Nous n'avons donc cru être obligés à aucune réticence vis-à-vis du célèbre diplomate, mais seulement à une extrême réserve d'expressions, comme on a déjà pu s'en convaincre par ce que nous avons dit à la fin du chapitre précédent, à propos de la fameuse dépêche du 19 mars.

[2] Ce fut, comme on sait, le premier mot de M. de Nesselrode, en abordant Talleyrand à Paris.

[3] Cette opinion était du moins fort exagérée. Voyez tome I, ch. LIX et suiv.

[4] Ce sont les Mémoires du duc de Rovigo qui ont accrédité cette opinion déraisonnable. Il ne serait pourtant pas difficile de démontrer que le ministre de la police impériale était alors complétement dominé par la situation. Cette vérité ressort complétement des détails confus qu'il donne (t. VI et VII) sur les événements de 1814, détails où les bruits les plus absurdes se trouvent confondus avec des faits véritables. Savary avait été complétement la dupe de M. de Talleyrand, qui, vis-à-vis de lui, affectait de paraître effrayé des menées royalistes.

[5] MM. de Sémallé et Armand de Polignac, commissaires de *Monsieur*, remirent, dans les premiers jours d'avril, des lettres patentes d'amnistie, signées du lieutenant général du royaume, pour quatorze régicides. (*Révélations de Morin*, p. 59 et suiv.)

politiques de l'Europe ont traité toujours d'égal à égal, nous proclamerons que M. de Talleyrand alliait à ses facultés éminentes une profonde et incurable sécheresse de cœur; nous dirons qu'un grand homme d'État doit être avant tout citoyen, et que, pour obtenir de la Providence l'honneur de fixer d'une manière durable le sort de sa patrie, il faut du moins pouvoir sentir qu'on en a une. Nous lui reprocherons de n'avoir pas été sauver l'empire français à Châtillon; d'avoir accrédité, contre les plus fidèles serviteurs de Napoléon, des calomnies dont il connaissait la fausseté mieux que personne; d'avoir employé son influence à échauffer des ressentiments qu'il savait injustes; de s'être fait l'apôtre des plus indignes passions, de l'ingratitude, de l'égoïsme et de la peur; *d'avoir endormi la nation,* selon l'expression si énergique et si juste de Napoléon [1]; nous lui reprocherons jusqu'aux folies et aux misères de cette restauration, dont il a prétendu ensuite nous consoler par des bons mots! Et plus sa vie aura été chère aux rois et aux cabinets absolus, plus sa mémoire restera odieuse aux peuples.

Trois hommes partagent avec M. de Talleyrand, quoiqu'à un degré bien inférieur, l'honneur ou, si l'on veut, la responsabilité du rétablissement des Bourbons : ce sont MM. de Dalberg et Louis, et M. de Pradt, qui, depuis qu'il avait été relégué dans son archevêché pour y faire pénitence de sa fameuse ambassade de Varsovie, trouvait le despotisme de Napoléon insupportable, et disait tout haut (si l'on veut bien l'en croire) *qu'un million et une frégate à Brest* étaient désormais tout ce qu'il fallait à l'empereur [2]. Ces trois personnages étaient, non pas tout à fait les confidents, mais les interlocuteurs ordinaires de M. de Talleyrand. M. de Dalberg, naturalisé Français, couvert des bienfaits de l'empereur, neveu d'un souverain de l'Allemagne qui dans ce moment même payait de la perte de ses États son dévouement à la cause française, M. de Dalberg conspirait très-activement. C'était, on s'en souvient sans doute, son secrétaire qui avait porté aux souverains alliés, encore rassemblés à Francfort, des renseignements qui les décidèrent à éluder la négociation entamée avec M. de Saint-Aignan; c'était lui aussi qui avait expédié et recommandé M. de Vitrolles. Conspirateur plus dangereux que MM. Louis et de Pradt, le duc de Dalberg n'avait cependant pas le mot de M. de Talleyrand; il travaillait pour la régence, et n'accueillait les royalistes que comme moyen de bouleversement [3].

Nous ne pousserons pas plus loin la triste énumération des intrigues de cette époque. C'est une tâche ingrate et pénible sous plus d'un rapport. Il faut soumettre les révélations et les aveux à un contrôle réciproque. Peu de personnes sont à croire sur parole; combien en est-il qui, entraînées dans ce tourbillon d'événements et de péripéties, ont menti aux autres et peut-être à elles-mêmes! Que d'amis dévoués des Bourbons ont surgi inopinément, qui la veille ne songeaient même pas à eux! Avec quelle facilité honteuse n'a-t-on pas vu travestir en trahison ce qui n'avait été que lassitude ou découragement!... Détournons nos regards de cet affligeant spectacle, et reportons-les sur l'empereur. En lui, du moins, nous retrouverons de la grandeur jusque dans ses fautes.

Pendant toute la campagne de 1814, Napoléon a senti la gravité croissante de la situation. Bien que les communications deviennent de plus en plus difficiles, bien que déjà le ministre de la police n'ose plus confier à des estafettes ses rapports confidentiels sur l'état de la capitale, l'empereur devine ce qu'on ne peut ou ce qu'on n'ose lui communiquer, et ne se lasse pas de prescrire les mesures qu'il juge nécessaires pour éveiller l'esprit public, et assurer la défense de Paris. Il insiste surtout vivement sur la nécessité de donner, comme il tâche lui-même de le faire dans ses bulletins, la plus grande publicité possible aux ravages de l'ennemi, et s'irrite des doutes de ses ministres sur l'efficacité de cette mesure. « *Si les Français étaient aussi méprisables que vous le supposez*, écrit-il à M. de Montalivet, *je rougirais d'être Français;* mais vous et le ministre de la police ne connaissez pas plus la France que je ne connais la Chine. Mon intention est que les communications des commu-

[1] Lettre de Napoléon à Joseph, du 7 février.

L'empereur s'était toujours refusé à faire arrêter M. de Talleyrand; il se l'est amèrement reproché depuis. Il pensait peut-être que le prince de Bénévent était de ces hommes dont parle quelque part Tacite : « dont il vaut mieux, pour un souverain, connaître les intrigues que de les punir. » Mais il faut, pour que cette maxime soit applicable, que le souverain soit toujours en mesure de maîtriser les événements que peuvent amener ces mêmes intrigues.

[2] *Récit du rétablissement de la royauté,* p. 22.

[3] M. de Talleyrand a dit depuis à M. Bignon qu'il avait dès lors la certitude que la paix était impossible à Châtillon, les plénipotentiaires devant recevoir immuablement pour instructions de prendre *ad referendum* toutes les communications du duc de Vicence, fût-il même autorisé à accepter immédiatement et sans réserve toutes leurs propositions. Si M. de Talleyrand n'avait pas eu cette certitude, il n'aurait certainement pas refusé d'aller lui-même à Châtillon, où l'empereur voulait l'envoyer. On voit par là que le congrès de Châtillon n'était pas *le fléau* de M. de Talleyrand, comme il était celui de M. de Pradt. (*Récit*, etc., p. 43.)

nes envahies aient lieu à Paris comme je l'ai ordonné... Vous découragez le roi (Joseph) par des tableaux et des peintures exagérées, que son caractère est déjà trop porté à se faire [1]. Tous les faits isolés se détruisent les uns par les autres. Faites imprimer, placarder toutes les relations des députés des communes à Paris [2]... Ce n'est que quand les horreurs que l'ennemi a commises seront bien connues, qu'on s'armera sérieusement dans toutes les parties de la France où il n'a pas pénétré, mais où il peut aller [3]. » Le 26 février, il a ordonné, par un décret, des levées dans tous les départements qui ont été occupés par l'ennemi. « Les habitants y sont pleins de zèle et sentent le besoin de se défendre. » L'empereur recommande d'envoyer des cadres de bataillons partout où l'ennemi a paru, à Troyes, à Meaux, à Auxerre. On sait comment ces ordres étaient exécutés par le duc de Feltre. Dans une curieuse lettre écrite le même jour, Napoléon témoigne à ses ministres son mécontentement du peu qu'on fait pour l'esprit public : « Ce n'est point, dit-il, par des vers ni des odes qu'il faut agir [4], mais par des détails simples et vrais. Je ne veux pas qu'on fabrique des articles à Paris, je ne veux pas qu'on trompe le public, mais seulement qu'on mette la conduite des ennemis sous les yeux de tous... Le ministre des cultes doit demander des lettres aux évêques, aux curés ; celui de l'intérieur, aux (préfets et sous-préfets) [5]; celui des finances, aux (receveurs et percepteurs). Qu'on leur demande ce qu'ils savent, ce qu'ils ont vu ; qu'on se garde de faire des tableaux, mais qu'on imprime leurs lettres. C'est alors que chacun sentira la nécessité de courir aux armes, plutôt que de voir sa femme, sa fille violées, que d'être accablé de tous les genres d'outrage ; MAIS JE NE SUIS PLUS OBÉI, VOUS AVEZ TOUS PLUS D'ESPRIT QUE MOI, et sans cesse on m'oppose de la résistance, des *mais*, des *si*, des *car* ; maintenant le moment est presque manqué !... Qu'on nomme tout le monde indistinctement, qu'on cite le prince de Würtemberg, qui s'est fort mal conduit [6] ; qu'on lève tous les masques ; *qu'on cite même ce que les souverains ont dit* [7]. Comme je ne puis écrire à tous mes ministres, cette lettre doit leur être commune. La France serait déjà tout entière sous les armes sans la pusillanimité des ministres, qui craignent toujours de mettre en avant l'administration. La police doit tous les jours ramasser des quantités de lettres écrites par des bourgeois, *des anciens seigneurs, des hommes d'affaires des anciens seigneurs*. Qu'elle les fasse imprimer, qu'on mette tous les noms, et qu'on ne cache rien au public [8]. »

Nous avons déjà parlé des ordres donnés pour la levée en masse et pour la répression des intrigues royalistes [9]. Parmi les dernières mesures prescrites par l'empereur pendant la campagne, il en est une qui lui fait trop d'honneur pour que nous ne nous empressions pas de la rappeler. *La veille de la bataille de Montereau*, l'empereur a paru vivement préoccupé en apprenant que des blessés et des malades erraient à Paris sans asile. Il presse l'organisation d'hôpitaux à Versailles, à Saint-Germain, à Évreux, à Rouen [10].

[1] Joseph écrivait plusieurs fois par jour à l'empereur depuis son dernier départ. Ces lettres, publiées en 1844, attestent beaucoup de loyauté et de franchise, mais en même temps peu de fermeté et de clairvoyance. Cette correspondance est remplie de phrases comme celles ci : « Faites la paix à tout prix, sinon il faut périr avec résolution, *comme le dernier empereur de Constantinople* (9 février). Les ministres m'ont fait la peinture la plus désastreuse des choses à Toulouse et à Bordeaux... Ils m'ont déclaré, devant l'archichancelier, que l'administration tombe partout en dissolution, que l'argent manque, et que le système des réquisitions finit par neutraliser toutes les affections et isoler le gouvernement (22 février). » C'est sans doute à propos de cette dernière lettre que Napoléon reproche aux ministres de décourager son frère.

[2] Lettre du 24 février, envoyée sans autre signature que celle de M. Fain.

[3] Troyes, 25 février.

[4] Sans doute on lui avait parlé des chants guerriers qui retentissaient alors sur les théâtres; notamment *la Lyonnaise*, pâle copie de *la Marseillaise*, qu'on avait eu tort de proscrire.

[5] La lettre est dictée avec une telle précipitation, que les mots faciles à sous-entendre sont laissés en blanc.

[6] Il avait fait arrêter, maltraiter et déporter en Russie le préfet des Vosges, coupable d'avoir pris des mesures pour organiser la levée en masse, conformément aux ordres qu'il avait reçus.

[7] Ceci avait rapport à la conversation de l'empereur Alexandre avec le général Reynier, dont il avait été rendu compte à Napoléon. Reynier, fait prisonnier à Leipzig, venait d'être échangé ; il vit les souverains en passant par leur quartier général. L'empereur Alexandre eut une longue conférence avec lui ; il lui parla du détrônement de Napoléon comme d'un projet à peu près arrêté. (On était alors à l'époque de la première interruption des séances du congrès.) Alexandre demanda à Reynier ce que le peuple et l'armée française penseraient de Bernadotte, présenté comme successeur de Napoléon, et dut être toutefois ébranlé par les objections du général français. Napoléon avait témoigné le désir de connaître par lui-même les détails de cette conversation ; mais Reynier tomba malade en route, et revint mourir à Paris. (Voy. Savary, VI, 328 et suiv.)

[8] Troyes, 26 février.

[9] Décrets des 5 et 6 mars.

[10] Lettres à M. Daru, 15 et 20 février.



Les travaux pour la défense de Paris ont plus d'une fois occupé sa pensée depuis le passage du Rhin. Un *comité de défense,* composé d'officiers du génie, a été convoqué, trop tardivement peut-être, le 26 décembre. Ce comité, chargé d'abord généralement de la discussion des mesures nécessaires pour la défense du territoire, reçut bientôt l'ordre de faire reconnaître en secret les hauteurs des environs de Paris, et les ouvrages par lesquels il faudrait les occuper pour ne laisser aucune position à l'ennemi [1]. Cette mission importante fut confiée à M. Allent, officier du génie distingué, alors chef d'état-major du maréchal Moncey. Dès le 12 janvier, M. Allent présenta un plan de défense. Supposant que Paris pourrait être assailli par les deux rives de la Seine, « il proposait l'établissement d'ouvrages en terre, détachés et fermés, sur les principales sommités, et à la tête des faubourgs extérieurs. Ces faubourgs, barricadés et crénelés, devaient se rattacher à l'enceinte principale [2]. » Ce projet avait l'inconvénient de présenter un développement de fortifications trop vaste et à peu près inutile pour la rive gauche de la Seine, puisque, de l'aveu même de M. Allent, la ligne naturelle de l'ennemi sur Paris était la rive droite, qui le conduisait sur les hauteurs dominant immédiatement la ville, et présentant les meilleures positions pour la réduire et la contenir, et au besoin pour assurer la retraite. C'est, en effet, de ce côté que les alliés ont attaqué.

L'empereur rejeta le projet de M. Allent, et y substitua, pour être exécuté immédiatement, un dispositif dont les bases étaient l'achèvement du mur d'enceinte; l'établissement, aux barrières qui seraient conservées, de tambours en charpente, avec des créneaux pour les fusiliers et des embrasures pour des pièces de campagne; des barricades dans les faubourgs extérieurs, et quelques maisons crénelées sur les hauteurs voisines. Ces mesures avaient pour but de défendre Paris, de tous côtés, contre des incursions de cavalerie légère; mais on aurait tort d'en conclure qu'à cette époque même, l'empereur ne prévît pas de danger plus sérieux pour la capitale. Pourquoi alors aurait-il fait demander au comité de défense un rapport immédiat *sur le projet fait en* 1792 *pour la défense de Paris?* Ce projet consistait dans *une ligne de défense ou position retranchée,* dont la droite s'appuyait à Nogent-sur-Marne, et la gauche à Saint-Ouen sur la Seine. Cette ligne, depuis Nogent, suivait la crête des hauteurs de Fontenay-aux-Bois, Romainville et Belleville; entre ces hauteurs et Montmartre, une suite de redoutes liées par des retranchements enveloppait les villages de la Villette et de la Chapelle; à la gauche de ces redoutes, la position suivait les crêtes de Montmartre et la croupe qui descend de cette hauteur jusqu'à Saint-Ouen [3].

Ce souvenir de 92 était une pensée de salut. Des travaux de fortification sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre auraient suffi pour briser le premier effort des alliés, et les placer eux-mêmes dans une position désespérée! Ce projet fut malheureusement ajourné par l'empereur; et ce fut de sa part, il faut le dire, plutôt un malheur qu'une faute. Il a cru que les fortes positions de Château-Thierry, la Ferté-sous-Jouarre, et surtout celle de Meaux, où nous avons vu en effet Mortier et Marmont arrêter Blücher une première fois, permettraient toujours à un corps d'observation de tenir en échec les forces ennemies qui s'avanceraient vers Paris, et qu'il pouvait ainsi épargner sans inconvénient aux Parisiens l'aspect de grands travaux de défense [4].

Les faits qui suivent vont nous montrer le plus fatal résultat qu'ait jamais produit l'habitude prise par Napoléon de tout faire par lui-même, *de trop gouverner,* selon l'expression de M. de Talleyrand [5].

L'empereur est parti le 25 janvier. Les seuls travaux de défense qu'il ait ordonnés, les tambours en charpente, s'exécutent avec beaucoup de lenteurs et d'interruptions, par suite d'embarras pécuniaires. Le départ de l'empereur a suffi pour *désorganiser* le comité de défense, auquel il fournissait le sujet et les bases de son travail. Pendant le mois de février, au moment où les efforts héroïques de Napoléon et de ses braves suffisaient à peine pour empêcher Blücher et Schwartzenberg de pénétrer jusqu'à Paris, le comité de défense s'occupait... *de donner son avis sur les travaux ordonnés au port de Cette* [6]*!* Cependant les prévisions de l'empereur se sont réalisées; la position capitale de Meaux (qui toutefois a failli être em-

[1] Note de l'empereur, du 29 décembre.

[2] Journal d'un membre du comité de défense (par M. Allent). — *Suite du Mémorial de Sainte-Hélène,* p. 35 et suiv.

[3] Page 57.

[4] « Il craignait l'effet que produirait sur l'opinion un système d'ouvrages... dont la force, exagérée par la peur ou la malveillance, paraîtrait menacer Paris d'un long siége, et le présenterait lui-même comme redoutant les progrès des armées ennemies jusque sous les murs de la capitale... Il recommanda même de préparer *dans les chantiers* les tambours en charpente, de manière qu'on pût, en trois jours, les transporter et les monter sur le terrain. » (*Suite au Mémorial,* p. 126.)

[5] *Napoléon ne régnait pas, il gouvernait trop,* dit un jour M. de Talleyrand à M. Bignon.

[6] Séance du 12 février 1814.

portée par surprise [1]) a cependant permis aux deux maréchaux de contenir Blücher. Mais, après la reddition de Soissons, l'empereur voit enfin approcher le moment où il devra tenter une diversion sur la base d'opération des alliés; il prévoit que, pour rendre cette diversion décisive, il lui faudra peut-être entraîner avec lui les troupes de Marmont et de Mortier, qui couvrent Paris. Cette ville ne peut donc plus se passer de travaux de défense plus sérieux que les tambours en charpente des barrières; l'empereur envoie à Joseph, dans les premiers jours de mars, l'ordre de commencer ces travaux de défense, ***qui serviront en même temps d'ateliers de charité,*** sur les hauteurs qui couvrent Paris au nord [2]. « Le comité de défense, répond Joseph à l'empereur, a fait son projet; l'exécution en est arrêtée par le manque de fonds... J'ai proposé à V. M. de faire donner à M. de la Bouillerie l'ordre d'avancer ces fonds, parce que je prévoyais des retards. ***V. M. me prescrit de faire exécuter ces travaux. J'écris à M. de la Bouillerie pour savoir s'il est autorisé à faire ces avances.*** Si V. M. ne lui avait pas encore donné d'ordre à cet égard, il est indispensable qu'elle lui fasse écrire sur-le-champ, si elle veut que les travaux aient lieu sans perdre de temps. » Ainsi Joseph, lieutenant général de l'empereur, ainsi le conseil de régence, n'osent prendre sur leur responsabilité d'obliger le trésorier de la couronne à faire une avance dont le salut de Paris et de l'empire peut dépendre et dépendait en effet! Ce n'est pas tout. Le comité de défense soumet à Joseph, le 14 mars, le plan de défense proposé à l'empereur en janvier, avec quelques modifications nécessaires pour en hâter l'exécution. Joseph adresse ce plan à son frère le 15, attendant son approbation pour commencer les travaux. L'empereur ne paraît pas s'être trouvé en mesure de donner cette approbation, à laquelle l'urgence des événements aurait dû suppléer. Dès le 16, la communication directe par Nogent était interrompue; et le porteur du plan des fortifications projetées faisait sans doute partie de cette caravane de courriers dont parle M. Fain [3], qui, longtemps retenus à Nogent et à Montereau, purent enfin continuer leur route par Sens et Troyes, quand cette direction se trouva dégagée par le mouvement général des alliés sur Paris, et rejoignirent Napoléon au pont de Deulencourt ***le 29 mars au matin*** seulement. Joseph attendait toujours une réponse, et cependant il savait que l'empereur qui, le 18, semblait encore disposé à laisser Marmont et Mortier couvrir Paris contre Blücher [4], s'était ensuite décidé à les attirer dans son mouvement sur les derrières des alliés. Le 22 mars (***huit jours*** après l'envoi du plan), Joseph écrivait à son frère : « Les mouvements de Blücher sur Reims et Fismes, et ceux que les ducs de Trévise et de Raguse ont eu l'ordre de faire sur Châlons, découvrent Paris... ***On attend impatiemment l'approbation de V. M. pour faire commencer les travaux de défense extérieure de Paris,*** dont j'ai envoyé le plan à V. M. le 15 de ce mois!! » Le 23 enfin, le roi, pressé par plusieurs généraux et officiers du génie, et regardant lui-même comme inévitable l'arrivée sur Paris au moins d'un corps considérable des alliés, prit enfin sur lui... d'ordonner de tracer seulement les ouvrages extérieurs, ***en préparant tout pour les entreprendre au premier ordre de l'empereur!*** Cet ordre ne pouvait pas venir, il ne vint pas; et le 30 mars, les faibles ouvrages élevés par ordre de l'empereur pour protéger Paris contre un hourrah de Cosaques restaient sa seule protection contre cent quarante mille hommes.

Et quelques pelletées de terre remuées à temps

[1] Voyez précédemment, chapitre XVIII.

[2] On utilisait ainsi les nombreux ouvriers que la stagnation des affaires laissait inoccupés, et l'on donnait un but officiel moins alarmant à ces travaux. Ce fait, relevé de la correspondance de Joseph, est important, en ce qu'il prouve que l'ordre de construire des ouvrages qui suffisaient pour arrêter les alliés plus de deux jours et changer le dénoûment de l'invasion, a été donné à temps encore par l'empereur. Ceci détruit l'assertion de M. Allent, que Joseph *prit sur lui,* le 12 mars, de revenir au projet présenté deux mois auparavant. Il est maintenant acquis à l'histoire que l'empereur avait le temps de revenir de Saint-Dizier, et de perdre les alliés par leur entreprise même, si ses ordres avaient été exécutés de suite.

Cependant, il faut tout dire; nous retrouvons le passage suivant dans une lettre de Napoléon à Joseph, du 13 mars : « Avant de commencer les travaux des fortifications de Paris, il faut connaître le plan. Celui qui m'a été présenté m'a paru bien compliqué; il faut des choses très-simples. » En interprétant rigoureusement ces expressions, suivant les habitudes gouvernementales de son frère, Joseph s'est cru les mains liées jusqu'à son approbation définitive. Une pareille inertie dénotait la plus déplorable inintelligence des dangers imminents de la situation. Le 31 mars, au soir, Napoléon, apprenant à Fromenteau la reddition de Paris, s'écria de suite : « Il fallait confier à la garde nationale la défense des fortifications que Joseph et le ministre de la guerre *ont dû faire élever et hérisser d'artillerie!* »

[3] *Manuscrit,* page 207.

[4] « Je ne suppose pas que Blücher puisse se mettre en mouvement avant deux jours. Il aura encore l'Aisne à passer, et le duc de Raguse, ainsi que le duc de Trévise, *lui disputeront le terrain.* » (Lettre de Napoléon à Joseph, Épernay, 18 mars.)

sur les hauteurs de Belleville et de Montmartre, *conformément aux ordres de Napoléon,* auraient suffi pour faire échouer la première attaque des alliés, le 30 mars! A onze heures du soir, Napoléon arrivait dans Paris encore défendu. Que devenaient alors les ennemis harassés de fatigue, sans vivres et presque sans munitions? Renouvelaient-ils l'attaque sur les mêmes positions, pour être repoussés plus vivement encore par les troupes et la population, qu'aurait électrisée la présence de l'empereur? Passaient-ils la Seine à Épinay, comme Turenne pendant la Fronde, pour donner à l'armée française le temps d'arriver, ou se trouver pris entre deux feux? Où se retiraient-ils, poursuivis par Napoléon, à travers les populations soulevées?

Qui de nous, Français, n'a suivi parfois dans sa pensée quelqu'un de ces dénoûments glorieux et vengeurs, et repoussé comme un rêve l'accablante réalité! Qui n'a plus d'une fois tourné et retourné comme un glaive dans sa poitrine les deux plus cruels souvenirs de notre histoire, la prise de Paris, Waterloo!

Riche, souriante et prospère, la France garde sous ses habits de fête ces deux blessures qui saignent toujours!

# CHAPITRE XXII.

## BATAILLE ET CAPITULATION DE PARIS.

**Arrivée des armées alliées devant Paris. — Départ de l'impératrice et de son fils. — Bataille de Paris. — L'empereur Alexandre et M. Peyre. — Départ de Joseph. — Dernières hostilités et suspension d'armes. — Capitulation. — Envoi d'une députation à Bondy. — Entrée des souverains alliés dans Paris. — Manifestation royaliste. — Conseil tenu chez M. de Talleyrand. — Déclaration des souverains alliés. — Manœuvres des royalistes. — Nomination d'un gouvernement provisoire. — M. Bellart et le conseil municipal de Paris. — Les sénateurs prononcent la déchéance de Napoléon. — Réflexions.**

Le double désastre de Fère-Champenoise n'a précédé que de quelques jours l'apparition des alliés sous les murs de la capitale. Si précipitée qu'ait été la retraite des maréchaux Mortier et Marmont, deux haltes, peut-être nécessaires à leurs soldats épuisés, ont failli leur devenir funestes. Coupés de Meaux par les Prussiens, ils ont dû gagner à marches forcées Melun et Provins, et de là les positions de Charenton et de Charonne.

La terreur est dans Paris. Les barrières, les faubourgs sont encombrés des fugitifs de la banlieue. Des récits confus et contradictoires circulent parmi les groupes : la foule effrayée et curieuse tout à la fois se porte vers les routes par lesquelles approche l'ennemi, tandis que celles de l'ouest et du midi se couvrent de voitures fugitives. De leur côté, les souverains et les généraux alliés sont loin d'être tranquilles ; l'anxiété est même plus vive dans les rangs de leurs soldats, qui n'ont pas le secret de leurs espérances, et qui jugent de Paris par l'empereur. Parmi eux a cessé le hourrah bruyant : *Paris ! Paris !* qui retentissait depuis Leipzig ; ce but si ardemment désiré les effraye, maintenant qu'ils en sont tout près. Eux aussi interrogent l'horizon d'un regard inquiet...

Le 28 mars, les alliés sont en force à Meaux ; l'approche d'une *forte colonne ennemie* est de notoriété publique dans la capitale. Un conseil de régence s'assemble dans la soirée, et se prolonge au delà de minuit. Deux questions y sont agitées : Paris sera-t-il défendu ? L'impératrice doit-elle y rester ? Sur le premier point, l'opinion devait être et fut, en effet, unanime ; le second fut vivement débattu. Une partie des assistants d'abord, puis bientôt la grande majorité se prononça énergiquement pour l'affirmative ; à leurs raisons, que l'on devine, nous substituons cet aveu, échappé depuis à la plume d'un agent royaliste qui, dans ce moment même, organisait une manifestation en faveur des Bourbons : « J'avouerai, dit-il, que malgré nos préparatifs, la force du gouvernement impérial était encore telle, que si l'impératrice et son fils n'eussent pas quitté Paris, leur présence seule, en neutralisant nos moyens, aurait tout arrêté [1]. » Joseph mit fin à la discussion, en produisant un ordre positif de départ, donné par l'empereur quelques jours auparavant [2]. Les termes dont il s'était servi parurent aux membres du conseil ne permettre ni hésitation, ni contradiction ; et pourtant le départ n'était prescrit que ***si l'ennemi s'avançait sur Paris avec des forces telles que toute résistance devînt impossible***. Cet ordre n'en a pas moins été l'une des plus funestes inspirations de Napoléon. M. de Talleyrand avait opiné contre le départ ; c'était son dernier acte de fidélité, ou, si l'on veut, sa dernière précaution [3]. Le duc de Feltre, dont

[1] *Révélations* de Morin, p. 24.

[2] Reims, 16 mars.

[3] L'obéissance passive de Joseph était d'autant plus blâmable dans cette circonstance, qu'il voyait très-juste les conséquences du départ. Le 7 février précédent, il écrivait à l'empereur : « Je fais des vœux pour que le départ n'ait pas lieu. Les hommes attachés au gouvernement de Votre Majesté craignent que ce départ ne livre le peuple de la capitale au désespoir, *et ne livre une capitale et un empire aux Bourbons.* » L'excuse la



nous avons renoncé d'avance à expliquer et à qualifier la conduite pendant les derniers mois de l'empire, avait retrouvé de l'énergie pour plaider la cause du départ; il avait prodigué sans ménagement les détails les plus affligeants sur l'insuffisance et la nullité des moyens de défense, oubliant qu'il s'accusait ainsi lui-même, et semblant prendre à tâche surtout de décourager tout le monde. A la sortie de ce conseil, l'impératrice eut une conférence particulière avec Joseph et Cambacérès; ils pressentaient comme elle les conséquences de cette mesure. Pour se décider à rester, l'impératrice ne réclamait d'eux qu'un avis signé, qu'ils n'osèrent donner!

Le départ a été fixé pour huit heures. Les ministres, les grands dignitaires qui doivent accompagner l'impératrice arrivent aux premières lueurs du jour; la douleur et l'anxiété se peignent sur tous les visages. Ce palais des Tuileries si brillant, si animé naguère au temps des splendeurs impériales, offre aujourd'hui l'aspect d'un rendez-vous funèbre. Dans ce moment décisif, formidable, où les destinées du monde ont dépendu peut-être de la volonté d'une pauvre femme, les faibles et les traîtres pressent son départ, les plus fidèles le retardent encore par leurs supplications. Marie-Louise, éplorée, va de salle en salle promener sa douleur irrésolue. La reine Hortense, à ses genoux, la conjure de rester : *Si vous quittez les Tuileries*, lui dit-elle, *vous ne les reverrez plus*. Vers dix heures, le duc de Feltre lui envoie dire que si elle tarde encore, elle ne pourra échapper aux Cosaques. Ce dernier message est le grain de sable qui fait enfin pencher la balance. L'impératrice descend, pâle et tremblante; son fils, pauvre enfant de trois ans, se débat encore pour ne pas partir. Il appelle son père et veut l'attendre, se retient aux rideaux, aux lambris, et jusqu'à la rampe du grand escalier : il faut l'emporter de force. Bientôt les lourdes voitures s'ébranlent, et le convoi funèbre de l'empire a franchi le guichet des Tuileries [1].

Paris est ouvert à l'ennemi. Il n'a d'autre défense, contre cent cinquante mille hommes, que les tambours en charpente construits aux barrières pour arrêter l'incursion de quelque parti de Cosaques. Joseph a attendu jusqu'au 28 mars l'approbation du plan des fortifications que l'empereur avait commandées depuis plus de trois semaines, et qui auraient pu être achevées en huit jours [2]. Les débris de l'armée des maréchaux, quelques milliers de gardes nationaux qui ont pu avoir des armes, en tout trente mille hommes, vont, non pas défendre la capitale, cela n'est plus possible, mais payer honorablement, sous ses murs, un dernier tribut à la patrie.

Le 30, au point du jour, la générale a retenti. Ce belliqueux appel a trouvé tout le monde réveillé dans Paris; les nuits y sont plus redoutées que les jours. Pendant toute la bataille la foule se presse sur les boulevards; ses longs frémissements répondent aux détonations de l'artillerie.

Marmont s'efforce de couvrir les abords de la capitale, de Pantin à Montreuil; Mortier, de Pantin à Saint-Ouen. Le séjour trop prolongé de leurs troupes autour de Vincennes et de Charenton a compromis d'avance le succès de la journée, en livrant aux alliés les positions de Pantin et de Romainville, clefs de la défense de ce côté. Les alliés attaquent précipitamment; la plus grande célérité est pour eux une condition essentielle de victoire et de salut. A six heures la canonnade commence; les Russes de Rajewski, qui tous à la fois débouchant de Pantin se déployaient sur le plateau de Romainville, sont contenus et ramenés par les divisions Boyer, Michel et Lagrange. Bientôt Marmont prend l'offensive à son tour, et attaque avec acharnement ces deux villages, qu'il eût été si nécessaire d'occuper d'avance. Une partie des réserves ennemies court au secours de Rajewski; mais nos soldats ne comptent pas leurs adversaires. Les

plus plausible qu'on puisse alléguer en faveur du lieutenant général, c'est qu'il a craint, en cas d'occupation de la capitale, de se trouver enlacé dans les intrigues des partisans de la régence, dont il avait déjà repoussé les avances, leur répondant seulement que tout ce qu'il pouvait faire pour eux était d'oublier leurs offres coupables. Joseph a été déplorablement faible dans ces grandes circonstances, mais il est resté loyal. Combien n'en peuvent pas dire autant!

[1] *Incedebat muliebre ac miserabile agmen, profuga ducis uxor, parvulum suum filium gerens... Silens agmen, ac veluti longæ exsequiæ.* Tacite.

On a dit que la question du rappel des Bourbons n'aurait même pas été agitée si Marie-Louise était restée dans Paris. Il est fort difficile de concilier cette assertion avec l'esprit de la proclamation adressée par le généralissime Schwartzenberg aux habitants de Paris. Au moment où cette proclamation a été faite, les alliés ignoraient encore le départ de l'impératrice, et déjà ils proposaient aux Parisiens l'exemple de Bordeaux, comme la *seule* solution possible de la guerre (voy. ci-après). Il nous paraît assez inutile de rechercher jusqu'à quel point la présence de Marie-Louise aurait contre-balancé ces dispositions, évidemment favorables aux Bourbons; ce que nous jugeons incontestable, c'est qu'elle aurait prolongé la défense de Paris au moins de quelques heures. Il n'en fallait pas davantage à Napoléon.

[2] Voyez le chapitre précédent.

Russes, malgré tous leurs efforts, ne peuvent s'emparer ni du bois de Romainville ni du village des Prés-Saint-Gervais; partout ils sont refoulés avec une perte énorme, et, malgré les renforts qui leur arrivent à chaque instant, c'est à peine s'ils peuvent conserver le village de Pantin. Leur général Barclay de Tolly, effrayé de la résistance qu'il rencontre, rallie ses tirailleurs, et attend que l'action soit engagée sur les autres points.

Il est onze heures. De toutes parts les manœuvres de l'ennemi prennent un formidable développement. D'un côté, le prince royal de Wurtemberg s'empare des ponts de Saint-Maur et de Charenton, défendus par une poignée de monde [1]; de l'autre, Blücher manœuvre pour attaquer les hauteurs de Montmartre; le corps de Langeron débouche entre Saint-Denis et Aubervilliers, ceux d'York et de Kleist menacent la Chapelle et la Villette. Se voyant ainsi soutenu de toutes parts, Barclay attaque de nouveau les positions du duc de Raguse, et cette fois avec plus de succès. A notre droite, les Russes s'emparent de Charonne et de Bagnolet; ils sont arrêtés par la batterie placée sur la butte de Fontarabie, et défendue par un bataillon de la garde nationale. Au centre et à gauche, la mêlée est plus furieuse encore. Les masses russes s'élancent sur la route de Belleville, à travers nos tirailleurs; Marmont fond sur elles à la tête d'une de ses brigades, formée en colonne d'attaque; mais l'ennemi démasque soudain une batterie, dont le feu porte le désordre dans nos rangs. La colonne française est enfoncée; Marmont a son cheval tué sous lui, et ne se dégage qu'avec peine. Plaignons-le d'échapper, cette fois encore, à un trépas glorieux! Admirable de sang-froid et d'intrépidité, il court rallier ses troupes à la butte du télégraphe, et les reforme dans la position qui s'étend de Mont-Louis aux Prés-Saint-Gervais.

Cependant l'ennemi poursuit ses progrès, resserre insensiblement autour de la capitale ses derniers défenseurs. De Charonne, les Russes de Gortzakow gravissent les hauteurs de Mont-Louis et s'en emparent. Le duc de Padoue est pris en flanc, et rejeté de Ménil-Montant sur Belleville. Presque en même temps les réserves prussiennes et russes enlèvent le hameau des Maisonnettes et la butte Chaumont. L'accablante supériorité du nombre n'a pas suffi pour leur assurer ces avantages. Si nous en croyons une tradition qui présente un haut caractère d'authenticité, nos batteries ont manqué de munitions, ont reçu des boulets d'un calibre inférieur! La division Boyer, attaquée de front et à revers, abandonne enfin le village des Prés-Saint-Gervais, si opiniâtrément disputé depuis le matin, et se retire par les jardins sur Belleville, où l'ennemi pénètre déjà de tous côtés. Le duc de Raguse, prêt à se voir coupé de Paris, rassemble une poignée de braves, tombe en colonne serrée sur les Russes, et les chasse de Belleville.

Pendant ce temps la mêlée s'échauffait aussi du côté du duc de Trévise, qui tenait tête aux masses de Blücher. Déjà la brigade Robert avait été rejetée d'Aubervilliers sur la Chapelle par l'émigré français Langeron. Celui-ci s'étendait sur sa gauche vers les bois de Boulogne, par le chemin de la Révolte. Mais c'est à la Chapelle et à la Villette surtout que la mêlée fut terrible; les divisions Curial, Charpentier et Christiani s'y couvrirent de gloire. Enfin, quand les deux villages furent tournés, et qu'une plus longue résistance devint impossible, nos soldats se replièrent en bon ordre sur les barrières, sans avoir été entamés.

Depuis plusieurs heures, Joseph avait expédié aux deux maréchaux l'autorisation d'entrer en pourparlers avec l'empereur de Russie et le généralissime autrichien. Renfermé dans un pavillon à Clignancourt, il suivait avec inquiétude le développement des masses ennemies dans la plaine; le rapport d'un officier de l'état-major de la garde nationale (M. Peyre, architecte) avait confirmé toutes ses craintes. Chargé par le commandant de Paris, le général Hullin, de rejoindre un parlementaire ennemi renvoyé précédemment de nos avant-postes, M. Peyre avait vu l'empereur Alexandre vers dix heures du matin. Les détails de cet entretien nous ont été conservés; on y voit percer de la part du czar une vive inquiétude, mal déguisée sous des préoccupations de clémence pour le sort de Paris. « J'attendais, dit-il, que l'on me fît des propositions de la part de la ville; *ce n'est pas à la nation française que nous faisons la guerre.* » Il demanda ensuite s'il était vrai que l'impératrice eût quitté la capitale; si Paris se défendrait. Il insista sur l'inutilité de cette défense, assez vivement pour laisser soupçonner à un interlocuteur plus pénétrant à quel point il la redoutait. Tout en parlant ainsi, il allait et venait, se tenant le front dans les mains. « Puisqu'on veut se défendre,

[1] L'occupation des ponts sur la Marne avait pour but d'assurer la gauche des alliés, en contenant les renforts qui auraient pu nous venir par la rive gauche de la Seine.

Il y eut aussi un engagement de quelque importance sur la route de Vincennes. La réserve d'artillerie de la garde nationale, un instant compromise, fut vigoureusement dégagée par le 30e régiment de dragons, que commandait le brave colonel Ordener, aujourd'hui lieutenant général.

ajouta-t-il, dites bien que les hautes puissances viennent de nommer M. Barclay de Tolly parlementaire; qu'il attendra à la portée des avant-postes celui qu'on voudra envoyer... Dites qu'on sera toujours à même de traiter, même quand on se battrait dans les faubourgs; mais que si l'on nous oblige de forcer l'enceinte de la ville, nous ne serons plus maîtres d'empêcher le pillage. Partez, monsieur; le salut de votre ville est entre vos mains [1]. » Des hommes faibles ou perfides ont paru dupes de ce langage : pour nous, croyons bien que le prince qui a pu sacrifier Moscou à sa vengeance n'eût pas montré tant d'empressement pour épargner Paris, si le succès de sa cause et le salut de son armée n'avaient pas dépendu de sa prétendue générosité. Telle ne fut pas malheureusement l'impression que produisit le récit de M. Peyre. L'empereur Alexandre lui avait remis un paquet cacheté, contenant des exemplaires de la fameuse proclamation du prince de Schwartzenberg [2]. Parti de Bondy vers dix heures du matin, M. Peyre se rendit d'abord place Vendôme à l'état-major, et de là à Montmartre, où Joseph venait de rassembler un conseil de défense [3]. Une note de Marmont, tracée à la hâte, annonçait dès lors, dit-on, « qu'il était impossible de prolonger la résistance au delà de quelques heures, *et de préserver Paris des malheurs inséparables d'une occupation de vive force*. L'avis du conseil fut unanime; il reconnut la funeste nécessité devenue inévitable [4]. » Ce fut alors seulement que Joseph écrivit aux maréchaux; puis il se hâta de partir pour Blois, voyant déjà Paris cerné et occupé par l'ennemi, et craignant, non pas tant, comme on l'a dit, d'être pris en otage, que d'être obligé de concourir à prononcer la déchéance de son frère. Le général Dejean, aide de camp de l'empereur, et envoyé pour annoncer son arrivée, atteignit Joseph dans le bois de Boulogne, et le conjura vainement de rester, ou de contremander l'autorisation envoyée aux maréchaux. Avec Joseph disparut le duc de Feltre, qui, jusqu'au dernier moment, avait veillé au découragement et au désordre.

Les événements qui marquèrent la fin de cette cruelle journée ne sont que trop connus. Dejean parvint auprès du duc de Trévise avant que celui-ci eût reçu le message de Joseph. Mortier réclama de Schwartzenberg une suspension d'armes, fondée sur les dernières ouvertures faites à l'empereur d'Autriche : cette proposition fut rejetée. Pendant ce temps, le duc de Trévise rejetait de son côté, avec une noble indignation, l'insultante sommation de déposer les armes, que venait lui faire un aide de camp de l'empereur Alexandre. Il répondit : « que les alliés, pour être au pied de Montmartre, n'avaient pas encore Paris; que l'armée s'ensevelirait sous ses ruines plutôt que de souscrire à une capitulation honteuse. Qu'au reste, quand il ne pourrait plus le défendre, il savait encore où et comment effectuer sa retraite, devant et malgré l'ennemi [5]. » Cette réponse suffirait pour immortaliser le duc de Trévise. Dans ces jours ténébreux et difficiles, où les périls des combats étaient encore les moindres pour nos guerriers, celui-là du moins a marché jusqu'au bout d'un pas ferme dans le chemin de l'honneur. Vers quatre heures, Marmont, voyant ses troupes acculées de toutes parts aux barrières, l'ennemi maître des hauteurs de Charonne et de Ménil-Montant, d'où il pouvait jeter des obus dans quelques quartiers de Paris, se détermina à faire usage de l'autorisation de Joseph. Un de ses aides de camp (M. de Quélen, frère de l'archevêque de ce nom) parvint jusqu'à Bondy; la proposition d'une suspension d'armes fut accueillie bien vite par les souverains, qui répétèrent encore qu'ils ne faisaient la guerre qu'à Napoléon. Le duc de Trévise, prévenu aussitôt, vint joindre son collègue; et la suspension d'armes fut signée, à quatre heures, dans un cabaret de la Villette.

Pendant ce temps, les hostilités continuaient encore à Montmartre, aux Batignolles et à la barrière de Neuilly. Sur ces points la garde nationale, sous

[1] Récit de M. Peyre (*Pons*, p. 494 et suiv.).

[2] « Les tentatives faites pour mettre un terme à tant de malheurs ont été inutiles, parce qu'il existe, dans le pouvoir même du gouvernement qui nous opprime, *un obstacle* insurmontable à la paix... C'est à la ville de Paris qu'il appartient, dans les circonstances actuelles, d'accélérer la paix du monde. Son vœu est attendu avec l'intérêt que doit inspirer un si immense résultat. Qu'elle se prononce, et dès lors l'armée qui est devant ses murs devient le soutien de ses décisions. Vous connaissez *la conduite de Bordeaux*, l'occupation amicale de Lyon. Vous trouverez dans ces exemples le terme de la guerre étrangère et des discordes civiles. *Vous ne sauriez plus le chercher ailleurs*. »

[3] Une lettre de Joseph à M. Daru, lettre que nous avons sous les yeux, prescrit à ce ministre de se rendre immédiatement à Montmartre pour faire partie du conseil de défense, auquel devaient assister les trois ministres qui restaient encore à Paris, le général Hullin, les généraux commandant l'artillerie et le génie, et les maréchaux Moncey, Marmont et Mortier, qui, bien entendu, ne purent s'y rendre.

[4] Brochure sur *la bataille de Paris*, par un officier d'état-major du roi Joseph, p. 67.

[5] Koch, II, 495.

Vingt ans plus tard, une mort inattendue et cruelle a frappé ce brave maréchal, au sein de la capitale qu'il avait si vaillamment défendue!

les ordres du vénérable maréchal Moncey, était aux prises avec les Russes de Langeron. Ce général, disposant de forces supérieures et d'une artillerie formidable, s'emparait, non sans peine, de la butte Montmartre, couverte par la faible cavalerie de Belliard et défendue par deux cent cinquante sapeurs pompiers de la garde. Le pinceau d'un grand artiste[1] a illustré la défense de la barrière de Clichy par le maréchal Moncey. Là, si le combat eût duré deux heures de plus, l'ennemi allait, pour la première fois, se trouver en contact avec la population parisienne. Deux barricades avaient été construites en peu d'instants; l'une par les gardes nationaux eux-mêmes à la barrière, l'autre au bas de la rue. A celle-là s'empressaient des femmes, des enfants; là commençait à s'organiser la résistance populaire, le dernier, le seul obstacle qui pût briser l'effort de l'étranger. Telle est aussi la cause du puissant intérêt historique qui s'attache à cet épisode de la bataille. La force du peuple, cette force immense qui avait sauvé la révolution dans des jours meilleurs, est restée là intacte et menaçante devant l'ennemi[2].

Bientôt la suspension d'armes fut notifiée sur toute la ligne, et la fusillade cessa à la chute du jour. De la butte Chaumont, les souverains alliés, entourés de leur nombreux état-major, contemplaient Paris avec une curiosité avide et encore inquiète. Une foule immense était entassée sur les boulevards; on regardait avec une morne stupeur les feux des bivacs ennemis, lugubre illumination des collines de Belleville et de Montmartre. Bientôt la nuit vint, nuit étoilée, radieuse, dont la sérénité impitoyable insultait à nos douleurs. « Pendant cette nuit, a dit éloquemment un contemporain, le repos semblait le silence des tombeaux. On n'entendait que le bruit sourd des patrouilles et quelques détonations lointaines. La fatigue appelait vainement le sommeil; il nous semblait être dans un vaisseau battu par la tempête, dans un vaisseau perdu, et le spectre de la patrie en deuil passait et repassait devant nos yeux! »

Ce fut pendant cette nuit funeste que fut signée la capitulation de Paris. Le duc de Raguse, cédant aux sollicitations de quelques personnes qu'il trouva réunies dans son hôtel, consentit à prendre sur lui la responsabilité de cette grave mesure. L'envoyé de l'empereur, Dejean, essaya vainement de faire entendre à cette assemblée le langage du patriotisme et du véritable honneur. Pouvait-il être écouté par des hommes dont le plus grand nombre cachait, sous une vive préoccupation du sort de la capitale, des arrière-pensées de défection, d'ambition égoïste, ou de haine aveugle? Les mêmes voix qui plaidaient si énergiquement la nécessité de capituler proclamaient que la France était lasse de Napoléon, et prononçaient déjà le nom des Bourbons!

Immédiatement après la signature de la capitulation, une députation se rendit auprès des souverains alliés, à Bondy. Elle était composée de huit membres du conseil municipal, du préfet de police, M. Pasquier, du préfet de la Seine, M. de Chabrol, et de MM. Allent, de Laborde et Tourton, officiers supérieurs de la garde nationale. Il leur fallut traverser les ruines encore fumantes de Pantin et du hameau des Maisonnettes. Suprême et poignante ironie du sort! ces nouveaux suppliants faisaient leur lugubre trajet dans deux riches voitures de parade qui avaient servi naguère les jours de *Te Deum* impériaux! Ils furent reçus par le ministre russe Nesselrode, qui tout d'abord renvoya M. de Laborde à la recherche de M. de Talleyrand. « Faites qu'il ne parte pas de Paris, ajouta-t-il; dites-lui d'attendre, et, au besoin, employez la force pour le retenir. » Cet empressement caractéristique permet d'apprécier la force immense d'un homme dont la présence et les conseils étaient si nécessaires à nos ennemis. L'empereur Alexandre demanda aussi, pendant son audience, où était M. de Talleyrand, et si l'on connaissait ses dispositions. »

L'objet principal de cette députation était de solliciter la protection de l'empereur Alexandre pour Paris. Ce prince était trop heureux de la tournure que prenaient les affaires de la coalition pour ne pas s'empresser de se montrer bienveillant et généreux. Ce fut sans doute sous l'impression de ces sentiments, commandés d'ailleurs par la prudence, que d'importantes modifications à la capitulation de Paris furent discutées et obtenues. La garde nationale, dont le commandant en chef n'avait eu aucune part à cette capitulation, y avait été comprise d'une manière humiliante; elle pouvait être *licenciée et désarmée*. (Art. 8.) D'accord avec le généralissime autrichien, elle fut maintenue pour faire le service de la capitale, à l'exclusion de toute

[1] Horace Vernet.

[2] « J'ai vu, dit un témoin oculaire, j'ai vu, dans une rue populeuse, habitée en grande partie par des artisans, des ouvriers, des marchands, nombre de maisons où l'on avait fait des préparatifs qui auraient causé beaucoup d'embarras à l'ennemi. L'entrée était encombrée par des tonneaux, des pièces de bois... Près des fenêtres, à chaque étage, on avait ramassé dans l'intérieur de gros pavés, des fragments de pierre de taille... Un menuisier avait suspendu à une croisée, en dehors, son établi, chargé de grosses pierres... »

autre force armée. Il en fut de même de la gendarmerie. Les blessés qui restaient à Paris, et qui, d'après l'article 7, devaient être prisonniers de guerre, furent proclamés libres [1].

Bientôt les premières lueurs du jour montrèrent aux alliés leur conquête. « Il fallait voir, dit un témoin oculaire, il fallait voir la grande cité le matin du 31 mars! Les troupes françaises n'y étaient plus, les étrangers n'y étaient pas encore. Veuve de ses défenseurs, elle allait accueillir ses ennemis. Livrée à elle-même, sans chefs, sans police, elle garda jusqu'à huit ou neuf heures une sombre attitude. Les rues étaient solitaires; de rares passants s'y abordaient sans se parler. »

« Déplorable patrie, effrayée de connaître ses « propres maux! ne l'appelons plus notre mère, « mais notre tombe. *On n'y voit plus sourire « personne*, hors l'enfant, qui ignore ses mal- « heurs [2]! »

Cette description, où brille d'un sombre éclat tout le génie de l'Eschyle anglais, va devenir insuffisante pour exprimer tout ce qu'il y eut pour nous d'humiliation et de malheur dans ce jour. Heureuse encore, heureuse la patrie envahie, où chacun sait garder du moins la dignité de l'affliction et le courage des larmes, où nulle acclamation sacrilége ne salue le triomphe de l'étranger!

Cinquante mille Autrichiens, Prussiens et Russes, défilent sur les boulevards, ayant à leur tête l'empereur Alexandre et le roi de Prusse. Leur apparition est le signal d'un mouvement royaliste préparé depuis quelques jours. Çà et là des cris de *Vive le roi! vivent les Bourbons!* se font entendre; on distribue une proclamation qui parle de *joie*, de *délivrance*, de la reconnaissance due aux monarques alliés et à leurs braves armées, *si lâchement calomniées* [3]. Des femmes sont aux fenêtres, agitant des mouchoirs blancs; elles crient *vive Alexandre!* et s'extasient déjà sur les *nobles traits* du conquérant. Quelques cavaliers, qui depuis dix heures du matin se montraient aussi sur les boulevards avec de larges cocardes blanches, se joignent au cortége des monarques alliés en criant: *A bas le tyran! Vivent les Bourbons! vivent les alliés! vivent nos libérateurs!* D'autres, plus coupables ou plus insensés, voulant honorer à leur manière le passage de ces libérateurs, s'efforcent vainement d'arracher de son piédestal la statue de Napoléon, qui surmonte la colonne Vendôme. L'un d'eux, que nous voulons bien ne pas nommer, va même demander du renfort au grand-duc Constantin, qui le refuse en haussant les épaules d'indignation ou de pitié. Tels sont aussi les deux sentiments qu'excitent dans la foule les acclamations de ce petit nombre d'hommes dont le malheur public fait l'espérance et la joie. L'un des promoteurs principaux de cette manifestation royaliste s'est lui-même chargé de transmettre à l'histoire l'aveu précieux de l'improbation populaire, qui a presque partout accueilli ses tentatives. « Pourquoi tairais-je, dit-il, que dans les rues de Paris l'opinion se prononça absolument en sens contraire [4]? Pourquoi tairais-je qu'ayant voulu moi-même étendre l'impulsion du côté de la place des Victoires, je fus arrêté vers les onze heures avec deux de mes amis, *que je pourrais bien appeler de véritables conjurés?* Pourquoi ne dirais-je pas encore que la patrouille qui se saisit de nous au moment où nous répandions des cocardes blanches, avec la proclamation dont je viens de parler, nous conduisit au poste des Petits-Pères, au milieu des vociférations du peuple? » Les trois conspirateurs effrayés déclarèrent avoir reçu d'inconnus cette proclamation (qui était l'ouvrage de l'un d'eux), et celle du prince de Schwartzenberg, qu'ils distribuaient en même temps. Deux heures après, un ordre supérieur, *qui toutefois n'émanait d'aucune autorité française*, les fit rendre à la liberté [5].

L'histoire inexorable a recueilli les noms des principaux royalistes qui ont figuré dans cette journée. Il en est, osons le dire, qui ont noblement effacé cette souillure d'un jour, et mérité une mention glorieuse dans les annales de la restauration. La France entière a pardonné à MM. de Fitz-James, Doudeauville, Chateaubriand; ils ont été réhabilités par leur patriotique opposition aux tendances funestes de la branche aînée, par la disgrâce même qui fut le prix d'un dévouement trop complet. La postérité sera donc indulgente pour plusieurs hommes de ce parti; elle sera impitoyable pour le principe auquel ils se dévouaient. La cause qui impose à ses défenseurs, ne fût-ce qu'un jour ou qu'un instant, pareil oubli des saints devoirs du citoyen, qui les entraîne à se réjouir de l'invasion étrangère, et tourne pour eux en joie la douleur publique, cette cause est perdue et maudite à jamais devant

[1] Brochure de M. Tourton, publiée en 1828.

[2] Shakspeare, *Macbeth*.

[3] Voyez Morin, p. 340.

[4] Dans les faubourgs on criait *vive l'empereur!* pendant que les alliés défilaient sur les boulevards.

[5] *Révélations* de Morin, p. 27 et 341. Il est à remarquer que cet ouvrage important, qui n'a pas été poursuivi, et dont aucune allégation n'a été démentie, a paru sous la restauration. Ces révélations vengeresses étaient le prix de quinze années de misère et d'oubli de la part des Bourbons.



Dieu, et son triomphe éphémère n'annonce à la patrie que de nouveaux malheurs !

On le sait, la restauration est sortie du conseil tenu chez M. de Talleyrand, rue Saint-Florentin, à l'issue de la revue du 31 mars. Nous ne reproduirons point tous les détails tant de fois racontés de cette délibération, qui d'ailleurs n'avait que l'importance d'une lecture de jugement. A sept heures du matin, le prince de Bénévent avait reçu le message de M. de Nesselrode, dont nous avons parlé plus haut ; M. de Nesselrode lui-même arriva de bonne heure, et tout fut discuté et concerté dans la longue conférence qu'il eut avec M. de Talleyrand. Dès la veille, celui-ci s'était mis en règle à sa manière avec le gouvernement impérial. Après avoir vainement sollicité de Savary, de M. Pasquier, de Marmont l'autorisation de rester à Paris, il était parti enfin pour Blois ; mais *le scrupule de s'en aller sans passe-ports* l'avait ramené bien vite de la barrière de l'Étoile à son hôtel, dont il avait à faire les honneurs aux souverains alliés. Au reste, la conviction de ceux-ci était déjà formée. Leur opinion était écrite d'avance dans la proclamation du généralissime autrichien, qui proposait à Paris l'exemple de Bordeaux. Un seul des membres de la réunion, M. de Dalberg, plaida sérieusement la cause de la régence ; il fut vivement combattu par Pozzo di Borgo, ce compatriote de Napoléon, qui poursuivait sa ruine avec l'acharnement d'une *vendetta* corse. Une seule objection sérieuse fut faite au rétablissement des Bourbons ; on parla du peu de sympathie qu'avaient montré pour eux jusque-là les départements envahis, de l'invincible dévouement de l'armée française à Napoléon. L'empereur Alexandre sembla lui-même fléchir un moment sous cette pensée ; il rappela l'héroïque dévouement des gardes nationaux de Pacthod à Fère-Champenoise. Quel panégyrique de ces braves vaudrait ce souvenir du czar dans un pareil moment ?

M. de Talleyrand mit toute son habileté à triompher de ces considérations, dont il sentait la force mieux que personne. Il parla de la manifestation de Bordeaux, attesta que les royalistes étaient nombreux et forts dans d'autres parties de la France où les alliés n'avaient pas pénétré. Mais il démontra surtout « qu'aucune constitution ne pouvait être imposée à Napoléon *qui le forçât à maintenir la paix ;* que la régence ne serait que le gouvernement de l'empereur continué, et livrerait la France et dès lors l'Europe à tous les orages d'une minorité. Enfin, il persuada à tous les membres du conseil que le rappel de la branche aînée des Bourbons sur le trône de saint Louis et de Henri IV *n'était point un acte de désir, de sentiment,* mais un acte de nécessité, commandé par *le salut de la France* et les circonstances générales de l'Europe [1]. » M. de Talleyrand réclame et obtient, séance tenante, la fameuse déclaration portant « que les souverains alliés ne traiteraient plus avec *Napoléon Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille ;* » déclaration qui fut de suite imprimée et affichée dans Paris par les soins des frères Michaud, imprimeurs, depuis longtemps affiliés au parti royaliste [2].

Cette déclaration, inspirée, rédigée et même écrite par M. de Talleyrand, était conçue en ces termes :

« Les armées des puissances alliées ont occupé la capitale de la France. Les souverains alliés accueillent le vœu de la nation française, ils déclarent : que si les conditions de la paix devaient renfermer de plus fortes garanties lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'ambition de Bonaparte, elles doivent être plus favorables lorsque, *par un retour à un*

[1] Tels sont les termes dans lesquels un historien des mieux informés rend compte de cette conférence (Montvéran, t. VII, p. 286), à laquelle assistaient, outre les souverains alliés, le prince de Schwartzenberg et M. de Talleyrand, MM. de Nesselrode, Pozzo di Borgo, Dalberg et Lichtenstein. Ces considérations étaient déjà familières d'ailleurs aux ministres et aux souverains de la coalition. On a beaucoup exagéré l'influence exercée sur l'esprit de l'empereur Alexandre par la manifestation royaliste et l'aspect des mouchoirs blancs agités aux fenêtres.

MM. Louis et de Pradt ne furent admis à prendre part à la délibération qu'après que tout fut à peu près décidé. Ce dernier, dans son *récit,* exagère beaucoup l'importance du rôle qu'il joua.

[2] Nous ne pouvons laisser passer le nom des frères Michaud, sans protester, de toute l'énergie de nos convictions historiques, contre l'étrange pamphlet que M. Michaud jeune vient de publier dans le tome LXXIX de la *Biographie universelle.* Sous prétexte de faire un article sur le général Rogniat, le biographe royaliste s'est plu à reproduire les passages les plus odieux d'un pamphlet publié par cet officier en 1822, sous le titre de *Considérations sur l'art de la guerre,* pamphlet dont les assertions inexactes et la brutale inconvenance avaient bien mérité le profond oubli d'où l'imprimeur de la déclaration du 31 mars a prétendu le tirer. N'est-il pas honteux et déplorable de voir, en 1846, un écrivain soi-disant français déclamer encore contre les motifs *injustes et ridicules* de la guerre de Russie, reprocher à Napoléon de n'être pas *retourné franchement sur le Rhin* après les batailles de Lutzen et de Bautzen ? M. Michaud reproduit ainsi, imperturbablement et de confiance, les plus absurdes critiques sur la campagne de 1813. Nous nous réservons de faire une réfutation détaillée de cette publication, qui marquera dans l'histoire comme l'un des derniers efforts de la malveillance d'une faction agonisante.



*gouvernement sage*, la France elle-même offrira l'assurance du repos. Les souverains proclament, en conséquence, qu'ils ne traiteront plus avec Napoléon Bonaparte ni avec aucun membre de sa famille; qu'ils respecteront l'intégrité de l'ancienne France, telle qu'elle a existé *sous ses rois légitimes : ils peuvent même faire plus*, parce qu'ils professeront toujours le principe que, pour le bonheur de l'Europe, il faut que la France soit grande et forte. Ils reconnaîtront et garantiront la constitution que la nation française *se donnera*. Ils invitent, par conséquent, le sénat à désigner sur-le-champ un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration, et à préparer la constitution qui conviendra au peuple français. »

On ne saurait méconnaître l'adresse extrême de cette déclaration. M. de Talleyrand s'était attaché surtout à donner le change au sentiment national, en évitant de montrer les Bourbons comme imposés par les alliés. Toutefois, ils se trouvaient implicitement désignés par les expressions de *gouvernement sage* et de *roi légitime*, et par l'exclusion formelle de Napoléon et de sa famille. En présence d'un avenir encore incertain et menaçant, les souverains alliés s'empressèrent de promettre l'intégrité de l'ancienne France, *et même quelque chose de plus*. Plus tard, quand le triomphe de la coalition sera définitif, quand tous les masques seront levés, nous verrons la doctrine de l'inviolabilité même du territoire français traitée par les plénipotentiaires des alliés d'utopie inventée par les apôtres du système révolutionnaire [1].

Pendant le conseil de la rue Saint-Florentin, le parti royaliste n'était pas resté inactif. Une réunion tumultueuse, qui paraît avoir été désapprouvée par les meneurs les plus intelligents du parti, avait eu lieu chez M. de Mortfontaine, au faubourg Saint-Honoré. Une députation, envoyée fort tard à l'empereur Alexandre, fut reçue par M. de Nesselrode, qui, d'après ce qui venait de se passer au conseil, crut pouvoir promettre positivement le retour de Louis XVIII. Pendant que s'accomplissait cette manifestation de parade, l'agent royaliste Morin, arrêté le matin sur la place des Victoires, mais rendu à la liberté par ordre du nouveau gouverneur de Paris, le général Sacken, agissait d'une manière moins bruyante et plus efficace. Mis en rapport avec quelques officiers supérieurs de l'armée alliée par un ancien officier vendéen qui savait l'allemand, Morin obtint un ordre qui plaçait tous les journaux sous sa direction. Il remplaça sur-le-champ les rédacteurs dont l'opinion n'était pas la sienne, et leur donna l'ordre écrit, *que tous réclamèrent pour leur garantie*, d'insérer, le lendemain, l'annonce formelle de la chute de *Bonaparte*, du rappel, par la voie du peuple, de la dynastie des Bourbons, et de *l'adoption de la cocarde blanche* [2]. Ainsi fut utilisé au profit des Bourbons le pouvoir renaissant de la presse parisienne. On sait comme ils ont voulu l'en récompenser depuis, et comment, par un juste retour, le principal instrument de leur salut est devenu celui de leur perte.

Du moment où la faction royaliste proprement dite se crut assez sûre du triomphe définitif de la coalition pour relever enfin la tête, il y eut en faveur du rétablissement des Bourbons deux actions essentiellement distinctes, et souvent contradictoires.

M. de Talleyrand, et les hommes que des considérations d'intérêt privé ou qu'un patriotisme mal entendu plaçaient sous son influence, ne séparaient pas les Bourbons d'une constitution. Les souverains alliés, en invitant par leur déclaration le sénat à préparer cette constitution, et à désigner un gouvernement provisoire, achevaient de se placer au point de vue de M. de Talleyrand, qui montra, dans ces jours funestes, une intelligence bien dépravée sans doute, mais bien profonde, de la situation. Mais, contrairement à ses inspirations et à ses vues, nous voyons se manifester, dès les premières heures du nouvel ordre de choses, chez les ultra-royalistes, cette tendance vers un passé dont nous séparaient des abîmes, cet esprit de réaction absolutiste, que combattront incessamment et vainement les partisans éclairés des Bourbons. Le retour de ces princes n'est pas encore assuré, que déjà croît et se développe le principe de leur ruine.

Le 1er avril, soixante-quatre membres du sénat se réunissent : M. de Talleyrand leur soumet ou plutôt leur notifie le choix des membres du gouvernement provisoire. Ce sont MM. de Talleyrand, Dalberg, de Jaucourt, Beurnonville, et Montesquiou. Ces noms donnent des garanties aux divers partis dans lesquels M. de Talleyrand cherche des points d'appui : l'abbé de Montesquiou aux royalistes; Jaucourt et Beurnonville à la minorité constitutionnelle du sénat; Talleyrand lui-même et Dalberg aux fonctionnaires publics, satisfaits de pouvoir abandonner sans péril un gouvernement qui paraissait s'abandonner lui-même, et de se rallier à des princes qu'on croyait devoir s'estimer trop heureux encore de prendre la succession avec toutes ses charges.

[1] Note du 19 septembre 1815.

[2] Cette dernière mesure, toutefois, ne triompha qu'après une vive et raisonnable opposition de la part du gouvernement provisoire. (Voyez le chapitre suivant.)

Dans la même séance, les sénateurs arrêtèrent les bases sommaires de la future constitution. M. de Talleyrand avait pris soin de leur rappeler que la déclaration des alliés les *invitait* à en préparer une.

Le prince de Bénévent, bien que déjà compromis sans retour avec le système impérial, avait cru que les incertitudes de la situation ne lui permettaient pas encore de porter les sénateurs à des mesures décisives contre Napoléon. Le zèle ambitieux d'un des membres du conseil municipal, M. Bellart [1], pour la maison de Bourbon, provoqua une manifestation plus explicite du conseil municipal de Paris. Dans la matinée du 2, *treize* membres présents, sur *vingt-quatre,* déclarèrent formellement renoncer à toute obéissance envers Napoléon, et former les vœux les plus ardents en faveur de Louis XVIII. Cette déclaration était précédée, en forme d'exposé de motifs, d'une sorte de réquisitoire amphigourique contre Napoléon, pièce brutalement intempestive, qui enveloppait l'empereur et l'armée française dans un anathème commun [2]. « Nous abjurons, s'écriait M. Bellart, toute obéissance envers l'usurpateur [3], pour retourner à nos MAÎTRES légitimes. » Cette expression plus que maladroite suffisait pour alarmer et mécontenter le gouvernement provisoire, qui fit de vains efforts pour amortir immédiatement l'effet et faire même disparaître la trace de cette publication, que le seul *Journal des Débats* osa reproduire. Elle fut accueillie par les ultra-royalistes avec cet enthousiasme qu'ils ont montré, pendant toute la restauration, pour toutes les manifestations qui ont compromis et enfin perdu la branche aînée des Bourbons.

Rassemblés pour la seconde fois le 2 avril, les sénateurs, que faisait agir M. de Talleyrand, décrétèrent la déchéance de Napoléon et l'abolition de l'hérédité dans sa famille. Ils se rendirent ensuite en corps auprès de l'empereur Alexandre pour lui notifier ce décret et sans doute recevoir ses remerciments! Alexandre, heureux de se voir ainsi soutenu, leur fit en effet l'accueil le plus gracieux. Il flatta avec beaucoup d'à-propos les vues des membres constitutionnels, en proclamant « la nécessité de donner à la France des institutions fortes et libérales. » Pour prix de la déchéance de Napoléon, il accorda la liberté des prisonniers de guerre détenus en Russie.

Le décret de déchéance fut publié le 3 avril, et précédé, sous forme de préambule, d'un véritable acte d'accusation, rédigé à la hâte par M. Lambrechts. Cette pièce a valu d'amères critiques à ceux qui ont eu le triste courage de la signer. Plusieurs des imputations qu'elle contient parurent dès lors inexactes pour le fond, et souverainement inconvenantes dans la forme. En admettant même que la minorité constitutionnelle du sénat fût en droit d'adresser certains reproches à Napoléon malheureux, ce droit ne pouvait appartenir aux membres de la majorité, qui, tant que l'empereur avait eu en main la puissance, avaient cru devoir sanction-

[1] Depuis procureur général, et tristement immortalisé par Béranger. Nous avons eu sous les yeux une correspondance de M. Bellart avec l'ex-préfet de la Seine, M. Frochot, *pendant les derniers mois de* 1813, et nous y avons retrouvé, non sans étonnement, l'expression d'un enthousiasme excessif pour l'empereur.

[2] « Vous devez tous les maux qui vous accablent à un seul homme... N'est-ce pas lui qui... a fini par donner l'ordre *parricide* d'exposer inutilement la garde nationale pour la défense *impossible* de la capitale?... Qu'importe qu'il n'ait sacrifié qu'un petit nombre de personnes à ses haines et à ses vengeances particulières? *Que nous parle-t-on de ses victoires passées?* Quel bien nous ont-elles fait, ces *funestes* victoires? La haine des peuples... *le célibat forcé de nos filles* (*!*)... Ce sont elles qui amènent aujourd'hui dans nos murs les étrangers, dont la *généreuse* protection commande la *reconnaissance*... » Tels sont les lieux communs qui traînent dans tous les pamphlets royalistes de cette époque, sans en excepter même la fameuse brochure de M. de Chateaubriand, *De Bonaparte et des Bourbons,* écrite du moins en meilleur français que le réquisitoire de M. Bellart.

[3] Cette qualification d'*usurpateur* était devenue de mode parmi les ultra-royalistes. Si depuis longtemps le bon sens public n'avait pas fait justice d'un tel reproche, nous pourrions rappeler « qu'au point de vue même de la légitimité, Napoléon avait encore un immense avantage sur tous les usurpateurs dont la possession a consacré les droits dans l'histoire officielle, tels que les Lancastres et les Brunswick en Angleterre. Ceux-là avaient pris la place des souverains légitimes, qu'ils dépouillaient; telle n'était pas sa position, à lui, relativement aux Bourbons. L'usurpateur de Louis XVI, c'était le système républicain : sur ce système abâtardi par le Directoire, Napoléon usurpa à son tour, comme l'avaient fait Pisistrate à Athènes, César à Rome, et les Médicis à Florence. Le silence seul de la nation eût établi en fait sa souveraineté. Le droit ne résultait-il pas de la masse imposante des suffrages émis en sa faveur? Enfin, faisant même abstraction des reconnaissances réitérées et solennelles des puissances étrangères, nous pourrions emprunter un argument irrésistible à l'un des plus fougueux écrivains royalistes, et dire, avec M. de Féletz : « On a laissé Napoléon abdiquer : reconnaître « la validité de cette abdication, c'était reconnaître celle « de son règne. » (*Jugement sur Napoléon Bonaparte,* par M. Bignon, ouvrage inédit, écrit en 1816.) Cette abdication a même été exigée par le conseil des souverains de l'Europe, et nous verrons dans le chapitre suivant qu'elle était une condition indispensable de l'établissement d'un nouvel ordre de choses.

ner toutes ses mesures dictatoriales. Ce revirement de langage, qui coïncidait si parfaitement avec le changement de fortune, donnait lieu de penser que la docilité et les insultes n'avaient eu de leur part d'autre mobile que l'intérêt privé [1].

Le 3 avril, quatre-vingts membres du corps législatif se réunirent, et adhérèrent à la déclaration des sénateurs. Cette adhésion fut immédiatement suivie de celles de la cour de cassation, des tribunaux, des maires, des officiers de la garde nationale. Mais tout cela n'était rien tant qu'on n'avait pas l'armée, et M. de Talleyrand le sentait bien. Il lui a fallu la défection d'un de nos principaux chefs militaires pour raffermir cet édifice de trahison, qui déjà chancelait sur sa base.

Résumons en deux mots l'état de la situation avant ce dernier et funeste incident.

La bataille que les alliés viennent de livrer leur coûte dix-huit mille hommes tués ou hors de combat; et ce n'est là pourtant, si j'ose m'exprimer ainsi, qu'un coup d'ongle du lion qui pouvait les dévorer. L'occupation de Paris leur donne une immense satisfaction d'amour-propre, de curiosité, de vengeance. Mais, en réalité, rien n'est décidé encore; et tout ce qu'a fait M. de Talleyrand n'a d'autre base que l'espoir du succès définitif de nos ennemis. En 1812, l'occupation de Moscou a fixé le sort de l'invasion française : Paris ne peut-il pas devenir à son tour le Moscou de la coalition? Napoléon n'a pas pour lui l'hiver et les déserts; mais il peut autant, s'il peut autrement. Le dévouement de son armée, le patriotisme des habitants des campagnes, du peuple de Paris, tout prêt à faire un 10 août contre la coalition, tels étaient les éléments dont pouvait disposer l'empereur pour ressaisir la victoire. Dieu ne le permettra pas; Dieu va livrer la France, pour un temps, à la réaction contre-révolutionnaire, sans doute pour que cette réaction soit mieux jugée, et condamnée dans son triomphe et par ses œuvres!

[1] Cet acte des sénateurs fut énergiquement flétri dans un prétendu ordre du jour de Napoléon, du 4 avril, pamphlet fabriqué et colporté à Paris. Cette pièce apocryphe a été attribuée faussement à l'empereur, et reproduite, comme un ordre du jour véritable, par des historiens même tout récents. Napoléon, qui, le 4 avril, pouvait encore considérer comme très-possible son propre triomphe (voy. le chapitre suivant), ne se serait pas avisé alors d'attribuer collectivement au sénat les actes des complices de M. de Talleyrand. La vérité est qu'il y eut même très-peu d'exemplaires de ce pamphlet portés à Fontainebleau.

# CHAPITRE XXIII.

## NAPOLÉON A FONTAINEBLEAU.

**Dernières opérations de l'empereur. — Combat de Saint-Dizier. — Napoléon revient à marches forcées sur Paris. — Son arrivée à la Cour de France. — Son départ pour Fontainebleau. — Réorganisation de l'armée. — Démarches infructueuses du duc de Vicence à Paris. — Napoléon se prépare à reprendre l'offensive. — Abdication conditionnelle exigée par les maréchaux. — Mission de Caulaincourt, Ney et Macdonald. — Défection du duc de Raguse. — Fatales conséquences de cette défection. — Abdication absolue. — Négociation et traité de Fontainebleau. — Napoléon tente vainement de s'empoisonner. — Sa noble résignation. — L'impératrice Marie-Louise et le roi de Rome. — Adieux et départ de Fontainebleau.**

L'empereur avait ouvert sa campagne le 27 janvier, à Saint-Dizier; c'est là aussi qu'il la termine le 26 mars, en renversant le corps de Wintzingerode, laissé en arrière pour observer ses mouvements. Bientôt il acquiert, par les rapports des prisonniers, la certitude que les deux armées ennemies sont en marche sur Paris. La première pensée de Napoléon est de les suivre immédiatement par l'une des deux routes de Châlons : dans ce but, il pousse une reconnaissance sur Vitry, mais le commandant de cette place tient bon, et en même temps on reçoit l'accablante nouvelle du désastre de Fère-Champenoise. Alors le moment semble venu à l'empereur de faire payer cher aux alliés la conviction que l'occupation de Paris mettrait fin à la guerre, conviction qui n'a cessé d'éclater dans toutes leurs entreprises depuis le commencement de la campagne; il croit d'ailleurs cette ville en état de résister au moins pendant quelques jours, et il ne lui en faut pas davantage pour préparer à l'ennemi d'effrayantes et complètes représailles de Moscou. Le duc de Reggio est à Bar-sur-Ornain, et organise la levée en masse de ses compatriotes; partout, dans nos départements de l'Est, se développent de précieux germes d'insurrection; les garnisons des places du Rhin et de la Moselle ont reçu *ou dû recevoir* l'ordre de se mettre en campagne à un signal convenu, et déjà la division Durutte a quitté Metz. L'empereur *propose* donc de se jeter dans les Vosges, et de faire de sa petite armée le centre d'un grand mouvement militaire et national, qui doit infailliblement envelopper l'ennemi, et le perdre par sa propre audace. Malheureusement Napoléon fléchit sous la responsabilité d'une décision si grave; il livre cette pensée de salut aux discussions de deux maréchaux, qui plaident la cause des alliés sans le savoir, en subordonnant comme eux la solution de la guerre à l'occupation de la capitale. On se décide à regagner Paris par Troyes et la rive gauche de la Seine. Cette contre-marche cause un mécontentement visible dans les rangs de l'armée; par instinct, elle se sent engagée dans une voie funeste.

Le 28 mars, le quartier impérial est à Doulevent. Un émissaire du directeur général des postes y attend Napoléon; depuis dix jours on était sans nouvelles de Paris! La note en chiffres qu'apporte cet envoyé annonce que les partisans de l'étranger lèvent la tête; qu'ils sont secrètement appuyés; *qu'il n'y a pas un moment à perdre* [1]. L'empereur précipite la marche de ses colonnes. En ce moment cette dernière armée, héroïque débris de la force et des espérances de la patrie, retrace à notre souvenir l'image fidèle des légions républicaines de 93. Ils marchent, ils marchent la plupart en haillons, pieds nus, dans la boue des chemins, nourris par la charité patriotique des habitants des campagnes, mais toujours ardents, toujours inébranlables dans leur dévouement à l'empereur. Et l'empereur, dans ce moment-là, n'était-il pas plus que jamais le symbole de la France, symbole doublement consacré par la gloire et par le malheur?

Au pont de Doulencourt, sur la Marne, Napoléon retrouve plusieurs courriers, longtemps séparés de

[1] Voy. Fain, 207.



lui par les corps ennemis qui maintenant sont entraînés sur Paris. Le général Dejean part à franc étrier pour aller annoncer l'arrivée de l'empereur : la garde impériale fait quinze lieues le 29 mars, et arrive à Troyes dans la nuit. Les dépêches, les nouvelles se succèdent coup sur coup avec une effrayante rapidité par la rive gauche de la Seine, maintenant dégagée d'ennemis. Les dernières lettres de Joseph annoncent successivement l'arrivée de Marmont et de Mortier à Provins, et l'évacuation de Meaux [1]. Le 30, Napoléon suit d'abord le mouvement de sa garde; bientôt il s'élance en avant avec Caulaincourt, Maret et Berthier. « Il apprend successivement, en changeant de chevaux, que l'impératrice et son fils ont quitté Paris, que l'ennemi est aux portes, que l'on se bat [2]. » Et Napoléon continue sa course haletante, désespérée, vers un but qu'il n'atteindra pas. A dix heures du soir, il arrivait à la Cour de France; c'est le général Girardin [3] qui lui annonce le premier la funeste nouvelle, confirmée, un instant après, par Belliard.

Le premier mouvement de l'empereur est de continuer sa route, et d'aller défendre ou reconquérir Paris *avec les troupes* qui en sortent, ou même seulement avec la garde nationale et la population insurgée. On lui fait abandonner, non sans peine, ce projet audacieux, mais dont le succès n'était vraiment pas impossible [4]. Ainsi désarmé par les siens, il semble absorbé par la profonde stupéfaction que lui cause un événement si inattendu et si terrible. Mais son indignation éclate surtout quand il apprend que Paris n'avait d'autres fortifications que les tambours en charpente des barrières; qu'il n'y avait que sept pièces de canon sur la butte Montmartre; que l'on n'a pu opposer à l'ennemi que des pièces de campagne, auxquelles les munitions ont commencé à manquer dès deux heures de l'après-midi. « Qu'a-t-on fait de mon artillerie, s'écrie-t-il? Je devais en avoir plus de deux cents pièces à Paris [5], et des munitions pour les alimenter pendant un mois!... Tout le monde a perdu la tête. Voilà pourtant ce que c'est que d'employer des hommes qui n'ont ni sens commun ni énergie! » C'est Napoléon qui s'accuse lui-même cette fois; nous ne le contredirons pas.

L'empereur envoie Caulaincourt à Paris; il lui recommande de pénétrer enfin à tout prix jusqu'à l'empereur Alexandre, pour essayer encore un accommodement direct. Mais, auparavant, il lui faut de prompts renseignements sur la situation de Paris. Une dernière lueur d'espoir le retient à la Cour de France jusqu'à l'arrivée du premier message de Caulaincourt. Le présent, l'avenir se disputent sa pensée. Il va et vient sur la grande route, à pas inégaux et précipités; parfois ses regards se portent sur la rive opposée de la Seine, éclairée par les feux des bivacs ennemis, digne illumination de cette nuit funèbre! A quatre heures il apprend enfin que la capitulation est signée, que les alliés doivent occuper Paris le matin même. Si accablante que soit cette nouvelle, l'empereur la préfère à la dévorante incertitude des heures précédentes. Avec sa précision et son sang-froid ordinaires, il détermine les positions que vont prendre, derrière la petite rivière d'Essonne, les troupes qui évacuent Paris; puis il remonte en voiture, et part pour Fontainebleau.

La journée du 31 mars se passe à donner des ordres indispensables pour la réorganisation de l'armée; les troupes ramenées de Champagne prennent position entre l'Essonne et Fontainebleau. On a reproché à l'empereur son inaction pendant les premiers jours; on a voulu le représenter comme frappé de stupeur, et en quelque sorte paralysé par les événements : c'est là une calomnie contre laquelle nous protestons de toutes nos forces. Napoléon se montre toujours plus grand que l'adversité qui le frappe. La garde impériale, dont l'occupation de Paris a dû ralentir la marche, n'arrive à Fontainebleau que le 1er avril dans la soirée. Avant tout, il a fallu recréer l'artillerie des corps de Marmont et de Mortier, qui ont perdu la leur au combat de Fère-Champenoise; ils reçoivent soixante bouches à feu parfaitement approvisionnées. Des ordres ont été expédiés à tous les corps, pour les changements

[1] La dernière lettre de Joseph à l'empereur est datée du 28, à neuf heures du matin.

[2] Fain. 208.

[3] Aide de camp du prince de Neufchâtel, expédié de Troyes la veille, pour multiplier les avis du retour de l'empereur.

[4] Si Napoléon avait su qu'en ce moment les alliés manquaient de munitions, il aurait sans doute persisté à continuer sa route. Ignorant cette circonstance capitale, il a dû renoncer à tenter une pareille entreprise avec des troupes épuisées de fatigue. C'était là la seule difficulté sérieuse; car, bien que ces troupes eussent quitté Paris par suite d'une convention, la reprise des hostilités était fixée à neuf heures du matin : à partir de cette heure, on aurait pu, sans violer les lois de la guerre, attaquer l'avant-garde des alliés sur la route de Fontainebleau et reprendre possession de la ville, où le bruit seul de l'arrivée de Napoléon aurait excité un soulèvement général. (Voyez Vaudoncourt, III, 30.)

[5] Quatre-vingts pièces de gros calibre étaient restées à Meulan, d'autres encombraient le champ de Mars. L'abandon de ces précieuses ressources de défense était la conséquence des funestes retards apportés aux travaux de fortifications.

de direction que commandent les nouveaux événements. « D'après les intentions de l'empereur, toute la cour doit se diriger sur Orléans, qui devient le point de pivot de l'armée. Le ministre de l'intérieur reçoit l'ordre de mettre en vigueur partout la mesure de la levée en masse [1]. » Peu de journées de la vie de Napoléon ont été réellement plus actives, mieux remplies que celle-là. Grâce à ses sages dispositions, l'armée est réorganisée et concentrée; elle a joui d'un repos également indispensable à ceux qui ont combattu le 30 mars, et à ceux qui viennent de faire cinq jours de marches forcées. Le 2 avril, Napoléon peut reprendre l'offensive avec plus de soixante mille hommes; ce fait suffit pour détruire tout reproche d'inertie ou de découragement depuis qu'il connaît les événements de Paris.

L'empereur tient un conseil, auquel assistent les maréchaux Mortier, Marmont, Moncey, Lefebvre, Ney, Macdonald, Oudinot et Berthier. On y discute le plan d'opérations de la nouvelle campagne qui paraît devoir immédiatement s'ouvrir. Tous les maréchaux, à l'exception d'un seul, sont d'avis de reporter l'armée derrière la Loire : l'empereur leur résiste cette fois. Comme dans toutes les situations extrêmes, des considérations graves pouvaient être alléguées de part et d'autre; toutefois l'histoire doit son entière approbation au projet préféré par Napoléon. Sans doute, en se retirant derrière la Loire, en ralliant les armées de Soult et de Suchet, il pouvait prolonger la guerre, neutraliser en grande partie l'effet de l'occupation de Paris, la faire même tourner au préjudice des alliés : mais l'intérêt de Napoléon, l'intérêt de la France surtout, réclamaient la solution la plus prompte; cette solution, il semblait devoir l'obtenir cette fois en négociant et se battant tout ensemble. La présence de son armée dans le voisinage de Paris était l'appui le plus sûr qu'il pût donner aux démarches de Caulaincourt. Une seule raison était assez puissante pour contre-balancer ces avantages incontestables : on pouvait, on devait craindre, en tenant l'armée près de Paris, de favoriser les intrigues du gouvernement provisoire dans l'armée, de laisser se propager parmi les chefs principaux la funeste contagion de l'égoïsme et du découragement. Pardonnons à Napoléon de n'avoir pas accordé à cette considération l'importance qu'elle ne méritait que trop; pardonnons-lui de s'être fié à ses généraux comme à ses soldats!

Le duc de Vicence est de retour dans la nuit du 2 au 3 avril. Déjà la manifestation royaliste du 31, la déclaration des alliés et l'organisation du gouvernement provisoire, étaient connues à Fontainebleau : à ces tristes nouvelles, Caulaincourt vient ajouter celle du décret de déchéance rendu dans la soirée par les sénateurs, et qui doit être publié le lendemain. Cependant le duc de Vicence a vu trois fois l'empereur Alexandre. A Bondy, dans la matinée du 31, ce prince a tout ajourné après son entrée dans la capitale. Il ne revoit Caulaincourt que le 1er avril, et son premier mot est : *Vous venez bien tard!* ce qui semble indiquer une disposition fâcheuse, mais non irrévocable, nonobstant la déclaration que vient d'obtenir M. de Talleyrand quelques heures auparavant. Dans cette entrevue et dans la dernière, qui eut lieu le 2 au soir, Caulaincourt fait valoir énergiquement toutes les complications qu'amènerait le retour des Bourbons, toutes les chances que la situation laisse encore à Napoléon; il insiste surtout sur l'inébranlable dévouement de l'armée et de ses chefs. C'était toucher vraiment la corde sensible; aussi l'empereur Alexandre a fini par dire : « Que Napoléon abdique, et l'on s'entendra peut-être pour la régence. » Ainsi, malgré sa propre déclaration, malgré le décret des sénateurs, dociles instruments de sa vengeance, qui viennent ce jour-là même d'abolir le droit d'hérédité dans la famille de Napoléon, le czar se sent encore dominé par les difficultés de la situation, et n'a pas pris de parti définitif.

Le départ de Caulaincourt soulagea d'un grand poids le gouvernement provisoire et ses premiers adhérents. La présence de ce négociateur suffisait pour paralyser ceux sur lesquels ils comptaient le plus. L'adhésion du corps législatif, qui en entraîna tant d'autres, n'eut lieu qu'après ce départ; le *Moniteur* du 4 avril annonça solennellement que l'empereur de Russie, dès qu'il avait su le changement du gouvernement français *opéré par le sénat,* avait fait proposer à Napoléon, au nom des puissances alliées, de se choisir un lieu et un établissement de retraite pour lui et sa famille; et que le duc de Vicence venait d'être chargé de lui transmettre cette proposition. En cela, le gouvernement provisoire devançait de beaucoup la vérité : ses affaires et celles de la coalition n'étaient pas encore dans un état si prospère. L'attitude menaçante de l'armée impériale commençait à jeter des doutes sur les résultats définitifs de l'occupation de Paris. M. de Talleyrand et ses principaux complices, bien que personnellement rassurés sur leur sort, puisque, de l'aveu même de M. de Pradt, on avait poussé la sollicitude pour eux jusqu'à pourvoir à leur avenir au cas où l'entreprise manquerait, voyaient, le 4 avril, leur ouvrage compromis sans retour par la fidélité de l'armée. Tout leur espoir reposait sur le succès des intrigues ourdies auprès de quelques-

[1] Lettre du prince de Neufchâtel, 31 mars.

uns des principaux chefs militaires, et sur la lassitude et le découragement de plusieurs autres. Cette confiance ne sera malheureusement pas trompée.

L'empereur a puisé dans les communications de Caulaincourt une énergie nouvelle. Le 3, il passe en revue sa garde fidèle. « Sa figure était impassible, a dit un témoin oculaire : telle nous l'avions vue aux jours de gloire et de prospérité, aux Tuileries, à Schœnbrunn, à Potsdam, au Kremlin, telle elle nous parut encore à Fontainebleau. » Salué par des acclamations unanimes, il peut se croire encore au lendemain ou à la veille d'une victoire. Les cris de *Paris! Paris!* retentissent dans nos rangs, comme naguère dans les rangs ennemis. Le même enthousiasme accueille l'allocution véhémente qu'il adresse à l'élite de ces braves troupes, rassemblées autour de lui dans la cour du Cheval-Blanc : « A eux de chasser l'ennemi, maître de Paris par trahison et par surprise; à eux de sauver, de garder cette glorieuse cocarde tricolore, que d'indignes Français remplacent par la cocarde blanche ! »

L'empereur se prépare sérieusement à reprendre l'offensive. Le 3, vers six heures du soir, la garde impériale s'est mise en mouvement vers Essonne. Le 4 au matin, l'ordre est donné de transférer le quartier général de Fontainebleau à Ponthiéry. Après la parade de midi, les maréchaux reconduisent l'empereur dans ses appartements, non plus, hélas ! pour le féliciter ou pour prendre ses ordres. Macdonald lui présente une lettre de Beurnonville, annonçant la déclaration des puissances alliées et le décret de déchéance. « *Demain nous aurons raison de tout cela,* dit Napoléon après s'être fait lire la lettre; je compte sur vous tous, messieurs. » Alors s'élève une discussion, dont les détails, peu honorables pour quelques-uns des maréchaux, ne seront jamais bien connus. L'empereur voit qu'il s'est trompé en croyant pouvoir compter sur eux. Le parti de l'étranger a su exploiter la lassitude, l'égoïsme, l'attrait des intérêts privés, toutes les mauvaises passions qui peuvent en ce moment avoir accès dans les âmes; il a égaré leur jugement et leur conscience. Le salut du pays, la gloire même de Napoléon leur paraissent exiger qu'il abdique en faveur de son fils. L'empereur fléchit sous cette résistance inattendue, et fait son abdication conditionnelle [1].

Une dernière espérance, qui sera cruellement trompée comme toutes les autres, soutient encore Napoléon dans cette rude épreuve. Si l'empereur François n'a pas la force ou la volonté de défendre au moins les droits de sa fille et de son petit-fils, si l'empereur Alexandre et le roi de Prusse se refusent même à cette dernière combinaison, Napoléon doit croire encore qu'un tel acharnement dessillera les yeux des maréchaux, et ranimera leur énergie. Il en est un surtout parmi eux sur lequel il a droit de compter : c'est Marmont, qui commande l'avant-garde d'Essonne; Marmont, qui n'assistait pas à la scène de Fontainebleau, qui, après tout, n'a signé la capitulation de Paris qu'après d'héroïques efforts, et doit avoir à cœur de prendre sa revanche en rentrant le premier dans la capitale délivrée; Marmont enfin, qui doit tout son avancement à l'empereur, et fut toujours l'homme de sa prédilection.

Caulaincourt, Ney et Macdonald sont chargés d'aller défendre à Paris les intérêts de Napoléon II, de l'armée, *de la France surtout* [2]. L'empereur leur a recommandé de voir en passant le duc de Raguse, qui les accompagnera, s'il ne juge pas sa présence indispensable à son corps d'armée. En recevant cette communication, Marmont parut visiblement troublé : cependant il se décida à accompagner ses collègues, et, comme nous allons le voir, ce fut encore un malheur.

Ici les incertitudes, les contradictions se multiplient; nous avons peine à saisir, à étreindre dans ces ténèbres le fait honteux et funeste dont il nous faut bien retracer le souvenir. Le duc de Raguse prétend qu'à Essonne il a donné connaissance aux envoyés de Napoléon des engagements qu'il venait de prendre, lui, avec le prince de Schwartzenberg. Si ce fait était *complétement* exact, loin de l'engager à venir avec eux, ils n'auraient pu lui donner qu'un conseil, celui d'aller se jeter aux pieds de l'empereur. Mais, Marmont, qui, en réalité, venait de promettre par écrit à Schwartzenberg d'adhérer *au décret du sénat du 2 avril* (prononçant l'exclusion contre Napoléon *et sa famille*), et d'abandonner les drapeaux de NAPOLÉON BONAPARTE, pourvu qu'on lui garantît la vie et la liberté dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit [3]; Marmont, voyant que l'abdication conditionnelle redonnait des chances à la régence, ému d'ailleurs de la con-

[1] « Les puissances alliées ayant proclamé que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et même la vie, pour le bien de la patrie, inséparable des droits de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice, et du maintien des lois de l'empire.

« Fait en notre palais de Fontainebleau, le 4 avril 1814. »

[2] Paroles de Napoléon.

[3] Nous ne pouvons omettre ici une observation im-



fiance que lui témoignait l'empereur, confiance encore si entière et déjà si mal justifiée, ne fit à ses collègues qu'un aveu mêlé de réticences. Il convint que des négociations étaient entamées entre Schwartzenberg et lui, mais il ajouta *qu'il n'y avait rien de consommé;* tandis qu'en réalité il se trouvait lié par l'acceptation de sa déplorable proposition, à laquelle plusieurs de ses généraux avaient préalablement adhéré. Du reste, se croyant encore en mesure de réparer le mal qu'il avait fait, il se hâta d'annoncer à ses chefs de corps, par une sorte d'ordre du jour, l'abdication de Napoléon et la démarche qui allait être tentée en faveur de son fils. De plus, il aurait, dit-on, laissé à Souham, qui allait commander en chef en son absence, comme le plus ancien général de division, l'ordre formel de ne faire aucun mouvement jusqu'à son retour[1].

Le mouvement offensif prononcé la veille par l'armée impériale a causé aux souverains alliés, à leurs auxiliaires de la faction royaliste et du gouvernement provisoire, une inquiétude, un effroi dont malheureusement les maréchaux n'ont pu avoir connaissance au moment où ils se décidaient à leur déplorable manifestation de Fontainebleau. La nouvelle de l'abdication conditionnelle et l'arrivée des commissaires impériaux rassure les ennemis, mais redouble les inquiétudes de leurs adhérents, qui ne se voient pas moins compromis par l'établissement de la régence que par le maintien même de Napoléon. C'est devant l'empereur Alexandre que s'établit, dans la nuit du 4 au 5 avril, ce débat suprême qui a décidé en dernier ressort de l'avenir de la France. Le czar semble de prime abord mal disposé pour la régence. Il répète aux maréchaux ce qu'il avait déjà dit à Caulaincourt lors de sa première mission : *Vous venez bien tard.* C'est Macdonald qui se charge de répondre, Macdonald, le plus indépendant, mais aussi le plus loyal des maréchaux. Aux préventions injustes dont il a été longtemps l'objet de la part de Napoléon, il répond par un zèle plus ardent pour servir sa cause; et c'est là une vengeance digne vraiment de tous les deux. Au vote des sénateurs rassemblés par M. de Talleyrand, il oppose l'attitude de l'armée; et cet argument si redoutable acquiert, dans sa bouche, une puissance nouvelle. « Notre cause, ajoute-t-il, devient d'autant plus sacrée que l'empereur, en quittant le trône, nous a défendu de rien stipuler pour lui. » L'âme mobile d'Alexandre est vivement impressionnée de cette noble résignation du grand homme qui fut son ami, et les souvenirs d'Erfurt luttent un moment contre ceux de Moscou. Ney parle ensuite, et fait valoir les ressources militaires qui restent encore à Napoléon; enfin Caulaincourt représente, à son tour, que la déclaration surprise aux souverains alliés le jour même de leur entrée à Paris est en contradiction avec toutes leurs protestations précédentes de respect pour la volonté nationale en France. Ils ont été complétement abusés sur cette volonté, dont l'armée est en ce moment le seul véritable interprète. Enfin, s'élevant à des considérations d'une haute prévoyance politique, le duc de Vicence atteste avec énergie que le rétablissement des Bourbons serait, de toutes les solutions possibles de la crise présente, la plus dangereuse pour le repos futur de la France et de l'Europe entière. Il répète plusieurs fois ces paroles vraiment prophétiques : « Les Bourbons, rentrant en France avec des idées rétrogrades, y amèneront indubitablement des révolutions[2]. »

L'œuvre de M. de Talleyrand, rudement battue en brèche, trouva un défenseur passionné dans l'ancien aide de camp de Moreau, le général Dessolles, que l'empereur Alexandre avait cru devoir appeler à cette conférence, en sa nouvelle qualité de commandant en chef de la garde nationale parisienne. Dessolles insista surtout, et même, dit-on, avec une énergie peu parlementaire, sur les dangers auxquels seraient exposées les personnes qui déjà s'étaient déclarées, sur la foi des souverains alliés, contre le gouvernement impérial. Alexandre répondit vivement que personne n'aurait à se plaindre de

portante, si fâcheuse qu'elle soit pour le duc de Raguse. Les alliés, par le traité de Fontainebleau, accorderont du moins à Napoléon la souveraineté de l'île d'Elbe. Marmont avait jugé que *la vie et la liberté* suffiraient.

[1] Il y a un fait qui démontre jusqu'à l'évidence combien les collègues de Marmont avaient été incomplétement renseignés par lui sur l'état de ses relations avec Schwartzenberg. En passant auprès du château de Petit-Bourg, où était alors le quartier général du prince de Würtemberg, ils y entrent. Marmont, visiblement gêné de se trouver en présence des alliés dans la situation *équivoque* où il dit être avec eux, reste dans la voiture. Les délégués de Napoléon voient à Petit-Bourg le généralissime Schwartzenberg, et, *à leur très-grande surprise,* ils le trouvent aussi fortement prononcé contre la régence que contre Napoléon lui-même. Cette surprise aurait cessé si Marmont leur avait avoué que les engagements déjà pris par lui avec ce général avaient pour base le décret du 2 avril. Sa position vis-à-vis des alliés n'avait malheureusement plus rien même d'équivoque. Toutefois, il paraît indubitable que Marmont eut quelques instants d'entretien secret à Petit-Bourg avec Schwartzenberg, après quoi tous deux rejoignirent ensemble les envoyés de Napoléon. Ce serait dans ce moment que le duc de Raguse se serait fait rendre sa parole.

[2] Conversation du duc de Vicence avec M. Bignon. (Le duc de Vicence est mort en 1821.)

s'être fié à sa loyauté. Pour lui, son incertitude était visible ; il était acculé dans son dernier retranchement. « Je conçois la régence avec l'impératrice et son fils, disait-il ; mais reste toujours Napoléon, et c'est là l'obstacle. Il ne restera pas dans la retraite qui lui sera assignée ; alors la guerre recommencera. La seule crainte de son retour obligera les puissances à tenir leurs armées sur pied [1]. » Enfin, il leur promit une réponse définitive dans quelques heures.

C'était, comme on sait, à l'hôtel de M. de Talleyrand, dans ses propres appartements, affectés à la résidence du czar, que s'était passée cette scène [2] ; aussi les maréchaux et Caulaincourt, en quittant l'empereur de Russie, se trouvèrent entourés des ennemis de Napoléon, dont la curiosité avide et tremblante épiait sur leur physionomie le succès ou l'insuccès de leur démarche. Macdonald fut sublime d'attitude et de langage au milieu de ces conspirateurs, tout pâles de leur trahison [3].

Ici plus que jamais nous pouvons apprécier la sagacité maudite qui a dicté quelques jours auparavant la conduite de M. de Talleyrand, quand il a installé le czar dans son propre hôtel. L'ayant ainsi sous sa main, il put succéder immédiatement près de lui aux envoyés de Napoléon, et travailler à détruire leur ouvrage. Au reste, la démoralisation complète des conjurés dans ce moment est un fait attesté par les mémoires contemporains. Presque tous avaient fait charger leurs voitures, et se préparaient à fuir. M. de Talleyrand et le général Dessolles paraissent seuls avoir conservé la présence d'esprit nécessaire pour conjurer l'orage. Les membres du gouvernement provisoire, et l'empereur Alexandre lui-même, avaient sans nul doute eu connaissance de l'étrange proposition de Marmont, et des dispositions faites par les troupes alliées pour appuyer le mouvement défectionnaire du sixième corps ; mais, en voyant ce maréchal arriver à Paris avec les envoyés de Napoléon, ils avaient dû croire cette désertion contremandée, et d'ailleurs c'était là un fait à n'oser y ajouter foi qu'après son entier accomplissement [4]. Il paraît malheureusement trop certain qu'avant le jour les souverains alliés et leurs auxiliaires furent pleinement rassurés, en acquérant la certitude que la défection suivait son cours au camp de Marmont. Ce qui est indubitable, c'est que l'empereur Alexandre, dès le début de la seconde conférence qui eut lieu le 5 au matin, semblait définitivement revenu à des dispositions hostiles contre la régence. L'arrivée inopinée d'un aide de camp porteur de la dépêche de Schwartzenberg qui annonçait que la défection du sixième corps était consommée, pourrait donc bien n'avoir été qu'un coup de théâtre arrangé d'avance.

Quoi qu'il en soit, cet incident capital détruisait l'argument le plus efficace qui pût être allégué en faveur de la régence, l'attitude unanime de l'armée française. Alexandre, triomphant, s'empressa d'exiger l'abdication absolue de Napoléon.

Voilà donc l'événement qui assure le succès et le salut de nos ennemis, et d'où date vraiment la restauration. Le duc de Raguse en partage la responsabilité avec le commandant en chef par intérim, Souham, et quelques généraux de brigade, s'il est vrai, comme l'affirma sans contradiction le duc de Raguse lui-même dès 1815, que ces chefs, se croyant dénoncés à l'empereur, sont revenus d'eux-mêmes au projet de défection, que le maréchal leur avait *proposé* et fait agréer la nuit précédente. Mais, pour avoir trouvé des complices comme pour s'être repenti trop tard, Marmont n'en est pas moins le grand coupable de cette trahison ; elle est incorporée à sa mémoire, elle portera son nom. « *L'ingrat*, dit l'empereur en apprenant cette nouvelle, *il sera plus malheureux que moi !* » Et nous avons vu s'accomplir l'anathème lancé sur l'ami perfide, sur le guerrier infidèle ! Nous l'avons vu fuir de Paris, poursuivi par les imprécations populaires, impuissant à défendre cette restauration à laquelle il avait si puissamment contribué ! Nous l'avons vu échapper comme par miracle, le 29 juillet 1830, à une balle tirée à bout portant dans les Champs-Élysées ! Sauvé par une fatalité providentielle, il a vécu, comme Caïn, pour son propre châtiment ; pour voir sa faute dépouillée enfin de la sanction du succès ; pour recueillir, vivant encore, l'anathème de la postérité, continuant celui du peuple et de l'empereur !

Déplorable souvenir ! œuvre ténébreuse, accomplie dans les ténèbres ! Impatients d'un trop long

[1] C'était, comme on l'a vu précédemment, l'objet d'un des articles secrets de l'alliance de Chaumont, article qui fut reproduit et développé dans la nouvelle convention signée à Londres aussitôt après le traité de Paris. (Voy. le chap. XIX.)

[2] Caulaincourt, espérant à tort modifier les idées de M. de Talleyrand et s'en faire un auxiliaire, avait décidé ses collègues à le voir avant d'entrer chez l'empereur Alexandre. Cette fois, le langage du chef du gouvernement provisoire fut du moins nettement articulé. « Si vous réussissez, leur dit-il, vous compromettez tous ceux qui sont entrés ici depuis le 1er avril. Mais ne me comptez pas, *je veux être compromis*. »

[3] Voyez Bourrienne, X, 99.

[4] Marmont n'assista pas aux conférences des commissaires de Napoléon avec l'empereur Alexandre.



repos, nos braves pleins d'ardeur ont quitté leurs positions; ils croient former l'avant-garde de l'empereur marchant sur Paris; à chaque instant ils s'attendent à rencontrer l'ennemi, et, au point du jour, ils se voient entourés par l'armée russe, dont les acclamations et les fanfares joyeuses saluent ce triomphe de la trahison [1] ! La rage dans le cœur, les soldats se laissent entraîner jusqu'à Versailles; mais là éclate ce qu'on a si mal à propos nommé la révolte, comme si dans ce moment les chefs supérieurs n'étaient pas les vrais rebelles. Des cris de *vive l'empereur!* s'élèvent de toutes parts; des coups de fusil répondent aux ordres des traîtres qui prétendent commander encore. Sous la conduite du brave colonel Ordener qu'il s'était donné pour chef, le sixième corps s'était mis en marche pour Rambouillet, afin de rejoindre l'empereur. Mais Marmont arrive, bride abattue; on a couru le prévenir, et, cédant aux suggestions perfides des membres du gouvernement provisoire, il vient achever son œuvre fatale. Mettant au service de nos ennemis ce sang-froid, cette fermeté qui leur furent si souvent funestes, il se jette à la tête de ses soldats, brave leurs cris d'indignation, invoque le souvenir de ses anciens exploits, atteste que la paix va se conclure, et ne les quitte qu'après leur avoir fait abandonner la route de Rambouillet. De retour à l'hôtel de M. de Talleyrand, il y est accueilli, fêté comme le héros de la journée, et savoure à longs traits le poison de ces perfides éloges qu'il payera si cher plus tard. Il a triomphé de la fidélité de ses soldats, comme les émissaires du gouvernement provisoire avaient triomphé de la sienne.

Le premier mouvement de l'empereur, en apprenant la défection du sixième corps, a été de prendre des mesures pour assurer la retraite du reste de l'armée au delà de la Loire. « Il n'y a plus, dit-il, d'illusions possibles ni pour l'armée ni pour ses chefs, les alliés ne voulant traiter à aucun prix. » Tel était, en effet, le dernier espoir qui lui restait en souscrivant l'abdication conditionnelle; et, nous aimons à le croire, cet espoir n'aurait pas été trompé, sans la défection du duc de Raguse. Mais ce funeste exemple, que le gouvernement provisoire s'est empressé d'exploiter, de faire retentir dans ses journaux et ses proclamations, n'a pas été perdu pour certains officiers supérieurs de l'armée; et Napoléon voit se propager d'heure en heure, parmi les plus intrépides, un esprit de lassitude et de révolte. Ils n'ont pas vu impunément l'ovation décernée à Marmont. Vainement Napoléon propose de réunir en une seule masse toutes les armées françaises pour tenter une dernière fois le sort des combats, de transporter la guerre en Italie, théâtre de ses premiers exploits; il ne trouve que contradictions formelles, murmures ou silence. Une impulsion fatale a été donnée; le parti de l'étranger a pris définitivement de la consistance : la prolongation de la lutte pourrait devenir un signal de guerre civile. Devant cette considération, Napoléon ne saurait hésiter; il rédige et signe son abdication absolue, conçue en ces termes : « *Les puissances alliées ayant proclamé* que l'empereur Napoléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en Europe, l'empereur, fidèle à son serment, déclare qu'il renonce pour lui et ses enfants aux trônes de France et d'Italie, et qu'il n'est aucun sacrifice, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire aux intérêts de la France. » Cet acte si fameux suffirait pour faire tomber les imputations d'égarement ou d'affaiblissement d'esprit qui circulaient à Fontainebleau, accréditées par ceux auxquels pesait déjà une fidélité trop longue au gré de la fatigue ou de l'ambition. Non, jamais l'empereur n'a été plus maître de lui-même et plus clairvoyant que dans ce moment suprême. Des explications rédigées sous son inspiration et sous ses yeux depuis le retour de l'île d'Elbe vont nous dévoiler toute sa pensée au moment où il abdique, toute la portée des expressions qu'il emploie. Ce n'est pas aux complices des puissances alliées qu'il cède, mais aux alliés eux-mêmes, qui ont en main la force; les sénateurs et les membres du prétendu gouvernement provisoire n'ont pas cessé d'être pour lui des rebelles, se proclamant faussement les organes de la volonté nationale. Dans sa pensée, son abdication est radicalement nulle; car le peuple, dont les suffrages ont consacré son élévation à l'empire, pouvait seul ratifier cette abdication par des suffrages nouveaux. La volonté du peuple a été aussi peu libre que celle du prince; *leur séparation s'opère sous la médiation des baïonnettes étrangères* [2]. » Toutefois,

[1] L'arrière-garde, commandée par le général Chastel, aperçut à temps l'ennemi, et put regagner le pont d'Essonne. Le général Lucotte, commandant la division de réserve, avait refusé d'ajouter foi à l'abdication de l'empereur; il refusa également de quitter ses positions. Les noms de ces deux généraux et celui du colonel Ordener méritent une mention glorieuse dans ce triste épisode de notre histoire.

[2] *Précis de la situation politique de la France*, par M. Bignon, alors sous-secrétaire d'État au ministère des relations extérieures (juin 1815), page 4.

Ce précis fut publié sans nom d'auteur; mais, dans la correspondance journalière du duc de Vicence, conservée par M. Bignon, nous avons trouvé la preuve que cet opuscule avait été fait par ordre de l'empereur, et approuvé par lui. Il parut au moment de son dernier

si Napoléon met tant de soin à constater qu'il ne fait que céder à la violence, n'allons pas en conclure qu'il rêve dès lors la possibilité prochaine de revenir sur son abdication et de tout reconquérir. Quelle pensée humaine aurait pu franchir ainsi d'un élan le gouffre immense qui séparait l'abdication de Fontainebleau du retour de l'île d'Elbe? Écoutons le jugement approuvé par l'empereur lui-même sur le principe de la restauration : « Quoi- « que l'abdication de Fontainebleau ait été primiti- « vement nulle, *elle aurait pu devenir légitime.* Il « dépendait de la famille des Bourbons de donner « à l'œuvre de la violence le caractère de la légalité. « Quelque coupable que cette famille eût été envers « nous par les guerres sanglantes qu'elle nous avait « suscitées, quelque odieux que fût le mode de son « retour, le bonheur des nations absout les rois de « l'irrégularité de la fondation de leur pouvoir, *ou* « *de celle de leur rétablissement*[1]. » L'empereur signe son abdication sans arrière-pensée ; il est résigné à vivre et à mourir dans l'exil, si le bien de la France l'exige.

Le sacrifice est consommé. Ney, Macdonald et Caulaincourt retournent à Paris traiter, sur la base de l'abdication absolue, du sort de Napoléon et de sa famille. Ce n'est pas sans une vive répugnance que l'empereur consent à autoriser cette négociation. S'il était seul, il aurait à la fois un intérêt politique et un intérêt de dignité à ne rien stipuler pour lui-même ; il se réserverait ainsi bien plus complétement l'avenir, en subissant la destinée qu'on lui impose, sans chercher à la modifier par des démarches qui semblent impliquer un consentement réfléchi à ce qu'on veut faire de lui et de la France. Ce ne sont pas seulement, comme on l'a dit, des considérations de famille qui le décident à traiter[2]. Prêt à quitter la France pour un exil sans doute éternel, il n'a pas cru qu'il lui fût permis de laisser échapper cette dernière occasion d'assurer ou d'adoucir le sort de quelques braves, de quelques fidèles serviteurs dont le dévouement et les besoins lui sont connus. Les deux millions que lui réservait l'article 9 du traité devaient être employés en gratifications. La même pensée lui faisait exiger, pour condition unique de sa renonciation au trône d'Italie, le maintien des obligations sur le mont Napoléon de Milan (art. 13). Un article spécial sauvegardait les droits des Polonais qui avaient suivi jusqu'au bout la fortune de la France.

Les chefs de la coalition étaient tout disposés à hâter la conclusion du traité ; ils ne pouvaient être tranquilles tant que Napoléon restait à Fontainebleau, entouré encore de troupes fidèles. M. de Talleyrand s'était empressé de préparer la convention qui devait débarrasser les alliés et leurs amis de ce redoutable voisinage. Cependant la signature du traité fut différée jusqu'à l'arrivée de lord Castlereagh et de M. de Metternich. Digne organe des ressentiments implacables de l'aristocratie anglaise, Castlereagh blâma vivement la disposition qui conservait à *Bonaparte* le titre d'empereur[3]. « J'aurais aussi désiré, écrivait-il à lord Bathurst, *substituer une autre position* à l'île d'Elbe pour lui servir de retraite. » Que l'aristocratie anglaise se console ! le complément de sa vengeance n'est qu'ajourné ; l'année suivante, elle pourra déporter à Sainte-Hélène *le général Bonaparte*.

Les dispositions principales du traité de Fontainebleau sont connues de tout le monde. Pour prix de sa renonciation aux trônes de France et d'Italie, Napoléon obtenait l'île d'Elbe, la reconnaissance des titres de souveraineté dans sa famille, les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, pour Marie-Louise et son fils : ces conditions ont été remplies. Il n'en a pas été de même des stipulations qui concernaient les princes et princesses de la famille impériale (art. 6, 7 et 8) ; des deux millions que l'empereur s'était réservés pour distribuer à titre de gratifications, et du maintien des obligations du mont Napoléon. Les engagements de Fontainebleau ne devaient pas être plus respectés que ceux de Campo-Formio, de Lunéville, de Presbourg, de Tilsitt ! Le gouvernement anglais seul mit quelque franchise dans sa conduite, en refusant de s'associer à un parjure dès lors prévu ou prémédité. Il déclara n'accéder au traité qu'en ce qui concernait l'île d'Elbe et les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla[4].

départ pour l'armée ; aussi la publicité en devint bientôt inutile, et même dangereuse. La plupart des exemplaires furent alors détruits, aussi est-il d'une extrême rareté.

On comprend toute l'importance historique de ce document. Nous nous y référerons plus d'une fois dans le cours de ce volume.

[1] *Précis*, p. 6.

[2] Thibaudeau, X, 25.

[3] Il obtint, au moins, que la reconnaissance de ce titre serait seulement viagère.

L'empereur avait plusieurs fois répété à Caulaincourt que si le choix de sa résidence faisait difficulté, il espérait trouver un asile en Angleterre. Castlereagh repoussa formellement cette alternative. On sait qu'en 1815 Napoléon, proscrit, a renouvelé cette proposition ; on sait aussi comment les ministres anglais y ont répondu.

[4] Acte d'accession donné par Castlereagh le 17 avril 1814.

Caulaincourt rapportait le traité à Fontainebleau le 11 avril. Mais pendant cet intervalle Napoléon a conçu et mûri un projet héroïque et sinistre. Dès le 8, une lettre en chiffres, dictée et adressée par lui à M. de Menneval, secrétaire des commandements de Marie-Louise, annonçait qu'il fallait tout prévoir, *même la mort de l'empereur* [1]. Après tant de jours d'inquiétudes affreuses, de luttes désespérées, tant de défections pour lui si navrantes; dans ce déchaînement inouï et persévérant de tous les hasards et de toutes les passions sur sa tête, Napoléon, après tout, n'eût-il pas été excusable de vouloir en finir avec la vie? Mais, ne nous y trompons pas, le suicide n'est pas de sa part un acte de désespoir, mais d'abnégation et de dévouement paternel. Cet homme, qu'on a voulu représenter comme absorbant tout dans un immense égoïsme, a su ou deviné que sa vie est le seul obstacle sérieux à l'établissement de la régence de Marie-Louise : c'est à sa femme et à son fils qu'il veut se sacrifier. Pendant toute la journée du 12, il refuse de ratifier le traité que lui soumet Caulaincourt. Dans la nuit suivante, il essaye de mettre fin à ses jours avec du poison qu'il portait toujours sur lui depuis la retraite de Moscou : mais ce dernier ami le trahit comme tous les autres, et ne fait qu'ajouter d'atroces douleurs physiques à ses peines morales. Napoléon n'emploiera pas, comme Mithridate, le fer à défaut du poison. Pour lui, la volonté de Dieu s'est manifestée dans l'impuissance du fatal breuvage; il se résigne à vivre.

La dignité, la constance dans le malheur sont la plus belle gloire des héros. Noble victime de la foi jurée, Régulus est plus grand dans son cachot de supplices qu'à la tête de son armée victorieuse. Annibal est moins admirable peut-être sur le champ de bataille de Cannes que dans l'exil, où son infatigable énergie recrute des auxiliaires à sa patrie ingrate, et suscite aux Romains de nouveaux ennemis partout où leur haine lui permet un asile. Louis XIV, « ce prince qui, s'il n'eût pas été héré-« ditaire, aurait signé une abdication de Fontaine-« bleau et non une paix d'Utrecht [2], » Louis XIV ne mérita-t-il pas surtout le nom de Grand dans ces derniers jours de son règne, jours de deuil et d'expiation, où la destinée impitoyable le frappait à la fois comme père et comme souverain? Napoléon est, à son tour, sacré par l'infortune; mais jamais plus haute et plus noble résignation ne fut opposée à malheur plus immense. Triomphe et joie insultante de ses ennemis, délaissement de ses plus fidèles serviteurs, séparation de son fils et de sa femme; incertitude poignante du sort de la France, tout frappe à la fois sur le cœur du héros, et pas une épine ne manque à sa couronne! Échappé malgré lui à la mort, et tout pâle encore des douleurs de l'empoisonnement, il retrouve la force d'adresser au duc de Tarente de nobles paroles de remercîment et d'excuse. Pendant les sept jours qui s'écoulent depuis la ratification du traité jusqu'au départ pour l'île d'Elbe, *trois* de ses maréchaux, Macdonald, Mortier et Moncey, n'ont pas craint de se compromettre en reparaissant près de lui. Berthier s'est échappé pour aller figurer à l'entrée de Louis XVIII : déplorable faiblesse, qu'il expiera par la folie et le suicide! Du moins le duc de Bassano et Caulaincourt restent à l'empereur : il n'a pas fait que des ingrats! Il s'entretient des nouvelles destinées de la France avec ce petit nombre d'amis fidèles. Aucune douleur, aucune passion ne trouble sa vue, n'égare sa pensée. « Le roi, dit-il, recevra la France telle qu'on voudra la lui donner; moi, je ne pouvais la rendre moindre que je ne l'avais reçue. *Si sa famille est sage,* vous serez heureux; *mais il faut qu'on traite bien l'armée, qu'on ne revienne pas sur le passé,* autrement son règne ne serait pas de durée. Qu'on se garde surtout de toucher aux biens nationaux! » — « Du moment où je ne reste plus avec vous, dit-il encore à ceux qui l'entourent, et puisque vous avez un autre gouvernement, il faut vous y attacher franchement, et le servir aussi bien que vous m'avez servi. » Ce langage de Napoléon à Fontainebleau est sincère : loin d'implorer pour lui les fautes des Bourbons, il les redoute pour la France.

L'une de ses grandes préoccupations dans ces derniers jours, c'est le sort de son fils et de l'impératrice. Tandis qu'une autre femme plus digne de lui éteint sa triste vie dans les larmes qu'elle donne, non plus à l'abandon de son époux, mais à son malheur [3], Napoléon, lui, ne songe qu'aux chagrins de Marie-Louise; et chaque jour plusieurs lettres écrites ou dictées par lui vont porter à cette princesse l'assurance d'une affection, d'une sollicitude que l'adversité semble raviver encore [4].

Marie-Louise était restée à Blois jusqu'au 8 avril,

[1] Souvenirs de M. de Menneval, p. 162, t. II.

Le récit que fait cet écrivain du tragique épisode de l'empoisonnement de Napoléon paraît le plus exact et le plus complet. (P. 202 et suiv.)

[2] Note de M. Bignon.

[3] Le traité de Fontainebleau conservait à Joséphine un traitement d'un million : la noble femme n'en a pas joui longtemps. Elle expirait de douleur le 29 avril, et ses dernières paroles étaient : *L'île d'Elbe, Napoléon !*

[4] Voyez les Mémoires de M. de Menneval.

avec les ministres et les membres du conseil de régence, qui se rassemblaient tous les jours, plutôt pour se communiquer les nouvelles que pour s'occuper d'affaires [1]. Une proclamation faite au nom de l'impératrice, et deux circulaires du ministre de l'intérieur aux préfets et sous-préfets [2], furent les seuls actes qui émanèrent de ce fantôme de gouvernement. Conformément aux ordres réitérés de Napoléon, Marie-Louise envoya messages sur messages à son père : toutes ces démarches devaient être inutiles. M. de Metternich avait devancé l'empereur François à Paris; mais il avait laissé près de lui M. de Stadion, l'irréconciliable ennemi de Napoléon. Toutes les instances vinrent se briser contre la force d'inertie du faible monarque : « J'aime beaucoup ma fille et mon gendre, disait-il à l'un des derniers envoyés français, le duc de Cadore; je donnerais mon sang et ma vie pour eux : *mais j'ai promis à mes alliés de ne pas traiter sans eux, et d'approuver tout ce qu'ils feraient...* »

Le 8 avril, le comte Schouwalof, commissaire des alliés, entra à Blois sans rencontrer la moindre résistance; il emmena l'impératrice prisonnière à Orléans. La séparation de Napoléon et de Marie-Louise était dès lors irrévocablement concertée entre les alliés, tandis que l'empereur à Fontainebleau se complaisait encore à des projets de réunion, de voyage en commun avec sa femme et son enfant! Inexorables à force de craintes, les souverains alliés lui interdirent cette dernière consolation de son exil [3].

A Orléans, l'impératrice sembla aux alliés trop près de Fontainebleau : elle fut transférée dans ce triste château de Rambouillet, prédestiné pour servir de lit d'agonie à toutes les dynasties expirantes. Ce fut là qu'elle vit enfin son père; puis les souverains de Prusse et d'Autriche vinrent ajouter aux rigueurs de leur diplomatie l'insulte de leurs visites. Tous deux voulurent voir aussi le roi de Rome, ce pauvre enfant déshérité par eux de deux couronnes. Marie-Louise montra peu d'énergie morale dans ces cruelles épreuves. Elle pouvait réaliser ce type de douleur et de dévouement dont Shakspeare nous a retracé l'expression la plus sublime dans la mère du jeune Arthur, déshérité et condamné, lui aussi, par une politique impitoyable; elle pouvait, comme la reine Constance, forcer ces princes persécuteurs à courber la tête devant la majesté de sa douleur d'épouse et de mère! ils ne trouvèrent qu'une femme timide, éplorée, résignée d'avance à tous les sacrifices au prix desquels ils allaient lui vendre le repos. Elle partit de suite pour Vienne avec son fils, condamné à l'exil éternel qui garde encore son tombeau!

Napoléon quitta Fontainebleau le 20 avril. Son allocution aux braves de sa garde, héroïque débris de tant de combats et de gloire, est encore présente à tous les cœurs : c'est une des scènes les plus touchantes, les plus grandioses de notre histoire [4]. Le premier régiment des grenadiers de la vieille garde formait la haie dans la cour du Cheval-Blanc, depuis l'escalier jusqu'à la grille. Un peu avant midi, Napoléon paraît sur le seuil du château, et descend lentement les degrés. De la main, il arrête le roulement des tambours, et prononce d'une voix émue, mais ferme et accentuée, ces immortelles paroles [5] : « Soldats de ma vieille garde, *je veux vous faire* mes adieux. Depuis vingt ans, je vous ai constamment trouvés sur le chemin de la gloire et de l'honneur; vous vous êtes toujours conduits avec bravoure et fidélité! Encore dans ces derniers temps, vous m'en avez donné des preuves. Avec vous, notre cause n'était pas perdue; *j'aurais pu, pendant trois ans,* alimenter la guerre civile; mais la France n'en eût été que plus malheureuse, *sans aucun résultat. Les puissances alliées présentaient toute l'Europe liguée contre moi. Une partie de l'armée m'avait trahi; des partis se formaient pour un autre gouvernement* [6]. J'ai sacrifié tous mes intérêts au bien de la patrie... Je pars... Vous la servirez toujours avec gloire et avec honneur, *vous serez fidèles à votre nouveau souverain* [7]. Je ne puis pas vous embrasser tous... Je vais embrasser votre chef... J'embrasserai aussi le dra-

[1] Menneval, II, 149.

[2] Voy. Bourrienne, X, 120 et 126. M. de Montalivet est le dernier fonctionnaire civil qui ait montré quelque énergie dans cette accablante situation.

[3] Le 11 avril, M. de Metternich laissait encore à l'impératrice l'espérance de rejoindre plus tard son époux; mais il la trompait sciemment. — C'est à Orléans que fut enlevé le trésor privé de l'empereur. La saisie en fut opérée, au nom du gouvernement provisoire, par un ancien maître des requêtes au conseil d'État, M. Dudon, auquel les faveurs de la restauration n'ont pas manqué. M. Dudon a siégé à la chambre des députés pendant toute la restauration, et s'y est constamment montré le champion sinon le plus éloquent, du moins le plus infatigable des idées rétrogrades.

[4] Nous rétablissons le texte de ce fameux discours, et quelques détails sur ce qui se passa au moment du départ de Napoléon, d'après une copie manuscrite du temps, jointe aux matériaux réunis par M. Bignon et portant tous les caractères d'une authenticité irrécusable.

[5] Nous soulignons les variantes les plus importantes de la copie manuscrite que nous transcrivons.

[6] Tout ce passage manque dans les versions publiées jusqu'à ce jour.

[7] Même observation.

peau... Approchez, général Petit... faites avancer le drapeau... Que ce baiser passe dans vos cœurs! Je suivrai toujours vos destinées et celles de la France!!! » L'empereur pleurait en embrassant le drapeau, et ne pouvait plus prononcer que des phrases entrecoupées. Son émotion avait gagné tout le monde; les officiers baisaient leurs épées, les soldats sanglotaient. « Ne plaignez pas mon sort, reprend Napoléon, refoulant de toute la puissance de son âme cette immense douleur un instant débordée; j'ai voulu vivre pour être encore utile à votre gloire. J'écrirai les grandes choses que nous avons faites ensemble. Le bonheur de notre chère patrie était mon unique pensée; il sera toujours l'objet de mes vœux. Adieu, mes enfants!!! »

Aucune parole humaine ne saurait rendre la sensation produite par ce discours. Ce fut là un de ces moments si rares où les préjugés, les haines, fléchissent désarmés devant l'héroïsme d'un homme. Les commissaires chargés par les puissances alliées d'escorter l'illustre exilé jusqu'à l'île d'Elbe partagent l'enthousiasme général. L'Autrichien Koller crie l'un des premiers : *Vive l'empereur!* Le colonel anglais Campbell pleure, et répète: *Oh! le grand homme! le grand homme!* Soldats, grenadiers, habitants de Fontainebleau, tout le monde se précipite autour de l'empereur pour baiser ses vêtements, pour l'apercevoir encore une fois [1]!

« Soldats, disait l'empereur à Austerlitz, il faut finir cette campagne par un coup de tonnerre qui confonde l'orgueil de nos ennemis! » Cédant à la trahison qui a secondé leur effort suprême, Napoléon, par la sublimité de sa résignation, domine encore et foule aux pieds leur victoire. La scène homérique des *adieux* écrase toutes les petitesses de la réaction royaliste, du triomphe de l'étranger: le coup de tonnerre de Fontainebleau vaut celui d'Austerlitz [2]!

[1] « Des officiers entouraient les commissaires, et leur « disaient : Messieurs, nous vous confions notre empe- « reur ; que rien ne lui arrive! Vous portez les épau- « lettes, votre honneur sera notre garant. » *Mss.*

[2] Nous ne croyons pas devoir reproduire ici les détails connus du voyage de Napoléon, et des insultes des royalistes fanatiques du Midi. Nous n'avons rien de nouveau ni de certain à dire non plus sur cette ténébreuse affaire Maubreuil, qu'un historien récent définit avec assez de justesse : *un vol de grande route, enté sur une mission d'assassinat.* Cette horrible pensée avait été suggérée à Maubreuil par des agents subalternes qui, nous aimons à le croire, n'avaient pas même reçu d'autorisation tacite, mais qui espéraient bien qu'un crime si utile resterait au moins impuni.

# CHAPITRE XXIV.

## RETOUR DE LOUIS XVIII.

**Projet de constitution, rédigé par les sénateurs signataires du décret de déchéance. — Opposition que soulève ce projet. — Rôle mixte de M. de Talleyrand. — MM. de Sémallé et de Polignac, commissaires du comte d'Artois. — Envoi de délégués dans les départements. — La cocarde blanche est substituée à la cocarde tricolore, malgré M. de Talleyrand. — Arrivée du comte d'Artois à Paris. — L'empereur Alexandre le décide à recevoir les sénateurs. — L'empereur d'Autriche et Bernadotte à Paris. — Convention du 23 avril. — Arrivée de Louis XVIII en France. — Déclaration de Saint-Ouen. — Entrée du roi dans Paris. — Départ des souverains alliés. — Détails inédits sur la négociation de la paix de Paris. — Réflexions.**

Nous évoquons dans ce chapitre de déplorables souvenirs. Les derniers moments de l'empire présentent encore un caractère de grandeur désolée qui saisit fortement l'imagination. Mais Napoléon a emporté dans son exil toute la poésie de ces jours de deuil; des pygmées s'agitent et luttent sur les ruines de sa grandeur écroulée.

Pressés d'aborder des faits non moins importants et moins connus, nous allons analyser rapidement les dernières péripéties qui précédèrent le retour des Bourbons.

Les souverains alliés, par leur déclaration du 31 mars, avaient promis de reconnaître la constitution que *se donnerait* la nation française, et invité *le sénat* à en préparer une. Les sénateurs signataires de l'acte de déchéance s'empressèrent d'obéir. Un comité, composé des membres du gouvernement provisoire, de cinq autres sénateurs [1], et de *M. de Nesselrode*, discuta le projet de constitution dans trois séances successives, les 3, 4 et 5 avril. Le projet rédigé dans le sein de ce singulier comité fut présenté aux sénateurs, approuvé par eux le 6 avril, et parut le surlendemain dans *le Moniteur*. Certaines dispositions de ce projet ont conservé une sorte d'importance historique. Aux termes de l'article 2, Louis-Stanislas-Xavier, *frère du dernier roi*, était librement appelé au trône par le peuple français. Cette rédaction avait été maintenue, malgré les réclamations de M. de Montesquiou. Champion intrépide du principe de la légitimité, cet abbé royaliste avait appris à ses collègues le nom et le règne de Louis XVII. Aux termes de l'article 10 du projet, le corps législatif se serait assemblé *de droit* tous les ans, le 1er octobre. La faculté d'élire *directement* les présidents était conférée au sénat, au corps législatif, aux collèges électoraux. Le projet garantissait également la liberté de la presse, l'abolition de la confiscation, la conservation des grades, honneurs et pensions aux militaires, et l'immunité complète des opinions et votes antérieurs. Enfin l'article 29 énonçait nettement le grand principe de la souveraineté du peuple. Le projet devait être présenté aux Français, et Louis-Stanislas-Xavier proclamé ROI DES FRANÇAIS aussitôt qu'il aurait juré et signé un acte portant : « J'accepte la constitution; je « jure de l'observer et de la faire observer. » Ce serment devait être réitéré dans la séance solennelle où il devait recevoir celui des Français. Ces diverses dispositions, rapprochées de ce qui s'est passé en août 1830, pourraient donner lieu à d'importantes réflexions. Nous nous bornons à les indiquer à nos lecteurs.

A tort ou à raison, ce projet souleva des réprobations unanimes. Rejeté avec emportement par les ultra-royalistes, qui y voyaient la ruine du principe de la *légitimité*, il ne réveilla de sympathies nulle part. Le trop fameux article *des dota-*

[1] MM. Barbé-Marbois, Lebrun (duc de Plaisance), Destutt de Tracy, Eymery et Lambrechts. Ces trois derniers seulement appartenaient à la minorité constitutionnelle. M. Lambrechts était l'auteur du préambule du décret de déchéance.

*tions* compromit gravement l'œuvre sénatoriale. « Eh ! que nous veulent ces gens-ci, leur morceau de papier à la main? disaient les royalistes. — Leur constitution est une *constitution de rentes*, etc. »

Au sein du comité, le prince de Bénévent était parvenu, non sans peine, à tempérer le zèle fougueux de l'abbé de Montesquiou, lui représentant que tout ce qui avait été obtenu jusque-là contre Napoléon, et pour les Bourbons, se rattachait aux actes des sénateurs, et que ceux-ci n'avaient agi que sur l'invitation expresse et avec la participation des alliés, sans lesquels on ne pouvait rien encore. Si nous en croyons la correspondance secrète de l'abbé de Montesquiou, retrouvée aux Tuileries, et publiée dans *le Moniteur* lors du retour de Napoléon, l'œuvre du sénat n'aurait été dès lors, dans la pensée du prince de Bénévent, qu'une pierre d'attente du système nouveau, puisqu'il aurait fait passer confidentiellement à Louis XVIII le conseil de publier, « sitôt son arrivée en France, un *édit* dans lequel il aurait déclaré à la fois ses intentions et son entrée dans l'exercice de la souveraineté : manière de procéder qui, *indépendamment de toute constitution,* aurait l'avantage d'éconduire celle du sénat, de l'éconduire lui-même, et de laisser au roi tout l'honneur des priviléges qu'il accorderait à la nation. » Si tel était vraiment, dès le 6 avril, le vœu intime de M. de Talleyrand, faudrait-il en conclure que ses tentatives auprès de Louis XVIII, à Saint-Ouen, pour lui faire accepter la constitution, n'étaient qu'une comédie concertée d'avance? Nous ne le pensons pas. Nous ne discuterons ni la légalité, ni la moralité de cet avis secret, mais l'événement a bien prouvé que l'auteur principal de la restauration n'avait pas trop présumé de l'affaissement moral d'une partie notable de la nation, qui ne demandait qu'un prétexte pour se livrer au repos et à la confiance. Une déclaration prompte et spontanée de Louis XVIII, dès la première heure de son séjour en France, aurait concilié les esprits et levé bien des difficultés. Mais le roi, malgré les avis réitérés qui lui parvenaient d'étape en étape, crut devoir garder le silence; et, à Saint-Ouen, le conflit que M. de Talleyrand avait voulu prévenir se présentait plus grave, plus imminent que jamais.

L'un des grands embarras de la situation, c'était, nous l'avons déjà dit, la faction royaliste qui chaque jour montrait plus d'audace et moins de jugement, prétendant baser le nouvel ordre de choses, non plus sur la déclaration des alliés et les actes du sénat, mais sur la manifestation du 31 mars. Le comte d'Artois, *lieutenant général* du royaume, était encore à Nancy; mais il avait à Paris deux commissaires extraordinaires, munis de pleins pouvoirs, MM. de Sémallé et Armand de Polignac [1]. C'était déjà comme un second gouvernement, dont l'influence, absolument distincte de celle du gouvernement provisoire, et souvent tout à fait contraire, put s'établir à la faveur du tumulte des événements. On vit des commissaires, chargés de notifier aux généraux et aux préfets les événements accomplis, emporter dans une poche les instructions du gouvernement provisoire, dans l'autre celles des délégués de *Monsieur,* et en faire alternativement usage selon les dispositions qu'ils rencontreraient [2]. Parmi ces commissaires nous trouvons l'écrivain énergique et misanthrope qui a dit depuis : « Dans le cours sanglant d'une révolution, « il est quelquefois permis de haïr les hommes, il « faut avoir vu une restauration pour les mépriser « sans retour [3]. »

C'est à la mission de deux de ces commissaires que se rattache l'un des principaux incidents de cette époque, incident qui a exercé de l'influence sur les événements des cent-jours, et même sur ceux de 1830; nous voulons parler du rétablissement de la cocarde blanche. L'aveugle entêtement des royalistes éclata dans toute sa puissance à cette occasion. On a prétendu imposer à M. de Talleyrand la responsabilité de cette énorme faute. M. de Talleyrand était trop coupable pour être à ce point malhabile. Jusqu'à l'abdication conditionnelle et même depuis, l'abolition des couleurs nationales avait été considérée par lui comme une imprudence et un danger; par Napoléon, comme une espérance. Le 3 avril, l'empereur, haranguant ses soldats à Fontainebleau, les électrisait par la nécessité « de défendre ces couleurs tricolores qui « depuis vingt ans les trouvaient sur le chemin « de l'honneur. » Tandis que l'empereur s'armait ainsi des fautes de la faction royaliste, M. de Talleyrand faisait blâmer fortement les journalistes qui, dès le 1er avril, avaient annoncé le rétablissement de la cocarde blanche. « La mesure serait

[1] Frère du dernier ministre de Charles X. Nous retrouvons ce nom de sinistre augure à toutes les phases décisives de la royauté des Bourbons : 1789, 1814, 1830.

[2] « M. le chevalier Mollot, lieutenant-colonel d'infanterie, est autorisé par MM. de Polignac et de Sémallé, le 6 avril, à se rendre en toute hâte à Lyon, Marseille, Toulon, etc., à l'effet d'y donner connaissance *du mouvement populaire et royaliste du* 31 *mars*, et de la déclaration officielle du sénat, etc. » — Les maréchaux Augereau et Masséna certifient en outre que M. Mollot leur a remis des dépêches du comte Dupont, ministre de la guerre.

[3] Alexis Dumesnil.

« intempestive et dangereuse, disait-il à l'agent « Morin. Le gouvernement ne peut pas approuver « cette mesure; les puissances alliées ne la veulent « pas non plus. » Et il s'en référait au ministre russe Nesselrode, présent à cet entretien, qui répondait par une inclination affirmative. Comme nous le verrons tout à l'heure, le prince de Bénévent se voyait dès lors réduit à implorer l'assistance des puissances étrangères, afin d'obtenir des Bourbons les concessions strictement nécessaires pour rendre leur retour possible; et pourtant cette intervention n'a pas suffi pour sauver nos couleurs nationales. Ce fut sans doute un malheur immense pour les Bourbons, mais nous ne saurions nous en plaindre. Le drapeau de Jemmapes et d'Austerlitz eût perdu tout prestige, sous le patronage des étrangers [1]!

Le comte d'Artois rapportait en France cette inintelligence politique incurable et complète, qui devait, seize ans plus tard, rendre sa vieillesse à un exil sans retour. Il déclara *qu'il était prêt à repasser le Rhin,* plutôt que de reprendre ces couleurs *régicides* et abhorrées [2]!

Le rétablissement de la cocarde blanche fut enfin décidé, en dépit de M. de Talleyrand, des autres membres du gouvernement provisoire et de l'empereur Alexandre lui-même, par le succès éclatant qu'obtint à Rouen la mission de deux délégués des commissaires du roi. Déjà les autorités civiles et militaires de cette ville avaient fait leur adhésion au décret de déchéance et au sénatus-consulte qui rappelait Louis XVIII, quand MM. Vente de Francménil et Robert arrivèrent à Rouen le 8 avril au matin. Accueillis avec empressement par le préfet, ils réussirent à le convaincre qu'un changement immédiat de la cocarde était le complément essentiel de sa soumission au nouvel ordre de choses. Le préfet s'empressa de donner des ordres pour que dans toute l'étendue de son département on substituât le pavillon blanc au pavillon tricolore. La conduite de cet administrateur fut approuvée et imitée par le maréchal Jourdan, qui occupait et couvrait Rouen avec son corps d'armée. Ce ne fut pas l'un des moins étranges épisodes de ces tristes journées, que de voir le vainqueur de Fleurus rédigeant, *sous les yeux* des commissaires du roi, un ordre du jour pour exhorter ses soldats à prendre la cocarde blanche, en signe d'adhésion au rappel de Louis XVIII [3].

Cet incident décida la question. Malgré les ordres du gouvernement provisoire, les commissaires du roi firent de suite imprimer et afficher dans Paris la proclamation de Jourdan, et une invitation aux habitants de prendre aussi la cocarde blanche. Tout ce qui émanait de l'armée dominait à tel point le gouvernement provisoire, qu'il crut devoir céder à cette manifestation imprévue. Le 10 avril, *le Moniteur* annonça que la garde nationale prendrait la cocarde blanche. Cependant, le 12, jour de l'entrée du comte d'Artois à Paris, l'on voyait encore, à midi, le drapeau tricolore flotter sur le pavillon des Tuileries. Il fallut, pour le faire disparaître, un ordre direct des commissaires du roi [4]. L'empereur Alexandre avait promis, dit-on, de solliciter directement du roi la conservation des couleurs nationales; mais l'intervention active du czar dut bientôt être employée tout entière à résoudre des difficultés plus imminentes.

Ainsi s'accomplit cette grave mesure, par une sorte d'escamotage, sans raison solide et sans dignité. M. de Talleyrand connaissait trop bien les hommes pour ne pas mesurer d'avance l'effrayante portée de cet acte insensé qui coupait la France en deux. Il était si facile pourtant aux Bourbons de se faire un mérite du sacrifice de quelques pénibles souvenirs, en conservant à la France cet emblème naguère triomphant, glorieux toujours! Et quelle pitoyable raison les royalistes mettaient en avant pour justifier cette proscription! « Un souvenir « affreux, un souvenir de sang, disaient-ils, était « attaché pour tout le monde aux couleurs trico- « lores. Ces couleurs, avec lesquelles une auguste « victime avait été conduite à la mort, devraient- « elles orner le char de triomphe du souverain qui « venait reprendre le trône de son frère et conti- « nuer leur auguste dynastie [5]! » Quatorze régi-

[1] Ce fut cette sage résistance du prince de Bénévent qui donna lieu à quelques royalistes de croire et de dire qu'il ne voulait pas des Bourbons.

[2] Morin, 55.

[3] Cet ordre du jour, qu'on peut lire à la suite du rapport de MM. Vente de Francménil et Robert (Morin, *Pièces justificatives*, p. 345 et suivantes), ne contient du reste rien d'indigne de Jourdan ni de l'armée. Il exprime l'espérance « que Louis XVIII, *qui est Français,* ne restera pas insensible à la gloire dont nos armées se sont couvertes. »

M. de Bourienne (X, 112) rend compte d'une manière inexacte des motifs qui ont décidé Jourdan à faire prendre la cocarde blanche à ses troupes. Le rapport des deux délégués royalistes ne laisse aucun doute à cet égard. Il ne serait cependant pas impossible qu'on eût fait accroire de plus à Jourdan que les troupes de Marmont, en quittant leurs positions, avaient pris la cocarde blanche. La vérité est que Marmont désapprouva fortement cette mesure.

[4] Morin, p. 54. Le 13 seulement, un décret prononce le rétablissement de la cocarde blanche.

[5] Morin, 56.

cides avaient obtenu d'avance cette amnistie que les frères de Louis XVI refusaient à nos couleurs nationales [1] !

Appelé à Paris par M. de Talleyrand, après l'abdication absolue, le comte d'Artois y fit son entrée le 12 avril. Le prince de Bénévent avait fait jusqu'au dernier moment de vains efforts pour amener une transaction entre les prétentions de ce prince, qui entendait gouverner directement en vertu de son titre de lieutenant général, et celles des sénateurs, qui subordonnaient tous les droits du frère de Louis XVIII, et de Louis XVIII lui-même, à l'acceptation de l'acte constitutionnel. Le comte d'Artois avait déjà tout son entêtement de 1830; il refusa un moyen terme très-simple et très-ingénieux que M. de Talleyrand lui faisait proposer, le 11 au soir, et qui consistait à se laisser nommer chef du gouvernement provisoire par acte du sénat. L'entrée solennelle du prince eut lieu sans que sa position politique fût définie. Pour sortir enfin de ce grave embarras, M. de Talleyrand dut recourir à une intervention désormais indispensable, si humiliante qu'elle fût pour la France et les princes. L'empereur Alexandre eut avec le comte d'Artois une conférence de trois quarts d'heure. Devenu soudain plus docile sous la main de nos ennemis, le prince français consentit enfin à accepter des sénateurs le nom de lieutenant général du royaume. Il reçut, le 14 avril, le sénat et le corps législatif. « Persuadé que les principes de la constitution étaient dans son cœur [2], le sénat lui déférait, sous ce titre de lieutenant général, le gouvernement provisoire de France, en attendant que Louis-Stanislas-Xavier de France, *appelé au trône des Français, eût accepté la charte constitutionnelle.* » Forts de la protection du czar, les sénateurs, comme on le voit, ne se relâchaient pas de leur prétention d'imposer au roi l'acte constitutionnel au nom de la nation. Le comte d'Artois, visiblement gêné et contrarié, leur débita d'une voix mal assurée un discours rédigé, dit-on, par l'un des hommes qui avaient voté la mort de son frère, par le duc d'Otrante ! Que pouvait-on augurer de bon d'une situation qui offrait de pareilles monstruosités [3]? « Il n'avait pas reçu mission de son auguste frère d'accepter l'acte constitutionnel (disait-il, ou plutôt disait le discours qu'on lui faisait prononcer); mais il ne craignait pas d'être désavoué en assurant en son nom qu'il en admettrait les bases. » Suivait l'énumération de ces bases, que la charte constitutionnelle reproduisit en effet quelques jours après.

L'entrée solennelle *de l'empereur d'Autriche* était fixée pour le 15 avril. Ce fut un des épisodes les plus bizarres et les plus déplorables de ces jours de réaction. L'empereur Alexandre, le roi de Prusse, le comte d'Artois, allèrent au-devant de lui. Les sénateurs eurent le triste courage de le complimenter d'avoir abandonné la cause de son gendre et de sa fille. Cette pitoyable démarche méritait et obtint une pitoyable réponse : l'empereur François, s'inspirant du fameux manifeste de Gentz, parla de l'immense et inutile *sacrifice* qu'il avait fait de sa fille, après avoir combattu vingt ans *les principes qui avaient désolé le monde :* phrase malencontreuse qui charma les royalistes, mais froissa vivement le sénat. Comparse honteux et désormais inutile du triomphe de la coalition, Bernadotte vint aussi passer quelques jours à Paris. Avant le 31 mars, l'empereur Alexandre avait connu toute l'impossibilité de remplir les promesses faites à ce prince lors de l'entrevue d'Abo [4] ; dès lors la présence du prince de Suède à Paris gênait tout le monde, ses anciens comme ses nouveaux amis. Il repartit dès le 29 avril; et bientôt la facile conquête de la Norwége, la perspective assurée du trône de Suède, endormirent ses regrets ambitieux, et peut-être ses remords.

Le comte d'Artois, pendant ses quelques jours d'autorité suprême, trouva encore le temps de commettre bien des fautes. Il signa, le 23 avril, cette désastreuse suspension d'armes qui a été tant reprochée à M. de Talleyrand. Pour prix de l'évacuation du territoire français de 1792, toutes les places de guerre encore occupées par nos troupes en dehors de ces limites durent être remises aux alliés dans un délai de six semaines. La dotation particulière des forteresses, comprenant non-seulement les dépôts d'armes, mais les archives, inventaires, plans, cartes et modèles, fut abandonnée aux alliés [5]. On a dit que le rétablissement de la

[1] Les détails précédents suffisent, je pense, pour démontrer combien est inexact le récit de M. de Vaulabelle (t. II, p. 40). qui prétend rejeter sur M. de Talleyrand toute la responsabilité de cette mesure.

[2] Paroles de M. de Talleyrand au comte d'Artois, dans la réception du 14 avril.

[3] Le duc d'Otrante n'était à Paris que de l'avant-veille, profondément désolé d'arriver trop tard pour prendre de suite un rôle important, et de n'avoir plus qu'à glaner obscurément dans ce vaste champ d'intrigues. Il devait être pleinement dédommagé en 1815.

L'allocution du comte d'Artois au sénat venait, dit-on, de Fouché à M. de Talleyrand et de celui-ci au prince.

[4] Il avait cependant prononcé son nom, comme pour mémoire et pour l'acquit de sa conscience, dans la conférence du 31 mars; mais le prince de Bénévent avait vivement écarté cette proposition. « S'il nous fallait un soldat, dit-il, nous garderions celui que nous « avons. »

[5] Quelques apologistes malencontreux ont cru justi-

fortune privée de M. de Talleyrand fut le prix d'un trop facile abandon des richesses militaires de la révolution ; nous souhaitons que cette allégation soit calomnieuse, ou du moins exagérée. Mais en admettant même que des nécessités politiques aient seules influé sur ses déterminations, qu'il ait dû fléchir devant des exigences absolues, de quelle immense responsabilité ne reste-t-il pas chargé, lui qui avait dévoué toute son influence au triomphe d'ennemis si avides, si peu généreux; lui qui, dans ce moment-là même, en était réduit à jeter la France appauvrie et humiliée aux genoux du dictateur de la coalition, pour implorer son intervention auprès de Louis XVIII !

Ce prince avait quitté, le 20 avril, sa retraite d'Hartwell. Reçu solennellement à Londres, il s'y était montré assez maladroitement expansif dans l'expression officielle de sa reconnaissance [1]. Il y avait là une double imprudence; remercier ainsi exclusivement et publiquement la politique anglaise, c'était froisser mal à propos la France elle-même et l'empereur Alexandre, qui pouvait s'attribuer tout le mérite du rappel des Bourbons.

Les détails de l'arrivée en France, du voyage de Louis XVIII et de son entrée à Paris ont été reproduits par les historiens de la restauration. On sait que M. de Talleyrand, n'ayant pu obtenir que le roi annonçât des intentions libérales dès le premier moment de son arrivée, échoua ensuite dans toutes ses tentatives pour le décider à accepter l'acte constitutionnel. Ce fut en vain qu'il représenta, dans des notes secrètes, cette acceptation comme indispensable pour tempérer *le mauvais esprit* de l'armée. L'intervention même de l'empereur Alexandre n'eut cette fois qu'un demi-succès. Dans l'entrevue qui eut lieu à Compiègne, le czar n'obtint enfin une promesse qu'au prix de concessions dont il ne comprit pas d'abord la portée. Le chef des Bourbons ne consentit qu'à donner la constitution, non à la recevoir; de plus, il maintint définitivement l'absurde fiction du règne de Louis XVII et des dix-neuf premières années de son propre règne. De nouvelles difficultés s'élevèrent quand il fallut rédiger la célèbre déclaration de Saint-Ouen. M. de Talleyrand essaya vainement de sauver du naufrage la nécessité d'un serment solennel prêté du moins par le souverain à cette constitution qu'il voulait donner lui-même, et de lui rendre encore en quelque sorte le caractère d'un *pacte*, en stipulant le consentement des corps représentatifs et l'acceptation du peuple français. Toute son habileté échoua contre l'obstination du roi. Il fallut, pour parvenir à s'entendre, sacrifier encore le serment du prince et l'acceptation du peuple, et ce ne fut même que sous l'impression d'une communication presque menaçante d'Alexandre que fut rédigé le texte définitif de la déclaration, publiée le lendemain matin par *le Moniteur*. Quelques heures après, le roi fit son entrée dans Paris. Sa présence fut accueillie par des manifestations joyeuses que l'histoire impartiale ne saurait nier, et que la situation explique et justifie. La déclaration de Saint-Ouen avait produit un effet favorable sur l'opinion publique; de plus, l'arrivée de Louis XVIII semblait garantir la conclusion prochaine d'une paix solide, le prompt départ des étrangers. Après tant de malheurs, d'angoisses, qui n'excuserait la résignation et même l'espérance? La dynastie des Bourbons et la France se retrouvaient au fond d'un abîme ; mais ne pouvaient-elles pas en sortir ensemble ?

La conclusion de la paix de Paris et la promulgation de la charte semblèrent justifier jusqu'à un certain point l'espoir de la nation. Pourtant, dès le mois de mai, bien des fautes étaient déjà commises. Nous nous bornerons à rappeler, pour le moment, que l'ouverture des chambres avait été fixée au 31 mai, que le 17 la commission qui devait préparer la charte n'était pas nommée encore, et qu'indubitablement de nouveaux délais auraient entravé la réunion et les travaux de cette commission, si l'empereur Alexandre, persévérant jusqu'au bout dans son rôle de médiateur constitutionnel, n'avait fait de la charte une condition *sine quâ non* de la paix. On a pu donc dire avec raison que la France a dû cette charte au czar plutôt qu'à Louis XVIII, ou que du moins l'intervention d'Alexandre avait été nécessaire pour combattre les influences inconstitutionnelles qui déjà entouraient le nouveau roi. Pendant les dernières semaines de son séjour à Paris, le czar put apprécier la portée de ces influences qu'il jugeait, avec raison, contraires au repos et aux intérêts de l'Europe entière; il partit pour Londres fort mécontent, et toute la pompe

fier la faiblesse des Bourbons en prétendant que Napoléon avait consenti, au moins après la rupture du congrès de Châtillon, à tous les sacrifices concédés depuis par ses successeurs. En admettant même que Caulaincourt ait été autorisé, le 25 mars 1814, à admettre l'abandon et la démolition des citadelles d'Anvers et de Mayence, il y a loin de là aux désastreuses exigences de l'acte du 23 avril. Jamais Napoléon ne les aurait subies; il se serait plutôt coupé la main, comme il l'a dit à l'île d'Elbe.

[1] « C'est aux conseils de Votre Altesse Royale (le prince régent), à ce glorieux pays et à la confiance de ses habitants, que j'attribuerai toujours, après la divine Providence, le rétablissement de notre maison sur le trône de ses ancêtres... »

des ovations anglaises fut impuissante à dissiper ses nouvelles inquiétudes [1].

Les détails qui concernent la paix de Paris appartiennent aux historiens de la restauration. Nous croyons devoir toutefois rectifier à ce sujet certaines assertions inexactes, et placer quelques faits ignorés jusqu'ici, et qui ont leur importance dans l'histoire de notre diplomatie.

Nous l'avons déjà dit, la responsabilité de M. de Talleyrand est assez lourde sans qu'on l'aggrave encore injustement. Il n'est pas exact de dire, par exemple, comme l'a fait un historien très-récent [2], que le traité de Paris, notamment en ce qui concerne les articles additionnels avec l'Angleterre, a été conclu sans débats de la part du nouveau cabinet français. La preuve du contraire existe dans tous les dépôts d'archives diplomatiques de l'Europe.

Un mémoire confidentiel, dont nous avons déjà cité quelques passages précédemment, à propos des négociations de Châtillon, et qui paraît avoir été rédigé par M. de la Besnardière sous les yeux du prince de Bénévent, pour mettre le roi au courant de la situation politique de la France, nous fournit des détails curieux et inédits sur les discussions qui eurent lieu au mois de mai 1814, entre les représentants des grandes puissances [3].

« La France n'a plus un seul allié. Tous les États, grands ou petits, à l'exception de la Turquie et de la Suisse, se sont ligués contre elle. Son territoire est envahi, sa capitale occupée par l'ennemi ; mais, *plus heureuse par ses défaites qu'elle ne l'avait été par ses victoires* (nous citons textuellement cette étrange allégation), elle recouvre ses anciens souverains, et voit naître de ses revers mêmes l'aurore de sa propre tranquillité et du repos du monde. »

Dans les conférences où fut préparée la paix de Paris, le point de départ du négociateur français fut naturellement la déclaration des puissances alliées du 31 mars, déclaration rédigée par lui-même, on s'en souvient. « Les alliés avaient promis d'exiger moins de la France quand l'empereur Napoléon ne régnerait plus, et quand ils n'auraient plus à enchaîner son ambition, et qu'alors non-seulement la France ne perdrait rien de son territoire ancien, mais encore obtiendrait quelque chose de plus. » M. de Talleyrand s'arma de cette promesse dans les négociations de la paix de Paris ; mais, quoiqu'au fond il en espérât déjà peu de chose, les résultats trompèrent encore son attente.

Tout d'abord, lord Castlereagh déclara « que l'Angleterre, qui avait conquis pendant la guerre toutes les colonies hollandaises, ne *voulait* les rendre qu'à la Hollande assez agrandie pour que son existence et son indépendance fussent assurées. Or la Hollande ne pouvait être agrandie ainsi que par la Belgique [4]. » Ce n'était pas tout. « L'Autriche *voulait* reprendre le Tyrol, Saltzbourg et les pays à la droite de l'Inn, ce qu'elle ne pouvait faire qu'en procurant à la Bavière des équivalents. La Prusse en *voulait* également pour l'Anspach et le Bayreuth, passés sous la domination de la Bavière et qui devaient lui rester, d'après les arrangements convenus dès lors entre les puissances. Or, tous ces équivalents ne pouvaient se trouver que dans nos départements de la rive gauche du Rhin. D'ailleurs, tous les ministres de la coalition avaient déclaré formellement que, « selon eux, *il ne pouvait y avoir de sécurité ni pour la France ni pour l'Allemagne,* si la France conservait la rive gauche du Rhin et la Belgique ; » et la France, abattue et désarmée, grâce à M. de Talleyrand, se résignait, par son organe, à ces sacrifices devenus indispensables. Le ministre français croyait devoir faire plus encore, et s'efforçait d'amortir chez nos ennemis toute défiance de l'avenir, en développant les motifs qui pouvaient leur garantir une complète et longue résignation de la part de la France rendue à ses anciens rois et abandonnant presque toutes les conquêtes de la révolution ! M. de Talleyrand dés-

[1] Parmi les fêtes données en Angleterre aux princes et aux généraux de la coalition, il y en eut une où l'enthousiasme de l'aristocratie anglaise se manifesta d'une façon vraiment bizarre ; ce fut la réception de l'empereur Alexandre, du roi de Prusse, de Blücher et du *cosaque Platow,* en qualité de docteurs à l'université d'Oxford.

[2] Vaulabelle, II, 91.

[3] Ce mémoire est intitulé : *Précis des négociations de 1813 et 1814, suivi de considérations sur la paix.* Il doit avoir été communiqué aux ministres alliés. La copie que nous avons sous les yeux présente plusieurs ratures et corrections écrites au crayon, *de la main de M. de Talleyrand.* Ce curieux document historique est écrit sur du papier du cabinet de l'empereur, avec son effigie et l'exergue : *Napoléon, empereur et roi ;* ce qui contraste assez étrangement avec le contenu même du mémoire. L'auteur de cet écrit se borne à rappeler, relativement aux négociations du mois d'août précédent, l'*ultimatum* de Reichenbach, et les menaces de l'Autriche, auxquelles ne crut pas le chef de la France. Il relate ensuite succinctement la correspondance de Francfort et les négociations de Châtillon, et traite enfin de la paix générale comme d'une question actuellement pendante.

[4] Nous pouvons conclure de là qu'au point de vue actuel de la politique de l'Angleterre, le désavantage qui résulte pour cette puissance de la nouvelle séparation de la Hollande et de la Belgique, en 1831, ne peut, dans l'état actuel des choses, être compensé que par la présence en Belgique d'une autorité *neutre,* et au besoin même *conciliatrice* entre la France et l'Angleterre. (*Fév.* 1847.)

approuvait formellement la destination donnée à la Belgique, mais sans pouvoir y mettre obstacle. « *Les Belges*, disait-il, *ne deviendront Hollandais qu'en dépit d'eux* [1]. Ils voudraient, ou former un État séparé et indépendant, ou redevenir Autrichiens, ou rester Français. La Belgique a prospéré depuis qu'elle est française, parce que le marché de la France lui a été ouvert, ce qui a fait fleurir ses manufactures. Elle craint que ce marché ne lui soit fermé, et qu'elles retombent. De son côté, la France pourra regretter la Belgique et les départements du Rhin : il semble donc n'être pas hors de propos de rechercher jusqu'à quel point elle aurait raison de les regretter. Si la France avait encore des projets d'ambition, et que l'expérience qu'elle vient de faire ne l'en eût pas désabusée, elle devrait sans doute désirer de conserver et la Belgique et les départements du Rhin. Maîtresse de la Belgique, elle le serait de la Hollande, dont l'existence serait alors si précaire, que ce ne serait pas la peine de la rétablir. Maîtresse de Mayence et de la rive du Rhin au-dessous de cette place, elle le serait de l'Allemagne divisée en petits États, et qui, du Rhin à l'Elbe, n'a presque pas une seule forteresse.

« Mais le premier besoin de la France est la paix, et une paix longue qui lui permette de recréer sa marine, de rétablir ses colonies, de relever son commerce ; son premier besoin est donc de ne pas être dans une situation à faire ombrage à ses voisins. L'Angleterre ne serait point tranquille si la France possédait la Belgique ; l'Allemagne ne le serait pas si la France possédait toute la rive gauche du Rhin.

« La Belgique n'est point nécessaire à la sûreté de la France, dont tous les points de défense sont en deçà, la Belgique étant elle-même un pays ouvert.

« La France peut être utile à la prospérité de la Belgique, mais non pas la Belgique à la prospérité de la France; beaucoup d'anciennes provinces françaises perdraient ce que la Belgique gagnerait, ayant un genre d'industrie ou de commerce analogue au sien, et ne pouvant soutenir la concurrence avec elle. Or, une nation sage ne doit pas vouloir transporter à une province nouvelle et frontière, que la guerre lui a donnée et que la guerre lui peut ôter, des avantages dont seraient privées par là des provinces qui lui ont appartenu de tout temps et qu'elle ne saurait perdre [2].

« On peut dire la même chose des départements du Rhin. Si donc la Belgique et la rive gauche du Rhin ne doivent plus appartenir à la France, elle aura de puissants motifs de ne pas les regretter.

« Il est trop vrai, *comme le disait le négociateur français à Châtillon* [3], que la France, revenant au point où elle était en 1792, n'aurait plus aujourd'hui la même puissance relative qu'elle avait alors; mais *il est vrai de dire aussi* que toutes les acquisitions faites dans les derniers temps par les autres États n'ont pas entièrement compensé ce que la France avait acquis sous le règne de Louis le Grand.

« Pour juger de la véritable force de la France dans ses anciennes limites, qu'on se rappelle la guerre qu'elle eut à soutenir au commencement du siècle passé, le nombre et l'acharnement de ses ennemis, l'habileté de leurs généraux, les désastres qu'elle essuya, les calamités intérieures qui la désolèrent, la longue durée de cette lutte et son issue. Cependant alors la Lorraine n'était point unie à la France. Renfermée dans ses anciennes limites, la France serait toujours la première puissance de l'Europe; la seule puissance parfaite, parce que seule elle réunit dans une proportion élevée les hommes et la richesse. Elle pourrait donc, sans se nuire, se contenter de son état ancien; mais il lui sera doux de conserver, grâce à l'influence du souverain qui lui est rendu, une portion des conquêtes pour lesquelles elle a prodigué son sang pendant vingt années. »

Ce vœu timide de M. de Talleyrand n'obtint qu'une réalisation bien incomplète, bien insignifiante; les alliés se jugèrent quittes à bon marché des promesses qu'ils avaient faites dans la déclaration de Francfort, et qu'ils jugeaient prudent de renouveler encore le 31 mars, quand ils n'étaient encore qu'aux portes de Paris! M. de Talleyrand avait espéré d'abord conserver quelques parties de la Belgique, notamment les pays de Luxembourg et de Liége [4], mais il fallut bien vite y renoncer. Il comptait du moins sauver le Montbéliard, le Porentruy, Genève et la Savoie; mais, malgré toutes ses instances, nous perdîmes la ville et une grande partie du territoire de Genève et de celui de la Savoie [5].

[1] Les événements ont pleinement confirmé cette prévision.

[2] Ces considérations nous paraissent avoir conservé, dans l'état actuel, une certaine importance, et mériteraient un examen sérieux, même pour pouvoir être réfutées.

[3] Phrase raturée par M. de Talleyrand dans le mémoire confidentiel que nous citons.

[4] Le mémoire de M. de la Besnardière portait : « *Il est possible* que la France conserve *même* Luxembourg, Liége, etc. » M. de Talleyrand corrigea ainsi : « Il est *impossible*, etc. » Dans l'intervalle de la rédaction à la correction du mémoire la négociation avait marché.

[5] On peut voir, dans l'article 3 du traité, le détail des rectifications de territoire et des concessions faites à la France, au delà des limites de 92; concessions dont

On n'a jamais su, et peut-être est-il bon qu'on ne sache jamais, jusqu'à quel point fut porté, *dès le mois de mai* 1814, l'abus immodéré de la force et de la victoire de la part des alliés, tout ce qu'eut d'humiliant, de pénible, même dans la forme, la discussion des articles de la paix avec nos *libérateurs*. Ils ne demandèrent, il est vrai, cette fois, ni indemnité ni contributions pour frais de la guerre; mais les ministres de Prusse et d'Angleterre prétendaient que la France *devait rester chargée de la dette des pays qu'elle ne conservait pas*. Cette prétention fut heureusement abandonnée, et la France se trouva ainsi débarrassée d'environ 122 millions en capital de dettes inscrites. En revanche, elle dut restituer environ 56 millions déposés dans ses caisses pour cautionnement, fonds des communes, dépôts judiciaires, etc. [1].

Débarrassés de Napoléon, les alliés ont enfin atteint leur but véritable; ils ne négocient pas avec nous, ils nous dictent une capitulation. Pendant tout le cours des conférences, le plénipotentiaire français fera de vains efforts pour généraliser la discussion, pour obtenir d'avance quelques données sur l'ensemble des sacrifices qui vont être exigés de nous; on nous les présente successivement, avec les formes les plus impérieuses. En un mot, ON NOUS VERSE L'ABSINTHE GOUTTE A GOUTTE; cette expression échappe à M. de Talleyrand lui-même.

A Châtillon, l'on s'en souvient sans doute, les alliés prétendaient réduire le rôle de la France à convenir de ce qu'elle céderait et de ce qui lui serait rendu, et voulaient qu'elle renonçât d'avance à toute espèce d'intervention dans les arrangements définitifs de l'Europe. C'est à cette occasion que Napoléon écrivait à Caulaincourt « qu'il préférerait voir les Bourbons en France, plutôt que de souscrire à une si *infâme* proposition [2]. » M. de Talleyrand en sollicita le désistement, au nom de Louis XVIII, avec autant d'énergie qu'il pouvait en montrer vis-à-vis des alliés. « Depuis le changement de règne, disait-il, on ne peut songer à vouloir que la France reste étrangère à ces arrangements. Elle y doit intervenir, ne fût-ce que pour l'honneur, et dût-elle n'y influer en rien. »

L'intérêt de la France n'était pas que ces arrangements fussent compris immédiatement dans le traité de paix fait avec elle, et cela pour deux raisons. 1° Il fallait avant tout hâter la conclusion de la paix, et par suite le départ des troupes étrangères, premier vœu, premier besoin de la nation. 2° « Une fois rendue ainsi à elle-même, la France pouvait avoir sur les arrangements à faire une influence sans doute encore très-restreinte, mais qu'il lui eût été impossible d'obtenir pendant l'occupation de son territoire. » L'article 32 du traité de Paris stipula en effet : « Que dans le délai de deux mois, toutes les puissances qui auraient été engagées de part et d'autre dans la présente guerre enverraient des plénipotentiaires à Vienne, pour régler, dans un congrès général, les arrangements qui devaient compléter les dispositions du présent traité. » Mais, pour apprécier pleinement l'esprit de modération et de justice des négociateurs alliés, il faut se hâter de placer, à la suite du traité patent, les articles secrets, qui furent dictés coup sur coup, sans préparation ni discussion, et dont le but était d'annuler, en fait, toute influence française dans le futur congrès et sur le continent [3].

Il fut donc arrêté : « Que la disposition à faire des territoires auxquels la France renonçait par le traité patent, et les rapports desquels devait résulter un équilibre réel et durable en Europe seraient réglés au congrès *sur les bases arrêtées par les puissances alliées entre elles* [4], et elles en donnèrent seulement une connaissance sommaire et générale à la France, dans les articles secrets du traité de Paris [5].

Ainsi, en dépit du changement de règne dont M. de Talleyrand essayait de se prévaloir, l'animosité des alliés restait la même contre la France; leur pensée évidente était de lier les mains d'a-

la majeure partie fut reperdue après les cent-jours.

[1] Rapport confidentiel au roi, du 18 mai.

[2] P. 333.

[3] On trouve dans une liasse volumineuse de papiers relatifs à cette déplorable négociation la note suivante, dictée par M. de Talleyrand : « Sont à faire trois articles secrets : l'un pour fixer les limites futures des possessions autrichiennes en Italie; l'autre pour fixer les limites des futures possessions du roi de Sardaigne; le troisième pour déterminer l'accroissement que recevra la Hollande; mais on ne peut faire ces articles sans données, et l'on n'en a aucune encore. *Les puissances alliées, qui nous versent l'absinthe goutte à goutte, peuvent seules nous les fournir.* »

[4] Premier article secret.

[5] « Les possessions de S. M. l'empereur d'Autriche en Italie seront limitées par le Pô, par le Tessin et par le lac Majeur. Le roi de Sardaigne rentrera en possession de ses anciens États, à l'exception de la partie de la Savoie assurée à la France. Il recevra une augmentation de territoire par l'État de Gênes... Les pays compris entre la mer, les frontières de la France fixées par le présent traité, et la Meuse, seront réunis à toute perpétuité à la Hollande, etc. Les pays allemands sur la rive gauche du Rhin, qui avaient été réunis à la France depuis 1792, serviront à l'agrandissement de la Hollande et à des compensations pour la Prusse et autres États allemands. » (Articles secrets, n°s 2, 3, 4.)

vance à son plénipotentiaire, afin que sa présence à Vienne restât purement nominale et honorifique.

La France aurait pu du moins s'attendre à trouver, dans la restitution à peu près complète de ses colonies, une compensation à de si cruels sacrifices. Dans la pensée de M. de Talleyrand, « il importait moins, en effet, de garder sur le continent que de recouvrer au delà des mers [1]. Sous l'ancien régime, la France avait à peine assez de colonies. La plus considérable de toutes ayant éprouvé des révolutions qui peut-être rendaient impossible son retour à son état ancien [2], il n'en était que plus nécessaire que toutes les autres nous fussent rendues. Les plénipotentiaires anglais à Châtillon avaient fait entendre qu'on restituerait sans difficulté la Guadeloupe et la Guyane, *et qu'il ne serait plus question de prohiber la traite des noirs* [3]. M. de Talleyrand montra sur ce point une vivacité qui, après tout, lui fait honneur. « L'Angleterre, écrivait-il à lord Castlereagh, ne voudra pas sans doute imposer au roi de France de pires conditions qu'elle ne l'eût fait à celui contre lequel l'Europe entière s'était armée : à Châtillon il a été déclaré que cette question ne serait point un obstacle à la paix. Des stipulations de cette nature supposent, entre celui qui les demande et ceux pour qui on les demande, des rapports qui le constituent leur protecteur naturel et reconnu, ce qui n'existe pas entre l'Angleterre et les populations noires; ou à celui qui les impose sur celui qui les subit, *un genre d'empire que sûrement* l'Angleterre ne prétend pas avoir sur la France [4]. » Toutes les représentations de M. de Talleyrand furent inutiles : Castlereagh fut inébranlable dans ses prétentions; et le négociateur français ne fut pas secondé dans sa résistance, comme il l'avait espéré [5]. Il fut obligé de signer l'engagement de concourir, avec S. M. Britannique, à faire prononcer au futur congrès l'abolition de la traite, laquelle devait cesser définitivement, et dans tous les cas, de la part de la France, dans un délai de cinq années [6]. »

M. de Talleyrand ne fut pas plus heureux en ce qui concernait la restitution intégrale de nos colonies. Dès le début des conférences, l'Angleterre avait manifesté la volonté « de garder les îles de France et de Bourbon [7], et de ne restituer nos comptoirs de l'Inde que sous des conditions qui en rendraient la possession humiliante. » M. de Talleyrand, il faut le dire, fit de grands efforts pour sauver quelque chose de ce dernier naufrage. Jugeant avec raison qu'il valait mieux pour la France s'assurer une certaine force au moins défensive dans ses colonies d'Amérique, que de garder dans l'Inde des établissements qui ne pouvaient plus être que purement commerciaux et à la merci des premières hostilités, il proposait de céder à l'Angleterre tous ces établissements moyennant un équivalent dans le golfe du Mexique. Il réclamait à ce titre les îles autrefois françaises de la Dominique, la Grenade et Saint-Vincent. Cette demande fut

[1] Le passage suivant, emprunté au mémoire de M. de la Besnardière, montre combien les chefs du nouveau gouvernement étaient encore novices en économie politique. Pour justifier même par des considérations tout à fait *pacifiques* la nécessité d'une puissance coloniale pour la France, ils s'exprimaient ainsi : « Tout en France favorise depuis vingt ans la division des propriétés. Cette division favorise à son tour la population et en amène facilement l'excès; cet excès est un des plus grands maux qu'un État ait à craindre. Les guerres extérieures ou les commotions intestines en sont l'inévitable suite; si l'on n'a pas pris soin, ou si l'on n'a pas eu les moyens de le prévenir, en procurant à la population surabondante celui de se porter au dehors par la navigation, le commerce et les établissements lointains. » Ces considérations ont influé visiblement, pendant la restauration, sur les projets de conquête de l'Algérie.

L'un des grands économistes de notre époque, M. H. Passy, a pleinement fait justice de ces craintes exagérées sur la promptitude et le danger du morcellement des propriétés en France, dans son savant ouvrage : *De l'influence du système des cultures sur l'économie sociale.* Le nombre des cotes foncières, dans lesquelles il faut comprendre encore les propriétés bâties, ne s'est accru en France que d'un peu plus de 14 p. %, de 1815 à 1842, tandis que dans le même espace de temps notre population a augmenté de 18 p. % : et il reste en France assez de travaux de culture et de défrichements à faire pour occuper toute la masse indigente, et subvenir aux besoins d'un nouvel accroissement de population.

[2] Par un article séparé et secret, l'Angleterre s'engageait à ne mettre ni directement ni indirectement obstacle à toute tentative de la France pour recouvrer Haïti.

[3] C'est dans cette question qu'a pris racine, comme on sait, l'une des difficultés les plus ardues, les plus délicates, qui aient surgi entre la France et l'Angleterre depuis 1830 : celle *du droit de visite.*

[4] Lettre de M. de Talleyrand. (Archives.)

[5] Si l'intérêt du continent est évidemment que la France ne soit pas seulement une puissance continentale, mais qu'elle soit encore une puissance maritime, afin qu'elle divise ses forces entre la terre et les eaux, le continent est intéressé comme la France à ce qu'elle recouvre un état colonial égal à celui qu'elle avait avant les dernières guerres. » (*Mémoire* déjà cité.)

[6] Premier article additionnel avec la Grande-Bretagne.

[7] Cette île fut seule restituée. La conservation de l'*île de France* importait à la fois aux intérêts maritimes et à l'amour-propre de l'Angleterre.

rejetée, et les prétentions victorieuses de l'Angleterre dépassèrent toutes les prévisions du prince de Bénévent. Elle garda non seulement les trois îles dont nous venons de parler, mais encore Tabago et les Saintes, sur la restitution desquelles il avait sérieusement compté. Le roi de France dut s'engager à ne faire aucun ouvrage de fortification dans les établissements des Indes, et à n'y mettre que le nombre de troupes nécessaire pour le maintien de la police [1]. En un mot, toutes les stipulations anglaises du projet présenté le 27 février à Châtillon passèrent dans la paix de Paris.

Nous ne suivrons pas plus loin le développement des conditions dictées à la France et acceptées par elle le 30 mai 1814; cette pénible tâche a déjà été remplie par d'autres écrivains. Nous n'examinerons pas non plus une question à laquelle les écrivains royalistes ont paru attacher beaucoup d'importance, celle de savoir si Napoléon aurait obtenu ou non des conditions plus favorables que celles de la suspension d'armes du 23 avril et du traité de paix du 30 mai [2]. Du moment où il paraît démontré *qu'à Châtillon la paix avec l'empereur n'était plus possible,* cette question perd tout son intérêt. Mais fût-il vrai (et nous n'entendons pas le contester) que M. de Talleyrand et les Bourbons ont obtenu pour la France, en avril et en mai, tout ce qu'*eux* pouvaient en obtenir, un problème historique bien autrement grave resterait à résoudre.

Napoléon, s'il n'avait pas été trahi, aurait-il sauvé la France? Nous ne nous sentons pas la force de répondre à cette question vraiment formidable. Cependant notre récit aura du moins préparé quelques éléments de discussion. Nous croyons avoir démontré que les puissances coalisées n'avaient pas leur existence moins fortement engagée dans la lutte que la France elle-même : ainsi que Napoléon, elles tenaient leur dernier enjeu, et les vainqueurs sortaient du combat plus épuisés que les vaincus. Nous ne recommencerons pas la triste énumération des incidents qui tour à tour ont neutralisé l'effet des victoires de Napoléon. Rappelons toutefois qu'il lui manqua seulement deux mois pour prévenir l'invasion du territoire français; qu'il lui a manqué à peine quelques heures pour secourir Paris; qu'il a fallu la défection de M. de Talleyrand, puis celle du duc de Raguse, pour compléter et assurer le triomphe de la coalition et le retour des Bourbons : qu'ainsi toutes les appréciations historiques semblent confirmer ce mot de Napoléon à son retour de l'île d'Elbe, ce mot consolateur, même pour la postérité : « *Nous n'avons pas été vaincus.* »

Maintenant, les destinées de la France, intimement et inséparablement liées à l'avénement futur de la liberté des peuples, exigeaient-elles le sacrifice de cette grande victime, dont la chute a fait trembler l'univers? Le triomphe de Napoléon aurait-il été autre chose que le prélude d'une coalition nouvelle? Aurait-il mis de lui-même des bornes à ce despotisme dictatorial que l'animosité persévérante des ennemis de son pays n'a pas cessé un moment de rendre au moins excusable? Ceci est le secret de Dieu.

[1] Article 12 de la paix de Paris.

[2] Cette question a été traitée tout récemment dans un article de l'*Union monarchique* du 1er mars 1847, article qui contient à peu près autant d'erreurs que de mots. L'auteur parle d'une *note* des plénipotentiaires alliés à Châtillon, par laquelle ils auraient exigé l'occupation de Strasbourg, Lille et Valenciennes pendant cinq ans. Cette note n'a jamais existé. Il raisonne d'ailleurs, d'un bout à l'autre, sur une base fausse, en opposant les modifications *convenues* le 23 avril et le 30 mai, à l'ultimatum *présenté* le 23 février. Pour pouvoir fonder une argumentation solide pour ou contre, il faudrait que la discussion se fût engagée sur le projet des alliés, ou sur un contre-projet français; que quelque chose pût prouver de leur part une intention sérieuse de traiter avec Napoléon; et cela ne fut jamais.

# CHAPITRE XXV.

## POLITIQUE EXTÉRIEURE. — TURQUIE. — ESPAGNE.

**Ambassade du général Andréossy à Constantinople. — Nouveaux détails sur la paix de Bucharest. — Situation de l'empire ottoman pendant les deux dernières années du règne de Napoléon. — Les consuls français dans le Levant. — Affaires de la Perse. — Position difficile, et belle conduite de l'ambassadeur français. — Il est rappelé par les Bourbons. — Espagne et France. — Restauration de Ferdinand VII. — Ses rapports avec la France. — Traité du 20 juillet. — Conseils inutiles du ministre français à Ferdinand. — Troubles en Espagne. — Arrestation de Mina à Paris. — Renvoi de M. de Casa-Flores. — Long débat entre les deux gouvernements. — Ambassade de M. de Laval-Montmorency. — Conduite équivoque du gouvernement espagnol pendant les cent-jours. — Son zèle intempestif après la bataille de Waterloo. — Réflexions.**

Avant d'aborder le pénible récit des événements de 1815, nous croyons devoir jeter encore un coup d'œil en arrière, et donner quelque développement aux dernières relations diplomatiques du gouvernement impérial avec l'Orient, et aux rapports tout particuliers qui s'établirent, pendant l'année 1814, entre la France et l'Espagne. La spécialité diplomatique de ce livre comporte parfaitement de semblables détails, qui d'ailleurs présentent le double mérite de l'intérêt et de la nouveauté, et auxquels nous n'aurions plus occasion de revenir.

Dans le premier volume de cet ouvrage, nous avons déjà parlé de la paix signée entre la Russie et la Porte, au moment même où la guerre commençait entre la Russie et la France. Ce traité de Bucharest a exercé une influence si décisive sur la destinée de la France et de l'empereur Napoléon, qu'on nous excusera sans doute ici de présenter, à propos de ce grave événement, quelques considérations rétrospectives qui jusqu'ici n'avaient pu trouver place dans notre récit.

L'empereur Napoléon, se décidant à rompre avec le czar, autant peut-être pour assurer l'existence de l'empire ottoman que pour combattre le despotisme maritime de l'Angleterre, aurait eu grand intérêt à rentrer immédiatement dans un concert intime avec le sultan. Néanmoins, vers la fin de 1811, il lui faisait encore donner, *dans une dépêche de dix pages,* le conseil de céder la Moldavie et la Valachie [1] ! Ce ne fut que le 3 mars 1812, quand l'alliance avec la Prusse était signée, celle avec l'Autriche décidée, qu'un courrier arriva de Paris à Constantinople, apportant la réponse de l'empereur à la lettre d'avénement déjà ancienne du sultan Mahmoud, et en même temps les premières ouvertures de rapprochement. On lui proposait de faire alliance avec lui, et on lui offrait, outre la garantie de ses provinces actuelles, la promesse de lui faire recouvrer la Crimée ; mais *on défendait expressément* au chargé d'affaires français, M. de Latour-Maubourg, qui était l'organe de cette proposition, *de la faire par écrit.* Le 21 mars, un nouveau courrier apporta cette fois des pleins pouvoirs pour négocier l'alliance ; il était déjà trop tard.

L'empereur savait que des négociations étaient ouvertes, depuis plus d'un an, entre les parties belligérantes ; il savait que la Russie, feignant de ne pas croire à l'orage dont elle était menacée, persistait à demander des cessions considérables sur le Danube et sur le Thase. Le sultan avait exprimé si fermement sa volonté de ne pas céder, son inté-

[1] Ce conseil donné à la Porte influa même sur la rupture définitive de la Russie et de la France d'une manière plus puissante qu'on ne pourrait le croire. M. Otto acquit à Vienne la certitude que le cabinet autrichien avait eu connaissance de cette communication, et qu'attachant alors une importance extrême à ce que la Russie ne fît pas une telle acquisition, il s'était hâté de faire à la France les ouvertures qui servirent de base à l'alliance offensive du 14 mars 1812. Nous rétablissons ici cette observation importante, qui aurait dû trouver place à la fin du t. II de cet ouvrage.

rêt était si évidemment conforme au nôtre, que l'empereur avait cru pouvoir sans danger pousser jusqu'à l'excès les derniers ménagements pour la Russie. Il n'avait pas apprécié à sa juste valeur la puissance d'intrigue des deux Morousi, princes grecs vendus à la Russie et à l'Angleterre. Ceux-ci ne cessaient de répéter aux Turcs que leur existence en Europe n'était due qu'aux divisions des princes chrétiens; que dès qu'une seule puissance y serait dominante ou prépondérante, les efforts de toutes seraient employés à refouler les musulmans en Asie; que l'empereur Napoléon n'avait plus que la Russie pour obstacle à cette prépondérance absolue; qu'une fois la ruine de cet empire consommée, la leur s'ensuivrait; qu'ainsi c'était le moment d'oublier que les Russes étaient leurs ennemis naturels, et qu'il fallait, loin de leur faire la guerre, s'empresser de conclure avec eux la paix, *dût-elle même coûter quelques sacrifices*. Le prince Dimitrasko (Démétrius) Morousi, interprète de la Porte, était devenu celui des plénipotentiaires turcs à Bucharest : le prince Panayotaki, son frère, était son substitut au camp du grand vizir. Ce furent eux, et Démétrius surtout, homme qui avait autant d'intelligence que d'audace, qui obligèrent à la fois les Russes à demander, et le sultan à céder. Les Morousi avaient eu, par la protection des Russes, les principautés de Moldavie et de Valachie dans leur famille pendant seize ans. Presque tout-puissants à Constantinople par leurs richesses et leurs talents, ils avaient gagné la plupart des ministres ottomans, notamment le grand vizir et le reis-effendi. Mahmoud résistait toujours; mais chacun de ses refus devenait l'occasion d'une sédition au camp et de violents murmures à Constantinople. Les troupes turques étaient réduites, par la désertion, à dix ou douze mille hommes, quand le sultan se détermina enfin à céder [1]. Toutefois il rejeta absolument un article du projet russe qui l'associait à la guerre contre la France [2], et ne traita que sur la base d'une neutralité absolue. La paix de Bucharest n'en était pas moins un acte désastreux pour l'empereur Napoléon, comme pour la Turquie elle-même. Elle laissait à la Russie la disposition de ses forces contre l'invasion française, et assurait, dans un temps plus éloigné, l'accomplissement de ses vues d'envahissement sur l'empire ottoman. Ses nouvelles conquêtes de 1828 ont dignement payé aux Turcs leur neutralité de 1812 et le sacrifice de la frontière du Dniester. Napoléon avait attendu que la guerre avec la Russie fût irrévocablement décidée pour accréditer enfin près de la Porte un ambassadeur, le général Andréossy, qui ne put se mettre en relation avec le gouvernement turc avant le mois d'août [3]. Les ratifications de la paix de Bucharest étaient échangées depuis le 14 juillet! Cette réserve, si imprudemment prolongée vis-à-vis du sultan, prouve du moins que l'empereur Napoléon a voulu jusqu'au dernier jour éviter la guerre.

Le général Andréossy savait d'avance qu'il arriverait trop tard. L'existence du traité de Bucharest lui fut formellement notifiée dans une conférence officielle qui eut lieu le 1er septembre. Deux mois après, la nouvelle de l'entrée des Français à Moscou décidait la chute du ministère ennemi de la France et le châtiment terrible des frères Morousi [4]. Mais le mal n'en était pas moins irréparable. L'ambassadeur français ne put obtenir que des regrets et des vœux stériles; et bientôt les désastres de notre retraite firent évanouir tout espoir d'un renouvellement d'hostilités entre la Russie et la Porte.

Seul État neutre dans la grande lutte européenne, la Turquie, par une exception singulière, réunissait ainsi, dans les deux dernières années du règne de Napoléon, le représentant de la France à ceux des puissances conjurées contre elle. Le général Andréossy a laissé à Constantinople les plus honorables souvenirs. Forcément délaissé par son gouvernement, et réduit à une inaction presque complète, il sut du moins, et c'était beaucoup, garder une attitude ferme et impassible en présence de la joie insultante de nos ennemis. Confiant dans la force impérissable de la France, il entendit sans pâlir l'écroulement lointain du grand empire, et soutint dignement l'honneur et les intérêts de son pays dans les circonstances les plus cruelles et les

[1] Notes communiquées par M. de Latour-Maubourg.

[2] Andréossy, 8 février 1813. Voici, à propos de ce traité, un trait caractéristique des mœurs turques. Dans une querelle qui s'éleva au moment de l'échange des prisonniers, trois cent soixante-six Turcs avaient été tués. La Porte demandait qu'en expiation un pareil nombre de Russes fût mis à mort, et déléguait un de ses plénipotentiaires pour être témoin de cette expiation, *et assister aux exécutions*.

[3] Son arrivée à Constantinople fut encore retardée par la peste, qui emporta cent soixante et seize mille personnes dans cette capitale.

[4] Le prince Démétrius ne fut pas *mis en pièces* par un ordre exprès du sultan, comme nous l'avons dit dans le deuxième chapitre de ce volume, sur la foi d'une première dépêche d'Andréossy : il rectifie lui-même ce fait dans une lettre ultérieure. Démétrius devait être décapité; il se débattit contre le bourreau, auquel il arracha son sabre; et c'est alors qu'il fut haché en pièces par les gardes qui se jetèrent sur lui. On trouva chez lui une bague de douze mille piastres, cadeau de la Russie, et des titres de propriété de terres qui lui étaient également données par cette puissance dans la partie de la Moldavie qu'elle acquérait par le traité.

plus difficiles. Ce noble caractère méritait un regard de l'histoire.

Le système d'absolue neutralité, adopté par la Porte, réduisait vis-à-vis d'elle l'ambassadeur de France au rôle d'observateur. « Le Grand Seigneur, écrivait-il le 3 mai 1813, n'est occupé qu'à rétablir sa considération au dedans. Remis en possession des lieux saints, il jouit désormais de la plénitude du califat. Le fils du pacha d'Égypte (Ibrahim) lui a apporté hier les clefs de la Mecque. » A cette époque le sultan n'avait pas de vassal plus dévoué, plus soumis, du moins en apparence, que Méhémet-Ali : mais, d'un autre côté, il avait à combattre les insurgés de Servie, et surtout le fameux Ali-Pacha. L'Autriche et la Russie semblaient d'accord pour entretenir ces troubles, et ôter ainsi au sultan toute possibilité de faire une diversion en faveur de la France. L'Angleterre agissait en Asie dans le même but.

Les relations entre la Russie et la Porte, bien que rétablies par le traité de Bucharest, n'étaient rien moins que bienveillantes. Les Russes persistaient à retenir, sous divers prétextes, plusieurs provinces et des forteresses importantes [1]. Le gouvernement turc s'en dédommageait sur le commerce anglais et russe, en entravant le transit du Bosphore par de nouvelles mesures fiscales. Dans les derniers mois de 1812, il avait mis l'embargo sur plusieurs navires russes chargés de grains. De son côté, le nouveau ministre russe à Constantinople, M. Italinski, transmettait l'ordre à ces bâtiments de tirer à mitraille sur tout bateau qui approcherait pour les visiter. Cependant le commandant des Dardanelles, obéissant aux ordres réitérés de la Porte, finit par braver cette consigne, et fit débarquer de force les blés russes (19 février), ce qui produisit une vive sensation dans Constantinople, et rendit une lueur d'espoir à notre ambassadeur. Mais cette mesure était en réalité moins belliqueuse que financière; elle tenait à un système général que le gouvernement turc voulait faire prévaloir vis-à-vis de toutes les puissances européennes. « Nous avons, disait le reis-effendi à l'ambassadeur de France, deux embouchures du plus grand intérêt pour les nations franques, et qui ne nous rapportent presque rien : il faut que cela change. » Et il prétendait contraindre même les navires français à déposer désormais dans les magasins de Constantinople une partie de leurs chargements en blés ou autres denrées, à un taux fixé par la Sublime Porte. Andréossy répondit avec vivacité que les Français ne souffriraient jamais une telle violation des traités antérieurs, et cette conversation n'eut pas de suite. Le reis-effendi fut plus heureux auprès des Russes et des Anglais. Les premiers consentirent à laisser pour Constantinople la moitié de leurs chargements, à raison de cinq piastres par kilog. Le prix courant, dans cette capitale, était alors de *neuf* piastres. Cet arrangement servait indirectement nos intérêts, puisqu'en approvisionnant Constantinople à bas prix, il enlevait des ressources aux flottes ennemies. La légation anglaise fut également autorisée à déroger aux capitulations : l'orgueil britannique fléchit devant la nécessité. Après des pourparlers qui durèrent plus d'un an, le droit de libre navigation, interrompu pendant la dernière guerre contre la Russie, fut *racheté* par les Anglais moyennant une taxe de 3 pour 100, basée sur des évaluations faites par le gouvernement ottoman [2].

Condamné à l'inaction sur son terrain principal, le général Andréossy s'en dédommageait en exerçant une heureuse influence sur d'autres points. Par le consulat de France à Bagdad, il entretenait avec la cour de Téhéran une correspondance active, à laquelle il faut attribuer principalement la prolongation de la lutte inégale que soutenaient contre la Russie les Persans, réduits à leurs seules forces.

Le gouvernement britannique, alors si franchement et si complétement uni à la Russie sur le champ de bataille européen, a dans l'Orient des intérêts d'une autre nature, qui lui imposaient une extrême réserve dans la querelle de la Perse et de la Russie. L'intérêt anglais était dans la prolongation de la guerre entre ces deux puissances, guerre qui tout à la fois affaiblissait la Perse et neutralisait les progrès de l'influence russe de ce côté [3]. Depuis la défaite de Tippoo-Saëb, l'Angleterre développait en Orient sa politique d'envahissement avec une persévérance qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, quand on songe surtout aux sacrifices immenses que lui imposait sa lutte désespérée avec Napoléon. Chaque année elle augmentait ses forces dans les Indes et dans la Perse, profitant de la faute qu'avait faite cette puissance, de souffrir sur son territoire une force militaire anglaise permanente [4]. Cependant nos agents consulaires en Orient soutenaient

[1] Ils refusaient notamment de rendre la Mingrélie et la Géorgie, sous le singulier prétexte que les habitants *préféraient être sujets russes*.

[2] Andréossy, 3 juillet.

[3] Aussi les négociations tentées par la Russie vers la fin de 1812, par l'entremise de l'agent anglais sir Gore Ouseley, n'eurent aucun résultat.

[4] Sir Gore Ouseley avait obtenu l'autorisation de lever et d'équiper dix mille Persans à la solde de l'Angleterre.

énergiquement la lutte. Muette jusqu'ici à leur égard, l'histoire doit un souvenir de reconnaissance et de regret à ces généreux citoyens qui ont soutenu jusqu'au bout les intérêts de leur pays avec tant de fermeté et de dévouement. Tels furent MM. de Corancez et Sommaripa à Bagdad, et Raymond à Bassora.

Il faut bien le dire aussi, l'auxiliaire le plus puissant de la France, de ce côté, c'était encore le nom même de Napoléon, l'effet produit par les merveilleux récits de ses victoires sur l'imagination mobile et poétique des Orientaux. Les désastres de l'expédition de Russie, encore à peine connus, n'avaient pu atténuer ce prestige glorieux. Déjà voilé par la tempête, l'astre impérial jetait sur l'Asie ses derniers reflets. C'était en son nom que l'un des derniers descendants des empereurs de Constantinople réunissait dans une alliance commune les tribus de l'Arabie Pétrée [1], et frayait ainsi au glaive de la France un passage vers le cœur de la puissance anglaise. Vers le même temps, un émissaire du puissant chef mahratte Rao-Holkar arrivait à Bassora, et s'adressait à notre consul, demandant à porter à l'empereur des Français *le vœu des Indiens, d'être placés sous sa puissante protection*. En mai 1813, M. Raymond attendait encore des ordres pour autoriser le départ de cet agent, dont la mission présentait un caractère sérieux d'authenticité [2]. Du côté des Persans, la bonne volonté n'était pas moins sincère et moins active. L'Arménien Zadour, homme intelligent et zélé, après avoir servi longtemps d'intermédiaire entre le consulat de France à Bagdad et les ministres persans, avait enfin été délégué par eux pour se rendre en France. Les Anglais, qui avaient à la cour de Téhéran des intelligences chèrement payées, furent prévenus de la mission et du voyage de Zadour; ils lui tendirent, entre Alep et Bagdad, une embuscade à laquelle il échappa heureusement. Notre ambassadeur eut par lui des renseignements précis et satisfaisants sur les affaires de la Perse. Le schah, soutenu par ses fils et son principal ministre Mirza Chefy, se sentait assez fort pour se débarrasser de l'alliance équivoque et oppressive de l'Angleterre, tout en continuant de tenir tête aux Russes. Son envoyé était porteur d'une lettre pour l'empereur Napoléon; il avait les pouvoirs les plus étendus pour négocier une alliance plus intime avec la France. La condition la plus essentielle de cette alliance, ainsi que l'expliqua Zadour au général Andréossy, était que l'empereur, traitant avec la Russie, exigeât d'elle l'évacuation du territoire persan, ou du moins une trêve de plusieurs années, pendant lesquelles ni l'une ni l'autre puissance n'occuperait le territoire contesté [3]. Zadour attendit longtemps et en vain l'autorisation de se rendre auprès de l'empereur. Celui-ci, alors engagé dans la campagne de 1813, ne pouvait appeler à lui l'envoyé persan, pour le rendre témoin de nos revers. Cette mission, qui dans d'autres circonstances eût pu influer sur l'avenir du monde, n'eut donc aucun résultat.

La position de l'ambassadeur français à Constantinople devint cruelle dans les derniers mois de l'empire. Presque toujours sans lettres et sans instructions de son gouvernement, il ne pouvait connaître et prévoir les affaires d'Europe que par les rapports et les conjectures des représentants de nos ennemis; conjectures sinistres, que l'événement justifia toujours! Avant même la conclusion de l'armistice de Plesswitz, les ministres russes, anglais et prussiens, à Constantinople se disaient sûrs de l'Autriche [4]. Bientôt après, notre ambassadeur acquit, par les légations étrangères et par les communications des princes de Moldavie et de Valachie au gouvernement turc, la certitude « que l'Autriche à Prague ferait tout pour assurer une paix très-avantageuse aux alliés; autrement elle romprait la négociation, et se joindrait à eux [5]. » Les Turcs avaient accueilli avec satisfaction l'idée d'un congrès *général*, conçue par Napoléon, et dont ses ennemis seuls n'ont pas voulu [6]. Le reis-effendi parlait d'envoyer un plénipotentiaire à Prague, pour assurer l'intégrité de l'empire ottoman

[1] La mission ou plutôt l'épopée chevaleresque de M. de Lascaris a été dignement restituée par M. de Lamartine, dans le t. IV de son *Voyage en Orient*.

[2] Andréossy, 19 mai; lettre au duc de Bassano. Quelques mois auparavant, l'évêque *melchite* (rit grec uni) de Sayda était parti pour Paris. Le but de sa mission était d'obtenir par l'empereur, pour les chrétiens grecs d'Orient, l'exercice public de leur culte, et leur constitution en un corps de nation, dont le chef, résidant au mont Liban, serait reconnu chef par la Porte. Cet évêque, nommé Athanase, était vicaire patriarcal de sa secte.

[3] Andréossy, 27 août. Notre ambassadeur reçut encore, dans le mois d'octobre, une lettre du principal ministre de Perse, toujours favorable à la France.

[4] 8 juin. Plus de six mois auparavant, Andréossy écrivait déjà : « Je ne sais que penser de l'internonce autrichien, *j'ajouterai presque : et du cabinet de Vienne*. »

[5] Dépêche du 10 août. La négociation fut rompue en effet ce jour-là même.

« Vienne, dit-il ailleurs, a double correspondance, l'une dans le sens des engagements ostensibles du cabinet; l'autre, secrète, suivant la direction des vues nouvelle. »

[6] *Voy.* ci-dessus, chap. VIII.

et la pleine entière exécution des engagements pris par la Russie à Bucharest. Il fut très-étonné de tout ce qui se passa au congrès, et ne comprenait pas que l'empereur d'Autriche fît la guerre à son gendre [1]. Toutefois le gouvernement ottoman crut pouvoir profiter des embarras de la France pour faire revivre d'anciennes prétentions sur les îles Ioniennes, et principalement sur Raguse, où le général Montrichard était alors vivement pressé par les Monténégrins, auxquels se joignaient les Anglais par mer [2]. La correspondance de l'ambassadeur français nous révèle aussi un fait singulier, mais incontestable. Les récits de la captivité de Pie VII, et des prétendues rigueurs exercées contre lui, avaient produit sur l'esprit superstitieux des ministres turcs une impression défavorable. « *Qu'avez-vous fait du pape?* » disait le reis-effendi au premier drogman de la légation française [3]. Les communications étant totalement interceptées, le général Andréossy resta privé de lettres ministérielles depuis le 3 août 1813 jusqu'au 7 mars 1814. Il n'apprit les événements de la seconde campagne de Saxe que par des bulletins d'une insolence inouïe contre l'empereur Napoléon et son armée, bulletins composés et distribués, au mépris de toutes les convenances, par *l'internonce autrichien* Sturmer. L'ambassadeur français montra dans ces circonstances pénibles une fermeté digne des plus grands éloges. Il refusa à la Porte Ottomane l'ordre qu'elle réclamait pour s'emparer de Raguse, et fit disparaître ses prétentions sur cette place. Malgré les bruits terribles qui couraient alors sur la France, il avait su maintenir dans des dispositions favorables le nouveau reis-effendi, nommé au commencement de l'année 1814 [4]. Les dernières instructions du gouvernement impérial étaient du 28 décembre 1813. Elles prescrivaient à notre ambassadeur de nouvelles tentatives pour obtenir des Turcs une diversion contre la Russie. Ces tentatives furent inutiles; nos affaires étaient en trop mauvais état pour que la Porte ne gardât pas la neutralité, quoique faisant des vœux pour nous. D'ailleurs, elle avait besoin, dans ce moment-là, de toutes ses forces pour comprimer la rébellion d'Ali-Pacha, plus menaçante que jamais [5].

Au commencement de mai, le général Andréossy reçut tout à la fois, par un courrier de la légation russe, la nouvelle positive de l'abdication de Napoléon et les premières dépêches du nouveau gouvernement français. M. de Laforest lui écrivait, le 17 avril, au nom du prince de Bénévent, pour lui notifier officiellement le rétablissement des Bourbons. « Vous reconnaîtrez, ajoutait-il, que rien ne « doit altérer les heureuses relations qui existent « entre la Porte et la France. L'alliance des deux « États fut établie par deux de leurs plus illustres « monarques. Tous les descendants de Charles Ier « et de Soliman s'y sont montrés fidèles. »

Le maintien du général Andréossy à l'ambassade de Constantinople était un acte de sage politique de la part de M. de Talleyrand. Compagnon de Bonaparte en Italie et en Égypte, son chef d'état-major au 18 brumaire, Andréossy ne pouvait accueillir le retour des Bourbons avec une joie bien vive; mais il était trop loyal pour ne pas faire aux intérêts de son pays le sacrifice de ses sympathies personnelles. Sous Louis XVIII comme sous Napoléon, Andréossy fut le digne représentant de la France. Il écrivait à M. de Talleyrand, le 1er août : « Je me conduirai de manière à ne pas laisser croire que la France sous ses rois soit moins à respecter que sous le gouvernement déchu, » et il tint parole. Son attitude ferme et digne produisit les plus heureux effets; grâce à lui, ni l'honneur ni les intérêts de la nation française ne souffrirent de nos revers. Les relations rétablies avec les légations russe et française devinrent bientôt intimes; mais Andréossy refusa de se prêter à aucun rapprochement avec l'internonce autrichien, dont la conduite avait été odieuse au moment de nos grands désastres. Il écrivait là-dessus à M. de Talleyrand : « Sa Majesté sent trop bien le prix de « l'honneur pour ne pas approuver ma conduite [6]. » Il était beau de voir l'ambassadeur de Louis XVIII poursuivre en son nom la réparation d'injures faites à la France dans la personne de Napoléon. L'estime qu'Andréossy avait su inspirer était telle, que les légations des autres puissances alliées (chose incroyable) firent cause commune avec lui. Lors de la célébration de la fête d'Alexandre à l'ambassade russe, notre ambassadeur et sa nation y furent accueillis avec la plus grande distinction; l'internonce autrichien dut s'abstenir d'y paraître. Tous les autres ambassadeurs étrangers avaient également pris part à la fête française de saint Louis. Dans un grand dîner donné quelque temps auparavant aux principaux résidents français, Andréossy avait prononcé ce toast remarquable, digne d'être recueilli par l'his-

[1] 10 septembre.

[2] La Porte avait toujours éludé la reconnaissance de la propriété des îles Ioniennes, accordée à la France par le traité de Tilsitt. (Lettre d'Andréossy au commandant de Corfou, 12 octobre.)

[3] 23 décembre.

[4] Galib-Effendi, ancien ambassadeur à Paris.

[5] 24 avril.

[6] 1er août.



toire : *A Louis le bienvenu! Sa fermeté à l'égard des puissances étrangères, soi-disant victorieuses, présage un règne honorable pour lui et glorieux pour la France*. Il est à regretter pour la France même et pour son nouveau souverain que cet éloge n'ait pas été pleinement mérité. La disgrâce et le rappel d'Andréossy, vers la fin de 1814, montrèrent combien sa manière de comprendre et de soutenir l'honneur français déplaisait à la faction rétrograde qui avait alors la haute main dans les affaires du pays. Il fut unanimement regretté à Constantinople, et y a laissé les plus honorables souvenirs.

Ce rappel, contemporain des négociations les plus actives de Vienne, fut une faute et un malheur. Le nouvel ambassadeur, M. de Rivière, fut retenu dans le midi de la France par les événements de 1815; et fût-il même arrivé à temps, il n'aurait pas remplacé Andréossy. On perdit ainsi l'occasion de faire peser dans la balance les dispositions de la Porte, qui plus que jamais voyait en nous ses alliés naturels, depuis que la chute de Napoléon avait fait disparaître la menace d'une prépondérance française, depuis surtout qu'elle voyait les triomphes des alliés profiter à leurs prétentions sur diverses parties de l'empire ottoman [1]. Mais il était dans la destinée des Bourbons de ne savoir user d'aucune ressource; d'avoir tout sous la main, et de tout laisser perdre. Tel est le vertige fatal qui plane sur les races condamnées.

Le gouvernement de la restauration, excusable peut-être, au milieu des graves préoccupations qui l'absorbaient, d'avoir complétement délaissé son ambassadeur à Constantinople, pendant l'année 1814, avait trouvé vers la même époque un sujet d'embarras graves et inattendus dans ses relations avec le nouveau cabinet de Ferdinand VII. Nous devons quelques développements à cet épisode curieux et peu connu de l'histoire de notre diplomatie.

Une contre-révolution, militaire et populaire tout à la fois, dont les détails appartiennent à l'histoire de l'Espagne, avait fait table rase de la constitution de 1812 et des cortès, et restitué au nouveau roi d'Espagne la plénitude des prérogatives de la royauté absolue. Jamais peut être aucun souverain n'eut dans les mains une destinée plus facilement glorieuse et brillante que ce prince, rejeté par la tempête d'une prison sur un trône. Armé du prestige encore ineffacé de la royauté, il pouvait se montrer d'autant plus clément qu'il était plus fort, confondre dans une amnistie et une réconciliation communes tous les partis politiques qui avaient si longtemps déchiré l'Espagne. Si ses préférences appartenaient naturellement aux partisans de la royauté absolue, du moins la raison d'État lui commandait un généreux pardon pour ces libéraux dont l'énergie avait, après tout, contribué puissamment à son retour, et dont tout le crime était d'avoir voulu prématurément associer à ce retour des réformes dont la masse de la nation ne comprenait pas encore l'utilité. Ce pardon devait couvrir aussi les Espagnols coupables d'avoir reconnu le roi Joseph, et qui pouvaient alléguer tant d'excuses plausibles en faveur de leur conduite [2]. La Providence ne permit pas que tant de bien se réalisât, et fit apparaître sur le trône d'Espagne, au lieu de l'image glorieuse et bénie de la royauté, la sanglante caricature du despotisme.

A Madrid même Ferdinand a conquis le dernier champ de bataille du pouvoir libéral agonisant. Les emprisonnements, les proscriptions ont annoncé et précédé són entrée triomphante dans sa capitale [3]. Quarante députés des cortès sont arrêtés, jugés et condamnés aux galères : flétrissure odieuse et impuissante, dont l'infamie retombe tout entière sur ceux qui l'infligent. Le sort des *afrancesados* réfugiés ne sera pas meilleur; ils retrouvent dans le nouveau roi l'animosité furieuse dont les poursuivait le parti libéral au temps de sa puissance. Haine sans merci, persécution sans relâche à tous les partis qui ont diversement attenté aux droits de la royauté légitime; voilà toute la politique de la restauration espagnole.

Cependant des relations suivies s'étaient établies entre le nouveau cabinet des Tuileries et celui de Madrid. L'intérêt politique des deux cours leur prescrivait d'agir de concert au congrès de Vienne, qui allait prochainement s'ouvrir [4] : il fallait d'ailleurs qu'un nouveau traité entre la France et l'Es-

[1] Le général Andréossy écrivait, le 7 juillet 1814 : « Les événements de l'Europe mettent le Grand Seigneur dans l'embarras. Corfou ne présentant plus un point de sûreté, l'Albanie peut être regardée comme entre les mains des Anglais. Aux frontières de la Dalmatie se trouvent les Monténégrins, toujours secondés par les intrigues de la Russie, dont ils sont presque les sujets. L'Autriche a équipé, armé plus de vingt mille Serviens. La Grèce a fourni beaucoup de matelots aux Anglais. Outre les pays que la Russie devrait rendre et ne rend pas, cette puissance vient encore d'occuper les États du prince Salomon. »

[2] *Voy.* le *Mémoire justificatif* publié en 1814 par Aranza et O'Farell, deux des principaux proscrits de cette catégorie.

[3] 14 mai.

[4] On sait que l'ancien système fédératif de la France reposait sur l'alliance perpétuelle avec l'Espagne; le retour à ce point de vue avait dû être saisi avec empressement par M. de Talleyrand et par le plénipoten-

pagne remplaçât celui de Valençay, considéré d'un commun accord comme nul et non avenu. Pendant qu'on négociait ce traité, les Espagnols partisans de Joseph et réfugiés en France s'adressèrent à Louis XVIII pour obtenir par son intercession quelque adoucissement aux nouvelles mesures de rigueur qui venaient d'être prises contre eux [1]. Ils rappelaient que, par le traité de Valençay, Ferdinand VII avait promis aux employés du gouvernement de Joseph non-seulement indulgence, mais conservation de leurs honneurs. Frappé de l'équité de cette réclamation, le gouvernement français voulait insérer dans le nouveau traité un article d'amnistie. Le prénipotentiaire d'Espagne au congrès de Vienne, D. Gomez Labrador, déclara au prince de Bénévent qu'il avait l'*ordre formel* de son souverain de n'admettre aucun article sur ce sujet, sous quelque forme que ce pût être [2]. « C'était, disait le roi, se mêler des affaires intérieures. » Cette note donna lieu à des représentations très-sensées, bien qu'un peu faibles, de la part du ministère français. On répondait au plénipotentiaire espagnol [3] : « Le roi respecte les droits et l'indépendance de Sa Majesté Catholique ; mais en même temps il est convaincu que la *paix de l'Europe dépend de la paix intérieure des États ;* qu'ils sont tous solidaires les uns des autres ; que leurs maux, ayant eu la même origine, exigent les mêmes procédés ; que les meilleurs de ces procédés sont la *clémence et l'oubli.* » Cependant on n'insistait pas sur l'insertion de l'article d'amnistie, se bornant à recommander de nouveau les réfugiés à la *clémence* de Ferdinand VII.

Les mesures réactionnaires et tyranniques se succédaient en Espagne avec une effrayante rapidité. Le 21 mai une circulaire ministérielle restituait aux couvents leurs propriétés. Au mois de juin, quinze ou seize journaux cessaient de paraître [4]. Le 24 du même mois, un nouveau décret du roi exemptait les biens et dîmes appartenant au clergé des impositions et contributions auxquelles ils avaient été assujettis par les cortès. Un autre rétablissait les anciennes contributions sur le pied de 1808 ; un autre, du 21 juillet, remettait en vigueur le conseil suprême de l'inquisition et les autres tribunaux du saint office [5]. Les quarante députés libéraux arrêtés trois jours avant l'entrée du roi à Madrid attendaient leur sort depuis quatre mois dans les fers ; le 20 septembre une commission est enfin nommée pour les juger : craignant sans doute que cette commission ne soit pas assez occupée, le roi ordonne de nouvelles arrestations de personnages marquants, suspectés de *partager les opinions des détenus, d'être affiliés à la franc-maçonnerie,* etc. On procède à la vente des biens de plusieurs libéraux ou partisans de l'ex-roi Joseph qui ont quitté l'Espagne. Ferdinand ne dédaigne pas de surveiller lui-même l'exécution des mesures de rigueur qu'il prescrit. On l'a reconnu la nuit dans les rues de sa capitale, suivant, enveloppé de son manteau, les patrouilles qui vont faire les arrestations. Voilà les gais passe-temps, les sérénades du nouveau monarque, sous ce beau ciel espagnol qu'il revoit après six années de captivité [6] !!

Chaque jour des jugements aussi arbitraires que les arrestations décidaient du sort des détenus. Ar-

tiaire espagnol, D. Gomez Labrador. Il est à remarquer que les ridicules susceptibilités de la cour de Madrid, dont nous parlerons bientôt, ne troublèrent pas la bonne harmonie entre les deux légations à Vienne, harmonie commandée d'ailleurs impérieusement par l'intérêt dynastique, surtout dans la question napolitaine.

[1] Une circulaire du gouvernement espagnol, du 19 mai, proscrivait du sol natal tous les employés du *gouvernement intrus*, tels que ministres, conseillers d'État, ambassadeurs, consuls, administrateurs, généraux, officiers jusqu'au grade de capitaine inclusivement, etc.

[2] Note du 13 juillet.

[3] Le 20 juillet.

[4] Les rédacteurs de l'un de ces journaux (*l'Universel*), Villanueva et F. Joseph Locanal, étaient envoyés, l'un aux galères pour six ans, l'autre pour six ans aussi en reclusion dans le couvent le plus rigide de son ordre, le tout par un pur acte de volonté royale.

[5] « Le glorieux titre de Catholique, qui nous distingue parmi tous les autres princes chrétiens, est dû à la persévérance des rois d'Espagne, qui ne tolérèrent dans leurs États aucune autre religion que la catholique. En conséquence, j'ai résolu, etc. » Les rois d'Espagne et de Sardaigne ayant tout remis chez eux sur l'ancien pied, la torture se trouvait rétablie de droit. Il faut dire, à leur louange, que l'un et l'autre la supprimèrent par un décret spécial (*Note de M. Bignon*). Le duc de Ciudad-Rodrigo passa plusieurs mois à Madrid avant de retourner en Angleterre. Nous ne trouvons pas que son influence ait été employée à modérer les rigueurs de Ferdinand contre ses sujets. Le seul résultat de sa présence et de ses démarches fut une circulaire ministérielle qui permit aux Anglais la libre importation de leurs tissus de coton, du mois de juillet à celui de novembre. A ce prix, l'Angleterre toléra les saturnales du despotisme espagnol. Plus tard, cependant, sir Henri Wellesley (frère de Wellington) parla à notre ambassadeur des dégoûts que lui faisait éprouver la conduite du gouvernement espagnol, qui ne suivait ni ses avis ni ceux de sa cour.

[6] Le ministère français, refusant d'ajouter foi aux récits qui lui arrivaient de toutes parts sur la conduite de Ferdinand, demanda des renseignements précis au chargé d'affaires de France à Madrid, M. d'Agout. Ce-

guelles, Martinez de la Rosa et d'autres députés étaient envoyés *aux galères,* d'où ils devaient rapporter plus tard d'honorables cicatrices dans les tribunes législatives et dans les conseils royaux. D'autres en étaient quittes pour la prison ou des peines pécuniaires. L'autorité royale intervenait parfois dans ces sentences, *mais toujours pour aggraver le sort des condamnés* [1].

Ainsi régnait ce déplorable prince, qui, le dernier peut-être, aura montré dans un État européen tous les vices et toutes les misères du despotisme. Il faudrait aller chercher dans les jours les plus mauvais du Bas-Empire un caractère analogue au sien, étrange amalgame de bassesse et d'orgueil, de timidité et de cruauté, d'entêtement et de faiblesse. En moins de six mois il avait perdu tous les avantages de sa position, ravivé les maux qu'il pouvait guérir, et fait à son pays une plaie qui saigne encore après trente années! Tant de fautes ne tardèrent pas à porter leurs fruits. Le parti constitutionnel aurait consenti plus volontiers encore en Espagne qu'en France à accepter du roi, comme un bienfait, quelques concessions aux idées nouvelles. Persécuté avec acharnement, ce parti commença à relever la tête. Des manifestations en faveur de la constitution de 1812 eurent lieu en Catalogne, en Estramadure, dans le royaume de Valence, à Cadix. Dès le mois de septembre 1814, le célèbre chef de guérillas Mina reprit les armes, déclarant vouloir un roi constitutionnel, l'abolition de l'inquisition et des moines. Cette insurrection ne fut pas heureuse. Après un coup de main infructueux sur Pampelune, sa troupe se dispersa, et lui-même dut chercher un asile en France, et à Paris même, où sa présence devint, comme nous allons le voir, l'occasion d'un sérieux conflit entre les cours de France et d'Espagne.

Depuis quelque temps déjà le roi Ferdinand, mal satisfait de ne pouvoir se venger que des *factieux* qu'il tenait en son pouvoir, cherchait à atteindre les Espagnols fugitifs. Le chargé d'affaires espagnol à Rome avait réclamé précédemment l'extradition du prince de la Paix, que Ferdinand prétendait faire juger en Espagne; Pie VII avait rejeté avec indignation cette odieuse demande. Le 6 octobre l'extradition de Mina fut demandée de même par le duc de San-Carlos, alors ministre. Ce personnage, quoique appartenant à la fraction la plus exaltée du parti servile, et ayant donné au prisonnier de Valençay des gages de dévouement dont le roi Ferdinand aurait dû se souvenir [2], lui était devenu suspect par l'improbation de quelques mesures extrêmes de rigueur contre les libéraux. Ferdinand allait trouver un serviteur en tout point digne de lui dans M. de Casa-Flores, son chargé d'affaires à la cour de France. Celui-là, non content de réclamer aussi l'extradition de Mina, se livrait, sur le territoire français et à Paris même, à des investigations qui auraient fait honneur au zèle et à la sagacité d'un alguazil. Un jour, trois réfugiés espagnols se présentent à l'ambassade d'Espagne chez le chargé d'affaires, pour le prier d'intervenir en leur faveur auprès de son gouvernement [3]; il leur répond en les faisant arrêter, séance tenante, par un agent de police français! Ce n'est pas tout encore; toujours à l'aide d'agents de police, qui font la faute de lui prêter leur ministère, il découvre et fait saisir, dans un hôtel garni de la rue Vivienne, un autre Espagnol, qui se trouve être le général Mina. Cette fois le gouvernement de la restauration *lui-même* perdit patience; il jugea ces actes odieux en eux-mêmes, et de plus attentatoires à la souveraineté royale. Un rapport à la fois énergique et sensé fut mis sous les yeux du roi [4]. « Le droit des gens, y disait-on, laisse chaque souverain libre de donner asile aux sujets d'un autre pays qui, de quelque manière que ce soit, ont encouru chez eux la vengeance de l'autorité ou des lois, *à moins qu'une convention expresse ne s'y oppose.* Une convention de 1765 existe avec l'Espagne; mais elle ne concerne que les déserteurs, malfaiteurs, etc., et non les criminels d'État. Or, de tout temps le droit des nations et les souverains ont fait une grande différence entre ces deux espèces de coupables [5]; et tandis que l'extradition des criminels de la première espèce s'accordait assez facilement, celle des criminels d'État n'avait guère lieu que dans les États faibles qui se trouvaient dans la dépendance de celui qui les réclamait. *La dignité d'un État indépendant, une certaine délicatesse de conscience publique, s'opposaient à livrer des hommes accusés de ce que l'on comprend dans la*

lui-ci répondit, le 8 décembre, par les détails odieux qu'on vient de lire.

[1] D'Agout, 8 décembre.

[2] *Voy.* ci-dessus, chap. XVI.

[3] Il n'y avait pas encore alors d'ambassadeur espagnol accrédité près de la cour de France.

[4] 21 octobre.

[5] Dans une lettre de quinze ou vingt pages, écrite quelques jours après par le duc de San-Carlos pour demander de nouveau l'extradition de Mina, ce ministre prétend que « si l'on doit, aux termes de la convention de 1765, se remettre les criminels ordinaires, *à plus forte raison* les criminels d'État. Mina, ajoutait-il, n'est pas moins coupable que s'il eût attenté à la vie du roi; et dans ce cas est-ce que la France ne le livrerait pas? » Nous verrons tout à l'heure un échantillon plus curieux encore d'argumentation espagnole.

*dénomination si vague de crimes politiques*. Cette conscience publique a toujours empêché les gouvernements de faire à cet égard des conventions expresses. Elle a constamment improuvé la violation d'une maxime qui est si souvent devenue la sauvegarde de l'innocence. D'ailleurs ces Espagnols arrêtés à Paris, en s'éloignant des frontières où ils auraient pu être dangereux, et se réfugiant au sein de la capitale, sont venus se confier à la magnanimité royale, *et demander l'hospitalité à la nation française*. » L'histoire doit savoir gré à Louis XVIII d'avoir approuvé, inspiré peut-être des considérations si honorables. Sa décision ne se fit pas attendre dans cette grave circonstance. Déjà Mina et les autres Espagnols avaient été remis en liberté. M. de Casa-Flores reçut l'ordre de quitter Paris sur-le-champ.

L'expulsion si bien méritée de cet agent va devenir le signal de nouvelles violences du roi Ferdinand. Ces violences ne s'exercent plus cette fois contre des libéraux ou des *afrancesados*, mais contre les hommes qui lui ont donné des gages du dévouement le plus illimité, contre des partisans exaltés du pouvoir absolu, mais qui, conservant encore quelque bon sens, n'ont pu s'empêcher de blâmer l'imprudence de Casa-Flores et quelques mesures de rigueur par trop intempestives. Le vainqueur de Baylen, Castanoz, est relégué à Badajoz ; Macanaz, l'un des compagnons de la captivité de Ferdinand, est arrêté, *jugé par le roi lui-même*, et condamné à rester enfermé dans une forteresse *aussi longtemps que Sa Majesté le jugera à propos*. Enfin le duc de San-Carlos lui-même expie par une disgrâce éclatante l'imprudent aveu qu'il a cru devoir faire des torts de Casa-Flores, dans une dépêche adressée au gouvernement français. Le nouveau ministre est D. Pedro Cevallos. Cette fois, Ferdinand sera content ; ses ressentiments, ses prétentions inouïes ont trouvé un interprète docile et convaincu ; le ministre est digne du prince.

Une déplorable coïncidence vint compliquer le débat qui s'élevait entre les deux cours. Peu de temps après l'expulsion du chargé d'affaires espagnol, le nouvel ambassadeur de France à Madrid, M. de Laval-Montmorency, ayant enfin reçu ses lettres de créance, était parti pour se rendre à son poste. Dans cet intervalle, le gouvernement français reçoit par le chargé d'affaires français, M. d'Agout, communication d'une lettre du nouveau ministre Cevallos, qui « se félicite de l'arrivée prochaine de M. de Laval, étant persuadé qu'il sera muni des instructions convenables à l'effet de donner au roi son maître une *satisfaction, pour l'offense faite à sa haute dignité par l'expulsion de son chargé d'affaires*. » Dès que le prince de Bénévent eut connaissance de cette dépêche, il se hâta de faire écrire à M. de Laval de s'arrêter à Bayonne; mais il était déjà trop tard. Notre ambassadeur ne reçut cette lettre qu'à Madrid. Pendant ce temps la réclamation du roi Ferdinand, pour la satisfaction à laquelle il croyait avoir droit, avait été nettement formulée dans une longue note de Cevallos, du 11 décembre. Ce document, vraiment curieux à force d'extravagance, débute par une diatribe contre les crimes de Mina, avec force arguments espagnols empruntés à l'Écriture sainte. « Un scélérat, « un traître ne doit trouver d'asile nulle part ; il « doit être même arraché de l'autel, comme *Joab*... « Même les plus hautes montagnes ne doivent pas « l'accueillir. C'est ainsi que s'expliquent en diffé« rents endroits le Vieux et le Nouveau-Testament. « Cela est prouvé par beaucoup de faits de l'his« toire des Juifs, fidèles observateurs de leurs lois, « et particulièrement de celles de la politique. S'ap« puyant sur ces lois, Hérode, ainsi que nous le « lisons dans les Actes des apôtres, irrité contre les « Tyriens et les Sidoniens qui avaient recueilli « saint Pierre arrêté pour crime de lèse-majesté, « et délivré par un ange, Hérode, dis-je, *alla à « Césarée* [1] dans le dessein de se venger, et il « l'aurait fait d'une manière sanglante s'il n'avait « pas été désarmé par la soumission de ces mal« heureux peuples. David fit exécuter les deux « voleurs qui lui apportèrent la tête d'Isboseth, « son ennemi, etc., etc. » De tout cela il conclùt que l'Espagne a eu droit de réclamer Mina, et la France tort de ne pas le livrer. Pour ce qui concerne Casa-Flores, le ministre espagnol cite dix exemples empruntés cette fois à l'histoire moderne, et tout aussi judicieusement choisis. « Il parle d'Henri IV se faisant un scrupule d'arrêter le duc de Savoie venu en France sous prétexte de le féliciter, et intriguant contre lui, de Christine faisant assassiner Monaldeschi à Fontainebleau, etc. » Cette note semble avoir été faite pour justifier le mot de M. Fiévée : « Il y a du ridicule dans toutes les tyrannies. » La conclusion de tout cela, c'était la demande formelle que M. de Casa-Flores retournât en France, non pour y résider, mais pour y prendre congé en forme de la cour. « L'offense faite à Sa Majesté Catholique ayant été satisfaite en ce point, il reste que, pour ce qui tient à la conduite que le cabinet français a observée, Sa Majesté Très-Chrétienne écrive une lettre au roi dans laquelle elle déclare qu'elle désapprouve cette conduite comme contraire à tout droit et aux intérêts des souverains et des peuples, et qu'elle espère que son cousin et allié recevra avec plaisir *les excuses* que son ambas-

[1] On dirait qu'il nous menace de venir à Paris.



sadeur lui fera en son nom royal. » Enfin Cevallos propose de conclure une convention dans laquelle on stipulera la remise réciproque pour les deux cours de cette espèce de délinquants (les criminels d'État), dont les crimes sont de nature à ne pouvoir se confondre avec les autres.

Cette note, si étrange qu'elle puisse paraître, n'est rien encore auprès de la réception que Ferdinand prépare à notre ambassadeur.

Dans une première conférence avec Cevallos, M. de Laval lui témoigne son étonnement de ce que M. de Peralda, destiné à l'ambassade de Paris, n'est pas parti encore, quand l'ambassadeur de France est déjà à Madrid. Cevallos répond gravement que M. de Peralda ne partira pas que l'offense faite au roi d'Espagne ne soit réparée. « En admettant, ajoute-t-il, ce que nous n'admettons pas, que M. de Casa-Flores fût coupable d'une irrégularité dans les formes, la France n'avait qu'à demander son rappel [1]. » Le lendemain, M. de Laval présente au roi ses lettres de créance en prononçant un discours convenable : « *Le roi,* dit-il en rendant compte de cette audience, *m'écouta avec une contenance très prononcée de sévérité, et une immobilité frappante.* M'approchant un peu plus près de Sa Majesté, comme pour solliciter une réponse, une légère inclination de tête fut tout ce que je pus obtenir. » Même silence, même froideur au moment de la présentation officielle des secrétaires d'ambassade et de la remise d'une lettre autographe de Louis XVIII. Même accueil chez les infants don Carlos et don Antonio : puis le premier ministre, chez lequel il retourne, lui dit tranquillement : « *J'espère que vous avez été satisfait de votre réception!* » Dans la soirée, notre ambassadeur reçoit une note de Cevallos, nouvelle insulte ajoutée à toutes celles de la journée. « Sa Majesté Catholique trouverait dans le droit des gens des motifs plus que suffisants pour interrompre ses relations diplomatiques avec la France, après l'affront éclatant que le cabinet de *Versailles* a fait à sa dignité... A plus forte raison la France devrait-elle envisager ces mêmes considérations, surtout lorsque *cette puissance doit tant à la générosité de l'Espagne, lorsque le cabinet espagnol a bien voulu signer la paix,* etc. C'est avec la franchise qui me caractérise que je fais à Votre Excellence cette communication, afin qu'elle puisse reconnaître que son admission en qualité d'ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne *est purement l'effet de la bienveillance du roi* [2]*!* » Il semble qu'à de pareilles insolences un ambassadeur français, un Montmorency, n'eût pas dû répondre autrement que par un prompt départ. L'envoyé de Louis XVIII resta à Madrid!

Pressé entre l'insistance outrageante du cabinet espagnol et l'indignation légitime de Louis XVIII, le ministère français ne savait que résoudre. On consulta M. de Talleyrand, alors à Vienne, sur la marche à suivre dans cette étrange affaire; toutes les pièces de la correspondance lui furent envoyées. D'après ses conseils, on affecta beaucoup de fermeté dans le langage officiel. « Le mémoire de M. de Cevallos a été mis sous les yeux du roi, écrivait, le 9 janvier, M. de Jaucourt. Sa Majesté, peu touchée des raisonnements que renferme ce mémoire, blessée du ton qui y règne, et étonnée des demandes qui le terminent, *n'a pas voulu me permettre d'y répondre.* Le roi a satisfait à l'amitié qui le lie à la couronne d'Espagne en mettant Mina hors d'état de nuire [3]; il ne consentira jamais à livrer à l'échafaud un homme qui, avant de se faire rebelle, a rendu de grands services à la cause commune. M. de Casa-Flores ne représentait pas le souverain. Le roi n'a pu demander son rappel, parce qu'il n'avait pas reconnu son caractère public. Il est un terme où la fierté devient orgueil, où la susceptibilité devient outrage. » M. de Laval reçut l'ordre de demander et d'annoncer, par le retour du courrier porteur de cette dépêche, le jour du départ de l'ambassadeur du roi d'Espagne en France, et d'exiger immédiatement aussi la réponse de ce prince à la lettre de Louis XVIII.

Dans une lettre particulière expédiée en même temps, on indiquait à notre ambassadeur un moyen d'accommodement suggéré par M. de Bénévent. « Il était impossible de recevoir Casa-Flores comme agent en France; mais si, nommé ailleurs, il passait par la France, on pourrait le présenter à la cour, le roi pourrait lui faire accueil, etc. » Assurément, on ne pouvait accorder davantage à la susceptibilité espagnole. On aura peine sans doute à le croire, une si large concession resta encore sans résultat. Cevallos voulait que le chargé d'affaires espagnol partît avec l'ambassadeur, et vînt prendre *congé en forme* du roi de France. Il fut impossible de lui faire faire un pas de plus [4]. La rancune du souverain se manifestait dans toutes les affaires où des intérêts français étaient en jeu, et notamment par les délais apportés à l'exécution de l'article du traité du 20 juillet précédent, relatif à la levée du séquestre sur les propriétés françaises. On devine que toutes les instances de notre ambassadeur pour porter Ferdinand à la clémence pour ses propres

[1] 19 décembre.
[2] 20 décembre.

[3] Depuis son arrestation momentanée, Mina avait été interné à Bar-sur-Aube.
[4] 27 janvier.

sujets restaient à plus forte raison sans effet. « Le célèbre Ortolaza [1] est venu me voir hier, écrivait M. de Laval le 12 janvier. A la manière dont il répète que toutes les lois divines et humaines condamnent à jamais les traîtres, il n'y a rien à espérer pour les Espagnols réfugiés en France. L'heure de la clémence n'est pas encore arrivée [2]. »

Près de deux mois s'étaient écoulés, et la question Casa-Flores restait au même point. Enfin M. de Laval dit à Cevallos, le 28 février, qu'il a ordre de quitter Madrid si, sous huit jours, il ne part pas un ambassadeur pour la France. Les huit jours écoulés, il demande en effet ses passe-ports. Dans une audience particulière du roi, il croit avoir obtenu quelque chose, et se laisse entraîner à de nouveaux délais aussi inutiles que les premiers. Ferdinand a pris irrévocablement son parti : plutôt que de renoncer à exiger la réparation qu'il croit lui être due, il laisse partir l'ambassadeur de Louis XVIII. Le 18 *mars* 1815, M. de Laval montait effectivement en voiture, quand un message ministériel lui apprit les *événements de la Provence* [3]. L'ambassadeur court chez Cevallos, et parvient enfin, non sans peine, à lui faire comprendre que c'est le moment de terminer toute querelle. « Il fallut toutefois deux conférences pour être à peu près d'accord, et même la dernière note de Cevallos renfermait encore quelque chose de mauvais sur la question Casa-Flores [4]. L'entêtement insensé du roi d'Espagne sortit sain et sauf de ce grave embarras.

Le cabinet de Madrid, dont un orgueil immodéré et une soif aveugle de vengeance avaient réglé toutes les démarches pendant la première restauration, fut dominé, pendant la période des cent-jours, par un mobile plus odieux et moins noble encore, celui de la peur. Tremblant d'être précipité du trône, Ferdinand se renferma dans un système absolu d'inaction dont il pensait sans doute pouvoir se faire un mérite plus tard auprès de Napoléon vainqueur, quoique, pour ne rien compromettre, il eût refusé de recevoir les courriers du nouveau gouvernement français. « J'ai parlé à Cevallos, écrivait M. de Laval à *Madame,* le 3 avril, conformément à vos vues ; j'ai insisté sur la nécessité d'un manifeste dans le sens de *guerre à l'homme,* paix à la France, fraternité aux sujets du roi, nécessité de la plus exacte discipline. Le ministre espagnol a montré une froideur extrême ; il affecte de révoquer en doute l'authenticité de la déclaration de Vienne, du 13 mars, contre *Bonaparte,* » déclaration que cependant le plénipotentiaire espagnol à Vienne avait signée *de lui-même.* M. de Laval, le duc et la duchesse d'Angoulême firent en vain des démarches réitérées pour obtenir que les troupes espagnoles placées sur la frontière se missent en marche dans la direction de Bordeaux, et secondassent ainsi la manifestation royaliste du Midi. L'armée espagnole attendait, pour agir, des subsides de l'Angleterre. « Au reste, ajoutait gravement Cevallos, Sa Majesté Catholique souhaiterait que les fâcheux événements de l'Amérique fussent déjà terminés ; que les inquiétudes que lui cause l'une des puissances barbaresques n'appelassent point aussi vivement son attention, pour pouvoir s'occuper exclusivement de *la défense de la cause commune.* » Cette excessive circonspection se trahit surtout d'une manière peu honorable par l'accueil plus que réservé qui fut fait aux réfugiés français, après la dispersion de l'armée du Midi. Les principaux royalistes, et notamment le duc de Bourbon, durent s'abstenir de paraître à Madrid. Le duc d'Angoulême lui-même obtint difficilement la permission de s'y rendre *incognito* [5]. Le gouvernement espagnol lui refusa positivement l'autorisation de former des rassemblements français en Espagne. Cependant le ministre de Russie, avec lequel Cevallos affectait depuis longtemps une grande intimité, le décida à faire contre la France les démonstrations hostiles qu'attendaient de lui les puissances coalisées. Il publia, le 2 mai, un long manifeste « de la justice, l'importance et la nécessité où se « trouve le roi notre seigneur de s'opposer à l'a- « gression de l'usurpateur Bonaparte [6]. » Mais, en fait, une lenteur calculée ne cessa de présider aux

[1] Confesseur du roi.

[2] Il paraît aussi que Ferdinand et son ministre ne dédaignaient pas, comme moyen de gouvernement, la violation du secret des lettres et dépêches. Pendant le mois de janvier, M. de Laval avait expédié à Paris un paquet de dépêches contenant entre autres la réponse du roi d'Espagne à la lettre de Louis XVIII. Ce paquet, envoyé par la poste, fut remis au ministre *par une personne attachée à l'ambassade d'Espagne.* Dans sa lettre, Ferdinand se faisait un mérite d'avoir bien voulu recevoir l'ambassadeur français *comme si de rien n'était,* malgré l'affaire Casa-Flores.

[3] Le débarquement et les premiers progrès de Napoléon.

[4] M. de Laval, 18 mars.

[5] Le roi aura le plaisir de recevoir *sans cérémonie* S. A. R. Sa Majesté est d'avis que, pour mieux conserver l'incognito, il conviendrait que S. A. *ne fît pas usage de son titre.* (Cevallos, 11 mai).

[6] Le duc de Wellington, en quittant Vienne, avait laissé au plénipotentiaire espagnol, M. de Labrador, un plan de campagne pour les troupes espagnoles (M. de Laval, 22 avril). Toutefois, il est à remarquer que ce diplomate, quoique ayant donné son adhésion à la déclaration du 13 mars, refusa formellement d'accéder au traité d'alliance du 25, sous prétexte que la dignité de l'Espagne ne lui permettait pas de prendre part à la guerre autrement que comme partie principale

préparatifs militaires, et l'armée espagnole n'avait pas encore fait un pas quand on reçut à Madrid, le 5 juillet, la nouvelle du succès des alliés. Aussitôt la scène change : les Espagnols, qui n'avaient pas voulu entrer en France quand on les y appelait, veulent absolument y entrer quand on n'a plus besoin d'eux. Louis XVIII est de retour à Paris, quand l'avant-garde de son fidèle cousin et allié franchit audacieusement la frontière de France. Déjà pourtant le roi et l'ambassadeur avaient décliné formellement ce secours intempestif. « La position du midi de la France, disait M. de Laval dans sa note du 26 août, n'exige pas l'emploi d'une nouvelle force auxiliaire, qui ne ferait qu'y rallumer les passions. Le roi mon maître m'ordonne de demander que Sa Majesté Catholique ne fasse entrer en France aucun corps d'armée, et qu'elle rappelle dans ses États les troupes qui auraient déjà passé la frontière. L'entêtement caractéristique du roi d'Espagne se retrouve dans sa réponse [1]. Il est prêt à rappeler ses troupes, si leur concours est vraiment inutile; mais il craint que Sa Majesté Très-Chrétienne n'en ait plus besoin qu'elle ne pense. « D'après des avis officiels, le cri *révolutionnaire* de *Vive le roi de Rome!* s'est fait entendre. » Enfin Ferdinand veut absolument sauver Louis XVIII malgré lui. Louis XVIII ne put se débarrasser de cette insistance absurde et dérisoire qu'en menaçant de considérer comme *un acte d'agression et d'hostilité envers lui-même* l'entrée des troupes espagnoles en France, si elles n'étaient pas rappelées immédiatement.

Nous n'avons pas à suivre plus loin le règne de Ferdinand; peut-être même l'importance relative des détails précédents paraîtra-t-elle exagérée. Nous croyons toutefois n'avoir pas dépassé en cela les limites rigoureuses du mandat de Napoléon. Montrer ce que fut Ferdinand sur le trône sera toujours la meilleure manière d'excuser, de justifier peut-être, les scènes de Bayonne et la captivité du prince des Asturies. Cette tâche, nous l'avons accomplie en conscience et sans aucune intention malveillante. Loin de nous la pensée d'aviver de pénibles ressentiments contre une dynastie respectée jusqu'ici par les révolutions. Ferdinand VII appartient désormais à l'histoire; son despotisme est enseveli avec lui; un abîme infranchissable le sépare de ses enfants. Lui-même, dit-on, a regretté amèrement à son lit de mort sa lutte insensée contre l'esprit du siècle nouveau. Puisse ce repentir détourner l'anathème providentiel qui poursuit souvent les mauvais rois jusque dans leur postérité [2] !

(Note du 18 juin). Cette attitude réservée était conforme au système de temporisation adopté par son gouvernement.

[1] 29 août 1815.

[2] Écrit en février 1847. Nous n'avons pas cru que la dignité de l'histoire nous permît de remanier cette conclusion au gré des événements qui s'accomplissent ou se préparent aujourd'hui (mars 1848).

# CHAPITRE XXVI.

## POLITIQUE EXTÉRIEURE. — CONFÉRENCES DE LONDRES. — HOLLANDE ET BELGIQUE. — NORWÉGE. ITALIE. — ÉTATS-UNIS.

**Situation générale de l'Europe en 1814. — Angleterre, Autriche, etc. — Conférences de Londres. — Convention supplémentaire du traité de Chaumont. — Le congrès ajourné sans la participation de la France. — Curieuse circulaire de M. de Talleyrand. — Mauvais accueil fait en Europe aux représentants du nouveau gouvernement français. — M. de Caraman. — M. de Noailles. — Réunion de la Belgique à la Hollande. — Réunion de la Norwége à la Suède, mesures tyranniques prises par les alliés contre le roi de Danemark, etc. — Sardaigne. — Réunion de Gênes. — Indemnité payée par la Sardaigne à l'Angleterre. — Réunion de la Lombardie à l'Autriche. — Fin de la guerre entre l'Angleterre et les États-Unis.**

Nous abordons dans ce chapitre l'un des points difficiles de notre travail. Il s'agit d'expliquer, de justifier peut-être le retour de l'île d'Elbe, audacieuse entreprise que la fortune a semblé n'absoudre d'abord que pour mieux la foudroyer bientôt. Ces revirements impétueux, étranges, derniers orages dont l'écho vibre encore si douloureusement dans nos cœurs, appartiennent désormais à l'histoire. Elle seule domine de sa voix puissante le tumulte apaisé des passions contemporaines, et cette voix redit plus haut chaque jour : *Justice et respect aux vaincus!*

L'empereur Napoléon n'avait pas d'arrière-pensée lors des adieux de Fontainebleau. Par sa touchante et sublime allocution aux braves de sa garde, il croyait clore sans retour sa carrière militaire. Quels motifs assez puissants ont pu le décider à rentrer inopinément dans l'arène, au mépris apparent de la foi des traités, de tant de difficultés et de sinistres prévisions, que l'événement n'a que trop justifiées? Ces motifs, nous allons les demander tour à tour à la politique des dominateurs de l'Europe, au système d'oppression, de mauvaise foi et de menace suivi par rapport à l'empereur lui-même, aux fautes du nouveau gouvernement français. Si Napoléon seul pouvait alors réprimer ou punir les scandaleux abus de la force exercés par les vainqueurs sur les peuples de Belgique, de Norwége, de Pologne, d'Italie, d'Allemagne, en un mot, toutes les iniquités commises dans le partage de nos dépouilles; si ce retour débarrassait la France d'un gouvernement imprudent et faible qui la conduisait à la guerre civile et à des révolutions nouvelles; si, enfin, à l'île d'Elbe, Napoléon voyait les traités qui lui assuraient une retraite honorable violés, sa propre sûreté menacée, nous oserons en inférer que le retour de l'île d'Elbe était juste et légitime, et cette fois encore le jugement de l'histoire réformera celui de la fortune. Mais, pour bien juger ce retour, il importe de l'isoler entièrement des catastrophes qui l'ont suivi, mais qui n'en étaient pas, comme on l'a dit, la suite inévitable. Détournons donc nos regards, pour un moment, de cet abîme de trahisons et de malheurs qui nous donnerait le vertige. Plaçons-nous à l'île d'Elbe, près de Napoléon, et contemplons avec lui l'Europe et la France!

Nous sommes a Paris! *Wir sind zu Paris!* Ce cri de délivrance et de victoire a retenti d'un bout de l'Europe à l'autre! Alors seulement, les habitants de Vienne et de Berlin ont cessé de craindre le retour des Français. La joie des populations allemandes est au comble; pour elle, l'entrée des souverains alliés à Paris, la chute de Napoléon, c'est le repos, c'est le bonheur, c'est la liberté [1]!

Tandis qu'elles se livrent à cette ivresse trom-

[1] La nouvelle de l'entrée des alliés à Paris arriva un soir à Vienne, et fut annoncée au Grand Théâtre, pendant la représentation. Plusieurs officiers français prisonniers, présents au spectacle, ne purent retenir

peuse, la convention du 23 avril s'exécute, et les dernières garnisons françaises s'éloignent de ces places où elles ont vainement attendu le retour de l'empereur. Wesel est rendu le 10 mai, Magdebourg le 19, Hambourg le 25 [1]. Le deuil et la rage au cœur, nos soldats se voient en même temps contraints de prendre la cocarde blanche, et pour eux cet emblème du retour des Bourbons n'est que celui des malheurs et de l'humiliation de la France. Premier et funeste effet de la proscription des couleurs nationales!

Sans doute, la situation générale de l'Europe en 1814 était un spectacle navrant, non pas seulement pour Napoléon dans son exil, mais pour tout bon Français. Cependant cette situation présentait aussi son côté consolant, et il n'y avait pas à désespérer du salut de la patrie. La France restait en réalité plus forte que ses ennemis. Tout le mal qu'on avait pu lui faire s'était réduit à la replacer à son point de départ de 1792. De toutes les puissances européennes, elle était encore celle dont l'état présentait le plus de germes réparateurs pour l'avenir.

On a pu apprécier, dans tout le cours de cet ouvrage, le mal que nous a fait le système financier de l'Angleterre, associé à sa politique et en devenant l'arme la plus redoutable. Nous avons vu, pendant toute la durée de la révolution et de l'empire, cette puissance, forte de ses ressources multipliées pour faire argent de tout dans l'univers, offrir sans relâche aux souverains du continent des fonds pour leurs armements contre la France, les animer à la guerre pendant même qu'ils signaient la paix, les ramener ainsi tour à tour au combat, jusqu'à ce qu'enfin, les rassemblant tous sans exception, secondée par les éléments, par les fautes même de son adversaire, enfin par l'arme suprême et perfide des trahisons, elle est parvenue enfin à l'abattre. Ce bouleversement gigantesque n'était-il pas une œuvre mauvaise pour l'humanité? Abaisser devant les Cosaques toutes les barrières de l'Europe, était-ce le digne ouvrage d'un peuple libre? Dieu a déjà répondu à cette question par l'orage lointain des révolutions qui gronde sur l'aristocratie anglaise.

Le véritable talisman de cette puissance avait été son système d'amortissement, système grâce auquel, seule alors parmi les nations, elle marchait d'un pas ferme dans la voie périlleuse des emprunts, faisant tête aux événements les plus défavorables, et avançant toujours vers son but, si rudes que fussent les coups qui la frappaient, au moins dans ses alliés. L'épuisement même de ceux-ci servait sa haine contre nous, haine inépuisable comme ses richesses. Les coups les plus terribles de Napoléon mettaient en réalité les puissances continentales plutôt à la merci de l'Angleterre qu'à la sienne.

Malgré le succès obtenu par le système financier de Pitt (système qui, à vrai dire, n'avait été que l'organisation définitive de celui de 1717), les dépenses croissantes de la guerre avaient nécessité, comme on sait, l'établissement des *taxes de guerre*, établissement qui tout à la fois restreignait et garantissait les nouveaux emprunts. L'ensemble de ce système peut être comparé à une grande pyramide dont la base s'élargit par l'amortissement, en même temps que la cime s'élève par l'emprunt. Ceux de 1798 avaient été comme une nouvelle pyramide érigée sur l'ancienne; il avait fallu leur créer un second fonds d'amortissement par l'établissement de la taxe sur les revenus (*income-tax*). Les trois dernières années qui venaient de s'écouler avaient accru dans une proportion énorme les sacrifices imposés au pays et les embarras du gouvernement. La future liquidation des dettes antérieures à 1798 n'était plus qu'un fantôme perdu dans la nuit d'un avenir qui semblait chaque année s'éloigner davantage. En 1814, et pendant de longues années, tout le mécanisme de la finance anglaise dut se borner à soutenir le crédit par un amortissement à peu près régulier. Il fallut pour cela maintenir des impôts accablants, malgré la victoire et malgré la paix. L'abaissement de la France ne termina pas la guerre de l'Angleterre, il lui fallut la continuer en elle-même et contre elle-même [2].

d'énergiques dénégations qui faillirent leur devenir funestes. Nous tenons ce fait de l'un d'eux.

[1] La défense du maréchal Davoust à Hambourg avait été habile et opiniâtre. Les rigueurs qu'il dut exercer contre les habitants de cette malheureuse ville, dans l'intérêt de la cause française, ont rendu son nom odieux en Allemagne. Les accusations auxquelles il était en butte l'avaient poursuivi en France; il se justifia dans un Mémoire adressé au roi en juin 1814, et prouva qu'il n'avait agi que dans les limites de ses ordres, et exclusivement dans l'intérêt de la défense militaire. En dépit du triomphe définitif de la coalition, les Hambourgeois ont regretté amèrement leur insurrection prématurée en mars 1813. « La meilleure manière de punir des marchands, c'est de les faire payer, » avait dit Napoléon; et toutes ses instructions n'avaient fait que développer cette maxime.

[2] Nous avons déjà observé (t. III, *Introduction*) que la loi de finance de 1813 avait pris, sur les fonds du bureau d'amortissement, les sommes nécessaires à l'acquit des intérêts des nouvelles dettes. Cette violation flagrante des principes du crédit en amena d'autres. Les fonds et la dotation de l'amortissement continuèrent d'être mis au pillage jusqu'en 1820. Pour affaiblir le scandale d'un tel détournement de fonds, M. Vansittard, chancelier de l'échiquier, proposa et obtint (en

La situation financière des autres puissances du continent était plus triste encore. Nous avons vu que, dès 1808, les dépenses de l'Autriche excédaient ses recettes de plus de 60 millions de florins. Cette puissance était restée en même temps l'une des plus appauvries d'espèces; ses ressources, maladroitement employées, avaient tourné contre elle même. L'émission multipliée des billets de la banque de Vienne les avait complétement discrédités sur toutes les places de l'Europe. En même temps que la masse du papier s'augmentait ainsi, les embarras toujours croissants de guerres malheureuses épuisaient le fonds en espèces réservé à l'échange de ces mêmes billets. Déjà une sorte de banqueroute occulte s'était révélée dans la mesure qui limitait à 25 florins la quotité des espèces dans les payements de l'État. Mais un gouvernement ne se permet pas impunément de pareils actes. Par suite de l'augmentation de la masse de papier-monnaie, l'achat seul d'armes et d'effets d'habillement donna lieu, en Autriche, pendant les guerres contre la France, à une exportation graduelle de numéraire que le commerce ne pouvait balancer dans la même proportion [1]; et cette considération eût peut-être suffi pour empêcher la dernière déclaration de guerre à la France, sans la *générosité* du gouvernement britannique, qui dans la seule année 1813 fournit à l'Autriche, outre 500,000 liv. sterl. en traites sur la trésorerie, des armes et effets d'habillement pour plus de 650,000 liv. sterl. Mais, malgré ce secours, l'Autriche n'en resta pas moins chargée de tout le poids de ses malheurs et de ses fautes antérieures. Dès 1810 les 12 millions de florins en billets de banque, créés par Marie-Thérèse en 1762, s'élevaient à plus d'*un milliard*. Le gouvernement s'était créé une ressource d'autant plus délicate, qu'elle était prise aux dépens des petites fortunes : nous voulons parler de la monnaie de cuivre. Dès 1807 il y en avait en circulation pour 80 millions de florins, et cette somme s'était bien augmentée depuis. On comprend facilement la cause de cette augmentation, quand on sait que le quintal de cuivre, tout préparé en médailles prêtes à être frappées, revenait au gouvernement autrichien à 256 florins (en billets de banque), et que le quintal de cuivre monnayé produisait les bénéfices suivants (valeur en monnaie de France) :

| | | |
|---|---|---|
| En pièces de 30 kreutzers. . . . . | | 1,600 fr. |
| — | 15 — | 1,066 |
| — | 3 — | 320 |

C'était donc bien là encore une monnaie de convention, qui avait dû partager le discrédit des billets de banque. L'abus de cette ressource devint pour le gouvernement autrichien un nouvel embarras dont il ne put sortir que par deux banqueroutes successives, et le gouffre ouvert par l'émission exagérée des billets de banque ne put être comblé que par des mesures auxquelles l'on peut, sans calomnie, donner le même nom [2]. Les habitants de Vienne ont vu, sur les glacis de leurs remparts, la flamme dévorer par millions ces billets rachetés à vil prix, grâce encore aux contributions de guerre payées par la France. Plus d'un s'est demandé sans

1819) la création d'un nouveau fonds d'amortissement avec une dotation de cinq millions sterl., et, pour y parvenir, on rétablit, en pleine paix, *trois millions de taxes de guerre*. C'était faire payer cher au peuple anglais le triomphe de l'aristocratie et la captivité de Napoléon à Sainte-Hélène.

De 1783 à 1814, la masse des impôts en Angleterre s'était élevée de dix-neuf millions sterl. à près de soixante-trois. (*Voy.* Montvéran, t. VIII, liv. X, ch. III.)

[1] D'après un relevé qui ne pouvait être que fort au-dessous de la réalité, l'exportation des monnaies d'or et d'argent autrichiennes avait été, de 1803 à 1807, de 39,523,766 florins (près de 104 millions de francs).

[2] Deux patentes impériales, l'une du 20 février 1811, l'autre du 4 janvier 1812, avaient réduit, l'une des pièces de 15 kr. à 3 kr., l'autre, celles de 3 kr. à 2; *et en créaient en même temps de nouvelles* à 3, 1, et 1/2 kr. Le gouvernement ne put même s'en tenir là. L'article 2 d'une patente du 1er juin 1816 restreignit l'usage des monnaies de cuivre, dans le payement à faire aux caisses publiques, à l'acquittement des fractions en quotes-parts de contributions au-dessous de 3 kr., et encore dans tout payement de ce genre, les anciennes pièces déjà restreintes par les patentes de 1811 et 1812 furent encore réduites à la moitié de leur dernière valeur; de sorte que le gouvernement autrichien a repris les anciennes pièces de 15 kr. pour 1 kr. 1/2, celles de 3 pour 1, celles de 1 kr. pour 1/2. (Art. 3 de la patente de 1816.)

Les détails curieux et peu connus de la crise financière de l'Autriche nous mèneraient trop loin. Les résultats en sont du reste clairement énoncés par la patente du 1er juin 1816 déjà citée, portant établissement d'une banque nationale, dont la première fonction fut l'amortissement des anciens billets de banque. Pendant le seul mois de juillet, vingt millions de ces anciens billets furent retirés moyennant quatre millions de nouveaux billets d'amortissement. L'empereur s'était engagé formellement, par l'article 1er de la patente, à ne plus jamais employer de papier-monnaie ayant cours forcé, même si des circonstances extraordinaires se présentaient. La destruction des anciens billets ne mit pas fin encore aux embarras financiers de l'Autriche. Le discrédit avait passé aux billets d'amortissement, et le défaut de numéraire continua longtemps à se faire sentir. Le 1er février 1817, l'escompte était encore à 15 p. c. à Vienne, et on payait 361 florins en billets d'amortissement (ou 1,805 florins en anciens billets) pour *cent florins de numéraire*.

doute si un pareil résultat n'avait pas été payé bien cher !

De toutes les nations coalisées, la Prusse était sans doute celle dont les ressentiments contre la France étaient le mieux fondés, et qui avait le plus souffert. Cependant l'état financier de ce pays, grâce aux soins d'une administration sage et surtout fidèle à ses engagements, présentait des symptômes moins alarmants qu'on ne pourrait le croire. Quant aux finances de la Russie, sans essayer de débrouiller le chaos d'un système encore dans l'enfance, nous nous bornerons à rappeler que son papier-monnaie perdait encore 75 % à l'époque où notre 5 % était déjà remonté à 75 fr.

Dans les premiers mois de 1814, les alliés n'eurent ni le loisir ni la volonté d'envisager de sang-froid la pénible situation dans laquelle les plaçait la victoire même; la joie de ce triomphe inespéré semblait tout absorber. Cependant les préoccupations du partage des dépouilles poursuivaient déjà les souverains et les ministres de la coalition au milieu du tumulte des fêtes. Londres devint, dès le mois de juin, le centre d'importantes négociations; on y décida d'avance, et trop souvent au mépris d'une loyale et sage politique, une partie des questions qu'on avait paru vouloir d'abord réserver pour le congrès de Vienne.

Les quatre puissances coalisées (leur conduite ne nous autorise que trop à continuer de leur donner ce nom) songèrent tout d'abord à reproduire, par une convention spéciale, le troisième article secret signé à Chaumont trois mois auparavant [1]. Chacune s'engagea à continuer de tenir sur pied soixante et quinze mille hommes. Cette précaution menaçante contre la France trahissait la crainte de lasser, par l'abus prémédité de la victoire, la patience même des Bourbons, et peut-être aussi une appréhension excessive du peu de stabilité de ce gouvernement. Cette méfiance appartenait surtout à l'empereur Alexandre. Le système politique qu'entendaient faire prévaloir ces puissances ne pouvait s'établir, en effet, que l'épée hors du fourreau, et, sous ce rapport, leurs précautions étaient raisonnables.

Le congrès de Vienne [2] devait, au terme du traité de Paris, s'ouvrir le 25 juillet. Les alliés jugèrent ce délai insuffisant pour préjuger entre eux les questions fondamentales sur lesquelles ils voulaient s'entendre définitivement avant le congrès. Un ajournement de deux mois fut convenu dès le mois de juin par les puissances entre elles, et *notifié* au cabinet français, qui se plaignit en vain de cette violation du traité de Paris. L'insulte était tellement grave, tellement évidente, que M. de Talleyrand essaya d'en amortir l'effet par une circulaire adressée aux agents diplomatiques nouvellement accrédités par la France auprès des principales puissances de l'Europe [3]. « Les relations entretenues par les cours alliées pendant le séjour des souverains à Londres *ayant pu* faire naître quelques inquiétudes sur leurs sentiments envers la France, le ministère croyait devoir donner à ses agents quelques informations... Le congrès étant ajourné de deux mois, les *cours alliées* [4] ne désarmant point, et tenant d'assez grandes forces *en deçà du Rhin, dans les pays cédés par la France et sur ses frontières*, on pourrait tirer de ces circonstances des inductions contraires aux intérêts de la France. Ces craintes seraient mal fondées. La convention faite à Londres règle les forces que les puissances tiendront sur pied jusqu'à l'achèvement des arrangements à faire au congrès. Les quatre cours alliées enverront à Vienne leurs ministres de cabinet. L'empereur de Russie et le roi de Prusse y seront présents. Lord Castlereagh ne peut s'y rendre qu'à la fin du mois d'août. De son côté, l'empereur Alexandre, rappelé par des affaires pressantes dans ses États, d'où il est absent depuis dix-huit mois, ne pourra être à Vienne que le 27 septembre.

« JUSQUE-LA AUCUNE QUESTION N'EST PRÉJUGÉE. RIEN NE SERA DÉCIDÉ AVANT LA RÉUNION DES TROIS SOUVERAINS A VIENNE ! ! !

« *Peut-être* la France a-t-elle à se plaindre de ce que l'époque de l'ouverture du congrès, fixée par un traité, a été changée sans son concours. *Mais* d'un autre côté [5], le retard lui est favorable en lui donnant le temps d'asseoir son établissement

[1] *Voy.* chap. XX. Ce nouvel engagement fut consigné en trois traités que chacune des puissances continentales conclut avec la Grande-Bretagne, sous la date du 29 juillet.

[2] Notre plan ne saurait être, on le conçoit, de donner une analyse détaillée des opérations du congrès de Vienne. Nous nous bornons à rechercher, parmi les actes de la nouvelle politique européenne, avant comme pendant le congrès, tout ce qui peut être allégué en faveur du retour de Napoléon comme motif d'excuse ou chance de succès.

[3] 15 juillet. Ces agents étaient : en Prusse M. de Caraman, en Russie M. Just de Noailles, en Danemark M. de Bonnay, en Suède M. de Rumigny, en Espagne M. de Laval-Montmorency, etc.

On voit par cette liste avec quelle merveilleuse et fatale promptitude le gouvernement des Bourbons avait écarté de la diplomatie tous les agents non titrés.

[4] La force de la situation entraîne ici le ministre, malgré lui, à cette qualification.

[5] On reconnaît le style du rédacteur optimiste qui, deux mois auparavant, recherchait les *puissants motifs* qu'aurait la France de ne pas regretter les provinces de la rive gauche du Rhin. (*Voy.* ci-dessus, ch. XXIII.)

intérieur, et en lui préparant une plus grande part d'influence dans le congrès. Quant au non-désarmement, il ne tient pas uniquement à la France. La paix avec elle n'est pas le seul but; les princes ont encore en vue le rétablissement d'un équilibre résultant d'un état général de possession en Europe. Le traité du 30 mai n'a fait que rétablir la paix. Des pays abandonnés par la France n'ont pas encore de maîtres : ils doivent naturellement être administrés par les alliés et occupés par leurs troupes. Ces pays touchent à notre frontière, à la vérité, mais on les garde sans menacer les nôtres. Ainsi la Belgique sera occupée *par les Anglais*, la rive gauche du Rhin entre la Meuse et la Moselle *par les Prussiens;* le pays entre la Moselle et la frontière *par les Bavarois;* Mayence par *dix mille Autrichiens et Prussiens;* la Saxe *par les Russes*. « *Ce voisinage des* « *étrangers a aussi pour but notre repos*, attendu « que leur repos dépend du nôtre. Il n'y a donc « rien dans tout ce qui a été fait qui doive être un « vrai sujet de crainte. »

Ce document diplomatique, inconnu jusqu'ici, était une sorte de bilan de la diplomatie du gouvernement de Louis XVIII. On souffre de voir M. de Talleyrand lui-même réduit à pallier les outrages des cabinets étrangers, à s'efforcer de les travestir en motifs de confiance; on souffre surtout de cet aveu honteux, que les rassemblements de troupes ennemies sur nos frontières *font aussi la sûreté* du nouveau gouvernement français. Mais nous renonçons à qualifier le langage de M. de Talleyrand, affirmant à ses agents qu'*aucune question n'est préjugée*, que rien ne sera décidé qu'à Vienne, quand, en réalité, les articles secrets du traité de Paris, signé par lui, préjugent irrévocablement la réunion de la Belgique à la Hollande, de la Norwége à la Suède, de Gênes à la Sardaigne, et les reprises de l'Autriche sur l'Italie!

La postérité a déjà confirmé l'arrêt porté par l'empereur Napoléon lui-même en 1815 sur le caractère général des relations du premier gouvernement des Bourbons avec les alliés. « La disposition des cabinets étrangers envers la France en 1814 était, pour ainsi dire, double et complexe. Ses princes inspiraient personnellement peu de considération et peu de confiance; la nation française elle-même continuait à être un objet d'effroi, et l'on faisait retomber tout à la fois sur elle les suites de la crainte qu'elle inspirait, et du peu d'égards auquel on se croyait obligé envers ses nouveaux princes. » Ce jugement sévère s'appuie sur les témoignages les plus accablants. Nous avons vu en Espagne un ambassadeur français, un Montmorency, traité impunément avec une insolence inouïe dans les fastes de l'histoire moderne. En Prusse, le nouveau ministre français, M. de Caraman, chargé de faire part confidentiellement au vénérable roi de Saxe de l'intérêt que Louis XVIII prend à sa position, ne peut s'acquitter de sa mission qu'en tremblant et à la dérobée [1]. Depuis que l'on ne craint plus la France à Berlin, on ne l'en hait que davantage. Mais ce fut surtout à Saint-Pétersbourg que la réception de notre nouveau ministre montra combien la France était déchue dans l'opinion. Le dernier ambassadeur de Napoléon, Lauriston, avait été reçu sur la frontière de l'empire par une députation de la province de Courlande; des détachements de troupes se relayaient pour l'escorter jusqu'à la capitale. L'ambassadeur de Louis XVIII, M. de Noailles, est reçu par *un employé supérieur de la douane et un officier russe* envoyé pour lui faciliter la route. « *Le titre de roi au lieu de celui* « *d'empereur*, dit à ce sujet M. de Noailles lui-« même, *suffit-il pour expliquer la différence de* « *ces deux réceptions* [2]*?* » Le ministre russe, M. de Nesselrode, lui écrit, peu de jours après, qu'il regrette que l'ancien hôtel de l'ambassade française ne soit pas habitable; mais il n'y a fait et ni fait faire aucune réparation. M. de Noailles se voit forcé de louer un appartement, quoique la France loge le ministre russe à Paris [3], etc., etc. Il y a, dans tous ces procédés, sinon intention évidente d'insulte, du moins un sans-gêne parfaitement significatif. Ceux de l'Angleterre sont plus blessants encore. Wellington, accrédité comme ambassadeur auprès de Louis XVIII, commande en même temps un corps d'observation en Belgique, et date ses lettres *de son quartier général de Paris* [4]*!!* Mais c'est surtout l'exposé des négociations principales qui ont fixé le sort de l'Europe, qui va nous donner la mesure exacte de la considération et de l'influence dont jouissaient les Bourbons, et de l'équité qui présidait aux décisions des alliés.

L'union de la Hollande et de la Belgique fut consommée, dès le mois de juillet 1814, par l'acte d'acceptation du protocole dans lequel étaient

[1] « Je dois mettre une très-grande discrétion dans le désir d'approcher ce prince. J'ai vu hier son aide de camp, M. de Waltendorf, par un heureux hasard. » (M. de Caraman; Berlin, 19 septembre.)

[2] M. de Noailles, 6 septembre.

[3] 23 septembre. Le but principal de la mission de M. de Noailles était la négociation d'un mariage entre la grande-duchesse Anne, fille de l'empereur Alexandre, et le duc de Berry. Ce projet, que les Bourbons avaient fort à cœur, échoua de la manière la plus mortifiante pour eux.

[4] Précis, p. 17.

consignées les conditions de cette réunion. Cet acte fut signé le 21 juillet par le souverain de la Hollande. Le nouveau royaume des Pays-Bas se trouva constitué par cette union de deux peuples essentiellement divisés de mœurs, d'intérêts et de langage : œuvre éphémère de la politique de l'Angleterre, et qu'elle-même n'a plus osé défendre après 1830.

Il était dit dans l'article du traité de *barrière* de 1715 relatif aux Pays-Bas : « Aucune place, forteresse, ou territoire des Pays-Bas ne pourront être cédés à la couronne de France, ni transférés à aucun prince qui ne serait point successeur ou héritier de la maison d'Autriche. » En 1814 l'Angleterre s'attacha fortement à l'esprit de ce traité. Elle voulut même faire mieux. Il avait en effet confié à des troupes hollandaises la garde de places appartenant à l'Autriche, ce qui à la longue devait blesser cette dernière puissance et amener des conflits. Aussi l'empereur Joseph II avait fait raser une partie des forteresses des Pays-Bas, et le traité de 1715 s'était trouvé à peu près annulé. De là était née, pour le cabinet de Londres, l'idée de réunir la Belgique et la Hollande sous un prince destiné alors à devenir l'époux de la future reine d'Angleterre. Ce cabinet présentait donc à Chaumont la réunion de la Belgique comme un *principe de sûreté et d'ordre général*, et la faisait agréer aux autres puissances. Mais la rupture du projet de mariage diminua beaucoup le zèle de lord Castlereagh pour la maison d'Orange. La Hollande et la Belgique rentrèrent dans la classe des États conquis sur la France, et on leur fit payer chèrement cette union dont elles ne voulaient pas. Chacune des grandes puissances eut sa part dans la curée. L'Angleterre prit les meilleures colonies hollandaises, Ceylan, le cap de Bonne-Espérance, des comptoirs dans l'Inde, et la plus grande partie des possessions de la Guyane [1]. La Prusse intervint arbitrairement dans les arrangements des princes de Nassau entre eux ; ils durent se prêter à tous les échanges territoriaux qui convenaient à l'agrandissement de cette puissance [2]. Mais la Russie et l'Autriche surtout abusèrent d'une manière impardonnable du droit du plus fort. La première exigea que le roi des Pays Bas prît à sa charge le remboursement de la moitié d'un emprunt de 50 millions de florins, contracté par la Russie en Hollande [3]. La conduite de l'Autriche fut plus odieuse encore. Cette puissance qui, par le traité de Lunéville, avait échangé la Belgique pour les États de Venise (qui lui étaient restitués définitivement en 1814 et 1815), prétendit et réussit à faire considérer la réunion de la Belgique comme un nouvel acte diplomatique qui devait être débattu avec elle, remise fictivement en possession de ce pays. Elle se le fit en conséquence racheter de nouveau, en mettant à la charge du royaume des Pays-Bas l'acquittement de dettes particulières de l'Autriche, anciennement hypothéquées sur la Belgique, dettes qui, à l'époque du traité de Lunéville, s'élevaient déjà à 35 millions de florins. C'était l'extrême désordre financier que nous signalions tout à l'heure, qui rendait la condition des vainqueurs pire encore que celle des vaincus [4], et leur dictait tant de mesures iniques.

Attaqué par des forces supérieures, et n'ayant plus de secours à attendre de la France, notre fidèle allié, le roi de Danemark, avait dû sanctionner l'odieuse spoliation concertée un an auparavant à Abo. Il cédait la Norwége à la Suède par l'article 4 du traité de Kiel [5]. Toutefois le consentement donné par ce prince n'avait pas levé toute difficulté. Le projet de réunion de la Norwége avait en Suède des

[1] La cession de la Guyane hollandaise avait d'abord été exigée pour servir de compensation à la Suède pour la Guadeloupe qu'on rendait à la France. Nous avons déjà fait sentir (ci-dessus, ch. VI) tout ce qu'avait d'odieux cette cession de la Guadeloupe à la Suède. Il ne l'était pas moins de forcer la Hollande à fournir une indemnité pour la restitution de cette colonie. Mais peu importait à l'Angleterre une iniquité de plus, pourvu qu'elle y trouvât encore un avantage. Elle racheta la Guyane à la Suède pour un million sterling.

[2] Convention de la Haye, du 13 juillet 1814.

[3] Convention du 19 mai 1815. L'Angleterre se chargea du reste. L'effroi que lui causait alors le retour récent de l'île d'Elbe contribua puissamment à cette nouvelle libéralité. Il était stipulé par l'article 5 de cette convention que les payements cesseraient dans le cas où la possession et souveraineté des provinces belgiques (*ce que Dieu ne veuille*) seraient séparées un jour de la domination du roi des Pays-Bas.

[4] *Ut similior victo sit populus qui vicerit.*
FLORUS.

La convention par laquelle le nouveau roi des Pays-Bas a pris à sa charge les anciennes dettes de l'Autriche n'a été signée que le 11 octobre 1815 ; mais les prétentions de cette puissance n'étaient un mystère pour personne, et Napoléon les connut à l'île d'Elbe par ses correspondances de Vienne. Il importe d'ailleurs à la justification de Napoléon que l'on connaisse les injustices politiques que son triomphe aurait pu empêcher.

[5] Nous nous empressons de réparer ici l'omission d'un fait honorable pour le cabinet de Copenhague. Au moment où Napoléon semblait réduit à la dernière extrémité, le ministre danois, M. de Waltendorf, adressa au duc de Vicence une note relative au traité de Kiel. Il l'informait que « les troupes danoises qui avaient été sous les ordres du prince d'Eckmühl avaient dû, après plusieurs combats, se replier sur l'Eyder. Les troupes suédoises et alliées étant maîtresses du Holstein, le roi,

antagonistes nombreux et puissants *même parmi les ministres* [1]. La nouvelle de la paix de Kiel avait de plus excité un soulèvement général parmi les Norwégiens, indignés d'être ainsi troqués comme un vil bétail par les grandes puissances du continent. Le prince héréditaire de Danemark, Christian, qui était en Norwége depuis plusieurs mois [2], devint naturellement le chef de ce mouvement. La Norwége se déclara indépendante; le prince renvoya les commissaires danois et suédois envoyés à Christiania pour faire exécuter le traité de Kiel. « La Norwége, leur dit-il dans une audience publique, se considère comme en paix avec toutes les nations, et regardera comme ennemie celle-là seulement qui voudrait violer ses droits. » Une diète nationale, réunie à Elswold, fixa les bases d'une constitution, et appela au trône le prince Christian, le 22 mai 1814.

Les dernières péripéties de la campagne de France n'avaient pas laissé aux alliés le loisir de s'occuper des affaires de la Norwége, malgré les réclamations et les plaintes de Bernadotte. Ces plaintes avaient pris, vers la fin de mars, un tel caractère d'aigreur, que les Autrichiens et les Prussiens, toujours mal disposés pour lui, craignaient ou affectaient de craindre quelque trahison de sa part [3]. Toutefois l'influence prépondérante de l'empereur Alexandre ne tarda pas à se faire sentir en faveur du prince royal de Suède, aussitôt après les événements de Paris. Une escadre anglo-suédoise bloqua les ports de la Norwége, et en interdit spécialement l'entrée aux navires chargés de grains. Entraîné par l'élan de son peuple, le nouveau roi se préparait à la guerre, refusait de recevoir les commissaires des alliés, et écrivait au roi de Suède une lettre fort énergique, dans laquelle il disait que « sa conduite pouvait être d'autant moins condamnée par Sa Majesté Suédoise, qu'elle avait donné elle-même un exemple d'une tout autre importance, en se faisant nommer au trône de Suède par une nation libre *qui venait de détrôner son roi* [4].

Cependant des commissaires des quatre grandes puissances avaient ouvert une négociation avec lui. Christian ayant demandé un armistice pour consulter la diète, sans laquelle il ne pouvait faire d'arrangement, les commissaires répliquèrent par une déclaration [5] que l'histoire doit conserver comme un monument caractéristique de la diplomatie de leurs cours : « La cession de la Norwége a été garantie par les quatre grandes puissances alliées « de la Russie; cette décision est irrévocable. Les « hautes puissances alliées considèrent cette réunion comme une des bases du nouveau système « d'équilibre politique. En cas de refus, le général « russe Benningsen, qui déjà occupe le Holstein « avec cinquante mille hommes, est autorisé à envahir le duché de Sleswig, et les Prussiens marcheront au secours des Suédois. Les soussignés « se trouvent donc dans le cas d'annoncer qu'ils ne « sont pas médiateurs entre la Suède et la Norwége, « mais plutôt des HÉRAUTS D'ARMES dont le devoir est « d'insister sur l'exécution du traité de Kiel. » Ils consentaient à un armistice, mais à condition que l'armée norwégienne évacuerait ses principales positions défensives, et que le prince remettrait tous les droits qui lui avaient été confiés aux représentants de la nation, et userait de son influence pour opérer la réunion à la Suède. Ces propositions ayant été rejetées, il fallut recourir aux armes. Mais l'issue d'une telle guerre ne pouvait être ni éloignée, ni douteuse. Bernadotte, il faut le dire, conduisit cette affaire avec énergie, habileté et promptitude, en homme qui y avait toute sa fortune politique engagée [6]. Des intrigues de toute espèce précédè-

n'ayant aucun espoir de secours, avait dû céder à des événements si malheureux pour sauver au moins une partie de ses États, et signer la paix avec l'Angleterre, la Suède et la Russie. » (*Note du* 18 *février*.) Ces égards pour un protecteur malheureux honoreront le roi de Danemark dans l'histoire.

[1] « Le roi de Suède, de sa personne, veut l'exécution du traité de Kiel, *son cabinet ne le veut pas*. Le général Sgoljebrandt est envoyé par le prince royal (Bernadotte) pour instruire les cours alliées de cette dissidence. » *Lettre de M. de Vincent à M. de Metternich* (20 mars 1814).

[2] Il y avait été envoyé, comme nous l'avons déjà dit, après la bataille de Bautzen, quand le Danemark rentra dans l'alliance française (ch. VIII).

[3] « Le prince royal parle de retirer ses troupes, selon la réponse qu'il recevra. Il se plaint de ce qu'on a violé les engagements pris en lui ôtant les troupes russes et prussiennes. A Leipzig, *comme c'est lui qui a décidé les troupes saxonnes*, il avait été convenu aussi qu'il en aurait le commandement. On a manqué à toutes ces promesses. Son irritation, ses propos sont tels, qu'on peut douter de ses véritables vues. » (*Lettre de M. de Vincent,* déjà citée.)

Il est certain que Bernadotte avait été complétement mis de côté dans l'invasion de la France. Son ressentiment dut être d'autant plus vif, qu'il acquit une certitude plus complète que l'empereur Alexandre n'aurait ni la volonté ni le pouvoir de tenir les promesses d'Abo. Mais il paraît impossible d'établir qu'il ait eu un moment l'idée de se tourner du côté de la France. (*Voyez* l'Appendice, à la fin de ce volume, n° 4.)

[4] 10 mai.

[5] 7 juillet.

[6] Il paraît certain en effet que si l'expédition de Norwége avait manqué, Bernadotte n'aurait pu se soutenir même en Suède. (M. de Bonnay, dépêche du 3 septembre.) Un parti puissant, déjà mécontent de

rent les hostilités et en assurèrent d'avance le dénoûment. L'argent fut répandu à pleines mains dans ce pays pauvre et déjà affamé par le blocus; des voix et des écrits mercenaires préconisèrent les avantages de l'union de *la presqu'île scandinave;* une partie de l'armée norwégienne était gagnée d'avance [1]. Toutefois, il paraît certain que la résistance aurait été bien autrement énergique, si Bernadotte, en entrant en campagne, n'avait promis le maintien de l'indépendance et *le respect des volontés* du peuple norwégien. Cette promesse fut pour lui un auxiliaire plus utile que toutes les menaces de la coalition, et même que la famine qui désolait le pays. En fait, la campagne se réduisit à une promenade militaire de huit jours. La forteresse de Frédérikstadt, jugée imprenable et ayant des vivres pour six semaines, capitula après vingt-quatre heures de blocus; d'autres troupes norwégiennes se dispersèrent au premier choc ou même sans combattre. Enfin Bernadotte donna le coup de grâce à son adversaire, en acceptant formellement, au nom du roi de Suède, la constitution établie par la diète d'Elswold [2]. Christian, peu sûr de ses troupes, et d'ailleurs cerné par des forces supérieures, accepta les propositions du prince de Suède. La convention signée à Moss le 14 août garantissait la constitution d'Elswold et une amnistie générale. Par un article additionnel et secret, le prince Christian s'engageait à quitter la Norwége, quand même la diète qu'il allait convoquer désirerait qu'il y prolongeât son séjour [3]. Il partit en effet, le 10 octobre suivant, après avoir remis à la diète son acte d'abdication.

L'implacable vengeance des alliés fit payer cher au Danemark le soulèvement spontané de la Norwége et la royauté éphémère du prince Christian. Jusqu'à la signature de la convention de Moss, le roi de Danemark fut forcé de défendre à ses sujets, SOUS PEINE DE MORT, tout commerce et spécialement toute importation de grains en Norwége [4], de faire rayer du tableau de son armée un grand nombre d'officiers danois qui avaient pris du service en Norwége [5], enfin de faire poursuivre et condamner un conseiller qui, dans une lettre particulière adressée en Norwége, avait eu l'audace de blâmer la cession de ce pays [6]! Ces actes tyranniques et odieux rappellent la politique des *alliés* de 1713, prétendant obliger Louis XIV à joindre ses forces aux leurs pour chasser d'Espagne son petit-fils. Enfin, on vit, au congrès de Vienne, la Suède retenir, en compensation des dépenses de l'expédition de Norwége, la plus grande partie de l'indemnité pécuniaire promise à Kiel, et la Prusse s'empara de la Poméranie suédoise et de l'île de Rügen, également garanties par ce traité au Danemark, qui fut forcé de se contenter, en échange, d'une portion du duché de Lauenburg.

Pour bien apprécier tout ce que l'ensemble de la conduite des grandes puissances présente d'immoral et d'attentatoire au droit des gens dans l'affaire de la Norwége, il faut séparer soigneusement le droit du fait. La question n'est pas dans l'autorité de précédents historiques perdus dans la nuit des âges, et d'ailleurs annulés par d'autres, elle n'est pas dans la considération des avantages politiques et commerciaux qui ont pu consoler la nation norwégienne d'une réunion forcée. Nous n'examinerons pas non plus si pour la Suède ce complément si vanté de *la presqu'île scandinave* compense suffisamment la perte définitive de la Finlande, et si par conséquent la haine de Bernadotte contre Napoléon n'a pas nui même à sa nouvelle patrie et préparé de loin son assujettissement complet à la puissance russe [7]. Mais, quelle que soit la destinée future des

perdre par l'acquisition de la Norwége tout espoir de reprise sur une province bien autrement importante pour la Suède (la Finlande), n'aurait certainement pas pardonné au prince royal de ne pas apporter au moins cette compensation.

[1] « Si la force d'agression était vive, dit un historien, celle de résistance ne l'était pas. Il y avait peu d'union, peu de confiance, on ne se connaissait pas, et subitement on se trouvait en face de ces grands malheurs d'un peuple qui exigent des âmes héroïques ou du temps. »

[2] Proclamation du 10 août.

[3] « Nous ne pouvons croire, dit-il dans sa proclamation du 16 août, que les États les plus puissants de l'Europe se réuniraient pour accabler un prince généreux et innocent, dont l'unique désir était d'être indépendant. » Il paraît qu'il avait compté sur la neutralité ou même l'appui secret de l'Angleterre.

Quelque temps après son retour en Danemark, le prince Christian, causant avec le nouveau ministre de Louis XVIII, s'emportait assez mal à propos contre Napoléon, qui, disait-il, aurait fait la paix à Châtillon, s'il avait su se borner. M. de Bonnay, très-hostile pourtant à l'empereur, répondit spirituellement : « Monseigneur, si Bonaparte avait eu le caractère qui fait « qu'on se borne à propos, il n'aurait pas eu celui qui « fait que des derniers rangs on parvient au trône. »

[4] 31 mai.

[5] Bernadotte, dans les ridicules bulletins de sa *campagne,* affectait d'attribuer aux Danois tout le mouvement insurrectionnel de la Norwége.

[6] Juillet et août.

[7] « Quand la Suède possédait la Finlande, elle avait des forteresses jusque sur les confins de la Russie. Aujourd'hui, tout ce champ de bataille si longtemps rougi du sang moscovite appartient sans conteste à la Russie, qui au nord n'est plus séparée du territoire suédois que par un ruisseau, tandis qu'au midi, retranchée dans



peuples du Nord, la politique des alliés, relativement à la Norwége, n'en restera pas moins flétrie dans l'histoire. En 1812 et 1813, la Russie, pour s'assurer la possession de la Finlande et l'alliance de la Suède, autorise cette puissance à s'emparer de la Norwége, et lui promet son concours : cette usurpation est garantie par les autres puissances coalisées. Quand bientôt après les intérêts militaires de la ligue semblent exiger l'accession immédiate du Danemark, on lui présente à son tour, comme récompense de cette accession, la promesse de conserver la Norwége, promesse fallacieuse qu'on s'empresse de désavouer sitôt qu'on peut croire le Danemark compromis sans retour avec l'empereur [1]. Quelque parti qu'il prenne, le roi Christian-Frédéric n'en est pas moins sacrifié d'avance. Enfin, c'est par l'envahissement de ses États du continent qu'il se voit contraint de signer lui-même l'arrêt de sa spoliation ; c'est par la famine qu'on veut convertir les Norwégiens au nouveau système d'équilibre européen. Tel est le résumé fidèle de cette politique des alliés, tortueuse et déloyale pendant la lutte, despotique et impitoyable après la victoire !

Le roi et le peuple de Danemark avaient perdu dans Napoléon un protecteur, un allié fidèle ; ils le regrettaient, et auraient fait indubitablement plus que des vœux pour lui, si la force des circonstances l'eût permis. Avant qu'il ne fût question du retour de l'île d'Elbe, M. de Bonnay, ministre de Louis XVIII à Copenhague, se plaignait fréquemment, dans sa correspondance, de la fausse position où il se trouvait vis-à-vis de gens qui ne connaissaient et n'aimaient que l'usurpateur. « La terreur « de son nom, écrivait-il, les avait tous ici con« vertis plus ou moins en esclaves [2]. » Après le 1er mars 1815, le même ministre affirmait que ***Bonaparte avait plus de partisans en Danemark qu'en France.*** L'armée surtout se prononçait sans ménagement ; les officiers et les soldats buvaient publiquement à la santé de Napoléon, avant même que le succès de son entreprise fût connu [3]. Malgré l'accession qui fut exigée du roi de Danemark au renouvellement d'alliance contre la France, il n'était douteux pour personne qu'à la première rencontre les troupes danoises passeraient de notre côté. L'affection de ce peuple pour l'empereur survécut même à la catastrophe de Waterloo [4].

L'empereur Napoléon, sûr d'avance des dispositions favorables du Danemark, ne l'était pas moins de la neutralité de la Suède. Les relations du gouvernement de Louis XVIII avec cette puissance, pendant la première restauration, n'avaient été rien moins qu'amicales et bienveillantes. Le mécontentement, des deux parts, s'explique facilement. Après avoir cherché dans Bernadotte un appui pendant les derniers mois de l'empire, Louis XVIII ne pouvait lui pardonner de l'avoir si complétement joué, et ne voyait plus en lui que l'usurpateur plébéien, le républicain parvenu. De son côté, Bernadotte avait peine à se consoler du rétablissement des Bourbons. « Pourquoi, disait-il, n'avoir pas pris les Montesquiou, qui descendent de Clovis ? » Sous prétexte d'économie, il refusa d'accréditer un ministre à Paris pendant la première restauration. « Je sais bien qu'on ne nous aime pas en France, » disait-il au chargé d'affaires M. de Rumigny. Des difficultés dans les relations commerciales lui servaient constamment de texte pour des récriminations qui allaient parfois jusqu'à l'insulte. « Si nos fers n'entrent pas chez vous, disait-il encore, nous ne recevrons pas vos vins. Nous voyons où vous voulez en venir ; l'empereur Napoléon, lui aussi, a voulu nous dédaigner ; où ce système l'a-t-il mené, etc. ? » Il s'emporta même jusqu'à taxer les Bourbons d'ingratitude, reproche assurément fort déplacé de sa part [5].

Faute de mieux, le gouvernement royal faisait à Bernadotte une guerre de coups d'épingles, la censure tolérait toutes les attaques dirigées par les journaux contre le prince royal. On remarqua notamment un article de la correspondance des ***Débats,*** qui annonçait positivement que le maintien de Bernadotte en Suède serait sérieusement discuté et sérieusement combattu à Vienne. Cet article ***semi-officiel*** fit en réalité plus de mal à la France qu'à Bernadotte. Notre chargé d'affaires lui-même ne put dissimuler à sa cour le fâcheux effet produit par ces attaques en Suède, où l'on ne pensait déjà plus à la famille de l'ancien roi, et où la conquête encore récente de la Norwége affermissait définitivement Bernadotte. Les ministres des cours alle-

l'archipel d'Aland, elle est à quelques milles de Stockholm. » (Sarrans, *Histoire de Charles-Jean,* II, 171.)

[1] *Voy.*, ci-dessus, ce que nous avons dit de la mission du prince Dolgorouki à Copenhague.

[2] 14 février.

[3] A la première nouvelle du débarquement, M. de Kaas pariait déjà quinze contre un pour la réussite. (M. de Bonnay, 28 mars.)

[4] Les ministres alliés donnaient une fête en réjouissance de la bataille. On voyait à l'hôtel du ministre anglais, splendidement illuminé, le buste de Louis XVIII en transparent. Le peuple s'ameuta et jeta des pierres dans les vitres en criant : *Vive Napoléon !* Devant l'hôtel du ministre de France, on se contenta de demander *qui demeurait là ?...* (M. de Bonnay, 8 juillet.)

[5] 20 septembre.

mandes, que l'on disait hostiles au prince royal, désapprouvèrent formellement l'article des *Débats*. Quel que fût le mauvais vouloir de l'Autriche, de la France, de la Prusse et du Danemark, l'existence politique de Bernadotte ne pouvait être plus sérieusement mise en question. Il avait pour lui l'Angleterre et surtout la Russie, bien que les enfants du dernier roi fussent les neveux d'Alexandre. Ce prince avait encore présents à la mémoire les souvenirs de 1813, et surtout ceux de 1812 [1].

Bernadotte, ayant de tels griefs contre les Bourbons, ne pouvait voir leur chute avec déplaisir. Il avait même peine à dissimuler la joie qu'il en ressentait. Des observations empreintes d'une malveillance toute personnelle pour la famille royale fugitive furent accueillies dans les journaux suédois. Si nous en croyons les correspondances des agents diplomatiques de Louis XVIII, correspondances, il faut le dire, visiblement haineuses et partiales, la fuite des Bourbons avait réveillé les premières ambitions du prince royal; il croyait qu'à travers les complications nouvelles de l'Europe l'empereur Alexandre trouverait la volonté et les moyens de réaliser les promesses d'Abo. La bataille de Waterloo et ses suites consternèrent Bernadotte. En présence de cet homme, auquel on doit refuser le nom de grand, mais qui certes ne manquait pas de rares et brillantes qualités, pourquoi faut-il que la justice vengeresse de l'histoire doute même de son repentir, et puisse lui imputer d'avoir moins pleuré sur les maux de son pays que sur le dernier naufrage de ses espérances!

Le sort de l'Italie septentrionale, comme celui de la Norwége et de la Belgique, avait été fixé irrévocablement d'avance par les alliés. Le roi de Sardaigne fut remis en possession de ses États. Confiné depuis huit ans dans une île où règnent encore les mœurs d'un autre âge, il en rapportait l'antipathie la plus violente pour toute innovation d'origine française. Il s'exprimait ainsi dans son édit du 12 mai : « Convaincu que le système de gouvernement établi par les rois nos prédécesseurs était le plus convenable à la constitution du pays, aux mœurs et coutumes des habitants et au bien général de nos peuples, nous avons résolu de rétablir toutes choses dans l'état où elles étaient à la première époque de la révolution. En conséquence nous ordonnons que l'on n'observera dans nos États d'autre constitution et d'autres lois que la constitution de 1770 et les lois émanées de nos prédécesseurs jusqu'au 23 juin 1800. » Cette aveugle proscription des réformes les plus équitables, les plus nécessaires, ne pouvait amener que des résultats funestes. En voulant rétrograder ainsi, les rois d'Espagne, de Sardaigne, de France revenaient à l'abîme infranchissable qui les séparait du passé.

Le deuxième article secret du traité de Paris avait garanti au roi de Sardaigne un accroissement de territoire *par l'État de Gênes*, en échange des districts de Chambéry et d'Annecy, qui restaient à la France. Quand cet article fut signé, il y avait à peine douze jours que Gênes s'était rendue au général anglais lord W. Bentinck; et l'assurance du rétablissement de l'ancien gouvernement républicain avait été la condition de cette capitulation. Lord Bentinck avait en effet proclamé ce rétablissement et organisé un gouvernement provisoire le 26 avril. Il écrivait le lendemain à lord Castlereagh: « Les Génois désirent *tous* la restauration de leur ancienne république. Ils craignent *par-dessus tout* leur réunion aux Piémontais, pour lesquels ils ont de tout temps ressenti une aversion singulière. » Lord Bentinck, qui savait que son gouvernement avait toujours incliné à cette réunion [2], comme en font foi les instructions de lord Bathurst, et à qui Castlereagh, dans ses instructions les plus récentes, avait recommandé « de s'abstenir avec grand soin de toute mesure qui pourrait préjuger la disposition finale des territoires occupés par les troupes françaises (autres que ceux de l'ancienne domination sarde), » lord Bentinck, disons-nous, avait agi vis-à-vis des Génois avec une extrême légèreté, pour ne rien dire de plus. On peut croire qu'il avait surtout considéré l'avantage matériel de l'occupation de Gênes, et qu'il n'avait pas cru l'acheter trop cher par des promesses qui pouvaient n'être pas ratifiées. L'un des membres du nouveau gouvernement génois, M. Pareto, était parti pour Paris aussitôt après la capitulation; il s'adressa à tous les ministres de la coalition, et même à M. de Talleyrand, mais surtout à lord Castlereagh; toutes ses démarches furent inutiles, l'arrêt était irrévocablement porté. « L'*intérêt de l'Europe* exigeait, selon lord Castlereagh, qu'on eût des États forts et offrant par leur étendue une garantie suffisante contre les entreprises de la France. » La même pensée hostile avait inspiré, comme on voit, la réunion de la Belgique à la Hollande, et celle des Génois aux Sardes, au mépris de tous les droits et de toutes les sympathies des peuples. Toutefois, rien n'était encore officiellement consommé lors du congrès de Vienne. « Un espoir de salut était encore permis à la répu-

[1] Le roi de Danemark écrivait de Vienne à la reine son épouse que l'empereur Alexandre croyait avoir au prince royal les plus grandes obligations (il avait raison), et que, *lui ayant promis de le faire roi de France*, il se croyait encore son obligé. (Bonnay, 18 mars.)

[2] *Voyez* le traité de concert du 11 avril 1805.

blique de Gênes, si quelque grande puissance avait voulu se déclarer pour elle. En vain l'un des plénipotentiaires (M. de Talleyrand) représenta que, d'après l'article secret, s'il y avait lieu à prendre sur le territoire de Gênes une compensation pour la partie de la Savoie cédée à la France, on n'était pas autorisé à disposer de la totalité de ce territoire; l'Autriche et la Russie furent d'avis que ce n'était pas *sur* mais *par* le territoire de Gênes que le roi de Sardaigne devait être indemnisé, et que le fond de la question étant décidé par le traité de Paris, le congrès n'était appelé à délibérer que sur les moyens d'exécuter ses dispositions. Lord Castlereagh comparait la réunion des Génois à celle de l'Irlande, et se faisait fort de leur obtenir à Turin les mêmes avantages que l'Irlande avait obtenus à Londres. Les plénipotentiaires français demandaient avec ironie dans quel parlement le noble lord ferait figurer les députés de Gênes [1]. » Cette réunion inique fut enfin proclamée à Vienne, en décembre 1814, et l'on vit avec peine le nom d'un plénipotentiaire français, M. Alexis de Noailles, figurer parmi ceux des rédacteurs du projet définitif. Les membres du gouvernement provisoire génois s'honorèrent par une protestation courageuse et vraiment patriotique. « Notre conscience, disaient-ils, nous rend témoignage, et les premières cours de l'Europe sont bien informées, que nous avons fait sans hésitation et sans réserve tout ce que pouvait faire pour les droits de ses peuples un gouvernement dénué de tout autre moyen que ceux de la raison et de la justice. Il ne nous reste donc plus qu'à remplir un triste et honorable devoir, celui de protester que les droits des Génois à l'indépendance peuvent être méconnus, mais ne sauraient être anéantis... » Une proclamation du commandant de la garnison anglaise annonça aux Génois qu'ils n'étaient plus que les sujets du roi de Sardaigne.

Cette réunion était surtout l'ouvrage de l'Angleterre; et il faut bien ajouter qu'indépendamment de l'intérêt politique du nouveau système, cette puissance paraît s'être largement fait payer par le roi de Sardaigne. Une convention signée à Londres lors de la réunion assurait à l'Angleterre, d'abord le remboursement d'environ trente millions de subsides fournis à la Sardaigne dans la première guerre de la révolution, puis une somme considérable, dont le chiffre est resté inconnu, mais qui ne peut être qu'une indemnité exigée par l'Angleterre pour l'État de Gênes *conquis* et *cédé* par elle. Il paraît même que le produit des impôts levés dans cet État fut affecté, comme par une sorte de privilége, au payement de l'indemnité dont nous parlons. Ainsi Gênes, qui avait accueilli les Anglais en libérateurs, aurait été vendue par eux à un nouveau maître, qui chaque année soldait une partie du prix de cet odieux marché. Tous les ans, à la tombée d'une nuit d'automne, un bâtiment de guerre anglais paraissait dans la rade de Gênes, échangeait avec la citadelle de mystérieux signaux; bientôt, à la faveur des ténèbres, des chaloupes armées se dirigeaient vers l'arsenal, et revenaient chargées de tonnes d'argent [2]. Ainsi a été payée la rançon de Gênes; ainsi fut accomplie une des plus grandes iniquités des temps modernes, iniquités dont les auteurs ont tenté vainement de dérober la trace à la justice vengeresse de l'histoire [3].

Le gouvernement provisoire établi à Milan après l'insurrection du 20 avril ne fut pas plus heureux que celui de Gênes. Ses députés allèrent aussi vainement solliciter à Paris le maintien d'un royaume d'Italie indépendant. La connivence perfide des agents de l'Autriche avait déshonoré ce réveil éphémère de la liberté par le meurtre atroce du ministre Prina. Les patriotes italiens se repentirent amèrement, mais trop tard, en reconnaissant que le triomphe de la coalition ne leur avait laissé d'option possible qu'entre la royauté d'Eugène et le joug de plomb du conseil aulique de Vienne. La réunion de la Lombardie et des provinces vénitiennes à l'Autriche fut officiellement proclamée le 12 juin par le général Bellegarde. Les Autrichiens reprirent paisiblement possession de ces campagnes tant de fois illustrées par leurs défaites. Grâce à Eugène, l'honneur français était resté sauf du moins jusqu'au dernier jour. Le régime tyrannique et spoliateur de ces nouveaux maîtres a fait comprendre et regretter les bienfaits de la domination française à ceux-là mêmes qui s'en étaient déclarés les ennemis les plus acharnés. Pardonnons-leur cette faute, si cruellement expiée [4] ! Et puissent-ils, aussi sages qu'intrépides, garder longtemps, garder toujours la liberté qu'ils viennent enfin de reconquérir ! (Mars 1848.)

L'année 1814 vit finir la guerre entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Cette guerre, qui mal-

[1] *Précis*, p. 26.

[2] En 1821, M. de Montvéran évaluait à soixante millions l'argent enlevé par les Anglais dans ces expéditions nocturnes.

[3] Au moment où nous écrivons ces lignes, Gênes renaît à la liberté politique, grâce à la sagesse et à la générosité du nouveau roi de Sardaigne. Ce prince ne pouvait effacer plus noblement les fâcheux souvenirs de la réunion, dont l'histoire gardera le souvenir, à la honte éternelle des princes conjurés contre la France.

[4] Les provinces austro-italiennes furent érigées en royaume *Lombard-Vénitien* le 7 avril 1815.

heureusement avait commencé trop tard pour servir les grands desseins de Napoléon, causa du moins aux implacables ennemis de la France des pertes cruelles et des humiliations plus cruelles encore. Les succès imprévus des Américains dans la guerre maritime jetèrent la stupeur parmi les Anglais et leur firent oublier plus d'une fois le triomphe de leur cause sur le continent européen [1]. Souvent battus sur terre et sur mer, les Anglais compromirent et tournèrent contre eux-mêmes de rares victoires. Leur alliance avec les tribus d'Indiens les plus féroces, les ravages des bords du lac Champlain et de la Chesapeake, enfin l'incendie de Washington, mesures barbares par lesquelles ils prétendaient répandre la terreur, n'eurent d'autre résultat que de déshonorer leur cause aux yeux du monde entier, et de rendre la guerre tout à fait nationale parmi les Américains [2].

Les événements de la guerre d'Amérique, surtout pendant les derniers mois de 1814, trompèrent complétement les espérances du cabinet de Londres. La chute de Napoléon avait exalté au plus haut point l'orgueil et l'ambition de l'aristocratie anglaise. On s'était hâté de diriger sur l'Amérique une grande partie des forces de terre et de mer dont la paix de Paris permettait la libre disposition. Tandis qu'on se flattait tout bas de reconquérir tout ou partie des États de l'Union, on essayait de fomenter la division parmi eux, en proclamant qu'on ne faisait pas la guerre aux Américains, mais au congrès, au président et à ses ministres; de même qu'à Francfort, et depuis, les puissances alliées prétendaient ne faire la guerre qu'à Napoléon, et non à la France. C'était là un moyen de guerre usé, qui n'aurait pas même dû réussir en Europe; et d'ailleurs une semblable assertion était complétement démentie par la guerre d'extermination que faisaient les Anglais. Tandis que certaines nations européennes remerciaient encore ceux-ci de leur délivrance prétendue, déjà l'illustre président des États-Unis, M. Maddison, jugeait et qualifiait mieux les événements [3].

Les hostilités cessèrent au mois de janvier 1815. Le dernier et le plus glorieux combat fut celui de la Nouvelle-Orléans [4]. Trois mille Louisianais, retranchés sur les deux rives du Mississipi, repoussèrent avec perte quinze mille Anglais, la plupart vétérans de l'armée d'Espagne. L'ennemi laissa sur le champ de bataille la moitié de ses troupes; Packenham, l'un des meilleurs lieutenants de Wellington, fut du nombre des morts. L'honneur de cette bataille appartient à la France : les colons de la Louisiane, on le sait, sont restés nos compatriotes de cœur et de langage. *La Marseillaise*, alors proscrite dans la mère patrie, fut leur chant de combat et de victoire dans ce jour mémorable [5].

[1] Ces succès des Américains furent tels, qu'un ordre de l'amirauté prescrivit aux bâtiments anglais de refuser le combat, à moins d'une grande supériorité de forces. La prééminence des bâtiments américains tenait en partie, dit-on, à l'emploi des canons à pivot, placés sur l'arrière des bâtiments.

[2] « L'ennemi, par une incursion soudaine, a réussi à envahir la capitale des États-Unis. Durant cette occupation d'un jour seulement, il a pris plaisir à détruire des édifices publics qui n'avaient, par leur construction, aucun rapport aux opérations de la guerre. Plusieurs de ces édifices étaient des monuments du goût et des arts élevés à grands frais; d'autres étaient des dépôts d'archives publiques, précieuses non-seulement à la nation comme titre de son origine et de ses premières transactions, mais intéressantes pour toutes les nations, comme faisant partie du fonds général de l'instruction historique et de la science politique. A Alexandrie, l'ennemi a requis, comme alternative d'un incendie général, le pillage paisible des propriétés particulières. On sait, *par une communication directe* du commandant anglais à la station américaine, que son dessein avoué est d'employer les forces sous ses ordres « *à détruire* « *ou à dévaster toutes les villes et districts sur la côte qui* « *pourront être attaqués.* » Ces procédés et ces desseins déclarés montrent un mépris délibéré pour les principes de l'humanité et pour les règles de la guerre établies entre les nations civilisées. Ils tendent à donner à la guerre actuelle un caractère de dévastation générale et de barbarie. » *Proclamation du président des États-Unis*, M. Maddison, 1er décembre.

[3] « Par le refus du gouvernement anglais d'accepter la médiation russe, par les délais de la négociation directe, et surtout *par ses principes avoués* et la manière dont il fait maintenant la guerre, nous sommes forcés de conclure que son intention est de rester dans un état d'hostilité plus violent que jamais contre les droits et la prospérité de ce pays. Cet accroissement de violence est complétement expliqué par deux circonstances importantes. » La première, « *que le grand débat qui a eu lieu en Europe pour établir un équilibre qui garantisse tous les États contre l'ambition de quelques-uns a été terminé sans qu'il en ait rien coûté au pouvoir oppresseur de la Grande-Bretagne.* » La seconde, que cette conclusion a laissé entre les mains de cette puissance des armées disponibles, au moyen desquelles, s'abandonnant à cette ivresse des succès qui *vient de faire une si grande victime*, dont l'exemple est encore devant ses yeux, elle a conçu l'espoir d'agrandir encore sa puissance. » *Message de M. Maddison*, 1814.

[4] 8 janvier.

[5] La paix entre l'Angleterre et les États-Unis avait été signée à Gand le 24 novembre 1814, mais la nouvelle n'en était pas arrivée encore. La conclusion de cette paix donna à l'Angleterre un surcroît d'influence dans les négociations européennes.

# CHAPITRE XXVII.

## CONGRÈS DE VIENNE.

**Le congrès envisagé au point de vue de Napoléon à l'île d'Elbe. — Ouverture du congrès. — Conférences préparatoires. — Discussions sur le principe de la négociation. — Formation du comité dirigeant. — Esprit du congrès. — Prétentions de la Russie sur la Pologne, et de la Prusse sur la Saxe. — Débats animés. — Occupation provisoire de la Saxe. — Lettre du prince Repnin au général Thielman. — Attitude de la légation française. — Menaces de rupture. — Notes des diverses puissances. — Traité du 3 janvier 1815 entre la France, l'Autriche et l'Angleterre. — Démembrement définitif de la Saxe. — Réflexions. — La Bavière au congrès. — Partage de la Pologne. — Question de Naples. — Violation du traité de Fontainebleau. — La liberté de l'empereur Napoléon menacée à l'île d'Elbe.**

Nous avons essayé de réunir dans le chapitre précédent quelques points principaux de la nouvelle politique européenne, qui déjà étaient irrévocablement résolus de fait par les puissances victorieuses, avant l'ouverture du congrès. Nous allons maintenant jeter un coup d'œil sur l'esprit général de cette réunion fameuse, sur les principes qui l'ont dirigée; nous porterons surtout notre attention sur les questions capitales, qui restaient encore vraiment indécises à l'époque du congrès, et sur les incidents de discussion qui ont dû principalement fixer les regards de Napoléon à l'île d'Elbe. Cette investigation, pénible sous plus d'un rapport, concerne surtout les questions de Saxe, de Pologne, de Bavière, de Naples; elle nous était implicitement commandée par le mandat de l'empereur. En rappelant, avec tout le calme et l'impartialité possibles, les erreurs et les fautes de la nouvelle dictature européenne, nous aurons rappelé en même temps les puissantes considérations que Napoléon peut alléguer au tribunal de l'histoire pour expliquer et justifier son audacieuse tentative.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les alliés étaient convenus entre eux à Londres d'ajourner le congrès du mois de juillet au mois de septembre, et cet ajournement avait été simplement *notifié* à la France. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse arrivèrent à Vienne le 25 septembre; mille coups de canon saluèrent cette nouvelle entrée triomphale, et annoncèrent l'ouverture officielle des congrès [1]. Les rois de Danemark, de Bavière, de Wurtemberg, et la plupart des princes de la confédération du Rhin se rendirent aussi à Vienne, pour essayer d'influer sur les décisions du tribunal suprême, ou du moins pour les connaître plus tôt.

De son côté, le souverain de l'île d'Elbe puisait à diverses sources des informations suivies sur ce qui se passait à Vienne. Dès l'époque où le congrès s'assembla, les Bourbons avaient fait assez de fautes pour que déjà Napoléon eût pu concevoir la possibilité de remonter sur le trône. Un de ses compatriotes corses, homme intelligent et dévoué, fut envoyé à Vienne, y renoua des liaisons avec des

[1] Le soir de leur arrivée, il y eut un grand bal à la cour. L'impératrice Marie-Louise, qui venait d'arriver de son côté à Vienne, *accompagnée de M. de Neiperg*, eut la triste curiosité de contempler incognito le coup d'œil de la fête, par une ouverture secrète pratiquée dans l'attique de la grande salle du palais. Quatre ans auparavant, elle avait été la reine d'une fête brillante donnée dans la même salle, à l'occasion de son mariage!...

Les principaux plénipotentiaires du congrès étaient : pour l'Autriche, MM. de Metternich (premier plénipotentiaire) et de Wessemberg; pour la France, MM. de Talleyrand (premier plénipotentiaire), de Dalberg, de la Tour du Pin, de Noailles; pour la Russie, MM. de Nesselrode (premier plénipotentiaire), de Razumowsky, de Stackelberg et Capo-d'Istria; pour la Prusse, MM. de Hardenberg et de Humboldt; pour les Pays-Bas, M. de Gagern; pour l'Espagne, D. Gomez Labrador, etc.

Les *premiers plénipotentiaires* avaient le droit de prendre seuls telle résolution qu'ils jugeaient convenable; leurs collègues ne pouvaient rien sans eux.

nobles, des négociants autrichiens, dont l'attachement à la cause de l'empereur avait survécu à son malheur. L'un d'eux, qu'on ne peut nommer encore, avait à Terni, sur la côte de Toscane, en face de l'île d'Elbe, une maison de plaisance d'où l'on correspondait par signaux. Napoléon recevait ainsi une sorte de bulletin hebdomadaire du congrès. Mais les renseignements prirent un caractère encore plus authentique et plus suivi après le raccommodement du roi de Naples et de Napoléon. Des relations fréquentes s'établirent entre Naples et Porto-Ferrajo; et la correspondance des plénipotentiaires napolitains à Vienne passa tout entière sous les yeux de l'empereur [1].

Cependant, dès le 16 septembre les premiers plénipotentiaires des quatre grandes puissances, animés d'un esprit de précaution hostile contre la France, ont ouvert des conférences préparatoires. Dans leur conférence du 22 ils s'occupent d'asseoir solidement les bases du futur congrès sur le premier article secret du traité de Paris; leur pensée dominante est d'assurer le maintien du principe repoussé par Napoléon à Châtillon, mais admis par le nouveau gouvernement français, principe qui ôte à la France toute influence sur les arrangements de l'Europe. Pour la forme, le travail préparatoire sur ces arrangements sera remis à un comité dans lequel la France et l'Espagne seront admises; mais « les quatre grandes puissances conviendront *entre elles seules* de la distribution des provinces disponibles d'après le traité de Paris, et n'entreront en conférence avec la France et l'Espagne qu'à mesure qu'elles auront terminé, jusqu'à parfait accord entre elles, la distribution du duché de Varsovie et celle de l'Allemagne et de l'Italie. Le protocole contenant ces résolutions se terminait ainsi : « Il est de la dernière importance de « n'entrer en conférence avec les plénipotentiaires « français que lorsqu'un objet sera entièrement « terminé. »

Ainsi, au mépris des promesses les plus solennelles, la défiance et l'hostilité survivaient à la chute de Napoléon. Bien que disposés à une extrême condescendance, les plénipotentiaires français sentirent avec amertume l'état de nullité auquel on voulait les réduire. M. de Talleyrand réclama et obtint la suppression de cette qualification d'*alliés* que les quatre grandes puissances continuaient de prendre; mais l'*alliance* subsista toujours en ce sens que les grandes puissances continuaient à être d'accord pour humilier la France et repousser son intervention directe ou indirecte. Les plénipotentiaires français durent reconnaître et avouer à leur cour « que le retour des Bourbons, qui aurait dû donner à des gouvernements pacifiques tant de motifs de sécurité du côté de la France, ne paraissait apporter aucune restriction aux vues que les quatre grandes cours avaient formées pour le cas même où un souverain qu'elles avaient bien plus sujet de craindre serait resté sur le trône...; que le but de l'armement des alliés, si ce but avait été en effet le rétablissement de l'indépendance des peuples, était évidemment abandonné par eux; *que dans Napoléon ils n'avaient franchement détesté que ses succès* [2]. »

Nous devons toutefois le reconnaître, M. de Talleyrand fit de grands efforts pour tirer la France de cet état d'impuissance et d'abaissement dans lequel il avait si fort contribué à la plonger. Dès son arrivée à Vienne, les ministres signataires du protocole du 22 septembre lui ayant présenté le plan qui excluait la France de toute participation active aux *arrangements arrêtés*, M. de Talleyrand saisit avec son habileté ordinaire le côté faible de cette nouvelle ligue, en demandant à connaître ces arrangements. Il savait mieux que personne combien *les alliés* étaient encore loin d'être d'accord sur un grand nombre de leurs prétentions respectives. Dès lors il observa « que le consentement promis par la France ne devait s'entendre que d'arrangements positifs et non éventuels, et qu'il se réservait le droit de concourir à tout ce qui n'avait pas été réglé définitivement entre tous les alliés. » Dès l'abord, M. de Talleyrand avait cru remarquer dans le premier plénipotentiaire anglais un commencement de retour à quelques sentiments d'équité et de confiance. Lord Castlereagh n'avait pas signé le protocole du 22 septembre, et n'y avait donné son accession que sous certaines réserves, notamment sous celle que les propositions faites par les quatre puissances seraient soumises à une discussion *franche et libre*.

[1] L'empereur recevait aussi fréquemment des Anglais de distinction qui venaient de Vienne. L'un d'eux lui donna, dit-on, des détails circonstanciés sur les projets tramés contre sa liberté.

[2] Correspondance de M. de Talleyrand. Si quelqu'un eût pu encore être dupe de cette prétendue distinction entre l'empereur et la France, le langage furibond des journaux allemands aurait suffi pour le détromper. Dès le commencement du congrès, *le Mercure du Rhin* (journal ouvertement patroné par le chef du *Tugend Bund*, Stein) s'indignait de voir les plénipotentiaires français prendre part aux délibérations. « Comment est-il possible, disait-il, que les Français aient trouvé au centre de l'Allemagne un champ libre pour y semer de nouveau leurs *dents de serpents?* » (28 novembre.) « Rome consulta-t-elle jamais les Parthes, les Scythes, les Gaulois? » (16 janvier.) Etc., etc.

Les discussions qui suivirent, sur le meilleur mode d'ouverture, de réunion du congrès, sur la formation du comité dirigeant, présentent aux esprits sérieux et impartiaux une analogie singulière avec les négociations de 1813. M. de Talleyrand ne peut que répéter, ou plutôt parodier, ce que voulait faire l'empereur Napoléon lors de la bataille de Bautzen et de l'armistice de Plesswitz, lorsqu'il proposait un congrès *général* et *sérieux*. D'un autre côté, la chute de Napoléon n'a modifié ni les idées ni le langage des nouveaux dictateurs ; à Vienne comme à Prague, ils entendent tout dominer, tout résoudre seuls. Leur idée fixe est d'éluder une intervention sérieuse du congrès dans les arrangements de l'Europe, de ne réunir d'assemblée générale que pour soumettre à une sanction de pure forme des arrangements préalablement discutés et approuvés par eux. Seul contre cinq, M. de Talleyrand déployait vainement toutes les ressources de son esprit pour faire prévaloir les vrais principes qui auraient dû régler l'organisation et les délibérations du congrès. Ce fut lui qui, le premier, formula nettement et fit agréer la formation d'un *comité de propositions*, ou *comité dirigeant*, composé des huit puissances signataires du traité de Paris [1]. Pour que l'établissement même de cette première commission fût rigoureusement conforme aux principes généraux des assemblées délibérantes il aurait fallu qu'elle fût nommée dans une assemblée générale du congrès ; mais M. de Talleyrand n'allait pas jusque-là. Il se bornait à demander [2] que les commissions ou comités particuliers qui prépareraient les travaux fussent nommés du seul consentement du congrès, comme modérateur suprême et source de pouvoir. « L'Europe, disait-il, ne tiendra aux arrangements qui seront faits qu'autant qu'ils seront le résultat de la volonté générale ; au lieu que si les puissances signataires du traité du 30 mai ne laissent au congrès autre chose à faire que d'approuver, on ne manquera pas de prétendre que parmi ces puissances il y en avait quatre qui, formant une majorité constante, auraient obtenu une autorité absolue dans la commission préparatoire, et ensuite comme forcé l'approbation du congrès ; de sorte que leur volonté particulière seule sera devenue la loi de l'Europe... » Tel était précisément le but auquel tendaient les représentants des quatre puissances. Aussi rejetèrent-ils d'un commun accord tous les raisonnements, toutes les propositions du plénipotentiaire français, qui tendaient à investir d'un pouvoir délibérant, si limité qu'il fût, la totalité des plénipotentiaires présents à Vienne, ou, comme disait M. de Metternich, à convertir le congrès en *assemblée nationale*. Ils durent rejeter de même tout projet de réunion générale. Le comité des huit s'arrogea un pouvoir dictatorial ; il nomma directement les comités spéciaux, et s'attribua exclusivement l'examen des rapports et des travaux de ces comités, qui, confirmés par lui, ont acquis force de *loi politique*. « Le congrès fut alors « regardé comme constitué et en pleine activité, « *non pourtant d'après l'idée* de ceux qui voulaient « y retrouver une assemblée générale de plénipo- « tentiaires prononçant sur tous les intérêts de « l'Europe, *mais* comme une réunion des puis- « sances signataires de la paix, se concertant, « *quand le besoin l'exigeait,* avec les États infé- « rieurs sur les moyens de compléter le traité de « Paris du 30 mai, par la distribution des terri- « toires et des indemnités [3]. » Le comité des huit déclara, le 8 octobre, qu'*il avait pris en considération l'article* 32 *du traité de Paris* [4], et qu'après avoir mûrement réfléchi sur la situation et sur ses devoirs, il avait reconnu qu'il ne saurait mieux les remplir qu'en établissant des communications libres et confidentielles entre les plénipotentiaires de toutes les puissances ; mais, en même temps, *qu'il était de l'intérêt de toutes les parties intervenantes* de suspendre la réunion générale jusqu'à l'époque où les questions sur lesquelles on devait prononcer seraient parvenues à un degré de maturité suffisant pour que le résultat répondît aux principes de *droit public* [5], *aux stipulations du traité de Paris,* et à l'attente des contemporains. Ainsi, l'égoïste arbitraire des puissances dominantes l'emportait de prime abord, et faussait le congrès dans son principe essentiel. « Aux termes de l'article « précité, les puissances engagées de part et d'autre « dans la dernière guerre devaient envoyer des plé- « nipotentiaires à Vienne, pour *régler,* dans un « congrès général, les arrangements qui devaient « compléter les dispositions dudit traité. » Assurément les termes de cet article préjugeaient assez clairement le mode du futur congrès, et semblaient promettre ce que M. de Talleyrand seul avait cherché à réaliser, une assemblée générale investie, dans une certaine mesure, du pouvoir délibératif (*régler*). Cela est si vrai que, de l'aveu même d'un

[1] Angleterre, France, Espagne, Portugal, Autriche, Suède, Prusse, Russie. Ce comité est connu dans les histoires du congrès sous le nom de *comité des huit*.

[2] Note du 1er octobre.

[3] *Histoire du congrès de Vienne,* t. I, p. 32.

[4] Pour en fausser et en dénaturer le sens. *V*. plus bas.

[5] Les plénipotentiaires français avaient eu à soutenir un choc violent pour l'insertion de ce mot, surtout de la part du plénipotentiaire prussien. On verra bientôt pourquoi.

écrivain français apologiste officieux du système qui a prévalu, la plupart des plénipotentiaires des États du second ordre croyaient encore, à l'époque où fut établi un bureau pour la vérification des pouvoirs (2 novembre), qu'une fois cette formalité remplie, « *ils seraient admis au congrès comme dans une assemblée générale délibérante;* » mais dans la séance du comité des huit du 13 novembre, il fut arrêté, sur la proposition de M. de Metternich, « que, vu l'état actuel des négociations par« ticulières, une réunion générale ne serait d'au« cune utilité, et qu'il valait mieux la remettre à « une époque plus éloignée [1]. » On peut maintenant se faire une idée juste du caractère général des actes du congrès. Les grandes puissances qui avaient abattu Napoléon, dominées elles-mêmes par les traités qui avaient formé le nœud de leur dernière coalition, ont pensé que leurs obligations et leurs intérêts réciproques ne leur permettaient même pas de laisser à la réunion des plénipotentiaires européens une ombre de liberté, une forme de délibération, quelque apparence enfin de conseil politique, dans lequel pourtant elles auraient pu parvenir sans doute aux mêmes fins par voie d'influence. Elles se sont réservé toute la plénitude de la dictature, et ont statué par mesure d'état souveraine.

« Dès le premier jour il fut donc évident qu'il ne serait guère question de peser des droits, d'établir des principes et de concilier les intérêts des princes avec la justice; mais qu'il s'agissait seulement pour les cabinets de consommer des projets arrêtés séparément ou concertés entre eux. D'orgueilleuses indiscrétions révélèrent tous les secrets des cours de Prusse et de Russie. On ne venait que de se réunir, et déjà les paroles capitales étaient prononcées; déjà l'on savait que la Prusse voulait s'agrandir de toute la Saxe; déjà l'empereur Alexandre avait dit nettement à M. de Talleyrand que le duché de Varsovie était occupé par ses troupes, *et qu'il faudrait l'en chasser.* » Ce prince ne se prononçait pas moins énergiquement que la Prusse elle-même pour l'anéantissement de la monarchie saxonne. M. de Talleyrand s'étant hasardé à lui laisser entrevoir que le roi de Saxe pourrait bien refuser de consentir à la cession de tout son royaume: « En ce cas, dit le czar avec emportement, *le roi « périra en Russie.* Ce ne sera pas le premier roi « qui y sera mort prisonnier! Stanislas-Auguste a « eu le même sort [2]. » Cette menace peut donner une juste idée de l'animosité de ces deux puissances contre le roi de Saxe, animosité d'autant plus vive qu'elle servait leurs intérêts. On s'accordait pour accuser ce prince infortuné d'avoir été, par son retour *volontaire* à l'alliance française après Lutzen, la cause principale des hasards et de la prolongation de la lutte de 1813 [3], et l'un des arguments favoris de la Prusse était la nécessité *d'en faire un exemple.* Ce seul argument avait presque converti lord Castlereagh, comme nous allons le voir. Les questions complexes et inséparables du sort de la Saxe et de la Pologne, et du meilleur mode de reconstruction de la monarchie prussienne, furent la grande affaire du congrès, et tinrent l'Europe entière en éveil jusqu'au retour de l'île d'Elbe.

Les prétentions de la Prusse étaient fondées sur les traités de concert de Kalish, de Reichenbach et de Tœplitz, base de la coalition qui venait de renverser Napoléon. Par un article secret du traité de Kalish (26 février 1813), l'empereur Alexandre avait promis spécialement d'appliquer à l'agrandissement de la Prusse les acquisitions qui seraient faites dans la partie septentrionale de l'Allemagne, et les termes de cet engagement, rapprochés des projets de reconstruction d'un royaume russo-polonais, dont nous l'avons vu fortement préoccupé dès cette époque [4], donneraient à penser que dès lors la chance d'une indemnité pour la Prusse aux dépens de la Saxe était entrée dans les prévisions de ce prince. Quoi qu'il en soit, l'insistance impérieuse des deux puissances sur ce point a donné lieu de croire que la Saxe avait été garantie formellement à la Prusse au commencement de 1814 [5]. Dès le mois de mars, la captivité prolongée du roi Frédéric-Auguste, les rigueurs de l'occupation russe dans

[1] *Histoire du congrès de Vienne*, t. I, p. 32.

« M. de Metternich n'avait cessé de répéter... que le congrès n'en était pas un, que la forme délibérante n'y pouvait pas être admise; que les commissions nommées pour préparer le travail n'étaient que des chances de négociation; que dans la réunion des puissances à Vienne il ne fallait voir que *l'Europe sans distance*, réunion qui ne mettait en contact obligé que les États qui avaient droit d'y être. » (Correspondance de M. de Talleyrand.)

[2] Octobre. (*Note de M. Bignon.*)

« Stanislas-Auguste, dernier roi de Pologne, mourut « à Saint-Pétersbourg, expiant dans les fers son im« prudente obstination de croire que le droit fait la « force. » (Salvandy.)

[3] Il semble pourtant que la conduite des troupes saxonnes à Dennewitz, et surtout à Leipzig, avait suffisamment réparé cette faute du roi.

[4] Voyez sa lettre au prince Adam, ci-dessus, chapitre VI.

[5] Peut-être par le traité conclu à Bâle le 6 janvier entre la Prusse et la Russie, traité dont les dispositions sont restées inconnues.

ses États, excitaient une fermentation générale en Saxe. Les troupes [1] surtout se plaignaient très-haut, et regrettaient, mais trop tard, leur honteuse défection de Leipzig. Ici vient se placer un fait peu connu, et qui nous paraît mériter quelque détail.

On n'a pas oublié sans doute l'étrange conduite du général saxon Thielman, gouverneur de Torgau pendant les premiers mois de 1813. Nous l'avons vu d'abord observant la neutralité par ordre de son souverain, passant de là, malgré ces mêmes ordres, à une attitude franchement hostile à la France, et désertant enfin par principe de conviction politique. Vers le mois de septembre 1814, les bruits de réunion à la Prusse prenant chaque jour plus de consistance, l'armée saxonne crut devoir protester officiellement de sa fidélité envers son roi prisonnier, et implorer en sa faveur la clémence des monarques alliés. Il fallut un intermédiaire qui pût leur être agréable; les antécédents du général Thielman le désignaient tout naturellement pour cette mission : ce fut donc lui qui remit au prince Repnin, gouverneur provisoire de la Saxe, des adresses signées de tous les officiers de l'armée saxonne. Voici quelle fut la réponse du général russe à cette manifestation. « En ma qualité de « première autorité militaire et d'adjudant général « de l'empereur de toutes les Russies, je vous fais « connaître, d'après l'autorisation officielle que j'ai « reçue, *le déplaisir et l'improbation* de Sa Majesté « l'empereur sur la conduite des officiers saxons, « et je vous charge par les présentes de donner « connaissance de cette improbation aux généraux, « aux chefs de corps et aux régiments qui sont im- « médiatement sous vos ordres, et de leur déclarer « que les militaires ne peuvent s'immiscer dans ce « qui concerne les objets politiques, sans agir con- « tre le véritable esprit de la subordination, et que « tous ceux qui seraient instigateurs ou fauteurs « d'une telle conduite seront regardés comme per- « turbateurs de l'ordre et jugés comme tels, sui- « vant les lois. » Ainsi l'empereur Alexandre et le roi de Prusse ont trouvé bon, en mars 1813, d'exhorter les Saxons à se prononcer pour eux malgré leur souverain, auquel ils promettaient d'ailleurs formellement la conservation de ses États [2]; ils ont trouvé bon que les militaires saxons fissent de la politique à Dennewitz, en fuyant sans combattre; à Leipzig, en assurant notre perte par une défection odieuse. Mais maintenant que tous les profits de cette étrange doctrine sont épuisés, maintenant que les Saxons ne peuvent plus faire que de la politique qui gêne les arrangements des deux monarques, ils savent bien leur imposer silence au nom des lois sacrées de la subordination militaire! Et c'est ce même Thielman, jeté naguère dans la désertion par les provocations mêmes des alliés, qui maintenant est chargé par eux de déclarer à ses compatriotes que c'est un crime de se mêler de politique quand on demande grâce pour son souverain !...

Les détails de la controverse qui s'engagea à Vienne au sujet de la Saxe appartiennent à l'histoire particulière du congrès. La Prusse et la Russie, en novembre, s'étaient crues en mesure d'emporter d'assaut la réunion totale, lord Castlereagh ayant admis la possibilité de cette réunion, et M. de Metternich ayant laissé entrevoir que l'Autriche pourrait être amenée à s'y résigner [3]. Ces deux ministres consentaient déjà à ce que l'administration de la Saxe passât provisoirement des mains de la Russie dans celles de la Prusse. Mais ces puissances compromirent leur victoire en se hâtant trop d'en proclamer le résultat comme complet. Une proclamation du prince Repnin [4] annonça aux Saxons que leur pays était remis en effet à la Prusse, « afin d'opérer ainsi la réunion des deux pays, laquelle aurait lieu prochainement d'une manière plus formelle et plus solennelle... » Il ajoutait que « Sa Majesté le roi de Prusse avait l'intention de ne point incorporer la Saxe à ses États comme une province, mais de la réunir à la Prusse sous le titre de royaume de Saxe, de la conserver toujours dans son intégrité... L'empereur Alexandre avait fait témoigner la satisfaction particulière que lui causait cet arrangement. » Ce coup de parti audacieux excita des réclamations de toutes parts et engagea sérieusement la lutte.

La question de la Saxe se compliquait de celle

[1] Vers la fin de mars M. de Vincent écrivait du quartier général de Bernadotte à M. de Metternich : « Les Saxons paraissent mécontents de la situation où on laisse leur roi. Ils se plaignent de ce qu'on les fait marcher sans savoir à qui ils appartiennent. » Plus tard ce mécontentement prit même un caractère menaçant. Plusieurs régiments saxons crièrent : *Vive l'empereur Napoléon!* au retour de l'île d'Elbe.

[2] « Votre souverain est au pouvoir des étrangers. Déplorant les démarches qu'une politique perfide l'a forcé à faire, nous voulons aussi peu les lui imputer que vous en faire porter la peine. *Ce n'est que pour lui que nous prenons l'administration de votre pays.* » (Blücher, 23 mars 1813.) — « Réunissez-vous à moi pour reconquérir votre roi et votre indépendance. Ne croyez pas que je veux vous faire renoncer à lui, *je veux au contraire resserrer plus fortement les nœuds qui vous unissent.* » (*Idem.*)

[3] 11 et 22 octobre.

[4] 3 novembre. En même temps, il faisait défendre de prier dans les églises pour le roi Frédéric-Auguste.



de la Pologne. Dans sa note du 11 octobre, lord Castlereagh, tout en s'exprimant avec une sévérité extrême sur le compte du roi de Saxe [1], avait déclaré formellement qu'il ne se croirait pas autorisé à consentir à l'incorporation de ce royaume à la Prusse, « si cette mesure avait lieu, comme moyen d'indemniser celle-ci de ce qu'elle pourrait souffrir *par des entreprises injustes et dangereuses de la part de la Russie,* et comme une mesure imaginée pour l'engager à se soumettre avec des frontières sans défense à un état évident de dépendance de la Russie. » Le plénipotentiaire autrichien avait manifesté une répugnance plus vive encore pour l'incorporation entière de la Saxe à la Prusse, et ne laissait espérer l'assentiment de l'empereur d'Autriche à cette mesure que sous diverses réserves, dont la principale était aussi un appui réciproque et une conformité de marche absolue des deux cours *dans la question de la Pologne* et dans les arrangements territoriaux concernant Mayence et la ligne du Mein. Cette promesse d'assentiment, si timide, si réservée qu'elle soit de la part de M. de Metternich, est une tache ineffaçable dans sa carrière politique. Elle lui fut sans doute arrachée surtout par la préoccupation qui le dominait alors d'empêcher la Prusse de s'étendre sur la rive droite de la Moselle, et de pouvoir compléter de ce côté les possessions *contiguës et non interrompues* promises à la Bavière par le traité de Ried. Jamais le ministre autrichien ne mérita mieux le fameux sobriquet de *politique de semaine,* qui lui a été infligé par M. de Talleyrand; il sacrifiait les considérations les plus graves d'honneur et de loyauté à des vues mal calculées et dont la réalisation fut bientôt reconnue impossible. L'honneur autrichien était intéressé à une défense plus franche et plus énergique des intérêts du roi de Saxe, complice innocent du système autrichien de neutralité armée, et qui pouvait justifier par l'intérêt évident de son royaume, et par une impérieuse nécessité, son retour à l'alliance française après la bataille de Lutzen [2].

Quoi qu'il en soit, la Prusse n'ayant pu modifier les intentions immuables de l'empereur Alexandre au sujet de la Pologne, et l'opinion s'étant d'ailleurs formellement prononcée à Vienne même contre l'abandon de la cause du roi de Saxe, M. de Metternich dut rétracter formellement, dans sa note du 10 décembre, les espérances vagues qu'il avait données dans celle du 22 septembre [3]. Ce grave dissentiment rompait la prorogation d'alliance conclue entre les hautes cours alliées contre la France, et faisait au plénipotentiaire de Louis XVIII une position nouvelle. On a beaucoup loué, trop loué peut-être, l'habileté qu'il mit à en profiter. Certes, il pouvait y avoir quelque chose de noble, d'héroïque même, dans cette protection de la France étendue sur un allié fidèle et malheureux. Louis XVIII acquittait ainsi une dette sacrée de reconnaissance contractée au nom de la France par son prédécesseur, et s'associait intimement, en présence de l'Europe entière, à l'honneur et aux regrets de son peuple. Malheureusement on peut affirmer que jamais Louis XVIII n'envisagea sous ce point de vue son rôle vis-à-vis du roi de Saxe, et que la fidélité de ce monarque à notre cause fut le moindre de ses titres aux yeux du nouveau souverain de la France. Son intérêt, réel d'ailleurs, pour Frédéric-Auguste tenait surtout au besoin d'obtenir une consécration nouvelle du principe de la légitimité, afin de pouvoir ensuite l'invoquer plus sûrement pour obtenir l'expulsion de Murat et la réintégration des Bourbons de Sicile à Naples.

L'histoire des débats qui s'élevèrent sur ces deux questions de Pologne et de Saxe, si intimement unies ensemble, se devine plutôt qu'elle ne se retrouve dans la volumineuse collection des actes du congrès. Les vainqueurs de la France donnèrent un affligeant spectacle à l'Europe entière et à la postérité. L'empereur Alexandre prenait une part active à la lutte engagée sur la question polonaise; il mêlait ensemble les idées de l'indépendance de la Pologne et celles de son assujettissement, préparant ainsi la réalité de l'assujettissement à l'aide du roman de l'indépendance. Ayant secrètement garanti la Saxe entière à la Prusse, il était revenu avec une nouvelle ardeur à son ancien projet d'établissement d'un royaume russo-polonais, et s'était efforcé de longue main d'inspirer aux Polonais de la confiance, en flattant leurs sentiments patrioti-

[1] « Si jamais un souverain s'est placé lui-même dans le cas de devoir être sacrifié à la tranquillité future de l'Europe, je crois que c'est le roi de Saxe. Je ne serais pas fâché qu'en pardonnant à la masse des coupables, *on fît un exemple sur un d'entre eux.* »

[2] *Voyez* ci-dessus.

[3] « La voix des habitants de Vienne, la voix de l'armée reprochait au ministre son extrême condescendance. Les vieux Autrichiens étaient effrayés de l'extension de deux puissances qu'ils étaient accoutumés à redouter et à haïr. « Un conseil d'État avait été d'avis « que la Russie ne pouvait s'avancer au delà de la Vistule sans menacer la sûreté des positions militaires « de l'Autriche, et qu'il était encore plus important « pour l'Allemagne d'empêcher que les défilés de la « Saxe ne fussent dans les mains de la Prusse. » Dès le 19 novembre lord Castlereagh avait démenti son prétendu consentement à l'occupation définitive (*Courrier* de Londres du 7 décembre).

ques et guerriers. Les honneurs funèbres rendus à l'illustre Poniatowski [1] avaient été non-seulement tolérés, mais encouragés. Vers la même époque, un comité de constitution, où figurait une partie des anciens ministres du grand-duché, et notamment l'ex-ministre Matuscewicz [2], se réunit à Varsovie par l'ordre de l'empereur Alexandre, qui correspondait activement avec eux.

Le débat sur la question polonaise, concentré entre les quatre grandes puissances, avait perdu son intérêt général; car personne ne prenant au sérieux la prétendue restauration de la nationalité polonaise dont l'empereur Alexandre prétendait masquer l'agrandissement de la Russie, le débat n'était plus qu'entre les systèmes divers de spoliation et de partage. Toutefois la lutte fut sérieuse. On invoquait contre Alexandre le traité de Reichenbach, aux termes duquel le partage des provinces qui formaient le duché de Varsovie devait se faire entre l'Autriche, la Russie et la Prusse. Alexandre se prévalait, lui, du traité de Tœplitz, où ne se trouvait plus le mot de *partage*, et qui ne parlait que de la reconstruction des deux monarchies autrichienne et prussienne sur l'échelle la plus rapprochée de l'état où elles se trouvaient en 1805. Ce même traité disait seulement aussi « qu'il serait conclu un arrangement à l'amiable entre les trois cours d'Autriche, de Russie et de Prusse *sur le sort funeste du duché de Varsovie.* » Le cabinet russe s'armait surtout contre l'Autriche des reprises de cette puissance en Italie, tandis que le traité de Reichenbach ne lui assurait que les provinces Illyriennes. Il réclamait des acquisitions proportionnelles en Pologne. Or, la plus grande part de cet accroissement ne pouvait être prise que sur les provinces polonaises jadis affectées à la Prusse, qui s'acharnait à son tour à demander pour indemnité la Saxe entière [3]. Là était le nœud de la difficulté.

Vienne présentait un étrange aspect pendant ces tristes débats. La politique et les fêtes y marchaient de front. Des conversations animées et parfois menaçantes, commencées le matin dans le mystère du cabinet, se reprenaient le soir au milieu des bals. Incessamment tenue en éveil, la curiosité publique se prenait à tous les appâts, épiait tous les indices, commentait mystérieusement la physionomie, les gestes, les moindres paroles des souverains ou de leurs ministres. Les bruits de rupture, de raccommodement se succédaient et prévalaient tour à tour, et mêlaient des émotions toujours nouvelles au tumulte renaissant des fêtes [4].

Nous renonçons à fatiguer nos lecteurs de l'énumération des diverses péripéties du débat. Le prince de Hardenberg épuisa tous les sophismes d'une logique léonine pour démontrer la justice de l'anéantissement de la Saxe; il offrait pour indemnité au souverain de ce pays une population de trois cent cinquante mille, et plus tard de sept cent mille âmes. En maintenant leurs armées sur un pied formidable, l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient songé à s'assurer, par une occupation effective, le terrain que l'on prétendrait leur disputer pendant la négociation. le duché de Varsovie et la Saxe. Les réclamations de l'Autriche et de l'Angleterre, soulevées par la proclamation du prince Repnin, faillirent amener une rupture complète. Dès le mois de septembre l'incorporation de la Saxe était considérée à Berlin comme un fait à peu près accompli; l'occupation prussienne, comme une prise de possession définitive [5]. Aussi l'irritation fut-elle des plus vives en Prusse quand on sut que l'incorporation rencontrait de sérieux obstacles, et cette irritation se tourna principalement contre la France. Les ministres d'Angleterre et

[1] 27 juillet.

[2] *Voyez* ci-dessus, ch. VI.

« Demandez au conquérant ce qu'il exige de nous, disaient les officiers de l'armée polonaise dans une adresse qui mérite d'être conservée. Nous sommes en son pouvoir, mais notre patrie seule peut exiger notre sang. Dès qu'il nous aura assuré l'indépendance de notre patrie, nous prendrons les armes pour notre généreux protecteur; mais sans cette assurance nous n'armerons point. nous le déclarons, et nous sommes prêts à nous soumettre à la plus dure extrémité et à être traités comme prisonniers de guerre, plutôt que de tenir une conduite indigne de vous et de nous. » (*Lettre au général en chef Dumbrowski,* août 1814.) Ce noble langage méritait de moins amères déceptions.

[3] L'Angleterre, qui s'était fait garantir à Reichenbach par la Prusse une augmentation de deux cent cinquante mille âmes par la cession de l'évêché d'Hildesheim au Hanovre, se trouvait mêlée directement à la question de la Saxe. On a vivement reproché aux ministres anglais cet acte de politique hanovrienne, qui donnait une arme de plus à la Prusse, et n'a fait qu'accroître les embarras et les vices des arrangements définitifs de l'Europe, sans aucun avantage réel pour la Grande-Bretagne.

[4] On connaît le mot du prince de Ligne : « *Le congrès danse, et ne marche pas.* » Ce vieillard, si Français d'esprit et de manières sous son uniforme autrichien, plaisantait sur le bord de la tombe : il mourut dans les derniers jours de 1814.

[5] Nous trouvons dans la correspondance du ministre de France à Berlin, M. de Caraman, que *dès le 27 octobre* l'ordre était arrivé de faire marcher des troupes pour occuper Dresde et Leipzig. » La note dont nous avons parlé plus haut, par laquelle M. de Metternich faisait espérer l'assentiment de son souverain à l'incorporation, était du 22. On voit que les Prussiens ne perdaient pas de temps.

d'Autriche, tout en défendant, dans une certaine mesure, la cause du roi de Saxe, n'étaient pas fâchés de présenter l'opposition de la France comme l'obstacle principal à l'incorporation entière, et de détourner ainsi sur nous la plus grande partie du ressentiment de la Russie et de la Prusse. Le grand-duc Constantin, envoyé en Pologne par son frère, appela aux armes les habitants de ce pays pour défendre ce que l'empereur Alexandre nommait leur indépendance [1]. Ce manifeste belliqueux, qui partait, dit-on, du cabinet même de l'empereur, fut bientôt désavoué par lui, soit qu'il eût mieux connu depuis combien les Polonais étaient peu disposés à considérer leur réunion à la Russie comme une cause nationale, soit qu'il n'eût voulu faire qu'une démonstration comminatoire, dont l'effet n'avait pas répondu à son attente.

Pendant les mois de novembre et de décembre la discussion sur la question de la Saxe continua avec une extrême vivacité. Le roi de Saxe et les princes de sa maison protestèrent; un mémoire de la légation française résuma avec beaucoup de force et de netteté la défense du roi [2]. Au mois de décembre, la rétractation des espérances de concession que l'Autriche avait laissé entrevoir fut suivie de deux notes prussiennes d'une *dévorante* énergie, adressées l'une à l'Autriche, l'autre à la Russie. Le prince de Hardenberg, n'osant nier l'opposition que rencontraient dans l'opinion publique les projets de la Prusse, s'emportait jusqu'à dire, dans une de ces notes, *que l'opinion publique était bien plutôt faite pour recevoir que pour donner l'impulsion dans les affaires politiques;* langage qui contrastait quelque peu avec les proclamations patriotiques de son souverain en 1813. Si à cette époque les Prussiens avaient raisonné ainsi, M. de Hardenberg n'eût sans doute pas figuré à Vienne en 1815!

Le 19 décembre, parut une nouvelle note de M. de Talleyrand en faveur de la Saxe. Cette note, beaucoup trop vantée, constatait deux points importants : l'opposition définitive des trois cours de France, d'Autriche et d'Angleterre à l'anéantissement *entier* de la Saxe, et la renonciation absolue de la France à toute intervention dans la question polonaise. Après avoir invoqué au profit du roi de Saxe les maximes du droit public et l'intérêt de la sécurité de l'Autriche, M. de Talleyrand faisait valoir avec une énergie plus grande encore la nécessité du maintien ou du rétablissement des dynasties légitimes. « Le grand et dernier but auquel l'Europe doit tendre, disait-il, est de finir la révolution... La révolution a été une lutte entre les principes républicains et les principes monarchiques. L'invincible nature des choses ayant fait triompher les derniers, la lutte s'établit entre les dynasties révolutionnaires et les dynasties légitimes. Celles-ci l'ont emporté, mais non pas complétement encore. Les dynasties révolutionnaires ont disparu *hors une*. Les dynasties légitimes ont été rétablies; mais l'une d'elles est menacée : la révolution n'est donc pas encore finie. Que faut-il pour qu'elle finisse? Que le principe de la légitimité triomphe sans restriction; que le roi et le royaume de Saxe soient conservés, et *que le royaume de Naples soit rendu à son légitime souverain*. » Tel est l'argument favori de M. de Talleyrand et du cabinet des Tuileries. C'est en haine de Murat qu'ils défendent le roi de Saxe, ou plutôt qu'ils veulent faire prévaloir en sa personne le principe de la légitimité. Tout ce qu'il leur faut, c'est de se créer un précédent favorable pour l'affaire des Bourbons de Naples; aussi M. de Talleyrand se montrait-il d'avance fort traitable pour les cessions que la Prusse pourrait exiger du roi de Saxe, pourvu que celui-ci gardât son titre et un lambeau de ses États.

Vers la fin de décembre, l'horizon politique de Vienne parut s'éclaircir un moment pour se couvrir de nouveaux nuages. L'empereur Alexandre ayant renoncé à ses démonstrations belliqueuses en Pologne, et manifesté l'intention de restituer quelques portions du duché de Varsovie à la Prusse et à l'Autriche (ce qui semblait faire pressentir une transaction sur la question saxonne), les quatre grandes puissances alliées constituèrent, vers la fin de décembre, un comité spécial pour les affaires de Saxe et de Pologne, comité qui, dans le fait, fut chargé de la distribution générale des indemnités. L'admission de M. de Talleyrand fut vivement combattue par les plénipotentiaires russes et prussiens, qui persistaient à s'armer des articles secrets du traité de Paris pour exclure la France de toute délibération sur la répartition des pays conquis. L'empereur Alexandre, vivement irrité de l'attitude prise par le plénipotentiaire français dans la question saxonne, lui en avait témoigné son ressentiment de la manière la plus dure, et avait été jusqu'à dire qu'il avait lieu de s'attendre à plus de recon-

[1] « Soldats polonais, S. M. l'empereur, votre puissant protecteur, vous appelle; que votre bras s'arme pour la défense de votre patrie et *la conservation de votre existence politique*... L'empereur estime votre valeur. De beaux faits d'armes vous ont signalés *dans une cause qui vous était étrangère*... aujourd'hui vos efforts ne seront consacrés qu'à la patrie, etc. » (11 décembre.)

[2] Ce mémoire fut rédigé par M. de la Besnardière.



naissance de la part des Bourbons, et même, dit on, *qu'il se repentait de la paix qu'il leur avait accordée!* Quel sujet d'humiliation et de remords pour le prince de Bénévent, si son âme eût été accessible à ces deux sentiments!

L'année 1814 finissait sans que la Russie et la Prusse se fussent départies en rien de leurs prétentions. Le 31 décembre le cabinet russe avait transmis aux plénipotentiaires autrichiens et anglais un *projet général,* dont l'article 10 reproduisait encore la proposition d'incorporer la Saxe entière à la Prusse. Le prince de Hardenberg, ainsi soutenu, ajouta *que la Prusse saurait bien défendre ses droits.* Le résultat de tant d'obstination et de violence ne se fit pas attendre. Deux jours après, les plénipotentiaires d'Angleterre, d'Autriche et de France signèrent un traité d'alliance défensive, auquel accédèrent de suite plusieurs États secondaires, notamment la Bavière, qui s'était prononcée en faveur du roi de Saxe avec une vivacité dans laquelle, à vrai dire, il y avait bien autant de jalousie contre la Prusse que de zèle pour le droit public et l'équité [1].

La conclusion de ce traité, opposée à l'état d'impuissance et d'isolement auquel était réduite la France deux mois encore auparavant, doit être considérée comme l'un des plus forts arguments qui puissent être allégués en faveur de l'habileté de M. de Talleyrand, trop exaltée peut-être autrefois, mais trop rabaissée aussi par quelques historiens nouveaux. Toutefois il ne faut s'exagérer ni l'influence de ce ministre dans la conclusion de ce traité, ni l'importance du traité lui-même. Comme nous l'avons dit, il fut amené surtout par les prétentions et les menaces imprudentes de la Prusse et de la Russie. Avant que le débat sur la Saxe fût envenimé à ce point, toutes les instances de M. de Talleyrand avaient été accueillies par des refus humiliants : sa correspondance diplomatique pendant les derniers mois de 1814 en fait foi. Ses offres étaient partout mal accueillies, quoique par des considérations différentes. L'Angleterre, qui craignait que la coopération française ne fût trop active encore, la rejetait sous prétexte qu'elle pourrait être nuisible au repos de la Belgique et de la rive gauche du Rhin; l'Autriche la repoussait au contraire comme illusoire. L'un des principaux diplomates étrangers disait aux plénipotentiaires français, peu de temps avant la signature du traité : « Vous ressemblez à des chiens qui aboient assez « habilement, mais qui ne mordent pas, et nous « ne voulons pas mordre seuls. » Singulier langage, dont les ministres de la coalition n'avaient sûrement pas fait l'apprentissage avec les ambassadeurs de Napoléon!

Au surplus, cette alliance ne fut pas plus tôt conclue que des circonstances nouvelles en rendirent l'exécution impossible. Presqu'au même moment le cabinet de Vienne reçut, par le duc d'Otrante, des renseignements précis et de la nature la plus alarmante sur le déplorable gouvernement des Bourbons, et sur l'état de l'opinion publique en France. Les nouvelles craintes des puissances coalisées ramenèrent la concorde et aplanirent les difficultés. M. de Hardenberg, qui le 12 janvier avait présenté un dernier plan, dans lequel la Saxe était encore absorbée en totalité par la Prusse, déclara enfin, le 28, que Sa Majesté Prussienne se résignait à laisser le roi de Saxe en possession d'une partie de ses États. Lord Castlereagh, alors près de quitter Vienne, avait fini par se prononcer un peu énergiquement dans ce sens; il était bien aise de pouvoir à son retour donner quelque satisfaction à l'opinion publique de son pays, et de faire ainsi oublier ses premières tergiversations dans la question saxonne. Après tout, la solution de cette grave difficulté ne présente rien dont les faibles défenseurs du roi de Saxe aient tant à s'enorgueillir. A la suite de plusieurs projets et contre-projets, le cabinet de Berlin finit par arracher beaucoup plus qu'on n'avait cru jamais devoir lui accorder. Par l'arrangement final, qui fut signé le 11 février, les autres puissances lui cédaient et lui garantissaient près de la moitié des États du roi de Saxe, *quelles que fussent les résolutions de ce souverain* (huit cent cinquante-cinq mille âmes sur deux millions trente-huit mille); et l'on regardait comme un prodige de succès d'avoir pu lui en assurer le reste, et l'on proclamait à Paris avec une jactance ridicule *qu'on avait sauvé la cause royale, la cause de la légitimité!*

Il ne restait plus qu'à notifier au roi de Saxe la disposition qui venait d'être faite de ses États, et à obtenir son consentement. Lord Wellington, MM. de Metternich et de Talleyrand eurent le triste courage d'accepter cette mission. On venait d'ap-

[1] Le préambule de ce traité portait, en substance, que *les prétentions récemment manifestées* avaient rendu nécessaire de pourvoir aux moyens de repousser toute agression, et d'assurer la sécurité et l'indépendance parfaites des princes contractants. Il est à remarquer que la France n'était dégagée, même éventuellement, d'aucune des stipulations onéreuses de la paix de Paris.

C'est par erreur que plusieurs écrivains ont reculé d'un mois la date de ce traité. Il est bien évident, d'après les termes mêmes du préambule, qu'alors la Prusse n'avait fait aucune concession dans la question de la Saxe.

prendre que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe; la prévision d'un danger commun resserrait de nouveaux liens; on se hâtait de terminer toutes les questions difficiles. Le vénérable roi de Saxe éleva une dernière fois la voix contre une spoliation qui, pour être moins complète, n'en restait pas moins inique; il en appelait à un véritable *congrès européen* de cette décision étrange, dans laquelle la Prusse intervenait comme juge et comme bourreau pour le condamner et s'emparer de ses dépouilles! Toutes ses instances furent vaines. MM. de Metternich et de Talleyrand affectèrent, dit-on, quelque surprise de ce qu'il ne s'estimait pas encore heureux d'en être quitte à si bon marché! Wellington alla jusqu'à lui demander ironiquement *si c'était quelque espoir fondé sur le retour de Napoléon qui le rendait si intraitable.* On s'éleva contre l'*étrange* prétention du roi, de prétendre discuter encore les dispositions irrévocablement arrêtées entre les puissances; on lui fit connaître que son refus d'adhérer à ces dispositions n'aurait d'autre effet que de prolonger l'occupation prussienne dans la partie de ses États qu'on voulait bien lui restituer [1]. Bientôt après on lui déclara qu'il n'en serait remis en possession qu'après avoir dégagé de leur serment de fidélité les autres sujets saxons et polonais, et accédé à la nouvelle alliance qui venait d'être conclue contre Napoléon. Enfin, comme il tardait encore à entrer dans cette dernière coalition, comme il hésitait aussi à donner *son adhésion pure et simple* au démembrement de la Saxe. on lui fixa, le 27 avril, *un dernier délai de cinq jours,* terme de rigueur, après lequel, « les propositions qui lui avaient été faites devant être censées annulées, l'on disposerait autrement de la partie de ses États qu'on avait voulu lui rendre. » Devant une telle menace, il n'y avait plus d'hésitation possible; le roi de Saxe céda à la force, gardant sans doute au fond du cœur une espérance que le sort a failli réaliser. Le traité définitif de cession fut signé à Vienne le 18 mai 1815.

Quelques écrivains français, et notamment M. de Pradt, ont critiqué bien mal à propos l'attitude prise par la légation française dans la question saxonne. Déçus par le sophisme le plus spécieux, il est vrai, qu'aient allégué les partisans de l'opinion contraire, ils ont cru comme eux que la *reconstruction* [2] de la Prusse comme barrière de l'Europe contre la puissance russe importait assez à l'Europe entière, et particulièrement à la France, pour dominer toutes les autres considérations. On pourrait être surpris de voir des Français adopter aveuglément des idées prussiennes, et s'associer presqu'à l'indignation soldatesque du vieux Blücher, qui, en apprenant qu'une partie de la Saxe échappait définitivement à la Prusse, arrachait de colère ses épaulettes, protestant *qu'il ne servirait plus sous un uniforme si mal récompensé* [3].

Depuis longtemps des écrivains sérieux ont fait justice de ces étranges aberrations. Ils ont démontré, pièces en main, 1° que la possession de la Saxe entière mettait la Prusse en plein contact avec l'Autriche, et par conséquent dans un état permanent d'hostilité qui affaiblissait chez toutes deux les moyens de résistance à la Russie; 2° que l'Autriche, dans cette hypothèse, aurait pu donner à la Bavière, sur la rive droite de la Moselle, une plus grande part des indemnités et augmentations promises à Ried; qu'en échange elle se fût étendue sans doute vers le sud-ouest par l'acquisition du Brisgau et de l'Ortenau, et qu'avec des points de contact plus nombreux elle eût été partout plus faible; 3° que pour compléter, dans ce système, la reconstruction garantie à la Prusse par les traités antérieurs, il eût fallu encore reporter les frontières prusso-polonaises à la ligne du dernier traité de partage, ce qui devenait pour la Russie une cause suffisante de rupture. On peut ajouter encore, pour épuiser la catégorie des motifs purement politiques qui militaient contre l'incorporation totale, qu'il eût été au moins étrange que l'on confiât le soin de contenir les Russes à la puissance qui la première avait été les chercher; et qu'enfin l'entente parfaite des deux cours dans cette question permettait de craindre qu'une complète union de vues et d'intérêts ne survécût entre elles à la reconstruction de

[1] C'est dans ce procès-verbal du 12 mars, l'un des monuments les plus caractéristiques de la diplomatie des alliés, que nous retrouvons cette étrange imputation contre le roi de Saxe, d'être retourné dans sa capitale, *de propos délibéré,* après la bataille de Lutzen, quand Napoléon vainqueur lui faisait dire *qu'il perdrait tout ce qu'il avait* s'il persistait dans sa neutralité. « Ce retour ne saurait être nommé force, est-il dit dans le procès-verbal précité, puisque l'Autriche, qui protégeait alors sa neutralité, lui avait en même temps garanti ses États. » Il était bien permis, en mai 1813, de trouver une telle garantie insuffisante contre les menaces de Napoléon vainqueur.

[2] L'exactitude même de cette qualification est fort contestable. Le grand Frédéric avait plutôt créé une armée qu'une monarchie. L'ancien électorat de Brandebourg, formé de cessions éparses s'étendant presque de la Dwina au Rhin, était partout vulnérable, comme le royaume actuel. La situation générale n'est donc empirée en réalité que par l'accroissement démesuré de la puissance russe, résultat principal du succès de la dernière coalition.

[3] Correspondance de M. de Caraman (28 février).

la Prusse, et ne fît de cette puissance l'avant-garde de la Russie en Allemagne, et non le boulevard de l'Europe [1]. Quant aux considérations morales et de sentiment, elles étaient toutes contre l'incorporation entière et même contre le morcellement de la Saxe; et la légation française, en particulier, est plutôt blâmable pour n'avoir pas assez défendu le neveu de Marie Leczinska, l'allié le plus fidèle et le plus dévoué de la France, que pour n'avoir pas pris parti contre lui.

Au reste, tout ce qui concerne le roi de Saxe a singulièrement changé de face, en passant du domaine de la politique contemporaine dans celui de l'histoire. Par un revirement étrange, les considérations dont se prévalaient surtout les ennemis de ce prince deviennent précisément ses meilleurs titres à l'estime et à l'intérêt de la postérité... Sans doute, on pourrait admettre, avec ses défenseurs de 1815, que son retour à Dresde après la bataille de Lutzen était impérieusement exigé par l'intérêt de son peuple et de sa couronne, et qu'il n'a fait qu'obéir aux circonstances. Toutefois, maintenant que la vérité ne peut plus être funeste et n'a plus besoin d'être niée ou atténuée, maintenant que toute passion est éteinte et toute vengeance assouvie, l'histoire, élevant la voix à son tour, peut apprécier dignement la conduite de Frédéric-Auguste, et confirmer à titre d'éloge les accusations accumulées naguère contre lui pour le perdre. Elle proclamera hautement que le roi de Saxe était resté l'ami de la France et de l'empereur Napoléon; que, séparé un moment de lui par la politique cauteleuse du cabinet de Vienne, il a vu avec une joie sincère notre victoire de Lutzen lui commander un retour complet à l'alliance française, et que dès lors tous ses vœux, puis tous ses regrets, ont été pour la France et pour l'empereur. Noble et rare dévouement, qui fait honte à l'ingratitude égoïste de tant de Français; dévouement qui honore Napoléon lui-même, et que tout exalte aux yeux de la postérité, tout, jusqu'à la persécution qui en fut l'unique récompense [2].

Un autre prince allemand, non moins vénérable par son âge et ses vertus, le grand-duc de Francfort, fut puni plus rigoureusement encore de son attachement à l'empereur. Le destin de ce prince présente une anomalie bizarre. Après s'être prononcé énergiquement contre la révolution française dès son début, il payait, vingt-cinq ans plus tard, de la perte de ses États sa fidélité à un prince dont le tort principal était de personnifier cette même révolution aux yeux de ses ennemis acharnés [3].

La Bavière se voyait contester à Vienne le prix de sa coupable défection de 1813. Un traité avec l'Autriche, signé à Paris le 3 juin 1814, lui assurait l'accomplissement d'une partie des promesses faites à Ried; ce traité ne fut pas ratifié. A l'époque du retour de Napoléon, des débats longs et irritants n'avaient encore amené ni même préparé aucune solution satisfaisante. Les événements de la France vinrent modifier la situation; on se hâta de promettre de nouveau satisfaction à la Bavière pour s'assurer son concours; un nouveau traité, signé le 23 avril, détermina les acquisitions de cette puissance. Toutefois l'irritation et la méfiance étaient loin d'être calmées; il paraît indubitable qu'un premier succès de Napoléon lui aurait assuré *au moins la neutralité* de la Bavière, ainsi qu'il l'avait prévu dès l'époque de son retour [4]. Il en eût été de même, à plus forte raison, de la plupart des États

[1] Il est certain que la réorganisation donnée à la Prusse en 1815 n'avait pas, comme on le disait alors à Berlin, le caractère de cohésion qui constitue une puissance *finie*. Elle avait été sacrifiée, d'un côté, à l'impossibilité matérielle et morale de lui livrer la Saxe entière; de l'autre, aux exigences absolues de la Russie sur la Pologne.

[2] La famille du roi de Saxe partageait la réprobation que lui valait son attachement connu pour Napoléon. Le prince Antoine (frère du roi, et beau-frère de l'empereur d'Autriche) avait dans son palais de Dresde une armée de garnisaires à entretenir. Le roi, prisonnier de fait pendant la plus grande partie du congrès, était réduit à vivre du produit de la vente de quelques diamants.

[3] Les États du grand-duc de Francfort furent l'objet de longs et pénibles débats, généralement peu honorables pour les puissances qui y prirent part. Ils furent compris, pour la majeure partie, dans le lot de la Bavière. Le grand-duc eut cent mille florins de pension viagère pour toute indemnité.

Deux autres petits princes, connus par leur attachement à Napoléon, le prince d'Isembourg et le comte de la Leyen, furent également dépouillés de leurs États.

[4] Les arrangements ultérieurs ont bien justifié cette méfiance. M. de Montgelas eut beau faire notes sur notes pour rappeler tous les services de la Bavière. Le souvenir si *méritoire* de sa défection ne put contre-balancer, *après la chute de Napoléon*, les intérêts combinés de la Prusse, du grand-duc de Hesse, et même de l'Angleterre par rapport au Hanovre, intérêts qui furent jugés inconciliables avec l'entier accomplissement des promesses de Ried. Le nouveau traité du 23 avril ne fut pas plus ratifié que celui du 3 juin précédent. Quand toute inquiétude fut dissipée du côté de la France, les quatre cours alliées s'entendirent pour contraindre la Bavière à souscrire un arrangement définitif avec des conditions bien moins avantageuses; encore la principale de ces conditions, celle de la réversibilité d'une partie des États de Bade en cas d'extinction de la ligne *directe et masculine* du grand-duc régnant, condition dont l'accomplissement devait enfin donner à la Bavière

de l'ancienne confédération du Rhin, et notamment *de ceux de Wurtemberg* et de Bade, menacés de spoliations arbitraires, et profondément froissés du système de déception, de tyrannie, suivi par les grandes puissances à Vienne. Le congrès, nous l'avons vu, avait été faussé dans son principe même; on croyait avoir une assemblée délibérante, on avait un tribunal jugeant sans appel. L'émancipation politique pour laquelle les Allemands avaient si vaillamment combattu était entièrement délaissée au libre arbitre de chaque prince; il fallut le retour de Napoléon pour qu'on se décidât à insérer dans l'acte fédéral, à la fin des séances du congrès, « *qu'il y aurait des assemblées d'états dans les pays de la confédération;* » ce qui n'était en réalité qu'une promesse substituée à une autre déjà violée. Sans la catastrophe de Waterloo, les grandes puissances auraient eu dès lors à se repentir de n'avoir pas été plus explicites et surtout plus sincères dans leurs promesses de libertés [1]. Nous voyons aujourd'hui (1848) les princes d'Allemagne expier cruellement tant de déceptions et de faussetés. Le mouvement qu'ils auraient pu prévenir ou diriger les entraîne maintenant.

Le dernier partage de la Pologne fut la grande iniquité du congrès. Les principales difficultés s'en trouvaient aplanies dès le mois de février par la solution de la question saxonne. La Pologne a été sacrifiée en haine et par crainte de la France et de Napoléon. L'Autriche avait d'abord voulu positivement un partage sérieux, basé sur le traité de Reichenbach; et il semble résulter de l'alliance qu'elle conclut le 3 janvier avec l'Angleterre et la France que pendant la première période du congrès [2] « elle eût volontiers fait la guerre pour reporter la frontière russe à la Vistule, si l'Angleterre avait eu la volonté et les Bourbons le pouvoir de la soutenir [3]. »

Le courage nous manque, nous l'avouons, pour reproduire en détail les diverses transactions qui terminèrent entre les grandes puissances la question de Pologne. C'est surtout dans cette partie des négociations de 1815 que l'histoire retrouve et signale avec dégoût cette basse hypocrisie, l'un des principaux éléments de la politique d'alors. Tandis que l'empereur Alexandre sollicite avec acharnement et emporte enfin d'assaut la formation du *royaume uni* de Pologne, il insiste avec une touchante sollicitude auprès de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse pour obtenir *à leurs Polonais* des institutions provinciales qui conservent de justes égards pour leur nationalité [4]! Sous ce rapport, au reste, toutes les grandes puissances semblent parfaitement d'accord d'intentions et de vues : lord Castlereagh se montre, pendant toute la durée du congrès, prodigue de vœux, de manifestations d'intérêt pour les Polonais. Le 12 janvier encore il pressait les souverains alliés « de prendre entre eux, avant leur départ de Vienne, l'engagement de traiter comme Polonais, sous telle forme d'institution politique qui leur semblera propre à les gouverner, les portions de cette nation qui seront placées sous leur souveraineté respective. » La Russie et l'Autriche donnent tour à tour un entier assentiment à ces vues du plénipotentiaire anglais [5]. Ces protestations hypocrites couvraient la marche de la

le fameux *contigu complet et non interrompu* qui lui avait été promis, ne put recevoir son accomplissement. L'opinion publique de l'Allemagne se révolta contre ce morcellement inique, et la Russie protégea la maison de Bade.

[1] Les principes admis par le congrès par rapport aux personnes ont été l'objet de critiques nombreuses et fondées, que notre plan ne nous permet pas de reproduire. On lui a reproché, par exemple, l'ajournement impolitique d'un concordat germanique, qui aurait pu devenir loi fondamentale de la confédération et eût épargné ainsi depuis bien des disputes et des embarras; l'ajournement aussi de toute discussion sur le code maritime, concession *exigée* par l'Angleterre et que les puissances délibérantes n'étaient pas en position de refuser, etc.

La constitution fédérale de l'Allemagne, seule partie du congrès qui ait été l'objet d'une discussion en quelque sorte indépendante, a beaucoup d'analogie avec cette fédération du Rhin qu'on avait été si satisfait d'abattre. Il est à remarquer de plus que les points où elle en diffère sont ceux précisément dans lesquels la nouvelle constitution est attaquée, notamment l'admission des princes qui ont des États hors de son sein, comme l'Autriche, la Prusse, etc.

[2] La plupart des écrivains qui ont traité du congrès de Vienne l'ont divisé en deux périodes, dont la seconde commence au retour de l'île d'Elbe. Nous croyons qu'on serait mieux dans l'esprit des événements et des négociations en limitant la première période à l'alliance du 3 janvier. Cette alliance marque fort bien le point extrême des graves débats sur les questions de Pologne et de Saxe. A partir de ce moment, les bruits fâcheux sur les Bourbons prennent chaque jour une consistance nouvelle, frappent de stérilité dans son germe l'alliance du 3 janvier, et réconcilient les puissances coalisées. En un mot, la tendance à la rupture cesse dès lors, pour faire place à une tendance contraire.

[3] *Précis de* 1815, déjà cité.

[4] Projet général présenté le 31 décembre 1814 (article 8).

[5] Note du prince Rosumowski, du 19 janvier 1815; déclaration de l'empereur d'Autriche, du 21 février.

Les termes de cette déclaration trahissent toutes les inquiétudes et les regrets de l'Autriche. « Sa Majesté Impériale n'eût pas regretté les plus grands sacrifices

négociation, dont le retour de Napoléon précipita le dénoûment. Les traités définitifs de partage furent signés le 3 mai 1815. Un autre traité du même jour assurait *la liberté et la neutralité perpétuelle de la ville de Cracovie et de son territoire!* Il est à remarquer qu'antérieurement le premier plénipotentiaire autrichien s'était opposé avec beaucoup de force à l'établissement de cette petite république, qui selon lui devait servir à tous les mécontents de foyer de machinations et de troubles [1].

Pour qualifier dignement la politique de 1815 à l'égard de la Pologne, il importe de ne pas la séparer des événements de 1831 et de 1846, qui en ont été le développement nécessaire. On sait ce que sont devenus, dans l'espace de trente années, et le royaume de Pologne et l'État libre de Cracovie. Ce martyre bientôt séculaire d'un peuple tout entier présente des circonstances inouïes dans l'histoire du monde. L'on avait vu de mémorables exemples de nations conquises et détruites; les annales de Rome surtout nous montraient dans la ruine de Carthage l'anéantissement complet d'une nationalité, d'un langage, d'une civilisation tout entière. Mais l'exécution même de cet arrêt de politique et de vengeance présente un caractère de sauvage grandeur qui manque aux destructeurs de la Pologne. Entre Rome et Carthage, du moins, c'était le dénoûment d'une guerre acharnée, sans pitié ni merci, féconde en péripéties foudroyantes et mortelles. Mais ce qui ne s'était jamais vu, ce qui ne se reverra jamais sans doute, c'est la destruction d'un peuple résolue, accomplie, puis reprise encore de sang-froid par trois grands princes, et tolérée par les autres. Ce qui est vraiment nouveau sous le soleil, c'est cette pitié hypocrite pour ceux qu'on assassine, ce sont ces voix doucereuses qui se recommandent instamment des égards, des ménagements pour un peuple, et ces mains avides qui s'arrachent en même temps ce peuple par lambeaux. La voix sévère de l'histoire redira ce qu'il est avenu de ces promesses fallacieuses, dictées en 1815 par la politique et non par le sentiment de l'éternelle justice. Cette nationalité, à laquelle on avait du moins promis les honneurs funèbres, a été outragée jusque dans sa tombe. L'année 1846 a vu disparaître, avec la république de Cracovie, la dernière épitaphe laissée à la Pologne par le remords ou la pitié de ses bourreaux [2].

Indifférent aux malheurs de ce peuple généreux, ou du moins parfaitement résigné à l'impuissance de le secourir, M. de Talleyrand, conformément aux vues de sa cour, avait concentré toute son habileté, tous ses efforts sur la question de Naples. La défense même du roi de Saxe n'avait été dans sa pensée qu'un acheminement à la réintégration de Ferdinand IV. On peut reporter, sans crainte d'erreur, aux négociations mêmes de la paix de Paris la trame souterraine ourdie contre le coupable et malheureux Murat [3]. Dès cette époque un esprit permanent de malveillance à son égard domine exclusivement dans les conseils de l'Angleterre; lord Castlereagh, qui précédemment avait tempéré plus d'une fois par des reproches sévères l'esprit hostile du général anglais Bentinck [4], change complétement de langage, et affecte désormais comme lui de ne plus voir que perfidie et contrainte dans la conduite passée du roi de Naples. A peine arrivé à Vienne, il déclare formellement au plénipotentiaire de Murat que, sa conduite n'ayant pas été ce qu'elle devait être, l'Angleterre se considère comme libre de tout engagement avec lui.

Le moment était venu où Murat allait recueillir les fruits amers de son imprudente et coupable défection [5]. L'acharnement de ses ennemis ne recula devant aucun moyen pour lui ravir son unique planche de salut, son traité avec l'Autriche. On chercha partout, *puis on inventa* des preuves de sa trahison prétendue. Les observations plus que malveillantes de lord Bentinck et du général autrichien Nugent, des lettres interceptées du prince

pour arriver au rétablissement d'un royaume de Pologne indépendant. Dans aucun temps l'Autriche n'avait vu une puissance ennemie dans la Pologne libre... Sa Majesté Impériale, ayant subordonné ses vues en faveur de l'indépendance polonaise *aux grandes considérations qui ont porté les puissances à sanctionner la réunion de la majeure partie du ci-devant duché de Varsovie à l'empire de Russie,* n'en partage pas moins les idées libérales de l'empereur Alexandre, etc. »

[1] Note du 10 décembre.

[2] Tout ceci, on le voit bien, avait été écrit avant les événements de février 1848. Puisse notre révolution nouvelle profiter mieux que la dernière à la cause des Polonais, cause impérissable et sacrée, quoi qu'il avienne! (Avril 1848.)

[3] « Pendant mon séjour à Paris, j'ai eu des communications avec une personne (le prince de Talleyrand) « qui avait la conviction morale que Murat n'avait pas « rempli ses engagements. » Lord Castlereagh au parlement anglais, mai 1815.

[4] *Voy.* ci-dessus, p. 296.

[5] Nous avons montré dans les chapitres précédents combien Murat avait été imprudent de s'engager dans la coalition sans avoir autre chose qu'un simple armistice avec l'Angleterre. Il y avait toutefois un machiavélisme insigne dans la conduite du ministère anglais. L'un des orateurs de l'opposition demandait avec raison « si l'on avait l'habitude d'établir des relations commerciales et une coopération militaire dans le cas d'une pure suspension d'armes. »

Eugène et d'Élisa n'avaient pu prouver contre Murat que de stériles regrets, ou des hésitations, des lenteurs de détail faciles à justifier, au point de vue même des alliés, par les incertitudes et les retards apportés à la ratification de son traité autrichien, et par les procédés, déjà hostiles à cette époque, de lord Bentinck. De l'aveu même de Wellington, qui avait profondément étudié la question, aucun de ces griefs, puisés du moins dans la réalité des événements, ne prouvait que Murat eût cessé d'être en état d'hostilité véritable avec la France, et il conservait l'appui de l'Autriche [1]. Alors l'animosité du cabinet des Tuileries, mise en défaut, ne connut plus de scrupules. On compulsa aux archives les minutes de la correspondance antérieure de Napoléon avec Murat, et l'on y découvrit trois lettres dont quelques passages pouvaient s'adapter tant bien que mal aux événements de 1814. On falsifia les dates de ces lettres, on en combla les lacunes par des interpolations dont la grossière maladresse n'aurait certes pas échappé à des yeux moins prévenus que ceux du ministre anglais [2]. Cette manœuvre indigne est un des plus fâcheux souvenirs qui se rattachent au gouvernement de la première restauration. Ce fut une inspiration d'autant plus déplorable qu'en fait la question fut décidée contre Murat autant par ses nouvelles imprudences que par la communication des documents falsifiés [3].

Après avoir vainement tenté de justifier sa conduite devant des juges prévenus, après avoir vainement réclamé à Vienne, de lord Castlereagh, la conclusion d'un traité définitif avec l'Angleterre et un rapprochement avec les Bourbons de Sicile, puis de M. de Metternich l'intervention officieuse de l'Autriche et un rapprochement avec la France, Murat, sentant le terrain lui manquer de toutes parts, s'était enfin tourné du côté de Napoléon, dont il avait obtenu le pardon par l'entremise de Lætitia. Nous verrons dans le chapitre suivant comment, avec de la prudence et du sang-froid, il pouvait rétablir ses affaires et réparer pleinement ses torts envers la France, dans les complications nouvelles qu'allait faire naître le retour de l'île d'Elbe; nous verrons aussi comment, en dépit des avis pressants et presque suppliants de Napoléon, il perdit tous ses avantages par une précipitation aveugle, et non moins funeste à lui-même qu'à son pays natal.

Nous croyons en avoir assez dit sur les arrangements généraux de l'Europe, et sur ce congrès de Vienne, où *la justice,* comme l'a dit éloquemment un historien, *n'a paru qu'en habits de deuil* [4]. Bien des renseignements précieux manquent encore sur ces négociations célèbres, ou du moins n'offrent pas toute l'authenticité désirable; des mystères trop réels d'iniquité et de corruption sont encore à peine soupçonnés. Quoi qu'il en soit, les faits généraux que nous venons d'analyser ont dû fixer surtout

[1] *Voyez* la lettre de Wellington du 4 janvier, citée précédemment, p. 296.

[2] Dans une de ces lettres on faisait dire par Napoléon à Murat *qu'il comptait sur sa contrition.* Cette expression ascétique surprend moins quand on sait que l'auteur de ces honteuses falsifications fut un abbé, alors secrétaire de M. de Blacas. Ces lettres furent envoyées directement à Londres, le 4 mars 1815.

Les trois lettres falsifiées étaient du 30 août 1811, et des 24 et 26 février 1813. Dans la première, Napoléon reprochait à Murat des tendances antifrançaises; dans les deux autres, il s'expliquait avec amertume sur la conduite de son beau-frère dans la retraite de Moscou, et l'engageait à réparer ses torts. On reporta ces trois lettres aux mois de février et de mars 1814; les reproches et les exhortations paraissaient ainsi s'appliquer à la dernière défection de Murat, et l'on parvenait enfin à donner contre lui une preuve de connivence suffisante pour faire tomber son traité avec l'Autriche. (*Voyez,* pour les détails de cette honteuse fourberie, les nos 134 et 145 du *Moniteur* de 1815.)

[3] Le discours de lord Castlereagh dans lequel il produisit ces documents nous donne quelques détails nouveaux sur les négociations de Murat avec la coalition dans les derniers mois de 1813. Les premières ouvertures qui lui furent faites tendaient à lui faire accepter une indemnité pour Naples, ce qu'il refusa. Alors l'Autriche et l'Angleterre consentirent à lui laisser la couronne sous la double condition d'une coopération immédiate et d'une indemnité pour les Bourbons de Sicile, etc. (*Voy.* ci-dessus.)

[4] Le jugement de la postérité ne ratifie que trop bien l'arrêt prophétique porté dès 1817 sur le congrès de Vienne par un jeune écrivain devenu depuis célèbre, homme de talent et surtout homme de cœur et de bonne volonté. Nous nous serions abstenu de cet éloge pour M. de Salvandy ministre; nous ne saurions le lui refuser aujourd'hui.

« Le congrès de Vienne est l'époque la plus notable de l'histoire; il n'en est pas qui fût plus remplie d'avenir. Déjà l'opinion publique, cette reine du monde, qui seule peut ici-bas traiter avec la force de couronne à couronne, a préparé les arrêts malheureusement tardifs de la postérité; mais la postérité sera plus sévère que nous, parce qu'à son tribunal les résultats parleront. Elle ne se contentera pas de demander compte de tout ce qui a été fait : juge inexorable, elle a coutume de punir sur la mémoire des princes tout le bien qu'ils auraient pu faire; elle châtie leurs cendres de tous les vœux qu'ils ont repoussés, de toutes les espérances qu'ils ont trompées, de tous les pleurs que l'humanité doit verser après eux, de tout le sang que coûtent à la fin les scandales politiques dont ils affligent le monde. »

(M. de Salvandy, *la Coalition et la France,* 1817.)



l'attention de Napoléon à l'île d'Elbe. L'ensemble des résolutions iniques et imprudentes qui décidaient du sort de la Norwége, de la Belgique, du nord de l'Italie; qui, au commencement de 1815, menaçaient la Saxe, la Pologne et Naples, contestaient à la Bavière des indemnités antérieurement promises, ajournaient ou refusaient la plupart des améliorations politiques et sociales pour lesquelles la nation allemande avait combattu, morcelaient enfin les populations au gré du caprice et de l'intérêt des grandes puissances; cet ensemble, dis-je, présentait à l'empereur de précieux éléments de succès, et suffirait peut-être pour excuser son entreprise aux yeux de la postérité impartiale, si cette entreprise n'était surabondamment justifiée par la violation flagrante du traité de Fontainebleau, condition essentielle de son abdication, et surtout par la conduite du gouvernement français.

Ici nous abordons un ordre de faits tombés depuis longtemps déjà dans le domaine de l'histoire, et qu'il nous suffira de résumer rapidement. On sait que le gouvernement des Bourbons, après s'être empressé de ratifier le traité de Fontainebleau, qui le débarrassait du voisinage dangereux de Napoléon, s'était cru dispensé par les circonstances de tenir ses engagements; les alliés ne se montraient pas plus scrupuleux. L'empereur ne put rien toucher ni du capital qu'il se réservait d'employer en gratifications (art. 9), ni des deux millions de rentes sur l'État, garantis par l'art. 3; toutes ses réclamations furent vaines, même celles relatives à ses effets personnels, à des portraits de famille placés dans les châteaux royaux, à ses manuscrits sur les campagnes d'Italie et d'Égypte [1]. L'article 6 sauvegardait les biens des princes de la famille impériale et leur assurait des dotations : cette double condition fut outrageusement violée. Le gouvernement autrichien se dispensa également du payement des obligations du Mont-Napoléon de Milan (art. 13). Et ce n'étaient là encore que les moindres griefs dont l'empereur pouvait se prévaloir pour se considérer comme délié de ses engagements. L'article 5 du traité assurait à l'impératrice les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, *réversibles à son fils*. Cette disposition était attaquée avec acharnement à Vienne par les plénipotentiaires de France et d'Espagne. Le fils de Napoléon était privé, grâce aux bons offices du prince de Bénévent, du droit de réversibilité stipulé à Fontainebeau et ratifié par le prince de Bénévent lui-même, et Marie-Louise n'obtenait la souveraineté temporaire de Parme que sous la condition de laisser son fils en otage à Vienne, de s'interdire toute correspondance avec Napoléon, enfin de livrer toutes ses lettres à l'examen inquisitorial des souverains alliés!!

En partant pour l'île d'Elbe, Napoléon avait le droit de compter sur une réunion prochaine à son fils et à sa femme; cette consolation lui avait été bientôt ravie. Il subissait tous les tourments d'une séparation imprévue et complète. Cette séparation était déjà concertée lors des négociations de Fontainebleau, et depuis on n'avait reculé devant aucun moyen pour la rendre irrévocable, pas même devant celui que l'histoire ose à peine laisser soupçonner [2]. Outragé dans sa famille plus indignement encore qu'il ne le croyait, l'empereur voyait enfin sa propre sécurité menacée. Avant même que sa résolution fût prise de quitter l'île d'Elbe, il savait que le gouvernement français avait proposé plusieurs fois, à Londres et à Vienne, de le faire enlever par force ou par ruse, ou du moins de mettre une garnison de troupes étrangères dans l'île et d'en interdire l'accès aux soldats français. Cette considération seule ne dégageait-elle pas Napoléon de ses serments? Était il si coupable de quitter une résidence dont la perfidie avérée de ses ennemis pouvait d'un jour à l'autre faire une prison? Y avait-il enfin pour Napoléon quittant l'île d'Elbe une autre route à suivre que celle de Paris [3]?

Pour compléter l'apologie de cette entreprise trop célèbre, il nous faudrait décrire la situation intérieure de la France à cette époque. Mais cette situation ayant été, en réalité, le motif principal de Napoléon, nous croyons devoir en remettre les détails au chapitre suivant.

[1] Les instructions données par l'empereur à M. Balloubey pour suivre ces diverses réclamations (Meneval, II, 404) sont intéressantes comme document historique. L'empereur s'y montre résigné, sans arrière-pensée, à sa nouvelle destinée. « M. Ballouhey ne doit cacher aucune de ses démarches; aucune ne doit être contraire aux intentions du gouvernement français et à la soumission qu'il lui doit... *Se montrer fidèle à son roi et à son pays est son premier devoir, etc.* » Mais on semblait s'efforcer de faire repentir l'empereur de sa résignation en faisant tout pour le blesser et froisser ses intérêts particuliers et ceux de sa famille, et en même temps on compromettait le repos de la France et on tyrannisait l'Europe.

[2] *Voyez* les *Souvenirs* de M. Meneval.

[3] Nous laissons de côté les projets d'attentat contre la vie de Napoléon, projets qui ne nous ont pas paru suffisamment avérés.

# CHAPITRE XXVIII.

## RETOUR DE L'ILE D'ELBE.

Paroles de Napoléon sur son retour.— Situation et fautes du nouveau gouvernement.—État de l'opinion publique et des partis. — Complots militaires. — Résumé des considérations qui décident Napoléon à revenir en France. — Instructions envoyées à Murat. — Départ et débarquement. — Marche de Napoléon en Dauphiné. — Rencontre décisive de Vizille. — Alarmes et fausses mesures des Bourbons. — Entrée de Napoléon à Lyon. — Fuite de Louis XVIII. — Arrivée de Napoléon à Paris. — Réflexions sur le retour de l'île d'Elbe.

L'empereur Napoléon a marqué lui-même à l'histoire le moment où il prit la résolution de quitter l'île d'Elbe. « Je suis venu, disait-il à Benjamin « Constant; je suis venu tenant en main les jour- « naux de Paris et le discours de M. Ferrand. Lors- « que j'ai vu ce qu'on écrivait sur l'armée et sur « les biens nationaux, sur la ligne droite et sur la « ligne courbe, je me suis dit : La France est à « moi. » Il a constamment tenu ce langage à Sainte-Hélène comme en France, et les investigations les plus scrupuleuses en ont démontré la véracité.

Nous n'avons pas à écrire l'histoire de la première restauration. Laissant à d'autres le facile courage d'insulter aux puissances tombées, nous nous bornerons à résumer brièvement la situation de la France lors du retour de l'île d'Elbe; et si nous ne pouvons nous dispenser d'évoquer le souvenir des fautes des Bourbons, nous le ferons sans insulte et sans colère.

L'affaissement moral d'une partie de la nation avait, comme nous l'avons vu, influé d'une manière décisive sur les événements de 1814. Les mêmes dispositions qui avaient facilité le retour des Bourbons pouvaient contribuer à les affermir sur le trône. La situation au moment de la confection de la charte et de la signature du traité de Paris présentait au nouveau souverain des points d'appui contre tous les partis. L'armée, affligée et défiante, pouvait être gagnée par des ménagements, des égards d'ailleurs bien mérités. Puisqu'on avait le malheur d'arriver étranger, sinon hostile à ses succès, il fallait du moins savoir se familiariser à temps avec tous ses souvenirs de gloire, les respecter jusque dans celui dont le nom s'y trouvait fatalement et inséparablement uni. Cette conduite prudente et toute française eût développé indubitablement dans l'esprit du soldat des sympathies nouvelles, calmé l'amertume et fait disparaître le danger des anciens regrets. Tout pouvait profiter aux Bourbons; tout, jusqu'aux erreurs de l'opinion publique. La haine, peut-être mal raisonnée, du despotisme impérial leur ralliait les classes moyennes; le retour de la paix, et de la prospérité matérielle qui en était la suite nécessaire, et, plus que tout cela, le développement des intentions libérales du nouveau monarque, énoncées dans la déclaration de Saint-Ouen, tendaient naturellement à faire naître partout l'affection, la confiance, et atténuaient même dans les âmes les plus généreuses les fâcheux souvenirs de l'invasion. Les partisans les plus dévoués de Napoléon étaient encore atterrés par la catastrophe qui l'avait précipité du trône; et si quelques-uns, plus ardents ou plus clairvoyants, osaient déjà espérer le retour de l'empereur, leurs prévisions pouvaient être facilement déjouées; enfin l'antipathie profonde qui les séparait du parti patriote était une garantie de plus pour la position mitoyenne des Bourbons. Pour conserver et développer ces éléments divers de stabilité et de durée, il ne fallait qu'une chose, l'exécution loyale de la nouvelle charte.

Sans doute il eût été en réalité plus légitime, il eût été plus sage aussi, même au point de vue des royalistes dévoués mais encore raisonnables, de soumettre la charte à la discussion de la chambre des députés et du sénat, et à l'acceptation du

peuple français. Il eût été prudent de ne pas la qualifier, dans un préambule d'ailleurs absurde et faux, *d'ordonnance de réformation octroyée,* qualification qui semblait faire pressentir une révocation possible. Il eût été nécessaire, nous l'avons déjà dit, de conserver la cocarde tricolore, et d'adopter ainsi toute la partie salutaire et glorieuse de la révolution. Il eût mieux valu, en un mot, comme l'a dit Napoléon lui-même à l'île d'Elbe, et comme les événements de 1830 l'ont prouvé surabondamment, « régner comme chef d'une cinquième dynastie, et non comme continuant la « troisième ; régner par l'effet d'un nouveau et « libre contrat avec la nation ; *s'appeler, non pas « roi de France et de Navarre, mais roi des Français ;* ne pas dater de l'an dix-neuvième de son « règne, mais de l'an premier ; ne pas donner enfin « la charte comme un édit, mais la négocier comme « un traité. » Mais, après tout, une grande partie de la nation, lasse d'agitations et de guerres, était disposée à se contenter même de la charte octroyée; à jouir du bienfait, qu'il fût l'œuvre de la volonté du souverain ou le résultat d'un contrat politique ; à tolérer enfin quelque retour vers des formes du passé, qui n'auraient pas préjudicié essentiellement aux idées et aux intérêts nouveaux.

L'une des grandes erreurs des Bourbons, erreur dont la catastrophe même de 1815 n'a pu les guérir, fut de croire à l'existence d'un parti puissant, nombreux, qui n'aurait cessé de désirer leur retour et d'y travailler efficacement. Cette erreur était peut-être excusable en quelque chose. Il était flatteur pour l'amour-propre dynastique de rattacher à peu près exclusivement la restauration aux intrigues des comités royalistes, au mouvement de Bordeaux, à la manifestation du 31 mars. Pour être parfaitement juste et impartial dans l'appréciation des événements de cette époque, il faut bien dire que ces illusions sur la force et la consistance du parti royaliste pouvaient sembler moins humiliantes même pour la France que la triste réalité, et qu'elles auraient pu être consacrées par l'histoire même, si les Bourbons avaient su régner, et justifier même imparfaitement la confiance publique, qui, malgré les premières fautes du comte d'Artois, semblait encore s'attacher à eux.

Mais cette confiance dut bientôt s'évanouir ; chaque jour fut marqué par une faute nouvelle. Faire table rase des œuvres et des hommes de la révolution, *renouer,* comme on disait, *la chaîne des temps, interrompue par de funestes écarts,* c'est-à-dire reconstituer ou plutôt parodier l'ancien régime, tel fut dès le principe le but ostensible et à peu près avoué vers lequel marchèrent et les ministres de Louis XVIII et les princes de sa maison, dont aucune loi ne limitait l'intervention dans les affaires de l'État. Moins aveuglé que son frère et ses neveux sur la situation des esprits et sur les forces réelles des royalistes ultras, Louis XVIII cédait lui-même à l'entraînement des anciens souvenirs, et n'opposait qu'une faible et molle résistance aux funestes tendances de sa famille et de son ministre favori, M. de Blacas.

La charte, à peine promulguée, fut violée dans ses principes les plus essentiels. Elle garantissait la liberté des cultes, et dès le 7 juin une ordonnance fameuse interdisait le travail du dimanche. Elle donnait la liberté de la presse, et la première loi proposée par le ministère rétablissait la censure [1]. Elle promettait la tolérance et l'oubli du passé, et chaque jour les hommes et les œuvres de la révolution étaient insultés dans des écrits dont le gouvernement, grâce à la censure, semblait assumer toute la responsabilité. L'irritation et la défiance publiques furent portées au comble quand on vit un ministre d'État, M. Ferrand, confirmer dans un discours officiel, et comme au nom du roi lui-même, toutes les appréhensions que les hommes qui se proclamaient les plus dévoués au nouveau régime entretenaient avec un aveugle et coupable emportement dans la classe si nombreuse des acquéreurs de biens nationaux [2].

Quatre mois après le retour des Bourbons, le mal était déjà presque irréparable. Tous les efforts tentés

[1] Pour être complétement impartial au sujet de cette loi, il est juste d'ajouter qu'elle ne fut jamais présentée comme disposition organique, puisque le préambule en promettait la révision *dans le délai de trois ans.* Effrayé des clameurs qui s'élevèrent de toutes parts, le ministère limita d'abord la censure aux écrits de moins de vingt feuilles, puis l'effet de la loi elle-même à la fin de la session de 1816.

La pensée même de cette loi et la rédaction de l'exposé des motifs étaient l'œuvre d'un jeune rédacteur des *Débats,* devenu secrétaire général du ministère de l'intérieur. C'était M. Guizot.

[2] Dans ces premiers moments où la possibilité de faire le bien se laisse enfin entrevoir, il faut encore s'astreindre à ne le faire qu'avec une extrême prudence. A force de malheurs et d'agitation, tous se retrouvent au même point, tous y sont arrivés, les uns en suivant *la ligne droite* sans jamais en dévier, les autres après avoir parcouru plus ou moins les phases révolutionnaires au milieu desquelles ils se sont trouvés. La loi que nous vous apportons reconnaît *un droit de propriété qui existait toujours ;* elle en légalise la réintégration. Il est permis de croire qu'un jour viendra où l'état heureux des finances diminuera successivement les *pénibles exceptions* commandées par les circonstances actuelles. Vous trouverez toujours le roi prêt à saisir toutes les

pour *restaurer la France* avaient contribué à déconsidérer le nouveau gouvernement. L'opinion publique, qu'il eût fallu se hâter de satisfaire par la présentation des lois organiques et complémentaires de la charte, n'était occupée que des actes inconstitutionnels du pouvoir, de la résistance qu'il rencontrait déjà au sein des chambres, et des tendances contre-révolutionnaires qui se produisaient chaque jour avec plus de véhémence et d'audace. L'armée enfin, pour laquelle le simple bon sens réclamait des ménagements de toute espèce; l'armée, couverte encore du sang de nos ennemis et du sien, subissait d'indignes outrages; il semblait qu'on voulût flétrir en elle non-seulement la personne et le règne de l'empereur, mais toute la révolution, toute la France nouvelle. Dominés par une influence irrésistible et funeste, les deux ministres qui se succédèrent au département de la guerre semblaient rivaliser d'ordonnances et de décisions d'un effet déplorable [1]. On avait conservé la garde impériale, sous le nom de *corps royal* des grenadiers, chasseurs, dragons, etc., *de France*. Bien que Napoléon eût manifesté à Fontainebleau un sentiment contraire dans l'intérêt même des Bourbons [2], on avait craint sans doute de blesser toute l'armée par la dissolution de ce corps d'élite; mais alors au moins il n'aurait pas fallu le froisser tout à la fois dans ses intérêts et dans son honneur, en réduisant sa solde d'un tiers, et le confinant comme en surveillance dans les garnisons de Metz et de Nancy. L'armée elle-même subissait, sous prétexte d'économie, une réduction énorme, dont le but véritable semblait plutôt de rassurer à force d'humiliation et d'affaiblissement les puissances étrangères, dans le temps même où celles-ci convenaient à Londres de maintenir leurs troupes sur le pied de guerre! Et tandis que ces mesures, non moins imprudentes que honteuses, peuplaient les villes et les campagnes d'officiers en demi-solde mécontents, tandis qu'on s'étudiait à économiser sur la nourriture, l'entretien, l'habillement des soldats, que l'on grossissait les états-majors d'officiers qui n'avaient d'autres titres que leur noblesse, ou des services parfois même douteux dans les rangs des chouans ou de l'armée de Condé, d'autres ordonnances rétablissaient successivement les gardes du corps (25 mai), les chevau-légers et les mousquetaires (15 juin), les gardes de la porte (15 juillet). La nouvelle génération militaire, datant à peu près exclusivement de 1792, n'avait guère conservé de l'ancien régime militaire qu'un seul souvenir, celui de l'inaptitude des classes inférieures aux dignités guerrières; et c'était précisément cette inaptitude qu'on semblait vouloir faire revivre indirectement par la création de corps privilégiés. La réorganisation des Cent-Suisses fut une faute plus grave encore : elle sembla une protestation directe et menaçante contre la révolution. La charte ayant sauvegardé la Légion d'honneur, on fit tout du moins pour déconsidérer cette noble institution, qui avait le tort irrémissible de dater du régime impérial. Les princes, les ministres la jetaient à pleines mains; on en avait nommé grand chancelier l'abbé de Pradt! La folie de la réaction était poussée à tel point qu'il fallait parfois reculer devant l'opinion publique en révolte, et ajouter ainsi la faiblesse à la mauvaise volonté. C'est ce qui arriva notamment pour les ordonnances relatives à la suppression des écoles militaires, des *lycées*, des maisons d'orphelines de la Légion d'honneur.

Tant de fautes et d'imprudences accumulées devaient bientôt tourner contre leurs auteurs. Si lasse que fût la France de guerres et de bouleversements, elle ne pouvait fléchir ainsi sous un pouvoir débile et insensé, qui, n'existant que par sa transaction même avec l'esprit de la révolution, semblait renier cette transaction et s'appuyer exclusivement sur une coterie d'hommes à idées rétrogrades, hardis seulement à injurier un passé qu'ils n'avaient su ni conjurer ni même combattre. Dès le mois de septembre, tout s'apprêtait pour une révolution; chaque jour de nouveaux incidents venaient accroître le mécontentement public et le discrédit du gouvernement. La malveillance née de ses fautes chercha et trouva partout des armes. Tout prit une portée significative et funeste, tout contribua à grossir l'orage, et les prétentions insolentes et ridicules de quelques vieux nobles à faire revivre certains priviléges abolis dans la fameuse nuit du 4 août 1789, et les écrits et prédications dirigés

occasions, tous les moyens de *restaurer la France entière*, etc.

Le mot fameux, *la ligne droite et la ligne courbe*, est généralement attribué à Louis XVIII lui-même. Jamais bon mot n'a coûté plus cher à un monarque.

[1] Le nom seul du premier de ces ministres, le général Dupont, était déjà une insulte pour l'armée. Le système était de combler indistinctement de faveurs tous les militaires qui avaient été, à tort ou à raison, maltraités par le système impérial. La coterie de l'ancien régime dominait ce ministère par M. de Bruges, royaliste convaincu et dévoué, mais qui ne connaissait plus la France ni l'esprit nouveau de l'armée.

[2] Il pensait que Louis XVIII ne pouvait mieux faire que de dissoudre ces corps, de donner de l'avancement immédiat dans la ligne à ceux qui voudraient encore servir, et de fortes retraites aux autres. Cette idée était bien d'une âme stoïque, et sans arrière-pensée de retour!

contre les détenteurs des biens du clergé ou de la noblesse, et l'imprudente souscription de Quiberon, et la cérémonie expiatoire du 21 janvier. La majorité de la nation ne vit dans ces manifestations imprudentes qu'un soufflet de plus donné à la révolution tout entière. L'opinion s'émut non moins vivement des témoignages de reconnaissance donnés publiquement à la famille de George Cadoudal; on s'affligea, on s'indigna en voyant le pouvoir nouveau évoquer gratuitement ce souvenir au moins peu honorable, et se faire honneur officiellement d'un pareil dévouement [1] ! La réprobation du système de rigueur et de défiance adopté envers l'armée éclata dans toute sa force lors de l'affaire du général Excelmans [2]. Enfin des incidents tout à fait secondaires empruntaient à la situation un caractère d'extrême gravité. Une émeute survenue à l'occasion des funérailles d'une actrice célèbre [3], à laquelle on refusait les honneurs ecclésiastiques, prit soudain les proportions d'un mouvement révolutionnaire; l'indignation publique, pareille aux feux mal comprimés d'un volcan, se faisait jour par toutes les issues. Le *Nain jaune* et ses spirituelles caricatures obtenaient un succès de vogue; l'arme du ridicule, si puissante en France, faisait aux Bourbons des blessures incurables. Les partis, qu'on aurait pu concilier ou éteindre, eurent bientôt repris toute leur activité, toute leur consistance. On conspirait en plein soleil, ou plutôt on proclamait tout haut qu'une révolution nouvelle était au moins probable, et chacun songeait à pourvoir au destin de la France suivant ses affections et ses intérêts. Les uns voulaient encore se fier à la sagesse et aux intentions personnelles du roi, et espéraient réconcilier la coterie dominante avec la charte [4]. D'autres songeaient au duc d'Orléans. Pourtant ce prince, dont la position exceptionnelle fixait dès lors les regards, se refusait formellement à toutes les ouvertures qui lui étaient faites. Enfin le rappel du roi de Rome et de sa mère, le retour même de Napoléon eurent leurs partisans.

Ce serait une tâche ingrate et au moins inutile que de rechercher quel travail se faisait alors dans la pensée des principaux hommes politiques; à quelle époque chacun d'eux commença à désespérer de la durée du nouvel ordre de choses, à préférer telle ou telle solution d'une catastrophe devenue inévitable. Au milieu de ce conflit d'intrigues, un homme dont le nom est resté entouré d'une sorte de célébrité sinistre, le duc d'Otrante, conservait une influence réelle. L'attitude de ce personnage est quelque chose d'inouï dans les annales modernes. Il a possédé, dans toute sa plénitude, l'empire qu'on peut acquérir sur les hommes par leurs mauvaises passions. Lui seul marchait et manœuvrait à l'aise sur ce terrain mouvant où l'imprudence des Bourbons plaçait la France. Maître de tous les secrets, ayant partout des ramifications et des correspondances sûres, Fouché était chez lui partout où l'on s'occupait d'affaires publiques et de trames secrètes. Personne ne l'estimait ni ne l'aimait, et tout le monde jugeait impossible ou dangereux de se passer de lui. Louis XVIII lui-même subit le prestige qui entourait le conventionnel, le régicide Fouché; vers le commencement de septembre, il le fit consulter par M. de Blacas, *sur la situation de la France et sur les moyens de fortifier le gouvernement*. Le duc d'Otrante, fidèle à son système de s'entendre avec tout le monde, accepta cette conférence; il donna au favori du roi de sages conseils, dont il prévoyait d'avance l'inutilité [5].

Les partis qui divisaient la France à l'époque du

[1] « Voulant récompenser la *fidélité* et le *dévouement* à notre personne de feu George Cadoudal, et donner à sa famille un témoignage durable de nos sentiments, nous avons décoré et décorons le sieur Joseph Cadoudal, son père, du titre et de la qualité de noble, pour jouir à perpétuité, lui et ses descendants en ligne directe, des *droits*, honneurs et *prérogatives* attachés à ce titre. » (Ordonnance du 12 octobre 1814.) La fin de cette ordonnance trahit toute l'infatuation des idées de l'ancien régime, qui prédominaient alors dans les conseils du roi. Les titres n'étaient plus qu'honorifiques; il ne devait plus être question de *droits* ni de *priviléges*. De fort honnêtes gens, il est vrai, comptaient bien qu'on reviendrait là-dessus.

[2] Le bruit avait couru un moment, vers le mois de novembre, que les affaires de Murat prenaient une bonne tournure à Vienne. Excelmans, son ancien aide de camp, lui écrivit un peu légèrement pour l'en féliciter. Quelques expressions de cette lettre, qui fut interceptée, trahissaient le mécontentement alors universel dans l'armée; ce fut le prétexte de mesures de rigueur qui firent du tort au gouvernement. Excelmans, traduit devant un conseil de guerre, fut acquitté à l'unanimité.

[3] Mademoiselle Raucourt. Les portes de l'église Saint-Roch avaient été forcées; Talma était en chaire, prononçant l'oraison funèbre de la défunte, quand arriva l'un des aumôniers du château, envoyé par le roi lui-même. On parlait déjà de marcher sur les Tuileries.

[4] Tel était M. de Chateaubriand, qui fit entendre en vain d'éloquentes et sages paroles. Approuvé formellement par le roi, il fut injurié par les écrivains ultras.

[5] Fouché dit à M. de Blacas : « Je crois la révolution un fait indestructible; si vous voulez lutter avec elle, vous serez brisés. Il faut que la nation soit persuadée que le roi adopte la révolution; c'est pourquoi la première, la plus grande faute, c'est d'avoir substitué une couleur noble sans doute, mais étrangère parmi nous depuis trente ans, au drapeau national. C'était pour le roi le même sacrifice que la messe pour Henri IV. On

retour de Napoléon peuvent être ramenés à ces quatre catégories : patriotes, impérialistes, royalistes constitutionnels et royalistes purs. L'un des hommes les plus influents parmi les patriotes était alors Carnot, esprit austère et loyal, à vues courtes mais droites et inflexibles. Sa popularité s'était rajeunie par le souvenir récent de sa belle défense d'Anvers, et surtout par la publication d'un pamphlet énergique, dans lequel il stigmatisait les écarts du nouveau gouvernement, et défendait énergiquement la cause de la révolution. Les patriotes étaient d'accord en principe sur la nécessité prochaine du renversement des Bourbons, mais non pas sur le mode de gouvernement qu'on pourrait leur substituer. Les uns penchaient pour la république, ou du moins pour une régence entourée d'institutions républicaines; d'autres prononçaient les noms du duc d'Orléans, d'Eugène, de Davoust, d'Augereau, enfin même de Napoléon; pour tous la nécessité d'un chef militaire était évidente. Toutefois on peut dire sans crainte d'erreur que le caractère distinctif de ce parti était alors une aversion et une défiance exagérées pour tout ce qui tenait au régime impérial. Avec un peu d'habileté les Bourbons auraient pu tirer un parti immense de ce sentiment; car, dans les premiers mois surtout de la restauration il était peu de patriotes qui, tout en déplorant et improuvant l'arrivée de Louis XVIII à la suite des armées étrangères, et *l'octroi* de la charte, n'eussent préféré du moins au retour de l'empereur l'exécution de cette charte et le développement même trop lent des promesses libérales du nouveau monarque.

Le parti impérialiste avait plus de cohésion que le parti patriote, mais moins d'énergie et de décision. L'un de ses principaux points de réunion était, comme on l'a répété souvent, le salon de la duchesse de Saint-Leu, où se retrouvaient la plupart des grands fonctionnaires de l'empire, et plusieurs généraux. Mais c'était là un centre de mécontents, et non de conjurés. Sauf une conspiration militaire, dont nous parlerons tout à l'heure, on peut affirmer que le parti bonapartiste n'en était encore, lors du retour de l'île d'Elbe, qu'aux regrets et aux vagues espérances. Napoléon, d'abord pleinement résigné à son exil, puis se décidant à reparaître par des considérations d'une haute portée, que nous essayerons de résumer tout à l'heure, Napoléon à l'île d'Elbe ne stimula jamais le zèle de ses partisans en France, n'organisa et n'approuva même aucun complot. Sans doute il reçut de Paris, par l'intermédiaire de son frère Joseph, alors retiré en Suisse, quelques détails sur ce qui se passait en France; mais c'étaient des communications moins politiques qu'anecdotiques. Le premier message vraiment sérieux qui lui parvint de ce côté fut celui de M. Fleury de Chaboulon, dont nous parlerons bientôt, et ce message ne fit tout au plus que hâter un départ déjà résolu et préparé.

Le parti royaliste modéré se composait de quelques anciens amis des Bourbons, aussi dévoués, mais plus sages que les autres, et d'un grand nombre de constitutionnels qui s'étaient franchement ralliés à eux. On peut rattacher à cette catégorie MM. de la Fayette, Lanjuinais, Benjamin Constant, la plupart des membres des deux chambres qui, pendant la session en 1814, avaient combattu les projets de lois impopulaires. Les hommes de ce parti, tout en déplorant les fautes déjà commises, espéraient encore ramener les Bourbons par l'organisation et l'attitude imposante d'une majorité libérale, dans la session nouvelle qui allait s'ouvrir le 1er mai [1]. Cependant quelques-uns d'entre eux, plus défiants ou plus clairvoyants que les autres, prévoyaient déjà la possibilité d'une révolution plus ou moins éloignée en faveur du duc d'Orléans.

Le parti des royalistes exaltés, parti en réalité plus bruyant et plus ridicule que redoutable, était celui sur lequel le gouvernement tendait à s'appuyer exclusivement, sans oser pourtant lui donner sur bien des points satisfaction pleine et entière. Les hommes de ce parti, qu'on pourrait définir

ne gouverne pas plus les États avec les souvenirs et les répugnances qu'avec le remords. Si l'on se borne à gémir sur les crimes de la nation, on ne peut invoquer ni sa confiance ni ses services. Ce deuil public, cette protestation continuelle contre la révolution, inquiètent les esprits, menacent tous les intérêts. Ce n'est pas du roi dont la France se défie, mais de son entourage. Il y a mécontentement, et, plus que cela, désaffection. *Il peut éclater, un de ces matins, un événement, je ne sais lequel, et vous verrez l'isolement de la famille des Bourbons.* »

Quoi qu'on pense du caractère et de la capacité du duc d'Otrante, on ne saurait disconvenir qu'il voyait juste et loin cette fois.

[1] L'une des fautes capitales des Bourbons fut l'ajournement de la loi fondamentale d'élection. Les pouvoirs d'une partie des membres du corps législatif étaient épuisés; les autres tenaient leur nomination d'un mode d'élection qui n'était plus d'accord avec les nouveaux principes posés par la charte. Mais les partisans du *droit divin* avaient bien autre chose en tête que l'organisation des colléges électoraux! Il en résulta qu'au moment critique on se trouva désarmé de l'influence d'une assemblée vraiment constitutionnelle. Il aurait fallu présenter la loi électorale dans la session de 1814, et l'exécuter dès le mois de janvier. La convocation des colléges électoraux eût suffi peut-être pour conjurer l'orage.

justement *les jacobins du royalisme*[1], blâmaient ouvertement le roi de ne pas s'armer d'un despotisme illimité, le ministère de ne pas marcher assez franchement et assez vite à la contre-révolution. Ils proclamaient hautement, avec une imprudence inouïe, « que les demi-mesures odieuses qui avaient fait d'un Bourbon un chef légitime de la révolution *avaient été prises de force;* que des concessions dangereuses avaient été imposées pour condition du trône, et qu'il eût fallu alors avoir le courage *ou le moyen* d'opter entre leur acceptation et le refus de la couronne. » Voilà comment les hommes qui se disaient les meilleurs amis des Bourbons travaillaient, dès les premiers jours de la restauration, à les discréditer et à les perdre. Au fond, les ultra-royalistes se méfiaient un peu de Louis XVIII et de ses velléités libérales. Le comte d'Artois était de leur part l'objet d'une prédilection qu'il n'a que trop bien justifiée depuis. L'enthousiasme factice de quelques villes du Midi avait fortifié son antipathie pour les hommes et les idées de la révolution, qu'il persistait à regarder comme l'œuvre éphémère de quelques *brouillons*. Il a emporté cette conviction jusque dans son dernier exil[2]!

La masse des divers partis ne conspirait pas dans le sens exact de ce mot, et leur agitation stérile ne pouvait convenir à quelques esprits ardents et impatients d'agir. Deux complots militaires étaient à la veille d'éclater vers la fin de février, mais tous deux sans correspondance avec Napoléon. Le premier était franchement en sa faveur; les conjurés se réunissaient aux Champs-Élysées, chez le général Berton, homme brave et passionné, qui faisait alors ses premiers pas dans cette sombre et périlleuse carrière des conspirations où sept ans plus tard il trouva la mort[3]. L'autre complot, dont les généraux d'Erlon, Lallemand et Lefebvre-Desnouettes étaient les chefs visibles, reçut un commencement d'exécution au moment même du débarquement de Napoléon, que ces généraux ne pouvaient encore connaître. *Ils travaillaient pour le duc d'Orléans*[4].

Nous avons hâte de quitter cette arène ténébreuse d'intrigues, et de retourner auprès de l'empereur. Nous y sommes ramené tout naturellement par une réflexion déjà présentée, et dont aucun esprit sérieux et impartial ne contestera l'exactitude: c'est que Napoléon à l'île d'Elbe n'a autorisé aucun complot, n'a pactisé avec aucune intrigue. Des considérations d'un ordre supérieur ont constamment réglé toutes ses déterminations, depuis l'abdication de Fontainebleau jusqu'à la proclamation du golfe Juan. Nous n'avons plus qu'à résumer rapidement ces considérations, qui ressortent des détails précédents. Elles sont relatives à Napoléon lui-même, à la France, à l'Europe entière, et justifient tout à la fois le principe et l'époque de l'invasion.

Le traité de Fontainebleau, condition essentielle de son abdication, a déjà été violé dans presque toutes ses clauses; quelques jours encore, et la liberté même du souverain de l'île d'Elbe ne sera plus respectée. L'imprudente perfidie de ses ennemis ne lui laisse de choix qu'entre l'empire ou les fers. Toutefois ce motif, tout-puissant sur une âme

[1] Un libelle, auquel l'esprit de parti donna une grande vogue dans les premiers mois de la seconde restauration, s'explique en ces termes sur les mesures qui, selon les hommes de ce parti, auraient cicatrisé tous les maux de la France et empêché le retour de l'île d'Elbe. « Il fallait, *ou interpréter la charte, ou la mettre franchement de côté :* aller droit au salut public, faire, et promptement, et dans Paris même, deux ou trois actes de vigueur. Vous auriez eu la maison du roi, à défaut de la garde nationale, pour les exécuter, et le parlement pour les légitimer, dès qu'il aurait vu que vous sentiez votre force. Un exemple fait à propos *eût permis d'en faire cent autres*, etc. » (*Considérations sur une année de l'histoire de France*, par M. de Frénilly.) On reconnaît bien là les principes qui devaient, quinze ans plus tard, prévaloir dans les conseils de Charles X, et l'on s'explique facilement la sympathie des royalistes exaltés pour ce malheureux prince.

[2] Que de fois Charles X a répété aux pèlerins d'Holyrood et de Goritz ces déplorables paroles : *Si c'était à recommencer, j'agirais de même !*

[3] 1822 (conspiration de la Rochelle).

[4] Ce fait est désormais acquis à l'histoire; mais les obscurités de la conspiration sont loin d'être dissipées. On devait soulever quelques garnisons des départements du nord au nom de l'empereur, puis marcher sur Paris, et proclamer le duc d'Orléans, si les Bourbons de la branche aînée n'obtempéraient pas aux conditions qu'on voulait leur dicter. Les événements de 1830 ont prouvé qu'une telle combinaison avait des chances de durée. On agissait, sinon à l'insu du prince, du moins malgré lui.

Fouché était très-avant dans la confiance de ce complot, s'il n'en était pas même l'un des principaux auteurs. On prétend que ce fut lui qui lâcha la bride aux chefs ostensibles du mouvement, ayant su avec eux le débarquement de Napoléon. C'était peut-être alors ce qu'il y avait de mieux à faire dans leur propre intérêt, puisqu'ils ne pouvaient faire marcher les troupes qu'avec le nom de l'empereur, et que la présence de celui-ci à Paris rendait la suite du complot impossible, et permettait même aux conspirateurs de s'attribuer le mérite de n'avoir agi que pour lui. Napoléon le crut d'abord en effet, comme tout le monde. Il ne fut détrompé qu'après Waterloo. Au reste, ce mouvement avait été comprimé par l'attitude énergique du maréchal Mortier à Lille, et du général d'Aboville à la Fère.

vulgaire, n'est que secondaire dans la pensée de Napoléon. Ce qui le ramène en France, c'est surtout le sentiment profond de l'incapacité des Bourbons, du mal qu'ils ont fait et qu'ils peuvent faire encore, c'est la certitude d'une révolution prochaine. Cette révolution, Napoléon ne saurait l'attendre à l'île d'Elbe ; on ne lui laisserait pas le temps de revenir nous défendre. Sa présence va la hâter sans doute ; mais elle lui assure en même temps un dénoûment plus rapide ; c'est la meilleure garantie que puisse trouver la France contre la guerre civile, et l'armée ne voudrait pas d'autre chef que lui pour résister à l'invasion étrangère, suite probable et imminente de toute révolution.

Enfin l'empereur se croit prédestiné une seconde fois à sauver sa patrie, en recommençant un dix-huit brumaire contre les royalistes [1]. Il parcourt de son œil d'aigle l'Europe livrée à ses ennemis ; partout il cherche et trouve des considérations puissantes qui excusent et hâtent sa réapparition sur la scène du monde ; partout les abus des nouveaux tyrans lui recrutent ou lui conservent des amis. Le joug des libérateurs pèse déjà plus sur les populations allemandes que celui qu'ils ont prétendu briser. La Bavière est menacée dans ses indemnités, la Saxe dans son existence même, la Pologne condamnée pour la troisième fois ; Bernadotte, enfin maître de la Norwége, et profondément mécontent des Bourbons, auxquels la force seule a manqué pour donner, par sa chute, une sanction de plus au principe de la légitimité, Bernadotte est intéressé à rester neutre ou à se joindre à nous. La pusillanimité du nouveau roi d'Espagne, l'état déplorable de son royaume garantissent d'avance son inaction [2]. Passant ainsi en revue les chances favorables que lui présente la situation, Napoléon va en chercher jusque dans la politique nouvelle des grandes puissances. Maintenant qu'on a vu les Bourbons à l'œuvre, osera-t on encore les préférer à lui ? Osera-t-on même lui faire la guerre? et, si on l'ose, les Saxons, les Polonais, les Danois ne se lèveront-ils pas, à notre première victoire, contre les nouveaux tyrans? L'effroi qu'inspire le nom seul de Napoléon, représentant de la révolution française, prédominera-t-il encore, dans les conseils des puissances continentales, sur les craintes que peut leur donner leur propre ouvrage, l'accroissement gigantesque des forces de l'empire russe? La haine de l'aristocratie anglaise n'est-elle pas enfin assouvie? L'empereur Alexandre, qui se croit en droit d'accuser hautement les Bourbons d'ingratitude, sera-t-il bien disposé à prendre parti pour eux? Enfin l'Autriche, déjà assez mécontente de ses anciens alliés pour s'unir contre eux à la maison de Bourbon, dont elle ne connaissait pas encore toute la faiblesse, le 3 janvier 1815, l'Autriche ne refusera-t-elle pas vraisemblablement de prendre part à une coalition nouvelle contre le gendre de son souverain? Ou du moins si ses troupes se mettaient en marche vers nos frontières, ne s'empresserait-elle pas de faire sa paix particulière après la première bataille gagnée par Napoléon sur des ennemis plus empressés, et d'obtenir ainsi cette alliance intime qu'elle sollicitait vainement après nos désastres de 1812 [3]?

Mais c'est principalement sur l'Italie, et en particulier sur Naples, que s'arrêtent de préférence les regards de l'empereur prêt à quitter l'île d'Elbe. Là sont en effet ses grandes chances de succès, et pour la paix, et pour la guerre. Les puissances savent déjà, sans nul doute, que Murat est rentré en grâce avec lui, que des communications fréquentes ont lieu entre l'île d'Elbe et Naples [4]. L'attitude que va prendre le roi au moment de l'entreprise de Napoléon doit donc être *et sera nécessairement considérée comme étant* concertée entre eux deux. Si

[1] Napoléon ne pouvait, sans danger pour la France et pour lui-même, rester à l'île d'Elbe, dans le cas où la révolution aurait eu pour résultat l'avénement de son fils. C'étaient toujours les mêmes chances de captivité pour lui et de malheurs pour le pays. On a dit qu'il s'est hâté de revenir pour ne pas laisser les affaires s'arranger en France au gré des royalistes constitutionnels. Napoléon ne croyait pas qu'une telle transaction entre les Bourbons et la révolution pût être stable, et les événements de 1830 et de 1848 lui ont donné raison.

[2] L'événement a pleinement justifié cette conjecture. *Voyez* ci-dessus, ch. XXV.

[3] Napoléon, avant de quitter l'île d'Elbe, avait connu, par les rapports des plénipotentiaires napolitains que Murat lui transmettait, tout ce qui s'était passé à Vienne dans les premiers mois du congrès. Il était donc au fait des dissentiments graves qu'avait soulevés la question saxo-polonaise. Il est important d'observer qu'il n'a pu connaître d'une manière positive à l'île d'Elbe l'arrangement des affaires de Saxe, convenu le 11 février entre les trois grandes puissances. Il n'en était encore qu'au bruit de la rupture du congrès et du départ prochain des souverains. Ce départ avait été annoncé dans les journaux français.

L'empereur Alexandre était resté quelques jours de plus, pour ne pas manquer un grand bal donné chez le comte Zichy. Sans cette circonstance funeste, la nouvelle du retour de Napoléon ne le trouvait plus à Vienne. L'agent corse dont nous avons parlé apportait à l'île d'Elbe des détails sur l'arrangement probable des affaires de Saxe et le retard de la séparation des souverains. Il arriva le lendemain du départ de Napoléon.

[4] Ce fait était si notoire, qu'à la première nouvelle qu'on reçut à Vienne de l'embarquement de Napoléon, tout le monde le crut d'abord parti pour Naples.

cette attitude est hostile, les alliés ne voudront pas croire à la sincérité des dispositions pacifiques de Napoléon; l'Autriche en particulier ne verra de sûreté pour ses possessions d'Italie que dans une guerre à outrance et contre Napoléon et contre Murat. Aucune de ces considérations n'échappe à l'empereur. Il connaît les démarches actives de la légation française à Vienne pour détrôner Murat; il sait que ce prince arme contre les Bourbons, et que des troupes françaises se portent vers la frontière des Alpes. C'est de la combinaison même de ces préparatifs de lutte entre Joachim et les Bourbons que Napoléon s'apprête à tirer le plus grand parti; et là nous le retrouvons vraiment tout entier. Dès son débarquement, il va tomber au milieu de ces troupes réunies dans les montagnes du Dauphiné, et entraîner à leur suite et l'armée et la France entière. Quant aux troupes napolitaines, qui sont déjà regardées comme les siennes, leur concentration dans une position défensive est une garantie de ses vœux pour la paix; de plus elles sont parfaitement placées ainsi comme corps de réserve, si, malgré tous ses efforts, la guerre vient à éclater.

L'empereur a donc senti profondément, dès l'instant où son parti a été pris, l'urgente nécessité de régler la position du roi de Naples. Le jour même où pour la première fois il parle de ses projets à ses deux illustres compagnons d'exil, Bertrand et Drouot, il fait partir pour Naples son chambellan, le chevalier Colonna, chargé de faire connaître à Murat : « 1° que l'empereur part pour la France, *et qu'il est résolu à maintenir le traité de Paris;* 2° qu'il désire que Murat envoie un courrier à Vienne et que son ambassadeur notifie au cabinet autrichien cette résolution pacifique; qu'il déclare spécialement *que l'empereur Napoléon renonce à toutes ses prétentions sur l'Italie.* Enfin, et par-dessus tout, Napoléon fait recommander à Murat de ne pas se presser d'agir. S'il y a guerre, les hostilités ne pourront guère commencer avant plusieurs mois; on aura le temps de se concerter. Le roi de Naples n'a pour le moment qu'une chose à faire, c'est de concentrer et de renforcer son armée dans une bonne position en avant d'Ancône, et se tenir, en cas d'attaque, sur la défensive, jusqu'à ce qu'il soit appuyé par une armée française. Le chevalier Colonna devait aussi recommander à Murat de s'abstenir de toute hostilité envers le pape, auprès duquel Napoléon voulait accréditer son oncle le cardinal Fesch, en qualité de ministre [1]. Il avait de plus les pouvoirs nécessaires pour signer un traité d'alliance. Cette attitude défensive, si instamment recommandée à Murat, était sa dernière planche de salut; elle pouvait empêcher la guerre générale ou en assurer le succès à nos armes. Mais le sort en était jeté : loin de réparer ses premiers torts, Joachim allait, par sa précipitation insensée, assurer notre perte en consommant la sienne.

La résolution de l'empereur est prise irrévocablement dès les premiers jours de février. L'honneur, le salut de la France exigent impérieusement son retour : l'appui de l'armée et de l'immense majorité des Français lui est garanti d'avance, non par des rapports d'agents et de conspirateurs, mais par le sentiment intime et profond de la situation, des intérêts et des passions du moment. De nouveaux incidents viennent encore hâter ses derniers préparatifs et son départ. Il reçoit de toutes parts des renseignements détaillés sur ce qui se passe à Vienne. Les ministres des grandes puissances ont acquis par les communications confidentielles du duc d'Otrante et par d'autres voies encore une connaissance à peu près exacte de la situation de la France. Napoléon ne leur en paraît que plus dangereux; sa liberté est plus sérieusement menacée que jamais. D'un autre côté, les difficultés relatives à la Pologne et à la Saxe sont loin d'être aplanies. La séparation prochaine des souverains est officiellement annoncée dans des journaux français et étrangers; cette séparation pourrait bien être un acheminement à une rupture complète, ou du moins exercer une influence décisive dans les nouvelles complications politiques qui vont surgir par suite du retour de Napoléon. Enfin un émissaire du duc de Bassano, M. Fleury de Chaboulon, est parvenu à l'île d'Elbe. C'est la première communication sérieuse du parti impérialiste, et encore M. de Chaboulon n'est chargé que de donner des détails précis sur la situation de la France. *L'empereur décidera dans sa sagesse ce qui lui reste à faire,* a dit le duc de Bassano. Il n'a pas osé prendre sur lui de donner même un conseil. Voilà comment les amis les plus dévoués de Napoléon *conspiraient* en 1815.

M. Fleury de Chaboulon nous a conservé le détail de ses deux conférences avec l'empereur; son récit, que plusieurs historiens ont reproduit, porte un haut caractère d'authenticité. Tout le génie de l'empereur éclatait en traits de flamme dans ces entretiens... « Le gouvernement des Bourbons, disait-il, ne vaut rien pour la génération actuelle. Le peuple a été habitué par la révolution à compter dans l'État, il ne consentira jamais à retomber dans son ancienne nullité. L'armée me sera toujours dévouée; nos victoires et nos malheurs ont établi entre elle et moi un lien indestructible... C'est moi qui ai donné les Bourbons à la France, c'est moi qui dois l'en délivrer. Je partirai. L'en-

[1] Instructions données au général Belliard pour Naples (16 avril).

treprise est grande, difficile, périlleuse, mais elle n'est pas au-dessus de moi. La fortune ne m'a jamais abandonné dans ces grandes occasions. J'arriverai si vite à Paris, qu'ils n'auront pas le temps de savoir où donner de la tête. Dès qu'ils entendront *tonner mon nom*, ils sentiront qu'une prompte fuite est le seul moyen de m'échapper. Mais comment les étrangers prendront-ils mon retour? *Voilà le grand point...* Cependant je regarde comme certain que les rois qui m'ont fait la guerre n'ont plus la même union, les mêmes vues, les mêmes intérêts. Tout bien considéré, les nations étrangères ont de grands motifs pour me faire la guerre, comme elles en ont pour me laisser en paix. La France redemande son ancien souverain : le peuple et l'armée seront pour nous; les étrangers se tairont; s'ils parlent, nous serons bons pour leur répondre. Voilà en résumé notre présent et notre avenir. »

Le sort en est jeté. Napoléon et ses onze cents hommes s'embarquent le 26 février à la nuit tombante [1]. Un brick de vingt-deux canons et trois autres petits bâtiments portent César et sa fortune. Après trois jours de traversée, il jette l'ancre au golfe Juan, arbore le drapeau tricolore, et par une nuit splendide, comme l'étaient autrefois ses jours de fête, il commence sa marche sur Paris.

Napoléon précipite ses pas vers le Dauphiné. Le patriotisme des braves montagnards, gardiens de notre frontière d'Italie, lui garantit d'avance leur adhésion. C'est d'ailleurs vers Grenoble qu'il espère rencontrer les forces concentrées pour combattre Murat. Dans sa première journée il traverse la petite ville de Grasse; le soir il atteint la limite du département des Basses-Alpes; le surlendemain il occupe sans obstacle le chef-lieu de ce département. Partout sur son passage la stupeur a fait place à l'enthousiasme; aucune défense n'a été tentée, aucune n'était possible.

A Digne l'empereur se hâte de faire imprimer ses deux proclamations *à l'armée* et *au peuple*, dictées et copiées pendant la traversée de l'île d'Elbe. Jamais il ne fut à la fois si éloquent, si habile. Il flagelle impitoyablement les fautes du nouveau gouvernement et le vice de son origine. Il rappelle aux Français *qu'ils n'ont pas été vaincus*; qu'ils doivent à Augereau, à Marmont les succès de l'ennemi et le retour des Bourbons [2]. Peut-être devrait-il dénoncer hautement la violation du traité de Fontainebleau; il préfère en appeler au peuple de tout ce qui a été fait sans son concours. Napoléon a senti la nécessité de la modération, de la clémence. « *Nous devons oublier que nous avons été les maî-* « *tres des nations...* Tout ce que des individus ont « dit, écrit ou fait depuis la prise de Paris, je l'igno- « rerai toujours; cela n'influera en rien sur le sou- « venir des services importants qu'ils m'ont ren- « dus, car il est des événements qui sont au-dessus « d'une organisation humaine! » Pourquoi les Bourbons n'ont-ils pas su de même pardonner à la France sa révolution?

Napoléon a quitté Digne dans la matinée du 5 mars. Il a franchi sans obstacle le dangereux passage de la Durance à Sisteron, où une poignée d'hommes aurait suffi pour arrêter ou écraser sa faible escorte. De dix lieues à la ronde, les paysans du Dauphiné accourent sur le passage de la troupe héroïque, et font retentir les airs de joyeuses acclamations : les échos des Alpes se renvoient l'un à l'autre cette grande voix du peuple qui retrouve et salue son empereur. Impatient de joindre ses soldats, qu'on s'efforce en vain de lui dérober, Napoléon précipite sa marche vers Grenoble, où il espère qu'on tentera enfin de le combattre autrement que par la fuite. Il ne se trompe pas : l'instant vraiment décisif, celui de la première rencontre, est enfin arrivé.

Huit cents hommes lui barrent le passage en avant de Vizille, sur une chaussée resserrée par des marécages et des lacs. Déjà sa petite avant-garde est venue se heurter vainement contre la résistance passive de ce bataillon. Napoléon paraît à son tour; il met pied à terre, et marche droit à cette troupe immobile et frémissante. Il s'arrête à quelques pas d'elle, comme pour passer déjà en revue ces hommes dont sa vie et son nouveau règne dépendaient en ce moment, ces hommes que le prestige de sa présence, de son regard fascine déjà, mais qui ne sont pas encore à lui. « Soldats du 5e de ligne, « leur dit-il d'une voix forte, si quelqu'un de vous « veut tuer son général, son empereur, il le peut : « me voici [3]! »

Rien encore; silence effrayant! Le peuple même qui encadre cette scène, qui se presse sur les côtés de la route, derrière l'empereur, derrière *ses soldats* encore incertains, le peuple a ressenti instinc-

[1] Instruit de son départ prochain par MM. Colonna et Fleury de Chaboulon, Murat envoya des bâtiments qui arrivèrent trop tard.

[2] C'est dans la proclamation adressée à l'armée que se trouve cette phrase, devenue célèbre : « La victoire marchera au pas de charge; l'aigle avec les couleurs nationales volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame! »

[3] Pour avoir la vérité tout entière sur ce qui se passa dans ce moment, il faut compléter le récit du *Moniteur* par celui du *Mémorial*.

tivement l'impression de ce moment vraiment solennel et terrible. On regarde, on écoute, on se tait. Si Napoléon eût fait un pas en arrière, c'en était fait de lui peut-être [1]. Mais, jugeant et dominant la situation de son œil d'aigle, il s'avance jusqu'au premier rang, et, saisissant par la moustache un vieux sergent à chevrons, vétéran de l'armée d'Italie : « Est-ce bien toi, lui dit-il, qui aurais le cœur « de tuer ton empereur? » Le soldat, ému jusqu'aux larmes, montre son arme vide; soudain des cris de *Vive l'empereur!* éclatent de toutes parts. Ce peuple, ces soldats réunis dans une seule pensée, et comme une même famille, se mêlent et s'empressent autour de leur glorieux chef. D'un mot, d'un regard, Napoléon a dompté la destinée et ressaisi la France.

Toutes les difficultés, tous les périls de son entreprise étaient concentrés là. Un seul coup de fusil donnait le signal de la guerre civile, et l'entreprise était manquée ou déshonorée pour toujours, car elle n'était vraiment légitime, excusable même, qu'en restant pacifique. La rencontre de Vizille en assure le succès et la justifie aux yeux de la postérité. Viennent maintenant tous les désastres, et les réactions sanglantes et les longues calomnies, le retour de l'île d'Elbe n'en restera pas moins l'une des merveilles de l'histoire.

Napoléon est encore dans Vizille, quand voici venir au pas de course un des régiments de la garnison de Grenoble, entraîné par son colonel, Labédoyère. Jeune, ardent, passionné pour la patrie et pour la gloire, cet officier n'est affilié à aucun complot; il cède au prestige de glorieux souvenirs, au sentiment profond des fautes, de l'incapacité des Bourbons. C'est à l'honneur et au bien de la patrie qu'il croit devoir le sacrifice tout particulier de considérations de famille, de ces préjugés nobiliaires qui bientôt exigeront et obtiendront vengeance. Assez malheureux pour survivre aux derniers malheurs de son pays, Labédoyère tombera cinq mois plus tard sous des balles françaises, mais avec l'espoir du moins que « son souvenir « n'éveillera jamais en France un sentiment de » honte ou de haine! » Ce dernier vœu s'est accompli. Nulle imprécation de l'histoire ne troublera la paix de cette tombe sanglante.

Déjà Grenoble n'est plus au roi. Les autorités n'ont pu entraîner dans leur fuite qu'un seul régiment. Il est déjà nuit, quand soudain la voix vibrante de Labédoyère annonce la présence de l'empereur aux troupes qui garnissent les remparts. Napoléon entre ou plutôt est emporté dans la ville, à la lueur des flambeaux, sur les débris des portes brisées par l'effort commun du peuple et des soldats. Dès le lendemain il se dirige sur Lyon; son escorte est maintenant une armée [2].

Le débarquement de Napoléon était connu depuis trente heures à Paris, quand le gouvernement en eut la première nouvelle, le 5 mars, par une dépêche télégraphique de Lyon. Rien n'égala l'imprévoyance de ces hommes, si ce n'est leur déraison et leur faiblesse. Des lettres du préfet du Var, datées des premiers jours de février, annonçaient les préparatifs qui se faisaient à l'île d'Elbe; ces lettres n'avaient pas même été ouvertes; d'autres renseignements non moins utiles restaient de même enterrés dans le cabinet de M. de Blacas. On aura peine à le croire, la première impression des ultra-royalistes fut une satisfaction marquée de voir *Bonaparte courir lui-même à sa perte*. L'un d'entre eux, homme d'esprit cependant, alors ministre de France auprès d'une des principales cours de l'Europe, s'exprimait en ces termes au sujet du retour de Napoléon : « Je le regarde comme un homme « conduit au supplice par la Providence. Le chemin « qu'il a pris en s'enfonçant dans les montagnes « du Dauphiné me le fait voir SUIVANT LES TRACES « DE LOUIS MANDRIN, SON DIGNE DEVANCIER, pour « aller finir au même endroit, et presque de la « même manière que lui [3]! »

Mais l'inquiétude et la terreur vont succéder bientôt à cette joie insensée. Une seconde dépêche annonce les premiers progrès de Napoléon et sa marche sur Grenoble. Alors seulement on s'empresse de prendre ou de chercher des mesures pour arrêter le développement du *complot*. Le 6 mars on convoque précipitamment les chambres. Une ordonnance prescrit de *courir sus* à Napoléon Bonaparte, déclaré traître et rebelle pour s'être introduit à main armée dans le département du Var. Ainsi M. de Bonnay a bien deviné la pensée du gouvernement qu'il représente. Le plus grand capi-

[1] Malgré l'assertion du soldat interpellé par l'empereur, il n'est pas certain que toutes les armes fussent déchargées. Les officiers conservèrent jusqu'au dernier moment une attitude hostile. Le chef de bataillon commanda même *en joue* : s'il eût commandé feu, dit Savary, on ne sait pas ce qui serait arrivé. Il en serait presque indubitablement résulté une collision funeste à la cause de Napoléon. Celui-ci a toujours pensé que la rencontre de Vizille avait décidé du sort de son entreprise. Fouché, consulté confidentiellement par M. de Metternich sur ce qui aviendrait d'une semblable tentative de la part de Napoléon, avait dit aussi *que tout dépendrait de la conduite du premier bataillon qu'il rencontrerait*.

[2] L'occupation de Grenoble était d'autant plus importante qu'elle livrait à Napoléon l'artillerie de la dernière armée d'Italie.

[3] M. de Bonnay, Copenhague, 21 mars.

taine de son siècle, l'homme qui a gouverné la France avec quelque gloire pendant quatorze ans, le gendre de l'empereur d'Autriche, l'allié de presque toutes les maisons souveraines de l'Europe, est traité comme un chef de bandits! Faute d'autant plus grave que la sanction de la force manque à cette brutale mesure, qui rend d'avance toute négociation impossible.

Presque en même temps, le comte d'Artois partait pour Lyon, accompagné du duc d'Orléans et du maréchal Macdonald. Il y avait à la fois de la présomption et de l'imprudence à commettre si promptement la personne de l'héritier du trône avec le chef redoutable qu'on venait de proscrire si outrageusement. Le sort de cette défense improvisée à la hâte était facile à prévoir. On manquait d'artillerie pour défendre le passage du Rhône. et les soldats étaient décidés d'avance à ne pas se battre; argent. promesses, allocutions, tout fut inutile. La garde nationale fit de belles protestations, et disparut à l'heure du péril. L'avant-garde impériale fut saluée par les acclamations des ouvriers mêlés aux troupes. ou qui s'étaient déjà portés sur l'autre rive; les soldats chargés de défendre les barricades des ponts aidèrent à les renverser, et Napoléon entra dans la ville à dix heures du soir, sans qu'une goutte de sang eût été versée. Depuis longtemps le maréchal Macdonald et les princes avaient dû chercher leur salut dans la fuite; Napoléon décora *le seul* garde national qui avait eu le courage de les accompagner.

Le gouvernement royal n'était pas plus heureux dans ses efforts tardifs pour agir sur le moral de la nation... Une révolution complète s'était opérée soudain dans le langage officiel; l'armée, la charte s'y retrouvent à chaque ligne. Dès le 7 mars, le roi « appelle à sa défense l'armée, *dont la gloire est sans tache,* la garde nationale, qui n'est que la nation elle-même armée pour défendre ses institutions [1]. » On se hâte de revenir sur cette honteuse et imprudente réduction de l'armée, qui a répandu par toute la France des germes de mécontentement et de trouble; on rappelle tous les militaires en demi-solde, en congé limité ou illimité; on forme des bataillons de réserve, des corps mobiles de gardes nationales, des bataillons de *gardes du roi;* on emploie, on paye tout le monde [2]. On s'efforce encore d'atténuer le danger qui chaque jour grandit et s'approche. D'abord Bonaparte, *cet étranger,* n'avait avec lui que très-peu de Français; il avance, c'est vrai, mais parce que les issues lui sont fermées pour la retraite. Il avance, mais ses soldats vendent leurs cartouches ou désertent, mais ses bivacs sont jonchés d'armes abandonnées. Il avance, cependant, il avance toujours! La nouvelle de son arrivée dans Lyon tombe comme un coup de foudre à travers tout ce tumulte de mesures tardives et précipitées, d'erreurs et de mensonges. Maintenant on ne compte plus les jours, mais les heures; chacune rend les circonstances plus impérieuses et plus vives. Dès le 7, le ministère, épouvanté, a offert sa démission; une seule a été acceptée, celle du duc de Dalmatie, dont la fidélité a été faussement révoquée en doute; il est remplacé par le duc de Feltre, trop compromis vis-à-vis de Napoléon par sa conduite en 1814 pour ne pas tenir aux Bourbons. On s'abandonne sans réserve aux royalistes constitutionnels; les proclamations du roi, les ordres du jour adressés à la garde nationale, trahissent la plume élégante et libérale de Benjamin Constant, qui croit faire acte de civisme en se ralliant à la cause royale. Tous ces remèdes ne sont plus de saison. Les mesures qui auraient pu prévenir la catastrophe ne sauraient en arrêter les conséquences. Il est trop tard pour ramener l'armée par des compliments sur ses anciens exploits, trop tard pour rallier la masse de la nation par des allocutions et des serments de fidélité à la charte, en présence des chambres [3]. L'action des corps politiques, toute nouvelle encore, n'a plus le temps de

[1] Ordre du jour du 7 mars. Il y a dans cette pièce une phrase bien maladroite. On y insinue que les mesures adoptées au congrès pour assurer la paix de l'Europe, *en éloignant davantage* Bonaparte, ont pu le jeter dans cette entreprise désespérée.

Nous croyons inutile d'analyser tout le fatras d'adresses, de proclamations, d'ordres du jour qui encombrent les journaux de cette époque, et qui se reproduiront bientôt, souvent avec les mêmes expressions et les mêmes signatures, d'abord à l'adresse de Napoléon, puis encore une fois à celle des Bourbons. Ce sont de tristes archives de la versatilité et de la faiblesse humaines.

[2] 9-11 mars.

[3] On avait pensé qu'il convenait de faire abjurer publiquement au comte d'Artois ses idées contre-révolutionnaires. On lui fit prêter serment à la charte dans la séance publique du 16 mars. Cette scène, concertée d'avance, produisit peu d'effet; tout cela, nous le répétons, venait beaucoup trop tard. La sincérité de cette conversion était d'ailleurs plus que suspecte.

La majorité de la chambre des députés parut se prononcer vivement pour les Bourbons. Le président, M. Lainé, tout en censurant vivement les fautes communes, se livra à des déclamations violentes contre le despotisme impérial. Ces injures passèrent inaperçues dans la crise, et ne firent pas plus d'effet sur Napoléon que sur l'opinion publique. Cette fois, comme l'année précédente, M. Lainé, malgré toute sa bonne volonté, ne put obtenir les honneurs de la persécution.

se produire dans une telle crise; elle ne saurait balancer l'impression profonde et déjà invétérée des fautes et de la faiblesse du nouveau gouvernement, encore moins ce prestige immense de gloire et de force que Napoléon rapporte de son exil.

On voulut rassembler une armée sous Paris. On semblait décidé à défendre la Seine et la ligne du Loing. Le comte d'Artois avait passé, dans la journée du 16, une revue de la garde nationale de Paris; il comptait former une légion de volontaires pour combattre sous ses ordres. Il s'en présenta à peine cent cinquante : chaque minute emportait une espérance, apportait un sujet nouveau d'anxiété; c'était un chaos d'incertitudes, de terreurs, de projets contradictoires ou absurdes [1]. On délibérait jour et nuit, dans l'appartement du roi, chez M. de Blacas, dans toutes les salles des Tuileries. Marmont proposait de se fortifier et de se défendre dans le palais même; M. de Vitrolles d'aller organiser la résistance dans l'Ouest; M. de Blacas voulait, dit-on, que le roi sortît en voiture au-devant de Napoléon, et qu'il eût pour cortége les deux chambres! Louis XVIII, qui du moins sut ennoblir jusqu'au dernier moment sa faiblesse par le courage passif, dernière vertu de sa race, montrait la plus vive répugnance à quitter Paris; il voulait se trouver face à face avec l'usurpateur. Mais quand M. de Blacas et le duc de Feltre vinrent lui annoncer la défection du maréchal Ney, sur lequel il avait compté jusqu'au dernier moment, quand il sut que les soldats du camp formé à Villejuif prenaient la cocarde tricolore et se déclaraient pour Napoléon, quand enfin le gouvernement britannique, dont il avait imploré l'assistance, lui eut fait donner, pour tout secours, le conseil de se retirer sur Dunkerque ou sur Lille, Louis XVIII comprit que tout était perdu, et se résigna à son sort [2]. Par une sombre nuit d'équinoxe, il quitta, presque sans espoir de retour, ce palais des Tuileries où la royauté de son frère avait succombé, où la sienne ne pouvait même se défendre. Il se dirigea vers la frontière du nord, suivi de près par le comte d'Artois et le duc de Berri.

Napoléon avait quitté Lyon le 13 mars, après y avoir rendu quelques décrets d'organisation pressante, dont nous aurons à reparler. Son voyage jusqu'à Paris ne fut plus qu'une marche triomphale. Partout sur son passage, à Mâcon, à Tournus, à Châlons, à Auxerre, il retrouvait, encore tout palpitants, les souvenirs de l'invasion. A son approche toutes ces populations semblaient revivre par le cœur, par l'honneur national; devant lui du moins on pouvait se vanter d'avoir combattu l'étranger [3]! Tous les incidents de la défense du territoire lui étaient familiers; son seul retour semblait effacer toutes les hontes, toutes les douleurs de l'invasion. Jamais homme ne concentra en lui d'une manière si complète et si intime l'honneur et les passions d'un grand peuple! Il poursuit sa route vers Paris, ralliant de toutes parts les soldats qu'on prétend lui opposer ou lui soustraire. Le maréchal Ney, encore sincèrement résolu de rester fidèle aux Bourbons, était venu prendre le commandement des troupes de Franche-Comté. Ses régiments se déclarent pour l'empereur à mesure qu'ils s'en rapprochent; en quelques heures toute résistance est devenue impossible [4]. Ney lui-même, entraîné à son tour par le prestige tout-puissant des souvenirs, croit que le salut de la patrie exige qu'il se réunisse *immédiatement* à l'empereur; il signe et publie cette proclamation fameuse, annonçant *que la cause des Bourbons est à jamais perdue*, et va rejoindre Napoléon à Auxerre [5].

L'une des préoccupations incessantes de Napoléon pendant ce voyage à travers la France, c'est de prévenir partout et à tout prix l'effusion du sang. « Il faut, dit-il à Ney, que notre triomphe soit pur comme la cause que nous servons. » Le décret de proscription du 6 mars avait exaspéré l'avant-garde impériale; des menaces de repré-

[1] Dans ces derniers jours, on consulta encore Fouché; il eut une conférence avec le comte d'Artois, et lui dit qu'il ne voyait nul remède à la situation. Quelques heures plus tard, l'ancien secrétaire de Napoléon, Bourienne, auquel, en désespoir de cause, on venait de rendre la préfecture de police, voulut faire arrêter Fouché. Mais, comme l'a dit judicieusement un historien, il était aussi difficile de faire saisir le duc d'Otrante par des agents de police que de faire tirer des soldats français sur Napoléon.

[2] Les partisans de Napoléon répétaient partout qu'il était assuré d'avance au moins de la neutralité de deux puissances, l'Autriche et l'Angleterre. Louis XVIII ne pouvait à cette époque avoir la certitude du contraire. On avait retrouvé aux Tuileries le recueil des lettres des souverains à Napoléon. L'ancienne intimité de plusieurs d'entre eux avec lui autorisait toutes les craintes.

[3] L'une des grandes fautes du gouvernement royal, faute avouée par les royalistes les plus exaltés, avait été de ne prendre aucune mesure pour soulager les provinces qui avaient souffert de l'invasion. Certains fonctionnaires nouveaux avaient même montré une malveillance marquée aux populations dont la résistance s'était plus énergiquement prononcée *contre les alliés du roi!*

[4] M. de Bourmont, dont la déposition a tué le maréchal Ney, fut lui-même obligé de convenir de ce fait.

[5] Cette proclamation, qui lui a été si funeste, avait été apportée par le général Bertrand.

sailles ont été proférées : « Je vous défends de tirer un seul coup de fusil, leur fait dire Napoléon. Vous ne rencontrerez que des Français ; je ne voudrais pas entrer dans ma capitale à votre tête, si vos armes étaient souillées de leur sang. » Il trouve à l'entrée du château de Fontainebleau les lanciers du colonel Gallas : « Partez pour Paris, leur dit-il ; n'attaquez pas les troupes que vous rencontrerez ; gardez vos lances pour l'ennemi ! Ici il faut convaincre et non combattre. *Je vous fais tous orateurs*[1] *!* » Cette sollicitude si honorable et si sage de Napoléon, sa clémence pour les princes qui l'ont proscrit, et pour la plupart des hommes qui l'avaient trahi, et dont il a laissé le châtiment à l'histoire, donnent au retour de l'île d'Elbe un caractère exceptionnel, dont la postérité tiendra compte. La seconde restauration ne saura pas démentir, comme Napoléon, cet axiome fameux de l'antiquité : « Ce n'est qu'à force de sang que les princes naguère exilés affermissent le retour de leur domination[2]. »

Napoléon a revu le palais de Fontainebleau après dix mois d'absence. Le souvenir de la grande scène des adieux n'a dû exciter ni troubles ni remords dans son cœur... Si de pénibles pressentiments viennent parfois l'obséder, du moins il ne se sent ni égoïste ni parjure. Les plus nobles motifs ont seuls dicté son retour, comme ils avaient dicté son abdication.

C'est à Fontainebleau qu'un courrier de M. de Lavalette apporte à Napoléon la nouvelle du départ des princes. A huit heures du soir l'empereur est aux Tuileries.

« Je suis arrivé. J'ai traversé la France. L'armée,
« le peuple, les campagnes, les villes sont venus
« au-devant de moi. Je suis entré le 20 mars dans
« Paris, à la tête du camp d'Essonne, sur lequel le
« roi comptait. Tout va au mieux. Les vieux sol-
« dats courent en foule à leurs drapeaux, et les
« campagnes sont décidées à tous les sacrifices[3]. »
C'est ainsi que Napoléon lui-même a décrit le retour de l'île d'Elbe, dans quelques lignes autographes que nous avons sous les yeux.

Il est encore difficile, nous le savons, d'apprécier avec une impartialité complète cette époque mémorable. Les événements d'un siècle se pressent, s'accomplissent en quelques mois ; c'est un tourbillon de péripéties, de catastrophes à donner le vertige. Lié aux malheurs et à l'agonie de la France, le souvenir du retour de Napoléon semble un majestueux portique ouvrant sur un abîme ; et l'imagination, franchissant un court espace, rapproche incessamment des heures d'enthousiasme et d'espérance la dernière heure de Waterloo ! L'esprit de parti, trop bien servi par les événements, a travaillé quinze ans à flétrir la mémoire des cent-jours. Il a fallu la révolution de 1830 pour rendre au retour de l'île d'Elbe son véritable caractère.

L'histoire a pris possession de 1815 ; elle seule habite ces ruines, et fouille leur cendre à peine refroidie. Sa tâche sera difficile, entre les souvenirs odieux du fanatisme royaliste, et les exigences outrées des passions révolutionnaires. Si en définitive la violation des articles de Fontainebleau, la conduite des Bourbons et la politique des alliés relevaient l'empereur de son abdication et justifient l'enthousiasme populaire ; si la situation extraordinaire de la France et de l'armée a pu impliquer ainsi un moment double honneur et double devoir, il n'en sera pas moins imprudent de déifier, dans le passé, l'audace et la promptitude des premières défections militaires. Dans toutes les révolutions, chez les vaincus comme chez les vainqueurs, il y eut des hasards et des fautes. Les victimes de 1815 veulent des larmes, non des apothéoses !

[1] Mauduit, *Derniers Jours de la grande armée*, I, 277.

[2] Regnavit sanguine multo quisquis ad imperium venit ab exilio.

[3] Projet de lettre (*autographe*) de Napoléon à Murat, 23 mars. Ce document curieux était resté dans les mains de M. Bignon. Napoléon, dans ce projet de lettre, décrivait l'état de la France d'après les premières nouvelles qui lui parvinrent ; il parlait notamment de la fuite du roi en Angleterre. Ce fait ayant été démenti, la lettre fut changée.

# CHAPITRE XXIX.

## LES CENT-JOURS. — CHUTE DE MURAT.

**Louis XVIII à Gand. — Mouvements dans la Vendée. — Campagne du duc d'Angoulême dans le Midi. — La duchesse d'Angoulême à Bordeaux. — Effet produit à Vienne, à Stockholm, à Copenhague, à Berlin, par la nouvelle du retour de Napoléon.— Affaires de Naples. — Note des plénipotentiaires napolitains à Vienne, le 8 mars. — Murat déclare la guerre à l'Autriche. — Sa courte et désastreuse campagne. — Derniers événements. — Traité de Casalanzi. — Retour de Murat en France. — Réflexions.**

Louis XVIII, en quittant Paris, espérait encore se maintenir sur quelque point du territoire français; cette dernière illusion sera bientôt dissipée. L'attitude menaçante des troupes de la garnison de Lille l'a contraint de quitter cette ville au bout de deux jours; désarmé de toute force et de tout prestige, il s'est vu dans la pénible nécessité de passer la frontière. Décidé toutefois à s'éloigner le moins possible, il se retira à Gand, où peu de jours après il fut rejoint par le comte d'Artois, le duc de Berri, et quelques royalistes plus fidèles ou plus compromis que les autres. Les intrigues de cette petite cour pendant la période des cent-jours sont étrangères à l'objet principal de cet ouvrage. L'appui des armées étrangères devenait la principale et bientôt la seule espérance de ces princes vraiment malheureux.

Quelques jours avaient suffi à Napoléon pour déjouer les dernières tentatives de leurs partisans. Le duc de Bourbon, envoyé en Vendée par Louis XVIII, s'était embarqué à Paimbœuf dès le 1er avril. Plus tard les Anglais jetèrent sur les côtes, à diverses reprises, des munitions et des armes, et quelques rassemblements se formèrent dans le Bocage; mais ce dernier essai de guerre civile n'obtint que des résultats partiels et insignifiants : les temps et les hommes étaient changés. L'empereur fit revivre le système à la fois énergique et conciliateur qui avait si bien réussi au général Hoche, lors de la première pacification. Ses lieutenants eurent facilement raison de quelques insurrections partielles et décousues, paralysées, d'ailleurs, par le défaut d'enthousiasme des soldats et par les hésitations de la plupart des chefs. MM. de Larochejacquelein et de Suzannet se montrèrent seuls dignes de l'ancienne Vendée; tous deux succombèrent vaillamment, les armes à la main, l'un dans le combat de Saint-Jean de Mont, l'autre dans celui de la Roche-Servière [1]. Sans être tout à fait comprimée, l'insurrection vendéenne ne donna aucune inquiétude sérieuse à Napoléon pendant la période des cent-jours.

Le duc d'Angoulême, qui se trouvait à Bordeaux dans les premiers jours de mars, avait été nommé par Louis XVIII lieutenant général des armées du Midi. Placé sous l'influence d'hommes énergiques, ce prince montra alors une résolution qui quinze ans plus tard lui a tout à fait manqué. De l'aveu même de Napoléon, *il fit tout ce qui était possible.* Laissant la duchesse à Bordeaux, il parcourut rapidement les provinces du Midi, où l'élément royaliste dominait encore, surtout dans les villes. Il put un moment croire au succès. Nîmes, Toulouse, Montpellier, Toulon, Marseille se prononçaient pour les Bourbons. Des milliers de gardes nationaux et de volontaires répondaient à l'appel du prince; plusieurs régiments de ligne, cédant à cette impulsion, obéirent à ses premiers ordres. Ainsi fut formée l'armée du Midi. Le duc d'Angoulême était vigoureusement secondé par M. de Vitrolles, qui venait d'arriver de Paris, et par quelques officiers supérieurs sincèrement dévoués aux Bourbons, no-

[1] 2 et 21 juin.

tamment par les généraux Ernouf [1], Daultanne et Loverdo. On peut juger diversement la conduite de ces officiers, mais on ne saurait nier, je pense, que, dans une pareille crise, il fallait quelque énergie pour oser résister au torrent. Après tout, les partisans des Bourbons qui osaient combattre Napoléon avec des armes françaises, et dont le succès, s'il eût été possible, aurait préservé le pays des malheurs de l'invasion, jouaient un rôle à la fois plus périlleux et en quelque sorte plus honorable que ceux dont le dévouement tranquille se reposait sur les armées étrangères du soin de rétablir et de venger l'ancienne dynastie aux dépens de la France.

Le plan d'opération adopté pour l'armée royale du Midi était l'œuvre du général Ernouf. Le duc d'Angoulême, avec six mille hommes, marchait sur Lyon par les deux rives du Rhône ; Ernouf sur Grenoble, avec une force à peu près égale, partagée de même en deux colonnes de marche. Le duc d'Angoulême fit d'abord des progrès rapides ; le 28 mars il était à Pont-Saint-Esprit ; le 30 il repoussait avec perte le général Debelle à Montélimart ; le 3 avril il entrait à Valence [2]. De son côté, le général Ernouf s'était emparé de Sisteron. Mais le terme des succès et de l'existence même de l'armée du Midi s'approchait rapidement. Après avoir hésité quelques jours, les autorités militaires des départements de la Lozère, de l'Ardèche, du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire firent leur soumission, et licencièrent les gardes nationaux qui suivaient le duc d'Angoulême. Le général Grouchy, envoyé à Lyon par Napoléon, marchait à la rencontre des troupes royales avec des forces supérieures; en même temps les troupes du bas Languedoc arboraient la cocarde tricolore ; M. de Vitrolles était arrêté à Toulouse, et la garnison de Nîmes se mettait en marche pour occuper le Pont-Saint-Esprit. Complétement découragé, le duc d'Angoulême se vit contraint d'évacuer précipitamment Valence; et déjà il était trop tard pour s'échapper [3] ! Il fallut capituler avec le général Gilly, maître de

[1] Aïeul du continuateur de cette histoire.

Personne peut-être, dans l'ancienne armée, n'avait de plus justes griefs contre le régime impérial que cet ancien officier supérieur, dont les services dataient des premiers temps de la république. Il avait occupé pendant neuf ans le poste important de capitaine général de la Guadeloupe et de ses dépendances. Entièrement abandonné à ses propres forces réduites à quelques centaines d'hommes exténués par les maladies, bloqué par toute une escadre et attaqué par onze mille Anglais, le général Ernouf avait dû capituler en 1810. Après treize mois d'une captivité rigoureuse sur les pontons d'Angleterre, il revint dans sa patrie, pour y trouver de nouveaux fers. L'inimitié implacable du ministre de la marine Decrès avait préparé contre lui les éléments d'un procès pareil à celui de l'infortuné Lally. Les dires des témoins à charge présentaient tant de vague et de contradictions que l'acte d'accusation ne put jamais être ni rédigé, ni signifié à l'accusé. Napoléon lui-même s'étonna enfin des longueurs et des difficultés inextricables de ce procès ; et ayant acquis la conviction qu'il était impossible de prouver juridiquement les accusations accumulées contre l'ex-capitaine général, il le fit mettre en liberté au bout de quatorze mois de détention préventive !

Le général Ernouf s'était vu enlever toute sa fortune par une banqueroute, tandis qu'il se battait contre les Anglais à mille lieues de son pays. Après avoir enlevé aux Anglais sept cent trente-quatre navires de commerce dont la vente produisit plus de 80 millions ; après avoir montré depuis pour les Bourbons un dévouement trop exalté peut-être, mais qui du moins ne faillit pas à l'heure du péril, et pour lequel il n'accepta jamais que des rémunérations honorifiques ; après avoir enfin préservé de la famine en 1817, par de sages mesures, le département de la Moselle, qu'il commandait alors, et dont la reconnaissance l'appela à la chambre des députés, le général Ernouf, accusé de concussions par Decrès, est mort sans autre fortune que ses pensions de retraite !

Ancien chef d'état-major de l'armée de Sambre-et-Meuse, fondateur de l'importante bibliothèque du dépôt de la guerre, Ernouf possédait de rares facultés d'organisation militaire et civile ; mais son naturel vif et impérieux lui avait suscité de bonne heure des inimitiés puissantes, qui expliquent les calomnies dont sa vie fut abreuvée. Sa conduite en 1815 peut sembler au moins excusable après les rigueurs injustes du gouvernement impérial.

[2] Voici une lettre du duc d'Angoulême au général Ernouf, écrite pendant ce mouvement. Cette lettre est en entier de la main du prince.

« Monsieur le lieutenant général comte Ernouf, je « veux vous écrire moi-même pour vous témoigner « combien je suis satisfait de la manière dont vous ser- « vez le roi. Je porte aujourd'hui mon quartier général « à Montélimart, et je passerai demain *sur* la Drôme. « Je vois avec plaisir que nous nous rapprochons l'un « de l'autre; j'espère que nous ferons de bonne besogne « chacun de notre côté, et j'éprouverai une véritable « satisfaction à vous renouveler de vive voix l'assurance « de toute mon estime. Votre affectionné

« Louis-Antoine. »

[3] « Mon cher général, c'est avec regret que je vous annonce que Son Altesse Royale se trouve dans la pénible nécessité de faire sa retraite sur Orange, et sans doute derrière la Durance. Les événements de Nîmes, de Montpellier et de tout le bas Languedoc, où la cocarde tricolore est arborée, et, plus que tout, l'insurrection de trois régiments d'infanterie et autant de cavalerie qui se trouvent sur ces points, nécessitent cette mesure, attendu que ces troupes peuvent d'un

Pont-Saint-Esprit. Conformément aux articles de cette capitulation, approuvée par l'empereur, le prince fut conduit à Cette, où il s'embarqua le 16 avril.

Le général Ernouf tint bon jusqu'à la fin, malgré la désertion d'une partie de ses troupes de ligne. D'après les derniers ordres du duc d'Angoulême, il s'était concentré sur Sisteron, pour défendre ce débouché important, le seul par lequel on pût de ce côté pénétrer en Provence avec du canon. Bientôt après, apprenant la capitulation du prince et la marche de Grouchy sur Marseille, il se replia vivement sur cette ville, pour coopérer au moins à sa défense avec le maréchal Masséna, sur lequel il croyait pouvoir compter. Pendant les premières opérations ils avaient entretenu une active correspondance; le prince d'Essling n'avait cessé d'y protester de son dévouement à la cause royale, et le 10 avril il sommait brusquement la ville de Marseille de se soumettre à Napoléon; *sinon, il allait marcher sur elle!* Le lieutenant général M... transmettait cette proclamation au général Ernouf, et lui recommandait de faire prendre la cocarde tricolore à ses troupes, *vu qu'il importait beaucoup que tout fût huniforme* (sic)[1]. Ernouf était à quatre lieues de Marseille quand il reçut ces nouvelles; il n'en entra pas moins dans la ville avec le drapeau blanc et aux cris de *Vive le roi!* Ce fut son dernier acte d'hostilité contre le gouvernement impérial. Obligé de se cacher et bientôt de quitter Marseille, il se rendit à Paris, où il reçut pour tout châtiment *la défense de se présenter aux Tuileries*. L'empereur avait bien compris l'impossibilité de punir sévèrement des hommes qui, après tout, n'étaient coupables que d'avoir trop bien tenu leurs serments[2].

La duchesse d'Angoulême avait montré vainement à Bordeaux la fierté, l'énergie héréditaires d'une petite-fille de Louis XIV. Tous ses efforts se brisèrent contre la résistance passive des troupes de la garnison. Elle partit le 1er avril, honorée des regrets sincères d'une grande partie de la population, et de l'estime respectueuse de ceux-là mêmes qu'elle n'avait pu déterminer à servir une cause qui n'était plus celle de la France. Ses derniers ordres, adressés à la garde nationale, impatiente de combattre, préservèrent du moins Bordeaux des désastres d'une guerre civile désormais sans but. Nul n'a mieux rendu justice au caractère de cette princesse que Napoléon lui-même; mieux que personne, il pouvait apprécier tout ce qu'il y a de grand dans une royale infortune noblement portée.

Ainsi les Bourbons n'ont pu se maintenir sur aucun point du territoire; balayés par le souffle de la révolution, ils n'ont plus d'espérance, d'appui sérieux que dans l'intervention étrangère. Mais Napoléon, en présence des incertitudes menaçantes de l'avenir, ne saurait longtemps ressentir la joie de ce beau triomphe. Dès le 20 mars la situation est dominée par l'attitude irrévocablement hostile des puissances étrangères.

Quatre faits, dont l'intime connexion peut seule expliquer la marche des événements de cette époque, l'agression et la chute de Murat, la déclaration du 13 mars et la prompte conclusion des nouveaux traités entre les puissances coalisées, ont anéanti tout espoir de solution pacifique. L'impression produite sur les ministres et les souverains alliés par le retour de Napoléon a réagi tout entière contre la France.

La première nouvelle du départ de l'île d'Elbe avait déjà jeté l'effroi au sein du congrès, et préparé, mieux que toutes les notes et les conférences des comités, l'aplanissement des principales difficultés. On avait cru généralement d'abord que Napoléon allait à Naples, sa réconciliation avec Murat étant déjà de notoriété publique. Ce fut bien une autre terreur quand, au milieu d'une fête, chez M. de Metternich, retentirent soudain ces mots effrayants : *Il est en France!* C'était aussi au milieu d'une fête que, trois ans auparavant, la première nouvelle des désastres de l'armée française en Russie était parvenue à Wilna! Il semble que la puissance invisible qui préside aux destinées humaines se plaise à ces rapprochements étranges de folles joies et de terreurs.

La correspondance diplomatique des principaux agents politiques français nous fournit quelques détails curieux sur l'impression produite dans les différentes capitales de l'Europe par ce grand événement du retour de l'empereur. Si nous en croyons M. de Rumigny, ministre à Stockholm, Bernadotte

instant à l'autre déboucher par le Pont-Saint-Esprit, et nous mettre dans la pénible nécessité de tout abandonner et de nous retirer, comme des fuyards, par les sentiers des montagnes. Son Altesse Royale a pensé qu'il valait mieux se retirer sans allumer le feu de la guerre civile dans cette belle partie du royaume, *et tout attendre des efforts réunis des puissances alliées...* Tout le Dauphiné est horriblement mauvais et plus que mauvais. » (Lettre du général Daultanne, chef d'état-major de l'armée du Midi, au général Ernouf, le 6 avril 1815.)

[1] C'était ce même général qui, quelques jours auparavant, avait dit à M. de Vitrolles : *Je clouerai la cocarde blanche à mon chapeau!* — Il est vrai, ajoutait M. de Vitrolles, qu'il ne m'avait pas promis de ne pas changer de chapeau.

[2] Le chef d'état-major du duc d'Angoulême, Daultanne, fut puni de *quinze jours d'arrêt* dans son hôtel.

avait peine à dissimuler sa joie. Ces complications nouvelles pouvaient rendre au czar, son ancien protecteur, le désir et la possibilité de tenir enfin les promesses d'Abo. Les attaques peu généreuses des journaux suédois contre les Bourbons fugitifs vengeaient le prince royal de celles des feuilles ci-devant royalistes de Paris [1]. M. de Bonnay écrivait de Copenhague, le 25 mars : « L'apparition de Bo-« naparte en France fait l'effet d'une sortie de bal « de l'Opéra. Tout le monde ôte son masque. Il y « a ici bien des personnes démasquées. Le gouver-« nement d'ici, excepté M. de Kaas (partisan dé-« claré de l'empereur), parle assez bien ; le gros « de la ville assez mal ; un bon nombre d'individus, « très-mal. A Hambourg on perd la tête ; la peur « y est à son comble. » A Berlin une *migraine violente* et prolongée empêche le ministre de France (M. de Caraman) de rien écrire sur le retour de Napoléon. C'est le secrétaire de légation, M. de Vaudreuil, qui rend compte de l'impression produite par la grande nouvelle dans la cité la plus hostile peut-être à l'empereur et aux Français. « Il y a eu « d'abord étonnement vague, puis inquiétude, qui « a crû jusqu'à la terreur. Il ne s'est pas fait la « plus petite affaire à la bourse. Les caricatures « contre Napoléon qui garnissaient les boutiques « et les murs ont disparu en deux jours, etc. » (18 mars).

Depuis le retour de Napoléon jusqu'à son entrée en campagne, le principal incident des affaires européennes fut la guerre insensée de Murat contre l'Autriche, guerre que toutes les puissances durent croire concertée avec l'empereur. Cette affaire déplorable, qui va exiger de nous quelques détails, se lie à tout un ordre de faits qu'il faut sommairement rappeler.

Dès l'époque de la discussion des articles de la paix de Paris, M. de Talleyrand avait réussi à rendre Murat suspect aux alliés. A Vienne il poursuivait avec une extrême ténacité, à travers toutes les difficultés du congrès, le rétablissement des Bourbons de Sicile. « L'intérêt de la France, disait-il, l'intérêt de l'Europe entière exigent que Murat disparaisse à l'instant ; il entretient dans le midi de l'Italie un foyer révolutionnaire qu'il faut se hâter d'éteindre [2]. » Nous ne reproduirons pas contre le diplomate français des accusations de vénalité que rien de sérieux ne justifie. En servant de tout son pouvoir la cause des princes de Sicile, il ne faisait après tout que se conformer aux intentions formelles de Louis XVIII, et tendait d'ailleurs à replacer le système fédératif français sur son antique base : l'alliance politique garantie par la parenté.

Le procès politique de Murat s'instruisait donc à Vienne dès le mois de septembre. Le mémoire apologétique présenté par les plénipotentiaires napolitains était soumis par le comité dirigeant à la censure malveillante de deux ennemis déclarés du roi, lord Bentinck et le général Nugent, qui se trouvaient ainsi juges et parties dans leur propre cause, puisque Murat ne pouvait justifier sa conduite à certains égards qu'en inculpant le mauvais vouloir de l'un et la témérité de l'autre lors des derniers événements [3]. Ce fut toutefois sur leur témoignage que Murat fut jugé !

Ce prince infortuné subissait à la fois l'expiation de toutes ses fautes. Déjà, le 15 décembre, la légation française demandait la reconnaissance du roi de Sicile comme roi de Naples par les puissances réunies à Vienne, et leur neutralité en cas d'intervention armée de l'Espagne et de la France pour assurer à ce prince la reprise de ses anciens États. Murat, pendant ce temps, sollicitait vainement de l'Angleterre la conclusion d'un traité définitif [4], et une tentative de rapprochement entre la cour de Palerme et lui. Plus tard (25 janvier) il réclame sans plus de succès l'intervention du cabinet autrichien auprès de la France. La malveillance des cours alliées se prononçait chaque jour plus nettement à son égard. Cependant l'Autriche, liée avec lui par un traité patent, hésitait encore, quand deux démarches consécutives, dont la dernière au moins semblait malheureusement combinée avec l'entreprise de Napoléon, vinrent rompre tous les engagements antérieurs de l'Autriche avec Joachim.

Le 15 février, ce prince déclarait la guerre à la France. Les légations française et napolitaine à Vienne demandèrent à la fois le passage militaire par l'Italie. L'Autriche refusa ce passage à toutes deux, et se hâta de concentrer des forces dans la haute Italie, principalement du côté de Murat, qui semblait l'agresseur, et dont les projets lui étaient dès lors plus que suspects.

Enfin, LE 8 MARS, c'est-à-dire au moment où l'on

[1] « L'effrayante catastrophe qui en ce moment fixe sur la France l'attention de toute l'Europe fournit une grande leçon aux rois et aux peuples. Une suite d'événements inattendus avait, après vingt-trois années, ramené sur le trône de France une famille bannie. *On en voit les conséquences.* Une nation qui s'est vue forcée de rétracter le serment de fidélité qu'elle avait prêté à une dynastie s'expose à des maux incalculables, *si jamais elle vient à la rappeler.* » (Article semi-officiel inséré, le 7 avril, dans un journal suédois.)

[2] Lettre à M. Bignon, décembre 1814.

[3] *Voy.* ci-dessus, chap. XVII.

[4] Nous avons fait remarquer (ci-dessus, ch. XVII) avec quel empressement aveugle Murat s'était engagé dans la coalition, sans avoir même un armistice avec l'Angleterre.

venait d'apprendre à Vienne que Napoléon avait quitté l'île d'Elbe, les plénipotentiaires napolitains remirent à M. de Metternich une note *annonçant que leur souverain allait reprendre la ligne de position qu'il occupait sur le Pô* dans la campagne précédente. Dans l'état où l'entreprise de Napoléon plaçait l'Europe, cette note était une déclaration de guerre. On croyait Napoléon déjà arrivé à Naples quand cette note fut remise; elle dut être directement attribuée à son influence, et M. de Metternich y répondit immédiatement en offrant des passeports aux envoyés napolitains [1]. Ainsi, grâce à Murat, malgré toutes les recommandations pacifiques de Napoléon, ses projets sur l'Europe étaient faussement et irrévocablement préjugés par les alliés, avant même qu'ils connussent son arrivée en France!

Dans ces graves circonstances, l'histoire n'a du moins aucun reproche à faire à l'empereur Napoléon. Nous avons vu combien il s'était préoccupé à l'île d'Elbe de régler l'attitude de Murat, attitude forte, mais pacifique, qu'il aurait pu présenter à l'Europe comme une première garantie de ses propres dispositions, et qui, même en cas de guerre, laissait à la cause française les chances d'une diversion en Italie. Cette diversion eût été alors vraiment formidable, par la réunion d'une armée française avec les forces napolitaines, par le développement de toute l'influence que pouvaient conserver sur l'Italie le nom de Napoléon et le souvenir des bienfaits de l'administration française. Tout cela était manqué, perdu à jamais, par la faute de Murat!

Bien des causes déterminèrent ce fatal et dernier vertige du roi de Naples. Aux inquiétudes que lui inspiraient les dispositions malveillantes des cours alliées, au désir de prévenir leurs projets hostiles, et à l'empressement de réparer ses torts envers Napoléon, il faut malheureusement ajouter l'influence persistante de ses vues chimériques sur l'Italie. Son ambition crut obtenir d'une agression précipitée, et surtout indépendante de la France, le résultat qui lui avait échappé l'année précédente.

En réalité le mal était consommé sans retour par la démarche du 8 mars à Vienne, démarche que le roi avait ordonnée avant d'avoir appris le départ et reçu les dernières instructions de Napoléon, auxquelles il s'était mis d'avance dans l'impossibilité d'obéir [2]. Ce fut en vain qu'il expédia de nouveaux courriers pour protester de ses intentions pacifiques, de sa fidélité aux traités, qu'il envoya des contre-ordres à l'avant-garde napolitaine, qui avait déjà commencé son mouvement. Personne n'ajoutait plus foi à ces assurances trompeuses; il ne réussissait qu'à se déconsidérer davantage aux yeux de ses ennemis et de ses propres sujets, par cette fluctuation incessante d'actions et d'idées. Bientôt, en effet, la pensée d'une agression immédiate a prévalu de nouveau dans son esprit. Prévoyant, comme tout le monde, le succès de l'empereur, Murat est revenu à l'ambition insensée de se créer un rôle à part dans ces grands événements, de délivrer tout seul l'Italie; et presque en même temps une lettre du roi Joseph vient apporter à cette folle entreprise le prétexte qui lui manquait. Joseph, qui était encore en Suisse à cette époque, et qui n'avait aucune idée exacte des nécessités de la situation et des projets de Napoléon; Joseph s'avise d'écrire au roi de Naples, *au nom de Napoléon*, de se presser d'agir contre les Autrichiens : excès d'inintelligence plus funeste que la trahison, et qui complète dignement les scènes de Paris et de Vittoria [3]!

Le sort en est jeté! malgré les sages avis de la plupart des ministres et des généraux, « qui voyaient dans la guerre des dangers pour la France, des dangers plus grands encore pour Naples [4], » malgré les instances suppliantes de la reine et de l'envoyé de l'île d'Elbe (Colonna), Joachim a quitté Naples dès qu'il a su, par le rapport de son aide de camp Beauffremont, l'entrée de Napoléon à Lyon. Son armée s'est mise en marche le 22 mars. Le premier effet de ce mouvement est déjà désastreux pour notre cause. Le pape a refusé l'entrée de ses États aux troupes napolitaines : elles ont passé outre; et tandis que Napoléon, à peine arrivé à Paris, s'empressait d'accréditer son oncle le cardinal Fesch auprès de Pie VII [5], ce pontife a dû quit-

[1] Le gouvernement autrichien venait dans ce moment même de recevoir communication des lettres falsifiées dont nous avons parlé avec quelque détail dans le chapitre XXVII de ce volume. La conduite présente de Murat rendait vraisemblables les trahisons passées.

Nous ne saurions trop engager le lecteur à ne pas perdre de vue cette fatale coïncidence de la note hostile du roi Joachim avec la première nouvelle du départ de l'île d'Elbe; coïncidence qui a influé d'une manière décisive sur les résolutions des puissances.

[2] Murat ne connut ce départ (qui, comme nous l'avons déjà vu, avait été hâté par les circonstances) que le 4 *mars au soir*. Il avait déjà envoyé à ses plénipotentiaires l'ordre de déclarer qu'il reprenait la ligne du Pô.

[3] Cette lettre, triste monument de l'incapacité profonde d'un prince d'ailleurs estimable, n'avait encore été mentionnée par aucun historien. Murat s'en prévalut, après le désastre de Tolentino, contre les reproches du général Belliard. Une copie de cette lettre fut envoyée à Napoléon (Belliard, 12 mai).

[4] Coletta, III, 298.

[5] Lettre de Napoléon à Murat, du 22 mars.

ter Rome *au milieu des cérémonies de la semaine sainte*. Ce départ précipité est à la fois un sujet de crainte et une arme pour la coalition et en particulier pour l'Autriche; il mécontente profondément les populations italiennes. Voilà comment Murat comprend et sert les intérêts de la France!

Nous avons peu de chose à dire sur cette courte et désastreuse campagne, qui nous montre en quelques jours Joachim, d'abord agresseur, réduit bientôt à la défensive, accablé par ses propres fautes plus que par l'ennemi, puis fugitif et détrôné. Si l'empereur avait entendu, comme l'Europe entière put alors le croire, que l'agression du roi de Naples contre l'Italie coïnciderait avec le retour de l'île d'Elbe, ses communications avec Naples, devenues fréquentes depuis six semaines, auraient été dirigées dans ce sens. « Il lui aurait fait connaître ses intelligences, les amis sur lesquels on pouvait compter. Il aurait lancé, de Lyon et de Paris, des proclamations qui auraient produit un grand effet, tandis que celles de Naples n'en pouvaient produire aucun. Au moment décisif où l'insurrection italienne aurait pu éclater, les partisans de la France se trouvèrent sans direction et sans nouvelles, et restèrent dans une inaction complète, ne voyant aucune démonstration de troupes françaises du côté du Piémont [1], » et se méfiant même, ainsi que les patriotes, des promesses de Joachim, dont la versatilité politique et l'ingratitude envers Napoléon n'avaient fait précédemment qu'aggraver le sort de l'Italie.

Au reste, Murat savait si bien qu'il agissait contre les vues de son beau-frère, qu'il n'osa pas même prononcer dans ses proclamations le nom de l'empereur. Toutes les conséquences de ses fautes pesaient à la fois sur lui. Il se présentait à cette lutte décisive avec une armée prête d'avance à se dissoudre, des soldats découragés et mal armés, des chefs insubordonnés et mécontents, des trahisons ourdies et prêtes à éclater au premier obstacle, au premier revers. Les progrès des Napolitains, au début de la campagne, paraissent devoir être uniquement attribués à la promptitude de leur première marche, et à l'avantage de la supériorité du nombre qu'ils eurent d'abord. Ce fut ainsi que Césène, Bologne, Modène, Ferrare, Reggio et Florence, tombèrent en leur pouvoir presque sans défense. Toutefois la trahison se montra dès la première affaire sérieuse : celle du pont de Santo-Ambrogio en avant de Modène. Là l'inaction lâche ou perfide d'une des colonnes d'attaque priva l'armée d'un de ses meilleurs généraux, Filangieri, blessé presque mortellement sur le pont. D'ailleurs Murat, toujours sabreur mal à propos, avait fait de détestables dispositions, s'obstinant à emporter d'emblée une position qui devait être tournée. Le 7 avril, il voulut de même enlever celle d'Occhio-Bello, et, cette fois, fut repoussé avec perte. Là fut le terme de ses succès et de ses espérances. De retour à Bologne, il y reçut, par une lettre de lord Bentinck [2], la dénonciation de son armistice avec l'Angleterre; c'était en réalité le coup de la mort pour sa cause! Presqu'en même temps les deux légions de sa garde qui avaient envahi la Toscane et occupé Florence se repliaient, sur une fausse alerte, devant les Autrichiens de Nugent, acculés à Pistoia et prêts à s'embarquer à la première attaque [3]! Il n'était plus question d'un soulèvement italien; quelques centaines d'hommes à peine avaient rejoint les Napolitains. En revanche les forces autrichiennes étaient doublées sur la rive droite du Pô. Bientôt elles prirent l'offensive à leur tour, au moment même où Murat venait de se décider à la retraite [4]. Surpris d'abord et battus à Carpi, à Spilimberto, les Napolitains eurent sur le Ronco une affaire honorable, qui leur permit d'évacuer paisiblement Bologne. Quarante-six mille Autrichiens marchaient contre Murat, partagés en deux divisions, l'une sous les ordres immédiats du généralissime Bianchi [5], l'autre sous ceux du comte de Neipperg, le nouveau chambellan de l'impératrice Marie-Louise, à laquelle cette séparation momentanée coûtait sans doute déjà beaucoup!

Ces deux chefs s'avançaient, l'un par la route de Florence, l'autre par l'ancienne voie Émilienne, séparés ainsi l'un de l'autre par la chaîne des Apennins. Murat se replia en assez bon ordre vers Macerata pour y livrer bataille; il espérait encore pouvoir accabler séparément ses deux adversaires. Cette retraite fut marquée par un beau fait d'armes sur la rive du Ronco. Quatre mille Autrichiens du corps de Neipperg, ayant passé à gué, pendant la nuit, pour surprendre le camp napolitain, furent attaqués de front et en flanc et complétement battus

[1] Rapport à l'empereur sur les affaires de Naples, du 2 juin.

[2] Turin, 5 avril.

[3] Ces deux divisions avaient chacune leur chef, dont aucun n'avait le commandement supérieur; ils devaient agir en prenant conseil l'un de l'autre. Voilà un échantillon des dispositions militaires de Murat.

[4] Il voulut alors faire des propositions d'armistice, qui furent repoussées.

[5] Le même qui, deux ans auparavant, alors simple colonel dans le fameux corps auxiliaire de Schwarzenberg en Pologne, disait à Poniatowski *que les poignards décideraient peut-être du sort des dynasties européennes!* (*Voy.* ci-dessus, chap. VI.)

par une troupe bien inférieure en nombre, dont une partie était placée en embuscade dans le lit même de la rivière. Ce succès fut dû à l'audace et à l'habileté du commandant Malchewski, Polonais qui avait longtemps servi sous les drapeaux français.

Nous croyons inutile de reproduire les détails des deux journées de Macerata et de Tolentino (2 et 3 mai), mêlées confuses et sanglantes, dont les bulletins autrichiens firent tout à l'aise une victoire signalée après la chute de Murat. En réalité, l'armée autrichienne, vivement pressée le premier jour, obtint le lendemain une sorte de succès, dû principalement aux mauvaises manœuvres de plusieurs généraux napolitains. Joachim allait toutefois recommencer un troisième combat, quand il reçut coup sur coup des nouvelles désastreuses. Les Abruzzes étaient envahies et soulevées; la Calabre se prononçait également pour l'ancien souverain de Naples. Les Autrichiens occupaient déjà la citadelle d'Aquila, qui venait de leur être livrée; ils allaient s'emparer sans combat de cette frontière militaire du Liri et du Garigliano, que Murat n'aurait jamais dû dépasser.

Joachim n'avait plus de royaume, il n'eut bientôt plus d'armée. Dans sa retraite précipitée et désastreuse, il se montra du moins encore soldat intrépide. On le vit au défilé de Monte-Ulmo faire face le dernier à la poursuite, aidant à rouler des troncs d'arbres sur les cavaliers autrichiens, dont il reçut le feu à bout portant [1]. La mort fut sourde à cet appel d'un courage désespéré. Peut-être l'expiation n'eût pas été complète s'il était tombé sur un champ de bataille et combattant en quelque sorte pour la France.

La retraite finit par la surprise de nuit, et l'affreuse déroute de Mignano, qui entraîna la dispersion à peu près totale de l'armée. L'envoyé de Napoléon, Belliard, venait d'arriver à Naples. Vieil ami de Murat, son compagnon d'armes dans des temps plus heureux, Belliard était bien l'homme qui convenait pour une semblable mission, mais il arrivait trop tard. Il apportait à Murat, de la part de l'empereur, une improbation entière et explicite de toute sa conduite. Napoléon écrivait à son beau-frère que l'intérêt de la France exigeait impérieusement qu'elle s'arrangeât avec les alliés, même aux dépens du roi de Naples, si cela était possible encore; qu'il était fermement résolu à maintenir le traité de Paris. Enfin il ne lui dissimulait aucune des suites fatales et probables de son imprudente agression et pour la France et pour lui-même. Ces tristes prédictions n'étaient déjà que trop vérifiées.

Spectateur impuissant d'un malheur irréparable, Belliard en transmit les derniers détails à sa cour. « J'ai vu le roi, écrivait-il le 12 mai; il ne m'a pas caché sa position. D'une si belle armée il ne lui reste que huit à neuf mille hommes. La défection a été complète; *le roi ne sait à quoi l'attribuer* (!). Depuis le 3 de ce mois, il a perdu par la désertion quinze ou vingt mille hommes avec armes et bagages. Des colonels, des officiers de tout grade partaient avec des régiments entiers. »

Pendant que Murat disputait encore aux Autrichiens les derniers débris de son armée, une escadre anglaise menaçait Naples de bombardement si les vaisseaux de guerre napolitains ne lui étaient livrés. La reine Caroline, qui, après avoir combattu de tout son pouvoir les projets de son époux, déployait un grand caractère dans ces cruelles circonstances, crut devoir traiter avec le commodore Campbell. Bien supérieure à Murat pour l'énergie et le sang-froid, elle jugeait plus promptement que lui les nécessités de la situation, et savait se résigner à temps. « Notre seul refuge est désormais l'histoire, » dit-elle dans le dernier conseil où elle siégea comme reine [2].

Murat rentra à Naples le 17 à huit heures du soir. Il voulut encore une fois essayer de rendre la guerre nationale en proclamant une constitution. Belliard eut quelque peine à l'y faire renoncer. Il lui représenta qu'avec ou sans constitution son règne n'en serait pas moins fini, et qu'alors son retour n'en serait que plus impossible si les Bourbons adoptaient la constitution [3]. Cependant le général Carascosa lui ayant rapporté que les Autrichiens étaient disposés à traiter, Murat se décida à envoyer M. de Gallo auprès du général Bianchi. Ce ministre revint bientôt sans avoir rien fait. Les

[1] Il se trouva si près d'eux, que Bianchi crut devoir punir leur chef d'escadron, pour n'avoir pas fait le roi prisonnier.

[2] En ce moment, la majeure partie des provinces était soulevée en faveur des Bourbons; le reste attendait les événements. L'armée était en pleine dissolution; les premiers obus lancés sur Naples allaient devenir le signal d'un mouvement populaire, qu'on n'aurait eu nul moyen de réprimer. Le roi de Sicile était à Messine, prêt à passer le détroit avec une armée nombreuse. Ses plénipotentiaires à Vienne avaient conclu, le 29 avril, un traité d'alliance offensive et défensive avec l'Autriche. Le nom de Murat ne fut pas prononcé dans la convention du 15 mai, entre le commodore Campbell et la régence.

[3] Belliard, 18 mai. Il ne put toutefois l'empêcher de faire afficher dans Naples les articles de cette constitution, au moment même de son départ.

Autrichiens, de même que les Anglais, ne voulaient pas que le nom du roi figurât dans aucun arrangement. De leur côté, Murat et Caroline refusant de faire acte d'abdication, pour ne pas renoncer aux droits qu'ils pourraient avoir un jour, autorisèrent *tacitement* les généraux Carascosa et Coletta à traiter avec les Autrichiens. Soutenu par la reine son épouse, Murat montra du moins de la dignité dans son malheur. Coletta lui ayant demandé quelles concessions il faudrait faire à l'ennemi : « Sacrifier tout, répondit-il, excepté l'honneur de l'armée et le repos des peuples. Je veux prendre sur moi tout le poids de l'adversité. » Son nom ne fut pas même prononcé en effet dans le célèbre traité de Casa-Lanzi, qui rétablissait l'ancienne dynastie [1]. Tandis que les deux généraux napolitains discutaient les dernières clauses de cette capitulation, Murat, quittant Naples pour la dernière fois, s'embarquait secrètement à la nuit tombante. Cédant à l'instinct de sa nature aventureuse, ce roi fugitif voguait vers Gaëte pour s'y défendre encore! La rencontre de quelques bâtiments anglais le força de rebrousser chemin; il erra une partie de la nuit dans la baie. Enveloppé dans son manteau, couché au fond de cette barque de pêcheur, son dernier domaine; absorbé tout à la fois par le remords du passé et les préoccupations du sombre avenir, il fixait les yeux sur Naples, et gardait un morne silence. Réfugié enfin à Ischia, il y fut recueilli le lendemain et transporté en France, sur un bâtiment marchand, par le général Manhès, qui avait un passe-port anglais [2]. Il débarqua au golfe Juan, le 28 mai, deux mois après Napoléon.

La reine s'embarqua de son côté le 21, sur un bâtiment anglais, conformément à la convention faite avec Campbell. Dans ces moments d'accablante adversité, elle se montra la digne sœur de Napoléon. De son vaisseau elle commandait encore à Naples; les commandants des forts ne devaient les remettre que sur un ordre signé d'elle. Elle parvint ainsi, avant l'arrivée des Autrichiens qu'on attendait d'heure en heure, à sauver la vie d'un grand nombre d'officiers de l'ancienne armée d'Italie, menacés d'être traités en déserteurs. Moyennant la remise d'un des forts, elle obtint de l'amiral anglais un bâtiment pour ceux de ces officiers qui n'étaient pas embarqués encore. Le 22 une émeute éclata dans la ville; elle fut vivement réprimée par les premiers escadrons de l'avant-garde autrichienne. Le lendemain l'infant Léopold de Bourbon fit son entrée dans Naples avec l'armée de Bianchi. La reine Caroline n'avait pas encore quitté le port; les chants joyeux de la ville illuminée arrivaient à ses oreilles. Captive sur son vaisseau à l'ancre, elle contemplait sa propre ruine, et servait elle-même de spectacle aux vainqueurs [3].

Condamné à subir dans sa propre patrie toutes les amertumes de l'exil, Murat n'eut pas même la consolation d'être admis dans les rangs de l'armée française, alors prête à entrer en campagne. La bravoure du général ne pouvait plus, comme en 1813, faire oublier les erreurs du monarque; elles avaient été trop funestes cette fois. Dominé par le sentiment général d'irritation qui se manifestait contre Murat dans les rangs de notre armée, l'empereur lui fit dire par Belliard, avec tous les ménagements possibles, « que pour lui personnellement « *il oubliait ses torts, pour ne voir que ses mal-* « *heurs;* mais qu'il serait peu convenable qu'on le « vît à Paris, et surtout à l'armée; qu'il fallait « qu'on eût le temps de s'accoutumer à sa dis- « grâce, etc. [4]. » Privé ainsi, et par ses propres fautes, du droit même de les réparer, il dut rester seul en Provence, dans ces derniers jours de l'empire, loin de ses anciens compagnons qui s'armaient pour la cause la plus juste et la plus sainte, loin du champ de bataille suprême où il aurait pu aider à vaincre ou du moins mourir glorieusement!

L'acharnement des ennemis de Murat, la trahison odieuse dont il fut victime quelques mois plus tard, le souvenir surtout de son courage si bril-

[1] 20 mai.

Le traité de Casa-Lanzi se compose de deux pièces : la capitulation signée par les deux généraux napolitains avec Bianchi et lord Burghess, et une proclamation du roi Ferdinand, qui acceptait et confirmait les articles de cette capitulation. L'intervention de l'Autriche et de l'Angleterre dans les négociations rendit du moins impossible une répétition des massacres qui avaient ensanglanté Naples lors de la première restauration de Ferdinand (1799).

Ce prince avait donné une constitution à la Sicile en 1812. Dans sa proclamation confirmative des articles de Casa-Lanzi, il admettait quelques restrictions aux droits de la royauté absolue, promettant « que les impositions « seraient désormais décrétées suivant les formes qui « seraient prescrites par les lois » (§ 3). Promesses et constitution, tout fut englouti dans le rétablissement de l'autorité absolue.

[2] Belliard, 19 mai.

[3] Les Anglais observèrent avec leur bonne foi ordinaire la convention du 13 mai : la reine, qui devait être transférée en France avec sa suite, fut conduite à Trieste.

[4] 2 juin.

Murat avait choisi le duc d'Otrante pour défendre ses intérêts et offrir ses services. C'était encore une malheureuse inspiration.

lant, si chevaleresque, ont mérité à sa mémoire quelque indulgence et quelque pitié. Après tout, c'est à Napoléon lui-même que doit s'adresser le plus sévère reproche, celui d'avoir placé son beau-frère sur un trône. Mais la prévoyance et la sagesse des plus grands rois ont des limites, comme toute chose humaine. Napoléon à l'apogée de sa puissance a-t-il même pu prévoir que jamais un roi de Naples français aurait le pouvoir d'influer d'une manière si fatale et si décisive sur les destinées de l'empire français? prévoir quelles épreuves terribles devaient bouleverser la raison et jusqu'à la conscience d'un tel prince, et confondre à ses yeux épouvantés l'écueil et le rivage, la perte et le salut, le devoir et la trahison? N'avait-il pas encore, à tout événement, le droit de compter sur l'obéissance absolue, sur le dévouement aveugle et sans bornes de celui qui disait, en 1810, à l'un des hauts fonctionnaires de la cour impériale : *Mais si l'empereur me l'ordonnait, je me mettrais à la tête de vingt escadrons, et je jetterais Naples à la mer*[1]*!* Et ce même prince, quatre ans plus tard, abandonnait la France par égard pour les peuples que *la Providence* lui avait confiés!!!

En descendant, avec Murat, jusqu'au fond de l'abîme où il s'est précipité, nous avons épuisé toutes les conséquences personnelles de sa faute de 1815, faute plus grave, plus désastreuse, et pour lui et pour nous, que toutes les précédentes. Dans le chapitre suivant nous pourrons apprécier pleinement tout le mal que sa folle conduite fit à la cause française, en nous rendant la paix impossible et la guerre plus périlleuse. Ce fut vraiment le Waterloo de la politique impériale.

[1] Ce propos, dont nous adoucissons les termes, fut tenu, dans le cabinet même de l'empereur, à M. le comte M..., au moment où l'empereur faisait une scène violente de reproches à son frère Louis.

# CHAPITRE XXX.

## POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Difficultés de la situation. — Composition d'un ministère. — Rapport inédit sur la situation extérieure de la France au 20 mars. — Effet produit à Vienne par les nouvelles de France ; déclaration du 13 mars. — Traité de Vienne du 25. — Tentatives infructueuses de conciliation. — Lettre de Napoléon aux souverains. — Observations du *Moniteur* sur la déclaration du 13 mars ; rapport du duc de Vicence (12 avril). — Réflexions inédites de l'empereur. — Rapport fait au congrès sur les observations du *Moniteur*. — Discussions décisives dans les chambres anglaises. — Motif grave et peu connu qui entraîne le ministère anglais à la guerre. — Ratification restrictive donnée au traité du 25 mars. — Ouvertures confidentielles du gouvernement français près de la Russie et de l'Autriche. — Mission de MM. de Stassart et de Flahaut. — Conférences de Bâle. — M. de Montrond. — Marie-Louise. — Affaires de Suisse ; convention du 20 mai, qui annule de fait la neutralité helvétique. — Dernier rapport du duc de Vicence.

L'empereur Napoléon, de retour aux Tuileries, ne s'abuse pas sur les périls et les menaces de l'avenir. Sa marche triomphale du golfe Juan jusqu'à Paris n'est pour lui qu'un premier pas heureux dans une voie hérissée d'obstacles. Pour se maintenir sur ce trône si merveilleusement reconquis il lui faut travailler sans retard et sans relâche à dissiper toutes les préventions, tous les ressentiments, bien ou mal fondés, qui au dedans comme au dehors s'attachent à sa personne. Il faut que les préparatifs militaires les plus actifs marchent de front avec les négociations et les mesures d'ordre intérieur, afin que la cause de l'indépendance nationale, liée au retour de l'empereur, ait au besoin l'appui des armes. Napoléon ne faillira pas à ces graves devoirs. La réorganisation de l'armée, accomplie en deux mois, restera l'un des prodiges les plus étonnants de ce règne si fécond en prodiges. Les dispositions si libérales de l'acte additionnel, l'imposante et patriotique cérémonie du champ de mai, témoigneront devant l'histoire d'un désir sincère, quoique impuissant, de vaincre les colères et les méfiances des partis. Enfin, dès les premières heures de son retour Napoléon n'a négligé aucun moyen d'action sur la politique des cours étrangères ; il a tenté toutes les démarches possibles pour les convaincre de la sincérité et de la durée de ses dispositions pacifiques. Ce dernier ordre de faits, rentrant dans l'objet spécial de cet ouvrage, va exiger de nous quelques détails. Nous allons retracer les derniers efforts de cette politique impériale, encore si méconnue et si calomniée de nos jours.

L'empereur a dû donner ses premiers soins à la composition d'un ministère. Les noms de Carnot, de Cambacérès, de Mollien, de Gaudin, ont été favorablement accueillis, mais non ceux de Decrès et de Fouché. Avec ce dernier la trahison clairvoyante et armée a pris place dans les conseils du nouveau pouvoir. Les circonstances donnaient une importance extrême au choix du ministre des relations extérieures. Une réconciliation avec l'Europe, si elle était possible encore, l'était surtout par le négociateur de Prague et de Châtillon. Le duc de Vicence rentrera donc au ministère, malgré son découragement et sa santé altérée [1].

Du premier regard l'empereur voit le péril plus grand encore qu'il ne croyait. C'est à Paris seulement qu'il apprend, par les dépêches des plénipotentiaires français, que la rupture, un moment probable et presque assurée, n'a pas éclaté entre les souverains, que leur congrès n'est pas dissous, qu'ils n'ont pas quitté Vienne, comme il l'avait cru sur la foi d'un journal officiel, au moment même où il quittait l'île d'Elbe. Immense difficulté qui vient s'ajouter aux autres, et que pour-

[1] M. Bignon lui fut adjoint immédiatement en qualité de sous-secrétaire d'État. Ce fut lui qui rédigea les divers rapports que nous allons analyser ou citer textuellement.



tant Napoléon ne désespère pas de surmonter.

Dans ces derniers jours, où tant de gloire se mêle encore à tant de malheurs, Napoléon n'est pas. il n'a jamais été un ambitieux incorrigible, se reprenant, au moindre retour de fortune, à rêver la monarchie universelle et la résurrection de toutes les prospérités passées. Il voulait la paix après Bautzen, il la voulait après Montmirail, il la veut encore, et sincère et durable, après le retour de l'île d'Elbe. Voilà ce que constate et ce que proclame l'histoire, refuge assuré des grands hommes contre tous les préjugés et toutes les calomnies.

Instruit par une cruelle expérience, Napoléon a compris l'impérieuse nécessité d'agir franchement avec l'opinion, cette nouvelle puissance du siècle, puissance aveugle parfois, mais toujours jalouse et toujours redoutable. Il est décidé, quoi qu'il arrive, à donner toute publicité aux actes des gouvernements étrangers comme aux siens propres, à tout ce qui se fera pour la paix ou pour la guerre. Et d'abord il lui importe d'expliquer, de justifier son retour même de la manière la plus complète. L'une de ses premières pensées sera donc de rassembler et de mettre comme en relief toutes les preuves de l'incapacité des Bourbons. Leurs fautes d'administration intérieure étaient connues de tout le monde; mais il n'en était pas de même des vices et des faiblesses de leur politique. Il fallait donc montrer à la France sous cet autre aspect les dix mois de règne de Louis XVIII. Tel devait être le but d'un rapport, rédigé à la hâte, *sur la situation du ministère des affaires étrangères au 20 mars*. Ce rapport, antérieur même à la connaissance de la fatale déclaration du 13, dont nous parlerons bientôt, ne put par conséquent être publié. Il n'en conserve pas moins une certaine importance historique, devant être considéré comme la base du système de conciliation prémédité par l'empereur. Il contient d'ailleurs quelques détails qu'il importe de ne pas laisser en arrière, sur les relations de plusieurs cours avec le gouvernement de la restauration [1].

« Un trait remarquable caractérise l'époque de l'*interrègne* [2], c'est qu'il n'est entré dans l'esprit du gouvernement passager des Bourbons aucune idée d'intérêt national; un seul mobile, le même qui avait décidé la signature du traité de Paris, a constamment dirigé toutes ses démarches, le mobile de l'intérêt de dynastie. Partout on trouve les Bourbons, et nulle part la France. Une seule pensée composait la politique royale, le rétablissement de toutes ses anciennes appartenances et le renversement de tout ce qui rappelait le souvenir de Votre Majesté. Les efforts du ministère avaient en conséquence pour principal but de faire rendre Naples au roi de Sicile et les duchés de Parme et de Plaisance à la reine d'Étrurie.

« Les communications qui ont existé entre l'Angleterre et la France portent naturellement l'empreinte de l'inégalité de position des deux pays. L'exigence britannique a essayé jusqu'où pouvait aller la déférence d'un ministère français! Aux termes du quatrième article additionnel du traité de Paris, la France devait accorder mainlevée du séquestre mis depuis 1792 sur les *fonds, revenus, créances et autres effets quelconques* du gouvernement ou des sujets de la Grande-Bretagne. En vertu de cette stipulation, les commissaires britanniques ont prétendu que la remise des fonds placés par des Anglais en France devait être faite *intégralement*, sans que ces fonds pussent être atteints par la réduction des deux tiers que les lois françaises ont indistinctement appliquée à toutes les créances de l'État. Malgré toute la condescendance dont le ministère royal était capable, il n'a pu se prêter à une prétention qui aurait créé pour le trésor français une perte d'au moins 60 millions. Le gouvernement anglais prétendait, de son côté, être dans le cas de réclamer un excédant qui résultait d'une balance entre les dépenses faites pour l'entretien des prisonniers de guerre, excédant qu'il faisait monter à près de 150 millions; mais il s'engageait *généreusement* à y renoncer dès que *justice serait faite à ses sujets*, et il établissait que cette justice ne serait pas complète tant que les créanciers britanniques n'auraient pas reçu l'intégralité de leurs créances! Ces discussions étaient encore sans résultat... »

Le rapport que nous analysons, destiné à montrer la politique extérieure des Bourbons sous le jour le moins favorable, passait naturellement sous silence l'alliance éventuelle du 3 janvier, que l'empereur ne connaissait pas à l'île d'Elbe. Cette réticence était d'autant plus excusable que le traité en question, amené par les exigences de la Prusse et de la Russie dans l'affaire de la Saxe, n'avait reçu aucun commencement d'exécution, les puissances étant entrées dès la fin de janvier en voie d'arrangement sur cette question. Notre rapport s'en tient donc à des vues générales sur la politique des trois grandes puissances continentales. Toutefois, à propos de la Russie, on remarquait que « si le gouver-

[1] Ce rapport était resté inconnu jusqu'ici.

[2] Napoléon invoquait à l'appui de son retour la double autorité du *droit* et du *fait*. En droit, suivant ce système, son abdication était nulle par suite de la non-ratification du peuple français et de la violation des articles de Fontainebleau. En fait, Louis XVIII n'avait rempli aucune des conditions qui auraient pu légitimer son usurpation.

nement français avait montré quelque force dans la défense de la Saxe, son opposition serait demeurée fort insignifiante si elle n'eût été à la fin appuyée par l'Autriche. C'était donc à la cour de Vienne que l'empereur Alexandre avait dû attribuer les contrariétés plus ou moins fortes qu'avaient pu rencontrer ses vues. *Il existait là une chance à notre avantage.*

« L'Autriche ne peut être réellement satisfaite, M. de Metternich avait trop présumé de lui-même en se croyant assez habile pour jouer tous les autres cabinets ; et ce sont les cours de Russie et de Prusse qui ont seules véritablement atteint le but qu'elles s'étaient proposé. La cour de Vienne est, au fond, la moins favorablement traitée dans le partage des dépouilles. Son lot est l'Italie, et CE LOT, ELLE LE SAIT TRÈS-BIEN, PEUT CHAQUE JOUR LUI ÉCHAPPER [1]. Ce qu'elle obtient ne peut balancer le mal qui résulte pour elle de l'établissement de la Russie *sur la Vistule* [2] et de la Prusse au cœur de la Saxe. Il est donc permis de penser, etc. » Le rapport, comme on voit, se restreint à des considérations purement politiques relativement au maintien de la paix avec l'Autriche. Pourtant Napoléon annonçait le 13 mars, de Lyon, le couronnement de l'impératrice et du roi de Rome pour le mois de mai. Si, comme il le croyait alors, une rupture avait éclaté à Vienne, ce double retour eût été la conséquence probable du retour de l'île d'Elbe ; mais maintenant Napoléon est détrompé, et il ne veut tromper personne.

Les dispositions présumables des autres puissances ne donnaient lieu qu'à de courtes observations. La détermination de la Prusse dépendrait de celle de l'empereur Alexandre ; mais « si la guerre devait avoir lieu, nulle puissance n'agirait avec plus d'acharnement et de vigueur, » prévision trop bien justifiée par l'événement. La froideur qui régnait entre le prince royal de Suède et les Bourbons permettait de compter au moins sur sa neutralité. Le Danemark saisirait la première occasion favorable pour se réunir à notre cause. La Bavière faisait, au congrès de Vienne, une trop triste expérience de la bonne foi des puissances coalisées pour prendre volontairement les armes contre nous [3]. Les autres États secondaires d'Allemagne étaient épuisés, et ne demandaient que du repos. « Ils devaient d'ailleurs revenir à la France le jour où ils ne verraient plus en elle qu'un appui contre l'oppression que les puissances alliées avaient fait peser sur eux. » Les États-Unis avaient eu plus à se plaindre qu'à se louer du gouvernement royal... « Dans leurs discussions avec l'Angleterre, la France avait favorisé les prétentions britanniques ; elle avait même été d'une partialité sensible à leur détriment dans la question de la neutralité... Le véritable intérêt des États-Unis était qu'il y eût en France un gouvernement fort. » La Sublime-Porte, auprès de laquelle le général Andréossy n'était pas remplacé, ne se départirait pas de sa neutralité... » « Les dispositions du roi de Sardaigne étaient essentiellement ennemies ; mais il existait dans l'esprit de ses peuples un sentiment tout français et une fermentation dont la guerre, si elle éclatait, devait nous autoriser à profiter. » La diète helvétique, bien que dominée ouvertement par une influence étrangère, devait garder la neutralité, pour peu qu'il y eût quelque commencement de scission entre les grandes puissances. Cet espoir devait être déçu comme tant d'autres. « Le pape même n'avait pas eu à se louer des Bourbons. Ils ne lui pardonnaient pas le concordat, et voulaient faire rétablir en France les anciens diocèses. Cette prétention rencontrait une forte résistance de la part du saint-père [4]. Le roi de Naples, instruit par l'expérience, comprenait désormais (on pouvait le croire du moins) que sa destinée était une annexe de celle de l'empereur. « Le roi d'Espagne, livré aux écarts du fanatisme le plus stupide contre tous les genres de liberté [5], ne pouvait être en ce moment dangereux pour la France. »

Telles étaient les observations principales qui naissaient de l'examen des relations de la France avec les divers États pendant la domination passagère des Bourbons. On pouvait en conclure « que

[1] Cette prophétie de 1815 redevenait d'un étrange à-propos pendant les années 1848 et 1849.

[2] L'arrangement définitif sur la Pologne, qui n'avait pas encore eu lieu alors, ayant été plus favorable encore aux intérêts russes, la considération exprimée dans le rapport n'en reçoit que plus de force.

[3] Rien ne pouvait compenser pour la Bavière le déplacement de sa frontière du côté de l'Autriche ; déplacement qui entrait, comme nous l'avons vu, dans les arrangements des grandes puissances. Nous avons déjà exposé, au chapitre du *Congrès de Vienne*, comment les promesses de Ried, d'abord démenties, puis renouvelées en présence du retour de Napoléon, ont été définitivement violées après le dernier triomphe de la coalition.

[4] Le *Moniteur* du 20 avril 1815 donne quelques détails sur ces discussions. Ainsi, le nouveau système politique de Napoléon était en réalité plus favorable au pape, et pendant ce temps Murat, semblant agir de concert avec l'empereur, envahissait les États de Pie VII et l'obligeait de fuir !

[5] Cette expression n'a rien d'exagéré pour caractériser les faits rapportés dans le chapitre XXII de ce volume, d'après la correspondance des agents diplomatiques français.

ces princes n'avaient par eux-mêmes obtenu aucun crédit ni aucun titre de faveur en dehors, et que les mouvements des puissances étrangères dont ils deviendraient le prétexte ne seraient point un acte d'intérêt pour eux, mais un effet de l'inquiétude que causerait le rétablissement de l'empereur, et aussi de la haine et de la jalousie toujours subsistantes contre la nation française..., et qu'à la passion unique qui avait rassemblé l'Europe entière il s'était mêlé une foule de passions contradictoires, qui établissaient désormais une sorte de dissension intestine entre tous les membres de l'ancienne coalition. »

Ce rapport avait été préparé dès le 21 mars. Quelques heures après, l'empereur acquérait la triste certitude que ces dissensions intestines, sur lesquelles il croyait pouvoir compter encore, avaient complétement disparu à Vienne.

Dans l'après-midi du 7 mars une dépêche du grand duc de Toscane avait apporté au congrès la nouvelle du départ de Napoléon. Le 8, par une coïncidence fatale, et sur laquelle l'histoire ne saurait trop insister, les ambassadeurs de Murat annonçaient à M. de Metternich que les troupes napolitaines allaient reprendre la ligne du Pô. Cette agression devait être et fut en effet considérée comme concertée avec Napoléon, que l'on croyait lui-même alors débarqué en Italie. La nouvelle de son arrivée en France vint bientôt porter au comble l'irritation et la terreur. On ne réfléchit pas qu'il était impossible, qu'il était insensé de supposer que Napoléon, commençant avec une poignée d'hommes à reconquérir la France, s'empressât en même temps de se mettre en état d'hostilité directe avec son beau-père en le faisant attaquer du côté de l'Italie. Le prestige seul du nom de Napoléon, le souvenir de toutes ces entreprises colossales, impossibles, qu'il avait su accomplir, la conscience du mal qu'on lui avait fait, du mal qu'on avait fait à la France, et qui semblait appeler de sa part une vengeance terrible, tout semblait s'unir pour troubler le jugement des négociateurs et des rois, pour les rejeter dans un système d'hostilité implacable. On ne connaissait encore que le débarquement et les premiers progrès de Napoléon; cet événement, combiné avec la note de Murat, fut considéré par les souverains comme une menace et comme une attaque directe contre tous. Les premières défections militaires qui venaient d'ouvrir à Napoléon les portes de Grenoble irritaient surtout l'empereur Alexandre, auquel l'histoire de son empire et de sa famille avait trop appris le danger des révolutions prétoriennes. Ainsi va naître de la haine et de l'effroi des souverains et des diplomates rassemblés l'idée d'une déclaration collective, solennelle, de nature à rassurer les Bourbons et leurs partisans, à paralyser les progrès de l'ennemi commun. Le prince de Bénévent, qui seul dans cette crise avait gardé son sang-froid, doit être considéré comme le principal promoteur de cette déclaration, qui peut-être n'aurait pas été lancée si les princes et leurs ministres avaient pu prévoir combien allait être prompt et facile le triomphe de Napoléon sur ses débiles adversaires, et surtout s'ils avaient connu avec quelle insistance il avait prescrit au roi de Naples une attitude *purement défensive*. Pour la seconde fois, le prince de Bénévent influait d'une manière décisive sur les destinées de la France. Les motifs de sa conduite ont été diversement et sévèrement interprétés [1]; nous souhaitons pour son honneur qu'ils aient été seulement politiques.

Le comité dirigeant (des huit puissances) se réunit le 12 mars. Déjà le sentiment du danger commun faisait disparaître les conflits d'intérêts qui dans les premiers mois du congrès avaient soulevé tant de tempêtes. Cette réunion présentait un coup d'œil étrange. La plupart des hommes d'État qui la composaient étaient pâles, agités, grimaçant parfois un sourire pour masquer leur inquiétude incessante. L'homme qu'ils allaient proscrire régnait encore sur leurs âmes par la terreur. On eût dit qu'il allait soudain apparaître au milieu d'eux, pour leur demander compte de tant de haine et de tant d'outrages! M. de Talleyrand seul gardait cette physionomie souriante, impassible, qui a vu du même regard toutes les misères de la France après toutes ses grandeurs.

M. de Metternich présenta l'exposé des motifs de la déclaration, dont la forme seule restait à déterminer; elle fut rédigée dans la même séance par le prince de Bénévent. La même main qui avait tracé l'arrêt de déchéance de Napoléon en 1814 traçait en 1815 sa mise hors la loi. Voici cette déclaration trop fameuse :

« Les puissances qui ont signé le traité de Paris, « réunies en congrès à Vienne, informées de l'évasion de *Napoléon Bonaparte* et de son entrée à « main armée en France, doivent à leur propre « dignité et à l'intérêt de l'ordre social une déclaration solennelle des sentiments que cet événement leur a fait éprouver.

« En rompant ainsi la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Bonaparte détruit le *seul* titre « légal auquel son existence se trouvait attachée. « En reparaissant en France avec des projets de « troubles et de bouleversements, *il s'est privé lui-même de la protection des lois,* et a manifesté, à

[1] *Voyez* notamment Jomini, *Précis* de 1815.

« la face de l'univers, *qu'il ne saurait y avoir ni* « *paix ni trêve avec lui.*

« Les puissances déclarent, en conséquence, que « Napoléon Bonaparte s'est placé *hors des relations* « *civiles et sociales*, et que, comme ennemi et per- « turbateur du repos du monde, *il s'est livré à la* « *vindicte publique.*

« Elles déclarent en même temps que, ferme- « ment résolues de maintenir intact le traité de « Paris du 30 mai 1814, et les dispositions sanc- « tionnées par ce traité et qu'elles ont arrêtées et « qu'elles arrêteront encore pour le compléter et « le consolider, elles emploieront tous leurs moyens « et réuniront tous leurs efforts pour que la paix « générale, objet des vœux de l'Europe et but « constant de leurs travaux, ne soit pas troublée « de nouveau, et pour la garantir de tout attentat « qui menacerait de replonger les peuples dans les « désordres et les malheurs des révolutions.

« Et quoique entièrement persuadés que la « France entière, se ralliant autour de son souve- « rain légitime, fera incessamment rentrer dans « le néant cette dernière tentative d'un délire cri- « minel et impuissant, tous les souverains de l'Eu- « rope, animés des mêmes sentiments et guidés « par les mêmes principes, déclarent que si, contre « tout calcul, il pouvait résulter de cet événement « un danger réel quelconque, ils seraient prêts à « donner au roi et à la nation française, ou à tout « autre gouvernement attaqué, dès que la demande « en serait formée, les secours nécessaires pour « rétablir la tranquillité publique, et à faire cause « commune contre tous ceux qui entreprendraient « de la compromettre. »

Ainsi l'animosité aveugle et acharnée des ennemis de Napoléon ne reculait devant aucune violence. Pour assurer sa perte on se hâtait de le dépouiller du prestige de l'inviolabilité de la dignité royale; on ne voulait plus voir en lui qu'un aventurier. Et l'on ne rougissait pas, et l'on ne redoutait pas de faire retentir avec l'éclat du tonnerre cet imprudent anathème contre la dignité royale conquise et légitimée par le génie, sans prévoir qu'une heure pouvait venir où souverains et ministres, condamnés par la logique inflexible des passions auxquelles ils donnaient eux-mêmes des armes, tomberaient à leur tour dans l'abîme rouvert des révolutions.

Un traité offensif et défensif, complément de la déclaration du 13 mars, fut signé à Vienne le 25. C'était la confirmation entière de l'alliance de Chaumont; et la prévoyance fatale qui avait dicté, un an auparavant, le troisième article secret de ce premier traité [1] allait hâter la reprise des hostilités. Les puissances s'engageaient à réunir immédiatement leurs forces pour défendre contre toute attaque, et spécialement contre *Napoléon Bonaparte*, les stipulations de Paris et de Vienne (art. 1); à ne poser les armes que de concert, et après l'avoir mis hors d'état d'exciter de nouveaux troubles (art. 3), etc. Enfin les troupes maintenues sur le pied de guerre, en exécution du troisième article de Chaumont, furent immédiatement dirigées contre la France.

L'empereur avait pu douter d'abord de l'authenticité de la déclaration du 13 mars; il avait pu croire surtout qu'aux premières nouvelles de Paris les alliés eux-mêmes la tiendraient comme non avenue. Aussi s'empressait-il de leur faire parvenir l'assurance officielle de ses sentiments pacifiques. La lettre qu'il écrivit à ce sujet aux souverains est un des documents capitaux de l'histoire de cette époque; elle résume mieux que tout ce qu'on pourrait dire la véritable situation de Napoléon, et, comme il disait à l'île d'Elbe, « *les grands* « *motifs qu'auraient eus les alliés pour le laisser* « *en repos.* »

« Monsieur mon frère, vous aurez appris mon « retour sur les côtes de France, mon entrée à « Paris et le départ de la famille des Bourbons. La « véritable nature des événements doit maintenant « être connue de Votre Majesté. Ils sont l'ouvrage « d'une irrésistible puissance, l'ouvrage de la vo- « lonté unanime d'une grande nation qui connaît « ses devoirs et ses droits. La dynastie que la force « avait rendue au peuple français n'était plus faite « pour lui : les Bourbons n'ont voulu s'associer ni « à ses sentiments ni à ses mœurs : la France a dû « se séparer d'eux. Sa voix appelait un libérateur: « l'attente qui m'avait décidé au plus grand des « sacrifices avait été trompée. Je suis venu, et du « point où j'ai touché le rivage l'amour de mes « peuples m'a porté jusqu'au sein de ma capitale. « *Le premier besoin de mon cœur est de payer tant* « *d'affection par le maintien d'une honorable tran-* « *quillité.* Le rétablissement du trône impérial était « nécessaire au bonheur des Français. Ma plus « douce espérance est de le rendre en même temps « utile à l'affermissement du repos de l'Europe. « Assez de gloire a tour à tour illustré les drapeaux « des diverses nations; les vicissitudes du sort ont « assez fait succéder de grands revers à de grands « succès. Une plus belle arène est désormais ou- « verte aux souverains, et je suis le premier à y « descendre. Après avoir présenté au monde le « spectacle de grands combats, il sera plus doux de

[1] *Voy.* ci-dessus, p. 340.

« ne connaître désormais d'autre rivalité que celle « des avantages de la paix, d'autre lutte que la « lutte sainte de la félicité des peuples. La France « se plaît à proclamer avec franchise ce noble but « de ses vœux. Jalouse de son indépendance, le « principe invariable de sa politique sera le respect « le plus absolu pour l'indépendance des autres « nations. Si tels sont, comme j'en ai l'heureuse « confiance, les sentiments personnels de Votre « Majesté, le calme général est assuré pour long- « temps; et la justice, assise aux portes des divers « États, suffira seule pour en garder les fron- « tières. »

Les lettres envoyées par le duc de Vicence au ministre des affaires étrangères et aux agents diplomatiques de France [1] tendaient à développer et à fortifier encore ces tendances si noblement conciliantes. « Faites connaître, disait-on aux agents français, que l'empereur n'a rien de plus à cœur que le maintien de la paix; qu'il a renoncé aux projets de grandeur qu'il pouvait avoir antérieurement conçus, et que le système de son cabinet, comme l'ensemble de la direction des affaires en France, est dans un tout autre principe. » On sait trop que ces démarches n'obtinrent pas le succès qu'elles méritaient. Le même esprit d'hostilité et de haine qui dictait les résolutions du congrès veillait à nos frontières pour repousser tout message de paix et de vérité. On traitait la France en pays infecté d'une contagion morale pire que tous les fléaux : aucun des courriers expédiés de Paris ne parvint à sa destination; plusieurs même furent indignement maltraités. Dès les premiers jours d'avril, les Anglais capturaient des bâtiments sur nos côtes, et occupaient militairement Monaco. En Belgique, des prisonniers français échangés et prêts à revoir le sol natal étaient retenus, contre toutes les règles du droit des gens, tant on craignait déjà de rendre des défenseurs à la France!

L'empereur est péniblement ému de ces présages sinistres. La nouvelle de l'agression de Murat pourra seule lui faire comprendre la promptitude et la violence des résolutions arrêtées au congrès. Cependant des démarches confidentielles vont être tentées auprès des principales puissances. L'empereur veut épuiser toutes les chances d'éviter la guerre; mais en même temps il a compris la nécessité d'amortir l'effet produit sur l'opinion publique par la déclaration du 13 mars et par le traité d'alliance dont elle vient d'être suivie. Tel est le but des *observations* consignées dans le *Moniteur* du 5 avril, du rapport de la commission du conseil d'État sur cette déclaration; enfin, d'un rapport du duc de Vicence sur l'état de nos relations extérieures.

Les *observations* du 5 avril établissaient, avec beaucoup de force et de logique, que la déclaration du 13 mars reposait uniquement sur des hypothèses démenties par les événements. On avait pu croire que Louis XVIII résisterait et se maintiendrait en France; que par conséquent la guerre civile naîtrait du retour de Napoléon; que la nation céderait seulement à la crainte et à la violence d'une conspiration militaire; enfin que Napoléon rapporterait de l'exil des idées d'ambition ou de vengeance. Or, Louis XVIII avait dû quitter promptement la France; il n'y avait eu ni conspiration ni guerre civile; Napoléon revenait, mais résolu à changer de système au dedans comme au dehors, et à maintenir le traité de Paris. Il n'y avait donc plus de motifs de guerre.

Le rapport de la commission du conseil d'État, affectant de ne voir dans la déclaration du 13 mars que l'ouvrage des plénipotentiaires français [2], reproduisait les principaux motifs qui devaient légitimer aux yeux de tous le retour de l'île d'Elbe. Après avoir énuméré toutes les clauses du traité de Fontainebleau, violées par les Bourbons et par les alliés, relativement à la famille de l'empereur et à l'empereur lui-même, dont la liberté et même la vie auraient été menacées [3], le rapport insistait avec plus de force encore sur les fautes des Bourbons, sur la situation déplorable qu'ils avaient faite à la France. « L'empereur est venu la délivrer, et c'est aussi comme libérateur qu'il a été reçu. Replacé à la tête de la nation, par laquelle et dans l'intérêt de laquelle il veut régner, que veut Napoléon? Ce que veut le peuple français, l'indépendance de la France, la paix intérieure, la paix avec tous les peuples, *l'exécution du traité de Paris.*

« Qu'y a-t-il donc de changé désormais dans l'état de l'Europe et dans l'espoir du repos qui lui était promis? Quelle voix s'élève pour demander

[1] 30 mars.

[2] En paraissant supposer que les signatures des ministres étrangers avaient été falsifiées, le but des auteurs du rapport ne pouvait être de tenter sur l'opinion publique une supercherie impossible, mais seulement d'exciter l'indignation, en montrant des hommes revêtus d'un caractère public, dont l'animosité allait jusqu'à provoquer en quelque sorte l'assassinat de l'empereur.

[3] « Et si la Providence n'y eût pourvu dans sa justice, l'Europe aurait vu attenter à la personne, à la liberté de Napoléon, relégué désormais à la merci de ses ennemis, loin de sa famille, et séparé de ses serviteurs, ou à Sainte-Lucie, ou à SAINTE-HÉLÈNE, qu'on lui assignait pour prison. » Ce qui était différé n'était pas perdu.

ces *secours* qui, suivant la déclaration, ne doivent être donnés qu'autant qu'ils seront réclamés ? Il n'y a rien de changé si les puissances alliées reviennent, comme on doit l'attendre d'elles, à des sentiments justes et modérés... ; si, quand la France est occupée de préparer le nouveau pacte social qui garantira la liberté de ses citoyens, le triomphe des idées généreuses qui domineront en Europe et *qui ne peuvent plus y être étouffées,* on ne la force pas de se distraire, pour combattre, de ses pacifiques pensées, et des moyens de prospérité intérieure auxquels le peuple et son chef veulent se consacrer dans cet heureux accord. »

Le rapport du duc de Vicence rendait compte de l'arrestation des courriers de l'empereur, des préparatifs d'armement et d'autres démonstrations hostiles des puissances ; il insistait sur l'urgence de grandes mesures militaires. Une grande partie du rapport était textuellement empruntée à des réflexions dictées par l'empereur, et que nous avons sous les yeux. Nous en reproduisons quelques passages, dont la prudence du ministre avait cru devoir modifier l'énergie.

« Après avoir diminué le territoire de la France « et augmenté le leur, les alliés veulent encore « l'affaiblir en lui donnant un gouvernement sans « énergie, sans force comme sans moyens. C'est « donc à la nation qu'on en veut...

« Les puissances préféreraient sûrement en « France un prince insensible, traître à son pays « et mené par l'intrigue. Elles suivraient en cela « la politique des Romains, qui détrônaient les « princes auxquels ils voyaient du caractère et de « l'énergie. Tel serait le sort de la nation française « si les étrangers pouvaient se mêler de ses consti- « tutions, ou *l'obliger à être gouvernée par un* « *faible enfant,* ou l'assujettir à un gouvernement « qui assurerait son abaissement.

« Les provocations des souverains, si elles sont « personnelles, ne sont plus qu'un duel. C'est la pre- « mière fois dans l'histoire qu'un million d'hom- « mes marche pour en combattre un seul : Fran- « çois Ier provoqua Charles-Quint par un cartel, « mais ne fit pas marcher une armée.

« Les attaques contre le chef d'une nation sont « le plus sensible outrage qu'on puisse lui faire.

« Pendant que les alliés signaient en 1813, à « Francfort, leur insidieuse déclaration, ils vio- « laient la neutralité de la Suisse. Les Français « savent comment les engagements pris furent « remplis. On séduisit plusieurs membres des pre- « miers corps de l'État ; on désorganisait les forces « nationales, on promettait à la France une exis- « tence honorable, on lui garantissait des consti- « tutions libérales, le maintien de tous ses droits « avec le retour des Bourbons. On sait comment « cette cauteleuse politique a tenu parole. La France « entière est rangée autour de son gouvernement. « La France seule a le droit de le modifier, et l'in- « tervention des étrangers ne serait qu'un outrage « à ce qu'elle a de plus sensible et de plus au- « guste ! »

Le *Moniteur* du 5 avril fit sensation en Europe. Ce langage, à la fois ferme et pacifique, contrariait et embarrassait les cabinets hostiles, et fit, dit-on, regretter un moment aux deux empereurs d'avoir été si vite et si loin. Quoi qu'il en soit, les diplomates réunis au congrès jugèrent que les *observations* du *Moniteur* exigeaient une sorte de réfutation officielle, qui toutefois ne fut publiée qu'après que la guerre fut irrévocablement décidée, c'est-à-dire après l'échange des ratifications du traité du 25 mars et les débats du parlement anglais. Dans un rapport présenté le 12 mai au congrès par une commission spéciale, on s'efforça d'établir *que la position de Napoléon Bonaparte n'était pas changée vis-à-vis de l'Europe depuis la publication de la déclaration du 13 mars,* et que l'offre de maintenir le traité de Paris ne pouvait ni ne devait modifier les dispositions des puissances. La première de ces propositions est un étrange paradoxe, qui n'a plus même besoin d'être examiné. Les auteurs du rapport avaient trouvé, il faut le dire, quelques raisonnements plus spécieux pour établir que l'invasion de Napoléon replaçait de fait les puissances dans la position du 31 mars 1814, et que dès lors le traité de Paris n'était plus à conserver, mais à refaire. Suivant eux, « la paix avec Napoléon ne pouvait être qu'un état perpétuel d'incertitudes, d'anxiétés et de dangers. Une guerre ouverte était préférable à un pareil état de choses. » Il pouvait y avoir quelque sincérité dans cette argumentation ; toutefois nous croyons qu'avec moins de haine et de peur, on aurait tenu compte de la différence essentielle qui séparait l'empereur de 1814, ne pouvant, comme il le disait lui-même, « rendre la France plus petite qu'il ne l'avait reçue, » de l'empereur du 20 mars, acceptant de bonne foi une situation faite par d'autres.

C'est à Londres, c'est au sein du parlement anglais, qu'allait se décider en dernier ressort, pendant le mois d'avril, la question de la paix ou de la guerre, par la ratification du nouveau traité, et par les votes de subsides.

Dès le 20 mars lord Castlereagh, revenu précipitamment à Londres, répondait aux interpellations de M. Whitbread : « *Mon opinion personnelle* est que la continuation du bonheur que l'Angleterre doit espérer dépend de la ligne de conduite qu'elle suivra relativement à la France. Il faut savoir si le

monde reviendra à un système de MORALITÉ ou restera dans cette attitude militaire qu'il avait été forcé de prendre. » Nous allons avoir un échantillon curieux de la *moralité* politique du ministre anglais.

Le 5 avril, un message du prince régent informe la chambre « que les événements qui viennent de se passer en France l'ont porté à donner des ordres pour augmenter les forces de terre et de mer, et *qu'il s'est mis en rapport* avec les alliés de S. M. B., afin d'établir un concert qui puisse efficacement contribuer à la sûreté générale et permanente de l'Europe. » Cette communication équivoque avait pour but en effet de donner le change à l'opinion, alors généralement défavorable à la guerre. Développant ce système de déception, lord Liverpool vient dire, le 7 avril, à la chambre des pairs que la déclaration du régent *ne provoque point à la guerre*, mais à une *défense armée!!* Et pourtant le traité de Vienne est signé du 25 mars : on s'est donc engagé bien plus avant qu'on ne le dit ; mais il s'agit de conquérir une majorité incertaine, et on ne peut l'entraîner qu'en l'égarant d'abord, en la faisant passer par une sorte d'état transitoire et fantastique de défense armée ! La vérité est qu'alors lord Castlereagh et ses adhérents étaient dans une grande perplexité. Beaucoup de personnages influents, et même parmi les ministériels, inclinaient à la paix, surtout depuis les explications du *Moniteur*, et trouvaient étrange que l'Angleterre s'imposât de nouveaux sacrifices pour venger la violation d'un traité que ses alliés avaient violé les premiers.

Cependant les partisans de la paix, qui avaient cru pouvoir se rallier au principe de la défense armée, n'avaient pas tardé à découvrir la fraude. On avait su qu'un courrier de Paris avait été arrêté à Douvres ; on avait eu connaissance du traité du 25 mars. Castlereagh fut interpellé vivement sur ces deux points (13 et 19 avril). Il répondit que les ouvertures de Napoléon avaient été communiquées à Vienne, et avoua l'existence du traité. Il ajouta « que dans l'espèce d'état intermédiaire entre la guerre et la paix où se trouvait l'Angleterre en ce moment, l'intention du cabinet anglais ne pouvait être de continuer l'*income-tax*. » — Pour bien comprendre la portée de cette insinuation, il ne faut pas perdre de vue que les taxes de guerre expiraient précisément le 5 avril, trois mois après la conclusion du dernier traité de paix, celui de Gand [1]. L'attitude de défense armée suffisait pour motiver la prorogation de quelques taxes secondaires, mais non pas celle de l'impôt sur la propriété. Or, par une suite déplorable des embarras financiers de l'Angleterre, cette même prorogation, mesure si grave qu'elle ne pouvait être justifiée que par la guerre, était alors le seul moyen efficace de subvenir aux dépenses publiques. En d'autres termes, le gouvernement ne pouvait vivre que par la guerre même qui dévorait l'Angleterre, grevant ainsi chaque jour l'avenir d'une dette plus lourde, d'une dette qui n'est pas encore acquittée [2] !

Cette nécessité pour les finances anglaises de maintenir l'*income-tax* a été, il faut bien le dire, l'un des principaux motifs de la guerre ; et c'est précisément parce que ce motif ne pouvait figurer dans une discussion publique, que Castlereagh jugea nécessaire d'accumuler tant d'injures et de sophismes contre le nouveau gouvernement français.

Tandis que le ministère anglais, graduant avec art les réticences et les mensonges, préparait insensiblement l'opinion publique à de nouveaux sacrifices, tandis qu'il se prétendait encore seulement dans un état de défense armée, il avait déjà ratifié le traité du 25 mars, en faisant toutefois une restriction importante à l'article 8. Cet article portait, en substance, que « l'objet de l'alliance étant de défendre la France ou tout autre pays contre Napoléon, Sa Majesté Très-Chrétienne serait invitée expressément à y accéder pour avoir le droit de requérir, à titre de secours, les forces mises sur pied par la coalition. » La promptitude des événements avait dépassé toutes les prévisions des auteurs du traité, et l'exécution de l'article 8, tel qu'il était conçu, eût donné absolument à la ligue des puissances le caractère d'une guerre entreprise pour le rétablissement des Bourbons. Lord Castlereagh déclara, en ratifiant le traité, « que l'article 8 devait être entendu de manière à obliger les parties contractantes à un effort commun contre le pouvoir de Napoléon, pour la sûreté commune, mais non dans ce sens qu'il obligerait le roi d'Angleterre à poursuivre la guerre dans la vue d'imposer à la France tel ou tel gouvernement particulier. » Cette ratification conditionnelle fut acceptée d'abord par l'Autriche, puis successivement par les autres puissances. Il y avait de l'habileté dans cette manœuvre politique, qui avait pour but tout à la fois d'affaiblir la France en y favorisant les dissensions et les

[1] Avec les États-Unis.

[2] La prorogation de l'*income-tax* pendant la guerre avec la France a eu pour résultat de concentrer dans un petit nombre de mains la propriété foncière, et d'augmenter dans une proportion effrayante cette masse de prolétaires, où les doctrines subversives de la société recrutent leurs adeptes. C'est à la politique de M. Pitt et de son école que l'Angleterre a dû les progrès menaçants des chartistes. Puisse la sagesse de ses nouveaux hommes d'État conjurer ce fléau vengeur !

menées des partis, et de donner quelque satisfaction à l'opinion en Europe, et principalement en Angleterre [1].

Cependant lord Castlereagh eut un rude choc à soutenir à la chambre des communes, le 28 avril. M. Whitbread résuma, dans un discours énergique, tous les griefs de l'opposition. Il reprocha au ministre d'avoir voulu faire croire qu'on était encore dans l'alternative de la paix ou de la guerre quand le traité était signé ; d'avoir trompé les gens sages des deux chambres par le mot de *défense armée,* quand ce même traité était déjà ratifié et les frontières françaises mises en interdit. Napoléon ayant déclaré vouloir maintenir le traité de Paris, la guerre, en dépit des réserves de la ratification, autre leurre pour l'opinion publique, la guerre n'était plus qu'une affaire de personne. M. Whitbread demandait le vote d'une adresse en faveur de la paix.

La longue réponse de lord Castlereagh est un des documents les plus importants de l'histoire de cette époque, moins honorable pour les vainqueurs que pour les vaincus. Écartant à peu près ce qu'il lui était en effet à peu près impossible d'excuser, le système de déception suivi jusqu'à ce jour, et s'attachant, suivant son habitude, plutôt à embrouiller qu'à éclaircir les questions, il prétendit que, malgré les traités et les mouvements de troupes commencés, l'on était toujours dans l'alternative de la paix et de la guerre, et que les ministres anglais étaient tout disposés à laisser à leurs alliés tout l'avantage d'arrêter une résolution définitive, *mais que s'ils se décidaient pour la guerre, on ne pouvait se dispenser de les secourir.* Abordant ensuite la question personnelle, il attaqua de la manière la plus violente l'armée française et Napoléon, dont il présenta le retour comme le résultat d'une vaste conspiration militaire [2]; il soutint qu'avec un homme d'un tel caractère on ne pouvait espérer de paix sincère et durable ; et pour justifier cette assertion il produisit cette prétendue dépêche adressée l'année précédente au duc de Vicence à Châtillon, et dans laquelle Napoléon aurait énoncé l'intention de ne pas exécuter, *quand même il l'aurait ratifié*, un traité stipulant la cession des trois clefs de la France, Anvers, Mayence et Alexandrie.

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer, au chapitre *du Congrès de Châtillon,* ce que c'était que cette prétendue dépêche. Nous avons dit qu'il n'y avait jamais eu de dépêche expédiée et interceptée, mais un *projet* de lettre chiffrée, projet informe, retrouvé dans les cartons des affaires étrangères et dont les diplomates de la coalition n'avaient eu dans les mains qu'une copie interpolée [3], défigurée par l'ignorance ou la mauvaise foi du traducteur. Tel était ce témoignage irréfragable, ce témoignage unique de mauvaise foi que Castlereagh étalait avec un si grand appareil ! Toutefois, la production de cette pièce, donnée comme authentique par le ministre, dut produire une certaine impression, et l'adresse proposée par M. Whitbread fut rejetée à une forte majorité. Le parti de la guerre l'emporta également dans la chambre des lords, malgré les efforts de lord Grey et les dénégations énergiques du *Moniteur* relativement à la dépêche de Châtillon. Nous l'avons dit, les sophismes de Castlereagh n'étaient en quelque sorte que le côté extérieur et sentimental de la question ; sa force invisible et toute-puissante était dans la détresse imminente des finances anglaises. La guerre fut décidée, non pas tant comme un acte de justice ou de vengeance, que comme un expédient financier. Or, comme les armées de la coalition n'auraient pu se mouvoir sans les subsides anglais, on voit que la guerre continentale, et l'hécatombe de Waterloo, et tous nos désastres et toutes nos angoisses, sont en dernière analyse la conséquence d'une question de prorogation d'*income-tax.* Telles sont les réalités de ce monde !

L'empereur Napoléon connaissait toute l'importance du débat des chambres anglaises, et fut plus affligé que surpris du dénoûment. Dans ce moment même il avait sous les yeux un mémoire qu'il avait demandé lui-même à l'un des hommes les plus compétents en cette matière ; mémoire dans lequel était établie et justifiée, par l'état même des recettes et des dépenses, la nécessité qu'éprouvaient les finances anglaises de maintenir les taxes de guerre, et surtout la taxe sur la propriété foncière. On ne saurait assurément faire un crime à l'empereur de n'avoir pas connu plus tôt cette impossibilité matérielle presque absolue de rester en paix avec l'Angleterre. En promettant de maintenir le traité de Paris, en proclamant solennellement *qu'il renonçait aux idées du grand empire*, il faisait à

[1] Il est certain que les souverains alliés tenaient bien moins alors à rétablir les Bourbons qu'à renverser Napoléon. Toutefois l'on peut affirmer que ce rétablissement a toujours été considéré par eux comme le résultat le plus désirable et le plus probable d'une guerre heureuse.

[2] Napoléon s'était montré particulièrement sensible à cette imputation calomnieuse. Il en avait même préparé une réfutation qui fut remise à Benjamin Constant, et dont nous devons regretter la perte. Nous avons déjà rappelé que la conspiration militaire de Lille, contemporaine du retour de Napoléon, n'était pas faite en sa faveur, et l'on connaît ce mot de lui : « *Ce n'est pourtant pas Louis XVIII que je suis venu détrôner !* »

[3] *Voy.* ci-dessus, p. 352.



l'orgueil et aux intérêts de la Grande-Bretagne toutes les avances que la dignité même de la France lui permettait. Il s'était de plus créé de nombreux amis dans ce pays, et notamment parmi ceux de la secte méthodiste, en se hâtant de prohiber d'une manière absolue la traite des noirs; et c'est surtout à cette mesure, mauvaise en elle-même, mais fort habile comme acte de circonstance, que nous devons attribuer l'opposition énergique qu'avait rencontrée le parti de la guerre au sein des chambres anglaises et dans la nation même, opposition telle, qu'il est plus que douteux que ce parti eût prévalu sans la considération financière [1].

Au moment même où toutes les tentatives officielles de rapprochement étaient systématiquement repoussées, Napoléon n'avait pas perdu un moment, ni manqué une occasion de faire des ouvertures confidentielles soit à la Russie, soit à l'Autriche. La question était simple vis-à-vis de ces puissances. L'empereur était de retour; son triomphe, si prompt, si pacifique, était l'œuvre de la nation, et non pas seulement de l'armée. Il promettait de maintenir le traité de Paris : voulait-on de lui à cette condition? Au 20 mars les chargés d'affaires d'Autriche et de Russie n'avaient pas encore quitté Paris; Caulaincourt eut avec chacun d'eux un entretien secret, dans lequel il leur posa la question sur cette base. Il remit au ministre russe, M. Boudiakin, une copie du traité secret d'alliance éventuelle contre la Prusse et la Russie, conclu le 3 janvier précédent entre la France, l'Autriche et l'Angleterre, et la correspondance diplomatique de M. de Talleyrand pendant le congrès, correspondance dans laquelle l'empereur Alexandre n'était épargné ni comme homme ni comme souverain. Ces documents furent transmis à Alexandre; mais ils arrivèrent trop tard. L'alliance du 25 mars était signée et ratifiée. On peut penser d'ailleurs que le danger commun avait opéré une fusion trop complète entre les différents chefs de la coalition, pour que le souvenir des dissentiments précédents pût désormais la troubler.

Quelques ouvertures furent faites à Berne par deux agents de Napoléon, MM. Rouyer et Félix Desportes, à un personnage dont l'influence sur l'esprit d'Alexandre était connue. On y fit valoir cette même considération de l'ingratitude des Bourbons, de l'attitude de la légation française à Vienne. L'empereur de Russie, disait-on encore, avait exigé qu'une constitution fût donnée à la France, et les Bourbons avaient gouverné dans un esprit contraire à ses principes libéraux. Ces principes, Napoléon les adoptait; il donnait à la France une constitution qui apportait à l'exercice du pouvoir plus de modifications que la charte; il était résolu à l'observer sincèrement. Enfin l'immense majorité de la nation était hostile ou au moins indifférente aux Bourbons, le succès rapide de Napoléon l'attestait suffisamment. Le rétablissement de cette famille pouvait donc, après un laps de temps plus ou moins long, amener des révolutions nouvelles, dont le résultat inévitable serait d'augmenter le nombre et l'audace des hommes exaltés, *et de favoriser par toute l'Europe les tendances au républicanisme et aux bouleversements*. Tel était, en 1815, le langage des agents de Napoléon. En présence des événements actuels, il est peut-être permis de regretter que ce langage n'ait pas été écouté.

L'empereur Alexandre n'avait pas assurément une sympathie bien vive pour les Bourbons; il n'avait favorisé leur retour qu'avec une sorte de répugnance instinctive, qui s'était changée, avant même son départ de Paris, en une aversion bien caractérisée. Mais il avait juré sur l'Évangile de ne pas poser les armes tant que Napoléon serait maître de la France. C'était là son idée fixe, et aux diverses insinuations qui lui furent faites il opposa toujours la même réponse : *Tout ce qu'on voudra, excepté lui!!!* [2].

L'empereur Napoléon ne fut pas plus heureux du côté de l'Autriche. Le chargé d'affaires de cette puissance à Paris, M. de Vincent, avait laissé entrevoir la possibibité d'une combinaison de régence. Deux envoyés français, MM. de Stassart et de Fla-

[1] Voyez, dans le *Moniteur* du 26 avril, la *réquisition* adressée au lord maire par une députation de la bourgeoisie de Londres. « Nous soussignés requérons V. S. de convoquer une assemblée de la cité..., afin d'examiner quelles mesures il peut être nécessaire d'adopter pour empêcher les ministres du roi de plonger encore une fois ce pays épuisé dans une guerre destructive et ruineuse, jusqu'à ce qu'il ait été démontré que toute négociation franche et honorable aura été sans succès, etc. »

[2] Napoléon savait que l'empereur Alexandre avait pris sa défense, alors que Pozzo di Borgo et les chefs des légations anglaise et française parlaient de le déporter à Sainte-Hélène. Il avait pris pour un retour sérieux d'affection ce qui n'était qu'une sorte de générosité chevaleresque. Alexandre n'en était que plus irrité du retour de Napoléon. Dès les premiers moments il s'était publiquement écrié *qu'il avait fait le mal, mais qu'il saurait le réparer*. Tous les jours, revêtu de l'uniforme autrichien, il se rendait soit sur la place du Burgh, soit au Prater, pour y passer la revue des régiments qui ne cessaient de traverser Vienne, transformée, comme par un coup de baguette, d'une ville de fête en une ville de guerre, et sillonnée à toute heure, tantôt par les troupes en marche, tantôt par des processions solennelles.

haut, porteurs de lettres de Napoléon et de Caulaincourt, parvinrent à franchir la première ligne des postes ennemis; mais ils ne purent dépasser Lintz, d'où leurs dépêches (du 4 et du 16 avril) furent envoyées à Vienne. Le langage du gouvernement français était encore aussi pacifique, aussi conciliant que l'exigeaient les circonstances, et que le permettait la dignité du pays. « Il serait difficile, disait Caulaincourt, de justifier l'espèce de blocus formé autour de nous; cependant la disparité étrange des événements du 1er mars à ceux du 20 est, dans le monde politique, un si prodigieux phénomène, que les puissances ont pu être emportées comme malgré elles, et par la force de ces circonstances surhumaines, à des mesures qui sortent de tous les principes du droit, de toutes les règles des nations; mais il est une loi plus sacrée que toutes celles établies par les peuples et les gouvernements, la loi de la nature, la loi de famille. L'empereur écrit de nouveau à S. M. l'empereur d'Autriche. Il désire le bonheur de la France, il désire le maintien de la paix; il désire le retour de son épouse et de son fils. « La lettre de Napoléon témoignait aussi du plus vif désir de maintenir la paix et d'observer les stipulations du traité de Paris. Cette lettre et celle du duc de Vicence furent communiquées au congrès par M. de Metternich, dans une conférence qui eut lieu le 3 mai, et dans laquelle il fut décidé qu'aucune réponse ne serait faite [1]. Toutefois, M. de Metternich fit, dit-on, répondre verbalement à l'envoyé français « que l'Autriche était prête à reconnaître et à soutenir la dynastie napoléonienne en France, mais à condition que Napoléon abdiquerait immédiatement en faveur de son fils, et *se remettrait à la discrétion de l'empereur François!* » Il est difficile d'admettre qu'un tel langage, bon pour Fouché et ses agents, ait été vraiment transmis à l'empereur de la part du chef du cabinet autrichien [2]. Il semble même que celui-ci aurait eu la pensée, vers cette époque, de faire porter à Paris quelque ouverture plus sérieuse, puisque M. de Meneval, alors prêt à quitter le service de Marie-Louise pour retourner en France, avait reçu de *l'empereur d'Autriche lui-même* l'invitation de différer son départ pour avoir une conférence avec M. de Metternich. Toutefois, la conférence n'eut pas lieu, et cette salutaire inspiration, si elle a vraiment existé, fut promptement abandonnée et sans retour. Un fait des plus graves, dont nous parlerons bientôt, suffisait pour rendre impossible toute idée de réconciliation spontanée entre Napoléon et l'Autriche.

On comprend, au surplus, combien il est difficile de mettre quelque ordre dans un tel chaos. Cédant à la pression des événements, les alliés semblaient renoncer, dans le langage officiel, à leur tactique favorite de séparation entre la nation française et l'empereur. Lord Castlereagh lui-même avait proclamé avec une sorte d'emportement, à la chambre des communes, qu'il était juste que la France, devenant le théâtre des prochaines hostilités, portât la peine de sa défection [3]. Et cependant toutes les intrigues, toutes les défiances aveugles ou coupables qui s'agitaient autour de Napoléon avaient dû fixer bien sérieusement l'attention des chefs de la coalition, puisqu'au milieu de tant de préparatifs et de menaces, ils ne dédaignaient pas d'encourager les divisions et les intrigues des partis, en déclarant formellement « qu'ils ne combattraient pas dans le but d'imposer à la France un gouvernement particulier. » Vers la même époque, un agent autrichien, envoyé à Bâle pour s'aboucher avec un émissaire du duc d'Otrante, se disait autorisé formellement à lui déclarer que les souverains consentiraient à l'établissement du jeune Napoléon.

Il nous faut parler encore du duc d'Otrante, et ce n'est pas sans une certaine répugnance que ce nom revient sous notre plume. Avant le 20 mars nous avons vu ce grand artiste en fait de conspirations mêlé à toutes les menées : à celles des orléanistes, des impérialistes, des partisans de la régence. Il avait même dès lors envoyé à Vienne un agent pour organiser l'enlèvement du jeune prince. Plus tard, il fit demander à MM. de Metternich et de Nesselrode, par M. de Montrond et par d'autres, « si la Russie accepterait et si l'Autriche soutiendrait la régence succédant à une abdication volontaire ou forcée de l'empereur Napo-

[1] Lettre du comte de Clancarty à M. de Metternich, du 6 mai.

[2] Il existe pourtant une réponse confidentielle de Fouché à cette communication, réponse datée du 8 mai, dans laquelle ce ministre discute avec beaucoup de logique et de netteté les conséquences probables soit du retour de Louis XVIII, soit de l'établissement d'une régence, ou du duc d'Orléans, et conclut en faveur du maintien de Napoléon avec une constitution. Cette réponse paraît avoir été faite du consentement de l'empereur, mais ne pouvait avoir de caractère officiel. Comme nous allons le voir tout à l'heure, Fouché avait deux correspondances et deux langages à Vienne.

[3] On peut consulter encore à ce sujet la proclamation du roi de Prusse, du 12 avril, celle, si violente et si injurieuse, du fameux Justus Grünner, alors gouverneur des provinces rhénanes réunies à la monarchie prussienne, et les autres documents réunis dans la brochure de Paul Werner, dont nous avons déjà parlé.

léon. » Les deux ministres n'avaient garde de laisser tomber une ouverture qui, à défaut d'autres avantages, pouvait leur procurer des renseignements sur ce qui se passait en France. Telle fut l'occasion des conférences de Bâle. L'intrigue de Fouché était éventée, et c'était M. Fleury de Chaboulon, envoyé par Napoléon, qui écoutait les confidences de l'agent autrichien. Il est vrai que Fouché, prévenu à temps, persuada un moment à l'empereur lui-même qu'il n'avait voulu que le servir en travaillant à détacher l'Autriche de la coalition. Mais l'empereur ne put plus douter de la trahison de son ministre, quand il sut que M. de Montrond, qui arrivait de Vienne, avait dû voir Fouché de la part de M. de Metternich, sans que Fouché lui en dît rien, quand il apprit que l'agent autrichien Werner n'avait pas reparu à Bâle, où une nouvelle conférence avait été convenue entre lui et celui qu'il croyait alors l'homme de Fouché. Les preuves de la trahison du duc d'Otrante affluaient de toutes parts. « Vous êtes un traître, lui dit un jour Napoléon à l'Élysée ; pourquoi rester ministre de la police, si vous voulez me trahir ? » Et la trahison, avérée et flagrante, devait rester impunie, tant l'empereur était implacable et cruel [1] !

Pour compléter le récit des tentatives faites par l'empereur du côté de l'Autriche, il nous reste à parler du voyage de M. de Montrond à Vienne. Ce singulier personnage était bien connu dans le monde politique du commencement de ce siècle, pour son épicurienne et spirituelle insouciance, sous laquelle il dérobait une habileté peu commune et une profonde connaissance des hommes et des intrigues politiques du temps. Ami intime de M. de Talleyrand, qui n'avait pas de secrets pour lui, il avait partagé sa disgrâce. Mais en 1815 il n'était permis de rien négliger de ce qui pouvait amener ou préparer quelque accommodement. Si grands, si réels qu'eussent été les torts de M. de Talleyrand, l'empereur n'ignorait pas que beaucoup d'esprits sérieux avaient imputé pour quelque chose à l'éloignement du prince de Bénévent les fautes et les malheurs des dernières années. De là était venue l'idée de la mission de M. de Montrond, chargé [2] « de voir M. de Talleyrand, et de le renseigner sur la véritable disposition des esprits en France. » On espérait aussi avoir par lui des détails précis sur les menées du duc d'Otrante à Vienne. L'attente de l'empereur fut trompée sur les deux points. M. de Montrond avait pris en partant les commissions de tout le monde, et jouait son double rôle avec aussi peu de scrupule que si la scène politique n'avait été vraiment qu'un théâtre. S'il remit fidèlement au loyal secrétaire de Marie-Louise (M. de Meneval) les lettres qui lui avaient été confiées, s'il transmit à M. de Talleyrand les communications officieuses du ministère français, il fut aussi, auprès de lui et de M. de Metternich, l'agent confidentiel de Fouché [3]. En définitive, ce voyage de M. de Montrond fut plus nuisible qu'utile à la cause française.

Tandis que le ministre de Napoléon s'épuisait encore en vaines tentatives pour faire parvenir quelques ouvertures pacifiques aux cabinets coalisés, une douleur plus cruelle que toutes les angoisses de l'exil, que toutes les perplexités de l'avenir, venait assaillir et briser l'âme de l'empereur. Il acquérait, par des rapports trop fidèles, la certitude que son épouse n'était plus digne de lui. Jusqu'ici l'histoire avait détourné les yeux de ce honteux mystère, et certaines particularités de la conduite de l'empereur pendant les cent-jours restaient inexpliquées. En présence des révélations non équivoques de M. de Meneval, on comprend enfin *ces raisons de famille que l'empereur ne pouvait pas dire ;* on comprend pourquoi la promesse du retour et du couronnement de l'impératrice avait disparu tout à coup des discours et des proclamations de Napoléon. A la première nouvelle du débarquement de l'île d'Elbe, la future archiduchesse de Parme s'était empressée de désavouer officiellement toute participation à cette entreprise, et se plaçait sous la protection des ennemis de son époux. Peu de jours après, elle manifestait à M. de Meneval l'intention formelle, irrévocable, de rester, *quoi qu'il arrivât,* séparée à jamais de l'empereur Napoléon. Cette pensée, née de la crainte ou du remords, était devenue pour elle une idée fixe et comme l'une des nécessités de sa vie. C'est ainsi que, grâce à l'intervention de M. de Neipperg dans la vie de Marie-Louise, se vérifia cette prophétie de Schwartzenberg dont nous avons parlé ailleurs. La poli-

[1] Il paraît toutefois certain que Napoléon n'avait fait que différer jusqu'à sa première victoire la mise en jugement de ce ministre.

[2] Note de Napoléon, citée par M. de Meneval.

[3] M. de Meneval nous apprend dans ses Mémoires que M. de Montrond, dans ses visites secrètes à Schœnbrunn, se faisait passer pour un amateur de botanique, afin, disait-il, de dérouter les espions autrichiens. Comme il paraît avéré que des communications secrètes avaient lieu en même temps de M. de Montrond à M. de Metternich, il est au moins vraisemblable que M. de Montrond ne se cachait que pour sauver les apparences vis-à-vis du fidèle serviteur de l'empereur Napoléon, et que ce n'était pas le ministre autrichien qui jouait le rôle de dupe.

tique avait fait ce mariage, la politique le défit.

Les événements de cette époque ont pu longtemps donner lieu aux appréciations les plus contradictoires et pourtant les plus sincères. Dans ce chaos où l'erreur et la vérité, la sagesse et la folie, luttaient pêle-mêle à travers les ténèbres, la conscience la plus pure a pu s'égarer, la raison la plus haute faillir. Mais les années s'écoulent, les préjugés s'évanouissent, et la lumière se fait enfin, parfois, hélas! seulement sur des ruines écroulées et des malheurs irréparables. Chaque jour la vérité devient plus difficile à méconnaître, l'erreur plus impossible à défendre; des révélations providentielles raffermissent la raison en éclairant les consciences. C'est ainsi que toute politique aveugle dans sa fausse sagesse, et vraiment funeste à l'humanité, apparaît dans l'histoire avec son stigmate indélébile d'anathème. Telle est l'odieuse complicité que nous indiquions tout à l'heure; c'est la marque de Caïn sur la politique autrichienne!

L'empereur avait dû suivre d'un œil attentif l'impression produite en Suisse par son retour. Dans l'éventualité probable d'une nouvelle invasion des armées coalisées, il importait d'être fixé d'avance sur l'attitude qu'allait prendre la diète. Les souvenirs de 1813 autorisaient toutes les craintes; l'empereur en avait conservé un ressentiment amer, dont l'expression, dissimulée avec soin dans les communications officielles de son gouvernement avec la diète, se retrouve dans les notes confidentielles que nous avons sous les yeux [1]. Il s'était hâté de faire connaître à la diète qu'il reconnaissait les changements opérés en Suisse depuis un an, et qu'il respecterait sa neutralité, bien qu'elle eût été violée par d'autres puissances en 1814. Mais, de leur côté, les alliés, dès la première nouvelle du retour de Napoléon, avaient senti l'urgente nécessité de s'occuper des affaires de la Suisse. Tel fut l'objet de la déclaration du 20 mars 1815, qui, sous le nom de *transaction*, assurait solennellement l'existence politique de la nouvelle confédération (déjà reconnue d'ailleurs dès le 28 mai 1814), reconnaissait sa neutralité perpétuelle, et fortifiait cette neutralité par l'adjonction de trois nouveaux cantons (Neufchâtel, Genève et le Valais) et de quelques autres portions de territoire. Grâce à cette prévoyance impartiale, qui complétait la ligne de défense des frontières suisses du côté de la France, la Suisse pouvait désormais défendre contre nous sa neutralité mieux qu'elle ne l'avait fait contre les alliés en 1813! Enfin un article spécial sauvegarda la propriété des fonds placés en Angleterre avant 1803 par les cantons de Zurich et de Berne. Cet article intéressait pour plusieurs millions la fortune particulière d'un des signataires de la transaction, M. de Talleyrand, plénipotentiaire de Louis XVIII.

Ces bienfaits intéressés portèrent leur fruit, en exerçant sur la nation suisse et ses représentants une pression dont l'empereur fut promptement informé par les rapports d'agents fidèles, MM. Rouyer et Félix Desportes, et par les procédés mêmes de la diète. Dès les premiers jours du retour de Napoléon, elle s'était empressée de rappeler les régiments suisses alors au service de France. Ce rappel s'était opéré par des ordres directs adressés aux chefs de corps, sans notification ni avis quelconque au nouveau gouvernement. L'empereur, tout en se plaignant d'un tel manque d'égards, fit connaître à ces officiers, dans le langage le plus conciliant, qu'il ne serait apporté nul obstacle à leur départ. Le 20 avril, le président de la diète notifia au ministre des affaires étrangères de France la résolution que prenait la Suisse d'armer immédiatement pour veiller à la sûreté de ses frontières, et pour satisfaire *à ses nouvelles obligations d'honneur et de gratitude* [2]. Après un échange actif de notes, dont deux seule-

[1] « La Suisse avait trouvé le bonheur dans l'acte de médiation. Plusieurs cantons avaient acquis leur indépendance par cette grande sentence prononcée il y a vingt ans devant l'empereur, qu'un peuple ne peut être sujet d'un autre peuple, pas plus qu'un pays d'un autre pays, puisque tous les peuples, toutes les provinces, tous les citoyens ont un égal droit à la justice. Vingt-trois familles du pays de Berne se sont substituées aux droits du bon peuple suisse. Les droits des Suisses de Soleure et de Fribourg se sont concentrés dans quelques familles. Il a fallu la protection de l'empereur de Russie pour garantir les petits cantons. La majorité de la Suisse veut son indépendance, et toute la Suisse la neutralité, qui est son premier intérêt. Quelques familles seulement partagent les passions des puissances qui s'arment contre la France. »

Ces réflexions, dictées par l'empereur, devaient être intercalées dans le rapport du 7 juin, dont nous allons parler. Plus tard il les fit supprimer, « afin, dit-il, qu'on ne puisse pas induire des termes du rapport, que la France veut revenir sur ce qui s'est passé en Suisse depuis un an. » C'était en effet sous l'influence de l'oligarchie bernoise que la diète, à la première nouvelle du débarquement de Napoléon, avait voulu faire marcher des troupes contre lui dans les Alpes; cette mesure fut déconcertée par la rapidité de sa marche. Les habitants des petits cantons et même les paysans bernois étaient pour l'empereur; ils disaient hautement qu'ils ne se battraient jamais contre celui qui du fond de son palais avait protégé leurs cabanes.

[2] 20 avril. Le 5 mai, le duc de Vicence demandait des explications sur le but de ces armements. Il ne reçut pas de réponse.

ment ont été publiées [1], les ministres des quatre grandes puissances, réunis à des commissaires désignés par la diète, signèrent le 20 mai une convention par laquelle la Suisse, sans coopérer directement à l'invasion, donnait son adhésion formelle à l'alliance du 25 mars contre la France (art. 1), acceptait les subsides des alliés pour ses armements (art. 5 et 6), enfin autorisait d'avance, sauf une autorisation de pure forme à donner par la diète, *le passage momentané, en cas d'urgence, de troupes alliées à travers quelques parties de la Suisse* (art. 4). Devant une pareille disposition, il restait, comme on voit, bien peu de chose de cette neutralité si pompeusement reconnue à Vienne deux mois auparavant. Cette nouvelle violation était si évidente, que les alliés eux-mêmes avouaient « que s'ils proposaient à la Confédération de prendre une attitude et des mesures énergiques appropriées aux circonstances, *c'était sans tirer à conséquence pour l'avenir,* et pour accélérer l'époque où le principe de la neutralité suisse *pourrait* être appliqué d'une manière avantageuse et *permanente.* » Ainsi l'on ne tenait nul compte de ce principe dans le présent, mais c'était pour en mieux assurer le maintien dans l'avenir ! Telle est la logique des passions.

Il y a peu de mois encore, cette inimitié implacable et funeste des cabinets européens aurait pu nous suggérer de tristes réflexions. En acceptant le retour de Napoléon, ils assuraient pour un siècle peut-être le repos de la France et le leur ; ils ne l'ont pas voulu : leur haine obstinée a livré le monde aux hasards des révolutions ! Maintenant que ces révolutions éclatent de toutes parts et ne sont momentanément comprimées qu'avec le plus pénible effort, maintenant qu'ils jouissent de leur ouvrage, peut-être ont-ils compris enfin toute l'étendue de leur faute, toute la profondeur de leur aveuglement ! Napoléon n'est que trop bien vengé.

Le dernier document que nous offrent les archives de la diplomatie impériale est le rapport du duc de Vicence à l'empereur communiqué aux chambres, avec les pièces à l'appui, le 16 juin, au moment même où s'ouvrait la courte et funèbre campagne qui termine le règne de Napoléon. Ce rapport, dans lequel nous retrouvons la substance des faits et des raisonnements qui ont fait l'objet du présent chapitre, faisait appel à l'énergie de la nation, outragée et menacée dans la personne de l'empereur. Sa publication, au moment même où commençaient les hostilités, était sans doute bien tardive ; mais l'empereur, longtemps et sincèrement préoccupé du désir d'éviter la guerre, avait dû épuiser toutes les chances d'ouvertures pacifiques avant de parler sans ménagement à la nation. Rédigé depuis plus de six semaines [2], ce document avait été totalement refondu sur de nouvelles indications de l'empereur, qui tenait par-dessus tout à lui donner un caractère modéré et purement défensif, formant un contraste parfait avec le langage violent des déclarations du congrès, des proclamations du roi de Prusse [3], et des journaux allemands, qui ne parlaient alors de rien moins que du partage de la France. Voici quelques-unes de ces indications, plus précieuses pour l'histoire que les expressions mêmes du rapport officiel.

« Ce rapport est en général *trop guerrier.* Il faut, pour que cela ait moins l'air d'un manifeste, employer des raisonnements plus froids. La discussion doit être didactique et sévère.

« *La cause du peuple français est devenue celle des autres peuples.* Aussi les gouvernements tronquent-ils dans leurs journaux tous les actes du gouvernement français. On répand, on cherche à accréditer les bruits les plus faux. La vérité ne peut arriver. Les cabinets la craignent, parce qu'ils savent bien qu'un cri général s'élève parmi les hommes sensés contre cette guerre... »

Après avoir rapidement analysé la conduite des diverses puissances, et spécialement de l'Angleterre, l'empereur, arrivant à Naples, recommandait de bien faire connaître « *qu'il n'était pour rien dans tout ce qui avait été fait.* »

L'empereur aurait voulu pouvoir exprimer encore un vœu pour la paix. « Cet espoir, disait-il, peut encore être fondé sur l'enthousiasme de la nation, sur les moyens réunis pour s'opposer à une injuste agression... Si l'on peut encore éviter la guerre, le désir le plus cher de l'empereur sera rempli. Si cet élan national n'éclaire pas les alliés sur leurs véritables intérêts, il servira du moins à garantir nos frontières et à ramener des jours de gloire qu'on ne désire pas, mais qui seront le prix de nos efforts. » A l'époque de la publication du rapport il n'était même plus possible de tenir un pareil langage ; on ne pouvait plus laisser à la nation d'autre espoir que celui de vaincre. Le rapport du 7 juin finissait donc en ces termes : « Croire à la possibilité du maintien de la paix serait aujourd'hui un dangereux aveuglement. Si cette espérance, *à laquelle il faut entièrement renoncer ;* si l'assemblée du champ de mai et l'ouverture des chambres ont dû retenir Votre Majesté dans sa capitale, ces motifs de délai n'existent plus ; la guerre

[1] Note remise à la diète suisse le 12 mai. Réponse de la diète du 16.

[2] Lettre du duc de Vicence à M. Bignon, 27 avril.

[3] *Moniteur* du 25 avril.



nous entoure de toutes parts : ce n'est plus que sur le champ de bataille que la France peut reconquérir la paix. Lorsque l'étranger n'a suspendu ses coups que pour nous frapper plus sûrement, l'intérêt national ordonne de les prévenir au lieu de les attendre. Les Anglais, les Prussiens, les Autrichiens sont en ligne. Les Russes sont en pleine marche ; la tête de leur première colonne a passé Nuremberg le 19 mai, et se trouve sur les bords du Rhin. L'empereur de Russie et le roi de Prusse ont quitté Vienne le 26 mai, et l'empereur d'Autriche le 27 : ces souverains sont maintenant à la tête de leurs armées, et Votre Majesté est encore à Paris... Sire, toute hésitation peut désormais compromettre les intérêts de la patrie... [1] ».

Le sort en était jeté en effet : le 12 juin Napoléon avait quitté l'Élysée. Exaspéré enfin de la malveillance passionnée qui avait rejeté toutes ses avances, son dernier mot en partant avait été, dit-on : QUITTE OU DOUBLE !!

[1] Ce rapport était, comme les précédents, l'œuvre de M. Bignon. Le dénoûment rapide et malheureux de la campagne lui fit perdre toute son importance ; mais on ne saurait apprécier l'effet qu'aurait pu produire un tel langage sur quelques-unes des puissances alliées si la fortune n'eût pas tout d'abord trahi si cruellement la France.

# CHAPITRE XXXI.

## INTÉRIEUR DE LA FRANCE. — ACTE ADDITIONNEL. — CHAMP DE MAI.

**Décrets de Lyon. — Napoléon et les démagogues. — Conférence avec Benjamin Constant. — Paroles de l'empereur à Sainte-Hélène. — Acte additionnel. — Assemblée du champ de mai. — Convocation des chambres. — Dernière allocution et départ de l'empereur.**

Avant de suivre Napoléon sur son dernier champ de bataille, nous avons encore à le montrer aux prises avec les difficultés de l'intérieur ; ce fut une des crises les plus pénibles de sa vie. Les reproches les plus sévères, les plus contradictoires ont été infligés au nouveau système politique adopté par lui en 1815. et semblent le poursuivre encore jusque dans l'histoire. Chaque parti avait sa part de responsabilité des malheurs de la France ; chacun a cru pouvoir la rejeter sur l'empereur ; de là ces jugements si divers, ces accusations de tyrannie et de jacobinisme, d'arbitraire et de faiblesse, que nous retrouvons tour à tour dans les histoires de ce temps. Ces préjugés persistants, impitoyables, n'ont d'ailleurs rien qui nous surprenne ; l'opinion publique n'est-elle pas aussi sévère pour le malheur qu'idolâtre de la victoire ? et l'histoire a-t-elle presque partout autre chose à faire que de réformer les arrêts de cette reine aveugle du monde ?

Quoi qu'il en soit, le jour de la justice semble enfin arrivé, et l'examen attentif des divers actes du gouvernement de l'empereur, depuis son arrivée à Lyon, s'il ne le justifie pas pleinement de tout reproche, va du moins nous montrer que les plus grandes fautes de ce temps ne sauraient être imputées au chef de l'État, et qu'il ne lui a manqué, pour sauver la France, que d'être mieux secondé par ceux-là mêmes qui ont le plus sévèrement inculpé ses actes et sa loyauté [1].

Le gouvernement de Napoléon commence vraiment à son entrée dans Lyon ; de ce moment, comme il l'a dit lui-même, *il ne conquiert plus, il administre*. L'enthousiasme sympathique de la nation, en ratifiant son retour, l'investit d'une dictature qu'il aura seulement le tort et le malheur de déposer trop tôt. Voyons l'usage qu'il fait de cette dictature dans ces fameux décrets, depuis si vivement incriminés.

Napoléon s'est tout d'abord empressé de réhabiliter le grand principe de l'inamovibilité judiciaire, en réintégrant les magistrats destitués illégalement et *par esprit de réaction* sous le gouvernement précédent. On l'avait vu en 1814, comme on l'a vu bien plus récemment depuis, toute atteinte à ce principe sacré révolte la conscience publique : c'est l'arche sainte à laquelle nul pouvoir, même le plus démocratique, ne saurait toucher impunément.

Des hommes dont le dévouement exclusif à la dynastie des anciens rois de France ne s'est signalé que dans nos troubles civils ou dans les armées étrangères, d'anciens émigrés ont été investis, depuis le 1er avril 1814, de grades militaires supérieurs. L'empereur a jugé que leur présence dans les rangs français est à la fois un scandale et un danger ; leur exclusion est une conséquence nécessaire de la situation nouvelle que son retour fait au pays.

Le gouvernement des Bourbons, malveillant pour toutes les institutions du régime nouveau,

[1] Nous nous bornons, dans cette analyse, à la discussion des actes et des vues personnelles à l'empereur. Notre travail s'arrêtant à son abdication, nous n'aurions pu donner qu'un récit incomplet des menées des partis et de la situation de la France pendant cette crise. Prise à ce point de vue plus général, l'histoire des trois mois qui séparent le 20 mars de la dernière abdication se lie à celle de l'interrègne. M. Bignon, ministre du gouvernement provisoire nommé après Waterloo, a laissé sur cette triste époque des documents d'une haute importance. Nous les avons mis à profit dans un ouvrage spécial qui paraîtra prochainement, et qui pourra encore, nous l'espérons, offrir quelque intérêt aux lecteurs de l'*Histoire de France sous Napoléon*.



avait fait revivre, au préjudice de l'ordre de la Légion d'honneur, des ordres militaires d'une date moins choquante pour les vieux préjugés nobiliaires. Napoléon proscrit à son tour ces distinctions surannées, devenues pour ses ennemis un signe de ralliement. On avait visiblement tenté de discréditer aussi cette noble croix d'honneur par des promotions beaucoup trop nombreuses. L'empereur, qui aurait voulu, lui, faire des Français les premiers des hommes, des légionnaires les premiers des Français, l'empereur, jaloux peut-être à l'excès de garder à cette institution tout son prestige, voudrait soumettre à une révision ces nominations nouvelles; mais il entend que cette opération délicate soit faite avec toute la prudence et la circonspection nécessaires, car il s'empresse de reconnaître « qu'un grand nombre de ces promotions ont été néanmoins la rémunération légitime de services rendus à l'État. » On peut blâmer le principe même de la mesure; mais les précautions prescrites pour l'accomplir n'accusent ni passion ni tyrannie de la part du nouveau pouvoir.

Préoccupé du désir de donner immédiatement satisfaction aux plus justes griefs de la majorité de la nation contre le gouvernement qui s'écroule, Napoléon a dû proclamer, dès son arrivée à Lyon, ce grand principe que « nul corps étranger ne sera admis à la garde du souverain, » principe de dignité et de liberté que les Bourbons devaient encore une fois méconnaître, et que la révolution de 1830 a réhabilité sans doute pour toujours. La suppression des autres corps privilégiés, dont l'existence avait si cruellement froissé l'armée, est prononcée en même temps que celle des gardes suisses. N'y a-t-il pas une audace vraiment impériale dans cette abolition décrétée de Lyon contre la maison militaire qui entoure encore le roi à Paris?

L'abolition de la noblesse, les mesures prises contre les princes et contre les émigrés, et qui les atteignaient jusque dans leurs biens, ont soulevé des critiques mieux fondées. Toutefois des considérations graves et tout à fait spéciales semblent excuser jusqu'à un certain point l'empereur. On ne saurait nier que les idées et les prétentions rétrogrades de bien des nobles, que les faveurs dont cette classe avait été l'objet exclusif n'eussent fortement contribué au discrédit si rapide de la maison de Bourbon. Une mesure toute pareille à celle de Napoléon a pu être, trente ans plus tard, une imprudence et une absurdité, car alors les distinctions nobiliaires n'étaient plus qu'une affaire de sentiment et non d'intérêt; mais la situation de 1815 était tout autre. Certains hommes avaient sérieusement espéré, la majorité de la nation avait sérieusement craint la résurrection d'une partie des priviléges féodaux. Dans un pareil moment le rappel des lois de l'Assemblée constituante a pu sembler utile et même nécessaire à l'empereur.

Ce décret contient d'ailleurs une disposition atténuante dont l'importance semble avoir échappé jusqu'ici aux historiens; c'est l'article 4, ainsi conçu : « Nous nous réservons de donner plus tard « des titres aux descendants des hommes qui ont « illustré le nom français dans les différents siè« cles, soit dans le commandement des armées, « dans les conseils des souverains, dans les admi« nistrations civiles et judiciaires, soit enfin dans « les sciences et arts et dans le commerce, confor« mément à la loi qui sera promulguée sur cette « matière. » L'empereur, comme on sait, avait cherché, pendant la première période de son règne, à combiner les éléments d'une aristocratie compatible avec le régime nouveau d'indépendance et d'égalité. Désabusé de bonne heure des utopies démagogiques, il avait reconnu combien il pouvait être utile, dans l'intérêt de la force et de la stabilité du pouvoir, de grouper autour de lui tous les hommes qui, dans des conditions diverses, servaient le plus utilement la patrie, l'honoraient le mieux par leurs vertus et leurs talents. Enfin, abstraction faite des priviléges irrévocablement anéantis par la révolution, Napoléon était loin de méconnaître le prestige toujours vivant des noms historiques; il comprenait et voulait utiliser l'influence de ces familles, nobles ou plébéiennes, où l'orgueil d'un nom honorable excite perpétuellement au bien, où la dignité du nom paternel est un héritage. Réunir autour du trône impérial, comme en un faisceau puissant, ces générations d'élite, véritable et légitime aristocratie de la nation, ce fut là, disons-le bien haut, l'une des pensées les plus grandioses, les plus patriotiques de l'empereur. Cette pensée, nous la retrouvons précisément dans ce décret si vivement attaqué, et qui pourtant plaçait avec empressement, à côté d'une rigueur nécessaire, l'annonce d'une transaction équitable entre l'avenir et le passé, transaction qu'une trop prompte catastrophe ne permettra pas de réaliser.

Malheur, malheur aux vaincus! Il semble que l'infortune veuille absorber tout ce qu'il y avait en eux de louable et de grand, et ne montrer que leurs fautes à la multitude abusée!

Expliquons maintenant, sans défendre toutefois le principe de cette mesure, le séquestre apposé sur les biens des Bourbons et des émigrés rentrés avec eux. On pourrait alléguer d'abord que ces princes eux-mêmes avaient donné à l'empereur un déplorable exemple, que le séquestre mis sur leurs biens n'était qu'une juste représaille du séquestre mis par eux quatre mois auparavant sur ceux de *la*

*famille Buonaparte* [1]; mais pour Napoléon les injures de la nation et de l'armée passent avant les siennes. Il a songé d'abord à reprendre sur le patrimoine des princes déchus l'indemnité des fonds de dotations militaires dont on avait disposé illégalement. Ce n'est pas tout : il semble que le gouvernement des Bourbons ait pris à tâche, pendant ses dernières heures, de justifier d'avance la mesure dont nous parlons. Tandis que Napoléon ordonnait le séquestre à Lyon, Louis XVIII, à Paris, se faisait remettre les diamants de la couronne, et bientôt après les emportait dans sa fuite !

Napoléon, mis hors la loi et traité de brigand par le gouvernement royal, répondait à ces vaines insultes par des mesures contre la personne même des princes, s'ils étaient arrêtés sur le territoire français. Ce décret ne recevra cependant pas de publicité tant que l'on pourra espérer que ces princes se retireront sans combattre. Il ne paraît dans le *Moniteur* que le 4 avril, au moment où le duc d'Angoulême marche sur Lyon.

L'empereur avait cru devoir encore, dès son arrivée à Lyon, sévir contre les émigrés rentrés avec les Bourbons, et contre treize des principaux personnages qui avaient pris, tant à Paris qu'à Bordeaux, la part la plus active aux événements de 1814 [3]. Cet acte rigoureux a été l'objet de blâmes exagérés. On ne saurait nier qu'à l'époque du retour de l'empereur la majorité véritable de la nation, composée de ceux qui avaient applaudi à ce retour et de ceux qui l'acceptaient comme fait accompli, ne pouvait voir d'un bon œil ni les serviteurs exclusifs de la dynastie déchue, dont les passions et les tendances rétrogrades avaient fait tant de mal, ni les hommes dont la défection avait coopéré, un an auparavant, au rétablissement éphémère des Bourbons. L'empereur avait restreint cette mesure de rigueur aux hommes qui avaient agi contre son gouvernement avec la préméditation la plus marquée. A l'égard des autres, il a scrupuleusement rempli ses promesses d'oubli et de pardon. « Tout ce que des individus ont fait, écrit et dit depuis la prise de Paris, je l'ignorerai toujours, disait la proclamation du golfe Juan. Cela n'influera même en rien sur le souvenir des services qu'ils m'ont rendus; car il est des événements d'une telle nature, qu'ils sont au-dessus de toute organisation humaine ! » L'année 1815 devait être aussi fertile que la précédente en événements de ce genre.

La dissolution des deux chambres, ouvertement hostiles au retour de Napoléon, était une des nécessités les plus impérieuses de la situation, et n'a pas besoin d'apologie.

Un pouvoir sans bornes avait été nécessaire à l'empereur, alors que les attaques réitérées des puissances l'entraînaient de conquête en conquête. Un arrêt irrévocable a décidé du sort du grand empire; la partie la plus éclairée de la nation veut à la fois la paix et une part plus active dans les affaires du pays. Napoléon a mûrement réfléchi aux nécessités nouvelles de la situation. Il ne se plaindra pas des récriminations contre son passé, que lui prodigueront ceux-là mêmes qu'il va s'efforcer de satisfaire. Ce passé méconnu appartient à l'histoire, et il a confiance dans sa justice; mais, les circonstances lui semblant désormais changées, il va prendre lui-même l'initiative des modifications qu'il a résolu d'apporter au pouvoir souverain. De là le décret relatif à l'assemblée du champ de mai, et plus tard l'acte additionnel.

De Lyon, l'empereur convoquait à Paris, pour le mois de mai, les colléges électoraux en assemblée extraordinaire, afin « de prendre les mesures « convenables pour corriger et modifier les con- « stitutions de la France. » Napoléon promettait alors le maintien de la paix, et nous avons vu qu'il pouvait raisonnablement l'espérer. Son intention primitive était de constituer chaque assemblée électorale de département en bureau séparé, et de composer ensuite une commission commune à toutes, à l'examen de laquelle on aurait soumis les modifications projetées. Quelques mois auraient suffi alors pour discuter et formuler le texte des lois constitutionnelles [4].

L'imminence d'une guerre générale modifia forcément cette première pensée. « Napoléon dut opter entre la nécessité de renvoyer les électeurs chez eux, afin de se saisir d'un pouvoir dictatorial indéfini, ou de présenter les modifications qu'il était décidé à apporter lui-même à l'exercice de ce pouvoir, attendu qu'il eût été imprudent de partir pour l'armée en laissant la France sans gouvernement légal, en proie aux disputes domestiques et au choc des factions [5]. » En présence des malheurs qui suivirent, il est permis de regretter que Napoléon n'ait pas préféré le premier parti.

Nous croyons devoir relever ici en passant un reproche fréquemment adressé à l'empereur, sur-

[1] Ordonnance du 18 décembre 1814, publiée par ordre de l'empereur dans le *Moniteur* du 29 mars 1815.

[2] Voyez le *Moniteur* du 25 mars.

[3] MM. de Talleyrand, Dalberg, l'abbé de Montesquiou, Jaucourt, Beurnonville, de Vitrolles, Alexandre de Noailles, de Bourienne, Bellard, S. de la Rochefoucauld, Lynch, de la Rochejacquelein.

[4] Préambule du décret du 30 avril.

[5] Jomini. *Précis de* 1815, p. 82.



tout dans ces dernières années, celui de n'avoir pas voulu en 1815, pour dompter l'Europe, recommencer le mouvement révolutionnaire, et se faire, suivant sa propre expression, *le souverain d'une jacquerie*.

Les prôneurs de ce système se prévalent toujours des souvenirs de 1793 et de l'énergie révolutionnaire de la Convention. Napoléon avait vu de près et connaissait mieux qu'eux cette époque lamentable de notre histoire. Séduit un moment par les idées démagogiques, il en avait mieux saisi tout l'odieux et tout le néant. Il avait pu constater par lui-même cette grande vérité qu'un écrivain assurément peu suspect de sentiments aristocratiques n'a pas craint de répéter de nos jours, « *que la France en 93 n'avait pas été sauvée par la terreur, mais malgré la terreur* [1]. » En 1815 rien n'a manqué à l'activité, à la promptitude des préparatifs militaires de la France; nous allons montrer bientôt que tout ce qui était possible a été réalisé, dépassé. Si, de plus, l'empereur avait parlé à la France et à l'Europe le langage du comité de salut public, il n'eût fait qu'irriter davantage nos ennemis, et justifier leurs accusations; il devenait responsable envers la nation d'une guerre acharnée et sans merci, qui pouvait aboutir au démembrement de la France. Enfin, et c'est là un des beaux côtés de ce noble caractère tant calomnié, Napoléon en 1815 ne voulait tromper personne. Très-sincèrement décidé à l'essai de la monarchie constitutionnelle, il ne dissimulait pas toutefois une sorte de répugnance instinctive, que ses contemporains n'ont pas craint d'attribuer à des regrets égoïstes, et qui n'était en réalité qu'une assez juste appréhension des difficultés et des périls de ce nouveau système. A plus forte raison ne voulait-il s'engager à rien vis-à-vis des jacobins, jugeant de tels auxiliaires plus dangereux qu'utiles, et ne voulant pas les leurrer de fausses espérances, sauf à les sacrifier après s'être servi de leur concours. Les écrivains d'une certaine école ne se font pas faute de taxer l'empereur d'ingratitude envers les *prolétaires*. Napoléon était bien loin pourtant de méconnaître les liens de profonde sympathie qui l'unissaient au peuple, au *vrai* peuple français. Le succès merveilleux de son retour était un témoignage trop éclatant de cette sympathie pour que celui qui se glorifiait du nom « d'empereur des plébéiens » pût l'oublier de sitôt. Mais autant il aimait le peuple d'un amour éclairé et sincère, autant il haïssait les plus grands ennemis du peuple, les fauteurs de ces détestables passions qui de tout temps fermentent dans les bas-fonds de l'ordre social. Il n'a rien dû négliger pour réveiller dans tous les cœurs le véritable honneur national, la haine de l'invasion étrangère; de là cette organisation si merveilleusement accélérée des armées nouvelles, ces secours empressés aux départements victimes de la guerre précédente, ce patronage officiel accordé aux sociétés de fédérés qui se formaient en Bretagne, en Normandie, en Bourgogne, à Lyon. Mais l'empereur n'alla pas au delà : il ne voulut rien devoir à la démagogie.

Engagé franchement dans cette voie constitutionnelle toute nouvelle pour lui, l'empereur a compris l'urgente nécessité de se créer de nouveaux amis parmi les *idéologues* eux-mêmes, parmi les chefs de cette opposition persévérante, dont les tendances, longtemps impuissantes ou dédaignées, semblaient alors prévaloir. Ces doctrinaires de la révolution, comme les nommait Fouché, peuvent coopérer au salut de la patrie; aussi l'empereur s'empresse-t-il de faire les premiers pas vers eux, oubliant tous les malentendus et toutes les rancunes du passé. L'un des publicistes éminents de ce parti s'est distingué jadis par la véhémence et la multiplicité de ses critiques. Dans les derniers jours de la crise qui vient de finir, il ajoutait moins de foi aux promesses de Napoléon qu'au repentir des Bourbons; l'un des derniers, il s'efforçait de raffermir leur trône chancelant. Enfin des ressentiments tout particuliers semblaient devoir séparer à jamais de l'empereur Napoléon l'ami de madame de Staël. C'est celui-là pourtant auquel l'empereur va tendre la main. M. Benjamin Constant s'attendait presque à être poursuivi; il est invité à se rendre aux Tuileries [2].

Cet éminent publiciste a retracé dans quelques pages remarquables ses souvenirs de ce temps, et spécialement les détails de la préparation et de la discussion de l'acte additionnel, auquel il prit une part importante. L'auteur des *Lettres sur les cent-jours* n'a pu se défendre d'être ému, plus profondément même qu'il ne voudrait le laisser voir, de la noble franchise, de la confiance de celui qu'il avait si longtemps, si récemment encore combattu. Néanmoins il cède encore trop souvent à l'influence de préjugés invétérés, et, justifiant lui-même à son tour les anciennes préventions de Napoléon, il se montre plus philosophe que politique, plus idéologue qu'homme de gouvernement. En revoyant cette publication, qui remonte, il est vrai, à l'année 1820,

[1] M. Michelet. Dans l'introduction de cet ouvrage nous aurons l'occasion de revenir sur ce point important, sur lequel on ne saurait trop insister en ce moment, où quelques insensés prétendent remettre en honneur cette époque abominable.

[2] 14 avril.

on se demande, par exemple, comment un écrivain sérieux a pu qualifier de *retour scandaleux vers la tyrannie* le licenciement de la maison du roi, et surtout la prohibition des rassemblements armés, mesure contemporaine de l'insurrection du Midi! M. Benjamin Constant ne s'abuse pas moins quand il nous dépeint Napoléon revenant de l'île d'Elbe sans avoir rien modifié de ses anciennes idées de gouvernement; recommençant d'abord le despotisme absolu à Lyon, puis subissant insensiblement et d'assez mauvaise grâce l'influence irrésistible de l'opinion publique, manifestée même par les adresses et les félicitations officielles des grands corps constitués, qui tous s'accordent à réclamer des institutions libérales. « Les alentours de Bonaparte, « dit M. Constant [1], cherchaient à l'entraîner *en « supposant des promesses qu'il n'avait pas faites,* « mais qu'on lui rendait impossibles à désavouer. — « Ce n'était pas sans surprise et sans peine qu'il « écoutait ce nouveau langage. — Il répond qu'il « agrée les sentiments qu'on lui montre, mais il ne « corrobore point, en les répétant, les engagements « qu'on le remercie de prendre. » Rien de plus inexact que ces allégations. Les nouveaux ministres, le conseil d'État, la cour de cassation, le conseil municipal de Paris, ne se sont pas donné le mot pour supposer des promesses que Napoléon n'a point faites; car Napoléon, dès son arrivée à Lyon, a convoqué les colléges électoraux pour le mois de mai, « afin de prendre les mesures convenables pour corriger et modifier les constitutions de l'empire *selon la volonté de la nation.* » Il y a donc eu de sa part une promesse sérieuse et spontanée, qu'on lui rappelle avec instance, mais qu'on n'invente pas. Il n'est pas vrai non plus qu'il cherche à éluder cette promesse, qu'il évite dans ses réponses toute allusion à une modification quelconque de son autorité. « Les princes ne sont que les premiers citoyens, dit il aux membres du conseil d'État. *Leur autorité est plus ou moins étendue, selon l'intérêt des nations qu'ils gouvernent. J'ai renoncé aux idées du grand empire;* » — et, comme il le dit à Benjamin Constant lui-même peu de jours après, c'était précisément pour la réalisation de ces idées désormais abandonnées, qu'un pouvoir sans bornes était nécessaire.

Nous ne voulons rien dissimuler toutefois. Napoléon a dû être intérieurement affecté d'un si vif empressement à réclamer des institutions libérales, des modifications à son ancien pouvoir, *des entraves au vieux bras de l'empereur.* Il a pu voir dans cet empressement un blâme irréfléchi du passé, une défiance injuste pour l'avenir; mais il accepte sans hésitation et sans arrière-pensée cette impulsion toute nouvelle de l'opinion publique; et si quelque inquiétude le poursuit dans la voie inconnue où il s'engage, ce n'est pas pour lui-même, mais pour la grandeur et la sécurité de la France. Écoutons-le plutôt dans son premier entretien avec Benjamin Constant [2].

« La nation s'est reposée douze ans de toute agitation politique, et depuis une année elle se repose de la guerre. Ce double repos lui a rendu un besoin d'activité. Elle veut *ou croit vouloir* une tribune et des assemblées. *Elle ne les a pas toujours voulues.* Elle s'est jetée à mes pieds quand je suis arrivé au gouvernement; vous devez vous en souvenir, vous qui essayâtes de l'opposition. Où était votre appui, votre force? Nulle part. J'ai pris moins d'autorité qu'on ne m'invitait à en prendre.

« Aujourd'hui tout est changé. Un gouvernement faible, contraire aux intérêts nationaux, a donné à ces intérêts l'habitude d'être en défense et de chicaner l'autorité. *Le goût des constitutions, des débats, des harangues, paraît revenu.* — Cependant ce n'est que la minorité qui le veut, ne vous y trompez pas. Le peuple, ou, si vous l'aimez mieux, la multitude, ne veut que moi. Vous ne l'avez pas vue cette multitude se pressant sur mes pas, se précipitant du haut des montagnes, m'appelant, me cherchant, me saluant. A ma rentrée de Cannes ici je n'ai pas conquis, j'ai administré. — Je ne suis pas seulement, comme on l'a dit, l'empereur des soldats, je suis celui des paysans, des plébéiens de la France. Aussi, malgré le passé, vous voyez le peuple revenir à moi. Il y a sympathie entre nous. Ce n'est pas comme avec les privilégiés. La noblesse m'a servi; elle s'est lancée en foule dans mes antichambres. Il n'y a pas de place qu'elle n'ait acceptée, demandée, sollicitée... Mais il n'y a jamais eu analogie. Le cheval faisait des courbettes, il était bien dressé; mais je le sentais frémir. Avec le peuple, c'est autre chose. La fibre populaire répond à la mienne; je suis sorti des rangs du peuple, ma voix agit sur lui. Voyez ces conscrits, ces fils de paysans, je ne les flattais pas, je les traitais rudement. Ils ne m'entouraient pas moins, ils n'en criaient pas moins: *Vive l'empereur!* C'est qu'entre eux et moi il y a même nature; ils me regardent comme leur soutien, leur sauveur contre les nobles.

[1] Seizième lettre.

[2] 14 avril. — Quoique les paroles de Napoléon aient été souvent reproduites, cet entretien est un document historique si important que nous ne pouvions nous dispenser de le citer à notre tour. Les circonstances actuelles lui donnent d'ailleurs un mérite d'à-propos tout à fait nouveau.

— Je n'ai qu'à faire un signe, ou plutôt à détourner les yeux, les nobles seront massacrés dans toutes les provinces. Ils ont si bien manœuvré depuis dix mois ! — *Mais je ne veux pas être roi d'une jacquerie. — S'il y a des moyens de gouverner par une constitution,* à la bonne heure. — J'ai voulu l'empire du monde, et, pour me l'assurer, un pouvoir sans bornes m'était nécessaire. Pour gouverner la France seule, il se peut qu'une constitution vaille mieux. QUOIQUE CE SOIT ENCORE UN PROBLÈME, on peut en essayer.

« J'ai voulu l'empire du monde; eh! qui ne l'aurait pas voulu à ma place? Le monde m'invitait à le régir. Souverains et sujets se précipitaient à l'envi sous mon sceptre. J'ai rarement trouvé de la résistance en France; mais j'en ai pourtant rencontré davantage dans quelques Français obscurs et désarmés que dans tous ces rois, si fiers aujourd'hui de n'avoir plus un homme populaire pour égal! — Voyez donc ce qui vous semble possible. Apportez-moi vos idées. Des discussions publiques, des élections libres, des ministres responsables, la liberté de la presse, je veux tout cela. — La liberté de la presse surtout, l'étouffer est absurde. Je suis convaincu sur cet article... Je suis l'homme du peuple; si le peuple veut réellement la liberté, je la lui dois, j'ai reconnu sa souveraineté. Il faut que je prête l'oreille à ses volontés, *même à ses caprices.* Je n'ai jamais voulu l'opprimer pour mon plaisir. J'avais de grands desseins : le sort en a décidé. Je ne suis plus un conquérant, je ne puis plus l'être [1]. Je sais ce qui est possible et ce qui ne l'est pas. Je n'ai plus qu'une mission, relever la France et lui donner un gouvernement qui lui convienne. Je ne hais point la liberté. Je l'ai écartée lorsqu'elle obstruait ma route; mais je la comprends, j'ai été nourri dans ses pensées. Aussi bien l'ouvrage de quinze années est détruit, il ne peut se recommencer : il faudrait vingt ans et deux millions d'hommes à sacrifier. — D'ailleurs je désire la paix, et je ne l'obtiendrai qu'à force de victoires. Je ne veux pas vous laisser de fausses espérances : je laisse dire qu'il y a des négociations, il n'y en a point. Je prévois une lutte difficile. — Pour la soutenir, il faut que la nation m'appuie; mais en récompense, je crois, elle exigera de la liberté. Elle en aura autant qu'il est possible d'en donner sans tomber dans l'anarchie. La situation est neuve; je ne demande pas mieux que d'être éclairé. Je vieillis; on n'est plus à quarante-cinq ans ce qu'on était à trente. Le repos d'un roi constitutionnel peut me convenir. Il conviendra plus sûrement encore à mon fils. »

« Quelle fatalité, s'écriait onze mois plus tard Napoléon, dans un des entretiens de Sainte-Hélène, quelle fatalité qu'on ne s'en soit pas tenu à mon retour de l'île d'Elbe! que chacun n'ait pas vu que j'étais le plus propre et le plus nécessaire à l'équilibre et au repos européens! Mais les rois et les peuples m'ont craint, ILS ONT EU TORT, ET PEUVENT LE PAYER CHÈREMENT!! Je revenais un homme nouveau, ils n'ont pu le croire; ils n'ont pu imaginer qu'un homme eût l'âme assez forte pour changer son caractère ou se plier à des circonstances obligées. J'avais pourtant fait quelques preuves et donné quelques gages de ce genre. Qui ne sait que je ne suis pas un homme à demi-mesures? J'aurais été franchement le monarque de la constitution et de la paix, comme j'avais été celui de la dictature et des grandes entreprises.

« Quelles pouvaient être les craintes des rois? Redoutaient-ils toujours mon ambition, mes conquêtes, ma monarchie universelle? Mais ma puissance et mes forces n'étaient plus les mêmes, et PUIS JE N'AVAIS VAINCU ET CONQUIS QUE DANS MA PROPRE DÉFENSE : C'EST UNE VÉRITÉ QUE LE TEMPS DÉVELOPPERA CHAQUE JOUR DAVANTAGE. L'Europe ne cessa jamais de faire la guerre à la France, à ses principes, à moi; et *il nous fallait abattre, sous peine d'être abattus.* La coalition exista *toujours :* publique ou secrète, avouée ou démentie, elle fut toujours en permanence... Moi-même, me croit-on insensible aux charmes du repos et de la sécurité, quand la gloire et l'honneur ne le veulent pas autrement? Avec nos deux chambres, on m'eût refusé désormais de passer le Rhin; et pourquoi l'eussé-je voulu? Pour ma monarchie universelle? Mais je n'ai jamais fait preuve entière de démence; or, ce qui la caractérise surtout, c'est la disproportion des vues et des moyens. Si j'avais été sur le point d'accomplir cette monarchie universelle, c'était sans calcul, et parce que j'y avais été amené pas à pas. Mais au retour de l'île d'Elbe une pareille idée, une pensée aussi folle, un résultat aussi impossible, pouvaient-ils entrer dans la tête du moins sage des hommes?

« Les souverains n'avaient donc rien à craindre de mes armes. Redoutaient-ils que je les inondasse de principes anarchiques? Mais ils connaissent par expérience mes doctrines sur ce point. Ils m'ont vu tous occuper leur territoire; combien de fois n'ai-je pas été poussé à révolutionner leurs pays, municipaliser leurs villes, soulever leurs sujets! Bien qu'on m'ait salué, en leur nom, des titres de *moderne Attila, de Robespierre à cheval,* tous savent mieux me juger dans le fond de leur cœur;... qu'ils y descendent! Si je l'avais été, je régnerais

[1] Dans une autre conférence, Napaléon dit encore : « Tout est changé; il faut que l'Europe le sache et le voie. »

encore peut-être; mais eux, bien sûrement et depuis longtemps, ils ne régneraient plus!

« Dans la grande cause dont je me voyais le chef et l'arbitre, deux systèmes se présentaient à suivre : de faire entendre raison aux rois par les peuples, ou de conduire à bon port les peuples par les rois. Mais on sait s'il est facile d'arrêter les peuples quand une fois ils sont lancés! Il était plus naturel de compter un peu sur la sagesse et l'intelligence des rois; j'ai dû leur supposer toujours assez d'esprit pour de si clairs intérêts. Je me suis trompé : ils n'ont tenu compte de rien, et, dans leur aveugle passion, ils ont déchaîné contre moi ce que j'avais retenu contre eux. ILS VERRONT!!!

« D'une autre part, de quoi pouvaient s'effrayer les peuples? Que je vinsse les ravager, leur imposer des chaînes? Mais je revenais le Messie de la paix et de leurs droits : cette doctrine nouvelle faisait ma force; la violer, c'était me perdre. *Cependant les Français mêmes m'ont redouté; ils ont eu la folie de discuter quand il n'y avait qu'à combattre, de se diviser quand il fallait à tout prix se réunir!* Et ne valait-il pas mieux encore courir le danger de m'avoir pour maître, que de s'exposer à subir le joug de l'étranger? N'était-il pas plus aisé de se défaire d'un despote, d'un tyran, que de secouer les chaînes de toutes les nations réunies? Et puis d'où leur venait donc cette défiance? de ce qu'ils m'avaient déjà vu concentrer en moi tous les efforts et les diriger d'une main vigoureuse? Mais n'apprennent-ils pas aujourd'hui à leurs dépens combien c'était nécessaire? Eh bien! le péril fut toujours le même, la lutte terrible et la crise imminente. Dans cet état de choses, la dictature n'était-elle pas nécessaire, indispensable? Le salut de la patrie me commandait même de la déclarer ouvertement au retour de Leipzig. *J'aurais dû le faire encore au retour de l'île d'Elbe.* Je manquai de caractère, ou plutôt de confiance dans les Français, parce que plusieurs n'en avaient plus en moi, et c'était me faire une grande injure. Si les esprits étroits et vulgaires ne voyaient dans tous mes efforts que le soin de ma puissance, les esprits larges n'auraient-ils pas dû démontrer que dans les circonstances où nous nous trouvions *ma puissance et la patrie ne faisaient qu'un?* Fallait-il donc de si grands malheurs sans remèdes pour pouvoir me faire comprendre? L'histoire me rendra plus de justice; *elle me signalera comme l'homme des abnégations et du désintéressement.* De quelles séductions ne fus-je pas l'objet à l'armée d'Italie? L'Angleterre m'offrit d'être roi de France lors du traité d'Amiens, etc. Je dédaignai tout cela; pourquoi? C'est que rien de tout cela n'était la patrie, et je n'avais d'autre ambition que la sienne, celle de sa gloire, de son ascendant, de sa majesté! Et aussi voilà pourquoi, en dépit de tant de malheurs, je demeure si populaire parmi les Français [1]. C'est une espèce d'instinct, d'arrière-justice de leur part...

« Ah! sans doute le peuple français a beaucoup fait pour moi! plus qu'on ne fit jamais pour un homme! Mais aussi qui fit jamais autant pour lui? Qui s'identifia de la sorte avec lui?

«.... Après tout encore, quelles pouvaient être ses craintes? Les chambres et la constitution nouvelle n'étaient-elles pas désormais des garanties suffisantes? Ces actes additionnels, contre lesquels on s'était tant élevé, ne portaient-ils pas en eux-mêmes tous les correctifs, les remèdes absolus? Comment les eussé-je violés? Je n'avais pas à moi seul des millions de bras, je n'étais qu'un homme; l'opinion m'élevait de nouveau, l'opinion pouvait m'abattre de même; et à côté de ce péril, qu'avais-je à gagner?... Si j'eusse battu l'armée anglaise et gagné ma dernière bataille, j'eus causé un grand et heureux étonnement : le lendemain je proposais la paix, et pour le coup c'eût été moi qui aurais prodigué les avantages à pleines mains. Au lieu de cela, peut-être les Anglais seront-ils réduits à pleurer un jour d'avoir vaincu à Waterloo...

« Les peuples et les rois ont eu tort; j'avais retrempé les trônes, j'avais retrempé la noblesse inoffensive, *et les trônes et la noblesse peuvent se trouver de nouveau en péril.* J'avais consacré, fixé les limites raisonnables des droits des peuples, *et les réclamations vagues, absolues et immodérées peuvent renaître!*

« Mon retour et mon maintien sur le trône, mon adoption, franche cette fois, de la part des souverains, jugeaient définitivement la cause des rois et des peuples : tous les deux l'avaient gagnée. Aujourd'hui on la remet en question : tous deux peuvent la perdre. On pouvait avoir tout fini, on peut avoir tout à reprendre; on a pu se garantir un calme long et assuré, commencer à jouir; et, au lieu de cela, il peut suffire d'une étincelle pour ramener une conflagration universelle! Pauvre et triste humanité! »

Nous ne pouvions mieux faire que de reproduire vers la fin de cet ouvrage cette improvisation vraiment prophétique, dans laquelle Napoléon indiquait à grands traits les principales considérations que nous avons dû développer pour défendre

[1] Cette popularité devait être plus durable, plus vivace que l'empereur lui-même ne pouvait l'espérer. La France entière, par l'élection du 10 décembre 1848, en a rendu l'éclatant témoignage.

et honorer sa mémoire. Si nous avons pu faire partager à nos lecteurs cette conviction, que Napoléon ne combattit et ne conquit jamais que pour sa défense, et non par orgueil et par esprit de domination; qu'il fut à toutes les époques de sa vie l'homme de l'abnégation et du désintéressement; enfin, que la grandeur et la prospérité de la France furent toujours et avant tout présentes à sa pensée, notre but est atteint, le mandat de l'empereur est rempli.

Tout porte donc à croire non-seulement que l'empereur était de bonne foi en commençant, selon son expression, la monarchie constitutionnelle, mais que c'était là chez lui une résolution mûrement délibérée, fermement arrêtée, à l'épreuve des victoires comme des revers [1]. Dès lors il ne nous reste qu'à déplorer amèrement les défiances obstinées du parti constitutionnel. « *Soit* que Napoléon, dit M. Benjamin Constant, se réservât de renverser, après la victoire, l'édifice qu'il laissait construire pour que la nation le soutînt dans sa lutte, soit qu'il fût momentanément sincère dans l'essai qu'il voulait faire d'institutions libres, il ne disputa guère sur le fond des choses, et toutes les garanties nécessaires dans une constitution représentative furent convenues sans opposition. » Jamais on n'avait vu si bien que dans ces tristes moments quelle fatale influence d'anciens préjugés peuvent exercer sur les hommes les plus éclairés et les plus honnêtes.

L'empereur se montra moins traitable sur la forme que sur le fond même de la nouvelle constitution. Si vif que fût son désir de conciliation, il ne put rester maître de lui quand il vit que le rédacteur du projet, fidèle à ses anciennes antipathies, l'avait « dégagé de tout vestige des constitutions impériales, » et évitait toute mention de l'empire. comme antécédent du gouvernement qui allait s'établir. « Ce n'est pas là ce que j'entends, s'écria « l'empereur : vous m'ôtez mon passé, je veux le « conserver. Que faites-vous donc de mes onze ans « de règne? J'y ai quelque droit, je pense, l'Europe « le sait. Il faut que la nouvelle constitution se « rattache à l'ancienne. » Telle était alors l'étrange disposition des esprits, que Napoléon eut quelque peine à faire prévaloir cette opinion au sein du comité de constitution, bien que, de l'aveu de Benjamin Constant lui-même, toute la difficulté portât sur une rédaction indifférente en réalité, puisque les articles nouveaux adoptés par l'empereur investissaient la chambre des représentants d'une puissance telle, qu'elle rendait tout despotisme impossible. Il était pourtant bien clair, qu'indépendamment même des considérations personnelles à l'empereur, on n'entendait faire table rase ni de la législation civile et criminelle, ni de l'organisation administrative, qui dataient de l'ère impériale. et que les Bourbons mêmes avaient respectées. Ce majestueux ensemble, qui devait survivre à bien d'autres révolutions, était modifié gravement en quelques points; mais ces modifications mêmes se référaient à l'œuvre préexistante. Le titre d'*acte additionnel aux constitutions de l'empire* caractérisait donc très-justement le travail du comité de constitution. Le préambule même de cet acte fameux [2] est la meilleure réponse que l'histoire puisse encore opposer aux accusations malveillantes et passionnées dont il fut l'objet.

« Depuis que nous avons été appelé, il y a quinze « années, par le vœu de la France, au gouvernement de l'État, nous avons cherché à perfectionner, à diverses époques, les formes constitutionnelles, suivant les besoins et les désirs de la « nation, et en profitant des leçons de l'expérience. « Les constitutions de l'empire se sont ainsi formées d'une série d'actes qui ont été revêtus de « l'acceptation du peuple.

« Nous avions alors pour but d'organiser un « grand système fédératif européen, que nous « avions adopté comme conforme à l'esprit du « siècle, et favorable aux progrès de la civilisation. « Pour parvenir à le compléter et à lui donner « toute l'étendue et toute la stabilité dont il était « susceptible, nous avions ajourné l'établissement « de plusieurs institutions intérieures, plus spécialement destinées à protéger la liberté des « citoyens. *Notre but n'est plus désormais que « d'accroître la prospérité de la France par l'affermissement de la liberté publique*. De là résulte la « nécessité de plusieurs modifications importantes « dans les constitutions, sénatus-consultes et autres « actes qui régissent cet empire.

« A ces causes, voulant, d'un côté, conserver du « passé ce qu'il y a de bon et de salutaire, et, de l'autre, rendre les constitutions de notre empire *conformes en tout aux vœux et aux besoins nationaux*, « ainsi qu'à l'état de paix que nous désirons main-

[1] Veut-on une preuve de plus de sa sincérité? Dans un projet d'instructions pour un des agents qui furent envoyés en Allemagne, projet dicté par lui, je trouve cette recommandation : « Insister surtout sur l'esprit qui a dirigé dans la rédaction de l'acte constitutionnel... Faire sentir que ce but (de donner une satisfaction suffisante aux besoins de la liberté) *a influé beaucoup sur tout ce qui a été fait*... Le faire sentir pour la France comme pour l'étranger. »

[2] Publié le 22 avril.

« tenir avec l'Europe, nous avons résolu de propo-
« ser au peuple une suite de dispositions tendant à
« modifier et perfectionner ses actes constitution-
« nels, à entourer les droits des citoyens de toutes
« leurs garanties, à donner au système représenta-
« tif toute son extension, à investir les corps inter-
« médiaires de la considération et du pouvoir dé-
« sirables; en un mot, à combiner le plus haut
« point de liberté politique et de sûreté indivi-
« duelle avec la force et la centralisation nécessai-
« res pour faire respecter par l'étranger l'indépen-
« dance du peuple français et la dignité de notre
« couronne. En conséquence, les articles suivants,
« formant un acte supplémentaire aux constitu-
« tions de l'empire, seront soumis à l'acceptation
« libre et solennelle de tous les citoyens. »

Cet acte additionnel, qui souleva tant de mécontentements réels ou factices, proclamait la responsabilité des ministres, l'indépendance et l'inamovibilité des juges, les jugements par jurés, la liberté individuelle, celle des cultes et celle de la presse. Un article spécial donnait à cette dernière liberté les garanties les plus larges en attribuant au jury la connaissance de tous les délits de presse, même de ceux passibles seulement de peines correctionnelles. La chambre des députés était composée de six cent vingt-neuf membres. Sur ce nombre, vingt-trois étaient spécialement nommés par les chambres de commerce pour représenter l'industrie et la propriété commerciale et manufacturière : sage disposition, qui aurait dû être reproduite et développée dans les constitutions suivantes. Napoléon ne subit qu'avec une vive répugnance l'établissement d'une chambre des pairs; sans doute il songeait encore au sénat de 1814 et à son décret de déchéance. Il pensait « que cette institution était en désharmonie avec l'état des esprits; » que, ne pouvant avoir de longtemps une consistance sérieuse dans l'opinion, elle ne ferait que compromettre le pouvoir, sans lui offrir un appui solide dans les temps de crise. Les événements de 1830 et de 1848 ont paru confirmer ces prévisions.

L'empereur avait abandonné tous les détails de la loi au comité de constitution; le témoignage du rédacteur principal, Benjamin Constant, en fait foi. Ce comité doit donc encourir sa part de responsabilité des reproches qui furent faits à l'acte additionnel, notamment pour cette grave anomalie du maintien des colléges électoraux composés des propriétaires les plus imposés, à côté de l'entière abolition du cens d'éligibilité. Ce ne fut que sur un seul point, l'abolition de la confiscation, que Napoléon manifesta une opposition à laquelle il fallut bien céder, et qui froissa vivement le parti constitutionnel. Benjamin Constant s'effraya surtout de ce mot, échappé dans la chaleur de la discussion : « *Il faut qu'on reconnaisse et qu'on sente le vieux bras de l'empereur.* » Cette exigence était sans doute une faute. La confiscation, ressource des gouvernements d'un autre âge, déconsidère et affaiblit le pouvoir dans un pays libre; elle a dû disparaître de nos lois comme la torture. Mais depuis qu'une expérience vraiment décourageante nous a montré jusque dans nos temps de liberté et de progrès, à quels sophismes l'esprit de parti et l'exagération même de sentiments honorables peuvent abaisser l'esprit humain; quand on a vu, dans les premières années de la restauration, des publicistes sérieux essayer de démontrer que la confiscation était d'autant plus permise, que le pouvoir qui se la permettait était légitime; quand enfin, trente ans plus tard, après deux révolutions accomplies au nom de la liberté, un homme s'est trouvé, dans une assemblée française, pour demander *au nom du peuple,* et en punition de crimes prétendus, la confiscation des biens d'une famille proscrite [1], on peut trouver moins blâmable cette sévérité de Napoléon dans les circonstances si étranges, si véritablement exceptionnelles de l'année 1815. Le séquestre mis en vertu des décrets de Lyon sur les biens des Bourbons et de quelques-uns de leurs partisans donnait à la France une garantie d'indemnité pour le gaspillage des dotations militaires et l'enlèvement des diamants de la couronne. C'était, dans la pensée de Napoléon, une mesure de salut public, mais essentiellement transitoire, et qui ne préjugeait rien pour l'avenir. » Après la « paix, disait-il, nous verrons. A chaque jour sa « peine, à chaque circonstance sa loi [2]. »

L'acte additionnel fut loin de produire les bons résultats que l'empereur en avait espérés. Les

[1] Proposition de M. Jules Favre (1848).

[2] Une autre faute grave paraît devoir être imputée personnellement à l'empereur; nous voulons parler de l'exclusion de la famille des Bourbons, intercalée dans le dernier article de l'acte additionnel. L'expérience des révolutions a montré combien durent peu ces exclusions si solennelles et si perpétuelles. Le but primitif de cet article avait été d'assurer le maintien de toutes les idées de progrès modéré conquises par la révolution. Ces idées ayant été mises en péril par le premier retour des Bourbons, il a pu paraître naturel de confondre dans un anathème commun toute tentative contre-révolutionnaire et tout espoir de restauration nouvelle d'une dynastie que la majorité de la nation pouvait considérer avec quelque justice comme le soutien naturel de la contre-révolution. Il est à remarquer que plusieurs adresses des colléges électoraux, adresses généralement peu louangeuses pour l'empereur, applaudissent for-

royalistes et les républicains, les *ennemis* et les *aveugles* se déchaînèrent à l'envi contre l'œuvre du comité de constitution, donnant un déplorable exemple de cette cordiale entente pour détruire dont nous avons fait, à notre tour, la déplorable expérience. Parmi les nombreux détracteurs de cet acte, les plus raisonnables étaient peut-être ceux qui persistaient à voir dans une prolongation indéfinie de la dictature l'unique remède aux dangers de la patrie. Ceux-là ne croyaient pas la France mûre pour un système de libertés publiques aussi large. Ils s'effrayaient de ce réseau inextricable dont on enveloppait les moindres mouvements du pouvoir. Un tel luxe de précautions malveillantes, un tel système de défiance organisé et légalisé leur semblait de nature à développer dans la nation un esprit d'insubordination, d'opposition permanente et tracassière, danger non moins redoutable que les abus de pouvoir et les excès de l'arbitraire. Dans tous les cas, l'application d'un tel système leur paraissait au moins prématurée, en présence d'une guerre générale. Sous l'impression si récente encore des maux qu'entraîne le régime démagogique, on pensera peut-être que ceux qui ont exagéré le besoin d'ordre et de force dans le pouvoir jusqu'à l'arbitraire méritent autant d'indulgence que ceux qui exagèrent le besoin de liberté jusqu'à l'anarchie.

Quoi qu'il en soit, si l'on a pu reprocher avec quelque justice à Napoléon, pendant la première période de son règne, d'avoir parfois abusé des priviléges de la dictature et d'en avoir outré les nécessités, l'histoire serait plutôt en droit d'adresser à son gouvernement pendant ces trois derniers mois le reproche contraire, celui d'une tolérance excessive. Il semble n'avoir reculé devant aucun ménagement, devant aucune faiblesse pour calmer la susceptibilité des partis; ou bien encore l'on dirait que, dominé par de funestes prévisions, il ne croit pas lui-même à la durée de son nouveau règne, et veut du moins en préserver la mémoire du reproche de rigueurs inutiles [1].

Le jour même de la publication de l'acte additionnel un décret ordonnait la présentation immédiate de cet acte à l'acceptation du peuple, et fixait en même temps le programme définitif de la future assemblée du champ de mai. Peu de jours après, le 30 avril, un nouveau décret convoqua les colléges électoraux pour la nomination des députés. L'empereur, toutefois, ne s'était décidé à cette démarche, qu'il jugeait funeste aux vrais intérêts de la France, qu'après beaucoup d'hésitation et avec une répugnance marquée. Il céda enfin aux instances de la plupart des conseillers d'État. Ceux-ci attribuèrent sans doute à un penchant enraciné pour le despotisme ce qui n'était qu'une appréciation, mieux raisonnée que la leur, des dangers de la situation. Le duc d'Otrante avait été, dit-on, l'un des principaux promoteurs de cette mesure; un tel patronage aurait dû suffire pour rebuter les amis de Napoléon. Du moment où il avait été reconnu impossible de préparer la constitution en assemblée du champ de mai, la véritable alternative de prolongation de dictature, ou de commencement immédiat d'une monarchie constitutionnelle, se trouvait posée par cette question de convocation des chambres. L'événement a montré si Napoléon aurait eu tort d'aspirer à sauver seul la France [2]!

mellement à la disposition de l'article 67 contre les Bourbons. Si l'empereur s'abusait, une grande partie de la nation était complice de son erreur.

[1] La faiblesse du gouvernement des cent-jours, surtout pour certains détails de l'administration intérieure, peut être attribuée aussi en partie à des calculs de prudence égoïste de la part des agents d'un gouvernement dont la durée inspirait des méfiances réelles. L'empereur ne pouvait tout connaître, préoccupé comme il l'était de la réorganisation de l'armée. Cette observation s'applique surtout aux derniers jours, pendant lesquels le duc d'Otrante, l'oreille tendue à toutes les trahisons, paralysait de toute son influence l'action du pouvoir et l'élan des populations. Benjamin Constant, persistant toujours à craindre l'ombre de la tyrannie plus que le fer même de l'étranger, s'empressait de signaler au ministre toute mesure répressive qui décelait quelque énergie de la part des agents inférieurs, et Fouché lui répondait malignement : « *Continuez votre ouvrage, ne vous découragez pas !!* »

Pour donner une idée de l'excessive liberté dont jouissait la presse à cette époque, on a cité souvent des articles de journaux où le principe même du nouveau gouvernement était ouvertement et impunément attaqué. En voici un exemple plus fort encore, et qui paraît avoir échappé jusqu'ici aux historiens. Dans un article de M. de Sismondi sur la constitution, inséré dans le *Moniteur*, on trouve ce passage : « La constitution de l'an VIII fut donnée à la France dans un moment où elle semblait avoir peur de la liberté. Napoléon fut secondé par ce mouvement général de réaction; *il en abusa, séduit par l'amour du pouvoir*, comme la nation par l'amour du repos. » Qu'on nous cite un autre gouvernement qui ait toléré dans son organe officiel un pareil jugement sur le chef de l'État!

[2] Régulièrement, cette convocation n'aurait dû avoir lieu qu'après l'acceptation de l'acte additionnel; mais alors les chambres n'auraient pas été convoquées avant l'ouverture des hostilités, et les constitutionnels craignaient toujours que Napoléon ne profitât de l'effet d'une victoire sur l'opinion pour ressaisir son ancien pouvoir. Les ménagements de l'empereur pour ces injustes susceptibilités ont coûté cher à la France.

L'époque fixée pour l'assemblée des électeurs arriva enfin; cette solennité à la fois religieuse et militaire avait attiré une foule immense au Champ de Mars. Napoléon y parut revêtu pour la dernière fois du costume impérial. Nos annales présentent peu de tableaux d'un aspect plus imposant et plus grandiose que cette dernière fête de l'empire. Mais qu'importent ces splendeurs d'un jour, cet enthousiasme factice et si vite éteint? Six semaines plus tard, l'étranger foulera cette arène, d'où tant d'acclamations, de serments patriotiques ont monté vers un ciel inflexible, et les défenseurs de la France seront morts ou maudiront la vie!

Passons vite; déjà l'abîme nous attire, l'abîme fatal qui s'appelle Waterloo!

La cérémonie commença par une messe solennelle. Plus d'un assistant se rappela sans doute la fédération de 1790 et la messe de M. de Talleyrand. Une fête presque semblable rassemblait encore au même lieu l'élite des générations françaises, fatiguées par vingt-cinq années de révolutions, de gloire et de malheurs.

Un des membres de la députation, M. Dubois d'Angers, prononça au nom du peuple français un discours véritablement patriotique et bien approprié aux circonstances. Il insista avec force sur la nécessité de l'union, d'une confiance sans bornes de la nation dans son chef, seul moyen efficace de conjurer les menaces de la coalition étrangère [1]. Le prince archichancelier proclama le résultat des votes. Après avoir signé l'acte de promulgation, l'empereur prononça d'une voix forte une allocution qui fut saluée des acclamations les plus vives. C'était l'expression complète et sincère des sentiments de toute sa vie. « Empereur, consul et soldat, dit-il, je tiens tout du peuple français. Dans la prospérité, dans l'adversité, sur le champ de bataille, au conseil, sur le trône, dans l'exil, la France fut l'objet unique et constant de mes pensées et de mes actions. » Il rappela ensuite les motifs de son abdication, ceux de son retour, les considérations de guerre imminente qui l'avaient forcé de hâter la préparation du nouveau pacte constitutionnel... « Devant courir personnellement les chances des combats, ma première sollicitude a dû être de constituer la nation. Le peuple a accepté l'acte que je lui ai présenté. Lorsque nous aurons repoussé ces injustes agressions, et que l'Europe sera convaincue de ce qu'elle doit aux droits de vingt-huit millions de Français, alors une loi solennelle, faite dans les formes voulues par l'acte constitutionnel, réunira les différentes dispositions de nos constitutions aujourd'hui éparses. Vous allez retourner dans vos départements; dites aux citoyens que les circonstances sont graves, QUE LES GÉNÉRATIONS A VENIR SCRUTERONT SÉVÈREMENT NOTRE CONDUITE; qu'avec de l'union, de l'énergie, de la persévérance, nous sortirons victorieux de cette lutte. Dites-leur que les rois qui ont brigué mon alliance dirigent aujourd'hui tous leurs coups contre ma personne. Si je ne voyais que c'est à la patrie qu'ils en veulent, je mettrais à leur merci cette existence contre laquelle ils se montrent si acharnés... Français! ma volonté est celle de la nation, mes droits sont les siens; mon honneur, ma gloire, mon bonheur, ne peuvent être que l'honneur, la gloire et le bonheur de la France! »

La cérémonie se termina par les serments de fidélité à l'acte additionnel, et par la distribution des aigles aux députations des gardes nationales et des armées de terre et de mer. On a comparé les acclamations des soldats en l'honneur de leur empereur à l'adieu suprême des gladiateurs de Rome aux tyrans qui présidaient à leurs luttes sanglantes [2]; nous repoussons cette assimilation calomnieuse. Cette fois, César ne descendait-il pas, lui aussi, dans l'arène, et tous ceux qui devaient y périr n'ont-ils pas été plus heureux que le captif de Sainte-Hélène?

Les jours qui s'écoulèrent entre l'assemblée du champ de mai et le départ de Napoléon furent pour tout le monde des jours de sombres et incessantes inquiétudes. Le plus grand nombre des partisans de l'empereur persistait à méconnaître la nécessité où il s'était trouvé, au milieu de circonstances si graves, d'enchaîner de ses propres mains son autorité dictatoriale. Les royalistes en étaient réduits à faire des vœux pour le succès de la coalition; les républicains reprochaient à Napoléon de ne pas s'être complétement livré à eux; les constitutionnels, qui formaient la majorité de la chambre des députés, s'obstinaient dans leurs injurieuses défiances.

La séance solennelle d'ouverture des chambres eut lieu le 7 juin. L'empereur fit un dernier effort en ce jour pour dissiper toutes les préventions. « Depuis trois mois, dit-il, les circonstances et la confiance du peuple français m'ont revêtu d'un pouvoir illimité. Aujourd'hui s'accomplit le désir le plus pressant de mon cœur; je viens commencer la monarchie constitutionnelle. Les hommes sont trop impuissants pour assurer l'avenir, les institutions seules fixent les destinées des nations. La monar-

[1] Ce n'était pas sans peine que la rédaction de cette adresse, favorable à l'empereur, avait été acceptée au sein de la commission formée par les électeurs, tant étaient fortes les défiances réelles ou factices contre Napoléon! Ce discours était l'œuvre de M. Carion-Nisas, qui avait fait noblement abnégation d'anciens griefs contre le gouvernement impérial.

[2] *Cæsar, morituri te salutant.*

chie est nécessaire en France pour garantir la liberté, l'indépendance et les droits du peuple. J'ambitionne de voir la France jouir de toute la liberté possible : je dis possible, parce qu'il faut éviter l'anarchie qui ramène toujours au pouvoir absolu.

« Une coalition formidable de rois en veut à notre indépendance : ses armées arrivent sur nos frontières. Nos ennemis comptent sur nos divisions intestines... Des mesures législatives sont indispensables pour les prévenir... La liberté de la presse est inhérente à notre constitution actuelle, on n'y peut rien changer sans altérer tout notre système politique; mais il faut de bonnes lois répressives, surtout dans l'état actuel de la nation : je recommande cet objet important à vos méditations.

« Il est possible que le premier devoir du prince m'appelle bientôt à la tête des enfants de la nation. L'armée et moi nous ferons notre devoir. Vous, pairs et représentants, donnez à la nation l'exemple de la confiance, du courage et du patriotisme. Semblables au sénat du grand peuple de l'antiquité, soyez décidés à mourir plutôt que de survivre au déshonneur et à la dégradation de la France. »

Cette exhortation si noblement patriotique devait, hélas! rester incomprise. Nous n'entrerons pas ici dans des détails nécessairement incomplets sur les premières délibérations de la chambre des députés; nous dirons seulement que beaucoup de citoyens honorables, et dont plusieurs avaient rendu ou devaient rendre plus tard de grands services à leur patrie, se méprirent alors étrangement sur les nécessités de la situation et sur les vrais périls de la liberté.

Il faut le dire, c'était là une de ces époques maudites dans la vie des nations, où je ne sais quel esprit de vertige s'empare des têtes les plus saines, égare les plus hautes intelligences. On avait tant usé, tant abusé du reproche de servilité, que c'était à qui ferait acte d'indépendance aux dépens de la force même et de la sûreté du pays. Jusque dans l'adresse de la chambre des pairs on insinua un blâme indirect du passé, en disant « que les nouvelles institutions de la France étaient une garantie que les séductions de la victoire ne sauraient entraîner le chef de l'État au delà des bornes de la prudence. » L'empereur répondit avec raison : « L'entraînement de la prospérité n'est pas le danger qui nous menace aujourd'hui, *c'est sous les « Fourches Caudines* que les étrangers veulent « nous faire passer. » L'adresse des députés manifestait des tendances plus fâcheuses encore. Elle demandait « que, pour satisfaire à la volonté publique, la délibération nationale rectifiât le plus tôt possible ce que l'urgence de la situation avait pu laisser de défectueux dans l'ensemble de nos constitutions »... et dans ce but, « à travailler sans relâche au pacte dont le perfectionnement devait cimenter encore l'union du peuple et du trône [1]. » La réponse de l'empereur à cette adresse est devenue célèbre. On ne pouvait caractériser la situation avec plus d'énergie et de modération tout à la fois. « Dans ces graves circonstances, répondit-il à la députation, ma pensée est absorbée par la guerre imminente, au succès de laquelle sont attachés l'indépendance et l'honneur de la France. Je pars cette nuit. Pendant mon absence, je verrais avec plaisir qu'une commission nommée par chaque chambre méditât mûrement sur nos institutions : la constitution est notre point de ralliement; elle doit être notre étoile polaire dans ces moments d'orage. Mais toute discussion publique qui tendrait à diminuer la confiance qu'on doit avoir dans le gouvernement et dans ses dispositions serait un malheur pour l'État; nous nous trouverions au milieu des écueils, sans boussole et sans direction. *La crise où nous sommes est forte; n'imitons pas l'exemple du Bas-Empire, qui, pressé de toutes parts par les barbares, se rendit la risée de la postérité, en s'occupant de discussions abstraites au moment où le bélier ennemi brisait les portes de la ville. Aidez-moi à sauver la France!* » Dernière et patriotique invocation, qui ne fut pas plus écoutée que les autres!

L'empereur a quitté l'Élysée plus triste, plus inquiet de cette impitoyable opposition que des menaces et des manœuvres d'un million d'ennemis. Cette sombre préoccupation l'obsède, et le poursuivra jusque sur le dernier champ de bataille. Elle ne cessera de peser sur sa pensée, même à l'heure suprême où l'inspiration du génie, libre dans son essor, décide le destin des combats!

Le courage nous manque pour achever notre pénible tâche; déjà Waterloo projette sur nous sa grande ombre, son deuil éternel!

[1] « C'était annoncer clairement le projet de profiter de l'absence de l'empereur pour établir publiquement des controverses constitutionnelles, sans attendre l'initiative du gouvernement, qui formait néanmoins la base fondamentale de toute la législation existante. C'était se reporter à l'Assemblée de 1789, dans des circonstances encore plus dangereuses; c'était, en un mot, un acte révolutionnaire, puisque d'un seul trait il changeait la face du gouvernement. » Jomini, p. 129.

# CHAPITRE XXXII.

## CAMPAGNE DE 1815. — BATAILLE DE LIGNY.

**Préparatifs militaires de Napoléon. — Réorganisation de l'armée. — Passage de la Sambre. — Napoléon et le maréchal Ney. — Véritable plan de l'empereur. — Sa lettre à Ney, du 16 au matin. — Mouvements de Blücher et de Wellington. — Bataille de Ligny. — Combat des Quatre-Bras. — Marche et contre-marche du premier corps. — Réflexions.**

Avant son départ de l'île d'Elbe, Napoléon avait prévu l'effort suprême de la coalition. Dès la première nuit de son retour à Paris, il discutait les chances d'une invasion immédiate en Belgique, où les corps d'observation anglais et prussiens, épars sur la frontière, n'auraient pu, dans le premier moment, opposer d'obstacle sérieux à cette marche triomphale, prolongée du golfe Juan jusqu'à Bruxelles. Ce projet avait quelque chose d'aventureux, d'héroïque, enfin de vraiment français; mais les inconvénients balançaient les avantages. La France entière n'était pas ralliée au trône impérial; on avait encore le duc de Bourbon dans l'Ouest, le duc d'Angoulême dans le Midi. Pour réunir à cette époque des forces suffisantes, il aurait fallu dégarnir les places fortes de la Flandre, pays où l'opinion était très-divisée. Au point de vue moral, les difficultés étaient plus graves encore. Une telle agression était exclusive de toute démarche, de toute espérance pacifique; elle justifiait d'avance l'inimitié obstinée des grandes puissances et les défiances même d'une partie de la nation française. Ces considérations prévalurent; Napoléon ne tenta pas ce qu'eût accompli Bonaparte [1].

Mais si l'heure des combats est forcément ajournée, pas une minute n'aura été perdue pour la réorganisation de notre puissance militaire. « Ni Carthage indignée d'avoir été trompée par Scipion, ni Rome voulant conjurer le danger de Cannes, ni la législature soulevée par le manifeste du duc de Brunswick, ni la Montagne, en 1793, n'ont montré plus d'énergie et d'activité que Napoléon dans ces trois mois [2]. » Puisant une énergie nouvelle dans les dangers mêmes de la France, l'empereur n'a cessé de se préparer à cette lutte devenue bientôt inévitable. Les réceptions officielles, les dernières démarches pacifiques, les travaux préparatoires de l'acte additionnel n'ont occupé que la moindre partie de ses moments. Seize heures par jour ont été consacrées à la grande affaire, la défense du pays. Les lettres de l'empereur, celles du ministre de la guerre et des différents chefs sont là pour attester ce travail gigantesque de quelques semaines, rendu inutile par les événements, qui n'en permirent même pas le développement complet. En présence de cette volumineuse correspondance dans laquelle on voit tout prévu, tout réglé, où la multiplicité et la recherche savante des détails ne font que mieux ressortir le grandiose et la lucidité des vues d'ensemble, l'imagination s'émeut encore, si familiarisée qu'elle soit par tout ce règne à de semblables merveilles. Et tant de prodiges resteront inutiles! Quel est donc ce crime qu'a commis la France, ce crime si grand, que de tels efforts de génie et de dévouement tournent contre elle, et, loin de la sauver, ajoutent à son malheur?

[1] On peut consulter sur ce point l'ouvrage du général Gourgaud et celui de Montholon (II, 187).

Il ne faut pas perdre de vue que Napoléon, à son arrivée à Paris, croyait le congrès dissous, qu'il ne connaissait ni la déclaration du 13 mars, ni la levée de boucliers de Murat. L'idée d'une agression a dû lui répugner d'autant plus, que le maintien de la paix semblait encore moins improbable. Il fallut ensuite songer à comprimer l'insurrection du Midi; pendant ce temps les forces coalisées grossissaient sur la frontière de Belgique, et en juin cent mille hommes suffisaient à peine pour une surprise qui n'en aurait demandé que quarante mille deux mois plus tôt.

[2] Montholon.

Suivons encore l'empereur, admirons-le une dernière fois dans ces grands préparatifs de 1815; le récit fatal, inévitable, viendra toujours assez tôt.

Sa sollicitude s'est portée tout d'abord sur le manque de fusils, déjà si funeste l'année précédente. Dès le 21 mars il demande des rapports, des états de situation. « Dans les circonstances actuelles, écrit-il à Davoust [1], le salut de l'État est « dans la quantité de fusils dont on pourra s'ar- « mer »; et il reviendra vingt fois sur cette idée, pour presser l'exécution des travaux qui de toutes parts recommencent avec une activité fébrile. Lyon, Valence, Grenoble, Tulle, Saint-Étienne, la Fère, Versailles, Paris, réparent ou confectionnent des armes; les ouvriers du faubourg Saint-Antoine, répartis en dix grands ateliers, fabriquent des bois de fusils; « si l'on manque de locaux, disait l'em- « pereur, qu'on prenne les casernes, les salles de « spectacle, quelques églises, au besoin les Tuile- « ries! » Aussi était-on arrivé, au mois de mai, à fabriquer quatre mille fusils par jour, on en aurait eu au commencement de septembre ***un million***, neufs ou réparés, au lieu de quatre cent cinquante mille seulement qui restaient au 20 mars.

On sait le singulier reproche souvent adressé à Napoléon, de ne s'être pas tout d'abord empressé d'armer de ces fusils les populations des grands centres manufacturiers et principalement les ouvriers de Paris et de Lyon. Une telle mesure eût hâté en effet ce déchaînement des passions révolutionnaires prôné par certains démocrates comme l'unique moyen de sauver la France. Déjà nous avons touché cette grave question, au point de vue métaphysique, dans le chapitre précédent. Sous le rapport purement militaire, la conduite de Napoléon n'est pas plus difficile à justifier. Était-il donc si blâmable de préférer le peuple des camps à celui des ateliers, pour soutenir une guerre qui, de l'aveu même de ses adversaires, pouvait être de longue durée [2]? Les armes n'étaient-elles pas mieux placées dans les mains de soldats régulièrement organisés que dans celles d'hommes indisciplinés, multitude aux instincts généreux, mais trop souvent accessible à de déplorables suggestions? Une triste expérience ne nous a que trop prouvé depuis qu'il y avait là un péril social non moins grave que le péril même de l'invasion, et que Napoléon avait bien jugé la situation quand il prescrivait de n'armer les ouvriers des grandes villes qu'au dernier moment, c'est-à-dire en cas de graves revers, et en présence même de l'ennemi [3].

Au surplus, ces reproches de méfiance injuste contre le PEUPLE, de déférence funeste pour les craintes égoïstes et pusillanimes de la ***bourgeoisie***, reposent principalement sur une ignorance complète de l'état véritable des choses à cette époque. Il semble, à entendre les écrivains démocrates, que Napoléon avait sous la main des monceaux d'armes qu'il refusait aux fédérés et aux ouvriers de Paris. Avant d'en venir à de semblables distributions, il fallait satisfaire à des nécessités d'armement bien autrement impérieuses : huit jours avant la bataille de Waterloo, il manquait encore dix mille fusils pour compléter l'armement des gardes nationales du Nord! Le ministre de la guerre écrivait sous la même date [4] : « Les armes sont aujourd'hui la « grande question. Avant d'en donner aux fédérés « de Paris, Sa Majesté voudrait en donner dans les « Vosges, en Alsace, dans le pays Messin, dans « le Dauphiné, dans le Jura. » En un mot, il convenait avant tout d'armer les populations appelées à soutenir les premières le choc de l'ennemi; le bon sens le plus vulgaire suffit pour apprécier cette vérité. Ce ne fut qu'au moment même de quitter Paris que Napoléon put raisonnablement s'occuper des fédérés des faubourgs, qui avaient offert leurs services avec un zèle digne d'éloges. Il voulait d'abord faire donner par bataillon cent fusils « qui resteraient chez chaque chef de bataillon, et qui passeraient alternativement entre les mains des différents soldats, et serviraient à les dégrossir » : c'eût été assurément le meilleur moyen d'utiliser ces corps, en les façonnant peu à peu aux exigences et à la régularité du service militaire. On aurait eu le temps de les armer complétement plus tard avec les fusils qui se fabriquaient à Paris; il fallait d'ailleurs en réserver pour la dernière conscription des trois cent mille hommes qui devaient être présents sous les drapeaux à la fin d'août [5].

L'empereur a pressé la réorganisation des services d'artillerie avec la même impétuosité que la fabrication et la réparation des petites armes. Comme

[1] 2 avril.

[2] C'est lord Castlereagh lui-même qui en convient dans un de ses discours, justifiant ainsi Napoléon du reproche de n'avoir pas su mesurer la force des États, en tentant de résister à l'Europe avec la France réduite à ses anciennes frontières. (*Note de M. Bignon.*)

[3] « Le mouvement populaire ne fut pas arrêté, il fut régularisé. Il fut aussi grand que de 1790 à 1792; mais alors on eut trois ans pour s'armer, et ici on n'eut que quarante jours; alors on ne fut attaqué que par une armée de quatre-vingt mille hommes, et ici on le fut par six cent mille. Si en 1792 on eût été attaqué seulement par trois cent mille hommes, Paris eût été pris. » (*Note de Napoléon.*)

[4] 9 juin.

[5] 9 et 11 juin.



en 1815, il va faire la guerre avec de jeunes soldats, et déjà nous avons vu quelle part importante et décisive prend alors l'artillerie dans les batailles. Chaque jour aussi des instructions, des avis itératifs et pressants hâtent, sur tous les points du territoire, l'armement et le transport des batteries, les approvisionnements de munitions destinées aux places fortes et aux corps qui déjà se concentrent vers cette frontière du nord, où la pensée de l'empereur a marqué d'avance le champ de bataille. C'est surtout dans cette partie si importante des préparatifs militaires qu'on retrouve jusqu'aux moindres détails réglés avec la sagacité, la sûreté de coup d'œil d'un praticien consommé. On dirait encore, comme l'année précédente à Arcis et à Montereau, le commandant d'artillerie Bonaparte voulant sauver Napoléon [1].

Tandis que les *alliés* de Louis XVIII maintenaient scrupuleusement leurs troupes sur le pied de guerre, son gouvernement, ménageant à l'excès leur susceptibilité ombrageuse, n'avait cru pouvoir trop diminuer, trop annihiler l'armée française. Au 20 mars Napoléon trouvait cette armée réduite à cent soixante et quinze mille hommes, dont cent mille à peine prêts à entrer en campagne. Quel changement en quelques semaines! et si *le vieux bras* de l'empereur pouvait seul donner une telle impulsion, quel autre peuple y eût mieux répondu? Il fait appel au dévouement de ceux qui ont déjà satisfait à la loi militaire, de ceux même auxquels des services plus longs ont mérité des récompenses. Les dangers de la patrie réclament surtout l'aide de ceux-là qui joignent au courage cette précieuse expérience des combats, qu'aucune ardeur juvénile ne saurait remplacer. L'appel de l'empereur a été entendu; quatre-vingt mille anciens militaires, trente mille retraités ont rejoint les drapeaux. Vingt régiments sont reformés par les seuls soldats de marine, licenciés en 1814 [2]. Huit autres rassemblent sous leurs étendards d'anciens soldats nés dans les provinces précédemment réunies à la France, soldats qui sont restés Français en dépit des traités. La conscription de 1814 est en marche; celle de 1815 va suivre; deux cents bataillons de gardes nationaux mobiles s'organisent sous la conduite d'officiers et de sous-officiers expérimentés. L'empereur n'oublie rien de ce qui peut exalter les âmes, raviver l'ancien, l'éternel prestige des armes françaises. La réorganisation complète de la vieille et de la jeune garde, cette élite des armées européennes, a été l'objet de sa constante préoccupation; c'est la tête de Méduse qu'il veut avoir en main au moment suprême [3]. Les régiments de ligne, dont les cadres ont été reportés de deux à cinq bataillons, ont repris leurs anciens numéros, numéros historiques, illustrés dans vingt-cinq années de luttes glorieuses. C'est bien la France nouvelle, la France de 89 qui se réveille et s'arme pour la dernière fois, hélas!

L'empereur n'a pas oublié qu'en 1813 le manque de cavalerie a rendu inutiles ses plus glorieuses victoires. Aussi cette partie de l'armée est-elle de sa part, en 1815, l'objet d'une attention soutenue, infatigable. Dans une de ses revues de détail, passée aux Tuileries, on verra l'empereur rester debout douze heures de suite, inspectant jusqu'aux plus minutieux détails, visitant même les chevaux blessés et malades [4]. Rien ne sera omis de ce qui est possible en pareille matière, dans un si court espace de temps. A la fin de mai, vingt mille chevaux étaient achetés et livrés, quatorze mille allaient l'être un mois plus tard; douze mille tout dressés avaient été fournis par la gendarmerie municipale.

Plus d'une fois l'empereur, interrogeant à l'île d'Elbe ses souvenirs, a repassé avec amertume les causes si diverses des événements de 1814. Deux surtout l'ont frappé : le mauvais état de nos an-

[1] En visitant Vincennes l'empereur a remarqué que la réserve des outils était trop petite; il ordonne d'y remédier sans délai (25 mai). Peu de jours après, passant en revue cinq batteries qui partent pour la frontière, il remarque que tous les caissons n'ont pas leurs boîtes à graisse ni leurs prolonges de rechange, comme le veut l'ordonnance. Il veut que tout cela soit complété. (Davoust à Evain, 29 mai.)

Au reste, Napoléon avait toujours conservé cette ancienne habitude d'inspecter minutieusement dans ses revues les moindres détails du service de l'artillerie. Mon père a vu l'empereur, dans la campagne d'Espagne de 1808, réprimander sévèrement le général L... pour quelques gargousses qui manquaient dans un caisson. *Vous servez comme en temps de paix*, lui disait-il avec vivacité.

[2] Les anciens canonniers gardes-côtes, réorganisés de même en compagnies, fournirent un renfort précieux pour la réorganisation de l'artillerie.

[3] La moyenne des services (dans la vieille garde) était de quinze ans et autant de campagnes; le 1er régiment de grenadiers de la vieille garde comptait dans ses rangs, en partant pour Waterloo, environ mille décorations et quarante ou cinquante dotations sur un effectif d'environ treize cents hommes. (Mauduit, I, 453.)

[4] Mauduit, *Derniers jours*, etc., I, 333. Cet ouvrage, conçu d'ailleurs dans un esprit de dénigrement contre les officiers supérieurs, que nous sommes loin d'approuver, est surtout intéressant par la correspondance de Napoléon et du ministre de la guerre, qui s'y trouve intercalée.

ciennes places fortes, et le retard apporté à ses ordres itératifs de fortifier nos deux grandes cités [1]. De retour à Paris, l'empereur a pu croire que ces réflexions profiteraient cette fois au pays; il s'est hâté de prendre les précautions nécessaires. Sur tous les points menacés il presse l'armement des places, les travaux de défense des ponts et des défilés. Il envoie des armes, du canon, aux villes les plus exposées et qui ont marqué l'année précédente par l'énergie de leur défense. Partout la noble ardeur des populations seconde ses efforts. Dans nos provinces frontières, des travailleurs viennent s'offrir par milliers. Les montagnards du Jura, descendus avec des piques et des fourches, attendent avec impatience les armes qui leur sont promises. Mais l'empereur s'est préoccupé surtout avec une ardeur sans pareille de la défense des abords de Lyon et de Paris. Les travaux de Paris sont confiés au général Haxo, ceux de Lyon au général Léry; ils se montreront dignes de la confiance de Napoléon. Et d'ailleurs derrière eux n'est-il pas là toujours, *lui*, avec son œil d'aigle et sa prévoyance infatigable? Au moment où Napoléon partit pour l'armée, l'armement de la rive droite de la Seine était à peu près complet. On voit dans sa correspondance combien il avait profondément médité et prévu jusqu'aux moindres incidents de cette défense, comme il avait tout fait pour épargner à Paris la honte et le malheur d'une nouvelle occupation [2].

Dans ces derniers préparatifs de guerre, l'empereur Napoléon a réalisé, a dépassé tous les efforts permis à l'organisation humaine [3]; il a été dignement aidé, non pas seulement par la grande majorité des populations, mais aussi, quoi qu'on ait dit, par la plupart des généraux. Si les fatigues des guerres antérieures, si la pression formidable des événements, a exercé sur quelques-uns une fatale influence, le souvenir de leurs exploits passés méritait du moins que leur mémoire fût mieux respectée. Comme ces Zoïles de la démocratie ont beau jeu à venir, au bout de trente ans, lacérer de leur plume empoisonnée l'honneur de ces chefs valeureux! Qu'il est aisé à cet arrière-ban montagnard de flétrir impitoyablement, avec de grandes phrases de commande, les fautes d'un passé si tourmenté et si difficile! Le vrai patriotisme, plus calme et plus sincère dans sa douleur, n'a point de ces emportements factices et téméraires.

Et quelle âme si ferme et si stoïque osera traiter sans indulgence ceux-là mêmes qui se montrèrent inférieurs à la mauvaise fortune, dans ces jours d'épreuves? Qui donc pourrait répondre de toute sa fermeté au fort d'une telle tempête, et même avec un tel pilote? Dans ce grand ébranlement européen, le sentiment même des événements contemporains avait je ne sais quoi de contradictoire et de confus qui s'est longtemps continué dans l'histoire. C'était comme toute la fumée des champs de bataille, comme toute la poussière de l'empire écroulé, dérobant aux regards, pour un temps, la vérité éternelle. Aussi les plus dévoués et les plus vaillants n'avaient pu se soustraire au doute, au découragement. Certains actes de l'empereur étaient sévèrement appréciés par ceux-là mêmes qui lui avaient donné les témoignages d'attachement les moins équivoques, et qui se ralliaient le plus franchement à sa cause en 1815, comme à celle de l'honneur et de l'indépendance du pays [4]!

L'histoire peut du moins rendre encore cette jus-

[1] Voyez notamment ci-dessus.

[2] Dans sa visite au fort de Vincennes, Napoléon a trouvé la place mal pourvue de canons et de mortiers. « Il faut ici, dit-il, dix mortiers de douze pouces *à la Cohorn!* S'il y en avait eu, l'ennemi n'aurait pas pu, l'année dernière, placer son parc d'artillerie dans la plaine de Charenton » (26 mai). « Chargez une commission d'artillerie et du génie d'établir sur-le-champ la défense de Meaux, de Melun, la tête du pont de Trilport; la défense des ponts de Nogent, Montereau, Château-Thierry, Sens, et en général de toutes les avenues de Paris » (27 mai). Le même jour il donne des ordres détaillés pour l'armement de Montmartre, de la butte *Chaumont,* de Ménilmontant, de Saint-Denis; détermine le nombre de pièces de siége et de batteries mobiles dont doivent être armées les redoutes, plus deux pièces à chaque barrière, etc.

[3] Rendons ici un dernier hommage à deux grands citoyens, souvent nommés dans le cours de cet ouvrage, MM. Gaudin et Mollien, qui surent rester dignes d'eux-mêmes dans ces jours difficiles, et qui, secondant pour la dernière fois l'empereur avec le même dévouement et la même habileté, parvinrent à subvenir aux frais de si grands préparatifs sans alarmer l'opinion, sans recourir à des moyens extraordinaires de finances.

[4] Parmi les généraux qui jugeaient le plus rigoureusement Napoléon, M. Bignon, dans ses notes, cite son ami le général Letort, que nous allons bientôt voir mourir glorieusement à Fleurus. Cet exemple est d'autant plus remarquable que Letort était jeune, avait son avenir à faire, et que par conséquent l'explication banale qu'on donne au mécontentement des anciens maréchaux ne saurait s'appliquer à lui.

Il ne faut pas oublier que toutes les raisons de la conduite de Napoléon pendant ces dernières années ne pouvaient être alors suffisamment connues. L'affaire d'Espagne avait trouvé de nombreux improbateurs, même dans les rangs de l'armée; les grands motifs de l'expédition de Russie n'avaient pas été bien appréciés. On croyait aussi généralement qu'il n'avait tenu qu'à

tice à Napoléon, qu'il fit les plus généreux efforts pour amortir ces fâcheuses dispositions, pour rétablir autour de lui l'harmonie et la confiance. Lui-même s'empresse de passer condamnation sur ces actes qu'on lui reproche. Pas de limites à cette indulgence généreuse, pas d'arrière-pensée dans cet appel magnanime fait à tous les hommes qui peuvent l'aider à défendre la France. L'accueil le plus cordial attend aux Tuileries ceux-là mêmes qui furent dans d'autres temps l'objet de ses rigueurs. Le vaincu de Baylen, naguère prisonnier à perpétuité, n'est pas exclu de cette amnistie. « Général « Dupont, lui dit l'empereur, vous avez pu faire « des fautes, *nous en avons tous fait*. Oublions tout « cela ; ne songeons plus qu'à servir la France, et « embrassons-nous ! » Il tient le même langage à Marescot, compagnon d'infortune et de captivité du général Dupont [1]. Trompé par des rapports inexacts, il avait mal jugé, l'année précédente, la conduite du général Maison : « C'est un brave homme, dit-il à Rapp, qu'il vienne me voir. » Lecourbe, l'ami et le bras droit de Moreau, mais qui n'a pas du moins compromis sa gloire dans les rangs ennemis ; Lecourbe, jadis disgracié et surveillé comme suspect, reçoit en 1815 l'accueil le plus distingué, et un commandement important [2].

Et maintenant, abordons à notre tour le triste, l'inévitable récit qui doit terminer cette période de notre histoire. Résumons ces derniers événements, qui ont laissé dans l'histoire une trace sanglante, ineffaçable, et fait du 18 juin un jour néfaste, non pas seulement dans nos annales, mais dans celles de l'humanité.

L'empereur, quoi qu'on en ait dit, n'avait pas deux partis à prendre dans la situation que lui faisaient d'un côté les menées des factions, la guerre civile renaissant dans l'Ouest, l'attitude inquiète et douteuse d'une certaine partie de la nation ; de l'autre, les grands moyens d'attaque, et la merveilleuse célérité de l'ennemi. Se réduire à la défensive, quand même on aurait eu jusqu'au mois d'août [3] pour compléter le système de défense largement ébauché par Napoléon, c'était mettre tout d'abord la guerre au cœur de la France et sacrifier les braves populations de l'Est ; c'était s'avouer d'avance à demi vaincu. Napoléon connaissait trop bien notre caractère national pour prendre une telle résolution. L'effet d'une offensive impétueuse, d'un premier succès en Belgique pouvait être, au contraire, immense, foudroyant. Chez nous il raffermissait les esprits ébranlés, rendait au trône impérial l'ancien prestige, l'autorité nécessaire : au dehors, il pouvait briser le faisceau de la coalition en décidant la chute du ministère anglais, en ramenant sous nos drapeaux les soldats des princes allemands, irrités des spoliations du congrès et des tyranniques exigences de leurs prétendus libérateurs. Les Danois, on le sait, n'attendaient que le premier moment favorable pour rentrer dans nos rangs. Les Saxons maudissaient hautement leur défection de Leipzig et criaient *vive Napoléon !* Dès le mois d'avril, Blücher, après avoir vainement tenté de les incorporer dans les régiments prussiens, les désarmait par surprise et les renvoyait au delà du Rhin, ne gardant qu'un seul régiment et un seul officier supérieur saxon, le fameux Thielmann, trop compromis pour qu'on pût jamais craindre une défection de sa part [4]. Enfin, une grande partie de la Belgique, nos départements du Rhin, et surtout Namur et Liége, *notre brave petite France de Meuse* [5], épiaient notre premier succès pour arborer le drapeau tricolore. L'empereur comptait si bien sur ce dernier renfort, qu'en partant de Paris il prescrivait d'acheminer en hâte, sur les derrières de la grande armée, douze mille fusils pour armer les paysans liégeois et belges. Les plus sérieuses considérations militaient donc pour le système d'agression préféré par Napoléon.

Napoléon d'avoir la paix à Prague et à Châtillon. Toutes ces préventions eurent leur influence inévitable et fatale.

En dépit des déclamations révolutionnaires, nous ajouterons que ce revirement si brusque des Bourbons à Napoléon dut inspirer à beaucoup d'officiers supérieurs une sorte d'embarras dont le principe avait quelque chose de respectable, et que l'empereur lui-même comprenait parfaitement. (*Voyez,* dans les *Mémoires* de Rapp, sa curieuse conversation avec l'empereur, p. 342 et suiv.) Nous approuvons sans réserve ceux qui se joignirent à Napoléon pour défendre le territoire français; mais nous ne nous sentons pas l'autorité nécessaire pour flétrir le duc de Bellune suivant Louis XVIII à Gand, encore moins Oudinot, Gouvion-Saint-Cyr, et surtout Macdonald demeurant fidèle à Louis XVIII en 1815, après avoir quitté le dernier Napoléon à Fontainebleau, en 1814.

[1] Nous avons plus d'une fois entendu raconter cette scène au général Marescot lui-même.

On sait que Marescot, qui commandait l'artillerie de Dupont, ne se trouvait compromis dans cette déplorable affaire que pour avoir, sur l'ordre exprès de son chef, apposé sa signature à la capitulation.

[2] A ces exemples nous pourrions ajouter celui même de M. Bignon, qui, après avoir publié en 1814 son *exposé comparatif,* dont plusieurs passages n'étaient certes pas de nature à plaire à l'empereur, recevait dès le 21 mars sa nomination de sous-secrétaire d'État.

[3] Ce qui n'était pas, puisque toutes les mesures des alliés étaient prises pour envahir la France au 1er juillet.

[4] Voy. ci-dessus, p. 141 et suiv.

[5] Michelet.

On a pu reconnaître depuis avec quelle sagacité l'empereur avait justement choisi pour cette attaque le premier moment où il pouvait réunir sous sa main les forces rigoureusement suffisantes pour vaincre, le dernier où il pût conserver encore cet immense avantage de l'offensive. Quinze jours plus tard, toute notre frontière de l'est était envahie à la fois; du côté des Alpes, par l'armée austro-sarde, sur le Rhin par l'armée de Schwartzenberg, soutenue de la grande armée russe; du côté de la Belgique par Wellington et Blücher. Celles-ci, se trouvant en avance, attendaient que les autres fussent à hauteur pour continuer leur mouvement. Wellington avait cent mille hommes, Blücher cent cinquante mille [1].

Malgré la célérité de ses préparatifs, l'empereur n'avait encore au mois de juin que deux cent dix-sept mille hommes complétement armés et équipés. Obligé de former des corps d'observation sur les frontières du Rhin, de la Suisse, des Alpes et des Pyrénées; d'employer vingt mille hommes à réprimer la seule insurrection de la Vendée, il ne put réunir sur la Sambre plus de cent vingt mille hommes pour frapper un coup décisif. Cette héroïque armée, dernier espoir, dernier enjeu de la France, se composait, outre la garde impériale, de cinq corps, commandés par les généraux d'Erlon, Reille, Vandamme, Gérard et Lobau, et de quatre corps de cavalerie, sous les ordres de Pajol, d'Excelmans, de Milhaud et de Kellermann [2].

Le 14 juin, Napoléon, parti de Paris l'avant-veille, arrivait à Beaumont, et toute son armée, réunie avec une promptitude et un secret merveilleux, se trouvait concentrée sur la Sambre, en face de Charleroi. L'enthousiasme de l'armée est extrême; une proclamation (la dernière, hélas!) lue sur le front de chaque bataillon, a fait passer dans toutes les âmes le sombre courroux dont celle de l'empereur déborde, et chacun redit avec lui : « Pour tout « Français qui a du cœur, le moment est venu de « vaincre ou de périr! » Cent ans plus tôt, et non loin des champs de bataille de 1815, Villars avait sauvé la France d'une autre invasion; au delà de la Sambre, l'armée allait retrouver à Fleurus des traces plus récentes et non moins glorieuses. Les plaines de Belgique, trop souvent arrosées d'un noble sang, avaient vu la France de Louis XIV et celle de la république prévaloir contre l'Europe conjurée; la France de Napoléon allait être moins heureuse.

Les combats n'ont pas encore commencé, et déjà il semble qu'une puissance mystérieuse, irrésistible, entre en lutte avec le courage de nos soldats et le génie de leur chef; on dirait qu'une sorte de hasard clairvoyant dispense ses faveurs à nos seuls ennemis. Nos troupes n'ont pas encore franchi la Sambre, et déjà l'indiscrétion criminelle de quelques transfuges nous a ravi l'un de nos plus grands avantages, celui d'une surprise complète, accablante. Blücher, averti à temps, aura pu réunir ses divisions, et choisir son champ de bataille.

Parmi ces Français infidèles, il en est un surtout, celui du chef d'état-major de Gérard, que l'anathème populaire poursuit impitoyablement depuis ce jour. Une valeur brillante, de grands talents, d'honorables blessures reçues pour la France en 1814, et plus tard la glorieuse conquête d'Alger et les louables efforts de la piété filiale, rien n'a pu désarmer l'opinion publique, rien n'a pu mériter au nom de Bourmont ni le pardon ni même l'oubli [3]!

Cette défection exerça une influence incontestable et funeste sur la marche des événements; elle exaspéra nos soldats jusqu'à la cruauté, et leur inspira une sorte de défiance vague et presque superstitieuse. Dans les combats qui suivirent, on vit

[1] Il faut déduire de cette évaluation le corps de Kleist, qui occupait le duché de Luxembourg. Il ne put prendre part aux batailles de Ligny et de Waterloo, ce qui réduit le total des deux armées alliées à environ deux cent vingt mille hommes et cinq cent quarante canons.

[2] Lamarque commandait en Vendée. Rapp et Belliard, Lecourbe, Suchet et Brune étaient à la tête des divers corps d'observation de la frontière de l'est destinés à devenir le noyau d'autres armées, au moyen des nouvelles levées et de l'organisation des gardes nationales mobiles. Les forces françaises auraient été doublées à la fin d'août.

[3] Le général Bourmont avait, dit-on, adressé sa démission à Gérard dès le 1er juin; il ne restait qu'en attendant qu'il fût pourvu à son remplacement. La crainte d'être arrêté l'a seule déterminé à chercher un asile au milieu des lignes ennemies. Ces excuses nous semblent insuffisantes. Pour les généraux qui ne croyaient pas devoir s'associer à la défense du territoire par Napoléon, il y avait d'autres partis à prendre que celui d'accepter un commandement pour déserter en face de l'ennemi. Mieux valait s'abstenir comme Macdonald, suivre Louis XVIII à Gand comme Victor, mieux valait même guider dans la Vendée ou dans le Midi les insurrections royalistes!

Rien ne prouve, il est vrai, que ce général ait communiqué aux Prussiens les dispositions de Napoléon et la marche des divisions françaises; mais il est fâcheux que sa désertion ait eu lieu précisément le lendemain du jour où il avait reçu l'ordre de marche; d'ailleurs, la présence d'un officier de ce rang était pour l'ennemi un avertissement bien autrement efficace que la désertion d'un *tambour*, dont parlent quelques auteurs pour atténuer le funeste effet de celle du général Bourmont.

des paniques soudaines, inexplicables, arrêter soudain l'élan de la victoire ou jeter le désordre dans les retraites. On eût dit qu'une atmosphère invisible de trahison pesait sur l'armée entière. Cette impression indéfinissable et sinistre s'est conservée longtemps par la tradition : de là cette tendance obstinée, dans laquelle l'amour-propre national trouve aussi son compte, à chercher toujours quelque chose au delà des faits et des explications connues, à soupçonner, dans ce grand désastre, quelque étrange mystère d'infamie. Ce souvenir pèse sur la France comme un rêve horrible; il en a l'incohérence et les vagues terreurs!

La concentration des troupes françaises avait complétement échappé au général prussien Ziethen chargé de la défense ou plutôt de la *surveillance* de la Sambre [1]. L'empereur avait pris les mesures les plus judicieuses et les plus complètes pour inaugurer la campagne par un succès décisif sur les troupes de ce général, encore dispersées dans leurs cantonnements le 15 juin à minuit. Cette nuit-là même l'armée française s'ébranlait pour franchir la Sambre sur trois points, Marchiennes, Charleroi et le Catelet, et Ziethen, attaqué de front à Charleroi par le centre, allait se trouver en même temps coupé de Bruxelles par la marche de notre gauche (premier et deuxième corps) de Marchiennes sur Gosselies, et de Namur par celle de notre droite qui de Philippeville venait au Catelet, et se rabattait concentriquement sur Gilly. Par cette manœuvre habile et hardie, un corps de trente mille Prussiens était surpris et anéanti en moins de six heures au début de la campagne.

On a beaucoup écrit, beaucoup disserté sur le plan général de l'empereur. Nous croyons que toutes ces combinaisons élaborées après coup ne sauraient inspirer qu'une confiance assez médiocre aux amis de la vérité. Il est évident que Napoléon, ayant tout préparé pour prendre l'ennemi au dépourvu, avait dû faire une large part à l'imprévu dans ses combinaisons ultérieures, dont le point de départ était alors la destruction du corps de Ziethen; il est également certain que l'occupation de Charleroi le plaçait sur le point de jonction des deux armées ennemies, et à portée d'agir, à son choix, contre l'une ou contre l'autre. Mais il ne nous paraît nullement démontré qu'il ait eu, au début des opérations, le *projet arrêté* de contenir seulement l'armée anglaise sur sa gauche, et d'agir principalement contre les Prussiens, après un premier succès sur la Sambre. L'importance morale qu'aurait eue la prompte occupation de Bruxelles nous semble au contraire avoir été sa pensée dominante, jusqu'au moment de la bataille de Ligny; on peut donc affirmer qu'après la destruction du premier corps prussien sur la Sambre, il aurait marché avec le gros de ses forces sur cette capitale; et c'était, dans cette hypothèse, le meilleur parti qu'il pût prendre [2].

Mais déjà le corps de Ziethen échappait à cette destruction, si habilement préparée qu'elle semblait inévitable. Prévenu à temps par Blücher, ce général avait pris ses mesures dans la nuit même pour concentrer ses divisions et assurer leur retraite sur Fleurus.

D'après l'ordre général de marche expédié aux différents chefs de corps français, le 14 au soir, l'armée devait avoir franchi la Sambre sur tous les points à midi. Au point du jour, toute la ligne des avant-postes prussiens fut attaquée en effet; à dix heures et demie, notre cavalerie légère entrait à Charleroi, dont l'ennemi n'avait pas eu le temps de rompre le pont. A notre gauche, Reille avait atteint de bonne heure Marchiennes, et l'on pouvait encore espérer un succès décisif. Malheureusement notre droite, retardée par les mauvais chemins, se présenta trop tard sur la Sambre pour que le mouvement prescrit sur Gilly produisît l'effet espéré. D'un autre côté, le chef du troisième corps, Vandamme, qui, d'après l'ordre de marche, aurait dû suivre immédiatement la cavalerie légère de Pajol, reçut, dit-on, trop tard l'ordre de marche, par suite d'un accident arrivé à l'officier qui en était porteur, et n'arriva à Charleroi que vers une heure. L'empereur, qu'il devait précéder, était arrivé depuis onze heures avec sa garde. C'étaient deux heures de perdues dans un moment où la célérité des mouvements importait si fort au succès; car Reille n'avait pu bouger de Marchiennes avant que la colonne du centre fût à hauteur.

Napoléon, pour réparer s'il est possible le temps perdu, lance à la poursuite des Prussiens qui se retirent vers Gilly nos deux divisions de cavalerie légère dont Grouchy a pris le commandement, et

[1] Vaudoncourt, III, 116.

[2] Les écrivains militaires qui ont soutenu l'opinion opposée n'avaient pas eu connaissance de la lettre de l'empereur à Ney, que nous allons bientôt citer. On verra par cette lettre que l'empereur, le 16 au matin, *n'avait pas encore pris son parti* (ce sont ses expressions) entre la poursuite des Prussiens et la marche sur Bruxelles, et que même il penchait encore pour cette dernière alternative. Une telle incertitude n'eût pas même existé si l'opération du passage de la Sambre avait complétement réussi; car alors Blücher, réduit aux deux corps de Pirch et de Thielmann, n'aurait pu songer à livrer bataille, et la prise de Bruxelles portait à la coalition un coup peut-être mortel.

presse la marche des soldats de Vandamme, qui commencent à peine à défiler dans Charleroi. Sur la gauche, Reille peut enfin se porter en avant; mais il n'atteint à Gosselies que l'arrière-garde de la division Steinmetz, qui se replie sur Fleurus sans beaucoup de perte. Du côté de Gilly, Grouchy trouve les Prussiens postés derrière le ruisseau, et, croyant avoir affaire à tout le corps de Ziethen, tandis qu'il n'a en tête que la seule division qui a combattu sur la Sambre et couvert la retraite des autres, il hésite, et se borne à une canonnade insignifiante. Enfin Napoléon, sentant que de tous côtés l'ennemi lui échappe, vient lui-même à Gilly, et ordonne l'attaque combinée avec le mouvement de flanc du quatrième corps, qui débouchait enfin par le pont du Catelet. Ce mouvement, qui deux heures plus tôt enveloppait l'ennemi, n'eut d'autre résultat que de hâter sa retraite à travers les bois de Lambusart, théâtre d'une lutte non moins acharnée en 1794. Napoléon tente un dernier effort pour changer cette retraite en déroute; il fait charger l'arrière-garde par l'intrépide Letort, à la tête des escadrons de service de la garde. Cet élan impétueux renverse en effet deux carrés ennemis : cinq pièces de canon, seul trophée de la journée, tombent en notre pouvoir; mais cet avantage nous coûte plus cher qu'aux vaincus : Letort est tombé blessé à mort sur le champ de bataille qu'il vient de conquérir. On avait espéré un moment le sauver; sa mort, arrivée le surlendemain, n'en affligea que plus vivement l'empereur et toute l'armée. C'était un noble cœur, une vaillante épée de moins [1]. Ne pleurons plus ceux-là qu'un trépas glorieux dérobe aux malheurs qui fondent déjà sur la patrie; gardons toute notre pitié pour ceux dont la mort ne voudra pas.

Cependant, en dépit de tous les retards, de tous les contre-temps, l'un des grands résultats espérés par l'empereur a été obtenu; il se trouve placé sur la ligne de jonction des deux armées ennemies, et croit encore, le 15 au soir, pouvoir choisir son adversaire. Suivra-t-il les Prussiens? marchera-t-il sur Bruxelles? Tout semble prouver que l'empereur a voulu se ménager cette alternative jusqu'au 16 à midi, où il se trouva en présence de l'armée prussienne [2]. Jusque-là, malgré les renseignements qui lui parvinrent successivement de ce côté, il inclinait toujours à penser que Blücher l'attendrait sous Namur, et ne croyait pas devoir rencontrer, le lendemain, l'armée prussienne prête à livrer bataille, mais plutôt quelque division qui pourrait être accablée séparément. Pour parer cependant à toutes les éventualités, Napoléon forma de son armée deux masses destinées à agir sur une base concentrique contre les doubles lignes d'opération de ses ennemis, l'une (celle de Wellington), partant de Bruxelles et Gand, l'autre de Namur et Liége [3]. Il réservait le commandement d'une de ces masses à Grouchy. Les services récents de ce général, lors de l'insurrection du Midi, avaient inspiré à l'empereur une confiance malheureusement fort exagérée. Le commandement de l'autre masse, dirigée vers Bruxelles, fut donné au maréchal Ney, qui paraissait pour la dernière fois dans l'arène des combats, dominé par de sinistres pressentiments, mais non moins vaillant, non moins dévoué que dans ses précédentes campagnes. Que n'a-t-il succombé dans celle-là! Mais non, il fallait qu'après avoir tant de fois bravé la mort, qu'après l'avoir vainement cherchée dans nos derniers désastres, il tombât sous des balles françaises, dans un jour à jamais maudit!

Le maréchal Ney n'avait eu d'ordres qu'au moment même du départ de l'empereur; parti précipitamment de Paris, il n'était accompagné que du colonel Heymès, désigné pour être le chef d'un état-major qui n'existait pas encore. Le 15 au soir il rejoignait Napoléon aux portes de Charleroi, et recevait immédiatement le commandement de deux corps d'armée qu'il n'avait pas même vus. L'empereur lui prescrivit de pousser vivement l'ennemi sur la route de Bruxelles. Ici commence une ardente controverse, commencée depuis plus de trente ans, entre les apologistes du maréchal Ney, et les nombreux écrivains militaires qui, sur la foi d'une relation écrite à Sainte-Hélène sous l'inspiration de l'empereur, font peser sur le commandant de l'aile

[1] Letort avait été nommé général de division à Montmirail, où il avait fait des prodiges. Il servait dans la campagne de 1815 en qualité d'aide de camp de l'empereur. Letort laissa en mourant une fille en bas âge, qui eut pour tuteur M. Bignon, ami intime de son père. La veuve du général Letort a épousé depuis l'honorable M. de Tracy.

[2] On peut consulter, sur les événements de ces trois jours, et sur les controverses sans nombre et sans fin auxquelles ils ont donné lieu, les ouvrages des généraux Jomini, Vaudoncourt, Gourgaud, le *précis* du général Berton, etc. Toutefois il faut observer que les *documents inédits* produits par le duc d'Elchingen justifient à peu près complétement le maréchal Ney, et que pour retrouver quelque lumière et quelque vérité dans ce chaos il importe de rectifier, au moyen de ces documents, les assertions et les raisonnements souvent contradictoires des auteurs qui ont écrit sur cette campagne, ceux même généralement attribués à Napoléon lui-même, qui manquait à Sainte-Helène de documents écrits, et dont la mémoire a dû faillir parfois, dans une telle confusion d'événements.

[3] *Précis* du général Berton, p. 19.

gauche la responsabilité d'une partie des malheurs de la campagne. Napoléon donna-t-il au maréchal Ney, dès le 15 au soir, l'ordre de pousser une avant-garde jusqu'à la position des *Quatre-Bras*, dont il devait dès lors au moins soupçonner toute l'importance? Certes, il aurait été bien désirable que le jour même du passage de la Sambre nos deux ailes fussent portées simultanément, la droite à *Sombref*, la gauche aux *Quatre-Bras*, puisque, occupant ces deux positions et appuyées sur la réserve, elles se protégeaient mutuellement contre toute attaque des deux armées ennemies. En effet, d'après la position respective des armées coalisées au début de la campagne et les dispositions concertées entre les généraux, Wellington ne pouvait arriver à temps le 16 au secours de Blücher que par les Quatre-Bras, et dans l'hypothèse inverse Blücher devait nécessairement rassembler ses troupes vers Sombref. L'occupation immédiate de ces deux positions aurait donc été le résultat le plus large, le plus complet du système d'opérations sur la ligne de jonction des deux armées. Toutefois, Napoléon n'a pu vouloir, et prescrire par conséquent, que ce qui était possible, et il a dû tenir compte des retards du passage de la Sambre, qui rendaient à peu près impossible de porter dès le soir de l'infanterie à Sombref et aux Quatre-Bras. Mais il paraît incontestable qu'il a voulu du moins faire occuper ces deux points dès le 15 au soir par de la cavalerie. L'ordre verbal donné à Grouchy de pousser jusqu'à Sombref n'est nié par personne; cet ordre avait seulement donné lieu, dans la discussion historique des faits, à une confusion qui n'a été remarquée que depuis peu d'années. On avait compris que Napoléon avait ordonné de faire avancer une colonne d'infanterie jusqu'à Sombref. Mais Grouchy, le 15 au soir, ne commandait encore que les réserves de cavalerie; ce ne fut que le 17 au matin que l'empereur mit l'aile droite entière sous les ordres de ce maréchal. Il n'y avait donc qu'un simple mouvement de cavalerie ordonné sur Sombref, et très-probablement un mouvement semblable à l'autre aile, sur les Quatre-Bras [1]. Ces deux ordres ne purent être exécutés; Grouchy n'alla pas au delà de Fleurus, et Ney s'arrêta à Frasnes, village situé sur la route de Bruxelles au delà de Gosselies, et à une lieue seulement en deçà des Quatre-Bras. Les troupes de l'aile droite étaient fort éparpillées; deux divisions du premier corps n'avaient même pas encore franchi la Sambre. « La nuit était close, dit un témoin oculaire. Les troupes étaient harassées par une marche de plus de vingt heures. Le maréchal ne savait ni les noms des généraux, ni ceux des colonels, et savait bien moins encore le nombre d'hommes qui avaient pu suivre les têtes de colonne dans une marche aussi longue. Il jugeait imprudent de tenter une attaque de nuit sur un point que *personne ne connaissait*, et que l'on *savait* être défendu par *dix* bataillons avec de l'artillerie. Des renseignements *que l'on croyait* sûrs annonçaient même que toute l'armée anglaise manœuvrait pour occuper ce poste important [2]. »

Après avoir établi solidement l'avant-garde du deuxième corps en avant de Frasnes, et pris des

[1] Malgré toutes les dénégations des amis du maréchal Ney, il semble impossible d'admettre que l'ordre verbal de pousser au moins une avant-garde de cavalerie sur les Quatre-Bras (ou les *Quatre-Chemins*, comme les appelait Napoléon) n'ait pas été donné dès le 15 au soir. Outre l'affirmation positive de l'empereur, qui, quoi qu'on en dise, est bien d'un certain poids, nous en avons un témoignage irréfragable dans des *nouvelles de l'armée*, publiées par le *Moniteur* du 18. Ces *nouvelles* expédiées de *Charleroi, le 15 au soir*, énoncent formellement *que le maréchal Ney occupe les Quatre-Chemins*. Nous n'irons pas tirer de là, comme l'historien républicain *des deux restaurations*, cette conclusion étrange, que le maréchal Ney avait faussement annoncé cette occupation à l'empereur. Nous dirons seulement qu'au moment où ces nouvelles furent rédigées l'empereur avait réellement donné cet ordre, et qu'il croyait que l'exécution n'en souffrirait ni difficulté ni retard. Il ne fut détrompé qu'au retour de Ney, qui n'eut lieu que vers *minuit*.

Ney avait fait la campagne de 1794 en Belgique avec l'armée de Sambre-et-Meuse : il devait donc avoir une connaissance spéciale des localités. Cette circonstance devait inspirer à l'empereur une confiance fort naturelle, et explique ce qu'il put y avoir de laconique ou d'incomplet dans les ordres verbaux donnés au maréchal. Au surplus, comme l'a fort bien observé Jomini, Napoléon dut se consoler facilement du retard éprouvé par sa gauche, du moment où la droite n'avait pu davantage pousser jusqu'à Sombref.

[2] Récit du colonel Heymès, chef d'état-major du maréchal Ney.

Il est à remarquer que ce récit, empreint d'un caractère de véracité et de franchise remarquable, ne parle pas de la canonnade de Gilly, que le maréchal aurait entendue en arrière de son flanc droit, et qui aurait influé sur la lenteur de ses mouvements (voyez Jomini, 155). En effet, Ney n'avait rejoint Napoléon qu'à *sept heures*, et les Prussiens avaient été débusqués de Gilly et des bois de Lambusart vers cinq heures. Cet engagement était terminé, puisque l'empereur était revenu à l'embranchement des routes de Namur et de Bruxelles. Ney n'a donc pu rien entendre deux heures plus tard dans la direction de notre droite.

On verra plus tard que les *renseignements* dont parle le colonel Heymès étaient inexacts, ou du moins prématurés.

mesures pour assurer les communications et la transmission des ordres aux troupes qui lui étaient confiées, Ney revint au quartier général de Charleroi *vers minuit,* et resta *seul* avec l'empereur jusqu'à deux heures du matin. Ici les difficultés et les contradictions viennent de nouveau nous assaillir. La relation de Sainte-Hélène place dans cette conférence de nuit une *seconde* injonction plus pressante d'occuper les Quatre-Bras, au moins au point du jour, puisqu'on avait fait la faute de ne pas aller jusque-là dès le 15 au soir. Ce deuxième ordre est contesté, comme le premier, par les défenseurs du maréchal. Il semble, en effet, résulter de l'examen approfondi des documents publiés par eux, que l'empereur, dictant et citant de mémoire à Sainte-Hélène, a confondu les heures, et qu'il pensait avoir donné la nuit un ordre d'attaque qu'il ne donna que le matin. Ce n'est pas un travail facile que de restituer l'état véritable des opérations dans ce moment-là, tant la situation, déjà passablement obscure par elle-même, a été embrouillée encore par les raisonnements et les contradictions des écrivains militaires. Toutefois, nous ne désespérons pas d'y parvenir.

Le mauvais temps, l'état déplorable des routes de traverse, la ténacité des Prussiens, qu'on avait trouvés partout sur leurs gardes, avaient considérablement retardé la marche de l'armée et déjoué une partie des prévisions de l'empereur. A la nuit *toutes les réserves d'artillerie* étaient encore derrière la Sambre, ainsi qu'une partie notable du corps de Gérard ; c'est là un fait capital, dont il faut tenir compte pour ne pas *devancer,* si j'ose m'exprimer ainsi, les pensées de Napoléon, en lui attribuant prématurément des combinaisons qui n'ont pu exister que quelques heures plus tard. Nous admettons volontiers, avec les défenseurs de Ney, que l'empereur ne lui témoigna pas de mécontentement, dans cet entretien de nuit, pour la non-occupation des *Quatre-Chemins* ou Quatre-Bras ; non pas, comme ils le disent, qu'aucun ordre semblable n'eût encore été donné, car l'existence d'un ordre verbal du 15 au soir nous paraît démontrée, mais parce que Ney dut parler à l'empereur d'obstacles imprévus, de ses troupes fatiguées et disséminées, des forces que l'ennemi montrait sur ce point, etc. Nous croyons aussi que l'empereur n'a pas prescrit de nouveau à Ney d'attaquer les Quatre-Bras au point du jour. Autrement on aurait de la peine à comprendre comment les ordres écrits qui furent, en effet, expédiés le matin ne contiendraient pas quelque blâme pour le retard de cette attaque, si elle avait été ordonnée dans la nuit.

Voici ce qui a dû se passer. L'empereur, au moment où il s'entretenait avec le maréchal, était surtout préoccupé des retards de la journée précédente, des mesures à prendre pour l'organisation définitive de l'armée, qui ne devait avoir entièrement passé la Sambre que dans la matinée du 16, D'ailleurs, *son parti n'était pas encore pris.* Il jugea donc que le maréchal aurait bien assez à faire dans la première partie de la matinée, de concentrer ses divisions, encore fort disséminées dans leurs postes de nuit, de manière à pouvoir exécuter immédiatement les ordres qu'il comptait d'ailleurs lui adresser de bonne heure encore, soit pour donner tête baissée vers Bruxelles, soit pour masquer seulement l'armée anglaise et reporter une partie de ses troupes du côté des Prussiens. Tel a dû être, selon nous, l'unique mystère de cette conférence, qui a donné lieu à de si vifs débats.

L'inaction de Ney, dans la matinée du 16, ne saurait donc être blâmée, puisqu'il attendait des ordres. Mais tout devait tourner contre nous dans ces journées funestes. En fait, l'occupation des Quatre-Bras, que Ney croyait dès le 15 au soir gardés par des forces imposantes, eût été dans ce moment même très-facile, car il n'y avait alors aux Quatre-Bras que la brigade du prince de Saxe-Weimar, qu'il venait de repousser à Frasnes. Cette occupation n'était guère plus difficile le 16 au point du jour ; car Wellington n'avait encore sur ce point qu'une division de huit mille hommes à peu près, tandis que Ney pouvait déjà disposer de trois divisions du deuxième corps [1]. Nous avons dit que les deux généraux ennemis avaient arrêté d'avance des mesures dans l'hypothèse d'une semblable attaque sur leurs communications ; qu'alors Blücher se concentrait sur sa droite, vers Sombref et Ligny ; Wellington sur sa gauche, aux Quatre-Bras. On a compris dès lors de quel immense intérêt eût été pour l'armée française la prompte occupation de ce point, d'après la tournure que les événements avaient prise, puisque c'était de là, et de là seulement, que Wellington pouvait arriver à temps au secours des Prussiens réunis en effet, et bientôt après attaqués à Ligny.

Ce général, fidèle à ses habitudes de temporisation, avait beaucoup trop tardé à commencer son mouvement. Il s'était persuadé que Napoléon se jetterait sur sa droite vers Mons ; opération qui en effet aurait pu ouvrir momentanément à l'armée française les portes de Bruxelles, mais qui avait l'immense inconvénient de refouler les Anglais sur

[1] La *notice* du colonel Heymès place aux Quatre-Bras dans la matinée du 16 une force ennemie de vingt-cinq mille hommes. Le rapport de Wellington contredit formellement cette assertion.

les Prussiens et d'opérer ainsi cette jonction, qu'il fallait à tout prix empêcher. Quoi qu'il en soit, Wellington s'obstinait si fort à prévoir une attaque de ce côté, qu'à la première nouvelle des combats sur la Sambre, il prit ce premier mouvement de Napoléon pour une fausse attaque ; et par suite il ne donna qu'à minuit l'ordre de concentration, qu'il aurait dû donner dès cinq heures. Mais dans cette campagne les fautes mêmes de nos adversaires devaient tourner à leur avantage !

Plusieurs écrivains militaires, trop préoccupés peut-être des grands résultats que l'armée française aurait pu obtenir avec un peu plus de promptitude dans ses mouvements le 16 au matin, ont reproché à l'empereur une hésitation fâcheuse et inaccoutumée dans cette matinée. Ils l'ont blâmé de n'avoir pas assez promptement deviné le système de défense adopté par ses deux adversaires, et pris par conséquent de très-bonne heure toutes les dispositions qu'il ne prit qu'après avoir reconnu la position véritable des Prussiens. Enfin, on a cherché l'explication de cette lenteur, si peu en rapport avec son caractère, dans les préoccupations que lui donnait l'attitude hostile des chambres françaises et aussi dans le renouvellement de ces souffrances physiques qui deux ans auparavant avaient eu quelque influence sur la fatale journée de Culm [1]. Toutes ces critiques sont vraiment bien faciles après l'événement. Il n'y a, suivant nous, nul besoin de supposer quelque affaiblissement passager d'esprit de la part de l'empereur, pour l'excuser de n'avoir pas deviné tout d'abord que Blücher, en se concentrant à Ligny, sacrifierait sa ligne de retraite sur Namur à la chance très-incertaine d'être secouru par Wellington, chance qui en effet ne se réalisa pas. On oublie les retards de la veille, qu'il fallait avant tout réparer, les *réserves d'artillerie*, qui ne purent passer la Sambre que le 16 au matin, et qu'apparemment il ne fallait pas laisser en arrière quand on pouvait livrer bataille d'un moment à l'autre. Ce n'est pas tout. Napoléon, d'après les vraisemblances stratégiques les plus fortes, pouvait s'attendre à trouver les Prussiens soit dans la position avantageuse de Sombref à Tongrines, à cheval sur la chaussée de Namur, soit perpendiculairement à cette chaussée et à la Sambre, derrière la petite rivière d'Orneau. Dans ces deux cas il importait que le troisième et le quatrième corps marchassent à hauteur pour opposer un front égal à celui de l'ennemi. Napoléon dut donc attendre, pour mettre ces deux corps en mouvement, que le quatrième, si considérablement retardé la veille, eût achevé de passer la Sambre.

Tâchons maintenant de retrouver la pensée exacte de l'empereur dans cette matinée du 16. Personne ne songera, je pense, à critiquer de tels détails; les heures sont des siècles dans ces jours malheureux, qui pèsent encore d'un poids si lourd sur nos destins !

Napoléon, avant d'avoir reçu les premiers rapports de Ney et de Grouchy (qui ne parviendront qu'assez tard), est revenu à son projet favori de marcher sur Bruxelles. Il y trouve plus d'avantages même qu'à vaincre Blücher, pour peu que l'alternative lui en soit laissée, soit par la position qu'aura choisie cet adversaire, soit par les forces qu'il aura pu réunir. Néanmoins, connaissant l'activité et l'audace du général prussien, il se met en mesure de parer à toutes les éventualités, jusqu'à ce que des renseignements exacts et complets lui permettent de prendre un parti définitif. Ces considérations nous paraissent expliquer complétement les dispositions prises par l'empereur.

C'est pour préparer ce mouvement sur Bruxelles qu'il a mis de grand matin le corps de cavalerie de Kellermann à la disposition du maréchal Ney. Il lui demande en même temps des renseignements sur la concentration de ses deux corps d'armée, et des nouvelles de l'ennemi. Cette première dépêche sera bientôt suivie d'une autre, qui contiendra pour la première fois l'ordre formel d'occuper les Quatre-Bras ; mais dans l'intervalle entre ces deux dépêches il convient de placer l'achèvement du passage de la Sambre et l'organisation définitive des troisième et quatrième corps, qui se mettent en mouvement de Lambusart sur Sombref. C'est alors, vers huit heures, que Napoléon fait donner enfin à Ney, par le major-général, l'ordre de marcher en avant dans la direction de Bruxelles vers les Quatre-Bras (la dépêche dit les *Trois-Bras*) ; de porter son avant-garde jusqu'à Genappe, et des reconnaissances le plus loin possible sur cette même route ; enfin de détacher à sa droite une division sur Marbais, pour se maintenir en communication, par la chaussée de Namur, avec les corps qui marchent sur Sombref [2].

[1] Voy. ci-dessus, chap. VI.

[2] Les termes mêmes de cet ordre, et ceux de la lettre importante que nous allons citer, ne permettent pas de supposer d'ordres verbaux donnés dans la nuit. On voit par le témoignage d'Heymès que Ney croyait, le 15 au soir, le poste des Quatre-Bras gardé par des forces considérables, et sans doute il avait parlé dans ce sens à l'empereur dans la conférence de nuit. Dans les deux dépêches du matin, Napoléon suppose, au contraire, qu'il ne trouvera plus d'ennemis aux Quatre-Bras, puisqu'il parle d'occupation et non d'attaque, et qu'il prescrit même à Ney de se porter beaucoup plus avant sur

Non content de ce premier ordre, l'empereur, prêt à partir pour suivre le mouvement de son aile droite vers Sombref, veut adresser des instructions directes au maréchal Ney. Ces instructions contiennent toute sa pensée; c'est donc un document de la plus haute importance, et que nous devons citer textuellement.

« Mon cousin, je vous envoie mon aide de camp « le général Flahaut, qui vous porte la présente « lettre. Le major-général a dû vous donner des « ordres; mais vous recevrez les miens plus tôt, « parce que mes officiers sont mieux montés que « les siens. Vous recevrez l'ordre de mouvement « du jour, mais je veux vous écrire en détail, parce « que c'est de la plus haute importance. Je porte « le maréchal Grouchy avec les troisième et qua-« trième corps d'infanterie sur Sombref. Je porte « ma garde à Fleurus, et j'y serai de ma personne « avant midi. J'y attaquerai l'ennemi *si je le ren-« contre,* et j'éclairerai la route jusqu'à Gembloux. « Là, *d'après ce qui se passera, je prendrai mon « parti* peut-être à trois heures après midi, peut-« être ce soir. Mon intention est qu'immédiate-« ment après que j'aurai pris mon parti vous soyez « prêt à marcher sur Bruxelles; je vous appuierai « avec la garde qui sera à Fleurus ou à Sombref, « et je désirerais arriver à Bruxelles demain matin. « Vous vous mettriez en marche ce soir même, si « je prends mon parti d'assez bonne heure pour « que vous puissiez en être informé de jour, faire « ce soir trois ou quatre lieues et être demain à « sept heures du matin à Bruxelles. Vous pouvez « donc disposer vos troupes de la manière sui-« vante : Première division à deux lieues en avant « des *Quatre-Chemins* (Quatre-Bras), s'il n'y a « pas d'inconvénient. Six divisions d'infanterie « autour des Quatre-Chemins, et une division à « Marbais, *afin que je puisse l'attirer à moi à Som-« bref, si j'en avais besoin. Il est probable* que je « me déciderai ce soir à marcher sur Bruxelles « avec la garde...

« J'ai adopté comme principe général pendant « cette campagne de diviser mon armée en deux « ailes et une réserve. La garde formera la réserve, « et je me porterai sur l'une ou l'autre aile selon « les circonstances. *Vous sentez assez l'importance « attachée à la prise de Bruxelles.* Je désire que « vos dispositions soient bien faites pour qu'*au « premier ordre* vos huit divisions puissent mar-« cher rapidement et sans obstacle sur Bruxelles.

« NAPOLÉON. »

« Charleroi, 16 juin 1815.

D'après le témoignage du général Flahaut, qui écrivit cette lettre et qui la porta, elle avait été dictée entre huit et neuf heures. Elle fut remise au maréchal vers onze heures.

Ce document ne permet plus de méconnaître les véritables intentions de l'empereur. Une bataille contre les Prussiens lui paraît en ce moment l'alternative la moins désirable et la moins probable; il préférerait masquer, s'il est possible, par son aile droite le corps prussien, qu'il ne peut manquer de rencontrer, et marcher sur Bruxelles avec les deux corps de Ney, la garde et le sixième corps, demeuré en arrière à Charleroi.

Avant de quitter lui-même cette ville, l'empereur reçut presqu'en même temps des nouvelles de Ney et de Grouchy; il était alors au moins neuf heures. Un officier de lanciers expédié par Ney, *avant sept heures du matin*, annonçait que l'ennemi se renforçait aux Quatre-Bras, et que d'après divers renseignements la jonction des deux armées ennemies devait être déjà opérée. L'empereur était sûr de l'impossibilité de cette jonction; il fit répondre de suite à Ney par le major-général : « Réunissez les corps des comtes Reille et d'Erlon (premier et deuxième) et la cavalerie du comte de Valmy; avec ces forces vous devez battre et détruire tous les corps ennemis qui peuvent se présenter. Blücher était hier à Namur, et il n'est pas vraisemblable qu'il ait porté des troupes vers les Quatre-Bras; ainsi vous n'avez affaire qu'à ce qui vient de Bruxelles [1]. »

Le rapport de Grouchy, envoyé dès six heures du

la route de Bruxelles, *d'où probablement l'ennemi s'est retiré.* Napoléon pensait sans doute que la nouvelle du passage de la Sambre par toute l'armée française et la concentration des premier et deuxième corps avaient dû décider Wellington à retirer ses troupes des Quatre-Bras.

[1] Une confusion, assez naturelle d'ailleurs, dans les souvenirs de Napoléon à Sainte-Hélène a jeté les historiens de cette campagne dans d'étranges embarras. Nous croyons avoir trouvé, non sans peine, le fil conducteur de ce labyrinthe.

La date du message de Ney est fixée d'une manière assez précise par le témoignage du commandant du deuxième corps, auquel Ney dit vers sept heures du matin qu'il attendait des ordres de l'empereur, auquel il rendait compte de sa position. Il est bien évident que dans ce moment-là Ney ne pouvait avoir reçu ni l'ordre du major-général ni le message direct de Napoléon, prescrivant tous deux d'attaquer les Quatre-Bras; il attendait précisément ces ordres, que l'empereur, s'entretenant avec lui de minuit à deux heures, avait promis de lui faire parvenir dans la matinée. D'un autre côté, la lettre du major-général et celle de l'empereur sont parties de Charleroi quand l'envoyé de Ney y

matin, mais qui ne parvint guère avant neuf heures, annonçait la présence de fortes masses prussiennes vers Saint-Amand et Ligny. Cette nouvelle était de nature à accélérer le départ, déjà un peu tardif, de Napoléon et le mouvement général de l'armée vers Fleurus, qui s'exécuta en effet de neuf heures à midi.

Avant d'aborder le récit des événements de cette journée, voyons ce qui se passait chez l'ennemi.

Wellington, nous l'avons déjà dit, n'avait compris le plan de Napoléon et agi en conséquence qu'à partir du 16 à minuit. Il lui fallait ramener précipitamment toute son armée sur l'extrême gauche des cantonnements qu'elle occupait, d'Ath à Nivelles; ce n'était que par les Quatre-Bras qu'il pouvait arriver à temps au secours de Blücher. Celui-ci, à force d'activité, avait réuni quatre-vingt mille hommes dans la position de Ligny. Cette masse se composait du corps de Ziethen, qui avait défendu la Sambre, de celui de Pirch, rappelé de Namur, et de celui de Thielmann, qui accourait de Dinant à marche forcée et n'entra en ligne que vers dix heures du matin. Le quatrième corps prussien, celui de Bülow, n'arriva pas à temps. On voit par ces détails combien l'entrée en campagne de Napoléon avait été judicieusement combinée, comme il avait véritablement frappé au point le plus vulnérable des armées coalisées, puisque, malgré toutes les précautions prises d'avance, en cas de semblable attaque, et malgré les retards de nos colonnes et les avis des transfuges, l'une de ces armées avait à peine le temps de se concentrer, et l'autre ne pouvait que difficilement lui porter secours dans une bataille livrée le 16. C'était pourtant l'assurance de ce secours, donnée vers midi par Wellington lui-même, qui décidait Blücher à combattre. Croyant avoir sur les bras toute l'armée française, et sachant déjà qu'il ne pouvait compter sur Bülow avant la nuit, il eût sans doute évité la bataille s'il lui avait manqué de plus la certitude d'être secouru par Wellington. Mais nous allons voir bientôt que celui-ci avait promis plus qu'il ne *put* ou plutôt qu'il *n'osa* tenir.

L'armée prussienne, rangée en bataille sur les hauteurs de Ligny, borde le ravin demi-circulaire qui termine de ce côté la vaste plaine de Fleurus. Au centre et à droite, Ziethen occupe les postes avancés de Saint-Amand [1] et de Ligny, et se prolonge à l'extrême droite vers Wagnèle, dans la direction du secours attendu. Le corps de Pirch est en réserve sur les hauteurs, derrière le village de Bry; celui de Thielmann s'étend à gauche vers Sombref et Tongrines.

L'empereur a reconnu vers midi cette position. Il a compris bien vite que l'ennemi n'a pu sacrifier ainsi sa ligne de retraite sur Namur qu'à la possibilité d'une réunion avec les Anglais, et que, pour frapper un coup décisif sur cet ennemi *pris en flagrant délit*, il faut attirer sur le revers de sa position tout ou partie de l'aile droite française détachée vers les Quatre-Bras. L'empereur prescrit à la hâte les mouvements nécessaires. L'armée, qui marchait parallèlement à la Sambre, pivote autour de Fleurus, et fait face à la ligne prussienne. Vandamme, à gauche, s'avance vers Saint-Amand; Gérard, au centre, menace Ligny : sur notre droite, les réserves de cavalerie d'Excelmans et de Pajol suffiront pour contenir les soldats déjà fatigués de Thielmann. Enfin, la garde et les cuirassiers de Milhaud, réunis en seconde ligne sous Fleurus, forment la réserve avec laquelle Napoléon fondra sur Ligny, quand les feux de Ney éclateront, comme à Bautzen, derrière les hauteurs occupées par l'ennemi.

Napoléon ayant terminé vers deux heures ses préparatifs d'attaque sur le front des Prussiens, instruit enfin le maréchal Ney de la part décisive qu'il est appelé à prendre dans l'affaire qui va s'engager [2].

La bataille commença à trois heures : bataille

arrive; car ces deux pièces supposent que l'occupation des Quatre-Bras ne rencontrera pas de difficulté, que probablement l'ennemi s'est retiré, tandis que l'officier de lanciers vient annoncer au contraire que ce poste est gardé par une force imposante, et que la jonction des armées ennemies est opérée. La dernière dépêche que nous venons de citer répond évidemment à ce message, en réitérant l'ordre d'enlever les Quatre-Bras, et démentant la réunion des Anglais et des Prussiens. Cette dépêche est encore écrite de Charleroi; « mais l'empereur va partir, et les rapports ultérieurs devront être adressés à Fleurus. »

Voici maintenant en quoi consiste la confusion du récit de Sainte-Hélène. Napoléon a cru *que l'envoi de ce message de Ney était postérieur à la réception des ordres* du major-général et des siens, relativement à l'occupation des Quatre-Bras; qu'ainsi Ney avait suspendu l'exécution de ces ordres et en demandait de nouveaux, sur le faux avis de la jonction des deux armées ennemies, etc. Il a cru aussi avoir reçu ce message *à Fleurus*, tandis qu'il l'avait reçu et avait donné l'ordre d'y répondre *à Charleroi*.

[1] Le bourg de Saint-Amand est divisé en trois fractions qui portent chacune un surnom différent : Saint-Amand-le-Château, Saint-Amand-la-Haie, Saint-Amand-le-Hameau.

[2] « Monsieur le maréchal, l'empereur me charge de vous prévenir que l'ennemi a réuni *un corps de troupes* entre Sombref et Bry, et qu'à deux heures et demie M. le maréchal Grouchy, avec les troisième et quatrième

terrible, furieuse, duel à mort de peuple à peuple. Vandamme attaque avec son impétuosité ordinaire; il chasse l'avant-garde ennemie de Saint-Amand-le-Château, et prolonge la division Girard [1] vers Saint-Amand-le-Hameau. Blücher, posté au moulin de Bussy, d'où il surveille l'action, suit d'un œil inquiet ce mouvement qui déborde sa droite; il lance sur le grand Saint-Amand la division Steinmetz, qui en reprend une partie, pour céder à son tour sous l'effort des nôtres. Ce grand village, coupé d'enclos, d'arbres, de haies épaisses, qui lui donnaient alors l'aspect d'une forêt, reste enfin au pouvoir des Français, qui menacent déjà le moulin de Bussy, position centrale de Blücher. Celui-ci, qui prend ce choc vers Saint-Amand pour l'attaque principale, par laquelle Napoléon chercherait à le forcer sur sa droite et à l'isoler des secours anglais, redouble d'efforts contre notre droite; il fait agir contre elle successivement vingt-sept bataillons. Une partie de cette masse rejette encore une fois Vandamme au delà de Saint-Amand; le reste s'efforce de nous déborder pour donner la main au renfort que Blücher attend toujours; ce mouvement est paralysé par les efforts héroïques de la division Girard, dont le chef valeureux, déjà célèbre pour sa belle conduite à Lützen, tomba cette fois pour ne plus se relever! Heureux ces Français *morts à propos,* morts en croyant à la victoire!

Cependant la lutte s'était engagée avec le même acharnement à Ligny, où le corps de Gérard avait rejeté les Prussiens au delà du ruisseau qui coupe en deux le village, mais sans pouvoir dépasser cette limite. La résistance désespérée de l'ennemi, les masses qu'il montre de toutes parts ondulant sur ces coteaux découverts où le feu de notre artillerie les décime, tout enfin a bientôt éclairé Napoléon sur la gravité de cet engagement. Ce n'est pas là seulement un corps ennemi, c'est toute une armée qu'il faut non-seulement vaincre, mais détruire. La répétition du mouvement de Bautzen, déjà prescrite à Ney, devient d'une immense importance. Napoléon se hâte d'en réitérer l'injonction au maréchal de la manière la plus pressante. Deux ordres successifs expédiés par le major-général, à un quart d'heure de distance l'un de l'autre, ne suffisent pas à l'impatience de l'empereur, qui voit le salut de la France dans les mains de son lieutenant; il charge Labédoyère de porter à Ney une note au crayon, qui sans doute reproduisait, et plus vivement encore, les mêmes instances. Ney! Labédoyère! étrange et douloureux rapprochement, qui semble d'avance marquer ces deux destinées d'un même sceau de fatalité [2].

La bataille se prolongeait, plus indécise que jamais, sur toute la ligne. A notre droite, les efforts habiles et valeureux de nos réserves de cavalerie et d'un faible bataillon du 50e [3], qui se couvrit de gloire, paralysaient les efforts des vingt-cinq mille hommes de Thielmann, qui, s'imaginant contenir par sa seule présence des forces considérables, resta dans une inaction à peu près complète. Blücher se croyait attaqué par toute l'armée française; sans cela il aurait probablement tiré meilleur parti de sa gauche, ce qui aurait obligé Napoléon à disposer d'une partie de la garde, et rendu l'événement du combat plus douteux.

corps, l'attaquera. L'intention de S. M. est que vous attaquiez aussi ce qui est devant vous; qu'après l'avoir vigoureusement poussé, vous vous rabattiez sur nous pour concourir à envelopper le corps dont je viens de vous parler. *Si ce corps était enfoncé auparavant,* alors S. M. manœuvrerait dans votre direction pour faciliter également vos opérations. »

Il est juste de reconnaître qu'au moment où Napoléon dicte cet ordre, il n'a pas encore de données complètes sur la force du *corps ennemi* qu'il a sous les yeux. Toutefois la combinaison stratégique à laquelle Napoléon a dû la victoire de Bautzen domine visiblement sa pensée, puisqu'elle est déjà pour lui l'éventualité la plus probable, et qu'elle forme l'objet principal de ce premier ordre. Nous allons le voir réitérer cette injonction d'une manière bien autrement énergique un moment après.

[1] Cette division appartenait au deuxième corps; mais elle en avait été détachée dès la veille vers Wagnée pour maintenir les communications entre les deux masses; et depuis, par ordre de l'empereur, elle avait suivi le mouvement de la droite contre les Prussiens.

[2] Voici le texte de l'ordre expédié par Soult en *duplicata,* à trois heures un quart et trois heures et demie:

« Monsieur le maréchal, je vous ai écrit il y a une heure que l'empereur ferait attaquer l'ennemi à deux heures et demie. En ce moment l'engagement est très-prononcé; S. M. me charge de vous dire que vous devez *manœuvrer sur-le-champ* de manière à envelopper la droite de l'ennemi et tomber à bras raccourcis sur ses derrières; cette *armée* est perdue si vous agissez vigoureusement : LE SORT DE LA FRANCE EST ENTRE VOS MAINS. Ainsi n'hésitez pas un instant pour faire le mouvement que l'empereur vous demande, et dirigez-vous sur les hauteurs de Bry et de Saint-Amand, pour concourir à une victoire peut-être décisive. L'ennemi est pris en flagrant délit au moment où il cherche à se réunir aux Anglais. »

Ici Napoléon ne parle plus, comme dans le premier ordre, de commencer par *pousser vigoureusement* ce qu'il trouvera devant lui. L'esprit de ce nouvel ordre est de consacrer immédiatement le détachement le plus tôt possible à la diversion ordonnée, sauf à contenir seulement, au lieu de le *pousser,* l'ennemi qu'on a devant soi.

[3] Détaché de la division Hulot du corps de Gérard.

Le fort de la lutte était donc toujours vers Ligny et Saint-Amand. A cinq heures le corps de Gérard se maintenait à Ligny, où Blücher avait engagé successivement jusqu'à vingt-cinq bataillons. Les clos et les maisons de Saint-Amand, disputés, pris et repris, étaient jonchés de morts et de mourants. Plus de quatre cents pièces de canon tonnaient sur le front des deux armées; mais les boulets prussiens passaient sur la tête de nos soldats, masqués par les plis du terrain qu'ils occupaient, tandis que notre artillerie faisait un grand ravage dans les rangs des divisions ennemies, qui manœuvraient sur des pentes découvertes. Cette circonstance explique la disproportion énorme des pertes des deux armées.

Cependant sur notre gauche l'avantage semblait se décider en faveur des Prussiens. Girard venait d'être tué, et l'ennemi redoublait d'efforts pour déborder le troisième corps, quand tout à coup les éclaireurs de Vandamme lui signalèrent sur son extrême gauche, vers Wagnèle, l'approche d'une très-forte colonne, qu'il crut ennemie. Il s'empressa de rendre compte à l'empereur de cette circonstance, qui menaçait d'aggraver encore sa position, déjà critique. Ce rapport verbal fut sans doute fait de telle sorte que l'empereur n'eut pas l'idée que ce corps pût être un de ceux du maréchal Ney, qu'il croyait alors en marche des Quatre-Bras sur Bry. Ce ne pouvait donc être alors qu'une nouvelle diversion de l'ennemi pour prendre tout à fait le troisième corps à revers. Napoléon attendait toujours l'apparition de Ney pour frapper un coup décisif au centre. Toutefois il porta la division Duhesme et une batterie de réserve de la garde vers Saint-Amand pour soutenir sa gauche, et envoya un aide de camp pour s'enquérir plus en détail de cette colonne ennemie qui paraissait du côté de Wagnèle.

C'est ici l'une des plus étranges, l'une des plus déplorables fatalités de la campagne. Cette colonne n'était pas ennemie, c'était l'un des corps mis sous les ordres de Ney, celui du comte d'Erlon.

Voici ce qui était arrivé. La longueur et la difficulté des chemins avaient considérablement retardé la marche de ce corps dans la journée du 15; et le 16 au matin il était encore fort en arrière de celui de Reille, qui, l'on s'en souvient, occupait Gosselies, ayant une avant-garde à Frasnes. Cependant d'Erlon, d'après les ordres qu'il avait reçus, ne pouvait tarder à rejoindre; aussi le maréchal Ney ayant reçu à onze heures l'ordre d'enlever les Quatre-Bras et de marcher sur Bruxelles, commença immédiatement ce mouvement avec les trois divisions de Reille qu'il avait sous la main [1], comptant être soutenu à temps par d'Erlon. Mais, tandis que Ney attaquait les Quatre-Bras, Napoléon rencontrait les Prussiens, et expédiait coup sur coup à Ney, d'abord, au premier moment, l'ordre de pousser vigoureusement ce qui serait devant lui, pour revenir prendre les Prussiens à revers; puis, quand la résistance opposée à nos premières attaques lui eut révélé toute la gravité de l'affaire, l'injonction formelle de manœuvrer immédiatement pour se rabattre par Bry sur l'ennemi; enfin la note au crayon confiée à Labédoyère vers quatre heures au fort de l'action [2].

Labédoyère, en courant sur la route de Bruxelles pour rejoindre Ney avec ce dernier ordre, dont il savait le contenu et dont il sentait toute l'importance, trouva sur son passage le corps de d'Erlon qui s'avançait enfin vers Frasnes. D'Erlon s'était, de sa personne, porté en avant pour voir ce qui se passait aux Quatre-Bras, où Ney était déjà engagé. N'écoutant que son zèle et l'intelligence profonde qu'il avait de la situation, Labédoyère prend sur lui de changer l'ordre de mouvement du premier corps; il lui fait quitter la chaussée de Bruxelles à l'intersection de l'ancienne voie romaine qui s'embranche sur cette chaussée et va rejoindre la route de Nivelles à Namur, justement derrière Bry. Ce mouvement, comme on voit, était le seul qui dans ce moment pût réaliser l'idée de l'empereur, puisqu'il amenait, au moment décisif, vingt mille hommes sur les derrières de l'armée prussienne. Il n'a pas tenu à Labédoyère que la France ne fût sauvée, si ce salut dépendait véritablement d'un désastre complet des Prussiens à Ligny [3].

[1] Nous avons déjà dit que la quatrième, celle de Girard, détachée la veille vers Fleurus, avait suivi le mouvement de l'aile droite et prenait part à la grande bataille.

[2] Cette note a été perdue; allait-elle au delà des deux premiers ordres, jusqu'à disposer nominativement du premier corps pour le mouvement sur Bry? C'est ce que la conduite de Labédoyère pourrait faire croire.

[3] Il est bien évident qu'à l'heure déjà avancée où Labédoyère trouva le corps d'Erlon à Frasnes il n'était plus temps d'exécuter les premiers ordres envoyés à Ney, c'est-à-dire de pousser vigoureusement l'ennemi posté aux Quatre-Bras, puis de se rabattre avec toute l'aile droite ou seulement le premier corps sur Bry. Wellington avait déjà aux Quatre-Bras des forces suffisantes pour n'y être pas forcé, même par toute notre aile droite réunie. Ney n'aurait pu faire autre chose que de résister aux Anglais avec le deuxième corps, et de porter le premier, par la chaussée de Namur, vers le lieu même où Labédoyère le dirigea immédiatement par la chaussée romaine.

On ignore si Labédoyère remit lui-même à Ney la note dont il était porteur, mais cela ne semble pas possible; car toutes les relations disent seulement que Ney

Voyons maintenant ce qui se passait aux Quatre-Bras, et par quelle étrange fatalité le maréchal Ney, croyant faire pour le mieux et remplir même les intentions de l'empereur, allait compromettre gravement les résultats de l'affaire de Ligny, en rappelant intempestivement le premier corps.

Nous avons dit que Ney avait reçu vers *onze heures* seulement, par le général Flahaut, l'ordre d'enlever les Quatre-Bras et de marcher sur Bruxelles; et que, comptant sur la coopération de d'Erlon, qu'il savait en marche pour le rejoindre, il avait attaqué immédiatement avec son impétuosité ordinaire. La position des Quatre-Bras, qu'il croyait gardée depuis la veille par des forces supérieures, n'était occupée encore en réalité que par la brigade hollandaise de Perponcher. Si l'attaque avait commencé seulement deux heures plus tôt, nos divisions auraient eu le temps de s'établir solidement aux Quatre-Bras, et Ney, pouvant alors résister plus facilement aux attaques de l'ennemi de ce côté, n'aurait pas eu sans doute la fatale idée d'envoyer de nouveaux ordres au commandant du premier corps. Mais le retard forcé de cette attaque avait permis à Wellington de réparer le temps perdu. Au moment même où Perponcher pliait sous l'effort vigoureux des divisions Foy et Bachelu sur Pernimont et la ferme de Germioncourt, la division anglaise de Picton débouchait de Genappe et entrait en ligne à gauche des Quatre-Bras. Peu de temps après, l'arrivée des troupes du prince d'Orange permit à Wellington de fortifier également sa droite, qui occupait le bois de Bossu. L'arrivée de la division hanovrienne d'Alten donna bientôt une supériorité plus accablante encore au général anglais, qui déjà se trouvait assez fort pour exécuter précisément, en sens inverse, le mouvement prescrit à Ney, en se portant par Marbais au secours de Blücher, comme il le lui avait promis. Mais l'impétuosité des attaques de Ney fit complétement illusion à Wellington sur le nombre des assaillants, et, malgré les renforts qui lui arrivaient, il restait encore sur la défensive.

Cependant Ney avait reçu le premier ordre de Napoléon devant Fleurus; celui qui lui prescrivait de pousser vigoureusement tout ce qui se trouverait devant lui, pour se rabattre ensuite sur le *corps ennemi* réuni à Bry. Ney fait un effort désespéré pour refouler ces masses ennemies, qui grossissent à chaque instant, et devant lesquelles il ne peut se retirer sans danger. Il lance sur la gauche de l'ennemi, à travers le bois de Bossu, sa division de réserve, celle de Jérôme Bonaparte, plus digne de mémoire pour le courage qu'il montra en ce jour que pour sa royauté éphémère. En même temps nos cuirassiers fondent sur les Quatre-Bras, sabrent un régiment anglais, renversent les hussards du duc de Brunswick, qui tombe mortellement frappé en s'efforçant de les rallier. Cet implacable ennemi de la France ne verra pas la vengeance si longtemps attendue! Mais bientôt notre cavalerie est arrêtée par l'opiniâtre résistance de la division que commande le brave Picton. Respect à ce nom! ce fut celui d'un adversaire digne de nous [1]!

Cependant le maréchal Ney, malgré la disproportion sensible de ses forces, se maintenait sur toute la ligne du combat, dans le bois de Bossu par Jérôme, sur la route même de Bruxelles devant les Quatre-Bras par Bachelu, sur sa droite, à Pernimont, par Foy. Mais en ce moment l'arrivée d'un nouveau et puissant renfort, la division des gardes anglaises, renforce tellement Wellington qu'enfin il se décide à prendre à son tour l'offensive. Bientôt deux attaques simultanées nous font perdre sans retour le bois de Bossu et Pernimont. Ney vient de recevoir le deuxième ordre de Napoléon, qui attache le salut de la France à l'exécution du mouvement sur Bry. Désespéré des progrès de l'ennemi, des retards du corps de d'Erlon, qu'il ne peut comprendre, il implore à grands cris la mort, trop cruelle pour vouloir de lui en ce jour! Kellermann arrivait avec ses deux régiments de cuirassiers; Ney le précipite sur le centre de l'ennemi. L'élan irrésistible de notre cavalerie la porte en effet, à travers tous les obstacles, jusqu'au milieu des bâtiments de cette ferme des Quatre-Bras, objet d'une lutte si meurtrière; mais abîmée par le feu des réserves ennemies, elle revient en désordre dans nos lignes. Kellermann, démonté ainsi qu'un grand nombre de ses soldats, arrive accroché de chaque main aux mors de deux chevaux de cuirassiers au galop [2].

C'est en ce moment que le général Delcambre, chef d'état-major de d'Erlon, vint apprendre au maréchal le changement de direction du premier corps. Ney, préoccupé surtout, et bien naturellement, des progrès de l'ennemi qui était devant lui, craignant même d'être mis en déroute, envoya à d'Erlon l'ordre positif de ramener immédiatement le premier corps sur les Quatre-Bras. Ce tiraillement d'ordres contradictoires eut les suites les plus fâcheuses.

Le premier corps, dirigé par Labédoyère sur

fut prévenu du changement de direction du premier corps par le chef d'état-major de d'Erlon (Delcambre).

[1] Picton, grièvement blessé dans cette journée, dissimule cette blessure pour pouvoir combattre encore, et succombera glorieusement dans la journée du 18.

[2] Récit du colonel Heymès.

Bry, au lieu de suivre l'ancienne chaussée romaine qui l'amenait précisément derrière Blücher, s'était rabattu dans la direction de l'extrême gauche des troupes qui attaquaient les Prussiens, attiré sans doute par la canonnade furieuse qui grondait du côté de Saint-Amand [1]. C'était là cette apparition imprévue qui avait si fort effrayé Vandamme. Ici encore la vérité est bien difficile à démêler à travers tant de traditions confuses et contradictoires. Il paraît certain que, depuis son changement de direction, d'Erlon avait déjà été rappelé coup sur coup vers les Quatre-Bras par plusieurs ordonnances du maréchal Ney, et qu'enfin, au moment même où il venait d'apparaître à l'extrême gauche de Vandamme, il reçut un dernier ordre tellement pressant, tellement impératif, qu'il ne crut pouvoir s'y soustraire. Il faut donc que l'aide de camp envoyé à la découverte par Napoléon n'ait pas reçu de son côté l'ordre de diriger sur Bry cette troupe inconnue, si elle se trouvait être française. Cette omission produisit sans doute un effet déplorable, mais ne saurait être imputée comme une faute à Napoléon, puisque Vandamme avait annoncé formellement cette colonne pour ennemie, et que d'ailleurs elle avait dévié de la direction sur Bry qui lui avait été donnée par Labédoyère, déviation que l'empereur ne pouvait deviner [2].

Quoi qu'il en soit, d'Erlon s'empressa d'obéir au dernier ordre du maréchal, jugeant que la nécessité la plus impérieuse pouvait seule l'obliger à contrecarrer un mouvement prescrit par l'empereur. Toutefois, pour concilier autant qu'il était en lui cette double exigence, il laissa la division Durutte près de la chaussée romaine, mais en lui prescrivant d'agir avec une circonspection extrême; car elle pouvait être prise à revers par une colonne anglaise venant des Quatre-Bras au secours des Prussiens. Aussi Durutte, préoccupé surtout de ce qui se passait du côté des Quatre-Bras, et ne recevant pas d'ordres de Napoléon, resta jusqu'au soir dans une immobilité à peu près complète, et ne prit aucune part à la défaite des Prussiens [3].

L'empereur, nous l'avons déjà dit, tenait dans ses mains la victoire, et n'avait attendu jusqu'à la fin de la journée pour tomber avec sa réserve sur Ligny, que pour donner au mouvement sur Bry le temps de s'opérer. A sept heures, secondé ou non, il ne pouvait plus différer cette attaque. D'ailleurs, il venait d'apprendre que le corps signalé à l'extrême gauche était celui de d'Erlon, qui dès lors pouvait se trouver encore à Bry en temps utile. Napoléon donne donc le signal, et sa dernière victoire s'accomplit. Nos réserves, couvertes par les sinuosités du terrain, se rapprochent du quatrième corps engagé à Ligny. Ce mouvement, toutefois, ne peut échapper entièrement à Blücher; car la division Duhesme, portée précédemment vers Saint-Amand, a quitté la position où elle était en vue. Le général prussien, qui n'a pas cessé de considérer l'engagement vers sa droite comme l'attaque principale, redouble d'efforts et engage ses dernières réserves pour déborder notre gauche et donner la main aux Anglais, sur lesquels il compte encore. En ce moment même, les grenadiers de la garde fondent sur Ligny d'un élan irrésistible, les grenadiers à cheval et les cuirassiers de Milhaud tournent le village et prennent en flanc l'ennemi. A cette attaque terrible sur son centre, Blücher comprend enfin, mais trop tard, le but de Napoléon. Les carrés prussiens sont enfoncés par notre cavalerie; la garde, menaçante apparition, surgit sur les hauteurs de Ligny. Toujours intrépide au milieu des plus grands désastres, Blücher accourt avec quelques escadrons, qui sont bientôt rompus : lui-même, renversé sous son cheval, reste un instant en notre pouvoir, confondu avec les blessés et les morts. Un dernier reflet du jour, qui finit, sur cet uniforme couvert de poussière, sur cette figure

[1] Jomini.

[2] Le général Durutte dit bien dans sa relation que d'Erlon, rappelé par le maréchal Ney, recevait en même temps *de nouvelles instances pour marcher sur Bry;* mais le général d'Erlon lui-même n'en parle pas, et il est bien certain qu'il n'aurait pas hésité, au dernier moment, entre l'ordre du maréchal et un ordre direct de Napoléon. La conduite de d'Erlon dans cette affaire est à l'abri de tout reproche. Il suit la direction indiquée dans l'ordre transmis par Labédoyère, malgré les premières ordonnances qui le rappellent, parce que ces ordonnances ont dû être envoyées avant que le maréchal eût connaissance de ce dernier ordre; mais quand le maréchal sous le commandement duquel il est directement placé le rappelle plus impérativement que jamais, *après avoir eu connaissance de l'ordre porté par Labédoyère,* d'Erlon n'a plus qu'à obéir; car Ney assume sur lui toute la responsabilité de cette contradiction.

[3] Il paraît que Napoléon, prévenu enfin que le corps signalé par Vandamme comme ennemi était celui de d'Erlon, ne crut pas nécessaire d'envoyer de nouveaux ordres dans cette direction. Les officiers porteurs de ces ordres auraient inévitablement rencontré Durutte, et celui-ci n'en vit aucun. Occupé des mouvements des masses ennemies en face de lui, et de l'attaque sur Ligny, qu'il préparait, il jugea sans doute qu'il y avait quelque inexactitude dans les renseignements de Vandamme, que la colonne de d'Erlon suivait le mouvement prescrit sur Bry et n'avait pas besoin de nouveaux ordres.

martiale si bien connue dans nos rangs, et les destins de la France peuvent changer encore! Mais non! l'obscurité croissante, le dévouement d'un aide de camp, notre mauvaise fortune enfin, ont conspiré pour protéger sa fuite.

Cependant le désastre de l'armée prussienne est affreux; les trois divisions qui défendaient Ligny ont été écrasées; le désordre s'est propagé dans les masses entassées vers Saint-Amand, et des fuyards, se dispersant dans toutes les directions, vont annoncer la destruction de l'armée. Ah! si cette diversion de notre gauche avait pu s'accomplir, cette diversion si instamment sollicitée, si longtemps attendue! alors ce ne serait plus seulement cette armée vaincue, mais qui nous échappe à la nuit tombante, ne laissant en notre pouvoir que des blessés et des morts, ce serait tout le centre et toute la gauche prussienne, c'est-à-dire la moitié de cette armée, cinquante mille hommes enveloppés et réduits à poser les armes, puis les deux autres corps prussiens, Thielmann et Bülow, accablés séparément par notre armée victorieuse, dont un corps entier (le sixième) n'a pas même combattu, et le revers de Waterloo rendu impossible, l'insurrection se développant avec la rapidité de la flamme dans la Belgique et parmi les populations de la rive gauche du Rhin, qui regrettaient déjà, comme elles regrettent encore, de n'être plus françaises!

Disputée pendant six heures avec un acharnement sans égal, la bataille de Ligny nous coûtait au delà de six mille hommes; de son propre aveu, l'ennemi en avait perdu plus de vingt-cinq mille tués, blessés et prisonniers, c'est-à-dire le quart de cette armée. Comme nous l'avons dit déjà, ses divisions, en vue sur des pentes et sur des hauteurs, avaient plus souffert que les nôtres des ravages de l'artillerie.

Il nous reste peu de chose à dire sur cet enchaînement déplorable de circonstances, qui, cette fois comme presque toujours depuis 1812, ne nous laissait qu'une gloire stérile, qu'une victoire sans résultats décisifs. Le maréchal Ney n'avait pas assez compté sur lui-même ou sur ses soldats quand il désespéra de pouvoir avec le deuxième corps seul arrêter l'effort des masses de Wellington, qui crut avoir affaire à des forces égales aux siennes, et s'excusa ainsi dans son rapport officiel, de n'avoir pas secouru Blücher comme il l'avait promis. Cette promesse avait failli devenir funeste au général prussien, car elle influa sur l'emploi qu'il fit de ses réserves vers sa droite, vouée à une destruction inévitable si le mouvement sur Bry avait pu s'accomplir. D'Erlon, arraché à cette direction au moment où il pouvait compléter la victoire de Ligny, n'arriva pas à temps pour prendre part au combat des Quatre-Bras, et Ney avait pu sans son secours se replier en bon ordre sur Frasnes vers la nuit, qui mit fin au combat. Tel était l'effet déplorable à jamais de cette confusion d'ordres, qui avait promené inutilement ce corps d'armée d'une direction à l'autre, faisant repousser Ney aux Quatre-Bras, mutilant à Ligny la victoire de Napoléon. Ainsi les plus héroïques efforts devenaient inutiles ou nuisibles à notre cause : la main de Dieu était sur la France!

La conduite du maréchal Ney dans ces premières journées est devenue comme le sujet d'une autre bataille, où l'attaque et la défense ont été également vives et passionnées. L'étude approfondie des documents authentiques a beaucoup atténué la portée des reproches adressés par de graves autorités à *ce brave des braves*, si célèbre par ses exploits, plus encore peut-être par sa malheureuse fin. Il paraît avéré maintenant que les retards du passage de la Sambre et l'organisation si imparfaite de l'état-major général et des états-majors partiels avaient exercé sur les premières dispositions une influence, une pression dont Napoléon lui-même n'a pas assez tenu compte dans ses souvenirs. Il paraît certain que l'ordre d'occuper les Quatre-Bras, donné très-vraisemblablement le 15 au soir, n'avait pas été réitéré dans la nuit; qu'il ne fut réellement apporté par Flahaut que vers onze heures, retard peut-être inévitable, mais qui eut un résultat bien funeste, car Ney, attaquant plus tôt les Quatre-Bras, encore mal gardés, aurait sans doute enlevé ce poste, s'y serait maintenu plus facilement contre les attaques ultérieures de Wellington, et aurait pu, soit détacher d'Erlon vers Bry par la chaussée de Namur, soit au moins ne pas se croire contraint de le rappeler quand il était déjà trop loin pour revenir à lui en temps utile, et tout proche de la destination si importante que lui assignait Napoléon. Pendant toute la matinée du 16, le mouvement sur Bruxelles avait été la pensée dominante de Napoléon; sa lettre à Ney le prouve surabondamment. La concentration audacieuse et imprévue de Blücher modifia tout à coup son plan; l'attaque des Prussiens, jusque-là secondaire, devenait l'événement principal. Ney ne comprit pas assez vite cette modification capitale; là fut tout son tort, ou plutôt tout son malheur!

O jours néfastes de la France! Angoisses, trahisons, victoires stériles suivies d'affreux revers! Après la douleur d'avoir vu de telles choses et d'y survivre, la plus grande peut-être c'est de les raconter!

# CHAPITRE XXXIII.

## BATAILLE DE WATERLOO. — DEUXIÈME ABDICATION DE NAPOLÉON. — CONCLUSION.

Cependant Blücher, qui s'éloigne en frémissant de ce champ de carnage où il laisse vingt mille des siens, Blücher n'a rien perdu de son audace. Il rallie sur Mont-Saint-Guibert les deux divisions si maltraitées dans la bataille, et dirige sur Gembloux la division presque intacte de Thielmann, et celle de Bülow, qui n'a pas combattu. Le lendemain toute cette armée, favorisée par la déplorable lenteur des mouvements de notre aile droite, détachée à sa poursuite, va se replier derrière la Dyle, sur Wavre. Pour la deuxième fois, l'armée prussienne sacrifie sa ligne de retraite sur Namur à l'avantage de se rapprocher de l'armée anglaise.

Pendant ce temps Wellington se concentrait aux Quatre-Bras. Ses communications avec Blücher étaient interrompues depuis la veille au soir, et il n'apprit qu'assez tard dans la matinée la défaite des Prussiens et leur retraite sur Wavre. Cet événement l'obligeait à se retirer lui-même pour ne pas avoir immédiatement sur les bras toute l'armée française victorieuse. Il employa donc la journée du 17 à se replier avec toutes ses forces sur la position de Mont-Saint-Jean, qu'il avait reconnue d'avance avec son exactitude ordinaire. C'était dans cette même position que le prince de Cobourg, vingt et un ans auparavant, avait retardé de quinze jours l'occupation de Bruxelles par l'armée de Jourdan, victorieuse à Fleurus [1]. Wellington, comprenant, comme Napoléon, combien il pouvait être désastreux pour la coalition de perdre Bruxelles, était décidé, pour prévenir un tel événement, d'accepter la bataille dans sa nouvelle position, si Blücher se trouvait en mesure d'y concourir. Blücher ne laissa pas longtemps son allié dans l'incertitude. Dès le 17 au matin il lui demandait seulement le temps de nourrir et d'approvisionner les troupes, et un peu plus tard il s'engageait à arriver à son secours dès le lendemain avec toute l'armée prussienne.

Cependant nos soldats victorieux avaient bivaqué sur le champ de bataille. On a reproché à Napoléon de n'avoir pas lancé, cette nuit-là même, sa cavalerie à la poursuite de l'ennemi, comme l'ont fait les Prussiens eux-mêmes quarante-huit heures plus tard, avec un immense succès. On oublie que presque toute notre cavalerie avait été engagée dans la bataille du 16, tandis que la cavalerie prussienne ne devait prendre aucune part à celle du 18. D'ailleurs, une poursuite de nuit n'est utile ni même possible que par un temps serein; celle qui suivit Waterloo ne fut que trop favorisée par un beau clair de lune, tandis que pendant toute la nuit et la matinée du 17 la pluie n'avait cessé de tomber par torrents. De même qu'en Russie, nous avions contre nous les éléments.

Le mauvais temps eut sans doute aussi quelque part à la lenteur inaccoutumée des ordres de mouvement de la matinée. Parmi les diverses préoccupations qui ont pu influer sur cette inaction, nous devons mentionner toutefois les soins paternels donnés par l'empereur aux victimes de la guerre, les secours distribués par ses ordres aux blessés des deux nations, « qui en avaient d'autant plus besoin que les ambulances n'avaient pu suivre les armées dans les marches forcées qu'elles avaient faites [2]. » Un retard causé par de tels soins mérite peut-être quelque indulgence.

Quoi qu'il en soit, Napoléon avait, de grand

[1] Après la bataille de Fleurus, l'armée autrichienne s'était repliée sur les Quatre-Bras. Le général Ernouf, chef d'état-major de Jourdan, se porta aux avant-postes pour reconnaître la nouvelle position de l'ennemi. Il était accompagné de plusieurs officiers supérieurs, notamment de Kléber, de Marceau et de l'adjudant-général *Ney*. Saint-Just, alors en mission près de l'armée de Sambre-et-Meuse, était aussi de cette reconnaissance. L'avis unanime fut de différer l'attaque sur une position aussi forte.

[2] Jomini, 185. Je retrouve partout des traces de cette honorable sollicitude de l'empereur. Dans une dépêche adressée à Ney, le 17 au matin, il lui recommande spécialement « de s'assurer que tous les blessés sont



matin, envoyé sur la route de Namur de la cavalerie et une des divisions intactes du sixième corps, tandis qu'il poussait sur sa gauche des reconnaissances vers les Quatre-Bras. Le général Flahaut fut renvoyé auprès du maréchal Ney, dont l'empereur était inquiet et mécontent. Flahaut trouva le maréchal dans une disposition d'esprit à peu près pareille. Il paraît qu'une première dépêche du major-général annonçant la victoire n'était pas parvenue, et d'ailleurs Ney avait été vivement affecté de ce qui s'était passé à l'égard du premier corps [1]. Il était encore à Frasnes, et, loin de croire que l'armée anglaise songeât à évacuer les Quatre-Bras, il s'attendait à être lui-même attaqué. Une dépêche pressante du major-général suivit de près le retour de Flahaut. Elle donnait au maréchal Ney quelques détails sur la victoire de Ligny, qu'il semblait ignorer, et réitérait l'ordre d'attaquer les Quatre-Bras et d'y prendre position, si ce poste n'était plus occupé que par une arrière-garde ennemie, et dans le cas contraire de prévenir de suite l'empereur, pour combiner une attaque par les deux routes de Namur et de Bruxelles [2].

Napoléon, vainqueur à Ligny, revenait naturellement à la pensée de marcher sur Bruxelles, et par conséquent de diriger ses principales opérations sur les forces de Wellington encore presque intactes. Cependant la prudence exigeait qu'il tînt compte des restes de l'armée prussienne. Pour prendre encore une part active aux événements ultérieurs, Blücher avait à choisir entre deux alternatives; il pouvait, comme il le fit, aller se joindre à l'armée anglaise; il pouvait encore se rallier sous Namur, marcher de nouveau sur Sombref et Fleurus, et prendre ainsi à revers l'armée française engagée contre Wellington. Cette dernière hypothèse paraissait, le 17 au matin, la plus probable à l'empereur, si ce qu'affirme M. de Grouchy est vrai, qu'il reçut alors l'ordre verbal de diriger la poursuite sur Namur et la Meuse [3].

Nous avons eu déjà l'occasion de remarquer que depuis 1812 l'empereur avait paru manquer dans

pansés et transportés sur les derrières; il ajoute qu'on s'est plaint que les ambulances n'avaient pas fait leur devoir, etc. »

Dans la journée du 16, un sergent-major de la jeune garde, grièvement blessé d'un coup de feu, s'éloignait péniblement du champ de bataille. Il rencontre dans un chemin creux l'empereur accompagné du chirurgien en chef Larrey. Celui-ci, sur l'ordre de Napoléon, met sur-le-champ pied à terre, fait asseoir le blessé sur le revers du chemin, sonde la plaie et pose le premier appareil. L'empereur, immobile, suit les détails de ce pansement, et ne s'éloigne qu'en voyant le blessé assez soulagé pour se remettre en route.

Nous tenons cette anecdote du blessé lui-même, actuellement chef de bataillon en retraite.

[1] Le maréchal pensait (sa lettre du 26 juin 1815 au duc d'Otrante en fait foi) que l'empereur aurait obtenu la veille de plus grands résultats en contenant seulement les Prussiens par sa droite, et tombant sur Wellington aux Quatre-Bras avec le gros de ses forces.

[2] Cette même dépêche contenait quelques mots de blâme sur les opérations de Ney dans sa journée de la veille, dont l'insuccès tenait surtout à ce qu'il n'avait pas réuni assez promptement les deux corps d'armée. « Si les corps de d'Erlon et de Reille avaient été ensemble, il ne s'échappait pas un Anglais. Si le comte d'Erlon avait exécuté le mouvement sur Saint-Amand, que l'empereur a prescrit, l'armée prussienne était totalement détruite, et nous aurions fait peut-être trente mille prisonniers. » Il y a là deux reproches distincts, l'un « de n'avoir pas concentré, au moment de l'attaque, ses sept divisions *en moins d'une lieue de terrain*. » En effet, si Ney avait donné tête baissée sur les Quatre-Bras avec toute l'aile gauche vers midi, il aurait certainement culbuté l'ennemi, qu'il avait en face de lui, puis, se rabattant sur Bry par Marbais, il aurait exactement accompli les premières prescriptions de l'empereur. Ce premier résultat n'ayant pu être obtenu par suite du morcellement de ses troupes, il aurait dû au moins ne pas contrecarrer l'ordre transmis directement au comte d'Erlon par Labédoyère; c'est là le second reproche que l'empereur fait à Ney, et ce reproche n'a rien de contradictoire avec le premier, quoi qu'en aient dit les défenseurs de Ney; car les deux premiers adressés à Ney pour se rabattre sur Bry par Marbais ne pouvaient plus être exécutés à temps quand Labédoyère dirigea sur Bry le premier corps resté en arrière vers Frasnes.

[3] La relation de Sainte-Hélène affirme que l'empereur recommanda à Grouchy de suivre les Prussiens sans les perdre de vue, et de se tenir constamment entre leur armée et la route de Bruxelles, que le gros de notre armée allait suivre. Ainsi que le fait très-justement observer Jomini, cet ordre était tellement conforme au système des lignes intérieures, système auquel Napoléon avait dû une grande partie de ses victoires, qu'on ne saurait guère révoquer en doute qu'il l'ait effectivement donné. Mais ce même écrivain nous paraît dans l'erreur quand il reproche à Napoléon de n'avoir pas dirigé Grouchy vers la vallée de la Dyle dès le 17 au matin, par Mont-Saint-Guibert et Moustier, pour couvrir son flanc droit contre les Prussiens qui se retiraient sur Wavre. Au moment où Napoléon donnait à Grouchy son premier ordre verbal, aucun rapport n'avait donné la certitude que les Prussiens se retiraient sur Wavre plutôt que sur Namur; on savait tout au plus que les Prussiens étaient en force à Gembloux, position plus rapprochée de Namur que de Wavre. Or, il suffit d'un coup d'œil jeté sur la carte pour voir qu'en dirigeant l'aile droite française sur la Dyle dès le 17 au matin on empêchait bien Blücher d'opérer sa jonction avec Wellington, mais qu'en revanche on lui laissait le champ libre pour prendre l'armée française à revers en marchant de nouveau sur Sombref.

quelques occasions de son tact, naguère si infaillible, pour approprier les hommes aux circonstances. Nous en trouvons ici un dernier exemple, et le plus funeste assurément. Oui, ce fut une inspiration fatale entre toutes, que celle qui le porta à donner le commandement de son aile droite, détachée pour contenir les Prussiens, à un général de cavalerie dont on ne saurait suspecter la loyauté, mais dont les services militaires antérieurs, si honorables qu'ils fussent, ne semblaient pas autoriser suffisamment une telle confiance. Il est vrai que l'empereur, en remettant au maréchal Grouchy le commandement de l'aile droite, était loin de prévoir que le sort de la France se trouverait, le 18 juin, dans les mains malheureuses de son lieutenant, qu'il destinait simplement à neutraliser les Prussiens jusqu'à la défaite de l'armée anglaise. Dans ce but, l'empereur laissa à Grouchy trente mille hommes, et, modifiant déjà le premier ordre verbal, qui l'aurait écarté davantage du gros de l'armée, il lui envoya, vers dix heures, l'ordre de marcher sur Gembloux, où les rapports de la cavalerie envoyée à la poursuite des Prussiens signalaient la présence d'un corps ennemi considérable. C'était le corps intact de Bülow, qui couvrait la retraite des autres plus maltraités, et qui put se retirer à son tour sur Wavre entre deux et trois heures après midi, sans avoir été attaqué [1].

L'empereur laissait à Grouchy le troisième et le quatrième corps, une division du sixième, et près de cinq mille chevaux. Lui-même se reportait sur sa gauche avec le reste des troupes qui avaient combattu à Ligny, c'est-à-dire la garde et la plus grande partie du sixième corps. Ces forces, réunies à celles de Ney pour agir contre l'armée anglaise, formaient une armée d'environ cinquante mille hommes d'infanterie et quatorze mille de cavalerie. C'est là l'héroïque et malheureuse armée de Waterloo !

Napoléon marche par la chaussée de Namur sur les Quatre-Bras, qu'il croyait enfin occupés par son aile gauche. Au delà de Marbais, nos tirailleurs rencontrèrent ceux des Anglais, qui cependant ne tenaient plus les Quatre-Bras que par une arrière-garde. La pluie avait dérobé leur retraite au maréchal Ney. Bientôt après l'ennemi suivit son mouvement rétrograde sur Bruxelles, suivi de position en position par toute l'armée française. Vers sept heures du soir notre avant-garde arrivait, et prenait position à la Maison du Roi. Les cuirassiers de Milhaud s'avançaient toujours dans la direction de Bruxelles, vers la ferme dite depuis *la Belle-Alliance*; l'ennemi les arrêta en démasquant des batteries sur les hauteurs à droite et à gauche de la Haie-Sainte. L'armée anglaise était en position devant la forêt. Des hauteurs de Rossome, l'empereur reconnaissait son dernier champ de bataille.

Wellington, à peu près certain du concours de Blücher pour la journée du lendemain, se décidait, nous l'avons dit, à combattre pour disputer Bruxelles. Peut-être eût-il changé de résolution s'il avait su qu'un détachement considérable de l'armée française était destiné à contenir Blücher; de même que celui-ci n'eût pas risqué sans doute sa marche de flanc du lendemain s'il avait compris lui-même toute son audace.

Le maréchal Grouchy, mettant dans tous ses mouvements une lenteur qu'aucune apologie ne saurait atténuer, n'avait pas dépassé Gembloux dans sa marche du 17, c'est-à-dire qu'il avait à peine fait trois lieues, d'après sa propre évaluation, tandis que Napoléon, parti du même point, avait fait plus du double de chemin avec la garde et le sixième corps. Ainsi, tandis que le gros de nos forces suivait à grands pas une armée dont une petite partie seulement avait combattu la veille [2], M. de Grouchy marchait à petits pas à la suite d'une armée battue, et, grâce à cette lenteur, perdait d'heure en heure les avantages de la victoire de la veille, en laissant l'ennemi réorganiser celles-là mêmes de ses divisions qui avaient le plus souffert, employer sa cavalerie à ramasser les fuyards dispersés dans la vallée de la Dyle, et à les diriger sur Wavre [3]. Mais le maréchal Grouchy avait reçu l'ordre de marcher sur Gembloux, il allait à Gembloux : *c'était la consigne !*

Le maréchal Grouchy adressa de Gembloux deux rapports à l'empereur, l'un le 17 au soir, l'autre le 18 à deux heures du matin. Dans le premier, il se montrait encore incertain de la direction qu'avaient suivie les Prussiens, quoique notre cavalerie fût entrée dans Gembloux *dès deux heures de l'après-midi,* à la suite de l'arrière-garde de Bülow, qui filait sur Wavre. Le maréchal persistait à croire qu'une partie de l'armée prussienne regagnait Namur. Quand enfin l'unanimité des rapports d'éclai-

[1] *Précis* du général Berton, p. 48.

[2] Berton, p. 49. En dépit de toutes les justifications accumulées par le maréchal, le *Précis* du général Berton demeure comme un témoignage des plus graves contre le commandant de l'aile droite. Le maréchal Grouchy reproche à l'empereur le *temps perdu* à parcourir le champ de bataille pour faire relever les blessés, etc. Malgré ce temps perdu, l'empereur fait six lieues et plus, Grouchy n'en fait que trois.

[3] Ce sont précisément les divisions Ziethen et Pirch, sur lesquelles avait porté tout l'effort de la journée de Ligny, qui décideront la bataille du 18.



reurs ne lui permit plus de conserver le moindre doute sur la direction véritable des Prussiens, il écrivit à l'empereur qu'à la pointe du jour il allait marcher sur Wavre, par Sart-à-Walhain. Le maréchal ignorait encore alors que, indépendamment des corps de Thielmann et de Bülow, qu'il suivait en queue, une autre colonne prussienne, composée des débris de Ziethen et de Pirch, s'était retirée directement de Sombref sur Wavre par Saint-Géry, Gentinnes et Mont-Saint-Guibert. Cette direction avait été éclairée par l'aide-major général Monthion, qui en rendit compte directement à l'empereur. Ce ne fut pas là une des moindres fatalités de la campagne; car si Grouchy avait été instruit à temps du passage de cette colonne entre l'empereur et lui, il aurait probablement senti de lui-même l'urgente nécessité de lier davantage ses communications avec le gros de l'armée et de s'en rapprocher de suite.

Cependant l'empereur, voyant les Anglais accepter la bataille à Mont-Saint-Jean, avait expédié dès le 17 au soir un courrier à Grouchy, qu'il supposait déjà *devant* Wavre, ou bien près d'y arriver. Il lui prescrivait, dit-on, de détacher dès le point du jour sept mille hommes sur Saint-Lambert, pour se joindre à la droite de la grande armée, et opérer avec elle contre l'armée anglaise en position sur le plateau de Mont-Saint-Jean, et de suivre ensuite la même direction avec toutes ses forces quand il serait assuré de celle qu'aurait prise Blücher. Cet ordre ne parvint pas à sa destination; l'officier qui en était porteur fut tué sur la route par des maraudeurs prussiens [1]. Au lieu de se mettre en mouvement au point du jour (c'est-à-dire vers trois heures du matin à cette époque de l'année), comme il l'annonçait à l'empereur dans son dernier rapport, le maréchal Grouchy ne s'ébranla que vers *six heures*, et s'avança paisiblement dans la direction de Wavre, mesurant, pour ainsi dire, tous ses pas, et toujours préoccupé de l'idée qu'il avait quelque corps prussien considérable sur sa droite. Il avait à peine fait deux lieues quand il entendit, de Walhain, les premiers coups de canon de Mont-Saint-Jean. En ce moment même, Blücher, laissant Thielmann à Wavre pour contenir Grouchy, dirigeait toutes ses forces sur deux colonnes au secours de Wellington par Ohain et la Chapelle-Saint-Lambert.

Cependant Wellington avait soigneusement préparé la défense du plateau de Mont-Saint-Jean. Assuré de la coopération de Blücher, il n'avait autre chose à faire que de tenir ferme jusqu'à l'arrivée des Prussiens. Quatre-vingt mille hommes d'excellentes troupes défendirent, en effet, non sans peine, contre soixante mille des positions d'ailleurs très-fortes, et ne prirent l'offensive qu'à l'arrivée d'un renfort de soixante mille hommes [2]. Voilà, en définitive, à quoi se réduira cette victoire alors si vantée.

L'armée de Wellington se présentait adossée à la forêt de Soignes. Recevoir une bataille dans une position semblable, c'était, suivant Napoléon, s'exposer à de grands désastres, n'ayant d'autre issue que la chaussée de Bruxelles et des traverses de forêt, les plus difficiles de toutes, surtout après de fortes pluies. D'ailleurs une attaque sur le centre pouvait nous rendre maîtres du principal débouché, et alors c'en était fait de l'armée anglaise. Ces vues de l'empereur nous paraissent exactes; cependant il convient d'ajouter que la question de l'avantage ou du désavantage de recevoir une bataille adossé à un défilé est fort controversée entre les maîtres de l'art, et paraît devoir se résoudre souvent par des considérations de fait. Wellington pouvait compter sur la fermeté de ses troupes; de plus il avait reconnu, dans la matinée du 18, une autre position de retraite, la gauche à la forêt, la droite vers Delvaux. Mais toutefois il est bien sûr que, se croyant de bonne foi menacé par des forces supérieures aux siennes, il n'aurait pas accepté la bataille ce jour-là sans la certitude d'être secouru. On peut aussi douter que l'empereur eût attaqué de suite une position si forte, et défendue par une armée nombreuse, si les circonstances que nous connaissons déjà n'avaient rendu tout délai impossible [3].

Résumons ici pour la dernière fois ces circonstances si impérieuses. Les panégyristes de la coalition ont vainement tenté d'établir que le gain même de la bataille du Mont-Saint-Jean n'aurait

[1] Le maréchal Grouchy a contesté l'existence de cet ordre. Il eût mieux fait peut-être de se borner à attester qu'il ne l'avait pas reçu, ce qui n'est mis en doute par personne.

On ignore les termes précis dans lesquels cet ordre pouvait être rédigé; mais à coup sûr il était fort naturel que Napoléon, qui venait de faire sept lieues avec la garde, pensât que Grouchy devait être à la même heure peu éloigné de Wavre, qui n'est guère qu'à huit lieues du même point de départ. et qu'il pouvait dès le point du jour venir passer la Dyle à Moustier ou Lincole, et se rapprocher ainsi du gros de l'armée.

[2] L'armée française se composait de la garde impériale, du premier corps, de *trois divisions seulement* du deuxième (la division Girard était restée à Ligny), de deux divisions du sixième corps, du troisième et quatrième corps de cavalerie, et des divisions Subervic et Domont.

[3] Napoléon, enveloppé par les alliés, n'était pas moins pressé par ses ennemis de l'intérieur. Peut-être même ses amis, peu intelligents ou peu unis, lui étaient-ils plus contraires. (*Note de M. Bignon.*)



qu'ajourné la chute de l'empereur. Ils ont énuméré avec complaisance les forces intactes dont les puissances alliées auraient pu disposer encore après ce premier désastre. La question, selon nous, n'est pas là ; elle est tout entière dans l'impression morale qu'aurait produite *à Paris et à Londres* la victoire de l'armée française. A Paris cette seule nouvelle eût rendu aux amis de l'empereur l'ascendant et la cohésion qui leur manquaient ; elle eût entraîné les irrésolus, imposé silence aux factieux et aux traîtres. A Londres un tel événement détruisait le prestige de ce Wellington qui, souvent habile et toujours heureux, pouvait se vanter de n'avoir jamais été vaincu ; il donnait une nouvelle impulsion à l'opinion des masses, si défavorable, comme on le sait, à la continuation de cette guerre, à laquelle l'Angleterre avait tant sacrifié pour tant souffrir ! La France, pacifiée et plus forte que jamais de son union, accroissant sur ses frontières ses moyens de défense avec tout l'élan de la victoire et d'un juste ressentiment satisfait ; le ministère anglais renversé et les sources de la guerre taries, le soulèvement assuré de la Belgique et des anciens départements de la rive gauche du Rhin ; la coopération à peu près certaine des Saxons, des Danois, des Suédois, des Bavarois ; plus loin, en arrière des armées coalisées, la Pologne toujours menaçante ; et enfin, Napoléon dominant ce revirement gigantesque de la fortune, Napoléon aussi grand dans la prospérité que dans le malheur, étonnant la France et le monde par sa modération plus encore que par ses nouvelles victoires, et n'ayant réellement voulu conquérir que la paix ; telle était la solution que la victoire de notre armée à Waterloo eût donnée au grand drame européen !

Évoquons donc enfin, à notre tour, le souvenir de cette lutte acharnée, furieuse, qui se prolongea depuis onze heures jusqu'à la nuit, de cette bataille gagnée d'abord par l'empereur contre Wellington et Bülow, et de cette victoire changée soudain en une affreuse déroute par l'arrivée imprévue du reste de l'armée prussienne. Wellington avait tout organisé pour une défense désespérée. Les villages de Merbes et de Braine, le château et les murs crénelés du parc d'Hougoumont, la Haie-Sainte, la Haie et Frischermont, formaient comme des bastions avancés qui protégeaient sa ligne [1], défendue par vingt-cinq batteries. Ce n'était pas trop de toute sa prévoyance, de toute la ténacité des vétérans de la guerre d'Espagne, pour résister à l'attaque qui se préparait contre eux.

L'empereur avait reçu à cinq heures du matin le rapport de Grouchy, annonçant qu'il marcherait sur Wavre à la pointe du jour. Ce mouvement, exécuté avec la promptitude nécessaire, devait amener Grouchy à Wavre avant midi. L'empereur ne croyait pas que Blücher, harcelé par notre aile droite, eût les moyens et surtout l'audace de venir prendre part à l'action principale. Il pensait alors que l'armée prussienne se retirerait sur Liége ou sur Bruxelles, pour venir faire sa jonction avec Wellington en arrière de la forêt de Soignies. Or, d'après les dispositions prises par Napoléon, cette forêt allait devenir auparavant le tombeau de l'armée anglaise. La veille il avait pensé à rappeler Grouchy de Wavre, où il le croyait arrivé, vers les défilés de Saint-Lambert, jugeant que ce concours pouvait lui être nécessaire pour assurer la victoire et repousser éventuellement une diversion de quelque corps prussien sur notre flanc droit. Le lendemain il avait eu le temps d'étudier la position de l'ennemi, d'arrêter son plan de combat, et tout en regrettant les lenteurs et l'éloignement de son lieutenant, il ne lui demandait plus que d'inquiéter assez les Prussiens par sa poursuite, pour leur ôter la possibilité et même la pensée d'une semblable diversion. En un mot, Napoléon, le 18 au matin, croyait l'intervention des Prussiens impossible dans cette journée, et grâce à la judicieuse répartition et à la valeur des troupes qu'il avait sous la main, il se chargeait à lui seul de l'armée anglaise. Prévoyant toutefois que le champ de bataille serait longtemps disputé, il crut pouvoir sans inconvénient donner aux troupes quelques heures de repos dans la matinée [2]. Dans l'état réel des choses, ce retard fut un nouveau malheur ; car si la bataille, telle qu'elle a eu lieu, avait commencé seulement trois heures plus tôt, la déroute de l'armée anglaise, qui commençait véritablement vers huit heures du soir, au moment de l'arrivée des deux dernières colonnes prussiennes, aurait sans doute commencé vers cinq heures, et le secours si impatiemment attendu par Wellington serait arrivé trop tard. Ce temps d'arrêt fut employé par nos soldats à nettoyer leurs armes et à prendre un repas, qui pour vingt mille de ces braves devait être le dernier. Après trois jours et trois nuits de pluies continuelles, l'empereur espérait aussi que le soleil de la matinée raffermirait les terres détrempées, et faciliterait les mouvements de l'artillerie et de la cavalerie. Cet espoir fut déçu ; le jour se leva chargé de sombres vapeurs : emblème de notre fortune éclipsée, le soleil depuis Moscou désertait tous nos champs de bataille.

[1] Jomini, 195.

[2] Un premier ordre commandait l'attaque pour *neuf heures* du matin ; ce délai fut ensuite prorogé jusqu'à *onze heures*.



Avant le commencement de l'affaire, l'empereur fit écrire au maréchal Grouchy par le major-général. Voici cette lettre, dont le chef de l'aile droite a cru pouvoir se prévaloir pour sa justification :

« Dix heures du matin.

« Monsieur le maréchal, l'empereur a reçu votre « dernier rapport daté de Gembloux. Vous ne par- « lez à S. M. que des deux colonnes prussiennes « qui ont passé à Sauvenières et Sart-lez-Walhain ; « cependant des rapports disent qu'une troisième « colonne, qui était assez forte, a passé à Géry et « Gentinnes [1], se dirigeant sur Wavre. L'empereur « me charge de vous prévenir qu'en ce moment il « va faire attaquer l'armée anglaise, qui a pris po- « sition à Waterloo, près de la forêt de Soignes ; « ainsi S. M. désire que vous dirigiez vos mouve- « ments sur Wavre, *afin de vous rapprocher de « nous, vous mettre en rapport d'opérations, et « lier les communications*, poussant devant vous « les corps de l'armée prussienne qui ont pris cette « direction et qui ont pu s'arrêter à Wavre, où « vous devez arriver le plus tôt possible. Vous ferez « suivre les colonnes ennemies qui ont pris sur « votre droite par quelques corps légers, afin d'ob- « server leurs mouvements et ramasser leurs traî- « nards. Instruisez-moi immédiatement de vos dis- « positions et de votre marche, ainsi que des « nouvelles que vous avez sur les ennemis, *et ne « négligez pas de lier vos communications avec « nous ;* l'empereur désire avoir très-souvent de « vos nouvelles [2]. »

L'empereur, au moment où il dictait cette lettre, était loin de soupçonner que son lieutenant avait déjà laissé échapper cette armée qu'il avait pour mission spéciale de poursuivre et de contenir !

La bataille commença vers onze heures et demie par l'attaque d'Hougoumont. On a vu, le 16, dans la bataille de Ligny, Blücher, trompé par l'attaque de Saint-Amand, qu'il prenait pour l'engagement principal, porter successivement toutes ses réserves de ce côté, et dégarnir son centre au moment décisif. D'après les premières dispositions de l'empereur pour la bataille du 18, Hougoumont devenait le Saint-Amand de Wellington. Tandis qu'il se serait affaibli d'ailleurs pour protéger ce point, le premier corps, débordant son aile gauche, devait la refouler sur Mont-Saint-Jean, et s'emparer du débouché principal de la forêt. Cette manœuvre, à laquelle devait coopérer la réserve formée du sixième corps et de la garde, coupait l'armée anglaise de sa ligne de retraite naturelle, et la rejetait bien loin des Prussiens. Ce plan si judicieusement combiné avait les meilleures chances de succès. Dès les premiers moments de la bataille, Wellington, alarmé de l'attaque impétueuse et des progrès du deuxième corps français vers Hougoumont, s'empressa, comme Napoléon l'avait prévu, de porter de ce côté une partie de ses réserves.

Mais, tandis qu'une lutte opiniâtre et indécise se prolongeait sur ce point, déjà l'apparition de l'avant-garde du corps prussien de Bülow sur les hauteurs de Saint-Lambert, en arrière de notre flanc droit, contraignait Napoléon à modifier son plan primitif. Dans une lettre, heureusement interceptée, le général Bülow annonçait son approche à Wellington, et demandait des ordres. A cette nouvelle inattendue, l'empereur, trop engagé déjà pour reculer, espérant d'ailleurs que ce nouvel ennemi va se trouver pris entre deux feux par l'arrivée de Grouchy, qu'on devait croire sur ses traces, l'empereur change la direction de son attaque principale avec un sang-froid et une promptitude admirables. Il porte les deux divisions du sixième corps vers Planchenoit pour barrer le passage à Bülow ; et, au lieu d'attaquer Wellington en débordant sa gauche par le premier corps (ce qui aurait permis aux Anglais de déboucher entre Reille et d'Erlon dans le vide laissé entre eux par le départ du sixième corps), Napoléon ordonne à Ney de diriger le premier corps sur le centre même de l'ennemi, *et de commencer ainsi l'attaque par la gauche, au lieu de la droite* [3]. Enfin au moment même où commençait ce mouvement, le major-général expédia une nouvelle dépê-

[1] Par conséquent, entre Napoléon et Grouchy.

[2] Cette dépêche fut confiée à un officier qui, poussant la prudence à l'excès, jugea à propos de faire un immense détour, et ne remit qu'à *quatre heures* une dépêche qui aurait pu parvenir au moins deux heures plus tôt.

[3] Toutes les relations de la bataille présentent une grande confusion de détails sur cette première attaque. Le changement de direction du corps de d'Erlon (premier) était d'une nécessité évidente, du moment où le sixième corps n'était plus là pour combler le vide existant entre le deuxième, entassé vers Hougoumont, et le premier, se prolongeant vers Smouhen, d'après l'ordre primitif de bataille, pour déborder et forcer la gauche de l'ennemi. Napoléon modifia son plan avec beaucoup d'habileté; mais le premier corps, obligé tout à coup de faire une contre-marche sur un terrain coupé et marécageux, ne put exécuter ce mouvement sans un peu de confusion et de flottement. Il est certain qu'au moment de l'attaque, des régiments appartenant à des divisions différentes se trouvèrent réunis dans les mêmes colonnes. On ajoute qu'une méprise fâcheuse, causée par l'expression équivoque de *colonnes par divisions*, fit former ces colonnes en masses trop profondes, circon-

che à Grouchy, lui prescrivant d'une manière plus pressante que jamais de manœuvrer pour joindre notre droite. Cette dépêche avait même été commencée avant l'apparition des Prussiens vers Saint-Lambert; car ce n'était qu'en post-scriptum que le maréchal Soult parlait enfin de la lettre de Bülow interceptée, et ajoutait en finissant : « Ne perdez pas un instant pour vous rapprocher de nous et pour écraser Bülow, que vous prendrez en flagrant délit. » Cette nouvelle dépêche, retardée par des détours inévitables, ne parvint à sa destination qu'à sept heures du soir.

Nous avons dit que Grouchy, ayant à peine fait deux lieues depuis Gembloux, entendit de Walbain les premiers coups de canon de la bataille. Ce moment est mémorable dans nos annales; le sort de la patrie était encore dans les mains du chef de notre aile droite. Quel Français ignore la discussion tumultueuse engagée, poursuivie au bruit lointain de cette canonnade pareille à un grand orage, et les instances pressantes, désespérées, de Gérard, d'Excelmans et de tant d'autres pour marcher au canon, et l'entêtement fatal de Grouchy, qui, soutenu, dit-on, par Vandamme, persista à marcher sur Wavre, abandonnant l'empereur et la France à toutes les rigueurs de la destinée!

Détournons nos regards de ces braves, qu'une circonspection aveugle éloigne du champ de bataille où la voix du canon les appelait au secours de la France. Retournons au plateau de Mont-Saint-Jean, où va se décider le destin de nos pères et le nôtre. Il est une heure : un pâle rayon de soleil vient enfin éclairer cette lutte suprême. Pour la première et la dernière fois, le conquérant de l'Inde et celui de l'Égypte, le héros d'Austerlitz et celui de Vittoria se mesurent ensemble. C'est le moment de la grande attaque du premier corps sur le centre des Anglais, et Wellington suit de l'œil le mouvement de ces colonnes *noires et profondes* qui, bien qu'alourdies par leur propre masse et par la difficulté même du terrain profondément détrempé, gravissent déjà la pente du plateau de Mont-Saint-Jean. La canonnade redouble et fait trembler la terre. La grosse artillerie française, enfilant la chaussée de Bruxelles, fait un affreux ravage dans les réserves entassées autour de la Haie-Sainte, et jette dans leurs rangs un désordre que Wellington lui-même parvient difficilement à réparer. Déjà des fuyards de cette armée, se jetant à travers la forêt, vont donner l'alarme à Bruxelles. Cependant le premier corps poursuit sa marche, attaque et renverse la première ligne de l'ennemi, et notre artillerie de réserve, quittant sa position, s'ébranle pour suivre ce mouvement. Mais dans ce moment même les soldats de d'Erlon, jusque-là vainqueurs, sont assaillis par la seconde ligne anglaise (division Picton), qui, se levant comme un seul homme derrière la haie qui la protége, crible nos colonnes trop profondes de son feu concentrique à bout portant. Nos soldats reculent, accablés par cette attaque imprévue et favorisée par la nature même du terrain, mais une balle partie de nos rangs a vengé notre retraite : le brave Picton n'est plus. Une première attaque sur la ferme de la Haie-Sainte est pareillement repoussée avec perte. Ce n'est pas tout; Wellington, attentif à tous les incidents de la lutte, voit ce mouvement malheureux de notre grosse artillerie, embourbée dans le vallon qui sépare les deux plateaux. Les dragons de Ponsonby, lancés dans les intervalles de nos colonnes, tombent dans ce vallon comme une avalanche furieuse, sabrent les soldats du train, les canonniers, les attelages. Napoléon a vu cet élan téméraire et saura le punir. Enveloppée soudain par quatre régiments de cavalerie française, la brigade de Ponsonby n'est déjà plus. Mais le mal qu'elle nous a fait subsiste; nos pièces du plus fort calibre, immobiles dans cette ravine fatale, ont cessé de porter l'effroi et la mort dans les rangs de l'ennemi.

Cependant Wellington, résolu de disputer le terrain jusqu'à la dernière minute et jusqu'au dernier homme, en attendant la diversion des Prussiens, rappelle en hâte les troupes de sa droite pour fortifier son centre et sa gauche, conduit lui-même des renforts aux troupes qui occupent le poste d'Hougoumont, toujours attaqué et défendu avec le même acharnement. Le général anglais Cooke est grièvement blessé : Jérôme Bonaparte, atteint à son tour, reste bravement au feu; Foy est frappé d'une balle à l'épaule en s'efforçant de tourner la position. L'ennemi ne cédera ce poste, encombré de blessés et de morts, qu'à l'incendie que vont bientôt y développer les obus.

Le premier corps, repoussé mais non découragé,

stance qui, comme on va le voir, nous coûta beaucoup de monde et paralysa l'effet du premier choc.

Le corps de Bülow fut signalé et reconnu ennemi entre onze heures et midi, au moment même où commençait l'attaque de Reille sur Hougoumont. Napoléon fit immédiatement ses nouvelles dispositions, et dicta précipitamment à Soult l'ordre adressé au maréchal Ney, qu'on trouve p. 83 de la brochure du duc d'Elchingen. Cet ordre porte « que le comte d'Erlon commencera l'attaque en portant en avant sa division de *gauche*. » Puis on lit ces mots, ajoutés de l'écriture de Ney : « Le comte d'Erlon comprendra que c'est par la gauche que l'attaque commencera, et non par la droite. Communiquez cette *nouvelle* disposition au général Reille. »

renouvelle l'attaque vers la Haie-Sainte. Le maréchal Ney, s'exaltant suivant sa nature à l'aspect du combat, a recouvré toute son énergie de 1812, et l'élan mieux dirigé de nos troupes semble irrésistible cette fois. A quatre heures, les postes de la Haie-Sainte et de Papelotte sont enlevés. Napoléon parcourt au galop avec son escorte les lignes françaises sous une grêle de boulets, dont l'un abat tout auprès de lui un général d'artillerie. Wellington, immobile, insensible aux projectiles meurtriers qui viennent mourir autour de lui, sent son cœur renaître à l'espérance, en reconnaissant dans les intervalles des décharges qui éclatent sous ses yeux le grondement lointain du canon de Bülow.

Nous entrons ici dans la seconde période de la bataille. Jusqu'à présent Napoléon a combattu Wellington seul; il va maintenant combattre et vaincre encore Wellington secouru par un des lieutenants de Blücher.

Nous avons dit que l'avant-garde de Bülow avait paru dès onze heures sur le plateau de Saint-Lambert, et que l'empereur, forcé de porter le sixième corps au-devant de ces nouveaux ennemis, qui menaçaient son flanc droit, s'était vu forcé de modifier précipitamment son premier ordre de bataille. Bülow, retardé d'abord dans la grande rue de Wavre par un incendie, puis dans les défilés presque impraticables de Saint-Lambert, ne rejoignit son avant-garde avec le gros de ses forces que vers quatre heures. Le général en chef prussien qui accompagnait cette colonne, après avoir prescrit les dispositions d'attaque, court hâter la marche des corps de Pirch et de Ziethen.

Bülow, plus fort du double que Lobau, l'attaque, le pousse avec impétuosité jusqu'à Planchenoit; mais là tous les efforts des Prussiens échouent dans l'attaque du cimetière. Napoléon a vu les progrès alarmants de ce nouvel ennemi, qui déborde sa droite au point de s'avancer déjà presque jusqu'à portée du canon de la chaussée de Charleroi, notre ligne de retraite. Le chef de l'armée française a deux partis à prendre. Il peut dégager son aile droite en la faisant pivoter sur la gauche, et, abandonnant la ligne de retraite sur Charleroi pour celle de Nivelles, se maintenir jusqu'à la nuit entre Hougoumont et Planchenoit, obliquement à son premier champ de bataille. Napoléon pencha, dit-on, un moment vers cette résolution, qui eût en effet évité à son armée le désastre effroyable dont elle fut victime quelques heures plus tard. Mais en agissant ainsi on assurait la jonction des deux armées ennemies, on abandonnait le corps entier de Grouchy aux chances les plus fâcheuses, on avait enfin contre soi l'effet moral de tout un plan de campagne avorté misérablement. Ces considérations si graves décident l'empereur à jouer le tout pour le tout. Bien que Grouchy soit évidemment resté fort en arrière du corps qui nous prend si vivement en flanc, l'empereur devait croire encore qu'il tenait au moins en échec le reste de l'armée prussienne. Dans ce cas, rien n'était perdu avec des soldats comme les nôtres!

Napoléon envoie deux divisions de la garde au secours du sixième corps. Son but est maintenant de mettre Bülow hors de combat, puis de ramener toute la garde sur Mont-Saint-Jean pour donner à l'armée anglaise le dernier coup de massue. Mais de son côté Wellington, renaissant au bruit du canon des Prussiens, tente un nouvel effort pour reprendre la Haie-Sainte. Ney voit ce poste menacé, il sollicite du renfort, et bientôt toutes nos réserves de cavalerie sont engagées sur le plateau de Mont-Saint-Jean.

C'est ici le plus mémorable instant de cette journée funeste et glorieuse encore. L'impétuosité de l'attaque n'est comparable qu'à la ténacité de la défense; des prodiges s'accomplissent, des prodiges de fermeté et d'audace, dignes de rester à jamais gravés dans la mémoire des braves de tous les pays. On connaît l'emploi ordinaire de la cavalerie dans les batailles. C'est de porter la confusion et la terreur au sein des masses d'infanterie déjà ébranlées, de changer les retraites en déroutes, d'achever en un mot les victoires et d'en recueillir le fruit. Tel n'est pas le rôle de la cavalerie française sur le plateau de Mont-Saint-Jean. Ses efforts portent sur des troupes presque intactes et encore menaçantes. A travers les tourbillons de fumée et de flamme qui enveloppent le plateau, cherchons quelques-uns des aspects de cette lutte étrange, dernière et mortelle étreinte des deux grandes nations. Ici, ces fantassins immobiles et comme enracinés au sol, qui attendent, la baïonnette en avant, c'est l'Angleterre. Là-bas, ces cavaliers arrivant comme une tempête. franchissant d'un élan le chemin creux qui borde le plateau, gravissant le talus, dépassant les batteries, ces cavaliers, c'est la France! Les voilà, comme les mameluks aux Pyramides, heurtant les carrés ennemis d'une violence telle, *qu'ils semblent*, dit un ennemi témoin oculaire, *vouloir combattre avec leurs sabres par-dessus les baïonnettes* [1], un régiment hanovrien est détruit par ce choc terrible des cuirassiers de Milhaud; mais les autres tiennent ferme; la cavalerie anglaise attaque à son tour et ramène nos escadrons désunis par leurs charges, mais qui se rallient immédiatement sous le feu renouvelé des batteries ennemies. Leur élan va bientôt renaître plus impétueux encore, car

[1] Pringle.



Kellermann vient de renforcer Milhaud, et toutes les réserves de la garde, cédant à un entraînement fatal, ont suivi ce mouvement aux cris de *Vive l'empereur!* Et bientôt tous les obstacles sont de nouveau franchis, les batteries enlevées, les carrés anglais assaillis et comme noyés dans cette masse houleuse de cavalerie qui parcourt en tous sens le plateau conquis. Ce n'est plus qu'une mêlée confuse, acharnée. plus semblable aux batailles d'Homère qu'à celles des temps modernes. A Mont-Saint-Jean, Ney est redevenu le héros de la campagne de Russie; de sombres pressentiments n'égarent plus ses pensées; l'ardeur du combat, l'espoir de vaincre se peignent seuls sur cette figure martiale, bien connue dans les rangs des deux armées! Wellington voit de tout près alors ce noble ennemi qu'il ne voudra pas sauver plus tard, comme s'il avait à se venger d'un guerrier qui lui aurait fait connaître la crainte et le désespoir!

Oui, Wellington craint et désespère en ce moment, nous ne saurions le redire assez pour nous consoler des malheurs qui vont suivre. C'est en vain que ses chefs et lui courent de carré en carré annoncer l'approche des Prussiens, que la plus grande partie de ses troupes montre une fermeté admirable, et que les vivants semblent tenir au sol comme les morts; c'est en vain que ses régiments, décimés. épuisent leurs munitions, que ses artilleurs, réfugiés d'abord dans les carrés, reviennent à leurs pièces et foudroient dans l'intervalle des charges cette héroïque cavalerie qui toujours se rallie et revient toujours. L'instant fatal semble venu pour cet ennemi jusqu'alors invincible. A six heures et demie du soir la moitié de son armée est détruite; la forêt est encombrée de chevaux, de caissons, de blessés, de fuyards qui vont annoncer jusqu'à Bruxelles et Anvers la déroute des alliés. Il s'attache encore pourtant à ce champ de bataille, il s'y attache avec la ténacité désespérée du naufragé disputant sa dernière planche à l'abîme! Mais toutes ses réserves sont engagées, épuisées, mais il n'a plus autour de lui que trente mille hommes à peine, fatigués et désespérés comme lui. Du côté de Planchenoit, Lobau, soutenu par la garde, a complétement repoussé le corps de Bülow, qui à lui seul perd près de huit mille hommes. Napoléon, entendant enfin dans la direction de la Dyle le canon lointain de Grouchy, qui attaque Wavre, croit que son lieutenant a su du moins arrêter et occuper le reste de l'armée prussienne, et rassemble la garde pour compléter cette *seconde* victoire, si vivement disputée, mais gagnée encore.

Déjà la nuit couvre ce champ de carnage, et la troisième bataille va commencer... Le monde entier connaît le reste: à quoi bon raviver, par d'inutiles détails, cette douleur éternelle? On sait trop que le corps de Thielmann avait suffi pour occuper Grouchy sur la Dyle, et que les deux autres corps prussiens, arrivant de Wavre à marche forcée, entrèrent en ligne à la fois vers huit heures du soir, et changèrent notre victoire en un désastre affreux. On connaît les valeureux efforts du comte de Lobau, luttant encore avec quinze mille hommes contre soixante mille, accablé enfin à Planchenoit par Bülow et Pirch réunis; et la défaite ou plutôt la destruction de nos troupes du centre, assaillies soudain par les débris de l'armée de Wellington, qui, renforcé des troupes de Ziethen si longtemps attendues, passa en quelques moments de l'accablement de la défaite à un succès immense. Enfin, la poésie a immortalisé l'héroïsme de ce bataillon sacré *s'arrêtant pour mourir*, de cette garde impériale qui à elle seule disputa encore un instant la victoire à deux armées, et, dernier rempart de la France, s'affaissa enfin sous la mitraille, démolie, anéantie, mais invincible jusque dans le trépas!

On vit alors de grosses larmes tomber des yeux de l'empereur, atteint de la douleur la plus vive qu'un homme puisse éprouver sans mourir. Il pleura sur notre fortune, éclipsée dans cette nuit funeste, qui semble couvrir encore la France; il pleura sur le martyre de ces vétérans de gloire, qui, dominés par la puissance des souvenirs, subjugués par une affection née dans les camps et fortifiée par le malheur même, lui avaient fait d'avance un sacrifice plus grand même que la vie, celui de leurs serments. On sait qu'il fallut l'arracher de force à ce funeste champ de bataille. Il céda enfin aux instances de quelques braves réunis autour de lui; il consentit à vivre, non qu'il se souciât beaucoup de la vie, mais parce que *les ennemis n'étaient déjà que trop heureux*, comme le lui dit Soult en l'entraînant, et parce que la France pouvait encore avoir besoin de lui.

Ainsi devait donc finir cette mémorable période de nos annales, dépassant en peu d'années toutes les splendeurs, puis toutes les misères du règne de Louis XIV: fanfare éclatante s'éteignant dans un glas funèbre; avenue triomphale conduisant à une tombe immense, ombragée de cyprès éternels. Ces cyprès, du moins, demeurent *beaux comme des lauriers*, ainsi que l'a dit le grand poëte qui eut alors la gloire de consoler la France, par un hommage courageux aux braves morts en vain pour la défendre. Jamais bataille livrée à des ennemis si supérieurs en nombre ne fut plus vaillamment disputée, et ne coûta si cher aux vainqueurs [1]!

[1] La perte de l'armée française s'éleva à dix-huit mille cinq cents hommes tués et blessés, et sept mille

Nous laisserons les écrivains étrangers détailler complaisamment les suites de cette journée, la rencontre et les félicitations de Wellington et de Blücher à la ferme de la *Belle-Alliance*, la poursuite acharnée, impitoyable de la cavalerie prussienne; nous les laisserons savourer toutes les joies d'un tel souvenir! Constatons seulement que l'orgueil de ce triomphe semble s'amortir chaque jour chez nos anciens ennemis, que chacune des complications nouvelles nées de ce succès éphémère semble vérifier davantage la prophétie de Napoléon :

« ILS SERONT RÉDUITS A PLEURER LEUR VICTOIRE. »

Résumons une dernière fois toutes les fatalités de cette campagne. D'abord la persistance de la guerre civile en Vendée, qui prive l'empereur de vingt mille de ses meilleurs soldats, l'organisation précipitée et nécessairement imparfaite des états-majors, source permanente de confusion, de malentendus et de retards; la persistance du mauvais temps qui va retarder et gêner toutes nos marches. Bientôt chaque jour aura ses accidents et ses mécomptes : le 14, la défection d'un général dont la présence seule suffit pour avertir l'ennemi; le 15, Ziethen sauvé par les retards forcés de nos colonnes; le 16, de nouvelles conséquences de ces retards se développent dans toute cette malheureuse affaire des Quatre-Bras, et dans les marches et contre-marches du premier corps, inutile dans cette journée à Ney comme à l'empereur; le 17 et le 18 au matin, les lenteurs et les tâtonnements du commandant de l'aile droite; le retard des ordres destinés à régler et hâter sa marche, et sa déplorable obstination à marcher sur Wavre quand le canon l'appelait à Mont-Saint-Jean : sur ce dernier champ de bataille, la pluie, notre persévérante ennemie, contraignant l'empereur à différer de plusieurs heures l'attaque de l'armée anglaise, qui autrement eût été rompue avant l'arrivée des Prussiens; puis le résultat des fautes du commandant de l'aile droite se développant d'heure en heure par l'arrivée successive des trois corps ennemis qui changent les destins de ce jour; enfin, l'intempérie des éléments cessant tout à coup lorsqu'elle nous deviendrait favorable, et l'impitoyable sérénité de la nuit livrant nos malheureux soldats à toutes les horreurs d'une poursuite acharnée!!! Tels sont les incidents principaux auxquels l'histoire assignera la plus large part de notre malheur. M. de Grouchy surtout, malgré ses apologies, demeure chargé d'une effrayante responsabilité. En mettant plus d'activité dans ses mouvements, le 17 et le 18, il occupait, contenait les Prussiens, rendait leur fameux mouvement de flanc impossible, ou du moins se mettait à portée d'en paralyser les résultats principaux, et de seconder à temps le gros de l'armée. Plus tard, en marchant au canon, comme Gérard, Excelmans et tant d'autres officiers et soldats l'en supplièrent, il arrêtait au moins les deux derniers corps prussiens, et Wellington et Bülow restaient vaincus. Que Dieu pardonne à M. de Grouchy, mais la France ne lui pardonnera pas, tant qu'elle restera la France [1].

Napoléon dictateur n'aurait rien eu à faire dans

prisonniers. Le général Michel périt glorieusement dans le dernier choc de la garde impériale; le général Devaux, officier d'artillerie d'un grand mérite, avait été emporté par un boulet auprès de l'empereur. Duhesme, gravement blessé pendant la bataille, fut massacré dans la poursuite par les hussards prussiens, ou, selon une autre version, périt dans l'incendie d'une maison du bourg de Genappe, où il avait été transporté. Les généraux Friant et Cambronne furent blessés; le comte de Lobau tomba au pouvoir de l'ennemi.

Celui-ci, de son côté, eut au moins vingt-cinq mille hommes tués et blessés. Le fort de la perte dut naturellement porter sur l'armée de Wellington. Trois lieutenants généraux de cette armée périrent; presque tous les autres furent atteints plus ou moins grièvement.

[1] M. de Grouchy s'est cru dégagé de toute responsabilité parce que Napoléon lui avait ordonné de diriger la poursuite sur Namur et la Meuse, pensant d'abord que l'armée prussienne battue suivrait cette direction. Mais, de son propre aveu, l'empereur lui prescrivait en même temps de suivre les Prussiens *sans relâche*, et d'entretenir toujours soigneusement ses communications avec le gros de l'armée. Ces instructions générales contenaient virtuellement tout ce qu'il y avait à faire, même dans l'éventualité alors imprévue d'un mouvement des Prussiens pour se rapprocher de l'armée anglaise. L'activité, la vigilance devenaient alors encore plus essentielles.

M. de Grouchy s'est efforcé aussi de tirer avantage de l'approbation que donnait encore l'empereur, le 18 à dix heures du matin, à son mouvement sur Wavre à la suite de l'armée prussienne. Oui, sans doute, Napoléon approuvait ce mouvement, car il devait croire que Grouchy, suivant sa promesse, aurait quitté Gembloux au point du jour, et que les Prussiens seraient attaqués à Wavre en même temps que les Anglais à Mont-Saint-Jean. Si Grouchy s'était déployé devant Wavre vers onze heures, il aurait très-probablement arrêté le départ, non-seulement des corps de Pirch et de Ziethen, mais encore la plus grande partie du corps de Bülow. Il est positif que Blücher ne se croyait suivi que par un détachement insignifiant quand il promit à Wellington d'aller le secourir, et que Wellington croyait avoir sur les bras toute l'armée française.

Napoléon n'a pas prévu le mouvement décisif de Blücher, parce qu'il n'a pas pu prévoir que Grouchy se mettrait dans l'impossibilité d'y mettre obstacle. Il n'a pu prévoir non plus que son lieutenant, entendant le canon vers sa gauche, s'obstinerait à marcher à pas comptés vers la droite avec ses trente mille hommes

Paris après un tel désastre, il serait resté à Laon pour y réorganiser l'armée. Avec les débris de Waterloo, les troupes de Grouchy qui revenaient à peu près intactes par Namur, les renforts qu'on pouvait tirer de l'intérieur, il aurait eu cent mille hommes en moins de huit jours; il aurait pu tirer un parti formidable de tous ces travaux de défense si habilement, si rapidement préparés. Rome en était revenue de plus loin après la défaite de Cannes! Mais Napoléon souverain constitutionnel était dominé par d'autres nécessités; il fallait que les chambres l'aidassent à sauver la France; il fallait venir leur demander cette union, ce concours énergique et sincère qui lui avait déjà été refusé, qu'on allait lui refuser encore. La loi suprême du salut public devait être méconnue jusqu'à la dernière heure.

« Neuf heures sonnaient à l'Élysée quand le roulement des voitures retentit dans la cour solitaire[1]. L'empereur entre; il parcourt la correspondance, il ouvre un billet de la reine Hortense et lui répond. Il prend ensuite quelque nourriture, se couche et s'endort, mais en recommandant qu'on l'éveille aussitôt l'arrivée du duc de Bassano et de Regnault de Saint-Jean-d'Angely, avec lesquels il veut discuter d'avance la situation. Les deux ministres arrivent bientôt. « *Eh bien, ce bulletin!* » leur dit d'abord l'empereur. Il se fait lire de suite ces premiers détails, tels qu'ils parurent dans le supplément du *Moniteur* du lendemain. Plongé dans une morne rêverie, l'empereur interrompt deux fois cette lecture. Au moment où il est question des derniers avantages obtenus sur l'armée anglaise, il s'écrie : « *La bataille était gagnée.* — On poursuit... *Elle est perdue!* »

La difficulté n'était pas dans le choix des mesures à prendre, mais dans la nature des dispositions qu'allaient montrer les chambres. « Si tout patriotisme, si tout honneur n'est pas mort, vont-ils me déclarer la guerre maintenant, » dit l'empereur. L'un de ses interlocuteurs répondit : « Ils vont parler d'économiser l'eau et les pompes, quand la maison est en feu! — La dictature, dit l'autre, pourrait seule tout sauver aujourd'hui! » Mais l'empereur avait pris son parti, il ne voulait pas d'un second 18 brumaire. Après quelques instants de silence, il reprit d'une voix altérée : « *J'ai recommencé la monarchie constitutionnelle!* convoquez les ministres. »

Cette première conférence, dont les détails, d'une incontestable authenticité, sont publiés ici pour la première fois, est un document du plus haut intérêt pour la justification de l'empereur. Nous le voyons, dans cet entretien intime, peu de moments après son arrivée, se prononcer déjà formellement contre l'idée d'un coup d'État; tandis que les perfides menées du duc d'Otrante avaient déjà donné, dès la veille, aux bruits de dissolution une consistance telle, que les constitutionnels, abusés jusqu'au bout, ne voyaient dans l'empereur qu'un ennemi de plus!

Les ministres, convoqués, arrivèrent dans la matinée, et s'entretinrent successivement avec l'empereur avant le conseil. « Fouché parut l'un des premiers; » il avait l'air affecté, sensible et prévenant. L'empereur se contint; mais, l'entendant parler du *calme* qui ne cessait de régner dans Paris, il dit assez haut, avec un sourire amer : « *Du calme! Ah! l'on est tranquille selon lui!* »

Une visite de la reine Hortense lui donna quelque répit dans ces heures d'angoisse. Il put du moins respirer un moment auprès de cette noble et courageuse princesse, dans laquelle il retrouvait tout le dévouement, toute l'âme de sa Joséphine, de cette femme vraiment digne de lui et qu'il n'aurait dû jamais quitter. Cet entretien douloureux et néanmoins consolant, pendant lequel les sanglots de la princesse se faisaient entendre jusque dans les salons, ne put durer que quelques minutes. En la reconduisant, l'empereur lui baisa la main et lui dit : « *Envoyez-moi votre fils.* »

Le conseil des ministres commença vers huit heures. Les avis y furent divisés; mais l'empereur, déjà décidé, quoi qu'il pût avenir, à rester dans son rôle de souverain constitutionnel, écarta toute idée de coup d'État, de moyens révolutionnaires, et, conformément à l'opinion de la majorité du conseil, parut vouloir encore tout espérer du concours des chambres. Il chargea les ministres et son frère Lucien d'aller solliciter des représentants une adhésion énergique, absolue, aux mesures que réclamaient les circonstances.

échelonnés sur une seule ligne, bien que ses éclaireurs lui signalassent la présence sur la rive gauche de la Dyle d'une force ennemie considérable, marchant précipitamment dans la direction du combat. Si Grouchy avait, lui aussi, marché au canon, Blücher se serait rabattu infailliblement sur la Dyle pour lui disputer le passage avec les corps de Ziethen et de Pirch. Cela est si vrai qu'il avait déjà arrêté la marche de ces deux corps en apprenant l'apparition d'une forte colonne française à la hauteur de Corbaix, et qu'ils ne reprirent leur mouvement qu'après un rapport de Thielmann, annonçant que les Français se dirigeaient sur Wavre. (Jomini, *Précis*, p. 224.)

[1] Les rapports des contemporains varient sur cette heure. Nous suivons textuellement les notes de M. Bignon. Il tenait du duc de Bassano ces détails sur les premiers moments du retour de Napoléon.

Cette mission échoua complétement. En présence de l'invasion étrangère, du péril qui menaçait l'honneur et l'existence même de la patrie, des hommes honorables sans doute, mais bien cruellement abusés en ce jour, complétèrent, par une scission déclarée, le mal qu'avaient commencé leurs injustes défiances. Pour eux, Napoléon était devenu le premier ennemi dont il fallait se débarrasser, en demandant, en exigeant au besoin son abdication; pour eux le plus grand danger n'était pas l'approche des alliés, c'était la crainte chimérique de cette dissolution, qu'ils eussent méritée par tout ce qu'ils firent pour s'y soustraire. Le courage nous manque pour reproduire les détails de la séance du 21 juin et la motion fameuse du général la Fayette, motion, hélas! concertée d'avance avec Fouché, et qui associait aux mesures de défense contre l'ennemi des précautions hostiles contre le chef de l'État, lui enlevant, au mépris de la constitution, ce droit de dissolution dont il ne songeait pas à user; mutilant son pouvoir, quand il aurait fallu l'agrandir pour le salut de tous. Tel fut néanmoins l'esprit qui prévalut au sein des deux chambres. Ces tendances se manifestèrent d'une manière plus vive, plus déplorable encore, par l'accueil qui fut fait à Lucien Bonaparte, dont la seule présence semblait menacer malgré lui cette chambre hostile d'un nouveau 18 brumaire. L'histoire gardera un souvenir honorable à ce prince, l'un de ces caractères si noblement fidèles, que la prospérité rebute et que l'adversité ramène! L'empereur retrouva en lui dans cette dernière crise le même dévouement que dans la première; mais les idées, les temps et les hommes avaient changé autour d'eux. Des murmures d'incrédulité ou d'improbation accueillirent les instances de Lucien; le général la Fayette y répondit par une violente diatribe contre l'empereur. Cette diatribe, nous ne la citerons pas, par égard pour la mémoire d'un homme qui aimait sincèrement sa patrie, mais qui plus d'une fois dans sa vie s'est cruellement trompé sur les meilleurs moyens de la servir.

Détournons nos regards de cet affligeant tableau, de ces Français qui complètent le désastre de Waterloo! Retournons à l'Élysée; le spectacle qui nous y attend est plus consolant et plus digne de nos regards. Avant même de tenter une démarche par Lucien, Napoléon savait ce qu'il avait à attendre des députés. L'invitation *directe* de se rendre immédiatement à la chambre, invitation transmise sur la proposition de M. de la Fayette aux ministres délibérant encore à l'Élysée, était une véritable déclaration de guerre au pouvoir exécutif. Dès lors la désunion était consommée, irréparable; il fallait abdiquer, ou prononcer la dissolution de cette chambre, qui venait de lui en retirer le droit par un acte véritablement révolutionnaire. Écoutons l'empereur lui-même s'entretenant à l'Élysée avec Benjamin Constant, pendant que la séance de la chambre dure encore; écoutons-le devancer l'histoire [1]!

« Il ne s'agit pas de moi à présent, il s'agit de la « France. On veut que j'abdique. A-t-on calculé les « suites inévitables de cette abdication? C'est au« tour de moi, autour de mon nom, que se groupe « l'armée : m'enlever à elle, c'est la dissoudre. « Cette armée n'entend pas toutes vos subtilités. « Croit-on que des axiomes métaphysiques, des « déclarations de droits, des discours de tribune, « arrêteront une débandade? Me repousser quand « je débarquais à Cannes, je l'aurais conçu; m'a« bandonner aujourd'hui, je ne le conçois pas! Ce « n'est pas quand les ennemis sont à vingt-cinq « lieues qu'on renverse un gouvernement avec im« punité. *Pense-t-on que des phrases donneront le « change aux étrangers?* Si l'on m'eût renversé il « y a quinze jours, c'eût été du courage; *mais je « fais partie maintenant de ce que l'étranger atta« que, je fais donc partie de ce que la France doit « défendre*. En me livrant, elle se livre elle-même, « elle avoue sa faiblesse, elle se reconnaît vaincue, « elle encourage l'audace du vainqueur. Ce n'est « pas la liberté qui me dépose, c'est Waterloo, « c'est la PEUR, une peur dont vos ennemis profite« ront.

« Et quel est donc le titre de la chambre pour « me demander mon abdication? Elle sort de sa « sphère légale, elle n'a plus de mission : mon « droit, mon devoir, c'est de la dissoudre. »

« Alors, dit Benjamin Constant, il parcourut rapidement les conséquences possibles de cette mesure. Séparé des chambres, il n'était plus qu'un chef militaire, mais l'armée lui restait. — En supposant même qu'elle se divisât, la portion qui lui demeurerait fidèle pouvait se grossir de cette classe véhémente et nombreuse, facile à soulever parce qu'elle est sans propriété, facile à conduire parce qu'elle est sans lumières. Comme si le hasard eût voulu fortifier Napoléon dans le sentiment des ressources que lui promettait cette résolution désespérée, au moment même où il comparait ses forces à celles de ses adversaires, l'avenue de Marigny retentit des cris de *Vive l'empereur!* Une foule d'hommes, appartenant pour la plupart à la classe indigente et laborieuse, se pressaient dans cette avenue, tentant d'escalader les murs de l'Élysée pour offrir à Napoléon de l'entourer et de le défendre. Il promena quelque temps ses re-

[1] *Lettres sur les cent-jours*, deuxième partie, p. 137 et suivantes.

gards sur cette multitude passionnée. « Vous le « voyez, me dit-il, ce ne sont pas là ceux que j'ai « comblés d'honneurs et de trésors. Que me doi- « vent ceux-ci? Je les ai trouvés, je les ai laissés « pauvres. L'instinct de la nécessité les éclaire, la « voix du pays parle par leur bouche; et si je le « veux, si je le permets, cette chambre rebelle, « dans une heure elle n'existe plus. — Mais la vie « d'un homme ne vaut pas ce prix. Je ne suis pas « revenu de l'île d'Elbe pour que Paris fût inondé « de sang. »

C'est là un des plus beaux moments de la vie de Napoléon. Ce mouvement généreux, sublime, arrache à Benjamin Constant lui-même un cri d'admiration. « Celui, dit-il, qui, fort encore des débris d'une armée invincible durant vingt années, fort d'une multitude qu'électrisait son nom, qu'épouvantait le retour d'un gouvernement *qu'elle croyait* contre-révolutionnaire, et qui ne demandait pour se précipiter sur ses ennemis que le signal du soulèvement, a déposé le pouvoir plutôt que de le disputer par le massacre et la guerre civile, a dans cette occasion bien mérité de l'espèce humaine. »

On a dit que Napoléon avait péri pour avoir trop osé; on devrait dire plutôt qu'il a péri pour n'avoir pas tout osé, pour n'avoir pas osé autant qu'il pouvait le faire, dans la prospérité comme dans le malheur... Ce fut une faute à lui d'élever sa famille, c'en fut peut-être une plus grave encore de ne pas changer plus de dynasties. Il avait dépendu de lui d'anéantir la Prusse après Iéna; c'est la Prusse qui par sa défection en 1812 lui a porté le coup le plus fatal. Et de même qu'il aurait pu allumer au cœur même de la Russie un feu plus ardent que celui de Moscou, en proclamant l'émancipation des serfs et les armant contre leurs maîtres, de même, en 1815, il pouvait donner de l'Élysée le signal d'une guerre sociale. Oh! nous voudrions pouvoir blâmer Napoléon au lieu de l'exalter ici, nous voudrions pouvoir l'accuser d'une aversion exagérée pour les moyens et les idées révolutionnaires; mais les démagogues ont pris soin récemment de justifier l'empereur, de dissiper toutes nos illusions. Nous les avons vus à l'œuvre!

L'empereur savait que ces masses, prêtes à se soulever pour le défendre, ne s'armeraient pas contre les étrangers seuls; il savait que des ressentiments implacables, excités par les fautes du gouvernement royal, bouillonnaient sourdement dans cette foule irritée. Pour tirer parti de l'explosion, il fallait lui donner libre carrière, envelopper dans la même proscription les ennemis et les amis maladroits de la liberté, encourager ou tolérer du moins ces influences malfaisantes, clartés sinistres qui ne manquent jamais à l'heure des révolutions pour égarer ou pervertir les plus généreux instincts, pour encourager à tous les excès les multitudes en délire. Napoléon ne fut jamais plus grand qu'à cette dernière heure, où il préféra le long martyre de l'exil aux horreurs d'un pareil succès, où il dédaigna de ramasser les guenilles sanglantes de la terreur pour se refaire une pourpre impériale!

Ce ne fut pas toutefois sans de cruelles perplexités que l'empereur accomplit son sacrifice. Il l'aurait fait sans hésitation, sans regret, s'il avait espéré que ceux qui exigeaient son abdication couvriraient du moins leur abandon de quelque lutte, de quelque gloire, ou qu'elle suffirait pour désarmer les ressentiments de ces ennemis qui prétendaient n'en vouloir qu'à lui. Mais il ne l'espérait pas; il ne se faisait illusion ni sur la force des uns ni sur la modération des autres.

Cependant un comité composé de ministres et de deux commissions nommées par les chambres s'était réuni à onze heures du soir aux Tuileries. « Cette grande salle du conseil d'État, témoin de tant de vicissitudes, ce palais désert, le silence de la nuit et la gravité des circonstances, inspiraient la tristesse et une sorte d'effroi [1]. »

La discussion, d'abord timide et réservée dans une assemblée composée d'éléments aussi divers, s'anima bientôt, quand les représentants, parmi lesquels se trouvait la Fayette, proposèrent de demander la paix, tout en se préparant à la défense, et d'entamer la négociation *au nom des chambres*, puisque l'ennemi avait déclaré qu'il ne traiterait pas avec Napoléon. C'était faire un pas de plus dans la voie révolutionnaire où l'on était entré la veille. Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, défendant jusqu'au bout la cause de l'empereur, discourut sur la nécessité de faire un dernier effort pour ne pas implorer la paix à genoux; il demanda aux chambres de faire un appel à la nation, tandis que l'empereur traiterait de la paix avec dignité. La Fayette s'opposa formellement à cette mesure. « Il n'en est « qu'une qui puisse sauver la patrie, s'écria-t-il; « et si les ministres de l'empereur ne la lui conseil- « laient pas, sa grande âme le lui révélerait [2]! »

Ce langage, respectueux et convenable du moins dans son inimitié, rachète jusqu'à un certain point l'inconvenante sortie de la veille, et devait être recueilli pour l'honneur de la Fayette. Mais l'histoire ne saurait dissimuler combien a été funeste à la France en ce jour l'influence exercée par le duc

[1] Thibaudeau, I, 401.

[2] Notes de M. Bignon.

d'Otrante sur l'esprit de ce vétéran de la liberté, *qui ne comprit jamais Napoléon* [1]. Il faut bien en convenir, l'attitude du parti constitutionnel fut la raison décisive de l'abdication. L'empereur n'aurait pas reculé devant une opposition dont la trahison et la peur eussent été les seuls éléments; il ne céda à la révolte que parce qu'il vit des hommes honorables en adopter les couleurs, en porter même la bannière. Leur présence dans les rangs de ses ennemis devait rallier contre lui une partie de cette majorité paisible, ennemie des excès révolutionnaires, qui avait naguère applaudi au 18 brumaire et au gouvernement réparateur né de cette révolution. Dès lors le succès et même la lutte n'étaient plus possibles qu'au prix d'affreux déchirements; l'inimitié des cabinets de l'Europe, poursuivant dans la personne de Napoléon le principe révolutionnaire, semblait pleinement justifiée; l'histoire même aurait pu l'accuser avec quelque apparence de fondement d'avoir perdu son pays par égoïsme.

L'empereur, livré à ces tristes pensées, parcourait avec une impatience fébrile les salons déserts de l'Élysée. Si ces conséquences d'un coup d'État pouvaient être épouvantables, l'abdication démoralisait l'armée et ramenait en quelques jours les étrangers à Paris! Entre ces deux extrémités déplorables, l'empereur s'efforça encore de trouver un moyen terme, en consentant à une tentative de négociation au nom des chambres, et promettant d'abdiquer s'il était le seul obstacle à une paix honorable. Il sut bientôt que cette concession ne suffisait pas à l'impatience de ses adversaires; on voulait une abdication formelle, immédiate, sinon l'on allait parler de déchéance. Les communications les plus pressantes se succédèrent dans ce sens; il fallait se hâter de céder, si l'on voulait garder encore le mérite d'un sacrifice spontané. Bientôt les plus fidèles amis de l'empereur, ceux mêmes qui lui avaient conseillé avec le plus d'insistance des mesures énergiques, ébranlés, découragés à leur tour, joignirent leurs instances à celles des députés. L'histoire doit cette justice à Lucien, qu'il passa le dernier dans le camp des partisans de l'abdication.

Alors Napoléon compara une dernière fois dans sa pensée les suites probables, assurées, de cette alternative à laquelle on le réduisait. Il jugea les maux qui résulteraient de l'abdication moins grands peut-être, et certainement moins irréparables, que ceux qui suivraient des mesures violentes; et plus las encore de l'ingratitude et de l'aveuglement des hommes que des caprices de la fortune, il dicta d'une voix ferme à Lucien la déclaration suivante :

[1] Ainsi qu'on le lui a dit à lui-même aux États-Unis.

« Français! en commençant la guerre pour soutenir l'indépendance nationale, je comptais sur la réunion de tous les efforts, de toutes les volontés et le concours de toutes les autorités nationales. J'étais fondé à en espérer le succès, et j'ai bravé toutes les déclarations des puissances contre moi. Les circonstances paraissent changées; je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France. Puissent-ils être sincères dans leurs déclarations, et n'en avoir jamais voulu qu'à ma personne!

« Ma vie politique est terminée, et je proclame mon fils, sous le titre de Napoléon II, empereur des Français. Les ministres actuels formeront provisoirement le conseil du gouvernement. L'intérêt que je porte à mon fils m'engage à inviter les chambres à organiser, sans délai, la régence par une loi. Unissez-vous tous pour le salut public, et pour rester une nation indépendante.

« Donné au palais de l'Élysée, le 22 juin 1815.

« Napoléon. »

Tel fut le dernier acte de ce règne mémorable à jamais. Nous n'évoquerons pas ici le souvenir des événements qui suivirent cette seconde abdication, nous ne rappellerons pas comment se vérifièrent tous les malheurs que Napoléon avait prédits, comment fut traitée la France désarmée du seul bras qui pût encore la défendre, comment il fut traité lui-même. C'est aux historiens de l'interrègne et de la seconde restauration à épuiser jusqu'à la lie cette coupe amère, c'est à eux de nous retracer cette sombre image de la France « passant sous les Fourches Caudines. » Pour nous, notre tâche, commencée au 18 brumaire, finit avec le règne de Napoléon.

Le captif de Sainte-Hélène avait prédit que la calomnie et la haine, qui avaient prévalu contre lui, ne prévaudraient pas du moins contre sa mémoire. Il a confié à l'histoire et au temps l'œuvre de sa réhabilitation; l'histoire et le temps ont répondu à cet appel. C'est à M. Bignon qu'il avait remis spécialement le soin d'expliquer et de défendre son système politique; on sait que la mort ne permit pas au légataire de l'empereur d'accomplir entièrement cet auguste mandat. Puisse du moins le dévouement filial du continuateur de ce grand ouvrage avoir suppléé au défaut d'expérience et de talent; puissions-nous avoir contribué à dissiper quelque ombre de ces mauvais jours dont il nous a fallu évoquer le souvenir, à montrer le héros vraiment supérieur encore à lui-même dans l'adversité, et voyant sans pâlir tout un monde éclater en débris, et crouler sur sa tête [2].

[2] *Si fractus illabatur orbis,*
*Impavidum ferient ruinæ.*



Napoléon n'est que trop justifié, que trop vengé aujourd'hui! Les dernières commotions qui ont agité l'Europe ont jeté sur le passé une lueur étrange et nouvelle. Partout la vérité se fait jour, et triomphe enfin des préventions les plus invétérées. Debout parmi tant de ruines, la grande figure de Napoléon resplendit au seuil de l'avenir. Tout ce qu'il avait prédit se vérifie jusque sous nos yeux. Il avait dit que l'abandon et la haine dont il fut victime rouvriraient tôt ou tard le gouffre des révolutions, et nous avons vu ce fléau vengeur désoler l'Europe, châtiant sur les peuples et les rois les fautes de leurs pères! La France surtout ne s'est-elle pas elle-même assez punie de son ingratitude, jusqu'au jour où, livrée à des agitations nouvelles, entraînée, et traînant après elle le monde épouvanté à d'effroyables abîmes, elle calma soudain la tempête et raffermit sous ses pas la terre en prononçant ce seul mot : NAPOLÉON!

O ma patrie! garde bien, garde à jamais incarné dans ton âme le nom de ce héros, ton plus glorieux symbole, et qui, grand entre tous les hommes, t'avait faite grande entre toutes les nations! Puisse ce talisman conjurer avec la même efficacité de nouveaux orages! Puisse enfin l'avenir que Dieu réserve à la France réaliser quelque chose de cet idéal de la politique du grand empereur, de ce rêve sublime de son génie :

LA PAIX UNIVERSELLE SOUS L'INFLUENCE FRANÇAISE!

FIN.

# APPENDICE.

## LES SALINES DE WIELICZKA.

(MARS 1813.)

..... Parmi les distractions auxquelles on s'empressait de se livrer, dans la crainte du lendemain, la plus remarquable fut une visite que je fis aux salines de Wieliczka, avec le comte Stanislas Potocki, président du conseil de la confédération, et plusieurs ministres. Ces salines étaient, comme on sait, possédées en commun par l'Autriche et par le duché de Varsovie... Nous arrivâmes d'abord dans une salle immense, où régnait un double rang de colonnes. A côté de cette salle était une chapelle taillée, ainsi que les statues de saints qui la décoraient, dans la masse de sel qui forme la montagne. Les parties les plus pittoresques de ce vaste abîme avaient été illuminées à l'occasion de notre visite, et tous les travaux étaient en pleine activité... Deux modes d'exploitation étaient employés à la fois, la sape et la mine. Dans quelques endroits on faisait sauter des quartiers de rocher avec la poudre; dans d'autres, c'était le travail plus lent, mais plus régulier, de la hache et de la cognée. L'ouvrier faisait dans le mur deux entailles parallèles hautes de quinze à vingt pieds, sur une largeur de deux pieds à peu près. Il pratiquait ensuite une petite ouverture au point supérieur où les entailles s'arrêtaient; il y mettait un coin de fer qu'il enfonçait avec force, et aussitôt se détachait un bloc de sel en forme de colonne carrée, qui se brisait dans sa chute. Il y a trois qualités de sel : le plus beau et le plus cher est le sel gemme, qui est blanc comme le cristal.

L'intérieur de ces montagnes offre les variétés du monde extérieur. Il a ses plaines, ses escarpements, ses pentes, ses précipices. Lorsque, après avoir marché longtemps déjà, nous voulûmes pénétrer jusqu'au fond de l'abîme, un chemin étroit, dans lequel une rampe légère nous séparait seule de gouffres effrayants, nous conduisit sur le bord d'un lac que l'on traversait en bateau. Ce monde souterrain avait aussi son firmament : parvenus à cette profondeur, les lumières placées dans les régions supérieures de la mine nous apparaissaient comme des étoiles...

Il était difficile, à l'époque où nous étions, que des idées politiques ne vinssent pas nous poursuivre jusque dans les entrailles de la terre. Une remarque intéressante pour nous fut l'esprit dont était animée la population de ces mines. On pourrait croire que des hommes qui vivent presque sans voir le soleil sont indifférents aux événements qu'il éclaire; il semble qu'ils devraient peu s'inquiéter de ce qui se passe au-dessus de leur tête, des successions de gouvernement qui pèsent sur une surface à laquelle ils sont étrangers, et du changement des possesseurs au profit desquels est vendu le produit de leurs pacifiques exploitations. Mais cette population de la Gallicie autrichienne est une race polonaise; c'est le sang polonais qui coule dans ses veines, elle parle la langue polonaise, elle a le cœur polonais. Elle aime la France, parce qu'elle croit que la France aime la Pologne; et, parmi les souvenirs inouïs qui se rattachent à un homme en qui tout fut inouï, ce n'est peut-être pas un des moins étranges que celui du cri de *vive l'empereur Napoléon!* retentissant, en 1813, dans les cavernes de Wieliczka, et répété par leurs innombrables échos. (*Extrait des Mémoires inédits de M. Bignon.*)

L'Autriche a obtenu, au congrès de Vienne, la propriété entière et absolue des mines de Wieliczka.

## NOTE RELATIVE A LA CONDUITE DU ROI DE SAXE.

(AVRIL 1813.)

Dans un mémoire justificatif présenté au congrès de Vienne, le roi de Saxe avance plusieurs faits qui n'ont pas été démentis, et qui mettent sa bonne foi dans tout son jour. Il avait demandé que son adhésion au système de médiation armée de l'Autriche fut l'objet d'un *traité public* qui aurait été communiqué à la France; mais la

cour de Vienne ayant insisté sur le secret de toute cette transaction, le traité qui avait été conclu sur cette base entre les deux États n'avait pas été encore ratifié par le roi de Saxe à l'époque de la bataille de Lützen. Quoique la convention signée à Vienne eût reçu un commencement d'exécution par les instructions données à Thielmann pour la neutralité de Torgau, l'idée de sanctionner cette convention par un traité public communiqué à la France fait honneur au roi de Saxe; mais un tel acte, par sa franchise même, ne pouvait convenir au cabinet de Vienne. Le roi de Saxe ne s'en fit pas moins un devoir de faire connaître sa nouvelle position à Napoléon, en même temps qu'aux souverains alliés, dont les troupes occupaient la Saxe. Aucune de ces lettres ne reçut de réponse. Ce silence disait assez que la neutralité de la Saxe ne serait pas respectée; c'était absoudre d'avance le roi de suivre la loi du plus fort.

Le protocole du 12 mars 1815 promettait la publication d'une réponse détaillée au mémoire justificatif du roi de Saxe : cette publication n'a pas eu lieu.

---

## CONVERSATION DU ROI DE BAVIÈRE

### AVEC M. MERCY D'ARGENTEAU,

### APRÈS LA BATAILLE DE DRESDE.

... Après nous être longtemps promenés dans son cabinet à Nymphenbourg en causant des événements de Dresde, il fut ramené à m'entretenir de sa confiance dans l'empereur; et, s'arrêtant tout à coup, il me dit : « Il faut que je vous lise une lettre que l'empereur m'écrivit du camp de Boulogne, en 1805, au moment de cette fameuse campagne d'Austerlitz qui commença par l'envahissement d'une partie de mes États par les Autrichiens; c'est une prophétie d'un bout à l'autre, et vous verrez si je ne suis pas payé pour avoir une entière confiance en lui. »

Le roi tira alors de son secrétaire et me lut cette lettre si remarquable, dans laquelle l'empereur mandait à l'électeur de Bavière, qu'il levait le camp de Boulogne pour voler au secours de l'Allemagne, qu'il devait peu s'inquiéter que les Autrichiens occupassent ses États et sa capitale. Il lui traçait l'itinéraire de la marche de ses troupes à travers l'Allemagne, engageait l'électeur à se retirer devant l'armée autrichienne, et lui indiquait le jour où il le ramènerait à Munich : « Voyez, me disait-il, quel homme c'est, comme il sait « déjà toutes les combinaisons de ses ennemis au moment où l'on s'en doute le moins. Eh bien, tout cela « s'est exécuté à la lettre, de point en point. Nous « étions à Munich le jour marqué. Je n'oublierai jamais « non plus ce qu'il me dit à son retour de Vienne « après le traité de Presbourg, qui érigeait l'électorat « de Bavière en monarchie. Je fus le recevoir à la « portière de sa voiture; et, en montant ensemble l'escalier du château, les premiers mots qu'il me dit « furent ceux-ci, qui me sont restés bien présents à la « mémoire : Vous devez vous féliciter d'avoir suivi à « la lettre les conseils que je vous ai donnés du camp « de Boulogne. Savez-vous ce qui vous serait arrivé si « vous vous étiez jeté dans les bras de l'Autriche? « C'est Murat qui serait maintenant à votre place. » Vous sentez, ajouta le roi, que je fus un peu déconcerté du compliment.

L'électeur de Bavière avait, à cette époque, singulièrement déjoué la diplomatie autrichienne. Le prince de Schwartzenberg avait été envoyé à Munich pour négocier avec ce prince un traité d'alliance avant la déclaration de guerre ou plutôt avant l'entrée des troupes autrichiennes en Bavière; et, tandis que les dépêches du prince de Schwartzenberg annonçaient le succès de ses négociations, et que le général Nogarolla, envoyé à Vienne de la part de l'électeur, confirmait à l'empereur les bonnes dispositions de son souverain, Napoléon recevait à Boulogne un traité signé à Munich par le ministre de France et le comte de Montgelas, et ratifié par l'électeur, traité par lequel la Bavière se plaçait dans l'alliance et sous la protection de la France. (*Notice historique sur la mission de M. Mercy en Bavière*, p. 27—28.)

---

## I. LETTRE DE L'EMPEREUR NAPOLÉON A M. DARU.

On sait que les ennemis de l'empereur lui ont toujours imputé le zèle outré de quelques préfets, pendant les deux dernières années de son règne, pour obtenir de leurs administrés des adresses ou des députations. Le gouvernement de Toscane avait été jusqu'à se porter à des voies de rigueur contre quelques personnes dési-



gnées pour aller à Paris après la catastrophe de Leipzig, et qui s'y refusaient. Voici comment Napoléon jugeait ces mesures imprudentes :

« Écrivez à la grande-duchesse (Élisa) que je trouve « fort ridicule qu'elle fasse arrêter les personnes qui « se refusent à faire partie des députations qu'on envoie « à Paris, qu'il y a de la gaucherie dans tout cela ; *que* « *ce n'est pas ainsi qu'on gouverne,* et que ces actes « arbitraires ne font qu'augmenter le mécontentement ; « qu'au surplus, je n'ai pas besoin des députations des « Toscans, et qu'il serait honteux de me faire voir ici « des gens qui y viendraient sous peine de prison. Té- « moignez donc mon mécontentement à la grande-du- « chesse. » (*Lettre datée de Saint-Cloud,* 12 *nov.* 1813.)

## II. AFFAIRE DE L'OCTROI D'ANVERS.

Cette affaire eut un grand retentissement dans les derniers mois de l'empire. L'acquittement des régisseurs de l'octroi d'Anvers, dont les dilapidations étaient notoires, avait été signalé à l'empereur par le grand juge comme un scandale intolérable. On était alors au mois d'août 1813. Malgré les préoccupations du congrès de Prague, Napoléon se fit envoyer à Dresde toutes les pièces du procès. Son indignation fut telle, qu'il fit annuler le jugement par un sénatus-consulte, remettre les prévenus sous la main de la justice, et poursuivre judiciairement ceux des jurés que la clameur publique accusait d'avoir cédé à la corruption. (Décret du 4 août 1813.) Un esprit de justice malentendu entraînait seul l'empereur à cette violation de la loi, dont le scandale ne fut guère moins grand que celui qu'il avait voulu punir.

Quelques jours après, et au moment même de la reprise des hostilités, Napoléon écrivait à M. Daru une lettre curieuse, qui prouve à quel point tout le détail des affaires de l'administration était présent à sa pensée, dans les moments les plus critiques des opérations militaires, et qui semble dénoter, au sujet de la liberté judiciaire, des idées bien différentes de celles que pourrait faire supposer la décision relative à l'octroi d'Anvers.

« La clameur publique paraît porter plainte de ce « que le directeur de la librairie a défendu l'impression « de mémoires signés par un avocat, où l'on assure « qu'il n'y avait rien ni contre le gouvernement, ni « contre les mœurs. D'ailleurs, dans l'un et l'autre cas, « le mémoire n'aurait pu être arrêté sans consulter le « grand juge, qui aurait fait poursuivre l'avocat, et « sans m'en rendre compte. Ce serait en effet une chose « inouïe que, dans une affaire contentieuse, le mémoire « d'une partie ne pût pas obtenir la même publicité « que celui de la partie adverse. » (*Lettre datée de Lœwenberg,* 23 *août* 1813.)

## III. SECOURS DONNÉS AUX RÉFUGIÉS POLONAIS.

L'entrevue de Napoléon avec les officiers polonais pendant la retraite de Leipzig fut une des scènes les plus grandioses et les plus touchantes de cette campagne. Dans les premiers jours qui suivirent la bataille, il y avait eu un assez grand nombre de défections parmi les Polonais. Ils étaient travaillés par quelques traîtres, et, d'ailleurs, complétement démoralisés par la disparition de leur illustre chef Poniatowski, dont la mort n'était pas encore certaine. L'empereur leur fit dire qu'il n'exigeait que d'être reconduit par eux jusqu'au Rhin ; il n'en fallut pas plus pour ranimer tous les courages. Enfin, quatre jours avant la bataille de Hanau, l'empereur, ayant rencontré la colonne polonaise en marche, réunit autour de lui les principaux officiers. Un témoin oculaire nous a retracé les principaux traits du discours de Napoléon. « Je vous ai appelés, leur dit-il, pour vous parler sur votre situation. Comme empereur, comme général, je n'ai rien à vous reprocher ; vous avez agi loyalement envers moi après avoir combattu en braves... : mais je veux vous donner de bons conseils : Où voulez-vous aller? Chez votre roi, ou dans vos foyers? Votre roi n'a peut-être pas lui-même d'asile. Je vous l'ai donné pour souverain, parce que les autres puissances n'ont pas voulu voir à votre tête un homme qui eût plus d'énergie... Il fallait vous donner un Allemand, et, comme c'était un honnête homme, mon ami particulier, je l'ai fait votre duc ; vous savez bien qu'il ne l'était que pour la forme ; ce n'était pas lui qui était grand-duc de Varsovie, c'était moi ; *et votre malheur est que je ne l'aie pas été directement.* Et chez vous, qu'y trouverez-vous? Des Russes et des Prussiens... » Dans cette improvisation, l'empereur laissa échapper un reproche assez déplacé contre les Polonais, celui de n'avoir pas fait plus d'efforts pendant qu'il était en Russie. Si la diète polonaise n'avait pas ordonné la levée en masse, c'est seulement à M. de Pradt que l'empereur aurait dû s'en prendre. (Voyez t. III, chap. Ier de cet ouvrage.) Cette boutade donna à l'un des officiers présents l'occasion de lui reprocher de s'être toujours refusé à donner une promesse décisive en faveur de la Pologne. Napoléon se justifia facilement, en leur citant l'article secret de l'alliance du 14 mars 1812, par lequel l'Autriche cédait éventuellement la Gallicie en échange de la restitution de l'Illyrie. Il leur fit valoir toutes les chances favorables qui lui restaient encore, et leur démontra que l'avenir de la patrie polonaise était lié irrévocablement à la fortune de la France. Un cri général de *vive l'empereur!* accueillit cette éloquente improvisation, et tous jurèrent de ne pas l'abandonner.

Depuis son retour à Paris jusqu'à son dernier départ pour l'armée, l'empereur ne cessa de donner aux réfugiés des marques d'intérêt. Le 14 décembre, il se fit adresser par M. Bignon un rapport sur les secours à donner aux Polonais non militaires réfugiés en France. C'était là une tâche tout à fait selon le cœur de M. Bignon ; il s'en acquitta dignement, en signalant à la bienveillante justice de l'empereur ces illustres martyrs de la liberté. « Je ne me laisse point aveugler, disait-il

dans son rapport, par un intérêt mal entendu pour une nation dont la destinée politique ne semble plus douteuse aujourd'hui ; mais je pense que des considérations puissantes doivent imposer à la France le devoir de faire encore quelques sacrifices pour les représentants fugitifs de cette nation, jusqu'à ce que le sort de leur patrie soit fixé par des traités. L'honneur même de la France m'y paraît intéressé, et j'ajouterai que les sommes employées ainsi ne seront pas un argent perdu. En admettant que l'existence de la nation polonaise soit irrévocablement anéantie, il peut n'être pas encore inutile pour la France de laisser parmi les Polonais le souvenir d'une généreuse protection qui ait, jusqu'au dernier moment, soutenu les citoyens compromis pour la cause commune; il peut n'être pas indifférent d'avoir au milieu de cette Pologne, même soumise et partagée, des amis secrets dont la France puisse se servir au besoin ; il peut être avantageux d'entretenir ce fonds d'affection et d'espoir qui doit toujours ramener les Polonais vers la France... C'est donc un placement de fonds bien entendu; c'est, de plus, un sacrifice commandé par l'honneur national... »

L'empereur accorda aux réfugiés polonais des pensions dont ils n'ont pas joui longtemps. L'un d'eux, le comte Weglenski, ministre d'État du grand-duché, ne voulut accepter d'autre indemnité que la croix de la Légion d'honneur, qu'il n'avait pas encore. Un article spécial du traité de Fontainebleau sauvegarda les intérêts des Polonais qui avaient suivi jusqu'au bout la fortune de la France.

## IV. NOTE SUR LES DERNIÈRES DÉMARCHES

### TENTÉES AUPRÈS DE BERNADOTTE.

Pendant tout le cours de ce volume, nous avons eu à peine l'occasion de parler du prince de Suède. Il avait perdu, dès le mois de novembre, presque toute importance dans les conseils de la coalition, et les alliés s'accordaient à se moquer de ses éternels bulletins, dans lesquels il s'attribuait tout l'honneur des succès obtenus.

Cependant Bernadotte avait eu le mérite de se déclarer en faveur du roi de Saxe, et, dès le lendemain de Leipzig, il s'était fortement opposé aux projets ambitieux du roi de Prusse sur les États de Frédéric-Auguste. Dans les derniers mois de 1813, Bernadotte fut chargé de réduire le Danemark et de contenir Davoust dans Hambourg; ce fut pour lui l'occasion de rédiger de nouveaux bulletins non moins pompeux que les précédents. Après avoir assez énergiquement combattu le projet d'invasion de la France, il finit par y donner une approbation officielle; et bientôt après, ayant obtenu par la paix de Kiel, signée avec le Danemark (14 janvier 1814), la réunion si ardemment désirée de la Norwége à la Suède, il revint sur le Rhin avec ses Suédois. Bien qu'il eût conservé le titre de général en chef de l'armée du Nord, ce titre était purement nominal; car il ne prit aucune part aux hostilités; et les corps de Wintzingerode et de Bülow, détachés de son commandement, agirent, comme nous l'avons vu, sous les ordres de Blücher. Cette espèce de neutralité convenait aux secrètes espérances que Bernadotte fondait encore sur les promesses d'Abo. Vers l'époque même de cette entrevue célèbre, il était entré en correspondance avec divers émissaires du parti royaliste, et depuis avec Louis XVIII lui-même; en même temps il faisait protester énergiquement, par les ministres de Suède auprès des puissances alliées, contre tout projet de rétablissement des Bourbons.

Vers la fin de février, Napoléon, qui venait de donner l'ordre d'envoyer M. Faypoult auprès de Murat, voulut tenter une semblable démarche auprès de Bernadotte. « Ne pourriez-vous pas de votre chef, écrivait-il à Joseph le 25 février, envoyer quelqu'un à Bernadotte?... Essayez-le, sans que j'y sois pour rien. » Chargé de suivre cette double négociation auprès de ses deux beaux-frères, le roi Joseph dirigea vers le quartier général du prince royal le docteur Franzenberg, dont il annonça le départ à l'empereur le 28 février. Cet envoyé avait pour mission de faire valoir les derniers succès de Napoléon, et l'espérance qu'il avait encore de détacher l'empereur d'Autriche de la coalition, d'engager en conséquence le prince de Suède à saisir l'occasion qui se présentait de réparer tous ses torts envers la France, en réunissant ses Suédois aux troupes du général Maison, son ancien aide de camp, et aidant l'empereur à prendre les alliés entre deux feux, s'ils ne repassaient immédiatement le Rhin. Bernadotte rejeta cette proposition, ajoutant que l'empereur Napoléon n'avait plus qu'un intérêt, celui de faire la paix au plus tôt. Nous aimons à croire qu'il n'accompagna pas son refus de toutes les phrases ridicules qu'on trouve dans l'ouvrage intitulé *Suède et Norwége*.

Franzenberg revint à Paris vers le 12 mars. Joseph l'envoya directement au quartier général rendre compte de sa mission. Il a pu y arriver, comme le raconte en effet M. de Pradt, au moment de l'attaque de Reims. En même temps, Joseph transmettait à l'empereur une lettre, non pas de Murat, mais de M. Faypoult, qui était parti depuis le 28 février, porteur d'une lettre de Joseph pour le roi de Naples. Ces faits sont attestés par la correspondance de Joseph avec Napoléon, en janvier, février et mars 1814.

Pour tout ce qui concerne la conduite de Bernadotte pendant l'invasion, nous renvoyons à l'ouvrage de M. Sarrans (t. II, chap. I, IV et V). Toutefois nous observerons que cet estimable écrivain s'est trompé en parlant de plénipotentiaires suédois au congrès de Châtillon. Les plénipotentiaires des grandes puissances ont été seuls admis à ce congrès.

